
JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

VOL. XXIV.

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC

DU 7 JANVIER AU 2 AVRIL 1890

CES DEUX JOURS INCLUS

Dans la cinquante-troisième année du Règne de Notre Souveraine Dame

LA REINE VICTORIA

~~RENT~~ LA QUATRIÈME SESSION DE LA SIXIÈME LÉGISLATURE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC.

SESSION 1890

Imprimés par ordre de l'Assemblée Législative

QUÉBEC

IMPRIMÉS PAR BELLEAU ET C^{IE}

1890

Vol. XXIV



PROCLAMATIONS

—000—

CANADA,
Province de *Québec*, }
[L. S.]

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le TRENTIÈME jour d'AVRIL prochain, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-neuf, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le TRENTIÈME jour du mois d'AVRIL, mil huit cent quatre-vingt-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec*.

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, SAMEDI, le HUITIÈME jour du mois de JUIN prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* :
TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE RÉAL ANGERS,
Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce VINGT-TROISIÈME jour d'AVRIL, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-neuf, et de Notre Règne la cinquante-deuxième

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

CANADA,
Province de *Québec*.
[L S.] }

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de *Québec*, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de *Québec*, le HUITIÈME jour de JUIN prochain, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-neuf, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de *Québec*, se trouve convoquée pour le HUITIÈME jour du mois de JUIN, mil huit cent quatre-vingt-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de *Québec*.

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de *Québec*, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdits, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de *Québec*, SAMEDI, le VINGTIÈME jour du mois de JUILLET prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de *Québec* :
TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE RÉAL ANGERS,
Lieutenant-Gouverneur de la Province de *Québec*.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de *Québec*, dans Notre dite Province, ce TRENTE-ET-UNIÈME jour de MAI, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-neuf, et de Notre Règne la cinquante-deuxième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

CANADA,
Province de Québec.
[L. S.]

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGTIÈME jour de JUILLET prochain, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-neuf, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGTIÈME jour du mois de JUILLET, mil huit cent quatre-vingt-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de Québec.

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois d'AOUT prochain, et y agir comme de droit. **CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.**

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec :
TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE RÉAL ANGERS,
Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans notre dite Province, ce NEUVIÈME jour de JUILLET, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-neuf, et de Notre Règne la cinquante-troisième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

CANADA,
Province de Québec,
[L. S.]

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-NEUVIÈME jour du mois d'AOUT, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-neuf, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le VINGT-NEUVIÈME jour du mois d'AOUT, mil huit cent quatre-vingt-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de Québec.

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, MARDI, le HUITIÈME jour du mois d'OCTOBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec :
TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE RÉAL ANGERS,
Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce VINGT-DEUXIÈME jour d'AOUT, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-neuf, et de Notre Règne la cinquante-troisième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

CANADA,
Province de Québec.
(L. S.]

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le HUITIÈME jour du mois d'OCTOBRE, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-neuf, et à chacun de vous--

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le HUITIÈME jour du mois d'OCTOBRE, mil huit cent quatre-vingt-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de Québec.

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, SAMEDI, le SEIZIÈME jour du mois de NOVEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec :
TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE RÉAL ANGERS,
Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce TROISIÈME jour d'OCTOBRE, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-neuf, et de Notre Règne la cinquante-troisième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

CANADA,
Province de Québec.
[L. S.] }

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et à Nos Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le SEIZIÈME jour du mois de NOVEMBRE, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-neuf, et à chacun de vous—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve convoquée pour le SEIZIÈME jour du mois de NOVEMBRE, mil huit cent quatre-vingt-neuf, auquel temps vous étiez tenus et il vous était enjoint d'être présents en Notre Cité de Québec.

SACHEZ MAINTENANT, que pour diverses causes et considérations, et pour le plus grand aise et commodité de Nos biens-aimés sujets, Nous avons cru convenable par et de l'avis de Notre Conseil Exécutif de la Province de Québec, de vous exempter, et chacun de vous, d'être présents au temps susdit, vous convoquant et par ces présentes vous enjoignant, et à chacun de vous, de vous trouver avec Nous, en Notre Législature de Notre dite Province, en Notre Cité de Québec, JEUDI, le VINGT-SIXIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain, et y agir comme de droit. CE A QUOI VOUS NE DEVEZ MANQUER.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec :
TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé l'Honorable AUGUSTE RÉAL ANGERS,
Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre Seigneur, mil huit cent quatre-vingt-neuf, et de Notre Règne la cinquante-troisième.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

CANADA,
Province de Québec.
[L. 87]

A. R. ANGERS.

VICTORIA, par la Grâce de DIEU, REINE du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Défenseur de la Foi, etc., etc., etc.

A Nos Très-Aimés et Fidèles Conseillers Législatifs de la Province de Québec, et aux Membres élus pour servir dans l'Assemblée Législative de Notre dite Province, sommés et appelés à une Assemblée de la Législature de Notre dite Province, qui devait se tenir et avoir lieu en Notre Cité de Québec, le VINGT-SIXIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain.—

SALUT :

PROCLAMATION.

ATTENDU que l'Assemblée de la Législature de la Province de Québec, se trouve prorogée au VINGT-SIXIÈME jour du mois de DÉCEMBRE prochain.

NÉANMOINS, pour certaines causes et considérations, Nous avons jugé à propos de la proroger de nouveau à MARDI, le SEPTIÈME jour du mois de JANVIER prochain, de manière que vous ni aucun de vous n'êtes tenus ou obligés de paraître en Notre Cité de Québec, le dit VINGT-SIXIÈME jour de DÉCEMBRE prochain, et Nous voulons en conséquence, que vous et chacun de vous, et tous autres y intéressés, paraissiez personnellement et soyez en Notre dite Cité de Québec, MARDI, le SEPTIÈME jour du mois de JANVIER prochain, pour la DÉPÊCHE DES AFFAIRES, et y traiter, faire, agir et conclure sur les matières qui, par la faveur de Dieu, en Notre Législature de la Province de Québec, pourront par le Conseil Commun de Notre dite Province, être ordonnées.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres-Patentes, et à icelles fait apposer le grand Sceau de Notre dite Province de Québec :
TÉMOIN, Notre Fidèle et Bien-Aimé AUGUSTE RÉAL ANGERS, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A Notre Hôtel du Gouvernement, en Notre Cité de Québec, dans Notre dite Province, ce VINGT-SEPTIÈME jour de NOVEMBRE, dans l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-neuf, et de Notre Règne la cinquante-troisième année.

Par ordre,

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,
Québec.

JOURNAUX

DE

L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE

DE LA

PROVINCE DE QUEBEC

SESSION 1890

Mardi, 7 janvier 1890.

La Législature étant, ce jour, convoquée par proclamation (ci-annexée) pour la dépêche des affaires, et les membres de la Chambre étant assemblés ;

Un message est apporté par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme Huissier à la Verge Noire :—

M. L'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil Législatif.

En conséquence, M. l'Orateur se rend, avec la Chambre, dans la salle des séances du Conseil Législatif :—Et étant de retour ;

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu des Juges choisis pour la décision des pétitions d'élections, conformément à "l'Acte des élections contestées de Québec, 1875," les rapport et jugement relatifs à l'élection pour le district électoral de Québec-Ouest.

Lesquels sont lus, et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les Journaux de cette Chambre comme suit :

ELECTION CONTESTÉE DE QUÉBEC-OUEST.

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de Québec.

DANS LA COUR SUPÉRIEURE

L'ACTE DES ELECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC 1875

Election d'un député à l'Assemblée Législative de la Province de Québec pour le district électoral de Québec-Ouest.

H. J. W. Carbray et al.,

Pétitionnaires

vs

Owen Murphy,

Défendeur.

A L'HONORABLE F. G. MARCHAND,

Orateur,
Assemblée Législative,
Québec.

Monsieur l'Orateur,

La Cour Supérieure, siégeant en Révision à Québec, a l'honneur de vous faire rapport en la présente cause :

1. Qu'il n'a pas été prouvé que des manœuvres frauduleuses aient été pratiquées par le défendeur, Owen Murphy, candidat rapporté élu à l'élection d'un député à l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour le district électoral de Québec-Ouest, qui a eu lieu en octobre 1886, ni à sa connaissance et de son consentement.
2. Qu'il a été prouvé durant l'instruction de la pétition, en cette cause, que Edouard Coveney, un des agents du dit défendeur, Owen Murphy, s'est rendu coupable à la dite élection d'une manœuvre frauduleuse en louant des chevaux, attelages et voitures des nommés William Corcoran et Joseph Petitclerc pour transporter des électeurs aux et des bureaux de votation.
3. Qu'il n'y a aucune raison de croire que des manœuvres frauduleuses aient été pratiquées dans une large mesure à la dite élection.
4. Qu'il n'y a pas lieu de faire aucun rapport spécial en la présente cause.

Québec, 4 Mai 1889.

A. B. ROUTHIER,
M. A. FLAMONDON,
L. B. CARON.
J. C. S.

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC,
District de Québec.
No. 39.

DANS LA COUR SUPÉRIEURE
EN RÉVISION.

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC, 1875.

In re :

Élection d'un député à l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour le district électoral de Québec-Ouest.

Le quatrième jour de mai, mil huit cent quatre-vingt neuf.

PRÉSENTS :

L'honorable Juge A. B. ROUTHIER,
" " M. A. PLAMONEON,
" " L. B. CARON :

Herbert John William Carbray (indiqué sur la liste des électeurs comme Herbert J. W. Carbray) marchand, et William Foran, remorqueur de bois, tous deux de la cité de Québec,

Pétitionnaires :

VS

Owen Murphy, de la cité de Québec, agent d'assurances,

Défendeur.

La Cour, siégeant en Révision, ayant examiné la procédure et la preuve de record et entendu les parties par leurs avocats, sur le mérite de la pétition d'élection en cette cause :

Considérant que les Pétitionnaires ont établi une partie suffisante des allégations de leur pétition pour obtenir le maintien d'une partie des conclusions d'icelle ;

Considérant que les Pétitionnaires ont prouvé qu'ils étaient habiles à voter à l'élection d'un député à l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour le district électoral de Québec-Ouest, qui a eu lieu en octobre mil huit cent quatre-vingt six, et à laquelle le défendeur a été rapporté comme élu ;

Considérant que les Pétitionnaires ont prouvé qu'à la dite élection, Edward Coveney, un des agents du défendeur, a loué des chevaux, attelages et voitures, et notamment ceux des nommés Wm. Corcoran et Joseph Petitclerc, promettant payer le dit louage pour transporter des électeurs aux et des bureaux de votation, et que le dit Edward Coveney s'est, par là, rendu coupable d'une manœuvre frauduleuse qui a vicié et rendu nulle la dite élection du défendeur ;

Considérant que les Pétitionnaires n'ont pas prouvé les autres allégations de leur pétition contre les autres agents du défendeur, ni contre le dit défendeur personnellement ;

Adjugé et déclare que le dit défendeur, Owen Murphy, n'a pas été dûment élu, ni dûment rapporté comme élu à la dite élection d'octobre, mil huit cent quatre-vingt six, et que la dite élection et le dit retour, en autant qu'ils se rapportent au dit Owen Murphy, sont nuls ; mais la Cour rejette le surplus des conclusions de la dite pétition, et ordonne que chaque partie paiera les frais par elle respectivement encourus.

(Vraie copie)

FISKE, BURROUGHS & CAMPBELL,

P. C. S.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre, qu'en conséquence, il a adressé son mandat au Greffier de la couronne en chancellerie, lui enjoignant de préparer un nouveau bref d'élection pour le dit district électoral de Québec-Ouest.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre qu'il a reçu, des Juges choisis pour la décision des pétitions d'élection, conformément à l' " Acte des élections contestées de Québec, 1875," les rapports et jugements relatifs aux élections,—

Pour le district électoral de Terrebonne ;

Pour le district électoral de Chambly ;

Et pour le district électoral de Joliette.

Lesquels sont lus, et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les Journaux de cette Chambre comme suit :

ELECTION CONTESTÉE DE TERREBONNE.

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC,
District de Montréal.)
No. 8.

COUR SUPÉRIEURE.
(EN RÉVISION.)

L'ACTE DES ELECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC DE 1875 ET SES AMENDEMENTS.

Le vingt-cinquième jour de juin mil huit cent quatre-vingt neuf.

PRÉSENTS :

L'honorable Juge JOHNSON,
" " LORANGER,
" " TAIT.

In re :

Election d'un membre de l'Assemblée Législative de la province de Québec pour le district électoral de Terrebonne, tenue les sept et quatorze octobre mil huit cent quatre-vingt-six, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

Alexandre Vincent, cordonnier, du village de Ste Thérèse de Blainville, dans le district de Terrebonne,

Pétitionnaire ;

vs

Guillaume Alphonse Nantel, avocat, de la ville de St Jérôme, dans le district judiciaire de Terrebonne,

Défendeur.

et

Damase Limoges, cultivateur, de la paroisse de Ste Anne-des-Plaines, dit district de Terrebonne,

Mis-en-cause.

La Cour, ayant entendu le défendeur, tant sur le mérite de la pétition d'élection du dit Alexandre Vincent, demandant l'annulation de l'élection du dit défendeur, que sur la demande contre le dit Damase Limoges, mis-en-cause, ayant examiné le dossier de la procédure et délibéré :

Considérant que les dits Pétitionnaire et mis-en-cause n'ont pas comparu à l'audience quoiqu'appelés ;

Considérant que le dit Pétitionnaire n'a apporté aucune preuve au soutien de sa dite pétition d'élection ;

Renvoie et rejette la dite pétition d'élection avec dépens, distraits à Maître W. B. Nantel, avocat du dit défendeur ;

Et adjugeant sur la contre-pétition du dit défendeur contre le dit Damase Limoges ;

Considérant que le dit défendeur n'a également fait aucune preuve au soutien de sa dite demande contre le dit mis-en-cause ;

Renvoie et rejette la dite contre-pétition du dit défendeur avec dépens.

(Vraie copie),

L. H. COLLARD,
Député Protonotaire.

ELECTION CONTESTÉE DE CHAMBLY.

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de Montréal. }
No. 5.

COUR SUPÉRIEURE.
(EN RÉVISION.)

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC DE 1875 ET SES AMEN- DEMENTS.

Le vingt-cinquième jour de septembre, mil huit cent quatre-vingt-neuf.

PRÉSENTS :

L'honorable Juge TASCHEREAU,
" " LORANGER,
" " WURTELE.

In re :

Election d'un membre de l'Assemblée Législative de la province de Québec, pour le district électoral de Chambly, dans le district judiciaire de Montréal, tenue les sept et quatorze octobre mil huit cent quatre-vingt-six, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

Alphonse Benoit, charretier, du village du Bassin de Chambly, dans le district de Montréal,

Pétitionnaire ;

VS.

Antoine Rocheleau, cultivateur, de la paroisse de Saint-Hubert, dit district,

Défendeur.

La Cour ayant entendu les parties par leurs procureurs sur le mérite de la pétition d'élection du dit Alphonse Benoit, demandant l'annulation d'élection du dit défendeur et la déqualification de ce dernier, ayant examiné le dossier de la procédure et délibéré :

Considérant que le Pétitionnaire n'a pas établi en preuve les allégations de sa dite pétition d'élection ;

Considérant le consentement donné par les parties à l'audience quant à la question des frais ;

Renvoie la dite pétition d'élection, chaque partie payant ses frais, et déclare en conséquence le dit Antoine Rocheleau dûment élu à l'élection susdite.

(Vraie copie),

L. H. COLLARD,
Député P. C. S.

ELECTION CONTESTÉE DE JOLIETTE.

Montréal, 24 Septembre 1889

Copie.

L'honorable F. G. MARCHAND,
Orateur,
Assemblée Législative,
Québec.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le jugement rendu par la Cour de Révision présidée par moi, le vingt-trois septembre mil huit cent quatre-vingt-neuf, *re* W. G. Dumas & al., *vs* Louis Bazinet, et J. N. A. McConville, mis-en-cause (élection contestée du district électoral de Joliette.)

La Cour fait de plus rapport, conformément à la section 92 de "l'acte des élections contestées de Québec 1875."

1. Que des manœuvres frauduleuses n'ont été pratiquées par aucun des candidats à cette élection, ni à sa connaissance ou de son consentement ;
2. Qu'on n'a prouvé contre aucune personne, mise régulièrement en cause, la commission d'aucune manœuvre frauduleuse ;
3. Qu'il n'y a pas raison de croire que des manœuvres frauduleuses aient été pratiquées dans une grande mesure à la dite élection.

J'ai l'honneur d'être,

M. l'Orateur,

Votre obéissant serviteur,

HENRI T. TASCHEREAU,

Juge C. S.

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de Montréal.
No. 8.

COUR SUPÉRIEURE.
(EN RÉVISION.)

(COPIE.)

ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC DE 1875 ET SES
AMENDEMENTS.

Le vingt-troisième jour de septembre mil huit cent quatre-vingt-neuf.

Présents

L'honorable Juge TASCHEREAU
" " GILL,
" " MATHIEU.

In re :

Election d'un membre de l'Assemblée Législative de la province de Québec pour le district électoral de Joliette, tenue le sept et le quatorze octobre, mil huit cent quatre-vingt-six, jours de la présentation des candidats et de la votation.

William George Dumas, peintre, de la ville de Joliette, dans le district électoral de Joliette, et André Turcotte, charretier, de la dite ville de Joliette,

Pétitionnaires ;

vs.

Louis Basinet, cultivateur, de la paroisse de St-Charles Borromée, dans le comté de Joliette, dans le district électoral de Joliette,

Défendeur

et

Joseph Norbert Alfred McConville, avocat, de la dite ville de Joliette,

Mis-en-cause.

La Cour ayant entendu les parties par leurs procureurs respectifs sur le mérite, tant de la pétition d'élection produite et instruite en cette cause, que du plaidoyer récriminateur du défendeur et de la mise en cause du candidat J. N. A. McConville ; ayant examiné la procédure, la preuve et généralement toutes les pièces du dossier, et sur le tout délibéré ;

Faisant droit, *premièrement*, sur la dite pétition d'élection :

Considérant que le défendeur n'a pas été dûment élu à l'élection dont il s'agit savoir :—à l'élection d'un député à l'Assemblée législative de la province de Québec pour représenter le district électoral de Joliette, tenue le sept octobre mil huit cent quatre-vingt six, pour la présentation des candidats et le quatorze octobre mil huit cent quatre-vingt six pour la votation ; attendu qu'avant et pendant la dite élection, et aux fins d'icelle, des manœuvres frauduleuses et corruptrices ont été pratiquées par des agents du dit défendeur, mais hors la connaissance et sans le consentement et la participation de ce dernier ;

Et considérant que certaines autres manœuvres frauduleuses et corruptrices reprochées au défendeur et à ses agents n'ont pas été établies en preuve, et qu'il est juste de faire supporter aux Pétitionnaires les frais encourus à raison de ces accusations non prouvées ;

Maintient la dite pétition d'élection en autant qu'elle conclut à l'annulation de la dite élection, renvoie le surplus des conclusions d'icelle pétition, annule en conséquence, la dite élection, déclare que le défendeur n'a pas été dûment élu en icelle, et le condamne aux dépens de la dite pétition, à ceux de l'instruction, tant sur l'enquête originaire que sur la contre-preuve, et à ceux de la plaidoirie, distracts à M^{re} J. A. Renaud, procureur des Pétitionnaires, sauf les frais déjà adjugés durant l'instance, et moins les frais d'assignation, de taxe, de sténographie et d'impressions encourus à raison des témoins suivants examinés par le Pétitionnaire, savoir : — Urgèle Desrochers, G. A. Champagne, Michel Arbour, Onésime Derouin, Athanase Mailhiot, Barthélemi Baillargeon, Prosper Champoux, Louis Bazinet (déposition du cinq avril mil huit cent quatre-vingt huit) ; Charles Gaspard Beaudoin (déposition du quatre avril mil huit cent quatre-vingt huit) ; Théophile Goyette, Olivier Bonin, Francis Nealon, (déposition du dix-sept avril mil huit cent quatre-vingt huit) Adolphe Magnan, Jean Landry, Octave Lavallée, J. N. A. McConville (déposition du dix-huit avril mil huit cent quatre-vingt huit) Joseph Massicotte, Onésime Lavoie, André Turcotte, Misaël Trudeau, Octave Landreville et Louis Bordeleau, lesquels dits frais, en dernier lieu mentionnés, resteront à la charge des Pétitionnaires, qui auront de plus à supporter les frais d'assignation, de taxe et de sténographie encourus à raison de ceux de leurs témoins, dont les dépositions n'ont pas été imprimées ; et condamne les Pétitionnaires à payer les frais de transquestions posées par la défense aux témoins susdits, par les frais d'assignation, de taxe, de sténographie et d'impression des témoins suivants, examinés par le défendeur pour repousser les accusations non maintenues par le présent jugement, savoir : Alexis Bonin, François Kelly, Charles Bazinet, François Chaussé, George Desroches, Venant Gaudet, Eucière Mercure, Damase Elzire Deblois et Alexis Cabana, les dits frais, distracts à MM. Mercier, Beausoleil, Choquet et Martineau, procureurs substitués du défendeur ;

Faisant droit, *deuxièmement*, sur le plaidoyer récriminateur du défendeur :

Considérant que la dite pétition d'élection contenait des conclusions à l'effet de faire déclarer élu le candidat J. N. A. McConville, ce qui donnait droit au défendeur de produire son dit plaidoyer récriminateur, alléguant des manœuvres frauduleuses et corruptrices contre le dit candidat McConville et ses agents et offrant de les établir, afin d'empêcher les Pétitionnaires d'obtenir cette partie de leurs conclusions ;

Considérant que sur ce plaidoyer récriminateur, le défendeur a procédé à la preuve de certains faits de corruption imputés au dit candidat McConville et à ses agents, et que ce n'est qu'après l'audition d'un certain nombre de témoins prouvant la commission de manœuvres frauduleuses contre les agents du dit McConville, que les Pétitionnaires se sont désistés de cette partie de leurs conclusions tendant à réclamer le siège en faveur du dit McConville ;

Considérant qu'aussitôt après ce désistement, le défendeur a déclaré son enquête close ;

Considérant que le dit défendeur a conséquemment droit aux frais qu'il a encourus jusqu'à cette époque pour établir des faits de corruption que sa preuve le justifie d'avoir allégués ;

Considérant que des manœuvres frauduleuses suffisantes pour annuler l'élection du dit McConville, ont été prouvées avoir été commises par des agents du dit McConville ;

Et considérant que d'autres manœuvres frauduleuses et corruptrices reprochées aux agents du dit candidat McConville n'ont pas été établies en preuve, et que le défendeur doit supporter les frais encourus à raison de ces accusations non prouvées ;

Donne acte aux parties du désistement susdit de la partie des conclusions de la pétition d'élection par laquelle le siège était réclaté pour le candidat McConville, déclare que jusqu'à tel désistement, le plaidoyer récriminateur du défendeur était bien fondé quant aux dites manœuvres frauduleuses ainsi prouvées, et condamne les Pétitionnaires à

payer les frais d'assignation, de taxe, de sténographie et d'impression encourues à raison des témoins suivants examinés par le défendeur sur son dit plaidoyer récrimatoire, savoir : Urbain Lippé, Louis Robitaille, Dignas Brault, Joseph Durand, Oscar Liard, François Parent, John James Sheppard, Jean-Baptiste Chalut, Charles Gaspard Beaudoin et David Therrien, les dits frais distracts à MM. Mercier, Beausoleil, Choquet et Martineau, procureurs substitués du défendeur ; les frais encourus à raison des autres témoins examinés par le défendeur sur son dit plaidoyer récrimatoire devant rester à la charge du dit défendeur, qui est de plus condamné aux frais des transquestions posées à ces derniers témoins, distracts à M^{re} J. A. Renaud, procureur du Pétitionnaire et du mis-en-cause ;

Et faisant droit, *troisièmement*, sur la mise en cause du candidat, J. N. A. McConville, accusé personnellement de manœuvres frauduleuses ;

Considérant que les manœuvres frauduleuses commises par les agents du dit McConville l'ont été hors la connaissance et sans le consentement de ce dernier, et qu'il n'a participé lui-même à la commission d'aucune telle offense ;

Rejette les procédures et conclusions prises contre le dit mis-en-cause par le défendeur en son dit plaidoyer récrimatoire, et condamne le dit défendeur aux frais encourus par le dit mis-en-cause pour se défendre contre telles procédures et conclusions, distracts à M^{re} J. A. Renaud, procureur du dit mis-en-cause ;

Ordonne enfin que les frais réservés durant l'instance soient compris dans la masse des dépens adjugés contre le défendeur, moins cependant ceux réservés par les jugements interlocutoires suivants : celui du cinq septembre mil huit cent quatre-vingt-sept, ordonnant aux Pétitionnaires de fournir une nouvelle copie de leurs particularités ; celui du même jour, renvoyant la motion des Pétitionnaires pour faire déclarer le défendeur, déchu du droit de produire des particularités ; celui du même jour, permettant aux Pétitionnaires d'amender de nouveau leurs particularités ; celui du quinze septembre mil huit cent quatre-vingt-sept, permettant aux Pétitionnaires d'amender de nouveau leur particularité ; celui du vingt-six octobre mil huit cent quatre-vingt-sept, rejetant les particularités des Pétitionnaires ; celui du dix-sept mars mil huit cent quatre-vingt-huit, permettant aux Pétitionnaires de substituer de nouvelles particularités aux anciennes ; et celui du vingt-neuf mars mil huit cent quatre-vingt-huit, rejetant partie des particularités des Pétitionnaires, les dépens réservés par les dits jugements devant être à la charge des Pétitionnaires et distracts à MM. Mercier, Beausoleil, Choquet et Martineau, procureurs substitués du défendeur.

L. H. COLLARD,

Député-Protonotaire.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre, qu'en conséquence, il a alors adressé son mandat au Greffier de la Couronne en Chancellerie lui enjoignant de préparer un nouveau bref d'élection pour le dit district électoral de Joliette.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, il a reçu du Greffier de la couronne en chancellerie le certificat suivant :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 5 Novembre 1889.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du cinquième jour du mois d'octobre, mil huit cent quatre-vingt-neuf, émis par Son Honneur le Lieutenant Gou-

verneur, et adressé à Jean Louis Brien dit Desrochers, sherif et officier-rapporteur pour le district électoral de Joliette, dans la Province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la Province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de Louis Basinet, écuyer; le dit Louis Basinet a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref, qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'Honorable F. G. MARCHAND,
Orateur de l'Assemblée Législative
de la Province de Québec.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, il a reçu les notifications suivantes des vacances qui sont survenues dans la représentation des districts électoraux de Brome, Rimouski et Berthier; et qu'il a émis ses mandats au Greffier de la Couronne en Chancellerie, lui enjoignant de préparer de nouveaux brefs d'élection pour les dits districts électoraux respectivement:

Québec, 5 novembre 1889.

A l'Honorable F. G. MARCHAND,
Orateur de l'Assemblée Législative
de la Province de Québec,
Québec.

Monsieur l'Orateur,

Nous soussignés, donnons, par les présentes, avis qu'il s'est produit une vacance dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, par suite de l'acceptation de la charge de Juge Puisné de la Cour Supérieure pour la Province de Québec, par l'Honorable William Warren Lynch, député pour le district électoral de Brome, dans la Province de Québec.

Sceau

ARTHUR TURCOTTE,
Député du district électoral des Trois-Rivières.

Sceau

W. RHODES,
Député du district électoral de Mégantic.

Québec, 5 novembre 1889.

A l'Honorable F. G. MARCHAND,
Orateur de l'Assemblée Législative
de la Province de Québec,
Québec.

Monsieur l'Orateur,

Nous, soussignés, vous donnons, par les présentes, avis qu'il s'est produit une vacance dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, par le décès de Ed. Onésiphore Martin, écuyer, député pour le district électoral de Rimouski, dans la Province de Québec.

Sceau

ARTHUR TURCOTTE,
Député du district électoral des Trois-Rivières

Sceau

W. RHODES,
Député du district électoral de Mégantic.

A l'Honorable F. G. MARCHAND,
Orateur de l'Assemblée Législative,
Québec.

HONORABLE MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous informer que je résigne, par les présentes, mon mandat comme député du comté de Berthier à l'Assemblée législative de Québec.

Témoin mon seing et sceau, en la ville de
Berthier, ce vingt-quatrième jour de
décembre, mil huit cent quatre-vingt
neuf.

Sceau

LOUIS SYLVESTRE,

Scellé, fait et signé en
présence de

W. G. McCONNEL,
C. A. CHÉNEVERT.

M. l'Orateur informe aussi la Chambre que, durant la vacance, il a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie, les certificats suivants :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 9 décembre 1889.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du septième jour de novembre, mil huit cent quatre-vingt-neuf, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à Hiram Sewell Foster, écuyer, registrateur et officier-rapporteur pour le district électoral de Brome, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la province de Québec, durant le présent parlement, au lieu et place de l'honorable William Warren Lynch ; Rufus Nelson England, écuyer, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref, qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

LOUIS DELORME,
Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'Honorable F. G. MARCHAND,
Orateur de l'Assemblée Législative
de la Province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 11 décembre 1889.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du onzième jour de novembre mil huit cent quatre-vingt-neuf, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à Alphonse Couillard, écuyer, shérif et officier-rapporteur, pour le district électoral de Rimouski, dans la Province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec,

durant le présent parlement, aux lieu et place d'Ed. Onésiphore Martin, écuyer ; Auguste Tessier, écuyer, a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref, qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

LOUIS DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie.

A l'Honorable F. G. MARCHAND,
Orateur de l'Assemblée Législative
de la Province de Québec.

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 7 janvier 1890.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection, en date du quatorzième jour de décembre dernier, mil huit cent quatre-vingt-neuf (1889), émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à Charles Trudel, écuyer, registraire-conjoint et officier-rapporteur pour le district électoral de Québec-Ouest, dans la Province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée Législative de la Province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de Owen Murphy, écuyer ; le dit Owen Murphy a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref, qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

LOUIS DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie,

A l'Honorable F. G. MARCHAND,
Orateur de l'Assemblée Législative
de la Province de Québec.

Ordonné, Que l'Honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill concernant la prestation des serments d'office.

Il présente en conséquence le dit Bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Auguste Tessier, écuyer, député pour le district électoral de Rimouski, et Rufus Nelson England, écuyer, député pour le district électoral de Brome, ayant préalablement prêté serment conformément à la loi, et signé devant les Commissaires le rôle qui le contient, prennent leurs sièges en Chambre.

M. l'Orateur fait rapport que, lorsque cette Chambre s'est rendue, ce jour, auprès de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, il a plu à Son Honneur d'adresser un discours aux deux Chambres de la Législature Provinciale ; et que, pour prévenir les erreurs, il en a obtenu une copie dont il donne lecture à la Chambre comme suit :

Honorable Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative ;

Je vous souhaite, à tous, une cordiale bienvenue, dans cette enceinte législative, dans laquelle vous allez discuter les plus graves intérêts de ce pays, et je vous offre les vœux que je fais, au commencement de cette année, pour votre bonheur et votre prospérité, et le bonheur et la prospérité de vos familles et de tous les habitants de cette province, que vous représentez.

Mon gouvernement a décidé de continuer, autant que possible, de convoquer la Législature pendant l'hiver, de bonne heure, afin de vous permettre de terminer vos travaux parlementaires avant le printemps, si vous le désirez.

Le 5 novembre dernier, à l'époque convenue, la province a payé à qui de droit, les quatre cent mille piastres, accordées par l'acte de 1888, comme part afférente aux catholiques, dans le règlement de la question des biens des Jésuites, et une quittance a été signée, stipulant les cessions et subrogations autorisées par la loi.

Les soixante mille piastres, étant la part indiquée dans la loi, comme revenant aux protestants, au sujet du même règlement, n'ont pas été mises à la disposition du comité de la minorité du Conseil de l'instruction publique, parceque les membres de ce comité ont soulevé certaines objections qui paraissent raisonnables. Un projet de loi, destiné à résoudre définitivement ces objections, vous sera soumis.

Nous devons tous nous réjouir du règlement final et satisfaisant de cette importante question.

Un mouvement très sérieux a eu lieu, depuis quelque temps, dans cette province, en faveur d'écoles du soir pour les classes ouvrières, et mon gouvernement a cru faire un acte sage, et même nécessaire dans les circonstances, en favorisant ces écoles dans les cités de Québec et de Montréal. Vous serez invités à voter un crédit tout spécial pour cet objet.

La nécessité d'améliorer les chemins dans les campagnes a décidé mon gouvernement à encourager davantage l'empierrement de nos routes publiques, et un crédit vous sera demandé à cette fin, à titre d'essai. Cet empierrement des chemins vicinaux devra imposer, comme corollaire, l'abolition des barrières et des ponts de péage.

Les revenus en général et ceux, provenant en particulier des terres de la couronne, ont pris une progression ascendante durant les trois dernières années, et ces derniers, les revenus des terres de la couronne, dépassent aujourd'hui un million de piastres par année. C'est un fait consolant, et il y a lieu d'espérer que cet état de choses se maintiendra.

L'œuvre de la colonisation est poussée avec succès et énergie, et plusieurs compagnies importantes, formées par des personnes influentes du Canada, des Etats-Unis et même d'Europe, ont demandé des terres publiques pour des fins de colonisation dans la province. Si ces compagnies offrent des garanties satisfaisantes, elles devront être mises en état, par toutes les facilités possibles, de nous aider à coloniser nos terres publiques. C'est afin de donner une impulsion nouvelle et plus vigoureuse à ces grands projets, que vous serez appelés à voter deux lois : l'une propre à favoriser les opérations légitimes des sociétés de colonisation, et l'autre, accordant un lot de terre de cent arpents aux père et mère, ayant au moins douze enfants vivants, nés en légitime mariage, lequel lot de terre devra constituer un patrimoine.

Suivant l'autorisation de l'Assemblée législative, une somme d'argent considérable a été mise à la disposition d'un comité spécial, afin de lui permettre de distribuer des grains de semence partout où, dans la province de Québec, le froid et les pluies avaient détruit la récolte en 1888. Ce comité a terminé son œuvre, toute de dévouement, avec une impartialité et un succès dignes d'éloges. Ces secours distribués dans nos campagnes, en temps opportun, ont produit un excellent résultat, en empêchant l'émigration et la famine, et en fournissant un bon grain desemence.

Mon gouvernement croit le moment arrivé d'augmenter le nombre des représentants à l'Assemblée législative, et un projet de loi vous sera soumis dans ce but.

La mise en opération des amendements faits à l'acte électoral, l'an dernier, et donnant le droit de suffrage aux fils de cultivateurs et autres personnes, a été empêchée par l'absence d'un mécanisme légal, suffisant et régulier, dans la confection des rôles d'évaluation des municipalités rurales. De nouvelles dispositions vous seront soumises pour obvier à ces inconvénients.

Mon gouvernement a poursuivi d'une manière diligente, avec les autorités fédérales, les négociations propres à fixer définitivement la frontière nord de cette Province, et, bien que ses efforts n'est pas été entièrement couronnés de succès, il espère assurer cependant bientôt le triomphe des prétentions légitimes de la province ; et il vous invite,

d'une manière toute spéciale, à considérer, avec soin, les résolutions qui vous seront soumises, à cet égard, et qui sont destinées à hâter la solution de cette importante question.

L'institution du jury, surtout en matières criminelles, a été l'objet d'études et de recherches particulières de la part de mon gouvernement, et les inconvénients du système actuel, quant au choix, à l'assignation, à la qualification et au traitement du jury, peuvent nécessiter certains changements que vous serez appelés à considérer bientôt.

Messieurs de l'Assemblée Législative,

Les comptes publics pour l'année terminée le 30 juin dernier, ainsi que les budgets ordinaires et extraordinaires, vous seront soumis sans délai, de manière à ce que leur considération ne retarde pas vos travaux parlementaires.

Vous apprendrez sans doute avec plaisir que les recettes et les dépenses accusent encore un surplus satisfaisant, en faveur des premières.

Une proclamation a été publiée mettant en force la loi de la dernière session, établissant des distinctions provinciales de mérite agricole, et vous serez invités à pourvoir aux dépenses nécessaires, afin que nos agronomes reçoivent les récompenses qui leur sont dues.

Vous serez aussi invités à augmenter le nombre de bourses qui devront être mises à la disposition des élèves, dans nos écoles d'agriculture, afin d'en rendre l'accès facile à un plus grand nombre, et de vulgariser davantage l'instruction théorique et pratique, nécessaire aux fils de nos cultivateurs.

Honorable Messieurs du Conseil Législatif,

Messieurs de l'Assemblée Législative,

J'ai le plaisir de vous informer que des arrangements ont été faits avec une compagnie de citoyens, offrant des garanties sérieuses, et formée dans le but de tenir des expositions annuelles et permanentes, agricoles et industrielles, dans la cité de Montréal.

La perception des taxes imposées sur les municipalités, pour l'entretien des aliénés dans les asiles, présente des difficultés qu'il rendent presque impossible, et mon gouvernement vous proposera un projet de loi, établissant, à cet effet, un système plus juste et plus rationnel, qui, sans affecter les contrats actuels, effectuera une économie désirable.

Vous donnerez, j'en suis convaincu, une attention toute particulière à l'étude de ces différentes questions. Votre patriotisme vous aidera à bien remplir vos devoirs officiels, comme votre expérience de législateurs, vous aidera à doter notre Province de lois sages et de nature à assurer son bonheur et sa prospérité.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Ordonné, Que le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur aux deux Chambres de la Législature provinciale soit pris en considération, demain.

Résolu, Que des comités permanents de cette Chambre, pour la présente session, soient nommés pour les objets suivants, savoir :

1. Privilèges et Elections ; 2. Ordres permanents ; 3. Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières ; 4. Bills privés ; 5. Législation et Lois expirantes ; 6. Comptes publics ; 7. Agriculture, immigration et colonisation ; 8. Différentes branches d'industries en cette province ; lesquels dits comités seront respectivement autorisés à s'enquérir de toutes matières et

choses qui leur seront soumises par la Chambre ; à faire rapport de temps à autre de leurs observations et opinions sur ces matières et choses, et à envoyer quérir personnes, papiers et records.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 8 janvier 1890.

M. l'Orateur met devant la Chambre, l'état des affaires des institutions suivantes, savoir : de l'Union St-Sauveur de Québec,—de l'Union St-Joseph de St-Roch de Québec,—de l'Asile Finlay,—et de l'Hospice de la Miséricorde, tous de la cité de Québec, et pour l'année 1889,—du Monastère de N.-D. de Charité du Bon Pasteur,—de *The Home for Friendless Women*,—de l'Asile de la Providence,—de la Salle d'Asile de St-Vincent de Paul,—de l'Asile des orphelins catholiques,—et de l'Hôpital St-Patrice, tous de la cité de Montréal, et pour l'année 1889,—de l'Hospice Ste-Anne, Yamachiche,—de l'Union St-Joseph des artisans de Sherbrooke ; de l'Asile du Sacré Cœur de Sherbrooke ; de l'Hospice des Sœurs de la Charité de Rimouski,—de l'Hôpital de la Providence, Joliette,—de la Maison de la Providence, Ste-Elizabeth, comté de Joliette,—de l'Hôpital Général de Pembroke,—et de l'Hôpital General de Sorel, tous pour l'année 1889. (*Documents de la session No. 8.*)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Robertson,—la pétition de la Corporation de *Bishop's College*, Lennoxville,—la pétition de la Compagnie de chaux et de marbre de Dudswell, et de la Compagnie de chaux de la Puissance.

Par M. Boyer,—la pétition de Charles L. de Martigny et de Joseph Charles Hubert Lacroix, de Montréal.

Par M. Girouard,—la pétition du Révérend J. U. Tessier et autres,—et la pétition de la Compagnie de chemin de fer du comté de Drummond.

Par l'honorable M. Duhamel,—la pétition de Aimé Bourassa et de Dame Purissima Robert, de Laprairie.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 10 juillet 1889, pour : 1. Copie des instructions données à M. J. B. Charleson en rapport avec l'inspection des travaux et des dépenses des agents de colonisation dans le comté de Terrebonne.

2. Copies du rapport du dit Charleson à ce sujet. (*Documents de la session, No. 9.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 janvier 1889, pour un état des recettes et des dépenses de la province, depuis le premier de juillet 1888 jusqu'au premier de janvier 1889. (*Documents de la session, No. 10.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 janvier 1889, pour un état indiquant dans quelles municipalités des ponts en fer ont été construits avec une aide du gouvernement, depuis que la somme de \$25,000 a été votée en 1887.

Le montant de l'aide accordée par le gouvernement, dans chaque cas ; ainsi que le montant promis et non payé. (*Documents de la session, No. 11.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 janvier 1889, pour copie de tous documents, rapports, plans, etc., pouvant renseigner la Chambre sur la construction projetée du chemin de fer de Québec Oriental. (*Documents de la session, No. 12.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 février 1889, pour un état des sommes payées à même l'emprunt de \$3,500,000 autorisé par la 50 Victoria, chapitre 2, pour toutes les fins mentionnées dans le préambule dudit chapitre 2, 50 Victoria. (*Documents de la session, No. 13.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 21 février 1889, pour copie de toutes requêtes et correspondances adressées au gouvernement, ou à aucun de ses membres, par les justiciables du district de Beauce, s'opposant aux changements des limites judiciaires de ce district et à l'extention de la juridiction des cours de district de Québec sur celui. (*Documents de la session, No. 14.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 21 février 1889, pour copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement et certaines personnes à propos de certains actes frauduleux qui se sont pratiqués et qui se pratiquent, paraît-il encore, en différentes parties de la province de Québec ; actes qui consistent à induire les cultivateurs à donner leurs billets promissoires et garanties, s'élevant en totalité à une somme considérable, pour des grains de semence, pour des instruments agricoles et autres effets et marchandises, sous divers faux prétextes,—ces articles, en certains cas, étant à peu près sans valeur, bien que les signataires de tels billets soient forcés de les payer, tandis que les auteurs de ces fraudes échappent à la justice. (*Documents de la session, No. 15.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 25 février 1889, pour copie de toutes les requêtes ou lettres demandant, depuis l'automne dernier, de l'aide, sous forme de grains de semence, et de toute correspondance à ce sujet. (*Documents de la session, No. 16.*)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 25 février 1889, demandant copie de tous ordres en conseil adoptés, depuis deux ans, au sujet de la question de l'octroi gratuit des terres publiques dans certaines parties de la province. (*Documents de la session, No. 17.*)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 25 février 1889, demandant copie de tous rapports, lettres et documents sur lesquels a été basé l'ordre d'émettre les lettres patentes en faveur de l'honorable Alexandre Lacoste, en date du 4 décembre 1888, pour 1176 acres des terres de la Couronne, situées dans le canton de Marchand. (*Documents de la session, No. 18.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 25 février 1889, pour copie de l'enquête faite contre le shérif de Trois-Rivières par M. Walton Smith en 1887. (*Documents de la session, No. 19.*)

Aussi, la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, du 27 février 1889, pour copie de la correspondance au sujet de l'octroi de \$12,000 à la fabrique de sucre de betteraves de Berthier. (*Documents de la session, No. 20.*)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 27 février 1889, demandant copie des lettres patentes, titres etc., concernant la seigneurie Shoolbred, dans le comté de Bonaventure.

Copie, aussi, de toute requête, petition, concernant certaines réclamations et certaines plaintes, au sujet d'une partie de terrain, aujourd'hui concédé par la Couronne, et pour laquelle les censitaires de la seigneurie Shoolbred se trouvent dans l'obligation de payer en même temps rente au seigneur.

Copie, aussi, de toute correspondance échangée avec le gouvernement à ce sujet.

Copie des ordres en conseil et de tous autres papiers se rapportant à ce sujet.

Copie du jugement rendu par la cour et du rapport des Commissaires de l'acte seigneurial. (*Documents de la session, No. 21.*)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 4 mars 1889, demandant copie de tous mémoires de frais, de toute correspondance et de tous rapports et arrêtés en conseil, au sujet du montant de \$600, mentionné à la page 129 des comptes publics pour 1888, comme ayant été payé à MM. Ross Brothers, dans la cause Holland. (*Documents de la session, No. 22.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 mars 1889, pour copie de toute correspondance échangée depuis le mois d'août dernier entre le Commissaire des terres, ou aucun des membres du gouvernement, et M. A. S. D. Van Barneveld, sur tous sujet se rapportant aux Isles de la Madeleine (*Documents de la session, No. 23.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 mars 1889, pour copie de toute correspondance et de tous rapports d'explorations, plans, et de toutes requêtes et d'autres écrits en la possession du gouvernement, au sujet de l'item 110 du budget des dépenses pour 1889-1890. (Grande route de Cascapédiac à Gaspé.) (*Documents de la session. No. 24.*)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 4 mars 1889, demandant copie de toute correspondance et de tous rapports, arrêtés en Conseil, mémoire de frais et autres écrits ou documents en la possession du commissaire des terres, ou du gouvernement, au sujet de la somme de \$2,097.41, qui paraît à la page 129 des comptes publics pour 1888, avoir été payée à MM. King, Brothers, dans la cause King vs Kerr. (*Documents de la session, No. 25.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 mars 1889, pour copie de la correspondance relative à la nomination d'une commission pour la refonte du code de procédure civile. (*Documents de la session, No. 26.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 8 mars 1889, pour copie de tous documents et de toutes correspondances, *re* Mary Jane Ross vs W. H. Lambly, registrateur. (*Documents de la session, No. 27.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 8 mars 1889, pour un état indiquant : 1. Les sommes payées pour les travaux de colonisation dans le comté de St-Maurice, depuis l'année 1878 inclusivement à ce jour ;

2. Les noms de ceux à qui les divers montants ont été payés ;

3. Copie des rôles de paie des conducteurs qui ont fait exécuter ces travaux. (*Documents de la session, No. 28.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 mars 1889, pour un état des recettes et des paiements de la province de Québec, du premier juillet 1888, au onze mars 1889 inclusivement ; le dit état devant mentionner la balance en caisse à la date du onze mars 1889, déduction faite de la balance, à cette date, des dépôts de garantie des compagnies de chemin de fer de Témiscouata, de Montréal et Lac Maskinongé et de Québec et Lac St-Jean, ainsi que la somme encore à payer pour l'intérêt et le rachat de la dette publique du onze mars au 30 juin 1889. (*Documents de la session, No. 29.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 mars 1889, pour copie de toutes pétitions et correspondances au sujet de l'augmentation de la juridiction de la cour des magistrats de district. (*Documents de la session, No. 30.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 mars 1889, pour : 1. Copie du compte de M. P. E. Tremblay, présenté au gouvernement comme agent de rapatriement ;

2. État détaillé des sommes à lui payées pour salaire, frais de voyage et autres causes. (*Documents de la session, No. 31.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 11 mars 1889, pour copie de toute correspondance échangée entre l'Association agricole des Cantons de l'Est et le gouvernement, ou aucun de ses membres, concernant une aide à cette association. (*Documents de la session, No. 32.*)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 13 mars 1889, demandant : Copie de la plainte ou dénonciation *in re*, Regina vs Charland & al, causes entendues vers le mois de juin et juillet 1888, dans le district judiciaire de Richelieu ;

2. État constatant à quelle date les causes ont d'abord été fixées, puis la date à laquelle elles ont été remises et fixées de nouveau ; les noms, prénoms et résidences des témoins assignés dans cette affaire ;

3. Copie de la lettre ou circulaire envoyée à ces témoins par A. Germain, avocat et substitut du Procureur-général, les avertissant de considérer leur assignation comme nulle et de nul effet.

4. Copie de la lettre des petits jurés assermentés dans cette cause, aussi copie des notes du juge sur la preuve ainsi que du verdict rendu dans chaque cas. (*Documents de la session, No. 33.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 mars 1889, pour copie de la correspondance échangée entre qui de droit et le conseil de l'Instruction publique, sur la nécessité de modifier, conformément aux lois de l'hygiène et aux exigences du développement physique, les règles qui régissent nos établissements scolaires ; aussi copie de la correspondance demandant l'accroissement des heures de sommeil, la diminution du temps consacré aux travaux intellectuels, la répartition de ce temps sur les récréations et les exercices physiques, sur l'aération et sur l'éclairage, et sur les progrès de l'hygiène et de la gymnastique et de la natation dans nos écoles. (*Documents de la session, No. 34.*)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 14 Mars 1889, demandant copie de la lettre adressée par M. Beausoleil au gouvernement en 1888, lorsqu'il a transmis ses comptes *re* taxes sur les corporations commerciales.

Copie de la lettre de l'honorable M. Shehyn sur le même sujet, publiée pendant la dernière élection dans le comté de Mégantic.

Aussi copie de tout arrêté du Conseil et de toute correspondance avec M. Beausoleil, et de tous documents sur le même sujet. (*Documents de la session No. 35.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 16 Mars 1889, pour copie de la correspondance au sujet d'une demande d'allocation, par la Société d'horticulture du comté de l'Islet. (*Documents de la session No. 36.*)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 18 mars 1889, demandant : 1. Copie de tous les rapports, mémoires, lettres, papiers, documents quelconques, ordres en conseil, sur lesquels le gouvernement s'est basé pour payer la somme de \$5,000, ainsi mentionnée à la page 81 des comptes publics pour 1882 :

"G. A. Gouin, en règlement final de toutes réclamations pour dommages causés à certaines limites sur la Rivière Rouge, \$5,000 ;"

2. De tous les rapports, mémoires, lettres, papiers, documents quelconques, plans, ordres en conseil, sur lesquels le gouvernement s'est basé pour payer la somme de \$15,443.00, ainsi mentionnée à la page 88 des comptes publics pour 1883 :

"T. & C. Smith, cessionnaires de Jos. Smith, montant de la gratification qui lui a été accordée pour des dommages résultant de l'arpentage défectueux de ses limites à bois, \$15,443.00." (*Documents de la session, No. 37.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 mars 1889, pour une liste des hommes appartenant à la force de police de la province, avec mention de la date de la nomination de chacun, ainsi que les devoirs qui leur sont assignés. (*Documents de la session, No. 38.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 mars 1889, indiquant les raisons pour lesquelles M. J. B. Beaulieu, garde-forestier pour la division ouest du comté de Rimouski, a été destitué et par qu'il a été remplacé. (*Documents de la session, No. 39.*)

M. l'Orateur communique à la Chambre, le rapport du Bibliothécaire de la Législature de la Province de Québec sur l'état de la Bibliothèque du Parlement, lequel est comme suit :

A l'honorable

Assemblée Législative
de la Province de Québec.

L'allocation de l'an dernier, plus faible d'un tiers que de coutume, ne m'a pas permis de faire des achats considérables.

C'était le désir des Chambres d'employer à la fois une somme assez forte pour compléter, en certaines matières du moins, votre bibliothèque, et le comité nommé à la dernière session m'a chargé de faire des recherches et de signaler les ouvrages qu'il serait utile de se procurer.

En conséquence, j'ai étudié les catalogues et consulté le Bibliothécaire du Parlement fédéral, et j'ai préparé une liste que je soumettrai en temps opportun.

Mais il ne serait pas sage de n'acheter que d'après les catalogues et sur commande. Ceux qui ont visité les grandes villes d'Europe savent que le bibliophile peut y trouver à un prix singulièrement bas une grande quantité de livres de haute valeur souvent, qui ne sont pas signalés dans les catalogues. Il serait donc de l'avantage de la Législature de laisser une marge considérable pour ces livres qu'on appelle d'occasion.

Votre bibliothèque est de plus en plus visitée par le public. Le goût de l'étude et de la lecture se repand... mais les bibliothèques manquent. C'est pourquoi, avec l'approbation des honorables présidents des Chambres, j'ouvre la vôtre toute grande aux esprits studieux.

Presque tous ceux qui viennent ici se soumettent volontiers aux règlements. Cependant, je dois le dire, quelques uns reconnaissent mal le bien que vous leur faites, et des livres fort précieux sont quelque fois enlevés ou détériorés. Ainsi, il n'y a pas longtemps, j'ai vu que six pages et une carte d'un Atlas qui coûte cinquante dollars, avaient été arrachées. C'était de la Statistique. Le compilateur sans conscience, voulait sans doute compiler chez lui sans fatigue.

Il n'y a que deux employés pour faire le service de la bibliothèque, et il en faudrait huit pour surveiller les seize compartiments ouverts à tout le monde. J'avais suggéré de fermer, par de légères barrières en métal ou en bois les plus importants de ces compartiments, et le Comité a recommandé la chose aux Chambres, à la dernière session ; mais il était trop tard sans doute car rien n'a été fait. Il répétera sa demande, je l'espère. La surveillance alors deviendra facile, et l'employé, donnera lui-même le livre demandé.

Votre bibliothèque possède 30178 volumes dont 3764 journaux et Statuts, 1000 volumes de documents parlementaires des Etats-Unis et des Colonies Anglaises, 100 volumes de brochures et 508 volumes de journaux politiques, etc., (papiers nouvelles).

Le tout humblement soumis,

PAMPHILE LEMAY

B. L. Q.

L'Honorable M. Shehyn, trésorier de la province, met devant la Chambre,—Un état des rapports du Conseil et mandats spéciaux en vertu de l'acte 31 Victoria, chapitre 9, clause 47, préparé par l'auditeur de la province, tel que requis, lequel est le même que suit :

	Rapports du Conseil.		Montant des mandats spéciaux.	Montant dépensé.	Résidu non dépensé.
	Nos.	Date.			
Administration de la justice.....	202	1889 avril 30	\$ cts. 40,000 00	\$ cts. 40,000 00	\$ cts.
do	242	mai 20	10,778 98	10,778 34	5 64
Conseil législatif.....	256	mai 23	4,134 50	4,134 50	
	301	juin 14	11,918 17	1,918 17	10,000 00
			66,831 65	56,836 01	10,005 64 A

A—Les \$10,000 restant en caisse le 30 juin 1889, ont été payées le 5 octobre 1889, au comité de secours aux incendiés.

Département du Trésor,

Québec, 30 juin 1889.

GASPARD DROLET,

Auditeur de la province.

	Rapports du Conseil.		Montant des mandats spéciaux.	Montant dépensé.	Résidu non dépensé.
	Nos.	Date.	Montant.		
			\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Codification des lois.....		1889			
Le 30 juin 1889, \$36,675.00, résidu des \$63,000, accordés par la 51 ^e 52 ^e Vie., ch. 1, échelle B, No. 240, furent payés en vertu de l'article 782 des Statuts refondus de la province de Québec. Le 8 août 1889, l'imprimeur de la Reine représente que diverses sommes sont dues et payables, quelques-unes pour les deux premiers volumes, alors en préparation, les autres pour le troisième volume, alors en préparation, et que le montant rayé le 30 juin est maintenant nécessaire pour compléter la codification des lois. L'hon. procureur général recommande l'émission d'un mandat spécial pour le montant rayé.....					
Nouveau Palais de justice de Québec.—construction.....	383	août 12	36,675 00	32,194 26	4,480 74
L'hon. commissaire des travaux publics, à la date du 14 août 1889, fait rapport que J. P. Whelan, entrepreneur de la construction du palais de justice de Québec, a transféré à son associé David Ford, une somme de \$30,000, par un document présenté le 18 décembre 1888, au département des travaux publics, lequel transfert Whelan reconnaît dans son acte de compromis avec le gouvernement et doit être payé à même les deniers lui revenant de sa réclamation contre le gouvernement.					
Que Whelan a aussi donné des ordres en faveur de Carrier, Lainé et Cie., 26 oct. 1888, pour \$ 751 88 M. N. A. Côté, 6 déc. 1888..... 1,500 00 La Ferrière, 19 déc. 1888..... 2,668 00 \$4,919 86					
Que tous ces ordres ont été dûment présentés et enregistrés au département des travaux publics. Que l'ensemble des sommes converties par ces ordres est de \$4,919.86 pour lequel il n'a pas été demandé de crédit à la Législature, afin que l'intérêt public ne fut pas mis en danger et que le gouvernement ne se trouvât pas engagé par					

Réparations au palais de justice et prisons.....	308	août 15	34,919 86	34,919 86	29,843 36	5,576 50
<p>suite des réclamations de Whelan et en attendant le règlement de ces réclamations par l'arbitre. Le commissaire des travaux publics recommande l'émission d'un mandat spécial pour la somme de \$34,919.86.....</p> <p>L'honorable commissaire des travaux publics, par interim, à la date du 25 octobre 1889, fait rapport que certains travaux ne pouvaient être retardés sans danger et sans dommages, et que des ordres ont été donnés, en conséquence, pour faire exécuter certains travaux aux palais de justice à Montréal, Sorel, Sherbrooke, Sweetburg, Trois-Rivières, Chicoutimi, Percé, etc. Vu qu'il n'y a aucun crédit de voté par la Législature, à cet effet, il recommande l'émission d'un mandat spécial de \$10,000.00.....</p>	547	octobre 26	10,000 00	10,000 00	8,510 74	1,489 26
			\$81,504 86	\$1,594 86	70,048 36	11,546 50

Département du Trésor,

Québec, 7 janvier 1890.

GASPARD DROLET,

Auditeur de la province.

L'ordre du jour pour prendre en considération le discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, aux deux Chambres de la Législature provinciale étant lu ;

La Chambre procède, en conséquence, à prendre ce discours en considération.

M. Tessier (Rimouski) propose, secondé par M. Pilon,

Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur pour le remercier de son gracieux discours prononcé à l'ouverture de la quatrième session de la sixième Législature de la province de Québec, et dans lequel il nous souhaite, à tous, une cordiale bienvenue, dans cette enceinte législative, où nous allons discuter les plus graves intérêts de ce pays, et nous offre les vœux qu'il fait, au commencement de cette année, pour notre bonheur et notre prospérité, et le bonheur et la prospérité de nos familles et de tous les habitants de cette province que nous représentons, et pour assurer Son Honneur,

1. Que c'est avec satisfaction que nous apprenons que son gouvernement a décidé de continuer, autant que possible, de convoquer la Législature pendant l'hiver, de bonne heure, afin de nous permettre de terminer nos travaux parlementaires avant le printemps, si nous le désirons.

2. Qu'il nous fait plaisir d'apprendre de Son Honneur, que le 5 novembre dernier, à l'époque convenue, la province a payé, à qui de droit, les quatre cent mille piastres, accordées par l'acte de 1888, comme part afférente aux catholiques, dans le règlement de la question des biens des Jésuites, et qu'une quittance a été signée, stipulant les cessations et subrogations autorisées par la loi.

3. Que nous sommes reconnaissants de l'information qui nous est donnée, par Son Honneur, du fait que les soixante mille piastres, étant la part indiquée dans la loi, comme revenant aux protestants, au sujet du même règlement, n'ont pas été mises à la disposition du comité de la minorité du conseil de l'instruction publique, parceque les membres de ce comité ont soulevé certaines objections qui paraissent raisonnables, et que nous apprenons avec satisfaction qu'un projet de loi, destiné à résoudre définitivement ces objections, nous sera soumis.

4. Que nous concourons dans le sentiment exprimé par Son Honneur, que nous devons tous nous réjouir du règlement final et satisfaisant de cette importante question.

5. Que nous apprenons, avec plaisir, qu'un mouvement très sérieux ayant eu lieu, depuis quelque temps, dans cette province, en faveur d'écoles du soir pour les classes ouvrières, le gouvernement a cru faire un acte sage, et même nécessaire dans les circonstances, en favorisant ces écoles dans les cités de Québec et de Montréal, et que nous serons invités à voter un crédit tout spécial pour cet objet.

6. Que la nécessité d'améliorer les chemins dans les campagnes ayant décidé le gouvernement à encourager davantage l'empierrement de nos routes publiques, Son Honneur peut être convaincu que nous porterons toute notre attention au crédit qui nous sera demandé à cette fin, à titre d'essai, et que nous reconnaissons avec Son Honneur que cet empierrement des chemins vicinaux devra imposer, comme corollaire, l'abolition des barrières et des ponts de péage.

7. Que nous apprenons, avec plaisir, que les revenus en général, et ceux provenant en particulier des terres de la Couronne, ont pris une progression ascendante durant les trois dernières années, et que ces derniers, les revenus des terres de la Couronne, dépassent aujourd'hui un million de piastres par année; et avec Son Honneur, nous admettons que c'est un fait consolant, et qu'il y a lieu d'espérer que cet état de choses se maintiendra.

8. Que nous apprenons avec satisfaction, que l'œuvre de la colonisation est poussée avec succès et énergie, et que plusieurs compagnies importantes, formées par des personnes influentes du Canada, des États-Unis et même d'Europe, ont demandé des terres publiques pour des fins de colonisation dans la province; et que nous admettons, avec Son Honneur, que, si ces compagnies offrent des garanties satisfaisantes, elles devront être mises en état, par toutes les facilités possibles, de nous aider à coloniser nos terres publiques; et que Son Honneur peut être convaincu que nous étudierons les deux lois que nous serons appelés à voter afin de donner une impulsion nouvelle et plus vigoureuse à

ces grands projets :—l'une, propre à favoriser les opérations légitimes des sociétés de colonisation, et l'autre, accordant un lot de terre de cent arpents aux père et mère, ayant au moins douze enfants vivants, nés en légitime mariage, lequel lot de terre devra constituer un patrimoine.

9. Que nous apprenons avec satisfaction que, suivant l'autorisation de l'Assemblée législative, une somme d'argent considérable a été mise à la disposition d'un comité spécial, afin de lui permettre de distribuer des grains de semence partout où, dans la province de Québec, le froid et les pluies avaient détruit la récolte en 1888 ; que le comité a terminé son œuvre, toute de dévouement, avec une impartialité et un succès dignes d'éloges ; et que ces secours, distribués dans nos campagnes, en temps opportun, ont produit un excellent résultat, en empêchant l'émigration et la famine, et en fournissant un bon grain de semence.

10. Que nous apprenons avec intérêt, de Son Honneur, que son gouvernement croit le moment arrivé d'augmenter le nombre des représentants à l'Assemblée législative, et qu'un projet de loi nous sera soumis dans ce but.

11. Que nous apprenons avec satisfaction, que la mise en opération des amendements faits à l'acte électoral, l'an dernier, et donnant le droit de suffrage aux fils de cultivateurs et autres personnes, ayant été empêchée par l'absence d'un mécanisme légal, suffisant et régulier, dans la confection des rôles d'évaluation des municipalités rurales, de nouvelles dispositions nous seront soumises pour obvier à ces inconvénients.

12. Que nous apprenons avec satisfaction, que le gouvernement a poursuivi d'une manière diligente, avec les autorités fédérales, les négociations propres à fixer définitivement la frontière nord de cette province, et que, bien que ses efforts n'aient pas été entièrement couronnés de succès, il espère assurer cependant bientôt le triomphe des prétentions légitimes de la province ; et que nous nous rendrons avec empressement à l'invitation toute spéciale qu'il nous fait de considérer, avec soin, les résolutions qui nous seront soumises, à cet égard, et qui sont destinées à hâter la solution de cette importante question.

13. Que nous apprenons avec intérêt, de Son Honneur, que l'institution du jury, surtout en matières criminelles, a été l'objet d'études et de recherches particulières de la part de son gouvernement, et que les inconvénients du système actuel, quant au choix, à l'assignation, à la qualification et au traitement du jury, peuvent nécessiter certains changements que nous serons appelés à considérer bientôt.

14. Que nous apprenons avec plaisir, que les comptes publics pour l'année terminée le 30 juin dernier, ainsi que les budgets ordinaires et extraordinaires, nous seront soumis sans délai, de manière à ce que leur considération ne retarde pas nos travaux parlementaires.

15. Que nous apprenons avec plaisir, que les recettes et les dépenses accusent encore un surplus satisfaisant, en faveur des premières.

16. Que nous sommes heureux d'apprendre, qu'une proclamation a été publiée mettant en force la loi de la dernière session, établissant des distinctions provinciales de mérite agricole, et que nous serons invités à pourvoir aux dépenses nécessaires, afin que nos agronomes reçoivent les récompenses qui leur sont dues.

17. Que nous sommes encore heureux d'apprendre, que nous serons invités à augmenter le nombre de bourses qui devront être mises à la disposition des élèves, dans nos écoles d'agriculture, afin d'en rendre l'accès facile à un plus grand nombre, et de vulgariser davantage l'instruction théorique et pratique, nécessaire aux fils de nos cultivateurs.

18. Que nous recevons avec satisfaction l'information que des arrangements ont été faits avec une compagnie de citoyens, offrant des garanties sérieuses, et formée dans le but de tenir des expositions annuelles et permanentes, agricoles et industrielles, dans la cité de Montréal.

19. Que, avec Son Honneur, nous constatons que la perception des taxes imposées sur les municipalités, pour l'entretien des aliénés dans les asiles, présente des difficultés qui la rendent presque impossible, et nous sommes heureux d'apprendre que son gouver-

nement nous proposera un projet de loi, établissant, à cet effet, un système plus juste et plus rationnel, qui, sans affecter les contrats actuels, effectuera une économie désirable.

20. Que Son Honneur peut être convaincu que nous donnerons une attention toute particulière à l'étude de ces différentes questions, et que nous remercions Son Honneur de ce qu'il a bien voulu déclarer que notre patriotisme nous aidera à bien remplir nos devoirs officiels, comme notre expérience de législateurs, nous aidera à doter notre province de lois sages et de nature à assurer son bonheur et sa prospérité.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Robertson, secondé par l'honorable M. Flynn,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 9 janvier 1890.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu des juges choisis pour la décision des pétitions d'élections, conformément à l'"Acte des élections contestées de Québec, 1875," un rapport et jugement relatifs à la pétition d'élection pour le district électoral d'Ottawa.

Lesquels sont lus, et il est ordonné qu'ils soient entrés dans les Journaux de cette Chambre, comme suit :

ÉLECTION CONTESTÉE D'OTTAWA.

PROVINCE DE QUÉBEC,)

COUR SUPÉRIEURE,
Siégeant en Révision à Montréal.

Dans la cause de

JEAN-BAPTISTE SÉGUIN,

Pétitionnaire ;

vs.

ALFRED ROCHON,

Intimé ;

et

NARCISSE EDOUARD CORMIER,

Mis en cause.

A l'honorable F. G. Marchand,

Orateur de l'Assemblée Législative, à Québec.

M. l'Orateur,

La Cour Supérieure, siégeant en révision à Montréal, pour la décision de la contestation par Jean Baptiste Séguin, électeur du district électoral d'Ottawa de l'élection d'Alfred Rochon, écuyer, avocat de la cité de Hull, déclaré élu membre de l'Assemblée législative de Québec, pour le dit district,—avis de laquelle élection a été publié dans la *Gazette Officielle*, le huit octobre mil huit cent quatre-vingt-sept—se conformant à la disposition de l'article 551 des Statuts Refondus du Québec,

A l'honneur de vous faire rapport :

1° Que des manœuvres frauduleuses ont été pratiquées à cette élection, mais hors la connaissance et sans le consentement de l'Intimé ;

2° Que ces manœuvres frauduleuses ont été commises par plusieurs agents de l'Intimé, mais qu'aucun d'eux n'a été, à cet égard, régulièrement mis en cause suivant la loi ;

3° Qu'il y a lieu de croire que ces manœuvres frauduleuses ont été pratiquées dans une large mesure, à la dite élection.

Les juges composant le tribunal,

(Signé)

L. H. JETTÉ, J.

"

J. O. WURTELE, J. C. S.

"

C. PEERS DAVIDSON, J. C. S.

Montréal, 7 janvier 1890.

PROVINCE DE QUÉBEC,)
District de Montréal. }

COUR SUPÉRIEURE
(En révision.)

L'ACTE DES ÉLECTIONS CONTESTÉES DE QUÉBEC DE 1875 ET SES
AMENDEMENTS.

Le trentième jour de décembre mil huit cent quatre-vingt-neuf.

PRÉSENTS :

L'honorable juge JETTÉ,

"

"

WURTELE,

"

"

DAVIDSON.

In re,

Election d'un membre de l'Assemblée législative pour le district électoral du comté d'Ottawa, dans la Province de Québec, tenue les septième et quatorzième jours de septembre, mil huit cent quatre-vingt-sept, étant respectivement les jours de nomination et de votation.

Jean Baptiste Séguin, mécanicien, du village d'Aylmer, dans le district électoral d'Ottawa, dans le district judiciaire d'Ottawa,

Pétitionnaire ;

vs.

Alfred Rochon, écuyer, avocat de la cité de Hull, dans le district électoral d'Ottawa, dans le district judiciaire d'Ottawa,

Intimé ;

et

Narcisse Edouard Cormier, commerçant de bois, du village d'Aylmer, dans le district électoral d'Ottawa, dans le district judiciaire d'Ottawa,

Mis en cause.

La cour, après avoir entendu la plaidoirie contradictoire des avocats des parties :

1° Sur les objections préliminaires invoquées par l'Intimé à l'encontre de la demande du Pétitionnaire.

2° Sur le mérite même de la pétition ; et

3° Sur la demande recriminatoire de l'Intimé contre le Mis-en-cause, avoir pris connaissance des écritures des parties pour l'instruction de la cause, dûment considéré les documents produits, examiné la preuve et délibéré, adjugeant préalablement sur les objections préliminaires ;

Attendu que l'Intimé les a réduites devant cette cour, aux trois points suivants, savoir :

a. La pétition n'a pas été signifiée dans les délais fixés.

e. Le district électoral pour lequel l'Intimé a été élu, est erronément désigné dans la pétition comme étant le district électoral du comté d'Ottawa ;

i. La pétition n'est pas revêtue des timbres requis par la loi.

Sur le premier point :

Attendu que, d'après les articles quatre cent quatre-vingt-deux et quatre cent quatre-vingt-quinze des Statuts-refondus de Québec, la pétition doit être présentée dans les trente jours de la publication dans la *Gazette Officielle* de l'avis de l'élection, et signifiée dans les cinq jours après sa présentation ;

Attendu que, dans l'espèce, l'avis de l'élection a été publié le huit octobre et la pétition présentée le sept novembre et signifiée le lendemain, huit novembre, c'est-à-dire dans les délais réguliers accordés par la loi ;

Attendu, en conséquence, que cette première objection n'est pas fondée.

Sur le deuxième point :

Attendu que l'irrégularité signalée par l'Intimé consiste simplement dans l'ajout des mots *du comté* à la désignation du district électoral d'Ottawa, que de fait ce district électoral est formé du seul comté d'Ottawa, et que cette variante est sans importance et ne saurait motiver le rejet de la pétition.

Sur le troisième point :

Attendu que, dans le district où la pétition a été présentée, aucune taxe n'est imposée sur l'enfilure d'un tel document et qu'il est en preuve que l'honoraire dû au greffier sur la production de la dite pièce et qui est payable en argent, a été, de fait, payé à cet officier, et que, par suite, la pétition est régulièrement devant le tribunal ;

Déclare les dites objections préliminaires mal fondées et, en conséquence, maintient et confirme le jugement du dix janvier mil huit cent quatre-vingt-huit qui les a renvoyées.

Adjugeant maintenant sur le mérite de la pétition :

Attendu que le Pétitionnaire demande :

a. L'annulation de l'élection de l'Intimé Rochon ; et

e. Sa déqualification personnelle ;

Attendu qu'il est établi en preuve que des manœuvres frauduleuses et défendues par la loi, ont été, dans nombre de cas, commises et pratiquées par plusieurs agents reconnus de l'Intimé, pendant la dite élection dont l'annulation est demandée ;

Attendu néanmoins qu'il n'a pas été prouvé que ces manœuvres frauduleuses aient été ainsi pratiquées à la connaissance ou du consentement de l'Intimé ;

Attendu, en conséquence, qu'il n'y a lieu de prononcer que sur le premier chef de la demande ;

Vu l'article quatre cent vingt-sept des Statuts refondus de Québec ;

Declare la dite élection de l'Intimé, comme député à l'Assemblée législative de la province de Québec pour le district d'Ottawa, nulle ;

Et adjugeant sur la mise en cause du candidat Cormier :

Attendu que Cormier ayant opposé certaines objections préliminaires à la déclaration faite contre lui par l'Intimé, le juge président à l'instruction a, par jugement du quinze décembre mil huit cent quatre-vingt-huit, maintenu ces objections, quant aux sept premiers chefs d'accusation invoqués et n'a permis la preuve que sur le huitième et dernier ;

Attendu que l'Intimé a ensuite demandé la revision de ce jugement ;

Attendu néanmoins que, nonobstant cette demande de revision, il a été ensuite procédé, sans réserve à la preuve par le juge sur ce huitième chef d'accusation contre le dit Cormier, mais cette preuve n'a pas établi l'allégation de l'intimé.

Attendu en outre que, par jugement de cette cour, rendu le trois octobre mil huit cent quatre-vingt-neuf, sur la demande de revision par l'Intimé du dit jugement du quinze décembre mil huit cent quatre-vingt-huit, il a été déclaré que la mise en cause du dit Cormier avait été faite tardivement et après seulement que l'instruction eût été déclarée close et terminée, ce qui est contraire à la loi ; que, par suite, le juge présidant à l'instruction n'avait plus de juridiction pour entendre les parties sur les dites accusations et que le dit jugement du quinze décembre mil huit cent quatre-vingt-huit, permettant la preuve comme susdit, a été, en conséquence, cassé et mis à néant ;

Attendu qu'il n'a pas été démontré que cette cour puisse, ni doive revenir sur ce qui a été ainsi ordonné sur cette mise en cause et, qu'en conséquence, la déclaration de l'Intimé contre le dit Cormier ne saurait être maintenue ;

La renvoie avec dépens ;

Et adjugeant spécialement sur les frais, et prenant en considération la persistance de l'Intimé à résister à la demande après que des manœuvres frauduleuses par les agents eussent été prouvées, et le fait que les témoins examinés sur les cas de déqualification personnelle ont été utiles sur l'autre chef de la demande ;

Condamne l'Intimé au paiement de tous les dépens, tant ceux encourus sur la pétition principale que sur la Mise en cause et accorde distraction de ces dépens à M. Aylen, avocat et procureur du dit Pétitionnaire et du Mis en-cause.

(Vraie copie,)

(Signé,) JOHN S. HONEY,

Greffier Cour Supérieure

En revision.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Hall,—La pétition de l'Université du Collège Bishop, Lennoxville,—et la pétition du Synode du diocèse de Montréal.

Par M. Pilon,—La pétition de Eugène Jodoin et autres, de Sainte-Christine,—et la pétition de la Municipalité du village de Acton Vale, comté de Bagot.

Par M. Champagne,—La pétition de la Corporation du village de la

Par M. David,—La pétition du Conseil de Ville de la ville de St Jean.

Par M. Nantel,—La pétition du Maire et des Conseillers de la ville de Terrebonne.

Par M. Lemieux,—La pétition de Joseph Pilon, membre de la Législature provinciale, de St-Ephrem d'Upton, et autres.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de la Salle d'Asile de St-Jean,—de l'Hôpital St-Jean,—de l'Hospice de la Maternité sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, tous pour l'année 1889. (*Documents de la session, No. 8.*)

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat ajourné sur la question proposée hier, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur pour le

remercier du gracieux discours qu'il nous a fait, en ouvrant la quatrième session de la sixième Législature de la province de Québec, et dans lequel il nous souhaite, à tous, une cordiale bienvenue, dans cette enceinte législative, où nous allons discuter les plus graves intérêts de ce pays, et nous offre les vœux qu'il fait, au commencement de cette année, pour notre bonheur et notre prospérité, et le bonheur et la prospérité de nos familles et de tous les habitants de cette province que nous représentons,—et pour assurer Son Honneur :

1. Que c'est avec satisfaction que nous apprenons que son gouvernement a décidé de continuer, autant que possible, de convoquer la Législature pendant l'hiver, de bonne heure, afin de nous permettre de terminer nos travaux parlementaires avant le printemps, si nous le désirons.

2. Qu'il nous fait plaisir d'apprendre de Son Honneur, que le 5 novembre dernier, à l'époque convenue, la Province a payé à qui de droit, les quatre cent mille piastres, accordées par l'acte de 1888, comme part afférente aux catholiques, dans le règlement de la questions des biens des Jésuites, et qu'une quittance a été signée, stipulant les cessations et subrogations autorisées par la loi.

3. Que nous sommes reconnaissants de l'information qui nous est donnée, par Son Honneur, du fait que les soixante mille piastres, étant la part indiquée dans la loi, comme revenant aux protestants, au sujet du même règlement, n'ont pas été mises à la disposition du comité de la minorité du conseil de l'instruction publique, parceque les membres de ce comité ont soulevé certaines objections qui paraissent raisonnables, et que nous apprenons avec satisfaction qu'un projet de loi, destiné à résoudre définitivement ces objections, nous sera soumis.

4. Que nous concourons dans le sentiment exprimé par Son Honneur, que nous devons tous nous réjouir du règlement final et satisfaisant de cette importante question.

5. Que nous apprenons, avec plaisir, qu'un mouvement très sérieux ayant eu lieu, depuis quelque temps, dans cette Province, en faveur d'écoles du soir pour les classes ouvrières, le gouvernement a cru faire un acte sage, et même nécessaire dans les circonstances, en favorisant ces écoles dans les cités de Québec et Montréal, et que nous seront invités à voter un crédit tout spécial pour cet objet.

6. Que la nécessité d'améliorer les chemins dans les campagnes ayant décidé le gouvernement à encourager davantage l'empierrement de nos routes publiques, Son Honneur peut être convaincu que nous porterons toute notre attention au crédit qui nous sera demandé à cette fin, à titre d'essai, et nous reconnaissons, avec Son Honneur, que cet empierrement des chemins vicinaux devra imposer, comme corollaire, l'abolition des barrières et des ponts de péage.

7. Que nous apprenons, avec plaisir, que les revenus en général, et ceux provenant en particulier des terres de la Couronne, ont pris une progression ascendante durant les trois dernières années, et que ces derniers, les revenus des terres de la Couronne, dépassent aujourd'hui un million de piastres par année, et avec Son Honneur, nous admettons que c'est un fait consolant, et qu'il y a lieu d'espérer que cet état de choses se maintiendra.

8. Que nous apprenons, avec satisfaction, que l'œuvre de la colonisation est poussée avec succès et énergie, et que plusieurs compagnies importantes, formées par des personnes influentes du Canada, des Etats-Unis et même d'Europe, ont demandé des terres publiques pour des fins de colonisation dans la Province ; et nous admettons, avec Son Honneur, que, si ces compagnies offrent des garanties satisfaisantes, elles devront être mises en état, par toutes les facilités possibles, de nous aider à coloniser nos terres publiques ; et que Son Honneur peut être convaincu que nous étudierons les deux lois que nous serons appelés à voter afin de donner une impulsion nouvelle et plus vigoureuse à ces grands projets :—l'une, propre à favoriser les opérations légitimes des sociétés de colonisation, et l'autre, accordant un lot de terre de cent arpents aux père et mère, ayant au moins douze enfants vivants, nés en légitime mariage, lequel lot de terre devra constituer un patrimoine.

9. Que nous apprenons, avec satisfaction, que, suivant l'autorisation de l'Assemblée

législative, une somme d'argent considérable a été mise à la disposition d'un comité spécial, afin de lui permettre de distribuer des grains de semence partout où, dans la province de Québec, le froid et les pluies avaient détruit la récolte en 1888 ; que le comité a terminé son œuvre, toute de dévouement, avec une impartialité et un succès dignes d'éloges ; et que ces secours, distribués dans nos campagnes, en temps opportun, ont produit un excellent résultat, en empêchant l'émigration et la famine, et en fournissant un bon grain de semence.

10. Que nous apprenons avec intérêt, de Son Honneur, que son gouvernement croit le moment arrivé d'augmenter le nombre des représentants à l'Assemblée législative, et qu'un projet de loi nous sera soumis dans ce but.

11. Que nous apprenons avec satisfaction, que la mise en opération des amendements faits à l'acte électoral, l'an dernier, et donnant le droit de suffrage aux fils de cultivateurs et autres personnes, ayant été empêchée par l'absence d'un mécanisme légal, suffisant et régulier, dans la confection des rôles d'évaluation des municipalités rurales, de nouvelles dispositions nous seront soumises pour obvier à ces inconvénients.

12. Que nous apprenons avec satisfaction, que le gouvernement a poursuivi d'une manière diligente, avec les autorités fédérales, les négociations propres à fixer définitivement la frontière nord de cette province, et, que bien que ses efforts n'aient pas été entièrement couronnés de succès, il espère assurer cependant bientôt le triomphe des prétentions légitimes de la province ; et que nous nous rendrons avec empressement à l'invitation toute spéciale qu'il nous fait de considérer, avec soin, les résolutions qui nous seront soumises, à cet égard, et qui sont destinées à hâter la solution de cette importante question.

13. Que nous apprenons avec intérêt, de Son Honneur, que l'institution du jury, surtout en matières criminelles, a été l'objet d'études et de recherches particulières de la part de votre gouvernement, et que les inconvénients du système actuel, quant aux choix, à l'assignation, à la qualification et au traitement du jury, peuvent nécessiter certains changements que nous serons appelés à considérer bientôt.

14. Que nous apprenons avec plaisir, que les comptes publics pour l'année terminée le 30 juin dernier, ainsi que les budgets ordinaires et extraordinaires, nous seront soumis sans délai, de manière à ce que leur considération ne retarde pas nos travaux parlementaires.

15. Que nous apprenons avec plaisir, que les recettes et les dépenses accusent encore un surplus satisfaisant, en faveur des premières.

16. Que nous sommes heureux d'apprendre, qu'une proclamation a été publiée mettant en force la loi de la dernière session, établissant des distinctions provinciales de mérite agricole, et que nous serons invités à pourvoir aux dépenses nécessaires, afin que nos agronomes reçoivent les récompenses qui leur sont dues.

17. Que nous sommes encore heureux d'apprendre, que nous serons invités à augmenter le nombre de bourses qui devront être mises à la disposition des élèves, dans nos écoles d'agriculture, afin d'en rendre l'accès facile à un plus grand nombre, et de vulgariser davantage l'instruction théorique et pratique, nécessaires aux fils de nos cultivateurs.

18. Que nous recevons avec satisfaction l'information que des arrangements ont été faits avec une compagnie de citoyens, offrant des garanties sérieuses, et formée dans le but de tenir des expositions annuelles et permanentes, agricoles et industrielles, dans la cité de Montréal.

19. Que, avec Son Honneur, nous constatons que la perception des taxes imposées sur les municipalités, pour l'entretien des aliénés dans les asiles, présente des difficultés qui la rendent presque impossible, et nous sommes heureux d'apprendre que son gouvernement nous proposera un projet de loi, établissant, à cet effet, un système plus juste et plus rationnel, qui, sans affecter les contrats actuels, effectuera une économie désirable.

20. Que Son Honneur peut être convaincu que nous donnerons une attention toute particulière à l'étude de ces différentes questions, et nous remercions Son Honneur de ce que vous avez bien voulu déclarer que notre patriotisme nous aidera à bien remplir

nos devoirs officiels, comme notre expérience de législateurs, nous aidera à doter notre province de lois sages et de nature à assurer son bonheur et sa prospérité.

Et la question étant de nouveau proposée,—la Chambre reprend le dit débat ajourné.

Et les premier, second et troisième paragraphes, étant lus de nouveau, sont adoptés.

Le quatrième paragraphe étant de nouveau lu comme suit :

“4. Que nous concourons dans le sentiment exprimé par Son Honneur, que nous devons tous nous réjouir du règlement final et satisfaisant de cette importante question.”

L'honorable M. Robertson propose comme amendement, secondé par M. Hall, que tous les mots après “Que” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “il serait prématuré de déclarer que cette importante question est réglée finalement et d'une manière satisfaisante, lorsque le gouvernement nous informe qu'il y a encore, quant à la part afférente aux protestants, des difficultés qu'il se propose de régler.”

L'honorable M. Mercier propose, comme sous amendement, secondé par l'honorable M. Shellyn, que les mots : “il serait prématuré de déclarer que cette importante question est réglée finalement et d'une manière satisfaisante, lorsque le gouvernement nous informe qu'il y a encore, quant à la part afférente aux protestants, des difficultés qu'il se propose de régler,” soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “nous sommes heureux d'apprendre que les objections qui ont pu exister vont être définitivement résolues par la loi annoncée conformément à la correspondance échangée entre le Premier ministre et le comité protestant de l'instruction publique.”

Et le sous-amendement étant mis aux voix,—Il est résolu affirmativement.

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure dans le dit paragraphe, ainsi amendé.

M. Casgrain propose comme amendement, secondé par M. LeBlanc, que les mots suivants soient ajoutés à ce paragraphe tel qu'amendé : “mais que cette Chambre ne peut s'empêcher de regretter qu'en s'appliquant injustement à exploiter cette affaire à leur profit, le gouvernement et son parti aient provoqué dans ce pays une agitation qui a déjà produit et ne peut que produire de mauvais résultats.”

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre continuant à siéger jusqu'après minuit, vendredi matin.

Vendredi, 10 janvier 1890.

M. Lafontaine propose, comme sous-amendement, secondé par M. David, que les mots : “mais que cette Chambre ne peut s'empêcher de regretter qu'en s'appliquant injustement à exploiter cette affaire à leur profit, le gouvernement et son parti aient provoqué dans ce pays une agitation qui a déjà produit et ne peut que produire de mauvais résultats,” soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “cette Chambre est heureuse de voir que, par le règlement de cette grave question, justice a été rendue à l'église catholique, dont les autorités avaient si souvent demandé ce règlement, qui a eu pour effet d'indemniser les Jésuites, premiers missionnaires et martyrs de ce pays, et de donner une juste satisfaction à la minorité protestante dans cette province.”

Et le sous-amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise : et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bernatchez.</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Campagne,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski) et</i>
<i>David,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Trudel—33.</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Dejardins,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>England,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Faucher de St-Mau-</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Taillon—17.</i>
<i>Deschênes (Témisc.),</i>	<i>rice,</i>		

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement,

Alors la question originale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

Le quatrième paragraphe, ainsi amendé, est adopté.

Le cinquième paragraphe, étant lu une seconde fois, est adopté.

Le sixième paragraphe étant lu de nouveau, et la question étant mise aux voix sur icelui,—la Chambre se divise ; et il est résolu affirmativement.

Le septième paragraphe étant lu de nouveau comme suit :

7. Que nous apprenons, avec plaisir, que les revenus en général, et ceux provenant en particulier des terres de la Couronne, ont pris une progression ascendante durant les trois dernières années ; et que ces derniers, les revenus des terres de la Couronne, dépassent aujourd'hui un million de piastres par année, et avec Son Honneur, nous admettons que c'est un fait consolant, et qu'il y a lieu d'espérer que cet état de choses se maintiendra.

M. Nantel propose comme amendement, secondé par M. LeBlanc, Que les mots : " dans ces circonstances, il serait désireux de réduire les droits sur la coupe des bois marchand à ce qu'ils étaient avant 1888, vu que l'expérience a démontré que cette augmentation de droits n'atteint pas seulement le grand commerçant de bois, mais qu'elle atteint aussi le colon," soient ajoutés à la fin du dit paragraphe.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Dejardins,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Enland,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Faucher de St-Mau-</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Taillon—17.</i>
<i>Deschênes (Ténisc.),</i>	<i>rice,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumaïs,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Legrès,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourlonnais,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Glady,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski) et</i>
<i>David,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Trudel—33.</i>
<i>Déclère (l'Islet),</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question étant mise aux voix sur le septième paragraphe,—la Chambre se divise ; et il est résolu affirmativement.

Le huitième paragraphe et les suivants jusqu'au vingtième inclusivement, étant lus de nouveau, sont adoptés.

Résolu, Que la dite résolution soit renvoyée à un comité spécial composé de l'honorable M. Shehyn, l'honorable M. Gagnon, l'honorable M. Mercier, M. Pilon et M. Tessier (Rimouski), pour préparer et rapporter le projet d'une adresse en réponse au discours de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, prononcé aux deux Chambres de la Législature, conformément à la dite résolution.

L'honorable M. Mercier, du comité spécial nommé pour préparer le projet d'une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, fait rapport que le comité a préparé cette adresse, en conséquence, laquelle est lue comme suit :

A Son Honneur l'Honorable AUGUSTE RÉAL ANGERS,

Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

QU'IL PLAISE A VOTRE HONNEUR,

Nous, les fidèles et loyaux sujets de Sa Majesté, l'Assemblée législative de la province de Québec, remercions humblement Votre Honneur du gracieux discours que vous nous avez fait en ouvrant la quatrième session de la sixième Législature de la province de Québec, et dans lequel vous nous souhaitez, à tous, une cordiale bienvenue, dans cette enceinte législative, où nous allons discuter les plus graves intérêts de ce pays, et nous offre les vœux que vous nous faites, au commencement de cette année, pour notre bonheur et notre prospérité, et le bonheur et la prospérité de nos familles et de tous les habitants de cette province que nous représentons.

C'est avec satisfaction que nous apprenons que votre gouvernement a décidé de continuer, autant que possible, de convoquer la Législature pendant l'hiver, de bonne heure, afin de nous permettre de terminer nos travaux parlementaires avant le printemps, si nous le désirons.

Il nous fait plaisir d'apprendre de Votre Honneur, que le 5 novembre dernier, à l'époque convenue, la Province a payé à qui de droit, les quatre cent mille piastres, accordées par l'acte de 1888, comme part afférente aux catholiques, dans le règlement de la question des Biens des Jésuites, et qu'une quittance a été signée, stipulant les cessions et subrogations autorisées par la loi.

Nous sommes reconnaissants de l'information que Votre Honneur nous a donnée du fait que les soixante mille piastres, étant la part indiquée dans la loi, comme revenant aux protestants, au sujet du même règlement, n'ont pas été mises à la disposition du comité de la minorité du Conseil de l'Instruction publique, parceque les membres de ce comité ont soulevé certaines objections qui paraissent raisonnables, et nous apprenons avec satisfaction qu'un projet de loi, destiné à résoudre définitivement ces objections, nous sera soumis.

Nous concourons dans le sentiment exprimé par Votre Honneur, que nous devons tous nous réjouir du règlement final et satisfaisant de cette importante question,

Nous sommes heureux d'apprendre que les objections qui ont pu exister vont être définitivement résolues par la loi annoncée conformément à la correspondance échangée entre le Premier Ministre et le Comité protestant de l'Instruction publique.

Cette Chambre est heureuse de voir que, par le règlement de cette grave question, justice a été rendue à l'Eglise catholique, dont les autorités avaient si longtemps demandé ce règlement, qui a eu pour effet d'indemniser les Jésuites, premiers missionnaires et martyrs de ce pays, et de donner une juste satisfaction à la minorité protestante dans cette Province.

Nous apprenons, avec plaisir qu'un mouvement très sérieux ayant eu lieu, depuis quelque temps, dans la Province, en faveur d'écoles du soir pour les classes ouvrières, le gouvernement a cru faire un acte sage, et même nécessaire dans les circonstances, en favorisant ces écoles dans les cités de Québec et Montréal, et que nous seront invités à voter un crédit tout spécial pour cet objet.

La nécessité d'améliorer les chemins dans les campagnes ayant décidé le gouvernement à encourager d'avantage l'empierrement de nos routes publiques, Votre Honneur peut être convaincu que nous porterons toute notre attention au crédit qui nous sera demandé à cette fin, à titre d'essai, et nous reconnaissons, avec Votre Honneur, que cet empierrement des chemins vicinaux devra imposer, comme corollaire, l'abolition des barrières et des ponts de péage.

Nous apprenons, avec plaisir, que les revenus en général, et ceux provenant en particulier des terres de la Couronne, ont pris une progression ascendante durant les trois dernières années, et que ces derniers, les revenus des terres de la Couronne, dépassent aujourd'hui un million de piastres par année, et avec Votre Honneur, nous admettons que c'est un fait consolant, et qu'il y a lieu d'espérer que cet état de choses se maintiendra.

Nous apprenons, avec satisfaction, que l'œuvre de la colonisation est poussée avec succès et énergie, et que plusieurs compagnies importantes, formées par des personnes influentes du Canada, des Etats-Unis et même d'Europe, ont demandé des terres publiques pour des fins de colonisation dans la Province; et nous admettons, avec Votre Honneur, que, si ces compagnies offrent des garanties satisfaisantes, elles devront être mis en état, par toutes les facilités possibles, de nous aider à coloniser nos terres publiques; et Votre Honneur peut être convaincu que nous étudierons les deux lois que nous serons appelés à voter afin de donner une impulsion nouvelle et plus vigoureuse à ces grands projets:—l'une, propre à favoriser les opérations légitimes des sociétés de colonisation, et l'autre, accordant un lot de terre de cent arpents aux père et mère, ayant au moins douze enfants vivants, nés en légitime mariage, lequel lot de terre devra constituer un patrimoine.

Nous apprenons, avec satisfaction, que, suivant l'autorisation de l'Assemblée législative, une somme d'argent considérable a été mise à la disposition d'un comité spécial, afin de lui permettre de distribuer des grains de semence partout où, dans la province de Québec, le froid et les pluies avaient détruit la récolte en 1888 que le comité a terminé

son œuvre, toute de dévouement, avec une impartialité et un succès dignes d'éloges ; et que ces secours, distribués dans nos campagnes, en temps opportun, ont produit un excellent résultat, en empêchant l'émigration et la famine, et en fournissant un bon grain de semence.

Nous apprenons avec intérêt, de Votre Honneur, que votre gouvernement croit le moment arrivé d'augmenter le nombre des représentants à l'Assemblée législative, et qu'un projet de loi nous sera soumis dans ce but.

Nous apprenons avec satisfaction, que la mise en opération des amendements faits à l'acte électoral, l'an dernier, et donnant le droit de suffrage aux fils de cultivateurs et autres personnes, ayant été empêchée par l'absence d'un mécanisme légal, suffisant et régulier, dans la confection des rôles d'évaluation des municipalités rurales, de nouvelles dispositions nous seront soumises pour obvier à ces inconvénients.

Nous apprenons avec satisfaction, que le gouvernement a poursuivi d'une manière diligente, avec les autorités fédérales, les négociations propres à fixer définitivement la frontière nord de cette Province, et, que bien que ses efforts n'aient pas été entièrement couronnés de succès, il espère assurer cependant bientôt le triomphe des prétentions légitimes de la Province ; et nous nous rendrons avec empressement à l'invitation toute spéciale que vous nous faites de considérer, avec soin, les résolutions qui nous seront soumises, à cet égard, et qui sont destinées à hâter la solution de cette importante question.

Nous apprenons avec intérêt, de Votre Honneur, que l'institution du jury, surtout en matières criminelles, a été l'objet d'études et de recherches particulières de la part de votre gouvernement, et que les inconvénients du système actuel, quant aux choix, à l'assignation, à la qualification et au traitement du jury, peuvent nécessiter certains changements que nous serons appelés à considérer bientôt.

Nous apprenons avec plaisir, que les comptes publics pour l'année terminée le 30 juin dernier, ainsi que les budgets ordinaires et extraordinaires, nous seront soumis sans délai, de manière à ce que leur considération ne retarde pas nos travaux parlementaires.

Nous apprenons avec plaisir, que les recettes et les dépenses accusent encore un surplus satisfaisant, en faveur des premières.

Nous sommes heureux d'apprendre, qu'une proclamation a été publiée mettant en force la loi de la dernière session, établissant des distinctions provinciales de mérite agricole, et que nous serons invités à pourvoir aux dépenses nécessaires, afin que nos agronomes reçoivent les récompenses qui leur sont dues.

Nous sommes encore heureux d'apprendre, que nous serons invités à augmenter le nombre de bourses qui devront être mise à la disposition des élèves, dans nos écoles d'agriculture, afin d'en rendre l'accès facile à un plus grand nombre, et de vulgariser davantage l'instruction théorique et pratique, nécessaires aux fils de nos cultivateurs.

Nous recevons avec satisfactions l'information que des arrangements ont été faits avec une compagnie de citoyens, offrant des garanties sérieuses, et formée dans le but de tenir des expositions annuelles et permanentes, agricoles et industrielles, dans la cité de Montréal.

Avant Votre Honneur, nous constatons que la perception des taxes imposées sur les municipalités, pour l'entretien des aliénés dans les asiles, présente des difficultés qui la rendent presque impossible, et nous sommes heureux d'apprendre que votre gouvernement nous proposera un projet de loi, établissant, à cet effet, un système plus juste et plus rationnel, qui, sans affecter les contrats actuels, effectuera une économie désirable.

Votre Honneur peut être convaincu que nous donnerons une attention toute particulière à l'étude de ces différentes questions, et nous remercions Votre Honneur de ce que vous avez bien voulu déclarer que notre patriotisme nous aidera à bien remplir nos devoirs officiels, comme notre expérience de législateurs, nous aidera à doter notre Province de lois sages et de nature à assurer son bonheur et sa prospérité.

La dite adresse, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Ordonné, Que la dite adresse soit grossoyée.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Qu'il soit nommé un comité spécial de onze membres pour préparer et rapporter, avec toute la diligence convenable, les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier, l'honorable M. Duhamel, l'honorable M. Gagnon, l'honorable M. Blanchet, l'honorable M. Flynn, M. Boyer, M. Murphy, M. deGrosbois, M. Casgrain, M. Picard et M. Tessier (Portneuf) composent le dit comité.

Sur motion de l'honorable M. Shehyn, secondé par l'honorable M. Mercier,

Résolu, Que, mercredi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

Résolu, Que, mercredi prochain, cette Chambre se formera en comité pour prendre en considération les voies et moyens de prélever les subsides à accorder à Sa Majesté.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Que, mercredi prochain, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant le fonds de revenu et de placement d'éducation supérieure.

Sur motion de l'honorable M. Shehyn, secondé par l'honorable M. Mercier,

Résolu, Que, mercredi prochain, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant la loi des licences.

Sur motion de l'honorable M. Turcotte, secondé par l'honorable M. Mercier,

Résolu, Que, mercredi prochain, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération une certaine résolution relative aux magistrats de district.

Sur motion de l'honorable M. Rhodes, secondé par l'honorable M. Shehyn.

Résolu, Que, mercredi prochain, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux privilèges des pères de famille ayant douze enfants vivants.

Résolu, Que, mercredi prochain, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives à la formation des sociétés de colonisation.

Résolu, Que, mercredi prochain, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives à la protection des ponts de colonisation et autres.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill amendant le titre troisième des Statuts refondus de la province de Québec, relatif au conseil exécutif.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill amendant la loi électorale de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Turcotte ait la permission de présenter un bill amendant l'article 597 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif aux enquêtes sur les affaires publiques.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill pour pourvoir à l'opération de l'acte de cette province, 52 Victoria, chapitre 4, intitulé : "Acte amendant la loi électorale de Québec, en étendant le droit de suffrage et amenant le code municipal en ce qui concerne la préparation du rôle d'évaluation."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill amendant l'article 239 des Statuts refondus de la province de Québec, dans la loi électorale.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Rhodes ait la permission de présenter un bill concernant la largeur des chemins et rues dans les cités, villes, bourgs et villages.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour mercredi prochain.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,
Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle demeure ajournée jusqu'à mercredi prochain, à 3 heures P. M.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à mercredi prochain.

Mercredi, 15 Janvier, 1890.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposés sur la table :

Par l'honorable M. Mercier,—la pétition de la Congrégation du Très-Saint Rédempteur à Sainte Anne de Beaupré.

Par M. de Grosbois,—la pétition de Wm. Bartlett et autres,—la pétition de G. H. Fowler et autres,—la pétition de Pierre Lamarche et autres,—la pétition de George Préfontaine et autres—et la pétition de Wm. Jamieson et autres, tous de Ely Nord.

Par M. Lemieux,—la pétition de J. O. Martineau et autres, de Lévis,—quatre pétitions de l'Assemblée No. 10123 des Chevaliers du Travail, Lévis,—et quatre pétitions de l'Assemblée Industrielle No. 10829 des Chevaliers du Travail, Lévis.

Par M. Champagne,—la pétition de la Corporation du village de la Côte St. Antoine,—et la pétition de L. H. Henault et autres, de Ste Cunégonde.

Par M. Dumais,—la pétition du Conseil de Comté No. 1 du comté de Chicoutimi.

Par l'honorable M. Taillon,—la pétition de la Société Bienveillante de Notre-Dame de Bonsecours, Montréal.

Par M. David,—la pétition de la Corporation de la ville de Sainte-Cunégonde,—la pétition de l'Union St-Joseph de Montréal,—et la pétition de l'Union St-Pierre de Montréal.

Par M. Murphy,—quatre pétitions de l'Assemblée Montgomery No. 4003 des Chevaliers du Travail,—quatre pétitions de l'Union Typographique de Québec No. 160,—et quatre pétitions de l'Assemblée des Mécaniciens, No. 10061 des Chevaliers du Travail, Québec.

Par M. McShane,—quatre pétitions de l'Union des Tailleurs de Montréal,—quatre pétitions de l'Assemblée de District No. 2 des Chevaliers du Travail, Montréal,—quatre pétitions des *Steel and Iron Workers*,—quatre pétitions de l'Assemblée du Fer à Cheval No. 10511 des Chevaliers du Travail,—et quatre pétitions de l'Union des Ouvriers des Constructeurs de Batisses, Montréal.

Par M. Rinfret dit Malouin,—quatre pétitions de l'Union Typographique No. 159 de Québec,—et quatre pétitions de l'Assemblée Champlain, No. 10581 des Chevaliers du Travail, Québec.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Aimé Bourassa et de Dame Purissima Robert, de Laprairie ; demandant un acte pour légaliser leur mariage et leur contrat de mariage.

De Charles L. de Martigny et de Joseph Charles Hubert Lacroix, de Montréal ; demandant un acte pour les autoriser à faire un emprunt et hypothéquer certains immeubles.

De la Corporation du Collège Bishop, de Lennoxville ; demandant un acte pour l'autoriser à disposer de certains immeubles.

De la Compagnie de Chaux et de Marbre, de Dudswell, et de la Compagnie de Chaux Dominion ; demandant un acte pour fusionner ces deux compagnies sous le nom de Compagnie de Chaux du Canada.

Du Révérend J. U. Tessier et autres ; demandant un acte pour incorporer partie du village de Victoriaville en ville et pour ériger en municipalité de paroisse le reste du village et autres territoires.

De la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond ; demandant des amendements à sa charte.

De la Corporation du village de la Côte St-Louis ; demandant à être érigée en ville, sous le nom de "Ville-Marie."

De la Municipalité du village de Acton Vale, comté de Bagot ; demandant à être érigée en ville, sous le nom de "Acton."

De Eugène Jodoin et autres, de Sainte-Christine ; demandant un acte érigeant en municipalité locale et scolaire, la paroisse de Ste-Christine.

De Joseph Pilon, membre du Parlement provincial, de St-Ephrem d'Upton, et autres ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de "Le chemin de fer de colonisation des comtés de Nicolet, Arthabaska, Lotbinière et Lévis."

Du Conseil de Ville de la ville de Saint-Jean, comté de Saint-Jean ; demandant la refonte de la charte de la ville de Saint-Jean et des actes qui l'amendent.

Du Maire et des Conseillers de Ville de la ville de Terrebonne ; demandant la refonte de la charte de la ville de Terrebonne et des actes qui l'amendent.

Du Synode du diocèse de Montréal ; demandant des amendements à l'acte 14-15 Victoria, chapitre 176, intitulé : "Acte pour régler l'administration des biens temporels de l'Eglise unie d'Angleterre et d'Irlande dans le diocèse de Montréal."

De l'Université du Collège Bishop, Lennoxville ; demandant un acte portant reconnaissance du degré de bachelier ès-arts pour l'admission à l'étude du droit du notariat et de la médecine.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Union St. Pierre,—de l'Union St. Joseph,—de l'Asile St. Joseph du Bon Pasteur,—et l'Association Chrétienne des femmes, tous de la cité de Montréal, et tous pour l'année 1889. (*Documents de la session*, No. 8.)

Ordonné, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un bill amendant les articles 67, 68 et 69 du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un bill amendant l'acte électoral de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un bill amendant les lois relatives aux terres publiques.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Lafontaine ait la permission de présenter un bill amendant les sections 12 et 13 de l'acte 52 Victoria, chapitre 41.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Lafontaine ait la permission de présenter un bill pour incorporer les ingénieurs civils de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Dechêne (l'Islet) ait la permission de présenter un bill pour amender l'article 258 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Flynn ait la permission de présenter un bill pour abroger la section 2, du chapitre 6, de l'acte 52 Victoria, enlevant le droit de suffrage à certains employés publics.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Hall ait la permission de présenter un bill portant reconnaissance du degré de bachelier ès-arts pour l'admission à l'étude du droit, du notariat et de la médecine.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un bill amendant l'article 725 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un bill concernant la protection des personnes employées par les entrepreneurs chargés de la construction des chemins de fer sous l'opération des lois passées par la Législature de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un bill amendant l'article 943 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif aux encanteurs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gladu ait la permission de présenter un bill amendant la loi de la chasse de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill amendant la loi de l'instruction publique.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Gagnon, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter la liste des membres devant composer les comités permanents ordonnés par cette Chambre, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'honorable M. Gagnon pour son président ; qu'il a aussi préparé les listes des membres qui doivent composer certains comités permanents de cette Chambre qu'il vous soumet respectueusement, savoir :

1. PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS :—Les honorables MM. Flynn, Gagnon, Turcotte, Taillon, et MM. Hall, Lafontaine, Bourbonnais, Casgrain, LeBlanc, Lemieux, Pelletier et Robidoux,—12.

2. ORDRES PERMANENTS :—MM. Girouard, Bernatchez, Boyer, Cameron, Tourigny, Duplessis, LeBlanc, Legris, Spencer, et Laliberté,—10.

3. LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES :—Les honorables MM. Blanchet, Flynn, Gagnon, Turcotte et MM. Casgrain, David, Duplessis, Gladu, Hall, Dechène (l'Islet), Lemieux, Nantel, Pelletier, Picard et Robidoux,—15.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—En proposant la loi mentionnée dans le discours du Trône, à propos de l'amélioration des chemins dans les campagnes et de l'abolition des barrières et des ponts de péage, le gouvernement a-t-il aussi l'intention de rendre justice aux habitants de la paroisse de Beaumont, comté de Bellechasse, qui, depuis au delà de trente huit ans, paient pour des chemins à barrières qui n'existent pas chez eux, tel que l'exige la lettre de la loi 16 Victoria, chapitre 235, article 8 ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Oui, si cette politique, faite à titre d'essai, réussit et devient permanente, elle devra être générale et bénéficier à tous les comtés également, autant que possible, sans distinction de parti, de races ou croyances religieuses.

Par M. Trudel,—Pouvons-nous considérer comme reflétant l'opinion du gouvernement de cette province, la résolution du Conseil d'Agriculture, dans sa séance du 21 novembre dernier, proposée par M. Joseph Israël Tarte, s'opposant à l'établissement d'une succursale de l'Institut agronomique de Beauvais, dans la province, et traitant d'étrangère cette école catholique et française ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—Cette question doit être le sujet d'une motion ordinaire de productions de documents, vu qu'il y en a plusieurs qui s'y rattachent, et qu'il est juste de laisser la Chambre donner son opinion là-dessus.

Par M. Bourbonnais,—M. Gérard Macquet, belge d'origine, est-il encore à l'emploi du gouvernement de la province de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Oui, mais en vue de son départ, le gouvernement a envoyé en Belgique, à l'Université de Gand, un jeune canadien diplômé de l'école polytechnique de Montréal, pour qu'il complète ses études, et soit prêt à remplacer M. Macquet, à son départ, s'il est jugé compétent. Il est juste d'ajouter que cette célèbre université a ouvert ses portes gratuitement à un jeune canadien, grâce à l'initiative tout amicale de M. Van Bruyssel, consul général de Belgique à Québec.

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—Est-ce l'intention du gouvernement d'émettre le vœu que l'on enseigne l'hygiène aux instituteurs et aux institutrices qui font leurs cours dans les écoles normales et autres écoles subventionnées par le Trésor de cette province ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—Oui, arrivant une occasion favorable.

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—Est-ce l'intention du gouvernement de prendre des mesures de manière à plus encourager l'apprentissage chez les industriels, grands et petits, et de donner ainsi à nos jeunes gens plus d'avenir dans nos industries ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—Oui, en autant que les circonstances le permettront.

Par M. Duplessis,—1. A quelle date a eu lieu le règlement définitif du compte de M. Beausoleil avec le gouvernement, pour perception des taxes directes imposées sur les corporations commerciales ?

2. A quelle date M. Beausoleil a-t-il payé au gouvernement la différence entre la somme de \$31,507.14 qu'il avait d'abord retenue (suivant sa reddition de compte, (document No. 101 de la session de 1888) et la somme de \$18,509.44 (savoir : \$13,041.93 et \$5,467.51) mentionnée dans la lettre adressée par l'honorable M. Shehyn à M. Beausoleil, le 28 juin 1889 ?

3. Comment ce paiement a-t-il été effectué ? Le montant de cette différence a-t-il été actuellement versé dans la caisse publique, ou le règlement a-t-il été opéré par voie de compensation ou autrement ?

4. Quelles sommes M. Beausoleil a-t-il actuellement payées au gouvernement depuis le 20 février 1889 ? A quelles dates ?

5. Quelles sommes le gouvernement a-t-il payées à M. Beausoleil, depuis le 20 février 1889 ? A quelles dates ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—Il est impossible de donner tous ces détails dans une réponse à une interpellation ; d'ailleurs, l'honorable député a un avis de motion qui est l'item 38 du feuillet de ce jour et qui porte sur le même sujet, du moins pour partie. L'honorable député pourra compléter sa motion de suite, s'il le veut, par les détails additionnels qu'il désire et le gouvernement consentira à son adoption immédiate.

Par M. Duplessis,—10. Les corporations commerciales contre lesquelles le gouvernement a intenté, avant 1887, des actions en recouvrement de la taxe imposée par la loi de 1882 et qui ont ensuite payé au gouvernement ce qu'elles devaient à titre de taxe, ont-elles payé les frais de poursuite encourus dans ces causes ?

20. Si elles ont payé, quand est-ce ?

30. Combien ?

40. Entre les mains de qui ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—Même réponse que pour l'interpellation précédente.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 janvier 1889, pour copie de la correspondance échangée entre l'honorable Premier ministre et le député de Bellechasse, à propos d'une allocation au couvent de Saint-Michel de Bellechasse. (*Documents de la session, No. 40.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 février 1889, pour un état :
1. Donnant les noms des personnes qui ont été mises en accusation, depuis février 1887, pour avoir commis des fraudes dans l'emploi des fonds de colonisation.

2. L'accusation contre chacune d'elles.
 3. La somme en jeu dans chaque cas.
 4. Les districts où auraient été commis les actes pour lesquelles chacune d'elles a été accusée.
 5. Le district où a eu lieu chaque procès.
 6. Les noms de celles qui ont plaidé coupables.
 7. Les noms de celles qui se sont défendues.
 8. Les noms de celles qui ont été trouvées coupables.
 9. L'offense pour laquelle chacune d'elles a été condamnée.
 10. La sentence dans chaque cas.
 11. Le montant des frais payés et des frais encourus par le gouvernement dans chaque cause.
 12. Les noms des personnes qui ont été payés ou à qui sont dus ces frais
 13. Les dépenses qui ont été faites par le gouvernement pour découvrir les fraudes dans l'emploi des fonds de colonisation.
 14. Les noms des personnes à qui ces sommes ont été payées et combien à chacune.
- (*Documents de la session, No. 41.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 25 février 1889, pour : 1. Un état donnant le nombre d'employés nommés au palais de justice depuis le 1er février 1887 ;

2. La somme des salaires réunis de ces employés par année. (*Documents de la session, No. 42.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 mars 1889, pour copie des dépositions prises aux enquêtes préliminaires devant le juge de la cour de police de Québec, ainsi que copie des convictions dans les causes de la Reine *vs.* Febich, et la Reine *vs.* L'ebreu (Madame Febich.) (*Documents de la session, No. 43.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 mars 1889, pour copie de la correspondance, documents, mémoire de frais et sommes payées à M. Pagnuelo, au sujet d'une poursuite dans une cause *re* la Reine *vs.* Charles Auguste Cornellier et Pierre Evariste LeBlanc. No 14, terme de mars 1885. (*Documents de la session, No. 44.*)

Et aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 18 mars 1889, pour copie de toutes correspondances et documents concernant la demande des syndics des chemins à barrières pour l'Isle de Montréal (*Turnpike Trust*), que le gouvernement fasse tous les travaux nécessaires pour prévenir et empêcher, à l'avenir, les éboulis et l'effondrement du chemin Lachine en face de la ferme connue sous le nom de ferme Leduc, dans la paroisse de Notre-Dame de Grâces, dans le comté d'Hochelaga. (*Documents de la session, No. 45.*)

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par M. Casgrain,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances échangées avec le gouvernement, depuis la dernière session, au sujet des argents de colonisation dépensés dans le comté de Bellechasse ; ainsi que les noms des chemins, l'état détaillé des sommes dépensées sur chaque chemin, le nom des conducteurs des

travaux, par qui recommandés et tous détails se rapportant généralement ou particulièrement aux sujets mentionnés dans cet ordre de la Chambre.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes instructions, correspondances, plans, devis, suggestions de constructions de ponts, échangés entre le gouvernement, M. Gérard Macquet, ingénieur des ponts et chaussées et toutes autres personnes à propos des ponts du comté de Bellechasse.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance entre l'honorable Premier ministre de la province de Québec et M. Faucher de Saint-Maurice, député, à propos d'une allocation à être accordée au couvent et au collège de St-Michel de Bellechasse.

Sur motion de M. Casgrain, secondé par M. McIntosh,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la commission nommant Denis Murray, écuier, comme Juge des Sessions de la Paix à Québec ; ainsi que copie de toute correspondance entre le dit Denis Murray et le gouvernement de cette province, ou aucun de ses membres, et toute correspondance ayant rapport à la dite nomination.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Taillon,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie des ordres en Conseil autorisant le gouvernement à disposer des biens dits "des Jésuites," et de toute correspondance à ce sujet.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—un état détaillé des sommes payées, depuis le 6 février 1889, par le gouvernement, à même l'emprunt de \$3,500,000, autorisé par l'acte 50 Vict. ch. 2, et de toute autre somme payée avant et depuis le six février 1889 par le gouvernement à même l'emprunt, sur la dette de la province

Sur motion de M. Desjardins, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—un état des recettes et des dépenses de la province, depuis le premier juillet 1889 jusqu'au premier janvier 1890:

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par l'honorable M. Taillon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie de tous documents pouvant renseigner la Chambre sur la construction projetée du chemin de fer le "Québec Oriental."

2. Copie des instructions qui ont été données à chaque explorateur, avec les noms de ces explorateurs, les rapports faits par eux, les plaintes portées contre eux, les noms des personnes qui ont recommandé ces explorateurs au gouvernement, ainsi que les noms des personnes qui ont porté ces plaintes.

3. Un état en bloc des sommes votées et payées pendant deux sessions de suite par la Législature pour l'exploration qui doit conduire à la construction projetée du "Québec Oriental."

4. Un état détaillé des sommes qui ont été dépensées sur ces argents votés en bloc, le nom des localités où elles ont été employées, les noms des personnes chargées de ces dépenses et par qui ont elles été recommandées.

Sur motion de M. Champagne, secondé par M. Bourbonnais,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée avec le gouvernement au sujet des chemins à barrières de l'Ile de Montréal.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des divers montants payés par le gouvernement à chacun des journaux ou tout établissement d'imprimerie de la Cité de Montréal, depuis le mois de juillet 1884.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de l'Assemblée législative, du 15 janvier, 1890, pour copie de la correspondance au sujet des chemins à barrières de l'Ile de Montréal. (*Documents de la session, No. 46.*)

Sur motion de M. Trudel, secondé par l'honorable M. Pelletier.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, documents, résolutions du Conseil d'Agriculture, et ordres en Conseil se rattachant à l'établissement d'une succursale de l'Institut Agronomique de Beauvais, dans la province de Québec.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération une certaine résolution relative aux sociétés de colonisation ;

L'honorable M. Rhodes informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de cette résolution, il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'il peut être formée une société de colonisation dans les localités approuvées par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, en outre de celles permises par la loi, dans chacune des villes et cités de Montréal, Québec, Trois-Rivières, Saint-Hyacinthe, Sherbrooke, Hull, Chicoutimi et Rimouski.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemieux fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Lemieux fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'il peut être formée une société de colonisation dans les localités approuvées par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, en outre de celles permises par la loi dans chacune des villes et cités de Montréal, Québec, Trois-Rivières, Saint-Hyacinthe, Sherbrooke, Hull, Chicoutimi et Rimouski.

Ordonné, Que la dite résolution soit lue la seconde fois, demain.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération une certaine résolution relative aux ponts de colonisation et autres ;

L'honorable M. Rhodes informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de l'objet de cette résolution, il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

EN COMITÉ.

Résolu, Que tout propriétaire de billots ou autres bois marchands, qui en opère ou fait opérer la descente sur les rivières flottables de cette province, doit placer un nombre suffisant d'hommes à chaque pont, par où doit passer le dit bois, ou prendre d'autres précautions nécessaires, pour empêcher les dommages qui peuvent être causés.

Qu'a défaut de telles précautions, le propriétaire du bois, dont la descente a causé des dommages à tout tel pont ou l'a emporté, est—en outre des recours qu'il peut y avoir contre lui—passible d'une pénalité de dix à cinquante piastres et les frais, ou d'un emprisonnement d'un mois, à défaut de paiement d'iceux.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Murphy fait, en conséquence, rapport d'une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que tout propriétaire de billots ou autres bois marchands, qui en opère ou fait opérer la descente sur les rivières flottables de cette province, doit placer un nombre suffisant d'hommes à chaque pont, par où doit passer le dit bois, ou prendre d'autres précautions nécessaires, pour empêcher les dommages qui peuvent être causés.

Qu'a défaut de telles précautions, le propriétaire du bois, dont la descente a causé des dommages à tout tel pont ou l'a emporté, est—en outre des recours qu'il peut y avoir contre lui—passible d'une pénalité de dix à cinquante piastres et les frais, ou d'un emprisonnement d'un mois, à défaut de paiement d'iceux.

Ordonné, Que la dite résolution soit lue la seconde fois, demain.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant le fonds de revenu et de placement d'éducation supérieure ;

L'honorable M. Mercier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de l'objet de cette résolution, il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Attendu qu'il est décrété par les sections 1 à 5 inclusivement, du chapitre 15 des Statuts refondus pour le Bas Canada, comme suit, savoir :

" FONDS DE REVENU ET DE PLACEMENT D'ÉDUCATION SUPÉRIEURE.

" 1. Les biens et propriétés du ci-devant ordre des Jésuites, qu'ils soient en possession ou de reversion, y compris tous les deniers mis en fonds ou placés, ou qui seront mis en fonds ou placés comme formant partie d'iceux, et le principal de tous les deniers réalisés ou à réaliser par la vente ou commutation d'aucune partie des dits biens ou propriétés, sont par le présent affectés aux fins de cet acte, et constitueront un fonds qui sera appelé, 'Fonds de placement d'éducation supérieure du Bas Canada'; et ce fonds sera sous le contrôle et la régie du Gouverneur en Conseil pour les fins de cet acte, et sera censé désigné par les mots 'dit fonds de placement,' toutes les fois qu'ils se rencontrent dans cet acte. 19, 20 V., c. 54, s. 1; S. R. B. C., c. 15, s. 1.

" 2. Les revenus et intérêts provenant du dit fonds de placement, c'est-à-dire :

" 1° Les revenus et intérêts provenant à l'avenir des immeubles formant partie des biens des Jésuites ou des deniers mis en fonds, ou placés comme appartenant aux dits biens, ou de toute propriété, meuble ou immeuble, réversible aux dits biens comme en formant partie,—les revenus et intérêts des placements faits ou à faire et des débentures maintenant possédées ou qui le seront à raison des dits biens ;

" 2° La rente et les intérêts provenant des placements à faire sur et à même les deniers réalisés ou à réaliser pour les commutations qui sont ou seront effectuées dans les seigneuries qui forment partie des dits biens, ou sur et à même les deniers provenant de la perception de tous arrérages de revenus et intérêts et des dettes maintenant dues, formant partie des dits biens, et de tous les deniers qui, tenant lieu de tout droit seigneurial qui sera aboli ou commué, deviendront, comme partie des dits biens, dus et payables en vertu de l'acte seigneurial de 1854, et de l'acte d'amendement seigneurial de 1855, ou en vertu de tout autre acte provincial qui est déjà, ou sera passé pour l'abolition ou la commutation des droits et devoirs féodaux dans le Bas Canada ;

" 3° Les revenus et intérêts provenant des placements à faire sur les deniers provenant de la vente d'aucune partie des dits biens, ou de la vente ou rachat d'aucune rente foncière ou rente constituée formant partie des dits biens—formeront ensemble, avec les balances annuelles non dépensées et non réclamées du fonds des écoles communes du Bas Canada, et la somme qu'il est ci-après ordonné de payer annuellement à même le fonds consolidé du revenu de cette province, et toute somme qui sera prise à cette fin en aucune année à même le fonds des écoles du Bas Canada, un fonds qui sera appelé 'fonds de revenu d'éducation supérieure du Bas-Canada'; et le dit fonds sera censé désigné par les mots 'dit fonds de revenu,' toutes les fois qu'ils se rencontrent dans cet acte. 19-20 V., c. 54, s. 2; S. R. B. C. 15, s. 2.

" 3. Toutes les fois qu'il paraît au Gouverneur en Conseil que le dit fonds de revenu peut être augmenté par la vente et le placement du produit de la vente d'aucune partie des dits biens, ou de toute rente foncière ou rente constituée formant alors partie d'iceux, le gouverneur en conseil pourra ordonner que telle vente soit faite et prescrire que les deniers réalisés par cette vente soient placés en débentures provinciales ou autres effets, dont l'intérêt ou la rente annuelle formera partie du dit fonds de revenu. 19-20 V. C. 54, S. 3; S. R. B. C. c. 15, s. 3.

" 4. La somme de vingt mille piastres, à prendre sur le fonds consolidé du revenu de cette province, sera placée annuellement au crédit du dit fonds de revenu dont elle formera partie, et sera affectée en conséquence;—et s'il arrive que dans une année quelconque le dit fonds de revenu n'atteigne pas le chiffre de quatre-vingt-huit mille piastres, alors la somme qui sera nécessaire pour compléter celle de quatre-vingt-huit mille piastres, sera prise sur le fonds des écoles communes du Bas Canada, et ajoutée au dit fonds de revenu pour cette année, comme en faisant partie. 19-20. V. c. 54. s. 4. S. R. B. C. c. 15, s. 4.

" 5. Si, en aucune année, le montant entier du dit fonds de revenu n'est pas réparti, la balance non distribuée restera pour être distribuée plus tard, comme il est prescrit plus bas ; ou, si le Gouverneur en ordonne ainsi, elle sera placée, et la rente ou l'intérêt du placement sera ajouté au dit fonds de revenu, et le principal formera partie du dit fonds de placement. 19-20. V., c. 54. s. 6 ; S. R. B. C. c. 15, s. 5."

Attendu que, depuis la passation de l'acte 51-52 Victoria, chapitre 13, et l'entrée en vigueur des Statuts refondus de la province de Québec, il s'est élevé des difficultés au sujet de la somme de soixante mille piastres allouée à la minorité protestante de cette province, pour l'éducation supérieure, comme proportion équivalente de la somme de quatre cent mille piastres accordée en règlement des réclamations des biens des jésuites par le dit acte 51-52 Victoria, chapitre 13, et au sujet du dit fonds de revenu et de placement d'éducation supérieure ;

Attendu que le Comité protestant du conseil de l'instruction publique, à son assemblée du 25 septembre, 1889, en réponse à une lettre priant le comité de donner une réponse explicite relativement à la manière dont il se proposait d'employer cette somme de soixante mille piastres, a résolu :

" 1. Qu'en réponse à la lettre de l'honorable Premier, datée de Québec, 11 juin, 1889, priant le comité de donner une réponse explicite au sujet de la demande y contenue, nous déclarons être prêts à nous acquitter des devoirs qui nous incombent comme comité protestant du conseil de l'instruction publique, conformément à l'article 2203 des Statuts refondus de la province de Québec, et à administrer les fonds qui nous sont confiés par la Législature provinciale, pour l'éducation supérieure.

" 2. Que, cependant, voyant avec appréhension toute législation mettant en péril les garanties qui existent pour soutenir l'éducation supérieure en cette province, et conformément à la ligne de conduite adoptée par ce comité à son assemblée du 14 mai, 1889, nous réitérons fermement notre demande priant le gouvernement de rétablir par une loi, le fonds aboli, suivant notre rapport portant la même date, et de replacer les biens des Jésuites ou leurs revenus, au fonds de placement de l'éducation supérieure ; et de rétablir aussi le fonds de revenu d'éducation supérieure, tel que constitué par l'acte de 1856.

" 3. Que le principal inconvénient constaté, par ce comité, au sujet de l'acte des biens des Jésuites et de la somme de \$60,000, dont il est question dans la lettre de l'honorable Premier, consiste dans le fait que l'allocation de cette somme est contenue dans un acte de la Législature qui, d'après autorités, a été représenté comme rendant caduques les clauses de la loi d'éducation qui contiennent les garanties susdites.

" 4. Ce comité désire attirer aussi l'attention du gouvernement sur les observations contenues dans son rapport adopté le 14 mai, 1889, à l'effet suivant :

" Les catholiques reçoivent un don gratuit de \$400,000 ainsi que les droits du gouvernement sur la commune de Laprairie, tandis que les protestants reçoivent la permission de distribuer l'intérêt provenant des \$60,000, sujet à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

" Nous soumettons de plus que la somme de \$60,000, accordée par l'acte relatif au règlement de la question des biens des Jésuites, est moindre que celle due aux protestants, proportionnellement à la population.

" 5. C'est pourquoi nous demandons respectueusement que la législation nécessaire soit obtenue pour rétablir et continuer les garanties ci-dessus mentionnées en faveur de l'éducation supérieure en cette province et rencontrer d'ailleurs les désirs de ce comité en cette matière, si cela est possible, à la prochaine session de la Législature provinciale et qu'en attendant, l'intérêt soit accordé sur le capital de cette somme de \$60,000, depuis l'entrée en vigueur de l'acte relatif au règlement de la question des biens des Jésuites."

Attendu que le règlement auquel pourvoit cet acte 51-52 Victoria, chapitre 13, a eu lieu, et que la dite somme de quatre cent mille piastres, avec intérêts à partir du treize août, 1888, a été payée conformément aux dispositions y contenues ;

Attendu que la lettre suivante a été envoyée au Comité protestant du conseil de l'instruction publique :

" CABINET DU PREMIER MINISTRE

" PROVINCE DE QUÉBEC

" QUÉBEC, le 9 octobre, 1889.

" MY LORD,

" Mes collègues et moi, avons examiné attentivement et avec le sentiment profond de notre responsabilité, la résolution du Comité protestant du conseil de l'instruction publique, adoptée en sa séance du 25 septembre dernier, et qui nous a été communiquée par la lettre de votre Seigneurie, en date du 1er octobre courant, et je suis autorisé à vous répondre comme suit :

" 1. Je suis certainement très heureux d'apprendre que les membres du Comité protestant déclarent qu'ils sont prêts à remplir les devoirs qui leur incombent et à administrer les fonds placés entre leurs mains par la Législature provinciale, pour l'éducation supérieure. Je comprends, par cela même, qu'ils acceptent, au nom des protestants de cette province, la charge publique qui leur est imposée de distribuer les soixante mille piastres (\$60,000.00) qui leur sont données par l'acte des biens des Jésuites.

" 2. Je comprends aussi que cette acceptation est faite aux quatre conditions suivantes :

" (a) Que le fonds de l'éducation supérieure qui existait avant l'acte des biens des Jésuites soit rétabli ;

" (b) Que le Comité protestant reçoive ces soixante mille piastres (\$60,000.00) en capital, au lieu d'avoir le droit de distribuer le revenu provenant du placement de cette somme ;

" (c) Que cette somme de soixante mille piastres (\$60,000.00) soit augmentée, parce qu'elle n'atteint pas le montant dû aux protestants, proportionnellement à la population ;

" (d) Que l'intérêt de cette somme de soixante mille piastres (\$60,000.00) couvre depuis l'époque où l'acte de règlement des biens des Jésuites a été sanctionné, jusqu'au moment du paiement.

" 3. Avec votre gracieuse permission, My Lord, j'examinerai séparément chacune de ces conditions.

" (a) Que le fonds de l'éducation supérieure qui existait avant l'acte des biens des Jésuites soit rétabli. '

" 4. Le gouvernement n'a jamais eu l'intention de supprimer ce fonds et, par conséquent, nous ne pouvons avoir la plus légère objection à recommander que la loi soit rétablie telle qu'elle existait avant la sanction de l'acte des biens des Jésuites, si cela est jugé nécessaire ; et pour prouver à votre Seigneurie l'exactitude de cette affirmation et la sincérité de notre attitude en cette matière, j'appellerai votre attention :—1o. sur l'extrait suivant d'une lettre officielle que j'ai envoyée au Cardinal Siméoni, en réponse à une question faite exactement sur le même sujet ; 2o. sur une lettre que m'a adressée M. Oliver, l'un des greffiers en loi de la Législature et un des secrétaires de la commission de référence des Statuts de la province, publiés à la fin de l'année dernière, et 3o. sur le texte même de la section 4 du dit acte.

" Voici ces documents :

" 1. Extrait d'une lettre envoyée au Cardinal Siméoni, Préfet de la Sacrée Congrégation de la Propagande, à Rome, en date du 25 octobre, 1888 :

" PREMIÈRE QUESTION.

" Le gouvernement de la province de Québec se propose-t-il de continuer à donner, à l'avenir, soit aux trois archevêques, soit aux cinq évêques du Bas Canada, soit encore

" aux Pères Jésuites, les allocations accordées jusqu'à présent à l'éducation supérieure, même après avoir payé aux parties indiquées par le Saint-Père, la somme accordée par la loi de la dernière session, en règlement de la question des biens des Jésuites ? "

" Réponse :—Oui.

" En vertu d'une ancienne loi, les revenus des biens des Jésuites forment un fonds spécial d'éducation dont le montant, qui n'a guère varié depuis 1867, se trouve maintenant être de soixante-dix-huit mille quatre cent dix piastres (\$78,410.00) dont soixante-six mille deux cent quarante piastres (\$66,240.00) à la disposition des catholiques et douze mille cent soixante-dix piastres (\$12,170.00) à celle des protestants.

" Le gouvernement se propose de laisser ce montant intact à la disposition du conseil de l'instruction publique.

" Ce conseil est composé :

" 1. *Ex-officio* de tous les évêques catholiques romains de la province et d'un laïque catholique romain, nommé par le gouvernement pour chaque tel évêque.

" 2. D'un certain nombre de protestants à la nomination aussi du gouvernement.

" Le conseil ne se réunit que très rarement et seulement pour discuter des matières d'intérêt général sur l'éducation ; les affaires sont pratiquement réglées par deux comités séparés.

" 1. L'un appelé 'Comité catholique', formé des évêques catholiques romains et des laïques catholiques romains nommés comme dit et susdit.

" L'autre appelé 'Comité protestant', formé aussi des protestants nommés comme dit et susdit, et d'un certain nombre de membres adjoints nommés par ce même comité.

" Chaque comité siégeant séparément fait chaque année la distribution des sommes ci-dessus mentionnées, savoir :

" 1. Le Comité catholique, soixante-six mille deux cent quarante piastres (\$66,240.00) ;

" 2. Le Comité protestant, douze mille cent soixante-dix piastres (\$12,170.00).

" Le document A, ci-annexé, fait voir comment cette somme de soixante-six mille deux cent quarante piastres (\$66,240.00) a été distribuée par le comité catholique cette année et l'an dernier, limitant les détails aux collèges classiques et mettant en bloc les sommes accordées aux couvents, et autres institutions de moindre importance dans chaque diocèse."

" DOCUMENT A.

" Somme accordée par la Législature de Québec pour l'éducation supérieure, pendant chacune des années 1886-7 et 1887-8.	\$78,410.00
" Part revenant aux catholiques.....	\$66,240.00
" " " protestants	12,170.00
Total	<u>78,410.00</u>

.....

" 2.—Lettre de M. Theo. H. Oliver :

(Traduction)

" Québec, 4 octobre, 1889.

" Honorable H. MERCIER,

" Premier,

" Québec.

" Monsieur,

" En réponse à votre demande de ce matin, j'ai l'honneur de vous exposer ce qui suit :

“ Pendant la première partie de la dernière session, vous n'avez donné instruction, en ma qualité d'un des secrétaires de la commission de codification, de voir le Dr Cameron, M. P. P., et de lui dire pourquoi les sections 1 à 5 du chapitre 15 des Statuts refondus pour le Bas Canada n'avaient pas été insérées dans les Statuts refondus qui venaient d'être mis en vigueur. Je vous ai rencontré ainsi que le Docteur dans la chambre de l'Orateur et là, en réponse à votre question, si nous, (c'est-à-dire, M. Pariseault et moi) avions consulté quelqu'un avant de supprimer les sections en question, je vous ai dit que nous n'avions consulté personne, attendu que nous nous considérons comme suffisamment autorisés à ce faire par les sections 6 et 7 de l'acte 51-52 Vic., c. 13, mais que nous en avons parlé aux employés du bureau de l'instruction publique, qui nous ont répondu que ces sections étaient tombées en désuétude depuis nombre d'années.

“ J'ai l'honneur d'être,

“ Monsieur,

“ Votre obéissant serviteur,

(Signé) “ THEO. H. OLIVER,

“ Secrétaire anglais

“ de la commission de codification.”

“ 3. La section du dit acte décrète que l'intérêt des \$60,000.00 sera distribué ‘en sus de toute somme maintenant accordée par la loi pour les fins de l'éducation supérieure de la province, et de la même manière.’

“ Ces mots prouvent évidemment que notre intention n'était pas d'abolir le fonds d'éducation supérieure, ni d'enlever au Comité protestant aucun des droits dont il jouissait alors, ni aucune somme d'argent qu'il recevait alors du gouvernement.

“ (b) Que le Comité protestant reçoive ces soixante mille piastres (\$60,000.00) en capital au lieu d'avoir le droit de distribuer le revenu provenant du placement de cette somme.”

“ 5. Permettez-moi de vous offrir, My Lord, les observations suivantes sur ce point, lesquelles seront, j'espère, trouvées satisfaisantes aussi :

“ Le bill en question porte le No. 169, de la session de 1888, et a été introduit et lu pour la première fois le 28 juin, et est basé sur les résolutions recommandées par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur. La quatrième résolution est ainsi conçue, (Journaux de l'Assemblée législative, page 300) :

“ 4. A l'occasion de ce règlement, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra payer, à même tout argent public à sa disposition, une somme de soixante mille piastres aux différentes universités et maisons d'éducation protestantes et dissidentes de cette province, suivant le mode de distribution qui sera préalablement faite par le Comité protestant du conseil de l'instruction publique.”

“ Le 3 juillet, (page 311 des mêmes journaux), la procédure suivante a eu lieu :

“ L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill relatif au règlement de la question des ‘Biens des jésuites’ ;

“ Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

“ Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

“ La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robidoux fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

“ Ordonné, que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

“ La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

“ Ordonné, que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

“ Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

“ Résolu, que le bill passe.

“ Ordonné, que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son cours.”

“ Veuillez remarquer, My Lord, qu’un amendement, un seul amendement, a été fait en comité général de la Chambre, et que cet amendement consistait dans la suppression de la section 4, déjà citée, et dans son remplacement par la section 4 suivante :

4. Dès que ce règlement sera effectué, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra payer, à même les fonds publics à sa disposition, une somme de soixante mille piastres au Comité protestant du conseil de l’instruction publique, somme dont le placement sera fait par le dit comité.

“ L’intérêt provenant de tel placement sera distribué annuellement par le Comité protestant, avec l’approbation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, aux institutions protestantes d’éducation supérieure, en sus de toute somme maintenant accordée par la loi pour les fins de l’éducation supérieure de la province, et de la même manière.”

“ Quand la première section 4 a été discutée devant le comité, l’honorable Mr. Lynch m’a demandé de suspendre la séance pendant quelques minutes, afin de permettre aux membres protestants de la Chambre de se réunir dans une pièce voisine, et de se consulter au sujet d’un amendement à apporter à cette clause, la majorité des membres protestants de la Chambre n’étant pas disposée à abandonner la distribution de ce capital au Comité protestant du conseil de l’instruction publique.

“ J’accédai très volontiers à cette demande. Les députés protestants se retirèrent et revinrent, après une très courte absence, avec un amendement, écrit par le révérend Mr. Rexford, secrétaire du Comité protestant, sauf le mot ‘*annuellement*’ en marge et qui était de l’écriture de l’hon. M. Lynch. Ce dernier me demanda si j’acceptais cet amendement, et sur mon consentement, il le proposa ; il fut adopté à l’unanimité. Cet amendement est exactement, mot à mot, la section 4 actuelle insérée dans les statuts.

“ L’original de cet amendement est encore en la garde de l’officier de la Chambre chargé de ce soin.

“ Ce que j’avance ci-dessus est corroboré par les trois documents suivants, marqués respectivement 1, 2 et 3 ; le premier est une lettre de M. Louis Delorme, greffier de l’Assemblée législative ; le second, un certificat de M. Charles A. Pariseault, greffier en loi, et le troisième, une lettre de l’honorable juge Lynch.

“ 1.—Lettre de M. Louis Delorme.

“ ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

“ Québec, 9 juillet 1889.

“ L’honorable H. MERCIER,

“ Premier ministre de la province de Québec,

“ à Montréal.

“ CHER MONSIEUR,

“ J’ai l’honneur d’accuser réception de votre lettre d’hier, par laquelle vous me demandez certains renseignements relativement aux procédés faits par l’Assemblée législative touchant le projet de bill No. 169, soumis au comité général de la Chambre dans la langue anglaise, comme suit : “ *Bill respecting the settlement of the Jesuits’ Estates.*—Voir Journal du 3 juillet 1888, page 311.

“ Comme vous pourrez le remarquer, monsieur le Premier, ce bill a été lu une seconde fois, amendé en comité, et lu une troisième fois le même jour, *nemine contradicente*, quoiqu'il eût subi un amendement, et que notre pratique ordinaire soit de remettre la lecture de tout amendement fait à un bill à la séance suivante, sinon à un autre jour.

“ Je dois ajouter qu'il a été fait en comité un amendement rédigé en langue anglaise. (Voir certificat du greffier en loi relativement à cet amendement et que vous trouverez ci-inclus.) Cet amendement, d'après les informations que j'ai prises au Département de l'instruction publique, porte l'écriture du révérend M. E. I. Rexford, secrétaire protestant du Département de l'instruction publique, et a été inséré dans le bill, en comité général, à la demande de l'honorable M. Lynch, car il portait en correction le mot '*annually*' de l'écriture de cet honorable monsieur qui surveillait ce bill bien attentivement avec Monsieur W. Owens, le député du district électoral d'Argenteuil. Cet amendement a été adopté et inséré au bill en comité, puis lu deux fois et adopté par la Chambre et la troisième lecture eut lieu immédiatement, aucun des députés de la minorité protestante ne s'étant opposé à la considération immédiate des amendements, suivant nos règles 43 et 47.—Voir May 559, Bourinot 558, 559.

“ J'ai l'honneur d'être, etc.,

(signé) “ LOUIS DELORME,

“ Greffier de l'Assemblée législative.”

2.—Certificat de M. Charles A. Pariseault, greffier en loi :

“ Après avoir examiné l'écriture de l'amendement fait à la section quatrième du bill No. 169, intitulé : *An act respecting the settlement of the Jesuits' Estates*, je déclare que le dit bill, tel que passé, l'a été en langue anglaise, et que l'amendement a été rédigé en anglais.

“ De plus, je certifie, qu'après information prise au Département de l'instruction publique, l'amendement tel que rédigé au dossier, l'a été de la propre main et écriture du Révd. Elson I. Rexford, secrétaire protestant du Département de l'instruction publique, moins le mot "*annually*" qui se trouve après les mots suivants du dit amendement '*the interest arising from said investment shall be* '..... et dont l'écriture paraît être de l'hon. M. W. W. Lynch.

“ Québec, 9 juillet, 1889.

(signé) “ CHAS. A. PARISEAULT,
“ Greffier en loi.

3.—Lettre de l'hon. juge Lynch :

(Traduction)

“ MONTRÉAL, 16 juillet 1889.

“ CHER MONSIEUR LE PREMIER,

“ Vous m'avez demandé, il y a quelques jours, si je me rappelais les circonstances au sujet de cette clause des \$60,000 du bill, que vous avez présenté pendant la session de 1888, concernant le règlement des biens des Jésuites. J'ai conservé un souvenir assez

“ exact de ce qui s'est passé à cette époque. La clause en question déclarait d'abord que
“ ce montant serait divisé entre les universités protestantes et autres établissements
“ d'éducation de la province, conformément à la décision qui pourrait être prise par le
“ Comité protestant du conseil de l'instruction publique.

“ Les membres protestants de la Chambre discutèrent entre eux sur l'opportunité de
“ cette distribution et consultèrent M. Rexford, secrétaire protestant du Département de
“ l'instruction publique. Le résultat de cette discussion fut qu'ils se décidèrent à vous
“ demander de leur permettre de modifier la clause de telle manière que cette somme fût
“ payée au Comité protestant pour, par lui, être placée, et que les intérêts fussent distri-
“ bués chaque année comme le sont les sommes votées tous les ans pour l'éducation supé-
“ rieure ; et quand la chambre se réunit en comité général à propos de ce bill, vous avez
“ accepté la section ainsi adoptée, et qui est la même que la section de la loi telle que
“ contenue dans le volume des statuts. C'est là, je crois, le résumé complet de ce qui
“ s'est passé alors.

“ Je suis, Monsieur le Premier,

“ Votre très dévoué,

(signé)

“ W. W. LYNCH

“ L'honorable H. MERCIER,

“ Premier etc.,

“ Montréal.

“ Je ne m'étendrai pas plus longtemps sur le sujet, My Lord. Tout homme intelligent
“ trouvera, sans aucun doute, ces documents concluants, et si la section 4 de l'acte des biens
“ des Jésuites est sujette à critique, sur le point soulevé par le Comité protestant, ce
“ n'est point la faute du gouvernement, ni celle des membres catholiques de la Chambre. La
“ responsabilité de ce changement doit peser entièrement et exclusivement sur les députés
“ protestants.

“ Il est évident, cependant, que le gouvernement n'a pas la moindre objection à accepter
“ la seconde condition contenue dans la résolution qui lui est communiquée, au sujet du
“ paiement des \$60,000.00. Le gouvernement avait l'intention de donner les soixante
“ mille piastres (\$60,000.00) en capital au Comité protestant, de la même manière et avec
“ le même résultat, que les quatre cent mille piastres (\$400,000.00) sont données aux catho-
“ liques ; et il est prêt, si les membres de la Chambre y consentent, à rétablir dans la loi la
“ section 4 ci-dessus citée, telle qu'elle était d'abord dans le bill No. 169.

“ “ (c) Que cette somme de soixante mille piastres (\$60,000 00) soit augmentée, parce
“ qu'elle n'atteint pas le montant dû aux protestants, proportionnellement à la population.”

“ 6. Cette condition ne peut être refusée, s'il est prouvé que la somme est insuffisante.
“ Nous avons cru dans le temps que ce montant était la proportion équitable à laquelle les
“ protestants avaient droit.

“ “ (d) Que l'intérêt de cette somme de soixante mille piastres (\$60,000 00) coure
“ depuis l'époque où l'acte de règlement des biens des Jésuites a été sanctionné, jusqu'au
“ moment du paiement.”

“ 7. Le gouvernement ne peut accepter cette condition, My Lord, dans les termes
“ dans lesquels elle est conçue ; mais il est prêt à placer les protestants sur le même pied
“ que les catholiques, en ce qui concerne les intérêts de la somme accordée aux protestants.
“ L'intérêt de la somme accordée aux catholiques court du 30 août, 1888, et le gouverne-
“ ment est disposé à recommander à la Législature que l'intérêt de la somme accordée aux
“ protestants coure de la même date et au même taux.

“ 8. Telles sont les remarques que j'ai à faire, My Lord, sur la lettre dont vous m'avez
“ honorée, et j'espère qu'elles vous satisferont.

“ Le gouvernement désire rendre toujours justice et donner entière satisfaction à la minorité protestante de cette province, chaque fois que cela est possible. Et nous espérons que votre Seigneurie, vos collègues les membres du Comité protestant, et, généralement, les protestants de cette province sauront apprécier les efforts amicaux et libéraux que nous faisons pour rencontrer les vues exprimées dans les résolutions du dit comité.

“ Je ne crois pas à propos d'ajouter rien de plus, mon intention étant de m'en tenir au simple exposé des faits et à la publication des documents, et surtout d'éviter toute allusion à la regrettable agitation qui a eu lieu dernièrement, au sujet de cette question, laissant au jugement sain et à l'honnêteté du peuple de ce pays, le soin de décider qui a tort et qui a raison dans cette question si importante.

“ J'ai l'honneur d'être, avec un profond respect pour votre Seigneurie,

“ Son très dévoué,

(Signé)

“ HONORÉ MERCIER,

“ Premier Ministre.

“ Très Révérend JAMES WILLIAMS,

“ Lord Evêque de Québec,

“ Québec, P. Q.”

Attendu que la population catholique de la Province, d'après le dernier recensement, était de 1,170,718 et la population protestante de 184,274, ce qui porterait la somme à être accordée à \$62,961.00 ;

Et attendu enfin, qu'à une assemblée du dit Comité protestant du conseil de l'instruction publique, qui a eu lieu le 6 novembre, 1889, il a été résolu :

“ *Premièrement.*—Que le comité a appris avec grande satisfaction que le gouvernement a l'intention de proposer la loi nécessaire pour rétablir et continuer le fonds des biens des Jésuites, tel que constitué d'abord, et les dispositions de l'acte de 1856, concernant la création d'un fonds de placement permanent pour l'éducation supérieure, conformément au mémoire présenté au gouvernement par ce comité.

“ *Secondement.*—Que le comité se déclare prêt à agir aussi en ce sens, s'il est informé de la nature de la loi proposée, et suggère respectueusement de rédiger cette loi, en tant qu'elle se rapporte à la loi antérieure, autant que possible, sous forme d'acte déclaratoire.

“ *Troisièmement.*—Que le comité désire aussi remercier l'honorable Premier, de l'intention qu'il a manifestée d'examiner de nouveau la question de la proportion de l'allocation accordée aux protestants.

“ *Quatrièmement.*—Que le comité représente de plus, en ce qui regarde la position qu'il a prise au sujet de l'allocation de \$60,000, que, dans sa réponse aux lettres du Premier, il n'avait pas l'intention formelle d'accepter ou de refuser, conditionnellement ou autrement, cette allocation, sachant qu'il n'avait pas le droit de refuser aucune allocation accordée par la Législature pour l'éducation, mais qu'il regarde comme un devoir pour lui d'attirer l'attention du gouvernement sur toute question concernant les intérêts de l'éducation qui lui sont confiés.

“ *Cinquièmement.*—Que, en ce qui se rapporte aux raisons données par ce comité, dans ses résolutions du 25 septembre dernier, relativement à l'administration du fonds, il est encore d'avis qu'elles sont convenables et nécessaires en ces circonstances, mais, il reconnaît en même temps, que ces sortes de questions doivent être laissées à la décision de la Législature ;

“Séparément.— Que le comité désire aussi établir d’une manière très claire qu’il ne veut en aucune façon blâmer les membres protestants de la Législature et qu’après avoir entendu les explications données à l’assemblée, en mai dernier et à cette assemblée par le secrétaire, au sujet des questions soulevées par l’honorable Premier, il est satisfait de ces explications.

Et attendu qu’il est nécessaire de pourvoir à l’exécution des différents projets ci dessus ;

A ces causes, il est :

Résolu 1.— Que, les sections 1 à 5 inclusivement du chapitre 15, des Statuts refondus pour le Bas Canada, ci-dessus cités, sont par le présent déclarées n’avoir jamais été caduques ou abrogées.

Résolu 2.— Que, sur les fonds publics mis à sa disposition, le Lieutenant-Gouverneur pourra payer la somme de soixante-deux mille neuf cent soixante et une piastres (\$62,961.00) au Comité protestant du conseil de l’instruction publique, pour l’éducation supérieure protestante en cette province, ainsi que les intérêts sur cette somme, aux taux de quatre pour cent par année depuis le trentième jour d’août, 1888, en remplacement de la somme autorisée par l’acte 51-52 V., c. 13.

Résolutions à rapporter.

M. l’Orateur reprend le Fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le Comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le Rapport soit maintenant reçu.

M. Boyer fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu qu’il est décrété par les sections 1 à 5 inclusivement, du chapitre 15 des Statuts refondus pour le Bas Canada, comme suit, savoir :

“ FONDS DE REVENU ET DE PLACEMENT D’ÉDUCATION SUPÉRIEURE.

“ 1. Les biens et propriétés du ci-devant ordre des Jésuites, qu’ils soient en possession ou de reversion, y compris tous les deniers mis en fonds ou placés, ou qui seront mis en fonds ou placés comme formant partie d’iceux, et le principal de tous les deniers réalisés ou à réaliser par la vente ou commutation d’aucune partie des dits biens ou propriétés, sont par le présent affectés aux fins de cet acte, et constitueront un fonds qui sera appelé, ‘Fonds de placement d’éducation supérieure du Bas Canada’ ; et ce fonds sera sous le contrôle et la régie du Gouverneur en Conseil pour les fins de cet acte, et sera censé désigné par les mots ‘dit fonds de placement,’ toutes les fois qu’ils se rencontrent dans cet acte. 19, 20 V., c. 54, s. 1 ; S. R. B. C., c. 15, s. 1.

“ 2. Les revenus et intérêts provenant du dit fonds de placement, c’est-à-dire :

“ 1° Les revenus et intérêts provenant à l’avenir des immeubles formant partie des biens des Jésuites ou des deniers mis en fonds, ou placés comme appartenant aux dits biens, ou de toute propriété, meuble ou immeuble, réversible aux dits biens comme en formant partie,—les revenus et intérêts des placements faits ou à faire et des débentures maintenant possédées ou qui le seront à raison des dits biens ;

“ 2° La rente et les intérêts provenant des placements à faire sur et à même les deniers réalisés ou à réaliser pour les commutations qui sont ou seront effectuées dans les seigneuries qui forment partie des dits biens, ou sur et à même les deniers provenant de la perception de tous arrérages de revenus et intérêts et des dettes maintenant dues, formant partie des dits biens, et de tous les deniers qui, tenant lieu de tout droit seigneurial qui sera aboli ou commué, deviendront, comme partie des dits biens, dus et payables en vertu de l’acte seigneurial de 1854, et de l’acte d’amendement seigneurial de 1855,

" ou en vertu de tout autre acte provincial qui est déjà, ou sera passé pour l'abolition ou la commutation des droits et devoirs féodaux dans le Bas Canada ;

" 3° Les revenus et intérêts provenant des placements à faire sur les deniers provenant de la vente d'aucune partie des dits biens, ou de la vente ou rachat d'aucune rente foncière ou rente constituée formant partie des dits biens — formeront ensemble, avec les balances annuelles non dépensées et non réclamées du fonds des écoles communes du Bas Canada, et la somme qu'il est ci-après ordonné de payer annuellement à même le fonds consolidé du revenu de cette province, et toutesomme qui sera prise à cette fin en aucune année à même le fonds des écoles du Bas Canada, un fonds qui sera appelé ' fonds de revenu d'éducation supérieure du Bas-Canada ' ; et le dit fonds sera censé désigné par les mots ' dit fonds de revenu, ' toutes les fois qu'ils se rencontrent dans cet acte. 19-20 V., c. 54, s. 2 ; S. R. B. C. 15, s. 2.

" 3. Toutes les fois qu'il paraît au Gouverneur en Conseil que le dit fonds de revenu peut être augmenté par la vente et le placement du produit de la vente d'aucune partie des dits biens, ou de toute rente foncière ou rente constituée formant alors partie d'iceux, le gouverneur en conseil pourra ordonner que telle vente soit faite et prescrire que les deniers réalisés par cette vente soient placés en débiteures provinciales ou autres effets, dont l'intérêt ou la rente annuelle formera partie du dit fonds de revenu. 19-20 V. C. 54, S. 3 ; S. R. B. C. c. 15, s. 3.

" 4. La somme de vingt mille piastres à prendre sur le fonds consolidé du revenu de cette province, sera placée annuellement au crédit du dit fonds de revenu dont elle formera partie, et sera affectée en conséquence ; — et s'il arrive que dans une année quelconque le dit fonds de revenu n'atteigne pas le chiffre de quatre-vingt-huit mille piastres, alors la somme qui sera nécessaire pour compléter celle de quatre-vingt-huit mille piastres, sera prise sur le fonds des écoles communes du Bas Canada, et ajoutée au dit fonds de revenu pour cette année, comme en faisant partie. 19-20. V. c. 54. s. 4. S. R. B. C. c. 15, s. 4

" 5. Si, en aucune année, le montant entier du dit fonds de revenu n'est pas réparti, la balance non distribuée restera pour être distribuée plus tard, comme il est prescrit plus bas ; ou, si le Gouverneur en ordonne ainsi, elle sera placée, et la rente ou l'intérêt du placement sera ajouté au dit fonds de revenu, et le principal formera partie du dit fonds de placement. 19-20. V., c. 54. s. 6 ; S. R. B. C. c. 15, s. 5."

Attendu que, depuis la passation de l'acte 51-52 Victoria, chapitre 13, et l'entrée en vigueur des Statuts refondus de la province de Québec, il s'est élevé des difficultés au sujet de la somme de soixante mille piastres allouée à la minorité protestante de cette province, pour l'éducation supérieure, comme proportion équivalente de la somme de quatre cent mille piastres accordée en règlement des réclamations des biens des jésuites par le dit acte 51-52 Victoria, chapitre 13, et au sujet du dit fonds de revenu et de placement d'éducation supérieure ;

Attendu que le Comité protestant du conseil de l'instruction publique, à son assemblée du 25 septembre, 1889, en réponse à une lettre priant le comité de donner une réponse explicite relativement à la manière dont il se proposait d'employer cette somme de soixante mille piastres, a résolu :

" 1. Qu'en réponse à la lettre de l'honorable Premier, datée de Québec, 11 juin, 1889, priant le comité de donner une réponse explicite au sujet de la demande y contenue, nous déclarons être prêts à nous acquitter des devoirs qui nous incombent comme comité protestant du conseil de l'instruction publique, conformément à l'article 2203 des Statuts refondus de la province de Québec, et à administrer les fonds qui nous sont confiés par la Législature provinciale, pour l'éducation supérieure.

" 2. Que, cependant, voyant avec appréhension toute législation mettant en péril les garanties qui existent pour soutenir l'éducation supérieure en cette province, et conformément à la ligne de conduite adoptée par ce comité à son assemblée du 14 mai, 1889, nous réitérons fermement notre demande priant le gouvernement de rétablir par une loi, le fonds aboli, suivant notre rapport portant la même date, et de replacer les biens des Jé-

“suites ou leurs revenus, au fonds de placement de l'éducation supérieure ; et de rétablir
“aussi le fonds de revenu d'éducation supérieure, tel que constitué par l'acte de 1856.

“3. Que le principal inconvénient constaté, par ce comité, au sujet de l'acte des biens
“des Jésuites et de la somme de \$60,000, dont il est question dans la lettre de l'honorable
“Premier, consiste dans le fait que l'allocation de cette somme est contenue dans un acte
“de la Législature qui, d'après autorités, a été représenté comme rendant caduques les
“clauses de la loi d'éducation qui contiennent les garanties susdites.

“4. Ce comité désire attirer aussi l'attention du gouvernement sur les observations
“contenues dans son rapport adopté le 14 mai, 1889, à l'effet suivant :

“Les catholiques reçoivent un don gratuit de \$400,000 ainsi que les droits du gou-
“vernement sur la commune de Laprairie, tandis que les protestants reçoivent la permis-
“sion de distribuer l'intérêt provenant des \$60,000, sujet à l'approbation du Lieutenant-
“Gouverneur en Conseil.

“Nous soumettons de plus que la somme de \$60,000, accordée par l'acte relatif au
“règlement de la question des biens des Jésuites, est moindre que celle due aux protes-
“tants, proportionnellement à la population.

“5. C'est pourquoi nous demandons respectueusement que la législation néces-
“saire soit obtenue pour rétablir et continuer les garanties ci-dessus mentionnées en faveur
“de l'éducation supérieure en cette province et rencontrer d'ailleurs les désirs de ce co-
“mité en cette matière, si cela est possible, à la prochaine session de la Législature pro-
“vinciale et qu'en attendant, l'intérêt soit accordé sur le capital de cette somme de
“\$60,000, depuis l'entrée en vigueur de l'acte relatif au règlement de la question des biens
“des Jésuites.”

Attendu que le règlement auquel pourvoit cet acte 51-52 Victoria, chapitre 13, a
eu lieu, et que la dite somme de quatre cent mille piastres, avec intérêts à partir du treize
août, 1888, a été payée conformément aux dispositions y contenues ;

Attendu que la lettre suivante a été envoyée au Comité protestant du conseil de
l'instruction publique :

“CABINET DU PREMIER MINISTRE

“PROVINCE DE QUÉBEC

“QUÉBEC, le 9 octobre, 1889.

“MY LORD,

“Mes collègues et moi, avons examiné attentivement et avec le sentiment profond de
“notre responsabilité, la résolution du Comité protestant du conseil de l'instruction pu-
“blique, adoptée en sa séance du 25 septembre dernier, et qui nous a été communiquée par
“la lettre de votre Seigneurie, en date du 1er octobre courant, et je suis autorisé à vous
“répondre comme suit :

“1. Je suis certainement très heureux d'apprendre que les membres du Comité pro-
“testant déclarent qu'ils sont prêts à remplir les devoirs qui leur incombent et à adminis-
“trer les fonds placés entre leurs mains par la Législature provinciale, pour l'éducation
“supérieure. Je comprends, par cela même, qu'ils acceptent, au nom des protestants de
“cette province, la charge publique qui leur est imposée de distribuer les soixante mille
“piastres (\$60,000.00) qui leur sont données par l'acte des biens des Jésuites.

“2. Je comprends aussi que cette acceptation est faite aux quatre conditions
“suivantes :

“(a) Que le fonds de l'éducation supérieure qui existait avant l'acte des biens des
“Jésuites soit rétabli ;

“(b) Que le Comité protestant reçoive ces soixante mille piastres (\$60,000.00) en ca-
“pital, au lieu d'avoir le droit de distribuer le revenu provenant du placement de cette
“somme ;

“(c) Que cette somme de soixante mille piastres (\$60,000.00) soit augmentée, parce qu'elle n'atteint pas le montant dû aux protestants, proportionnellement à la population ;

“(d) Que l'intérêt de cette somme de soixante mille piastres (\$60,000.00) coure depuis l'époque où l'acte de règlement des biens des Jésuites a été sanctionné, jusqu'au moment du paiement.

“3. Avec votre gracieuse permission, My Lord, j'examinerai séparément chacune de ces conditions.

“(a) Que le fonds de l'éducation supérieure qui existait avant l'acte des biens des Jésuites soit rétabli.”

“4. Le gouvernement n'a jamais eu l'intention de supprimer ce fonds et, par conséquent, nous ne pouvons avoir la plus légère objection à recommander que la loi soit rétablie telle qu'elle existait avant la sanction de l'acte des biens des Jésuites, si cela est jugé nécessaire ; et pour prouver à votre Seigneurie l'exactitude de cette affirmation et la sincérité de notre attitude en cette matière, j'appellerai votre attention :—1o. sur l'extrait suivant d'une lettre officielle que j'ai envoyée au Cardinal Siméoni, en réponse à une question faite exactement sur le même sujet ; 2o. sur une lettre que m'a adressée M. Oliver, l'un des greffiers en loi de la Législature et un des secrétaires de la commission de recherche des Statuts de la province, publiés à la fin de l'année dernière, et 3o. sur le texte même de la section 4 du dit acte.

“Voici ces documents :

“1. Extrait d'une lettre envoyée au Cardinal Siméoni, Préfet de la Sacrée Congrégation de la Propagande, à Rome, en date du 25 octobre, 1888 :

“ PREMIÈRE QUESTION.

“Le gouvernement de la province de Québec se propose-t-il de continuer à donner, à l'avenir, soit aux trois archevêques, soit aux cinq évêques du Bas Canada, soit encore aux Pères Jésuites, les allocations accordées jusqu'à présent à l'éducation supérieure, même après avoir payé aux parties indiquées par le Saint-Père, la somme accordée par la loi de la dernière session, en règlement de la question des biens des Jésuites ?”

“Réponse :—Oui.

“En vertu d'une ancienne loi, les revenus des biens des Jésuites forment un fonds spécial d'éducation dont le montant, qui n'a guère varié depuis 1867, se trouve maintenant être de soixante-dix-huit mille quatre cent dix piastres (\$78,410.00) dont soixante-six mille deux cent quarante piastres (\$66,240.00) à la disposition des catholiques et douze mille cent soixante-dix piastres (\$12,170.00) à celle des protestants.

“Le gouvernement se propose de laisser ce montant intact à la disposition du conseil de l'instruction publique.

“Ce conseil est composé :

“1. *Ex-officio* de tous les évêques catholiques romains de la province et d'un laïque catholique romain, nommé par le gouvernement pour chaque tel évêque.

“2. D'un certain nombre de protestants à la nomination aussi du gouvernement.

“Le conseil ne se réunit que très rarement et seulement pour discuter des matières d'intérêt général sur l'éducation ; les affaires sont pratiquement réglées par deux comités séparés.

“1. L'un appelé ‘Comité catholique’, formé des évêques catholiques romains et des laïques catholiques romains nommés comme dit et susdit.

“L'autre appelé ‘Comité protestant’, formé aussi des protestants nommés comme dit et susdit, et d'un certain nombre de membres adjoints nommés par ce même comité.

“Chaque comité siégeant séparément fait chaque année la distribution des sommes ci-dessus mentionnées, savoir :

“1. Le Comité catholique, soixante-six mille deux cent quarante piastres (\$66,240.00) ;

“2. Le Comité protestant, douze mille cent soixante-dix piastres (\$12,170.00).

" Le document A, ci-annexé, fait voir comment cette somme de soixante-six mille deux cent quarante piastres (\$66,240.00) a été distribuée par le comité catholique cette année et l'an dernier, limitant les détails aux collèges classiques et mettant en bloc les sommes accordées aux couvents, et autres institutions de moindre importance dans chaque diocèse."

" DOCUMENT A.

" Somme accordée par la Législature de Québec pour l'éducation " supérieure, pendant chacune des années 1886-7 et 1887-8.		\$78,410.00
" Part revenant aux catholiques.....	\$66,240.00	
" " " protestants	12,170.00	
Total		<u>78,410.00</u>

" 2.—Lettre de M. Theo. H. Oliver :

(Traduction)

" Québec, 4 octobre, 1889.

" Honorable H. MERCIER,

" Premier,

" Québec

" Monsieur,

" En réponse à votre demande de ce matin, j'ai l'honneur de vous exposer ce qui suit:

" Pendant la première partie de la dernière session, vous m'avez donné instruction, en ma qualité d'un des secrétaires de la commission de codification, de voir le Dr Cameron, M. P. P., et de lui dire pourquoi les sections 1 à 5 du chapitre 15 des Statuts refondus pour le Bas Canada n'avaient pas été insérées dans les Statuts refondus qui venaient d'être mis en vigueur. Je vous ai rencontré ainsi que le Docteur dans la chambre de l'Orateur et là, en réponse à votre question, si nous, (c'est-à-dire, M. Pariseault et moi) avions consulté quelqu'un avant de supprimer les sections en question, je vous ai dit que nous n'avions consulté personne, attendu que nous nous considérons comme suffisamment autorisés à ce faire par les sections 6 et 7 de l'acte 51-52 Vic., c. 13, mais que nous en avons parlé aux employés du bureau de l'instruction publique, qui nous ont répondu que ces sections étaient tombées en désuétude depuis nombre d'années.

" J'ai l'honneur d'être,

" Monsieur,

" Votre obéissant serviteur,

(Signé) " THEO. H. OLIVER,

" Secrétaire anglais

" de la commission de codification."

" 3. La section du dit acte décrète que l'intérêt des \$60,000.00 sera distribué 'en sus de toute somme maintenant accordée par la loi pour les fins de l'éducation supérieure de la province, et de la même manière.'

" Ces mots prouvent évidemment que notre intention n'était pas d'abolir le fonds d'éducation supérieure, ni d'enlever au Comité protestant aucun des droits dont il jouissait alors, ni aucune somme d'argent qu'il recevait alors du gouvernement.

“(b) Que le Comité protestant reçoive ces soixante mille piastres (\$60,000.00) en capital au lieu d'avoir le droit de distribuer le revenu provenant du placement de cette somme.”

“5. Permettez-moi de vous offrir, My Lord, les observations suivantes sur ce point, lesquelles seront, j'espère, trouvées satisfaisantes aussi :

“Le bill en question porte le No. 169, de la session de 1888, et a été introduit et lu pour la première fois le 28 juin, et est basé sur les résolutions recommandées par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur. La quatrième résolution est ainsi conçue, (Journaux de l'Assemblée législative, page 300) :

“4. A l'occasion de ce règlement, le Lieutenant-Gouverneur en Conseil pourra payer, à même tout argent public à sa disposition, une somme de soixante mille piastres aux différentes universités et maisons d'éducation protestantes et dissidentes de cette province, suivant le mode de distribution qui sera préalablement faite par le Comité protestant du conseil de l'instruction publique.”

“Le 3 juillet, (page 311 des mêmes journaux), la procédure suivante a eu lieu :

“L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill relatif au règlement de la question des ‘Biens des jésuites’ ;

“Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

“Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

“‘La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité’ ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robidoux fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

“Ordonné, que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

“La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

“Ordonné, que ce bill soit maintenant lu la troisième fois.

“Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

“Résolu, que le bill passe.

“Ordonné, que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.”

“Veuillez remarquer, My Lord, qu'un amendement, un seul amendement, a été fait en comité général de la Chambre, et que cet amendement consistait dans la suppression de la section 4, déjà citée, et dans son remplacement par la section 4 suivante :

4. Dès que ce règlement sera effectué, le Lieutenant-Gouverneur en conseil pourra payer, à même les fonds publics à sa disposition, une somme de soixante mille piastres au Comité protestant du conseil de l'instruction publique, somme dont le placement sera fait par le dit comité.

“L'intérêt provenant de tel placement sera distribué annuellement par le Comité protestant avec l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en conseil, aux institutions protestantes d'éducation supérieure, en sus de toute somme maintenant accordée par la loi pour les fins de l'éducation supérieure de la province, et de la même manière.”

“Quand la première section 4 a été discutée devant le comité, l'honorable Mr. Lynch m'a demandé de suspendre la séance pendant quelques minutes, afin de permettre aux membres protestants de la Chambre de se réunir dans une pièce voisine, et de se consulter au sujet d'un amendement à apporter à cette clause, la majorité des membres protestants de la Chambre n'étant pas disposée à abandonner la distribution de ce capital au Comité protestant du conseil de l'instruction publique.

“J'accédai très volontiers à cette demande. Les députés protestants se retirèrent et revinrent, après une très courte absence, avec un amendement, écrit par le révérend Mr. Rexford, secrétaire du Comité protestant, sauf le mot ‘annuellement’ en marge et qui

“ était de l'écriture de l'hon. M. Lynch. Ce dernier me demanda si j'acceptais cet amendement, et sur mon consentement, il le proposa ; il fut adopté à l'unanimité. Cet amendement est exactement, mot à mot, la section 4 actuelle insérée dans les statuts.

“ L'original de cet amendement est encore en la garde de l'officier de la Chambre chargé de ce soin.

“ Ce que j'avance ci-dessus est corroboré par les trois documents suivants, marqués respectivement 1, 2 et 3 ; le premier est une lettre de M. Louis Delorme, greffier de l'Assemblée législative ; le second, un certificat de M. Charles A. Pariseault, greffier en loi, et le troisième, une lettre de l'honorable juge Lynch.

“ 1.—Lettre de M. Louis Delorme.

“ ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

“ Québec, 9 juillet 1889.

“ L'honorable H. MERCIER,

“ Premier ministre de la province de Québec,

“ à Montréal.

“ CHER MONSIEUR,

“ J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre d'hier, par laquelle vous me demandez certains renseignements relativement aux procédés faits par l'Assemblée législative touchant le projet de bill No. 169, soumis au comité général de la Chambre dans la langue anglaise, comme suit : “ *Bill respecting the settlement of the Jesuits' Estates.*—Voir Journal du 3 juillet 1888, page 311.

“ Comme vous pourrez le remarquer, monsieur le Premier, ce bill a été lu une seconde fois, amendé en comité, et lu une troisième fois le même jour, *namine contradi-cente*, quoiqu'il eût subi un amendement, et que notre pratique ordinaire soit de remettre la lecture de tout amendement fait à un bill à la séance suivante, sinon à un autre jour.

“ Je dois ajouter qu'il a été fait, en comité, un amendement rédigé en langue anglaise. (Voir certificat du greffier en loi relativement à cet amendement et que vous trouverez ci-inclus.) Cet amendement, d'après les informations que j'ai prise au département de l'instruction publique, porte l'écriture du révérend M. E. I. Rextford, secrétaire protestant du département de l'instruction publique, et a été inséré dans le bill, en comité général, à la demande de l'honorable M. Lynch, car il portait en correction le mot “ *annually* ” de l'écriture de cet honorable monsieur, qui surveillait ce bill bien attentivement avec monsieur W. Owens, le député du district électoral d'Argenteuil. Cet amendement a été adopté et inséré au bill en comité, puis lu deux fois et adopté par la Chambre et la troisième lecture eut lieu immédiatement, aucun des députés de la minorité protestante ne s'étant opposé à la considération immédiate des amendements, suivant nos règles 43 et 47.—Voir May 559, Bourinot 558, 559.

“ J'ai l'honneur d'être, etc.,

(Signé),

“ LOUIS DELORME,

“ Greffier de l'Assemblée législative.”

2.—Certificat de M. Charles A. Pariseault, greffier en loi :

“ Après avoir examiné l'écriture de l'amendement fait à la section quatrième du bill No. 169, intitulé : *An act respecting the settlement of the Jesuits' Estates*, je déclare que le dit bill, tel que passé, l'a été en langue anglaise, et que l'amendement a été rédigé en anglais.”

“ De plus, je certifie, qu'après information prise au département de l'instruction publique, l'amendement tel que rédigé au dossier, l'a été de la propre main et écriture du Révd. Elson I. Rexford, secrétaire protestant du département de l'instruction publique, moins le mot '*annually*' qui se trouve après les mots suivants du dit amendement '*the interest arising from said investment shall be*'... et dont l'écriture paraît être de l'honorable M. W. W. Lynch.

“ Québec, 9 juillet, 1889.

(Signé),

“ CHAS. A. PARISEAULT,

“ Greffier en loi.

3.—Lettre de l'hon. juge Lynch :

(Traduction.)

“ MONTRÉAL, 16 juillet, 1889.

“ CHER MONSIEUR LE PREMIER,

“ Vous m'avez demandé, il y a quelques jours, si je me rappelais les circonstances au sujet de cette clause des \$60,000 du bill, que vous avez présenté pendant la session de 1888, concernant le règlement des biens des Jésuites. J'ai conservé un souvenir assez exact de ce qui s'est passé à cette époque. La clause en question déclarait d'abord que ce montant serait divisé entre les universités protestantes et autres établissements d'éducation de la province, conformément à la décision qui pourrait être prise par le Comité protestant du conseil de l'instruction publique.

“ Les membres protestants de la Chambre discutèrent entre eux sur l'opportunité de cette distribution et consultèrent M. Rexford, secrétaire protestant du département de l'instruction publique. Le résultat de cette discussion fit qu'ils se décidèrent à vous demander de leur permettre de modifier la clause de telle manière que cette somme fût payée au Comité protestant pour, par lui, être placée, et que les intérêts fussent distribués chaque année comme le sont les sommes votées tous les ans pour l'éducation supérieure ; et quand la Chambre se réunit en comité général à propos de ce bill, vous avez accepté la section ainsi adoptée, et qui est la même que la section de la loi telle que contenue dans le volume des statuts. C'est là, je crois, le résumé complet de ce qui s'est passé alors.

“ Je suis, Monsieur le Premier,

“ Votre très dévoué,

(Signé) “ W. W. LYNCH.

“ L'honorable H. MERCIER,

“ Premier etc.,

“ Montréal.

“ Je ne m'étendrai pas plus longtemps sur le sujet, My Lord. Tout homme intelligent trouvera, sans aucun doute, ces documents concluants, et si la section 4 de l'acte des biens des Jésuites est sujette à critique, sur le point soulevé par le Comité protestant, ce n'est point la faute du gouvernement, ni celles des membres catholiques de la Chambre. La responsabilité de ce changement doit peser entièrement et exclusivement sur les députés protestants.

“ Il est évident, cependant, que le gouvernement n'a pas la moindre objection à accepter la seconde condition contenue dans la résolution qui lui a été communiquée, au sujet du paiement des \$60,000.00. Le gouvernement avait l'intention de donner les soixante mille piastres (\$60,000.00) en capital au Comité protestant, de la même manière et avec le même résultat, que les quatre cent mille piastres (\$400,000.00) sont données aux catholiques ; et il est prêt, si les membres de la Chambre y consentent, à rétablir dans la loi la section 4 ci-dessus citée, telle quelle était d'abord dans le bill No. 169.

“ (c) Que cette somme de soixante mille piastres (\$60,000.00) soit augmentée, parce qu'elle n'atteint pas le montant dû aux protestants, proportionnellement à la population.

“ 6. Cette condition ne peut être refusée, s'il est prouvé que la somme est insuffisante. Nous avons cru dans le temps que ce montant était la proportion équitable à laquelle les protestants avaient droit.

“ (d) Que l'intérêt de cette somme de soixante mille piastres (\$60,000.00) coure depuis l'époque où l'acte de règlement des biens des Jésuites a été sanctionné, jusqu'au moment du paiement.

“ 7. Le gouvernement ne peut accepter cette condition, My Lord, dans les termes dans lesquels elle est conçue ; mais il est prêt à placer les protestants sur le même pied que les catholiques, en ce qui concerne les intérêts de la somme accordée aux protestants. L'intérêt de la somme accordée aux catholiques court du 30 août, 1888, et le gouvernement est disposé à recommander à la Législature que l'intérêt de la somme accordée aux protestants coure de la même date et aux mêmes taux.

“ 8. Telles sont les remarques que j'ai à faire, My Lord, sur la lettre dont vous m'avez honoré, et j'espère qu'elles vous satisferont.

“ Le gouvernement désire rendre toujours justice et donner entière satisfaction à la minorité protestante de cette province, chaque fois que cela est possible. Et nous espérons que votre Seigneurie, vos collègues les membres du comité protestant, et, généralement, les protestants de cette province sauront apprécier les efforts amicaux et libéraux que nous faisons pour rencontrer les vues exprimées dans les résolutions du dit comité.

“ Je ne crois pas à propos d'ajouter rien de plus, mon intention étant de m'en tenir au simple exposé des faits et à la publication des documents, et surtout d'éviter toute allusion à la regrettable agitation qui a eu lieu dernièrement, au sujet de cette question, laissant au jugement sain et à l'honnêteté du peuple de ce pays, le soin de décider qui a raison dans cette question si importante.

“ J'ai l'honneur d'être, avec un profond respect pour Votre Seigneurie,

“ Son très dévoué,

(Signé)

“ HONORÉ MERCIER,

“ Premier Ministre.

“ Très Révérend JAMES WILLIAMS,

“ Lord Evêque de Québec,

“ Québec, P. Q.”

Attendu que la population catholique de la Province, d'après le dernier recensement, était de 1,170,718 et la population protestante de 184,274, ce qui porterait la somme à être accordée à \$62,961.00 ;

Et attendu, enfin, qu'à une assemblée du dit Comité protestant du conseil de l'instruction publique, qui a eu lieu le 6 novembre, 1889, il a été résolu :

" *Premièrement.*—Que le comité a appris avec grande satisfaction que le gouvernement a l'intention de proposer la loi nécessaire pour rétablir et continuer le fonds des biens des Jésuites, tel que constitué d'abord, et les dispositions de l'acte de 1856, concernant la création d'un fonds de placement permanent pour l'éducation supérieure, conformément au mémoire présenté au gouvernement par ce comité.

" *Secondement.*—Que le comité se déclare prêt à agir aussi en ce sens, s'il est informé de la nature de la loi proposée, et suggère respectueusement de rédiger cette loi, en tant qu'elle se rapporte à la loi antérieure, autant que possible, sous forme d'acte déclaratoire.

" *Troisièmement.*—Que le comité désire aussi remercier l'honorable Premier de l'intention qu'il a manifestée d'examiner de nouveau la question de la proportion de l'allocation accordée aux protestants.

" *Quatrièmement.*—Que le comité représente de plus, en ce qui regarde la position qu'il a prise au sujet de l'allocation de \$60,000, que, dans sa réponse aux lettres du Premier, il n'avait pas l'intention formelle d'accepter ou de refuser, conditionnellement ou autrement, cette allocation, sachant qu'il n'avait pas le droit de refuser aucune allocation accordée par la Législature pour l'éducation, mais qu'il regarde comme un devoir pour lui d'attirer l'attention du gouvernement sur toute question concernant les intérêts de l'éducation qui lui sont confiés.

" *Cinquièmement.*—Que, en ce qui se rapporte aux raisons données par ce comité, dans ses résolutions du 25 septembre dernier, relativement à l'administration du fonds, il est encore d'avis qu'elles sont convenables et nécessaires en ces circonstances, mais, il reconnaît en même temps, que ces sortes de questions doivent être laissées à la décision de la Législature ;

" *Sixièmement.*—Que le comité désire aussi établir d'une manière très claire qu'il ne veut en aucune façon blâmer les membres protestants de la Législature, et qu'après avoir entendu les explications données à l'assemblée, en mai dernier, et à cette assemblée par le secrétaire, au sujet des questions soulevées par l'honorable Premier, il est satisfait de ces explications.

Et attendu qu'il est nécessaire de pourvoir à l'exécution des différents projets ci-dessus.

A ces causes, il est :

Résolu 1.—Que, les sections 1 à 5 inclusivement du chapitre 15, des Statuts refondus pour le Bas-Canada, ci dessus citées, sont par le présent déclarées n'avoir jamais été caduques ou abrogées.

Résolu 2.—Que, sur les fonds publics mis à sa disposition, le Lieutenant-Gouverneur pourra payer la somme de soixante-deux mille neuf cent soixante et une piastres (\$62,961.00) au Comité protestant du conseil de l'instruction publique, pour l'éducation supérieure protestante en cette province, ainsi que les intérêts sur cette somme, au taux de quatre pour cent par année depuis le trentième jour d'août, 1888, en remplacement de la somme autorisée par l'acte 51-52 V., c. 13.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, demain.

L'Ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération une résolution concernant la loi des licences de Québec ;

L'honorable M. Shehyn informe alors la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de l'objet de cette résolution, il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu.—Que, nonobstant les dispositions des articles 746, 878, 908, 945, 1026, 1076, 1077 et 1078, il est loisible au Lieutenant-Gouverneur en Conseil de remplacer par un salaire à être fixé par lui pour le temps et à l'égard des percepteurs du revenu qu'il lui semble bon, les émoluments mentionnés dans ces articles.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné. Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Boyer fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit

Résolu. Que, nonobstant les dispositions des articles 746, 878, 908, 945, 1026, 1076, 1077 et 1078, il est loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de remplacer par un salaire à être fixé par lui pour le temps et à l'égard des percepteurs du revenu qu'il lui semble bon, les émoluments mentionnés dans ces articles.

Ordonné. Que la dite résolution soit lue la second fois, demain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération une résolution relative aux magistrats de district étant lu :

L'honorable M. Turcotte informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de l'objet de cette résolution, il la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu. Que chaque magistrat de district en cette province, dans les endroits où la multiplicité des affaires justifiera, recevra un traitement annuel n'excédant pas la somme de trois mille piastres, lequel sera fixé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, et payé à même le fonds consolidé du revenu.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné. Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Lemieux fait, en conséquence, rapport d'une résolution laquelle est lue comme suit :

Résolu. Que chaque magistrat de district en cette province, dans les endroits où la multiplicité des affaires justifiera recevra un traitement annuel n'excédant pas la somme de trois mille piastres, lequel sera fixé par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, et payé à même le fonds consolidé du revenu.

Ordonné. Que la dite résolution soit lue la seconde fois demain.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions relatives aux privilèges des pères de famille ayant douze enfants vivants ;

L'honorable M. Rhodes informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre se forme alors en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu,—1. Que tout père de famille, né ou naturalisé en cette province, qui a douze enfants vivants issus d'un légitime mariage, a droit, suivant son choix, à cent acres de terres publiques, aux conditions d'établissement voulues par la loi des terres.

Résolu,—2. Que la jouissance et l'usufruit de ces cent acres de terres, appartiennent au père et à la mère de ces douze enfants, leur vie durant, et la propriété, y compris les dépenses et améliorations qui y ont été faites, en appartient à celui des douze enfants en faveur de qui le père, ou dans le cas de décès du père, la mère, a fait donation entre vifs ou testamentaire, pour lui servir de patrimoine de famille.

Résolu,—3. Que, dans le cas où le père et la mère décèderaient sans avoir fait de donation comme ci-dessus, la propriété tombera dans la succession.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pilon fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Pilon fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu,—1. Que tout père de famille, né ou naturalisé en cette province, qui a douze enfants vivants issus d'un légitime mariage, a droit, suivant son choix, à cent acres de terres publiques, aux conditions d'établissement voulues par la loi des terres.

Résolu,—2. Que la jouissance et l'usufruit de ces cent acres de terres, appartiennent au père et à la mère de ces douze enfants, leur vie durant, et la propriété, y compris les dépenses et améliorations qui y ont été faites, en appartient à celui des douze enfants en faveur de qui le père, ou dans le cas de décès du père, la mère, a fait donation entre vifs ou testamentaire, pour lui servir de patrimoine de famille.

Résolu,—3. Que dans le cas où le père et la mère décèderaient sans avoir fait de donation comme ci-dessus, la propriété tombera dans la succession.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Rhodes ait la permission de présenter un bill portant privilège aux pères de famille ayant douze enfants vivants.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant la loi électorale de Québec ;

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Shehyn,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour demain.

Le Bill amendant l'article 597 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif aux enquêtes sur les affaires publiques est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Rimouski), fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

• *Résolu*, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour pourvoir à l'opération de l'acte de cette province, 52 Victoria, chapitre 4, intitulé : " Acte amendant la loi électorale de Québec, en étendant le droit de suffrage et amendant le Code municipal en ce qui concerne la préparation du rôle d'évaluation ", étant lu ;

L'honorable M. Gagnon propose, secondé par l'honorable M. Turcotte,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement. .

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour demain.

Le bill amendant l'article 239 des Statuts refondus de la province de Québec, dans la loi électorale, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité,

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Rimouski) fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill concernant la largeur des chemins et rues dans les cités, villes, bourgs et villages, étant lu ;

L'honorable M. Rhodes propose, secondé par l'honorable M. Gagnon,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour demain.

Sur motion de l'honorable M. Shehyn, secondé par l'honorable M. Mercier,
Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien émettre son mandat en faveur de l'honorable Trésorier de la Province pour la somme de \$20,000.00, pour faire face aux dépenses d'impressions de cette Chambre et assurant Son Honneur que cette Chambre en tiendra compte.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 16 Janvier 1890.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Tessier (Portneuf),—cinq pétitions de l'Assemblée Jacques-Cartier No. 10674, de la paroisse de St. Raymond.

Par l'honorable Mr. McShane,—cinq pétitions des Syndics de la Société Presbytérienne Américaine de Montréal,—cinq pétitions de l'Assemblée Locale No. 2436 des Chevaliers du Travail,—cinq pétitions de l'Assemblée Unité No. 6292 des Chevaliers du Travail,—cinq pétitions de l'Assemblée Harmonie No. 644,—cinq pétitions de l'Union des Garçons Boulangers,—cinq pétitions de la Société des Platreurs, tous de la cité de Montréal.

Par M. Poupore,—la pétition du Conseil municipal des Cantons unis de Leslie, Clapham et Huddersfield,—et la pétition de Michael Hughes, du canton de Litchfield.

Par l'honorable M. Turcotte,—la pétition des Dames Religieuses du Précieux Sang des Trois Rivières.

Par M. David,—cinq pétitions du Conseil Central des Chevaliers du Travail,—cinq pétitions de l'Assemblée Maisonneuve No. 7209,—cinq pétitions de l'Assemblée du District No. 1 de Montréal,—cinq pétitions de l'Assemblée Grande Hermine,—cinq pétitions de l'Assemblée Ville Marie No. 3484,—cinq pétitions de l'Union des Briquetiers,—cinq pétitions de l'Union des Peintres No. 74—cinq pétitions de l'Union No. 26 des Manufacturiers de cigares,—cinq pétitions de l'Union locale No. 58 des manufacturiers de cigares,—cinq pétitions de l'Union Typographique Jacques-Cartier No. 145 ; dans la cité de Montréal,—et cinq pétitions de l'Assemblée No. 5178 des Chevaliers du Travail, Hochelaga,—et la pétition de Alfred Joyce, de Montréal.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Nantel,—1° Quelle somme a été accordée dans les comtés de Soulanges et de Vaudreuil, pour indemniser les victimes des tempêtes de grêle et ouragans durant 1888 et 1889 ?

2. Qui a été nommé pour évaluer les dommages ?

3. A quelles personnes ces sommes ont-elles été remises pour distribution ?

4. Quelles sont les personnes qui ont été indemnisées et pour quel montant chacune l'a-t-elle été ?

5. Un rapport accompagné de pièces justificatives de l'emploi de cet argent a-t-il été fait au gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—Il n'est pas possible de répondre à cette question ; trop de détails de noms et de chiffres sont demandés.

Que l'honorable député fasse une motion pour production de documents et elle sera accordée de suite.

Par M. Desjardins,—Quelle somme le gouvernement a-t-il reçu, depuis le premier juillet 1888, jusqu'au 30 juin 1889, pour arrérages de taxes sur les corporations commerciales, à la date du 30 juin 1888 ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—Cette interpellation devrait être le sujet d'une demande de production de documents.

L'honorable M. Shehyn, Trésorier de la province, met devant la Chambre,—les Comptes publics de la province de Québec pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1889. (*Documents de la session, No. 3.*)

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, met devant la Chambre,—les Statistiques municipales ou Rapports municipaux pour l'année expirée le 31 décembre 1888. (*Documents de la session, No. 47.*)

Aussi, copie des ordres en conseil passés depuis la dernière session, concernant les nominations et promotions faites dans le service civil, depuis la dernière session ; Statuts refondus, article 675. (*Documents de la session, No. 49.*)

Sur motion de M. Casgrain, secondé par M. McIntosh,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du jugement final rendu par la cour supérieure du district de Saguenay, dans une cause de Dame d'Estimauville, veuve Clément, contre J. A. Tremblay, notaire, des Eboulements ; aussi copie du jugement de la cour du banc de la Reine, en appel, dans la même cause, et de toute correspondance entre l'une et l'autre partie dans la dite cause ou aucune autre personne, et le gouvernement de cette province, ou aucun de ses membres, au sujet des dits jugements.

Sur motion de M. Casgrain, secondé par M. Nantel,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toutes instructions données par le gouvernement de la province, ou aucun de ses membres, à l'officier-rapporteur, Alphonse Couillard, écuyer, shérif, avant ou pendant la dernière élection dans le comté de Rimouski.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Taillon,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—1. Copie de tous les ordres en conseil, adoptés sous l'autorité de l'acte 51-52 Victoria, chapitre 17, section 1ère, paragraphe 5, autorisant la location par conventions privées, des terres réservées pour la pêche le long des lacs et des rivières,

2. Copie de toute correspondance à ce sujet.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Nantel, secondé par M. Faucher de Saint-Maurice,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—la carte de la Province, indiquant en couleurs différentes : 1. le domaine public actuellement sous licence de coupe de bois, avec la contenance en milles superficiels de chaque limite ; 2. le territoire non actuellement sous licence et non concédé, qui reste disponible pour l'exploitation forestière, également avec sa contenance superficielle.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la lettre de Monseigneur Bossé, adressée au gouvernement, en rapport avec les secours à donner aux pêcheurs du Labrador. Etat détaillé des dépenses, achat de provisions etc., par MM. Turner & Cie., et toutes correspondances à ce sujet.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en conseil se rapportant à la Compagnie du chemin de fer de Montréal & Occidental, depuis que la compagnie est en voie de formation à ce jour.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur, par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Taillon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance entre le gouvernement et M. Beausoleil, au sujet de la perception des taxes sur les corporations commerciales, et copie de tous écrits et documents concernant cette affaire, moins toutefois ceux déjà compris dans le document No. 101 de la session de 1888.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état montrant : 1. Ce que les corporations commerciales, contre lesquelles le gouvernement a intenté, avant 1887, des actions en recouvrement de la taxe imposée par la loi de 1882, et qui ont ensuite payé au gouvernement ce qu'elles devaient à titre de taxes, ont payé pour frais de poursuite encourues dans ces causes ;

2. Combien chacune de ces corporations a payé ;

3. La date des paiements ;

4. Entre les mains de qui les paiements ont été faits.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—des renseignements précis sur chacune des questions suivantes, savoir : 1. A quelle date a eu lieu le règlement définitif du compte de M. Beausoleil, avec le gouvernement pour perceptions des taxes directes imposées sur les corporations commerciales ?

2. A quelle date M. Beausoleil a-t-il payé au gouvernement la différence entre la somme de \$31,507.14 qu'il avait d'abord retenue (suivant sa reddition de compte, *document No. 101 de la session 1888*) et la somme de \$18,509.44 (savoir : \$13,041.93 et \$5,467.51, mentionnée dans la lettre adressée par l'honorable M. Shehyn à M. Beausoleil, le 28 juin 1889 ?

3. Comment ce paiement a-t-il été affectué ? Le montant de cette différence a-t-il été actuellement versé dans la caisse publique, ou le règlement a-t-il été opéré par voie de compensation ou autrement ?

4. Quelles sommes M. Beausoleil a-t-il actuellement payées au gouvernement depuis le 20 février 1889 ? A quelles dates ?

5. Quelles sommes le gouvernement a-t-il payées à M. Beausoleil, depuis le 20 février 1889 ? A quelles dates ?

Sur motion de M. Nantel, secondé par M. Faucher de Saint-Maurice,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Copie des documents ou correspondances donnant à la Chambre les informations suivantes : 1. Quelle somme a été accordée, dans les comtés de Soulanges et de Vaudreuil, pour indemniser les victimes des tempêtes de grêle et ouragans, durant 1888 et 1889 ?

2. Qui a été nommé pour évaluer les dommages ?

3. A quelles personnes ces sommes ont-elles été remises pour distribution ?
4. Quelles sont les personnes qui ont été indemnisées et pour quel montant chacune l'a-t-elle été ?
5. Un rapport accompagné de pièces justificatives de l'emploi de cet argent a-t-il été fait au gouvernement ?

L'honorable M. Gagnon, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter les listes des membres devant composer les comités permanents ordonnés par la Chambre, fait rapport que le comité a préparé la liste des membres pour les comités suivants, savoir :

1. **AGRICULTURE ET IMMIGRATION** :—Les honorables MM. Rhodes, Blanchet et Taillon, et MM. Baldwin, Basinet, Beauchamp, Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Cardin, Déchéne (L'Islet), Deschènes (Témiscouata), Desjardins, de Grosbois, Dumais, Faucher de St. Maurice, Forest, Girouard, Goyette, Lapointe, Legris, Lussier, Tessier (Rimouski), Martin, Morin, McIntosh, Nantel, Owens, Picard, Pilon, Poupore, Rocheleau, Spencer, Tessier (Portneuf), Tourigny et Trudel—36.

2. **BILLS PRIVÉS** :—Les honorables MM. Pelletier, Blanchet, Duhamel et Robertson et MM. England, Bisson, Beauchamp, Boyer, Casgrain, Champagne, de Grosbois, David, Déchéne (L'Islet), Lafontaine, Duplessis, Faucher de St. Maurice, Gladu, Hall, LeBlanc, McIntosh, Murphy, McShane, Pilon, Picard, Tessier (Rimouski) et Tessier (Portneuf),—26.

3. **CHEMINS DE FER** :—Les honorables MM. Robertson, Flynn, Gagnon et Blanchet, et MM. Cameron, Basinet, Bernatchez, Bisson, Bourbonnais, Girouard, Déchéne (L'Islet), Deschènes (Témiscouata), Desjardins, de Grosbois, Dumais, Duplessis, Faucher de St. Maurice, Goyette, LeBlanc, Laliberté, Lapointe, Legris, Lemieux, Martin, McShane, Morin, McIntosh, Nantel, Poupore, Rinfret, Rocheleau, Tessier et Tourigny,—33.

4. **INDUSTRIES** :—L'honorable M. Shehyn, et MM. Pilon, Baldwin, England, Cardin, Champagne, Deschènes (Témiscouata), Girouard, Goyette, Lapointe, Laliberté, Legris, Lemieux, Martin, Murphy, McIntosh, Poupore, Rinfret, Rocheleau, Spencer et Tourigny,—21.

5. **COMPTES PUBLICS** :—Les Honorables MM. Mercier, Taillon, Flynn, Gagnon, Rhodes, Robertson et Shehyn, et MM. Boyer, Bisson, Cameron, Cardin, Casgrain, Desjardins, Duplessis, Hall, Laliberté, Leblanc, Lussier, Morin, Murphy, Nantel, Owens, Picard, Rinfret, Rocheleau et Trudel,—26.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 17 Janvier 1890.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—L'état des affaires de l'Hôpital St. Joseph de Chambly,—et de l'Œuvre du Patronage de Québec, tous deux pour l'année 1889. (*Documents de la session, No. 8.*)

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Champagne,—la pétition de Charles Gingras et autres, de St. Grégoire le Thaumaturge,—et la pétition de L. H. Massue et autres.

Par M. de Grosbois,—la pétition de George Capsey et autres, du village de Bedford,—et la pétition de John B. Stewart et autres.

Par l'honorable M. McShane,—la pétition de J. B. Wilson et autres, de Montréal.
Par M. Déchène (l'Islet),—la pétition de Cornelius Beard et autres.
Par M. Lafontaine,—la pétition de Jos Brunet et autres, de la cité de Montréal.
Par M. Goyette,—la pétition de Joseph Giguère, de la cité de Montréal.
Par l'honorable M. Shehyn,—la pétition de la Compagnie du chemin de fer Québec Central.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De la Congrégation du Très Saint Saint Rédempteur, à Sainte-Anne de Beauré ; demandant un acte pour ratifier et confirmer certains actes de compromis, cession et transport entre la Congrégation du Très Saint Rédempteur, à Sainte-Anne de Beauré, et les francs tenanciers de la dite paroisse de Beauré.

De W. Bartlett et autres ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de " La Compagnie du chemin de fer de Lawrenceville à L'Avenir."

De J. H. Fowler et autres,—de Pierre Lamarche et autres,—de George Préfontaine et autres,—et de W. Jamieson et autres, tous du canton Ely-Nord ; demandant que le bill pour ériger la paroisse de Ste-Christine en municipalité scolaire et locale, ne devienne pas loi.

De J. O. Martineau et autres, de Lévis ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " L'Association des Ouvriers de Lévis."

De l'Assemblée No. 10123,—et de l'Assemblée Industrielle No. 10829, de Lévis,—de l'Assemblée des mécaniciens No. 10061,—de l'Assemblée Montgomery No. 4003,—de l'Union Typographique No. 160, de Québec,—de l'Union des Tailleurs,—de l'Assemblée du district No. 2,—des Iron and Steel Workers,—de l'Assemblée du Fer à Cheval No. 10511,—de l'Union des ouvriers constructeurs, de Montréal,—de l'Union Typographique, No. 159,—de l'Assemblée Champlain No. 10581, de Québec, tous Chevaliers du Travail ; demandant un acte définissant la responsabilité des patrons.

De l'Assemblée 10123,—et de l'Assemblée Industrielle No. 10829, de Lévis,—de l'Assemblée des mécaniciens 10061,—de l'Assemblée Montgomery No. 4003,—et de l'Union Typographique No. 160, de Québec,—de l'Union des Tailleurs,—de l'Assemblée du District No. 2,—des Iron and Steel Workers,—de l'Assemblée du Fer à Cheval No. 10511,—de l'Union des ouvriers constructeurs, de Montréal,—et de l'Union Typographique No. 159,—de l'Assemblée Champlain No. 10581, de Québec, tous Chevaliers du Travail ; demandant la nomination de un ou de plusieurs officiers, dans chaque district judiciaire, pour poursuivre en justice toutes personnes violant les lois, soit locales ou fédérales.

De l'Assemblée 10123,—et de l'Assemblée Industrielle No. 10829, de Lévis,—de l'Assemblée des mécaniciens 10061,—de l'Assemblée Montgomery No. 4003,—de l'Union Typographique No. 160, de Québec,—de l'Union des Tailleurs,—de l'Assemblée du District No. 2,—des Iron and Steel Workers,—de l'Assemblée du Fer à Cheval No. 10911,—de l'Union des ouvriers constructeurs, de Montréal,—et de l'Union Typographique No. 159,—de l'Assemblée Champlain No. 10581, de Québec, tous Chevaliers du Travail ; demandant un acte assurant aux manœuvres le montant de leur salaire, et que toutes personnes donnant des contrats soient tenues de voir que la main d'œuvre soit payée.

De l'Assemblée 10123,—et de l'Assemblée Industrielle No. 10829, de Lévis,—de l'Assemblée des mécaniciens 10061,—de l'Assemblée Montgomery No. 4003,—de l'Union Typographique No. 160, de Québec,—de l'Union des Tailleurs,—de l'Assemblée du District No. 2,—des Iron and Steel Workers,—de l'Assemblée du Fer à Cheval No. 10511,—de l'Union des ouvriers constructeurs, de Montréal,—et de l'Union Typographique No. 159,—de l'Assemblée Champlain No. 10581, de Québec, tous Chevaliers du Travail ; demandant que le Lieutenant-Gouverneur et les maires soient seuls autorisés à appeler les milices en temps d'émeute.

De la Corporation du village de la Côte St Antoine ; demandant un acte pour changer le nom du dit village, l'ériger en ville et pour d'autres fins.

De L. H. Hénault et autres, de Ste-Cunégonde ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " Maison de charité de Ste-Cunégonde."

Du Conseil de comté No. 1 du comté de Chicoutimi ; demandant à ce que la Vallée du Lac St-Jean soit détachée du district électoral de Chicoutimi et Saguenay, et forme un district électoral en conservant ses limites actuelles.

De la Société bienveillante de Notre-Dame de Bonsecours, Montréal ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la Corporation de la ville de Ste-Cunégonde ; demandant un acte amendant sa charte et pour autres fins.

De l'Union St-Pierre de Montréal,—et de l'Union St-Joseph de Montréal ; demandant, respectivement, un acte pour reviser et refondre leur acte d'incorporation et les divers actes qui l'amendent.

M. Girouard, du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi Joseph E. Girouard, écuyer, comme son président et a convenu, de recommander à votre honorable Chambre que son quorum soit fixé à quatre membres.

Votre comité a de plus examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis publiés étaient suffisants dans chaque cas, savoir :

De la Corporation du Collège Bishop ; demandant un acte pour l'autoriser à disposer de certains immeubles.

Du Révd. J. U. Tessier *et al* ; demandant la passation d'un bill pour incorporer partie du village de Victoriaville, en ville, et pour ériger en municipalité de paroisse le reste du village et autres territoires.

De la Compagnie de chemin de fer du comté de Drummond ; demandant des amendements à sa charte.

De la Corporation du village de la Côte St-Louis ; demandant à être érigée en ville sous le nom de " Ville Marie."

De la Municipalité du village d'Acton Vale, comté de Bagot ; demandant à être érigée en ville sous le nom de " Acton."

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Lafontaine, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a choisi Eugène Lafontaine, écuyer, comme son président et est convenu de recommander que son quorum soit fixé à sept membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le rapport.

Ordonné Que M. Pilon ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la ville d'Acton.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Girouard ait la permission de présenter un bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond, 49-50 Victoria, chapitre 81, amendée par la loi 52 Victoria, chapitre 88.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Girouard ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la ville de Victoriaville et érigeant la municipalité de la paroisse de Ste.-Victoire d'Arthabaska.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Lafontaine ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la ville de Ville-Marie.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Robertson ait la permission de présenter un bill permettant à la corporation du College Bishop de disposer d'un immeuble.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. David ait la permission de présenter un bill pour amender l'article 5623 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif aux maîtres et serviteurs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. David ait la permission de présenter un bill amendant l'article 887 du Code de procédure civile, concernant des matières sommaires, tel qu'il se lit à l'article 5977, des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. David ait la permission de présenter un bill amendant l'article 556 du Code de procédure civile, relatif à la saisie des meubles, tel qu'il se lit à l'article 5917 des Statuts refondus, de la province de Québec et modifié par l'acte 52 Vict., Chap. 50.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 mars 1889, pour copie de tous les comptes entre le département des travaux publics, ou aucun autre département, et MM. Béland et Martineau, marchands de bois, de Saint-Roch de Québec, ou M. Béland seul, ou M. Martineau seul, pour les frais de l'exposition provinciale de 1887 ou pour d'autres fins. (*Documents de la session*, No. 50.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 mars 1889, pour une liste des surintendants gardes-forestiers, des gardes-fortiers, et des assistants gardes-forestiers, le 27 janvier 1887 ; aussi une liste des surintendants gardes-forestiers, des gardes-forestiers, et des assistants gardes-forestiers nommés depuis cette date jusqu'à ce jour, avec mention de la date de la nomination de chacun, du salaire, des conditions de paiement et de la région assignée à chacun. (*Documents de la session*, No. 51.)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 mars 1889, pour un état donnant : 1. Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement, aucun de ses employés et aucune personne, à propos de la papeterie, des impressions et de la reliure pour les palais de justice de Montréal et de Québec, depuis le 1er février 1837 ;

2. Copie de tous les comptes présentés au gouvernement, aucun de ses membres ou employés à propos de telle papeterie, impression et reliure, etc. ;

3. Etat constatant les montants des sommes payées sur ces comptes, avec la date de ces paiements ;
4. Copie des lettres de crédit données par le gouvernement ou aucun de ses membres à propos de ces comptes ;
5. Etat des sommes qui restent dues sur tels comptes. (*Documents de la session, No. 52.*)

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture d'une certaine résolution, rapportée du comité de toute la Chambre, mercredi, le 15 du courant, relative aux sociétés de colonisation ;

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Ordonné, Que l'honorable M. Rhodes ait la permission de présenter un bill amendant la loi concernant les sociétés de colonisation.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture d'une certaine résolution, rapportée du comité de toute la Chambre, mercredi, le 15 du courant, relative aux ponts de colonisation et autres ;

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Ordonné, Que l'honorable M. Rhodes ait la permission de présenter un bill concernant la protection des ponts de colonisation et autres.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture d'une certaine résolution, rapportée du comité de toute la Chambre mercredi, le 15 du courant, concernant la loi des licences de Québec ;

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la chambre, se divise, et la proposition est résolue affirmativement ;

Ordonné, Que l'honorable M. Shehyn ait la permission de présenter un bill amendant la loi des licences de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture d'une certaine résolution, rapportée du comité de toute la Chambre mercredi, le 15 du courant, concernant les magistrats de district.

L'honorable M. Turcotte propose, secondé par l'honorable M. Mercier,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois, et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Channpagne,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Déchène (l'Islet),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte—28.</i>

CONTRE :

Messieurs.

<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Tourigny—12.</i>
<i>England,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer,</i>	
<i>Faucher de Saint-</i>			
<i>Maurice,</i>			

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Ordonné, Que l'honorable M. Turcotte ait la permission de présenter un bill amendant l'article 2507 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif aux magistrats de district.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill amendant la loi électorale de Québec ;

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Shehyn,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, lundi prochain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill pour pourvoir à l'opération de l'acte de cette province, 52 Victoria, chap. 4, intitulé : " Acte amendant la loi électorale de Québec, en étendant le droit de suffrage et amendant le Code municipal en ce qui concerne la préparation du rôle d'évaluation, étant lu ;

L'honorable M. Gagnon propose, secondé par l'honorable M. Turcotte,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robidoux fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le concours dans les dits amendement soit remis à lundi prochain.

Ordonné, Que le dit bill soit re-imprimé.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill concernant la largeur des chemins et rues dans les cités, villes, bourgs et villages ;

L'honorable M. Rhodes propose, secondé par l'honorable M. Gagnon, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robidoux fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit " Acte concernant la largeur des chemins et rues dans les cités, villes et villages."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours

Le bill amendant la loi de l'instruction publique est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour lundi prochain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill portant privilège aux pères de famille ayant douze enfants vivants, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 20 janvier 1890.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Hall,—deux pétitions du Bureau des Commissaires des écoles protestantes, de la cité de Montréal,—la pétition de la Compagnie d'entrepôt de Montréal,—la pétition de l'Ecole culinaire de Montréal,—la pétition de l'Université McGill,—quatre pétitions de l'Union locale No. 311, de Montréal, de la Fraternité des Charpentiers et des Menuisiers,—quatre pétitions de l'Assemblée locale No. 6023 des Chevaliers du Travail,—quatre pétitions de l'Union des Carrossiers,—et quatre pétitions de l'Assemblée St-Gabriel No. 5421 des Chevaliers du Travail, tous de la cité de Montréal.

Par M. Morin,—la pétition du Révérend Amb. Fafard, de la Baie St. Paul,—et la pétition de J. B. Robitaille et autres, de la cité de Québec.

Par M. Pilon,—la pétition du Révérend F. X. Lessard et autres, de la paroisse de St. Stanislas,—la pétition du Révérend A. Longval et autres, de la paroisse de Ste. Marie de Blandford,—la pétition du Révérend A. B. Prince et autres, de Ste. Eulalie,—la pétition du Révérend H. E. Julien et autres, de la paroisse de St. Léonard, tous du comté de Nicolet,—la pétition du Révérend J. N. C. Lafond et autres, de Ste-Anne du Sault,—et la pétition du Révérend Chs. Ed. Mailhot et autres, de la paroisse de St. Louis de Blandford, tous du comté d'Arthabaska.

Par l'honorable M. Rhodes,—la pétition de Peter W. Hall et autres.

Par M. Robidoux,—la pétition de Dame Abigail Kimpton, épouse de Moïse Dubuc et de Dame Sarah Kimpton, épouse de J. Longpré,—et la pétition de la Municipalité du village de Buckingham.

Par M. David,—la pétition de William Van Slooten et autres,—la pétition de l'honorable J. McShane et autres, de la cité de Montréal,—la pétition de Lewis Aronson et autres, du district de Montréal,—la pétition de Dame Marie Louise Benoit, épouse de sieur Gédéon Bourdeau, comptable, de la cité de Montréal,—et la pétition de la Corporation des juifs portugais, de la cité de Montréal.

Par M. Boyer,—la pétition de la Corporation de la paroisse de St. Raphaël de l'Isle Bizard.

Par M. Picard,—la pétition du Révérend Ed. Brunet et autres, des cantons de Bulstrode et Stanford, comté d'Arthabaska.

Par M. Lafontaine,—la pétition de la Corporation de la paroisse de St. Michel de Rougemont.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Alfred Joyce, de Montréal ; demandant un acte confirmant le titre d'une propriété achetée des représentants d'Austin Adams.

Des Syndics de la Société Presbytérienne Américaine, de Montréal ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De Michael Hughes et autres, du canton de Litchfield ; demandant que le dit canton ne soit pas divisé.

Du Conseil municipal des cantons unis de Leslie, Clapham et Huddersfield ; demandant qu'aucun subside ne soit accordé à la Compagnie de chemin de fer " Bristol et Portage du Fort " avant que le chemin de fer P. P. J. R. ne soit terminé.

Des Dames Religieuses du Précieux Sang, des Trois-Rivières ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " Sœurs du Précieux Sang des Trois-Rivières. "

De l'Assemblée Jacques-Cartier No. 10674, de la paroisse de St-Raymond,—de l'Assemblée " Grand Hermine, "—de l'Union des Peintres, No. 74,—de l'Union des Briquetiers,—de l'Assemblée Ville-Marie, No. 3484,—de l'Union des Manufacturiers de Cigares, No. 226,—de l'Union locale des Manufacturiers de Cigares, No. 58,—de

l'Union Typographique Jacques-Cartier, No. 145,—de l'Assemblée Hochelaga, No. 5178,—du Conseil Central des Métiers et du Travail, Montréal,—de l'Assemblée Maisonneuve, No. 7209,—de l'Assemblée de district, No. 1,—de l'Assemblée locale, No. 2436,—de l'Assemblée Harmonie, No. 644,—de l'Assemblée Unité, No. 6292,—de l'Union des Garçons boulangers et de la Société des Plâtriers, de Montréal, tous Chevaliers du Travail ; demandant respectivement un acte définissant la responsabilité des patrons.

De l'Assemblée Jacques-Cartier, No. 10674, de la paroisse de St-Raymond,—de l'Assemblée "Grand Hermine,"—de l'Union des Peintres, No. 74,—de l'Union des Briquetiers,—de l'Assemblée Ville-Marie, No. 3484,—de l'Union des Manufacturiers de Cigares, No. 226,—de l'Union locale des Manufacturiers de Cigares, No. 58,—de l'Union Typographique Jacques-Cartier, No. 145,—de l'Assemblée Hochelaga, No. 5178,—du Conseil Central des Métiers et du Travail, Montréal,—de l'Assemblée Maisonneuve, No. 7209,—de l'Assemblée de district, No. 1,—de l'Assemblée locale, No. 2436,—de l'Assemblée Harmonie, No. 644,—de l'Assemblée Unité, No. 6292,—de l'Union des Garçons boulangers et de la Société des Plâtriers, de Montréal, tous Chevaliers du Travail ; demandant respectivement la nomination de un ou de plusieurs officiers, dans chaque district judiciaire, pour poursuivre en justice toutes personnes violant les lois, soit locales ou fédérales.

De l'Assemblée Jacques-Cartier, No. 10674, de la paroisse de St-Raymond,—de l'Assemblée "Grand Hermine,"—de l'Union des Peintres, No. 74,—de l'Union des Briquetiers,—de l'Assemblée Ville-Marie, No. 3484,—de l'Union des Manufacturiers de Cigares, No. 226,—de l'Union locale des Manufacturiers de Cigares, No. 58,—de l'Union Typographique Jacques-Cartier, No. 145,—de l'Assemblée Hochelaga, No. 5178,—du Conseil Central des Métiers et du Travail, Montréal,—de l'Assemblée Maisonneuve, No. 7209,—de l'Assemblée de district, No. 1,—de l'Assemblée locale, No. 2436,—de l'Assemblée Harmonie, No. 644,—de l'Assemblée Unité, No. 6292,—de l'Union des Garçons boulangers et de la Société des Plâtriers, de Montréal, tous Chevaliers du Travail ; demandant respectivement un acte assurant aux manœuvres le montant de leur salaire, et que toutes personnes donnant des contracts soient tenues de voir que la main d'œuvre soit payée.

De l'Assemblée Jacques-Cartier, No. 10674, de la paroisse de St-Raymond,—de l'Assemblée "Grand Hermine,"—de l'Union des Peintres, No. 74,—de l'Union des Briquetiers,—de l'Assemblée Ville-Marie, No. 3484,—de l'Union des Manufacturiers de Cigares, No. 226,—de l'Union locale des Manufacturiers de Cigares, No. 58,—de l'Union Typographique Jacques-Cartier, No. 146,—de l'Assemblée Hochelaga, No. 5178,—du Conseil Central des Métiers et du Travail, Montréal,—de l'Assemblée Maisonneuve, No. 7209,—de l'Assemblée de district, No. 1,—de l'Assemblée locale, No. 2436,—de l'Assemblée Harmonie, No. 644,—de l'Assemblée Unité, No. 6292,—de l'Union des Garçons boulangers et de la Société des Plâtriers, de Montréal, tous Chevaliers du Travail ; demandant respectivement que le Lieutenant-Gouverneur et les maires soient seuls autorisés à appeler les milices en temps d'émeutes.

De Charles Gingras et autres, de la paroisse de St-Grégoire le Thaumaturge ; demandant des amendements à l'acte 44-45 Vict., chap. 82 ; et 50 Vict., chap. 26, concernant la fabrique de St-Jean-Baptiste de Montréal.

De Joseph Brunet et autres, de la cité de Montréal ; demandant un acte les autorisant à construire et à opérer un chemin de fer.

De Cornelius Beard et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Montreal Gas Consumer's Company.*"

De Jno. B. Stewart et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Royal Quebec Art Union Company.*"

De George Capsey et autres, du village de Bedford ; demandant que le dit village soit érigé en ville.

De L. H. Massue et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*L'Association d'exposition de Montréal.*"

De J. H. Wilson et autres ; demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal, concernant l'élargissement des rues.

De la Compagnie du chemin de fer le Québec Central ; demandant que le délai pour parachever sa ligne soit prolongé.

De Joseph Gingras, de la cité de Montréal ; demandant un acte pour régulariser sa cléricature et pour autoriser le Collège des médecins et chirurgiens à l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie.

Ordonné, Que M. Casgrain ait la permission de présenter un bill amendant les articles 1119 et 1140 du Code de procédure civile du Bas-Canada.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. David ait la permission de présenter un bill amendant la loi des élections contestées de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Lafontaine ait la permission de présenter un bill amendant l'acte 48 Victoria, chap. 36, concernant l'Association pharmaceutique de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

• Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyées au comité permanent des divers bills privés, savoir :

Bill constituant en corporation la ville de Victoriaville et érigeant la municipalité de la paroisse de Sainte-Victoire d'Arthabaska.

Et bill permettant à la Corporation du Collège Bishop de disposer d'un immeuble.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Flynn,—1. Quel est le montant payé à même l'emprunt des \$3,500,000 (50 Vict., chap. 2), avant le 6 février 1889, et non compris dans le chiffre de \$2,268,874.70 mentionné en la réponse No. 13 à l'ordre de la Chambre du 6 février 1889 ?

2. Quel est le montant payé, à même le dit emprunt, depuis cette date ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—La réponse à cette question sera comprise dans les documents qui seront produits en vertu de l'ordre de la Chambre, en date du 15 janvier 1890.

Par M. McIntosh,—Le gouvernement se propose-t-il de réformer la loi actuellement en vigueur dans cette province, de façon à empêcher qu'il soit accordé des licences pour le commerce de liqueurs en gros dans les municipalités ayant adopté des règlements prohibitifs du débit des boissons spiritueuses dans leurs limites ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—La question est à l'étude.

Par M. Lemieux,—Est-ce l'intention du gouvernement d'amender la loi fixant le salaire des jurés, en matières criminelles ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Oui.

Par M. Casgrain,—Le gouvernement, le Premier ministre, le procureur-général ou aucun autre ministre a-t-il donné à l'officier-rapporteur ou aux sous-officiers-rapporteurs, dans la dernière élection de Québec-Ouest, les mêmes instructions que celles données dans la dernière élection de Rimouski ?

Si non, quelles instructions leur ont été données ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Il n'a été demandé aucune instruction et il n'en a pas été donnée.

Par l'honorable M. Taillon,—1. Quelles sont les personnes qui ont été chargées par le gouvernement de s'enquérir des difficultés survenues entre les travailleurs et ceux qui les avaient employés à la construction du chemin de fer de la Baie des Chaleurs ?

2. Combien a reçu chacune des personnes qui ont travaillé à cette enquête ?
3. Est-il dû encore quelque chose pour cette enquête ? Combien ? A qui ?
4. A-t-il été fait un rapport ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—1. M. Charles Langelier, avocat, de Québec ;
2. M. Charles Langelier a reçu du Trésor \$500.00 à compte de ses frais de voyage, de ceux d'un secrétaire et des dépenses à être faites pour l'assignation des témoins devant lui, etc.

3. Oui, mais les comptes n'ont pas encore été produits.
4. Oui, un rapport préliminaire.

Par l'honorable M. Taillon,—1. Combien M. Cloran a-t-il reçu du gouvernement comme commissaire chargé de s'enquérir du fonctionnement du système de jury ?

2. A-t-il fini ses travaux en vertu de cette commission ?
3. Lui est-il dû encore quelque chose ? Combien ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—1. M. Cloran a reçu, comme commissaire chargé de s'enquérir du fonctionnement du système de jury, la somme de \$1,200.00.

2. Non ;
3. Oui, mais on ne peut dire combien, son travail n'étant pas terminé.

Par l'honorable M. Blanchet,—Le gouvernement a-t-il requis les services de M. Ambroise Choquet, depuis la dernière session ?

2. Pour quelles fins ?
3. M. Choquet a-t-il fait rapport ?
4. Combien le gouvernement lui a-t-il payé ?
5. A-t-il encore quelque chose à recevoir ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—1. M. Ambroise Choquet a été nommé agent de rapatriement, le 3 octobre dernier, pour l'espace de six mois, à dater de sa nomination.

2. Il était chargé de visiter les principaux centres canadiens-français de la Nouvelle-Angleterre ; de prendre des informations sur le nombre de familles canadiennes qui s'y trouvent, sur leurs occupations, leur état de fortune, leurs dispositions à revenir au pays et à quelles conditions.

3. M. Choquet doit faire un rapport préliminaire pendant la présente session. Ce rapport ne nous est pas encore parvenu.

4. Le gouvernement lui a payé jusqu'ici \$350.00.
5. Il doit lui payer encore \$450.00.

Par l'honorable M. Taillon,—1. Quels sont les avocats dont les services ont été requis par le gouvernement pour le procès Morrison, à Sherbrooke ?

2. Combien a-t-il été payé à chacun d'eux ?
3. Leur est-il encore dû quelque chose ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—1. Les avocats qui ont représenté la Couronne au procès de Donald Morrison, meurtrier de Lucius F. Warren, sont MM. L. C. Bélanger, Charles Fitzpatrick et O. Desmarais.

2. M. Bélanger a reçu \$300.00.
M. Fitzpatrick a reçu \$773.00.
M. Desmarais a reçu \$762.00 ;
3. Non.

Par l'honorable M. Blanchet,—1. Le gouvernement a-t-il acheté la ferme de M. Ritchie, à Sainte-Anne de la Pérade ?

2. Si oui, quand et pour quel prix ?
3. Si non, y a-t-il eu des négociations à ce sujet ?
4. Et s'il y a eu telles négociations, se continuent-elles encore, ou sont elles définitivement abandonnées ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—1. Non ;

2. Non ;
3. Non ;
4. Non.

Par M. Nantel,—Le gouvernement a-t-il acheté un certain nombre de copies du pamphlet intitulé : " La vérité sur la question métisse " ?

Si oui, combien et à quel prix ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—1. Oui.

2. 500 exemplaires à \$1.00

Par l'honorable M. Flynn,—Quel est le montant reçu par le Département des terres pour les limites à bois vendues à l'encan le ou vers le 8 du courant ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—Lors de la vente des limites à bois, le 9 courant, il a été entendu que dix pour cent du prix de vente serait payable comptant, et la balance le ou avant le 15 de juin prochain.

Montant reçu jusqu'à ce jour \$11,284.18.

Par M. Casgrain,—Le gouvernement a-t-il acheté un certain nombre d'exemplaires du livre " Entre-Nous ", de M. Léon Ledieu ?

Si oui, combien et à quel prix ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon.—1. Oui.

2. 1500 exemplaires à cinquante centins.

Par M. Desjardins,—Quel est le montant reçu par le Département des terres de la Couronne, jusqu'au 30 juin 1889, pour les coupes de bois vendues à l'enchère le 17 octobre 1888 ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—Montant payé jusqu'au 30 juin 1889, comme bonus sur les limites à bois vendues à l'encan le 17 octobre 1888, \$118,253.65.

Sur motion de l'honorable M. Blanchet, secondé par l'honorable M. Taillon,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous les documents, quittances, subrogations, etc., etc., se rapportant à la distribution des \$400,000 accordées par l'acte de 1888, comme part offerte aux catholiques dans le règlement de la question des biens appelés "Biens des Jésuites."

2. Copie de toute correspondance, papiers, etc., échangés entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et le Comité protestant du conseil de l'Instruction publique, relativement à la somme de \$60,000, mentionnée dans l'acte de 1888, concernant le règlement de la question des Biens des Jésuites.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie des ordres d'instruction ou ordres en conseil nommant un ou des commissaires "pour étudier les inconvénients du système actuel quant au choix, l'organisation et aux traitements du jury," et de tous rapports faits au gouvernement à ce sujet avec un état des dépenses encourues à ce sujet.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Hall, secondé par M. England,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et la Chambre de commerce de Montréal, ou aucun de ses membres ou de toute autre Chambre de commerce ou de toute autre personne, et tous papiers et mémoires présentés au sujet de la taxe sur les encanteurs et concernant les ventes commerciales.

Sur motion de l'honorable M. Robertson, secondé par l'honorable M. Taillon,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—la liste complète des lettres de crédit, ou promesses de paiement futur, venant des différents départements du service civil depuis le premier janvier 1889 ; ainsi que des noms des personnes en faveur de qui ces lettres de crédit ont été délivrées, le montant de chacune de ces lettres et un état de la nature des réclamations pour lesquelles ces lettres de crédit ont été délivrées, avec leurs dates respectives.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Casgrain, secondé par M. LeBlanc,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant : 1. Le montant de l'argent de colonisation dépensé dans le comté de Québec, depuis la dernière session ;

2. Les endroits dans le dit comté où le dit argent a été dépensé ;

3. Les routes qui ont été ouvertes ou améliorées à même le dit argent ;

4. Les noms des personnes à qui le dit argent a été payé pour être distribué dans le dit comté ;

5. Toute correspondance, résolutions ou documents relatifs à la dite distribution.

Sur motion de M. Desjardins, secondé par M. Poupore,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en conseil et documents en rapport avec la mission, en Europe, des honorables MM. Shehyn et Garneau, de toute correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et M. G. A. Drolet, ou toute autre personne, depuis le premier janvier 1887, jusqu'à ce jour, au sujet de la conversion de la dette provinciale.

Aussi, copie de la correspondance échangée avec toutes les institutions financières ou toutes personnes, au sujet d'un nouvel emprunt.

Sur motion l'honorable M. Flynn, secondé par M. Desjardins,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en conseil, adoptés depuis le 30 janvier dernier, autorisant le paiement de subsides aux différentes compagnies de chemins de fer.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par M. Desjardins,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Un état détaillé des sommes payées par le gouvernement ou aucun des départements, depuis le 30 janvier 1889 jusqu'à ce jour, pour travaux et réparations et autres ouvrages au palais de justice et à la prison de Percé et ses dépendances, y compris les frais d'un aqueduc, avec mention de l'item du budget à même lequel ces paiements ont été faits.

2. Copie des comptes produits pour ces travaux ou ouvrages, et de tous rapports et de toute correspondance à ce sujet.

3. Un état détaillé des sommes encore dues et payables pour ouvrages déjà faits, et des montants qu'il faudra encore payer pour compléter des travaux commencés et non terminés, s'il s'en trouve.

Sur motion de M. Pilon, secondé par Lafontaine,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances, papiers, etc., échangés entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et autres personnes, relativement au creusage de la rivière des Hurons, dans les comtés de Rouville et St-Hyacinthe.

Sur motion l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Robertson,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie de toutes correspondances, lettres, instructions au sujet de la confection du cadastre, par M. Petrus Gauvreau, des cantons de Malbaie, Douglass, York, Gaspé Bay Sud et Nord, Cap Rosier, village de Gaspé, ou aucune autre partie du comté de Gaspé, depuis le 17 janvier 1889.

2. Copie de tous rapports d'inspection ou de vérification du dit cadastre depuis la même date.

3. Etat des sommes payées jusqu'à ce jour depuis la dite date, tant pour les travaux du dit cadastre, que pour frais d'inspection et vérification, avec mention du montant qui pourra encore être payable pour ces fins.

4. Copie des comptes et réclamations produits au Département des terres de la Couronne depuis la même date, pour frais de pension, argent avancé, approvisionnement ou pour autre cause en rapport avec le dit cadastre, avec mention des sommes payées par le dit département pour solder en tout ou en partie ces réclamations et avec copie de toute correspondance sur le même sujet.

Sur motion de M. Lemieux, secondé par M. David,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance, etc., au sujet du paiement et traitement des jurés en matières criminelles.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Blanchet,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des sommes avancées par le gouvernement à divers journaux, en sus du prix des ouvrages actuellement faits par tels journaux ; avec mention des considérations pour lesquelles telles avances ont été faites.

Sur motion de M. Pilon, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état comparatif montrant le travail fait dans chaque département, dans les années 1886, 1887, 1888 et 1889, donnant le nombre de lettres reçues et envoyées, de rapports faits et rédigés et tous autres renseignements faisant voir l'augmentation ou la diminution qui a pu se produire dans les affaires de ces départements durant ces années.

Sur motion de M. deGrosbois, secondé par M. Dumais,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et la corporation de la ville de St-Jean, ou aucun des membres du conseil de cette ville, ou aucune autre personne, au sujet d'une demande faite par la dite corporation auprès du dit gouvernement, pour une indemnité à l'occasion de l'incendie de 1876 ; ainsi que copies de tous documents à ce sujet entre les mains du gouvernement.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il a reçu du Greffier de la Couronne en chancellerie le certificat suivant :

BUREAU DU GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE.

Québec, 20 janvier 1890.

Le présent fait foi qu'en vertu d'un bref d'élection en date du 26 décembre dernier, émis par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, et adressé à B. E. Zeland, écuyer, registrateur, pour le district électoral de Berthier, dans la province de Québec, pour l'élection d'un membre pour représenter le dit district électoral dans l'Assemblée législative de la Province de Québec, durant le présent parlement, aux lieu et place de Louis Sylvestre, écuyer ; Omer Dostaler a été rapporté comme dûment élu, tel qu'il appert par le rapport du dit bref, qui est maintenant déposé dans les archives de mon bureau.

L. DELORME,

Greffier de la Couronne en Chancellerie

A l'Honorable F. G. MARCHAND,

Orateur de l'Assemblée Législative
de la Province de Québec.

Omer Dostaler, écuyer, député du district électoral de Berthier, ayant préalablement prêté serment, conformément à la loi, et signé devant les commissaires le rôle qui le contient, prend son siège en Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Shehyn, secondé par l'honorable M. Mercier,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur priant Son Honneur de vouloir bien émettre son mandat en faveur de l'honorable Trésorier de la province, pour la somme de trois mille neuf cent quarante quatre piastres et quatorze centins, pour faire face aux réclamations de Messieurs Whitehead et Turner, en raison d'approvisionnement fournis par eux aux victimes de la Côte du Labrador, et assurant Son Honneur que cette Chambre en tiendra compte.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 février 1889, pour.—1. Un état indiquant quelle partie de la réserve forestière, abolie l'année dernière, a été arpentée depuis le 12 juillet dernier.

2. Dans quels districts ont été faits ces arpentages.

3. Combien de lots ont été vendus de ces nouveaux arpentages depuis cette date (*Documents de la session, No. 53.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 27 février 1889, pour copie de la correspondance relative à une requête de l'Association St. Jean-Baptiste de Montréal, demandant une subvention pour l'aider à célébrer le 250^{ème} anniversaire de la fondation de Montréal, par la construction d'un édifice national. (*Documents de la session, No. 54.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 27 février 1889, pour copie de toutes correspondances échangée entre le gouvernement et l'Institution des sourds-muets de St-Louis du Mile-End, au sujet de l'allocation demandée par cette institution, pour la construction d'un édifice pouvant répondre aux besoins toujours croissants de cette institution. (*Documents de la session, No. 55.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 7 mars 1889, pour copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et l'Hôpital-Général de Montréal, pour une augmentation de leur octroi annuel. (*Documents de la session, No. 56.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 8 mars 1889, pour copie des requêtes des citoyens de Château-Richer, de Ste-Anne de Beaupré et de St. Joachim, demandant de l'aide pour macadamiser le chemin à l'est du terminus actuel du chemin macadamisé à Château-Richer.

Aussi,—copie de toute correspondance et de tous documents sur le même sujet. (*Documents de la session, No. 57.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 15 janvier 1890, demandant copie de toute correspondance, documents, résolutions du conseil d'agriculture, et ordres en conseil se rattachant à l'établissement d'une succursale de l'Institut agronomique de Beauvais, dans la province de Québec. (*Documents de la session, No. 58.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 janvier 1890, pour copie de toutes instructions, correspondances, plans, devis, suggestions de constructions de ponts échangés entre le gouvernement, M. Gérard Macquet, ingénieur de ponts et chaussées et toutes autres personnes, à propos des ponts du comté de Bellechasse. (*Documents de la session, No. 59.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 16 janvier 1890, demandant copie de toutes instructions données par le gouvernement de la province, ou aucun de ses membres, à l'officier-rapporteur, Alphonse Couillard, écuyer, shérif, avant ou pendant la dernière élection dans le comté de Rimouski. (*Documents de la session, No. 60.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 16 janvier 1890 pour production de la lettre de Monseigneur Bossé, adressée au gouvernement, en rapport avec les secours à donner aux pêcheurs du Labrador. Etat détaillé des dépenses, achat de provisions, etc., par MM. Turner & Cie, et toutes correspondances à ce sujet. (*Documents de la session, No. 61.*)

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant les articles 67, 68 et 69 du Code de procédure civile ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu. Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. LeBlanc fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender les lois relatives aux terres publiques, étant lu ;

L'honorable M. Flynn propose, secondé par l'honorable M. Taillon,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et objection étant faite par l'honorable M. Gagnon,—Que ce bill n'est pas dans l'ordre parce qu'il affecte le revenu public, et que ce qui en fait le sujet aurait dû être présenté à la Chambre par résolution.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision ultérieurement.

Le bill amendant l'article 5623 des Statuts refondus de la province de Québec relatif aux maîtres et serviteurs, est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant l'article 887 du Code de procédure civile, concernant des matières sommaires, tel qu'il se lit à l'article 5977 des Statuts refondus de la province de Québec ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que ce bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant l'article 556 du Code de procédure civile, relatif à la saisie des meubles, tel qu'il se lit à l'article 5917 des Statuts refondus, et modifié par l'acte 52 Vict., Chap. 50 ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que ce bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

Sur motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Rhodes,

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions pour abolir la contribution des municipalités au soutien des aliénés et pour pourvoir à un traitement plus efficace des idiots.

L'ordre du jour étant lu pour la considération ultérieure des amendements faits, en comité général, au bill pour pourvoir à l'opération de l'acte de cette province, 52 Victoria, chap. 4, intitulé : " Acte amendant la loi électorale de Québec, en étendant le droit de suffrage et amendant le Code municipal en ce qui concerne la préparation du rôle d'évaluation."

L'honorable M. Gagnon propose, secondé par l'honorable M. Turcotte,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dits amendements.

L'honorable M. Flynn propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Taillon, que tous les mots après " que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " ce bill soit renvoyé de nouveau au comité général avec instruction de retrancher dans le paragraphe 2 de la section 2 du bill, les mots : " du premier au quinze mars," et de les remplacer par les mots : " du premier avril au trente un mai inclusivement."

Et l'amendement étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lafontaine fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture des amendements faits, en comité général, au bill amendant la loi électorale de Québec ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture de certaines résolutions concernant le fonds de revenu et de placement d'éducation supérieure ;

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill concernant le fonds de revenu et de placement d'éducation supérieure, en amendant l'acte 51-52 Victoria, chapitre 13, intitulé : " Acte relatif au règlement de la question des biens des Jésuites. "

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant le titre troisième des Statuts refondus de la province de Québec, relatif au Conseil Exécutif ;

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Shehyn,—Que le Bill soit maintenant lu la seconde fois ;

L'honorable M. Flynn propose comme amendement à la motion, secondé par l'honorable M. Taillon,—Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots : " dans six mois à dater d'aujourd'hui, " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>England,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Hal,</i>	<i>Picard et</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon—11.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf)</i>
<i>David,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>et</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte—23.</i>

Ainsi la proposition est résolue négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant la loi des licences de Québec, étant lu ;

L'honorable M. Shehyn propose, secondé par l'honorable M. Mercier,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. David fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 21 janvier 1890.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Flynn,—la pétition de L. Z. Joncas et autres.

Par M. Cardin,—la pétition de la Société l'Union St-Joseph de Sorel.

Par M. Lemieux,—la pétition de la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix.

Par M. David,—la pétition de la Compagnie du chemin de fer de St-Jean et Sorel,—la pétition de l'Ecole vétérinaire de Montréal,—la pétition de la Société Italienne de secours mutuels, de Montréal,—et la pétition de Joseph Alfred Hamelin, écr., M. D., de la cité de Montréal.

Par l'honorable M. McShane,—la pétition de Dame M. E. Sanderson et autres.

Par M. Rocheleau,—la pétition de Charles M. Bruce et autres.

Par M. Déchêne (L'Islet),—la pétition de Benjamin Beaupré et Paul Emile Beaupré, de la paroisse de St-Paul, comté de Joliette,—et la pétition de Cornelius Beard et autres.

Par M. Hall,—la pétition de la Corporation de la cité de Montréal,—la pétition de John L. Morris et autres, gradués de l'Université McGill,—et la pétition du Synode Provincial de l'Eglise d'Angleterre.

Par l'honorable M. Turcotte,—la pétition du Conseil de la cité des Trois-Rivières.

Par M. Robidoux,—la pétition du Révérend A. H. W. N. Seers et autres, de Saint-Jean Chrysostôme, St-Urbain, St-Isidore, Ste-Clothilde, St-Antoine Abbé, Havelock Franklin et Hinchinbrooke.

Par M. Bisson,—la pétition de Samuel Willard Foster et autres,—et la pétition de F. Lafond et autres, du comté d'Iberville et de la cité de Montréal.

Par M. Lefrèt dit Malouin,—la pétition de la Corporation de la cité de Québec.

Par M. Forest,—la pétition de l'Ecole de médecine et de chirurgie, Montréal.

M. Girouard, du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et a trouvé que les avis qui ont été publiés sont suffisants dans chaque cas :

D'Aimé Bourassa et de son épouse, de Laprairie ; demandant une loi pour légaliser leur mariage et leur contrat de mariage.

De la Compagnie de chaux et de marbre, Dudswell, et de celle de la Compagnie de chaux du Dominion ; demandant la passation d'une loi pour amalgamer ces deux compagnies sous le nom de *The Dominion Lime Company*.

De la Congrégation du Très-Saint Rédempteur, de Sainte-Anne de Beaupré ; demandant une loi pour ratifier et confirmer certains actes de compromis, cession et transport entre la Congrégation du Très-Saint Rédempteur, à Sainte-Anne de Beaupré et les francs-tenanciers de la dite paroisse de Sainte-Anne.

De L. H. Hénault et autres, de Sainte-Cunégonde ; demandant une loi pour constituer en corporation, la Maison de charité de Sainte-Cunégonde.

Des Syndics de la Société Américaine Presbytérienne de Montréal ; demandant une loi pour amender leur charte.

Des Dames Religieuses du Précieux-Sang des Trois-Rivières ; demandant un acte d'incorporation.

De Cornélius Beard, et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de *The Montreal Gas Consumers Company*.

De Joseph Brunet et autres, de la cité de Montréal ; demandant un acte qui les autorise à construire un chemin de fer.

D'Alfred Joyce, de Montréal ; demandant un acte pour confirmer un certain acte de vente de propriété immobilière.

De la Corporation du village de la Côte Saint-Antoine ; demandant la passation d'une loi pour changer le nom de ce village et pour l'ériger en ville.

De la Corporation de la ville de Sainte-Cunégonde ; demandant des amendements à sa charte.

De George Capsey et autres, du village de Bedford ; demandant que ce village soit érigé en ville.

Ordonné, Que M. Lafontaine ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de colonisation de Montfort.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill ratifiant et validant un certain acte de compromis, cession et transport, entre la Congrégation du Très-Saint Rédempteur, à Ste. Anne de Beaupré, et les francs-tenanciers de Ste. Anne de Beaupré.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Champagne ait la permission de présenter un bill constituant la ville de Ste. Cunégonde en corporation de cité.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Champagne ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Maison de charité de Ste. Cunégonde.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Robertson ait la permission de présenter un bill amalgamant la compagnie dite : "*The Dominion Line Company*" et la compagnie connue sous le nom de "*The Dudswell Line and Marble Comprny.*"

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Champagne ait la permission de présenter un bill changeant le nom de la municipalité du village de la Côte St. Antoine, constituant le dit village en corporation de ville et pour d'autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la ville de Bedford.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Duhamel ait la permission de présenter un bill légalisant le mariage et le contrat de mariage de Aimé Bourassa et de Dame Purissima Robert.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Turcotte ait la permission de présenter un bill constituant en corporation les Sœurs du Précieux Sang des Trois-Rivières.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Dostaler soit ajouté au comité permanent d'Agriculture, Immigration et Colonisation et au comité permanent des Comptes publics.

Ordonné, Que M. Cameron soit ajouté au comité permanent des divers Bills privés au lieu de M. Gladu.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill amendement le titre troisième des Statuts refondus de la province de Québec, relatif au Conseil Exécutif, étant lu ;

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Turcotte,—Que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue, affirmativement.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dits amendements soient maintenant lus la seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dits amendements ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions pour abolir la contribution des municipalités au soutien des aliénés et pour pourvoir à un traitement plus efficace des idiots ;

L'honorable M. Gagnon informe alors à la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de la nature de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Attendu que la perception des taxes sur les municipalités, pour l'entretien des aliénés présente des difficultés qui la rendent presque impossible, et qu'il est expédient d'établir un système plus juste et plus rationnel, qui, sans affecter les contrats actuels, effectuera une économie désirable, il soit

Résolu, 1.—Que la taxe imposée sur les municipalités pour l'entretien des aliénés soit abolie.

Résolu, 2.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en Conseil, de faire avec toute communauté religieuse de femmes ou d'hommes ou toutes autres institutions ou toutes personnes, des arrangements pour la garde, la nourriture, l'entretien et le traitement des idiots pourvu que le coût, pour chaque patient, n'excède pas cinquante piastres par année.

Résolutions à rapporter,

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Boyer fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Boyer rapporte les résolutions en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que la perception des taxes sur les municipalités pour l'entretien des aliénés, présente des difficultés qui la rendent presque impossible, et qu'il est expédient d'établir un système plus juste et plus rationnel, qui, sans affecter les contrats actuels, effectuera une économie désirable, il soit

Résolu, 1.—Que la taxe imposée sur les municipalités pour l'entretien des aliénés soit abolie.

Résolu, 2.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil, de faire avec toute communauté religieuse de femmes ou d'hommes ou toutes autres institutions ou toutes personnes, des arrangements pour la garde, la nourriture, l'entretien et le traitement des idiots pourvu que le coût, pour chaque patient, n'excède pas cinquante piastres par année.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill amendant les lois concernant les aliénés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, —lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain,

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant la loi concernant les sociétés de colonisation.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit Comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pilon fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : “ Acte amendant la loi relative à la formation des Sociétés de Colonisation.”

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le bill concernant la protection des ponts de colonisation et autres est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant l'article 2507 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif aux magistrats de district, étant lu :

L'honorable M. Turcotte propose, secondé par l'honorable M. Gagnon, —Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Basinet,
Bernatchez,
Bisson,
Boyer,
Cameron,
Champagne,
David,
Declercq (l'Islet),

De Grosbois,
Dostaler,
Dumais,
Forest,
Gagnon,
Gladu,
Goyette,

Lafontaine,
Laliberté,
Lemieux,
McShane,
Mercier,
Morin,
Murphy,

Pilon,
Robidoux,
Rocheleau,
Shehyn,
Tessier (Portneuf),
et
Turcotte—28.

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>England,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owen,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tourigny—19.</i>

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil, pour le reprendre à sept heures et demie P. M.

A sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill constituant en corporation la ville d'Acton.

Et bill constituant en corporation la ville de Ville-Marie.

Le bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond (Loi 49-50, Vic., ch. 81, amendée par la loi 52 Vic., ch. 88,) est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques, et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

La Chambre se remet en comité sur le bill amendant l'article 2507 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif aux magistrats de district ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. David fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

Le bill concernant le fonds de revenu et de placement de l'éducation supérieure et amendant l'article 51-52 Vict., chap. 13, intitulé : " Acte relatif au règlement de la question des biens des Jésuites," est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. McShane fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 4 mars 1889, pour copie, de la correspondance relative au projet de faire coïncider une grande Exposition universelle à Montréal en 1892, avec le 400ème anniversaire de la découverte de l'Amérique, le 250ième anniversaire de la fondation de Montréal et le 50ième anniversaire de l'établissement du gouvernement responsable dans le Canada, et aux moyens à prendre pour célébrer dignement et utilement le souvenir de ces événements remarquables. (*Documents de la session, No. 62.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant l'article 5623 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif aux maîtres et serviteurs ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Déchêne (l'Islet) fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur (sur l'objection soulevée hier au bill pour amender les lois relatives aux terres publiques, pour la raison que ce bill affecte le revenu public, et que ce qui en fait le sujet aurait dû être présenté à la Chambre par résolution,) décide comme suit :

L'honorable M. Gagnon a soulevé pour objection à ce bill qu'il est contraire aux règlements de la Chambre et aux usages parlementaires parce que, comportant l'abandon par la Couronne, de certains revenus, il aurait dû être présenté sous forme de résolutions, devant un comité général de la Chambre, avec le consentement de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur ; et il a produit plusieurs autorités à l'appui de sa prétention.

En réponse à cette objection l'honorable moteur du bill a produit devant moi des autorités importantes, établissant que le consentement de la Couronne peut être obtenu aux différentes phases d'un bill et qu'il peut subir sa seconde lecture avant que ce consentement ne soit accordé. Les autorités tendent aussi à établir qu'il est du pouvoir de tout député de proposer la réduction ou l'abolition d'un impôt sur le peuple.

Ce bill a pour objet d'abroger les articles 1339 et 1340 des Statuts refondus de cette province et l'article 1343 des dits Statuts refondus, tel que remplacé par la section 3, de l'acte 52 Vic., chap. 16.

Ces articles se lisent comme suit :

"1339. Une réserve de bois de 20 pour cent du lot vendu doit être faite lors de l'octroi du billet de location ou du permis de location pour des terres publiques. Le commissaire peut déterminer par son agent l'endroit où la réserve sera située."

"1340. Le Lieutenant-Gouverneur en conseil peut faire tous les règlements non incompatibles avec le présent paragraphe pour la coupe du bois sur la réserve indiquée, mais le propriétaire ou l'occupant du lot sur lequel elle existe, reste, lui et ses ayants cause, l'usufruitier perpétuel de ce terrain avec tous les droits qu'il peut avoir en cette qualité."

" 1343. La personne munie d'une licence a le droit en vertu d'icelle, de couper le bois sur tout lot vendu, pour les fins de colonisation et de culture qui est compris dans telle licence, durant 30 mois à dater du billet de location, excepté sur cette partie du lot que le colon est occupé à défricher, tel que pourvu ci-haut, et en outre sur une étendue de dix acres au choix du colon."

La première proposition de l'honorable député de Gaspé, me paraît d'accord avec les autorités et précédents qu'il a cités. Je suis d'opinion, avec lui, que le consentement du Lieutenant-Gouverneur peut être obtenu aux différentes phases d'un bill, et que la seconde lecture peut en avoir lieu avant que cette formalité ait été observée.

Quant à sa seconde proposition, elle est soumise, dans mon opinion, à une distinction essentielle. Je reconnais avec lui que les bills ayant pour objet la diminution ou l'extinction d'une taxe publique ne doivent pas nécessairement prendre origine en comité général, mais je prétends, d'un autre côté, que cette formalité est requise lorsqu'il s'agit de faire abandon ou remise, de la part de la Couronne, d'une créance ou redevance à elle due pour appréciable considération.

Ainsi que je l'ai décidé à la séance de cette Chambre du 19 juin 1888, en me basant sur les autorités parlementaires et sur les décisions de mes prédécesseurs, indiquées au cours de cette décision (page 213, Journaux 1888), " toute législation sur les matières " qui impliquent les droits de la Couronne, son patronage, sa propriété, et ses prérogatives, " ainsi que toutes mesures pour l'aliénation des biens ou des revenus de la Couronne doit " prendre son origine, conformément à l'esprit de nos règles de pratiques, en comité général " de la Chambre."

La mesure proposée tombe, évidemment, à mon sens, dans cette catégorie. Elle affecte les prérogatives de la Couronne en abolissant la réserve mentionnée dans l'article 1339, et en enlevant au Lieutenant-Gouverneur en conseil les pouvoirs qui lui appartiennent par l'article 1340, relativement à cette même réserve. Elle porte atteinte à ses droits, à son patronage et à sa propriété et elle aliène ses revenus en la privant, par l'abrogation de l'article 1343, du revenu provenant de la rente foncière, etc., que le propriétaire de licence serait tenu de lui payer s'il continuait son exploitation pendant ces 30 mois, conformément au dit Art. 1343.

Il ne s'agit pas ici de la réduction ou de l'abolition d'un impôt ou d'une charge sur le peuple, mais de la suppression d'un revenu de la Couronne, par l'abandon ou la remise d'une redevance due par le propriétaire de licence durant les 30 mois, pour prix et considération de sa licence.

Pour ces raisons, je décide que ce bill aurait dû prendre son origine dans un comité général de la Chambre.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour abroger la section 2, du chapitre 6, de l'acte 52 Victoria, enlevant le droit de suffrage à certains employés publics étant lu ;

L'honorable M. Flynn propose, secondé par M. Desjardins,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Baldwin,
Beauchamp,
Blanchet,
Boyer,
Casgrain,
Desjardins,

England,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Hall,
Lapointe,

LeBlanc,
Martin,
McIntosh,
Nantel,
Owens,

Picard,
Poupore,
Robertson,
Taillon et
Tourigny—21.

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Murphy,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>David,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Déchène (l'Islet),</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Turcotte—24.</i>

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Sur motion de l'honorable M. Blanchet, secondé par l'honorable M. Taillon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des demandes faites par des compagnies et différentes personnes du Canada, d'Europe et des Etats-Unis pour l'octroi de terres publiques dans la province pour des fins de colonisation, et de tous les documents qui s'y rapportent.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous les ordres en conseil, documents, contrats et arrangements adoptés par le gouvernement et intervenus entre ce dernier et les différentes écoles du soir organisées récemment dans la province.

Sur motion de M. Nantel, secondé par M. Casgrain,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance ou documents en rapport avec la réclamation de feu S. X. Simon, ou de ses ayants cause, et du dossier dans la pétition de droit accordée à ce sujet, avec les noms des avocats employés par le gouvernement.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Lemieux, secondé par M. David,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance, etc., au sujet de la nomination de sténographes officiels, par le gouvernement, pour recevoir et prendre note des témoignages dans les cours supérieures.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance, etc. au sujet de la demande de concession, par le conseil du village de Lauzon, dans le comté de Lévis, de l'endroit appelé "Port de Mer."

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 22 janvier 1890.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

Du Bureau des commissaires d'écoles protestantes de Montréal ; demandant un acte les autorisant à disposer d'un immeuble et pour ratifier l'union des municipalités de St. Gabriel et St. Jean-Baptiste à la cité de Montréal, pour fins scolaires.

Du Bureau des commissaires d'écoles protestantes, de Montréal ; demandant un acte amendant la section 33 de l'acte 32 Vict., chap. 16, concernant les taxes scolaires.

De la Compagnie d'entrepôt, de Montréal ; demandant des amendements à sa charte.

De l'Ecole de l'art culinaire, de Montréal ; demandant un acte d'incorporation.

De l'Université McGill ; demandant un acte portant reconnaissance du degré de bachelier ès-arts, pour l'admission à l'étude du droit, du notariat et de la médecine.

De William Van Slooten et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Montreal Subway Company*."

De Louis Aronson et autres, du district de Montréal ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Benai Jacob."

De Marie Louise Benoit, épouse de sieur Gédéon Bourdeau, comptable, de la cité de Montréal ; demandant un acte l'autorisant à faire un emprunt et à hypothéquer certains immeubles.

De la Corporation des Juifs portugais, de Montréal ; demandant des amendements à sa charte et pour autres fins.

De la Corporation de la paroisse de St. Raphaël de l'Isle Bizard ; demandant un acte l'autorisant à construire un pont en fer sur la rivière des prairies.

Du Révérend Ed. Brunel et autres, des cantons de Bulstrode et Stanford, comté d'Arthabaska ; demandant le rappel de la clause des 30 mois accordés aux commerçants de bois par la loi des terres, de 1888.

De l'honorable M. McShane et autres, de la cité de Montréal ; demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal concernant les expropriations.

Du Révérend Amb. Fafard, de la Baie St. Paul ; demandant un acte constituant en corporation "l'Hospice Ste. Anne de la Baie St. Paul."

De J. B. Robitaille et autres, de la cité de Québec ; demandant un acte constituant en corporation, "La Société bienveillante St. Roch ;"

Du Révérend F. X. Lessard, et autres, de St. Wenceslas,—du Révérend A. Longval et autres, de Ste Marie de Blandford,—du Révérend A. B. Prince et autres, de Ste. Eulalie,—du Révérend A. E. Julien et autres, de St. Léonard, comté de Nicolet,—et du Révérend J. N. C. Lafond et autres, de Ste. Anne du Sault,—du Révérend Chs. Ed. Mailhot et autres de St. Louis de Blandford, comté d'Arthabaska ; demandant respectivement l'incorporation de la compagnie du chemin de fer de colonisation des comtés de Nicolet, Arthabaska, Lotbinière et Lévis.

De Peter Hall et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Québec and Boston Air Line Company*."

De Dame Abigail Kimpton, épouse de Moïse Dubuc,—et de Dame Sarah Kimpton épouse de J. Longpré, demandant un acte les autorisant à vendre certains immeubles substitués.

De la Corporation de la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, demandant que certaine partie de la paroisse de Saint-Damase, annexée à Saint-Michel de Rougemont, soit annexée au comté de Rouville, à toutes fins quelconques.

De la Municipalité du village de Buckingham ; demandant un acte incorporant le dit village en ville.

De la Fraternité des Charpentiers et Menuisiers de l'Amérique, Union No. 311,—de l'Assemblée locale No. 6023,—de l'Union des Carrossiers,—et de l'Assemblée Saint-Gabriel No. 5421,—tous de Montréal et Chevaliers du Travail ; demandant respectivement un acte définissant la responsabilité des patrons.

De la Fraternité des Charpentiers et Menuisiers de l'Amérique, Union No. 311,—de l'Assemblée locale No. 6023,—de l'Union des Carrossiers,—et de l'Assemblée Saint-Gabriel No. 5421, tous de Montréal et Chevaliers du Travail ; demandant respectivement un acte assurant aux manœuvres le montant de leur salaire, et que toutes personnes donnant des contrats soient tenues de voir que la main d'œuvre soit payée.

De la Fraternité des Charpentiers et Menuisiers de l'Amérique, Union No. 311,—de l'Assemblée locale No. 6013,—de l'Union des Carrossiers,—et de l'Assemblée Saint-

Gabriel No. 5421, tous de Montréal et Chevaliers du Travail ; demandant respectivement que le Lieutenant-Gouverneur et les maires soient seuls autorisés d'appeler les milices en temps d'émeute.

De la Fraternité des Charpentiers et Menuisiers de l'Amérique, Union No. 311,—de l'Assemblée locale No. 6023,—de l'Union des Carrossiers,—et de l'Assemblée Saint-Gabriel No. 5421, tous de Montréal et Chevaliers du Travail ; demandant respectivement la nomination de un ou de plusieurs officiers, dans chaque district judiciaire pour poursuivre en justice toutes personnes violant les lois, soit locales ou fédérales.

Ordonné, Que M. Robidoux ait la permission de présenter un bill concernant le Département de l'agriculture et des travaux publics.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Robidoux ait la permission de présenter un bill concernant l'expropriation.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Robidoux ait la permission de présenter un bill amendant le Code de procédure civile, relativement à l'abandon ou cession de biens

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Robidoux ait la permission de présenter un bill amendant l'article 1571 du Code civil, relatif à la signification des transports de créances et de droits d'actions.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Robidoux ait la permission de présenter un bill amendant le Code de procédure civile, relativement aux matières sommaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un bill pour amender la loi électorale de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Cameron ait la permission de présenter un bill pour étendre la juridiction territoriale des cours supérieure et de circuit du district de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Picard,—Un lot de terre, inclus dans une licence et vendu pour les fins de colonisation depuis la loi des terres de 1888 et patenté depuis cette date, est-il sujet à la clause des 30 mois réservés au profit du commerçant de bois porteur de la licence, quant au droit de couper tout le bois marchand qui pourrait se trouver sur tel lot de terre ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Non.

Par l'honorable M. Flynn,—1. A part des \$2,268,874.70, mentionnés en la réponse No. 13 à l'ordre de la Chambre du 6 février 1889, le gouvernement a-t-il fait d'autres paiements jusqu'à cette dernière date, à même l'emprunt de \$3,500,000 (50 Vict., Ch. 2)?

2. Si oui, quel est le montant de ces paiements?

3. Restait-il aucune balance disponible de cet emprunt, à la date sus mentionnée?

4. Si oui, quelle était cette balance et a-t-elle été dépensée?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—Oui, mais il est impossible de donner ces renseignements en réponse à une interpellation; d'ailleurs, le département du Trésor, conformément à un ordre de la Chambre, en date du 15 janvier courant, prépare un état indiquant l'emploi qui a été fait des deniers provenant de cet emprunt, lequel état va être soumis à la Chambre sans retard.

Par l'honorable M. Flynn,—Quel est le traitement de M. Robert Lindsay, comme garde-forestier?

2. Combien a-t-il reçu jusqu'à présent?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—Le traitement de M. Robert Lindsay est de \$1.50 par jour, et \$1.50 par jour pour frais de voyage, quand il voyage. Rien ne lui a été payé jusqu'à ce jour.

Par l'honorable M. Flynn,—Quel est le produit total de la vente à l'enchère des limites à bois qui a eu lieu le 9 janvier courant, en y comprenant le montant payé et la balance payable?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—Vente des limites à bois du 9 janvier 1890, bonus produit: \$157,679.12.

Par l'honorable M. Flynn,—1. Quel est le produit brut de la vente à l'encan des droits de pêche qui a eu lieu dans le cours de ce mois?

2. Quel est le montant déjà versé entre les mains du Commissaire des Terres ou du Trésorier, à compte du produit de cette vente?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—1. Le produit brut de la vente à l'encan des droits de pêche, qui a eu lieu dans le cours de ce mois, 10 janvier 1890, est de \$9,707.00.

2. Le montant déjà versé, entre les mains du Commissaire des terres, à compte du produit de cette vente, est de \$2,377.20.

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par M. Nantel,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement et toutes personnes à propos du repatriement des Canadiens-français demeurant aux Etats-Unis.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par M. Champagne,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—la liste de tous les lots miniers, de quelque nature que ce soit, dans la province de Québec.

Sur motion de M. Nantel, secondé par M. Faucher de Saint-Maurice,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances, documents, etc., au sujet du déménagement du comté de Terrebonne, pour fins parlementaires ou autres.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par M. Desjardins,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance en la possession du gouvernement ou du Commissaire des terres, touchant la démission, nomination et destitution d'agents des terres, de sous-agents ou de députés-agents des terres pour aucune partie du comté de Gaspé, depuis le mois de janvier dernier.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance en la possession du gouvernement, ou aucun de ses membres, au sujet de la question de la distribution des Statuts refondus et du Code municipal aux conseils municipaux, depuis le mois de janvier dernier.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill portant reconnaissance du degré de bachelier ès-arts pour l'admission à l'étude du droit, du notariat et de la médecine, étant lu ;

M. Hall propose, secondé par M. Owens,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois : et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant la loi de la chasse de Québec ;

M. Gladu propose, secondé par M. Bazinet,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Boyer propose comme amendement à la motion, secondé par M. Lafontaine,—Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots : " le 15 avril prochain ", soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Rhodes,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Turcotte—18.</i>
<i>David,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Owens,</i>	

CONTRE :

Messieurs.

<i>Bazin,</i>	<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Murphy,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Duplessie,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Tessier (Portneuf) et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tourigny—28.</i>

Ainsi la proposition est résolue négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la troisième du bill amendant l'article 2507 des Statuts refondus de la province de Québec, étant lu ;

L'Honorable M. Turcotte propose, secondé par l'Honorable M. Mercier,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours]

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant la loi de l'Instruction publique ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. David fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

Ordonné, Que le bill, ainsi amendé, soit réimprimé.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill concernant la protection des ponts de colonisation et autres ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pilon fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en Comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours

Le bill amendant la loi concernant les aliénés est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jedi, 23 janvier 1890.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De L. Z. Joncas et autres ; demandant un acte pour constituer en corporation " La Compagnie du chemin de fer de Gaspé."

De la Société l'Union St. Joseph de Sorel ; demandant un acte pour réviser et refondre son acte d'incorporation et les actes qui l'amendent.

De la Compagnie du chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De la Compagnie du chemin de fer de St. Jean et Sorel ; demandant à remettre en force et à amender son acte d'incorporation, et à prolonger le délai pour la construction du dit chemin.

De l'École vétérinaire française de Montréal ; demandant d'être constituée en corporation et de pouvoir enseigner la théorie et la pratique de l'art vétérinaire.

De la Société Italienne de secours mutuel, de Montréal ; demandant d'être constituée en corporation.

De Dame Mary E. Sanderson et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Women's Christian Temperance Union of the Province of Quebec.*"

De Charles M. Bruce et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The People's Street Railway Company.*"

De Benjamin Beaupré et Paul Emile Beaupré, de la paroisse de St. Paul, comté de Joliette ; demandant un acte annulant et résiliant un certain acte de substitution.

De Cornelius Beard et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Quebec Municipal Gas Company.*"

De la Corporation de la cité de Montréal ; demandant des amendements à sa charte.

De John L. Morris et autres, gradués de l'Université McGill ; demandant un acte portant reconnaissance du degré de bachelier ès-arts pour l'admission à l'étude du droit, du notariat et de la médecine.

Du Synode provincial de l'église d'Angleterre ; demandant un acte autorisant l'Evêque métropolitain de la dite église de conférer certains degrés.

Du Conseil de la cité des Trois-Rivières ; demandant des amendements à l'acte 38 Victoria, chap. 76, et aux divers actes qui l'amendent.

De Samuel Willard Foster et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Buisson Point Railway.*"

De F. Lafond et autres, du comté d'Iberville et de la cité de Montréal ; demandant un acte d'incorporation pour la construction d'un chemin de fer à travers la partie sud du comté d'Iberville.

De la Corporation de la cité de Québec ; demandant des amendements à sa charte et aux actes qui l'amendent.

De l'École de médecine et de chirurgie de Montréal ; demandant des amendements à son acte d'incorporation.

De Jos. A. Hamelin, Ecr., M. D., de la cité de Montréal ; demandant la passation d'une loi pour son admission au nombre des membres du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

M. Girouard du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes et trouve que les avis qui ont été donnés sont suffisants dans chaque cas, savoir :

De L. Martigny et J. A. Lacroix, de Montréal ; demandant une loi les autorisant à effectuer un emprunt et à hypothéquer une certaine propriété.

Du Synode du diocèse de Montréal ; demandant une loi pour amender l'Acte 14 et 15 Victoria, Chap. 176.

De J. O. Martineau et autres, de la ville de Lévis ; demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de l' "*Association des ouvriers de Lévis.*"

De la Compagnie du chemin de fer du Québec-Central ; demandant une loi amendant l'acte 49-50 Victoria chapitre 82, et étendant le délai pour compléter sa ligne.

De Charles Gingras et autres, de la paroisse de St-Grégoire le Thaumaturge ; demandant des amendements aux actes 44-45 Victoria, chap. 82 ; et 50 Vict., chap. 26, concernant la Fabrique de St. Jean Baptiste de Montréal.

Du Bureau des commissaires d'école de Montréal ; demandant une loi qui lui permette de vendre un certain bien immeuble, et pour autres fins.

De Louis Aronson et autres ; demandant à être constitués en corporation sous le nom de " Benaï Jacob."

De Dame Marie Louise Benoit, épouse de Gédéon Bourdeau, de la cité de Montréal ; demandant une loi lui permettant de faire un emprunt.

De la Corporation des Juifs portugais de Montréal ; demandant une loi pour changer leur nom et pour autres fins.

De la Paroisse de St. Raphaël, de l'Île Bizard ; demandant une loi qui l'autorise à construire un pont en fer sur la rivière des Prairies.

De J. Bte Robitaille et autres, de la cité de Québec ; demandant une loi les constituant en corporation sous le nom de Société Bienveillante de St. Roch.

De Dame Abigail Kimpton, épouse de Moïse Dubuc, et de Dame Sarah Kimpton, épouse de J. Longpré, demandant une loi les autorisant à disposer de certains biens substitués.

De la Paroisse de St. Michel de Rougemont ; demandant qu'une certaine partie de la paroisse de St. Damase soit annexée au comté de Rouville, pour toutes fins quelconques.

De la Municipalité du village de Buckingham ; demandant une loi qui la constitue en corporation de ville.

M. Boyer, du comité permanent des Comptes publics, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi Arthur Boyer, écuyer, pour son président, et il recommande que son quorum soit de sept membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Ordonné, Que M. Hall ait la permission de présenter un bill modifiant l'acte 14-15 Vict. chap, 176, concernant les biens temporels de l'église unie d'Angleterre et d'Irlande, dans le diocèse de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Hall ait la permission de présenter un bill autorisant le bureau protestant des commissaires d'écoles, de la cité de Montréal, à disposer d'un certain immeuble et à confirmer et ratifier l'union des écoles dissidentes des anciennes municipalités de la ville de St Gabriel et de la ville de St-Jean Baptiste, avec la municipalité scolaire de la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Champagne ait la permission de présenter un bill concernant la partie démembrée de la paroisse de St-Jean-Baptiste de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. David ait la permission de présenter un bill autorisant Dame Marie Louise Priscille Benoit à hypothéquer certains immeubles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. David ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Congrégation religieuse dite : " Benaï Jacob."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Déchêne (l'Islet) ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Compagnie municipale de gaz de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. David ait la permission de présenter un bill à l'effet de changer le nom de la corporation des Juifs portugais de Montréal en celui de "La corporation des Juifs espagnols et portugais "Shearith Israël" de Montréal, et d'amender l'acte qui la constitue corporativement.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Boyer ait la permission de présenter un bill autorisant le conseil municipal de la paroisse de Saint-Raphaël de l'île Bizard à construire un pont en fer.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Lemieux ait la permission de présenter un bill constituant en corporation "L'association des ouvriers de Lévis."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Boyer ait la permission de présenter un bill autorisant M. Charles L. de Martigny, es-qualité, et autres à emprunter et à hypothéquer les immeubles de la succession de feu l'honorable Charles S. Rodier.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Shehyn, Trésorier de la province, met devant la Chambre,—un état de tous les droits, taux, infractions et pénalités, (en rapport avec la perception du revenu), remis par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, du 9 janvier 1889 au 9 janvier 1890, tel que requis par l'article 826 des Statuts refondus de la province de Québec. (*Documents de la session, No. 69.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a nommé les honorables MM. de Boucherville, Larue, Laviolette, Prévost, Ross, D. A., Tourville, LaBruère et Archambeault membres du comité pour aider l'honorable Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature, en tant que les intérêts du Conseil législatif y sont concernés, et pour agir au nom du Conseil législatif comme membres du comité collectif des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Sur motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Turcotte.

Résolu, Qu'un comité spécial composé des honorables MM. Gagnon, Duhamel, et Blanchet, et MM. Bernat-Hez, Bourbonnais, Cameron, David, Déchêne (l'Islet) Gladu, Lafontaine, Murphy, Robidoux, England, Tessier (Rimouski), Casgrain, Desjardins, Faucher de Saint-Maurice, Nantel, Poupore et Trudel soient nommés pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la bibliothèque de la Législature en tant que les intérêts de cette Chambre y sont concernés, et pour agir comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet de la bibliothèque.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil législatif communiquant à leurs Honneurs la résolution précédente.

Ordonné, Que le Greffier porte le dit message au Conseil législatif.

Résolu, Que les honorables MM. Shehyn, Turcotte, Gagnon, Duhamel, Taillon, Flynn et Blanchet, et MM. Robidoux, Boyer, Faucher de Saint-Maurice, Hall, Cameron, Trudel, LeBlanc et Murphy soient nommés pour agir, de la part de cette Chambre, comme membres du comité conjoint des deux Chambres au sujet des impressions de la Législature.

Résolu, Qu'il soit envoyé un message à l'honorable Conseil législatif communiquant à leurs Honneurs la résolution précédente.

Ordonné, Que le Greffier porte le dit message au Conseil législatif.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 juillet 1888, pour une liste de tous les arpentages ordonnés par le gouvernement ou le Commissaire des terres de la Couronne, depuis le 29 janvier 1887 ; les noms des arpenteurs employés ; les sommes payées à chacun d'eux ; les sommes qui leur reviennent ; et les comtés ou divisions pour lesquels les arpenteurs ont été nommés. (*Documents de la session, No. 63.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 mars 1889, pour copie de toute correspondance entre le Trésorier ou les directeurs de l'hôpital-général de Montréal et le gouvernement, demandant une augmentation d'allocation pour cette hôpital. (*Documents de la session, No. 64.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 16 janvier 1890, pour copie du jugement final rendu par la cour supérieure du district du Saguenay, dans une cause de Dame d'Estimauville, veuve Clément, contre J. A. Tremblay, notaire, des Eboulements ; aussi copie du jugement de la cour du banc de la Reine, en appel, dans la même cause, et de toute correspondance entre l'une et l'autre partie, dans la dite cause ou aucune autre personne, et le gouvernement de cette province, ou aucun de ses membres, au sujet des dits jugements. (*Documents de la session, No. 65.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 20 janvier 1890, demandant copie de tous ordres en conseil, adoptés depuis le 30 janvier dernier, autorisant le paiement de subsides aux différentes compagnies de chemin de fer. (*Documents de la session, No. 66.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 21 janvier 1890, pour copie de la correspondance, etc., au sujet de la nomination de sténographes officiels, par le gouvernement, pour recevoir et prendre notes des témoignages dans les cours supérieures. (*Documents de la session, No. 67.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 21 janvier 1890, pour copie des demandes faites par des compagnies et différentes personnes du Canada, d'Europe et des Etats-Unis pour l'octroi des terres publiques, dans la province, pour des fins de colonisation et de tous les documents qui s'y rapportent. (*Documents de la session, No. 68.*)

Ordonné, Que M. Lafontaine ait la permission de présenter un bill pour annexer au comté de Rouville partie de la paroisse de Saint-Michel de Rougemont.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. David ait la permission de présenter un bill à l'effet d'amender la loi relative aux chemins et rues, dans les cités et villes.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Dumais ait la permission de présenter un bill à l'effet de légaliser les procédures faites au sujet de certaines tutelles et curatelles, par des greffiers de la cour de circuit de comté de la province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Pilon,—Le gouvernement se propose-t-il d'accorder le traitement mentionné dans le projet de loi relatif aux magistrats de districts, soumis cette session, à d'autres magistrats de districts qu'à ceux de la cité de Montréal ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Non, pas avant d'avoir consulté de nouveau cette Chambre.

Par M. Casgrain,—1. Quel est le nom du secrétaire employé par Mr. Charles Langelier, avocat, de Québec, lors de son voyage pour s'enquérir des difficultés survenues entre les travailleurs et ceux qui les avaient employés à la construction du chemin de fer de la Baie des Chaleurs ?

2. Combien ce secrétaire a-t-il reçu à même les \$500 payés à Mr. Langelier ?

3. Quel salaire ou honoraire le gouvernement s'est-il engagé de payer à M. Langelier, pour ses services en rapport avec la dite affaire ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—1. M. Alphonse Gagnon, employé au département des travaux publics ;

2. \$50 pour payer ses dépenses, en sus de son passage, aller et retour par les chars, payé directement par M. Charles Langelier ;

3. Les honoraires de M. Langelier n'ont pas été fixés, et ne le seront que quand ses travaux seront finis.

Par M. Casgrain,—Achille Carrier, écuier, avocat, de la cité de Québec, et ancien interprète officiel à la Cour Criminelle, a-t-il été autorisé à déclarer au nom de la Couronne, dans le comté de Rimouski, lors de la dernière élection provinciale qui s'y est tenue, que les droits sur la coupe du bois seraient abolis durant la présente session ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Non.

Par M. Martin,—1. Le gouvernement a-t-il envoyé quelqu'un pour examiner les travaux à faire au pont de Matapédia dans le comté de Bonaventure ?

2. Combien d'examins le gouvernement a-t-il fait faire et combien de rapports ont été produits ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—1. Oui. Le gouvernement a envoyé M. L. A. Vallée, ingénieur au département des Travaux Publics.

2. M. Vallée a fait sept examens, et a produit huit rapports.

Par M. Martin,—1. Le gouvernement a-t-il donné par contrat les réparations du pont Matapédia ou ces réparations ont-elles été faites à la journée ?

2. S'il y a eu un contrat, à qui a-t-il été donné ?

3. Si les travaux ont été exécutés à la journée, qui en a été le conducteur ?

4. Quel a été le coût total de ces réparations ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—1. Les réparations du pont Matapédia ont été données par contrats ;

2. Il y a eu deux contrats ; tous les deux ont été donnés à M. François Dion, de Saint-Charles de Caplan, comté de Bonaventure ;

3. Les travaux n'ont pas été exécutés à la journée ;

4. Onze mille piastres (\$11,000.00.)

Sur motion de l'honorable M. Blanchet, secondé par l'honorable M. Taillon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des procédés et du rapport final du comité nommé pour la distribution des \$50,000 votées, pendant la dernière session, pour l'achat et la distribution de grains de semence dans la province.

Sur motion de M. Casgrain, secondé par M. Duplessis,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—Un état montrant en détail les sommes payées aux personnes suivantes dans l'arrestation, la mise en accusation et le procès de Donald Morrison, convaincu du meurtre de Lucius F. Warren :

1. Aux shérifs, constables, huissiers et toutes personnes qui ont pris une part quelconque à l'arrestation ou l'emprisonnement du dit Morrison, indiquant séparément les sommes payées pour déboursées de celles payées pour salaires, honoraires ou gages.

2. Aux avocats, clerks, copistes, etc., en faisant la même distinction que le paragraphe ci-dessus.

3. Les jours et dates, pendant lesquels l'enquête préliminaire et le procès ont duré

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie des instructions données à M. Lavoie, du département des terres de la Couronne, en rapport avec sa mission ou voyage dans le comté de Rimouski, durant les mois de novembre et décembre derniers, copie de son rapport et état des sommes payées ou remises par lui.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—1. copie de la lettre de démission de Achille Carrier, écr., avocat, de Québec, comme interprète officiel de la Cour du Banc de la Reine, siégeant au criminel, et toute correspondance à ce sujet.

2. Copie de la commission ou lettre nommant le successeur du dit Achille Carrier.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant la loi de la chasse de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement,

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill passe et que le titre soit : " Acte amendant la loi de la chasse de Québec ;" la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender les sections 12 et 13 de l'acte 52 Victoria, chap. 41, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendement la loi concernant les aliénés ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a examiné le Bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill ratifiant et validant un certain acte de compromis, cession et transport entre la Congrégation du Très Saint Rédempteur à Ste. Anne de Beaupré et les francs-tenanciers de la paroisse de Ste Anne de Beaupré.

Bill constituant en corporation la Maison de charité de Ste Cunégonde.

Bill légalisant le mariage et le contrat de mariage de Aimé Bourassa et de Dame Purissima Robert.

Et bill constituant en corporation les Sœurs du Précieux Sang des Trois Rivières.

Le bill amalgamant la compagnie dite "*The Dominion Line Company*" et la compagnie connue sous le nom de "*The Dudswell Line & Marble Company*," est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 24 janvier 1890.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Baldwin,—la pétition de G. O. Doak et autres.

M. Pilon, du comité permanent des Industries, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi Joseph Pilon, écuier, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Girouard, du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit, savoir :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis qui ont été donnés sont suffisants dans chaque cas :

De la Société bienveillante de Notre-Dame de Bonsecours, à Montréal,—de la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix,—et de l'Union Saint-Joseph de Sorel ; demandant séparément des amendements à leur charte.

De J. B. Stewart et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Royal Quebec Act Union Company*."

De l'honorable J. J. Caldwell Abbott et autres ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*The Montreal School of Cookery*."

De William Van Slooten et autres ; demandant une loi les constituant en corporation sous le nom "*The Montreal Subway Company*."

Du Révérend Ambroise Fafard, prêtre ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "l'Hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul."

De l'Ecole vétérinaire française de Montréal ; demandant une loi la constituant en corporation.

De Benjamin Beaupré et de Paul E. Beaupré ; demandant une loi annulant et résiliant un certain acte de substitution.

Du Synode provincial de l'église d'Angleterre ; demandant une loi qui permette à l'Evêque métropolitain de l'église d'Angleterre, en la province ecclésiastique du Canada, de conférer certains degrés en divinité.

M. Cameron, du comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit, savoir :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi Alexandre Cameron, écuyer, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à sept membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que M. Cardin ait la permission de présenter un bill amendant l'acte 32 Vict., ch. 91, qui constitue en corporation l'Union St. Joseph de Sorel.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Hall ait la permission de présenter un bill permettant à l'Evêque métropolitain de l'église d'Angleterre, dans la province ecclésiastique du Canada, de conférer certains degrés en théologie, dans la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Morin ait la permission de présenter un bill constituant en corporation le Revd. Ambroise Fafard, prêtre, dans un but de charité, sous le nom de "L'Hospice Ste. Anne de la Baie St. Paul."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la société dite "*The Royal Quebec Act Union Company*,"

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Lemieux ait la permission de présenter un bill amendant l'acte 48 Vict. ch. 78, relatif à la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'honorable M. Robertson, du comité permanents des Bills privés, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit, savoir :

Votre comité a examiné le bill pour incorporer la ville de Victoriaville, et pour ériger la municipalité de la paroisse de Sainte-Victoire d'Arthabaska, auquel il a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre Honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné le bill permettant à la Corporation du Collège Bishop de disposer d'un certain immeuble, et a l'honneur de le rapporter sans amendements.

Ordonné, Que l'honorable M. Taillon ait la permission de présenter un bill amendant la loi constituant en corporation la Société bienveillante de Notre Dame de Bonsecours, à Montréal (18 Vict., ch. 236) et la loi qui l'amende (34 Vict., ch. 54.)

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné. Que M. David ait la permission de présenter un bill constituant en corporation l'Ecole vétérinaire française de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. David ait la permission de présenter un bill amendant la loi relative aux bazars et loteries dans la province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Robidoux ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la ville de Buckingham.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Murphy ait la permission de présenter un bill amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer le Québec Central.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Robidoux ait la permission de présenter un bill amendant le Code de procédure civile, relativement à la révision et à l'exécution des jugements.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Robidoux ait la permission de présenter un bill amendant le Code de procédure civile, de manière à permettre de prendre la preuve par sténographie dans les causes *ex-parte*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Gladu ait la permission de présenter un bill pour rendre uniforme l'exécution de certains actes dans la province de Québec et amender le Code civil à ce sujet.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

Ordonné, Que M. Gladu ait la permission de présenter un bill pour amender les articles 948 et 953 du Code civil du Bas-Canada.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

Ordonné, Que M. Gladu ait la permission de présenter un bill pour amender les articles 305, 691, 693 et 698 du Code civil du Bas-Canada et l'article 925 du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

Ordonné, Que M. Gladu ait la permission de présenter un bill pour amender l'article 91 du Code civil du Bas-Canada.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

Ordonné, Que M. Gladu ait la permission de présenter un bill pour amender les articles 298 et 299 du Code civil du Bas-Canada.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

Sur motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Turcotte,

Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité, pour prendre en considération une résolution relative à la coupe du bois marchand, dans certains cas.

L'ordre du jour étant lu pour la troisième lecture du bill amendant la loi de l'Instruction publique ;

Ordonné, Que le dit ordre soit déchargé.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre pour plus ample considération.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pilon fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits, en comité général, au bill amendant la loi concernant les aliénés, étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. deGrosbois, secondé par M. Dumais,

Résolu, Qu'un comité spécial composé de l'honorable M. Gagnon, M. Rocheleau, M. Pilon, M. McIntosh, M. Poupore, M. Bisson, M. Laliberté, M. Beauchamp, M. Deschênes, (Témiscouata), M. Legris, M. Dumais, M. England, M. Spencer; M. Cardin et M. deGrosbois soit nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender l'article 943 des Statuts refondus de la province de Québec, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé,

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant les articles 1119 et 1140 du Code de procédure civile du Bas-Canada, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender l'article 258 du Code municipal, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que la 45^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill et qu'il soit renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

L'ordre du jour pour seconde lecture du bill amendant l'article 725 du Code municipal, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que la 45^e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill et qu'il soit renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill concernant la protection des personnes employées par les entrepreneurs chargés de la construction des chemins de fer sous l'opération des lois portées par la Législature de Québec, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la deuxième lecture du bill amendant le Code de procédure civile, relativement à l'abandon ou cession de biens, étant lu :

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la deuxième lecture du bill amendant l'article 1571 du Code civil, relatif à la signification des transports de créances et de droits d'actions, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant le Code de procédure civile, relativement aux matières sommaires, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill à l'effet de légaliser les procédures faites au sujet de certaines tutelles et curatelles, par des greffiers de la cour de circuit de comté, dans la province, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—Est-ce l'intention du gouvernement d'exiger, à l'avenir, des compagnies de télégraphe, de téléphone et d'éclairage électrique, la réglementation de l'usage de l'électricité comme l'est celui de la vapeur, et d'interdire aux compagnies d'employer des courants d'une intensité dangereuse pour la vie humaine ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Il n'y a pas eu de représentation encore auprès du gouvernement, à ce sujet.

Par l'honorable M. Taillon,—Quelle somme a été accordée et payée à P. E. Normandeau, écuyer, et à Isaacson, écuyer, respectivement, pour avoir siégé comme juges de paix dans certaines causes intentées par le Bureau provincial d'hygiène pendant l'épidémie de la variole qui a sévi en 1885 ?

Leur a-t-il été payé quelque chose pour avoir siégé dans des causes prises par quelque bureau local ?

Si oui, combien ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—La somme de \$520.00 en tout a été accordée à MM. Normandin et Isaacson, pour avoir agi comme juges de paix, dans certaines causes intentées par le Bureau provincial d'hygiène, pendant l'épidémie de la variole qui a sévi en 1885.

Cette somme sera mise dans les estimés.

Pas autre chose, comme ci-dessus.

Par M. Nantel,—Le gouvernement a-t-il acheté un certain nombre d'exemplaires de l'ouvrage intitulé "*Canada, a Memorial volume, E. B. Biggar, publisher, Montreal, 1889* ?"

Si oui, combien et à quel prix pour chaque exemplaire ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon : 1. Oui.

2. 100 exemplaires à \$2.00.

Par M. Nantel,—Est-ce l'intention du gouvernement d'augmenter le salaire des magistrats de police, à Montréal ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Non.

Par M. Picard,—1. L'octroi de \$300 accordé, l'été dernier, pour réparer le chemin de colonisation d'Israëli au chemin Gosford, dans le canton de Wolfestown, a-t-il été dépensé durant la saison dernière, sur le chemin en question ?

Si non, pour quelles raisons ?

2. Est-il vrai que les instructions pour faire faire les travaux sur ce chemin ont été données à un nommé Louis Bernier, de Richardville, paroisse St Andrien, comté de Mégantic ?

Si oui, pourquoi ces instructions n'ont-elles pas été données à l'ancien conducteur, M. Honoré Morin, d'Israëli, ou autre personne de la localité ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—1. Non. En premier lieu, le conducteur n'a pas pu se procurer les journaliers. Plus tard, les pluies l'ont empêché de commencer l'ouvrage, et finalement la saison s'est trouvée trop avancée pour lui permettre de les faire avant le 31 octobre, date à laquelle nos conducteurs doivent suspendre leurs travaux.

2. Oui. Parce que la place de conducteur n'étant pas permanente, nous pouvons toujours les remplacer, suivant les circonstances, sans que cela puisse être regardé comme une destitution ou une censure.

Par M. Tourigny,—Quelle somme a été payée à Napoléon Bureau, écrivain, avocat, substitut du procureur-général, dans les causes de la Reine *vs* Beaulieu, Béland et Ayotte, et quelles sommes a reçu, pour les mêmes causes, le nommé Chs. Fitzpatrick, avocat, de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—M. Napoléon Bureau, avocat, n'a rien reçu dans les causes de la Reine *vs* Beaulieu, Béland et Ayotte, excepté comme substitut du procureur général pour le terme.

La somme de \$233.00 a été payée à M. Charles Fitzpatrick, avocat, pour ses services, honoraires et dépenses dans la cause de la Reine *vs* Ayotte.

Par M. Lapointe,—1. M. C. Aimé Dugas, magistrat de police, de Montréal, a-t-il été employé comme commissaire en 1887, 1888 et 1889 ?

2. Quelles sont les enquêtes qu'il a tenues et la durée de ces enquêtes ?
3. A-t-il été payé pour la tenue de ces enquêtes en outre de son salaire ordinaire ?
4. Quel est le montant de ses dépenses à part ses honoraires ?
5. A-t-il fait rapport ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Il n'est pas possible de renseigner l'honorable député par voie d'interpellation, et je le prierais de convertir sa demande en avis de motion, pour ordre de la Chambre.

- Par M. Lapointe,—1. M. Raoul Dandurand, a-t-il agi comme magistrat de police ?
2. Si oui, combien a duré son emploi ?
 3. Quelles sommes lui ont été payées ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—M. Raoul Dandurand a agi comme magistrat de police à Montréal, depuis le 8 juin 1888 jusqu'au 28 février 1889. Durant cette période, MM. Dugas et Desnoyers ont obtenu chacun un congé d'absence.

M. Dandurand a reçu la somme de \$1,983.33 pour ses services.

Par M. McIntosh,—1. Le gouvernement a-t-il payé quelques sommes d'argent dans la cause du Révérend Père Paradis *vs* Gilmour ?

2. Si oui, combien et à qui ?
3. Le gouvernement a-t-il reçu quelques demandes d'argent, relativement à cette affaire ? Si oui, de qui et pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Le gouvernement ne connaît pas de telle cause. Cependant, si cette interpellation est mise sous forme de motion, celle-ci sera accordée ; s'il y a eu des paiements dans une telle cause, l'état sera produit avec tous les documents demandés.

Sur motion de M. Nantel, secondé par l'honorable M. Blanchet,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—la production de tous les comptes payés à des industriels belges pour tous matériaux, ponts en fer, etc., achetés en Belgique.

Sur motion de M. Poupore, secondé par

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes requêtes et autres documents reçus, par le gouvernement, ou l'un quelconque de ses membres, pendant et depuis la dernière session, relativement à la réinstallation d'une cour de circuit à Chapeau village.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes requêtes, lettres et autres documents reçus par le gouvernement, ou l'un quelconque de ses membres, pendant

et depuis la dernière session, relativement à la création d'une cour de magistrats de district, à Shawville, P. Q.

Sur motion de M. Casgrain, secondé par M. McIntosh,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant Gouverneur, le priant de vouloir bien mettre devant cette Chambre,—copie de tous papiers, documents, correspondances etc., au sujet du paiement d'un subside de \$100,000, d'aucun autre subside ou d'aucune somme d'argent à la Compagnie de chemin de fer Drummond et Arthabaska ou aux entrepreneurs Church, Fee et Mitchell, ou à d'autres personnes, en rapport avec le dit subside ou le dit chemin de fer ; aussi copie du rapport de la première inspection du dit chemin de fer.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par M. Nantel,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous documents ou correspondances échangés entre le gouvernement et autres, à propos de la tenue d'expositions annuelles à Québec, Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke ou autres grands centres, ainsi que cela se fait à Ontario.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois, et renvoyés au comité permanent des divers bills privés, savoir :

Bill modifiant l'acte 14-15 Victoria, chapitre 176, concernant les biens temporels de l'église unie d'Angleterre et d'Irlande, dans le diocèse de Montréal.

Bill concernant la partie démembrée de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Et bill autorisant le conseil municipal de la paroisse de Saint-Raphaël de l'Île Bizard à construire un pont en fer.

Ordonné, Que M. Robidoux ait la permission de présenter un bill autorisant la vente de certains immeubles substitués par Alpheus Kington et *uxor*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 27 janvier 1890.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Hall,—la pétition de l'Université McGill, de Montréal.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et reçue :

De G. O. Doak et autres ; demandant un acte constituant en corporation "La Compagnie de pouvoirs hydrauliques de Coaticooke."

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte amendant l'article 597 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif aux enquêtes sur les affaires publiques."

Et bill intitulé : " Acte amendant l'article 239 des Statuts refondus de la province de Québec, dans la loi électorale."

Aussi, le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a nommé les honorables MM. Bresse, Cormier, Dionne, Dorion, de LaBruère, Larochelle, Méthot, Prévost, Ross D. A., Ross J. J. et Tourville membres d'un comité pour surveiller les impressions du Conseil pendant la présente session, et pour agir au nom de leur Chambre comme membres du comité collectif des deux Chambres au sujet des impressions.

Ordonné, Que M. Robidoux ait la permission de présenter un bill pour lever des doutes relativement à l'application de la loi concernant l'expropriation dans la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill permettant à la Corporation du Collège Bishop de disposer d'un immeuble ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hall fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la ville de Victoriaville, et érigeant la municipalité de Sainte Victoire d'Arthabaska ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois, et renvoyés au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières :

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de colonisation Montfort.

Et bill amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer le Québec-Central.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill autorisant le bureau protestant des commissaires d'école de la cité de Montréal à disposer d'un certain immeuble, et à confirmer et ratifier l'union des écoles dissidentes des anciennes municipalités de la ville de St. Gabriel et de la ville de Saint-Jean-Baptiste avec la municipalité scolaire de la cité de Montréal.

Bill autorisant Charles L. de Montigny, es-qualité et d'autres, à emprunter et à hypothéquer les immeubles de la succession de feu l'honorable Charles S. Rodier.

Bill constituant en corporation la société dite " *The Royal Quebec Art Union Company*."

Bill constituant en corporation la Société bienveillante de Notre-Dame de Bonsecours, à Montréal (18 Vic., ch. 236) et la loi qui l'amende (34 Vic., ch. 54).

Et bill autorisant la vente de certains immeubles substitués par Alpheus Kimpton *et uxor*.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Taillon,—Quelles procédures ont été faites en Cour Suprême, depuis le 27 janvier 1887, dans la cause où l'honorable Thos. McGreevy attaque la sentence arbitrale sur sa réclamation contre la Couronne, en rapport avec la construction du chemin de fer de la rive Nord ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Lorsque le gouvernement actuel arriva au pouvoir, la cause de McGreevy vs. la Reine était déjà depuis quelque temps devant la Cour Suprême. L'avocat du gouvernement était M. Bossé, maintenant juge de la Cour d'appel. Dans le cours de 1887, l'honorable François Langelier fut prié d'agir comme conseil à M. Bossé. Le factum de M. Bossé était produit et la cause était prête ; on devait procéder au terme de février, mais la cause a été remise vu l'absence de l'honorable M. Irvine, avocat de M. McGreevy, qui était allé plaider devant le Conseil Privé en Angleterre.

Au terme suivant une motion a été faite par la Couronne pour faire renvoyer l'appel, faite par M. McGreevy de procéder. Sur représentation, faite par M. Irvine, qu'il n'avait pas eu le temps de préparer son factum, et sur sa promesse d'être prêt au terme suivant, M. Bossé consentit, après avoir consulté M. Langelier, à remettre la cause.

M. Bossé ayant été nommé juge, le 25 septembre 1888, la cause en est restée là.

Par M. Lussier,—Le gouvernement a-t-il fait saisir la ligne de chemin de fer Montréal et Sorel, ou se propose-t-il de le faire ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Oui, pour taxes dues en vertu de la loi des corporations commerciales. La vente est fixée au 28 mars prochain.

Par M. Legris,—M. Edouard Caron, ancien député du comté de Maskinongé, est-il endetté au Département des terres de la Couronne de cette province ? Si oui, pour quelles causes, pour quel montant et depuis quand ?

Le gouvernement a-t-il fait quelques démarches pour faire payer cette dette, si dette il y a ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Oui, pour droits de coupe sur le bois fait durant l'hiver 1885, en contravention à la loi, provenant de lots achetés par lui de la Couronne.

Le montant dû est de \$2,493.70 avec intérêts.

Le 26 novembre 1885, M. Dubord reçoit instruction de prendre des mesures pour la perception de ces droits.

Le 20 mars 1886, M. Dubord informe le Département qu'il a notifié M. Caron d'avoir à régler pour les droits de coupe ci-dessus, et demande, vu que le bois est enlevé, quelles mesures spéciales il doit prendre pour le recouvrement de ces droits.

Le 8 février 1887, l'attention de M. Lacerte est attirée sur le fait que ces droits ne sont pas encore réglés.

Le 2 juin 1888, M. Lacerte est requis de demander à M. Caron le paiement de la somme susdite.

Le 12 mars 1889, M. Lacerte reçoit instruction d'avoir à effectuer un règlement pour la somme de \$2,493.70 avec intérêt à date, dans un délai de huit jours, à défaut de quoi en informer le gouvernement ; et M. Lacerte n'a jamais fait rapport au département.

Par M. Bernatchez,—Le gouvernement a-t-il pris connaissance : 1. Du rapport de M. Aimé Geoffrion, au sujet du registrateur du comté de Montmagny ?

2. Du mémoire ou factum de F. L. Pineault, procureur des plaignants en cette affaire ?

3. Si oui, le gouvernement a-t-il pris une décision sur ce sujet ?

4. Si non, quand le gouvernement se propose-t-il de prendre une décision sur le sujet ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—1. Oui.

2. Oui.

3. Le gouvernement n'a pas pris de décision.

4. Aussitôt que possible.

Par M. Martin,—M. François Dion, entrepreneur des travaux de réparations du pont Matapédia, a-t-il présenté au gouvernement une réclamation pour de prétendus dommages qu'il aurait éprouvés dans son entreprise ?

2. Quelle est le montant de cette réclamation ?

3. Cette réclamation a-t-elle été reconnue et payée ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—1. Oui.

2. \$2,000.00.

3. L'état de choses qui avait donné lieu au premier contrat ayant été changé par la débacle, un nouveau contrat a été passé avec M. Dion, dans lequel celui-ci abandonne sa réclamation.

• Par l'honorable M. Blanchet,—Est-ce l'intention du gouvernement de venir en aide aux nombreuses victimes de la grêle, dans la paroisse de Saint-Ephrem, comté de Beauce, qui lui ont adressé des requêtes à cette effet ?

Si oui, de quelle manière ?

Si non, pour quelles raisons ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—Sous considération.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 mars 1889, pour : 1. Copie de tous documents ou demandes adressés au gouvernement et plus particulièrement à l'honorable Commissaire des terres, depuis l'année 1886 jusqu'à cette date, à l'effet de faire remise des droits de coupes de bois, en faveur des colons établis de bonne foi sur les terres de la Couronne.

2. Aussi copie de toutes correspondances échangées à ce sujet, depuis la même date, entre le gouvernement et les membres de cette Chambre ou toutes autres personnes, (*Documents de la session, No. 48.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 janvier 1890, pour copie de toutes correspondances échangées avec le gouvernement, depuis la dernière session, au sujet des argents de colonisation dépensés dans le comté de Bellechasse ; ainsi que les noms des chemins, l'état détaillé des sommes dépensées sur chaque chemin, le nom des conducteurs des travaux, par qui recommandés et tous détails se rapportant généralement ou particulièrement aux sujets mentionnés dans cet ordre de la Chambre. (*Documents de la session, No. 70.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 janvier 1890, pour copie de la correspondance, etc., au sujet du paiement et traitement des jurés en matières criminelles. (*Documents de la session, No. 71.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 janvier 1890, pour copie de toutes correspondances, papiers, etc., échangés entre le gouvernement, ou aucun de ses membres et autres personnes, relativement au creusage de la rivière des Hurons, dans les comtés de Rouville et St-Hyacinthe. (*Documents de la session, No. 72*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 20 janvier 1890, demandant copie de tous ordres en conseil et documents en rapport avec la mission en Europe des honorables MM. Shehyn et Garneau, de toute correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et M. J. A. Drolet, ou toute autre personne, depuis le premier janvier 1887, jusqu'à ce jour, au sujet de la conversion de la dette provinciale.

Aussi, copie de la correspondance échangée avec toutes les institutions financières ou toutes personnes, au sujet d'un nouvel emprunt. (*Documents de la session, No. 73.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 22 janvier 1890, pour copie de toutes correspondances, documents, etc., au sujet du démembrement du comté de Terrebonne, pour fins parlementaires ou autres. (*Documents de la session, No. 74a.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 23 janvier 1890, demandant : 1. Copie de la lettre de démission de Achille Carrier, écr., avocat, de Québec, comme interprète officiel de la Cour du Banc de la Reine, siégeant au criminel, et toute correspondance à ce sujet.

2. Copie de la commission ou lettre nommant le successeur du dit Achille Carrier (*Documents de la session, No. 75.*)

L'honorable M. Gagnon met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Commissaire des terres de la Couronne de la province de Québec, pour les douze mois finissant le 30 juin 1889. (*Documents de la session, No. 4.*)

Sur motion de M. Lemieux, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance etc, au sujet du paiement et de la répartition plus juste des rentes seigneuriales dans la seigneurie Lauzon.

Sur motion de M. Owens, secondé par M. Hall,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état faisant connaître quelles terres ont été vendues, pendant l'année 1889, dans les premier et deuxième rangs du canton de Grandison, comté de Terrebonne, ainsi que dans les rangs D et E du canton de Clyde, comté d'Ottawa, donnant les noms des acquéreurs, le prix d'achat, par qui le paiement a été effectué et à quelle date.

Sur motion de M. Bisson, secondé par M. Cardin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance et documents transmis, au bureau de l'honorable Secrétaire provincial, s'opposant à la pas-sation d'un bill demandant une juridiction concurrente entre les cours supérieure et de circuit du district de Beauharnois, avec les cours supérieure et de circuit de Montréal.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 27 janvier 1890, pour copie de toute correspondance et documents

transmis, au bureau de l'honorable Secrétaire provincial, s'opposant à la passation d'un bill demandant une juridiction concurrente entre les cours supérieure et de circuit du district de Beauharnois, avec les cours supérieure et de circuit de Montréal. (*Documents de la session, No. 76.*)

Sur motion de M. Casgrain, secondé par M. Owens,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—un état indiquant :
1. Les noms de ceux qui ont acheté des droits et privilèges de pêche dans les rivières et les lacs de la province de Québec à l'encan, qui a eu lieu dans le cours du présent mois de janvier, avec les prénoms, résidences et occupations de tels acquéreurs.

2. Le prix d'adjudication de tel chaque lac ou rivière, et le montant payé sur tel prix dans chaque cas.

3. L'endroit de la province où est situé chaque tel lac ou rivière,

4. Les mêmes renseignements concernant les ventes de droits de pêche qui se sont faites privément depuis le premier janvier 1890.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Martin, secondé par M. Baldwin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des rapports de M. Vallée, concernant les réparations du pont de Matapédia.

Copie des contrats passés entre le gouvernement et M. François Dion, pour l'exécution de ces travaux de réparation du pont de Matapédia, et de toutes correspondances échangées entre le gouvernement et l'entrepreneur.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement et les personnes qui désirent former des sociétés de colonisation dans la Gaspésie.

Copie aussi de tous projets, propositions, offres, demandes, etc., exposés et renseignements donnés de part et d'autre.

Sur motion de l'honorable M. Turcotte, secondé par l'honorable M. Gagnon,

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives au jurés et aux témoins de la Couronne.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant la frontière Nord de la province de Québec

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, dans les divisions électorales de Montréal-Ouest, Montréal-Centre, Montréal-Est, Québec-Est, Drummond et Arthabaska, Rimouski, Chicoutimi, et Saguenay et autres.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, dans les divisions électorales de Montréal-Ouest, Montréal-Centre, Montréal-Est, Québec-Est, Drummond et Arthabaska, Rimouski, Chicoutimi, et Saguenay et autres.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité pour prendre en considération certaine résolution proposée, relative à la coupe du bois marchand dans certains cas.

(EN COMITÉ.)

Attendu que l'intention du législateur, en faisant passer la section 3 de l'acte 52 Vic. chap. 16, a toujours été et est encore de ne la rendre applicable qu'aux lots vendus dans les limites territoriales des réserves de forêts établies en vertu des arrêtés en conseil du 10 septembre 1883 et du 10 janvier 1884, et non pour l'avenir, il soit :

Résolu : Que le droit d'une personne, munie de licence, de couper, en vertu d'icelle le bois marchand sur tout lot vendu pour les fins de colonisation et de culture qui est compris dans telle licence, durant trente mois à dater du billet de location, d'après la section 3 de l'acte 52 Victoria chapitre 16, ne s'applique qu'aux lots vendus dans les limites territoriales des réserves de forêts établies en vertu des arrêtés en conseil du dix septembre 1883 et du dix janvier 1884.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Boyer fait, en conséquence, rapport de la résolution laquelle est lue comme suit :

Attendu que l'intention du législateur, en faisant passer la section 3 de l'acte 52 Vic., chap. 16, a toujours été et est encore de ne la rendre applicable qu'aux lots vendus dans les limites territoriales des réserves de forêts établies en vertu des arrêtés en conseil du 10 septembre 1883 et du 10 janvier 1884, et non pour l'avenir, il soit :

Résolu : Que le droit d'une personne, munie de licence, de couper, en vertu d'icelle, le bois marchand sur tout lot vendu pour les fins de colonisation et de culture qui est compris dans telle licence, durant trente mois à dater du billet de location, d'après la section 3 de l'acte 52 Victoria chapitre 16, ne s'applique qu'aux lots vendus dans les limites territoriales des réserves de forêts établies en vertu des arrêtés en conseil du dix septembre 1883 et du dix janvier 1884.

Ordonné, Que la dite résolution soit lue la seconde fois demain.

Sur motion de M. Pilon, secondé par M. Cardin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du jugement du Conseil Privé d'Angleterre, dans les affaires des colons d'Egan.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 28 Janvier 1890.

M. Robidoux du comité permanent de Législation et lois expirantes, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi J. E. Robidoux, écuier, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Laliberté, du comité permanent des Ordres permanents, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et trouve que les avis sont suffisants dans chaque cas :

Du Conseil de Ville de la ville de Saint-Jean ; du Conseil de Ville de la ville de Terrebonne,—de l'Union Saint-Pierre et de l'Union Saint-Joseph de Montréal,—de la Compagnie d'entrepôts de Montréal,—de la Compagnie du chemin de fer de Saint-Jean et Sorel,—de la Corporation de la cité de Montréal ainsi que celles des Trois Rivières et de Québec, et de l'Ecole de médecine et de chirurgie de Montréal ; demandant séparément des amendements à leurs chartes.

Des chemins de fer de Nicolet, Arthabaska, Lotbinière et Lévis,—et de Lawrenceville à l'Avenir,—de l'Association de l'exposition de Montréal,—de la Compagnie dite "*Quebec and Boston Air line Company*,"—de la Société Italienne de secours mutuels de Montréal,—*The Women's Christian Temperance Union of Province of Quebec*—de la Compagnie dite "*The Peoples' Street Railway Company*,"—de la Compagnie municipale du gaz de Québec,—de la Compagnie du chemin de fer de Pointe Buisson,—de la Compagnie du chemin de fer de Lacolle, Iberville et Farnham,—et de la Compagnie des pouvoirs hydrauliques de Coaticook,—demandant à être constitués séparément en corporation.

De Eugène Jodoin et autres, de Sainte-Christine,—demandant que cette paroisse soit érigée en municipalité locale et scolaire.

De Joseph Giguère, de la cité de Montréal, et de Joseph Alfred Hamelin de la même cité ; demandant une loi autorisant le bureau des médecins et des chirurgiens de la province à les admettre à la pratique, après examen.

Votre comité a de plus examiné les pétitions suivantes, et a trouvé que les avis n'étaient pas prouvés, savoir :

De J. H. Wilson et autres de Montréal,—et de l'Honorable J. McShane, du même lieu ; demandant des amendements à la charte de la dite cité.

De L. Joncas et autres, demandant une loi les incorporant sous le nom de la "Compagnie de chemin fer de Gaspé."

M. Lafontaine, du comité permanent des divers Bills privés, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill constituant en corporation la Maison de Charité de Sainte Cunégonde, et y a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter sans amendement :

Bill concernant la partie démembrée de la paroisse Saint-Jean Baptiste de Montréal.

Bill constituant en corporation les Sœurs du Précieux Sang des Trois-Rivières.

Bill légalisant le mariage et le contrat de mariage d'Aimé Bourassa et de Purissima Robert.

M. Lafontaine, du comité permanent des Privilèges et élections, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport, qu'il a choisi E. Lafontaine, écuyer, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que M. de Grosbois ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Lawrenceville et L'avenir.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Goyette ait la permission de présenter un bill régularisant la cléricature de Joseph Giguère.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Champagne ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la compagnie : *The People's Street Railway Company*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Forest ait la permission de présenter un bill amendant la loi 8 Vict., chap. 81, qui constitue en corporation le Collège de médecine et de chirurgie de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Baldwin ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Compagnie de pouvoirs hydrauliques de Coaticooke.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Pilon ait la permission de présenter un bill érigeant la paroisse de Sainte-Christine en municipalité locale, pour les fins municipales et scolaires, et l'annexer dans le même but au comté de Bagot.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Basinet ait la permission de présenter un bill concernant la substitution créée par Joseph Beaupré et *uxor*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Bisson ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la Pointe au Buisson.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Hall ait la permission de présenter un bill amendant la charte de la cité de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Hall ait la permission de présenter un bill amendant l'acte constituant en corporation la Compagnie d'entrepôt de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Tureotte ait la permission de présenter un bill amendant la charte de la cité de Trois-Rivières ;

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Hall ait la permission de présenter un bill constituant en corporation *The Montreal school of cookery*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Déchêne (l'Islet) ait la permission de présenter un bill incorporant la Compagnie des consommateurs de gaz de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Rinfret ait la permission de présenter un bill amendant les lois concernant la Corporation de la cité de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Champagne ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Compagnie d'exposition de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. David ait la permission de présenter un bill portant refonte de la loi organique de l'Union Saint-Pierre de Montréal (25 Victoria, chapitre 94) et des lois qui l'amendent.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. David ait la permission de présenter un bill portant refonte de la loi organique de l'Union Saint-Joseph de Montréal, (19-20 Victoria, chapitre 131) et des lois qui l'amendent.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. David ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Société italienne de secours mutuels de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. David ait la permission de présenter un bill autorisant l'admission de Joseph Alfred Hamelin, docteur en médecine, au nombre des membres du collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. David ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Compagnie des conduits souterrains de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Shehyn ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Société bienveillante Saint-Roch.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Robidoux ait la permission de présenter un bill refondant les lois relatives à la Corporation de la ville Saint-Jean.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Robidoux ait la permission de présenter un bill remettant en force et amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Saint-Jean et Sorel, et ses amendements.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Duhamel ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Lacolle, Iberville et Farnham.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. McShane ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la société dite : *The Women's Christian Temperance Union of the Province of Quebec*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Rhodes met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le Rapport général du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation de la province de Québec, pour l'année expirée le 30 juin 1880. (*Documents de la session, No. 2.*)

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

Messieurs de l'Assemblée Législative :

Je reçois, avec une grande satisfaction, l'adresse que vous avez votée en réponse au discours du Trône, et je vous remercie de l'expression de votre loyauté envers Sa Majesté et de l'assurance de votre dévouement aux intérêts de la province.

A. R. ANGERS.

Québec, ce 25 janvier 1890.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture de certaine résolution relative à la coupe du bois marchand dans certains cas ;

L'honorable M. Gagnon propose, secondé par l'honorable M. Turcotte ;

Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois.

L'honorable M. Flynn propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Robertson, que tous les mots après " maintenant," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soit remplacés par les mots suivants : renvoyée de nouveau au comité général avec instruction de la remplacer par la suivante :

Résolu : Que l'article 1343 des Statuts refondus, tel que remplacé par la section 3 de l'acte 52 Victoria chap. 16 est abrogé.

Et objection étant faite, par l'honorable M. Gagnon, que l'amendement est contraire aux règlements de cette Chambre, en autant qu'il tend à enlever à la Couronne des droits et des revenus plus étendus que ceux dont il est question dans la motion principale.

M. l'Orateur décide comme suit :

“ Le procédé par lequel on propose d'enlever à la Couronne ses droits, créances ou revenus, doit être une motion d'initiative et originer en comité général, après l'observation de la formalité ordinaire des avis de motions ; autrement la Chambre serait exposée à des surprises dangereuses. L'amendement, soumis à la Chambre, est un procédé secondaire de sa nature qui dépend et relève essentiellement de la motion principale, et ne peut en dépasser la portée quant à la remise ou à l'extinction des droits, créances ou revenus de la Couronne. D'un autre côté, son objet lui donne la portée d'une motion d'initiative ; cependant, la Chambre n'en a pas été prévenue.

“ Pour ces raisons, je déclare l'amendement irrégulier.”

Et la question étant mise aux voix,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois.

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil ;

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill constituant en corporation la ville de Victoriaville et érigeant la municipalité de la paroisse de Sainte Victoire d'Arthabaska ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lussier fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés, savoir :

Bill constituant en corporation la ville de Bedford.

Bill constituant en corporation la congrégation religieuse de Benaï Jacob.

Et bill à l'effet de changer le nom de la corporation des Juifs portugais de Montréal en celui de “ La corporation des Juifs espagnols et portugais, Shearith Israël, de Montréal ” et d'amender l'acte qui la constitue corporativement.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières :

Bill incorporant la Compagnie municipale du gaz de Montréal.

Et bill amendant l'acte 48 Vic., ch. 78, relatif à la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency & Charlevoix.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la Province, remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

A. R. ANGERS,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le Rapport de l'imprimeur de la Reine, indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session qu'il a imprimés et distribués, les départements, corps administratifs, officiers et autres personnes auxquelles ils ont été distribués ; le nombre d'exemplaires livrés à chacun d'eux, et en vertu de quelle autorisation ; et le nombre d'exemplaires des actes de chaque session qui lui reste en mains ; avec un compte détaillé des frais par lui réellement encourus, pour l'impression et la distribution des dits statuts. (*Documents de la session, No. 77*)

HOTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, 9 janvier 1890.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée aujourd'hui,—Que la résolution relative à la coupe du bois marchand, dans certains cas, soit maintenant lue la seconde fois.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ;

M. Nantel propose comme amendement, secondé par M. Faucher de Saint-Maurice, —que tous les mots après "maintenant" soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots "renvoyée à un comité de toute la chambre, avec instruction d'en retrancher le préambule ou le premier paragraphe, commençant par les mots "Attendu que"

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>England,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Tourigny—16.</i>
<i>Derjardins,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	
<i>Duplessis,</i>	<i>Hall,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>David,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bernatchez.</i>	<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier (Rimouski) et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Glady,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turcotte—29.</i>
<i>Champagne,</i>			

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

L'honorable M. Gagnon informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de la présente résolution, la recommande à la considération de cette Chambre.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ;

M. Poupore propose, comme amendement, secondé par M. Duplessis,—Que tous les mots après “ maintenant ” soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots “ renvoyée de nouveau au comité général avec instruction de l'amender de manière à ce qu'il y soit dit expressément que le droit que cette résolution tend à donner à une personne, munie de licence de couper le bois marchand, durant trente mois, à compter du billet de location, ne s'applique pas non seulement en dehors de ces réserves forestières, mais même aux parties de ces terres sous licence, sur lesquelles il ne pousse pas de bois marchand de pin ou d'épinette, et qui sont susceptibles de défrichement, lesquelles parties de terres sont exceptées des réserves forestières, en vertu de l'acte 46 Vict. chap. 9, section 1. ”

Et objection étant faite, par l'honorable M. Gagnon, que l'amendement est contraire aux règlements de cette Chambre, en autant qu'il tend à enlever à la Couronne des droits et des revenus plus étendus que ceux dont il est question dans la motion principale.

M. l'Orateur informe la Chambre qu'il donnera sa décision à une séance ultérieure.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur certaines résolutions, relatives aux jurés et aux témoins de la Couronne.

(EN COMITÉ)

Résolu, 1. Que dans les trois mois de la mise en vigueur de l'acte qui doit être basé sur les présentes résolutions, le greffier ou le secrétaire-trésorier de toute municipalité locale, sise en tout ou en partie dans les trente milles du siège de la cour du district dans lequel cette municipalité est située, fera dresser et délivrera gratuitement au shérif de ce district un extrait du rôle d'évaluation alors en vigueur dans cette municipalité, contenant les noms de toute les personnes inscrites sur ce rôle, qui sont domiciliées dans la municipalité et qui remplissent respectivement les conditions exigées pour être grands et petits jurés.

Résolu, 2. Que chaque juré appelé à servir comme grand ou petit juré, qui aura son domicile en dehors des limites de la municipalité où la cour est tenue, recevra une indemnité de une piastre et cinquante centins par chaque jour qu'il en sera nécessairement absent, pour comparaître devant le tribunal ; et de une piastre lorsqu'il aura son domicile dans les limites de telle municipalité.

Résolu, 3. Que chaque témoin de la Couronne aura droit :

1. Quand son domicile sera en dehors des limites de la municipalité où la cour est tenue, à une indemnité de une piastre et cinquante centins par chaque jour qu'il en sera nécessairement absent, pour comparaître devant le tribunal ; et

2. A une indemnité de une piastre par chaque jour, lorsqu'il aura son domicile dans les limites de telle municipalité.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Boyer rapporte les résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit

Résolu, 1. Que dans les trois mois de la mise en vigueur de l'acte qui doit être basé sur les présentes résolutions, le greffier ou le secrétaire-trésorier de toute municipalité locale, sise en tout ou en partie dans les trente milles du siège de la cour du district dans lequel cette municipalité est située, fera dresser et délivrera gratuitement au shérif de ce district un extrait du rôle d'évaluation alors en vigueur dans cette municipalité, contenant les noms de toutes les personnes inscrites sur ce rôle, qui sont domiciliés dans la municipalité et qui remplissent respectivement les conditions exigées pour être grands et petits jurés.

Résolu, 2. Que chaque juré appelé à servir comme grand ou petit juré, qui aura son domicile en dehors des limites de la municipalité où la cour est tenue, recevra une indemnité de une piastre et cinquante centins par chaque jour qu'il en sera nécessairement absent, pour comparaître devant le tribunal ; et de une piastre lorsqu'il aura son domicile dans les limites de telle municipalité.

Résolu, 3. Que chaque témoin de la couronne aura droit :

1. Quand son domicile sera en dehors des limites de la municipalité où la cour est tenue, à une indemnité de une piastre et cinquante centins par chaque jour qu'il en sera nécessairement absent, pour comparaître devant le tribunal ; et

2. A une indemnité de une piastre par chaque jour, lorsqu'il aura son domicile dans les limites de telle municipalité.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois demain.

L'honorable M. Turcotte informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de ces résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

Sur motion de M. Casgrain, secondé par M. Duplessis,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant : 1. La date à laquelle a été fait, au bureau du Trésor de cette province, le dépôt dans la cause de l'élection contestée de Charlevoix, Rémi Bouchard *vs.* Morin, mise devant la Cour supérieure du district du Saguenay.

2. La date à laquelle le dit dépôt a été retiré.

3. Les noms, prénoms, occupation et résidence de la personne qui a retiré le dit dépôt.

4. Copie de toute lettre, instruction ou document ordonnant le paiement du dit dépôt.

5. Copie de toutes lettres, documents ou papiers, concernant le dit dépôt et y relatif, et de toute correspondance au sujet du dit dépôt entre le gouvernement de cette province ou aucun de ses membres et toute autre personne.

El alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 29 Janvier 1890.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Rocheleau,—la pétition de Georges Wilfrid Parent et autres, de la cité de Montréal.

Par M. de Grosbois,—la pétition Georges Daveluy, de la cité de Montréal.

Par M. Tourigny,—la pétition de N. Doucette et autres, de Saint-Grégoire le Grand Comté de Nicolet.

Par M. Cameron,—la pétition de William Orr et autres, du canton de Havelock,—la pétition du Conseil municipal du canton de Franklin,—la pétition du Conseil municipal du canton de Hinchinbrooke,—la pétition de And. Oliver et autres, du canton de Hinchinbrooke,—la pétition de M. B. Saunders et autres, du village de Huntingdon,—la pétition du Conseil municipal du canton de Hmimingford,—la pétition du Conseil municipal de la paroisse de Sainte-Barbe,—la pétition de J. N. Masson et autres, de la paroisse de Saint-Anicet,—la pétition de John Taillon et autres du township de Dundee,—la pétition du Conseil municipal du canton de Dundee,—la pétition de James Hamilton et autres, du canton de Elgin,—la pétition de J. W. Wilson et autres, du canton de Elgin,—et la pétition du conseil municipal du canton de Godmanchester.

Par l'honorable M. Rhodes,—la pétition de Evan John Price et autres, de la paroisse de Sillery.

Par M. Casgrain,—la pétition de Charles Baillargé et autres, ingénieurs civils.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue :

De la Corporation de l'Université McGill ; demandant que le bill reconnaissant le diplôme de bachelier ès-arts comme suffisant pour l'admission à l'étude des professions légale, notariale et médicale, devienne loi.

M. Cameron, du comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphonique, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill suivant, qu'il rapporte avec amendements à votre honorable Chambre :

Bill fusionnant la Compagnie dite *The Dominion Lime Company*, et la Compagnie connue sous le nom de "*The Dudswell Lime and Marble Company*."

Ordonné, Que l'honorable M. Rhodes ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Quebec and Boston Air line*.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendement :

Bill intitulé : " Acte pour pourvoir à l'opération immédiate de l'acte de cette province, 52 Victoria, chap. 4, intitulé : " Acte amendant la loi électorale de Québec, en étendant le droit de suffrage et amendant le Code municipal, en ce qui concerne la préparation du rôle d'évaluation. "

Et bill intitulé : " Acte concernant la largeur des chemins et rues dans les cités, villes et villages. "

Ordonné, Que M. Casgrain ait la permission de présenter un bill pour amender l'article 544 du Code municipal de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial pour prendre en considération tous les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. deGrosbois ait la permission de présenter un bill pour amender l'article 1001a du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial pour prendre en considération tous les amendements proposés au Code municipal, et la 45e règle de cette Chambre est suspendue en autant qu'elle se rapporte à ce bill.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 janvier 1890, pour copie de la correspondance échangée entre l'honorable Premier ministre de la province de Québec et M. Faucher de Saint-Maurice, député, à propos d'une allocation à être accordée au couvent et au collège de St-Michel de Bellechasse (*Documents de la session, No. 78.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 20 janvier 1890, demandant copie des lettres d'instruction ou ordres en conseil, nommant un ou des commissaires, "pour étudier les inconvénients du système actuel quant au choix, l'organisation et aux traitements du jury," et de tous les rapports faits au gouvernement à ce sujet, avec un état des dépenses encourues à ce sujet. (*Documents de la session, No. 79a.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée Législative, du 23 janvier 1890, demandant copie des instructions données à M. Lavoie, du Département des terres de la Couronne, en rapport avec sa mission ou voyage dans le comté de Rimouski, durant les mois de novembre et décembre derniers; copie de son rapport et état des sommes payées ou remises par lui. (*Documents de la session, No. 80.*)

Sur motion de M. LeBlanc, secondé par M. Casgrain,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant toutes les sommes payées par le gouvernement et tous les bureaux sous le contrôle du gouvernement, ou de ses officiers, soit pour frais d'impression et d'annonces, soit pour tout autre objet, à tout imprimeur propriétaire de journal, compagnie d'imprimerie et établissement d'imprimerie, dans les villes de Montréal, Québec, Trois-Rivières, Berthier, St-Hyacinthe, St-Jean, Hull et Sherbrooke, depuis le premier janvier 1884.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des sommes dépensées par le gouvernement dans le comté d'Yamaska, depuis le mois de janvier 1887, jusqu'à ce jour, constatant pour quels travaux ces sommes ont été payées; les noms des conducteurs et ouvriers sur ces travaux, avec leur salaire respectif.

Sur motion de M. Nantel, secondé par M. Faucher de Saint-Maurice,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une liste de tous les ouvrages littéraires, scientifiques et autres, achetés par le gouvernement, depuis janvier 1887, pour distribuer soit aux écoles, soit aux membres de la Législature; la dite liste mentionnant:

1. Le nombre d'exemplaires et le prix total payé ou dû pour chaque ouvrage.
2. La manière dont chaque ouvrage a été payé, c'est-à-dire si c'est en argent comptant ou par lettres de crédit.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Maison de Charité de Sainte-Cunégonde; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Déchène (l'Islet) fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill concernant la partie démembrée de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation les Sœurs du Précieux Sang des Trois-Rivières ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pilon fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill légalisant le mariage et le contrat de mariage d'Aimé Bourassa et de Purissima Robert ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. David fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le bill constituant en corporation la Compagnie de pouvoirs hydrauliques de Coaticook est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques et compagnies minières et manufacturières.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill érigeant la paroisse de Sainte-Christine en municipalité locale, pour les fins municipales et scolaires, et l'annexer, dans le même but, au comté de Bagot.

Et bill amendant les lois concernant la Corporation de la cité de Québec.

L'honorable M. Shehyn met devant la Chambre,—État des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 18 janvier 1889 au 27 janvier 1890, tel que requis par l'article 633 des Statuts refondus de la province de Québec. (*Document de la session, No. 81.*)

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par M. Nantel,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement et certaines personnes, à propos de rapports soi-disant faux, faits sur les opérations de fabriques de beurre et de fromage, sises dans la province de Québec.

Sur motion de M. Bazinet, secondé par M. Pilon,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport de M. Aylen.,
 commissaire enquêteur *re* Langis *et al.*, et A. P. Garon, magistrat de district de Rimouski.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill portant reconnaissance du degré de bachelier ès-arts pour l'admission à l'étude du droit, du notariat et de la médecine étant lu ;

M. Hall propose, secondé par M. England,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Rhodes,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Picard</i>	<i>Tessier (Portneuf)—29.</i>
<i>En land,</i>	<i>McShane,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Bazinet,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Tessier (Rimouski)</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Deschênes (Témisc.),</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turcotte—24.</i>

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant proposée,—Que le dit amendement soit lu la seconde fois ;

L'honorable M. Pelletier propose, comme amendement, secondé par M. Beauchamp, que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots : " le dit bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de toute la Chambre avec instruction de l'amender, de manière à ajouter au premier paragraphe de l'article 3593, les mots suivants " pourvu que cette université se soit confor-
 " mée aux règlements qui pourraient être passés à ce sujet par le conseil général du
 " barreau, la chambre des notaires et le collège des médecins."

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin.

Jeudi, 30 janvier 1890.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Deschênes (Témisc.)</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dunais,</i>	<i>Legrès,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turcotte—26.</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gladu,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>McShane,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Rhodes,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>England,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Taillon et</i>
			<i>Tessier (Portneuf)—28.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

Le dit amendement est, en conséquence, lu la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans le dit amendement ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

L'Honorable Trésorier Shehyn remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

A. R. Angers

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1890 ; et, conformément aux dispositions de la section 54 de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, il recommande ce budget à la considération de la Chambre. (*Documents de la session, No. 1.*)

HOTEL DU GOUVERNEMENT,

Québec, ce 29 janvier 1890.

Ordonné, Que les dits message et budget soient renvoyés au comité des subsides.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'élection pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Résolution à rapporter,

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Boyer fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu aujourd'hui.

M. Boyer informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Jeudi, 30 janvier 1890.

M. l'Orateur met devant la Chambre, l'état des affaires, de l'Union St. Joseph de St. Jean-Baptiste de Québec pour l'année 1889. (*Documents de la session, No. 8.*)

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. Flynn,—la pétition de Antoine Painchaud et autres, arpenteurs géomètres de la province de Québec.

M. Lafontaine, du comité permanent des Bills privés, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, qu'il rapporte sans y avoir fait d'amendements :

Bill ratifiant et validant un certain acte de compromis, cession et transport entre la congrégation du Très-Saint-Rédempteur à Sainte-Anne de Beaupré et les francs-tenanciers de la paroisse de Sainte-Anne de Beaupré.

Bill autorisant Charles L. de Martigny, ès-qualité, et autres, à emprunter et à hypothéquer les immeubles de la succession de feu l'honorable Charles Rodier.

Bill modifiant l'acte 14-15 Victoria, chapitre 176, concernant les biens temporels de l'Eglise unie d'Angleterre et d'Irlande, dans le diocèse de Montréal.

Votre comité a aussi examiné le bill autorisant le Conseil municipal de la paroisse de Saint-Raphaël de l'Île Bizard à construire un pont en fer, auquel il a fait quelques amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. Bisson, du comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi E. H. Bisson, écuyer, pour son président, et il recommande que son quorum soit réduit à cinq membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Cameron, du comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill suivant, qu'il rapporte avec amendements à votre honorable Chambre :

Bill incorporant la Compagnie dite "*The Coaticook Water Power Company.*"

Ordonné, Que M. McIntosh ait la permission de présenter un bill amendant les articles 561 et 563 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill amendant l'article 774 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill amendant le Code civil du Bas-Canada relatif au domicile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

Ordonné, Que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill amendant certaines parties du code municipal, relatives aux cours d'eau municipaux.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. Lemieux ait la permission de présenter un bill pour pourvoir à l'empierrement de partie de chemin, depuis Saint-Joseph de Lévis jusqu'à et y compris partie de Beaumont, et pour permettre aux syndics des chemins à barrières de la rive sud d'émettre des débetures à cette fin.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Lussier ait la permission de présenter un bill amendant le Code civil, relatif aux certificats d'enregistrement dans certains cas.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

Ordonné, Que M. Lussier ait la permission de présenter un bill pour rendre général le mode de tenir les index aux immeubles, introduit par la loi relative à l'inspection des bureaux d'enregistrement.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

Sur motion de M. David, secondé par M. Boyer,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous documents et correspondances concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, excepté pour le comté de Terrebonne, au sujet duquel la correspondance a déjà été produite.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous ordres en conseil et de toutes correspondances échangées entre les deux gouvernements fédéral et provincial et de tous autres documents relatifs à la frontière nord de la province de Québec.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 16 janvier 1889, pour une copie des listes de paie, avec une liste des noms et du salaire des employés qui ne sont pas généralement donnés sur ces listes de paie, pour tous les employés des palais de justice de Montréal, Québec et de Trois-Rivières, pour le mois de décembre 1888. (*Documents de la session*, No. 82.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 25 février 1889, pour une copie de la correspondance échangée entre M. Faucher de St-Maurice et l'honorable Premier ministre, à propos d'une allocation à être donnée au collège de St-Michel de Bellechasse, dans le but de favoriser l'instruction dans le comté de Bellechasse. (*Documents de la session*, No. 83.)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 24 janvier 1890, pour copie de toutes requêtes, lettres et autres documents reçus par le gouvernement ou l'un quelconque de ses membres, pendant et depuis la dernière session, relativement à la création d'une cour de magistrat de district, à Shawville, P. Q. (*Documents de la session*, No. 84.)

L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill portant reconnaissance du degré de bachelier ès-arts pour l'admission à l'étude du droit, du notariat et de la médecine, étant lu ;

M. Hall propose, secondé par M. England,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte électoral de Québec, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender la loi électorale de Québec, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés à un comité de toute la Chambre pour demain, savoir :

Bill amendant l'acte 48 Vict., chap. 36, concernant l'association pharmaceutique de la province de Québec.

Et bill concernant l'expropriation.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill à l'effet d'amender la loi relative aux chemins et rues, dans les cités et villes, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant le Code de procédure civile, relativement à la révision et à l'exécution des jugements, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant le Code de procédure civile, de manière à permettre de prendre la preuve par sténographie dans les causes *ex-parte*, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

Sur motion de l'honorable M. Robertson secondé par M. Shehyn,

Résolu, nemine contradicente, Que la Chambre a appris, avec un profond regret, la mort de M. Gaspard Drolet, auditeur de la province, depuis la confédération, période de 23 années ; il fut un employé intègre, fidèle et capable, jouissant de la confiance, de l'estime et du respect de tous ceux qui l'ont connu pendant la longue durée de sa tenure d'emploi ;

Que la Chambre, désireuse de reconnaître la grandeur de la perte qu'ont subie le service administratif, l'Assemblée législative et le public, exprime l'espoir que le gouvernement se montrera libéral au sujet de la rémunération et de la pension à accorder à la veuve et à la famille du défunt ;

Que, de plus, la Chambre désire exprimer à madame Drolet et à sa famille sa vive sympathie à l'occasion de la perte irréparable qu'elles viennent de faire, et qu'une copie de la présente résolution soit adressée à la famille par le Greffier.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill concernant la partie démembrée de la paroisse de Saint-Jean-Baptiste de Montréal, et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Dostaler fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amalgamant la Compagnie dite "*The Dominion Lime Company*" et la Compagnie connue sous le nom de "*The Dudswell Lime and Marble Company*;" et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil; et M. Owens fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le bill constituant en corporation l'Association des ouvriers de Lévis est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois, et renvoyé au comité permanent des bills privés.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois; et renvoyés au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphonique, et compagnies minières et manufacturières:

Bill incorporant "*The Consumer's gaz Company of Quebec*."

Et bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de *Quebec and Boston Air Line*.

Sur motion de M. Martin, secondé par M. Duplessis,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—le rapport spécial de M. Charles Jangelier, commissaire, daté de ce jour, au sujet de la section K du chemin de fer de la Baie des Chaleurs et la liste des travailleurs, avec les montants dûs à chacun.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil exécutif de cette province.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaines résolutions, rapportées du comité de toute la Chambre, mardi le 28 du courant, relatives aux jurés et aux témoins de la couronne, étant lu;

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Turcotte ait la permission de présenter un bill amendant les lois relatives aux jurés et à l'indemnité des témoins de la couronne.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaine résolution relative à la coupe du bois marchand, dans certains cas, étant lu;

M. l'Orateur (sur l'objection de l'honorable M. Gagnon, faite, mardi le 28 janvier courant, à l'amendement proposé à la question "Que la résolution relative à la coupe du bois marchand dans certains cas soit maintenant lue la seconde fois;" et lequel amen-

dement était que tous les mots après "maintenant" soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "renvoyée de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender de manière à ce qu'il soit dit expressément que le droit que cette résolution tend à donner à une personne, munie de licence de couper le bois marchand, durant trente mois, à compter du billet de location, ne s'applique pas non seulement en dehors de ces réserves forestières, mais même aux parties de ces terres sous licence, sur lesquelles il ne pousse pas de bois marchand, de pin ou d'épinette, et qui sont susceptibles de défrichement, lesquelles parties de terres sont exceptées des réserves forestières, en vertu de l'acte 46 Vict., chap. 9, section 1." ; et —laquelle objection était,—Que l'amendement est contraire aux règlements de cette Chambre, en autant qu'il tend à enlever à la couronne des droits et des revenus plus étendus que ceux dont il est question dans la motion principale,) décide comme suit :

"La résolution qui est soumise à la Chambre se lit comme suit :

"*Résolu*, Que le droit d'une personne, munie de licence de couper, en vertu d'icelle, le bois marchand sur tout lot vendu pour les fins de colonisation et de culture qui est compris dans telle licence, durant trente mois à dater du billet de location, d'après la section 3 de l'acte 52 Victoria chapitre 16, ne s'applique qu'aux lots vendus dans les limites territoriales des réserves de forêts établies en vertu des arrêtés en conseil du dix septembre 1883 et du dix janvier 1884."

Cette résolution restreint le délai de 30 mois actuellement existant en faveur du propriétaire de licence pour couper le "*bois marchand*" sur les lots extraits de sa licence, et vendus pour les fins de colonisation ou de culture, à l'étendue des réserves forestières qui avaient été établies par les arrêtés en conseil cités dans cette résolution.

L'article 1341 des statuts refondus donne la définition précise de l'expression "*bois marchand*" dans les termes suivants : "Les mots "*bois marchand*" signifient le pin blanc, le pin rouge, l'épinette et le tamarac, le merisier, le bouleau et le frêne."

La mesure ministérielle maintient donc la réserve des 30 mois en faveur des propriétaires de licence sur tous les lots situés dans l'étendue des anciennes réserves forestières, où se trouvent les espèces de bois ci-dessus énumérées, et la couronne conserve son droit de percevoir de ces propriétaires de licences la rente foncière, etc., sur les lots ainsi soumis à cette réserve des 30 mois.

L'amendement de M. Poupore propose de restreindre ce privilège du propriétaire de licence aux lots situés dans des anciennes réserves forestières, sur lesquels pousse le "*bois marchand de pin et d'épinette*," seulement, et enlève, par conséquent, à la couronne, le revenu provenant de la rente foncière, etc., exigible sur les lots où croissent les autres essences forestières énumérées dans l'article 1341, plus haut cité.

Je considère donc que cet amendement est sujet aux mêmes objections que celles qui ont motivé la décision que j'ai rendue dans la séance du 28 janvier courant, à l'égard de l'amendement proposé par l'honorable M. Flynn, lorsque la seconde lecture de la résolution en question fut proposée.

Et la question étant proposée,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ;

M. Duplessis propose comme amendement, secondé par M. McIntosh, que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "il soit résolu : que le gouvernement en persistant à conserver en faveur du porteur de licence le droit de couper, pendant trente mois, le bois marchand sur la terre d'un colon, dans les limites des réserves forestières, ne réalise pas les espérances qu'il a cherché à donner à ses amis et au pays en général, lorsqu'il a soutenu et fait adopter à la dernière session (page 97, Journaux de cette Chambre de 1889) une motion à l'effet suivant : "tout en concourant dans le rapport du comité général, cette Chambre espère que, quand un essai loyal aura été fait

“ de la loi actuelle, le gouvernement fera retrancher l'article 1343 des statuts refondus de la province de Québec, s'il est démontré que les colons en souffrent ou qu'il entrave la colonisation.”

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

Vendredi, 31 janvier 1890.

Et le débat se continuant ;

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn, Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Vendredi, 31 janvier 1890.

Un message de Son honneur le Lieutenant-Gouverneur, par Samuel Staunton Hatt, écuyer, gentilhomme huissier à la Verge Noire :

M. l'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur désire la présence immédiate des membres de cette honorable Chambre, dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus à la salle des séances du Conseil législatif ; et étant de retour :

M. l'Orateur fait rapport que, conformément aux ordres de Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, la Chambre s'est rendue auprès de Son Honneur dans la salle des séances du Conseil législatif où il a plu à Son Honneur de donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale au bill suivant : “ Acte pour pourvoir à l'opération immédiate de l'acte de cette province, 52 Vict., chap. 4, intitulé : “ Acte amendement la loi électorale de Québec, en étendant le droit de suffrage, et amendement le Code municipal en ce qui concerne la préparation du rôle d'évaluation.”

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Lemieux, — la pétition de Nolan DeLisle et autres.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Evan John Price et autres, de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery ; demandant que certaines dispositions contenues dans le bill pour amender la charte de la cité de Québec, ne deviennent pas loi.

De George Wilfrid Parent et autres, de la cité de Montréal ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de “ Compagnie de Montréal Sud et Longueuil.”

De George Daveluy, de la cité de Montréal ; demandant un acte autorisant le barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat.

De Napoléon Doucette et autres, tous cultivateurs de Saint-Grégoire le Grand, comté de Nicolet ; demandant que le montant de leur salaire leur soit payé à même le subside accordé à la " Compagnie de chemin de fer Le Grand Oriental."

Du Conseil municipal du canton de Franklin,—de William Orr et autres, du canton Havelock,—du Conseil municipal du canton de Hinchinbrooke,—du Conseil municipal du canton de Hemmingford,—de W. B. Saunders et autres, du village de Huntingdon,—de And. Oliver et autres, du canton de Hinchinbrooke,—du Conseil municipal de la paroisse de Sainte-Barbe,—de J. M. Masson et autres, de la paroisse de Saint-Anicet,—de John Taillon et autres, du canton de Dundee,—du Conseil municipal du canton de Dundee,—de James Hamilton et autres,—et de J. W. Wilson autres, du canton de Elgin,—du Conseil municipal du canton de Godmanchester ; demandant que le bill (No. 102) intitulé : " Acte étendant la juridiction territoriales de la Cour de Circuit du district de Montréal," devienne loi.

De Chs. Baillargé et autres, ingénieurs civils ; demandant que le bill (No. 45) amendement la loi relative aux arpenteurs et arpentages, ne devienne pas loi.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte amendement la loi de la chasse de Québec."

Bill intitulé : " Acte concernant le fonds de revenu et de placement d'éducation supérieure, et amendement l'acte 51-52 Victoria, chapitre 13, intitulé : " Acte relatif au règlement de la question des biens des Jésuites."

Et bill intitulé : " Acte amendement la loi des licences de Québec."

M. Lafontaine, du comité permanent des Bills privés, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill autorisant la vente de certains immeubles substitués par Alpheus Kimpton et *uxor*, et a l'honneur de rapporter le dit bill, sans amendement.

Ordonné, Que M. Lemieux ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de colonisation des comtés de Nicolet, d'Arctabaska, de Lotbinière et de Lévis.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Faucher de St-Maurice ait la permission de présenter un bill amendement le Code municipal, relativement aux chemins d'hiver.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. Déchêne (l'Islet) ait la permission de présenter un bill amendement l'article 2320 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. Cameron, du comité permanent des Chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a pris en considération le bill suivant qu'il rapporte sans amendement, et qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill amendant la charte de la compagnie dite "*The Quebec Central Railway Company*."

Votre comité a de plus l'honneur de faire rapport qu'il a pris en considération le bill suivant, qu'il rapporte, avec amendements :

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin fer de colonisation de Montfort.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable M. Shehyn propose, secondé par l'honorable M. Mercier,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Desjardins propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

"Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté pour les besoins du service public dans cette province, mais elle regrette de constater de nouveau, par le budget supplémentaire pour l'exercice finissant le 30 juin 1890, que le gouvernement persiste à manquer aux promesses d'économie qu'il a faites aux électeurs, et qu'il continue à augmenter les dépenses d'une manière extravagante ;

"Que, par le budget général, le budget supplémentaire et les mandats spéciaux de 1889-90, le gouvernement se fait autoriser à déboursier, pour les dépenses imputables au revenu, la somme totale de \$3,784,405.78, qui, comparée au montant de \$3,032,607.25 dépensé en 1885-86, fait ressortir l'augmentation alarmante de \$751,798.53 ;

"Que, surtout pour les chapitres des dépenses les plus facilement contrôlables, il y a dans les crédits demandés par le gouvernement, comparés aux déboursés encourus pour les même fins en 1885-86, une augmentation extraordinaire que les besoins du service public ne peuvent justifier, comme il appert par les chiffres officiels suivants :"

Législation 1889-90.....	\$ 229,642 50
do 1885-86.....	181,987 75
Augmentation.....	\$ 47,654 75
Gouvernement civil 1889-90.....	\$ 245,549 50
do 1885-86.....	183,675 41
Augmentation.....	\$ 61,874 09
Administration de la justice 1889-90.....	\$ 419,170 98
do do 1885-86.....	\$ 363,746 48
Augmentation.....	\$ 55,424 50
Travaux et edifices publics 1889-90.....	\$ 136,713 88
do do 1885-86.....	82,584 40
Augmentation.....	\$ 54,129 48

Département des Terres de la Couronne 1889-90.....	\$ 239,832 20
do do 1885-86.....	130,000 00
Augmentation.....	\$ 109,832 20

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill ratifiant et validant un certain acte de compromis, cession et transport entre la Congrégation du Très Saint Rédempteur, de Ste-Anne de Beaupré, et les francs-tenanciers de la paroisse de Ste-Anne de Beaupré ; et après avoir siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil ; et M. Faucher de Saint Maurice fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant M. Charles L. de Martigny es-qualité et autres à emprunter et à hypothéquer les immeubles de la succession de feu l'honorable Charles S. Rodier ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant le conseil municipal de la paroisse de St. Raphaël de l'Ile Bizard à construire un pont en fer ; et après avoir siégé ainsi quelques temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil ; et M. Pilon fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie dite "The Coatisooke Water Power Company ;" et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Spencer

fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill changeant le nom de la municipalité du village de la Côte St-Antoine, constituant le dit village en corporation et pour d'autres fins.

Bill permettant à l'évêque métropolitain de l'église d'Angleterre, dans la province ecclésiastique du Canada, de conférer certains degrés en théologie dans la province de Québec.

Et bill constituant la ville de Ste Cunégonde en corporation de cité.

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé, aujourd'hui, à la question portant, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, (pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides), lequel amendement comporte que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette de constater de nouveau, par le budget supplémentaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1890, que le gouvernement persiste à manquer aux promesses d'économie qu'il a faites aux électeurs, et qu'il continue à augmenter les dépenses d'une manière extravagante ;

" Que, par le budget général, le budget supplémentaire et les mandats spéciaux de 1889-90, le gouvernement se fait autoriser à déboursier, pour les dépenses imputables au revenu, la somme totale de \$3,784,405.78, qui, comparée au montant de \$3,032,607.25 dépensé en 1885-86, fait ressortir l'augmentation alarmante de \$751,798.53.

" Que, surtout pour les chapitres des dépenses les plus facilement contrôlables, il y a dans les crédits demandés par le gouvernement, comparés aux déboursés encourus pour les mêmes fins en 1885-86, une augmentation extraordinaire que les besoins du service public ne peuvent justifier, comme il appert par les chiffres officiels suivants :

Législation 1889-90.....	\$ 229,642 50
do 1885-86.....	181,987 75
Augmentation.....	\$ 47,654 75
Gouvernement civil 1889-90.....	\$ 245,549 50
do 1885-86.....	183,675 41
Augmentation.....	\$ 61,874 09
Administration de la justice 1889-90.....	\$ 419,170 98
do do 1885-86.....	363,746 48
Augmentation.....	\$ 55,424 50
Travaux et Edifices publics 1889-90.....	\$ 136,713 88
do do 1885-86.....	\$ 82,584 40
Augmentation.....	\$ 54,129 48

Département des Terres de la Couronne 1889-90.....	\$ 239,832 20
do do 1885-86.....	\$ 130,000 00
Augmentation.....	\$ 109,832 20

Et le débat se continuant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin ;

Samedi, 9 mars 1889.

Et l'amendement étant mis aux voix — la Chambre se divise ; et les noms étant demandé, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens</i>	<i>Taillon—11.</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bazinet,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dumaïs,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shekyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier (Portneuf) et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Trudel—26.</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Lafontaine,</i>		

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;
Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole des Frères de l'Islet ; pour l'année finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de la cité de Saint-Jean.—Indemnité

pour pertes occasionnées par l'incendie de 1876, conformément aux promesses du gouvernement, faites en 1885, à l'occasion du règlement du fonds d'emprunt municipal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

M. Murphy informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 3 Février 1890.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Murphy,—la pétition de la Compagnie du Gaz de Québec.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Antoine Painchaud et autres, arpenteurs géomètres ; demandant que le bill amendant la loi relative aux arpenteurs et arpentages, ne devienne pas loi.

De Nolan De Lisle et autres ; demandant un acte les autorisant à faire un emprunt et à hypothéquer certaines propriétés substituées.

M. l'Orateur met devant cette Chambre—Etat des affaires de l'Hopital Général de Pembroke, pour l'année 1889. (*Documents de la session No. 8.*)

Ordonné, Que M. Tessier (Portneuf) ait la permission de présenter un bill amendant les articles 375 et 721 du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que la 45ème règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport à ce bill et qu'il soit renvoyé au comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le bill modifiant l'acte 14-15 Vict., chap. 176, concernant les biens temporels de l'église unie d'Angle terre et d'Irlande, dans le diocèse de Montréal ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Spencer fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit " Acte modifiant l'acte 14-15 Victoria, chapitre 176, concernant les biens temporels de l'Eglise unie d'Angleterre et d'Irlande, dans le diocèse de Montréal."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le bill amendant la charte de la Compagnie de chemin de fer du Québec Central ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'Ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant la vente de certains immeubles substitués par Alpheus Kimpton et uxor ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill autorisant Marie Louise Priscille Benoit à hypothéquer certains immeubles.

Bill constituant en corporation le Révérend Ambroise Fafard, Ptre, dans un but de charité, sous le nom de " l'Hospice Sainte-Anne de la Baie St. Paul."

Bill constituant en corporation l'Ecole vétérinaire française de Montréal.

Bill constituant en corporation la ville de Buckingham.

Bill amendant l'acte constituant en corporation la Compagnie d'entrepôt de Montréal.

Bill portant refonte de la loi organique de l'Union Saint Pierre de Montréal) 52 Vict., chap. 94) et des loi qui l'amendent.

Bill autorisant l'admission de Joseph Alfred Hamelin, docteur en médecine, au nombre des membres du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Et bill constituant en corporation la Société Bienveillante de St. Roch.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières :

Bill constituant en corporation la Compagnie des conduits souterrains de Montréal.

Et bill constituant en corporation le chemin de fer de colonisation des comtés de Nicolet, Arthabaska, Lotbinière et Lévis.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. LeBlanc,—Le gouvernement a-t-il fait remise aux différentes municipalités du comté de Shefford, des sommes dues par elles au fonds d'emprunt municipal ?
Si non, quand fera-t-il telle remise ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—1. Non ;
2. Sous sérieuse considération.

Par M. McIntosh,—Quel est le traitement que le gouvernement a payé à M. J. A. Mercier, frère de l'honorable Premier Ministre, comme secrétaire des écoles du soir, à Montréal ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—C'est la première fois que nous entendons parler de cela ; le gouvernement n'a jamais fait telle nomination.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Lafontaine,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une liste de toutes les personnes auxquelles il est payé des pensions, soit à titre d'officiers du service civil en retraite, soit à titre de représentants légaux d'officiers publics décédés, avec indication, dans chaque cas, des sommes qui avaient été versées au fonds de pension par chacun de ces employés jusqu'à la date où la pension a commencé à courir, et le montant, aussi dans chaque cas, de la pension annuelle payée, et durant combien d'années cette pension a été payée.

2. Liste de tous les officiers du service civil actuellement inscrits sur la liste du fonds de pension, avec indication, dans chaque cas, du montant total versé, jusqu'au 1er janvier 1890, au fonds de pension, et indication de la pension annuelle qu'aurait eue, à la même date, chacun de ces officiers, s'il eut été mis à la retraite.

Sur motion de M. David, secondé par M. Lafontaine,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement et le protonotaire de Montréal, relativement aux causes de la diminution du nombre des divisions de la cour supérieure.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Basinet.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état montrant la superficie des terrains de la Couronne sur lesquelles des permis de coupe de bois ont été vendus durant les années 1880, 1881, 1884, 1888 et 1890 ; aussi le produit de chaque vente, le montant payé et la balance non payée.

Sur motion de M. David, secondé par M. Lafontaine,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—les correspondances et documents, relatifs à la loi des licences, et en particulier à l'opportunité d'appliquer, dans cette province, le système de la licence élevée.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par M. Desjardins,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des paiements faits à même la somme de \$10,000, mentionnée à l'item 256 du budget pour 1889-1890 (chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, construction.)

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toutes requêtes et de toute correspondance, depuis le 17 du mois de janvier 1889, au sujet de la demande d'aide pour la construction de ponts en fer.

2. Copie de tous les ordres en Conseil, soumissions, contrats et rapports d'inspection, depuis la même date.

3. Un état détaillé des sommes octroyées, payées ou payables, pour la construction de tels ponts, ainsi que toutes les autres dépenses incidentes.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—1. un état indiquant les noms et résidences des directeurs, du président, du vice-président et du secrétaire, s'ils ont été élus, ainsi que tous les actionnaires de la "Compagnie du chemin de fer de la ligne courte de la Péninsule et de Gaspé," avec mention, en regard du nom de chaque tel actionnaire, du montant des actions par lui souscrites, et du montant payé, et du montant des actions libérées qui peuvent lui avoir été accordées.

2. Copie de toutes les requêtes, résolutions et lettres demandant au gouvernement une subvention en terres ou en argent, pour aider à la construction de tel chemin, et copie de toute autre correspondance sur le même sujet.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Murphy, secondé par M. Robidoux.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, concernant le dernier éboulement de la rue Champlain, des ordres en Conseil relatifs au même objet et de tous les documents qui s'y rapportent.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Rhodes,

Ordonné que l'honoraire de \$200, payé sur le bill ratifiant et validant un certain acte de compromis, cession et transport, entre la Congrégation du Très Saint-Rédempteur de Sainte-Anne de Beaupré et les francs-tenanciers de la paroisse de Ste. Anne de Beaupré, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendement l'acte 48 Vict., chap. 36, concernant l'Association pharmaceutique de la province de Québec; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Déchêne (l'Islet), fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill concernant l'expropriation; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gladu fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Le bill concernant le département de l'agriculture et des travaux publics est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour demain.

L'ordre du jour appelant la seconde lecture du bill pour lever des doutes relativement à l'application de la loi concernant l'expropriation dans la cité de Montréal étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaine résolution concernant la Frontière Nord de la province de Québec, étant lu ;

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Blanchet,

Résolu, *nemine contradicente*, que cette Chambre se forme immédiatement en tel comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que le douzième jour d'avril, mil huit cent quatre-vingt-six, un comité spécial, composé de certains Membres de cette Chambre, fut nommé pour prendre en considération la question des limites nord et nord-ouest de la province de Québec, et les mesures nécessaires pour que les dites limites comprennent les territoires auxquels elle a droit en constatant et définissant ces droits ;

Attendu que le dit comité a, le quatorzième jour de juin, mil huit cent quatre-vingt-six, fait rapport à cette Chambre, des conclusions auxquelles il en était arrivé au sujet des questions qui lui avaient été soumises, comme suit :

" Votre comité est d'opinion que les limites ouest, nord et est de la province sont et " doivent être reconnues, fixées et déterminées comme suit :

" Tout le pays compris, vers l'ouest, par la prolongation de la ligne frontière ac-
" tuelle entre Ontario et Québec, jusqu'à la rencontre de la rive sud de la Baie James,
" par le littoral de cette même baie jusqu'à l'embouchure de la rivière East Main ; vers
" le nord par la rive droite de cette même rivière, de son embouchure jusqu'à sa source ;
" de ce point, encore vers le nord, par une ligne allant frapper les eaux les plus septen-
" trionales du grand fleuve des Esquimaux-Ashuanipi ou Hamilton et, par la rive gau-
" che de ce même fleuve jusqu'à son entrée dans la Baie du Rigolet (Hamilton inlet,) "
" vers l'est et le nord-est, par le méridien du point le plus oriental des sources de la ri-
" vière Saint-Paul ou Petite Esquimaux, et, par cette même rivière, vers l'est, jusqu'au
" 52e degré de latitude nord, et suivant ce parallèle, jusqu'à la rencontre du méridien de
" l'anse au Blanc Sablon, frontière actuellement reconnue de la province de Québec.

" C'est pourquoi, votre comité recommande à cette honorable Chambre de passer
" des résolutions à l'effet de demander au gouvernement fédéral d'adopter ou de faire
" adopter telles mesures qui seront jugées nécessaires pour fixer et déterminer d'une
" manière définitive comme appartenant à, et comme faisant partie de la province de
" Québec, toute la contrée renfermée dans les limites plus haut mentionnées ; "

Attendu que le dix-neuvième jour de juin, mil huit cent quatre-vingt-six, cette Chambre donna son concours au rapport du dit comité spécial, et résolut :

" Qu'attendu que les frontières nord-ouest et est de la province de Québec n'ont
" jamais été déterminées dans toute leur étendue d'une manière claire, distincte et
" précise ;

" Que cette incertitude au sujet surtout de la partie nord de nos frontières, et cette
" absence de bornes reconnues et établies au delà de tout doute, sont de nature à créer,
" dans l'avenir, des difficultés et des embarras sérieux au gouvernement de cette pro-
" vince ;

" Attendu qu'il est important de mettre fin à un état de chose aussi préjudiciable
" aux meilleurs intérêts de notre province, tant au point de vue du développement des
" ressources importantes de cette partie du pays, que de l'administration de la justice,

“ du progrès de la colonisation, du maintien de l'ordre et de la paix, de la sauvegarde et
“ de la garantie des droits des citoyens sur la propriété privée dans cette région.

“ *Résolu*, Que, dans l'opinion de cette Chambre, les frontières ouest, nord et es
“ de la province de Québec sont et doivent être fixées et déterminées comme suit :

“ Tout le pays compris, vers l'ouest, par la prolongation de la ligne frontière ac-
“ tuelle, entre Ontario et Québec, jusqu'à la rencontre de la rive sud de la Baie James,
“ par le littoral de cette même baie, jusqu'à l'embouchure de la rivière East-Main ; vers
“ le nord, par la rive droite de cette même rivière, de son embouchure jusqu'à sa source ;
“ de ce point encore vers le nord, par une ligne allant frapper les eaux les plus septen-
“ trionales du Grand Fleuve des Esquimaux—Ashuanipi ou Hamilton—et, par la rive
“ gauche de ce même fleuve jusqu'à son entrée dans la baie du Rigolet, (Hamilton
“ inlet) ; vers l'est et le nord-est, par le méridien du point le plus oriental des sources de
“ la Rivière St-Paul—ou Petite Esquimaux,—et par ce même rivière, vers l'est,
“ jusqu'au 52e degré de latitude nord, et, suivant cette parallèle jusqu'à la ren-
“ contre du méridien de l'Anse au Blanc Sablon, frontière actuellement reconnue de la
“ province de Québec ;

“ Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général de
“ la Puissance, basée sur les présentes résolutions, le priant d'adopter ou de faire adopter
“ les mesures nécessaires pour fixer et déterminer, d'une manière définitive, les dites
“ limites ouest, nord et est de la dite province de Québec, telles qu'indiquées dans ces
“ présentes résolutions ;”

Attendu que, le 29 d'avril 1889, la Chambre des Communes du Canada a

“ *Résolu*, Qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté, la priant de vouloir
“ bien faire soumettre une mesure au parlement du Royaume-Uni, déclarant et prescrivant
“ que les limites suivantes constituent les limites ouest, nord et est de la province de
“ l'Ontario, savoir :

“ Commencant au point où la frontière internationale entre les Etats-Unis d'Amé-
“ rique et le Canada, touche les côtes ouest du Lac Supérieur ; de là vers l'ouest le long
“ de la dite frontière jusqu'à l'angle nord-ouest du lac des Bois ; de là le long d'une ligne
“ tirée franc-nord jusqu'à ce qu'elle rencontre la ligne médiane du cours de la rivière
“ déversant les eaux du lac appelé lac Seul, soit au-dessus ou au-dessous de son confluent
“ avec le cours d'eau coulant du lac des Bois vers le lac Winnipeg ; et de là se dirigeant
“ vers l'est à partir du point auquel la ligne ci-dessous décrite rencontre la ligne médiane
“ du cours de la rivière en dernier lieu mentionnée, le long de la ligne médiane du cours
“ de la même rivière (soit qu'elle soit appelée rivière aux Anglais ou quant à la partie
“ située au-dessous du confluent, du nom de rivière Winnipeg) jusqu'au lac Seul ; et de
“ là le long de la ligne médiane du lac Seul jusqu'à la tête de ce lac, et de là par une
“ ligne droite jusqu'au point le plus près de la ligne médiane des eaux du lac St-Joseph ;
“ et de là le long de cette ligne médiane jusqu'à ce qu'elle touche le pied ou décharge de
“ ce lac, et de là le long de la ligne médiane de la rivière par laquelle les eaux du lac St-
“ Joseph se déchargent jusqu'à la rive de la partie de la Baie d'Hudson ; commu-
“ nément appelée Baie de James ; et de là, dans une direction sud-est en suivant la
“ dite rive jusqu'au point où une ligne tirée franc-nord, à partir de la tête du lac
“ Témiscamingue la rencontrerait ; et de là, dans une direction franc-sud, le long
“ de la dite ligne jusqu'à la tête du dit lac ; et delà, en suivant le chenal du milieu
“ du dit lac dans la rivière Ottawa ; et de là en suivant le milieu du chenal principal
“ de la dite rivière jusqu'à ce qu'elle rencontre la prolongation de la limite ouest
“ de la seigneurie de Rigaud, le dit milieu du chenal étant tel qu'indiqué sur
“ une carte de l'exploration du chenal à navires de l'Ottawa, dressée par Walter
“ Shanley, I. C., et approuvée par ordre du Gouverneur en Conseil, en date du 21 juillet
“ 1866 ; et de là, vers le sud en suivant la dite limite ouest de la seigneurie de Rigaud

“ jusqu'à l'angle sud-ouest de la dite seigneurie ; et de là, vers le sud, le long de la limite ouest de l'augmentation du township de Newton jusqu'à l'angle nord-ouest de la seigneurie de la Nouvelle Longueuil ; et de là, vers le sud-est, le long de la limite sud-ouest de la dite seigneurie de la Nouvelle Longueuil jusqu'à une borne en pierre sur la rive nord du lac Saint-François, tel qu'indiquée sur un plan de la ligne de séparation entre le Haut et le Bas Canada, fait en conformité de l'acte 23 Victoria, chapitre 21, et approuvé par ordre du Gouverneur en Conseil, en date du 16 mars 1861 ;”

Attendu que les autorités fédérales ont fait objection aux dites limites proposées ;

Attendu qu'il est expédient de modifier dans une certaine mesure les limites de la province ci-dessus décrites ;

Il soit en conséquence :

Résolu, Que, dans l'opinion de cette Chambre, la Frontière Nord de la province de Québec devrait être fixée et déterminée de la manière suivante :

“ A partir d'un point situé sur la côte sud de la Baie James coupé par une ligne courant vrai nord à partir de la tête du lac Témiscamingue ; de là au nord et à l'est en longeant les côtes de cette baie jusqu'à l'embouchure de la rivière East Main ; de là en montant et en suivant le centre de cette rivière vers l'est jusqu'à sa source sur une distance d'environ 480 milles ; de là par une ligne allant vers l'est sur un parcours de 140 milles, plus ou moins, pour rencontrer les eaux les plus proches de la rivière Ashuanipi ou Hamilton ; de là en descendant et en suivant le centre de cette rivière jusqu'au point d'intersection du territoire de Terre-Neuve, au Labrador ; et enfin en suivant les frontières, en dernier lieu mentionnées, vers le sud, jusqu'à Blanc-Sablon, sur la rive nord du golfe St-Laurent.”

Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général de la Puissance, basée sur la présente résolution, le priant d'adopter ou de faire adopter les mesures nécessaires pour fixer et déterminer, d'une manière définitive, les limites nord de la province de Québec, telles que indiquées dans la présente résolution.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. Flynn fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

L'honorable M. Flynn rapporte la résolution, en conséquence, laquelle est lue comme suit :

(EN COMITÉ)

Attendu que, le douzième jour d'avril, mil huit cent quatre-vingt-six, un comité spécial, composé de certains membres de cette Chambre fut nommé pour prendre en considération la question des limites nord et nord-ouest de la province de Québec, et les mesures nécessaires pour que les dites limites comprennent les territoires auxquels elle a droit en constatant et définissant ces droits ;

Attendu que le dit comité a, le quatorzième jour de juin, mil huit cent quatre-vingt-six, fait rapport à cette Chambre, des conclusions auxquelles il en était arrivé au sujet des questions qui lui avaient été soumises, comme suit :

“ Votre comité est d'opinion que les limites ouest, nord et est de la province sont et doivent être reconnues, fixées et déterminées comme suit :

“ Tout le pays compris, vers l'ouest, par la prolongation de la ligne frontière actuelle entre Ontario et Québec, jusqu'à la rencontre de la rive sud de la Baie James,

“ par le littoral de cette même baie jusqu'à l'embouchure de la rivière East Main ; vers
 “ le nord par la rive droite de cette même rivière, de son embouchure jusqu'à sa source ;
 “ de ce point, encore vers le nord, par une ligne allant frapper les eaux les plus septen-
 “ trionales du grand fleuve des Esquimaux-Ashuanipi—ou Hamilton—et, par la rive gauche
 “ de ce même fleuve jusqu'à son entrée dans la Baie du Rigolet (Hamilton inlet), vers
 “ l'est et le nord-est, par le méridien du point le plus oriental, des sources de la rivière
 “ Saint-Paul—ou Petite Esquimaux—et, par cette même rivière, vers l'est, jusqu'au 52e
 “ degré de latitude nord, et suivant cette parallèle, jusqu'à la rencontre du méridien de
 “ l'anse au Blanc Sablon, frontière actuellement reconnue de la province de Québec.

“ C'est pourquoi, votre comité recommande à cette honorable Chambre de passer
 “ des résolutions à l'effet de demander au gouvernement fédéral d'adopter ou de faire
 “ adopter telles mesures qui seront jugées nécessaires pour fixer et déterminer d'une
 “ manière définitive comme appartenant à, et comme faisant partie de la province de
 “ Québec, toute la contrée renfermée dans les limites plus haut mentionnées ; ”

Attendu que le dix-neuvième jour de juin, mil huit cent quatre-vingt-six, cette
 Chambre donna son concours au rapport du dit comité spécial, et résolut :

“ Qu'attendu que les frontières nord-ouest et est de la province de Québec n'ont
 “ jamais été déterminées dans toute leur étendue d'une manière claire, distincte et pré-
 “ cise ;

“ Que cette incertitude au sujet surtout de la partie nord de nos frontières, et cette
 “ absence de bornes reconnues et établies au delà de tout doute, sont de nature à créer,
 “ dans l'avenir, des difficultés et des embarras sérieux au gouvernement de cette pro-
 “ vince ;

“ Attendu qu'il est important de mettre fin à un état de choses aussi préjudiciable
 “ aux meilleurs intérêts de notre province, tant au point de vue du développement des
 “ ressources importantes de cette partie du pays, que de l'administration de la justice,
 “ du progrès de la colonisation, du maintien de l'ordre et de la paix, de la sauvegarde et
 “ de la garantie des droits des citoyens sur la propriété privée dans cette région :

“ Résolu, Que, dans l'opinion de cette Chambre, les frontières ouest, nord et est
 “ de la province de Québec sont et doivent être fixées et déterminées comme suit :

“ Tout le pays compris, vers l'ouest, par la prolongation de la ligne frontière actuelle,
 “ entre Ontario et Québec, jusqu'à la rencontre de la rive sud de la Baie James, par le
 “ littoral de cette même baie, jusqu'à l'embouchure de la rivière East Main ; vers le
 “ nord, par la rive droite de cette même rivière, de son embouchure jusqu'à sa source ;
 “ de ce point encore vers le nord, par une ligne allant frapper les eaux les plus septen-
 “ trionales du Grand Fleuve des Esquimaux—Ashuanipi ou Hamilton—et, par la rive
 “ gauche de ce même fleuve jusqu'à son entrée dans la baie du Rigolet, (Hamilton inlet) :
 “ vers l'est et le nord-est, par le méridional du point le plus oriental des sources de la
 “ Rivière St-Paul—ou Petite Esquimaux,—et par cette même rivière, vers l'est, jusqu'au
 “ 52e degré de latitude nord, et, suivant ce parallèle jusqu'à la rencontre du méridien
 “ de l'Anse au Blanc Sablon, frontière actuellement reconnue de la province de Québec ;

“ Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le gouverneur général de
 “ la Puissance, basée sur les présentes résolutions, le priant d'adopter ou de faire adopter
 “ les mesures nécessaires pour fixer et déterminer, d'une manière définitive, les dites
 “ limites ouest, nord et est de la dite province de Québec, telles qu'indiquées dans ces
 “ présentes résolutions ; ”

Attendu que, le 29 d'avril 1889, la Chambre des Communes du Canada a

“ Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Sa Majesté, le priant de vouloir
 “ bien faire soumettre une mesure au parlement du Royaume-Uni, déclarant et prescrivant
 “ que les limites suivantes constituent les limites ouest, nord et est de la province de
 “ l'Ontario, savoir :

“ Commencant au point où la frontière internationale entre les Etats-Unis d'Amérique et le Canada, touche les côtes ouest du Lac Supérieur ; de là vers l'ouest le long
“ de la dite frontière jusqu'à l'angle nord-ouest du lac des Bois ; de là le long d'une ligne
“ tirée franc nord jusqu'à ce qu'elle rencontre la ligne médiane du cours de la rivière
“ déversant les eaux du lac appelé lac Seul, soit au-dessus ou au-dessous de son confluent
“ avec le cours d'eau coulant du lac des Bois vers le lac Winnipeg ; et de là se dirigeant
“ vers l'est à partir du point auquel la ligne ci-dessous décrite rencontre la ligne médiane
“ du cours de la rivière en dernier lieu mentionnée, le long de la ligne médiane du cours
“ de la même rivière (soit qu'elle soit appelée rivière aux Anglais ou quant à la partie
“ située au-dessous du confluent, du nom de rivière Winnipeg) jusqu'au lac Seul ; et de
“ là le long de la ligne médiane du lac Seul jusqu'à la tête de ce lac ; et de là par une
“ ligne droite jusqu'au point le plus près de la ligne médiane des eaux du lac St-Joseph ;
“ et de là le long de cette ligne médiane jusqu'à ce qu'elle touche le pied ou décharge de
“ ce lac ; et de là le long de la ligne médiane de la rivière par laquelle les eaux du lac St-
“ Joseph se déchargent jusqu'à la rive de la partie de la baie d'Hudson, commu-
“ nément appelée Baie de James ; et de là, dans une direction sud-est en suivant la
“ dite rive jusqu'au point où une ligne tirée franc-nord, à partir de la tête du lac
“ Témiscamingue la rencontrerait ; et de là, dans une direction franc-sud, le long de
“ la dite ligne jusqu'à la tête du dit lac, et delà en suivant le chenal du milieu du
“ dit lac dans la rivière Ottawa ; et de là en suivant le milieu du chenal principal de
“ la dite rivière jusqu'à ce qu'elle rencontre la prolongation de la limite ouest
“ de la seigneurie de Rigaud, le dit milieu du chenal étant tel qu'indiqué sur une
“ carte de l'exploration du chenal à navires de l'Ottawa, dressée par Walter Shanley, I.C.,
“ et approuvée par ordre du Gouverneur en Conseil, en date du 21 juillet 1866 ; et de là,
“ vers le sud en suivant la dite limite ouest de la seigneurie de Rigaud jusqu'à l'angle
“ sud-ouest de la dite seigneurie ; et de là, vers le sud, le long de la limite ouest de
“ l'augmentation du township de Newton jusqu'à l'angle nord-ouest de la seigneurie de la
“ Nouvelle-Longueuil ; et de là, vers le sud-est, le long de la limite sud-ouest de la dite
“ la Nouvelle Longueuil jusqu'à une borne en pierre sur la rive nord du lac Saint-Fran-
“ çois, tel qu'indiquée sur un plan de la ligne de séparation entre le Haut et le Bas-Ca-
“ nada, fait en conformité de l'acte 23 Victoria, chapitre 21, et approuvé par ordre du
“ Gouverneur en Conseil, en date du 16 mars 1861 ; ”

Attendu que les autorités fédérales ont fait objection aux dites limites proposées ;

Attendu qu'il est expédient de modifier dans une certaine mesure les limites de la province ci-dessus décrites :

Il soit en conséquence ;

Résolu, Que, dans l'opinion de cette Chambre, la frontière nord de la province de Québec, devrait être fixée et déterminée de la manière suivante :

“ A partir d'un point situé sur la côte sud de la Baie James coupé par une ligne
“ courant vrai nord à partir de la tête du lac Témiscamingue ; de là au nord et à l'est
“ en longeant les côtes de cette baie jusqu'à l'embouchure de la rivière East Main ; de là
“ en montant et en suivant le centre de cette rivière vers l'est jusqu'à sa source sur
“ une distance d'environ 480 milles ; de là par une ligne allant vers l'est sur un par-
“ cours de 140 milles, plus ou moins, pour rencontrer les eaux les plus proches de la
“ rivière Ashuanipi ou Hamilton ; de là en descendant et en suivant le centre de cette
“ rivière jusqu'au point d'intersection du territoire de Terre-Neuve, au Labrador ; et enfin
“ en suivant les frontières, en dernier lieu mentionnées, vers le sud, jusqu'à Blanc Sablon,
“ sur la rive nord du golfe St-Laurent.”

Qu'il soit présenté une humble adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général de la Puissance, basée sur la présente résolution, le priant d'adopter ou de faire adopter les

mesures nécessaires pour fixer et déterminer d'une manière définitive, les limites nord de la province de Québec, telles que indiquées dans la présente résolution.

La dite résolution étant lue la seconde fois, est adoptée, *nemine contradicente*.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Turcotte,

Résolu, Que cette résolution soit renvoyée à un comité spécial composé des Honorables MM. Mercier, Taillon, Turcotte, Blanchet, Flynn, Shelyn et Duhamel pour préparer et rapporter le projet d'une adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général le priant d'adopter ou de faire adopter les mesures nécessaires pour fixer et déterminer d'une manière définitive la frontière nord de la province de Québec, telle qu'indiquée dans la dite résolution.

L'honorable M. Mercier, du comité spécial nommé pour préparer et rapporter le projet d'une adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général, fait rapport que le comité a préparé une adresse en conséquence, laquelle est lue comme suit :

A. Son Excellence le très-honorable Sir Frederick Arthur Stanley, baron Stanley de Preston, dans le comté de Lancaster, dans la pairie de la Grande-Bretagne ; chevalier grand-croix de l'ordre très-honorable du Bain, Gouverneur-Général et vice-amiral du Canada.

Qu'il plaise à Votre Excellence,

Nous, les loyaux sujets de Sa Majesté, siégeant en Assemblée législative, pour la province de Québec, croyons qu'il est de notre devoir d'exposer humblement :

Que, dans l'opinion de cette Chambre, la frontière nord de la province de Québec est et doit être fixée et déterminée comme suit :

" A partir d'un point situé sur la côte sud de la Baie James coupée par une ligne courant vrai nord à partir de la tête du lac Témiscamingue ; de là au nord et à l'est en longeant les côtes de cette baie jusqu'à l'embouchure de la rivière East Main ; de là en montant et en suivant le centre de cette rivière vers l'est jusqu'à sa source sur une distance d'environ 480 milles ; de là par une ligne allant vers l'est sur un parcours de 140 milles, plus ou moins, pour rencontrer les eaux les plus proches de la rivière Ashuanipi ou Hamilton ; de là en descendant et en suivant le centre de cette rivière jusqu'au point d'intersection du territoire de Terre-Neuve, au Labrador ; et enfin en suivant les frontières, en dernier lieu mentionnées, vers le sud, jusqu'à Blanc-Sablon, sur la rive nord du golfe St-Laurent."

Qu'en conséquence, l'Assemblée législative de Québec ose s'approcher de Votre Excellence pour la prier de vouloir bien faire adopter les mesures nécessaires pour fixer et déterminer, d'une manière définitive la dite frontière nord, de la dite province de Québec, tel que ci-dessus indiquée.

La dite adresse, étant lue une seconde fois, est adoptée,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, informant Son Honneur que cette Chambre a voté une adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général, relativement à la demande de l'Assemblée législative pour fixer et déterminer d'une manière définitive la frontière nord de la province de Québec ; et priant Son Honneur de vouloir bien transmettre l'adresse ci-dessus mentionnée à Son Excellence le Gouverneur-Général.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province et qu'ils lui remettent en même temps l'adresse à Son Excellence le Gouverneur-Général.

Sur motion de l'honorable M. Shehyn, secondé par l'honorable M. Taillon :

Que, considérant le vœu exprimé unanimement par cette honorable Chambre, dans sa résolution adoptée le 30 janvier dernier, à l'effet de venir en aide, d'une manière efficace, à la famille du regretté Gaspard Drolet, ci-devant auditeur de cette Province, dont le décès a été causé par son dévouement au service public,

Résolu, nemine contradicente, Qu'une annuité de (\$ 800,00) huit cents piastres soit payée à Madame Gaspard Drolet, sa vie durant, et que cette annuité soit continuée, pour partie, en faveur de ses filles Mesdemoiselles Marie-Antoinette-Eugénie, Eléonore-Joséphine-Marie et Delphine-Marie-Régina Drolet, au montant de deux cents piastres, chacune, jusqu'à leur établissement par mariage, ou vocation religieuse.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 4 Février, 1890.

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur la table :

Par M. de Grosbois,—la pétition du Conseil municipal du village de Magog.

Par M. Owens,—la pétition de James Cowan, de la cité d'Ottawa exécuter testamentaire et autres, héritiers de feu John A. Stackhouse.

M. Girouard, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les pétitions suivantes, et a trouvé qu'avis suffisants avaient été donnés dans chaque cas, savoir :

De Geo. Wm. Parent et autres, de la cité de Montréal ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de la Compagnie de Montréal-Sud et Longueuil.

De Geo. Daveluy, de la cité de Montréal ; demandant un acte autorisant le barreau de la province de Québec, à l'admettre au nombre de ses membres.

Votre comité est convenu de recommander à votre honorable Chambre que le délai, pour la réception des rapports sur les bills privés, soit prolongé jusqu'à jeudi le 20ième jour du mois de février courant.

M. Lafontaine propose, secondé par M. Dechêne (l'Islet),—Que cette Chambre concoure dans ce rapport, moins la partie faisant mention de M. Daveluy ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

M. Lafontaine, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill constituant en corporation la Congrégation religieuse dite Benai Jacob.

Bill relatif au changement du nom de La Corporation des juifs portugais, de Montréal, en celui de La Corporation des juifs espagnols et portugais, *Searith Israël*, de Montréal, et modifiant l'acte qui la constitue corporativement.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre, que le délai pour recevoir les rapports sur les bills privés soit étendu jusqu'au 20 de ce mois.

M. Lafontaine propose, secondé par M. Dav'd,—Que la Chambre concoure dans ce rapport ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que M. Rocheleau ait la permission de présenter un bill constituant en corporation la Compagnie de Montréal Sud et Longueuil, et que les règles de cette Chambre soient suspendues pour ce qui a rapport à ce bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Lemieux ait la permission de présenter un bill pour permettre aux syndics des chemins à barrières de la rive sud d'émettre des débetures à un certain montant et pour autres fins.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. Cameron, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a pris en considération le bill suivant, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, avec amendements :

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de "*Quebec et Boston Air Line*."

L'honorable M. Shehyn remet à M. l'Orateur un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, revêtu de la signature de Son Honneur.

Et le dit message est lu par M. l'Orateur, tous les membres de la Chambre étant découverts, et il est comme suit :

A. R. ANGERS,

Le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1891, et conformément aux dispositions de la section 54 de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, il recommande ce budget à la considération de la Chambre. (*Documents de la session, No. 1.*)

Hotel du Gouvernement,

Québec, 3 février 1890.

Ordonné, Que le dit message et le budget qui l'accompagne soient renvoyés au comité des subsides.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression et relieure, de l'Assemblée législative, en vertu d'une résolution de l'Assemblée législative du 15 janvier 1890 ; pour l'année finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la police ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt et un mille trois cent quatre-vingt-dix-huit piastres et trente-six centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent huit piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'assurances des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil pour le reprendre à 7½ heures P. M.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de colonisation de Montfort ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill amendement l'acte 32 Victoria, chapitre 91, qui constitue en corporation l'Union Saint-Joseph de Sorel.

Bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, à admettre Joseph Giguère au nombre de ses membres.

Bill amendement la loi 8 Victoria, chapitre 81, qui constitue en corporation le Collège de médecine et de chirurgie de Montréal.

Bill concernant la substitution créée par Joseph Beaupré *et uxor*.

Bill amendement la charte de la cité de Montréal.

Et bill constituant en corporation la Société italienne de secours mutuels de Montréal.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois, et renvoyés au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières :

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Lawrenceville et l'Avenir.

Et bill constituant en corporation la Compagnie dite "The People's Street Railway Company."

La Chambre se remet en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille sept cent vingt-quatre piastres et quatre-vingts centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses, savoir: (H. A. Brault, N. P. honoraires, etc., *re* expropriation de droits de passage du chemin de fer du Pac. Can. sur la ferme Leduc, 40 00; James Dunbar, C. R., avances d'honoraires, *re* Cimon. Pétition de droit *re* nouveaux édifices des ministères, 500 00; Robitaille, St-George et Roy, avocats, honoraires, etc., sur Pétition de droit de Parent et al, *re* vente de l'école Normale Jacques-Cartier, rue Notre Dame, Montréal, 100 00; P. E. Normandeau et J. H. Isaacson, J.J. PP., causes *re* infraction des lois pendant l'épidémie de la variole à Montréal, 520 00; Belleau et Cie., avances sur impression de cinq volumes manuscrits du Chevalier de Lévis, 1,500.00; Rév. H. R. Casgrain, "Journal et Lettres du Chevalier de Lévis," 1,614.80; H. J. J. B. Chouinard, 500 exemplaires de la 2e série de l'ouvrage "Fête Nationale," 500 00; Rév. J. Bachand, entretien et réparation de l'école de St-Edouard de Knowlton, 300 00; Mgr Hamel, 100 exemplaires du "Canada Français" et 100 exemplaires des "documents inédits" 275 00; Manuel de la Cour des Commissaires (Chagnon), 375 00; F. Vidal, deux pages de l'Annuaire Didot Bottin, Paris, 1,000 00;) pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service du cadastre, ministère des Terres de la Couronne, confection de nouveaux plans et cadastres de la division du bureau d'enregistrement de Mégantic, détruit, par le feu; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cent cinquante quatre piastres et soixante et douze centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de transcription, reliure, etc., de registres et documents, etc., Morton, Philipps et Bulmer, travaux exécutés pour le bureau d'enregistrement de Montréal-Ouest; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille huit cent quarante-quatre piastres soit accordée à sa Majesté, pour faire face aux dépenses de secours aux pauvres de la Côte du Labrador, compte de Whitehead et Turner, pour provisions, etc; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'une nouvelle carte de la province de Québec, somme requise pour la terminer; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille deux cent trente et une piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de Spencer Wood, balance pour construction de serre et de cave pour les légumes; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la cour de circuit et du bureau d'enregistrement de Kamouraska, réclamation de l'entrepreneur; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'installation des deux Chambres de la Législature, y compris les nouveaux sièges et bureaux; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles du soir; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des Statuts. — Le 1er juillet 1878, il n'y avait pas de crédit suffisant pour l'impression des statuts de l'année. Pendant la seconde session de 1878 la Législature au lieu de parer aux dépen-

ses de 1878 n'a voté que le crédit nécessaire pour 1879. Depuis lors, les sommes qui devaient payer les dépenses de l'année courante, ont dû être employées au paiement des dépenses d'une autre session. Afin de rétablir les choses dans leur état normal, il est nécessaire de corriger l'omission faite en 1878, en votant le montant demandé; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. Murphy informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 5 février 1890.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Basinet,—la pétition de Hector Champagne et autres, de la paroisse de Saint-Gabriel de Brandon,—la pétition du révérend F. Mondor et autres, de la paroisse de Saint-Michel des Saints,—et la pétition de George Terrien et autres, de la paroisse de Saint-Damien.

Par M. Cameron,—la pétition du conseil municipal du comté de Huntingdon.

Conformément à l'ordre du jour, la pétition suivante est lue et requue.

De la Compagnie du gaz de Québec; demandant que certaines dispositions du bill amendant la charte de la cité de Québec, ne devienne pas loi.

M. Lafontaine, du comité permanent des bills privés, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre Chambre :

Bill autorisant l'Evêque métropolitain de l'église d'Angleterre, de la province ecclésiastique du Canada, à conférer certains degrés en théologie, dans la province de Québec.

Bill constituant en corporation l'Association des Ouvriers de Lévis.

M. Robidoux, du comité permanent de législation et lois expirantes, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a pris en considération les bills suivants, qu'il rapporte avec des amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill pour amender les articles 1119 et 1140 du Code de procédure civile du Bas-Canada.

Bill à l'effet de légaliser les procédures faites au sujet de certaines tutelles et curatelles, par les greffiers de cour de circuit de comté, dans la province.

Bill amendant le Code de procédure civile, relatif aux matières sommaires.

Votre comité a de plus l'honneur de faire rapport qu'il a pris en considération les bills suivants qu'il rapporte, sans amendements, lesquels il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill amendant l'article 1571 du Code civil, relatif à la signification des transports de créances et droits d'action.

Bill amendant le Code de procédure civile, de manière à permettre de prendre la preuve par sténographie dans les causes ex-parte.

Ordonné, Que M. Lemieux ait la permission de présenter un Bill pour amender l'article 3026 des Statuts refondus de la province de Québec,

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonné pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Tessier (Portneuf),—Est-ce l'intention du gouvernement de transmettre aux conseils municipaux les Statuts refondus de la province ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—La question est sous considération.

Par M. Owens,—Alex. Woods est-il au service du gouvernement ? Si oui, depuis quand, quelle est sa position et quel est son traitement ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Non.

Par M. Owens,—Le capitaine Kirwin est-il au service du gouvernement ? Si oui, en quelle qualité, et quel est son traitement ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Non.

Par l'honorable M. Taillon,—Quelles sommes ont été payées jusqu'à aujourd'hui à la Compagnie du chemin de fer de Témiscouata ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—\$238,915.00, le montant qui est porté aux comptes publics, clos le 30 juin 1889—Pages 32 et 33.

Sur motion de M. Champagne, secondé par M. Bourbonnais,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance au sujet de la continuation de l'ouvrage intitulé : " Liste des municipalités et paroisses, " par Deschamps, et de la distribution du dit ouvrage aux municipalités de cette province.

M. Rocheleau propose, secondé par M. Forest, Qu'il soit émis un ordre de la Chambre, pour un état détaillé des ventes de limites à bois de réserves forestières, année par année, depuis 1875 à 1890 ; le prix payé pour chaque mille carré et la quantité de milles vendus à chaque vente.

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la congrégation religieuse dite Benai Jacob ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Gladu fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill à l'effet de changer le nom de La Corporation des Juifs portugais de Montréal en celui de la "La Corporation des Juifs espagnols et portugais *Shearith Israël* de Montréal" et d'amender l'acte qui la constitue corporativement ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bourbonnais fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer *Quebec and Boston Air Line* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill amendant la charte de la cité des Trois-Rivières.

Bill constituant en corporation la Compagnie d'exposition de Montréal.

Et bill portant refonte de la loi organique de l'Union Saint-Joseph de Montréal (19-20 Vict., chap. 131) et des lois qui les amendent.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières :

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la Pointe au Buisson.

Et bill remettant en force et amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Saint-Jean et Sorel et ses amendements.

La chambre reprend le débat sur la question proposée aujourd'hui, — Qu'il soit émis un ordre de la Chambre pour un état détaillé des ventes de limites à bois de réserves

forestières, année par année, depuis 1875 à 1890 ; le prix payé pour chaque mille carré et la quantité de milles vendus à chaque vente.

Et la question étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la requête adressée, en 1889, à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par Nicolas Chéné, demandant la nomination d'un conseiller municipal pour la paroisse de Saint-André Avellin ; et copie de toute la correspondance à ce sujet.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Lemieux, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une liste et état détaillé des ponts subventionnés par le gouvernement, depuis 1867, et qui ont été enlevés, détruits et perdus par inondation, débâcle de la glace et autrement, et montant des subventions pour tels ponts.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par M. Desjardins,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée, depuis le 4 mars dernier, entre le Commissaire des terres ou aucun des membres du gouvernement d'une part, et M. A. S. D. Van Barneveld et M. J. Ballantyne ou aucun d'eux d'autre part, sur tout sujet se rapportant aux Iles de la Magdeleine et de tous documents et de toutes correspondances au sujet de ces îles.

Sur motion de l'honorable M. Turcotte, secondé par l'honorable M. Gagnon,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill constituant en corporation les Sœurs du Précieux Sang de Trois-Rivières, " soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Hall, secondé par M. England,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill modifiant l'acte 14-15 Victoria, chapitre 176, concernant les biens temporels de l'église unie d'Angleterre et d'Irlande, dans le diocèse de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant les lois relatives aux jurés et à l'indemnité des témoins de la Couronne ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Blanchet fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille six cent trente-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes des départements publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, assurances et réparations des édifices publics en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille six cent dix sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du nouveau palais de justice, Québec ; balance due à F. Parent sur premier contrat pour les murs de clôture, &c ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la différence due à la succession Legge ; en rapport avec la construction du Q. M. O. & O., pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour frais de causes pendantes en rapport avec la construction du Q. M. O. & O., pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. Murphy informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 6 Février 1890.

Les pétitions suivantes sont séparément présentées et déposées sur la table :

Par M. Hall,—la pétition de Jacques Grenier et autres, de la cité de Montréal.

Par M. McIntosh,—la pétition de William Smith et autres, des cantons de Hatley et Magog,—la pétition de John T. Chasse et autres du canton de Hatley,—la pétition de William Wright et autres, des cantons de Hatley et Magog,—la pétition de C. H. Parker et autres,—et la pétition du révérend J. S. Staples et autres, tous du canton de Compton.

La pétition du Conseil municipal du village de Magog, présentée mardi dernier; demandant un acte érigeant le dit village en ville,—et la pétition de James Cowan et autres, présentée mardi dernier : demandant un acte les autorisant à disposer de certains biens substitués, étant lues ;

Et la question étant mise aux voix,—Que les dites pétitions soient maintenant reçues ; la Chambre se divise et les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Rhodes,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Dostaler,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Portneuf) et</i>
<i>Dumais,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Trudel—24</i>
<i>Duplessis,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Morin,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Murphy,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux et</i>
<i>David,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shelby—20.</i>

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

M. Bernatchez, du comité conjoint des deux Chambres sur la Bibliothèque, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité s'est assemblé le 5 courant, dans la salle du Conseil Législatif, et le plus grand nombre des membres étant présents, il a été résolu sur la proposition de M. Poupore, secondé par M. Cameron :

1. Que l'honorable M. Starnes fut élu président.
2. Que le quorum du comité fut de sept membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Murphy, du comité conjoint des deux Chambres sur les Impressions de la Législature, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi Owen Murphy, écuier, pour son président, et recommande que le quorum soit réduit à sept membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Boyer, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition de M. Nolan DeLisle et autres ; demandant un acte les autorisant à faire un emprunt et hypothéquer certaines propriétés substituées, et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants.

M. Lafontaine, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill amendant la loi constituant en corporation la Société Bienveillante de Notre-Dame de Bonsecours, à Montréal, (18 Vict., chap. 234) et la loi qui l'amende (34 Vict., chap. 54).

Bill autorisant le bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal à disposer de certaines propriétés immobilières, et à ratifier et confirmer l'union des écoles dissidentes des ex-municipalités du village de St-Gabriel et de la ville de St-Jean-Baptiste avec la municipalité scolaire de la cité de Montréal.

Bill constituant en corporation la ville de Bedford.

Ordonné, Que M. Lafontaine ait la permission de présenter un bill autorisant les exécuteurs testamentaires de feu Alexandre N. DeLisle à transporter les hypothèques actuelles, d'une partie des biens de la succession sur d'autres parties, selon qu'il peut être plus avantageux à cette succession.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. Lussier, secondé par M. Bernatchez,

Ordonné, Que le bill pour rendre général le mode de tenir les index aux immeubles, introduit par la loi relative à l'inspection des bureaux, d'enregistrement, soit remis sur les ordres du jour de demain, vendredi, pour seconde lecture.

Ordonné Que l'honorable M. Blanchet ait la permission de présenter un bill pour abroger les articles 696 et 697 et la sous section 2 de l'article 5931 des Statuts refondus, et y substituer les articles y mentionnés.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Duhamel ait la permission de présenter un bill pour corriger et modifier les plans officiels et les livres de renvoi de certaines parties du comté de Beauce.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—On lit l'interpellation suivante à la page 278 des Journaux de l'Assemblée législative de Québec, 1889 :

" M. Faucher de Saint-Maurice,—Est-ce l'intention du gouvernement d'obliger les locataires des rivières à saumons, ainsi que les locataires des rivières et des lacs où se prend à la ligne le poisson, qui n'ont pas fait de rapport pendant l'année 1888, de se conformer à ce que font les autres locataires et de renseigner le département des terres de la Couronne sur le résultat de leur pêche ?

" Réponse par l'honorable M. Duhamel,—Oui."

Pour se conformer à cette affirmation, est-ce l'intention du gouvernement de demander des rapports sur l'état relatif au poisson, pris à la ligne dans les rivières et dans les lacs, durant l'année 1889, aux personnes qui sont inscrites dans le tableau signé par M. J. N. Proulx, surintendant, section des pêcheries, lesquelles sont mentionnées comme n'ayant pas fait de rapports ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—Nous avons, à plusieurs reprises, demandé tel rapport, et c'est notre intention d'en exiger la production des locataires de ces divers droits de pêche.

Par l'honorable M. Taillon,—1. A quelle date a été payée la somme de \$300.00 entrée dans le détail de l'item 11 du budget supplémentaire comme suit, savoir : "Rév. J. Bachand, entretien et réparation de l'école de St. Edouard de Knowlton" ?
2. Comment a été effectué ce paiement ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—1. 21 Novembre 1889 ;
2. Par chèque du département du Trésor en faveur du Rév. J. Bachand, sur l'item "divers," avec note spéciale, à l'effet de faire rembourser cet item par un crédit spécial de la Législature.

Par M. Beauchamp,—Est-ce l'intention du gouvernement de présenter une mesure, durant cette session, à l'effet d'abolir le Conseil législatif.

Si non, est-ce l'intention du gouvernement d'en modifier la constitution et la composition ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—La question est à l'étude.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : "Acte amendant la loi relative à la formation des sociétés de colonisation."

Et bill intitulé : "Acte permettant à la Corporation du Collège Bishop de disposer d'un immeuble."

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 22 janvier 1890, pour copie de toute correspondance en la possession du gouvernement ou du Commissaire des terres, touchant la démission, nomination et destitution d'agents des terres, de sous-agents ou de députés-agents des terres pour aucune partie du comté de Gaspé, depuis le mois de janvier dernier. (*Documents de la session, No. 85.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 janvier 1890, pour copie de toutes correspondances, échangées entre le gouvernement et certaines personnes, à propos de rapports soi-disant faux, faits sur les opérations de fabriques de beurre et de fromage, sises dans la province de Québec. (*Documents de la session, No. 86.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 janvier 1890, pour copie du rapport de M. Aylen, commissaire enquêteur *re* Langis *et al.*, et A. P. Garon, magistrat de district de Rimouski. (*Documents de la session, No 87.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 30 janvier 1890, demandant copie de tous ordres en conseil et de toute correspondance échangée entre les deux gouvernements fédéral et provincial, et de tous autres documents relatifs à la frontière nord de la province de Québec. (*Documents de la session No. 88.*)

Sur motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Boyer,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, rapports et autres documents se rapportant à l'Île d'Anticosti.

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par M. Nantel,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le colonel Rhodes, ministre de l'agriculture, et M. Faucher de Saint-Maurice, transmettant certains renseignements sur le guano de poisson.

Sur motion de M. Nantel secondé par M. Faucher de Saint-Maurice,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Une liste de toutes les corporations commerciales qui ont payé la taxe directe, imposée par le Statut de 1882, durant le dernier exercice financier ;

2. Le montant payé par chacune de ces corporations pour le même exercice.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant l'acte 48 Vict., chap. 36, concernant l'Association pharmaceutique de la province de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. David fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

Sur motion de M. Lafontaine, secondé par M. David,
Ordonné, Que l'entrée dans les journaux de cette Chambre, d'aujourd'hui, ordonnant que le bill amendant l'acte 48 Victoria, chap. 36, concernant l'Association pharmaceutique de la province de Québec soit considéré de nouveau en comité de toute la Chambre, demain, soit maintenant lue ;

Et la dite entrée étant lue ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé à un comité spécial composé de M. Rinfret dit Malouin, M. Cameron, M. Trudel, M. Martin, M. Gladu et M. Lafontaine, pour en faire rapport avec toute la diligence convenable ; avec pouvoirs d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité général sur le bill concernant l'expropriation étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill concernant le département de l'agriculture et des travaux publics ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bisson fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois,

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, et que le titre soit : " Acte amendant la loi de l'agriculture et de la colonisation, au sujet des sociétés d'agriculture de district. "

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour étendre la juridiction territoriale des cours supérieure et de circuit du district de Montréal ;

M. Cameron propose, secondé par l'honorable M. McShane, que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Bisson propose, comme amendement à la motion, secondé par M. Robidoux,— Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " dans six mois à dater d'aujourd'hui, " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant l'Evêque métropolitain de l'église d'Angleterre, de la province ecclésiastique du Canada, à conférer certains degrés en théologie dans la province de Québec ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. England fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation l'Association des ouvriers de Lévis ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le bill constituant en corporation la société dite *The Women's Christian Temperance Union of the Province of Quebec* est, en conformité de l'ordre, lu une seconde fois, et référé au comité permanent des divers bills privés.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 janvier 1890, pour : 1. Copie de tous documents et plans en la possession du gouvernement pouvant renseigner la Chambre sur la construction projetée du chemin de fer le " Québec Oriental. "

2. Copie des instructions qui ont été données à chaque explorateur, avec les noms de ces explorateurs, les rapports faits par eux, les plaintes portées contre eux, les noms des personnes qui ont recommandé ces explorateurs au gouvernement, ainsi que les noms des personnes qui ont porté ces plaintes.

3. Un état en bloc des sommes votées et payées, pendant deux sessions de suite, par la Législature pour l'exploration qui doit conduire à la construction projetée du " Québec Oriental. "

4. Un état détaillé des sommes qui ont été dépensées sur ces argents votés en bloc, le nom des localités où elles ont été employées, les noms des personnes chargées de ces dépenses et par qui elles ont été recommandées. (*Documents de la session, No. 89.*)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 30 janvier 1890, demandant le rapport spécial de M. Charles Langelier, commissaire, daté de ce jour, au sujet de la section K du chemin de fer de la Baie des Chaleurs et la liste des travailleurs, avec les montants dus à chacun. (*Documents de la session, No. 90a.*)

Aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 3 février 1890, demandant : 1. Etat indiquant les noms et résidences des directeurs, du président, du vice-président et du secrétaire, s'ils ont été élus, ainsi que tous les actionnaires de la "Compagnie du chemin de fer de la ligne courte de la Péninsule et de Gaspé," avec mention, en regard du nom de chaque tel actionnaire, du montant des actions par lui souscrites, et du montant payé, et du montant des actions libérées qui peuvent lui avoir été accordées.

2. Copie de toutes les requêtes, résolutions et lettres demandant au gouvernement une subvention en terres ou en argent, pour aider à la construction de tel chemin, et copie de toute autre correspondance sur le même sujet. (*Documents de la session, No. 91.*)

Et aussi, la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, en date du 3 février 1890, demandant copie de toute correspondance, entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, concernant le dernier éboulement de la rue Champlain, des ordres en Conseil relatifs au même objet et de tous les documents qui s'y rapportent. (*Documents de la session, No. 92.*)

La chambre reprend le débat sur l'amendement proposé, aujourd'hui, à la motion, — Que le bill pour étendre la juridiction territoriale des cours supérieure et de circuit du district de Montréal, soit lu maintenant la seconde fois ; lequel amendement était, — Que le mot "maintenant," soit retranché et que les mots : "dans six mois à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, — la chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Champagne</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Morin,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Murphy,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Tessier (Rimouski) — 28</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>England,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>McShane,</i>	<i>Poupore et</i>
<i>Cameron.</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Shehyn — 14.</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Hall,</i>	<i>Mercier,</i>	

Ainsi il est résolu affirmativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;
Ordonné, Que le bill soit lu la seconde fois dans six mois à dater d'aujourd'hui.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour annexer, au comté de Rouville, partie de la paroisse de Saint-Michel de Rougemont ;

M. Lafontaine propose, secondé par M. Lussier,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lussier fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill à l'effet de légaliser les procédures faites au sujet de certaines tutelles et curatelles par les greffiers des cours de circuit de comté dans la province ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte à l'effet de légaliser les procédures faites au sujet de certaines tutelles et curatelles, par le greffier de la cour de circuit du comté de Chicoutimi. "

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant le Code de procédure civile de manière à permettre de prendre la preuve par sténographie dans les causes *ex-parte* ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. David fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille huit cent trente deux piastres et vingt centins, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du ministère des terres de la Couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour comptes ouverts, du ministère des terres de la Couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour la protection des forêts (à être remboursé par les licenciés), ministère des terres de la Couronne; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Palais du Parlement, Québec, construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction du chemin de fer Q. M. O. & O; Succession Baptist Son & Co, droit de passage pour la ligne de ceinture, Trois Rivières; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. Murphy informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 7 Février, 1890.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Hector Champagne et autres, de la paroisse de St-Gabriel de Brandon,—du Révérend F. Mondor et autres, de la paroisse de St Michel des Saints,—et de George Thérien et autres, de la paroisse de St-Damien; demandant que les dites paroisses soient détachées du district de Richelieu et annexées au district de Joliette pour fins judiciaires.

Du Conseil municipal du canton de Huntingdon,—demandant que le bill étendant la juridiction territoriale de la cour supérieure et de la cour de circuit du district de Montréal, devienne loi.

M. Legris, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition des héritiers de feu J. A. Stackhouse ; demandant un acte les autorisant à vendre certaines propriétés foncières, et a trouvé que les avis donnés étaient suffisants.

Aussi celle du Conseil municipal du village de Magog ; demandant un acte érigeant le dit village en ville, et a trouvé que les avis n'avaient pas été publiés.

M. Lafontaine, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et y a fait des amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill amendant la charte de la Compagnie d'enmagasinage de Montréal ;

Bill constituant en corporation la Société Bienveillante St. Roch.

Votre comité a aussi examiné le bill pour autoriser l'admission de Joseph Alfred Hamelin, docteur en médecine, au nombre des membres du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, et a l'honneur de le rapporter, sans amendement.

M. Cameron, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a pris en considération le bill suivant qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, sans amendement :

Bill amendant l'acte 48 Vict., chap. 78, relatif à la compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix.

Sur motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Turcotte.

Ordonné, Que M. Champagne soit ajouté au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières au lieu et place de M. Laliberté.

Ordonné, Que M. Owens ait la permission de présenter un bill autorisant la vente des immeubles substitués par le testament de feu John A. Stackhouse

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

M. Baldwin propose, secondé par M. McIntosh,—Que la pétition du Conseil municipal de Magog ; demandant un acte érigeant le dit village en ville soit referée de nouveau au comité des ordres permanents pour y être reconsidérée ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte portant privilège aux pères de famille ayant douze enfants vivants," avec plusieurs amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi, le Conseil Législatif a passé le bill intitulé : " Acte amendant l'article 2507 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif aux magistrats de district," sans amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte portant privilège aux pères de famille ayant douze enfants vivants, lesquels sont lus la première fois."

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, lundi prochain.

Ordonné, Que M. Lafontaine ait la permission de présenter un bill pour amender les actes et ordonnances relatifs aux chemins à barrières du district de Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill établissant dans toute la province de Québec, un délai uniforme dans lequel les marguilliers doivent rendre comptes aux fabriques.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 29 janvier 1890, pour un état détaillé des sommes dépensées par le gouvernement dans le comté d'Yamaska, depuis le mois de janvier 1887, jusqu'à ce jour, constatant pour quels travaux ces sommes ont été payées, les noms des conducteurs et ouvriers sur ces travaux, avec leur salaire respectif. (*Documents de la session, No. 93.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 janvier 1890, pour un état indiquant : 1. Le montant de l'argent de colonisation dépensé dans le comté de Québec, depuis la dernière session ;

2. Les endroits dans le dit comté où le dit argent a été dépensé ;

3. Les routes qui ont été ouvertes ou améliorées à même le dit argent ;

4. Les noms des personnes à qui le dit argent a été payé pour être distribué dans le dit comté ;

5. Toutes correspondances, résolutions ou documents relatifs à la dite distribution, (*Documents de la session, No. 94.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 21 janvier 1890, demandant copie de toute correspondance ou documents en rapport avec la réclamation de feu S. X. Cimon, ou ses ayants-cause, et du dossier dans la pétition de droit accordée à ce sujet, avec les noms des avocats employés par le gouvernement. (*Documents de la session, No. 95.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 janvier 1890, pour la production de tous les comptes payés à des industriels belges pour tous matériaux, ponts en fer, etc., achetés en Belgique. (*Documents de la session, No. 96.*)

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu ;

L'honorable M. Shehyn propose, secondé par l'honorable M. Mercier, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. LeBlanc propose comme amendement, secondé par M. Casgrain, Que tous les mots "près " Que " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté pour les besoins du service public dans cette province, mais elle croit devoir protester contre le système inauguré par le cabinet actuel de porter au compte du capital des dépenses qui sont réellement des déboursés ordinaires du service public ;

" Que les dépenses ordinaires, ainsi portées au compte du capital, pour l'exercice de 1888-89, s'élèvent au montant de \$236,996.57 ;

" Que ce système est de nature à induire la Chambre et le public en erreur sur l'état véritable des affaires financières de la province, en permettant au gouvernement de calculer un surplus dans les opérations annuelles ordinaires, lorsqu'en réalité il y a eu un déficit ;

Cette Chambre regrette que, pendant l'exercice de 1888-89, le gouvernement ait augmenté les dépenses imputables au revenu jusqu'au montant de \$3,780,615.21 ;

Que, comparées aux dépenses encourues par le gouvernement précédent, pendant les années 1884-85 et 1885-86, les dépenses de \$3,780,615.21, en 1888-79, font ressortir les augmentations suivantes :

1888-89.....	\$3,780,615 21
1884-85.....	2,936,733 86
Augmentation.....	843,881 35
1888-89.....	\$3,780,615 21
1885-86.....	3,032,607 25
Augmentation.....	748,007 96

“ Que cette augmentation énorme des dépenses n'est pas en rapport avec les ressources financières de la province, et n'est pas justifiée par les besoins réels du service public.”

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>McIntosh et</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>England,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens—14.</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>		
	<i>Maurice,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Déchène (l'Islet),</i>	<i>Legrin,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Tessier (Rimouski), et</i>
<i>Dostaler,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rhodes,</i>	<i>Turcotte—28.</i>

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix huit mille soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif, y compris les frais d'impression et de reliure, &c. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'orateur de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt sept mille trois cent trente huit piastres et dix centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement et dépenses contingentes de l'Assemblée législative, y compris les frais d'impression et de reliure, &c. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour achat de livres pour la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements, dépenses contingentes, reliure, &c., pour la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital Général, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint Vincent de Paul, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'Industrie et de Refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat St. Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, Bon Pasteur, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux enfants trouvés, à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent onze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent une piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'École pour les aveugles, Asile Nazareth Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Hervey, Montréal pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste-Brigitte, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de St. Vincent de Paul, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice St. Joseph du Bon Pasteur, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les enfants Protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Western Hospital*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution pour le traitement des yeux et des oreilles, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre Dame, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel Dieu, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Charles, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Israélite des Dames de Bienfaisance, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour la garde d'enfants trouvés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coins des rues Ste-Catherine et Fullum, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Young Men's Hebrew Benevolent Society*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de Refuge, Montreal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Pembroke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames charitables de l'Orphelinat et de l'Asile Nazareth, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les Orphelines, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste Brigitte, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité et l'Hôpital du Sacré-Cœur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes vieilles et infirmes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, pour la maternité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Chrétienne des Dames, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de Santé Belmont, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cent cinquante-neuf piastres et trente-trois centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité sous les soins des Dames du Bon Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat sous les soins des Sœurs de la Charité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre des Tabernacles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Trois Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hospice de la Maternité, Trois Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Sorel ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Saint-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hotel Dieu, Nicolet ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *Distributing Home* pour les Orphelins, Knowlton ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Youville, Saint-Benoit ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Côteau du Lac ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, Beauharnois ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, Sainte-Marie de Monnoir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Mascouche ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Jean, St-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, St-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Lajenimerais, Varennes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, Saint-Vincent de Paul ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, Joliette ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, Laprairie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, Chambly ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth (Salle d'asile des petits enfants), Chambly ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Sainte-Elizabeth ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Notre Dame de l'Assomption ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Sainte-Ursule ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Sainte-Anne Lapocatière, Sainte-Anne Lapocatière ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Rimouski ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Ferdinand, Saint-Ferdinand d'Halifax ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'Yamachiche, Yamachiche ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et l'Asile pour les Orphelins, Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891,

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Lanoraie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Paulin, St-Paulin ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Longueuil, Longueuil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

98. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth (Salle d'Asile des petits enfants), Longueuil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

99. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-François, Saint-François du Lac ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

100. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Louis, Saint-Denis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

101. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs Grises de Farnham ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

102. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Joseph de la Délivrance, Lévis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

103. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu St-Valier, Chicoutimi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

104. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, d'Arthabaskaville; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

105. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

106. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Baie St-Paul, pour les personnes âgées et infirmes; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

M. Murphy informe, de plus, la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte fusionnant la Compagnie dite *The Dominion Lime Company* et la Compagnie connue sous le nom de *The Dudsell Lime and Marble Company*," sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour amender les articles 67, 68 et 69 du Code de procédure civile," avec certains amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte amendant les articles 67, 68 et 69 du Code de procédure civile " lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé, jeudi, le 30 janvier dernier, à la question portant, — Que la résolution relative à la coupe du bois marchand dans certains cas soit maintenant lue la seconde fois — lequel amendement comporte que tous les mots après " Que " jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " il soit résolu, que le gouvernement en persistant à conserver en faveur du porteur de licence le droit de couper pendant trente mois, le bois marchand sur la terre d'un colon, dans les limites des réserves forestières, ne réalise pas les espérances qu'il a cherché à donner à ses amis et au pays en général, lorsqu'il a soutenu et fait adopter à la dernière session (page 97, Journaux de cette Chambre de 1889,) une motion à l'effet suivant : " tout en concourant dans le " rapport du comité général, cette Chambre espère que, quand un essai loyal aura été fait " de la loi actuelle, le gouvernement fera retrancher l'article 1343 des Statuts refondus de " la province de Québec, s'il est démontré que les colons en souffrent ou qu'il entrave la " colonisation."

M. Bernatchez propose comme sous amendement, secondé par M. Pilon, Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Cette chambre, en adoptant cette résolution à sa seconde lecture, regrette de constater que la loyale opposition de Sa Majesté, dont plusieurs des membres, par leurs actes ministériels, lorsqu'ils étaient ministres, ou par leurs votes parlementaires antérieurs, sont responsables de la réserve du pin décrétée en 1882, et de la réserve forestière décrétée en 1883, (réserve qui fermait à la colonisation les territoires les plus richement boisés de la province), tend à mettre le public sous l'impression erronée qu'elle est opposée à la réserve des 30 mois, quand (par son amendement précédent, contenant des demandes exagérées qui ne peuvent être accordées sans violer l'arrangement arrêté entre le gouvernement et les propriétaires de limites pour arriver à l'abolition des dites réserves de pins et de forêts, tout en restant indemnes de tous dommages envers les propriétaires de limites) elle persiste à faire rejeter cette résolution et conséquemment à laisser la dite réserve des 30 mois peser sur toute la province."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Tessier (Rimouski), et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rhodes,</i>	<i>Turcotte—26.</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rinfret,</i>	
<i>Dostaler,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>England,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Taillon—14.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Alors la motion originale, ainsi amendée, étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que l'honorable M. Duhamel ait la permission de présenter un bill expliquant la loi relative à la coupe du bois marchand, dans certain cas.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 10 février 1890.

Conformément à l'ordre du jour les Pétitions suivantes sont lues et reçues :

De C. H. Parker et autres,—du Révérend J. S. Staples et autres, du comté de Compton,—de John J. Chase et autres, du canton de Hatley,—de William Wright et autres,—de William Smith et autres, des cantons de Hatley, Magog, comté de Stanstead ; demandant que la loi des licences soit amendée, à l'effet de ne pas accorder de licences pour la vente, en gros, de liqueurs fortes dans les municipalités où il existe des règlements prohibitifs.

De Jacques Grenier et autres, de la cité de Montréal ; demandant que le bill, intitulé “ *Montreal Subway Company*,” ne devienne pas loi, et pour autres fins.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'Union St. Joseph de la ville de Lévis, pour l'année 1889. (*Documents de la Session, No. 8.*)

Ordonné, Que M. Lafontaine ait la permission de présenter un bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Tessier (Portneuf) ait la permission de présenter un bill pour amender l'article 5814 des Statuts refondus de la province de Québec, ayant rapport aux ventes de créances et droits d'actions.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité permanent de Législation et lois expirantes.

Ordonné, Que l'honorable M. Turcotte ait la permission de présenter un bill amendant le Code de procédure civile, concernant les cours de commissaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 23 janvier 1889, pour : 1. Copie de tous les rôles de paie et rapports des conducteurs de travaux sur le chemin maritime (rive sud) depuis un an.

2. Copie de toutes requêtes et de toutes correspondances, depuis la même date, au sujet de ces travaux ou du dit chemin. (*Documents de la session, No. 97.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 février 1890, pour copie de la correspondance, échangée entre le colonel Rhodes, ministre de l'agriculture, et M. Faucher de Saint-Maurice, transmettant certains renseignements sur le guano de poisson. (*Documents de la session, No. 98.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant la loi constituant en corporation la Société Bienveillante de Notre-Dame de Bonsecours, à Montréal, (18 Victoria, chapitre 234) et la loi qui l'amende (34 Victoria, chapitre 54) ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois,

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois,

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la ville de Bedford ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Société Bienveillante St-Roch, et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendement l'acte 48 Victoria, chapitre 78, relatif à la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Casgrain fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lu la seconde fois, et renvoyés au comité permanent des divers bills privés, savoir :

Bill constituant en corporation *The Montreal School of Cookery*.

Et bill refondant les lois relatives à la corporation de la ville de St-Jean.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Flynn,—Quels sont les items sous le titre "IX Divers,"—dans le budget supplémentaire pour 1890,—qui ont déjà été payés par le gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—

H. A. Brault, N. P., honoraires, etc., <i>re</i> expropriation de droits de passage du chemin de fer du Pac. Can. sur la ferme Leduc.....	\$40 00
James Dunbar, C. R., avances d'honoraires, <i>re</i> Cimon, pétition de droit <i>re</i> nouveaux édifices des ministères.....	500 00
Robitaille, St-George et Roy, avocats, honoraires, etc., sur pétition de droit de Parent et al, <i>re</i> vente de l'école Normale Jacques-Cartier, rue Notre-Dame, Montréal.....	100 00
P. E. Normandeau & J. H. Isaacson, JJ. PP., pour avoir siégé dans les causes <i>re</i> infaction à la loi durant l'épidémie de la variole à Montréal.....	520 00

Belleau et Cie., avances sur impression de cinq volumes manuscrits du Chevalier de Lévis.....	1,500 00
Rév. H. R. Casgrain, "Journal et Lettres du Chevalier de Lévis."	1,614 80
H. J. J. B. Chouinard, 500 exemplaires de la 2e série de l'ouvrage "Fête Nationale".....	500 00
Rév. J. Bachand, entretien et réparations de l'école St-Edouard de Knowlton.....	300 00
Mgr. Hanel, 100 exemplaires du "Canada Français" et 100 exemplaires des "documents inédits".....	275 00
Manuel de la Cour des Commissaires (Chagnon).....	375 00
F. Vital, deux pages de l'Annuaire Didot Bottin, Paris.....	1,000 00
Secours aux pauvres de la côte du Labrador,—compte de Whitehead et Turner, pour provisions, etc.....	3,944 00

Par l'honorable M. Taillon,—1. La cause McGréevy contre la Couronne sera-t-elle plaidée devant la Cour Suprême pendant le terme qui doit s'ouvrir le 18 février courant ?

2. Quels sont actuellement les avocats chargés de représenter la Couronne dans cette cause ?

3. Quelles instructions le gouvernement leur a-t-il données en vertu du prochain terme de la Cour Suprême ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—1. Non.

2. L'honorable Frs. Langelier a été nommé avocat du dossier, en remplacement de l'honorable M. Bossé, fait juge de la cour d'appel.

3. Le gouvernement a donné instruction à M. Langelier de procéder au terme de mai prochain.

Par M. Duplessis,—Monsieur P. A. Boudreault, avocat, de la cité des Trois-Rivières, a-t-il quelquel'emploi du gouvernement ?

Si oui, quelle est la nature de cette emploi ?

Depuis quand est-il employé, quels sont ses émoluments, et combien a-t-il reçu jusqu'à ce jour ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—1. Oui.

2. Mettre en ordre les livres de l'agence des biens des Jésuites, laissés en désordre par l'agent Lottinville.

3. Depuis le 16 septembre dernier, son salaire est de \$5.00 par jour.

Il n'a rien reçu jusqu'à ce jour.

Par l'honorable M. Flynn,—1. Quel est le coût des travaux faits par M. l'arpenteur Ludger Dechesnes, en rapport avec le cadastre des Iles de la Magdeleine ?

2. Quel est le montant qui lui a été payé ?

3. Reste-t-il quelque ouvrage encore à faire ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—1. Le département n'a pas encore reçu le rapport final de M. Dechesnes, et, par conséquent, ne peut maintenant préciser le coût total de ces travaux.

2. \$1,806.38.

3. L'ouvrage sur le terrain est terminé, il ne reste qu'à compléter les plans et livres de renvoi.

Par l'honorable M. Taillon,—1. Julien de Kéradec, de la paroisse de Saint-Michel des Saints, est-il à l'emploi du gouvernement de cette province ?

2. Quelles sont ses fonctions ?

3. Quel est son salaire ?
4. Quand a-t-il été nommé ?
5. A-t-il plusieurs charges ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—1. Julien de Kéradec a été employé temporairement par le gouvernement de cette province, mais ne l'est pas actuellement.

2. Il a été employé pour la protection des forêts contre le feu.

3. Son salaire a été d'une piastre et demie par jour et d'une piastre et demie pour ses dépenses de voyage ; et la moitié de ce traitement est remboursée par les porteurs de licences de coupe de bois.

4. Ses services ont été aussi temporairement requis, le 8 novembre 1889, pour 40 jours seulement ;

5. Il n'a pas eu d'autres charges.

Par M. McIntosh,—A combien le revenu annuel est-il porté par l'augmentation des rentes foncières sur les limites à bois ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—Le revenu de l'année 1888-89 est porté par l'augmentation des rentes foncières, sur les limites à bois, à la somme de... \$124,314.09

La somme qu'aurait produit l'ancien tarif aurait été de..... 82,876.00

Augmentation..... 41,438.09

Par M. David,—1. Le manuel des inspecteurs agraires a-t-il été vendu au gouvernement par l'auteur ou par M. J. B. Rouillard ?

2. Qui a reçu le prix de vente ?

3. Combien d'exemplaires ont été achetés ?

4. Dans quel but a été fait cet achat, et à qui ces manuels ont-ils été distribués ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—1. Par M. J. B. Rouillard.

2. A. M. Rouillard.

3. 4000 au prix de \$1200.00.

4. Pour distribution aux inspecteurs agraires, et l'envoi en a été fait aux secrétaires trésoriers des municipalités.

Par l'honorable M. Pelletier,—Quel est le droit de coupe exigé maintenant sur l'épinette, et quel droit était exigé avant 1887 ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—Le droit de coupe exigé maintenant sur l'épinette est de 65 centins par mille pieds, mesure de planche. La moyenne du diamètre de l'épinette coupé, en 1888-89, est de $12\frac{1}{2}$ pouces soit 73 pieds, mesure de planche, par billot, ou $13\frac{3}{4}$ billots au mille pieds, ce qui, d'après le présent tarif de 65 centins par mille pieds, donne $4\frac{3}{4}$ centins par billot, au lieu de $5\frac{1}{2}$ centins par billot, sous l'ancien système.

Par l'honorable M. Blanchette,—Est-ce l'intention du gouvernement de demander des soumissions pour l'impression de la *Gazette Officielle de Québec* et de toutes les impressions de la Législature, afin d'assurer à la province le bénéfice de la concurrence et des plus bas prix ?

Si oui, quand ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—La question est sous considération

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. Turcotte,—la petition de Damase Beaugard et autres, de la paroisse de St-Damase, comté de St-Hyacinthe.

Ordonné, Que la pétition de Damase Beaugard et autres, de la paroisse de St-Damase, comté de St-Hyacinthe, présentée ce jour, soit maintenant lue et reçue.

Et la dite pétition est lue et reçue ; demandant certains amendements au bill pour annexer au comté de Rouville partie de la paroisse de Saint-Michel de Rougemont.

Sur motion de M. Martin, secondé par M. Baldwin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé de toutes les fournitures du palais de justice de New-Carlisle, ordonnées par le gouvernement du jour, avec les noms des fournisseurs, et les montants payés pour chaque objet.

2. Etat détaillé de toutes les réparations et de tous les travaux exécutés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, ainsi que coût détaillé de tous ces travaux.

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par M. Nantel,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une copie de la circulaire, datée le 23 janvier 1890, signée par l'honorable M. Rhodes, ministre de l'agriculture ; circulaire adressée aux députés et les priant d'annexer, à leurs demandes d'octrois pour travaux de colonisation dans chaque comté, toutes requêtes de leurs constituants, comportant que des travaux de cette nature sont nécessités dans leurs localités.

Sur motion de M. Nantel, secondé par M. Faucher de Saint-Maurice,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état de toutes les sommes payées par le gouvernement, à tout avocat ou bureau d'avocat, dans les causes suivantes, plaidées devant le Conseil Privé de Sa Majesté, ou toute autre cour en cette province, ou dans aucune de ces causes :

Gilmour, appelants et Hector Mauriot, C. A. Paradis, Philippe Paradis, Joseph Paradis, Jean-Baptiste Daoust, Frank Brouillard, A. Boissonneau, Isaïe Lapointe et Jean-Baptiste Allaire, intimés.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par l'honorable M. Taillon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une liste de tous les messagers et autres employés sessionnels, durant la présente session, avec mention de leur salaire respectif et du lieu de leur domicile.

Sur motion de M. Desjardins, secondé par M. Beauchamp,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état comparatif détaillé de la dette de la province, pour les emprunts temporaires et dépôts, aux dates du 30 juin et du 31 décembre 1889 ; cet état devant mentionner le capital des dépôts des compagnies de chemins de fer de Québec et Lac Saint-Jean, de Témiscouata, de Montréal et Lac Maskinongé, avec les intérêts à être payés sur le dit capital, pendant la durée de la garantie d'intérêt.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une copie de la correspondance échangée, entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toute personne, depuis le premier janvier 1889, au sujet du règlement de la balance due par la municipalité de Saint-Jean, Ile d'Orléans, au fonds d'emprunt municipal.

Sur motion de M. Owens, secondé par M. Nantel,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une copie des rôles de paie des travaux des chemins de colonisation dans le canton d'Egan, comté d'Ottawa, en 1886-87, avec un état des sommes payées au conducteur de ces travaux.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant la loi relative aux bazars et loteries dans la province ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lafontaine fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour abroger les articles 696 et 697, et la sous-section 2 de l'article 5931 des Statuts refondus et y substituer les articles y mentionnés, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le dit bill soit renvoyé au comité permanent de Législation et des lois expirantes.

La Chambre procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte portant privilège aux pères de familles ayant douze enfants vivants," lesquels sont lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill établissant, dans toute la province de Québec, un délai uniforme dans lequel les marguilliers doivent rendre compte aux fabriques ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. David fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. Boyer rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'élection pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole des Frères de l'Islet ; pour l'année finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de la cité de Saint-Jean.—Indemnité pour pertes occasionnées par l'incendie de 1876, conformément aux promesses du gouvernement, faites en 1885, à l'occasion du règlement du fonds d'emprunt municipal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutoins, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression et relieure de l'Assemblée législative, en vertu d'une résolution de l'Assemblée législative du 15 janvier 1890 ; pour l'année finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent huit piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'assurances des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service du cadastre, ministère des Terres de la Couronne, confection de nouveaux plans et cadastres de la division du bureau d'enregistrement de Mégantic, détruits par le feu ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille cent cinquante quatre piastres et soixante et douze centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de transcription, relieure, etc., de registres et documents, etc., Morton, Philipps et Bulmer, travaux exécutés pour le bureau d'enregistrement de Montréal-Ouest ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille neuf cent quarante-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de secours aux pauvres de la Côte du Labrador, compte de Whitehead et Turner, pour provisions, etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'une nouvelle carte de la province de Québec, somme requise pour la terminer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille deux cent trente et une piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de Spencer Wood, balance pour construction de serre et de cave pour les légumes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la cour de circuit et du bureau d'enregistrement de Kamouraska, réclamation de l'entrepreneur ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille six cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'installation des deux Chambres de la Législature, y compris les nouveaux sièges et bureaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles du soir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des Statuts. —Le 1er juillet 1878, il n'y avait pas de crédit suffisant pour l'impression des Statuts de l'année. Pendant la seconde session de 1878 la Législature au lieu de parer aux dépenses de 1878, n'a voté que le crédit nécessaire pour 1879. Depuis lors, les sommes qui devaient payer les dépenses de l'année courante, ont dû être employées au paiement des dépenses d'une autre session. Afin de rétablir les choses dans leur état normal, il est nécessaire de corriger l'omission faite en 1878, en votant le montant demandé ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

La première résolution, étant lue la seconde fois, et la question étant mise aux voix, —Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La seconde résolution et les suivantes ainsi que la onzième résolution inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille six cent trente-deux piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes des départements publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, assurances et réparations des édifices publics en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille six cent dix-sept piastres et cinquante centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du nouveau palais de justice, Québec ; balance due à F. Parent sur premier contrat pour les murs de clôture, &c ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la différence due à la succession Legge ; en rapport avec la construction du Q. M. O. & O. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour frais de causes pendantes en rapport avec la construction du Q. M. O. & O. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'Orateur du Conseil législatif ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

La première et la seconde résolution étant lues la seconde fois, et la question étant mises aux voix, séparément sur chacune, —Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La troisième résolution et les suivantes jusqu'à la sixième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, deux résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour comptes ouverts, du ministère des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour la protection des forêts (à être remboursé par les licenciés), ministère des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix huit mille soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des traitements et dépenses contingentes du Conseil législatif, y compris les frais d'impression et de reliure, &c. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement de l'orateur de l'Assemblée législative ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt sept mille trois cent trente huit piastres et dix centius soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement et dépenses contingentes de l'Assemblée législative, y compris les frais d'impression et de reliure, &c. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour achat de livres pour la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements, dépenses contingentes, reliure, &c., pour la bibliothèque de la Législature ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la corporation de l'Hôpital Général, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Saint Vincent de Paul, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice protestant d'Industrie et de Refuge, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les femmes abandonnées, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat St. Patrice, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent trente-six piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Madeleine, Bon Pasteur, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des orphelins catholiques romains, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux enfants trouvés, à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quarante-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les orphelins protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent onze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Maternité sous les soins des Sœurs de la Miséricorde, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent une piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la rue Bonaventure, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille trois cent quatre vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'École pour les aveugles, Asile Nazareth Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir pour les aveugles, Asile Nazareth, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent quatre-vingt-quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Bienveillante des Dames, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

27. *Résolu*. Qu'une somme n'excédant pas deux cent vingt-quatre piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Hervey, Montréal pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste-Brigitte, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères de la Charité de St. Vincent de Paul, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Bethléem, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice St. Joseph du Bon Pasteur, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petites Sœurs des Pauvres, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile pour les enfants Protestants, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Western Hospital*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Church Home*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institution pour le traitement des yeux et des oreilles, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Notre Dame, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel Dieu, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Charles, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société Israélite des Dames de Bienfaisance, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Miséricorde pour la garde d'enfants trouvés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, coins des rues Ste-Catherine et Fullum, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Young Men's Hebrew Benevolent Society*, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de Refuge, Montreal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

45. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Pembroke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

46. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent quatre-vingt dix-huit piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des Dames charitables de l'Orphelinat et de l'Asile Nazareth, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

47. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

48. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cent soixante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile du Bon Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

49. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cent vingt-cinq piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Dames Protestantes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

50. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

51. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Finlay, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

52. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingt-quatorze piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile protestant pour les Orphelines, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

53. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile Ste Brigitte, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

54. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

55. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingt piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité et l'Hôpital du Sacré-Cœur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

56. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour les personnes vieilles et infirmes, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

57. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

58. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Dispensaire de l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

59. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur de Jésus, pour la maternité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

60. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association Chrétienne des Dames, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

61. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Maison de Santé Belmont, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

62. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille six cent cinquante-neuf piastres et trente-trois centins soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Maternité sous les soins des Dames du Bon Pasteur, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

63. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat sous les soins des Sœurs de la Charité, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

64. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre des Tabernacles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

65. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

66. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux malades indigents, Trois Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

67. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, pour leur Hospice de la Maternité, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

68. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Général, Sorel ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

69. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

70. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile des Orphelins, Saint-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

71. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ouvroir de Saint-Hyacinthe, Saint-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

72. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hotel Dieu, Nicolet ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

73. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *Distributing Home* pour les Orphelins, Knowlton ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

74. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Youville, Saint-Benoît ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

75. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Côteau du Lac ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

76. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Saint-Joseph, Beauharnois ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

77. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Sainte-Marie, Sainte-Marie de Monnoir ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

78. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Mascouche ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

79. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hopital St-Jean, St-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

80. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, St-Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

81. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice Lajennerais, Varennes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

82. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice des Sœurs de la Providence, Saint-Vincent de Paul ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

83. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de la Providence, Joliette ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

84. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de Laprairie, Laprairie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

85. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Joseph, Chambly ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

86. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth (Salle d'asile des petits enfants), Chambly ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

87. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Sainte-Elizabeth ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

88. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Providence, Notre Dame de l'Assomption ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

89. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la Providence, Sainte-Ursule ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

90. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Sainte-Anne Lapocatière, Sainte-Anne Lapocatière ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

91. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Rimouski ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

92. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Saint-Ferdinand, Saint-Ferdinand d'Halifax ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

93. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice d'Yamachiche, Yamachiche ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

94. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital et l'Asile pour les Orphelins, Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891,

95. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs de la Charité, Lanoraie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

96. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Paulin, St-Paulin ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

97. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital de Longueuil, Longueuil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

98. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de Nazareth (Salle d'Asile des petits enfants), Longueuil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

99. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-François, Saint-François du Lac ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

100. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital Saint-Louis, Saint Denis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

101. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs Grises de Farnham ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

102. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital St-Joseph de la Délivrance, Lévis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

103. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu St-Valier, Chicoutimi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

104. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôtel-Dieu, d'Arthabaskaville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

105. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent quatre-vingts piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hôpital du Sacré-Cœur, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

106. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Hospice de la Baie St-Paul, pour les personnes âgées et infirmes; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

La première résolution étant lue la seconde fois;

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

La seconde résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

La troisième résolution, étant lue la seconde fois;

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

La quatrième résolution et les suivantes jusqu'à la cent sixième résolution inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mardi, 11 Février 1890.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires des institutions suivantes, pour l'année 1889, savoir: de l'Union St-Joseph de Lachine,—de l'Hospice St-Joseph de Ste-Anne Lapocatière,—de l'Association des Dames charitables de Québec,—et de l'Hospice des Sœurs de la Charité de Québec, tous pour l'année 1889. (*Documents de la session, No. 8.*)

M. Bisson, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre, le septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill suivant qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, sans amendement:

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la Pointe au Buisson.

M. Lafontaine, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit:

Votre comité a examiné le bill portant refonte de la loi organique de l'Union Saint-Pierre de Montréal (25 Victoria, chapitre 94) et des lois qui l'amendent, et a l'honneur de rapporter le dit bill, sans amendement.

Votre comité a aussi examiné le bill constituant en corporation l'Ecole vétérinaire française de Montréal, et a l'honneur de faire rapport que ce bill a été rejeté; le préambule n'en ayant pas été prouvé.

Sur motion de M. Boyer, secondé par M. Lussier,

Ordonné, Que le bill constituant en corporation l'Ecole vétérinaire française de Montréal, soit mis de nouveau sur les ordres du jour, de jeudi prochain, pour être examiné en comité général.

Ordonné, Que l'honorable M. Pelletier ait la permission de présenter un bill concernant le droit de voter, la préparation des listes électorales, et pour amender la formule du serment.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 janvier 1890, pour copie de toute correspondance entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et la Chambre de Commerce de Montréal, ou aucun de ses membres, ou de toute autre Chambre de Commerce ou autres personnes, et tous papiers et mémoires présentés au sujet de la taxe sur les encanteurs, et concernant les ventes commerciales. (*Documents de la session, No. 99.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 22 janvier 1890, pour copie de toutes correspondances, documents, etc., au sujet du démembrement du comté de Terrebonne, pour fins parlementaires ou autres. (*Documents de la session, No. 74b.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 24 janvier 1860, pour copie de toutes requêtes et autres documents, reçus par le gouvernement ou l'un quelconque de ses membres, pendant et depuis la dernière session, relativement à la création d'une cour de circuit, à Chapeau village. (*Documents de la session, No. 100.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des lois ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitement des employés du bureau du greffier en loi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du bureau du greffier en loi, y compris le traitement d'un commis pendant la session ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitements du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt dix-neuf mille six cent trois piastres et soixante-treize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements et dépenses contingentes du juge des sessions de la paix, Québec, et des magistrats de police et des employés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour prisons de réforme pour le

garçons, écoles de réforme et d'industrie, orphelinat agricole de Notre-Dame de Montfort ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure : Cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province ; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être employé par le Secrétaire de la Province à l'achat de livres, écrits et publiés dans la province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$6,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, moins cinq pour cent sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc. ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools*, Québec et Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux *High Schools* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques : Cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu chaque année pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles dans les municipalités pauvres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs en retraite ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres pour prix ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, dont \$200 pour Sainte-Marie, Beauce ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Mile-End, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au journal "L'Enseignement Primaire"; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Educational Record," Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du journal de l'instruction publique, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au congrès des inspecteurs d'écoles; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire aux dépenses du musées colaire; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression des règlements des écoles, formules en blanc, etc., nécessités par la codification et les changements de lois de l'instruction publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression de 2,000 exemplaires du rapport annuel du surintendant de l'instruction publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire aux dépenses de la transcription, impression et distribution des archives canadiennes; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de navigation Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'histoire naturelle, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Naturaliste Canadien, conditionnellement; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des carabiniers de la Province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Canadien de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société littéraire et historique de Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie de Musique, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Géographie, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Cercle de la Salle, Québec; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Littéraire Saint Patrice, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Hemmingford Mechanics Institute and Library Association* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

43. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de Pharmacie, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

44. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, demain.

M. Boyer informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill pour annexer au comité de Rouville partie de la paroisse de St-Michel de Rougemont ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour annexer au comté de Rouville, à toutes fins quelconques, cette partie de la paroisse de Saint-Damase, dans le comté de Saint-Hyacinthe, qui a été annexée à la paroisse de Saint Michel de Rougemont, dans le comté de Rouville."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la troisième lecture du bill amendant la loi relative aux bazars et loteries dans la province ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant la loi des élections contestées de Québec ;

M. David propose, secondé par M. Lafontaine,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre, pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant le bureau protestant des commissaires d'écoles de la cité de Montréal, à disposer d'un certain immeuble et à confirmer et ratifier l'union des écoles dissidentes des anciennes municipalités de la ville de Saint-Gabriel et de la ville de Saint-Jean Baptiste avec la municipalité scolaire de la cité de Montréal ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Nantel fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant la charte de la Compagnie d'emmagasinage de Montréal ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Owens fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin du chemin de fer de Lacolle, Therville et Farnham, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés au comité permanent des divers bills privés :

Bill autorisant les exécuteurs testamentaires de feu Alexandre M. DeLisle à transporter les hypothèques actuelles d'une partie des biens de la succession, sur d'autres parties, selon qu'il peut être plus avantageux à cette succession.

Et bill autorisant la vente de certaines propriétés foncières, substituées par le testament de feu John A. Stackhouse.

Sur motion de l'honorable M. Robertson, secondé par l'honorable M. Taillon,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien mettre devant cette Chambre,—copie de tous les rapports correspondances et autres documents, relatifs au fonds d'emprunt municipal, réclamé des cantons de Stanstead, Magog et Bolton ; avec un état des sommes respectives réclamées de chacun de ces cantons, en vertu de la loi de 1880 et des actes et lois en vertu desquels ces emprunts ont été respectivement faits.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 12 février 1890.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte amendant l'acte pour incorporer les syndics de la Société presbytérienne américaine de Montréal."

Et bill intitulé : " Acte confirmant la vente faite à Alfred Joyce d'un certain bien-fonds substitué de la succession de feu Austin Adams."

Aussi, le Conseil législatif, a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte amendant le titre troisième des Statuts refondus de la province de Québec, relatif au Conseil Exécutif."

Et bill intitulé : " Acte constituant en corporation les " Sœurs du Précieux Sang des Trois-Rivières."

Et aussi le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte amendant la loi de l'instruction publique," sans amendement.

M. Bisson, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a adopté le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Lawrenceville et L'avenir, sans amendement, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. Lafontaine, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill autorisant Dame Marie-Louise Priscille Benoit, et Philippe Benoit, ès-qualité, à hypothéquer certains immeubles substitués, et a l'honneur de rapporter le dit bill, sans amendement.

Aussi les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill constituant en corporation " *The Women's Christian Temperance Union of the Province of Quebec* ; "

Et bill constituant la ville d'Acton en corporation.

Sur motion de l'honorable M. McShane, secondé par M. Forest,

Ordonné, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte amendant l'acte pour incorporer les syndics de la Société presbytérienne américaine de Montréal," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte confirmant la vente faite à Alfred Joyce d'un certain bien-fonds substitué de la succession de feu Austin Adams," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte constituant en corporation les Sœurs du Précieux Sang, des Trois-Rivières," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte amendant le titre troisième des Statuts r-fondus de la province de Québec, relatif au Conseil Exécutif," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Ordonné, Que M. Bernatchez ait la permission de présenter un bill amendant les lois relatives aux chemins à barrières de la rive nord, à Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Basinet ait la permission de présenter un bill pour annexer les paroisses Saint-Michel des Saints, Saint-Gabriel de Brandon, Saint-Damien et les territoires non organisés du comté de Berthier au district de Joliette, pour les fins judiciaires.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 février 1890, pour une liste de toutes les corporations commerciales qui ont payé la taxe directe, imposée par le Statut de 1882, durant le dernier exercice financier.

2. Le montant payé par chacune de ces corporations pour le même exercice. (*Documents de la session No. 101.*)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Blanchet,—Quels sont les prix payés pour l'impression du *Journal des Campagnes* et des lettres du chevalier de Lévis, 1756 à 1760 ?

En combien de volumes ces ouvrages ont-ils été publiés ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—Des œuvres du chevalier de Lévis, données à la province par Son Excellence le comte de Nicolay, deux volumes à 1000 exemplaires chacun, savoir : *Journal des Campagnes* et les lettres du chevalier ont été imprimés par MM. C. O. Beauchemin & Fils, et ont coûté \$1,614.80 ; la balance des manuscrits forme 9 volumes.

Par l'honorable M. Blanchet, —Arthur Talbot, de Scotstown, ci-devant marchand, est-il employé par le gouvernement ?

Quel est son emploi et son salaire ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel, —M. Arthur Talbot, ci-devant de Scotstown, marchand, et maintenant de Québec, remplace temporairement M. Thomas Inglis Poston, comptable, dans la branche des ventes, section Est, en congé pour cause de maladie.

Salaire \$2.00 par jour.

Par l'honorable M. Taillon, —1. M. Cloran a-t-il fini ses travaux comme commissaire chargé de s'enquérir du fonctionnement du système du jury ?

2. A-t-il complété son rapport ?
3. A-t-il reçu quelque chose, depuis le 20 janvier 1890, pour cet ouvrage ?
4. A-t-il produit son compte final ?
5. Si oui, combien réclame-t-il en sus de ce qu'il a déjà reçu ?
6. Si non, pour quelle raison ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte, —1. Il doit finir très prochainement ;

2. A peu près ;
3. Non ;
4. Non ;
5.
6. Il présentera son compte final lorsqu'il aura terminé son travail.

Par M. Faucher de Saint-Maurice, —Est-ce l'intention du gouvernement de changer la date de la Fête des arbres, et de la remettre au printemps ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte, —Sous sérieuse considération.

Par M. Beauchamp, —1. Quelles sont les sociétés d'agriculture auxquelles le gouvernement a accordé des octrois spéciaux pour expositions agricoles, ou autres fins analogues, depuis le 1er juillet 1889 ?

2. Quelle somme a été ainsi accordée à chacune d'elles ?
3. A quelles dates ?

4. Pour quel objet particulier ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte, —
SOCIÉTÉS d'agriculture qui ont reçu des octrois spéciaux, pendant l'année 1889-90.

Nom des sociétés.	Montant accordé.	Date de paiement.	Pour quel objet particulier.
	\$ cts.		
Hochelaga.....	1,000 00	23 octobre 1889.....	Exposition régionale et provinciale
Laprairie.....	500 00	22 août 1889.....	Exposition régionale.
do	100 00	21 octobre 1889.....	Concours de labour provincial.
L'Assomption....	1,000 00	29 août 1889.....	Exposition régionale.
Chambly.....	100 00	23 octobre 1889.....	Concours de labour pour les comtés de Chambly et Verchères.

Par M. Lapointe,—M. Joseph Pageau, architecte, et M. Joseph Bouchard, teneur de livres, tous deux employés au bureau de M. Charlebois, à Québec, sont-ils payés par le gouvernement, soit directement soit indirectement par l'entremise de M. Charlebois, pour leur ouvrage en rapport avec la construction de la clôture autour de l'hôtel du Parlement, ou avec le nivellement du terrain ?

2. Si oui, combien le gouvernement paie-t-il à chacun d'eux ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Ces Messieurs sont employés par M. Charlebois, et sont payés par lui ; le gouvernement ne paie rien ni à l'un ni à l'autre.

Sur motion de M. David, secondé par M. Boyer,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport de M. Ambroise Choquette, et celui de M. P. E. Tremblay, sur l'émigration des Canadiens-français aux Etats-Unis et leur repatriement.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par M. Desjardins,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance que le gouvernement a en sa possession, touchant le projet d'établissement d'une ligne courte de chemin de fer, sur le territoire canadien, depuis Halifax en gagnant l'ouest, en prolongeant le chemin de fer de Téniscouata à Moncton.

Sur motion de l'honorable M. Blanchet, secondé par l'honorable M. Taillon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie du jugement rendu par la cour du Banc de la Reine de cette province *in re* Philippe Paradis et autres, et Allan Gilmour et autres.

2. Copie de la décision du Conseil Privé de Sa Majesté dans les mêmes causes.

Sur motion de M. Desjardins, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—état montrant quel est le chiffre des arrérages (accumulés avant le 17 juillet 1887) compris dans l'item inscrit comme suit, à la page 6 des Comptes publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1889, savoir :

Taxes sur les corporations commerciales, \$144,550.84.

Sur motion de M. Nantel, secondé par M. Faucher de Saint-Maurice,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un tableau fournissant, par colonnes séparées, les renseignements suivants : 1. Les noms des municipalités endettées au fonds d'emprunt municipal, avant 1880.

2. La date de leur emprunt.

3. Le montant emprunté.

4. Le montant dû en intérêts, suivant le statut de 1880.

5. Le montant payé, par chaque municipalité, au gouvernement et la date du paiement.

6. Le montant remis à chaque municipalité par le gouvernement, et la date de la remise.

Sur motion de M. Lapointe, secondé par M. Beauchamp,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—Un état indiquant : 1. Les enquêtes tenues, et généralement tous services rendus par M. C. A. Dugas et M. M. C. Desnoyers, de Montréal, en vertu de commissions ou autrement, en dehors de leurs fonctions ordinaires, comme juges des sessions ou magistrats de police, pendant les années 1887, 1888 et 1889.

2. Les sommes par eux reçues ou réclamées du gouvernement pour ces enquêtes et autres services.

3. Les rapports par eux faits.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Casgrain,—la pétition de T. Ledroit et autres, de la cité de Québec.

Par M. Lafontaine,—la pétition de P. E. Grandbois et autres, médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Ordonné, Que la pétition de T. Ledroit et autres, de la cité de Québec, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue.

Et la dite pétition est lue et reçue, demandant que certains amendements à la charte de la cité de Québec, ne deviennent pas loi.

Ordonné, Que la pétition de P. E. Grandbois et autres, médecins et chirurgiens de la province de Québec, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue.

Et la dite pétition est lue et reçue, demandant que les amendements à la loi de pharmacie de Québec deviennent loi.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Acte pour amender les articles 67, 68 et 69 du Code de procédure civile," étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Taillon,

Résolu, Que cette Chambre ne concoure pas dans les dits amendements pour les raisons suivantes :

Parce que l'amendement à la section 2 du bill a été évidemment fait par erreur cléricale ou autre, ou inadvertance ;

Parce que l'amendement à la section 3 du bill comporte une redondance dans l'article 69 du Code de procédure civile, attendu que cet article consacre déjà le principe de cet amendement, et parce que cet amendement n'est pas nécessaire ;

Parce que si ces deux amendements étaient adoptés, il faudrait encore une loi pour amender ces deux articles du code de procédure, de manière à faire disparaître toute contradiction entre eux, et d'en rendre l'application possible ; et

Résolu, Qu'un message soit envoyé au Conseil législatif, communiquant à leurs Honneurs les raisons pour lesquelles cette Chambre n'adopte pas les dits amendements ; et priant respectivement leurs Honneurs de les reconsidérer.

Ordonné, Que le Greffier porte le dit message (avec le bill et ses amendements) au Conseil législatif.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender le Code de procédure civile, relatif aux matières sommaires ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en Corporation la Compagnie du chemin de fer de la Pointe du Buisson ; et après

avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robidoux fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill portant refonte de la loi organique de l'Union Saint-Pierre de Montréal (25 Vict., chap. 94) et des lois qui l'amendent ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. Boyer rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des élections ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du traitement du Greffier de la Couronne en Chancellerie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression, reliure et distribution des lois ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitement des employés du bureau du greffier en loi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du bureau du greffier en loi, y compris le traitement d'un commis pendant la session ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses contingentes du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille trois cent quinze piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour traitements et dépenses contingentes du juge des sessions de la paix, Québec, et des Magistrats de police et des employés, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour prisons de réforme pour les garçons, écoles de réforme et d'industrie, orphelinat agricole de Notre-Dame de Montfort ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des bureaux publics ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante-onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'éducation supérieure : Cinq pour cent de la part des catholiques sur cette somme sera retenu chaque année, pour être distribué,

dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques de sourds-muets et d'aveugles dans la province; et cinq pour cent de la part des catholiques dans le fonds de l'éducation supérieure pourra être employé par le Secrétaire de la Province à l'achat de livres, écrits et publiés dans la province, pour être distribués en prix aux institutions qui auront contribué à telle somme de cinq pour cent, et \$6,000 seront payées à même cette part du dit fonds à l'école polytechnique, moins cinq pour cent sur la part assignée à l'éducation supérieure protestante, \$200 seront employées à venir en aide à l'association provinciale des instituteurs et \$700 à solder le traitement d'un inspecteur d'écoles supérieures, académies, etc.; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux *High Schools*, Québec et Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille neuf cent quarante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme compensation aux institutions catholiques pour l'allocation aux *High Schools*; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent soixante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles publiques: Cinq pour cent de la part des catholiques dans cette somme sera retenu chaque année pour être distribué, dans la proportion que le Lieutenant-Gouverneur en Conseil voudra bien déterminer, parmi les institutions catholiques des sourds-muets et des aveugles dans la Province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles dans les municipalités pauvres; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles normales; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux instituteurs en retraite; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'achat de livres pour prix; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas douze mille deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, dont \$200 pour Sainte-Marie, Beauce; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourds-muets, Mile-End, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'école des sourdes-muettes, Sœurs de la Providence, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil de l'instruction publique; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au journal "L'Enseignement Primaire"; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à "The Educational Record," Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du journal de l'instruction publique, Montréal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au congrès des inspecteurs d'écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire aux dépenses du musée scolaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression des règlements des écoles, formules en blanc, etc., nécessités par la codification et les changements de lois de l'instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression de 2,000 exemplaires du rapport annuel du surintendant de l'instruction publique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire aux dépenses de la transcription, impression et distribution des archives canadiennes ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Ecole de navigation Québec, pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

31. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'histoire naturelle, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

32. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Naturaliste Canadien, conditionnellement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

33. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association des carabiniers de la Province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

34. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Canadien de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

35. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société littéraire et historique de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

36. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie de Musique, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

37. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société de Géographie, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

38. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Cercle de la Salle, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

39. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Littéraire Saint Patrice, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

40. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à *The Hemmingford Mechanics Institute and Library Association* ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

41. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de Pharmacie, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

42. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Œuvre du Patronage, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

La première résolution et les suivantes ainsi que la sixième résolution, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La septième résolution étant lue la seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix,—Que la Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

La huitième résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

La neuvième résolution étant lue la seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix,—Que la Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

Et la dixième résolution et les suivantes, jusqu'à la quarante-deuxième résolution inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 13 Février, 1890.

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées séparément sur la table :

Par l'honorable M. Mercier,—la pétition du Révérend Simon Fraser et autres, de Shoolbred,—et la pétition de N. Arseneau et autres, du canton de Carleton.

M. Lafontaine, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le douzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants et y a fait quelques amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill concernant une certaine substitution créée par Joseph Beaupré et *uxor*.

Bill constituant en corporation le Révérend Ambroise Fafard, prêtre, pour des fins de charité, sous le nom de l'Hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul.

Bill constituant en corporation la Compagnie d'exposition de Montréal.

Votre comité a de plus examiné le bill portant refonte de la loi organique de l'Union Saint-Joseph de Montréal (19-20 Vict., chap. 131) et des lois qui l'amendent ;

Et le bill régularisant la cléricature de Joseph Giguère.

Votre comité a encore examiné le bill amendant la loi 8 Vict., chap. 81, qui constitue en corporation le Collège de médecine et de chirurgie de Montréal, et a l'honneur de faire rapport que le préambule n'a pas été prouvé.

M. Legris, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné la pétition du Conseil municipal du village de Magog, demandant un acte érigeant le dit village en ville, référée de nouveau à votre comité, et a trouvé que les avis n'avaient pas été donnés ; mais, comme il a été prouvé que des résolutions, concernant ce projet de loi, avaient été adoptées par le dit conseil municipal, votre comité est d'opinion que les parties intéressées connaissent bien la nature de la pétition, et est convenu de recommander à votre honorable Chambre la suspension de la 51^{ème} règle.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que la 51^{ème} règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au bill constituant en corporation la ville de Magog.

Ordonné, Que M. de Grosbois ait la permission de présenter le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill, intitulé : " Acte modifiant l'acte 14-15 Victoria, chapitre 176, concernant les biens temporels de l'Eglise unie d'Angleterre et d'Irlande, dans le diocèse de Montréal. "

Bill, intitulé : " Acte autorisant le Conseil municipal de la paroisse de St. Raphaël de l'Ile Bizard à construire un pont en fer. "

Bill, intitulé : " Acte autorisant Charles L. de Martigny, ès-qualité, et autres, à emprunter et à hypothéquer les immeubles de la succession de feu l'honorable Charles S. Rodier. "

Bill, intitulé : " Acte constituant en corporation la " Maison de charité de Ste. Cunégonde. "

Bill, intitulé : Acte ratifiant et validant un certain acte de compromis, cession et transport entre la Congrégation du Très-Saint Rédempteur de Ste. Anne de Beaupré et les francs-tenanciers de Ste-Anne de Beaupré. "

Bill, intitulé : " Acte amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer du Québec Central. "

Et bill, intitulé : " Acte amendant la loi électorale de Québec. "

Ordonné, Que M. Gladu ait la permission de présenter un bill amendant le Code municipal.

Il présente en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé au comité spécial pour prendre en considération tous les bills pour amender le Code municipal.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Martin,—1. Quel était le montant total du dernier subside, ou partie du dernier subside, dû aux MM. MacFarlane & fils, sous-entrepreneurs du chemin de fer de la Baie des Chaleurs ?

2. Quel est actuellement le montant payé aux travailleurs par le gouvernement, à même ce subside ?

3. Est-ce qu'il y a encore à la disposition du gouvernement une balance de ce subside, et quel en est le montant ?

4. Le gouvernement est-il décidé d'employer cette balance à payer les réclamations des travailleurs, qui auraient été produites, et quand se propose-t-il de le faire ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—1° Il n'y avait aucun montant de tel subside dû légalement à Messieurs MacFarlane et fils, sous-entrepreneurs, du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, en autant qu'il est possible de comprendre les contrats et les sous-contrats pour la construction, et les divers transports de subsides produits au bureau du Trésor ; mais comme le rapport de l'ingénieur du gouvernement constatait qu'il était dû à la compagnie une balance de subsides de \$28,546,00 pour travaux sur les sections G. H. ; comme il y avait beaucoup de plaintes de la part des ouvriers journaliers, fournisseurs de provisions et autres personnes, à l'effet que leurs réclamations légitimes acceptées par les contracteurs et la compagnie n'étaient point payées ; comme des réclamations nombreuses de ces diverses personnes avaient été produites ; comme une émeute avait même eu lieu, que les trains avaient été arrêtés, que des lisses du chemin de fer avaient été enlevées ; et comme divers autres graves motifs avaient été allégués pour demander l'intervention du gouvernement, Charles Langelier écuyer, M. P., de la cité de Québec, fut

nommé, par commission sous le grand sceau, en vertu d'un arrêté en conseil No 488, du 3 octobre dernier (1889), commissaire à l'effet de faire une enquête sur les lieux, d'examiner toutes les plaintes et tous les comptes produits, avec instruction de donner des avis publics aux parties intéressées et de faire rapport le plutôt possible.

Après enquête faite sur les lieux, audition des parties intéressées, examen de toutes les réclamations, et de tous les comptes etc. etc., Monsieur Langelier fit un rapport préliminaire, le 19 novembre dernier, déclarant qu'ayant lieu de craindre la répétition des grèves et des troubles qui avaient déjà éclaté, si les ouvriers et les fournisseurs n'étaient point payés dans le plus bref délai possible, et recommandant, dans l'intérêt de l'ordre public, de payer toutes les réclamations se rattachant à la construction de la partie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs comprise entre Matapédia et la rivière Cascapédia, annexant au dit rapport une liste de ces réclamations pour les sections G. H., ainsi que pour les autres sections allant vers l'ouest, lesquelles réclamations pour ouvrages, pension d'ouvriers et matériaux fournis, y compris les réclamations des sous-contrac-teurs, s'élevaient à la somme de vingt neuf mille piastres ou environ.

Par un autre arrêté en conseil, en date du 25 novembre dernier (1889), J. C. Langelier, écuyer, député registraire de cette province, fut autorisé à se rendre sur les lieux et à payer, à l'acquit de la Compagnie de la Baie des Chaleurs, ou ses représentants, déduction faite d'abord des frais de la dite enquête, des honoraires du commissaire, de ses dépenses de voyage et tous autres frais légitimes s'y rattachant, les comptes des personnes mentionnées dans l'état annexé au dit rapport préliminaire, le dit arrêté en conseil déclarant, en outre, que la balance qui resterait après les réclamations privilégiées des ouvriers, des fournisseurs et autres, acquittées, serait distribuée entre les sous-contrac-teurs et autres réclamants non privilégiés, à marc la livre.

2. Le montant actuellement payé sur les réclamations privilégiées ci-dessus mentionnées, est de \$23,103.22, y compris \$500, première avance à M. Charles Langelier ; \$200, seconde avance au même ; \$320.58 à M. J. C. Langelier, pour ses honoraires et frais de voyage, et \$330.50 à M. J. R. Michaud, pour services rendus en rapport avec cette affaire, ainsi que le montant avancé à M. Gagnon, secrétaire de la commission, tel que mentionné dans la réponse à l'interpellation de M. Casgrain faite le jeudi, 23 janvier dernier.

3. La balance à payer est de \$5,442.78.

4. Oui, et c'est ce qu'il fait tous les jours, au fur et à mesure que des réclamations légitimes sont établies.

Cependant, il est regrettable que ceux qui avaient des réclamations à produire ne l'aient point fait devant le commissaire, quand il était sur les lieux, des avis publics ayant été donnés partout à cet effet. Cette négligence, de la part des réclamants, retarde non seulement le rapport final de M. Langelier, mais, comme conséquence, le paiement des sommes dues aux réclamants.

Par l'honorable M. Taillon.—1. M. Charles Langelier a-t-il fini son enquête sur les difficultés survenues entre les travailleurs et ceux qui les ont employés à la construction du chemin de fer de la Baie des Chaleurs ?

2. Si non, qu'est-ce qui l'empêche de la finir ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte.—1. Non ;

2. Pour les raisons indiquées à l'interpellation précédente.

Par M. Beauchamp.—Combien MM. C. L. Champagne et Denis Barry ont-ils reçu du gouvernement de cette province, en sus de \$2,500 portées pour chacun d'eux à la page 78 des comptes publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1889 ?

2. Pour quelle considération ces \$2,500 et toute somme qu'ils ont reçues, depuis le 1er juillet 1889, leur ont-elles été payées ?

3. En vertu de quelle autorité ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—1. Depuis le 30 juin 1889, MM. Champagne et Barry ont reçu chacun \$1,000 jusqu'au 31 janvier dernier, comme suit :

Champagne

\$250 00
250 00
100 00
100 00
100 00
100 00
100 00
100 00

\$1,000 00

Barry

\$250 00 juillet 1889.
250 00 août 1889.
100 00 septembre 1889
100 00 octobre 1889.
100 00 novembre 1889
100 00 décembre 1889.
100 00 janvier 1890.

\$1,000 00

2. Pour dix mois de traitement à raison de \$3,000 par année.

3. En vertu d'un ordre en conseil, passé le 9 avril 1889, et approuvé le 11 du même mois par son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.

Par M. Tourigny,—1. M. J. A. Mercier, de Montréal, agent d'assurance, a-t-il quel-qu'emploi sous le gouvernement de cette province ?

2. Quelles sont ses fonctions ?

3. Quel est son salaire ?

4. Depuis combien de temps reçoit-il un salaire du gouvernement, soit directement soit indirectement, par l'entremise du shérif ou du protonotaire ou de tout autre officier ?

5. Combien a-t-il reçu jusqu'à ce jour ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—1. La position à l'égard de M. J. A. Mercier est la même que celle qui est établie dans l'interpellation et la réponse suivantes, faites le 18 mars dernier (1889), page 531 des procès-verbaux de cette Chambre :

"Par M. Tourigny,—Y a-t-il un M. Mercier qui a été nommé dernièrement à un emploi dans le service public de la province ? Montréal ?

"Si oui, quel est son prénom ?

"À quelle date a-t-il été nommé ?

"Quel est son salaire ?

"Quelles sont ses fonctions et qui les remplissaient avant lui ?

"Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Sur l'ordre du procureur général, M. J. A. Mercier devait entrer au bureau du shérif, de Montréal, le 22 février dernier, avec un traitement de \$1,800.

"Cette nomination ayant été faite hors de la connaissance du Premier ministre, celui-ci s'y objecta, dès qu'il la connut, et en conséquence, M. J. A. Mercier a été forcé de donner sa démission.

"Ses fonctions devaient être les suivantes :

"1. Surveiller les menus ouvrages de réparation et d'entretien au palais de justice, à la nouvelle cour des magistrats et à la prison de Montréal.

"2. Acheter, sous les ordres du shérif, le bois, le charbon, etc., et de voir aux réparations des meubles et à leur renouvellement."

2. Depuis le premier août 1887, M. Mercier examine les différents comptes qui sont produits, soit au bureau du shérif ou ailleurs, contre le gouvernement, examine les travaux, les meubles et autres fournitures, et les différents autres ouvrages de surveillance, quand requis, soit par le département des Travaux Publics, soit par celui du procureur général.

3. Il n'a aucun salaire fixe, mais envoie ses comptes de temps à autres, et ses charges sont en rapport des travaux et des déboursés qu'il fait.

Ces déboursés sont assez considérables, car il est obligé de voyager fréquemment.

4. Les réponses ci-dessus couvrent cette question.

5. Le montant total de ces comptes payés, par le département des Travaux Publics, jusqu'à ce jour, s'élève à la somme de \$3,950.75.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—une liste de toutes réclamations contre la Couronne, sujettes à contestation, et qui, depuis le 27 janvier 1887, ont été réglées à l'amiable, ou par arbitrage ou autrement, sans recourir aux tribunaux, avec mention des noms et prénoms des réclamants, du montant réclamé, de l'objet de la demande, de la date à laquelle remonte chaque réclamation; du montant accordé et payé par le gouvernement, dans chaque cas, de la date du règlement et de celle du paiement.

2. Liste des pétitions de droit et généralement de toutes réclamations contre la Couronne portées devant les tribunaux, non mentionnées dans la réponse à l'adresse votée le 8 mars 1889, avec mention des noms et prénoms des réclamants, du montant réclamé, de la nature de la demande, de la date à laquelle elle a été portée devant les tribunaux, des noms des avocats des parties dans la cause, et des frais payés à chacun d'eux par la Couronne; aussi avec mention des procédures faites dans chacune de ces causes, de la nature de la défense, de tous jugements rendus en icelles, de tous paiements faits et généralement tous détails concernant ces réclamations.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Pilon, secondé par M. Bisson,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé de toutes les sommes payées à M. E. A. Barnard, secrétaire actuel du Conseil de l'agriculture, pour dépenses de voyage, depuis le premier juillet 1883, avec la date de chaque paiement, la raison d'icelui et l'autorisation.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des circulaires du Dr. Leclerc, secrétaire actuel du Département de l'agriculture, et de M. E. A. Bernard, secrétaire actuel du Conseil d'agriculture, envoyés en 1886 et 1889, au sujet des constitutions des cercles agricoles; avec copie de ces constitutions et de toute annexe, soit aux constitutions, ou aux circulaires transmises, avec la date de leur enregistrement chez le registraire du département, avec l'autorité écrite donnée, à ce sujet, par les chefs de ce département.

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances échangées, entre le département de l'agriculture et de colonisation et M. le notaire Hubert Hébert, de la ville de Montmagny, au sujet de l'Association de la fabrication de beurre, N^o 1, de la ville de Montmagny.

Sur motion de M. Hall, secondé par M. England,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200, payé sur le bill autorisant l'Evêque métropolitain de l'Eglise d'Angleterre, de la province ecclésiastique du Canada, à conférer certains degrés en théologie, dans la province de Québec, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Pilon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des sommes payées, à même le fonds consolidé du revenu, depuis le premier février 1887, pour acquitter des obligations ou des dépenses encourues avant cette date dans les divers départements, séparément, indiquant les noms de chaque personne, à qui tels montants ont été payés, la date des paiements et l'objet pour lequel ces sommes étaient dues.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant, année par année, et item par item, les sommes payées, tant sous le titre de dépenses spéciales que sous le titre des dépenses ordinaires, pour réparation et entretien d'édifices publics et des palais de justices et prisons, du 1er juillet 1882 au 1er février 1887, avec addition du total; et pareil état pour le temps écoulé depuis le 1er février 1887.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé de toutes les dépenses encourues dans l'affaire des détectifs Fahey, Nægélé et Bureau, avec addition du total des dépenses.

Le bill pour amender le Code municipal est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Turcotte,

Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera en comité général pour prendre en considération certaines résolutions favorisant l'extension du chemin de fer de Témiscouata à Moncton.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant Dame Marie Louise Priscille Benoit et Philippe Benoit *es-qualité* à hypothéquer certains immeubles substitués, et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Rimouski) fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation "*The Women's Christian Temperance Union of the Province of Quebec*"; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bisson fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit "*Acte constituant en corporation The Women's Christian Union of the Province of Quebec.*"

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant la ville d'Acton en corporation; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil; et M. Robidoux fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Lawrenceville et l'Avenir; et après

avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Champagne fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant le Code de procédure civile concernant les cours de commissaires, étant lu ;

L'honorable M. Turcotte propose, secondé par l'honorable M. Duhamel, Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise : et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

M. Murphy, du comité des subsides, rapporte une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du chemin de fer de Québec, Montréal, Ottawa & Occidental, construction.—Succession Baptist Son & Co., droit de passage pour la ligne de ceinture, Trois-Rivières ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

La dite résolution étant lue la seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix.—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain

Vendredi, 14 Février, 1890.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par M. Lafontaine,—la pétition de J. P. Lavoie et autres,—et la pétition de A. Brodeur et autres, médecins et chirurgiens de la province de Québec.

Par M. deGrosbois,—la pétition de la Société de tempérance Ste-Anne,—la pétition de la Société de tempérance des Irlandais catholiques de Montréal,—la pétition de la Société de tempérance, de St-Jean,—la pétition du Comité du Conseil exécutif de la ligue des citoyens de Montréal,—la pétition du Révérend T. J. Williams et autres,—la pétition du Révérend P. Deguire et autres,—la pétition du Congrès des métiers et du travail du Canada,—la pétition de l'Evêque Anglican et du recteur de l'église St-Jacques de Montréal,—la pétition du Conseil des métiers et du travail, de Lévis,—et la pétition de l'Ordre indépendant des bons Templiers et des Fils de la tempérance.

M. Tessier (Portneuf), du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le treizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill érigeant la paroisse de Ste-Christine en municipalité locale, pour les fins municipales et scolaires, et l'annexant, dans le même but, au comté de Bagot, auquel il a fait certains amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a passé le bill, intitulé : " Acte reconnaissant le diplôme de bachelier en arts comme suffisant pour l'admission à l'étude des professions légale, notariale et inéducative," sans amendement.

L'honorable M. Shehyn, Trésorier de la province, présente, —la réponse à un ordre de la Chambre, du 12 février 1890, pour un état montrant quel est le chiffre des arrérages (accumulés avant le 17 juillet 1887) compris dans l'item inscrit comme suit, à la page 6 des comptes publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1889, savoir :

Taxes sur les corporations commerciales, \$144,550.84. (*Documents de la session, No. 102.*)

Ordonné, Que la 31^e règle de cette Chambre soit suspendue, en autant qu'elle a rapport au bill amendant l'article 718 du Code municipal de la province de Québec.

Ordonné, Que M. Bernatchez ait la permission de présenter le dit bill.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, —lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal.

L'honorable M. Mercier met devant la Chambre, —le Rapport général du Commissaire des Travaux Publics de la province de Québec, pour l'année 1889. (*Documents de la session No. 7.*)

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable Trésorier Shehyn propose, secondé par l'honorable M. Mercier, —Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Nantel propose comme amendement, secondé par M. Faucher de Saint-Maurice, —Que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté pour les besoins du service public, mais elle regrette de constater que les dépenses de l'année 1888-89, pour les diverses branches du service public suivantes, comparées avec celles de 1885-86, pour les mêmes fins, ont été augmentées d'une manière alarmante, pour l'avenir de la province, comme il appert par les chiffres suivants :

Intérêt de la dette, rachat et frais d'administration, 1888-89.....	\$1,134,789 51
Intérêt de la dette, rachat et frais d'administration, 1885-86.....	977,760 32

Augmentation.....	\$ 157,029 19
-------------------	---------------

Législation 1888-89.....	\$ 231,812 90
Législation 1885-86.....	181,984 46

Augmentation.....	\$ 49,828 44
-------------------	--------------

Gouvernement civil 1888-89.....	\$ 236,987 39
Gouvernement civil 1885-86.....	183,514 50
Augmentation.....	\$ 53,472 89
Administration de la justice 1888-89.....	\$ 448,744 32
Administration de la justice 1885-86.....	363,746 48
Augmentation.....	\$ 84,997 84
Police 1888-89.....	\$ 18,861 07
Police 1885-86.....	14,090 00
Augmentation.....	\$ 4,771 07
Travaux et édifices publics 1888-89.....	\$ 116,164 23
Travaux et édifices publics 1885-86.....	82,584 40
Augmentation.....	\$ 33,579 83
Département des terres de la Couronne 1888-89.....	\$ 201,200 00
Département des terres de la Couronne 1885-86.....	130,000 00
Augmentation.....	\$ 71,200 00
Paiement par les officiers du revenu 1888-89.....	\$ 48,635 11
Paiement par les officiers du revenu 1885-86.....	26,531 79
Augmentation.....	\$ 22,103 32
Dépenses spéciales imputables au revenu 1888-89.....	\$ 236,996 57
Dépenses spéciales imputables au revenu 1885-86.....	20,030 40
Augmentation.....	\$ 216,966 17

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Baldwin,
Beauchamp,
Desjardins,
Duplessis,
England,*

*Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Lapointe,
LeBlanc,*

*Martin,
McIntosh,
Nantel,
Owens,*

*Picard,
Poupore,
Spencer et
Tourigny—17.*

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rhodes,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Shelkyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Déchène (de l'Islet),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
			<i>Turcotte—33.</i>

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du Collège commercial de Saint-Barthélemi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs des petites écoles, Rimouski ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du collège de Saint-Remi, Napierville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat de Marieville, Rouville, pour construction ; pour l'année financière finissant le 38 juin 1891.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la ville de Saint-Henri, Montréal, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent Sainte-Anne, de Saint-Félix de Valois, Joliette, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie commerciale, Beauharnois, pour construction ; pour l'année financière finissant le 38 juin 1891.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial de Roxton, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent St-Cyprien, comté de Napierville, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de St-Norbert, comté de Berthier ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de Joliette, pour construction d'une annexe pour cours commercial ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de St-Jean-Baptiste de Roxton, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères Maristes, Upon, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

14. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial, Varennes, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au collège de Chicoutimi, pour construction (3e paiement sur les quatre à faire) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial de Saint-Vincent de Paul, pour construction ; (2e paiement sur les trois à faire) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial de Saint-Cuthbert, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial de West Farnham, pour construction d'un quai afin d'empêcher le collège d'être détruit par la rivière Yamaska ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Pères Rédemptoristes, Montréal, pour construction d'une école à la Pointe Saint-Charles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au collège d'Arthabaskaville, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au couvent de Saint-Jean de Matha, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au couvent de L'Assomption, pour construction d'une école ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au R. C. High School, Granby, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au collège Saint Michel, Bellechasse ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial Saint-François, de Saint-Denis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Ursulines de Roberval, pour finir la construction, 1er paiement sur deux semblables ; pour l'année finissant le 30 juin 1891.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Ecole des Frères de l'Islet ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de Saint-Joseph de Lévis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

29. *Résolu.* Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petits Frères Maristes, d'Iberville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

30. *Résolu.* Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Saint-Michelle, Bellechasse ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu lundi prochain.

M. Murphy informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

L'ordre du jour, pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'augmentation de la représentation, à l'Assemblée législative, dans les divisions électorales d'Ottawa et de Wolfe et Richmond, étant lue :

Et la question étant mise aux voix, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que de nombreuses requêtes ont été présentées, et que des résolutions ont été passées par des conseils de cités, de villes et de comtés en cette province, demandant à ce que le nombre des députés à l'Assemblée législative soit augmenté dans certains endroits ;

Attendu que la représentation, dans la Législature, n'est pas équitablement partagée ;

Attendu que la nécessité de pourvoir aux besoins croissants de la population de cette province et au développement de ses ressources, rend opportun d'augmenter la représentation du peuple à l'Assemblée législative, et de la répartir d'une manière plus équitable, et dans cette vue, de changer les limites de certains comtés et divisions électorales, et d'en former d'autres de manière à augmenter le nombre des collèges électoraux en cette province ;

Attendu que la section 80 de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, décrète que l'Assemblée législative de Québec se composera de soixante et cinq membres, qui seront élus pour représenter les soixante et cinq divisions ou district électoraux du Bas Canada, mentionnés dans le dit acte, sauf toute modification que pourra y apporter la Législature de Québec ; mais qu'il ne pourra être présenté au Lieutenant-Gouverneur de Québec, pour qu'il le sanctionne, aucun bill à l'effet de modifier les délimitations des divisions ou districts électoraux énumérés dans la deuxième cédule annexée au dit acte, à moins qu'il n'ait été passé à ses deuxième et troisième lectures dans l'Assemblée législative avec le concours de la majorité des membres représentant toutes ces divisions ou districts électoraux ; et que la sanction ne sera donnée à aucun bill de cette nature à moins qu'une adresse n'ait été présentée au Lieutenant-Gouverneur par l'Assemblée législative déclarant que tel bill a été ainsi passé ;

Il soit en conséquence :

Résolu, 1. Que depuis et après la fin de la présente session de cette Législature, les comtés et districts électoraux ci-dessous mentionnés et désignés et décrits dans l'article 64 des Statuts refondus de la province de Québec seront, en vertu des pouvoirs accordés à cette Législature par la dite section 80 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, modifiés de la manière suivante, savoir :

1. Le comté d'Ottawa sera divisé,—pour la représentation dans l'Assemblée législative seulement—en deux comtés désignés sous les noms de "Comté d'Ottawa-Ouest" et "Comté d'Ottawa-Est", et décrits comme suit :

a. Le comté d'Ottawa-Ouest est borné à l'ouest par le comté de Pontiac, au nord-est par le comté de Montcalm, au sud par la rivière Ottawa, y compris les îles appartenant à la province de Québec situées vis-à-vis de ce comté, et à l'est par le comté d'Ottawa-Est, dont il est séparé par les limites ouest et nord du canton de Templeton, l'augmentation de Templeton, les limites ouest et nord du canton de Portland, jusqu'au point d'intersection de cette ligne nord et du centre de la rivière du Lièvre, de là par le centre de la rivière du Lièvre, en allant vers le nord jusqu'à son point d'intersection avec la ligne qui divise le comté de Montcalm des comtés d'Ottawa-Ouest et d'Ottawa-Est.

Le comté, ainsi borné, comprend la cité de Hull, le canton de Hull, y inclus le village de Aylmer, les cantons Eardly, Masham, Wakefield, Denholme, Low, Aylwin, Hincks, Bowman, Bigelow, Wright, Northfield, Blake, Bouchette, Wabasse, Cameron, Maniouaki, Kensington, Egan, Bouthillier, Aumond, Sicotte, Lytton, Baskatong, Robertson, Pope et Gravel, et les territoires non organisés compris dans ces limites.

b. Le comté d'Ottawa-Est est borné au nord-est par le comté de Montcalm, à l'est par le comté d'Argenteuil, au sud par la rivière Ottawa, y compris les îles appartenant à la province de Québec situées vis-à-vis de ce comté, à l'ouest par le comté d'Ottawa-Ouest dont il est séparé par la limite est du canton de Hull, les limites est et sud du canton de Wakefield et la limite est du canton de Denholme, la frontière sud du canton de Bowman jusqu'à son point d'intersection avec le centre de la rivière du Lièvre, de là par le centre de la rivière du Lièvre en allant vers le nord jusqu'à son point d'intersection par la ligne qui divise les comtés d'Ottawa-Ouest et d'Ottawa-Est du comté de Montcalm.

Le comté, ainsi borné, comprend la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, y inclus le village de Montebello, et les paroisses de St-Angélique et de St-André Avelin, et le canton de Templeton qui comprend le village de la Pointe Gatineau, l'augmentation de Templeton, les cantons de Buckingham, Lochaber, l'augmentation de Lochaber, Ripon, Mulgrave, Derry, Portland-Est, Portland-Ouest, Villeneuve, Lathbury, Hartwell, Suffolk, Ponsonby, Amherst, Addington, Preston, Wells, McGill, Dudley, Kiamica, Campbell, Wurtele, Moreau, Rochon, Boyer, Turgeon, Montigny, Loranger, Marchand, Lesage, La Minerve, Joly, Gagnon, Labelle et Clyde.

Résolu, 2. Que, pour les fins électORALES, les comtés unis de Richmond et Wolfe seront divisés en deux districts électORAUX.

Résolu, 3. Que les districts électORAUX des comtés d'Ottawa-Ouest, d'Ottawa-Est, de Wolfe et de Richmond, formeront chacun un district électoral et enverront chacun un député pour les représenter à l'Assemblée législative.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. England fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Et la question étant mise aux voix,—Que le rapport soit maintenant reçu ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

M. England fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que de nombreuses requêtes ont été présentées, et que des résolutions ont été passées par des conseils de cités, de villes et de comtés en cette province, demandant à ce que le nombre des députés à l'Assemblée législative soit augmenté dans certains endroits ;

Attendu que la représentation, dans la Législature, n'est pas équitablement partagée;

Attendu que la nécessité de pourvoir aux besoins croissants de la population de cette province et au développement de ses ressources, rend opportun d'augmenter la représentation du peuple à l'Assemblée législative, et de la répartir d'une manière plus équitable, et dans cette vue, de changer les limites de certains comtés et divisions électorales, et d'en former d'autres de manière à augmenter le nombre des collèges électoraux en cette province;

Attendu que la section 80 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, décrète que l'Assemblée législative de Québec se composera de soixante et cinq membres qui seront élus pour représenter les soixante et cinq divisions ou district électoraux du Bas Canada mentionnés dans le dit acte, sauf toute modification que pourra y apporter la Législature de Québec; mais qu'il ne pourra être présenté au Lieutenant-Gouverneur de Québec, pour qu'il le sanctionne, aucun bill à l'effet de modifier les délimitations des divisions ou districts électoraux énumérés dans la deuxième cédula annexée au dit acte, à moins qu'il n'ait été passé à ses deuxième et troisième lectures dans l'Assemblée législative avec le concours de la majorité des membres représentant toutes ces divisions ou districts électoraux; et que la sanction ne sera donnée à aucun bill de cette nature à moins qu'une adresse n'ait été présentée au Lieutenant-Gouverneur par l'Assemblée législative déclarant que tel bill a été ainsi passé;

Il soit en conséquence :

Résolu, 1. Que depuis et après la fin de la présente session de cette Législature, les comtés et districts électoraux ci-dessous mentionnés et désignés et décrits dans l'article 64 des Statuts refondus de la province de Québec seront, en vertu des pouvoirs accordés à cette Législature par la dite section 80 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, modifiés de la manière suivante, savoir :

1. Le comté d'Ottawa sera divisé,—pour la représentation dans l'Assemblée législative seulement—en deux comtés désignés sous les noms de "Comté d'Ottawa-Ouest" et "Comté d'Ottawa-Est," et décrits comme suit :

a. Le comté d'Ottawa-Ouest est borné à l'ouest par le comté de Pontiac, au nord-est par le comté de Montcalm, au sud par la rivière Ottawa, y compris les îles appartenant à la province de Québec situées vis-à-vis de ce comté, et à l'est par le comté d'Ottawa-Est, dont il est séparé par les limites ouest et nord du canton de Templeton, l'augmentation de Templeton, les limites ouest et nord du canton de Portland, jusqu'au point d'intersection de cette ligne nord et du centre de la rivière du Lièvre, de là par le centre de la rivière du Lièvre, en allant vers le nord jusqu'à son point d'intersection avec la ligne qui divise le comté de Montcalm des comtés d'Ottawa-Ouest et d'Ottawa-Est.

Le comté, ainsi borné, comprend la cité de Hull, le canton de Hull, y inclus le village de Aylmer, les cantons Eardly, Masham, Wakefield, Denholme, Low, Aylwin, Hincks, Bowman, Bigelow, Wright, Northfield, Blake, Bouchette, Wabasse, Cameron, Maniouaki, Kensington, Egan, Bouthillier, Aumond, Sicotte, Lytton, Baskatong, Robertson, Pope et Gravel, et les territoires non organisés compris dans ces limites.

b. Le comté d'Ottawa-Est est borné au nord-est par le comté de Montcalm, à l'est par le comté d'Argenteuil, au sud par la rivière Ottawa, y compris les îles appartenant à la province de Québec situées vis-à-vis de ce comté, à l'ouest par le comté d'Ottawa-Ouest dont il est séparé par la limite est du canton de Hull, les limites est et sud du canton de Wakefield et la limite est du canton de Denholme, la frontière sud du canton de Bowman jusqu'à son point d'intersection avec le centre de la rivière du Lièvre, de là par le centre de la rivière du Lièvre en allant vers le nord jusqu'à son point d'intersection par la ligne qui divise les comtés d'Ottawa-Ouest et d'Ottawa-Est du comté de Montcalm.

Le comté, ainsi borné, comprend la paroisse de Notre-Dame de Bonsecours, y inclus le village de Montebello, et les paroisses de St-Angélique et de St-André Avelin, et le canton de Templeton qui comprend le village de la Pointe Gatineau, l'augmentation de Templeton, les cantons de Buckingham, Lochaber, l'augmentation de Lochaber, Ripon,

Mulgrave, Derry, Portland-Est, Portland-Ouest, Villeneuve, Lathbury, Hartwell, Suffolk, Ponsonby, Amherst, Addington, Preston, Wells, McGill, Dudley, Kiamica, Campbell, Wurtele, Moreau, Rochon, Boyer, Turgeon, Montigny, Loranger, Marchand, Lesage, La Minerve, Joly, Gagnon, Labelle et Clyde.

Résolu, 2. Que, pour les fins électorales, les comtés unis de Richmond et Wolfe seront divisés en deux districts électoraux.

Résolu, 3. Que les districts électoraux des comtés d'Ottawa-Ouest, d'Ottawa-Est, de Wolfe et de Richmond, formeront chacun un district électoral et enverront chacun un député pour les représenter à l'Assemblée législative.

Et la question était mise aux voix,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement. Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, pour les divisions électorales d'Ottawa et de Wolfe et Richmond.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre.

Et la question étant mise aux voix,—Que le dit bill soit maintenant lu la première fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour vendredi prochain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 17 février 1890.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. Blanchet,—la pétition de l'honorable Jean Blanchet et autres membres du Barreau, section du district de Beauce.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De J. P. Lavoie et autres,—de A. Brodeur et autres, médecins et chirurgiens de la province de Québec ; demandant que les amendements à la loi de pharmacie de Québec deviennent loi.

De la Société de tempérance Ste-Anne,—de la Société de tempérance des Irlandais catholiques de Montréal,—de la Société de tempérance, de St-Jean,—du Comité du Conseil exécutif de la ligue des citoyens de Montréal,—du Révérend T. J. Williams et autres,—du Révérend P. Deguire et autres,—du Congrès des métiers et du travail du Canada,—de l'Evêque anglican et du Recteur de l'église St-Jacques de Montréal,—du Conseil des métiers et du travail, de Lévis,—de l'Ordre indépendant des bons Templiers et des Fils de la tempérance ; demandant des amendements à la loi des licences de Québec.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendements :

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Congrégation religieuse de Benai Jacob."

Bill intitulé : " Acte relative au changement de nom de la Corporation des Juifs portugais de Montréal en celui de la Corporation des Juifs espagnols et portugais, *Shearith Israël*, de Montréal, et modifiant l'acte qui la constitue en corporation."

Bill intitulé : " Acte autorisant l'Evêque métropolitain de l'Eglise d'Angleterre de la province ecclésiastique du Canada, à conférer certains degrés en théologie dans la province de Québec."

Bill intitulé : " Acte amendant les lois relatives aux jurés et à l'indemnité des témoins de la Couronne."

Et aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, auxquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la *Quebec and Boston Air Line Railway Company*."

Et bill intitulé : " Acte constituant en corporation la ville de Victoriaville, et érigeant la municipalité de la paroisse de Sainte-Victoire d'Arthabaska."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte constituant en corporation la *Quebec and Boston Air Line Railway Company*," lesquels sont lus deux fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte constituant en corporation la ville de Victoriaville, et érigeant la municipalité de la paroisse de Sainte-Victoire d'Arthabaska," lesquels sont lus deux fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Ordonné, Que M. Goyette ait la permission de présenter un bill amendant le Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et renvoyé au comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal.

Ordonné, Que M. Faucher de Saint-Maurice ait la permission de présenter un bill relatif aux taux de péage sur les chemins à barrières de la rive sud, à Québec, en rapport avec le chemin conduisant à Beaumont.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Gladu ait la permission de présenter un bill amendant l'article 1997 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant l'élection des commissaires et syndics d'écoles.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

L'honorable M. Shehyn, Trésorier de la province, met devant la Chambre,—un état des recettes et paiements, de toutes sources, de la province de Québec, depuis le 1er juillet jusqu'au 31 décembre 1889. (*Documents de la session, No. 103.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 3 février 1890, pour un état détaillé des paiements faits à même la somme de \$10,000, mentionnée à l'item 256 du budget pour 1889-1890 (chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, construction. (*Documents de la session, No. 104.*)

L'honorable M. Mercier met devant la Chambre,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 30 janvier 1890, demandant copie de tous documents et correspondances concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, excepté pour le comté de Terrebonne, au sujet duquel la correspondance a déjà été produite. (*Documents de la session, No. 105a.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant l'admission de Joseph Alfred Hamelin, docteur en médecine, au nombre des membres du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cameron fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill autorisant Dame Marie Louise Priscille Benoit à hypothéquer certains immeubles substitués ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lussier fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte autorisant Dame Marie Louise Priscille Benoit et Philippe Benoit *es-qualité* à hypothéquer certains immeubles substitués."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill concernant une certaine substitution, créée par Joseph Beaupré *et uxor* ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pilon fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation le révérend Ambroise Fafard, prêtre, pour des fins de charité sous le nom de l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Rimouski) fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte constituant en corporation le révérend Ambroise Fafard prêtre (et autres), pour des fins de charité sous le nom de " l'Hospice Ste-Anne de la Baie St-Paul."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie d'exposition de Montréal, limitée ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Dechène (l'Islet) fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill portant refonte de la loi organique de l'Union Saint-Joseph de Montréal (19 et 20 Vict., chap. 131) et des lois qui l'amendent ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte portant refonte de la loi organique de l'Union Saint-Joseph de Montréal (19 et 20 Vict., chap. 131) et des lois qui l'amendent. "

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant le Collège des médecins et chirurgiens, de la province de Québec, à admettre Joseph Giguère au nombre de ses membres ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cardin fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill érigeant la paroisse de Sainte-Christine en municipalité locale, pour les fins municipales et scolaires, et l'annexer dans le même but au comté de Bagot ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Rochéleau,—1. Y a-t-il eu un plan de fait pour le mur de clôture autour des bâtisses du Palais législatif ?

2. Si oui, a-t-il été fait par le gouvernement actuel ou par le gouvernement précédent ?

3. Le contrat a-t-il été donné par le gouvernement actuel ?

4. Si non, par quel gouvernement ?

5. Les travaux ont-ils été faits à la journée ou à l'entreprise ?

6. Quel est le montant actuel du coût des travaux ? Et quel en sera le coût probable lorsqu'ils seront terminés ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—1. L'indication de ce mur était donnée dès 1882, dans le plan du terrain sur lequel les bâtisses du Palais législatif étaient alors en construction, lequel plan fut fait en mai 1882 ; et quand il a été question de planter la haie vive, on a discuté l'opportunité de la mettre plus en dedans, afin de laisser la place, en dehors, pour ce mur d'enceinte.

2. Ce plan a nécessairement été fait par le gouvernement d'alors, mais les plans détaillés de ce mur ont été faits en 1887, sous le gouvernement actuel.

3. La construction de ce mur d'enceinte paraît comprise virtuellement dans le contrat originaire de M. Charlebois qui a réclamé le droit de le faire, comme les autres travaux. Il a aussi prétendu que l'autorisation de construire ce mur avait été donnée en même temps que l'autorisation d'exécuter d'autres travaux découlant du contrat, d'après lui, mais qui n'y sont point mentionnés spécialement.

4.

5. Les premiers travaux ont été faits à la journée, comme avaient été faits précédemment ceux de la fontaine, du nivellement, des égoûts, etc., etc., commencés en juillet 1886 ; plus tard, le prix a été fixé à \$29.50 du pied courant, et les travaux se font actuellement d'après ce prix-là.

6. Pour mur fait et matériaux sur place, au 31 décembre dernier, \$101,476.50 ; pour mur restant à compléter \$11,731.50.

Par M. England,—Sydney A. Fisher, M. P., pour le comté de Brome, a-t-il été autorisé par le gouvernement ou quelqu'un de ses membres, à annoncer, lors de la nomination et pendant la campagne électorale du comté de Brome, au mois de novembre dernier, qu'une somme de quatre cents piastres serait accordée à la société d'agriculture de ce comté ?

Cette somme a-t-elle été payée ? Si oui, à qui ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—1. Non ; 2. Non.

Par M. LeBlanc,—Quel montant a-t-il été payé pour défrayer les frais de la mission de Monseigneur Labelle, quel crédit a-t-il été ouvert pour cette fin ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Un crédit de \$1,500 a été ouvert à Mgr Labelle pour lui permettre de visiter l'Europe, dans l'intérêt de la province de Québec ; de donner des conférences partout où il pourra ; d'induire de bons cultivateurs ayant des capitaux à venir s'établir dans la province de Québec, et de faire connaître celle-ci par les meilleurs moyens et de la manière la plus avantageuse possible.

Par M. Tourigny,—M. Arthur Buies est-il à l'emploi du gouvernement ?

Si oui, en quelle qualité et quels sont ses appointements ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—M. Buies est employé en qualité de surnuméraire au département de l'agriculture et de la colonisation, à raison de \$2.75 par jour, avec charge de recueillir et de publier des statistiques et des renseignements sur nos différents centres de colonisation. Son salaire est payé à même l'item des subsides pour l'année 1889-90, No. 114 : " Topographies, rapports, statistiques, etc., sur les progrès du pays en général et de la colonisation en particulier."

Par M. Nantel, — A-t-il été présenté quelque requête, ou a-t-il été fait quelque démar-marche par le Conseil municipal de la paroisse de Ste-Anne des Plaines, ou par quelque personne de cette paroisse, pour obtenir la séparation de la dite paroisse, du comté de Terrebonne et l'annexer au comté Laval ?

Réponse par l'honorable M. Mercier, — Oui.

Par M. Lussier, — Le gouvernement a-t-il l'intention de donner un salaire fixe, au lieu d'une commission, aux prothonotaires des districts judiciaires ruraux.

Réponse par l'honorable M. Turcotte, — Cette question n'est pas encore venue sous la considération du gouvernement.

Par M. Bernatchez, — Est-ce que la somme de \$9,707,00, mentionnée dans la réponse de l'honorable M. Duhamel, à l'interpellation faite par l'honorable M. Flynn, le 22 janvier dernier, au sujet du produit brut de la vente à l'encan des droits de pêche qui a eu lieu dans le cours de ce mois, comprend toutes sommes qui seront perçues comme revenu provenant de telle source durant la présente année 1890 ?

Si non, quelle sera la somme exacte ou approximative provenant de cette source de revenu ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel, — 1. La somme de \$9,707,00 ne représente que les baux adjugés lors de la vente publique du 10 janvier 1890.

2. La somme que devra percevoir le département des terres de la Couronne durant l'année 1890, tant pour les taux déjà émis que pour ceux dont la demande de renouvellement est faite, et qui seront prêts d'ici à quelques jours, sera d'au moins \$14,400.00.

Par M. Desjardins, — Quels montants le gouvernement a-t-il payés, depuis le 30 juin jusqu'au 31 décembre 1889, à même les \$2,171,755.22 de dépôts des compagnies de chemins de fer à la date du 30 juin 1889, et pour quelles fins ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn, — Il n'est point possible de donner les informations demandées par cette interpellation autrement que par des états ordonnés par cette Chambre.

Par l'honorable M. Taillon, — 1. Combien le gouvernement de cette province a-t-il reçu du gouvernement d'Ontario, sur le compte des écoles communes, depuis le 1er février 1887 ?

2. Quel est le montant de chaque paiement ?

3. Quelle en est la date ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn, — 9 juillet 1887, \$100,000.00.

Par M. Legris, — Répondant à une interpellation faite, le 26 janvier dernier, le gouvernement nous a fait connaître qu'il a donné ordre à M. Lacerte, (agent des terres à Trois-Rivières) le 22 mars 1889, d'effectuer un règlement de compte avec M. Ed. Caron, pour un montant de \$2,493.70, avec intérêt, dans un délai de huit jours, à défaut de quoi en informer le gouvernement et que M. Lacerte n'a jamais fait de rapport.

Le gouvernement a-t-il l'intention de laisser ainsi quelques-uns de ses officiers se moquer de ses ordres et exposer la province à perdre des montants considérables ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel, — Non, au contraire, les ordres du gouvernement seront exécutés, ou M. Lacerte sera destitué.

Par M. Déchêne (l'Islet),—La Compagnie du gaz de Québec a-t-elle transmis au gouvernement le rapport sur ses affaires qu'elle est tenue, en vertu de la loi, de transmettre chaque année ?

Réponse par l'honorable Mr. Mercier,—Non, pas à notre connaissance.

Par M. Déchêne (l'Islet),—La Compagnie du gaz de Montréal a-t-elle transmis au gouvernement le rapport sur ses affaires qu'elle est tenue, en vertu de la loi, de transmettre chaque année ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Non, pas à notre connaissance.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Basinet,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un compte détaillé des provisions expédiées par la maison Robin, ou par toute autre maison ou personne, aux pêcheurs en détresse de Paspébiac et Baie des Chaleurs, en 1886.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des revenus et des dépenses du bureau du protonotaire de Montréal, depuis le 1er juillet 1885 jusqu'au 1er juillet 1889, année par année.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé faisant voir, année par année, pour les années 1884-85, 1885-86, 1886-87, 1887-88 et 1888-89, le nombre de pages de documents imprimés par ordre de la Chambre et du Conseil législatif, et le coût total de ces impressions, pour chaque année.

2. Le montant de pages des procès-verbaux, des journaux de l'Assemblée législative et du Conseil législatif, des statuts et des projets de loi en anglais et en français, et le coût total de ces impressions, pour chacun, et pour chaque année.

Sur motion de M. LeBlanc, secondé par l'honorable M. Taillon,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—copie de toutes instructions données à Monseigneur Labelle, par l'Exécutif ou tout membre de l'Exécutif, au sujet de sa mission en Europe.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée, à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

L'honorable M. Mercier présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 17 février 1890, pour copie de toutes instructions données à Monseigneur Labelle, par l'Exécutif ou tout membre de l'Exécutif, au sujet de sa mission en Europe. (*Documents de la session No. 106*)

Sur motion de M. Beauchamp, secondé par l'honorable M. Taillon,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, entre Messire Tassé, ou la fabrique de la paroisse de Longueuil, ou quelqu'un pour eux, depuis le 1er juillet 1888, et le gouvernement de cette province, au sujet de l'honoraire de \$100 payé sur le bill abrogeant les articles 229 et 230 de l'acte 44-45 Vict., chap. 75, constituant en corporation la ville de Longueuil ; le dit bill passé pendant la session de 1888.

2. Copie de tout ordre en Conseil autorisant la remise de la dite somme.

3. La date à laquelle telle remise a été faite.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

M. Cameron, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le neuvième rapport du dit comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'après considération, le préambule des bills suivants n'ayant pas été prouvé, il les a rejetés, savoir :

Bill modifiant la charte de la compagnie du chemin de fer du comté de Drummond (loi 49-50 Vict. ch. 81 amendé par la loi 52 Vict., ch. 88).

Bill constituant en corporation la Compagnie de conduits souterrains de Montréal.

Bill constituant en corporation la Compagnie municipale de gaz de Montréal.

Votre comité a de plus l'honneur de faire rapport que, du consentement du promoteur, M. Laliberté, le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de colonisation des comtés de Nicolet, d'Arthabaska, de Lotbinière et de Lévis a été retiré, et recommande que les argents payés entre les mains du comptable de l'Assemblée législative, moins les frais d'impression et de traduction, soient remis au promoteur.

Résolu, Que la Chambre concoure dans ce rapport.

Sur motion de M. Girouard, secondé par M. David,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200, payé sur le bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer de Drummond (49-50 Vict., ch. 81, tel qu'amendé par 52 Vict., ch. 88,) soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Blanchet,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun des membres du Conseil Exécutif, et le révérend J. Bachand, curé de Saint-Edouard de Knowlton, ou les commissaires d'écoles de cette municipalité scolaire, ou aucun d'eux, et tout autre personne, concernant la somme de \$300 entrée dans le détail de l'item 11 du budget supplémentaire pour l'exercice finissant le 30 juin, 1890, comme suit, savoir : " Rév. J. Bachand, entretien et réparation de l'école de Saint-Edouard de Knowlton, \$300.00 ;" aussi pour copie du chèque par lequel cette somme a été payée le 21 novembre 1889, et de tout écrit concernant cette affaire.

Sur motion de M. Champagne, secondé par M. Lussier,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill constituant en corporation la Maison de charité de Sainte-Cunégonde, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Basinet,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des sommes payées depuis le 1er février 1887, à même la somme de \$3,378,332.50, produit de l'emprunt de trois millions et demi, autorisé par l'acte 50 Vict., ch. 2, pour acquitter des dettes et obligations contractées antérieurement, avec indication de la page des comptes publics où ces paiements sont mentionnés.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état de sommes payées aux compagnies de chemins de fer, du 1er juillet 1886 au 1er février 1887, indiquant le montant payé à chaque compagnie, et pareil état pour la période comprise entre le 1er février et le 1er juillet 1887.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état faisant voir, année par année, depuis le 1er juillet 1867, jusqu'à cette date, le nombre de milles carrés de territoire affermis ou vendus pour la coupe du bois, la moyenne du prix par mille carré obtenu à chaque vente, et le nombre de milles remis par les adjudicataires ou sur lesquels le bonus n'a pas été payé, avec aussi les frais de chaque vente.

2. Le nombre de milles carrés du domaine public actuellement sous licence pour la coupe du bois, et pareil état pour la date du 1er juillet 1887.

3. Le nombre de milles carrés sur lequel il se fait actuellement du bois, et le nombre de milles sur lequel les porteurs de licences ne font pas de bois.

Sur motion de M. Rocheleau, secondé par M. Pilon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un tableau indiquant :

1. Le nombre actuel des surintendants gardes-forestiers et des gardes-forestiers.

2. Le nombre de ceux employés par le gouvernement précédent.

3. Les noms des gardes-forestiers ou surintendants gardes-forestiers indiqués dans le rapport mis devant cette Chambre, ceux de nouveaux employés ou des employés en remplacement d'autres dont les services n'étaient plus requis.

4. Les noms des gardes-forestiers remplacés depuis 1887.

Et la Chambre ayant continuée de siéger jusqu'à près minuit, mardi matin ;

Mardi, 18 février 1890.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mardi, 18 Février, 1890.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—la pétition de P. E. Smith, écuier, de Québec, député Greffier de l'Assemblée législative et Greffier des Journaux anglais.

L'honorable M. Rhodes, du comité permanent de l'agriculture, immigration et colonisation, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'honorable M. Rhodes pour son président, et il recommande qu'à son quorum soit réduit à sept membres.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

M. Lafontaine, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le quatorzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les bills suivants, auxquels il a fait plusieurs amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill constituant en corporation la cité de Ste-Cunégonde.

Bill constituant en corporation la ville de Buckingham.

Bill amendant des divers actes concernant la Corporation de la cité des Trois-Rivières.

Et bill autorisant les exécuteurs testamentaires de feu Alexandre M. DeLisle à transporter les hypothèques actuelles d'une partie des biens de la succession, sur d'autres parties, selon qu'il pourra être plus avantageux à cette succession.

L'honorable M. Shehyn, Trésorier de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 15 janvier 1890, demandant un état détaillé des sommes payées, depuis le 6 février 1889, par le gouvernement, à même l'emprunt de \$3,500,000 et de toute autre somme payée, avant et depuis le six février 1889, par le gouvernement à même l'emprunt sur la dette de la province. (*Documents de la session, No. 107.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 12 février 1890, pour un état montrant quel est le chiffre des arrérages, (accumulés avant le 17 juillet 1887) compris dans l'item inscrit comme suit à la page 6 des comptes publics pour l'exercice finissant le 30 juin 1889, savoir :

Taxes sur les corporations commerciales \$144,550.84. (*Documents de la session No. 108.*)

M. Cameron, du comité spécial sur le bill amendant la loi de pharmacie de la province de Québec, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité; lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi A. Cameron, écuier, pour son président.

Votre comité a de plus l'honneur de faire rapport qu'il a adopté le dit bill avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Qu'à compter de jeudi, le 27 courant inclusivement, les ordres du gouvernement aient priorité, tous les jeudis, jusqu'à la fin de la session, et qu'à commencer de samedi, le 1er mars prochain inclusivement, jusqu'à la fin de la session, la Chambre siège tous les samedis de 3 h. p. m., à 6 h. p. m., et que les ordres du gouvernement aient la priorité sur les ordres du jour, ces jours-là.

Résolu, Qu'il soit permis aux différents comités permanents et spéciaux ordonnés par cette Chambre de siéger samedi prochain ; et que les règles de cette Chambre, à ce contraires, soient suspendues à cet effet.

Ordonné, Que la pétition de P. E. Smith, écuier, député Greffier de l'Assemblée législative et Greffier des journaux anglais, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue.

Et la dite pétition est lue et reçue ; exposant qu'il a complété un index général de toutes les procédures de l'Assemblée législative de Québec, depuis 1867 jusqu'à 1887 inclusivement, et priant la Législature de vouloir bien considérer s'il ne serait pas opportun de l'adopter pour l'usage des députés.

Ordonné, Que la dite pétition soient renvoyée au comité conjoint des deux Chambres sur la bibliothèque.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour corriger et modifier les plans officiels et les livres de renvoi de certaines parties du comté de Beauce ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Blanchet fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative dans les divisions électorales de Montréal-Ouest, Montréal-Centre, Montréal-Est, Québec-Est, Drummond et Arthabaska, Rimouski, Chicoutimi et Saguenay, étant lu ;

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Shehyn, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation l'Ecole vétérinaire française de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Dechène (l'Islet) fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill concernant une certaine substitution, créée par Joseph Beaupré et uxors ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lafontaine fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill régularisant la cléricature de Joseph Giguère ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Legris fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil Législatif, et demande son concours.

Le bill constituant en corporation la Compagnie de Montréal-Sud et Longueuil est, en conformité de l'ordre lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières.

Le bill constituant en corporation la ville de Magog est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois, et référé au comité permanent des divers bills privés.

La Chambre reprend les débats sur la motion proposée aujourd'hui, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que cette Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, dans les divisions électorales de Montréal-Ouest, Montréal-Centre, Montréal-Est, Québec-Est, Drummond et Arthabaska, Rimouski, Chicoutimi et Saguenay.)

Et la question étant mise aux voix, que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Attendu que de nombreuses requêtes ont été présentées, et que des résolutions ont été passées par des conseils de cités, de villes et de comtés en cette province, demandant à ce que le nombre des députés à l'Assemblée législative soit augmenté dans certains endroits ;

Attendu que la représentation dans la Législature n'est pas équitablement partagée ;

Attendu que la nécessité de pourvoir aux besoins croissants de la population de cette province et au développement de ses ressources, rend opportun d'augmenter la représentation du peuple à l'Assemblée législative, et de la répartir d'une manière plus équitable et, dans cette vue, de changer les limites de certains comtés et divisions électorales, et d'en former d'autres de manière à augmenter le nombre des collèges électoraux en cette province ;

Attendu que la section 80 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, décrète que l'Assemblée législative de Québec se composera de soixante et cinq députés, qui seront élus pour représenter les soixante et cinq divisions ou district électoraux du Bas-Canada, mentionnés dans le dit acte, sauf toute modification que pourra y apporter la Législature de Québec ;

Il soit en conséquence :

Résolu, 1. Que depuis et après la fin de la présente session de cette Législature, les comtés et districts électoraux ci-dessous mentionnés et désignés et décrits dans l'article 64 des Statuts refondus de la province de Québec, seront, en vertu des pouvoirs accordés à cette Législature par la dite section 80 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, modifiés de la manière suivante, savoir :

a. Le comté de Chicoutimi sera divisé, — pour la représentation dans l'Assemblée Législative seulement, — en deux comtés désignés sous les noms de " Comté de Chicoutimi " et " Comté du Lac Saint Jean, " et décrits comme suit :

1° Le comté de Chicoutimi est borné au sud, par la parallèle du quarante huitième degré de latitude nord jusqu'à la rencontre du prolongement de la ligne sud-est du canton de Saint-Jean sur le Saguenay ; de là, au sud-est, par le prolongement de cette ligne jusqu'à la rivière Saguenay, et traversant la rivière Saguenay, à l'angle sud-est du canton de Labrosse ; de là suivant la ligne de division entre les cantons de Labrosse et Albert jusqu'à l'arrière ligne du canton de Labrosse ; à l'est par une ligne tirée depuis ce point, courant vrai nord jusqu'aux limites de la province, au nord par les limites de la province, et au nord-ouest et à l'ouest, par le comté du Lac Saint-Jean, dont il est séparé par la rivière Péribonka, depuis les limites nord de la province, en allant vers le sud, jusqu'à ce qu'elle soit rencontrée par le prolongement, vers le nord, de la ligne qui divise les cantons Taché et Delile ; de là, vers le sud, suivant la dite ligne jusqu'à la grande décharge du lac Saint-Jean ; de là, le long de la rive nord de la dite grande décharge, vers l'est jusqu'à un point vis-à-vis de la ligne qui divise les cantons de Kénogami et Labarre ; de là, traversant la rivière Saguenay, jusqu'à la dite ligne de division ; de là, vers le sud, suivant la dite ligne de division, jusqu'à ce qu'elle rencontre la rive sud du

lac Kénogami ; de là, vers l'est, le long de ce lac jusqu'au point est de la paroisse de Notre-Dame de Hébertville ; de là, vers le sud-ouest, le long de la ligne sud-ouest de la dite paroisse jusqu'à ce qu'elle soit rencontrée par la ligne qui divise les cantons de Méty et Plessis ; de là, vers le sud, suivant cette ligne et son prolongement jusqu'à ce qu'elle rencontre la rivière aux Ecorces ; de là, vers le sud, le long de la dite rivière, jusqu'à ce qu'elle rencontre la dite quarante-huitième parallèle de latitude nord.

Le comté, ainsi borné, comprend la ville de Chicoutimi, le canton de Plessis, moins la partie comprise dans la paroisse de Notre-Dame de Hébertville, les cantons de Lartigue, Simon, Ferland, Brebœuf, Boileau, Lallemant, Périgny, Ducreux, St-Jean, Hébert, Otis, Bagot, Laterrière, Chicoutimi, Jonquières, Kénogami, Bourget, Taché, Simard, Falardeau, Tremblay, Harvey, St-Germain et Labrosse, et le territoire non organisé compris dans ces limites.

2° Le comté du Lac St-Jean est borné au sud ouest par le comté de Champlain, au sud par la parallèle du quarante-huitième degré de latitude nord, à l'est par le comté de Chicoutimi, et au nord et nord-ouest par les limites de la province.

Le comté, ainsi borné, comprend la paroisse de Notre-Dame de Hébertville et les cantons de Labarre, Signai, de l'île d'Alma, Delile, Taillon, d'Almas, Dolbeau, Racine, Pelletier, Albanel, Parent, Normandin, Dufferin, Demeule, Asuapmouchouan, Ouiaichouan, Roberval qui renferme le village de Roberval, Ross, Charlevoix, Métabetchouan, Caron, Méty qui renferme le village de Notre-Dame de Hébertville, Dequen, St-Hilaire et Dablon, et le territoire non organisé compris dans ces limites..

3° Et les comtés unis de Chicoutimi, tel que ci-dessus désignés, et du Saguenay, formeront un seul district électoral sous le nom de Chicoutimi and Saguenay.

b. Le comté de Rimouski sera divisé,—pour la représentation à l'Assemblée Législative, seulement,—en deux comtés, désignés sous les noms de "Comté de Rimouski," No. 1, et "Comté de Rimouski, No. 2."

1° Le comté de Rimouski No. 1 est borné au nord-ouest par le fleuve St. Laurent, à l'est, au sud et sud-est, par la province du Nouveau-Brunswick et le comté de Bonaventure ; au sud-ouest, par le comté de Témiscouata, et au nord-est par le comté de Rimouski No. 2, dont il est séparé par la frontière sud-ouest des paroisses de Ste-Flavie, St-Joseph de Lepage, et Ste-Angèle de Mérici, prolongée jusqu'à ce qu'elle rencontre la frontière nord-ouest du comté de Bonaventure.

Le comté, ainsi borné, comprend la ville de St-Germain de Rimouski, les paroisses de St-Simon, St-Mathieu, St-Fabien, Ste-Cécile du Bic, St-Valérien, Notre-Dame du Sacré-Cœur, St-Germain de Rimouski, Ste-Blandine, Ste-Anne de la Pointe au Père, Ste-Anaclet, Ste-Luce, St-Donat et St-Gabriel, la partie sud-ouest de la seigneurie du lac Métis, et cette partie des cantons de Bédard, Biencourt, Chenier, Duquesne, Macpès, Flynn, Neigette, Ouimet, Fleuriault et Massé, non comprise dans aucune paroisse et dans les limites ci dessus décrites, le territoire non-organisé compris dans ces limites et les îles les plus rapprochées situées en tout ou en partie vis-à-vis de ce comté.

2° Le comté de Rimouski No. 2 est borné au sud-est par le comté de Bonaventure, au sud-ouest par le comté de Rimouski No. 1, dont il est séparé par la frontière sud-ouest des paroisses Ste-Flavie, St-Joseph de Lepage et Ste-Angèle de Mérici, prolongée jusqu'à ce qu'elle rencontre la frontière nord-ouest du comté de Bonaventure, au nord-est par le comté de Gaspé et au nord-ouest par le fleuve St-Laurent, y compris les îles les plus rapprochées situées en tout ou en partie vis-à-vis de ce comté.

Le comté, ainsi borné, comprend la paroisse de Ste-Flavie qui renferme le village de Mont-Joli, les paroisses de St-Joseph de Lepage, Ste-Angèle de Mérici, St-Octave de Métis, St-Moise, Notre Dame de l'Assomption de MacNider, St-Damase, St-Ulric, St-Jérôme de Matane et Ste-Félicité, la seigneurie de Matapédia, cette partie des cantons de Cabot, Awantjish, Nemtash, Humqui, Matalik, Casupscull, Lepage, MacNider, Matane, Tessier, St-Denis, Cherbourg et Dalibaire, non comprise dans aucune paroisse, cette partie du canton de Romieu non comprise dans la paroisse de St-Norbert du Cap Chat, laquelle est dans le comté de Gaspé, cette partie des cantons de Fleuriault et Massé, non comprise.

dans aucune paroisse et située au nord-est de la ligne de division entre le comté de Rimouski No. 1 et le comté de Rimouski No. 2, cette partie de la seigneurie du Lac Métis située au nord-est de la dite ligne de division, et le territoire non organisé compris dans ces limites.

c. Les divisions électorales de Montréal-Est, Montréal-Ouest et Montréal-Centre, seront partagées,—pour la représentation dans l'Assemblée législative seulement,—en six divisions électorales, nommées : Montréal No. 1, Montréal No. 2, Montréal No. 3, Montréal No. 4, Montréal No. 5, et Montréal No. 6,—et décrites comme suit :

- 1° Montréal No. 1, comprend le quartier Ste-Marie de la cité de Montréal, tel qu'il existe aujourd'hui.
- 2° Montréal No. 2, comprend les quartiers St-Jacques et Est de la cité de Montréal, tel qu'ils existent aujourd'hui.
- 3° Montréal No. 3, comprend le quartier St-Louis de la cité de Montréal, tel qu'il existe aujourd'hui.
- 4° Montréal No. 4, comprend le quartier St-Laurent de la cité de Montréal, tel qu'il existe aujourd'hui.
- 5° Montréal No. 5, comprend le quartier St-Antoine de la cité de Montréal, tel qu'il existe aujourd'hui.
- 6° Montréal No. 6, comprend les quartiers Ste-Anne, Ouest et Centre de la cité de Montréal, tels qu'ils existent aujourd'hui.

d. La division électorale de Québec-Est, sera divisée,—pour la représentation dans l'Assemblée législative seulement,—en deux divisions électorales, nommées : Québec-Est et St-Sauveur, décrites comme suit :

1° Québec-est comprend les quartiers St-Roch et Jacques-Cartier, de la cité de Québec, tels qu'ils existent aujourd'hui, et cette partie de la municipalité de St-Roch nord au nord-est du chemin et de la ligne qui divisent les lots Nos. 441 et 508 des lots Nos. 140a et 509 du plan officiel du cadastre de la dite municipalité.

2° St-Sauveur comprend les paroisses de St-Sauveur de Québec, de Notre-Dame des Anges et du Sacré-Cœur de Jésus, et cette partie de la municipalité de St-Roch-nord, au nord-ouest du chemin et de la ligne qui divisent les lots Nos. 440a et 909 des lots Nos. 441 et 508 du plan officiel du cadastre de la dite municipalité.

Résolu, 2. Que les comtés unis de Drummond et Arthabaska seront divisés, pour les fins de la représentation à l'Assemblée législative, en deux districts électoraux.

Résolu, 3. Que les districts électoraux des comtés du Lac St-Jean, de Drummond, d'Arthabaska, de Rimouski No. 1, et de Rimouski No. 2, et de Montréal No. 1, de Montréal No. 2, de Montréal No. 3, de Montréal No. 4, de Montréal No. 5, de Montréal No. 6, de Québec-Est et de St-Sauveur, ainsi que les comtés unis de Chicoutimi et Saguenay, formeront chacun un collège électoral, et enverront, advenant la nécessité d'une élection, chacun un membre pour les représenter à l'Assemblée législative.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. David fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu

M. David fait en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que de nombreuses requêtes ont été présentées, et que des résolutions ont été passées par des conseils de cités, de villes et de comtés en cette province, demandant à ce que le nombre des députés à l'Assemblée législative soit augmenté dans certains endroits ;

Attendu que la représentation dans la Législature n'est pas équitablement partagée ; Attendu que la nécessité de pourvoir aux besoins croissants de la population de cette province et au développement de ses ressources, rend opportun d'augmenter la représentation du peuple à l'Assemblée législative, et de la répartir d'une manière plus équitable et, dans cette vue, de changer les limites de certains comtés et divisions électorales, et d'en former d'autres de manière à augmenter le nombre des collèges électoraux en cette province ;

Attendu que la section 80 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, décrète que l'Assemblée législative de Québec se composera de soixante et cinq députés, qui seront élus pour représenter les soixante et cinq divisions ou districts électoraux du Bas-Canada, mentionnés dans le dit Acte, sauf toute modification que pourra y apporter la Législature de Québec ;

Il soit en conséquence :

Résolu, 1. Que depuis et après la fin de la présente session de cette Législature, les comtés et districts électoraux ci-dessous mentionnés et désignés, et décrits dans l'article 64 des Statuts refondus de la province de Québec, seront, en vertu des pouvoirs accordés à cette Législature par la dite section 80 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, modifiés de la manière suivante, savoir :

a. Le comté de Chicoutimi sera divisé, —pour la représentation dans l'Assemblée législative seulement,—en deux comtés désignés sous les noms de "Comté de Chicoutimi" et "Comté du Lac Saint-Jean," et décrits comme suit :

1° Le comté de Chicoutimi est borné au sud, par la parallèle du quarante-huitième degré de latitude nord jusqu'à la rencontre du prolongement de la ligne sud-est du canton de Saint-Jean sur le Saguenay ; de là, au sud-est, par le prolongement de cette ligne jusqu'à la rivière Saguenay, et traversant la rivière Saguenay, à l'angle sud-est du canton de Labrosse ; de là suivant la ligne de la division entre les cantons de Labrosse et Albert jusqu'à l'arrière-ligne du canton de Labrosse ; à l'est par une ligne tirée depuis ce point, courant vrai nord, jusqu'aux limites de la province, au nord par les limites de la province, et au nord-ouest et à l'ouest par le comté du Lac Saint-Jean, dont il est séparé par la rivière Péribonka, depuis les limites nord de la province, en allant vers le sud, jusqu'à ce qu'elle soit rencontrée par le prolongement, vers le nord, de la ligne qui divise les cantons Taché et Delile ; de là, vers le sud, suivant la dite ligne jusqu'à la grande décharge du Lac Saint-Jean ; de là, le long de la rive nord de la dite grande décharge, vers l'est jusqu'à un point vis-à-vis de la ligne qui divise les cantons de Kénogami et Labarre ; de là, traversant la rivière Saguenay, jusqu'à la dite ligne de division ; de là, vers le sud, suivant la dite ligne de division, jusqu'à ce qu'elle rencontre la rive sud du lac Kénogami ; de là, vers l'est, le long de ce lac jusqu'au point est de la paroisse de Notre-Dame de Hébertville ; de là, vers le sud-ouest, le long de la ligne sud-ouest de la dite paroisse jusqu'à ce qu'elle soit rencontrée par la ligne qui divise les cantons de Méry et Plessis ; de là, vers le sud, suivant cette ligne et son prolongement jusqu'à ce qu'elle rencontre la rivière aux Ecorces ; de là, vers le sud, le long de la dite rivière, jusqu'à ce qu'elle rencontre la dite quarante-huitième parallèle de latitude nord.

Le comté, ainsi borné, comprend la ville de Chicoutimi, le canton de Plessis, moins la partie comprise dans la paroisse de Notre-Dame de Hébertville, les cantons de Larigue, Simon, Ferland, Brebœuf, Boileau, Lallemand, Périgny, Ducreux, St-Jean, Hébert, Otis, Bagot, Laterrière, Chicoutimi, Jonquières, Kénogami, Bourget, Taché, Simard, Falardeau, Tremblay, Harvey, St-Germain et Labrosse, et le territoire non organisé compris dans ces limites.

2° Le comté du Lac St-Jean est borné au sud-ouest par le comté de Champlain, au sud par la parallèle du quarante-huitième degré de latitude nord, à l'est par le comté de Chicoutimi, et au nord et nord-ouest par les limites de la province.

Le comté, ainsi borné, comprend la paroisse de Notre-Dame de Hébertville et les cantons de Labarre, Signai, de l'île d'Alma, Delile, Taillon, d'Almas, Dolbeau, Racine, Pelletier, Albanel, Parent, Normandin, Dufferin, Demeule, Asuapmouchouan, Ouitchouan, Roberval qui renferme le village de Roberval, Ross, Charlevoix, Métabetchouan Caron, Mézy qui renferme le village de Notre-Dame de Hébertville, Dequen, St-Hilaire et Dablon, et le territoire non organisé compris dans ces limites.

3° Et les comtés unis de Chicoutimi, tel que ci-dessus désignés, et du Saguenay, formeront un seul district électoral sous le nom de Chicoutimi et Saguenay.

b. Le comté de Rimouski sera divisé,—pour la représentation à l'Assemblée législative, seulement,—en deux comtés, désignés sous les noms de "Comté de Rimouski," No. 1, et "Comté de Rimouski, No. 2."

1° Le comté de Rimouski No. 1 est borné au nord-ouest par le fleuve St. Laurent, à l'est, au sud et au sud-est, par la province du Nouveau-Brunswick et le comté de Bonaventure ; au sud-ouest, par le comté de Témiscouata, et au nord-est par le comté de Rimouski No. 2, dont il est séparé par la frontière sud-ouest des paroisses de Ste-Flavie, St-Joseph de Lepage, et Ste-Angèle de Mérici, prolongée jusqu'à ce qu'elle rencontre la frontière nord-ouest du comté de Bonaventure.

Le comté, ainsi borné, comprend la ville de St-Germain de Rimouski, les paroisses de St-Simon, St-Mathieu, St-Fabien, Ste-Cécile du Bic, St-Valérien, Notre-Dame du Sacré-Cœur, St-Germain de Rimouski, Ste-Blandine, Ste-Anne de la Pointe au Père, Ste-Anaclet, Ste-Luce, St-Donat et St-Gabriel, la partie sud-ouest de la seigneurie du lac Métis, et cette partie des cantons de Bédard, Biencourt, Chenier, Duquesne, Macpès, Flynn, Neigette, Ouimet, Fleuriault et Massé, non comprise dans aucune paroisse et dans les limites ci-dessus décrites, le territoire non organisé compris dans ces limites et les îles les plus rapprochées situées en tout ou en partie vis-à-vis de ce comté.

2° Le comté de Rimouski No. 2 est borné au sud-est par le comté de Bonaventure, au sud-ouest par le comté de Rimouski No. 1, dont il est séparé par la frontière sud-ouest des paroisses Ste-Flavie, St-Joseph de Lepage et Ste-Angèle de Mérici, prolongée jusqu'à ce qu'elle rencontre la frontière nord-ouest du comté de Bonaventure, au nord-est par le comté de Gaspé et au nord-ouest par le fleuve St-Laurent, y compris les îles les plus rapprochées situées en tout ou en partie vis-à-vis de ce comté.

Le comté, ainsi borné, comprend la paroisse de Ste-Flavie qui renferme le village de Mont-Joli, les paroisses de St-Joseph de Lepage, Ste-Angèle de Mérici, St-Octave de Métis, St-Moïse, Notre-Dame de l'Assomption de MacNider, St-Damase, St-Ulric, St-Jérôme de Matane et Ste-Félicité, la seigneurie de Matapédia, cette partie des cantons de Cabot, Avantjish, Nemtayé, Humqui, Matalik Casupscull, Lepage, MacNider, Matane, Tessier, St-Denis, Cherbourg et Dalibaire, non comprise dans aucune paroisse, cette partie du canton de Romieu non comprise dans la paroisse de St-Norbert du Cap Chat, laquelle est dans le comté de Gaspé, cette partie des cantons de Fleuriault et Massé, non comprise dans aucune paroisse et située au nord-est de la ligne de division entre le comté de Rimouski No. 1 et le comté de Rimouski No. 2, cette partie de la seigneurie du Lac Métis située au nord-est de la dite ligne de division, et le territoire non organisé compris dans ces limites.

c. Les divisions électorales de Montréal-Est, Montréal-Ouest et Montréal-Centre, seront partagées,—pour la représentation dans l'Assemblée législative seulement,—en six divisions électorales, nommées : Montréal No. 1, Montréal No. 2, Montréal No. 3, Montréal No. 4, Montréal No. 5, et Montréal No. 6,—et décrites comme suit :

- 1° Montréal No. 1, comprend le quartier Ste-Marie de la cité de Montréal, tel qu'il existe aujourd'hui.
- 2° Montréal No. 2, comprend les quartiers St-Jacques et Est de la cité de Montréal tel qu'ils existent aujourd'hui.
- 3° Montréal No. 3, comprend le quartier St-Louis de la cité de Montréal, tel qu'il existe aujourd'hui.
- 4° Montréal No. 4, comprend le quartier St-Laurent de la cité de Montréal, tel qu'il existe aujourd'hui.

5° Montréal No. 5, comprend le quartier St-Antoine de la cité de Montréal, tel qu'il existe aujourd'hui.

6° Montréal No. 6, comprend les quartiers Ste-Anne, Ouest et Centre de la cité de Montréal, tels qu'ils existent aujourd'hui.

d. La division électorale de Québec-Est, sera divisée,—pour la représentation dans l'Assemblée législative seulement,—en deux divisions électorales, nommées : Québec-Est et St-Sauveur, décrites comme suit :

1° Québec-Est comprend les quartiers St-Roch et Jacques-Cartier, de la cité de Québec, tels qu'ils existent aujourd'hui, et cette partie de la municipalité de St-Roch nord au nord-est du chemin et de la ligne qui divisent les lots Nos. 441 et 508 des lots Nos. 440a et 500 du plan officiel du cadastre de la dite municipalité.

2° St-Sauveur comprend les paroisses de St-Sauveur de Québec, de Notre-Dame des Anges et du Sacré-Cœur de Jésus, et cette partie de la municipalité de St-Roch nord, au nord-ouest du chemin et de la ligne qui divisent les lots Nos. 440a et 409 des lots Nos. 441 et 508 du plan officiel du cadastre de la dite municipalité.

Résolu, 2. Que les comtés unis de Drummond et Arthabaska seront divisés, pour les fins de la représentation à l'Assemblée législative, en deux districts électoraux.

Résolu, 3. Que les districts électoraux des comtés du Lac St-Jean, de Drummond, d'Arthabaska, de Rimouski No. 1, et de Rimouski No. 2, et de Montréal No. 1, de Montréal No. 2, de Montréal No. 3, de Montréal No. 4, de Montréal No. 5, de Montréal No. 6, de Québec-Est et de St-Sauveur, ainsi que les comtés unis de Chicoutimi et Saguenay, forneront chacun un collège électoral, et enverront, advenant la nécessité d'une élection, chacun un membre pour les représenter à l'Assemblée législative.

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues, la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

L'honorable M. Mercier informe alors la Chambre que son Honneur le Lieutenant-gouverneur, ayant pris connaissance de la nature des présentes résolutions, les recommande à la considération de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Ordonné, Que les documents suivants soient imprimés pour l'usage des membres de cette Chambre :

No. 105a. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 30 janvier 1890, demandant copie de tous documents et correspondances concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, excepté pour le comté de Terrebonne, au sujet duquel la correspondance a déjà été produite.

No. 105b.—Réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative, du 30 janvier 1890, demandant copie de tous documents et correspondances concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, excepté pour le comté de Terrebonne, au sujet duquel la correspondance a déjà été produite.

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas vingt-et-un mille trois cent quatre-vingt dix-huit piastres et trente-six centius soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du Collège commercial de Saint-Barthélemi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Sœurs des petites écoles, Rimouski ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du collège de Saint-Remi, Napierville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Orphelinat de Marieville, Rouville, pour construction ; pour l'année financière finissant le 38 juin 1891.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Asile de la ville de Saint-Henri, Montréal, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent Sainte-Anne, de Saint-Félix de Valois, Joliette, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie commerciale, Beauharnois, pour construction ; pour l'année financière finissant le 38 juin 1891.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial de Roxton, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent St-Cyprien, comté de Napierville, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de St-Norbert, comté de Berthier ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de Joliette, pour construction d'une annexe pour cours commercial ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de St-Jean-Baptiste de Roxton, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Frères Maristes, Upon, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

14. Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial, Varennes, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au collège de Chicoutimi, pour construction (3e paiement sur les quatre à faire) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial de Saint-Vincent de Paul, pour construction ; (2e paiement sur les trois à faire) ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial de Saint-Cuthbert, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial de West Farnham, pour construction d'un quai afin d'empêcher le collège d'être détruit par la rivière Yamaska ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Pères Rédemptoristes, Montréal, pour la construction d'une école à la Pointe Saint-Charles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège d'Attabaskaville, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

21. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Saint-Jean de Matha, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

22. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de L'Assomption, pour construction d'une école ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

23. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au *R. C. High School*, Granby, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

24. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au collège Saint Michel, Bellechasse ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

25. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial Saint-François, de Saint-Denis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

26. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Ursulines, de Roberval, pour finir la construction, le paiement sur deux semblables ; pour l'année finissant le 30 juin 1891.

27. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour l'Ecole des Frères de l'Islet ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

28. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège de Saint-Joseph de Lévis ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

29. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Petits Frères Maristes, d'Iberville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

30. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Saint-Michel, Bellechasse ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill amendant le Code de procédure civile, concernant les cours de commissaires ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. Tessier (Rimouski) fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à jeudi prochain.

Jeudi, 20 février 1890.

La pétition suivant est présentée et déposée sur la table :

Par l'honorable M. McShane,—la pétition de L. Philippe Sylvain et autres, de la cité de Hull, de la Pointe à Gatineau et du village d'Ironside.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue.

De l'honorable J. Blanchet, et autres membres du Barreau, section du district de Beauce; demandant que la résidence de l'honorable juge H. C. Pelletier soit fixée à Saint-Joseph de Beauce, ou à Québec.

M. Cameron, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill suivant qu'il soumet, sans amendement, savoir :

Bill remettant en force et amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Saint-Jean et Sorel, et ses amendements.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant, auquel il a fait des amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill constituant en corporation la Compagnie des consommateurs de gaz de Québec.

Votre comité recommande, de plus, que le délai fixé pour la présentation des rapports sur bills privés, soit étendu jusqu'au 25 février inclusivement.

M. Cameron propose, secondé par M. Bisson, Que cette Chambre concoure dans ce rapport ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

M. Lafontaine, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le quinzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, et a l'honneur de les rapporter, sans amendements :

Bill constituant en corporation l'Ecole Culinaire, de Montréal ;

Bill refondant et amendant la loi 32 Vict., chap. 91, qui constitue en corporation l'Union Saint-Joseph de Sorel.

Votre comité a de plus examiné les bills suivants, auxquels il a fait des amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill constituant en corporation la Société Italienne de secours mutuels de Montréal :

Bill constituant en corporation la ville de Ville-Marie.

Votre comité désire recommander à votre honorable Chambre que le délai, pour la réception des rapports sur bills privés, soit prolongé jusqu'à mardi prochain.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans le dit rapport.

Ordonné, Que l'honorable M. Gagnon ait la permission d'introduire un bill pour amender l'acte 52 Vict., chap. 4, étendant le droit de suffrage.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender l'acte 52 Victoria, chapitre 4. "

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille huit cent trente-deux piastres et vingt centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du ministère des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

La dite résolution étant lue la seconde fois ;

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ;

L'honorable M. Flynn propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Taillon,—Que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Cette Chambre ne concoure pas maintenant dans cette résolution (Dépenses générales, ministère des terres de la Couronne \$50,832.20) ;

Mais qu'il soit résolu que cette Chambre constate :

1. Que le gouvernement a fait voter, pour ce même service, la somme de \$86,000 pour l'année 1889-90, et que par l'état des recettes et dépenses jusqu'au 31 décembre dernier, produit devant cette Chambre, toute cette somme était déjà dépensée ;

2. Que le gouvernement admet par la bouche de l'honorable Commissaire des terres de la Couronne et par l'état qu'il a communiqué à la Chambre, qu'une partie, savoir : une somme de \$13,363.53 du montant des \$50,832.20 que le gouvernement demande par la résolution en question, a déjà été payée, à même le susdit crédit de \$86,000 pour l'année courante ;

Et qu'en conséquence, cette Chambre voit avec alarme cette augmentation énorme dans les dépenses du ministère des terres de la Couronne, sur ce chapitre en particulier, et proteste contre cette proposition irrégulière et injustifiable du gouvernement de faire voter une deuxième fois des sommes d'argent pour des items de dépenses qui ont déjà été soldés à même un crédit déjà accordé. "

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Baldwin,
Casgrain,
Desjardins,
Duplessis,
England,

Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Hall,
Lapointe,

LeBlanc,
Martin,
McIntosh,
Nantel,

Owens,
Poupore,
Spencer et
Tourigny.—17.

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Forest,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf,)</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier</i>
<i>David,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>(Rimouski) et</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel—33..</i>
<i>Dostaler,</i>	<i>Lemieux,</i>		

Ainsi il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ; la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente prise inversement.

La dite résolution est, en conséquence, adoptée.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—Les syndics des chemins à barrières de la rive nord sont-ils encore endettés envers la province pour prêt à eux fait en vertu de l'acte 33 Vic., chap. 48 ?

Si oui, quel est le montant dû en capital et intérêts, et pourquoi ce montant ne serait-il pas payé ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—1. Oui ;

2. Capital au 29 mars 1889.....\$ 12,393 68

Intérêt au 29 mars 1889..... 16,694 45

\$29,088 13 ;

3. Les syndics ont été sommés de payer ce montant, mais aucune autre démarche n'a encore été prise, le secrétaire ayant répondu que l'affaire était sous la considération des syndics.

Par M. Poupore,—1. Est-ce l'intention du gouvernement d'accorder, pendant cette session, une somme d'argent pour la construction d'un palais de justice et d'une prison à Bryson, dans le comté de Pontiac ?

2. Le gouvernement se propose-il de demander bientôt des soumissions pour la construction de ces édifices ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—1. C'est l'intention du gouvernement de construire ce palais de justice, aussitôt que nécessaire ; et de faire voter un crédit à cet effet, en temps et lieu convenables.

2. Le gouvernement procédera dans ces cas-ci comme dans les autres.

Par M. Lapointe,—1. M. Louis Ouimet, de Chambly, a-t-il été nommé à un emploi sous le gouvernement de cette province ?

2. Quand a-t-il été nommé ?

3. Quelle est la nature de sa charge ?

4. Quel est son salaire ?

5. A-t-il fait un rapport ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—1. Oui.

2. D'abord, vers le 1^{er} juillet 1887, par M. Rouillard, pour l'aider dans un travail préliminaire, relatif à l'exploration des comtés de Mégantic, Arthabaska, Dorchester, Bellechasse, etc ; puis directement, par le gouvernement, le 14 mai 1888.

3. Il a d'abord été employé comme écrivain, en 1887, puis comme explorateur en 1888.

4. Il a reçu une somme fixe de \$200, pour travail qu'il a fait en 1887, et un salaire de \$5.00 par jour, plus \$4.00 par jour pour frais de voyage, du 14 mai au 30 juin 1888, et a fait rapport.

Sur rapport de M. l'agent George Audet, que des contraventions notables se pratiquaient dans son agence, causant au gouvernement des pertes considérables, M. Ls. Ouimet a reçu instruction de s'enquérir de la nature et de l'étendue de ces contraventions.

Il a été nommé à ce service le 23 janvier dernier, comme employé spécial.

Son traitement est de \$1.50 par jour pour salaire, et \$1 50 par jour pour voiturage.

Il n'a pas encore fourni de rapport, attendu que son inspection n'est pas terminée.

Par M. Lapointe,—1. M. Charles Allard, de Chambly, a-t-il été nommé à un emploi sous le gouvernement de cette province ?

2. Quand a-t-il été nommé ?

3. Quelle est la nature de sa charge ?

4. Quel est son salaire ?

5. A-t-il fait un rapport ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—1. Oui.

2. Le 12 juin 1889.

3. Pour faire un rapport donnant la substance des renseignements qu'il est possible de se procurer sur la nature et la valeur des pêcheries, dans la province de Québec, en vue de la vente du 10 janvier dernier.

4. Trois piastres (\$3.00), par jour.

5. Ce travail a été fait, et les services de M. Allard ont cessé depuis la production rapport.

Par l'honorable M. Pelletier,—A quelle personne ou à quel établissement a été confiée l'impression du Rapport général de l'honorable Commissaire d'agriculture et de colonisation qui a été déposé devant la Chambre il y a quelques jours ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—L'impression en français du rapport du département de l'agriculture a été confiée à M. Jas. Carrel du *Telegraph*, et l'impression en anglais à M. Foote du *Chronicle*, qui l'a transférée à J. Lovell & Son, de Montréal.

Par M. Legris,—Quel montant a coûté à la province la discussion faite, le 12 janvier dernier, et qui a duré de 4 $\frac{1}{4}$ h. à 9 $\frac{3}{4}$ p. m. de ce jour, au sujet de la remise au Révd. curé Tassé d'un honoraire de \$100, sur un bill privé de la fabrique de Longueuil ?

Et objection étant faite, par l'honorable M. Taillon, que cette interpellation n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur maintient l'objection, parceque cette interpellation est contraire à la règle 29 de cette Chambre.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 janvier 1890, pour : 1. Copie de toutes correspondances, lettres et instructions au sujet de la confection du cadastre, par M. Petrus Gauvreau, des cantons

de Malbaie, Douglas, York, Gaspé Bay Sud et Nord, Cap Rosier, village de Gaspé, ou aucune autre partie du comté, depuis le 17 janvier 1889.

2. Copie de tout rapport d'inspection ou de vérification du dit cadastre, depuis la même date.

3. Etat des sommes payées jusqu'à ce jour depuis la dite date, (17 Janvier 1889,) tant pour les travaux du dit cadastre que pour frais d'inspection et vérification, avec mention du montant qui pourra encore être payable pour ces fins.

4. Copie des comptes et réclamations produits au département des terres de la Couronne depuis la même date, pour frais de pension, argent avancé, approvisionnement ou pour autre cause en rapport avec le dit cadastre, avec mention des sommes payées par le dit département, pour solder en tout ou en partie ces réclamations, et avec copie de toute correspondance sur le même sujet. (*Documents de la session, No. 109.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, du 22 janvier 1890, pour production de la liste de tous les lots miniers, de quelque nature que ce soit, dans la province de Québec. (*Documents de la session, No. 110.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, du 23 janvier 1890, pour copie des procédés et du rapport final du comité nommé pour la distribution de \$50,000 votées, pendant la dernière session, pour l'achat et la distribution des grains de semence dans la province. (*Documents de la session, No. 111.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 24 janvier 1890, demandant copie de tous papiers, documents, correspondances etc., au sujet du paiement d'un subside de \$100,000, d'aucun autre subside ou d'une autre somme d'argent à la Compagnie de chemin de fer Drummond et Arthabaska, ou aux entrepreneurs Church, Fee et Mitchell, ou à d'autres personnes, en rapport avec le dit subside ou le dit chemin de fer ; aussi copie du rapport de la première inspection du chemin de fer. (*Documents de la session, No. 112.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, du 27 janvier 1890, pour copie des rapports de M. Vallée, concernant les réparations du pont de Matapédia.

Copie des contrats passés, entre le gouvernement et M. François Dion, pour l'exécution de ces travaux de réparation du pont de Matapédia, et de toutes correspondances échangées entre le gouvernement et l'entrepreneur. (*Documents de la session, No. 113.*)

Réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative, du 30 janvier 1890, demandant copie de tous documents et correspondances concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, excepté pour le comté de Terrebonne, au sujet duquel la correspondance a déjà été produite. (*Documents de la session, No. 105b.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, du 5 février 1890, pour la correspondance au sujet de la continuation de l'ouvrage intitulé "Liste des municipalités et paroisses," par Deschamps, et de la distribution du dit ouvrage aux municipalités de cette province. (*Documents de la session, No. 116.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, du 10 février 1890, pour une copie de la correspondance échangée, entre le gouvernement ou aucun de ses membres et toute personne, depuis le premier janvier 1889, au sujet du règlement de la balance due par la municipalité de Saint-Jean, Ile d'Orléans, au fonds d'emprunt municipal. (*Documents de la session, No. 116.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, du 25 février 1889, pour copie de toute la correspondance échangée entre aucune municipalité des cantons de l'Est, ou aucune personne

de la part de telle municipalité qui est encore endettée au fonds d'emprunt municipal, et le département du Trésor ou aucun autre département, ou l'honorable Trésorier ou aucun autre ministre, relativement à cette dette, avec ensemble copie de toute requête ou de tout memorandum, qui s'y rapporte, qui n'ont pas encore été ordonnés ou produits. (*Documents de la session, No. 117.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, du 3 février 1890, pour un état montrant la superficie des terrains de la Couronne sur lesquelles des permis de coupe de bois ont été vendus, durant les années 1880, 1881, 1884, 1888 et 1890 ; aussi le produit de chaque vente, le montant payé et la balance non payée. (*Documents de la session, No. 118.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 21 janvier 1889, demandant copie de toute correspondance avec le gouvernement ou aucun de ses membres, de toute résolution du conseil de l'instruction publique, et de tous autres documents de record dans les bureaux publics se rattachant à une nouvelle division des taxes perçues pour les fins scolaires. (*Documents de la session, No. 119.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, du 10 février 1890, pour une copie de la circulaire, datée le 23 janvier 1890, signée par l'honorable M. Rhodes, ministre de l'agriculture ; circulaire adressée aux députés et les priant d'annexer, à leurs demandes d'octrois pour travaux de colonisation dans chaque comté, toutes requêtes de leurs constituants, comportant que des travaux de cette nature sont nécessités dans leurs localités. (*Documents de la session, No. 120.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, du 13 février 1890, pour copie des circulaires du Dr Leclerc, secrétaire actuel du département de l'agriculture, et de M. E. A. Barnard, secrétaire actuel du conseil de l'agriculture, envoyées en 1886 et 1889, au sujet des constitutions des cercles agricoles ; avec copie de ces constitutions et de toutes annexes, soit aux constitutions ou aux circulaires transmises, avec la date de leur enregistrement chez le registraire du département, avec l'autorité écrite donnée, à ce sujet, par les chefs de ce département. (*Documents de la session, No. 121.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, du 12 février 1890, pour une copie de toute correspondance que le gouvernement a en sa possession, touchant le projet d'établissement d'une ligne courte de chemin de fer, sur le territoire canadien, depuis Halifax en gagnant l'ouest, en prolongeant le chemin de fer Témiscouata à Moncton. (*Documents de la session, No. 122.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, du 12 février 1890, pour une copie du rapport de M. Ambroise Choquette, et celui de M. P. E. Tremblay, sur l'émigration des Canadiens-français aux Etats-Unis et leur repatriement. (*Documents de la session, No. 123.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, du 13 février 1890, pour copie de toutes correspondances échangées, entre le département de l'agriculture et de colonisation et M. le notaire Hubert Hébert, de la ville de Montmagny, au sujet de l'Association de la fabrication de beurre, No. 1, de la ville de Montmagny. (*Documents de la session, No. 124.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, du 5 février 1890, pour copie de toute correspondance échangée, depuis le 4 mars dernier, entre le commissaire des terres ou aucun des membres du gouvernement d'une part, et M. A. S. D. Van Barneveld et M. J. Balantyne ou aucun d'eux d'autre part, sur tout sujet se rapportant aux Iles de la Madeleine. (*Documents de la session, No. 125.*)

Sur motion de M. Casgrain, secondé par M. Nantel,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous documents, correspondances, lettres, échangées entre le gouvernement de cette province, le gouvernement fédéral et le gouvernement impérial au sujet des résolutions de la conférence interprovinciale de 1888.

Sur motion de M. Casgrain, secondé par M. Faucher de Saint-Maurice,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous les ordres en conseil, concernant la vente et l'administration des bois sur les terres de la Couronne, passés depuis le 1er janvier 1881 jusqu'à ce jour.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par M. Nantel,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement et toutes personnes, à propos des dates différentes fixant la "*Fête des arbres*."

Sur motion de M. Robidoux, secondé par M. Bisson,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée au sujet de la distribution de la brochure du Premier ministre, intitulé : "*Esquisse générale de la province de Québec*."

Sur motion de M. Pilon, secondé par M. Gladu,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé de toutes les sommes payées à M. E. A. Barnard, secrétaire actuel du conseil d'agriculture, en sus de son salaire et de ses dépenses de voyage, depuis le premier juillet 1882.

Sur motion de l'honorable M. Robertson, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill permettant à la Corporation du Collège de Bishop de disposer d'un immeuble, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Morin, secondé par M. Forest,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill constituant en corporation le révérend Antoine Fafard, prêtre, pour des fins de charité, sous le nom de l'Hospice Ste. Anne de la Baie St. Paul, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par M. Champagne,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état de tous les travaux d'impressions exécutés par J. J. Foote, ou dans l'établissement du *Morning Chronicle*, depuis le 1er février 1887, et du coût de ces impressions.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport fait par la Révérende Sœur Thérèse de Jésus et du docteur Vallée, après leur voyage en Europe, l'été dernier.

Sur motion de l'honorable M. Shehyn, secondé par l'honorable M. Mercier,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill constituant en corporation la Société bienveillante St. Roch, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Baldwin, secondé par M. England,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200 payé sur le bill constituant en corporation la Compagnie de pouvoirs hydrauliques de Coaticooke, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vû que ce bill a été retiré.

Sur motion de M. England, secondé par M. Baldwin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une liste des employés surnuméraires nommés, dans chaque département, depuis la dernière session ; la date de leur nomination et leur traitement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender l'Acte 48 Vic., cha. 36, concernant l'Association Pharmaceutique de la province de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill érigeant la ville de Sainte-Cunégonde en corporation de cité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Pelletier fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, lundi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la ville de Buckingham ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bisson, fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant la charte de la Corporation de la cité des Trois-Rivières ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Spencer fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte amendant les divers actes concernant la Corporation de la cité des Trois-Rivières."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant les exécuteurs testamentaires de feu Alexandre M. DeLisle à transporter les hypothèques actuelles d'une partie des biens de la succession, sur d'autres parties, selon qu'il peut être plus avantageux à cette succession ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Robidoux fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 21 Février 1890.

L'honorable M. Pelletier, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le seizième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait plusieurs amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre, savoir :

Bill amendant la charte de la cité de Montréal ;

Bill amendant les lois concernant la Corporation de la cité de Québec.

M. Cameron, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'ayant examiné le bill constituant en corporation la Compagnie de tramway populaire de Montréal, il a trouvé que le préambule n'en avait pas été prouvé

Ordonné, Que M. Cameron ait la permission de présenter un bill pour amender l'article 1618 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour lundi prochain.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée Législative, du 20 janvier 1890, demandant copie des ordres d'instruction ou ordres en conseil, nommant un ou des commissaires "pour étudier les inconvénients du système actuel quant au choix, à l'organisation et au traitement du jury," et de tous rapports faits au gouvernement à ce sujet. (*Documents de la session*, No. 796.)

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu ;

L'honorable M. Shehyn propose, secondé par l'honorable M. Mercier,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

Et un débat s'en suivant :

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil.

A sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill remettant en force et amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer Saint Jean et Sorel et ses amendements ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation l'Ecole Culinaire, de Montréal ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. England fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant l'acte 32 Vic., ch. 91, qui constitue en corporation l'Union St. Joseph de Sorel ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Morin fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte refondant et amendant la loi 32 Vict., ch. 91 qui constitue en Corporation l'Union St Joseph de Sorel."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Société Italienne de secours mutuels de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la ville de Ville-Marie ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. David fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte constituant la ville de la Côte St. Louis en corporation."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée aujourd'hui,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides ;

Et la question étant de nouveau proposée,

M. Desjardins propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Flynn,—
"Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

"Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté pour les besoins du service public, mais elle voit avec inquiétude l'augmentation constante et extraordinaire de la dette publique et des dépenses de la province ;

"Cette Chambre est d'opinion que la dette ne doit pas être augmentée davantage, mais que le gouvernement devrait plutôt s'appliquer à la diminuer ;

"Cette Chambre est aussi d'opinion que, dans le but de prévenir l'imposition de nouvelles taxes, et même de diminuer celles qui existent déjà, les affaires publiques doivent être administrées avec la plus grande économie ;

"Que les dépenses peuvent être beaucoup diminuées sans nuire à l'efficacité du service public, et que le devoir du gouvernement est de faire cette réduction ;

"Cette Chambre croit devoir exprimer son opinion qu'en continuant la politique financière extravagante qu'il a inaugurée, dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement compromet l'existence de nos institutions provinciales."

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'à minuit, Samedi matin ;

Samedi, 22 février 1890.

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant de mandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Poupoire et</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Hall,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon—16.</i>
<i>England,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier (Rimouski) et</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pelletier</i>	<i>Trudel—31.</i>
<i>Dostaler,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pilon,</i>	

Ainsi, la question est résolue négativement.
Alors la motion principale étant mise aux voix ;
Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial de Boucherville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.
2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Boucherville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.
3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège St-Ferdinand d'Halifax ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.
4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Mackay pour les sourds muets et les aveugles, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.
5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Carleton ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.
6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la municipalité scolaire de la ville des Laurentides, pour ouvrir une école commerciale pratique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.
7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie protestante de Granby pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.
8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la bibliothèque des ouvriers, St-Roch de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.
9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Union commerciale de Québec, pour achat de livres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.
10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Septuor Haydn, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.
11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du bureau des arts et métiers, comprenant l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, lundi prochain.

M. Murphy informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 24 Février 1890.

Les pétitions suivantes sont présentées séparément et déposées sur la table :

Par l'honorable M. Blanchet,—la pétition de Wm. Hossack et G. Lampson et autres.

Par M. Nantel,—la pétition de Joseph Lauzon et autres de la ville de Terrebonne.

Par l'honorable M. Robertson,—la pétition de Wm. G. Murray et autres, de la Côte St. Antoine.

Par M. Lafontaine,—la pétition de Jesse Joseph et autres.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue :

De L. Philippe Sylvain, écuier, et autres, de la cité de Hull, de la Pointe à Gati-neau et du village d'Ironsides, demandant une législation créant le collège électoral de Hull.

Ordonné, Que la pétition de Wm. G. Murray et autres, du village de la Côte St. Antoine, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue.

Et la dite pétition est lue et reçue, demandant des amendements au bill pour ériger le village de la Côte St. Antoine en ville.

M. Cameron, du comité permanent des chemins de fer, canaux, lignes télégraphiques et téléphoniques, et compagnies minières et manufacturières, présente à la Chambre le onzième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants :

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer Lacolle, Iberville et Farnham.

Bill constituant en corporation la Compagnie de Montréal-Sud et Longueuil et il a trouvé que le préambule de chacun d'eux n'avait pas été prouvé.

M. Bisson, du comité spécial nommé pour examiner tous les amendements proposés au Code municipal, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les différents amendements à faire au Code municipal, et il a l'honneur de les soumettre à votre honorable Chambre dans un projet de bill, dont il demande la réimpression sous le No. 132, ayant M. Bisson pour promoteur.

Votre comité a de plus examiné le bill amendant les articles 561 et 563 du Code municipal, tel qu'amendé par le promoteur, mais vu les grandes questions qu'il soulève, il le rapporte à votre honorable Chambre, sans se prononcer sur son mérite.

L'honorable M. Pelletier, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le dix-septième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné les bills suivants, auxquels il a fait certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill constituant en corporation la Société dite "*The Royal Quebec Art Union Com-pany*"

Bill changeant le nom de la municipalité de la Côte Saint-Antoine, l'érigeant en ville, et comportant d'autres fins.

Et bill autorisant la vente de certains biens-fonds substitués par le testament de feu John A. Stackhouse.

Résolu, Que cette Chambre corcoure dans ce rapport.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires des institutions ci-après nommées, savoir : de l'Asile de la Providence de Trois-Rivières,—de *The Church Home*, de Montréal,—et de l'Hôpital Saint-Joseph de Trois-Rivières, tous pour l'année 1889. (*Documents de la session*, No. 8.)

Ordonné, Que l'honorable M. Blanchet ait la permission de présenter un Bill amendant les articles 621, 624 et 631 du Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Robidoux ait la permission de présenter un bill amendant l'article 844 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour lundi prochain.

Ordonné, Que M. Hall ait la permission de présenter un bill amendant la loi des licences de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 16 janvier 1890, demandant : 1. copie de tous les ordres en conseil adoptés sous l'autorité de l'acte 51-52 Victoria, chapitre 17, section 1ère, paragraphe 5, autorisant la location, par conventions privées, des terres réservées pour la pêche le long des lacs et des rivières.

2. Copie de toute correspondance à ce sujet. (*Documents de la session*, No. 126.)

Réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative, du 15 janvier 1890, demandant copie de tous ordres en conseil et de toute correspondance échangée entre les deux gouvernements fédéral et provincial, et de tous autres documents relatifs à la Frontière nord de la province. (*Documents de la session*, No. 88b.)

Réponse à un ordre de la Chambre, du 20 janvier 1890, pour copies de toutes correspondances échangées entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et la Corporation de la ville de Saint-Jean, ou aucun des membres du conseil de cette ville ou aucune autre personne, au sujet d'une demande faite par la dite Corporation auprès du dit gouvernement, pour une indemnité à l'occasion de l'incendie de 1876 ; ainsi que copies de tous documents à ce sujet entre les mains du gouvernement. (*Documents de la session*, No. 114.)

Réponse à un ordre de la Chambre, du 12 février 1890, pour un tableau fournissant, par colonnes séparées, les renseignements suivants : 1. Les noms des municipalités endettées au fonds d'emprunt municipal, avant 1880.

2. La date de leur emprunt.

3. Le montant emprunté.

4. Le montant dû en intérêts, suivant le statut de 1880.

5. Le montant payé, par chaque municipalité, au gouvernement et la date du paiement.

6. Le montant remis à chaque municipalité par le gouvernement et la date de la remise. (*Documents de la session*, No. 127.)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie des consommateurs de gaz de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, mercredi prochain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité sur le bill érigeant la ville de Ste Cunégonde en corporation ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bourbonnais fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : "Acte pour amender l'article 52 Victoria, chapitre 4 ;"

Et bill intitulé : "Acte pour modifier et corriger les plans officiels et les livres de renvoi de certaines parties du comté de Beauce."

Un message de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par Samuel Staunton Hatt, Ecuyer, gentilhomme, huissier à la Verge Noire :

M. L'ORATEUR.

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur desire la présence immédiate des membres de cette honorable Chambre, dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se sont rendus à la salle des séances du Conseil législatif ; et étant de retour :

M. l'Orateur fait rapport que, conformément aux ordres de Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, la Chambre s'est rendue auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil législatif, où il a plu à Son Honneur de donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills qui suivent :

Acte ratifiant et validant un certain acte de compromis, cession et transport entre la Congrégation du Très-Saint Rédempteur de Ste-Anne de Beaupré et les francs-tenanciers de la paroisse de Ste-Anne de Beaupré.

Acte pour corriger et modifier les plans officiels et les livres de renvoi de certaines parties du comté de Beauce.

Acte pour amender l'acte 52 Victoria, chapitre 4.

Ordonné, Que M. Robidoux ait la permission de présenter un bill amendant la loi relative à la corporation des huissiers de Montréal et au cautionnement qu'ils doivent fournir.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Legris,—1. Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes sur la manière dont le greffe de la paix à Trois-Rivières est administré ?

2. Le gouvernement a-t-il l'intention de joindre le greffe de la paix à celui du proto-notaire, comme dans la plupart des districts de la province, afin de rendre plus efficace et plus économique cette partie importante de l'administration de la justice ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—1. Des plaintes verbales ont été faites en différents temps ; le gouvernement n'a point reçu de plaintes officielles.

2. La question est sous considération.

Par M. Hall,—Quel est le coût de la construction du présent palais de justice, à Montréal ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—Le palais de justice de Montréal a été construit, entre 1851 et 1857, sous l'Union. Le gouvernement ne peut donner officiellement que ce qui a été dépensé depuis la confédération, et ce, sur un ordre de la Chambre.

Par M. LeBlanc,—Est-ce l'intention du gouvernement de faire faire le creusage de la rivière des Hurons, dans les comtés de Rouville et de Saint-Hyacinthe, recommandé par un rapport de Louis A. Vallée, en date du 28 août 1889, au Commissaire des travaux publics, dont le coût sera, d'après ce rapport, de \$27,000 ?

Réponse par l'Honorable M. Rhodes,—Le budget de 1890-91, No. 128, contient un item de \$3,000.00 pour creusage de la rivière des Hurons, au village St-Jean-Baptiste ; c'est un commencement en faveur d'une grande amélioration publique.

Par M. Tourigny,—M. Narcisse Malenfant, sténographe, est-il à l'emploi du gouvernement ou de la Chambre ?

Si oui, quel est son traitement ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—D'après les informations reçues des divers ministres et de l'Orateur, M. Malenfant n'est pas employé ni du gouvernement ni de la Chambre,—seulement il est employé quelquefois, comme sténographe, devant les comités, sur ordre de leur président.

Par M. Casgrain,—Quel est le chiffre de la remise faite par le gouvernement, le 19 janvier 1889, à la Compagnie de l'aqueduc Louiseville, pour taxes par elle dues, depuis 1882 inclusivement jusqu'au 1887 aussi inclusivement, en vertu de la loi qui impose une taxe sur les corporations commerciales ?

Pour quelle raison la dite taxe, ou part de taxe, a-t-elle été remise ?

A la demande de qui la dite remise a-t-elle été faite ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—Ceci doit être l'objet d'une réponse à une adresse de l'Assemblée législative.

Objection est faite par M. Casgrain, que cette réponse n'est pas suffisante.

M. l'Orateur décide comme suit :

“ La suffisance d'une réponse à une interpellation n'est définie par aucune règle particulière ; il suffit, d'après l'usage parlementaire, qu'elle soit brève, distincte et limitée aux explications nécessaires pour la rendre intelligible. (Bourinot, page 324.)

“ La réponse de l'honorable Trésorier remplit ces conditions, et il n'est pas en mon pouvoir de le contraindre à en donner une autre.”

Sur motion de M. Casgrain, secondé par M. Duplessis,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—un état indiquant quel est le chiffre de la remise faite par le gouvernement, le 19 janvier 1889, à la Compagnie de l'aqueduc Louiseville, pour taxes par elle dues, depuis 1882 inclusivement, en vertu de la loi qui impose une taxe sur les corporations commerciales ; ainsi que copie de tous documents, papiers ou correspondances, indiquant la raison pour laquelle telle remise a été faite, et à la demande de qui elle a été faite.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur, par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Lemieux, secondé par M. Rinfret dit Malouin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—correspondance, etc., au sujet des taux chargés pour l'expédition du fret et pour les passagers sur le Québec Central, depuis Lévis jusqu'à Sherbrooke, et de Sherbrooke à Lévis etc., etc

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par M. Lemieux,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copies des plaintes, requêtes, rapports mémoires et tous documents quelconques relatifs au régistrateur du comté de Montmagny, depuis le premier janvier 1889-jusqu'aujourd'hui.

M. Cameron propose, secondé par l'honorable M. McShane,—Qu'il soit émis un ordre de la Chambre pour la correspondance entre le Premier ministre de la province de Québec et l'honorable G. Ouimet, surintendant de l'éducation, et le révérend E. I. Rexford, secrétaire anglais du conseil de l'Instruction publique, concernant les droits et privilèges accordés à la minorité, en matière d'éducation.

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin ;

Mardi, 25 février 1890.

Et le débat se continuant ;

Sur motion de l'honorable M. Hall, secondé par l'honorable M. McShane,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 24 février 1890, pour un état indiquant quel est le chiffre de la remise faite par le gouvernement le 19 janvier 1889, à la Compagnie de l'aqueduc Louiseville, pour taxes par elle dues, depuis 1882 inclusivement jusqu'en 1887 aussi inclusivement, en vertu de la loi qui impose une taxe sur les corporations commerciales ; ainsi que copies de tous documents, papiers ou correspondances, indiquant la raison pour laquelle telle remise a été faite, et à la demande de qui elle a été faite. (*Documents de la session, No. 128.*)

Ordonné, Que les règles de cette Chambre soient suspendues en autant qu'elles se rapportent à la pétition de Jesse Joseph et autres, présentée aujourd'hui et que cette pétition soit maintenant lue et reçue.

Et la dite pétition est lue et reçue ; demandant la passation d'un bill pour constituer en corporation la Société belge de bienfaisance et de protection pour les immigrants.

Ordonné, Que M. Lafontaine ait la permission de présenter un bill pour constituer en corporation la Société belge de bienfaisance et de protection pour les immigrants.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mardi, 25 février 1890.

M. Lafontaine, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le dix-huitième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit, savoir :

Votre comité a examiné les bills suivants, qu'il a l'honneur de rapporter, sans amendement :

Bill constituant en corporation la Société Belge de bienfaisance et de protection pour les immigrants ;

Bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte amendant la loi incorporant les syndics de la Société Presbytérienne Américaine de Montréal " ;

Bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte pour confirmer la vente faite à Alfred Joyce d'une propriété substituée provenant de la succession de feu Austin Adams."

Votre comité a aussi examiné les bills suivants, auxquels il a fait des amendements qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre :

Bill constituant en corporation la ville de Magog, et régularisant l'administration des affaires scolaires de cette ville ;

Bill refondant les lois relatives à la Corporation de la ville de Saint-Jean.

Votre comité est d'opinion : 1. Que, s'il en juge par l'expérience de ces deux dernières années, le système de révision des bills privés n'a pas démontré l'utilité à laquelle on s'attendait lorsqu'il a été adopté ; et votre comité recommande respectueusement à votre honorable Chambre que ce système soit discontinué.

2. Qu'attendu la nomination d'un greffier conjoint du comité des bills privés, les deux greffiers doivent également leurs services aux séances des comités ; que l'un deux soit requis de lire les bills aux dites séances.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente, —la réponse à un ordre de la Chambre, du 13 mars 1889, pour : 1. Copie de toute correspondance, échangée entre le gouvernement ou l'un des ministres et toute compagnie ou personne quelconque, touchant le développement des ressources minières de la province.

2. Copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement, ou l'un des ministres et toute compagnie ou personne quelconque, relativement à la construction d'un chemin de fer pour faciliter le transport du produit des mines de phosphate de la vallée de la Lièvre. (*Documents de la session, No. 129.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, du 10 février 1890, pour copie des rôles de paie des travaux des chemins de colonisation, dans le canton d'Egan, comté d'Ottawa, en 1836-87, avec un état des sommes payées au conducteur de ces travaux. (*Documents de la session, No. 130.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 20 février 1890, de mandant copies de tous documents, correspondances, lettres échangées entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral et le gouvernement impérial, au sujet des résolutions de la conférence interprovinciale de 1888. (*Documents de la session, No. 131.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 11 février 1890, demandant une copie de tous les rapports correspondances et autres documents relatifs au fonds d'emprunt municipal, réclamé des cantons de Stanstead, Magog et Bolton, avec un état des sommes respectives réclamées de chacun de ces cantons, en vertu de la loi de 1880, et des actes et lois en vertu desquels ces emprunts ont été respectivement faits. (*Documents de la session, No. 132.*)

Et aussi, Extraits des rapports statistiques judiciaires pour l'année 1889. (*Documents de la session, No. 133.*)

Sur motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Turcotte,
Résolu, Que la règle permanente 15e de cette Chambre soit amendée en y ajoutant les mots suivants, savoir : " Néanmoins lorsqu'il s'agit d'un bill public, qui n'est pas basé sur des résolutions adoptées en comité général, la réplique est permise au promoteur, à la deuxième lecture. "

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,
Résolu, Que, jeudi prochain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaine résolution concernant les pensions des officiers publics.

Résolu, Que, jeudi prochain, cette Chambre se formera en comité général pour considérer, certaines résolutions concernant la destruction, par le feu, de l'Université de Toronto.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture de certaines résolutions rapportées du comité-général de la Chambre, mardi, le 18 de février courant, concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative dans les divisions électorales de Montréal-Ouest, Montréal-Centre, Montréal-Est, Québec-Est, Drummond et Arthabaska, Rimouski, Chicoutimi et Saguenay, étant lu ;

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Shehyn,—Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill concernant l'augmentation de la députation dans les divisions électorales de Montréal-Ouest, Montréal-Centre, Montréal-Est, Québec-Est, Drummond et Arthabaska, Rimouski, Chicoutimi et Saguenay.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général, pour prendre considération l'extension du chemin de fer de Témiscouata à Moncton.

(EN COMITÉ)

Attendu qu'un mouvement s'est fait depuis quelque temps dans le but d'obtenir une route alternative partant de Halifax et se dirigeant vers l'ouest, en opposition à la ligne vulgairement connue sous le nom de Ligne Courte (Short Line) destinée à transporter le trafic à travers l'Etat du Maine ;

Attendu que cette ligne qui serait formée par l'extension du chemin de fer de Témiscouata jusqu'à Moncton et qui passerait entièrement sur le territoire canadien, permettrait au chemin de fer Intercolonial de transporter le trafic vers l'ouest par une ligne aussi courte que celle qui traverse l'Etat du Maine ;

Attendu que cette ligne permettrait de maintenir le service des trains par Lévis et une grande partie de cette province, service qu'il faudrait autrement restreindre d'une manière notable ;

Attendu que cette ligne permettrait de continuer à employer le personnel actuel sur le parcours de la ligne du chemin de fer Intercolonial entre la Rivière du Loup et Lévis, ce qui ne se ferait pas si l'on était obligé de faire passer le trafic entièrement par la ligne courte ;

Il soit, en conséquence,

Résolu, Que, sans obliger, de quelque manière que ce soit, cette Législature à donner aucune subvention à propos du prolongement ou de la construction de ce chemin de fer, cette Chambre est d'opinion que cette ligne parallèle serait très avantageuse pour le pays.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Bernatchez fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Attendu qu'un mouvement s'est fait depuis quelque temps dans le but d'obtenir une route alternative partant de Halifax et se dirigeant vers l'ouest, en opposition à la ligne vulgairement connue sous le nom de Ligne Courte (Short Line) destinée à transporter le trafic à travers l'Etat du Maine ;

Attendu que cette ligne qui serait formée par l'extension du chemin de fer de Témiscouata jusqu'à Moncton et qui passerait entièrement sur le territoire canadien, permettrait au chemin de fer Intercolonial de transporter le trafic vers l'ouest par une ligne aussi courte que celle qui traverse l'Etat du Maine ;

Attendu que cette ligne permettrait de maintenir le service des trains par Lévis et une grande partie de cette province, service qu'il faudrait autrement restreindre d'une manière notable ;

Attendu que cette ligne permettrait de continuer à employer le personnel actuel sur le parcours de la ligne du chemin de fer Intercolonial entre la Rivière du Loup et Lévis, ce qui ne se ferait pas si l'on était obligé de faire passer le trafic entièrement par la ligne courte ;

Il soit, en conséquence,

Résolu, Que, sans obliger, de quelque manière que ce soit, cette Législature à donner aucune subvention à propos du prolongement ou de la construction de ce chemin de fer, cette Chambre est d'opinion que cette ligne parallèle serait très avantageuse pour le pays.

Et la question étant proposée,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ;

L'honorable M. Blanchet propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Taillon,—Que tous les mots après " maintenant, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : référée de nouveau au comité de toute la Chambre avec instruction de l'amender en y ajoutant les mots suivants : " mais vû les sacrifices considérables que cette province a déjà faits, pour la construction de chemins de fer, cette Chambre est aussi d'avis qu'il ne serait pas désirable d'accorder des subsides pour la construction de cette voie ferrée."

M. LeBlanc propose comme sous amendement, secondé par M. Casgrain, que les mots " vû que la voie ferrée en question, serait toute dans la province du Nouveau-Brunswick, " soient ajoutés à la fin du dit amendement.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative pour les divisions électorales d'Ottawa et de Wolfe et Richmond, étant lu ;

L'honorable M. Mercier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de la nature des résolutions se rapportant à ce bill, les recommande à la considération de cette Chambre.

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Qu'attendu que le bill, intitulé : " Acte concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative pour les divisions électorales d'Ottawa et de Wolfe et Richmond," concerne deux des districts électoraux mentionnés dans la seconde cédule de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, et cités dans la section 80 de cet Acte, d'après le préambule de ce bill ; la seconde lecture du dit bill soit rescindée de l'ordre du jour, et qu'il soit renvoyé à un comité composé des députés des districts électoraux désignés dans la dite cédule, savoir :

Hon. M. Rhodes,
Hon. M. Robertson,

MM. Poupore,
Owens,
Cameron,
Spencer,
England,
De Grosbois,
Baldwin,
McIntosh,
Picard,

Mégantic,
Sherbrooke,
Pontiac,
Argenteuil,
Huntingdon,
Missisquoi,
Brome,
Shefford,
Stanstead,
Compton,
Wolfe et Richmond.

Et cette motion étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

Sur motion de M. David, secondé par M. Rocheleau,
Ordonné, Que le bill constituant en corporation la Compagnie de Montréal-Sud et Longueuil, soit remis sur l'ordre du jour, pour être examiné en comité général, mercredi prochain.

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, diverses résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège commercial de Boucherville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Boucherville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Collège St-Ferdinand d'Halifax ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Institut Mackay pour les sourds muets et les aveugles, Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Couvent de Carleton ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Municipalité scolaire de la ville des Laurentides, pour ouvrir une Ecole commerciale pratique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Académie protestante de Granby, pour construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Bibliothèque des ouvriers, St-Roch de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Union commerciale de Québec, pour achat de livres ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide au Septuor Haydn, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordé à Sa Majesté, pour faire face au Bureau des arts et métiers, comprenant l'enseignement des beaux arts appliqués à l'industrie ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Société dite *The Royal Quebec Art Union Company* étant lu ;

M. de Grosbois propose, secondé par M. Dumais, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Lafontaine propose comme amendement, secondé par M. Boyer, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soit retranchés, et qu'ils soit remplacés par les suivants : "cette Chambre se formera en le dit comité d'aujourd'hui en six mois."

Et un débat s'en suivant ;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par M. Dostaler, — Que le débat soit ajourné ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs.

<i>Basinet,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Deschênes (Ténisc.)</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rhodes,</i>	<i>Turcotte—24.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>England,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Spencer</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>David,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Tourigny—30.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lemieux,</i>		

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Et la motion en amendement étant de nouveau proposée ;

L'honorable M. Pelletier se lève pour prendre la parole.

Et objection étant faite par l'honorable M. Taillon, que l'honorable M. Pelletier ayant déjà parlé sur l'amendement, et ayant proposé l'ajournement des débats, ne peut pas parler de nouveau sur la question.

Et un débat s'en suivant ;

Et l'heure fixée pour la considération des bills privés étant expirée, les autres ordres du jour sont appelés.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 10 février 1890, pour un état comparatif détaillé de la dette de la province, pour les emprunts temporaires et dépôts, aux dates du 30 juin et du 31 décembre 1889 ; cet état devant mentionner le capital des dépôts des compagnies de chemin de fer de Québec et Lac St-Jean, de Témiscouata, de Montréal et lac Maskinongé, avec les intérêts à être payés sur le dit capital, pendant la durée de la garantie d'intérêts. (*Documents de la session, No. 134.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, du 17 février 1890, pour un état des revenus et des dépenses du bureau du protonotaire de Montréal, depuis le 1er juillet 1885 jusqu'au 1er juillet 1889, année par année. (*Documents de la session, No. 135.*)

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, deux résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de police ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

La première résolution étant lue la seconde fois ;

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution,

L'honorable M. Taillon propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Robertson, que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

"Attendu que les frais de l'administration de la justice n'ont été que de \$363,746.48 pour l'année 1885-86 et de \$356,646.48 pour l'année 1884-85 ;

"Attendu que la Chambre a voté la somme de \$375,000 dans le budget général de l'année 1889-90, et attendu que si le gouvernement pratiquait une sage économie dans cette branche du service public, cette somme serait suffisante ;

"Cette Chambre ne croit pas devoir autoriser cette nouvelle dépense de \$34,000.

M. Robidoux propose comme sous amendement, secondé par M. Tessier (Rimouski), que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

Cette Chambre est satisfaite par les explications du procureur-général, et désire constater en votant la dite résolution ;

1. Que l'augmentation de dépenses de l'administration de la justice est causée par l'augmentation générale et inévitable des affaires, par le grand nombre de procès criminels importants, qui ont eu lieu dernièrement et qui ont nécessité des termes additionnels très longs et très coûteux ;

2. Que d'ailleurs le chiffre de ces dépenses, pour l'année courante, y compris le crédit demandé par la dite résolution, serait de \$412,000, comprenant des augmentations de salaires demandées par les deux partis et faits dernièrement ; tandis qu'en 1876-77, elles ont été de \$404,725, et, en 1877-78, de \$422,624.77 ;

3. Qu'en outre, les recettes du bureau du protonotaire de Montréal ont augmenté considérablement, et d'après le rapport de M. Longpré, mis ce jour devant la Chambre, le surplus des recettes sur les dépenses dans le dit bureau a été comme suit, depuis 1885 :

1885-86	surplus	\$14,060 81
1886-87	"	7,624 84
1887-88	"	17,037 20
1888-89	"	26,506 50

Et l'amendement étant mis aux voix,—La Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Forest,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier (Portneuf)</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski)</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>David,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turcotte—33.</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>			

CONTRE :

Messieurs.

<i>Baldwin,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Picard</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Hall,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Tourigny—17.</i>
<i>England,</i>			

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Et la question étant mise aux voix sur l'amendement à la motion originale, ainsi amendé,—elle est résolue affirmativement.

Alors la motion originale, ainsi amendée, étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement.

La seconde résolution ; étant lue la seconde fois, et la question étant mise aux voix.

Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement.

Bill intitulé : " Loi autorisant la vente de certains immeubles substitués par Alpheus Kimpton et uxore ; "

Bill intitulé : " Loi légalisant le mariage et le contrat de mariage de Aimé Bourassa et Dame Purissima Robert ; "

Bill intitulé: "Acte amendant le code de procédure civile de manière à permettre de prendre la preuve par sténographie dans les causes *ex-parte*."

Et que, vu les raisons données, dans le message de l'Assemblée législative, en date du 12 février courant, il a reconsidéré ses amendements au bill intitulé: "Acte pour amender les articles 67, 68, et 69 du Code de procédure civile," et n'insiste pas sur iceux, mais les a retirés, et il a fait à ce bill de nouveaux amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé: "Acte pour amender les articles 67, 68 et 69 du Code de procédure civile"; lesquels sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honorables que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 26 février 1890.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De Joseph Lauzon, écuier, et autres de la ville de Terrebonne; demandant de ne point procéder maintenant à la passation du bill relatif à la ville de Terrebonne.

De William Hossack, écuier, et autres, de la cité de Québec; demandant que la clause 36 du bill concernant la Corporation de la cité de Québec, ne devienne pas loi.

M. Forest propose, secondé par M. Rocheleau,—Que le bill amendant la loi 8 Vict., chap. 81, qui constitue en corporation le Collège de médecine et de chirurgie de Montréal, soit remis sur les ordres du jour, pour être pris en considération par le comité général de la Chambre; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Sur motion de M. deGrosbois, secondé par M. Dumais,

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné Que le bill soit renvoyé à un comité spécial composé de M. Casgrain, l'honorable M. Blanchet, M. Cameron, l'honorable M. Pelletier, M. Boyer, M. Forest et M. Lafontaine pour en faire rapport avec toute la diligence convenable avec pouvoirs d'envoyer quérir personnes, papiers et records.

Ordonné, Que l'honorable M. Blanchet ait la permission de présenter un bill modifiant de nouveau la loi électorale de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill validant certains registres de l'état civil.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que M. Hall ait la permission de présenter un bill amendant l'article 762a du Code municipal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

L'honorable M. Robertson, du comité spécial sur le bill concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative pour les divisions électorales d'Ottawa et de Wolfe et Richmond, présente à la Chambre les deux rapports suivants :

A l'honorable

Assemblée législative,

Les soussignés, formant la majorité des membres représentant les divisions ou districts électoraux de Mégantic, Sherbrooke, Pontiac, Ottawa, Argenteuil, Huntingdon, Missisquoi, Brome, Shefford, Stanstead, Compton, Wolfe et Richmond, énumérés dans la seconde cédule et l'article 80 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, auxquels le bill (No. 141) intitulé : " Acte concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative pour les districts électoraux d'Ottawa, Wolfe et Richmond ", a été référé avant la seconde lecture, en vertu du dit article 80, ont l'honneur d'exposer :

Que ce comité est unanimement d'opinion—en vue de l'augmentation proposée dans la représentation de cette province,—que les comtés de Wolfe et Richmond soient divisés et forment deux divisions ou districts électoraux, désignés sous les noms de : " comté de Wolfe," tel que limité actuellement, et " comté de Richmond" aussi tel que limité actuellement, et que chacune de ces divisions ou districts électoraux ait le droit d'élire un représentant à l'Assemblée législative de la province ; le tout sans intervention ou préjudice d'aucune sorte aux droits des représentants des divisions ou districts électoraux susdits, mentionnés dans la section 80 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord 1867.

Le tout respectueusement soumis.

SALLE DU COMITÉ,

Québec, 26 février 1890.

MM. J. G. Robertson, représentant du district électoral de Sherbrooke.

" J. Picard,	"	"	"	Richmond et Wolfe.
" E. E. Spencer,	"	"	"	Missisquoi.
" W. J. Poupore,	"	"	"	Pontiac.
" T. B. de Grosbois,	"	"	"	Shefford.
" A. Cameron,	"	"	"	Huntingdon.
" Ozro Baldwin,	"	"	"	Stanstead.
" W. Rhodes,	"	"	"	Mégantic.
" W. Owens,	"	"	"	Argenteuil.
" John McIntosh,	"	"	"	Compton.
" R. N. England,	"	"	"	Brome.

A l'honorable

Assemblée législative,

Les soussignés, formant la majorité des membres représentant les divisions ou districts électoraux de Mégantic, Sherbrooke, Pontiac, Ottawa, Argenteuil, Huntingdon, Missisquoi, Brome, Shefford, Stanstead, Compton, Wolfe et Richmond, énumérés dans la seconde cédule et l'article 80 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, auxquels le bill (No. 141) intitulé : " Acte concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, pour les districts électoraux d'Ottawa, Wolfe et Richmond, " a été référé avant sa seconde lecture, en vertu du dit article 80, ont l'honneur d'exposer :

Qu'ils n'approuvent la division du comté d'Ottawa que dans le cas où il sera divisé en districts électoraux, comme suit, savoir :

Que la cité de Hull et les villages de Ironsides et Pointe Gatineau forment une division électorale, désignée sous le nom de cité de Hull ;

Que la division ouest du comté comprenne les cantons situés à l'ouest de la ligne divisant les cantons de Buckingham et Lochaber, et en continuant à l'ouest jusqu'à la limite nord du canton de Dudley, de là en suivant cette ligne nord jusqu'à la rivière du Lièvre, puis en longeant cette rivière au nord jusqu'aux limites nord du comté ; division qui portera le nom de Ottawa-Ouest ;

Et que la division Est, qui sera appelée Ottawa-Est, comprenne tout le canton situé à l'est des limites ci-dessus désignées, chacune de ces divisions ayant le droit d'envoyer un représentant à l'Assemblée législative.

Où, dans le cas où le gouvernement ne consentirait pas à diviser le comté en plus que deux districts, ils recommandent que la cité de Hull et les villages de Ironsides et Pointe Gatineau forment une division électorale, portant le nom de cité de Hull, et que le reste du comté actuel d'Ottawa forme le comté d'Ottawa ; ces divisions étant faites pour protéger, autant que possible, les intérêts de la minorité dans la province.

Dans le cas où le gouvernement n'accepterait aucune de ces propositions, ils sont d'avis de ne faire aucun changement dans les limites actuelles du comté d'Ottawa.

Le tout respectueusement soumis.

SALLE DU COMITÉ,

Québec, 26 février 1890.

J. G. Robertson,	député du comté de Sherbrooke,
W. Owens,	" " Argenteuil,
John McIntosh	" " Compton,
Ozro Baldwin,	" " Stanstead,
E. E. Spencer,	" " Missisquoi,
W. J. Poupore,	" " Pontiac,
R. N. England,	" " Brome,
J. Picard,	" " Richmond et Wolfe.

L'honorable M. Rhodes, du comité spécial sur le bill concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative pour les divisions électORALES d'Ottawa et de Wolfe et Richmond, présente à la Chambre le rapport suivant :

A l'honorable

Assemblée législative,

Les soussignés, membres représentant les divisions ou districts électORAUX de Mégantic, Huntingdon et Shefford auxquels le bill (No. 141), intitulé : " Acte concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, pour les districts électORAUX d'Ottawa, Wolfe et Richmond " a été référé, ainsi qu'aux représentants de Sherbrooke, Pontiac, Ottawa, Argenteuil, Missisquoi, Brome, Stanstead, Compton, Wolfe et Richmond, avant sa deuxième lecture, en vertu de la section 80 de " l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, " ont l'honneur d'exposer :

Que, différant d'opinion avec le rapport de la majorité, au sujet des détails du bill, en ce qui concerne la division du comté d'Ottawa, ils sont d'avis que ce comté n'est pas convenablement divisé, d'après le projet de loi présenté, et ils croient, de plus, que la majorité, dans son rapport, s'étant simplement objectée à certains détails de la division, ont dans

leurs conclusions, consenti, en fait, à la seconde lecture du bill, se réservant de s'opposer à ces détails, quand il serait soumis au comité général de la Chambre, tous les membres ayant signé le rapport relatif aux comtés de Wolfe et Richmond.

Le tout, néanmoins, respectueusement soumis.

A. CAMERON
T. B. DE GROSBOSIS
W. RHODES.

SALLE DU COMITÉ, No. 25,
Québec, 26 février 1890.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 15 janvier 1890, pour un état des recettes et des dépenses de la province, depuis le premier juillet 1889 jusqu'au premier janvier 1890. (*Documents de la session, No. 136*)

Réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative, du 30 janvier 1890, pour une copie de tous documents et correspondances concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, excepté pour le comté de Terrebonne au sujet duquel la correspondance a déjà été produite. (*Documents de la session, No. 105c*)

Réponse à un ordre de la Chambre, du 13 février 1890, pour un état détaillé de toutes les sommes payées à M. E. A. Barnard, secrétaire actuel du conseil de l'agriculture, pour dépenses de voyage, depuis le premier juillet 1883, avec la date de chaque paiement, la raison d'icelui et l'autorisation. (*Documents de la session, No. 137*)

Réponse à un ordre de la Chambre, du 20 février 1890, pour une copie de toutes correspondances, échangées entre le gouvernement et toutes personnes, à propos des dates différentes fixant la "*Fête des arbres*." (*Documents de la session, No. 138*)

Réponse à un ordre de la Chambre, du 24 février 1890, pour correspondance, etc., au sujet des taux chargés pour l'expédition du fret et pour les passagers sur le Québec-Central, depuis Lévis jusqu'à Sherbrooke et de Sherbrooke à Lévis etc., etc. (*Documents de la session, No. 139*)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

- Par M. Tourigny,—1. M. Emery Lafontaine est-il employé du gouvernement
2. Si oui, à quel titre et à la demande de qui ?
3. Combien reçoit-il ?
4. S'il n'est pas employé du gouvernement, en reçoit-il quelque argent ?
5. Si oui, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—1. M. Emery Lafontaine a été attaché au service des ponts métalliques du département des travaux publics.

2. Comme assistant de M. Macquet ; ce dernier ayant donné avis qu'il ne pourrait probablement pas prolonger son séjour au Canada, après la présente année, le gouvernement a demandé au principal de l'école polytechnique de Montréal les noms de quelques-uns des meilleurs ingénieurs sortis de cette institution, durant les dernières années, et, sur les noms donnés, se trouvait celui de M. Lafontaine qui a été choisi par le gouvernement.

3. \$100.00 par mois.

4. M. Lafontaine a obtenu un congé pour aller suivre les cours de l'Université de Ghent, sur l'offre du gouvernement de la Belgique, mais il continue de recevoir son traitement.

5. Pour lui permettre d'acquérir des connaissances spéciales, dont la province devra bénéficier.

Par M. Faucher de Saint-Maurice.—Quel est le traitement de M. Louis Turgeon, de Saint-Philémon de Mailloux, comté de Bellechasse, comme agent des terres de la Couronne ?

Ce traitement a-t-il augmenté les dépenses dans le district de Montmagny ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel.—Le traitement de M. Louis Turgeon, de Saint-Philémon de Mailloux, comté de Bellechasse, en sa qualité de sous-agent des terres de la Couronne, consiste en un salaire annuel de \$250, et une commission de 10 0/0 sur les premiers \$1,000 collectées en à-compte de la vente des terres, et une commission de 5 0/0 sur les premiers \$3,000 qui suivront, et provenant toujours de la vente des terres, mais cette légère augmentation de dépenses a été amplement compensée par l'augmentation des collections dans cette agence, et qui se sont élevées à un montant bien plus considérable que par le passé.

Par M. Hall.—Quel a été le coût de la construction du palais de justice de Montréal, de 1851 à 1857, sur lequel a été imposé, sur certains procédés judiciaires, la taxe connue généralement sous le nom de Fonds de bâtisses et des jurés, et encore actuellement perçue ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon.—D'après le rapport général du Commissaire des travaux publics de 1867, il appert que le palais de justice actuel de Montréal fut construit entre 1851 et 1857, au prix de \$308,083.57. En surplus de cette somme, il fut dépensé, jusqu'au premier juillet 1867, une somme de \$30,591.83 en réparations extraordinaires.

Les frais de construction de cet édifice ne furent pas tirés du fonds du revenu consolidé, mais furent payés en vertu de l'acte 12 Vict., chap. 112 de 1849, au moyen d'un impôt sur les procédés de la cour, et en vertu de l'acte 13 et 14 Vict., chap. 94 de 1850, à même les licences d'auberges et d'établissements publics, dans la cité de Montréal.

Depuis la confédération, des sommes considérables ont été dépensées en rapport avec le palais de justice.

Par l'honorable M. Flynn.—Le gouvernement a-t-il payé aucune somme d'argent pour la construction d'un bac, pour traverser la rivière Jacques-Cartier, entre le Cap-Santé et les Ecureuils, dans le comté de Portneuf ?

Si oui, quel montant et à qui ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon.—Oui ; \$250.60 à M. Louis Jacques, du Cap-Santé.

M. David propose, secondé par M. Lafontaine.—Que le bill incorporant la Compagnie municipale du gaz de Montréal, soit remis sur les ordres du jour, pour être examiné en comité général demain soir, à huit heures, et qu'il ait priorité.

M. Boyer propose, comme amendement, secondé par M. Robidoux.—Que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la motion, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "l'item 7 du feuilleton des ordres du jour, No. 33, soit un item spécial et que la Chambre le prenne en considération demain, jeudi, à huit heures du soir."

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures, M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant la charte de la cité de Montréal ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. England fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant les lois concernant la Corporation de la cité de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Gladu fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Acte amendant la loi concernant les aliénés."

Bill intitulé : " Acte établissant, dans toute la province de Québec, un délai uniforme dans lequel les marguilliers doivent rendre compte aux fabriques."

Et bill intitulé : " Acte amendant le Code de procédure civile relativement à la cour des commissaires."

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 février 1890, pour une copie de toute correspondance, rapports et autres documents se rapportant aux Iles de la Magdeleine et d'Anticosti. (*Documents de la session, No. 140a.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 17 février 1890, demandant : 1. Copie de toute correspondance, entre Messire Tassé, ou la fabrique de la paroisse de Longueuil, ou quelqu'un pour eux, depuis le 1er juillet 1888, et le gouvernement de cette province, au sujet de l'honoraire de \$100 payé sur le bill abrogeant les articles 229 et 230 de l'acte 44-45 Vict., chap. 75, constituant en corporation la ville de Longueuil ; le dit bill passé pendant la session de 1888.

2. Copie de tout ordre en conseil autorisant la remise de la dite somme,

3. La date à laquelle telle remise a été faite. (*Documents de la session, No. 141.*)

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé aujourd'hui à la question portant, Que le bill pour incorporer la Compagnie municipale de gaz de Montréal, soit remis sur les ordres du jour, pour être examiné en comité général, demain soir à 8 heures, et qu'il ait priorité ;

Lequel amendement comporte que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " l'item 7 du feuillet des ordres du jour, No. 33, soit un ordre spécial, et que la Chambre le prenne en considération demain, jeudi, à huit heures du soir."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>England,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Taillon—25.</i>
<i>Desjardins,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Faucher de Saint.</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>David,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Déchène (l'Islet),</i>	<i>Forest,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turcotte—27.</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Pilon,</i>	
<i>Deschênes (Témiscouata),</i>			

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>McShane,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier (Rimouski)</i>
<i>David,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Déchène (l'Islet),</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turcotte—31.</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Pilon,</i>	
<i>Deschênes (Témiscouata),</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>England</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Lapointe</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>LeBlanc</i>	<i>Owens,</i>	<i>Taillon—21.</i>
<i>Desjardins</i>			

Ainsi, elle est résolue affirmativement.

L'item No. 8 du feuillet des affaires de la Chambre, comportant un avis de motion pour présentation d'une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour production de la correspondance au sujet de la nomination des conseils de la Reine, étant appelé, et l'auteur de cette motion, M. Robidoux, avec plusieurs autres députés, ayant crié "*dropped*", il s'élève un débat sur la question de savoir si l'effet du procédé indiqué par ce mot "*dropped*" est de faire disparaître l'avis de motion du feuillet des affaires, ou simplement de l'ajourner et de lui faire perdre son ordre de préséance.

Et une question d'ordre étant soulevée par M. LeBlanc, député de Laval, à l'effet que, n'y ayant aucune motion devant la Chambre, le débat est irrégulier.

M. l'Orateur décide comme suit :

Il est vrai qu'il n'y a pas de motion soumise à la Chambre ; mais une discussion s'étant élevée relativement aux règlements de la Chambre, sur une matière de procédure importante, le sujet de la discussion prend la nature d'une question d'ordre nécessitant un débat afin que la Chambre puisse être renseignée d'une manière exacte sur les conséquences du procédé qu'elle adopte.

Sur motion de M. Desjardins, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné, Qu'il soit mis devant la Chambre,—un état détaillé des paiements au montant de \$21,319,12 pour commission, timbres, etc., prime, escompte et change, frais d'administration de la dette publique, inscrits à la page 3 de l'état des recettes et paiements de la province de Québec, depuis le 1er juillet jusqu'au 31 décembre 1889.

Sur motion de M. England, secondé par M. Hall,

Ordonné, Qu'il soit mis de cette Chambre,—copie de toutes lettres ou correspondance échangée entre le gouvernement, ou quelqu'un de ses membres, ou autres officiers et Sydney A. Fisher, écr., M. P. pour le comté de Brome, ou autres officiers de la Société d'agriculture du comté de Brome, au sujet de l'octroi d'une somme d'argent à cette société, dans le cours du mois d'octobre ou novembre dernier, ou avant cette date.

Sur motion de M. Hall, secondé par M. England,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200, payé sur le bill autorisant le bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal, à disposer de certaines propriétés immobilières et à ratifier et confirmer l'union des écoles dissidentes des ex-municipalités du village de Saint-Gabriel et de la ville de Saint-Jean-Baptiste avec la municipalité scolaire de la cité de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. David, secondé par M. Lussier,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200, payé sur le bill portant refonte de la loi organique de l'Union St-Pierre de Montréal, (25 Victoria, chapitre 94), et des lois qui l'amendent, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$200, payé sur le bill portant refonte de la loi organique de l'Union Saint-Joseph de Montréal, (19-20 Victoria, chapitre 131), et des lois qui l'amendent, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$200, payé sur le bill constituant en corporation la Société italienne de secours mutuels de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Nantel, secondé par M. Faucher de Saint-Maurice,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de bien vouloir faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous documents se rapportant à la nomination de Joseph Toupin, comme conseiller municipal pour

le conseil de la paroisse de la Longue-Pointe, en 1890, comprenant la correspondance échangée, et le rapport du procureur général.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Sur motion de M. Hall, secondé par M. England,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, papiers et documents échangés entre le gouvernement, ou quelqu'un de ses membres, et le bâtonnier de la section du barreau du district de Montréal, ou quelques membres du barreau ou autres personnes, concernant les améliorations, modifications, additions ou changements au palais de justice de Montréal, dans le but d'y fournir l'espace et les commodités promises et nécessaires pour l'administration efficace de la justice dans ce district.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—les renseignements ci-après :

1. Montant dépensé pour réparations à la prison et au palais de justice de Sherbrooke, durant l'année 1889 ;
2. Ces travaux ont-ils été faits à l'entreprise ou à la journée ;
3. A-t-on demandé des soumissions pour tels travaux ; si oui, le nom du ou des soumissionnaires, avec le montant de chaque telle soumission ;
4. Si les travaux ont été faits à la journée, avoir la liste des ouvriers employés, le temps durant lequel chacun d'eux a été employé, et le montant payé par jour à chacun ;
5. Copie de toute facture ou compte acquitté par le gouvernement en paiement de tels travaux, ou en rapport avec iceux.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Bisson,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—le montant détaillé des argents payés pour subsides aux diverses compagnies de chemins de fer subventionnées, depuis le 1^{er} juillet 1889 à cette date.

Sur motion de M. Hall, secondé par M. England,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant le montant reçu, chaque année, depuis la confédération, pour timbres judiciaires, dans le district judiciaire de Montréal ; donnant le montant total reçu, et, sur ce montant, les montants : 1. des honoraires, 2. du fonds débâtisse et des jurés, et 3. de la taxe du palais de justice.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant le montant reçu, chaque année, depuis la date de la construction du palais de justice de Montréal jusqu'à la confédération, pour la taxe connue sous le nom de taxe du palais de justice.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Taillon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des paiements faits par le département des terres, depuis le premier juillet jusqu'au 31 décembre 1889, à même : 1. Les \$30,000 mentionnées à la page 9 de l'état des recettes et paiements pour cette période, comme ayant été dépensées pour le service du cadastre.

2. La somme de \$45,000 dépensées pour arpentages.

3. La somme de \$86,000 pour dépenses générales de ce département.

Sur motion de M. Cardin, secondé par M. Lussier,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200, payé sur le bill refondant et amendant la loi 32 Vict., chap. 91, qui constitue en corporation " l'Union Saint-Joseph de Sorel," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Nantel, secondé par M. LeBlanc,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé de toutes les sommes payées par le Commissaire des terres de la Couronne, depuis le 1er janvier 1890 jusqu'à ce jour ; le dit état indiquant la date et le montant de chaque paiement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeudi, 27 Février 1890.

L'honorable M. Blanchet, du comité spécial chargé d'examiner le bill amendant la loi 8 Vict., chap. 81, qui constitue en corporation le Collège de médecine et de chirurgie de Montréal, présente à la Chambre le premier rapport de ce comité lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a choisi l'honorable M. Blanchet comme son président.

Votre comité a de plus l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le dit bill No. 91, amendant la loi 8 Vict., ch. 81, qui constitue en corporation le "Collège de médecine et de chirurgie de Montréal," et est d'avis que l'opinion des facultés de Laval et de l'Ecole de médecine est également partagée sur la question de savoir si les dispositions du présent projet de loi produiront l'union et l'entente désirées, et régleront les difficultés existantes ; et, dans les circonstances, il croit devoir laisser ce bill à l'appréciation de la Chambre.

M. Robidoux, du comité permanent de Législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, qui se lit comme suit, savoir :

Votre comité a examiné les bills suivants, qu'il rapporte, sans amendement :

Bill amendant le Code civil, relatif aux certificats d'enregistrement, dans certains cas.

Bill amendant la loi relative à la Corporation des huissiers du district de Montréal, et au cautionnement qu'ils doivent fournir.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant, auquel il a fait des amendements, qu'il soumet à la considération de votre Chambre :

Bill amendant l'article 556 du Code de procédure civile, relatif à la saisie des meubles, tel qu'il se lit à l'article 5917 des Statuts refondus de la province de Québec, et modifié par l'acte 52 Vict., chap. 50.

Ordonné, Que l'honorable M. Turcotte ait la permission de présenter un bill relatif à certaines procédures faites devant la cour de magistrats du district de Montréal et à l'exécution des jugements rendus par ce même tribunal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—les états, rapports et statistiques transmis au Commissaire des travaux publics par diverses compagnies de chemins de fer, en conformité des articles 5176, (paragraphe 4) 5178, 5179 et 5180 des Statuts refondus de la province de Québec. (*Documents de la session, No. 142.*)

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill expliquant la loi relativement à la coupe du bois marchand, dans certains cas, étant lu ;

L'honorable M. Duhamel propose, secondé par l'honorable M. Gagnon,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Picard propose comme amendement, secondé par M. Deschênes (Témiscouata),

Que tous les mots après “ Que,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“ Attendu que les membres composant le gouvernement actuel, ont accusé, aux élections de 1886, les gouvernements conservateurs d'avoir toujours favorisé les marchands de bois, au détriment de la colonisation en général et du colon en particulier ;

Attendu qu'ils ont promis à l'électorat d'amender les lois existantes sur les terres de la Couronne, de manière à protéger plus les colons qu'ils ne l'avaient été sous l'ancienne loi ;

Attendu que la nouvelle loi qu'ils ont fait passer en 1888, et renouvelée en 1889, au lieu de satisfaire les colons, a suscité un mécontentement général dans tout le public, à cause surtout de la réserve des trente mois, accordée aux porteurs de limites forestières, à dater de l'émission du billet de location, donnant, par là, aux marchands de bois, pendant l'espace de trente mois, le droit de couper tous les bois marchands, sur tous les lots ainsi vendus, sauf sur dix acres et la partie que le colon est occupé à défricher ;

Attendu qu'il est de la plus grande importance de conserver nos richesses forestières, et d'en permettre une exploitation judicieuse ;

Attendu que la politique du gouvernement sur cette question importante, de même que sur celle du colon, n'offre rien de certain ni de rationnel, mais au contraire en est une de tâtonnement, d'incertitude et d'expédient de plus en plus malheureux, ce qui nuit considérablement à l'intérêt public ;

Attendu que le gouvernement conserve la dite réserve des trente mois pour tous les territoires du domaine public, qui se trouvaient sous réserve par les ordres en conseil de 1883-1884 ;

Qu'il soit résolu : Que cette Chambre regrette que le gouvernement, au lieu de travailler à concilier les véritables intérêts du colon, du marchand de bois et du trésor public, persiste à maintenir la réserve des trente mois dans la plus grande partie de la province ; ”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>England,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tourigny—20.</i>
<i>Duplessis,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Robidou,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>David,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte—32.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

L'ordre pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill pour incorporer la Compagnie municipale de gaz de Montréal, étant lu ;

M. Déchêne (l'Islet) propose, secondé par M. Lemieux,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

L'honorable M. McShane propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Taillon,—Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "cette Chambre se formera en comité d'aujourd'hui en six mois,"

Et un débat s'en suivant ;

Et l'heure fixée pour la considération des bills privés étant expirée ;

Sur motion de l'honorable M. McShane, secondé par l'honorable M. Taillon,

Résolu, Que cette Chambre s'ajourne maintenant.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 28 février 1890.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : "Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la Pointe à Buisson," avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : "Acte constituant en corporation l'Association des ouvriers de Lévis ;

Et bill intitulé : "Acte amendant la loi de l'agriculture et de la colonisation, a sujet des sociétés d'agriculture de district."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la Pointe à Buisson," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 26 février 1890, pour une copie de tous docu-

ments se rapportant à la nomination de Joseph Toupin, comme conseiller municipal, pour le Conseil de la paroisse de la Longue-Pointe, en 1890, comprenant la correspondance échangée, le rapport du procureur-général, et copie de l'ordre en conseil. (*Documents de la session, No. 143.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, du 20 janvier 1890, pour : 1. Un état détaillé des sommes payées par le gouvernement, ou aucun des départements, depuis le 30 janvier 1889 jusqu'à ce jour, pour travaux et réparations et autres ouvrages au palais de justice et à la prison de Percé et ses dépendances, y compris les frais d'un aqueduc, avec mention de l'item du budget à même lequel ces paiements ont été faits ;

2. Copie des comptes produits pour ces travaux ou ouvrages, et de tous rapports et de toute correspondance à ce sujet ;

3. Un état détaillé des sommes encore dues et payables pour ouvrages déjà faits, et des montants qu'il faudra encore payer pour compléter des travaux commencés et non terminés, s'il s'en trouve. (*Documents de la session, No. 144.*)

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill concernant l'augmentation de la re, présentation, à l'Assemblée législative, dans les divisions électorales de Montréal-Ouest, Montréal-Centre, Montréal-Est, Québec-Est, Drummond et Arthabaska, Rimouski, Chi coutimi et Saguenay, étant lu ;

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Shehyn,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Beauchamp propose, comme amendement à la motion, secondé par M. Lapointe, —que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots : " dans six mois à dater d'aujourd'hui," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil.

A sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte constituant en corporation le Révérend M. Ambroise Fafard, prêtre, (et autres) pour des fins de charité, sous le nom de l'Hospice Sainte-Anne de la Baie St-Paul," sans amendement.

Ordonné, Que M. Cameron ait la permission de présenter un bill pour amender la loi des licences de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill amendant la charte de la cité de Montréal, 1889 ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. England fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport. sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill érigeant la ville de Ste-Cunégonde en corporation ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bourbonnais fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est en conséquence lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit "Acte constituant la cité de Ste-Cunégonde de Montréal, en corporation."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours

La Chambre reprend le débat sur l'amendement proposé, aujourd'hui, à la question portant,—Que le bill concernant l'augmentation de la représentation, à l'Assemblée législative, dans les divisions électorales de Montréal-Ouest, Montréal-Centre, Montréal-Est, Québec-Est, Drummond et Arthabaska, Rimouski, Chicoutimi et Saguenay soit maintenant lu la deuxième fois, et lequel amendement compte, —Que tous les mots après "maintenant," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et que les mots "dans six mois à dater d'aujourd'hui" soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin ;

Samedi, le 1er mars 1890.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard et</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer—12.</i>
	<i>Maurice,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>David,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Trudel et</i>
			<i>Turcotte.—25.</i>

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Alors la question principale, étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour valider certains registres de l'état civil, étant lu ;

Le bill est, en conséquence lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hall fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Samedi, 1^{er} mars 1890.

Ordonné, Que M. David ait la permission de présenter un bill pour amender la loi concernant la protection des employés dans les manufactures.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour lundi prochain.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 10 février 1890, pour une liste de tous les messagers et autres employés sessionnels, durant la présente session, avec mention de leur salaire respectif et du lieu de leur domicile. (*Documents de la session, No. 146.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, du 27 janvier 1890, pour copie de toutes correspondances échangées entre le gouvernement et les personnes qui désirent former des sociétés de colonisation dans la Gaspésie.

Copie aussi de tous projets, propositions, offres, demandes, etc., exposés et renseignements donnés de part et d'autre. (*Documents de la session, No. 147.*)

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, une résolution laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas six mille sept cent vingt-quatre piastres et quatre-vingts centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses, savoir: (H. A. Brault, N. P. honoraires, etc., *re* expropriation de droits de passage du chemin de fer du Pac. Can. sur la ferme Leduc, 40 00 ; James Dunbar, C. R., avances d'honoraires, *re* Cimon. Pétition de droit *re* nouveaux édifices des ministères, 500 00 ; Robitaille, St-George et Roy, avocats, honoraires, etc., sur Pétition de droit de Parent et al, *re* vente de l'école Normale Jacques-Cartier, rue Notre Dame, Montréal, 100 00 ; P. E. Normandeau et J. H. Isaacson, JJ. PP., causes *re* infraction des lois pendant l'épidémie de la variole

à Montréal, 520 00; Belleau et Cie., avances sur impression de cinq volumes manuscrits du Chevalier de Lévis, 1,500.00; Rév. H. R. Casgrain, "Journal et Lettres du Chevalier de Lévis." 1,614.80; H. J. J. B. Chouinard, 500 exemplaires de la 2^e série de l'ouvrage "Fête Nationale," 500 00; Rév. J. Bachand, entretien et réparation de l'école de St-Edouard de Knowlton, 300 00; Mgr Hamel, 100 exemplaires du "Canada Français" et 100 exemplaires des "documents inédits" 275 00; Manuel de la Cour des Commissaires (Chagnon), 375 00; F. Vial, deux pages de l'Annuaire Didot Bottin, Paris, 1,000 00;) pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

Et la question étant mise aux voix,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois, la Chambre se divise; et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution;

L'honorable M. Flynn propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Robertson,—Que tous les mots après "Que", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "Attendu qu'en répondant à une interpellation, en date du dix février, (page 239 des votes et délibérations), le gouvernement admet que tous les items de dépenses compris dans cette résolution, moins le quatrième, ont déjà été payés par lui;

Il soit résolu: que cette Chambre proteste contre cette demande d'un nouveau crédit pour les mêmes objets."

L'honorable M. Gagnon propose comme sous-amendement, secondé par l'honorable M. Turcotte,—Que les mots: "Attendu qu'en répondant à une interpellation, en date du dix février, (page 239 des votes et délibérations), le gouvernement admet que tous les items de dépenses compris dans cette résolution, moins le quatrième, ont déjà été payés par lui;

Il soit résolu: Que cette Chambre proteste contre cette demande d'un nouveau crédit pour les mêmes objets," soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: "cette Chambre approuve l'encouragement généreux que le gouvernement a accordé aux ouvrages littéraires en cette province, et approuve le remboursement des sommes comprises dans cet item."

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise, et il est résolu affirmativement.

Et l'amendement, ainsi amendé, étant mis aux voix,—il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est alors adoptée.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour prendre en considération une résolution concernant la pension de retraite des officiers publics.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que, dans le cas d'une personne entrée dans le service civil après l'âge de trente ans, à raison de certaines capacités ou connaissances spéciales, soit professionnelles ou autres, requises pour l'emploi qu'elle a reçu et qui ne s'acquièrent pas ordinairement dans le service public, le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pourra ajouter au nombre effectif d'années de service de cette personne, tel autre nombre d'années, n'excédant pas dix, qu'il paraîtra juste de lui accorder pour les raisons énoncées dans l'arrêté en conseil rendu à son égard; et ce nombre d'années additionnel sera réputé faire partie de la durée de service sur laquelle se calculera la pension de retraite de cette personne; laquelle augmentation de pension sera supportée à même le fonds consolidé du revenu; et en

tout tel cas l'arrêté en conseil sera déposé devant la Législature, pendant la session alors en cours ou à la session alors prochaine.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Lemieux fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que, dans le cas d'une personne entrée dans le service civil après l'âge de trente ans, à raison de certaines capacités ou connaissances spéciales, soit professionnelles ou autres, requises pour l'emploi qu'elle a reçu et qui ne s'acquièrent pas ordinairement dans le service public, le Lieutenant-Gouverneur en conseil, pourra ajouter au nombre effectif d'années de service de cette personne, tel autre nombre d'années, n'excédant pas dix, qu'il paraîtra juste de lui accorder pour les raisons énoncées dans l'arrêté en conseil rendu à son égard ; et ce nombre d'années additionnel sera réputé faire partie de la durée de service sur laquelle se calculera la pension de retraite de cette personne ; laquelle augmentation de pension sera supportée à même le fonds consolidé du revenu ; et en tout tel cas l'arrêté en conseil sera déposé devant la Législature, pendant la session alors en cours ou à la session alors prochaine.

Ordonné, Que la dite résolution soit lue la seconde fois, lundi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill relatif à certaines procédures faite devant la cour de magistrats du district de Montréal, et à l'exécution des jugements rendus par ce même tribunal :

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la seconde fois, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Nantel fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Casgrain, — Monsieur Guay, protonotaire apostolique, a-t-il fourni au gouvernement de cette province, un ou des rapports sur l'emploi des sommes suivantes :

\$2,000 pour aider à la construction d'un hôpital à Ristigouche (comptes publics 1888, page 106) ;

\$800 pour aider aux sauvages de Ristigouche, (comptes publics 1888, page 107) ;

\$100 pour exploration dans les comtés de Rimouski et Bonaventure (comptes publics 1888, page 117);

\$50 pour aide aux sauvages de Ristigouche (comptes publics 1889, page 120)?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—Un rapport de l'emploi de toutes les sommes a été fait ;

Monsignor Guay a fait un rapport sur son exploration des terrains avoisinant le lac Métis, comté de Rimouski et de Bonaventure.

Par M. Bernatchez,—Est-ce l'intention du gouvernement de ne pas terminer l'exploration commencée en 1887, en arrière des comtés de Lévis, Dorchester, Beauce, Bellechasse, Montmagny, l'Islet, Kamouraska, etc?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—Le gouvernement se propose de terminer cette exploration ; les voies et moyens seront pris sur l'item 276 du budget pour 1890-91, qui se lit comme suit :

X.—DÉPENSE SPÉCIALE.

276	Chemins de colonisation, études, inspections, etc., somme additionnelle à payer au compte du capital, exigée, dans les circonstances, pour donner une impulsion nouvelle et plus vigoureuse à l'œuvre de la colonisation, par l'ouverture de grandes voies nécessitées par l'augmentation générale des demandes dans cette branche du service public, et pour la formation de sociétés de colonisation, en vertu de la nouvelle loi.....	50,000 00
-----	--	-----------

Par M. Casgrain,—Le gouvernement a-t-il fait auditer les comptes de Louis Lapointe, de Saint-Jean Port-Joli, comme garde-forestier ?

2. Si oui, par quelle personne ?

3. Quel montant a été payé à ce ou ces auditeurs ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—1. Oui ;

2. Par D. G. Pozer, surintendant des gardes-forestiers ;

3. Il ne lui a rien été payé pour auditer ces comptes.

Par l'honorable M. Taillon,—1. M. Gaboury, notaire, de St. Césaire, est-il agent des terres à l'emploi du gouvernement de cette province ?

2. Si oui, quand a-t-il été nommé ?

3. Quelles sont ses fonctions ?

4. Quel est son salaire ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—Non.

Par M. Duplessis,—Quelle est la nature des services rendus par Arsène Michaud, registrateur, de St. Jean Port-Joli, et pour lesquels la somme de \$449.16 est portée aux comptes publics de 1889, page 165 ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Pour transcription de l'index des noms, numéro trois du bureau d'enregistrement du comté de l'Islet.—380 pages ayant 1182 mots par page ; 449,156 mots à 10 centins par 100 mots : \$449.16.

Sur motion de M. Nantel, secondé par M. Faucher de Saint-Maurice,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances se rapportant à la poursuite contre J. E. Larivée, de Sandy-Bay, comté de Rimouski, pour vente de liqueurs sans licence.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance au sujet de la remise des droits de la Couronne, sur la coupe du bois, dans les cantons du comté de Terrebonne.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, relativement à la construction d'un pont en fer à Rimouski.

Ordonné, Que l'honoraire de \$200, payé sur le bill constituant en corporation la congrégation religieuse dite "Benai Jacob", soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Ordonné, Que l'honoraire de \$200, payé sur le bill relatif au changement de nom de "la Corporation des juifs portugais de Montréal," en celui de "la Corporation des juifs espagnols et portugais, *Shearith Israël*, de Montréal," et modifiant l'acte qui la constitue en corporation, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Beauchamp, secondé par M. Martin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une liste de tous les employés de la cour de magistrats du district de Montréal, avec le salaire de chacun d'eux, y compris celui des magistrats ; aussi, état détaillé de toutes les dépenses occasionnées pour l'établissement et le maintien de cette cour.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et MM. Firmin et Joseph Drouin et autres, de la paroisse de Sainte-Scholastique, dans le comté des Deux-Montagnes, et copie de tous rapports concernant les travaux à faire à la petite rivière Saint-Joachim dans le dit comté, depuis le mois de juillet 1887.

Sur motion de M. Lemieux, secondé par M. Rinfret,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200, payé sur le bill constituant en corporation l'Association des ouvriers de Lévis, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill changeant le nom de la municipalité de la Côte St-Antoine, l'érigeant en ville et comportant d'autres fins ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Faucher de Saint-Maurice fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte changeant le nom de la municipalité du village de la côte St. Antoine et l'érigeant en ville sous le nom de Westmount. "

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son cours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill autorisant la vente de certaines propriétés foncières, substituées par le testament de feu John A. Stackhouse ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fau-

teuil, et M. Spencer fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois,

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois,

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le Bill au Conseil législatif, et demande son concours

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Société belge de bienfaisance et de protection pour les immigrants; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Owens fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte amendant l'acte pour incorporer les syndics de la Société presbytérienne de Montréal;" et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Rinfret fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill, sans amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill du Conseil législatif, intitulé: "Acte confirmant la vente faite à Alfred Joyce d'un certain bien-fonds substitué de la succession de feu Austin Adams"; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Flynn fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill, sans aucun amendement.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 3 mars 1890.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table

Par M. Tessier (Rimouski),—la pétition de Sir N. F. Belleau, Sir Andrew Stuart, Honorable J. T. Taschereau, Monseigneur Paquet, supérieur du séminaire de Québec, et autres.

Sur motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Pilon,
Ordonné, Que la pétition de Sir N. F. Belleau, Sir Andrew Stuart, Honorable J. T. Taschereau, Monseigneur Paquet, supérieur du Séminaire de Québec, et autres, présentée aujourd'hui, soit maintenant lue et reçue.

Et la dite pétition est lue et reçue; demandant que le bill intitulé : "Acte amendant les lois relatives aux chemins à barrière de la rive nord à Québec," ne devienne pas loi.

M. l'Orateur met devant la Chambre,—l'état des affaires de l'asile des Orphelines de l'Eglise d'Angleterre, pour l'année 1889. (*Documents de la session, No. 8.*)

Ordonné, Que l'honorable M. Turcotte ait la permission de présenter un bill pour amender un acte de la présente session, intitulé : "Acte amendant les lois relatives aux jurés et à l'indemnité des témoins de la Couronne."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Rhodes ait la permission de présenter un bill concernant les concours provinciaux d'agriculture et les distinctions provinciales de mérite agricole.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Pilon ait la permission de présenter un bill relatif à l'érection civile des paroisses en cette province.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture est ordonnée pour demain.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le Troisième rapport du Secrétaire de la province de Québec, pour l'exercice de 1888-1889. (Division du Registraire.) (*Documents de la session, No. 6.*)

Aussi, la réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, du 6 février 1890, pour une copie de toute correspondance et autres documents se rapportant aux Iles de la Magdeleine et d'Anticosti. (*Documents de la session, No. 140b.*)

L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill amendant les lois concernant la Corporation de la cité de Québec, étant lu ;

M. Rinfret propose, secondé par M. Tessier (Portneuf),—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Murphy propose comme amendement, secondé par M. Robidoux,—Que tous les mots après "maintenant," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivant : "renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instruction de substituer la clause suivante, à la clause 30 du dit bill, savoir :

"Le Conseil de la cité de Québec est autorisé à mettre à exécution le contrat passé à Londres, le 13 août 1889, entre les délégués de la cité et MM. Hanson frères, Coates fils & Cie., (lequel contrat est mentionné dans la cédule A, de cet acte), si, dans les 60 jours après la sanction de la présente loi, le dit Conseil, par une résolution dûment passée, décide de ce faire ; pourvu toujours que les parties au dit contrat n'aient ni plus ni moins de droits qu'elles n'en ont eu jusqu'à ce jour."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*De Grosbois,
England,
McShane,*

*Murphy,
Owens,*

*Rhodes,
Robertson,*

*Robidoux et
Spencer.—9.*

CONTRE :

Messieurs

*Basinet,
Beauchamp,
Bernatchez,
Blanchet,
Bourbonnaie,
Boyer,
Cardin,
Champagne,
Déchéne (l'Islet),
Deschênes (Témisc.),
Desjardins,*

*Dostaler,
Dumais,
Duplessis,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Forest,
Gagnon,
Gladu,
Goyette,*

*Lafontaine,
Laliberté,
Lapointe,
LeBlanc,
Lemieux,
Martin,
McIntosh,
Mercier,
Nantel,
Pelletier,*

*Picard,
Pilon,
Rinfret,
Shehyn,
Taillon,
Tessier (Portneuf),
Tessier (Rimouski),
Tourigny,
Trudel et
Turcotte.—41*

Ainsi il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la troisième lecture du bill constituant en corporation la Compagnie des consommateurs de gaz de Québec.

M. Déchéne (l'Islet) propose, secondé par M. Lemieux, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Murphy propose comme amendement, secondé par M. Robidoux, Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le bill soit de nouveau renvoyé à un comité général de la Chambre avec instruction de l'amender comme suit :

" Clause 11, après le mot " Compagnie," première ligne, ajoutez : " après avoir obtenu le consentement des deux tiers du Conseil de la cité. "

Et dans la clause 16, après les mots " sera réglée," dix-neuvième ligne, ajoutez : " par les arbitres nommés conformément aux dispositions du Code civil," au lieu de " par l'ingénieur de la cité. "

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Beauchamp,
Boyer,
Duplessis,
England,*

*Flynn,
LeBlanc,
McShane,
Martin,*

*McIntosh
Murphy,
Owens,
Robertson,*

*Robidoux,
Spencer,
Taillon et
Tessier (Portneuf)—16.*

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>couata),</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Rhodes,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>David,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Tessier (Rimouski)</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Turcotte—34.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé, jeudi dernier, à la motion portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, (pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie municipale de gaz de Montréal), " et lequel amendement comporte que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots " cette Chambre se formera en tel comité d'aujourd'hui en six mois."

Et l'amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandé, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>England,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rhodes,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Forest,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>David,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Tessier (Portneuf)—29.</i>
<i>Dostaler,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Deschênes (Témisc.),</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte—17.</i>
<i>Dumais,</i>	<i>Goyette,</i>		

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Alors la question principale étant mise aux voix,

Résolu, Que cette Chambre se formera en tel comité d'aujourd'hui en six mois.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la ville de Magog ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Dumais fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la Compagnie de Montréal Sud et Longueuil ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Forest fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendement les lois relatives à la Corporation de la ville de St. Jean ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. David fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour refondre les lois relatives à la corporation de la ville de St-Jean. "

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendement la loi 8 Vict., chap. 81, qui constitue en corporation le Collège de médecine et de chirurgie de Montréal ;

Et la Chambre ayant continué de siéger en comité jusqu'après minuit, mardi matin ;

Mardi, 4 mars 1890.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. David fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

Les amendements faits au bill sont, en conséquence, lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour mieux définir la juridiction civile des cours civiles du district de Québec, " pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de M. David, secondé par M. Lemieux,
Ordonné, Que le bill du Conseil législatif intitulé : " Acte pour mieux définir la juridiction civile des cours civiles du district de Québec," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mardi, 4 mars 1890.

Sur motion de l'honorable M. Shehyn, secondé par l'honorable M. Mercier,
Résolu, Que, mercredi prochain, cette Chambre se formera en comité pour considérer certaines résolutions au sujet d'un prêt additionnel à l'hôpital protestant de Montréal pour les aliénés.

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Shehyn, Qu'à partir de mercredi, le 5 de mars courant, inclusivement, jusqu'à la fin de la session, il y ait, chaque jour, deux séances distinctes de la Chambre ; la première commençant à 3 heures P. M., et finissant à 6 heures P. M., et l'autre commençant à 7½ heures P. M., et allant jusqu'à l'ajournement.

Et un débat s'en suivant ;

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 20 février 1890, pour une copie du rapport fait par la Révérende Sœur Thérèse de Jésus et du docteur Vallée, après leur voyage en Europe, l'été dernier. (*Documents de la session, No. 148.*)

Réponse à un ordre de la chambre, du 26 février 1890, pour une copie de toute correspondance, papiers et documents échangés entre le gouvernement, ou quelqu'un de ses membres, et le bâtonnier de la section du barreau du district de Montréal, ou quelques membres du barreau, ou autres personnes, concernant les améliorations, modifications, additions ou changements au palais de justice de Montréal, dans le but d'y fournir l'espace et les commodités promises et nécessaires pour l'administration efficace de la justice dans ce district. (*Documents de la session, No. 149a.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur le sous-amendement proposé, mardi, le 25 février dernier, à la question portant, " que la résolution, concernant le prolongement du chemin de fer de Témiscouata jusqu'à Moncton, soit maintenant lue la seconde fois ; " lequel amendement était,—Que tous les mots après " maintenant " soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants " référée de nouveau à un comité de cette Chambre pour être amendée en y ajoutant les mots suivants : " mais vu les sacrifices considérables que cette province a déjà faits, pour la

construction de chemins de fer, cette Chambre est aussi d'avis qu'il ne serait pas désirable d'accorder des subsides pour la construction de cette voie ferrée ;”

Et lequel sous-amendement se lisait comme suit :

“ Que les mots suivants soient insérés à la motion en amendement, après les mots “ chemins de fer,” savoir : “ vû que la voie ferrée en question serait toute dans la province du Nouveau-Brunswick.”

Et l'amendement à la motion originale et le sous-amendement sont retirés du consentement de la Chambre.

Ordonné, Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien transmettre la dite résolution à Son Excellence le Gouverneur-Général.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill expliquant la loi relativement à la coupe du bois marchand, dans certain cas, étant lu ;

L'honorable M. Duhamel propose, secondé par l'honorable M. Gagnon,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Beauchamp propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Taillon,—Que tous les mots après “ Que ” jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“ Il soit résolu que cette Chambre désire constater que l'acte 46 Vict, chap. 9, s. 1^{ère}, exceptait d'une réserve forestière “ les parties de ces terres sous licence, sur lesquelles il ne pousse pas de bois marchand de pin et d'épinette, et qui sont susceptibles de défrichement,” exception qui a été reconnue par les jugements des cours ; et que cette Chambre est d'opinion que le projet de loi sous considération, n'offre pas cet avantage, ni les autres avantages que l'intérêt public et en particulier celui de la colonisation réclament impérieusement.”

L'honorable M. Gagnon propose, comme sous-amendement, secondé par l'honorable M. Duhamel,—Que tous les mots après “ Que,” dans l'amendement, soient retranchés et remplacés par les suivants :

“ Il soit résolu qu'en adoptant, en seconde lecture, ce bill, cette Chambre désire constater que l'Acte 46 Vict., chap. 9, section 1^{ère}, exceptait d'une réserve forestière les parties de ces terres sous licence, sur lesquelles il ne pousse pas de bois marchand de pin et d'épinette, et qui sont susceptibles de défrichement ; et elle est heureuse de constater que le projet de loi en discussion, tout en laissant abolies la réserve forestière décrétée en vertu de la loi de 1833, et la réserve de pin décrétée par la loi de 1882, restreint la réserve dite des 30 mois aux lots compris dans la dite réserve forestière de 1883.

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de la 19^e règle de cette Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure du bill amendant la loi 8 Vict., chap. 81, qui constitue en corporation le Collège de médecine et de chirurgie de Montréal, et les amendements sont lus la seconde fois et adoptés.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; M. Trudel propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Pelletier,—Que tous les mots après “ maintenant,” soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre, avec instruction de l'amender en y insérant la clause suivante, qui a été retranchée : “ Pour être valable, toute nomination de membre doit être approuvée par Mgr. l'archevêque de Montréal.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue négativement.

Alors, la motion principale étant mise aux voix,

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la ville de Magog ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Dumais fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'honorable M. Gagnon, secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 février 1890, pour un état détaillé des ventes de limites à bois de réserves forestières, année par année, depuis 1875 à 1890, le prix payé pour chaque mille carré et la quantité de milles vendus à chaque vente. (*Documents de la session*, No. 150.)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 1er mars 1890, pour une copie de toutes correspondances se rapportant à la poursuite contre J. E. Larivée, de Sandy-Bay, comté de Rimouski, pour vente de liqueurs sans licence. (*Documents de la session*, No. 151.)

Aussi,—le Rapport de M. St. Cyr, conservateur du muséum, pour l'année 1888-89. (*Documents de la session*, No. 152.)

Sur motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Duhamel,

Ordonné, Que ce rapport soit imprimé et que la 94e règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle s'y rapporte.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée, aujourd'hui, que le bill appliquant la loi relativement à la coupe du bois marchand, dans certains cas, soit maintenant lu la seconde fois ; et sur l'amendement proposé à la dite question, que tous les mots après “ Que ” jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

Il soit résolu que cette Chambre désire constater que l'acte 16 Victoria, chapitre 9, s. 1ère, exceptait d'une réserve forestière “ les parties de ces terres sous licence, sur lesquelles il ne pousse pas de bois marchand de pin et d'épinette, et qui sont susceptibles de défrichement,” exception qui a été reconnue par les jugements des cours ; et que cette Chambre est d'opinion que le projet de loi sous considération, n'offre pas cet avantage, ni les autres avantages que l'intérêt public et en particulier celui de la colonisation réclament impérieusement.

Et sur le sous-amendement portant,—que tous les mots après “ que,” dans l'amendement, soient retranchés et remplacés par les suivants :

“ Il est résolu qu'en adoptant, en deuxième lecture, ce bill, cette Chambre désire constater que l'acte 46 Victoria, chapitre 9, section 1ère, exceptait d'une réserve forestière, les parties de ces terres sous licence, sur lesquelles il ne pousse pas de bois marchand de pin et d'épinette, et qui sont susceptibles de défrichement ; et elle est heureuse de constater que le projet de loi en discussion, tout en laissant abolies la réserve forestière décrétée en vertu de la loi de 1883, et la réserve de pin décrétée par la loi de 1882, restreint la réserve dite des 30 mois aux lots compris dans la dite réserve forestière de 1883. ”

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mercredi matin ;

Mercredi, 5 mars 1890.

Et le sous-amendement étant mis aux voix,—la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lusier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane</i>	<i>Rochelsau</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehgn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf)</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier (Rimouski) et</i>
<i>David,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Trudel—33.</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Tourigny—17.</i>
<i>England,</i>	<i>Lapointe,</i>		

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la motion principale, ainsi amendé, étant alors mis aux voix.—la Chambre se divise ; et il est résolu affirmativement.

Alors la motion principale, ainsi amendée, étant proposée ;

Et objection étant faite par l'honorable M. Flynn,—Que cette motion n'est pas régulière, parce que, comme motion principale, elle est remplacée par le sous-amendement qui a été voté par la Chambre.

M. l'Orateur décide comme suit :

“ La procédure qui nous occupe paraît exceptionnelle ; elle n'est pas indiquée dans les ouvrages sur la procédure parlementaire que j'ai pu consulter. Il est de pratique assez fréquente, pour un député qui désire motiver les raisons pour lesquelles il s'oppose à la deuxième lecture d'un bill, de proposer un amendement déclaratoire, indiquant ses objections à ce bill : (May, édition 1883, pages 546-547), mais il ne paraît pas être d'usage habituel de

motiver, par résolution, l'assentiment à la seconde lecture d'un bill. Le sous-amendement ayant été voté, il ne reste plus qu'à l'apprécier dans ses rapports avec la motion principale et de juger de son effet relativement à cette motion. Ce sous-amendement ne prononce pas formellement la deuxième lecture du bill et ne contient que l'expression d'une opinion abstraite relative à l'opportunité de cette deuxième lecture; il ne propose pas d'ajouter les mots qui le composent à la motion principale, mais remplace celle-ci purement et simplement dans les procédés du jour. Ne pouvant pas être jugé, cependant, plus défavorablement qu'un amendement hostile au bill, son effet n'est pas d'empêcher la marche du bill, et sa deuxième lecture peut être proposée à la plus prochaine occasion. (May, pages 547-548, édition 1883.)"

Le bill concernant les concours provinciaux d'agriculture et les distinctions provinciales de mérite agricole, est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à aujourd'hui.

Mercredi, 5 mars 1890.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil Législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre, savoir :

Bill intitulé : " Loi remettant en vigueur, en amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Saint-Jean et Sorel et ses amendements. "

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Lawrenceville et de l'Avenir. "

Bill intitulé : " Loi amendant l'acte 48 Vict., chap. 78, relatif à la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix. "

Bill intitulé : " Loi portant refonte de la loi organique de l'Union Saint-Joseph de Montréal, (19-20 Vict., chap. 131.), et des lois qui l'amendent. "

Bill intitulé : " Loi portant refonte de la loi organique de l'Union Saint-Pierre de Montréal, (25 Vict., chap. 94) et des lois qui l'amendent. "

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la ville de Bedford. "

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendements :

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de colonisation de Montfort. "

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation l'Ecole culinaire de Montréal. "

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Société bienveillante Saint-Roch. "

Bill intitulé : " Loi constituant en corporation la Société italienne de secours mutuels de Montréal. "

Bill intitulé : " Loi refondant et amendant la loi 32 Vict., chap. 91, qui constitue en corporation l'Union Saint-Joseph de Sorel. "

Bill intitulé : " Loi autorisant les exécuteurs testamentaires de feu Alexander M. DeLisle à transporter les hypothèques actuelles d'une partie des biens de la succession, sur d'autres parties, selon qu'il pourra être plus avantageux à cette succession. "

Bill intitulé : " Loi amendant la loi constituant en corporation la Société bienveillante de Notre-Dame de Bonsecours, à Montréal, " (18 Vict., chap. 234), et la loi qui l'amende (34 Vict., chap. 54. "

Bill intitulé : " Loi autorisant Dame Marie Louise Priscille Benoit et Philippe Benoit, ès-qualité, à hypothéquer certains immeubles substitués. "

Bill intitulé : " Loi autorisant l'admission de Joseph Alfred Hamelin, docteur en médecine, au nombre des membres du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec. "

Bill intitulé : " Loi autorisant le bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal à disposer de certaines propriétés immobilières, et à ratifier et confirmer l'union des écoles dissidentes des ex-municipalités du village de Saint-Gabriel et de la ville de Saint-Jean-Baptiste avec la municipalité scolaire de la cité de Montréal. "

Bill intitulé : " Loi modifiant la charte de la Compagnie d'emmagasiner de Montréal. "

Bill intitulé : " Acte concernant la protection des ponts de colonisation et autres. "

Et bill intitulé : " Loi constituant en corporation *The Women's Christian Temperance Union of the Province of Quebec*. "

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte constituant en corporation la ville de Bedford " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte portant refonte de la loi organique de l'Union Saint-Joseph de Montréal (19 et 20 Vict., Chap. 131) et des lois qui les amendent, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte portant refonte de la loi organique de l'Union Saint-Pierre de Montréal (25 Vict., chap. 94) et des lois qui l'amendent, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Lawrenceville et l'Avenir, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte remettant en force, et amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Saint-Jean et Sorel et ses amendements, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Casgrain,—Quels montants ont été payés à Michel Francœur, de St. Roch des Aulnais, meunier, par le gouvernement de cette province, depuis janvier 1887 ?

2. Pour quels services ces sommes lui ont-elles été payées ?
3. Lui est-il encore dû quelques montants ?
4. Si oui; quel montant ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Les ministres, les députés ministres et les chefs de branche de chaque département, consultés, ont répondu que ce nom était inconnu dans toutes les branches du service public.

Par M. Tourigny,—Est-ce l'intention du gouvernement d'amender, pendant la présente session, la section 51 de la loi des licences de Québec, de manière à déclarer qu'à l'avenir les ministres du culte ne seront pas passibles de l'amende de vingt piastres, fixée par la susdite section 37, telle qu'amendée par la 42-43 Vict., chap. 3, section 8 ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—Sous considération.

Par M. Duplessis,—Quelles sommes le gouvernement a-t-il payé, jusqu'à présent pour le pont dit " Pont Garneau," sur la rivière Chaudière ?
Le gouvernement doit-il payer aucune somme de plus ?
Si oui, quelles sommes ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—

1. Payé \$35,475.00 ;
2. A payer \$30,950.00, dont \$950.00 lors de la réception définitive des travaux, et \$30,000.00, deux ans plus tard, sans intérêt.

Par M. Desjardins,—Quelles compagnies de chemins de fer ont été constituées par lettres patentes, en vertu de l'acte 52 Vict., chap. 42 ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Aucune.

Par M. Desjardins,—Le gouvernement a-t-il versé au fonds consolidé de la province, les \$2,229.670 de dépôts des compagnies de chemins de fer de Québec et Lac Saint-Jean, de Témiscouata, de Montréal et Lac Maskinongé ?

Si oui, le gouvernement a-t-il employé et emploie-t-il ces dépôts au paiement des dépenses de toutes sortes de la province, comme toutes les autres sommes versées au fonds consolidé ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—1. Oui, ces dépôts de garantie ont été, comme par le passé, versés au fonds consolidé de la province.

2. Le gouvernement, comme les gouvernements précédents, a employé et emploie, quand nécessaire, ces dépôts au paiement des dépenses de toutes sortes de la province

Par l'honorable M. Blanchet,—Le gouvernement ayant déclaré, au commencement de cette session, que la demande de secours à raison de dommages causés par la grêle dans la paroisse de Saint-Ephrem de Tring, dans le comté de Beauce, était sous considération, en est-il venu à une décision à ce sujet ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Non, pas encore.

Par M. England,—En vertu de quelle loi le gouvernement a-t-il payé à MM Cham-pagne et Barry, magistrats de district, à Montréal, un salaire de \$3,000 par année, chacun ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—En vertu de l'acte 52 Vict., chap. 30, et de l'ordre en conseil, No. 169, du 9 avril 1889.

Par l'honorable M. Taillon,—1. M. Cloran a-t-il fini ses travaux comme commissaire chargé de s'enquérir du fonctionnement du système du jury ?

2. A-t-il présenté au gouvernement son compte final dans cette affaire ?

3. Si non, le gouvernement se propose-t-il de l'inviter à produire ce compte avant la fin de la présente session ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—1. Pas encore ; 2. Non ;

3. Le gouvernement a tout lieu de croire que la fin du travail et le compte final seront soumis avant la fin de la session.

Par M. Lapointe,—1. Combien de temps M. Charles Allard, de Chambly, a-t-il donné à l'étude de la nature et de la valeur des pêcheries dans cette province ? (Voir interpellation et réponse du 20 février 1890.)

2. Combien le gouvernement lui a-t-il payé, en tout, pour ses services ?

3. Lui est-il encore dû quelque chose ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—1. Six mois ; 2. \$626.50 ; 3. Non.

Par M. Tourigny,—Par qui et comment les services de M. J. A. Mercier, de Montréal, ont-ils été requis vers le 1^{er} août 1887, et depuis ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Ce renseignement, avec beaucoup d'autres, sera donné dans la réponse à la demande inscrite à l'article 45 de l'ordre du jour.

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—Quels sont les montants des collections faites par M. Louis Turgeon, depuis sa nomination comme sous-agent des terres de la Couronne ? Quelle est l'augmentation des collections de cette agence depuis cette nomination ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—1. M. Louis Turgeon a perçu, depuis qu'il est en charge de la sous-agence des terres de la Couronne du comté de Bellechasse, savoir : du mois d'avril 1889 à janvier 1890, inclusivement, \$1,094.03.

2. L'augmentation des recettes, comparées avec celles de l'agent Renault, pour les cantons qui se trouvent dans Bellechasse, savoir : du mois d'avril 1888 à janvier 1889, donne un surplus, en faveur de la sous-agence, de \$864.20, savoir :

Recettes de Turgeon.....	\$1,094.03
Recettes de Renault	229.83
Augmentation.....	<u>\$864.20</u>

Par M. Tourigny,—Quel loyer M. J. A. Mercier paye-t-il au gouvernement de cette province pour tenir son bureau d'agent d'assurance dans la maison du gouvernement, No. 76, rue Saint-Gabriel, Montréal ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—M. J. A. Mercier consacrant une grande partie de son temps à des affaires qui relèvent du département des travaux publics et de

celui du procureur général, il lui a été permis d'occuper un des bureaux du gouvernement, et cela, naturellement, sans payer de loyer.

Par M. LeBlanc,—Le gouvernement a-t-il fait un ou plusieurs emprunts temporaires, depuis le 1^{er} juillet 1888 ?

Si oui, pour quel montant, à quelle banque, ou autre institution financière, et à quelle date ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—Non.

Par M. Champagne,—1. M. Deschamps a-t-il de nouveau offert en vente au gouvernement, le supplément de son ouvrage, intitulé : "Liste des municipalités," etc. ?

2. Est-ce l'intention du gouvernement d'en faire l'acquisition ?

3. Si oui, cet ouvrage sera-t-il distribué avant la prochaine session ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—1. Oui ; 2. et 3. Sous considération.

Par M. Champagne,—Est-ce l'intention du gouvernement de se procurer une nouvelle édition de l'ouvrage de M. Deschamps, ouvrage dont l'importance et la nécessité sont démontrées par les documents mis devant cette Chambre, en réponse à un ordre de cette Chambre, en date du 5 février 1890, pour le distribuer, à une date aussi rapprochée que possible, aux diverses municipalités de cette province ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—Non.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 20 janvier 1890, demandant la liste complète des lettres de crédit ou promesses de paiement futur venant des différents départements du service civil, depuis le premier janvier 1889 ; ainsi que des noms des personnes en faveur de qui ces lettres de crédit ont été délivrées, le montant de chacune de ces lettres, et un état de la nature des réclamations pour lesquelles ces lettres de crédit ont été délivrées, avec leurs dates respectives. (*Documents de la session, No. 153*).

Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, du 26 février 1890, pour copie de toute correspondance, papiers et documents échangés entre le gouvernement, ou quelqu'un de ses membres, et le bâtonnier de la section du barreau du district de Montréal, ou quelques membres du barreau, ou autres personnes, concernant les améliorations, modifications, additions ou changements au palais de justice de Montréal, dans le but d'y fournir l'espace et les commodités promises et nécessaires pour l'administration efficace de la justice dans ce district. (*Documents de la session No. 149b*).

Réponse à un ordre de la Chambre, du 1^{er} mars 1890, pour copie de la correspondance échangée, entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, relativement à la construction d'un pont en fer à Rimouski. (*Documents de la session, No. 154*).

Sur motion de M. David, secondé par M. Boyer,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport de M. Cloran, sur le système des procès par jury en matières criminelles.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte amendant l'acte 48 Victoria, chapitre 78, relatif à la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de M. Hall, secondé par M. England,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance avec le gouvernement, ou quelqu'un de ses membres, et toute autre personne, concernant l'institution d'une commission pour reviser et amender le Code de procédure civile du Bas-Canada.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par M. Desjardins,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance entre toute personne, ou compagnie, et le département des terres de la Couronne, depuis le 1er février 1887, au sujet de la saisie et de la confiscation de fourrures hors saison, ou d'animaux ou d'oiseaux pris ou tués pendant la saison de prohibition.

2. Copie de tous rapports des gardes-chasse à ce sujet.

3. Copie des instructions données, depuis le 1er février 1887, par le Commissaire des terres, ou le surintendant de la chasse, aux gardes-chasse, touchant les pénalités, saisies et confiscations résultant des lois de la chasse.

4. Un tableau indiquant les permis accordés, depuis la même date, par le Commissaire des terres, pour :

a. Des objets scientifiques ;

b. A des personnes domiciliées en dehors de la province de Québec ou d'Ontario.

5. Copie de tous permis accordés par le même, ou le surintendant de la chasse, au sujet de l'importation, de l'exportation ou du transport d'objets sujets à la saisie, ou confiscations, en vertu des lois susmentionnées.

Mr. Tessier (Rimouski) propose, secondé par M. Morin,

Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, rapports et documents généralement quelconques, se rattachant aux travaux sur la section K du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, et des demandes de paiements des gages des ouvriers, du droit de passage, des provisions fournies, etc., etc., en rapport avec les travaux de cette section.

Et un débat s'en suivant ;

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur quitte le fauteuil.

A sept heures et demie P. M.

L'ordre pour les bills privés est appelé, en vertu de l'article 19 des règles de cette Chambre.

La Chambre en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill constituant en corporation la ville de Magog ; et après avoir ainsi siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Dumais fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonne, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe, et que le titre soit : " Acte constituant en corporation la ville de Magog et régularisant l'administration scolaire de cette ville."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours,

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à prendre en considération l'amendement proposé, mardi, le 25 février dernier, à la motion portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme maintenant en comité général sur le bill constituant en corporation la société dite *The Royal Quebec Art Union Company* ;

Lequel amendement comporte,—Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et que les mots : " cette Chambre se formera en comité d'aujourd'hui en six mois," soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>England,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Owen,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Hall,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tourigny—21.</i>
<i>Duplessis,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Deschêne, (Témis-</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>couata)</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier (Portneuf) et</i>
<i>Déchêne, (l'Islet)</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel—25.</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Pelletier,</i>	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>couata,)</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier (Portneuf et</i>
<i>Déchêne (l'Islet)</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel.—25.</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Pelletier,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>England,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tourigny—22.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>	
<i>Duplessis,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Picard,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau. Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 1er mars 1890, pour une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement et MM. Firmin et Joseph Drouin et autres, de la paroisse de Sainte-Scholastique, dans le comté des Deux-Montagnes, et copie de tous rapports concernant les travaux à faire à la petite rivière Saint-Joachim, dans le dit comté, depuis le mois de juillet 1887. (*Documents de la session, No. 155.*)

La Chambre repred le débat sur la motion proposée, aujourd'hui,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, rapports et documents généralement quelconque se rattachant aux travaux sur la section K du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, et des demandes de paiements des gages des ouvriers, du droit de passage, des provisions fournies, etc., etc., en rapport avec les travaux de cette section.

Et la question étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

Sur motion de l'honorable M. McShane, secondé par M. Martin,

Résolu, nemine contradicente : Que, vu l'urgence du cas, et sans en faire un précédent, cette Chambre desire que le gouvernement prenne les moyens pratiques de payer les gages aux personnes qui ont travaillé sur la section K du chemin de fer de la Baie des Chaleurs; de payer les cultivateurs qui ont vendu leurs produits de bonne foi et qui ne sont pas payés, ainsi que la pension encore due par les personnes qui ont travaillé sur cette section de chemin de fer, et toutes autres réclamations privilégiées, et ce à même la valeur des travaux faits et des matériaux rendus sur place, tel qu'il sera constaté par l'ingénieur du gouvernement, en déduction des subsides qui deviendront dus à la compagnie.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé le bill intitulé : "Acte constituant en corporation l'Ecole vétérinaire française, de Montréal," sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif, a passé le bill intitulé : "Acte amendant la loi relative aux inhumations," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de l'honorable M. Robertson, secondé par l'honorable M. Gagnon,

Ordonné, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : "Acte amendant la loi relative aux inhumations," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. Casgrain, secondé par M. Duplessis,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la preuve prise par M. Aylen, commissaire enquêteur, *re* Langis *et al.*, et A. P. Garon, magistrats de district, de Rimouski.

Sur motion de M. David, secondé par M. Boyer,
Ordonné, Qu'il soit mit devant cette Chambre,—copie de tous rapports, correspondance et autres documents se rattachant à l'état actuel de l'Ecole normale Jacques-Cartier, à Montréal.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance relative aux écoles du soir et des états fournis par M. Templé, au sujet du fonctionnement de ces écoles.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance relative au Dictionnaire généalogique de l'abbé Tanguay.

Sur motion de M. Casgrain, secondé par M. Duplessis,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant pour quels services les sommes suivantes ont été payées :

\$244.39 à Louis Lapointe, de Saint-Jean Port-Joli, \$55.50 à Eugène Lapointe, du même lieu, \$114 à Philéas Lapointe, aussi du même lieu, tel que mentionné à la page 149 des comptes publics de 1889 ;

2. La date des paiements ;

3. Le nombre de jours pendant lesquels ces personnes ont été employées.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant : 1. Les noms, résidences et occupations des personnes employées sous la direction de Ludger Miville Dechêne, pour la confection du cadastre des Isles de la Madeleine.

2. Le salaire par jour ou par mois, alloué à chacune des dites personnes.

3. Les montants payés, jusqu'à ce jour, à chacune d'elles et les montants encore dus à chacune d'elles.

4. Les montants à elles payés pour frais de transport.

5. Les montants à elles payés pour frais de voyage.

Sur motion de l'honorable M. McShane, secondé par M. David,
Ordonné, Que l'honoraire de \$200, payé sur le bill constituant en corporation "*The Women's Christian Temperance Union of the Province of Quebec*," soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par M. Desjardins,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant la distribution, par comtés, de la somme de \$100,000 pour chemins de colonisation, mentionnée à la page 7 de l'état des recettes et paiements du 1er juillet jusqu'au 31 décembre 1889 ; avec mention de toute partie de cette somme employée pour inspections, visites ou explorations, et les détails de ces dernières dépenses.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé de tous les paiements faits, à même l'item de dépenses, de \$18,736,51, pour "divers en général," mentionné à la page 9 de l'état des recettes et paiements, depuis le 1er juillet jusqu'au 31 décembre 1889, produit devant cette Chambre.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des paiements faits, à même la somme de \$10,892.69 mentionnée sous le titre "ponts métalliques," à la page 177 des comptes publics pour 1889, de la manière suivante : "Commissaire des travaux publics pour faire face à certaines dépenses."

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,
Ordonné, Que l'honoraire de \$200, payé sur le bill amendant la loi constituant en corporation la Société bienveillante de Notre-Dame de Bonsecours, à Montréal (18 Vict., chap. 234) et la loi qui l'amende (18 Vict., chap. 54), soit remis au promoteur du bill, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Pilon, secondé par M. Rocheleau,
Ordonné, Que l'honoraire de \$200, payé sur le bill constituant en corporation la paroisse de Sainte-Christine, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

Sur motion de M. Martin, secondé par M. McIntosh,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant les noms de toutes les personnes en faveur desquelles il a été fait des remises de droits de la Couronne, sur la coupe du bois, dans le comté de Bonaventure, depuis le 1er février 1887, avec les montants remis à chacune d'elles.

Sur motion de M. Lapointe, secondé par M. Desjardins,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des instructions données par le gouvernement, ou le Commissaire des terres, à M. Charles Allard, de Chambly, concernant les études qu'il a été chargé de faire sur la nature et la valeur des pêcheries ; aussi copie de son rapport, et de l'état de compte par lui fourni pour son salaire et ses déboursés.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre Sixte Coupal, écuier, et le gouvernement de cette province, depuis le 1er juillet 1888, concernant un pont sur la rivière au Diable, dans le comté de Terrebonne, et nommément d'une requête avec lettre motivée, adressée à l'honorable M. Rhodes, ainsi que des lettres à l'honorable M. Mercier, sur le même sujet.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée, entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, durant les cinq dernières années, concernant la nomination de juges de la cour supérieure pour Montréal.

Sur motion de M. Spencer, secondé par M. Duplessis,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des montants payés à même l'item \$4,462.30 aux manufactures de beurre et de fromage, tel que mentionné à la page 7 de l'état des recettes et paiements, depuis le 1er juillet au 31 décembre 1889, produit devant cette Chambre.

Sur motion de M. Tourigny, secondé par M. Lapointe,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tout ordre ou autre écrit émanant du département des travaux publics et de celui du Procureur-Général, depuis le premier août 1887, et réquérant les services de M. J. A. Mercier, de Montréal, pour les fins mentionnées dans la réponse de l'honorable Procureur-Général à l'interpellation de M. Tourigny, le 13 février 1890.

Aussi, pour copie des comptes envoyés par M. Mercier au gouvernement pour ses émoluments et déboursés, et un état des sommes à lui payées jusqu'au moment où la réponse à cet ordre de la Chambre sera donnée, le dit état distinguant ce qui a été payé à titre de salaire, de ce qui a été payé pour frais de voyages ou autres déboursés.

Enfin, pour copie de toute correspondance échangée entre M. J. A. Mercier et le département des travaux publics, ou tout autre département, au sujet des services pour lesquels ils a reçu la somme mentionnée dans la réponse de l'honorable Procureur Général à l'interpellation de M. Tourigny, le 13 février 1890, savoir : \$3,950.75.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par M. McIntosh,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement, le département de l'agriculture et de colonisation, ou aucun de leurs officiers et L. A. Lord, écuyer, notaire du village d'Yamachiche, et Michel Bourrassa, cultivateur et commerçant de la paroisse de Saint-Barnabé, relativement aux octrois de colonisation dans le comté de Saint-Maurice, depuis le premier février 1887.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par M. Desjardins,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des requêtes, de la correspondance et des rapports d'inspection en la possession du gouvernement, au sujet de la reconstruction d'un pont au Cap Ozo, dans la Baie de Gaspé.

Sur motion de l'honorable M. Blanchet, secondé par l'honorable M. Taillon.

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la correspondance avec le gouvernement fédéral, le rapport du ministre de la justice, les mémoires, réponses, etc., relativement au désaveu de la loi 52 Victoria, chap. 30.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Jeu*di*, 6 mars 1890.

Les pétitions suivantes sont présentées et déposées sur la table :

Par M. Hall,—la pétition de A. F. Gault et autres.

Par M. Lemieux,—la pétition de François Couture et autres, de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire,—la pétition de Alphonse Roy et autres, de la paroisse de Lévis,—la pétition de L. J. Demers et autres, de la paroisse de Saint-Romuald,—la pétition de Nazaire Gingras et autres, de la paroisse de Saint-Nicolas,—la pétition de Joseph Rouleau et autres, de la paroisse de Saint-Jean-Chrysostôme,—la pétition du Révérend C. Bérubé et autres, de la paroisse de Saint-Lambert,—la pétition de Ferdinand Gosse'in et autres, de la paroisse de Saint-Etienne de Lauzon, tous du comté de Lévis.

M. Murphy, du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, présente à la Chambre le second rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les documents mis devant la Chambre et recommande l'impression des suivants, comme documents de la session et pour l'usage des députés :

No. 13. Réponse à un ordre de la Chambre, du 6 février 1889, pour un état des sommes payées à même l'emprunt de \$3,500,000 autorisé par la 50 Victoria, chapitre 2, pour toutes les fins mentionnées dans le préambule du dit chapitre 2, 50 Victoria.

No. 58. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative du 15 janvier 1890, demandant copie de toute correspondance, documents, résolutions du conseil d'agriculture, et ordres en conseil se rattachant à l'établissement d'une succursale de l'Institut agronomique de Beauvais, dans la province de Québec.

No. 60. Réponse à une adresse, du 16 janvier 1890, demandant copie de toutes instructions données par le gouvernement de la province, ou aucun de ses membres, à l'officier-rapporteur, Alphonse Couillard, écuyer, shérif, ayant ou pendant la dernière élection dans le comté de Rimouski.

No. 61. Réponse à un ordre de la Chambre, du 16 janvier 1890, pour production de la lettre de Monseigneur Bossé, adressée au gouvernement, en rapport avec les secours à donner aux pêcheurs du Labrador. Etat détaillé des dépenses, achat de provisions, etc., par MM. Turner & Cie, et toutes correspondances à ce sujet.

No. 63. Réponse à un ordre de la Chambre, du 5 juillet 1888, pour une liste de tous les arpentages ordonnés par le gouvernement ou le Commissaire des terres de la Couronne, depuis le 29 janvier 1887 ; les noms des arpenteurs employés ; les sommes payées à chacun d'eux ; les sommes qui leur reviennent ; et les comtés ou divisions pour lesquels les arpenteurs ont été nommés.

No. 66. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 20 janvier 1890, demandant copie de tous ordres en conseil, adoptés depuis le 30 janvier dernier, autorisant le paiement de subsides aux différentes compagnies de chemin de fer.

No. 80. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 23 janvier 1890, demandant copie des instructions données à M. Lavoie, du département des terres de la Couronne, en rapport avec sa mission on voyage dans le comté de Rimouski, durant les mois de novembre et décembre derniers ; copie de son rapport et état des sommes payées ou remises par lui.

No. 88a. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 30 janvier 1890 demandant copie de tous ordres en conseil et de toute correspondance échangée entre les deux gouvernements fédéral et provincial, et de tous autres documents relatifs à la Frontière nord de la province de Québec.

No. 88b. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 30 janvier 1890, demandant copie de tous ordres en conseil et de toute correspondance échangée entre les deux gouvernements, fédéral et provincial, et de tous autres documents relatifs à la Frontière nord de la province de Québec.

No. 98. Réponse à un ordre de la Chambre, du 6 février 1890, pour copie de la correspondance, échangée entre le colonel Rhodes, ministre de l'agriculture, et M. Faucher de Saint-Maurice, transmettant certains renseignements sur le guano de poisson.

No. 101. Réponse à un ordre de la Chambre, du 6 février 1890, pour une liste de toutes les corporations commerciales qui ont payé la taxe directe, imposée par le Statut de 1882, durant le dernier exercice financier.

Le montant payé par chacune de ces corporations pour le même exercice.

No. 102. Réponse à un ordre de la Chambre, du 12 février 1890, pour un état montrant quel est le chiffre des arrérages (accumulés avant le 17 juillet 1887) compris dans l'item inscrit comme suit, à la page 6 des comptes publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1889. Savoir : Taxes sur les corporations commerciales, \$144,550.84.

No. 107. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 15 janvier 1890, demandant un état détaillé des sommes payées, depuis le 6 février 1889, par le gouvernement, à même l'emprunt de \$3,500,000 et de toute autre somme payée, avant et depuis le six février 1889, par le gouvernement à même l'emprunt sur la dette de la province.

No. 111. Réponse à un ordre de la Chambre, du 23 janvier 1890, pour copie des procédés et du rapport final du comité nommé pour la distribution de \$50,000 votées, pendant la dernière session, pour l'achat et la distribution des grains de semer ce dans la province.

No. 117. Réponse à un ordre de la Chambre, du 25 février 1889, pour copie de toute la correspondance échangée entre aucune municipalité des cantons de l'Est, ou aucune personne de la part de telle municipalité qui est encore endettée au fonds d'emprunt municipal, et le département du Trésor ou aucun autre département, ou l'honorable Trésorier ou aucun autre ministre, relativement à cette dette, avec ensemble copie de toute requête ou de tout memorandum, qui s'y rapporte, qui n'ont pas encore été ordonnés ou produits.

No. 118. Réponse à un ordre de la Chambre, du 3 février 1890, pour un état montrant la superficie des terrains de la Couronne sur lesquelles des permis de coupe de bois ont été vendus, durant les années 1880, 1881, 1884, 1888 et 1890 ; aussi le produit de chaque vente, le montant payé et la balance non payée.

No. 131. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 20 février 1890, demandant copies de tous documents, correspondances, lettres échangées entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral et le gouvernement impérial, au intersujet des résolutions de la conférence provinciale de 1888.

No. 134. Réponse à un ordre de la Chambre, du 10 février 1890, pour un état comparatif détaillé de la dette de la province, pour les emprunts temporaires et dépôts, aux dates du 30 juin et du 31 décembre 1889 ; cet état devant mentionner le capital des dépôts des compagnies de chemin de fer de Québec et Lac St-Jean, de Témiscouata, de Montréal et lac Maskinongé, avec les intérêts à être payés sur le dit capital, pendant la durée de la garantie d'intérêts.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Ordonné, Que l'honorable M. Hall ait la permission de présenter un bill pour amender la 32e Viet., chap. 16, s. 33, concernant l'éducation de la cité dans Montréal.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité général, pour prendre en considération certaines résolutions concernant les droits de pêche.

Sur motion de l'honorable M. Shehyn, secondé par l'honorable M. Mercier,

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité général, pour prendre en considération certaines résolutions concernant les droits prélevés, par le gouvernement, sur certaines ventes par encan.

M. David propose, secondé par l'honorable M. Mercier,

Que, considérant que les déclarations et les actes d'hommes politiques importants de l'Angleterre et du Canada, sont de nature à donner un certain caractère officiel au mouvement qui se fait, depuis quelque temps, en faveur de la fédération impériale ;

Considérant que les changements constitutionnels projetés, mettraient en danger la position matérielle et politique du Canada, et de la province de Québec en particulier, et qu'il est devenu nécessaire, en conséquence, de faire connaître le sentiment de cette province à ce sujet, il soit, en conséquence,

Résolu, Que cette Chambre est hostile à la fédération impériale qui empêcherait le Canada d'avoir, avec les peuples du continent américain, les relations les plus favorables à la prospérité commerciale et industrielle et à son développement social et politique.

L'honorable M. Duhamel propose, secondé par l'honorable M. Gagnon,

Que la question préalable soit mise aux voix,—Et la proposition est résolue affirmativement, *nemine contradicente*.

Alors la question principale étant mise aux voix ; la Chambre se divise et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs :

<i>Basinet,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rochelleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>David,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte—31</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>	

CONTRE.—Personne.

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité général sur le bill constituant en corporation la Société dite *The Royal Quebec Art Union Company*, étant lu ;

M. DeGrosbois propose, secondé par M. Dumais,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

Et un débat s'en suivant ;

Et l'heure fixée pour la considération des bills privés étant expirée, les autres ordres du jour sont appelés.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 février 1880, pour un état des sommes payées aux compagnies de chemins de fer, du 1er juillet 1881 au 1er février 1887 ; indiquant le montant payé à chaque compagnie, et pareil état pour la période comprise entre le 1er février et le 1er juillet 1887. (*Documents de la session, No. 156*).

Réponse à un ordre de la Chambre, du 26 février 1890, pour un montant détaillé des argents payés pour subsides aux diverses companies de chemins de fer subventionnées, depuis le 1er juillet 1889 à cette date. (*Documents de la session, No. 157*).

Sur motion de M. Robidoux, secondé par M. Murphy,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de toute correspondance au sujet de la nomination des Conseils de la Reine.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu, Qu'un humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de la correspondance, échangée entre le gouvernement de cette province et la municipalité de la paroisse de Sainte-Angele, dans le comté de Rouville, concernant certaines sommes dues pour l'entretien, dans l'asile Saint-Jean de Dieu, de trois aliénés de cette paroisse, notamment copie d'une lettre, datée le ou vers le 2 novembre 1888, signée A. Brosnan, contrôleur du revenu; aussi copie de tout arrêté du conseil et de tout écrit concernant la remise partielle de ce qui était dû au gouvernement pour l'entretien des aliénés venant de la dite paroisse, le tout à compter du 1er juillet 1885.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. LeBlanc, secondé par M. Casgrain,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. Copie de toute correspondance échangée entre l'honorable Commissaire ou le département des terres de la Couronne, et tout adjudicataire de concessions forestières, de la province, concernant les états faits par tel adjudicataire ou porteur de licence, touchant ses opérations, depuis le 30 février 1889;

2. Copie de tous les rapports qui ont été faits par les employés du département des terres de la Couronne, ou de toutes autres personnes, depuis le 20 février 1889, concernant l'insuffisance ou l'inexactitude des états fournis par un adjudicataire quelconque de concessions forestières, ou porteur de licence, de la province de Québec, au sujet du bois coupé par lui sur ces concessions;

3. Copie de toute la correspondance échangée entre le département des terres de la Couronne, ou toute personne quelconque, concernant ces états, ou touchant les réclamations faites par qui que ce soit au sujet de l'insuffisance ou l'inexactitude de ces états, depuis le 20 février 1889;

4. Etat de toutes les sommes d'argent payées par le gouvernement au sujet de l'insuffisance ou l'inexactitude des états fournis par un adjudicataire quelconque de concessions forestières, ou porteur de licence, de la province de Québec, au sujet du bois coupé par lui, indiquant le nom de chaque personne ainsi payée, ce pourquoi elle a été payée, et la date de chacun de ces paiements, depuis le 1er février 1887.

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par M. Boyer,

Résolu, Que, demain, cette Chambre se formera en comité général, pour prendre en considération certaines résolutions concernant le tarif des péages à être prélevés par les syndicats des chemins à barrières de la rive nord.

Sur motion de M. Morin, secondé par M. Bernatchez,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute la correspondance concernant la destitution de M. Octave Martin, comme sous agent des terres de la Couronne, dans le comté de Bonaventure.

Sur motion de M. England, secondé par M. McIntosh,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances échangées, entre le gouvernement, ou l'un de ses membres, et Sydney A. Fisher, M. P., du comté de Brome, ou autres personnes, pendant l'année 1889, au sujet de subventions accordées pour l'entretien des routes du comté de Brome.

Sur motion de M. Déchêne (l'Islet), secondé par M. Bisson.

Ordonné, Que l'honoraire de \$200, payé pour le bill incorporant la Compagnie municipale de gaz de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

M. David propose, secondé par M. Bisson,—Que l'honoraire de \$200.00, payé pour le bill autorisant l'admission de Joseph Alfred Hamelin, docteur en médecine, au nombre des membres du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

Sur motion de M. Faucher de Saint Maurice, secondé par M. Nantel,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée, entre l'honorable Secrétaire de la province de Québec et M. Faucher de Saint Maurice, à propos de certains renseignements importants pour notre histoire documentaire et pour nos archives.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 mars 1890, pour copie de la correspondance échangée, entre l'honorable Secrétaire de la province de Québec et M. Faucher de Saint Maurice, à propos de certains renseignements importants pour notre histoire documentaire et pour nos archives. (*Documents de la session, No. 158*).

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec plusieurs amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la ville de Buckingham. "

Bill intitulé : " Acte relatif à certaines procédures faites devant la cour de magistrats de district de Montréal, et à l'exécution des jugements de ce même tribunal. "

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour valider certains registres civil, " sans amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte constituant en corporation la ville de Buckingham, " lesquels sont lus deux fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte relatif à certaines procédures faites devant la cour de magistrats de district de Montréal, et à l'exécution des jugements de ce même tribunal, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Vendredi, 7 mars 1890.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé le bill, intitulé : " Acte amendant les divers actes concernant la Corporation de la cité des Trois-Rivières," avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte amendant les divers actes concernant la Corporation de la cité des Trois-Rivières," lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Blanchet ait la permission de présenter un bill pour amender l'acte du Trésor, en y ajoutant certaines dispositions.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill pour amender le Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaine résolution, concernant la pension des officiers publics, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que la Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

L'honorable M. Mercier informe alors la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution, et qu'il la recommande à la considération de cette Chambre.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill amendant la loi concernant la pension de retraite des officiers publics.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill concernant les concours provinciaux d'agriculture et les distinctions provinciales de mérite agricole ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général, pour prendre en considération certaine résolution pour prêt additionnel à l'hôpital protestant pour les aliénés ;

L'Honorable M. Shehyn informe alors la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ayant pris connaissance de l'objet de cette résolution, la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Attendu que les administrateurs de l'Hôpital protestant pour les aliénés ont reçu, en décembre 1888, du gouvernement de cette province, en vertu d'une résolution de la Chambre d'Assemblée, en date du 1er mai, 1885, un prêt de quinze mille piastres, pour les aider à la construction de leur hôpital ;

Attendu que, par pétition, ils ont demandé un emprunt additionnel de trente-cinq mille piastres, alléguant qu'ils ont dépensé jusqu'ici une somme de cent dix-neuf mille cent quatre-vingt douze piastres, tant pour l'achat de terrains que pour l'érection des édifices nécessaires à leur entreprise, et qu'il leur faut encore dépenser une somme de soixante et dix-sept mille piastres pour compléter les dits édifices, et pourvoir à leur ameublement de manière à pouvoir y recevoir des patients ;

Attendu qu'il convient de venir encore en aide à cette institution, il est

Résolu, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à prêter, à l'Hôpital protestant pour les aliénés, une somme additionnelle de trente-cinq mille piastres aux conditions suivantes :

1. Cette somme, avec celle de quinze mille piastres, déjà prêtée, formera un montant de cinquante mille piastres, qui portera intérêt aux taux de cinq pour cent par année, payable semi-annuellement ;

2. L'Hôpital fournira au gouvernement, pour le remboursement de la dite somme de cinquante mille piastres, telle garantie hypothécaire, ou autre, qui paraîtra suffisante au Lieutenant-Gouverneur en conseil ;

3. La dite somme de cinquante mille piastres sera remboursée en dix paiements annuels égaux, de cinq mille piastres chaque, dont le premier deviendra dû dans un an à compter de la date du contrat de prêt ;

4. Si, en aucun temps, le gouvernement devient endetté envers l'Hôpital pour l'entretien des aliénés, le Trésorier de la province pourra retenir toute somme qu'il aura en mains, pour payer celles qui seront dues, soit pour intérêt ou capital, soit pour les deux, suivant le cas.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Rinfret fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Rinfret fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Attendu que les administrateurs de l'Hôpital protestant pour les aliénés ont reçu, en décembre 1888, du gouvernement de cette province, en vertu d'une résolution de la Chambre d'Assemblée, en date du 1er mai, 1885, un prêt de quinze mille piastres, pour les aider à la construction de leur hôpital ;

Attendu que, par pétition, ils ont demandé un emprunt additionnel de trente-cinq mille piastres, alléguant qu'ils ont dépensé jusqu'ici une somme de cent dix-neuf mille cent quatre-vingt douze piastres, tant pour l'achat de terrains que pour l'érection des édifices nécessaires à leur entreprise, et qu'il leur faut encore dépenser une somme de soixante et dix-sept mille piastres pour compléter les dits édifices, et pourvoir à leur ameublement de manière à pouvoir y recevoir des patients ;

Attendu qu'il convient de venir encore en aide à cette institution, il est

Résolu, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à prêter, à l'Hôpital protestant pour les aliénés, une somme additionnelle de trente-cinq mille piastres aux conditions suivantes :

1. Cette somme, avec celle de quinze mille piastres, déjà prêtée, formera un montant de cinquante mille piastres, qui portera intérêt au taux de cinq pour cent par année, payable semi-annuellement ;

2. L'Hôpital fournira au gouvernement, pour le remboursement de la dite somme de cinquante mille piastres, telle garantie hypothécaire, ou autre, qui paraîtra suffisante au Lieutenant-Gouverneur en conseil ;

3. La dite somme de cinquante mille piastres sera remboursée en dix paiements annuels égaux, de cinq mille piastres chaque, dont le premier deviendra dû dans un an à compter de la date du contrat de prêt ;

4. Si, en aucun temps, le gouvernement devient endetté envers l'Hôpital pour l'entretien des aliénés, le Trésorier de la province pourra retenir toute somme qu'il aura en mains, pour payer celles qui seront dues, soit pour intérêt ou capital, soit pour les deux, suivant le cas.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant les droits de pêche.

(EN COMITÉ)

Attendu que, le ou vers le 30 novembre dernier (1889), l'honorable Commissaire des terres de la Couronne a fait annoncer dans la "Gazette Officielle de Québec," la vente publique de droits de pêche dans certains lacs et rivières non navigables, situés dans la province et que la date fixée pour la dite vente était le dixième jour de janvier dernier (1890) ;

Attendu que, le 7 janvier dernier (1890), c'est-à-dire trois jours seulement avant la date de la dite vente, le gouvernement du Canada a fait parvenir à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, copie d'un ordre en conseil du 26 décembre 1889, demandant la suspension de la vente des dits droits de pêche jusqu'à une époque indéterminée, en attendant que décision fut donnée sur les nouvelles prétentions à la propriété des dits droits de pêche, énoncés dans et par le dit ordre en conseil ;

Attendu que, le 6 janvier dernier (1890), Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur répondit à la dite lettre des autorités fédérales comme suit :

"J'ai, de suite, transmis cette lettre, ainsi que la copie du dit ordre en conseil, au Premier ministre, et j'ai l'honneur de vous informer qu'il n'est point possible, dans les circonstances, pour mon gouvernement, de se rendre au désir exprimé dans le dit ordre en conseil."

Attendu que le même jour, sans même attendre la dite réponse, l'honorable Ministre de la marine et des pêcheries du Canada a fait signifier à l'honorable Commissaire des terres de la Couronne de la province de Québec, par le ministère de M^{re} J. A. Charlebois, notaire public, de la cité de Québec, un protêt contre la vente des dits droits de pêche, lui enjoignant de se désister de son intention de procéder à la dite vente ;

Attendu que l'honorable Commissaire des terres de la Couronne a procédé à la vente et adjudication des dits droits de pêche, en conséquence de la susdite réponse de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dans et sur la plus grande partie des dits lacs et rivières ;

Attendu que, subséquemment, savoir : le ou vers le 12 février dernier (1890), l'honorable Ministre de la marine et des pêcheries du Canada a fait transmettre, par le ministère de M^{re} J. A. Charlebois, notaire public, de la cité de Québec, à chacun des adjudicataires et acquéreurs des dits droits de pêche, une notification accompagnée d'une copie du protêt qu'il avait fait signifier le 8 janvier dernier (1890), à l'honorable Commissaire des terres de la Couronne ;

Attendu que, par le dit ordre en conseil du 26 décembre dernier (1889), il est déclaré, entre autres choses :

“ Le Ministre (à savoir : l'honorable Ministre de la marine et des pêcheries), fait observer qu'il a été avisé par le Ministre de la justice, qu'il a consulté à ce sujet, qu'en vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, c'est le Parlement de la Puissance qui a le droit de légiférer sur les pêcheries maritimes et intérieures, et que ce Parlement peut faire des lois relativement aux pêcheries, sans égard au fait que la propriété du lit des lacs ou rivières appartienne au gouvernement fédéral, au gouvernement local, ou soit propriété privée ; qu'il a aussi le droit de contrôle comprenant le droit d'émettre des licences de pêche dans toutes les eaux du Canada, en vue de réglementer la prise du poisson, les méthodes de pêche et toutes autres matières comprises dans le contrôle général de ce sujet ; ”

Attendu que le protêt signifié à l'honorable Commissaire des terres de la Couronne, le 8 janvier dernier (1890), contient, entre autres choses, ce qui suit :

“ 1. Que les rivières mentionnées dans le dit ordre en conseil, en autant qu'elles n'étaient pas concédées à l'époque de la passation de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, sont devenues, en vertu des termes exprès de cet Acte, la propriété du Canada et que la province de Québec n'a pas de droits et d'intérêts dans ces rivières qu'elle puisse prétendre transférer ;

“ 2. Que la vente ou autre transport de droits de pêche sur les bords de la mer ou dans les pêcheries intérieures appartiennent au gouvernement du Canada seul et que le gouvernement d'une province ne peut intervenir à l'encontre de ce droit ; ”

Attendu que la notification transmise par le dit M^{re} J. A. Charlebois, conformément aux instructions de l'honorable Ministre de la marine et des pêcheries, à chacun des acquéreurs de droits de pêche, lors de la dite vente, faite le 10 janvier 1890, est accompagnée d'une lettre adressée à chaque acquéreur, nommément, dans laquelle il est dit, entre autres choses :

“ Avant de fermer cette lettre, je prendrai la liberté d'appeler votre attention sur le fait que, par ce protêt, le ministre de la marine et des pêcheries, pour les raisons y mentionnées et détaillées, prétend que toutes telles ventes de droits et de privilèges de pêche sont illégales et contraires à la loi, et ne conféreront aucun titre à l'acquéreur ; ”

Attendu qu'il appert, par le document sessionnel No. 33 de l'Assemblée législative, février 1883, que Sir William Ritchie, juge en chef de la Cour Suprême du Canada, a prononcé les paroles suivantes dans la cause de Regina vs Robertson :

“ Tel étant l'état de choses lors de la Confédération, je suis d'opinion que la législation relative aux pêcheries de l'intérieur et des côtes de la mer que l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, avait en vue, n'avait pas trait à la propriété et aux droits civils, c'est-à-dire n'avait pas trait à la propriété du lit des rivières ou des pêcheries ou des droits des particuliers dans ces pêcheries, mais aux matières affectant les pêcheries en général et tendant à les réglementer, les protéger et les conserver, matières d'un intérêt national et importantes pour le public, telles que la défense de prendre du poisson à des saisons où il y a inconvénient à le faire, d'une manière dommageable ou avec des appareils destructeurs ; les lois relatives à l'amélioration et à l'accroissement des pêcheries ; en d'autres termes, les lois générales destinées à faire bénéficier les propriétaires

“ de pêcheries et le public en général qui est intéressé dans les pêcheries comme source de richesses nationale ou provinciale ; enfin, les lois relatives aux pêcheries telles que celles que les Législatures provinciales, lors de la Confédération et avant, avaient l’habitude de passer pour la réglementation, la conservation et la protection de ces pêcheries, dans lesquelles il ne peut pas être question de la propriété du poisson ou du droit de sortir le poisson de l’eau et d’en faire la propriété de celui qui le sort ainsi de l’eau. La propriété des pêcheries ou du droit de prendre du poisson étant aussi bien la propriété de la province ou de l’individu que l’est le terrain hors de l’eau ou le terrain recouvert par l’eau. . . . ; ” (pages 18 et 19)

“ Tout le monde doit se soumettre à toutes les lois générales passées par le Parlement du Canada, pour réglementer les pêcheries des côtes de la mer et de l’intérieur ; mais ces lois ne doivent pas être en contradiction ni conflit avec le pouvoir législatif des Législatures locales, en ce qui concerne la propriété et les droits civils, au delà de ce qui est nécessaire pour légiférer d’une manière générale et efficace pour la réglementation, la protection et la conservation des pêcheries dans l’intérêt du public en général. C’est pourquoi les Législatures locales, tout en n’ayant pas le droit de passer des lois, affectant la réglementation et la protection des pêcheries, ainsi qu’elles auraient pu le faire avant la Confédération, ont, dans mon opinion, clairement le droit de passer toute loi affectant la propriété de ces pêcheries, ou le transport ou la transmission de cette propriété, en vertu du pouvoir qui leur est conféré de légiférer sur la propriété et les droits civils dans la province, d’autant plus que ces lois n’ont aucun rapport avec le droit du Parlement de s’occuper de la réglementation et de la protection des pêcheries, ce qui est entièrement séparé et distinct de la propriété des pêcheries . . . (p. 20)

“ Comme conséquence nécessaire de ce que je viens de dire, le Ministre de la marine et des pêcheries n’a pas le droit de louer le lit d’une rivière telle que celle qui nous occupe, quand cette rivière traverse des terrains concédés ou non concédés, et je suis également convaincu que le Parlement du Canada n’a ni le pouvoir législatif ni le droit d’accorder, à l’encontre du propriétaire, un permis de pêche, comme étant un privilège ou un droit distinct du droit de propriété du sol, que ce sol soit la propriété de la province ou d’un particulier. Je ne puis pas concevoir comment il serait possible au Ministre des pêcheries d’avoir ce pouvoir à l’égard des terrains qui sont la propriété de la province et de ne pas avoir le même pouvoir à l’égard des terrains qui sont la propriété des particuliers ; ce privilège ou ce droit appartient aux particuliers en vertu de la propriété qu’ils ont du lit du cours d’eau, et cette propriété, ils l’obtiennent en vertu de la concession faite par le gouvernement général ; pourquoi, alors, la province n’aurait-elle pas le même privilège et le même droit en vertu de la propriété qu’elle a du sol, des berges et du lit de la rivière ?

“ Il est indubitable que le droit de pêche peut appartenir à une personne et le droit de propriété des berges ou du sol de la rivière appartenir à une autre personne ; mais est-il possible de douter que si un homme, ayant la propriété du terrain sur le bord d’une rivière jusqu’au milieu du courant, vis-à-vis de son terrain, transporte sans réserve ni exception le terrain borné par la rivière, que le droit de pêche est transporté en même temps ? Mais qu’y a-t-il donc dans l’Acte de l’Amérique Britannique du Nord qui puisse corroborer le moins du monde l’idée que ce statut avait pour but d’établir une telle séparation du droit de propriété dans les terrains et du droit de pêche accessoire à la propriété du terrain, et qu’en même temps que les terres publiques resteraient la propriété de la province, les droits de pêche se rattachant et accessoires à la propriété de ces terrains seraient séparés et distincts les uns des autres, et que les pêcheries seraient enlevées aux provinces et transférées au Canada ? Peut-on contester qu’en vertu de la section 109, les berges et les lits de toutes les rivières et de tous les cours d’eau non concédés appartiennent aux différentes provinces ? Où trouve-t-on le texte qui détache le droit aux pêcheries de la propriété ou du titre au sol ou au lit de ces rivières, ou qui altère d’une manière quelconque le titre ou la propriété des terrains, y compris les berges et les lits des rivières traversant ces terrains, ou aucun des droits à ces titres ou à cette propriété ? ” (pages 21 et 22) ;

Attendu que l'honorable juge Fournier de la Cour Suprême du Canada, prononça les paroles suivantes, dans la même occasion :

" Il me suffit de déclarer, pour les fins de cette cause, que je suis d'avis avec l'honorable juge en chef, que le droit de pêche dans les eaux non navigables, est un attribut de la propriété riveraine, que ce soit une province ou un particulier qui soit propriétaire..." (page 25 du même document) ;

Attendu que cette Législature a, depuis longtemps, exercé les droits qui lui ont été conférés par le dit Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, relatifs aux pêcheries, en passant l'acte 46 Victoria, chapitre 8, intitulé : " Acte concernant l'administration des terres publiques avoisinant les cours d'eau non navigables et les lacs de la province de Québec et l'exercice des droits de pêche dans ces cours d'eau et ces lacs," par lequel le Commissaire des terres de la Couronne est autorisé à consentir des baux pour celles des terres de la Couronne qui se trouvent situées sur le bord des rivières et des lacs de la Province de Québec dans lesquels le droit exclusif de faire la pêche appartient à la Couronne en sa qualité de propriétaire riverain, et que ces baux confèrent aux locataires le droit de faire la pêche dans les eaux avoisinantes de ces terrains, durant les saisons et de la manière qui seront fixées et permises par toute loi ou tout statut passé par le Parlement du Canada et alors en force, ou par tous règlements faits en vertu de cette loi ou de ce statut ;

Attendu que cette loi fut sanctionnée le 30 mars, 1883 et passée à la suite et comme conséquence du dit jugement *in re Regina vs Robertson*, rendu par la Cour Suprême, le 28 mai, 1882 ;

Attendu que, depuis cette époque, cette loi a été amendée par les actes 47 Victoria, chapitre 27 ; 50 Victoria, chapitre 17 ainsi que par l'acte 51-52 Victoria, chapitre 17, qui fait une refonte du tout, et a été reproduit dans les Statuts refondus de la province de Québec, sans que l'autorité fédérale intervint, en aucune manière, soit sous forme de désaveu, ou de remontrance ;

Attendu que l'Exécutif de cette province a, dès les premières années de la Confédération, revendiqué et exercé les dits droits, à la connaissance et avec l'assentiment des autorités fédérales ;

Attendu que deux ventes publiques de ces droits de pêche, une en 1885 et l'autre en 1886, ont eu lieu sous l'autorité des dits actes 46 Victoria, chapitre 8, et 47 Victoria, chapitre 27, précédées de la même publicité que celle qui a été donnée à la vente du 10 janvier dernier (1890) ;

Attendu que, quant à ce qui concerne la rivière Patapédia, spécialement mentionnée dans le dit ordre en conseil du 26 décembre, 1889, cette rivière a été louée, en 1885, par le gouvernement local au " Club Ristigouche."

Attendu qu'en vertu de tout ce que ci-dessus, il est évident que la province de Québec a des droits absolus à la propriété du poisson dans les rivières et lacs ci-dessus mentionnés ;

Attendu que l'opposition subite et mal fondée à l'exercice de ces droits du gouvernement de cette province de la part du gouvernement du Canada, par le dit ordre en conseil du 26 décembre dernier et la signification d'une copie d'icelui et d'un protêt faite à tous les acquéreurs des dits droits constitue un trouble sérieux et grave dans la jouissance des dits droits ;

Attendu qu'il importe de mettre fin à ces dits troubles le plus tôt possible, il est

Résolu : 1. Que cette Chambre croit de son devoir d'affirmer, de la manière la plus solennelle possible, les droits de pêche de la province de Québec dans les rivières et lacs susdits qu'elle a, possédés et dont elle jouit en vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, de la décision de la Cour suprême *in re Regina vs Robertson*, et des actes provinciaux ci-dessus indiqués.

2. Que cette Chambre espère que l'Exécutif de cette province prendra tous les moyens constitutionnels et légaux pour résister à cet empiètement des autorités fédérales sur les droits des provinces, et à faire disparaître le trouble que l'ordre en conseil, du 26 décembre dernier et les procédures subséquentes de la part des autorités fédérales, peuvent causer à la jouissance libre et complète de ces droits de pêche.

3. Que copie de ces résolutions soient transmises, de la manière ordinaire, aux autorités fédérales et à l'Exécutif de chaque province de la confédération.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bisson fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Bisson rapporte les dites résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Attendu que, le ou vers le 30 novembre dernier (1889), l'honorable Commissaire des terres de la Couronne a fait annoncer dans la " Gazette Officielle de Québec," la vente publique de droits de pêche dans certains lacs et rivières non navigables, situés dans la province et que la date fixée par la dite vente était le dixième jour de janvier dernier (1890) ;

Attendu que, le 7 janvier dernier (1890), c'est-à-dire trois jours seulement avant la date de la dite vente, le gouvernement du Canada a fait parvenir à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, copie d'un ordre en conseil du 26 décembre 1889, demandant la suspension de la vente des dits droits de pêche jusqu'à une époque indéterminée, en attendant que décision fut donnée sur les nouvelles prétentions à la propriété des dits droits de pêche, énoncés dans et par le dit ordre en conseil ;

Attendu que, le 6 janvier dernier (1890), Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur répondit à la dite lettre des autorités fédérales comme suit :

" J'ai, de suite, transmis cette lettre, ainsi que la copie du dit ordre en conseil, au Premier ministre, et j'ai l'honneur de vous informer qu'il n'est point possible, dans les circonstances, pour mon gouvernement, de se rendre au désir exprimé dans le dit ordre en conseil."

Attendu que, le même jour, sans même attendre la dite réponse, l'honorable Ministre de la marine et des pêcheries du Canada a fait signifier à l'honorable Commissaire des terres de la Couronne de la province de Québec, par le ministère de M^{re} J. A. Charlebois, notaire public, de la cité de Québec, un protêt contre la vente des dits droits de pêche, lui enjoignant de se désister de son intention de procéder à la dite vente ;

Attendu que l'honorable Commissaire des terres de la Couronne a procédé à la vente et adjudication des dits droits de pêche, en conséquence de la susdite réponse de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dans et sur la plus grande partie des dits lacs et rivières ;

Attendu que, subséquemment, savoir : le ou vers le 12 février dernier (1890), l'honorable Ministre de la marine et des pêcheries du Canada a fait transmettre, par le ministère de M^{re} J. A. Charlebois, notaire public, de la cité de Québec, à chacun des adjudicataires et acquéreurs des dits droits de pêche, une notification accompagnée d'une copie du protêt qu'il avait fait signifier le 8 janvier dernier (1890), à l'honorable Commissaire des terres de la Couronne ;

Attendu que, par le dit ordre en conseil du 26 décembre dernier (1889), il est déclaré, entre autres choses :

" Le Ministre (à savoir : l'honorable Ministre de la marine et des pêcheries), fait fait observer qu'il a été avisé par le Ministre de la justice, qu'il a consulté à ce sujet, qu'en vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, c'est le Parlement de la Puissance qui a le droit de légiférer sur les pêcheries maritimes et intérieures, et que ce Parlement peut faire des lois relativement aux pêcheries, sans égard au fait que la propriété du lit des lacs ou rivières appartienne au gouvernement fédéral, au gouvernement local, ou soit propriété privée ; qu'il a aussi le droit de contrôle comprenant le droit d'émettre des licences de pêche dans toutes les eaux du Canada, en vue de réglementer la prise du poisson, les méthodes de pêche et toutes autres matières comprises dans le contrôle général de ce sujet ;"

Attenpu que le protêt signifié à l'honorable Commissaire des terres de la Couronne, le 8 janvier dernier (1890), contient, entre autres choses, ce qui suit :

" 1. Que les rivières mentionnées dans le dit ordre en conseil, en autant qu'elles n'étaient pas concédées à l'époque de la passation de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, sont devenues, en vertu des termes exprès de cet Acte, la propriété du Canada et que la province de Québec n'a pas de droits et d'intérêts dans ces rivières qu'elle puisse prétendre transférer ;

" 2. Que la vente ou autre transport de droits de pêche sur les bords de la mer ou dans les pêcheries intérieures appartiennent au gouvernement du Canada seul et que le gouvernement d'une province ne peut intervenir à l'encontre de ce droit ;"

Attendu que la notification transmise par le dit Mre J. A. Charlebois, conformément aux instructions de l'honorable Ministre de la marine et des pêcheries, à chacun des acquéreurs de droits de pêche, lors de la dite vente, faite le 10 janvier 1890, est accompagnée d'une lettre adressée à chaque acquéreur, nommément, dans laquelle il est dit, entre autres choses :

" Avant de fermer cette lettre, je prendrai la liberté d'appeler votre attention sur le fait que, par ce protêt, le Ministre de la marine et des pêcheries, pour les raisons y mentionnées et détaillées, prétend que toutes telles ventes de droits et de privilèges de pêche sont illégales et contraires à la loi, et ne conféreront aucun titre à l'acquéreur ;"

Attendu qu'il appert, par le document sessionnel No. 33 de l'Assemblée législative, février 1883, que Sir William Ritchie, juge en chef de la Cour Suprême du Canada, a prononcé les paroles suivantes dans la cause de Regina vs Robertson :

" Tel étant l'état de choses lors de la Confédération, je suis d'opinion que la législation relative aux pêcheries de l'intérieur et des côtes de la mer que l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867, avait en vue, n'avait pas trait à la propriété et aux droits civils, c'est-à-dire n'avait pas trait à la propriété du lit des rivières ou des pêcheries ou des droits des particuliers dans ces pêcheries, mais aux matières affectant les pêcheries en général et tendant à les régler, les protéger et les conserver, matières d'un intérêt national et importantes pour le public, telles que la défense de prendre du poisson à des saisons où il y a inconvénient à le faire, d'une manière dommageable ou avec des appareils destructeurs ; les lois relatives à l'amélioration et à l'accroissement des pêcheries ; en d'autres termes, les lois générales destinées à faire bénéficier les propriétaires de pêcheries et le public en général qui est intéressé dans les pêcheries comme source de richesse nationale ou provinciale ; enfin, les lois relatives aux pêcheries telles que celles que les Législatures provinciales, lors de la Confédération et avant, avaient l'habitude de passer pour la réglementation, la conservation et la protection de ces pêcheries, dans lesquelles il ne peut pas être question de la propriété du poisson ou du droit de sortir le poisson de l'eau et d'en faire la propriété de celui qui le sort ainsi de l'eau. La propriété des pêcheries ou du droit de prendre du poisson étant aussi bien la propriété de la province ou de l'individu que l'est le terrain hors de l'eau ou le terrain recouvert par l'eau" (pages 19 et 18)

" Tout le monde doit se soumettre à toutes les lois générales passées par le Parlement du Canada, pour régler les pêcheries des côtes de la mer et de l'intérieur ; mais ces lois ne doivent pas être en contradiction ni confit avec le pouvoir législatif des Législatures locales, en ce qui concerne la propriété et les droits civils, au delà de ce qui est nécessaire pour légiférer d'une manière générale et efficace pour la réglementation, la protection et la conservation des pêcheries dans l'intérêt du public en général. C'est pourquoi les Législatures locales, tout en ayant pas le droit de passer des lois, affectant la réglementation et la protection des pêcheries, ainsi qu'elles auraient pu le faire avant la Confédération, ont, dans mon opinion, clairement le droit de passer toute loi affectant la propriété de ces pêcheries, ou le transport ou la transmission de cette propriété, en vertu du pouvoir qui leur est conféré de légiférer sur la propriété et les droits civils dans la province, d'autant plus que ces lois n'ont aucun rapport avec le droit du Parlement de s'occuper de la réglementation et de la protection des pêcheries, ce qui est entièrement séparé et distinct de la propriété des pêcheries" (p. 20)

“ Comme conséquence nécessaire de ce que je viens de dire, le Ministre de la marine
 “ et des pêcheries n’a pas le droit de louer le lit d’une rivière telle que celle qui nous
 “ occupe, quand cette rivière traverse des terrains concédés ou non concédés, et je suis
 “ également convaincu que le Parlement du Canada n’a ni le pouvoir législatif ni le droit
 “ d’accorder, à l’encontre du propriétaire, un permis de pêche, comme étant un privilège
 “ ou un droit distinct du droit de propriété du sol, que ce sol soit la propriété de la pro-
 “ vince ou d’un particulier. Je ne puis pas concevoir comment il serait possible au
 “ Ministre des pêcheries d’avoir ce pouvoir à l’égard des terrains qui sont la propriété de
 “ la province et de ne pas avoir le même pouvoir à l’égard des terrains qui sont la pro-
 “ priété des particuliers ; ce privilège ou ce droit appartient aux particuliers en vertu
 “ de la propriété qu’ils ont du lit du cours d’eau, et cette propriété, ils l’obtiennent en
 “ vertu de la concession faite par le gouvernement général ; pourquoi, alors, la province
 “ n’aurait-elle pas le même privilège et le même droit en vertu de la propriété qu’elle a
 “ du sol, des berges et du lit de la rivière ?

“ Il est indubitable que le droit de pêche peut appartenir à une personne et le droit
 “ de propriété des berges ou du sol de la rivière appartenir à une autre personne ; mais
 “ est-il possible de douter que si un homme, ayant la propriété du terrain sur le bord
 “ d’une rivière jusqu’au milieu du courant, vis-à-vis de son terrain, transporte sans
 “ réserve ni exception le terrain borné par la rivière, que le droit de pêche est transporté
 “ en même temps ? Mais qu’y a-t-il donc dans l’Acte de l’Amérique Britannique du Nord
 “ qui puisse corroborer le moins du monde l’idée que ce statut avait pour but d’établir
 “ une telle séparation du droit de propriété dans les terrains et du droit de pêche acces-
 “ soire à la propriété du terrain, et qu’en même temps que les terres publiques resteraient
 “ la propriété de la province, les droits de pêche se rattachant et accessoires à la propriété
 “ de ces terrains seraient séparés et distincts les uns des autres, et que les pêcheries
 “ seraient enlevées aux provinces et transférées au Canada ? Peut-on contester qu’en
 “ vertu de la section 109, les berges et les lits de toutes les rivières et de tous les cours
 “ d’eau non concédés appartiennent aux différentes provinces ? Où trouve-t-on le texte
 “ qui détache le droit aux pêcheries de la propriété ou du titre au sol ou au lit de ces
 “ rivières, ou qui altère d’une manière quelconque le titre ou la propriété des terrains, y
 “ compris les berges et les lits des rivières traversant ces terrains, ou aucun des droits à
 “ ces titres ou à cette propriété ? ” (pages 21 et 22) ;

Attendu que l’honorable juge Fournier de la Cour Suprême du Canada, prononça
 les paroles suivantes, dans la même occasion :

“ Il me suffit de déclarer, pour les fins de cette cause, que je suis d’avis avec l’hono-
 “ rable juge en chef, que le droit de pêche dans les eaux non navigables, est un attribut
 “ de la propriété riveraine, que ce soit une province ou un particulier qui soit pro-
 “ priétaire . . . ” (page 25 du même document) ;

Attendu que cette Législature a, depuis longtemps, exercé les droits qui lui ont été
 conférés par le dit Acte de l’Amérique Britannique du Nord, 1867, relatifs aux pêche-
 ries, en passant l’acté 46 Victoria, chapitre 8, intitulé : “ Acte concernant l’adminis-
 “ tration des terres publiques avoisinant les cours d’eau non navigables et les lacs de la
 “ province de Québec et l’exercice des droits de pêche dans ces cours d’eau et ces lacs,”
 par lequel le Commissaire des terres de la Couronne est autorisé à consentir des baux
 pour celles des terres de la Couronne qui se trouvent situées sur le bord des rivières et
 des lacs de la province de Québec dans lesquels le droit exclusif de faire la pêche appar-
 tient à la Couronne en sa qualité de propriétaire riverain, et que ces baux conféreront
 aux locataires le droit de faire la pêche dans les eaux avoisinantes de ces terrains, durant
 les saisons et de la manière qui seront fixées et permises par toute loi ou tout statut
 passé par le Parlement du Canada et alors en force, ou par tous règlements faits en
 vertu de cette loi ou de ce statut ;

Attendu que cette loi fut sanctionnée le 30 mars, 1883 et passée à la suite et comme
 conséquence du dit jugement *in re Regina vs Robertson*, rendu par la Cour Suprême, le
 28 mai, 1882 ;

Attendu que, depuis cette époque, cette loi a été amendée par les actes 47 Victoria, chapitre 27 ; 50 Victoria, chapitre 17 ainsi que par l'acte 51-52 Victoria, chapitre 17, qui fait une refonte du tout, et a été reproduit dans les Statuts refondus de la province de Québec, sans que l'autorité fédérale intervint, en aucune manière, soit sous forme de désaveu, ou de remontrance ;

Attendu que l'Exécutif de cette province a, dès les premières années de la Confédération, revendiqué et exercé les dits droits, à la connaissance et avec l'assentiment des autorités fédérales ;

Attendu que deux ventes publiques de ces droits de pêche, une en 1885 et l'autre en 1886, ont eu lieu sous l'autorité des dits actes 46 Victoria, chapitre 8, et 47 Victoria, chapitre 27, précédées de la même publicité que celle qui a été donnée à la vente du 10 janvier dernier (1890) ;

Attendu que, quant à ce qui concerne la rivière Patapédiac, spécialement mentionnée dans le dit ordre en conseil du 26 décembre, 1889, cette rivière a été louée, en 1885, par le gouvernement local au " Club Ristigouche."

Attendu qu'en vertu de tout ce que ci-dessus, il est évident que la province de Québec a des droits absolus à la propriété du poisson dans les rivières et lacs ci-dessus mentionnés ;

Attendu que l'opposition subite et mal fondée à l'exercice de ces droits du gouvernement de cette province de la part du gouvernement du Canada, par le dit ordre en conseil du 26 décembre dernier et la signification d'une copie d'icelui et d'un protêt faité à tous les acquéreurs des dits droits, constitue un trouble sérieux et grave dans la jouissance des dits droits ;

Attendu qu'il importe de mettre fin à ces dits troubles le plus tôt possible, il est

Résolu : 1. Que cette Chambre croit de son devoir d'affirmer, de la manière la plus solennelle possible, les droits de pêche de la province de Québec dans les rivières et lacs susdits qu'elle a, possède et dont elle jouit en vertu de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, de la décision de la Cour suprême *in re Regina vs Robertson*, et des actes provinciaux ci-dessus indiqués.

2. Que cette Chambre espère que l'Exécutif de cette province prendra tous les moyens constitutionnels et légaux pour résister à cet empiètement des autorités fédérales sur les droits des provinces, et à faire disparaître le trouble que l'ordre en conseil, du 26 décembre dernier et les procédures subséquentes de la part des autorités fédérales, peuvent causer à la jouissance libre et complète de ces droits de pêche.

3. Que copie de ces résolutions soient transmises, de la manière ordinaire, aux autorités fédérales et à l'Exécutif de chaque province de la confédération.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois,

Ordonné, Que la considération ultérieure des dites résolutions soit remise à demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour prendre en considération certaine résolution, concernant le droit sur le prix de ventes faites à l'encan.

L'honorable M. Shehyn informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de l'objet de cette résolution, et qu'il la recommande la à considération de cette Chambre.

(EN COMITÉ)

Résolu, Que toutes les ventes, par encan, d'immeubles et de meubles de ménage et effets en usage, y compris les tableaux, peintures et livres, seront assujétis à un droit de un pour cent sur le prix de la vente, lequel devra être payé par l'encanteur au percepteur du revenu, aux dépens du vendeur, et retenu sur le produit de la vente, à moins de stipulation expresse, dans les conditions de la vente, que le droit sera payable par l'acheteur, et dans ce cas, ce droit sera ajouté à son prix d'achat.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Murphy fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Murphy fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que toutes les ventes, par encan, d'immeubles et de meubles de ménage et effets en usage, y compris les tableaux, peintures et livres, seront assujétis à un droit de un pour cent sur le prix de la vente, lequel devra être payé par l'encanteur au percepteur du revenu, aux dépens du vendeur, et retenu sur le produit de la vente, à moins de stipulation expresse, dans les conditions de la vente, que le droit sera payable par l'acheteur, et dans ce cas, ce droit sera ajouté à son prix d'achat.

Et la question étant mise aux voix,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que la Chambre concoure, avec le comité, dans la dite résolution ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement. *

Ordonné, Que l'honorable M. Shehyn ait la permission de présenter un bill pour amender la loi des licences de Québec, concernant le droit sur le prix de vente à l'encan.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender un acte de la présente session, intitulé : " Acte amendant les lois relatives aux jurés et à l'indemnité des témoins de la Couronne ; "

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Pilon fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable Mr. Shehyn,

Résolu, Qu'à partir de lundi, le 10 de mars courant, inclusivement, jusqu'à la fin de la session, il y aura, chaque jour, deux séances distinctes de la Chambre : la première commençant à 3 heures P. M., et finissant à 6 heures P. M., et l'autre commençant à 7½ heures P. M., et allant jusqu'à l'ajournement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour appliquer les dispositions de la loi touchant les manufactures, 48 Vic., ch. 32 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture et de pomologie, Montréal, 41 Vic., ch. 5 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Journaux d'agriculture, anglais et français ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Ecoles d'agriculture, pour payer le travail des élèves ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Ecoles de médecine vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Gazette des Campagnes ; " pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des beurreries et fromageries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour régler la balance de tous comptes du nouveau palais de justice, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. Murphy informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se forme de nouveau en le dit comité.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Duplessis,—Quel est le montant total des sommes remises par le gouvernement, du neuf janvier 1889 au neuf janvier 1890, pour droits, pénalités et forfeitures en rapport avec la perception du revenu ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—\$3,288.70.

Par M. Spencer,—1. Existe-t-il une convention par laquelle la cité de Montréal, au lieu de faire elle-même, à ses frais, le cordon en pierre en face du palais de justice à Montréal, paie une somme au gouvernement, et celui-ci fait faire cet ouvrage à ses frais?

2. Si telle convention existe, s'étend-elle aussi aux allées et aux trottoirs que l'on fait en même temps?

3. Quelle est la somme ainsi payée par la cité de Montréal?

4. Combien le gouvernement a-t-il déboursé pour ces travaux jusqu'aujourd'hui?

5. Combien aura-t-il encore à payer?

6. Ces travaux se font-ils par contrat?

7. A-t-il été demandé des soumissions?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—1. Oui ;

2. A tout l'ouvrage ;

3. \$10,000.00 ;

4. Rien ;

5. Rien ;

6. Oui ;

7. Oui.

Par M. Nantel,—Est-ce l'intention du gouvernement de prendre les faits et causes de tous les colons sur les lots desquels des empiètements ont été, ou seront commis par des propriétaires de limites, pour couper des bois marchands appartenant à ces colons?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Cette importante question est à l'étude, et devra être réglée autant que possible en faveur du colon.

Par M. Desjardins,—Le gouvernement a-t-il fait remise de la balance due par la municipalité de St-Jean, Ile d'Orléans, au fonds d'emprunts municipal?

Si oui, à quelle date?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—La municipalité de Saint-Jean, Ile d'Orléans, ayant payé le montant de son emprunt, le gouvernement lui a fait remise des intérêts, le 28 juin 1889.

Sur motion de M. Desjardins, secondé par l'honorable M. Flynn,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de l'ordre en conseil autorisant la remise de la balance due par la municipalité de St-Jean, Ile d'Orléans, au fonds d'emprunt municipal.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par M. McIntosh,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes requêtes, correspondances et réclamations faites au sujet des octrois de colonisation, dans le comté de Champlain, depuis le 1er février 1887 ; ainsi que copie de tous les rôles de paie et autres documents, établissant le paiement détaillé de toutes les susdites sommes.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Samedi, 8 mars 1890.

Conformément à l'ordre du jour les pétitions suivantes sont lues et reçues :

De A. F. Gault et autres, de la cité de Montréal ; demandent que la loi concernant la distribution des taxes prélevées pour fins scolaires, dans la cité de Montréal, soit modifiée.

De François Couture et autres, de la paroisse de Notre-Dame de la Victoire,—de Alphonse Roy et autres, de St-Joseph de Lévis,—de L. J. Demers et autres, de la paroisse de St-Romuald,—de Nazaire Gingras et autres, de la paroisse de St-Nicolas,—de Joseph Rouleau et autres, de la paroisse de St-Jean Chrysostôme,—du Révd. C. Bérubé et autres, de la paroisse de St-Lambert,—et de Ferdinand Gosselin et autres, de St-Etienne de Lauzon, comté de Lévis, tous censitaires de la seigneurie de Lauzon ; demandant respectivement une réduction des rentes seigneuriales.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Taillon,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien mettre devant cette Chambre,—1. Copie de l'ordre en conseil, du 26 décembre 1889, du gouvernement du Canada, de la réponse, du 8 janvier 1890, du Lieutenant-Gouverneur de cette province, et copie de tous les protêts et notifications signifiés, de la part du gouvernement fédéral, au gouvernement de Québec et aux adjudicataires des droits de pêche, en date du 8 janvier et du 12 février 1890, le tout tel que mentionné dans les résolutions soumises à cette Chambre, le 7 du courant, touchant les droits de pêche ;

2. Copie de toute autre correspondance, échangée entre les deux gouvernements et en la possession du gouvernement de Québec, relativement aux droits de pêche en question, pourvu que cette correspondance n'ait pas déjà été produite ;

3. Copie de tous rapports, mémoires ou autres renseignements officiels, non déjà produits, et en la possession du gouvernement, sur la question de savoir si ces rivières, objets du conflit entre les deux gouvernements, sont navigables ou non.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette province.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 16 février 1890, pour dépôt, sur le bureau de la Chambre, de la carte de la province, indiquant en couleurs différentes : 1. le domaine public actuellement sous licence de coupe de bois, avec la contenance en milles superficiels de chaque limite ; 2. le territoire non actuellement sous licence et non concédé, qui reste disponible pour l'exploitation forestière, également avec sa contenance superficielle. (*Documents de la session, No. 159*).

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 20 janvier 1890, demandant la liste complète des lettres de crédit, ou promesses de paiement futur, venant des différents départements du service civil, depuis le premier janvier 1889 ; ainsi que des noms des personnes en faveur de qui ces lettres de crédit ont été délivrées, le montant de chacune de ces lettres, et un état de la nature des réclamations pour lesquelles ces lettres de crédit ont été délivrées, avec leurs dates respectives. (*Documents de la session, No 153b*).

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 5 février 1890, pour la copie, de la requête adressée, en 1889, à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par Nicolas Chéné, demandant la nomination d'un conseiller municipal pour la paroisse de Saint-André Avelin ; et copie de toute la correspondance à ce sujet. (*Documents de la session, No. 160*).

Réponse à un ordre de la Chambre, du 17 février 1890, pour un état faisant voir, année par année, depuis le 1er juillet 1867 jusqu'à cette date, le nombre de mille carrés de territoire affermé ou vendus pour la coupe du bois, la moyenne du prix par mille carré obtenu à chaque vente, et le nombre de milles remis par les adjudicataires, ou sur lesquels le bonus n'a pas été payé, avec aussi les frais de chaque vente,

2. Le nombre de milles carrés du domaine public actuellement sous licence, pour la coupe du bois, et pareil état pour la date du 1er juillet 1887.

3. Le nombre de milles carrés sur lequel il se fait actuellement du bois, et le nombre de milles sur lequel les porteurs de licences ne font pas de bois. (*Documents de la session, No. 161*).

Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20. février 1890, pour une liste des employés surnuméraires nommés dans chaque département, depuis la dernière session ; la date de leur nomination et de leur traitement. (*Documents de la session, No. 162*).

L'ordre du jour, pour la seconde lecture du bill amendant la loi concernant la pension de retraite des officiers publics, étant lu ;

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Shehyn,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Faucher de Saint-Maurice fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill passe et que le titre soit : " Acte amendant la loi concernant la pension de retraite des officiers publics," la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture des arbres fruitiers et de la vigne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Livre d'or ou *Herd Book* canadien, pour défrayer les dépenses du bureau concernant cet objet, l'impression des bulletins etc., et le traitement du médecin vétérinaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide au comité permanent des expositions ; pour l'année financière financière finissant le 30 juin 1891.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour vaccin ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Commission d'hygiène, en vertu de l'acte 49-50 Vict., chap. 38 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration à Montréal et à Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'immigration des cultivateurs français et anglais ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de repatriement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société des Dames protectrices des émigrants, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, lundi prochain.

M. Murphy informe aussi la Chambre qu'il a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, lundi prochain, cette Chambre se forme de nouveau en le dit comité.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES :

Par l'honorable M. Taillon,—1. Est-il vrai que le gouvernement, ou le département de l'agriculture, ont récemment accordé un subside à la Société indépendante d'agriculture de Coaticook et Compton, pour l'exposition de l'automne prochain ?

2. Si oui, à quelle date ?

3. Quel montant ?

4. A quelles conditions ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—

1. Oui, une promesse a été faite ;

2. Le 15 janvier 1890 ;

3. \$400 ;

4. A la condition, naturellement, que l'exposition ait lieu, et ce, suivant les règlements du département de l'agriculture ; le tout sujet à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer, pendant cette session, une commission composée des médecins, députés de la Législature, pour s'enquérir des améliorations hygiéniques qui pourraient être appliquées au palais législatif de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Pas durant cette session, car elle achève, mais le plus tôt possible, en temps utile.

Par M. Picard,—1. MM. P. E. Lavergne, L. P. DeCourval et J. B. Richard, arpenteurs provinciaux, ont-ils complété la partie du cadastre qu'ils étaient respectivement chargés d'exécuter dans le comté de Wolfe ?

2. Si oui, quand le gouvernement se propose-t-il de faire déposer et mettre en force tel cadastre ?

3. Quel est le coût des travaux exécutés, respectivement :

- a. Par M. Lavergne,
- b. Par M. DeCourval,
- c. Par M. Richard ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—Oui, excepté le cadastre du canton de Wolfestown, que M. DeCourval n'a pas encore tout-à-fait terminé.

2. Aussitôt après que les plans et les livres de renvoi, s'y rapportant, seront complétés et qu'ils auront été copiés, collationnés et amendés, s'il y a lieu, comme cela est devenu nécessaire relativement au cadastre du canton de Weedon, par suite de l'érection civile d'une partie de ce canton en municipalité de village.

3. Le coût ordinaire, lequel, vu l'étendue de l'ouvrage, s'élève aux sommes suivantes, savoir :

- a. \$2,552 37.
- b. \$4,420.00 ou environ.
- c. \$5,679.88 do

Par M. Beauchamp,—1. Le capitaine Kirwin a-t-il été employé par le gouvernement, depuis le mois de mai 1889 ?

2. A-t-il été chargé d'aucune inspection ou exploration dans la province ?

3. Le gouvernement lui a-t-il payé aucune somme d'argent depuis cette date ?

4. Si oui, combien et pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—1. Oui.

2. Oui, le 22 juin 1889, M. Kirwin a été nommé commissaire pour s'enquérir de la qualité du sol des Îles de la Magdeleine et d'Anticosti, du genre de culture qui s'y adapterait le mieux, et quels avantages elles pourraient offrir aux personnes qui voudraient s'y livrer à l'agriculture, à la pêche, au commerce de bois ou à d'autres industries. Sa mission a duré du 22 juin au 15 septembre de la même année. Le 10 décembre dernier, M. Kirwin a été de nouveau chargé d'une inspection des ponts de colonisation dans le comté d'Ottawa, et d'étudier le mérite des demandes nous venant de ce comté. Sa mission devait durer 7 semaines.

3. Oui.

4. \$774.00 pour la première mission, à raison de \$5.00 par jour de salaire, et de \$4.00 par jour pour les dépenses de voyages et autres ; \$294.00 pour la seconde mission à raison de \$7.00 par jour, pour salaire et dépenses.

Par M. Lemieux,—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer un ou des inspecteurs pour les chaudières à vapeur stationnaires, servant dans les moulins à scie, ou toute autre manufacture ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Cette importante question est à l'étude.

La Chambre, en conformité de l'ordre, procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte amendant les divers actes concernant la Corporation de la ville de Trois-Rivières," lesquels sont lus la seconde fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Sur motion de M. Lapointe, secondé par M. Beauchamp,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état faisant connaître : 1. Le montant annuel, qu'a touché la province, provenant des mines de la province de Québec, pour les dix dernières années.

2. La dépense annuelle pendant la même période.

3. Le déficit total actuel.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 10 Mars 1890.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Murphy,—la pétition de la Corporation des pilotes de la cité de Québec.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 10 février 1890, pour un état de toutes les sommes payées par le gouvernement, à tout avocat ou bureau d'avocats, dans les causes suivantes, plaidées devant le conseil privé de Sa Majesté, ou toute autre cour en cette province, ou dans aucune de ces causes, savoir :

Gilmour, appelants, et Hector Mauriot, C. A. Paradis, Philippe Paradis, Joseph Paradis, Jean-Baptiste Daoust, Frank Brouillard, A. Boissonneau, Isaïe Lapointe et Jean-Baptiste Allaire, intimés. (*Documents de la session, No. 163.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 6 mars 1890, demandant copie de la correspondance, échangée entre le gouvernement de cette province et la municipalité de la paroisse de Sainte-Angele, dans le comté de Rouville, concernant certaines sommes dues pour l'entretien, dans l'asile Saint-Jean de Dieu, de trois aliénés de cette paroisse, notamment copie d'une lettre, datée le ou vers le 2 novembre 1888, signée A. Brosnan, contrôleur du revenu ; aussi copie de tout arrêté du conseil et de tout écrit concernant la remise partielle de ce qui était dû au gouvernement pour l'entretien des aliénés, venant de la dite paroisse, le tout à compter du 1er juillet 1885. (*Documents de la session, No. 164.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 8 mars 1890, demandant la production des documents suivants :

1. Copie de l'ordre en conseil, du 26 décembre 1889, du gouvernement du Canada, de la réponse, du 8 janvier 1890, du Lieutenant-Gouverneur de cette province, et copie de tous les protêts et notifications signés, de la part du gouvernement fédéral, au gouvernement de Québec et aux adjudicataires des droits de pêche, en date du 8 janvier et du 12 février 1890, le tout tel que mentionné dans les résolutions soumises à cette Chambre, le 7 du courant, touchant les droits de pêche.

2. Copie de tout autre correspondance, échangée entre les deux gouvernements et en la possession du gouvernement de Québec, relativement aux droits de pêche en question, pourvu que cette correspondance n'ait pas déjà été produite.

3. Copie de tous rapports, mémoires ou autres renseignements officiels, non déjà produits, en la possession du gouvernement, sur la question de savoir si ces rivières, objets du conflit entre les deux gouvernements, sont navigables ou non. (*Documents de la session, No. 165.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, du 20 février 1890, pour copie de toute correspondance échangée au sujet de la distribution de la brochure du Premier ministre, intitulée : "Esquisse générale de la province de Québec." (*Documents de la session, No. 166.*)

La Chambre reprend la considération ultérieure de la question proposée, jeudi, le 6 mars courant, portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil, pour que la Chambre se forme de nouveau en comité sur le bill constituant en corporation la société dite *The Royal Quebec Art Union Company* ;

Et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Forest,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Rimouski)</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>et Trudel—22.</i>
<i>Dumais,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rinfret,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Rhodes,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Taillon,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Tourigny et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Poupore,</i>	<i>Turcotte.—22.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Martin,</i>		

Et les voix étant également divisées, M. l'Orateur donne sa voix prépondérante dans l'affirmative.

La Chambre, en conséquence, se forme en tel comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Boyer, président du comité, fait le rapport suivant :

Que l'honorable M. Gagnon ayant proposé l'amendement qui suit :

"Que les noms et qualités de Richard Turner, commerçant, et Louis Tourville, commerçant, de la cité de Montréal, soient biffés dans le préambule et remplacés à la place du premier, par "N. Faucher de Saint-Maurice, écuyer, homme de lettres," objection fut faite par l'honorable M. Flynn, que le dit amendement n'était pas dans l'ordre ;

Que lui, le président du comité, avait maintenu l'objection, et qu'appel avait été fait de cette décision.

M. l'Orateur décide comme suit :

Objection est faite à cet amendement, parcequ'il a pour but de remplacer, dans le préambule du bill, les noms de MM. Turner et Tourville par celui de M. N. Faucher de Saint-Maurice ; qu'un tel changement, dans un bill privé, n'est pas régulier parcequ'il tend à porter atteinte aux droits des particuliers intéressés dans le bill.

Il s'agit ici d'un bill privé ; il est d'usage, en matière de législation privée, que la position ou les intérêts des pétitionnaires ne peuvent être modifiés ou altérés à leur insu et sans leur consentement.

Le remplacement d'un ou de plusieurs noms, dans le préambule d'un bill, par d'autres noms, est évidemment étranger à la pétition demandant la passation de ce bill et peut altérer sensiblement la position et les garanties de sécurité sur lesquelles comptaient les pétitionnaires en le soumettant à la Chambre. Un pareil changement, dans un bill privé, hors la connaissance et sans le consentement des intéressés, établirait un précédent dangereux, en les privant du contrôle de la mesure, et en les soumettant forcément à des conditions qu'ils n'avaient pas prévues et que, peut-être, ils ne trouveraient pas avantageux d'accepter, s'ils étaient consultés.

Il me paraît donc indispensable pour la Chambre, avant d'accepter cet amendement, de constater, par enquête, si le changement proposé obtient l'adhésion des pétitionnaires. Je ne suis pas en position de faire une pareille enquête, et je crois devoir suggérer à la Chambre de référer le bill, pour cet objet, au comité des ordres permanents.

La Chambre se forme de nouveau en comité sur le dit bill ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Boyer fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Et la question, — Quand plaira-t-il à la Chambre de se former de nouveau en comité sur le bill, étant mise aux voix, par M. l'Orateur.

M. Boyer propose, secondé par l'honorable M. Flynn,

Que cette Chambre se formera en tel comité d'aujourd'hui en six mois.

L'honorable M. Gagnon propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Duhamel, Que les mots " d'aujourd'hui en six mois " soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots " à la prochaine séance. "

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Shekyn,</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>De Grosbois</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rhodes,</i>	<i>Tessier (Rimouski) et</i>
<i>Dumais,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Trudel—25.</i>
<i>Duhamel,</i>	<i>Lussier,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>England,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tourigny—19.</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Owens,</i>	

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;
Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau à la prochaine séance de la Chambre.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Martin,—Le produit de l'emprunt de \$3,500,000, autorisé par l'acte 50 Victoria, chap. 2, a-t-il été versé au fonds consolidé du revenu de la province ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—Oui.

Par M. Nantel,—Est-il à la connaissance du Commissaire des terres de la Couronne que MM. Edwards & Cie., propriétaires des limites dans la vallée de l'Ottawa, ont commis des empiètements (*tresspass*) sur les lots Nos. 26, 27, 28, 29, 30 et 31, du 7ième rang du canton Loranger, les dits lots appartenant à MM. Beaulieu et Nantel, colons propriétaires de ces lots ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—Il est à la connaissance du département des terres de la Couronne, que MM. Edwards & Cie., ont fabriqué des bois sur les lots Nos. 26, 27, 28, 29, 31 et 31, du 7e rang du canton Loranger. Comme ce bureau ne possède pas un état complet des bois ainsi coupés par les dits licenciés, M. J. B. Charleson est à s'occuper de cette affaire, et fera rapport d'ici à quelques jours.

Par M. Bernatchez,—A quel imprimeur a été confiée l'impression, en anglais, du dernier rapport du Ministre des travaux publics ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—A MM. L. J. Demers & Frère, de Québec.

Par M. England,—1. Le gouvernement a-t-il donné, ou promis de donner, la somme de six cents piastres, à titre de subvention, pour une route située dans le canton de East Bolton, dans le comté de Brome ?

2. Si oui, à quelle date ?

3. Est-ce une promesse verbale ou écrite ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes : 1. Oui, \$600.00 à même le subside de 1890-91, pour chemins de colonisation, pour une route entre Millington et Magog, dans East Bolton.

2. Le 21 octobre 1889.—3. Ecrite.

L'honorable M. Blanchet propose, secondé par M. Tessier (Portneuf),

Qu'attendu que la construction d'un chemin de fer partant de Québec pour se continuer sur la côte nord du fleuve St-Laurent jusqu'à la baie St-Charles, sur la côte du Labrador, offrirait au commerce de l'ouest, de la Colombie, de la Chine, du Japon et de l'Australie, une voie beaucoup plus courte et plus économique, pour le transport des malles, des passagers et des marchandises, en Angleterre et en Europe, que toute autre voie ferrée sur ce continent, ainsi que le démontre le tableau suivant :

TABLEAU DES DISTANCES

Accusant l'économie de temps effectuée pour les voyageurs, les malles et le trafic rapide entre l'Amérique du Nord et l'Angleterre, *via* la nouvelle route projetée : *The North Canadian Atlantic Railway and Steamship Company*.

					jours.	heures.
De Chicago à New-York <i>via</i> Pennsylvania Railroad....	936 milles, à 40 milles à l'heure				0	23½
De New-York à Liverpool par la ligne de steamers la plus rapide.....	3052 " à 20 " à "				6	8½
Ensemble.....	3988				7	8
De Chicago à la baie St-Charles <i>via</i> North Canadian Atlantic.....	1880 " à 40 " à "				1	23
De la Baie St-Charles à Milford Haven, Angleterre....	1700 " à 20 " à "				3	13
Ensemble.....	3580				5	12
De New-York à St-Charles.....	1394 " à 40 " à "				1	10½
De la Baie St-Charles à Milford Haven.....	1700 " à 20 " à "				3	13
	3094 (économie de temps, 1 jour, 8½ h.)				4	23½
De Toronto à la baie St-Charles.....	1360 milles, à 40 milles à l'heure				1	10
De la Baie St-Charles à Milford Haven.....	1700 " à 20 " à "				3	13
Ensemble.....	3060				4	23
De Montréal à la baie St-Charles.....	1016 milles, à 40 milles à l'heure				1	01½
De la Baie St-Charles à Milford Haven.....	1700 " à 20 " à "				3	13
Ensemble.....	2716				4	14½
De Québec à la baie St-Charles.....	844 milles, à 40 milles à l'heure				0	21
De la Baie St-Charles à Milford Haven.....	1700 " à 20 " à "				3	13
Ensemble.....	2544				4	10
Economie de voyage sur mer, gagnée sur le trajet par New-York.....	1352 milles	soit			2	15½

Attendu que l'établissement de cette ligne développerait à un haut degré le commerce des principales villes de la Puissance et favoriserait, dans notre province, le développement de nos industries et de nos ressources agricoles ;

Attendu que cette province retirerait des bénéfices importants de cette entreprise par l'ouverture et l'exploitation de nombreuses mines, des dépôts de guano, des carrières de marbres et de pierre d'ornementation qui existent sur cette partie de notre territoire, et offrirait à la population disséminée sur le littoral du St-Laurent de nouveaux moyens d'existence et un moyen facile de disposer des produits de leur pêche ;

Il soit, en conséquence, résolu :

Que, sans se lier à accorder aucune subvention pour la construction de ce chemin de fer, cette Chambre est d'avis que sa construction serait grandement avantageuse à cette province et à la Puissance en général.

Et cette résolution étant mise aux voix, —elle est adoptée, *nemine contradicente*.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement ait été mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Lemieux,—la pétition de Laurent Gosselin et autres, de la paroisse de St-Henri de Lauzon, tous du comté de Lévis.

L'ordre du jour pour, que la Chambre se forme de nouveau en comité général sur le bill incorporant *The Royal Quebec Art Union Company*, étant lu ;

Ordonné, Que le dit ordre soit rescindé.

Ordonné, Que ce bill soit référé au comité permanent des ordres permanents, avec instruction de l'examiner, avec les amendements suivants, et d'en faire rapport :

1. Que les noms et qualités de Richard Turner, commerçant, et Lous Tourville, commerçant, de la cité de Montréal, soient biffés dans le préambule et remplacés à la place du premier, par " N. Faucher de Saint-Maurice, écuier, homme de lettres ; "

2. Que les sections 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 11 du bill No. 71, soient retranchés et remplacés par ce qui suit :

1. N. Faucher de Saint-Maurice, écr., homme de lettres ; Charles Langelier, écr., avocat, tous deux de la cité de Québec ; Clifton B. Corey, artiste, de Portsmouth, Virginie ; Alfred Mundel, artiste ; Jean Félix Marchand, gentilhomme ; John B. Stewart, gentilhomme ; Charles Greenwood, tous quatre de la cité de New-York, dans l'Etat de New-York, et autres personnes qu'ils s'adjoindront, sont, par le présent acte, autorisés à organiser et tenir des loteries, conformément à la loi en force en cette province, concernant les loteries ; l'organisation et les détails de chaque loterie étant sujets à l'approbation ou la désapprobation du Lieutenant-Gouverneur en conseil.

2. Le présent acte viendra en vigueur le jour de sa sanction.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, du 6 février 1890, pour copie de toute correspondance, rapports et autres documents se rapportant aux Isles de la Magdeleine et d'Anticosti. (*Documents de la session, No. 140c.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, du 20 février 1890, pour un état de tous les travaux d'impressions exécutés par J. J. Foote, ou dans l'établissement du *Morning Chronicle*, depuis le 1er février 1887, et du coût de ces impressions. (*Documents de la session, No. 167.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 7 mars 1890, demandant copie de l'ordre en conseil autorisant la remise de la balance due par la municipalité de St-Jean, Ile d'Orléans, au fonds d'emprunt municipal. (*Documents de la session, No. 168.*)

Sur motion de M. Hall, secondé par M. England,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état mentionnant les sommes payées, chaque année, depuis la Confédération, pour réparations au palais de justice de Montréal.

Sur motion de M. Champagne, secondé par M. Dumais,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200, payé sur le bill constituant en corporation la compagnie dite *People's Street Railway Company*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté par le comité des chemins de fer.

Sur motion de M. Tourigny, secondé par M. Martin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et les conseils municipaux des ville et paroisse de Nicolet, ou toute autre personne, au sujet de la construction d'un pont sur la rivière Nicolet, vis-à-vis la dite ville de Nicolet.

Sur motion de M. Picard, secondé par M. Lapointe,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé donnant : 1. La désignation des chemins et ponts de colonisation, dans chacun des comtés de Richmond et Wolfe, sur lesquels des travaux ont été faits, durant la saison dernière, à même les octrois de colonisation votés pour l'année fiscale de 1889 et 1890.

2. Les montants dépensés sur chacun des chemins, avec le nom des conducteurs des travaux.

3. Aussi, copie de toute demande d'argent, mémoire de distribution, recommandation, suggestion, et généralement toute correspondance quelconque en rapport avec les dits chemins de colonisation de Richmond et Wolfe.

Sur motion de M. David, secondé par M. Boyer,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200, payé sur le bill constituant en corporation l'Ecole vétérinaire française de Montréal, soit remis, moins le frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. LeBlanc, secondé par l'honorable M. Taillon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des listes de paie (*pay lists*), pour le comté de Joliette, à propos des travaux de colonisation pour 1887, 1888 et 1889 jusqu'à ce jour.

Sur motion de M. Picard, secondé par M. Desjardins,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la demande de J. B. Richard, arpenteur provincial, de Wotton, pour l'obtention de lettres patentes pour tous les lots de village contenus dans les 7ème, 8ème, 9ème, 10ème et 11ème rangs du village de Saint-Hippolyte, dans le canton de Wotton ; aussi copie de la décision et du rapport de l'honorable commissaire des terres sur le sujet.

Sur motion de M. Tourigny, secondé par M. Martin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances entre le gouvernement et aucune personne de la paroisse du Cap Santé, comté de Portneuf, ou d'ailleurs, relativement à l'allocation de \$250.00 pour la construction d'un bac sur la rivière Jacques-Cartier, entre le Cap-Santé et les Ecureuils.

Sur motion de M. LeBlanc, secondé par M. Tourigny,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant la nature et la quantité de bois coupé ou manufacturé par la société de MM. Martin & LeBel et Thomas LeBel, de Rimouski, depuis le mois de janvier 1887, et pour lequel des droits étaient payables à la Couronne, le montant payé par eux, ou aucun d'eux, pour droits de coupe, les montants réclamés par l'agent ou le département des terres de la Couronne ; avec, de plus, copie de tous comptes produits, des rapports faits, de tout billet promissoire qui a pu être donné en règlement de tous tels droits, et de toute autre correspondance se rapportant à tels sujets.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Robertson,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la requête de 1889, demandant un aide pour des travaux à faire à un pont sur la petite rivière au Renard, des instructions données à M. C. A. Lavergne, en la même année, au sujet de tels travaux, du rôle de paie et des rapports faits par ce conducteur, de tous les comptes et reçus produits, ainsi que de toute correspondance relativement à ce sujet.

Sur motion de M. Casgrain, secondé par M. Duplessis,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous rapports ou comptes rendus, concernant l'emploi par Mgr Guay, P. A., des sommes suivantes, savoir : \$2,000 pour aider à la construction d'un hôpital à Ristigouche, (comptes publics 1888, page 107), \$800 pour aider aux sauvages de Ristigouche, (comptes publics 1888, page 107.)

Sur motion de l'honorable M. Blanchet, secondé par l'honorable M. Taillon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance, mémoire adressée à l'honorable procureur-général, par le barreau de Québec, au sujet d'un octroi pour aider à la publication des décisions judiciaires.

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par M. Nantel,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité général pour considérer une résolution concernant les taux des péages sur les chemins à barrières de la rive sud, à Québec, en rapport avec le chemin conduisant à Beaumont

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Les taux de péages exigibles à la barrière St-Joseph, dans la paroisse de Saint-Joseph de Lévis, dans le comté de Lévis, sont réduits en proportion de la longueur du chemin, à partir du rivage du fleuve Saint-Laurent, vis-à-vis de Québec, à l'endroit appelé le "passage de Bégin", jusqu'à la paroisse de Beaumont, comté de Bellechasse, l'espace et distance de trois lieues et demie.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Nantel fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Nantel fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Les taux de péages exigibles à la barrière St-Joseph, dans la paroisse de Saint-Joseph de Lévis, dans le comté de Lévis, sont réduits en proportion de la longueur du chemin, à partir du rivage du fleuve Saint-Laurent, vis-à-vis de Québec, à l'endroit appelé le "passage de Bégin", jusqu'à la paroisse de Beaumont, comté de Bellechasse, l'espace et distance de trois lieues et demie.

Ordonné, Que la dite résolution soit lue la seconde fois à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Sur motion de M. Déchêne (L'Islet), secondé par M. Lemieux,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200, payé sur le bill constituant en corporation la Compagnie de conduits souterrains de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

Sur motion de M. Pilon, secondé par M. Cardin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous les documents sur lesquels sont appuyées les concessions suivantes, des terres de la Couronne, obtenues par Jacques Picard, député de Wolfe et Richmond :

		CONCESSIONS A JACQUES PICARD.	Acres.
1884			
Décembre	24.	Lot 3, rang 6, dans le canton de Ham.....	43
1882			
Mai	9.	$\frac{1}{2}$ et E. du lot 3, rang 10.....	100
1887			
Août	11.	$\frac{1}{2}$ et E. du lot 2, rang 8.....	82 $\frac{1}{2}$
1889			
Juin	16.	$\frac{3}{4}$ et E du lot 9, rang 6, Wotton.....	123 $\frac{3}{4}$
1884			
Janvier	29.	Lot 16 dans A, lot 15, 16, 17, 18, dans B.....	6
1885			
Mai	7.	Lot 33, 34, rang 6.....	100
1885			
Mai	7.	Lot 32, rang 6.....	50
1888			
Juin	14.	Lot 64, rang 7.....	50
1889			
Juillet	29.	Lot 45, rang 2.....	50
1889			
Août	9.	Lot 48, rang 7, dans St. Camille.....	50
1880			
Décembre	3.	Lot B, rang 9, dans le village de St. Hippolyte.....	48
1869			
Avril	8.	Lot 16, dans H. et 15 et 16 dans T.....	3
1885			
Mai	1.	Lots 13-14 dans 3 et 10-11, 12-13 et 14 dans 4.....	6
1889			
Août	9.	Lot 1, dans 1.....	17 $\frac{1}{2}$
"		Lot 1-2 dans 2.....	
"		Lot 1-2-3 et 6 dans 4.....	
"		Lot 1-2-3-6-7 et 8 dans 5.....	
"		Lot 1-2-3-4-5-6-7 et 8 dans 6.....	
			729 $\frac{3}{4}$

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous les documents sur lesquels sont appuyées les concessions suivantes, des terres de la Couronne, obtenues par les Messieurs Poupore, dans le comté de Pontiac :

CONCESSIONS A JOHN POUPORE.

			Acres.
1877			
Novembre	20	Lot 51, du rang 3 de l'Ile aux Allumettes.....	100
1874			
Janvier	12	Lot 5 dans 7 ^{me} du village de Chapeau.....	142-30
1869			
Septembre	4	Lot 36, rang 4 de Chichester.....	86
1874			
Mars	27	Partie en Pointe des lots 23-24 et 25-26 du rang 2 de Chichester	220
1874			
Mai	29	Lot 13, 14, 17, 27, 28, du rang 2 de Chichester.....	480
1875			
Juin	17	Lot 30, rang 6, Chichester.....	68
1878			
Janvier	24	Lot 19, 20, 21, du rang 9 de Chichester.....	258
1883			
Mai	14	Lot 18, rang 4 Chichester.....	86
1884			
Janvier	3	Lot 22, rang 1 Chichester.....	74
1871			
Mars	28	Partie du lot 15, rang 8 dans Sheen.....	30
1877			
Août	17	Lots 18, 19, rang 12, Sheen.....	216
			1760-30

CONCESSIONS A JOHN A. POUPORE.

			Acres.
1871			
Octobre	19	Lot 46, rang 2, Ile des Allumettes.....	117
1871			
Novembre	30	Lot 47, rang 2, Ile des Allumettes.....	106
			223 acres.

CONCESSIONS A WILLIAM POUPORE, PÈRE.

			Acres
1872			
Décembre	17	Lot 60, rang 2, Ile aux Allumettes.....	100
			100

CONCESSIONS A JOHN GEORGE B. POUPORE.

1874			Acres
Mai	28	Lot 17, rang est de l'Ile aux Allumettes.....	92
1878			195
Mars	7	Lots 27, 28, rang 6, Chichester.....	287

CONCESSIONS A WILLIAM J. POUPORE.

1884			Acres
Février	8	Lot 3, rang 1, Ile aux Allumettes.....	84
1877			
Août	30	Lot 30, rang 3, Chichester.....	86
1878			
Février	23	Lot 18, rang 2, Chichester.....	63
1886			
Novembre	23	Lot 22, rang 3, Chichester.....	65
1886			
Décembre	31	Lot 4, rang 3, Chichester.....	86
			384
1878			Acres
Février	24	Lot 21, rang 3, Chichester.....	86
			86

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,— copie de tous les documents sur lesquels sont appuyées les concessions suivantes des terres de la Couronne, obtenues par W. Owens, écuyer, dans le comté d'Argenteuil.

CONCESSIONS A W. OWENS.

1880			Acres.
Juin	23. ½	Nord du lot 10, rang 3 de l'augmentation de Sunville.....	100
1875			
Octobre	6.	Partie Est du lot 27, du rang 6 de Wentworth	100
1888			
Janvier	20.	Lot 34-35, du rang 2 d'Arundel.....	200
			400

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill amendant le Code de procédure civile relatif aux matières sommaires ; et après avoir

ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Rimouski) fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill amendant l'article 48 Victoria, chapitre 36, relatif à l'association pharmaceutique de la province de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. de Grosbois fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte amendant la loi de pharmacie de Québec."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par M. Lafontaine,

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité général pour prendre en considération une certaine résolution concernant le tarif des péages à être prélevés par les syndics des chemins à barrières de la rive nord, à Québec.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu, Qu'il est expédient et dans l'intérêt public de déclarer :

1. Que la cédule concernant le tarif des péages à être prélevés par les syndics des chemins à barrière de la rive nord, à Québec, soit celle décrétée par la loi 9 Vict., ch. 69 ;
2. Que l'obligation de commuer les péages soit celle décrétée par la loi 8 Victoria, chap. 55, s. 3 ;
3. Qu'il soit décrété qu'aucune barrière de péages ne soit érigée à l'entrée des chemins municipaux ;
4. Qu'il ne soit pas exigé de péages pour traverser le pont Montmorency.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Déchène (l'Islet) fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Déchène (l'Islet) fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'il est expédient et dans l'intérêt public de déclarer :

1. Que la cédule concernant le tarif des péages à être prélevés par les syndics des chemins à barrière de la rive nord, à Québec, soit celle décrétée par la loi 9 Victoria chap. 69 ;

2. Que l'obligation de commuer les péages soit celle décrétée par la loi 8 Victoria, chap. 55, s. 3 ;

3. Qu'il soit décrété qu'aucune barrière de péages ne soit érigée à l'entrée des chemins municipaux ;

4. Qu'il ne soit pas exigé de péages pour traverser le pont Montmorency.

Et la question étant proposée, — Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ;

M. Tessier (Rimouski) propose, comme amendement, secondé par M. Tessier (Portneuf), — que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " dans trois mois à dater d'aujourd'hui " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR

Messieurs

Baldwin,
Beauchamp,
Bisson,
Blanchet,
Boyer,
Cardin,
Champagne,
De Grosbois,

Dumaïs,
Duplessis,
England,
Flynn,
Forest,
Gagnon,
Hall,
Lussier,

Martin,
Murphy,
Nantel,
Owens,
Pelletier,
Picard,
Pilon,

Poupore,
Robertson,
Rocheleau,
Taillon,
Tessier (Rimouski),
Tourigny et
Trudel—30.

CONTRE :

Messieurs

Bernatchez,
Casgrain,
Desjardins,

Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,

Lemieux,
Mercier,
Morin,

Rinfret,
Shehyn et
Turcotte—11.

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement,

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,

Ordonné, Que la dite résolution soit lue la seconde fois dans trois mois à dater d'aujourd'hui.

Le bill pour amender l'article 3026 des Statuts refondus de la province de Québec, est, en conformité de l'ordre, lu la deuxième fois et renvoyé à un comité de tout la Chambre, pour demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour rendre général le mode de tenir les index aux immeubles, introduit par la loi relative à l'inspection des bureaux d'enregistrement, étant lu ;

M. Lussier propose, secondé par M. Bernatchez, — Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin ;

Mardi, 11 mars 1890.

Et la question étant alors mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Tessier (Rimouski) et</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Trudel—15.</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Rocheleau,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>England,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice.</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tourigny et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Turcotte—24.</i>
<i>Desjardins,</i>			

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill concernant le droit de voter, la préparation des listes électorales, et pour amender la formule du serment, étant lu ;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par M. Trudel,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et un débat s'en suivant ;

M. Faucher de Saint-Maurice propose, secondé par M. Nantel,—Que le débat soit ajourné,—et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>England,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Tourigny—15.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Bisson,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Rocheleau,</i>	<i>Turcotte—22</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Morin,</i>		

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Alors la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la première séance aujourd'hui.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender l'article 1997 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant l'élection des commissaires et syndics d'écoles, étant lu ;

M. Gladu propose, secondé par M. Pilon,—et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la prochaine séance, aujourd'hui.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la seconde fois et renvoyés à un comité de toute la Chambre, pour la prochaine séance, aujourd'hui :

Bill pour amender l'article 1618 des Statuts refondus de la province de Québec.

Et bill pour amender les articles 621, 624 et 631 du Code de procédure civile.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant la loi des licences de Québec, étant lu ;

M. Hall propose, secondé par M. England, que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la prochaine séance, aujourd'hui.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill relatif à l'érection civile des paroisses, en cette province, étant lu ;

M. Pilon propose, secondé par M. Bisson,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender la 32e Vict., chap. 16, s. 33, concernant l'éducation dans la cité de Montréal, étant lu ;

M. Hall propose, secondé par M. England,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Mardi, 11 mars 1890.

3 heures P. M.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue :

De la Corporation des pilotes de Québec ; demandant que le bill pour amender les actes relatifs à la corporation des chemins à barrières de la rive nord, à Québec, ne devienne pas loi.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : "Acte amendant et consolidant les actes d'incorporation de la ville de Terrebonne," pour lequel il demande le concours de la Chambre.

Sur motion de M. Nantel, secondé par M. Faucher de Saint-Maurice,

Ordonné, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : "Acte amendant et consolidant les actes d'incorporation de la ville de Terrebonne," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé au comité permanent des divers bills privés.

Ordonné, Que la 60ième règle de cette Chambre soit suspendue en autant qu'elle se rapporte à ce bill.

Ordonné, Que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill pour amender l'article 3414 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Ordonné, Que l'honorable M. Flynn, ait la permission de présenter un bill amendant la loi des chemins de fer.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Qu'à partir de jeudi prochain, le 13 courant, inclusivement, il y ait chaque jour trois séances distinctes ; la première commençant à 11 heures de l'avant-midi et finissant à une heure de l'après-midi, la seconde commençant à 3 heures P. M. et finissant à 6 heures P. M., et la troisième commençant à 7½ heures P. M. et allant jusqu'à l'ajournement.

Et un débat s'en suivant ;

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 mars 1890, pour un état indiquant la distribution, par comtés, de la somme de \$100,000 pour chemins de colonisation, mentionnée à la page 7 de l'état des recettes et paiements du 1er juillet jusqu'au 31 décembre 1889, avec mention de toutes parties de cette somme employées pour inspections, visites ou explorations, et les détails de ces dernières dépenses. (*Documents de la session, No. 169.*)

Aussi, la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 mars 1890, pour copies de toutes correspondances, échangées entre le gouvernement, ou l'un de ses membres, et Sydney A. Fisher, M. P., du comté de Brome, ou autres personnes, pendant l'année 1889, au sujet de subventions accordées pour l'entretien des routes du comté de Brome. (*Documents de la session, No. 170.*)

L'ordre du jour étant lu pour la considération ultérieure de certaines résolutions, rapportées du comité de toute la Chambre vendredi, le 7 mars courant, concernant les droits de pêches.

Les dites résolutions sont alors adoptées, *nemine contradicente*.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, nemine contradicente, Que copie de ces résolutions soient transmises, de la manière ordinaire, aux autorités fédérales, aux Lieutenants-Gouverneurs et aux Conseils Exécutifs de chaque province de la Confédération.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender la loi des licences de Québec, concernant le droit sur le prix de vente à l'encan ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill concernant l'augmentation de la représentation, à l'Assemblée législative, dans les divisions électorales de Montréal-Ouest, Montréal-Centre, Montréal-Est, Québec-Est, Drummond et Arthabaska, Rimouski, Chicoutimi et Saguenay, étant lu ;

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Shehyn,—et la question étant mise aux voix,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Hall fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 7.30 P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 mars 1890, pour un état détaillé des montants payés à même l'item \$4,462.30 aux manufactures de beurre et de fromage, tel que mentionné à la page 7 de l'état des recettes et paiements, depuis le 1er juillet au 31 décembre 1889, produit devant cette Chambre. (*Documents de la session, No. 171.*)

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits en comité général au bill, concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative dans les divisions électorales de Montréal-Ouest, Montréal-Centre, Montréal-Est, Québec-Est, Drummond et Arthabaska, Rimouski, Chicoutimi et Saguenay, étant lu ;

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Shehyn, Que les dits amendements soient maintenant lus la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dits amendements ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Et la question étant proposée,—Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. Taillon propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Robertson, Que tous les mots après "maintenant" soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots : "renvoyé à un comité général de cette Chambre avec instructions de l'amender comme suit :

1. En retranchant les mots "depuis et après la fin de la présente session de cette Législature" au commencement du premier article, et en les remplaçant par les mots : "à l'avenir."

2. En retranchant, dans le 3e article, les mots "advenant la nécessité d'une élection, soit par décès, résignation ou dissolution, ou toute autre cause", et en ajoutant, après cet article, les mots suivants : "nonobstant ce qui précède, la représentation de ces districts électoraux ne sera pas changée avant la fin de la présente Législature, excepté dans les cas où il surviendrait une vacance."

3. En divisant le comté de Rimouski avec les mêmes limites que pour les fins d'enregistrement.

4. En mettant le quartier Est de la division No. 3 de Montréal avec le quartier St-Louis.

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Baldwin,	England,	McIntosh,	Poupore,
Beauchamp,	Flynn,	Nantel,	Spencer,
Casgrain,	Lapointe,	Owens,	Taillon et
Desjardins,	LeBlanc,	Picard,	Tourigny—18.
Duplessis,	Martin,		

CONTRE :

Messieurs

Bernatchez,	Dumais,	Lemieux,	Rinfret,
Boyer,	Duhamel,	Legriss,	Robidoux,
Cardin,	Forest,	McShane,	Rocheleau,
Champagne,	Gagnon,	Mercier,	Shehyn,
David,	Gladu,	Morin,	Tessier (Portneuf),
Déchêne (l'Islet),	Goyette,	Murphy,	Tessier (Rimouski),
DeGrosbois,	Lafontaine,	Pelletier,	et Trudel—31.
Dostaler,	Laliberté,	Pilon,	

Ainsi, il est résolu négativement.

Et la question étant de nouveau proposée, Que le Bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. Gagnon propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Duhamel.—Que tous les mots après "maintenant" soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots "renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instructions de remplacer la section 4 par la suivante :

4° Les articles 60, 64, 90, 91, 92 et 93 des Statuts refondus de la province de Québec, sont amendés en conséquence des modifications susdites ; et, de plus, les articles 72, 73, 1618 et 6225 de dits Statuts refondus sont aussi amendés, mais quant aux comtés de Chicoutimi et du Lac St. Jean seulement.

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. David fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à prendre le dit bill en considération.

Et la question étant proposée, — Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Casgrain propose, comme amendement, secondé par M. LeBlanc, — Que tous les mots après "maintenant" soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "renvoyé de nouveau à un comité général de la Chambre avec instructions de l'amender comme suit :

1. En retranchant les mots, "session de cette", dans la première ligne du premier article ;

2. En retranchant les mots "advenant la nécessité d'une élection, soit par décès, résignation ou dissolution, ou toute autre cause," dans le 3ème article."

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, il sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Baldwin,	England,	LeBlanc,	Picard,
Beauchamp,	Faucher de Saint-	Martin,	Poupore,
Casgrain,	Maurice,	McIntosh,	Spencer,
Dejardins,	Flynn,	Nantel,	Taillon et
Duplessis,	Lapointe,	Owens,	Tourigny—19.

CONTRE :

Messieurs

Bernatchez,	Dostaler,	LaLiberté,	Rinfret,
Bisson,	Dumais,	Lennieux,	Robidoux,
Boyer,	Duhamel,	Legris,	Rocheleau,
Cardin,	Forest,	Mercier,	Shehyn,
Champagne,	Gagnon,	Morin,	Tessier (Portneuf),
David,	Gladu,	Murphy,	Tessier (Rimouski) et
Déchêne (l'Islet),	Goyette,	Pelletier,	Trudel—31.
De Grosbois,	Lafontaine,	Pilon,	

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Pierre Evariste LeBlanc, député à l'Assemblée législative de la province de Québec pour le district électoral de Laval, se lève de son siège fait la déclaration suivante :

Que, dans le mois de septembre 1887, Francis Gourdeau, de la cité d'Ottawa, comptable au département de la marine, fit savoir à Owen Murphy, écuyer, de la cité de Québec, député pour le district électoral de Québec-Ouest, qu'une certaine propriété, située près de la ville de Hull, sur la rivière Ottawa, dans la province de Québec, et appartenant à la Couronne, pourrait être acquise à bas prix du gouvernement de la province de Québec et revendue à profit ;

Que, dans le dit temps, le dit Gourdeau demanda au dit Murphy s'il était disposé à s'en rendre acquéreur, en société avec lui le dit Gourdeau, avec la stipulation expresse que chaque partie aurait la moitié des profits à être réalisés ;

Que, dans le dit mois de septembre 1887, le dit Owen Murphy répondit par télégramme au dit Gourdeau de commencer immédiatement les négociations ;

Qu'après avoir localisé la dite propriété, le dit Owen Murphy s'adressa au département des terres de la Couronne pour s'en faire octroyer la patente ;

Que, pour faire la dite demande au département des terres de la Couronne, le dit Owen Murphy se servit de l'intermédiaire d'un nommé George N. Rowe ;

Que, dans le dit mois de septembre 1887, L. L. Rivard, surintendant du domaine de la Couronne, fut chargé par le département des terres de la Couronne, de faire l'évaluation de la dite propriété connue sous le nom de "Table Rock" et de faire un rapport ;

Que le dit L. L. Rivard, après avoir visité la dite propriété, fit le rapport suivant :

" Québec, 28 septembre 1887.

„ Honorable P. Garneau C. T. C.

" Monsieur,

" Sur l'ordre que vous m'en avez donné, je me suis transporté mardi, le vingt du courant, dans la ville de Hull, où, en compagnie de M. Farley, l'agent des terres du lieu, j'ai fait un examen minutieux d'une propriété appartenant au gouvernement de la province de Québec, connue sous le nom de "Table Rock," faisant partie du lit de la rivière Ottawa, près de la chute de la Chaudière, à l'ouest du pont suspendu (Chaudière suspended bridge) ; de laquelle propriété qui contiendrait environ 300 pieds sur 500, M. Geo. N. Rowe désire faire l'acquisition, comme il appert par sa lettre du seize courant.

" Sans entrer dans de longs détails, je puis dire, ce que personne n'ignore d'ailleurs, que tout terrain qui, en cet endroit peut être utilisé comme site de moulin, est d'une valeur considérable, vu l'immense pouvoir d'eau offert par la chute de la Chaudière ; témoins les nombreuses, grandes et prospères scieries, usines et manufactures qui couvrent les deux côtés de la rivière, c'est-à-dire tant du côté de Hull que de celui d'Ottawa.

" Le "Table Rock," offre d'immenses avantages pour l'exploitation du pouvoir d'eau produit par la chute en question, et n'est pas en conséquence d'une médiocre valeur.

" Je sais bien que la valeur intrinsèque de ce lot, qui à vrai dire, n'est qu'un simple rocher, est nulle, mais vu la position de cette propriété, je crois devoir l'assimiler quant à la valeur réelle, aux lots de grève ordinaire que l'on vend pour la construction des quais, lesquels ne doivent leur vraie valeur qu'à leur position relative, eu égard aux avantages qu'ils offrent pour la navigation et le commerce. Or, un lot de grève bien situé n'est pas évalué à moins de quatre cents le pied ; à mon avis, le "Table Rock" ne vaut pas moins.

" Humblement soumis,

" (Signé)

L. L. RIVARD,

" Sur. D. C."

" P. S. Je ne crois pas hors de propos d'attirer l'attention du département sur un fait que j'ai déjà eu l'honneur de lui signaler dans mon rapport du 31 octobre 1882,

“ savoir : Les propriétaires des scieries, usines, manufactures, qui existent sur les bords de la rivière d'Ottawa, du côté nord dans la ville de Hull, occupent depuis longtemps des terrains qui font partie du lit de la rivière, et appartiennent par conséquent au gouvernement de cette province ; les quais, digues, dalles et autres constructions qui dépendent de ces moulins, se projetant et empiétant largement sur le domaine de la Couronne sans titres aucuns. Ne serait-il pas à propos de s'occuper de cette question ?

“ (Signé) L. L. RIVARD.

“ Vraie copie.

“ D. B.

“ L. D. ”

Que la superficie réelle de la dite propriété est de 194,000 pieds, tel qu'il appert par une lettre du dit L. L. Rivard, en date du 25 novembre 1887, ce qui, à raison de quatre cents du pied, donne à la dite propriété une valeur de \$7,776.00 ;

Que, dans le mois de septembre 1887, l'honorable P. Garneau était commissaire des terres de la Couronne ;

Que, vers le mois d'octobre 1887, le dit honorable P. Garneau partit pour l'Europe, que pendant son absence, l'honorable Arthur Turcotte, maintenant procureur général de cette province, a agi comme commissaire des terres de la Couronne ;

Que, sur les instances du dit Owen Murphy, le dit honorable Arthur Turcotte fit faire, le ou vers le cinq novembre 1887, une nouvelle évaluation par un nommé Joseph Rosa, ingénieur civil, lequel, sans visiter les lieux, fit le rapport suivant :

“ Québec, 5 novembre 1887.

“ E. E. Taché, Ecr.,

“ député ministre,

“ Ministère des terres de la Couronne de la province de Québec.

“ Monsieur,

“ En réponse à votre demande concernant la valeur de la propriété connue sous le nom de “ Table Rock,” située dans le lit de la rivière d'Ottawa, au-dessus de la chute de la Chaudière, à l'ouest du pont suspendu &c., j'ai l'honneur de vous faire rapport qu'après avoir pris connaissance des documents et examiné le plan que vous m'avez soumis &c., vu les travaux considérables qu'il faut faire pour construire un moulin, une usine ou manufacture, parce que ce rocher est couvert de plusieurs pieds d'eau le printemps, et qu'alors le courant y est très-fort par sa proximité de la chute, &c., dans mon humble opinion, le terrain désigné sur le plan que vous m'avez transmis et marqué A. B. C. D. E. et F. au crayon vaut de deux à deux cents et demi le pied en superficie, de \$3,000.00 à \$3 750.00, le tout, vu sa position et les travaux à faire et leur entretien.....

“ Humblement soumis,

“ J'ai l'honneur d'être,

“ Monsieur,

“ Votre humble serviteur,

“ (signé) JOSEPH ROSA,

“ I. C.

Que, le ou vers le 10 janvier 1888, le dit Owen Murphy obtint et fit émaner au nom du dit George N. Rowe, une patente pour la dite propriété connue sous le nom de Table Rock ; "

Que le prix stipulé dans la dite patente était de \$3,000, payables par versements annuels de \$600, plus \$100 pour la patente ;

Que, subséquemment, le dit Owen Murphy se rendit en la cité d'Ottawa pour visiter la dite propriété ;

Que, lors de sa dite visite à Ottawa et subséquemment à Québec, le dit Owen Murphy déclara qu'il avait été obligé de payer, comme bonus pour obtenir la dite patente, et en sus des \$3,000 stipulées, comme prix de vente, une autre somme de \$3,000 et fit comprendre au dit Gourdeau que le dit bonus avait été payé au dit honorable Arthur Turcotte ;

Que, subséquemment un nommé Bate offrit au dit Owen Murphy de se rendre acquéreur de la dite propriété pour le prix de \$6,000, ce que le dit Owen Murphy refusa ;

Que, dans le mois de septembre 1888, le dit Francis Gourdeau trouva un acquéreur pour la dite propriété au prix de \$12,000 et en fit part au dit Owen Murphy, et que, le ou vers le 12 septembre 1888, le dit Murphy, en la cité de Montréal, vendit la dite propriété à un nommé Hurdman pour la dite somme de \$12,000 payables comptant ;

Que, sous prétexte que le dit Owen Murphy avait été obligé de payer le dit bonus de \$3,000, pour l'obtention de la dite patente et malgré les conventions faites en septembre 1887, en vertu desquelles le dit Francis Gourdeau devait avoir la moitié des profits réalisés, le dit Owen Murphy ne voulut allouer et remettre au dit Francis Gourdeau qu'une somme de \$1,900.

Que, subséquemment, en janvier 1889, le dit Francis Gourdeau ayant appris des diverses personnes que le dit Owen Murphy n'avait pas payé le dit bonus de \$3,000, menaça le dit Owen Murphy de poursuites judiciaires pour se faire remettre la balance de la part à lui revenant ;

Que, sur les entrefaites, le ou vers le 7 mars 1889, le dit Owen Murphy fit remettre au dit Francis Gourdeau la somme de \$1,000, à deux conditions : 1. Que lui Gourdeau remit au dit Murphy toute correspondance échangée entre eux au sujet de l'achat de la dite propriété ; et 2. Que le dit Gourdeau signât un écrit déclarant que le dit Murphy ne lui avait jamais dit qu'il avait été obligé de payer le dit bonus de \$3,000 à l'honorable Arthur Turcotte ;

Que, quoique protestant que le dit Murphy lui avait déclaré tant verbalement que par écrit, à maintes reprises, qu'il avait été obligé de payer le dit bonus, le dit Gourdeau signa le dit écrit, remit au dit Murphy toute la correspondance et reçut la dite somme de \$1,000 ;

Que la dite propriété connue sous le nom de " Table Rock, " était, lors des faits plus haut récités, et est encore d'une valeur dépassant de beaucoup le prix mentionné dans la patente, savoir : d'une valeur d'au moins \$30,000 ;

Que le dit P. Ev. LeBlanc déclare de plus qu'il est informé d'une manière croyable et se croit sincèrement en état d'établir que le dit Owen Murphy a profité de sa position de membre de cette Chambre et de son influence auprès du dit honorable Arthur Turcotte, pour se faire concéder sous le nom de George N. Rowe, pour la somme de \$3,000, une propriété appartenant à la Couronne d'une valeur beaucoup plus grande, faisant ainsi perdre à la Couronne une somme considérable ;

Que le dit Owen Murphy a déclaré que, pour obtenir la dite patente ou le dit octroi, il avait été obligé de payer à un des membres de l'Exécutif de cette province un bonus de \$3,000 ; que si la déclaration du dit Owen Murphy, qu'il avait été obligé de payer le dit bonus est fausse, une telle conduite le rendrait indigne de siéger en cette Chambre, tandis que si elle est vraie, elle rendrait les deux députés savoir : le dit honorable Arthur Turcotte et le dit Owen Murphy indignes de siéger en cette Chambre et que, dans toute cette affaire, les intérêts de la province ont été sacrifiés.

En conséquence ayant fait la déclaration qui précède, je propose qu'il soit résolu :

Que, dans l'intérêt public et celui du bon gouvernement et de la dignité de cette province, il est nécessaire de s'enquérir de ces faits ; et que, en conséquence, il soit nommé un comité spécial de cinq membres de cette Chambre pour s'enquérir et faire rapport sur les diverses matières contenues et alléguées dans la susdite déclaration, avec pouvoir d'envoyer quérir personnes et papiers, de prendre les témoignages sous serment et par écrit.

L'honorable M. Gagnon soulève une question d'ordre, prétendant que la déclaration du député de Laval ne comporte pas une question de privilège et n'a pas préséance sur l'ordre du jour.

M. l'Orateur décide comme suit :

La déclaration de M. LeBlanc comporte :

“ Qu'il est informé d'une manière croyable et se croit sincèrement en état d'établir que le dit Owen Murphy a profité de sa position de membre de cette Chambre et de son influence auprès du dit honorable Arthur Turcotte pour se faire concéder, sous le nom de George N. Rowe, pour la somme de \$3,000.00, une propriété appartenant à la Couronne d'une valeur beaucoup plus grande, faisant ainsi perdre à la Couronne une somme considérable ;

Que le dit Owen Murphy a déclaré que, pour obtenir la dite patente, ou le dit octroi, qu'il avait été obligé de payer à un des membres de l'Exécutif de cette province un bonus de \$3,000 ; que si la déclaration du dit Owen Murphy, qu'il avait été obligé de payer le dit bonus est fausse, une telle conduite le rendrait indigne de siéger en cette Chambre, tandis que si elle est vraie, elle rendrait les deux députés, savoir : le dit honorable Arthur Turcotte et le dit Owen Murphy indignes de siéger en cette Chambre, et que, dans toute cette affaire, les intérêts de la province ont été sacrifiés.”

Les questions de privilège ont des caractères divers ; mais on peut dire, en termes généraux, qu'elles se rapportent aux matières affectant les droits et immunités de la Chambre, collectivement, ou des membres en leur qualité de représentants. (Bourinot 316.)

Mais pour qu'elles aient préséance sur les ordres du jour, il faut qu'elles se rapportent à quelque événement d'une occurrence récente, touchant directement aux privilèges de la Chambre, et demandant son interposition immédiate. (May, édition 1883, page 288.)

La question actuelle n'est pas de cette nature ; elle porte sur des faits survenus en dehors de l'enceinte législative, connus du public et de la Chambre, depuis plus d'un an, et dont celle-ci s'est déjà occupée durant la dernière session ; elle est donc de cette classe de questions réputées d'une nature douteuse, quant à leur caractère de questions de privilège et quant à leur droit de priorité sur les ordres du jour. Mais comme elle est destinée à affecter la bonne réputation d'un député, la Chambre peut s'en occuper immédiatement, si elle en manifeste l'intention. (May, édition 1883, pages 290 et 291.)

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mercredi matin ;

Mercredi, 12 mars 1890.

L'honorable M. Taillon propose, secondé par l'honorable M. Flynn,—Que, vû l'urgence, la Chambre s'occupe immédiatement de cette affaire ; et cette motion étant mise aux voix ; la Chambre se divise et les noms étant demandés, il sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Baldwin,	England,	Martin,	Poupore,
Beauchamp,	Flynn,	McIntosh,	Spencer,
Casgrain,	Lapointe,	Nantel,	Taillon et
Desjardins,	LeBlanc,	Picard,	Tourigny—17.
Duplessis,			

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumaïs,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Dukamel,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>David,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski) et</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Trudel—30.</i>
<i>Dostaler,</i>	<i>Laliberté,</i>		

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : "Acte pour annexer au comté de Rouville, à toutes fins quelconques, cette partie de la paroisse de Saint-Damase, dans le comté de Saint-Hyacinthe, qui a été annexée à la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, dans le comté de Rouville," sans amendement.

Et aussi le Conseil législatif a passé le bill intitulé : "Acte constituant la ville de la Côte Saint-Louis en corporation," avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Acte constituant la ville de la Côte Saint-Louis en corporation," lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois demain.

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente-deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspection des écoles ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour appliquer les dispositions de la loi touchant les manufactures, 48 Vic., ch. 32 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture et de pomologie, Montréal, 41 Vic., ch. 5 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Conseil d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Journaux d'agriculture, anglais et français ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille quatre cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Ecoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Ecoles d'agriculture, pour payer le travail des élèves ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide aux Ecoles de médecine vétérinaires ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la " Gazette des Campagnes ; " pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des beurreries et fromageries ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Association laitière de la province de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour régler la balance de tous comptes du nouveau palais de justice, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Et la première résolution et les suivantes jusqu'à la onzième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La douzième résolution étant lue la seconde fois, et la question étant mise aux voix, — Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise et la préposition est résolue affirmativement.

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager la culture des arbres fruitiers et de la vigne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de conférences sur l'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Livre d'or ou *Herd Book* canadien, pour défrayer les dépenses du bureau concernant cet objet, l'impression des bulletins etc., et le traitement du médecin vétérinaire ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société d'horticulture, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme aide au comité permanent des expositions ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour vaccin ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Commission d'hygiène, en vertu de l'acte 49-50 Vict., chap. 38 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des bureaux d'immigration à Montréal et à Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'immigration des cultivateurs français et anglais ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de repatriement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la Société des Dames protectrices des é migrants, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, et sont adoptées.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Mercredi, 12 mars 1890.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue :

De Laurent Gosselin et autres, de la paroisse de St-Henri de Lauzon, censitaires de la seigneurie de Lauzon ; demandant une réduction des rentes seigneuriales.

M. Boyer, du comité permanent des ordres permanents, présente à la Chambre le dixième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité, suivant l'ordre de référence de votre honorable Chambre, en date du 10 mars courant, 1890, a examiné le bill constituant en corporation "*The Royal Quebec Art Union Company*," avec les amendements proposés en Chambre par l'honorable Secrétaire-provincial, et trouve que l'addition, dans le préambule du bill, d'une ou de plusieurs personnes qui ne sont pas pétitionnaires, sera un précédent dangereux ; et, attendu qu'il n'a été fait aucune preuve, devant votre comité, que cette addition d'une de ces personnes serait acceptée par tous les pétitionnaires, en conséquence votre comité est d'opinion qu'il ne peut pas recommander l'adoption de ce projet de loi.

M. Lafontaine, du comité permanent des divers bills privés, présente à la Chambre le dix-neuvième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill du Conseil législatif, intitulé : "Acte amendant et refondant les lois organiques de la Corporation de la ville de Terrebonne," et a l'honneur de rapporter le dit bill, avec certains amendements, qu'il soumet à la considération de votre honorable Chambre.

Votre comité a l'honneur de présenter à votre honorable Chambre, un mémoire qui lui a été adressé par Léon Lofrain écr., un des réviseurs des bills privés. (Voir *Appendice No. 1.*)

M. Robidoux, du comité permanent de législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné le bill suivant, qu'il soumet, sans amendement :

Bill pour amender le Code de procédure civile.

Votre comité a aussi examiné le bill suivant, qu'il rapporte, avec amendement :

Bill pour amender l'article 5814 des Statuts refondus de la province de Québec, ayant rapport aux ventes de créances et droits d'actions.

Votre comité a de plus examiné le bill suivant, qu'il a renvoyé :

Bill amendant le code civil du Bas-Canada.

Ordonné, Que M. Bernatchez ait la permission de présenter un bill pour amender l'article 47 Vict., chap. 82, relatif aux chemins à barrières dans le voisinage de la cité de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

Ordonné, Que M. Nantel ait la permission de présenter un bill concernant les emprunts.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 17 février 1890, pour un tableau indiquant : 1. Le nombre actuel des surintendants gardes-forestiers et des gardes-forestiers,

2. Le nombre de ceux employés par le gouvernement précédent.

3. Les noms des gardes-forestiers ou surintendants gardes-forestiers indiqués dans le rapport mis devant cette Chambre, ceux des nouveaux employés ou des employés en remplacement d'autres, dont les services n'étaient plus requis.

4. Les noms des gardes-forestiers remplacés depuis 1887. (*Documents de la session, No. 172.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 mars 1890, pour une copie de la preuve prise par M. Aylen, commissaire enquêteur, *re. Langis et al.*, et A. P. Garon, magistrats de district, de Rimouski. (*Documents de la session, No. 173.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 10 mars 1890, pour une copie de la demande de J. B. Richard, arpenteur provincial, de Wotton, pour l'obtention de lettres patentes pour tous les lots de village contenus dans les 7ème, 8ème, 9ème, 10ème et 11ème rangs du village de Saint Hippolyte, dans le canton de Wotton ; aussi copie de la décision et du rapport de l'honorable Commissaire des terres sur ce sujet. (*Documents de la session, No. 174.*)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Flynn,—Le gouvernement a-t-il l'intention de déposer, sur le bureau de cette Chambre, une réponse à l'adresse du 20 mars 1889, touchant les lettres de crédit ?

Si oui, quand ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—Oui.

Par M. Tourigny,—A-t-il été demandé des soumissions pour l'achat des matériaux employés dans la construction des ponts métallurgiques ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—Oui.

Par l'honorable M. Taillon,—1. Est-il vrai que le gouvernement a accordé, récemment, un octroi à la Société d'agriculture du comté de Saint-Jean ?

2. Si oui, comment et quel montant ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—1. J'ai fait une telle promesse ; 2. La somme promise est de \$1,000 pour une exposition régionale, dans le district d'Iberville, à être tenue l'automne prochain, suivant les règlements du département de l'agriculture.

Par M. Nantel,—Est-il vrai, qu'au dernier terme de la cour criminelle, à Sherbrooke, il n'y avait pas de fonds pour payer les témoins, ni pour subvenir aux autres frais de l'administration de la justice ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Non, il y avait des fonds.

Par M. Nantel,—Est-il vrai que le procès Lamontagne, à Sherbrooke, vient d'être renvoyé au prochain terme de la cour criminelle ?

2. Si oui, pour quelle raison, à la demande de qui ?

3. Est-il vrai que tous les témoins avaient été assignés ?

4. Combien de témoins avaient été assignés, et s'étaient rendus en cour ?

5. Combien de fois déjà ce procès a-t-il été ajourné ?

6. Quels sont les frais occasionnés, à la Couronne, par chacun de ces ajournements ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—1. La cour a été ajournée, au mois de juin, à la demande de la Couronne.

2. Parce que le principal témoin est absent.

3. Non, aucun témoin n'a été assigné.

4. Les témoins se sont rendus à la cour par suite d'un ordre du juge, donné le 7 janvier dernier, leur enjoignant d'être présents au terme de mars.

5. Trois fois.

6. Ceci devrait faire le sujet d'un ordre de la Chambre.

Par M. McIntosh,—1. A-t-il été payé à M. J. A. Langlais, libraire, de Québec, quelque somme, ou lui a-t-il été donné quelque lettre de crédit, lettre de département ou autre reconnaissance, par le gouvernement ou un département, depuis le 1er novembre dernier (1889)?

2. Si oui, quelle somme, ou pour quel montant?

3. Pourquoi?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—1. Oui, par le département des travaux publics.

2. Il a été payé à M. Langlais \$39.90, et il lui a été remis un compte approuvé pour \$210.51.

3. Le premier montant pour charnières à ressort brevetées; le deuxième montant pour papeterie.

Par M. Duplessis,—Est-il vrai que le gouvernement a donné l'ordre de suspendre une poursuite prise contre Louis Pelletier, de St. Ulric, (Rivière Blanche) pour vente de boissons sans licence?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—Sur la demande du député du comté, la poursuite a été suspendue en attendant le rapport du percepteur du revenu dans cette cause.

Par M. Duplessis,—1. Quelles sommes ont été payées pour la construction du pont Garneau et pour les travaux qui en dépendent, par la société constituée par lettres patentes, pour la construction de ce pont, et par les municipalités de St-Romuald et de St-Nicolas?

2. Y a-t-il d'autres personnes ou d'autres corporations qui aient contribué à la construction de ce pont?

3. Si oui, lesquelles et combien?

4. A qui ce pont appartient-il?

5. Qui devra l'entretenir?

6. Sera-ce un pont libre?

7. Si non, qui fera le tarif et quels seront les taux de péage?

8. A-t-il été demandé des soumissions pour le contrat concernant les travaux dans la côte qui conduit au pont?

9. Est-il vrai, et si oui, est-il à la connaissance du gouvernement que ceux qui avaient entrepris les travaux de la côte aient cédé leur contrat à des sous-entrepreneurs pour un prix inférieur, de deux mille piastres, au prix du contrat principal?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—1. Rien.

2. Non.

3. Non.

4. Au gouvernement, jusqu'à ce qu'il ait été transféré aux municipalités intéressées,
5. Les municipalités.
6. Oui.
7. Oui.
8. Non.
9. Le gouvernement n'a reçu aucune information dans ce sens.

Par M. Beauchamp,—Est-il vrai que le gouvernement a donné l'ordre de suspendre la procédure dans une action prise par le percepteur du revenu, division No. 1 de Rimouski, contre J. E. Larivée, de Notre-Dame de l'Assomption de McNider, pour vente de boissons sans licence.

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—La réponse à cette interpellation se trouve dans le rapport demandé par un ordre de la Chambre, en date du 1er mars, et qui a été mis devant cette Chambre le 4 mars courant.

Par M. Nantel,—Le gouvernement se propose-t-il de tenir une enquête sur la conduite de M. Nathaniel Lebel, agent des terres de la Couronne, pour l'agence de Grandville?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—Pas avant qu'il y ait de plainte contre son administration.

Par M. Duplessis,—M. C. A. Lebel a-t-il été employé par le gouvernement depuis le mois de janvier 1888?

2. Si oui, quelle a été la nature de la charge ou mission qui lui a été confiée?
3. Le gouvernement lui a-t-il payé aucune somme d'argent depuis cette date?
4. Si oui, combien, ou pour quelle cause ou raison?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—1. Oui.

2. Le 6 septembre 1888, M. C. A. Lebel a été chargé de visiter les travaux exécutés par le gouvernement durant les années précédentes sur les Iles de la Magdeleine. Il devait aussi s'enquérir des besoins des habitants de ces Iles et de leur état de prospérité, des travaux de ponts et de chemins qu'il pouvait être urgent de faire pour venir en aide à cette population. Le 22 juin 1889, M. Lebel a été nommé avec M. W. Kirwin, commissaire pour s'enquérir de la qualité du sol des Iles de la Magdeleine et d'Anticosti, du genre de culture qui s'y adopterait le mieux, et quels avantages elles pourraient procurer aux personnes qui voudraient s'y livrer à l'agriculture, à la pêche, au commerce de bois ou à d'autres genres d'industrie. M. Lebel a visité l'Ile d'Anticosti et M. Kirwin les Iles de la Magdeleine.

3. Oui.

4. \$531.00 pour la première mission, \$774.00 pour la dernière; le tout à raison de \$5.00 par jour de salaire et de \$4.00 par jour pour les dépenses de voyages et autres.

Par M. Lapointe,—1. Combien de fois Isidore Brien Durocher, propriétaire de l'Hôtel Richelieu, de Montréal, a-t-il été condamné à l'amende, pour infraction à la loi des licences, depuis le 1er 1887?

2. Quel est le montant et quelle est la date de chaque condamnation?
3. M. Durocher a-t-il payé le plein montant dans chaque cas?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—1. Dix fois ; 2 :

Date du jugement	Montant de l'amende.	Action.
12 janvier 1887.....	\$ 30 00	payé.
30 septembre 1887.....	30 00	payé.
30 septembre 1887.....	30 00	payé.
30 septembre 1887.....	30 00	payé.
4 avril 1888.....	200 00	payé.
4 avril 1888.....	30 00	payé.
3 décembre 1888.....	30 00	suspendu par le département.
21 décembre 1888.....	30 00	suspendu par le département.
26 décembre 1888.....	50 00	suspendu par le département.
28 août 1889.....	200 00	payé.

T. A. POSTON,

Inspecteur de Revenu, P. Q.

Par M. Hall,—Le gouvernement a-t-il l'intention de proposer un bill et des résolutions pour abolir les taxes que l'on perçoit actuellement sur les corporations commerciales ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—Le gouvernement n'a pas considéré cette question.

Par M. Hall,—Le gouvernement a-t-il l'intention de proposer une mesure quelconque pour abolir toutes les barrières et ponts de péages qui existent dans la province ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—Sous sérieuse considération.

Par M. Lussier,—Est-il à la connaissance du gouvernement : 1. Que, dans certains bureaux d'enregistrement où existe l'index aux immeubles, l'inspecteur n'a pas remis l'index suivant la formule C, tel que pourvu par le statut 43-44, Vict., ch. 17, malgré que les volumes de son index aient été renouvelés, à sa connaissance, depuis cette loi ?

2. Si oui, pourquoi la loi n'a-t-elle pas été exécutée ?

3. Le gouvernement entend-il faire exécuter la loi ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—1. Oui, dans certains bureaux d'enregistrement, la loi n'a pas été exécutée.

2. Par la négligence des régistrateurs.

3 Le gouvernement a l'intention de faire exécuter la loi.

Par M. Spencer,—Le gouvernement a-t-il l'intention, au cours de la présente session de déposer un projet de loi déclarant et définissant quels biens seront exemptés de taxes et cotisations dans la province, ainsi que le faisait prévoir le discours du Trône du 9 janvier, 1889, dans lequel on lit ce qui suit :

“ Afin de remplir la promesse qui fût faite à la dernière session, un projet de loi vous sera soumis pour régler, aussi équitablement que possible, la question de l'exemption des taxes de certaines propriétés, possédées pour des fins religieuses, d'éducation ou de charité.”

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Le projet de loi a été préparé par deux fois ; mais dût être ajourné :

1. En 1889, à la demande de Son Eminence le Cardinal Taschereau ;
2. En 1890, à cause de certaines différences de vues survenues, au dernier moment, parmi quelques-uns des membres de l'épiscopat.

Sur motion de M. Pilon, secondé par M. Cardin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état comparatif des sommes dépensées par le gouvernement de cette province, pour favoriser l'agriculture, directement ou indirectement, durant les années 1882-83, 1883-84, 1884-85, 1885-86, 1886-87, 1887-88, 1888-89, et les montants des budgets, pour les mêmes fins, pour les années 1889-90 et 1890-91 ; cet état donnant pour chaque item, la rubrique spéciale portée dans les comptes publics, ou dans les budgets de l'année courante et de l'année prochaine, et une récapitulation séparément :

1. Pour les années depuis 1882-83 jusqu'à 1886-87 ;
2. Pour les années 1887-88, jusqu'à 1890-91 ; cette récapitulation faisant voir l'augmentation ou la diminution des dépenses, sous chacune des rubriques, entre les années 1882-83 à 1886-87 et les années de 1887-88 à 1890-91.

Sur motion de M. Picard, secondé par M. Poupore,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes plaintes, des déclarations solennelles, des rapports et de toute correspondance entre le département des terres et M. Uldoric Houle, de Bulstrode, et M. A. Girouard, garde-forestier, de Stanford, et de toutes autres personnes, touchant la permission de peler de l'écorce de pruche sur le lot No. 14, du 4ème rang du canton de Bulstrode, comté d'Arthabaska.

Sur motion de M. Faucher de Saint Maurice, secondé par M. Nantel,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une copie de tous les documents se rattachant à la réclamation de M. L. A. Roberge, en rapport avec la construction du chemin de fer de Joliette.

L'honorable M. Taillon propose, secondé par l'honorable M. Flynn,—Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de l'arrêté du conseil, en date du 9 avril 1889, concernant le salaire de MM. Champagne et Barry, magistrats de district, Montréal.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par M. McIntosh,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, priant Son Honneur de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—1. copie des lettres patentes incorporant une société pour la construction du pont sur la Chaudière (pont Garneau).

2. Noms des actionnaires de la dite société.
3. Le montant versé par les actionnaires de cette société.
4. Copie de tous contrats à propos de la construction de ce pont et du chemin, ou côte pour y conduire, et correspondances s'y rattachant.
5. Copie de tous ordres en conseil, résolutions et correspondance, généralement, au sujet du pont et de la côte, entre les municipalités de St-Romuald, St-Nicolas, le gouvernement, les entrepreneurs et la société susdite.

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province,

Sur motion de M. Lafontaine, secondé par M. Boyer,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200, payé sur le bill constituant en corporation la Société belge de bienfaisance et de protection pour les immigrants, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Murphy, secondé par M. Cameron,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état du nombre des accidents arrivés dans les fabriques et usines de la province de Québec, dans le cours de l'année 1889, du nombre de ceux qui ont eu des suites fatales, du nombre de ceux qui ont produit des infirmités permanentes, ainsi que le résultat de l'enquête faite, dans chaque cas, par les inspecteurs des manufactures de la province, Mitchell, Gagnon et Côté, conformément à la loi de 1885, concernant la protection dans les manufactures.

Sur motion de M. Hall, secondé par M. England,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200, payé sur le bill constituant en corporation l'Ecole culinaire de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. Owens, secondé par M. Spencer,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance, échangée entre H. Chené, sous-agent des terres de la Couronne et le gouvernement, relativement aux achats faits, par des colons de bonne foi, du dit agent Chené, de terres situées dans les rangs D et E de Clyde, actuellement réclamées par les colons Mercier, et sur lesquels les colons de bonne foi avaient fait les paiements exigés par la loi.

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par M. Nantel,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre M. Gerald Hart, de Montréal, et M. Lemay, conservateur de la bibliothèque de la Législature, à propos de la vente, à Boston, de la collection de livres et de documents concernant l'Histoire du Canada.

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné, Que le comité des privilèges et élections soit chargé de s'enquérir des circonstances se rattachant aux choix des officiers-rapporteurs pour les élections de députés à l'Assemblée législative de Québec, dans les comtés de :

Laprairie, en été 1887, et en janvier 1889.

Ottawa, en été 1887.

Joliette, en automne 1889.

Avec pouvoir de faire rapport de temps à autre, d'envoyer quérir personnes et papiers, et de prendre les témoignages sous serment et par écrit.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Robertson,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport fait par le capitaine Kirwin, en vertu de la commission qui lui a été adressée, en date du 22 juin 1889, telle que mentionnée dans une réponse donnée par le gouvernement le 8 mars courant (1890.)

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaine résolution rapportée du comité général, lundi dernier, concernant le tarif des péages sur les chemins à barrières de la rive sud, à Québec, en rapport avec le chemin conduisant à Beaumont, étant lu ;

M. Faucher de Saint-Maurice propose, secondé par M. LeBlanc,

Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ;

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de M. Lemieux, secondé par M. Rinfret,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 7 heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Lemieux,—la pétition de Isidore Bégin et autres, du Village Bienville, comté de Lévis.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte concernant une certaine substitution créée par Joseph Beupré et uxor. "

Bill intitulé : " Acte autorisant la vente de certains biens-fonds substitués par le testament de feu John A. Stackhouse. "

Bill intitulé : " Acte à l'effet de légaliser les procédures faites, au sujet de certaines tutelles et curatelles, par le greffier de la cour de circuit du comté de Chicoutimi. "

Et aussi le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte constituant la ville d'Acton en corporation ", avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de la Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte constituant en corporation la ville d'Acton, " lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte constituant la ville de la Côte Saint-Louis en corporation ", étant lu :

Les huit premiers amendements, étant lus la seconde fois, sont adoptés.

Le neuvième amendement, étant lu la seconde fois comme suit :

" Clause 20, ajoutez les mots suivants au 3e paragraphe de la sous-section 7 : " et le Conseil pourra établir une échelle correspondant au. "

Sur motion de M. Lafontaine, secondé par M. Déchène (l'Islet), la version française des dits amendements est amendée en retranchant les mots " correspondant au " et en les remplaçant par les mots " d'après la. "

Le dit amendement, étant lu la seconde fois, est adopté.

Le dixième amendement, étant lu la seconde fois, est adopté.

Le onzième amendement, étant lu la seconde fois comme suit :

Clause 26, paragraphe 3, après le mot " piastre " dans la première ligne, ajoutez : " Suivant l'occupation, profession, métier, genre d'affaires et le montant des affaires, et dans le même paragraphe de la dite clause, 23e ligne, après le mot " compagnies " insérez les mots " excepté les compagnies de chemins de fer. "

Sur motion de M. Lafontaine, secondé par M. Déchène (l'Islet),—le dit amendement est amendé en substituant les mots : " fixée et répartie d'après l'occupation, métier,

"commerce, industrie, genre d'affaire ou profession, ou d'après le montant des affaires "ou revenu professionnel des personnes ou compagnies ci-après mentionnées, savoir," aux mots "suivant l'occupation, etc.,"

Le dit amendement, étant lu la seconde fois, est adopté.

Le douzième amendement, étant lu la seconde fois, est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements avec divers amendements pour lesquels elle demande leur concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill du Conseil législatif, intitulé : "Acte amendant et consolidant les actes d'incorporation de la ville de Terrebonne ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Casgrain fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte ce bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill, sans amendement.

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée aujourd'hui, — Que certaine résolution rapportée du comité général, lundi dernier, concernant le tarif des péages sur les chemins à barrières de la rive sud, à Québec, en rapport avec le chemin conduisant à Beaumont, soit maintenant lue la seconde fois.

Et objection étant faite par M. Lemieux, que M. Faucher de Saint-Maurice ne peut s'occuper de cette résolution qui devrait être présentée par le Conseil Exécutif.

M. l'Orateur déclare qu'il rendra sa décision à une séance ultérieure.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill amendant la loi des élections contestées de Québec ;

M. David propose, secondé par M. Boyer, — Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

L'honorable M. Gagnon propose, comme amendement à la motion, secondé par M. Bernatchez, — Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots : "cette Chambre se formera en tel comité dans six mois mois à dater d'aujourd'hui."

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Baldwin,
Beauchamp,
Bernatchez,
Bourbonnais,
Cardin,
Casgrain,
Champagne,
De Grosbois,

Desjardins,
Dostaler,
Duhamel,
Dumais,
Duplessis,
Flynn,
Gagnon,
Girouard,

Gladu,
Goyette,
Lapointe,
LeBlanc,
Lussier,
Martin,
McIntosh,
Morin,

Picard,
Pilon,
Poupore,
Rinfret,
Rocheleau,
Taillon et
Tourigny.—31.

CONTRE :

Messieurs

<i>Boyer,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>David,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Legris,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>England,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>	<i>Turcotte—22.</i>
<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Mercier,</i>		
<i>Maurice,</i>			

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix.

Résolu, Que cette Chambre se formera en tel comité dans six mois à dater d'aujourd'hui.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 8 mars 1889, demandant : 1. Liste de toutes réclamations contre la Couronne, sujettes à contestation, et qui, depuis le 27 janvier 1887, ont été réglées à l'amiable, ou par arbitrage, ou autrement, sans recourir aux tribunaux, avec mention des noms et prénoms des réclamants, du montant réclamé, de l'objet de la demande, de la date à laquelle remonte chaque réclamation, du montant accordé et payé par le gouvernement, dans chaque cas, de la date du règlement et de celle du paiement ;

2. Liste des pétitions de droit, et de toutes causes généralement, contenant des réclamations contre la Couronne, qui étaient pendantes le 27 janvier 1887, avec mention des noms et prénoms des réclamants, du montant réclamé, de la nature de la demande, de la date à laquelle elle a été portée devant les tribunaux, des noms des avocats des parties dans la cause, et des frais payés à chacun d'eux par la Couronne ; aussi avec mention des procédures faites dans chacune de ces causes, depuis le 27 janvier 1887, de la nature de la défense, de tous jugements rendus en icelles, de tous paiements faits et généralement tous détails concernant ces réclamations ;

3. Liste des pétitions de droit, et généralement de toutes réclamations contre la Couronne, portés devant les tribunaux, depuis le 27 janvier 1887, avec les mêmes détails et renseignements que ci-dessus. (*Documents de la session, No. 175.*)

Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 12 mars 1890, demandant copie de l'arrêté en conseil, en date du 9 avril 1889, concernant le salaire de MM. Champagne et Barry, magistrats de district, Montréal. (*Documents de la session, No. 176.*)

Réponse à un ordre de la Chambre, du 12 mars 1890, pour une copie du rapport fait par le capitaine Kirwin, en vertu de la commission qui lui a été adressée, en date du 22 juin 1889, telle que mentionnée dans une réponse donnée par le gouvernement le 8 mars courant (1890). (*Documents de la session No. 177.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender l'article 3026 des Statuts refondus de la province de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tessier (Portneuf) fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, demain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général sur le bill concernant le droit de voter, la préparation des listes électorales et pour amender la formule du serment, étant lu ;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par M. Trudel,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

Jeudi, 13 mars 1890.

Et le débat se continuant,

M. l'Orateur, en vertu des dispositions de l'article 113 des Statuts refondus de la province de Québec, appelle M. de Grosbois, député pour la division électorale de Shefford, pour le remplacer temporairement au fauteuil.

M. de Grosbois prend, en conséquence, le fauteuil de la Chambre.

Objection étant faite que le député de Terrebonne, n'a pas le droit de parler seulement pour faire passer le temps.

M. l'Orateur-suppléant renvoie l'objection, disant qu'il ne peut pas limiter le député de Terrebonne sur la longueur de son discours ; mais il déclare que le dit député ayant, avec persistance, traité des sujets qui ne se rapportent pas à la question, et s'étant livré à des attaques personnelles et injurieuses envers des membres du gouvernement et de la Chambre, il demande à la Chambre de décider, par son vote, si elle est d'opinion qu'il soit permis au député de Terrebonne de continuer son discours. Il cite, à l'appui de cette décision, *May*, édition de 1883, page 350.

Et la question de savoir si M. Nantel député pour Terrebonne doit continuer son discours étant posée ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Baldwin,
Beauchamp,
Casgrain,
Desjardins,
Duplessis,*

*England,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Hall,*

*Lapointe,
LeBlanc,
Martin,
McIntosh,
Nantel,*

*Owens,
Picard,
Poupore,
Spencer et
Taillon—19.*

CONTRE :

Messieurs

*Bernatchez,
Bourbonnais,
Boyer,
Cardin,
Champagne,
Déchéne (l'Islet),
Dostaler,
Dumaïs,*

*Duhamel,
Gagnon,
Gladu,
Lafontaine,
Lenieux,
Legris,
Lussier,*

*McShane,
Mercier,
Morin,
Murphy,
Pelletier,
Pilon,
Rinfret,*

*Robidoux
Rocheleau,
Shehyn,
Tessier (Portneuf),
Tessier (Rimouski),
Trudel et
Turcotte—29.*

Ainsi la proposition est résolue négativement.

Et la question étant de nouveau proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

M. Owens propose comme amendement, secondé par M. Spencer,—Que tous les mots après “ Que,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ Cette Chambre se formera en tel comité d'aujourd'hui en six mois.”

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon—19.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier (Portneuf,)</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dostaler,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte—29.</i>
<i>Dumais,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux,</i>	
<i>Duhamel,</i>	<i>McShane,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

La question principale étant alors mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement, comme dans la division précédente, prise inversement.

La Chambre en conséquence, se forme en tel comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Legris fait rapport que le comité a fait quelque progrès et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Osdonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau aujourd'hui, à la première séance de la Chambre.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Jeudi, 13 Mars 1890.

Trois heures P. M.

Conformément à l'ordre du jour la pétition suivante est lue et reçue :

De Isidore Bégin et autres, du village de Bienville, comté de Lévis, tous censitaires de la seigneurie de Lauzon ; demandant une réduction des rentes seigneuriales.

M. Robidoux, du comité permanent de législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le cinquième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a examiné le bill suivant qu'il rapporte, avec amendement :

Bill amendant l'article 887 du Code de procédure civile, concernant les matières sommaires, tel qu'il se lit à l'article 5977 de Statuts refondus de la province de Québec.

La Chambre procède à la considération ultérieure des amendements faits par le Conseil Législatif au Bill intitulé : "Acte constituant la ville d'Acton en corporation," lesquels sont lus la seconde fois, et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le Bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Ordonné, Que M. Cameron ait la permission de présenter un Bill amendant la loi de la chasse de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 28 janvier 1890, pour un état indiquant : 1. La date à laquelle a été fait, au bureau du Trésor de cette province, le dépôt dans la cause de l'élection contestée de Charlevoix, Rémi Bouchard vs. Morin, mis devant la Cour supérieure du district de Saguenay.

2. La date à laquelle le dit dépôt a été retiré.

3. Les noms, prénoms, occupation et résidence de la personne qui a retiré le dit dépôt.

4. Copie de toute lettre, instruction ou document ordonnant le paiement du dit dépôt.

5. Copie de toutes lettres, documents ou papiers, concernant le dit dépôt et y relatif, et de toute correspondance au sujet du dit dépôt entre le gouvernement de cette province, ou aucun de ses membres, et toute autre personne. (*Documents de la session, No. 178.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 mars 1890, pour une copie de toute correspondance avec le gouvernement, ou quelqu'un de ses membres, et toute autre personne, concernant l'institution d'une commission pour reviser et amender le Code de procédure civile du Bas-Canada. (*Documents de la session, No. 179.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 mars 1890, pour un état détaillé de tous les paiements faits, à même l'item de dépenses, de \$18,736,51, pour "divers en général," mentionné à la page 9 de l'état des recettes et paiements, depuis le 1er juillet jusqu'au 31 décembre 1889, produit devant cette Chambre. (*Documents de la session, No. 180.*)

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée, mardi dernier, portant,—Qu'à partir de vendredi prochain, le 14 courant inclusivement, il y ait trois séances distinctes par jour ; la première commençant à onze heures A. M. pour finir à une heure P. M. ; la seconde commençant à 3 heures P. M. pour finir à 6 heures P. M. ; et la troisième commençant à 7½ heures P. M. jusqu'à l'ajournement.

Et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rhodes,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lenieux,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Forest,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier (Portneuf)</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Rimouski) et</i>
<i>David,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Trudel—35.</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pelletier,</i>	

CONTRE

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Erland,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Deschênes (Témiscouata),</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tourigny—21.</i>
	<i>Hall,</i>	<i>Owens,</i>	

Ainsi la proposition est résolue affirmativement.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaine résolution concernant la destruction, par le feu, de l'Université de Toronto, étant lu ;

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Shehyn,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Duplessis propose comme amendement, secondé par l'honorable M. Taillon,—Que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : "il soit Résolu, Que cette Chambre, tout en regrettant les pertes considérables subies par l'Université de Toronto, dans la nuit du 14 février dernier, et tout en étant prête, lorsque l'occasion s'en présentera, à secourir les victimes de calamités publiques, comme celles qui ont affligé la région du Saguenay en 1870, est d'opinion que le gouvernement d'Ontario, la corporation de la cité de Toronto, les citoyens de cette ville, et le peuple de la province d'Ontario ont les moyens suffisants pour réparer ces pertes, et que, dans ces circonstances, cette somme de dix mille piastres devrait plutôt être consacrée à promouvoir l'éducation élémentaire et agricole en cette province, si l'état de nos finances permet de la dépenser."

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Duhamel, Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 7 heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

7.30 heures P. M.

L'honorable M. Taillon propose, comme question de privilège, secondé par l'honorable M. Robertson,

1. Que les Procès-verbaux de cette Chambre, séance du 12 mars courant, continuée après minuit, soient maintenant lus ;

2. Que les mots suivants, inscrits dans le procès-verbal de la dite séance, au bas de la page 478 et au haut de la page 479, savoir :

“ Mais il déclare que le dit député ayant, avec persistance, traité des sujets qui ne se rapportent pas à la question, et s'étant livré à des attaques personnelles et injurieuses envers les membres du gouvernement et de la Chambre, il demande à la Chambre de décider, par son vote, si elle est d'opinion qu'il soit permis au député de Terrebonne de continuer son discours. Il cite, à l'appui de cette décision, May, édition de 1883, page 350 ;

“ Et la question de savoir si M. Nantel, député de Terrebonne, doit continuer son discours étant posée, la Chambre se divise comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>England,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon—19.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Legris,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Dostaler,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte—29.</i>
<i>Dumaïs,</i>			

Sont rayés des procès-verbaux de cette Chambre comme n'étant pas complètement conformes aux faits, comme étant injustes et injurieux envers M. Nantel, député de Terrebonne, subversifs des droits de cette Chambre, et ayant une tendance à abaisser la dignité de cette Chambre.

L'honorable M. Gagnon propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Turcotte,—Que tous les mots après “ Que, ” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : “ vu la déclaration de l'honorable député pour Shefford, M. de Grosbois (qui remplaçait M. l'Orateur au fauteuil, lorsque se sont passés les faits rapportés aux procès-verbaux de cette Chambre, et que la motion soumise tend à faire rapporter autrement) que l'entrée aux Procès-verbaux est conforme aux faits,—les ordres du jour soient maintenant lus. ”

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Gagnon, Ordonné, Que le débat soit ajourné.

La Chambre reprend le débat ajourné sur l'amendement proposé, aujourd'hui, à la question portant,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil (pour que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaine résolution concernant la destruction, par le feu, de l'Université de Toronto ;)

Lequel amendement comporte,—que tous les mots après “ Que,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants : “ il soit Résolu, Que cette Chambre, tout en regrettant les pertes considérables subies par l'Université de Toronto, dans la nuit du 14 février dernier, et tout en étant prête, lorsque l'occasion s'en présentera, à secourir les victimes de calamités publiques, comme celles qui ont affligé la région du Saguenay en 1870, est d'opinion que le gouvernement d'Ontario, la corporation de la cité de Toronto, les citoyens de cette ville et le peuple de la province d'Ontario ont les moyens suffisants pour réparer ces pertes, et que, dans ces circonstances, cette somme de dix mille piastres devrait plutôt être consacrée à promouvoir l'éducation élémentaire et agricole en cette province, si l'état de nos finances permet de la dépenser.”

L'honorable M. Gagnon propose, comme sous-amendement, secondé par l'honorable M. Mercier,—Que les mots : “ il soit Résolu, Que cette Chambre, tout en regrettant les pertes considérables subies par l'Université de Toronto, dans la nuit du 14 février dernier, et tout en étant prête, lorsque l'occasion s'en présentera, à secourir les victimes de calamités publiques, comme celles qui ont affligé la région du Saguenay en 1870, est d'opinion que le gouvernement d'Ontario, la corporation de la cité de Toronto, les citoyens de cette ville, et le peuple de la province d'Ontario ont les moyens suffisants pour réparer ces pertes, et que, dans ces circonstances, cette somme de dix mille piastres devrait plutôt être consacrée à promouvoir l'éducation élémentaire et agricole en cette province, si l'état de nos finances permet de la dépenser,” soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

“ La Chambre consent à se former en comité général sur la dite résolution, parcequ'elle veut offrir un témoignage de générosité, de libéralité et de sympathie, de la part des citoyens de cette province, à l'égard de ceux de la province d'Ontario.”

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

Vendredi, 14 mars 1890.

Et le sous-amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Basinet,
Bernatchez,
Bisson,
Bourbonnais,
Boyer,
Cardin,
Champagne,*

*David,
Déchêne (l'Islet),
De Grosbois,
Dostaler,
Dumais,
Forest,
Gagnon,*

*Gladu,
Goyette,
Lafontaine,
Laliberté,
Lemieux,
Mercier,
Morin,*

*Murphy,
Pilon,
Rinfret,
Rocheleau,
Tessier (Portneuf),
Tessier (Rimouski) et
Turcotte—28.*

CONTRE :

Messieurs

*Baldwin,
Beauchamp,
Casgrain,
Desjardins,
Duplessis,*

*Flynn,
Lapointe,
LeBlanc,
Legris,
Lussier,*

*Martin,
McIntosh,
Nantel,
Owens,
Picard,*

*Spencer,
Taillon,
Tourigny et
Trudel—19.*

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix,—Il est résolu affirmativement.

Alors la motion originale ainsi amendée étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conséquence, se forme en tel comité.

(EN COMITÉ)

Attendu qu'à la suite des incendies destructeurs qui ont eu lieu, en 1870, dans la région du Saguenay, la Législature d'Ontario vota, le dix janvier 1871, à l'unanimité de ses membres, la somme de cinq mille piastres pour venir en aide aux victimes de ce désastre, laquelle somme fut versée immédiatement après ;

Attendu qu'avec l'intérêt simple accumulé, depuis cette date, cette somme s'élèverait, aujourd'hui, au chiffre de dix mille sept cents piastres ;

Attendu que, par l'incendie des édifices de l'Université de Toronto, dans la cité de Toronto, province d'Ontario, dans la nuit du 14 février courant, les syndics de cette institution et la population de la province d'Ontario subissent une perte de plus de cinq cent mille piastres ;

Attendu qu'il n'est que juste que notre Législature, en reconnaissance du don généreux fait, en 1871, à la population de notre province, éprouvée par les incendies du Saguenay, contribue pour sa part aux secours portés aux victimes de la destruction de cette Université ;

Il soit résolu :

Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à payer la somme de dix mille piastres, à titre d'aide, pour la reconstruction de l'Université de Toronto, ainsi détruite par le feu.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Legris fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Legris fait, en conséquence, rapport de la résolution, laquelle est lue comme suit :

Attendu qu'à la suite des incendies destructeurs qui ont eu lieu, en 1870, dans la région du Saguenay, la Législature d'Ontario vota, le dix janvier 1871, à l'unanimité de ses membres, la somme de cinq mille piastres pour venir en aide aux victimes de ce désastre, laquelle somme fut versée immédiatement après ;

Attendu qu'avec l'intérêt simple accumulé, depuis cette date, cette somme s'élèverait, aujourd'hui, au chiffre de dix mille sept cents piastres ;

Attendu que, par l'incendie des édifices de l'Université de Toronto, dans la cité de Toronto, province d'Ontario, dans la nuit du 14 février courant, les syndics de cette ins-

titution et la population de la province d'Ontario subissent une perte de plus de cinq cent mille piastres ;

Attendu qu'il n'est que juste que notre Législature, en reconnaissance du don généreux fait, en 1871, à la population de notre province, éprouvée par les incendies du Saguenay, contribue pour sa part aux secours portés aux victimes de la destruction de cette Université ;

Il soit résolu :

Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil soit autorisé à payer la somme de dix mille piastres, à titre d'aide, pour la reconstruction de l'Université de Toronto, ainsi détruite par le feu.

Ordonné, Que la dite résolution soit lue la seconde fois, demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant l'article 3414 des Statuts refondus de la province de Québec, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours

Et alors la Chambre s'ajourne.

Vendredi, 14 mars 1890.

11 heures A. M.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaine résolution, rapportée du comité général hier, concernant la destruction, par le feu, de l'Université de Toronto, étant lu ;

L'honorable M. Mercier propose, secondé par M. Shehyn,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de M. LeBlanc, secondé par M. Casgrain,

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant l'article 556 du Code de procédure civile, relatif à la saisie des meubles, tel qu'il se lit à l'article 5917 des Statuts refondus de la province de Québec, et modifié par l'article 52 Vict., chap. 50.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender l'article 1997 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant l'élection des commissaires et syndics d'écoles ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Basinet fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender l'article 1997 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant l'élection des commissaires d'écoles."

Ordonné, Que le greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender l'article 1618 des Statuts refondus de la province de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bisson fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender l'article 1618 Statuts refondus de la province de Québec, relatif à la formation des Sociétés d'agriculture."

Ordonné Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Basinet,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état indiquant : combien de poteaux et dormants en cèdre ont été coupés sur les terres de la Couronne, dans l'agence de Gaspé, Bassin de Gaspé, durant la saison 1888-89 ; et aussi, quel nombre a été coupé sur les terres privées dont les patentes n'étaient pas émises, quelle preuve a été produite que cette coupe a été faite sur les terres privées, et quel rapport l'agent des terres a fait à ce sujet.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Déchêne (l'Islet).—1. Combien M. Eugène Casgrain, arpenteur, de l'Islet a-t-il reçu du gouvernement de cette province, depuis le premier février 1887 ?

2. Pour quels ouvrages ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel.—3,012.46.

2a. \$1,940.46, pour vérification du cadastre des cantons de Compton et village de Waterville, comté de Compton ; vérification de lots dans Milton, comté de Shefford ; vérifi-

cation et inspection du cadastre des cantons Douglas, Malbaie et York, comté de Gaspé ; vérification du cadastre des cantons de Hereford, comté de Compton ; vérification des lots dans St-Modeste, comté de Témiscouata, et en à-compte de la révision et correction du cadastre de la paroisse de Ste-Cécile du Bic ;

b. \$1,072.00, pour l'arpentage d'une partie de la rivière Metabetchouan, en date du 5 juillet 1887.

Par M. McIntosh,—1. M. Hilaire Morrisette, de Ste-Luce, et M. Pineau, hôtelier, du Bic, ont-ils été, respectivement, condamnés à payer l'amende pour vente de boissons sans licence ?

2. Le gouvernement leur a-t-il fait remise de cette amende ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—1. Oui ;

2. Oui, sur requête à cet effet.

Par M. Goyette,—Est-ce l'intention du gouvernement de venir en aide aux cultivateurs de la paroisse de St-Isidore, dans le comté de Laprairie, pour l'amélioration de leur chemin à l'endroit appelé "l'Epinetière" ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—Cette grave question est sous sérieuse considération.

Par M. Goyette,—Est-ce l'intention du gouvernement de venir en aide aux cultivateurs de St-Constant, dans le comté de Laprairie, dont la récolte a été détruite par la grêle de l'automne dernier ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—Nous avons reçu une demande des cultivateurs de St-Constant, à ce sujet, transmise par M. Goyette ; nous étudierons son mérite lorsque nous ferons la distribution des deniers qui seront votés pour rencontrer les demandes de cette nature.

Par M. Goyette,—Est-ce l'intention du gouvernement de se rendre aux désirs formulés par les citoyens du village et de la paroisse de Laprairie, qui ont récemment demandé de l'aide pour le chemin qui conduit de Laprairie à St-Lambert ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—Aussitôt que les conseils municipaux du village et de la paroisse auront fait ce qui a été convenu, lors d'une entrevue entre le Premier ministre, M. Goyette, le député, le curé de la paroisse, les deux maires et quelques autres citoyens, le gouvernement considérera cette question.

Par M. Rinfret,—Est-ce l'intention du gouvernement de s'adresser au gouvernement fédéral pour obtenir, soit par loyer ou achat, l'usage de l'Hôpital de Marine et des émigrés, à Québec, pour y envoyer les personnes atteintes de maladies épidémiques ou contagieuses, vu qu'il n'y a pas, dans la cité et dans le district de Québec, d'hôpitaux qui reçoivent ces patients ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Le 14 juin 1889, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur reçut, des autorités fédérales d'Ottawa, copie d'un ordre en conseil, du 30 mai 1889, statuant qu'à partir du premier juillet alors prochain (1889), aucun malade de la cité de Québec et des environs ne serait admis à l'Hôpital de Marine et des émigrants, pour soins médicaux et autres ; la raison donnée étant que le crédit voté par la Législature de cette province, en faveur de cette institution, avait été diminué avant 1887 ;

Le 14 février dernier (1890), Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur reçut des autorités fédérales copie d'un rapport en conseil, en date du 4 février aussi dernier, déclarant que le gouvernement fédéral était décidé à fermer cet Hôpital, et qu'au lieu de vendre la bâtisse, il était convenable de l'offrir au gouvernement de la province de Québec, aux conditions suivantes :

1. Que les marins malades y fussent reçus au prix de 90 cents par jour, tant pour la pension que pour les soins médicaux, lavage et autres ;
2. Que le médecin actuel de l'Hôpital, M. le Dr. Catellier, fut maintenu dans sa position, moyennant un salaire de pas moins de \$800 par année, et qu'il fût en outre nourri avec sa famille, aux frais du gouvernement ;
3. Que la bâtisse resterait la propriété du gouvernement de la Puissance, qui pourrait la reprendre chaque fois que, dans l'opinion du Gouverneur en conseil, elle ne serait pas maintenue par le gouvernement de Québec dans les conditions voulues, après un avis préalable d'un an, et que, dans ce cas-là, la dite bâtisse fut remise dans le même bon état dans lequel le gouvernement de Québec l'aurait reçue ;
4. Que le gouvernement de la province de Québec serait obligé de tenir le tout en bon ordre, sans aucune dépense de la part du gouvernement fédéral, sujet à l'inspection, de temps à autre, de la part d'un officier nommé à cette fin par le gouvernement fédéral ;
5. Que toute taxe d'aucune sorte, ainsi que celle de l'eau, qui pourrait devenir exigible en rapport avec la dite bâtisse, serait payée par le gouvernement provincial.

Après considération sérieuse de cette proposition, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur fut avisé de répondre qu'il n'entraînait point dans les attributions du gouvernement de la province de Québec de tenir des hôpitaux, et que le gouvernement ne pouvait pas, en conséquence, accepter les susdites propositions.

Tel est l'état de cette question, qui intéresse si grandement les habitants de Québec et des environs.

Par M. Picard, — Est-il à la connaissance du gouvernement :—1. Que le nommé Dominique Dion, de Wotton, a obtenu ses lettres patentes pour le lot No. 38, du 6ème rang de Wotton, en date du 16 juin, 1889 ?

2. Que le dit Dion a réglé et payé la balance due sur le prix de vente de son lot de terre, à même les droits de coupe de bois faits durant l'hiver de 1889 ?

3. Qu'il restait, lors du règlement final du dit prix de vente, un surplus de coupe de bois pour le montant de \$21.02 ?

4. Si oui, est-ce l'intention du gouvernement de remettre au dit Dion, cette somme de \$21.02, suivant la réponse donnée par l'honorable Commissaire des terres à une interpellation, en date du 8 mars, 1889 (voir Journal de la Chambre (1889), page 309) ?

5. Si non, pour quelle raison ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel, —1. Oui ; 2. Oui ; 3. Oui ; 4. Oui.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 3 heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Acte pour amender un acte de la présente session, intitulé : " Acte amendant les lois relatives aux jurés et à l'indemnité des témoins de la Couronne. "

Bill intitulé : " Acte constituant en corporation la " Société belge de bienfaisance et de protection pour les immigrants. "

Bill intitulé : " Acte amendant la loi concernant les concours provinciaux d'agriculture et les distinctions provinciales de mérite agricole. "

Aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte amendant la charte de la cité de Montréal (1889), " avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif a agréé les amendements faits par cette Chambre au bill intitulé : " Acte amendant et refondant les lois organiques de la Corporation de la ville de Terrebonne, " sans amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte amendant la charte de la cité de Montréal (1889), lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Taillon,—Que, vu que l'honorable député de Terrebonne se plaint de l'inexactitude des faits se rapportant à un incident qui le concerne, tels que consignés à la page 478 des Procès-verbaux de cette Chambre, séance du 12 au 13 mars courant, et demande que tout ce qui se rapporte à cet incident soit biffé des dits Procès-verbaux ;

Vu que l'honorable député de Shefford, qui remplaçait au fauteuil, lors de cet incident, l'honorable Orateur de cette Chambre, déclare que, sans admettre l'inexactitude des dits faits, il n'objecte point à la demande du député de Terrebonne ;

Il soit résolu,—Que cette Chambre, sans se prononcer sur l'exactitude ou l'inexactitude des faits consignés aux dits Procès-verbaux, dans le but de rétablir la paix et l'harmonie dans cette Chambre, ordonne que tout ce qui se rapporte à cet incident soit biffé des dits Procès-verbaux, et qu'il soit immédiatement procédé aux ordres du jour.

Et la question étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement, *nemine contradicente*.

L'honorable M. Shehyn, Trésorier de la province, met devant la Chambre,—le Second rapport de l'Inspecteur des assurances mutuelles de la province de Québec, pour l'année 1889. (*Documents de la session, No. 181.*)

La Chambre reprend le débat sur la question proposée, aujourd'hui, portant,—Que la résolution concernant la destruction, par le feu, de l'Université de Toronto, soit maintenant lue la seconde fois ;

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de M. Casgrain, secondé par M. LeBlanc,
Ordonné Que le débat soit ajourné.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 7 heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

7.30 heures P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill, intitulé : "Acte amendant la loi concernant la pension de retraite des officiers publics," sans amendement.

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de cette Chambre :

Bill intitulé : "Acte constituant en corporation la ville de Magog, et régularisant l'administration des affaires scolaires de cette ville,"

Et bill intitulée : "Acte amendant la loi 8 Vict., chap. 81, qui constitue en corporation le Collège de médecine et de chirurgie de Montréal."

Aussi, le Conseil législatif a agréé les amendements faits par cette Chambre aux amendement faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : "Acte constituant la ville de la Côte St. Louis en corporation."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Acte constituant en corporation la ville de Magog, et régularisant l'administration des affaires scolaires de cette ville," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Acte amendant la loi 8 Vict., chap. 81, qui constitue en corporation le Collège de médecine et de chirurgie de Montréal," lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 21 janvier 1890, pour des copies de la correspondance, etc., au sujet de la demande de concession, par le Conseil du village Lauzon, dans le comté de Lévis, de l'endroit appelé "Port de Mer," (*Documents de la session, No. 182.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 13 février 1890, demandant : 1. Une liste de toutes réclamations contre la Couronne, sujettes à contestation et qui, depuis le 27 janvier 1887, ont été réglées à l'amiable, ou par arbitrage ou autrement, sans recourir aux tribunaux, avec mention des noms et prénoms des réclamants, du montant réclamé, de l'objet de la demande, de la date à laquelle remonte chaque réclamation, du montant accordé et payé par le gouvernement, dans chaque cas, de la date du règlement et de celle du paiement ;

2. Liste des pétitions de droit et généralement de toutes réclamations contre la Couronne, portées devant les tribunaux, non mentionnées dans la réponse à l'adresse votée le 18 mars 1889, avec mention des noms et prénoms des réclamants, du montant réclamé, de la nature de la demande, de la date à laquelle elle a été portée devant les tribunaux, des noms des avocats, des parties dans la cause, et des frais payés à chacun d'eux par la Couronne ; aussi avec mention des procédures faites dans chacune de ces causes, de la nature de la défense, de tous jugements rendus en icelles, de tous paiements faits et, généralement, tous détails concernant ces réclamations. (*Documents de la session, No. 183.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 mars 1890, pour un état indiquant : 1. Les noms, résidences et occupations des personnes employées sous la direction de Ludger Miville Déchéne, pour la confection du cadastre des Isles de la Madeleine ;

2. Le salaire par jour ou par mois, alloué à chacune des dites personnes ;

3. Les montants payés, jusqu'à ce jour, à chacune d'elles et les montants encore dus à chacune d'elles ;
4. Les montants à elles payés pour frais de transport ;
5. Les montants à elles payés pour frais de voyage. (*Documents de la session, No. 184.*)

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera à la dernière séance de demain, samedi, elle soit ajournée à lundi prochain, le 17 mars courant à 7½ heures P. M., et que les comités ne siègent pas lundi prochain, afin de permettre aux députés de prendre part à la célébration de la fête nationale des Irlandais.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée, aujourd'hui, — Que la résolution concernant la destruction, par le feu, de l'Université de Toronto, soit maintenant lue la seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier (Rimouski) et</i>
<i>David,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turcotte—27.</i>
<i>Déchène (l'Islet),</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pilon,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Trudel—18.</i>
<i>Dexjardins,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix, — Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre reprend la considération ultérieure de la motion proposée, mardi, le 4 mars courant, — Que le bill expliquant la loi relativement à la coupe du bois marchand, dans certains cas, soit maintenant lu la seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix, — Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Et la question étant mise aux voix, — Que la Chambre se forme immédiatement en le dit comité ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Résolu. Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lafontaine fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, à la prochaine séance de la Chambre.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu.* Qu'une somme n'excédant pas trois mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour bourses supplémentaires aux nouveaux élèves des Ecoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

2. *Résolu.* Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Exposition provinciale, à Montréal, pourvu que le gouvernement ne paie pas plus que la cité de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

3. *Résolu.* Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ordre provincial du mérite agricole ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

4. *Résolu.* Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Manuel d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

5. *Résolu.* Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

6. *Résolu.* Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Sociétés de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

7. *Résolu.* Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le dessèchement de *Norton Creek*, comté de Chateauguay, afin de rendre cultivables 5,000 acres de terrain d'alluvion, 4e paiements sur cinq paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

8. *Résolu.* Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un bateau à vapeur pour faire le service de lac St-Jean, 3e paiements sur cinq paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

9. *Résolu.* Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la ligne maritime du Saguenay, 4e paiement sur 5 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

10. *Résolu.* Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'une grande route, dans l'intérieur des comtés de Gaspé et de Bonaventure, de Cascapédiac à Gaspé ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

11. *Résolu.* Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de topographie, rapports, statistiques, etc., sur les progrès du pays en général et de la colonisation en particulier ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

12. *Résolu.* Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'arboriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

13. *Résolu.* Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le creusement de la rivière La Tortue, \$1,000 en deux paiements, 1er paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le creusement de la rivière des Hurons, au Village St-Jean-Baptiste ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections, arpentages, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

17. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

18. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des assurances des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

19. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante et seize centins soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyers des palais de justices et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

20. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles des aliénés, Beauport, St-Jean de Dieu, St-Ferdinand d'Halifax, Maison de Santé de Belmont, Hôtel-Dieu de St-Valier pour les idiots ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, demain.

M. Murphy informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

• *Résolu*, Que, demain, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Goyette,—M. Honoré Chassé, avocat, de Québec, est-il à l'emploi de la Chambre ou du gouvernement de cette province ?

Si oui, quelle est la nature de son emploi, quel salaire reçoit-il ?

Quel montant a-t-il reçu depuis le 1er février 1887 ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—Oui, à cause du surcroît d'ouvrage qui est dévolu au chef de l'opposition, M. l'Orateur lui accorde les services d'un secrétaire particulier choisi par lui-même, et qui est traité comme un des employés sessionnels et payé comme tel. L'honorable chef de l'opposition a choisi M. Honoré Chassé, qui est sur la liste des clercs sessionnels, et payé comme tel sur le pied de \$2.50 par jour.

M. Honoré Chassé a reçu, en avril 1887, comme employé de la

bibliothèque en janvier de la même année.....	\$ 6 00
En 1889, comme secrétaire du chef de l'opposition.....	180 00
En 1890, comme secrétaire du chef de l'opposition.....	152 50

\$338 50

Par M. Lussier,—Le gouvernement a-t-il l'intention de maintenir, d'une manière permanente, un inspecteur des bureaux d'enregistrement ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Oui, jusqu'à ce que la nécessité d'un changement soit démontré.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Samedi, 15 mars 1890.

Onze heures A. M.

Ordonné, Que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill pour amender l'acte passé dans la présente session sous le No. 14, intitulé : " Acte pour amender la loi de l'Instruction publique. "

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, —lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la prochaine séance, aujourd'hui.

Ordonné, Que l'honorable M. Flynn, ait la permission de présenter un bill concernant l'Association agricole No. 5 du comté de Gaspé.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, —lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 mars 1890, pour une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement, le département de l'agriculture et de la colonisation, ou aucun de leurs officiers, et L. A. Lord, écuyer, notaire du village d'Yamachiche, et Michel Bourrassa, cultivateur et commerçant de la paroisse de Saint-Barnabé, relativement aux octrois de colonisation dans le comté de Saint-Maurice, depuis le 1^{er} février 1887. (*Documents de la session, No. 185.*)

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, met devant la Chambre par ordre de Son Honneur le Lieutenant Gouverneur,—Rapport du Secrétaire et Régistrare de la province de Québec, pour l'exercice 1888-1889. (Division du Secrétaire.) *Documents de la session, No. 6.*)

L'ordre du jour étant lu pour la troisième lecture du bill expliquant la loi relativement à la coupe du bois marchand, dans certains cas ;

L'honorable M. Gagnon propose, secondé par l'honorable M. Turcotte,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill pour amender l'article 3026 des Statuts refondus de la province de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. David fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender l'article 3026 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif aux personnes employées dans les manufactures."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender la loi concernant la protection des personnes employées dans les manufactures ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lemieux fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le Bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Gazette Officielle de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres, licences, etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital de Fraserville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital Témiscamingue ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôtel-Dieu, St-Hyacinthe; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital des Sœurs Grises, St-Jérôme; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du Collège de St-Bernardin de Waterloo; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital Général du district de Richelieu, à Sorel; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de Refuge de Ste-Cunégonde, pour les personnes âgées et infirmes, pour defrayer dépenses de construction; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un Hôpital pour les Sœurs de la Providence, de l'Assomption; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour defrayer les dépenses de la transcription et réparation des registres et documents dans les différents bureaux de la province; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat d'exemplaires du Dictionnaire généalogique de Mgr Tanguay; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression et distribution des amendements au Code municipal; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitement et frais de bureau d'un agent en France; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du fonds des municipalités, S. R. B. C. chap. 110, section 7; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu, aujourd'hui, à la prochaine séance.

M. Murphy informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que, aujourd'hui, à la première séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Sur motion de M. de Grosbois, secondé par M. Dumais,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00, payé sur le bill constituant en corporation la Société dite *The Royal Quebec Art Union Company*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été retiré.

Sur motion de l'honorable M. Robertson, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance entre les magistrats de district de la province et le gouvernement, au sujet de l'augmentation de leur traitement.

Sur motion de M. Tourigny, secondé par l'honorable M. Taillon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute demande de soumissions pour l'achat des matériaux employés dans la construction des ponts métalliques.

Sur motion de M. Nantel, secondé par M. Faucher de Saint-Maurice,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des frais occasionnés à la Couronne par les trois ajournements du procès Lamontagne, à Sherbrooke.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance au sujet des plaintes proférées contre M. Nathaniel Lebel, agent des terres de la Couronne, pour l'agence Grandville.

Sur motion de M. Déchéne (l'Islet), secondé par M. Lemieux,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état des sommes collectées par le département des terres de la Couronne, section des bois et forêts, dans le comté de l'Islet, depuis le 30 juin 1882 jusqu'au 1er janvier 1890.

Sur motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Lemieux,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre l'honorable Secrétaire de la province et le Surintendant de l'instruction publique, au sujet du nombre d'enfants qui n'apprennent pas le français, dans les écoles subventionnées par la province.

Sur motion de M. England, secondé par M. Owens,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de deux requêtes des dignitaires des Associations d'agriculture et d'horticulture du comté de Brome, présentées l'automne dernier à l'honorable Commissaire de l'agriculture, ainsi que la lettre, en date du 15 novembre 1889, adressée et envoyée par l'honorable Commissaire ou quelque employé de son département, à Sydney A. Fisher, écrivain, M. P.

Sur motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Lemieux,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la déclaration, des plaidoiries et de tous les autres documents produits dans une certaine cause pendante en cour supérieure du district de Québec, dans laquelle Owen Murphy est demandeur et F. Gourdeau, défendeur.

Sur motion de M. Martin, secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du rapport de l'enquête de M. Charles Langelier, concernant les réclamations des entrepreneurs et sous-entrepreneurs des sections G et H, du chemin de fer de la baie des Chaleurs; copie de toutes les réclamations, les noms des réclamants, et les montants dus à chacun.

Aussi, un état indiquant les noms et les montants payés aux réclamants, jusqu'à ce jour, par le gouvernement.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Robertson,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des requêtes, de la correspondance et des rapports en la possession du gouvernement, touchant la question de la construction d'un pont sur la rivière St-Jean, dans le comté de Gaspé.

Sur motion de M. Rocheleau, secondé par M. Pilon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état comparatif des sommes dépensées par le gouvernement de cette province, pour favoriser l'éducation, directement ou indirectement, durant les années 1882-83, 1883-84, 1884-85, 1885-86, 1886-87, 1887-88, 1888-89, et les montants des budgets pour les mêmes sommes, pour les mêmes fins, pour les années, 1889-90 et 1890-91; cet état donnant pour chaque item, la rubrique

spéciale portée dans les comptes publics, ou dans les budgets de l'année courante, et de l'année prochaine, et une récapitulation séparément :

1. Pour les années depuis 1882-83 jusqu'à 1886-87.

2. Pour les années 1887-88, jusqu'à 1890-91 ; cette récapitulation faisant voir l'augmentation ou la diminution des dépenses, sous chacune des rubriques, entre les années 1882-83 à 1886-87 et les années de 1887-88 à 1890-91.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Robertson,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état détaillé des paiements faits, depuis le 31 décembre dernier, par le département de l'agriculture et de la colonisation, pour inspections, visites et explorations.

Sur motion de M. Bourbonnais, secondé par l'honorable M. Pelletier,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le département de l'agriculture, le secrétaire-trésorier de la Société d'agriculture du comté de Soulanges et autres, relativement à l'envoi de l'octroi à cette société.

Le bill pour amender les articles 621, 624 et 631 du Code de procédure civile est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Nantel fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender les articles 621, 624 et 631 du code de procédure civil, relatifs à la saisie après jugement."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant l'article 2320 des Statuts refondus de la province de Québec ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Cardin fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance.

Sur motion de l'honorable M. Turcotte, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera à cette séance, elle soit ajournée à lundi prochain, à 7½ heures P. M., et que les comités ne siègent pas lundi prochain, afin de permettre aux députés de prendre part à la célébration de la fête nationale des Irlandais.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Lundi, 17 mars 1890.

7.30 heures P. M.

Sur motion de M. de Grosbois, secondé par M. Dostaler,

Ordonné, Que le bill pourvoyant à la protection des personnes employées par les entrepreneurs chargés de la construction des chemins de fer, sous l'opération des lois passées par la Législature de Québec, soit mis sur les ordres du jour pour seconde lecture.

L'honorable M. Gagnon met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—l'Etat financier du Surintendant de l'instruction publique de la province de Québec, donnant un état des mandats reçus et des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1889. (*Documents de la session, No. 5.*)

Aussi,—par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—le Vingtième rapport des inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics de la province de Québec, pour l'année 1890. (*Documents de la session, No. 145.*)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Nantel,—Le nommé Errol Bouchette est-il à l'emploi du gouvernement ?
Si oui, quels sont ses emploi et salaire ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—M. Errol Bouchette, avocat, est le secrétaire particulier de l'honorable Commissaires des travaux publics ; son traitement est de \$1,000 par an.

Par M. Tessier (Rimouski),—Est-ce l'intention du gouvernement, après avoir pris communication des différents rapports sur la question de l'achat des Isles de la Magdeleine, d'essayer de s'entendre avec les propriétaires des dites îles pour arriver à ce rachat ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Cette importante question est à l'étude.

Par M. Picard,—Combien la "*Dominion Bridge Company*" a-t-elle reçu du gouvernement pour la construction du pont en fer de Saint-Raymond ?

Combien la municipalité devait-elle fournir, et combien a-t-elle payé jusqu'à présent ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—Le gouvernement a payé \$6,778.38 à la Compagnie.

La municipalité devait payer et a payé au gouvernement \$1,740.00.

Par M. Pilon,—Combien de fois Isidore Brien Durocher, propriétaire de l'Hôtel Richelieu, de Montréal, a-t-il été condamné à l'amende pour infraction à la loi des licences de 1882 à 1887 ?

2. Quel est le montant et quelle est la date de chaque condamnation ?

3. M. Durocher a-t-il payé le plein montant dans chaque cas ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—1. Vingt-deux fois.

Date du jugement ou cause inscrite.	Montant de l'amende.	Action.
21 juin 1882.....	\$ 30 00	payé.
10 août 1882.....	30 00	suspendue par ordre de l'hon. trésorier.
7 septembre 1882.....	30 00	suspendue par ordre de l'hon. trésorier.
3 avril 1883.....	30 00	payé.
8 juin 1883.....		discontinué par ordre de l'hon. trésorier.
8 juin 1883.....		discontinué par ordre de l'hon. trésorier.
26 juin 1883.....		discontinué par ordre de l'hon. trésorier.
10 mars 1884.....	30 00	payé.
25 avril 1884.....		suspendue par ordre de l'hon. trésorier.
30 avril 1884.....		suspendue par ordre de l'hon. trésorier.
27 février 1885.....	30 00	payé.
27 février 1885.....		payé.
17 avril 1885.....		payé.
29 juillet 1885.....	30 00	payé.
11 septembre 1885.....	30 00	payé.
25 septembre 1885.....	30 00	payé.
30 décembre 1885.....	30 00	payé.
15 février 1886.....	30 00	payé.
3 mars 1886.....	30 00	payé.
19 mai 1886.....	30 00	payé.
1er septembre 1886.....	30 00	payé.
22 décembre 1886.....	30 00	payé.

Par M. Duplessis,—1. Monsieur P. P. V. Du Tremblay, arpenteur, de la paroisse Ste-Anne de la Pérade, a-t-il eu quelque emploi du gouvernement depuis le 1er février 1887 ?

2. Si oui, quelle est la nature de cet emploi ?

3. Des sommes d'argents lui ont-elles été payées jusqu'à ce jour pour ses services, par le gouvernement, et devra-t-il lui en être payé à l'avenir ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—1. Oui.

2. M. Du Tremblay a été chargé de faire la revision et les corrections nécessaires au cadastre de la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, sur l'avis de l'agent des terres, M. Lacerte.

3. \$550.33 lui ont déjà été payées, et il lui reste à recevoir une balance qui ne pourra être déterminée que lorsque le travail en question sera complété.

Par M. Duplessis,—1. Monsieur Ludger Jolin, ouvrier, de la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, a-t-il eu quelq'emploi du gouvernement, depuis le 1er février 1887 ?

2. Si oui, quelle est la nature de cet emploi ?

3. Des argents lui ont-ils été payés jusqu'à ce jour pour ses services, par le gouvernement, et devra-t-il lui en être payé à l'avenir ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—Oui.

2. Surveillant des travaux de maçonnerie des ponts de Howick et de la Rivière-Ouelle.

3. Il lui a été payé \$742.95. Il ne lui est rien dû.

Par M. Duplessis,—Dans la réponse No. 180, à un ordre de la Chambre, en date du 5 mars 1890, pour un état détaillé des paiements faits à même l'item \$19,736.51, pour "Divers en général," l'item suivant se trouve "La Patrie, Montréal, a/c Nov. 8, 1889, printing and stitching 50,000 copies of Premier's Speech, \$1,000.00."

1. Quel est ce discours, quand et où a-t-il été prononcé ?

2. Quel est le coût total de l'impression des 50,000 exemplaires ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—1. A Montréal, en novembre 1889.

2. \$1,000.00.

Par M. Tessier (Portneuf),—Est-ce l'intention du gouvernement de distribuer des Codes de l'instruction publique aux curés et instituteurs de la province ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—Oui, si demande en est faite par les intéressés.

Par M. Owens,—1. Les fidéi-commissaires auxquels a été confié la somme de \$112,500.00, représentant tout le subside accordé au chemin de fer "Montréal et Sorel," ont-ils rendu compte de l'emploi de cette somme ?

2. Ont-ils disposé de tout le montant ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—1. Oui.

2. Oui.

Par M. McIntosh,—1. Quel est le salaire annuel de M. Aimé Geoffrion, inspecteur des bureaux d'enregistrement ?

2. A-t-il reçu du gouvernement, depuis sa nomination, quelques autres sommes que son salaire, à titre de frais de voyage ou d'indemnité spéciale, pour certains services, ou autrement ?

3. Si oui, combien ?

4. Lui est-il dû quelque chose ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Le salaire de M. Geoffrion est de \$1,600.00.

Quant au reste de l'interpellation, je prierais l'honorable député de la changer en avis de motion pour ordre de la Chambre.

M. LeBlanc propose, secondé par M. Nantel, et la question étant mise aux voix, Que, Pierre Évariste LeBlanc, député à l'Assemblée législative de la province de Québec pour le district électoral de Laval, ayant fait, de son siège, la déclaration suivante :

Que, dans le mois de septembre 1887, Francis Gourdeau, de la cité d'Ottawa, comptable au département de la marine, fit savoir à Owen Murphy, écuier, de la cité de Québec, député pour le district électoral de Québec-Ouest, qu'une certaine propriété, située près de la ville de Hull, sur la rivière Ottawa, dans la province de Québec, et appartenant à la Couronne, pourrait être acquise à bas prix du gouvernement de la province de Québec et revendue à profit ;

Que, dans le dit temps, le dit Gourdeau demanda au dit Murphy s'il était disposé à s'en rendre acquéreur, en société avec lui le dit Gourdeau, avec la stipulation expresse que chaque partie aurait la moitié des profits à être réalisés ;

Que, dans le dit mois de septembre 1887, le dit Owen Murphy répondit par télégramme au dit Gourdeau de commencer immédiatement les négociations ;

Qu'après avoir localisé la dite propriété, le dit Owen Murphy s'adressa au département des terres de la Couronne pour s'en faire octroyer la patente ;

Que, pour faire la dite demande au département des terres de la Couronne, le dit Owen Murphy se servit de l'intermédiaire d'un nommé George N. Rowe ;

Que, dans le dit mois de septembre 1887, L. L. Rivard, surintendant du domaine de la Couronne, fut chargé par le département des terres de la Couronne, de faire l'évaluation de la dite propriété connue sous le nom de "Table Rock" et de faire un rapport ;

Que le dit L. L. Rivard, après avoir visité la dite propriété, fit le rapport suivant :

" Québec, 28 septembre 1887.

" Honorable P. Garneau C. T. C.

" Monsieur,

" Sur l'ordre que vous m'en avez donné, je me suis transporté mardi, le vingt du courant, dans la ville de Hull, où, en compagnie de M. Farley, l'agent des terres du lieu, j'ai fait un examen minutieux d'une propriété appartenant au gouvernement de la province de Québec, connue sous le nom de "Table Rock," faisant partie du lit de la rivière Ottawa, près de la chute de la Chaudière, à l'ouest du pont suspendu (Chaudière suspended bridge) ; de laquelle propriété qui contiendrait environ 300 pieds sur 500, M. Geo. N. Rowe désire faire l'acquisition, comme il appert par sa lettre du seize courant.

" Sans entrer dans de longs détails, je puis dire, ce que personne n'ignore d'ailleurs, que tout terrain qui, en cet endroit peut être utilisé comme site de moulin, est d'une valeur considérable, vu l'immense pouvoir d'eau offert par la chute de la Chaudière ; témoins les nombreuses, grandes et prospères scieries, usines et manufactures qui couvrent les deux côtés de la rivière, c'est-à-dire tant du côté de Hull que de celui d'Ottawa.

" Le "Table Rock," offre d'immenses avantages pour l'exploitation du pouvoir d'eau produit par la chute en question, et n'est pas en conséquence d'une médiocre valeur.

" Je sais bien que la valeur intrinsèque de ce lot, qui à vrai dire, n'est qu'un simple rocher, est nulle, mais vu la position de cette propriété, je crois devoir l'assimiler quant à la valeur réelle, aux lots de grève ordinaire que l'on vend pour la construction des quais, lesquels ne doivent leur vraie valeur qu'à leur position relative, eu égard aux avantages qu'ils offrent pour la navigation et le commerce. Or, un lot de grève bien situé n'est pas évalué à moins de quatre centins le pied ; à mon avis, le "Table Rock" ne vaut pas moins.

" Humblement soumis,

" (Signé)

L. L. RIVARD,

" Sur. D. C."

" P. S. Je ne crois pas hors de propos d'attirer l'attention du département sur un fait que j'ai déjà eu l'honneur de lui signaler dans mon rapport du 31 octobre 1882,

“ savoir : Les propriétaires des scieries, usines, manufactures, qui existent sur les bords de la rivière d'Ottawa, du côté nord dans la ville de Hull, occupent depuis longtemps des terrains qui font partie du lit de la rivière, et appartiennent par conséquent au gouvernement de cette province ; les quais, digues, dalles et autres constructions qui dépendent de ces moulins, se projetant et empiétant largement sur le domaine de la Couronne sans titres aucuns. Ne serait-il pas à propos de s'occuper de cette question ?

“ (Signé) L. L. RIVARD.

“ Vraie copie.

“ D. B.

“ L. D. ”

Que la superficie réelle de la dite propriété est de 194,000 pieds, tel qu'il appert par une lettre du dit L. L. Rivard, en date du 25 novembre 1887, ce qui, à raison de quatre cents du pied, donne à la dite propriété une valeur de \$7,776.00 ;

Que, dans le mois de septembre 1887, l'honorable P. Garneau était commissaire des terres de la Couronne ;

Que, vers le mois d'octobre 1887, le dit honorable P. Garneau partit pour l'Europe, que pendant son absence, l'honorable Arthur Turcotte, maintenant procureur général de cette province, a agi comme commissaire des terres de la Couronne ;

Que, sur les instances du dit Owen Murphy, le dit honorable Arthur Turcotte fit faire, le ou vers le cinq novembre 1887, une nouvelle évaluation par un nommé Joseph Rosa, ingénieur civil, lequel, sans visiter les lieux, fit le rapport suivant :

“ Québec, 5 novembre 1887.

“ E. E. Taché, Ecr.,

“ député ministre,

“ Ministère des terres de la Couronne de la province de Québec

“ Monsieur,

“ En réponse à votre demande concernant la valeur de la propriété connue sous le nom de “ Table Rock,” située dans le lit de la rivière d'Ottawa, au-dessus de la chute de la Chaudière, à l'ouest du pont suspendu &c., j'ai l'honneur de vous faire rapport qu'après avoir pris connaissance des documents et examiné le plan que vous m'avez soumis &c., vu les travaux considérables qu'il faut faire pour construire un moulin, une usine ou manufacture, parce que ce rocher est couvert de plusieurs pieds d'eau le printemps, et qu'alors le courant y est très-fort par sa proximité de la chute, &c., dans mon humble opinion, le terrain désigné sur le plan que vous m'avez transmis et marqué A. B. C. D. E. et F. au crayon vaut de deux à deux cents et demi le pied en superficie, de \$3,000.00 à \$3 750.00, le tout, vu sa position et les travaux à faire et leur entretien.....

“ Humblement soumis,

“ J'ai l'honneur d'être,

“ Monsieur,

“ Votre humble serviteur,

“ (signé) JOSEPH ROSA,

“ I. C.

Que, le ou vers le 10 janvier 1888, le dit Owen Murphy obtint et fit émaner au nom du dit George N. Rowe, une patente pour la dite propriété connue sous le nom de Table Rock ;

Que le prix stipulé dans la dite patente était de \$3,000, payables par versements annuels de \$600, plus \$100 pour la patente ;

Que, subséquemment, le dit Owen Murphy se rendit en la cité d'Ottawa pour visiter la dite propriété ;

Que, lors de sa dite visite à Ottawa et subséquemment à Québec, le dit Owen Murphy déclara qu'il avait été obligé de payer, comme bonus pour obtenir la dite patente, et en sus des \$3,000 stipulées, comme prix de vente, une autre somme de \$3,000 et fit comprendre au dit Gourdeau que le dit bonus avait été payé au dit honorable Arthur Turcotte ;

Que, subséquemment un nommé Bate offrit au dit Owen Murphy de se rendre acquéreur de la dite propriété pour le prix de \$6,000, ce que le dit Owen Murphy refusa ;

Que, dans le mois de septembre 1888, le dit Francis Gourdeau trouva un acquéreur pour la dite propriété au prix de \$12,000 et en fit part au dit Owen Murphy, et que, le ou vers le 12 septembre 1888, le dit Murphy, en la cité de Montréal, vendit la dite propriété à un nommé Hurdman pour la dite somme de \$12,000 payables comptant ;

Que, sous prétexte que le dit Owen Murphy avait été obligé de payer le dit bonus de \$3,000, pour l'obtention de la dite patente et malgré les conventions faites en septembre 1887, en vertu desquelles le dit Francis Gourdeau devait avoir la moitié des profits réalisés, le dit Owen Murphy ne voulut allouer et remettre au dit Francis Gourdeau qu'une somme de \$1,900.

Que, subséquemment, en janvier 1889, le dit Francis Gourdeau ayant appris des diverses personnes que le dit Owen Murphy n'avait pas payé le dit bonus de \$3,000, menaça le dit Owen Murphy de poursuites judiciaires pour se faire remettre la balance de la part à lui revenant ;

Que, sur les entrefaites, le ou vers le 7 mars 1889, le dit Owen Murphy fit remettre au dit Francis Gourdeau la somme de \$1,000, à deux conditions : 1. Que lui Gourdeau remit au dit Murphy toute correspondance échangée entre eux au sujet de l'achat de la dite propriété ; et 2. Que le dit Gourdeau signât un écrit déclarant que le dit Murphy ne lui avait jamais dit qu'il avait été obligé de payer le dit bonus de \$3,000 à l'honorable Arthur Turcotte ;

Que, quoique protestant que le dit Murphy lui avait déclaré tant verbalement que par écrit, à maintes reprises, qu'il avait été obligé de payer le dit bonus, le dit Gourdeau signa le dit écrit, remit au dit Murphy toute la correspondance et reçut la dite somme de \$1,000 ;

Que la dite propriété connue sous le nom de "Table Rock," était, lors des faits plus haut récités, et est encore d'une valeur dépassant de beaucoup le prix mentionné dans la patente, savoir : d'une valeur d'au moins \$30,000 ;

Que le dit P. Ev. LeBlanc déclare de plus qu'il est informé d'une manière croyable et se croit sincèrement en état d'établir que le dit Owen Murphy a profité de sa position de membre de cette Chambre et de son influence auprès du dit honorable Arthur Turcotte, pour se faire concéder sous le nom de George N. Rowe, pour la somme de \$3,000, une propriété appartenant à la Couronne d'une valeur beaucoup plus grande, faisant ainsi perdre à la Couronne une somme considérable ;

Que le dit Owen Murphy a déclaré que, pour obtenir la dite patente ou le dit octroi, il avait été obligé de payer à un des membres de l'Exécutif de cette province un bonus de \$3,000 ; que si la déclaration du dit Owen Murphy, qu'il avait été obligé de payer le dit bonus est fausse, une telle conduite le rendrait indigne de siéger en cette Chambre, tandis que si elle est vraie, elle rendrait les deux députés savoir : le dit honorable Arthur Turcotte et le dit Owen Murphy indignes de siéger en cette Chambre et que, dans toute cette affaire, les intérêts de la province ont été sacrifiés.

Il soit résolu : Que dans l'intérêt public et celui du bon gouvernement de cette province et de la dignité de cette Chambre, il est nécessaire de s'enquérir de ces faits ; et que, en conséquence, la dite déclaration soit référée au comité des privilèges et élections avec pouvoir, pour ce dernier, d'envoyer chercher papier, personnes, et records, et de faire rapport de temps à autre à cette Chambre.

Et la proposition est résolue affirmativement.

Sur motion de M. Owens, secondé par M. McIntosh,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, — copie d'une requête adressée au gouvernement, l'an dernier, par certains électeurs du comté de Verchères et autres personnes, concernant l'emploi de la somme de \$112,500.00, *re* chemin de fer "Le Montréal et Sorel," aussi pour copie de l'état de compte fourni au gouvernement par les fidéi-commissaires à qui a été confiée cette somme ; enfin pour copie de tout arrêté du Conseil Exécutif de cette province, de toute correspondance et de tous écrits généralement, concernant cette affaire.

Sur motion de M. Lapointe, secondé par M. Beauchamp,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre, une copie de tout arrêté du conseil, de tout contrat, de toute correspondance et de tout écrit généralement, contenant des renseignements sur les questions suivantes, savoir :

1. Le gouvernement a-t-il cédé à M. le juge Tessier ou à quelqu'un de sa famille, depuis le premier février 1889, certaine propriété située à Rimouski ?

2. Si oui, quelle propriété, à quel endroit est-elle située dans Rimouski ?

3. Quelle en est la contenance en superficie ?

4. Quelle est la nature du contrat, est-ce une vente ou un autre contrat ?

5. Quel est le prix ?

6. Quelles sont les conditions de paiement ?

Ordonné, Que les dites adresses soient présentées à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill concernant le droit de voter, la préparation des listes électorales et pour amender la formule du serment ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Beauchamp fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre, en conséquence, procède à prendre le dit bill en considération.

Et la question étant mise aux voix, — Que les dits amendements soient maintenant lus la seconde fois ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix, — Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dits amendements ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité général sur le bill amendant l'article 2320 des Statuts refondus de la province de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. David fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour annexer les paroisses Saint-Michel des Saints, Saint-Gabriel de Brandon, Saint-Damien et les territoires non organisés du comté de Berthier au district de Joliette, pour les fins judiciaires, étant lu ;

M. Basinet propose, secondé par M. Gladu, — Que le bill soit maintenant lu la seconde fois, et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la première séance, demain.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant l'article 844 des Statuts refondus de la province de Québec, étant lu ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant la loi relative à la Corporation des huissiers de Montréal et au cautionnement qu'ils doivent fournir ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pilon fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte amendant la loi relative à la corporation des huissiers du district de Montréal et au cautionnement qu'ils doivent fournir."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender les articles 375 et 721 du Code municipal, étant lu ;

Le Bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en tel comité.

Et la Chambre ayant continué de siéger en comité jusqu'après minuit, mardi matin ;

Mardi, 18 mars 1890.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robidoux fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender le Code municipal.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte amendant la loi relative aux bazars et loteries dans la province," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Sur motion de M. Lafontaine, secondé par M. David,

Ordonné, Que le bill du Conseil législatif intitulé : " Acte amendant la loi relative aux bazars et loteries dans la province," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu pour la première fois ; et la seconde lecture en est remise à la prochaine séance, aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Mardi, 18 mars 1890.

11 heures, A. M.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 27 janvier 1890, pour la correspondance etc., au sujet du paiement et de la répartition plus juste des rentes seigneuriales dans la seigneurie Lauzon. (*Documents de la session, No. 186.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 mars 1890, pour une copie des requêtes, de la correspondance et des rapports d'inspection en la possession du gouvernement, au sujet de la reconstruction d'un pont au Cap Ozo, dans la Baie de Gaspé. (*Documents de la session, No. 187.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 mars 1890, pour copies de toutes correspondances échangées entre le gouvernement, ou l'un de ses membres, et Sydney A. Fisher, M. P., du comté de Brome, ou autres personnes, pendant l'année 1889, au sujet de subventions accordées pour l'entretien des routes du comté de Brome. (*Documents de la session, No. 188.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 10 mars 1890, pour un état détaillé donnant : 1. La désignation des chemins et ponts de colonisation, dans chacun des comtés de Richmond et Wolfe, sur lesquels des travaux ont été faits, durant la saison dernière, à même les octrois de colonisation votés pour l'année fiscale de 1889 et 1890.

2. Les montants dépensés sur chacun des chemins, avec le nom des conducteurs des travaux.

3. Aussi, copie de toute demande d'argent, mémoire de distribution, recommandation, suggestion, et généralement toute correspondance quelconque en rapport avec les dits chemins de colonisation de Richmond et Wolfe. (*Documents de la session, No. 189.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 12 mars 1890, pour une copie de la correspondance échangée entre M. Gerald Hart, de Montréal, et M. LeMay, conservateur de la bibliothèque de la Législature, à propos de la vente, à Boston, de la collection de livres et de documents concernant l'histoire du Canada. (*Documents de la session. No. 190.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 mars 1890, pour une copie des instructions données par le gouvernement, ou le Commissaires des terres, à M. Charles Allard, de Chambly, concernant les études qu'il a été chargé de faire sur la nature et la valeur des pêcheries ; aussi copie, de son rapport et de l'état de compte par lui fourni, pour son salaire et ses déboursés. (*Documents de la session, No. 191.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender l'acte passé dans la présente session, sous le No. 14, intitulé : Acte amendant la loi de l'Instruction publique ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille trois cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour bourses supplémentaires aux nouveaux élèves des Ecoles d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à l'Exposition provinciale, à Montréal, pourvu que le gouvernement ne paie pas plus que la cité de Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'Ordre provincial du mérite agricole ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du Manuel d'agriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des chemins de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas onze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des Sociétés de colonisation ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour le dessèchement de *Norton Creek*, comté de Chateauguay, afin de rendre cultivables 5,000 acres de terrain d'alluvion, 4e paiements sur cinq paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un bateau à vapeur pour faire le service de lac St-Jean, 3e paiement sur cinq paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide à la ligne maritime du Saguenay, 4e paiement sur 5 paiements égaux ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de topographie, rapports, statistiques, etc., sur les progrès du pays en général et de la colonisation en particulier ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante piastres soit accordée à Sa Majesté, pour encourager l'arboriculture ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question soit mise aux voix.

Trois heures P. M.

L'honorable M. Turcotte se lève de son siège et fait la déclaration suivante :

CANADA,
PROVINCE DE QUÉBEC, }
District de Québec. }

Je, Arthur Turcotte, de la cité des Trois-Rivières, Procureur-Général de cette province, déclare :

Que j'ai lu la déclaration, faite dans la Chambre d'assemblée, par P. E. LeBlanc, député de Laval, le onze mars courant, dans laquelle il est allégué que M. Owen Murphy, M. P. P., Québec-Ouest, a déclaré qu'il m'avait payé, pour mon avantage et bénéfice personnel, la somme de \$3,000, dans le but d'exercer une pression abusive sur ma manière d'agir, lors de la vente de la propriété connue sous le nom de "Table Rock," faite à un nommé Rowe, par le gouvernement de cette province, en janvier 1888.

Et je déclare, de plus, que jamais, à quelque époque que ce soit, soit lors de la vente de cette propriété, avant ou après, je n'ai cherché directement ou indirectement, à obtenir, pour moi ou toute autre personne, agissant pour moi, le paiement d'aucune somme quelconque du dit Owen Murphy, ou de toute autre personne ;

Que jamais, ni directement, ni indirectement, je n'ai reçu du dit Owen Murphy, ni d'aucune autre personne, le paiement ou la promesse de paiement de la dite somme de \$3,000, ou de toute autre somme quelconque, tel qu'il est allégué faussement dans cette déclaration.

Je déclare aussi, de plus, que je n'ai pas été influencé d'une manière corruptrice, et qu'aucune tentative n'a été faite, pour me corrompre, par le dit Owen Murphy ou toute autre personne relativement à la vente de cette propriété.

Et je déclare, de plus, que dans tout le cours des négociations qui ont eu pour résultat la vente de cette propriété, connue sous le nom de "Table Rock," je n'ai été guidé que par le seul désir de protéger et de servir les intérêts de la province.

Ordonné, Que la dite déclaration soit insérée dans les Journaux de cette Chambre.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 mars 1890, pour un état indiquant pour quels services les sommes suivantes ont été payées :

\$244,39 à Louis Lapointe, de Saint-Jean Port-Joli ; \$55,50 à Eugène Lapointe, du même lieu ; \$114 à Philias Lapointe, aussi du même lieu, tel que mentionné à la page 149 des comptes publics de 1889.

2. La date des paiements.

3. Le nombre de jours pendant lesquels ces personnes ont été employées. (*Documents de la session, No. 192.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 mars 1890, pour une copie de tout ordre ou autre écrit émanant du département des travaux publics et de celui du Procureur-général, depuis le premier août 1887, et requérant les services de M. J. A. Mercier, de Montréal, pour les fins mentionnées dans la réponse de l'honorable Procureur-général, à l'interpellation de M. Tourigny, le 13 février 1890.

Aussi, pour copie des comptes envoyés par M. Mercier au gouvernement pour ses émoluments et déboursés, et un état des sommes à lui payées jusqu'au moment où la réponse à cette ordre de la Chambre sera donnée, le dit état distinguant ce qui a été payé à titre de salaire de ce qui a été payé pour frais de voyage ou autres déboursés.

Enfin, pour copie de toute correspondance échangée entre M. J. A. Mercier et le département des travaux publics, ou tout autre département, au sujet des services pour lesquels il a reçu la somme mentionnée dans la réponse de l'honorable Procureur-général, à l'interpellation de M. Tourigny, le 13 février 1890, savoir : \$3,950.75. (*Documents de la session, No. 193.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 6 mars 1890, pour copie de toute la correspondance, concernant la destitution de M. Octave Martin, comme sous-agent des terres de la Couronne, dans le comté de Bonaventure. (*Documents de la session, No. 194.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 10 mars 1890, pour un état indiquant la nature et la quantité de bois coupés ou manufacturés par la société de MM. Martin & LeBel et Thomas LeBel, de Rimouski, depuis le mois de janvier 1887, et pour lequel des droits étaient payables à la Couronne ; le montant payé par eux, ou aucun d'eux, pour droits de coupe, les montants réclamés par l'agent ou le département des terres de la Couronne ; avec, de plus, copie de tous comptes produits, des rapports faits de tout billet promissoire qui a pu être donné en règlement de tous tels droits, et de tout autre correspondance se rapportant à tels sujets. (*Documents de la session, No. 195.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 10 mars 1890, pour une copie de la requête de 1889, demandant une aide pour les travaux à faire à un pont sur la petite rivière au Renard, des instructions données à M. C. A. Lavergne, en la même année, au sujet de tels travaux, du rôle de paie et des rapports faits par ce conducteur, de tous les comptes et reçus produits, ainsi que de toute correspondance relativement à ce sujet. (*Documents de la session, No. 196.*)

M. Robidoux, du comité permanent de législation et des lois expirantes, présente à la Chambre le sixième rapport de ce comité, lequel est lu, comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les bills suivants, qu'il soumet à la considération de cette honorable Chambre : le premier, sans amendement ; le second, avec amendements, savoir :

Bill intitulé : " Acte pour abroger les articles 696 et 697 et la section 2 de l'article 5391 des Statuts refondus, et y substituer les articles y mentionnés. "

Bill intitulé : " Acte pour amender les articles 298 et 299 du Code civil du Bas-Canada. "

Votre comité a aussi axaminé le bill suivant, qu'il rapporte devant cette Chambre pour être pris en considération :

Bill intitulé : " Acte pour amender l'Acte électoral. "

Votre comité rapporte de plus le bill pour amender la loi électorale de Québec, que votre honorable Chambre voudra bien considérer en même temps que le bill ci-dessus cité.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Que, aujourd'hui à la prochaine séance, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions, concernant les subsides à certains chemins de fer.

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

• *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille cent cinquante piastres soit accordé à Sa Majesté, pour rencontrer les salaires du gouvernement civil ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Et la question étant proposée,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ;

Et un débat s'en suivant ;
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question d'ajournement soit mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la Province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 mars 1890, pour une copie de tous rapports, correspondance et autres documents se rattachant à l'état actuel de l'Ecole-normale Jacques-Cartier, à Montréal. (*Documents de la session, No. 197.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 mars 1890, pour une copie de la correspondance échangée entre Sixte Coupal, écuyer, et le gouvernement de cette province, depuis le premier juillet 1888, concernant un pont sur la rivière au Diable, dans le comté de Terrebonne, et nommément d'une requête avec lettre motivée, adressée à l'honorable M. Rhodes, ainsi que des lettres à l'honorable M. Mercier, sur le même sujet. (*Documents de la session, No. 198.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 5 mars 1890, pour une copie de toute correspondance, rapports et documents généralement quelconques, se rattachant aux travaux sur la section K du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, et des demandes de paiements, des gages des ouvriers, du droit de passage, des provisions fournies, etc., etc., en rapport avec les travaux de cette section. (*Documents de la session, No. 90b.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 10 mars 1890, pour une copie de toutes correspondances entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et les conseils municipaux des ville et paroisse de Nicolet, ou toute autre personne, au sujet de la construction d'un pont sur la rivière Nicolet, vis-à-vis la dite ville de Nicolet. (*Documents de la session, No. 199.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 mars 1890, pour une copie des requêtes, de la correspondance et des rapports en la possession du gouvernement, touchant la question de la construction d'un pont sur la rivière Saint-Jean, dans le comté de Gaspé. (*Documents de la session, No. 200.*)

La Chambre reprend le débat ajourné sur la question proposée, aujourd'hui,—Que la résolution (rapportée du comité des subsides, aujourd'hui), octroyant la somme de cent cinquante mille piastres pour faire face aux salaires du gouvernement civil, soit maintenant lue la seconde fois ;

M. LeBlanc propose, comme amendement, secondé par M. Casgrain,—Que tous les mots après "que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : "cette résolution ne soit pas maintenant lue une seconde fois, mais attendu que les frais du gouvernement civil n'ont été que de \$187,104.52 pour l'année 1884-85 et de \$183,514.50 pour l'année 1885-86 ; et attendu que ces sommes ont suffi aux besoins du service public ; cette Chambre est d'opinion que les dépenses du gouvernement civil pour l'année 1890-91 devraient être réduites de \$239,742.00 \$185,000.00, soit une diminution de \$54,742.00."

M. Pilon propose, comme sous amendement, secondé par M. Basinet, Que les mots "cette résolution ne soit pas maintenant lue une seconde fois ; mais attendu que les frais du gouvernement civil n'ont été que de \$187,104.52 pour l'année 1884-85 et de \$183,514.50 pour l'année 1885-86, et attendu que ces sommes ont suffi aux besoins du service public ; cette Chambre est d'opinion que les dépenses du gouvernement civil pour l'année 1890-91 devraient être réduites de \$239,742.00 \$185,000.00, soit une diminution de \$54,742.00," soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Cette Chambre ne peut blâmer l'augmentation des dépenses du service civil, vû qu'elle est en grande partie due à la création d'un ministère spécial d'agriculture et de colonisation, et à l'accroissement considérable d'affaires survenues dans tous les départements depuis 1887. "

Et le sous amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf) et</i>
<i>David,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Trudel—32.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>England,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Tourigny—17.</i>
<i>Duplessis,</i>			

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement, ainsi amendé, étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Et alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix, elle est résolue affirmativement sur la même division que la précédente.

- La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois et adoptée.

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas trois cent quatre-vingt-dix neuf mille six cents trois piastres et soixante et treize centins soit accordée à Sa Majesté, pour rencontrer les dépenses de l'administration de la justice ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, et la question étant proposée, —Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ;

M. Beauchamp propose, comme amendement, secondé par M. Lapointe, —Que tous les mots après " Que, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " attendu que les frais de l'administration de la justice n'ont été que de \$363,746.48 pour l'année 1885-86, et de \$356,646.48 pour l'année 1884-85 ;

Cette Chambre est d'opinion qu'en pratiquant l'économie, le gouvernement peut pourvoir à l'administration de la justice avec une somme moindre que celle de \$411,603.73 inscrite au budget, et que les dépenses de cette branche du service public, pour l'année 1890-91, devraient être réduites à \$375.000 soit une diminution de \$36,603.73. "

L'honorable M. Gagnon propose, comme sous-amendement, secondé par M. Bernatchez, —Que les mots " attendu que les frais de l'administration de la justice n'ont été que de \$363,746.48 pour l'année 1885-86, et de \$356,646.48 pour l'année 1884-85 ;

" Cette Chambre est d'opinion qu'en pratiquant l'économie, le gouvernement peut pourvoir à l'administration de la justice avec une somme moindre que celle de \$411,603.73 inscrite au budget, et que les dépenses de cette branche du service public, pour l'année 1890-91, devraient être réduites à \$375.000 soit une diminution de \$36,603.73, " soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " ce crédit n'est guère plus élevé que les dépenses, pour le même objet, durant les années ci-dessous mentionnées ;

" Ces dépenses ont été comme suit :

1875-76	\$ 399,754.76
1876-77	404,728.01
1877-78	422,624.77
1878-79	399,790.00

" Et les deux partis ayant demandé et recommandé l'augmentation de certains salaires des juges de session et d'autres fonctionnaires appartenant à cette branche de service ; cette Chambre considère comme raisonnable le crédit demandé."

Et le sous-amendement était mis aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shekyn,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Turcotte—33.</i>
<i>David,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tourigny—17.</i>
<i>Desjardins,</i>			

Ainsi, il est résolu affirmativement :

Et l'amendement à la question originale, ainsi amendé, étant mis aux voix, il est résolu affirmativement.

Alors, la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, adoptée.

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'une grande route, dans l'intérieur des comtés de Gaspé et de Bonaventure, de Cascapédiac à Gaspé ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le creusement de la rivière La Tortue, \$1,000 en deux paiements, 1er paiement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour le creusement de la rivière des Hurons, au Village St-Jean-Baptiste ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas soixante et dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des loyers, assurances, réparations, etc., des édifices publics en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'inspections, arpentages, etc., pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de réparations des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des assurances des palais de justice et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas neuf cent six piastres et soixante et seize centimes soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de loyers des palais de justices et des prisons ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux cent dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des asiles des aliénés, Beauport, St-Jean de Dieu, St-Ferdinand d'Halifax, Maison de Santé de Belmont, Hôtel-Dieu de St-Valier pour les idiots ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Les première, seconde et troisième résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La quatrième résolution étant lue la seconde fois et la question étant proposée, — Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Et la cinquième résolution et les suivantes jusqu'à la neuvième, inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. Murphy rapporte du comité des subsides plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Gazette Officielle de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour timbres, licences, etc ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'inspection des chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital de Fraserville ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital Témiscamingue ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôtel-Dieu, St-Hyacinthe ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital des Sœurs Grises, St-Jérôme ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction du Collège St-Bernardin, de Waterloo ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction de l'Hôpital Général du district de Richelieu, à Sorel ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la Maison de Refuge, de Ste-Cunégonde, pour les personnes âgées et infirmes, pour defrayer dépenses de construction ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour la construction d'un Hôpital pour les Sœurs de la Providence, de l'Assomption ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour defrayer les dépenses de la transcription et réparation des registres et documents dans les différents bureaux de la province ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

13. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour achat d'exemplaires du Dictionnaire généalogique de Mgr Tanguay ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

14. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'impression et distribution des amendements au Code municipal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

15. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de traitement et frais de bureau d'un agent en France ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

16. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du fonds des municipalités, S. R. B. C. chap. 110, section 7 ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

La première résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

La seconde résolution étant lue la seconde fois et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Et la troisième résolution et les suivantes jusqu'à la seizième inclusivement, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, pour les district électoraux d'Ottawa, Wolfe et Richmond, étant lu ;

Et la question étant mise aux voix,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois, la proposition est résolue affirmativement, *nemine contradicente*.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, du consentement de l'honorable M. Robertson, représentant pour le district électoral de Sherbrooke, M. McIntosh, représentant pour le district électoral de Compton, M. Baldwin, représentant pour le district électoral de Stanstead, M. Poupore, représentant pour le district électoral de Pontiac, M. Picard, représentant pour le district électoral de Richmond et Wolfe, M. deGrosbois, représentant pour le district électoral de Shefford, M. Cameron, représentant pour le district électoral de Huntingdon, M. England, représentant pour le district électoral de Brome, et M. Spencer, représentant pour le district électoral de Missisquoi.

Le bill est, alors renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Robertson fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

L'honorable M. Taillon propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Blanchet,—Que tous les mots après “ maintenant ” soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots “ renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instructions de l'amender :

1. En retranchant dans la première ligne de l'article premier, les mots “ depuis et après la fin de la présente session de cette Législature, ” et en les remplaçant par les mots “ à l'avenir ” ;

2. En ajoutant à l'article 3, les mots : “ Nonobstant ce qui précède, la représentation de ces districts électoraux ne sera pas changée avant la fin de la présente Législature, excepté dans les cas où il surviendrait une vacance. ”

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

Et la question étant mise aux voix,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

La proposition est résolue affirmativement, *nemine contradicente*.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois, du consentement de l'honorable M. Robertson, représentant pour le district électoral de Sherbrooke, M. McIntosh, représentant pour le district électoral de Compton, M. Baldwin, représentant pour le district électoral de Stanstead, M. Poupore, représentant pour le district électoral de Pontiac, M. Picard, représentant pour le district électoral de Richmond et Wolfe, M. de Grosbois, représentant pour le district électoral de Shefford, M. Cameron, représentant pour le district électoral de Huntingdon, M. England, représentant pour le district électoral de Brome, et de M. Spencer, représentant pour le district électoral de Missisquoi.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : “ Acte concernant la représentation à l'Assemblée législative, pour les districts électoraux de Wolfe et Richmond. ”

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, informant Son Honneur que le bill concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, pour le district électoral Wolfe et Richmond a été passé par l'Assemblée législative, du consentement de la majorité des représentants des comtés, indiqués dans la seconde cédula de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, de 1867.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES :

Par l'honorable M. Taillon,—1. Dans quelle cause, concernant les lots de grève, M. Frs. Langelier a-t-il représenté la province de Québec, devant la Cour Suprême ?

2. Quand est-ce ?
3. Combien le gouvernement lui a-t-il payé pour cela ?
4. Lui est-il dû encore quelque chose ?
5. Ce procès est-il fini ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—1. Dans aucune.

2. Jamais.
3. Rien.
4. Non.
5. Il n'est pas fini et il n'a jamais été commencé.

Par M. Spencer,—1. Combien le gouvernement a-t-il payé à John P. Noyes, avocat, de Waterloo, pour l'enquête concernant la Compagnie du chemin de fer de Hereford ?

2. Quelles sont les autres dépenses encourues par le gouvernement pour cette affaire ?

3. Est-il dû encore quelque chose ?
4. Si oui, à qui et combien ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—1 et 2. \$39,552.74 pour payer les ouvriers etc., y compris \$1421.25, pour ses honoraires et déboursés comme commissaire-enquêteur.

3. Non.
4.

Par M. Tessier (Portneuf),—Est-ce que le gouvernement est disposé à contribuer à l'érection d'un monument en la cité de Québec, en souvenir du Major Short et du Sergent Wallick, morts victimes de leur dévouement, lors de l'incendie de Saint-Sauveur, en mai 1889 ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Oui, la province doit ce témoignage à la mémoire de deux soldats morts au poste d'honneur, victimes de leur dévouement.

Par M. Beauchamp,—1. Le gouvernement a-t-il payé l'an dernier à la municipalité scolaire du Bic, dans le comté de Rimouski, quelque somme en rapport avec un procès où cette municipalité était concernée ?

2. Si oui, quelle somme ?
3. A quelle date ?
4. Pour quelles raisons ?
5. Qui était l'avocat de la dite municipalité en cette cause ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—1. Non ; mais le département de l'instruction publique a remboursé aux commissaires d'écoles du Bic, les frais par eux payés sur une poursuite par eux intentée devant la Cour Supérieure, district de Rimouski, contre leur secrétaire-trésorier, pour faire rendre exécutoire la sentence de l'honorable surintendant de l'Instruction publique, au sujet des comptes de leur secrétaire, laquelle poursuite avait été intentée sur l'ordre du surintendant et a été renvoyée.

2. \$180.00.
3. 20 novembre 1889.
4. Parce que M. le juge Larue a déclaré dans son jugement : 1. Que le surintendant n'avait pas de juridiction ; 2. Que le surintendant ou son délégué n'avaient pas donné au défendeur les avis requis par la loi.
5. MM. Dionne et Tessier.

M. Beauchamp,—1. Le gouvernement a-t-il fait remise, ou a-t-il promis de faire remise, à certaines municipalités du comté de Shefford, de leur dette au fonds d'emprunt municipal ?

2. Si oui, quand ?
3. En faveur de quelles municipalités ?
4. Est-ce une remise partielle ou totale ?
5. Si aucune remise n'a été faite ou promise, le gouvernement se propose-t-il d'en faire ?
6. Si oui, en faveur de quelles municipalités ?
7. Combien à chacune ?
8. Existe-t-il quelque correspondance sur le sujet entre le gouvernement et M. de Grosbois, député de Shefford ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—1, 2, 3, 4. Non, et le gouvernement n'est nullement engagé à cet égard.

- 5, 6, 7. Le gouvernement n'a pris aucune décision à ce sujet ;
8. Aucune correspondance.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : "Acte concernant la partie démembrée de la paroisse Saint Jean-Baptiste de Montréal ;"

Bill intitulé : "Acte pour amender la loi des licences de Québec, concernant le droit sur le prix de vente à l'encan."

Et aussi le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certaines amendements, pour lesquels il demande le concours de la Chambre, savoir :

Bill intitulé : "Acte refondant les lois relatives à la Corporation de la ville de St. Jean."

Et bill intitulé : "Acte amendant les lois qui concernent la Corporation de la cité de Québec."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Acte refondant les lois relatives à la Corporation de la ville de St. Jean," lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : "Acte amendant les lois qui concernent la Corporation de la cité de Québec," lesquels sont lus la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, demain.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à demain.

Mercredi, 19 mars 1890.

Onze heures A. M.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte amendant la charte de la cité de Montréal (1889) " étant lu ;
Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Sur motion de M. Boyer, secondé par M. Hall,

Ordonné, Que le bill soit amendé de nouveau en ajoutant à la fin de la troisième clause, les mots suivants ; " mais rien dans cette clause n'affectera les contrats existant entre la ville de Montréal et la Compagnie dite " *The Royal Electric Light Company*."

Ordonné, Que le Greffier reporte ce bill au Conseil législatif et informe leurs Honorables que cette Chambre a adopté leurs amendements avec un amendement pour lequel elle désire leur concours.

Ordonné, Que M. Basinet ait la permission de présenter un bill pour amender l'article 241 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement aux officiers-rapporteurs.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Ordonné, Que l'honorable M. Duhamel ait la permission de présenter un bill à l'effet d'étendre les dispositions de l'article 2175 du Code civil, relativement à certaines subdivisions cadastrales.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

Sur motion de M. David, secondé par M. Boyer,

Ordonné, Que l'honorable de \$200, payé pour le bill constituant en corporation la Compagnie des consommateurs de gaz de Québec, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu que ce bill a été rejeté.

Sur motion de l'honorable M. Blanchet, secondé par l'honorable M. Taillon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une copie de la correspondance entre le Rév. M. Morissette, prêtre, curé, et des habitants de St. Ephrem de Tring, dans le comté de Beauce, au sujet d'une demande pour indemniser les victimes des tempêtes de grêle, dans cette paroisse, durant l'été 1888 et 1889.

L'honorable M. Flynn propose, secondé par l'honorable Robertson,—Qu'un comité spécial composé de l'honorable Procureur général Turcotte, de MM. David, Lafontaine, Tessier (Portneuf), Casgrain, Duplessis et du moteur, soit nommé avec la mission d'étudier la question de la tenure des terres dans les Isles de la Magdeleine, de constater les droits respectifs du capitaine Isaac Tristram Coffin, et des occupants de terres dans ces isles, en vertu des titres qui leur ont été consentis, soit par lui, soit par ses auteurs, ainsi que les droits du dit capitaine Isaac Tristram Coffin sur la partie non concédée de ces isles, d'indiquer le meilleur moyen d'arriver au plus tôt à un changement dans la nature ou le genre des titres ou concessions, à l'extinction ou libération des rentes foncières, annuelles ou autres, que les occupants ou possesseurs de lots sont astreints à payer, et à la propriété incommutable de leurs terres, et généralement de s'enquérir des questions qui se présentent relativement aux matières sus-mentionnées, le dit comité étant autorisé à envoyer chercher personnes, papiers et records, et de faire rapport, de temps à autre, suivant que besoin en sera.

Et un débat s'en suivant ;

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre à 3 heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures P. M.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par l'honorable M. Taillon,—1. F. H. Préfontaine est-il à l'emploi du gouvernement ?

2. Si oui, depuis combien de temps ?

3. Quelles sont ses fonctions ?

4. Quel est son salaire ?

5. Combien a-t-il reçu jusqu'aujourd'hui ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—1. Oui.

2. Depuis le 1er juillet 1889.

3. Surintendant des gardes-feux.

4. \$600.00 par année,

5. \$525.00 y compris \$125.00 pour dépenses de voyage.

Par M. Trudel,—M. P. P. V. Du Tremblay, arpenteur, de la paroisse de Ste-Anne de la Pérade, a-t-il eu quelque emploi du gouvernement depuis l'année 1884 jusqu'au 1er février 1887 ?

Si oui, quelle est la nature de cet emploi ?

Combien lui a-t-il été payé pour ses services, depuis 1884 jusqu'au 1er février 1887 ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—1. Oui.

2. Le relevé des rivières Eaux Mortes et Towachiche, estimé à \$1,600.00 environ.

3. \$920.02.

Par M. McIntosh : Quelles sont les sommes payées par le gouvernement pour le voyage en Europe de MM. Shehyn et Garneau, l'automne dernier ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn :

Montant des sommes payées.....	\$4,441.93
Remboursement à déduire.....	373.28
	<hr/>
	\$4,068.65

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer un conservateur des répertoires des notaires, pratiquant avant la cession du pays, afin de faire faire la confection de ces répertoires d'une manière uniforme, de les examiner, de les collationner et de prendre note sur le tout ?

Si oui, est-ce l'intention du gouvernement de permettre aux écrivains, aux chercheurs et aux intéressés, de faire faire gratuitement dans ces répertoires, par qui de droit, toutes les recherches dont ils auraient besoin ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Sous considération.

Par M. Lussier,—Les Compagnies de chemins de fer, tenant leur charte de la Législature de cette province, étant tenues, d'après l'acte 40 Vict., chap. 16, de se conformer, dans les deux mois de la mise en force de l'acte 50 Vict., chap. 66, à certaines dispositions concernant les enregistrements et renouvellements, est-ce l'intention du gouvernement d'obliger les compagnies, qui ont négligé de ce faire, à exécuter les obligations qui leur sont imposées ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Oui, toutes les obligations imposées par la loi.

Par M. LeBlanc,—1. Quelle est la valeur vénale actuelle des bons de chemins de fer que le gouvernement a acceptés :

a. Du comté de Shefford, pour une valeur nominale de \$200,000.00, en paiement des \$250,298.08 dus par ce comté au fonds d'emprunt municipal.

b. Du canton de Stanbridge, pour une valeur nominale de \$15,000.00, en paiement des \$51,106.67 dus par ce canton au fonds d'emprunt municipal.

2. Quel usage le gouvernement a-t-il fait ou entend-il faire de ces bons de chemins de fer ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—1. Il est impossible, et ce ne serait pas prudent de dire quelle est la valeur vénale actuelle de ces bons de chemins de fer.

2. Le gouvernement n'a pris aucune décision à ce sujet.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par M. McIntosh,

Ordonné, Que le bill amendant le Code civil du Bas-Canada, relatif au domicile, soit remis sur l'ordre du jour pour seconde lecture.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée, aujourd'hui,—Qu'un comité spécial composé de l'honorable Procureur général Turcotte, de MM. David, Lafontaine, Tessier (Portneuf), Casgrain, Duplessis et du moteur, soit nommé, avec la mission d'étudier la question de la tenure des terres dans les Isles de la Magdeleine, de constater les droits respectifs du capitaine Isaac Tristram Coffin, et des occupants des terres dans ces isles, en vertu des titres qui leur ont été consentis, soit par lui, soit par ses auteurs, ainsi que les droits du dit capitaine Isaac Tristram Coffin, sur la partie non concédée de ces isles ; d'indiquer le meilleur moyen d'arriver au plus tôt à un changement dans la nature ou le genre des titres ou concessions, à l'extinction ou libération des rentes foncières, annuelles ou autres, que les occupants ou possesseurs de lots sont astreints à payer, et à la propriété incommutable de leurs terres, et généralement de s'enquérir des questions qui se présentent relativement aux matières sus-mentionnées, le dit comité étant autorisé à envoyer chercher personnes, papiers et records, et à faire rapport de temps à autre, suivant que besoin en sera.

Et la question étant de nouveau proposée,

L'honorable M. Mercier propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Shehyn, que tous les mots après " Que, " dans la dite motion, soient retranchés et remplacés par les suivants :

" Il appert par les documents mis devant cette Chambre, durant la présente session, portant respectivement les numéros 23, 90, 125, 140, 67, 140b, 140c et 177, et par des réponses faites à certaines interpellations, que le gouvernement actuel s'occupe activement de cette question de la tenure des terres dans les Isles de la Magdeleine, et cherche à obtenir tous les renseignements nécessaires pour arriver au résultat désirable ;

Qu'un comité de cette Chambre a été formé en 1872, a entendu un grand nombre de témoins, ce qui a coûté très cher à la province, et que ce comité a fait rapport ; mais que ce rapport est resté sans effet pratique ;

Que la session est trop avancée pour former utilement le comité demandé et en espérer quelque chose d'utile ;

Que cette Chambre est satisfaite que le gouvernement ait pris l'initiative sur cette question et ait envoyé des commissaires sur les lieux, afin de se renseigner d'une manière aussi parfaite que possible, et lui laisse le soin de continuer les études nécessaires pour donner à cette question importante une solution favorable et aux habitants des Isles de la Magdeleine, et à la province de Québec, et espère qu'un projet de loi sera soumis à la prochaine session sur ce sujet, afin de venir au secours des habitants de ces isles. "

L'honorable M. Gagnon, propose comme sous-amendement, secondé par l'honorable M. Mercier, Que les mots suivants soient ajoutés au dit amendement :

" Que le rapport du dit comité n'a été fait qu'en 1875, n'a jamais été adopté, et que la motion faite pour son adoption, par feu l'honorable M. Fortin, a été retirée. (Journal de l'Assemblée législative, page 215, 22 février 1875.)

Que cette Chambre espère que les habitants des Isles de la Magdeleine seront satisfaits des déclarations du gouvernement à ce sujet. "

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Robertson, *Ordonné*, Que le débat soit ajourné.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre à 7½ heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

7.30 heures P. M.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 mars 1890, pour une copie de la correspondance échangée entre l'honorable Secrétaire de la province et le surintendant de l'Instruction publique, au sujet du nombre d'enfants qui n'apprennent pas le français, dans les écoles subventionnées par la province. (*Documents de la session, No. 201.*)

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte amendant les lois qui concernent la Corporation de la cité de Québec," étant lu ;

M. Rinfret propose, secondé par M. Boyer,—Que les dits amendements soient maintenant lus la seconde fois ;

L'honorable M. Pelletier propose, comme amendement, secondé par M. Trudel,—Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots " un message soit envoyé au Conseil législatif, priant leurs Honneurs de réinsérer, dans le dit bill, la clause 25e.

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise et il est résolu négativement.

Alors la question principale est mise aux voix,

Ordonné, Que les dits amendements soient maintenant lus la seconde fois.

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte refondant les lois relatives à la ville de St-Jean," étant lu ;

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte amendant la loi 8 Vict., chap. 81, qui constitue en corporation le Collège de médecine et de chirurgie de Montréal," étant lu ;

M. Forest propose, secondé par M. Rocheleau, Que les dits amendements soient maintenant lus la seconde fois ;

M. Champagne propose, comme amendement, secondé par M. Bernatchez, Que le mot " maintenant " soient retranché et que les mots " dans six mois à dater d'aujourd'hui, " soient insérés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Morin,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>couata),</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Dukamel,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Tessier (Portneuf) et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Trudel—26.</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Legris,</i>	
<i>De Grosbois,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>England,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Forest,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Hall,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shelkyn,</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Taillon—24.</i>

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois dans six mois à dater d'aujourd'hui.

La Chambre reprend le débat ajourné sur le sous-amendement proposé, aujourd'hui, à la motion portant " Qu'un comité spécial composé de l'honorable Procureur-général Turcotte, de MM. David, Lafontaine, Tessier (Portneuf), Casgrain, Duplessis et du moteur, soit nommé, avec la mission d'étudier la question de la tenure des terres dans les Iles de la Magdeleine, de constater les droits respectifs du capitaine Isaac Tristram Coffin, et des occupants des terres dans ces isles, en vertu des titres qui leur ont été consentis, soit par lui, soit par ses auteurs, ainsi que les droits du dit capitaine Isaac Tristram Coffin, sur la partie non concédée de ces isles, d'indiquer le meilleur moyen d'arriver au plus tôt à un changement dans la nature ou le genre des titres ou concessions à l'extinction ou libération des rentes foncières, annuelles ou autres, que les occupants ou possesseurs de lots sont astreints à payer, et à la propriété incommutable de leurs terres, et généralement de s'enquérir des questions qui se présentent relativement aux matières, sus-mentionnées, le dit comité étant autorisé à envoyer chercher personnes, papiers et records, et à faire rapports de temps à autre, suivant que besoin en sera."

Lequel amendement était,—Que tous les mots après " Que ", dans la dite motion, soient retranchés et remplacés par les suivants :

"Il appert, par les documents mis devant cette Chambre durant la présente session, portant respectivement les numéros 23, 90, 125, 140, 67, 140b, 140c et 177, et par des réponses faites à certaines interpellations que le gouvernement actuel s'occupe activement de cette question de la tenure des terres dans les Isles de la Madeleine, et cherche à obtenir tous les renseignements nécessaires pour arriver au résultat désirable ;

"Qu'un comité de cette Chambre a été formé en 1872, a entendu un grand nombre de témoins, ce qui a coûté très cher à la province, et que ce comité a fait rapport ; mais que ce rapport est resté sans effet pratique ;

"Que la session est trop avancée pour former utilement le comité demandé et en espérer quelque chose d'utile ;

"Que cette Chambre est satisfaite que le gouvernement ait pris l'initiative sur cette question et ait envoyé des commissaires sur les lieux, afin de se renseigner d'une manière aussi parfaite que possible, et lui laisse le soin de continuer les études nécessaires pour donner à cette question importante une solution favorable et aux habitants des Isles de la Madeleine, et à la province de Québec, et espère qu'un projet de loi sera soumis à la prochaine session, sur ce sujet, afin de venir aux secours de ces habitants de ces isles."

Et lequel sous-amendement se lisait comme suit :

"Que les mots suivants soient ajoutés au dit amendement :

"Que le rapport du dit comité n'a été fait qu'en 1875, n'a jamais été adopté, et que la motion faite pour son adoption, par feu l'honorable M. Fortin, a été retirée. (Journal Ass. Leg., p. 215, 22 février 1875) ;

"Que cette Chambre espère que les habitants des Isles de la Magdeleine seront satisfaits des déclarations du gouvernement à ce sujet."

Et le sous-amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bazinet,</i>	<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bernatchez.</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfvet,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Forest,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier, (Portneuf) et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel—35.</i>
<i>David,</i>	<i>Gladi,</i>	<i>Murphy,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>England,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer, et</i>
<i>couata),</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon—20.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Hall,</i>		

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la motion originale, ainsi amendé, étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et les noms demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Forest,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier (Portneuf) et</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel—35.</i>
<i>David,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Murphy,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>England,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon—21.</i>
<i>couata),</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—la Chambre se divise ; et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente.

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par M. Nantel,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances échangées, depuis le commencement de cette session, entre M. Faucher de Saint-Maurice, député de Bellechasse, et l'honorable colonel Rhodes, Ministre d'agriculture, à propos des argents de colonisation à être dépensés dans le comté de Bellechasse.

Sur motion de M. McIntosh, secondé par M. Duplessis,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tout arrêté en conseil, concernant la réclamation de J. P. Whelan, qui a été soumise à un arbitre l'année dernière ; copie de l'acte de compromis, de toutes procédures devant l'arbitre, et de la sentence arbitrale ; copie de tout le dossier ; aussi pour les renseignements suivants :

- a. Quels ont été les avocats des deux parties en cette cause ;
- b. Combien le gouvernement leur a-t-il payé ;
- c. Quels sont les autres frais payés par le gouvernement ;
- d. A qui payés ;
- e. Les témoins ont-ils été entendus sous serment ;
- f. Leurs dépositions ont-elles été prises par écrit.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Faucher de Saint Maurice, secondé par M. Nantel,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance signée par George Rolt White, écuyer, secrétaire honoraire du comité nommé pour ériger un monument à la mémoire du major Short et du sergent d'état-major Wallick, de l'artillerie royale canadienne, batterie B, qui se sont rendus aux vœux du maire et du conseil municipal de Québec, et qui sont morts au champ d'honneur, en se dévouant, lors de l'incendie de Saint-Sauveur, le 16 main 1889 ; correspondance échangée entre M. White et l'honorable Premier Ministre de la province de Québec.

Sur motion de M. Martin, secondé par M. Tourigny,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—1. copie de toutes les réclamations produites devant M. Charles Langelier, commissaire enquêteur, re chemin de fer de la Baie des Chaleurs, en rapport avec les travaux exécutés sur les sections depuis Matapédia jusqu'à la rivière grande Caspédia ;
 2. Copie des réclamations reconnues et payées ;
 3. Copie des réclamations reconnues et qui n'ont pas encore été payées ;
 4. Copie des réclamations qui n'ont pas été reconnues.

Sur motion de M. LeBlanc, secondé par M. Nantel,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et toutes autres personnes, relativement à la vente, par le gouvernement, de certains lots de grève, situés dans la cité de Hull et désignés comme les lots Nos. 342, 343, 344 dans le quartier deux ; 759, 760, 761, 762 et 763, dans le quartier trois ; et 451 et 452 dans le quartier quatre, de la cité de Hull, à William George Hurdman, manufacturier, de la cité de Hull ; aussi tous rapports d'arpenteurs ou d'évaluateurs faits en faveur du gouvernement par ses employés, ou toutes autres personnes, relativement à cette affaire.

Aussi, toutes copies des titres que toutes personnes ont pu remettre au gouvernement, et en vertu desquels R. Hurdman & Cie, manufacturiers, de Hull, occupaient les dits lots de grève avant la vente.

Sur motion de M. Boyer, secondé par M. Lafontaine,
Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00, payé pour le bill autorisant le Conseil municipal de la paroisse de St. Raphaël de l'Isle Bizard à construire un pont en fer, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vû que la municipalité de l'Isle Bizard doit obtenir du gouvernement ou parlement fédéral, le pouvoir de construire un pont, et qu'il ne serait pas juste de lui faire payer double charge.

Sur motion de M. David, secondé par M. Lafontaine,
Ordonné, Que la moitié de l'honoraire de \$200 payé pour le bill autorisant l'admission de Joseph A. Hamelin, docteur en médecine, au nombre des membres du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de M. de Groshois, secondé par M. Trudel,
Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00, payé pour le bill régularisant la cléricature de Joseph Giguère, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vû que ce bill a été rejeté.

Sur motion de M. McIntosh, secondé par M. Beauchamp,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état du traitement annuel de M. Geoffrion, inspecteur des bureaux d'enregistrement ;
 Etat des sommes reçues depuis sa nomination, à part de son traitement, à titre de frais de voyage ou d'indemnité spéciale, pour certains services ou autrement ;
 Etat des sommes qui sont dues à M. Geoffrion, dans le cas où il lui serait dû quelque chose.

Sur motion de M. Nantel, secondé par M. Hall,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la lettre adressée, en février dernier, par le Dr. W. Grignon, de Ste-Adèle, au Ministre de l'agriculture, avec copie du procès-verbal d'une séance du cercle agricole de la paroisse de Ste-Adèle, dans le but d'avoir une conférence, par M. Foucher, sur la culture du tabac.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : "Acte constituant en corporation la Compagnie d'exposition de Montréal," avec certains amendements, pour lesquels il demande le concours de la Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : "Acte constituant en corporation la Compagnie d'exposition de Montréal, lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour pour la troisième lecture du bill concernant le droit de voter, la préparation des listes électorales, et pour amender la formule du serment, étant lu ;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par M. Trudel,—Que ce bill soit maintenant lu la troisième fois, et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Legrise,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Forest,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf) et</i>
<i>David,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Trudel—30.</i>
<i>Déchène (l'Islet),</i>	<i>Goyette,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Deschênes (Témisc.),</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>England,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon—20.</i>
	<i>Maurice,</i>		

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte concernant le droit de voter, la préparation des listes électorales et pour amender la formule du serment, et autres fins."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour étant lu pour la troisième lecture du bill amendant l'article 2320 des Statuts refondus de la province de Québec ;

M. Déchéne (l'Islet) propose, secondé par M. Lafontaine, que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Bernatchez propose, comme amendement à la motion, secondé par l'honorable M. Gagnon, que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots " dans six mois à dater d'aujourd'hui, " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Legrise,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Tessier (Portneuf) et</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Trudel.—21.</i>
<i>Champagne,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>McIntosh,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Murphy,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>England,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Cameron,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McShane,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon—25</i>
<i>Déchène (l'Islet),</i>	<i>Hall,</i>		

Ainsi il est résolu négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender l'article 2320 des Statuts refondus de la province de Québec relatif aux juges de la Cour Supérieure."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant la loi des licences de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. LeBlanc fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois,

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour annexer les paroisses Saint-Michel des Saints, Saint-Gabriel de Brandon, Saint-Damien et les territoires non organisés du comté de Berthier au district de Joliette, pour les fins judiciaires ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et M. Pilon fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe et que le titre soit : " Acte pour détacher les paroisses de Saint-Michel des Saints, Saint-Gabriel de Brandon, Saint-Damien et les territoires non organisés dans le comté de Berthier, du district de Richelieu, et les annexer au district de Joliette, pour les fins judiciaires."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

Jeudi, 20 Mars 1890.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender les articles 561 et 563 du Code municipal, étant lu ;

M. McIntosh propose, secondé par M. Duplessis,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et objection étant faite par l'honorable M. Mercier, que ce Bill n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur déclare à la Chambre qu'il donnera sa décision à une séance ultérieure

Le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte amendant la loi relative aux inhumations," est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. McIntosh fait rapport que le comité a fait quelque progrès, et lui a enjoint de demander la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que le comité ait la permission de siéger de nouveau, à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant la loi des licences de Québec, étant lu ;

M. Cameron propose, secondé par l'honorable M. McShane,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et objection étant faite par l'honorable M. Gagnon,—que ce bill n'est pas dans l'ordre.

M. l'Orateur déclare à la Chambre qu'il donnera sa décision à la prochaine séance.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Jeudi, 20 mars 1890.

Onze heures A. M.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par M. Boyer,

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée jusqu'à ce soir à sept heures et demie.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Sept heures et demie P. M.

Ordonné, Que M. Champagne ait la permission de présenter un bill pour amender un acte de la présente session, portant le numéro 31 et intitulé : "Acte concernant la partie démembrée de la paroisse de Saint Jean-Baptiste de Montréal."

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité général de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Trudel fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de l'Assemblée législative :

Bill intitulé : "Acte constituant la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, en corporation."

Bill intitulé : "Acte constituant en corporation la Compagnie de Montréal-Sud et de Longueuil."

Bill intitulé : " Acte changeant le nom de la municipalité du village de la Côte Saint-Antoine, l'érigeant en ville (sous le nom de ville de Westmount) et comportant d'autres fins," et qu'il a amendé le titre de ce dernier bill, qui se lit maintenant comme suit : " Acte incorporant la ville de la Côte Saint-Antoine."

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : Acte amendant le Code de procédure civile, relatif aux matières sommaires ; "

Bill intitulé : " Acte amendant l'article 1618 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif à la formation des Sociétés d'agriculture."

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte constituant en corporation, la Compagnie de Montréal Sud et de Lougueil," et les dits amendements sont lus deux fois et adoptés.

Ordonné, Que le greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe Leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte constituant la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, en corporation ; " et les dits amendements sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte changeant le nom de la municipalité du village de la Côte Saint-Antoine, l'érigeant en ville (sous le nom de ville de Westmount) et comportant d'autres fins," et qu'il a amendé le titre de ce dernier bill, qui se lit maintenant comme suit : " Acte incorporant la ville de la Côte Sainte-Antoine," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Ordonné, Que M. Nantel ait la permission de présenter un bill concernant l'aliénation de certaines parties du domaine public.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour demain.

M. l'Orateur, (sur l'objection soulevée, hier, à la proposition pour la seconde lecture du bill (No. 122) amendant les articles 561 et 563 du Code municipal,) décide comme suit :

Ces articles du Code municipal, tels que modifiés par les articles 6118 et 6124 des Statuts refondus, permettent aux conseils municipaux de prohiber la vente des liqueurs alcooliques, par quantités moindres que deux gallons. Le bill devant la Chambre a pour but d'étendre ce privilège des conseils municipaux jusqu'à dix gallons. Cette mesure a pour effet d'exclure la Couronne dans les municipalités où cette prohibition serait décrétée, du droit d'émettre des licences, jusqu'à cette quantité de dix gallons, et de limiter, par conséquent, ses droits, son patronage et ses prérogatives à cet égard. Une pareille mesure ne peut être adoptée par la Chambre, sans le consentement de la Couronne ne soit obtenu. En outre, elle tombe sous la catégorie des bills destinés à amender les lois de licences et à réglementer la vente des boissons, et aurait dû prendre origine en comité général. (May, page 530-531, édition 1883). Je la déclare donc irrégulière.

M. l'Orateur (sur l'objection soulevée, hier, à la motion pour la deuxième lecture du bill (No. 129), modifiant la loi des licences de Québec), décide comme suit :

Ce projet de loi a pour objet d'enlever à la Couronne le pouvoir d'émettre des licences aux épiciers pour la vente des liqueurs alcooliques, et limite, par conséquent, ses droits, privilèges et prérogatives. Il tend aussi à amender les lois sur les licences et à régler la vente des boissons. Cette mesure est donc irrégulière pour les raisons indiquées dans la décision précédente.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par M. Cameron,
Ordonné, Que le bill amendant la loi des licences de Québec, soit remis sur les ordres du jour pour seconde lecture.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 26 février dernier, 1890, pour les renseignements ci-après :

1. Montant dépensé pour réparations à la prison et au palais de justice de Sherbrooke, durant l'année 1889.
2. Ces travaux ont-ils été faits à l'entreprise ou à la journée ?
3. A-t-on demandé des soumissions pour tels travaux ; si oui, le nom du ou des soumissionnaires, avec le montant de chaque telle soumission ?
4. Si les travaux ont été faits à la journée, avoir la liste des ouvriers employés, le temps durant lequel chacun d'eux a été employé, et le montant payé par jour à chacun.
5. Copie de toute facture ou compte acquitté par le gouvernement, en paiement de tels travaux, ou en rapport avec iceux. (*Documents de la session, No. 202.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 5 mars 1890, demandant la correspondance avec le Gouvernement fédéral, le rapport du Ministre de la justice, les mémoires, réponses, etc., relativement au désaveu de la loi 52 Victoria, chapitre 30. (*Documents de la session, No. 203.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 mars 1890, pour un état détaillé des paiements faits, depuis le 31 décembre dernier, par le département de l'agriculture et de la colonisation, pour inspections, visites et explorations. (*Documents de la session No. 204.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 mars 1890, pour un état des sommes collectées par le département des terres de la Couronne, section des bois et forêts, dans le comté de l'Islet, depuis le 30 juin 1882 jusqu'au 1er janvier 1890. (*Documents de la session, No. 205.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 mars 1890, pour une copie de la déclaration, des plaidoiries et de tous autres documents produits dans une certaine cause pendante en cour supérieure du district de Québec, dans laquelle Owen Murphy est demandeur et F. Gourdeau, défendeur. (*Documents de la session, No. 206.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 mars 1890, pour une copie de la correspondance échangée entre le département de l'agriculture, le secrétaire-trésorier de la société d'agriculture du comté de Soulanges et autres, relativement à l'envoi de l'octroi de cette société. (*Documents de la session, No. 207.*)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Casgrain,—Le gouvernement a-t-il l'intention de contribuer, en argent ou autrement, à la reconstruction de l'église de la paroisse de Beauport, récemment détruite

par un incendie, laquelle église avait coûté près de \$300,000.00 et était l'une des plus belles de l'archidiocèse de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Il n'y a aucune demande à cet effet.

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—Est-ce l'intention du gouvernement de prendre part, au nom de la province de Québec, à l'exposition industrielle et manufacturière qui doit être tenue dans l'île de Jamaïque, en 1891 ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Sous considération.

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—Dans le but de mieux faire connaître la loi, est-ce l'intention du Ministre de l'agriculture d'expédier, dans nos villes et nos campagnes, des circulaires contenant les formules A et B de l'acte portant privilège aux pères de famille ayant douze enfants vivants ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—Oui.

Par M. LeBlanc,—Quelles sont les manufactures de beurre ou de fromage qui ont reçu des octrois d'argent depuis le 30 juin 1889 ?

Quel montant a-t-il été payé à chacune d'elles, et, dans chaque cas, quel est le nom de la personne qui a reçu l'argent ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—

Numa Bernatchez et Cie.	St-Thomas, Montmagny.....	\$ 500 00
J. de L. Taché, Sec.....	St-Hyacinthe	300 00
C. Doyon.....	St-Isidore, Laprairie.....	300 00
D. Fortin et Cie.....	Chicoutimi	500 00
J. J. A. Marsan.....	L'Assomption.....	100 00
A. Fortier.....	St-Henri de Lévis.....	100 00
Révd. C. Poulin.....	St-Sébastien, Iberville.....	200 00
O. Savard.....	Grandes Bergeronnes.....	300 00
W. Fauvel.....	Paspébiac	200 00
J.-Bte. Côté.....	St-Apollinaire.....	100 00
Alph. Bergeron.....	St-Antoine de Tilly.....	100 00
Félix Lambert.....	St-Antoine de Tilly.....	100 00
Rémi Hudon.....	Hébertville.....	200 00
Gabriel Desrochers.....	St-Nicolas, Lévis.....	50 00
Benj. Devillers.....	St-Nicolas, Lévis.....	50 00
Révd. L. Laporte.....	Lac Ste-Marie, Ottawa.....	300 00
Paschal Parent	N.-D. Sacré-Cœur, Rimouski.....	200 00
		\$3,600 00

Par M. LeBlanc,—Le gouvernement a-t-il été informé qu'il existait à Montmagny deux fabriques de beurre ?

Avant d'en favoriser une au détriment de l'autre, par des octrois d'argent, le Ministre de l'agriculture a-t-il visité les deux, lors de son voyage à Montmagny, et a-t-il pris la peine de faire sur les lieux une étude comparative des deux établissements, afin de savoir lequel des deux méritait la préférence accordée ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—1. Oui, le 26 juin 1889.

2. Quand le département de l'agriculture a accordé une subvention à la fabrique école de beurre et de fromage de Montmagny, il n'était pas encore informé qu'il existait une autre fabrique de beurre dans cette paroisse ; et le commissaire de l'agriculture, en se rendant à Montmagny, en juillet 1889, n'avait en vue que de se renseigner sur le bon fonctionnement d'une institution subventionnée par le gouvernement de la province.

Par M. LeBlanc,—En quel capacité, à quel titre et en vertu de quelle autorisation, M. Louis Fiset, de Montmagny, a-t-il retiré du gouvernement, l'année dernière, une somme de \$500.00, tel qu'il appert aux comptes publics pour l'année expirée le 30 juin 1889 ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—Cette somme de \$500.00 a été payée à l'ordre de M. Louis Fiset, comme représentant la fabrique-école de beurre et de fromage de Montmagny, et pour subvention à cette fabrique.

Par M. LeBlanc,—En quelle capacité et à quel titre, M. Numa Bernatchez a-t-il retiré du gouvernement, l'année dernière, deux montants de \$375.00 chacun, tel qu'il appert aux comptes publics pour l'année expirée le 30 juin 1889 ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—En qualité de propriétaire des deux premières fromageries établies dans le comté de Gaspé, dont l'une à Ste-Anne des Monts et l'autre à Cap-Chat, et à raison des frais considérables d'installation de ces fabriques.

Par M. LeBlanc,—En vertu de quelle autorité a-t-il été payé à M. Nazaire Bernatchez, M. P. P., une somme de \$285.24, comme remboursement de la somme par lui dépensée, *re* falsification des bulletins, tel qu'il appert aux comptes publics pour l'année finissant le 30 juin 1888 ?

Depuis 1881 jusqu'à la fin de janvier 1887, le gouvernement n'avait-il pas constamment refusé de reconnaître la légalité d'un pareil remboursement ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—M. N. Bernatchez a retiré, en vertu d'un ordre de l'honorable Procureur-général, \$285.24 pour payer le mémoire de frais de son avocat, P. A. Choquette, dans l'affaire de la falsification de bulletins dans l'élection de Montmagny en 1881. Cette réclamation avait déjà été refusée, antérieurement, par le gouvernement.

Par M. Baldwin,—M. Pilon, député de Bagot, a-t-il reçu du gouvernement, de l'Assemblée législative, des départements ou d'un bureau quelconque, dépendant du gouvernement, quelque somme d'argent, indépendamment de son indemnité, et des \$610.00 mentionnées à la page 166 des comptes publics de 1889 ?

Dans le cas de l'affirmative, quel en est le montant et pour quelles fins ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—1. Oui. 2. La somme de \$18.00 pour frais de voyage et dépenses, le 21 novembre 1889, pour assister à une séance du conseil d'agriculture, en sa qualité de membre du dit conseil, du dix-neuf novembre au vingt-deux novembre.

Par M. Trudel,—1. Combien a coûté le relevé des rivières Eaux-Mortes et Towachiche, fait par P. P. V. Du Tremblay, arpenteur, de la paroisse de Ste. Anne de la Pérade ?

2. N'est-ce pas sous le gouvernement Ross, dans l'automne de 1886, que les instructions pour cet ouvrage ont été données à M. Du Tremblay ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—1. \$1,644.00.

2. Oui.

Par M. Bernatchez,—A quel titre A. J. Bender, écuyer, avocat, agissait-il dans l'affaire la Reine *versus* G. D. Lépine, écuyer, officier-rapporteur dans l'élection de 1881?

Quelle somme lui a-t-elle été payée comme avocat dans cette affaire, et en vertu de quelle autorité une somme quelconque lui a-t-elle été payée?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—M. A. J. Bender a agi sur instructions du Procureur général comme avocat de L. H. Huot, greffier de la Couronne en Chancellerie, dans l'affaire de la Reine *vs.* J. D. Lépine.

La somme de \$256.00 a été payée à M. Bender, en vertu d'un ordre en conseil du 11 juillet 1882.

M. Robidoux propose, secondé par M. Murphy,—Que la résolution suivante relative à la construction d'un pont en fer, sur le St-Laurent, à ou près de Québec, soit adoptée :

Résolu, Que cette Chambre est d'avis que la construction d'un pont métallique sur le St-Laurent, à ou près de Québec serait grandement avantageuse à cette province et à la Puissance en général ;

Cette Chambre approuvera-t volontiers toute mesure qui lui serait soumise pour aider la construction de ce pont ;

Qu'une adresse, basée sur cette résolution, soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.

Et objection étant faite par l'honorable M. Taillon, qu'avis au long n'a pas été donné de cette résolution dans les Procès-verbaux de la Chambre, et que, par conséquent, le procédé est irrégulier.

M. l'Orateur décide comme suit :

" Les termes d'une motion ou question doivent être imprimés au long dans les Procès-verbaux, avant d'être soumise à la Chambre, lorsqu'elle ne doit pas être considérée en comité général. Cette pratique est invariable dans les Communes du Canada (Bourinot, pages 312 et 313 ; May, page 286, édition 1883). Je déclare donc l'objection fondée."

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants sans amendements, savoir :

Bill intitulé : " Acte pour amender l'acte passé dans la présente session, sous le (No. 14) intitulé : " Acte amendant la loi de l'Instruction publique."

Bill intitulé : " Acte expliquant la loi relative à la coupe du bois marchand, dans certains cas."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'article 3414 des Statuts refondus de la province de Québec."

Bill intitulé : " Acte amendant l'article 556 du Code de procédure civile, relatif à la saisie des meubles, tel qu'il se lit à l'article 5917 des Statuts refondus, de la province Québec, et modifié par l'acte 52 Vict., chap. 50."

Bill intitulé : " Acte pour amender l'article 1997 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant l'élection des commissaires d'écoles."

Bill intitulé : " Acte pour amender la loi concernant la protection des employés dans les manufactures."

Aussi, le Conseil législatif a agréé les amendements de cette Chambre aux amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte amendant la charte de la cité de Montréal, (1889).

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte amendant l'article 3026 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif aux personnes employées dans les manufactures," avec des amendements pour lesquels il demande l'agrément de la Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte amendant l'article 3026 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif aux personnes employées dans les manufactures," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour étant lu pour que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération certaines résolutions concernant les subventions de certains chemins de fer;

L'honorable M. Mercier informe alors la Chambre, que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de l'objet de ces résolutions, il les recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1.—Que les délais dans lesquels certaines compagnies de chemins de fer, subventionnées par la province, doivent compléter leurs travaux, et qui expireront avant le dernier jour de la session prochaine, seront prolongés jusqu'à cette date.

Compagnie du chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean.

Résolu, 2.—a. Que le paragraphe "c" de la section 1 de l'acte 51-52 Victoria, chapitre 19 est amendé en retranchant les mots " pourvu que le gouvernement du Canada accorde une subvention semblable à la compagnie."

b. Que le paragraphe "d" de la même section du dit acte est amendé en substituant les mots " Baie des Ha! Ha!" au mot " Chicoutimi," et "soixante-six milles" à "cinquante-six milles," dans les seconde, troisième et quatrième lignes.

Compagnie du chemin de fer le Grand Nord.

Résolu, 3.—Que la subvention de quatre mille acres de terre par mille,—pour un chemin de fer partant du village de Lachute, à un point de jonction avec le chemin de fer canadien du Pacifique, jusqu'au village Saint-André, dans le comté d'Argenteuil, pourvu que la longueur totale de ce chemin n'excède pas sept milles,—accordée par le paragraphe "g" de la section 1 de l'acte 45 Victoria, chapitre 23, est rétablie en faveur de la Compagnie du chemin de fer le Grand Nord.

Compagnie de chemin de fer de colonisation du Lac Témiscamingue.

Résolu, 4.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à accorder à la Compagnie du chemin de fer de colonisation du lac Témiscamingue,—pour quinze milles de voie, à partir de la station Mattawa, sur le chemin de fer canadien du Pacifique, en allant vers le Long-Saut, ou du Long-Saut en allant du côté de la station Mattawa,—une subvention n'excédant pas trois mille deux cents piastres par mille et ne dépassant pas en tout quarante-huit mille piastres.

*Compagnie du chemin de fer des Basses Laurentides.**Résolu, 5 :—*

a. Que la subvention de quatre cent quatre vingt mille acres de terre, accordée pour un chemin de fer partant de l'extrémité nord du chemin de fer des Piles, et allant vers le nord, jusqu'à un point de réunion avec le chemin de fer du Lac Saint-Jean, vers l'extrémité sud du Lac Edouard, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas soixante milles, en vertu de l'acte 45 Victoria, chapitre 23, section 1, paragraphe "d,"—pourra être donnée à la Compagnie du chemin de fer des Basses-Laurentides, pour sa ligne entre les Grandes Piles, sur le Saint-Maurice, et un point de jonction avec le chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean, à, ou près de la rivière à Pierre, dans le comté de Portneuf, pourvu que le subside actuel ne soit pas augmenté.

b. Que cette subvention ne sera accordée à la dite Compagnie que sur preuve satisfaisante qu'elle a été réorganisée de manière à pouvoir se procurer le capital nécessaire au prompt achèvement de sa ligne.

Compagnie du chemin de fer de Vaudreuil et Prescott.

Résolu, 6.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'appliquer, sur les premiers dix milles de la Compagnie du chemin de fer de Vaudreuil et Prescott, la subvention de dix mille acres de terre par mille, octroyée pour les dix derniers milles des trente milles de la ligne par l'acte 51-52 Victoria, chapitre 91, section 9.

Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs.

Résolu, 7.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de payer,—à même la subvention originaire accordée en vertu de l'acte 45 Victoria, chapitre 23, section 1, paragraphe "b," à la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, suivant autorisation spéciale de l'acte 51-52 Victoria, chapitre 91, section 12,—selon les besoins, les salaires dus aux ouvriers,—les sommes dues aux cultivateurs pour les terrains expropriés pour la section "K" du dit chemin de fer, les sommes dues à d'autres personnes ayant des créances privilégiées contre la compagnie, et aux autres ayant des réclamations pouvant être équitablement considérées comme privilégiées, proportionnellement à la somme de travaux exécutés sur cette section "K," tel que constaté sur le rapport spécial de l'ingénieur du gouvernement, bien que la compagnie n'ait pas strictement le droit d'en réclamer le montant comme entièrement gagné; le tout conformément à la résolution, touchant cette matière, adoptée *nemine contradicente* par l'Assemblée législative, le quinze mars 1890, et pourvu que le dit montant n'excède pas vingt mille piastres.

Compagnie du chemin de fer Québec Central.

Résolu, 8. Que le paragraphe 2 de la section 1, de l'acte 52 Vict., c. 86, est abrogé et remplacé par le suivant :

"2. Avant le paiement de la subvention accordée à la Compagnie du dit chemin de fer Québec Central, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de nommer, et chaque année ensuite, un directeur de cette Compagnie, qui aura les mêmes pouvoirs que les autres directeurs.

Le Lieutenant-Gouverneur en conseil ne pourra nommer, en aucun cas, une personne qui a été précédemment ou est maintenant directeur, officier, employé ou agent salarié, de la compagnie."

Résolu, Que la section 2, du dit acte 52 Vic., c. 86, est abrogée et remplacée par la suivante :

"Le Lieutenant-Gouverneur en conseil aura le droit de retenir à même la dite subvention, la somme de quarante mille piastres, jusqu'à ce que cette Compagnie ait relié

sa ligne à celle de l'extention Est du chemin de fer International ; et cette somme sera déduite proportionnellement de chaque paiement à faire à la Compagnie sur cette subvention."

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Boyer rapporte les résolutions, en conséquence, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1.—Que les délais dans lesquels certaines compagnies de chemins de fer, subventionnées par la province doivent compléter leurs travaux, et qui expireront avant le dernier jour de la session prochaine, seront prolongés jusqu'à cette date.

Compagnie du chemin du fer de Quebec et du Lac Saint-Jean.

Résolu, 2:—

a. Que le paragraphe "c" de la section 1 de l'acte 51-52 Victoria, chapitre 19 est amendé en retranchant les mots "pourvu que le gouvernement du Canada accorde une subvention semblable à la compagnie."

b. Que le paragraphe "e" de la même section du dit acte est amendé en substituant les mots "Baie des Ha ! Ha !" au mot "Chicoutimi," et "soixante-six milles" à "cinquante-six milles," dans les seconde, troisième et quatrième lignes.

Compagnie du chemin de fer le Grand Nord.

Résolu, 3. Que la subvention de quatre mille acres de terre par mille,—pour un chemin de fer partant du village de Lachute, à un point de jonction avec le chemin de fer canadien du Pacifique, jusqu'au village Saint-André, dans le comté d'Argenteuil, pour que la longueur totale de ce chemin n'excède pas sept milles,—accordée par le paragraphe "g" de la section 1 de l'acte 45 Victoria, chapitre 23, est rétablie en faveur de la Compagnie du chemin de fer le Grand Nord.

Compagnie du chemin de fer de colonisation du Lac Témiscamingue.

Résolu, 4.—Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à accorder à la Compagnie du chemin de fer de colonisation, du Lac Témiscamingue,—pour quinze milles de voie, à partir de la station Mattawa, sur le chemin de fer canadien du Pacifique, en allant vers le Long Saut, ou du Long-Sault en allant du côté de la station Mattawa,—une subvention n'excédant pas trois mille deux cents piastres par mille et ne dépassant pas en tout quarante-huit mille piastres.

Compagnie du chemin de fer des Basses-Laurentides.

Résolu, 5:—

a. Que la subvention de quatre cent quatre-vingt mille acres de terre, accordée pour un chemin de fer partant de l'extrémité nord du chemin de fer des Piles, et allant vers le nord, jusqu'à un point de réunion avec le chemin de fer du lac Saint-Jean, vers l'extrémité sud du Lac Edouard, pourvu que la longueur de ce chemin n'excède pas soixante milles, en vertu de l'acte 45 Victoria, chapitre 23, section I, paragraphe "d,"—pourra être donnée à la Compagnie du chemin de fer des Basses-Laurentides, pour sa ligne entre les Grandes Piles, sur le Saint-Maurice, et un point de jonction avec le chemin de fer de Québec et du Lac Saint-Jean, à ou près de la rivière à Pierre, dans le comté de Portneuf, pourvu que le subside actuel ne soit pas augmenté.

b. Que cette subvention ne sera accordée à la dite Compagnie que sur preuve satisfaisante qu'elle a été réorganisée de manière à pouvoir se procurer le capital nécessaire au prompt achèvement de sa ligne.

Compagnie du chemin de fer de Vaudreuil et Prescott.

Résolu, 6.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil d'appliquer, sur les premiers dix milles de la Compagnie du chemin de fer de Vaudreuil et Prescott, la subvention de dix mille acres de terre par mille, octroyée pour les dix derniers milles des trente milles de la ligne par l'acte 51-52 Victoria, chapitre 91, section 9.

Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs.

Résolu, 7.—Qu'il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de payer,—à même la subvention ordinaire accordée en vertu de l'acte 45 Victoria, chapitre 23, section 1, paragraphe "b," à la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, suivant autorisation spéciale de l'acte 51-52 Victoria, chapitre 91, section 12,—selon les besoins, les salaires dus aux ouvriers,—les sommes dues aux cultivateurs pour les terrains expropriés pour la section "K" du dit chemin de fer, les sommes dues à d'autres personnes ayant des créances privilégiées contre la Compagnie, et autres ayant des réclamations pouvant être équitablement considérées comme privilégiées, proportionnellement à la somme de travaux exécutés sur cette section "K," tel que constaté sur le rapport spécial de l'ingénieur du gouvernement, bien que la Compagnie n'ait pas strictement le droit d'en réclamer le montant comme entièrement gagné; le tout conformément à la résolution, touchant cette matière, adoptée *nemine contradicente* par l'Assemblée législative, le 15 mars 1890, et pourvu que le dit montant n'excède pas vingt mille piastres.

Compagnie du chemin de fer Québec Central.

Résolu, 8.—Que le paragraphe 2 de la section 1, de l'acte 52 Vict., c. 86, est abrogé et remplacé par le suivant :

"2. Avant le paiement de la subvention accordée à la Compagnie du dit chemin de fer Québec Central, il sera loisible au Lieutenant-Gouverneur en conseil de nommer, et chaque année ensuite, un directeur de cette Compagnie, qui aura les mêmes pouvoirs que les autres directeurs.

Le Lieutenant-Gouverneur en conseil ne pourra nommer, en aucun cas, une personne qui a été précédemment ou est maintenant directeur, officier, employé ou agent salarié, de la Compagnie."

Résolu, 9.—Que la section 2, du dit acte 52 Vict., c. 86, est abrogée et remplacée par la suivante :

"Le Lieutenant-Gouverneur en conseil aura le droit de retenir à même la dite subvention, la somme de quarante mille piastres, jusqu'à ce que cette Compagnie ait relié sa ligne à celle de l'extension est du chemin de fer International; et cette somme sera déduite proportionnellement de chaque paiement à faire à la Compagnie sur cette subvention."

Ordonné, Que les dites résolutions soient lues la seconde fois, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu,* Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses, en général; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses en suspens par le Département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cent sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour compléter le mur d'enceinte du nouveau Palais de Justice, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de Spencer Wood ; serre, cave aux légumes, remise, loge du gardien ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu demain.

M. Murphy informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, demain, cette Chambre se forme de nouveau en le dit comité.

Et la Chambre ayant continuée de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

Vendredi, 21 mars 1890.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Que lorsque cette Chambre s'ajournera, elle soit ajournée à 3 heures de l'après-midi, aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Vendredi, 21 mars 1890.

Trois heures P. M.

M. Lafontaine propose, secondé par M. Lussier,

Que le bill intitulé : " Acte amendant la loi 8 Vict., chap. 81, qui constitue en corporation le Collège de médecine et de chirurgie de Montréal," soit remis sur les ordres du jour.

Et objection étant faite, par l'honorable M. Gagnon, que la Chambre a déjà disposé de ce bill par un vote renvoyant, à six mois, la seconde lecture des amendements faits, au dit bill, par le Conseil législatif, et qu'elle ne peut, pour cela, en reprendre la considération à cette session.

L'objection est maintenue par M. l'Orateur qui cite, à l'appui de sa décision, Bournot, page 553.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 27 janvier 1890, demandant un état indiquant :

1. Les noms de ceux qui ont acheté des droits et privilèges de pêche dans les rivières et les lacs de la province de Québec à l'encan, qui a eu lieu dans le cours du présent mois de janvier, avec les prénoms, résidences et occupations de tels acquéreurs ;

2. Le prix d'adjudication de tel chaque lac ou rivière, et le montant payé sur tel prix, dans chaque cas ;

3. L'endroit de la province où est situé chaque tel lac ou rivière ;

4. Les mêmes renseignements concernant les ventes de droits de pêche qui se sont faites privément, depuis le premier janvier 1890. (*Documents de la session, No. 208.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 26 février 1890, pour un état détaillé des paiements faits, par le département des terres, depuis le premier juillet jusqu'au 31 décembre 1889, à même : 1. Les \$30,000.00 mentionnées à la page 9 de l'état des recettes et paiements pour cette période, comme ayant été dépensées pour le service du cadastre.

2. La somme de \$45,000.00 dépensées pour arpentages.

3. La somme de \$86,000.00 pour dépenses générales de ce département. (*Documents de la session, No. 209.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 12 mars 1890, pour un état du nombre des accidents arrivés dans les fabriques et usines de la province de Québec, dans le cours de l'année 1889, du nombre de ceux qui ont eu des suites fatales, du nombre de ceux qui ont produit des infirmités permanentes, ainsi que le résultat de l'enquête faite, dans chaque cas, par les inspecteurs des manufactures de la province, Mitchell, Gagnon et Côté, conformément à la loi de 1885, concernant la protection dans les manufactures. (*Documents de la session, No. 210.*)

Le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte amendant la loi relative aux bazars et loteries dans la province," est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu. Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lafontaine fait rapport que le comité a examiné le bill et lui a enjoint d'en faire rapport sans amendement.

Ordonné. Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu. Que le bill passe.

Ordonné. Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill, sans amendement.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. LeBlanc,—Qui a copié les registres de l'état civil de la paroisse de Saint-Michel, comté de Bellechasse ?

Quel est le montant d'argent payé à la personne, ou à chacune des personnes qui ont travaillé à cet ouvrage depuis qu'il est commencé ?

Cet ouvrage est-il terminé ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Je prierais l'honorable député de changer son interpellation en avis de motion, pour un ordre de la Chambre.

Par M. LeBlanc,—Qui a copié les registres de l'état civil de la paroisse de Saint-Thomas, comté de Montmagny ?

Quel est le montant d'argent payé à la personne ou à chacune des personnes qui ont travaillé à cet ouvrage depuis qu'il est commencé ?

Cet ouvrage est-il terminé ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—L'honorable député est prié de changer cette interpellation en avis de motion, pour un ordre de la Chambre.

Par M. Faucher de Saint Maurice,—Quand les ou les rapports du comité de la bibliothèque seront-ils mis sur le bureau de cette Chambre ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Aussitôt que possible.

Par M. Baldwin,—1. Le gouvernement a-t-il acheté le *Skating Rink* de Québec ?

2. Si oui, quel a été le prix d'achat ?

3. Le gouvernement en a-t-il disposé ?

4. Si oui, quelle est la somme payée au gouvernement pour cette vente ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Le gouvernement n'a pas acheté le bâtiment appelé *Skating Ring*, mais il a acheté, au prix de \$15,000.00, le terrain sur lequel il était érigé, à condition que la compagnie du *Skating Rink* enlevât le bâtiment, ce qui a été fait.

Lorsque le *Skating Rink* sera reconstruit, de manière à pouvoir être utilisé pour les expositions provinciales, tenues à Québec, la Compagnie aura droit de toucher \$5,000.00 de plus.

Par M. Baldwin,—A la question suivante, qui a été posée au gouvernement, savoir : " M. Pilon, député de Bagot, a-t-il reçu du gouvernement, de l'Assemblée législative, des départements ou d'un bureau quelconque dépendant du gouvernement, quelques sommes d'argent indépendamment de son indemnité, et des \$610.00 mentionnées à la page 166 des comptes publics de 1889 ? "

Dans le cas de l'affirmative, quel en est le montant et pour quelles fins ?

La réponse qui suit, a été donnée :

" 1. Oui ; 2. La somme de \$18.00, pour frais de voyages et dépenses, le 21 novembre 1889, pour assister à une séance du Conseil d'agriculture, en sa qualité de membre du dit Conseil, du dix-neuf novembre au 21 novembre. "

Cela veut-il dire, que sur la somme de \$3,000.00, mentionnée à la page 81 des comptes publics de 1888, pour rencontrer les dépenses de la commission agricole, M. Pilon M. P. P. n'a rien reçu ? Si non, quel montant de la dite somme de \$3,000.00 a été accordé à M. Pilon, comme membre de la commission agricole ?

Réponse par l'honorable M. Rhodes,—La somme de \$18 00 mentionnée dans la réponse à laquelle M. Baldwin fait allusion, fût payée à M. Pilon, comme membre du Conseil d'agriculture, pour ses frais de voyages et dépenses encourues pour venir, à Québec, assister à une séance régulière du dit Conseil, en novembre dernier.

Aucun montant de la somme de \$3,000.00, mentionnée à la page 81 des comptes publics de 1888, n'a été payé à M. Jos. Pilon, pas plus qu'à M. Baldwin, qui doit cependant en avoir profité tout autant, en sa qualité de membre de la commission agricole.

Par M. Baldwin,—M. J. Alex. Pilon a-t-il reçu \$150.00 du gouvernement, le ou vers le 22 août 1889 ?

Si oui, pourquoi et quelle parenté existe entre ce Monsieur et M. Pilon M. P. P. ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—1. Oui ; 2. Pour l'exploration de certaines limites à être offertes en vente par enchère publique.

3. J. Alex. Pilon est le fils de l'honorable député de Bagot.

Par M. LeBlanc,—1. Le gouvernement a-t-il payé, depuis le mois de février 1889, à M. Achille Carrier, aucune somme d'argent, en sus de son traitement comme interprète ?

2. Si oui, quel montant et pour quelles fins ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Non.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaines résolutions concernant les subventions de certains chemins de fer, étant lu ;

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill concernant les subventions de certains chemins de fer.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill à l'effet d'étendre les dispositions de l'article 2175 du Code civil, relativement à certaines subventions cadastrales ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Lafontaine fait rapport que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face à diverses dépenses, en général ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quinze mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses en suspens par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille deux cent sept piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour compléter le mur d'enceinte du nouveau Palais de Justice, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de Spencer Wood ; serre, cave aux légumes, remises, loge du gardien ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé les bills suivants, sans amendement :

Bill intitulé : " Acte amendant la loi relative à la Corporation des huissiers du district de Montréal, et au cautionnement qu'ils doivent fournir. "

Bill intitulé : " Acte pour amender les articles 621, 624 et 631, du Code de procédure civile, relatifs à la saisie après jugement. "

Bill intitulé : " Acte concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, dans les divisions électorales de Montréal-Ouest, Montréal-Centre, Montréal-Est, Québec-Est, Drummond et Arthabaska, Rimouski, Chicoutimi et Saguenay. "

Aussi, le Conseil législatif a passé les bills suivants, avec certains amendements, pour lesquels il demande l'agrément de la Chambre, savoir :

Bill intitulé : " Acte amendant la loi de pharmacie de Québec. "

Bill intitulé : " Acte pour amender le Code municipal. "

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte amendant la loi de pharmacie, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte amendant le Code municipal, " lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

Le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte amendant la loi relative aux inhumations, " est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence de l'ordre, se forme en tel comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Owens fait rapport que le comité a examiné le bill et y a fait des amendements.

Ordonné, Que le bill, ainsi amendé en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre, en conséquence, procède à prendre le dit bill en considération.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe, avec les amendements.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce Bill, avec divers amendements, auxquels elle demande leur concours.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre à sept heures et demie, ce soir, sans que la question ait été mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

La Chambre reprend le débat ajournée sur la question proposée, lundi, le 24 février dernier, portant,—Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la correspondance entre l'honorable Premier ministre, l'honorable G. Ouimet, et le révérend E. I. Rexford,

secrétaire anglais du Conseil de l'Instruction publique, concernant les droits et privilèges accordés à la minorité en matière d'éducation.

Et la question étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender l'acte électoral de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le Bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant proposée,—Que l'amendement soit maintenant lu la première fois ;

L'honorable M. Pelletier propose, comme amendement, secondé par M. Trudel, que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants : " le bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instructions : 1. de retrancher la sous-section No. 3 de la section 1 ; 2. de retrancher, dans la sous-section No. 4 de la section 1, les mots " tant pour la terre ferme que pour les Iles de la Magdeleine " ; 3. de remplacer la dite sous-section No. 3 par la suivante : 3. Tout candidat mis en nomination pour le comté de Gaspé, peut, s'il se trouve à cette époque aux Iles de la Magdeleine, et ne peut autrement donner son consentement, accepter la candidature en télégraphiant cette acceptation à l'officier-rapporteur.

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Alors la question principale étant mise aux voix.

Ordonné, Que le bill soit renvoyé de nouveau à un comité de toute la Chambre avec instructions : 1. de retrancher la sous-section No. 3 de la section 1 ; 2. de retrancher, dans la sous-section No. 4 de la section 1, les mots " tant pour la terre ferme que pour les Iles de la Magdeleine " ; 3. de remplacer la dite sous-section No. 3 par la suivante : 3. Tout candidat mis en nomination pour le comté de Gaspé, peut, s'il se trouve à cette époque aux Iles de la Magdeleine, et ne peut autrement donner son consentement, accepter la candidature en télégraphiant cette acceptation à l'officier-rapporteur."

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Duplessis fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Et la question étant mise aux voix,—Que les dits amendements soient maintenant lus la seconde fois, la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dits amendements ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. Robidoux propose, secondé par M. Murphy,

Résolu, 1. Que cette Chambre est d'avis que la construction d'un pont métallique sur le Saint-Laurent, à ou près de Québec, serait grandement avantageuse à la cité de Québec, à cette province et à la Puissance en général; et que cette Chambre approuverait volontiers toute mesure qui lui serait soumise pour aider la construction de ce pont;

Résolu, 2. Qu'une adresse, basée sur ces résolutions, soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur.

L'honorable M. Taillon propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Robertson, que les mots suivants, dans la première résolution, "et que cette Chambre approuverait volontiers toute nature qui lui sera soumise pour aider la construction de ce pont," soient retranchés.

L'honorable M. Mercier propose, comme sous-amendement, secondé par l'honorable M. Shehyn, que tous les mots après "Que," dans l'amendement, soit retranchés et remplacés par les suivants: "et que cette Chambre verrait avec plaisir le gouvernement de cette province contribuer libéralement, et dans la mesure de ses ressources, au succès de cette grande entreprise, aussitôt que les autorités fédérales auront fait ce qu'elles doivent faire à cet égard.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin;

Samedi, 22 mars 1890.

Et le sous-amendement étant mis aux voix; la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dumaïs,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>David,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Déchêne (L'Islet),</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte—29.</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Goyette,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Tourigny—20.</i>

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Et l'amendement à la motion originale, ainsi amendé, étant de nouveau proposé; M. Nantel propose, comme amendement, secondé par M. LeBlanc,

Que les mots suivants: "mais qu'elle regrette que les obligations contractées depuis le 11 juin 1888 et l'augmentation des dépenses ordinaires depuis cette date, ne lui per-

mettent pas de contribuer, dès maintenant, au succès de cette entreprise, même sans attendre l'action des autorités fédérales," soient insérés à la fin de la question.

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, il sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Tourigny—19.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Picard,</i>	

CONTRE :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Lafontaine,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>David,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte—28.</i>

Ainsi, il est résolu négativement.

Alors la motion principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—Qu'il soit

Résolu, 1. Que cette Chambre est d'avis que la construction d'un pont métallique sur le St-Laurent, à ou près de Québec, serait grandement avantageuse à la cité de Québec, à cette province et à la Puissance en général ; et que cette Chambre approuverait volontiers toute mesure qui lui serait soumise pour aider la construction de ce pont ; et que cette Chambre verrait avec plaisir le gouvernement de cette province contribuer libéralement, et dans la mesure de ses ressources, au succès de cette grande entreprise, aussitôt que les autorités fédérales auront fait ce qu'elles doivent faire à cet égard.

Résolu, 2. Qu'une adresse, basée sur ces résolutions, soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Samedi, 22 mars 1890.

Onze heures A. M.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse a un ordre de la Chambre, du 10 février 1890, pour un état détaillé de toutes les fournitures du palais de justice de New-Carlisle, ordonnées par le gouvernement du jour, avec les noms des fournisseurs, et les montants payées pour chaque objet.

2. Etat détaillé de toutes les réparations et de tous les travaux exécutés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, ainsi que le coût détaillé de tous ces travaux. (*Documents de la session, No. 211.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 10 mars 1890, pour une copie de toutes correspondances entre le gouvernement et aucune personne de la paroisse du Cap Santé, comté de Portneuf, ou d'ailleurs, relativement à l'allocation de \$250,00 pour la construction d'un bac sur la rivière Jacques-Cartier, entre le Cap-Santé et les Ecureuils. (*Documents de la session, No. 212.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 12 mars 1890, pour une copie de la correspondance, échangée entre H. Chené, sous-agent des terres de la Couronne et le gouvernement, relativement aux achats faits, par des colons de bonne foi, du dit agent Chené, des terres situées dans les rangs D et E de Clyde, actuellement réclamées par les colons Mercier, et sur lesquels les colons de bonne foi avaient fait les paiements exigés par la loi. (*Documents de la session, No. 213.*)

Et aussi,—réponse à un ordre de la Chambre, du 15 mars 1890, pour copie de toute correspondance au sujet des plaintes proférées contre M. Nathaniel Lebel, agent des terres de la Couronne, pour l'agence de Grandville. (*Documents de la session, No. 214.*)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Basinet,—Est-ce l'intention du gouvernement de faire terminer le cadastre dans le comté de Joliette ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—Oui, aussitôt que possible.

Par M. Pilon,—Le gouvernement a-t-il reçu, depuis 1888, d'autres promesses de support du député du comté de Stanstead, Ozro Baldwin, écuyer, que la suivante, contenue dans une lettre adressée, le 11 juillet 1888, à l'honorable Commissaire de l'agriculture et de la colonisation, lettre produite devant cette Chambre, le 20 mars 1889, et ainsi conçue :

“ Québec, 11 juillet 1888.

“ Honorable M. Mercier,

“ Je vou'ais vous voir avant mon départ, mais comme vous étiez trop occupé, je n'ai pu le faire. J'ai en ce moment, six demandes de subventions pour la colonisation, entrées dans vos livres, et elles devraient être accordées, attendu que mon comté n'a eu que \$700, l'année dernière, ce dont je vous remercie beaucoup, et j'espère que vous ferez autant et plus cette année.

“ En jetant un coup d'œil sur vos livres, vous verrez que le comté de Stanstead n'a jamais reçu beaucoup. Je crois que la population de Stanstead se souviendra toujours d'une aide de ce genre, et si je vis assez longtemps pour voir de nouvelles élections et

“ que je pense alors comme je le fais maintenant, mon vote et mon influence ne seront pas
“ pour le parti conservateur.

“ Je erois que vous agissez bien et que vous devez être supporté.

Votre dévoué,

(Signé,) O. BALDWIN.”

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Non ; mais cette lettre devait suffire.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois, et
référés au comité général pour lundi prochain :

Bill pour amender le Code de procédure civile.

Bill amendant la loi de chasse de Québec.

Et bill amendant la loi des chemins de fer.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte 47 Vict., chap.
82, relatif aux chemins à barrières dans le voisinage de la cité de Québec, étant lu ;

M. Bernatchez propose, secondé par l'honorable M. Duhamel, Que ce bill soit main-
tenant lu la seconde fois ;

Et objection étant faite, par l'honorable M. Pelletier, Que ce bill n'est pas dans l'ordre,
parce que la Chambre s'est déjà prononcée, pendant cette session, sur un bill semblable
à celui-ci.

M. l'Orateur déclare qu'il donnera sa décision à une séance ultérieure.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant l'article 887 du Code de
procédure civile concernant les matières sommaires, tel qu'il se lit à l'article 5977 des
Statuts refondus de la province de Québec, étant lu ;

M. David propose, secondé par M. Rinfret, Que ce bill soit maintenant lu la
seconde fois ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition
est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la
Chambre, pour lundi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill concernant l'Association
agricole No. 5, du comté de Gaspé ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la
Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé
quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil et l'honorable M. Robertson fait rapport
que le comité a examiné le bill et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en consi-
dération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill relatif à la protection des personnes employées par les entrepreneurs à la construction de chemins de fer autorisés par acte de la Législature de Québec, étant lu ;

M. de Grosbois propose, secondé par M. Dumais, Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre, pour lundi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour abroger les articles 696 et 697, et la section 2 de l'article 5391 des Statuts refondus et y substituer les articles y mentionnés ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Taillon fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender la loi relative à la saisie des salaires des officiers publics."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill pour amender les articles 298 et 299 du Code civil du Bas-Canada, étant lu ;

M. Gladu propose, secondé par l'honorable M. Gagnon, Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre, pour lundi prochain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender l'article 241 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement aux officiers-rapporteurs ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Pelletier fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. Pilon, secondé par M. de Grosbois,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—une liste de toutes les demandes adressées au gouvernement pour l'octroi des cent acres de terre, aux pères et mères de douze enfants vivants.

Sur motion de M. Forest, secondé par M. de Grosbois,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200, payé sur le bill amendant la loi 8 Vict., chap. 81, qui constitue en corporation le Collège de médecine et de chirurgie de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, ce bill ayant été rejeté.

M. Champagne propose, secondé par M. Bourbonnais,—Que l'honoraire de \$200.00, payé sur le bill constituant en corporation la Compagnie d'exposition de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue négativement.

Ordonné, Que l'honoraire de \$200, payé sur le bill concernant la partie demembrée de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Montréal, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Taillon,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—1. Copie de tous ordres en conseil passés sous l'autorité de la section 13 du chapitre 91, 51-52 Victoria, (1888) touchant l'aide pour l'exploration du pont entre les deux rives du fleuve, à Québec.

2. Copie de tous rapports d'explorations faites, depuis cette date, et au coût desquelles le gouvernement de Québec a contribué en vertu de cet acte.

3. Copie de toutes correspondances entre le gouvernement et aucune personne ou compagnie, depuis la date de cet acte, et ayant trait à la construction de ce pont et à aucun octroi ou subvention par la province.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette province.

Sur motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par l'honorable M. Flynn,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous rapports, documents et correspondances en rapport avec la construction du pont projeté sur la rivière Grande Cascapédia, dans le comté de Bonaventure.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,

Résolu, Que lundi prochain, cette Chambre se formera en comité général, pour considérer certaines résolutions, relatives à la construction d'un pont sur le St. Laurent, à ou près de Québec.

Résolu, Que, lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée jusqu'à lundi prochain, à onze heures de l'avant-midi.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 24 Mars 1890.

Onze heures A. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif demande une conférence avec l'Assemblée législative au sujet des amendements faits au bill intitulé "Acte amendant la loi relative aux inhumations,

et dans lesquels le conseil ne concourt pas," et que les délégués de la part du Conseil, sont les honorables MM. Archambeault, Larue et Marsil, qui rencontreront le nombre de délégués de la part de la Chambre requis par l'usage parlementaire.

Ordonné, Que ce message soit pris en considération à la prochaine séance de la Chambre.

Aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé : "Acte amendant le Code municipal," pour lequel il demande le concours de cette Chambre.

Aussi, le Conseil législatif, a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : "Acte amendant l'article 2320 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif aux juges de la Cour supérieure."

Bill intitulé : "Acte concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, pour la division électorale de Wolfe et Richmond."

Bill intitulé : "Acte pour amender un acte de la présente session portant le No. 31 et intitulé : Acte concernant la partie démembrée de la paroisse Saint Jean-Baptiste de Montréal."

Sur motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Duhamel,

Ordonné, Que le bill du Conseil législatif, intitulé : "Acte amendant le Code municipal," soit maintenant lu la première fois.

Le bill est, en conséquence, lu la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Ordonné, Que M. England ait la permission de présenter un bill amendant le Code municipal concernant les débetures municipales.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture est ordonnée pour la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Lapointe,—Dans la réponse (No. 208) à une adresse de cette Chambre, en date du 27 janvier dernier, donnant les noms de certains adjudicataires de droits de pêche, on trouve l'entrée suivante : "Rivière Saint-Jean, (Gaspé) adjudicataire A. Carrier, loyer non payé, notifié, adjudication \$600.00."

1. M. Carrier a-t-il loué en son nom personnel ?
2. Pourquoi le Commissaire des terres n'a-t-il pas exigé le paiement immédiat ?
3. Le Commissaire a-t-il donné un délai pour payer ?
4. Si oui, quel est ce délai ?
5. Le gouvernement a-t-il l'intention d'insister pour le paiement de son loyer ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—1. Oui.

2. Nous l'avons exigé de M. Carrier, comme des autre locataires, et, dans son cas comme dans plusieurs autres, le paiement n'a pas encore été effectué

3 et 4. Aucun délai n'a été accordé.

5. Nous entendons exiger le paiement dans ce cas-ci, comme dans tous les autres.

Par M. Baldwin,—J. C. Alex. Pilon a-t-il reçu, le ou vers le 23 août 1889, une somme de 150.00 du gouvernement ?

S'il en est ainsi, pourquoi a-t-il reçu cet argent ?

Ce monsieur est-il un des parents du député de Bagot ?

A-t-il été recommandé par lui ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—

Une réponse à cette interpellation a été donnée et est inscrite au Procès-verbal du vingt-un mars courant.

Sur motion de M. Tessier (Rimouski), secondé par M. Boyer,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie du troisième rapport du commissaire concernant la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant l'article 887 du Code de procédure civile concernant les matières sommaires, tel qu'il se lit à l'article 5977 des Statuts refondus de la province de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et l'honorable M. Pelletier fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill relatif à la protection des personnes employées par les entrepreneurs à la construction de chemins de fer autorisés par acte de la Législature de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Dumais fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender les articles 298 et 299 du Code civil du Bas-Canada ; et après avoir, ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill amendant le Code civil, relatif aux certificats d'enregistrement, dans certains cas ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Déchêne (l'Islet), fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur (sur l'objection faite que le bill amendant l'acte 47 Vict., chap. 82, relatif aux chemins à barrières dans le voisinage de la cité de Québec, n'est pas dans l'ordre parce que la Chambre s'est déjà prononcée, pendant cette session, sur un bill semblable à celui-ci), décide comme suit :

“ Je maintiens l'objection faite, samedi, le 22 mars courant, par l'honorable M. Pelletier, que ce bill n'est pas dans l'ordre, parce que la Chambre s'est déjà prononcée, pendant cette session, sur un bill semblable à celui-ci.”

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 3 heures P. M., ce jour, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures P. M.

Ordonné, Que l'honorable M. Gagnon ait la permission de présenter un bill pour amender l'article 1973 des Statuts refondus de la province de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la prochaine séance, aujourd'hui.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 mars 1890, pour une copie de toute correspondance entre les magistrats de district de la province et le gouvernement, au sujet de l'augmentation de leur traitement. (*Documents de la session, No. 215.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 19 mars 1890, pour une copie de toutes correspondances échangées, depuis le commencement de cette session, entre M. Faucher de Saint-Maurice, député de Bellechasse, et l'honorable colonel Rhodes, Ministre d'agriculture, à propos des argents de colonisation à être dépensés dans le comté de Bellechasse. (*Documents de la session, No. 216.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 21 mars 1890, demandant la correspondance entre l'honorable Premier Ministre, l'honorable G. Ouimet, surintendant de l'instruction publique, et le révérend E. I. Rexford, secrétaire anglais du conseil de l'instruction publique, concernant les droits et privilèges accordés à la minorité en matière d'éducation. (*Documents de la session, No. 217.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 27 janvier 1890, pour un état faisant connaître quelles terres ont été vendues, pendant l'année 1889, dans les premier et deuxième rangs du canton de Grandison, comté de Terrebonne, ainsi que dans les rangs D et E du canton de Clyde, comté d'Ottawa, donnant les noms des acquéreurs, le prix d'achat, par qui le paiement a été effectué, et à quelle date. (*Documents de la session, No. 218.*)

Aussi,—la réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, du 15 mars 1890, pour copie des requêtes, de la correspondance et des rapports en la possession du gouvernement, touchant la question de la construction d'un pont sur la rivière Saint-Jean, dans le comté de Gaspé. (*Documents de la session, No. 200b.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 1er mars 1890, pour copie de la correspondance au sujet de la remise des droits de la Couronne, sur la coupe du bois, dans les cantons du comté de Terrebonne. (*Documents de la session No. 219.*)

Aussi,—la réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, du 5 mars 1890, pour une copie de la correspondance échangée entre Sixte Coupal, écuyer, et le gouvernement de cette province, depuis le 1^{er} juillet 1888, concernant un pont sur la rivière au Diable, dans le comté de Terrebonne, et nommément d'une requête avec lettre motivée, adressée à l'honorable M. Rhodes, ainsi que des lettres à l'honorable M. Mercier, sur le même sujet. (*Documents de la session, No. 198b.*)

Aussi,—la réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, du 5 mars 1890, pour une copie des requêtes, de la correspondance et des rapports d'inspection, en la possession du gouvernement, au sujet de la reconstruction d'un pont au Cap Ozo, dans la Baie de Gaspé. (*Documents de la session, No. 187b.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 mars 1890, pour un état des frais occasionnés à la Couronne pour les trois ajournements du procès Lamontagne, à Sherbrooke. (*Documents de la session, No. 222.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 19 mars 1890,* pour un état du traitement annuel de M. Geoffrion, inspecteur des bureaux d'enregistrement ;

Etat des sommes reçues depuis sa nomination, à part de son traitement, à titre de frais de voyage ou d'indemnité spéciale, pour certains services ou autrement ;

Etat des sommes qui sont dues à M. Geoffrion, dans le cas où il lui serait dû quelque chose. (*Documents de la session, No. 223.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 19 mars 1890, pour une copie de la lettre adressée, en février dernier, par le Dr. W. Grignon, de Sainte-Adèle, au Ministre de l'agriculture, avec copie du procès-verbal d'une séance du cercle agricole de la paroisse de Sainte-Adèle, dans le but d'avoir une conférence, par M. Foucher, sur la culture du tabac. (*Documents de la session, No. 224.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 22 mars 1890, pour une copie de tous rapports, documents et correspondance en rapport avec la construction du pont projeté sur la rivière Grande Cascapédia, dans le comté de Bonaventure. (*Documents de la session, No. 225.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 24 mars 1890, pour la production du troisième rapport du commissaire, concernant la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs. (*Documents de la session, No. 226.*)

Sur motion de M. LeBlanc, secondé par M. Faucher de Saint-Maurice,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—un état constatant : 1. Quelles sont les manufactures de beurre ou de fromage qui ont reçu des octrois d'argent, depuis le 30 juin 1889.

2. Quel montant a été payé à chacune d'elles, et, dans chaque cas, quel est le nom de la personne qui a retiré l'argent

Sur motion de M. Hall, secondé par M. England,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous les ordres en conseil et des rapports du surintendant de l'instruction publique, détachant aucune partie de la cité de Montréal et l'annexant à la ville de Ste. Cunégonde, pour les fins scolaires.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'Honorable Conseil Exécutif de cette Province.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill pour amender le Code de procédure civile ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M.

l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Casgrain fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : " Acte pour amender le Code de procédure Civile relatif à la cession des biens."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendant la loi de chasse de Québec ; et après avoir ainsi siégé quelque temps M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier, l'honorable M. Gagnon, l'honorable M. Robertson, M. Boyer, M. David et M. Hall soient les délégués de cette Chambre à la conférence demandée par le Conseil législatif, au sujet des amendements de la Chambre, faits au bill intitulé : " Acte amendant la loi relative aux inhumations."

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Sept heures et demie P. M

Sur motion de l'honorable M. Pelletier, secondé par M. Casgrain,

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier, l'honorable M. Duhamel, M. Nantel et M. Duplessis soient substitués à l'honorable M. Turcotte, M. Lafontaine, M. Casgrain, et à M. LeBlanc sur la liste des membres du comité des privilèges et élections, ces derniers ayant donné leur démission comme membres du dit comité.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Pilon,—1. Le gouvernement actuel a-t-il été appelé à payer, depuis le premier février mil huit cent quatre vingt-sept, des sommes d'argent pour travaux de cadastres et arpentages ordonnés avant cette date ?

2. Le gouvernement a-t-il été aussi appelé à payer des lettres de crédit pour ces argents, et, si oui, pour quel montant ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—1. Oui, \$56,190.07 ; et il reste encore due la somme de \$8,132.65.

2. Pas de lettres de crédit ; mais des reconnaissances pour \$22,551.14. Ces reconnaissances sont dans la même forme et de la même nature que celles données depuis cette date.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 19 mars 1890, pour la correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et toutes autres personnes, relativement à la vente, par le gouvernement, de certains lots de grève, situés dans la cité de Hull et désignés comme les lots Nos. 342, 343, 344 dans le quartier deux, 759, 760, 761, 762 et 763, dans le quartier trois, et 451 et 452 dans le quartier quatre, de la cité de Hull, à William George Hurdman, manufacturier, de la cité de Hull ; aussi tous rapports d'arpenteurs ou d'évaluateurs faits en faveur du gouvernement par ses employés, ou toutes autres personnes, relativement à cette affaire.

Aussi, toutes copies des titres que toutes personnes ont pu remettre au gouvernement, et en vertu desquels R. Hurdman & Cie., manufacturiers, de Hull, occupaient les dits lots de grève avant la vente. (*Documents de la session, No. 221.*)

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill modifiant de nouveau la loi électorale de Québec, étant lu ;

L'honorable M. Blanchet propose, secondé par l'honorable M. Taillon, Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Boyer propose, comme amendement, secondé par M. Bernatchez,—Que tous les mots après " Que ", jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : " la session étant virtuellement terminée, il ne serait pas prudent de considérer une mesure de cette importance, et qu'en conséquence, la seconde lecture n'ait pas lieu aujourd'hui, mais dans six mois.

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>LaLiberté,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte—24.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Tourigny—17.</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Hall,</i>		

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la Question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill amendant l'article 762a du Code municipal, étant lu ;

M. Hall propose, secondé par M. England, que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

L'honorable M. Pelletier propose, comme amendement à la motion, secondé par M. Trudel, — Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots : " dans six mois à dater d'aujourd'hui, " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix.

Ordonné, Que le bill soit lu la seconde fois dans six mois à dater d'aujourd'hui.

Ordonné, Que M. Duplessis ait la permission de présenter un bill pour amender le Code de procédure civile.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, — lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte pour mieux définir la juridiction civile des cours civiles du district de Québec."

M. David propose, secondé par M. Déchéne (l'Islet), que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

M. Dumais propose comme amendement à la motion, secondé par M. De Grosbois, — Que le mot " maintenant " soit retranché et que les mots : " dans six mois à dater d'aujourd'hui, " soient ajoutés à la fin de la proposition.

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit lu la seconde fois dans six mois à dater d'aujourd'hui.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender l'acte du Trésor en y ajoutant certaines dispositions ;

L'honorable M. Blanchet propose, secondé par l'honorable M. Taillon, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont comme suit :

Messieurs

Beauchamp
Blanchet;
Casgrain,
Desjardins,
Duplessis,

England,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,

Hal,
LeBlanc,
Martin,
Nantel,

Owens,
Picard,
Spencer et
Taillon,—16

CONTRE :

Messieurs

Bernatchez,
Bourbonnais,
Boyer,
Cardin,
Déchéne (l'Islet),
DeGrosbois,
Dumais,

Duhamel,
Gagnon,
Goyette,
Laliberté,
Lenisieux,
Lussier,

Mercier,
Murphy,
Pelletier,
Pilon,
Rinfret,
Robidoux,

Rocheleau,
Shehyn,
Tessier (Portneuf),
Tessier (Rimouski),
Trudel et
Turcotte.—25

Ainsi la proposition est résolue négativement.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill concernant les emprunts ;

M. l'orateur dit :

L'article 37 des règlements de cette Chambre me prescrit le devoir de lui indiquer une irrégularité importante dans la procédure suivie. Mais, avant d'aborder la question d'ordre proprement dite, la Chambre me permettra d'attirer son attention sur le caractère exceptionnel de cette législation qui, si elle devenait habituelle, enlèverait aux aviseurs constitutionnels du Lieutenant-Gouverneur, l'initiative des lois affectant le gouvernement Exécutif et les prérogatives de la Couronne, pour l'accorder aux simples députés.

Depuis l'adoption des lois de réforme de 1832, la coutume de réserver ces questions aux membres du gouvernement s'est de plus en plus accentuée dans le Parlement Britannique. Todd, pages 299 à 301 du 2 vol., 1ère Ed., de son ouvrage intitulé : *Parliamentary Government in England*, s'exprime comme suit à ce sujet :

" It has only been by degrees, since the passing of the Reform Acts, in 1832, that " it has come to be an established principle, that all important Acts of the legislation " should be originated and their passage through Parliament facilitated by the advisers " of the Crown. . . . The necessity for systematic and enlightened legislation, for the " improvement of our political and social institutions and for the amelioration of the " laws, in accordance with the wants of an advancing civilization, together with the " difficulty experienced by private members in carrying Bills through Parliament, have " led to the imposition of additional burden upon the Ministers of the Crown, by " requiring them to prepare and submit to Parliament whatever measures of this des- " cription may be needed for the public good. . . . On the other hand, it should be freely " conceded to private members that they have an abstract right to submit to the con- " sideration of Parliament measures upon every questions which may suitably engage its " attention, subject only to the limitations imposed by the prerogatives of the Crown or " by the practice of Parliament. Bearing this in mind, it must be admitted that the " rule that all great and important public measures should emanate from the Executive, " has of late years obtained increasing acceptance. . . . By modern practice no sooner " does a great question become practical or a small question great, than the House " demands that it shall be taken up by the Government."

La procédure qui paraît maintenant établie par l'usage en pareilles matières est de soumettre à un comité de la Chambre, lorsqu'il y a lieu, les réformes organiques et administratives que l'on croit désirables, et d'en recommander l'adoption à la Couronne par une adresse votée en Parlement, l'initiative des projets de loi résultant de ces procédures étant laissée aux Ministres de la Couronne. (Voyez Todd, 2e vol., 1ère Ed. page 422.) Cette question n'en est pas une, cependant, sur laquelle l'Orateur soit appelé à se prononcer directement, mais comme elle s'applique essentiellement aux procédures parlementaires, j'y attire respectueusement l'attention de la Chambre.

Le bill soumis à la Chambre porte évidemment atteinte aux privilèges et aux prérogatives de la Couronne et, pour cette raison, il lui faudrait obtenir le consentement du Lieutenant-Gouverneur avant d'être adopté par cette Chambre. (Voyez Bourinot, page 472, May, Ed. 1883, page 508).

Mais il présente de plus une objection fatale sur laquelle je suis appelé, comme gardien des règles de cette Chambre, à me prononcer avant de permettre la continuation de la procédure. Les paragraphes 738a, et 738d, de l'article 1er du dit bill, entraînent incontestablement une dépense publique, et auraient dû prendre origine en comité général, avec la recommandation préalable de la Couronne.

Le moins que l'on put faire, pour se conformer à l'article 41 des règlements de cette Chambre, c'était de faire imprimer ces paragraphes en italiques dans le bill, en attendant leur adoption en comité général et la recommandation préalable du Lieutenant-Gouverneur.

à leur égard. (Voyez Bourinot, pages 462, 465, 476, 518, 525, 544, et May, édition de 1883, pages 527, 533, 539, 563, 690).

Je cite à l'appui de l'objection soulevée, les autorités suivantes :

"The Royal recommendation is signified to the Commons by a Minister of the Crown . . . for the introduction of Bills . . . involving a Public Expenditure." (May, page 507, Ed. 1885).

"All motions for the grant of money, for Public Service or for imposing any pecuniary charge upon the people must emanate from the Ministers of the Crown in the House of Commons. By new Standing Orders, passed in 1886, and which are more stringent than those previously enforced, private members are effectually debarred from initiating such proceedings unless with the recommendation of the Crown." (Todd, *Parliamentary Government*, 1ère édition, vol. II, page 311).

"It is wisely ordered that the Crown must first come down with a recommendation whenever the Government finds it necessary to incur a Public expenditure and that there should be full consideration of the matter in Committee and in the House. The constitutional provisions which regulate the procedure of the Canadian House of Commons in this respect, applies not only to motions directly proposing a grant of public money, but also to those which involve each a grant. The Canadian Commons indeed observe the rule respecting such motions with very great strictness. No case can be found of a private member in the Canadian Commons, receiving the authority of the Crown through a Minister, to propose as motion involving the expenditure of public money." (Bourinot, pages 462 à 464).

Les autorités ci-dessus citées, établissent clairement la règle qu'aucune mesure entraînant une dépense publique ne peut être présentée à la Chambre sans la recommandation préalable de la couronne, et que toutes telles mesures doivent prendre origine en comité général.

C'est du reste la pratique invariable de cette Législature établie par de nombreuses décisions. (Voyez, à ce sujet, le livre intitulé : "Procédure parlementaire," par Faucher de Saint-Maurice ; Décisions de M. l'Orateur Blanchet, pages 123, 151, 157 et 167 ; Décisions de M. l'Orateur Fortin, page 177 ; Décisions de M. l'Orateur Beaubien, pages 195, 197 et 211 ; Décision de M. l'Orateur Turcotte, page 343.)

La mise à effet des dispositions ci-dessus citées du dit bill entraînerait nécessairement une dépense publique, et je déclare, en conséquence, que n'ayant pas pris origine en comité général et n'ayant pas été recommandé par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le bill qui les contient ne peut être soumis à la Chambre pour seconde lecture.

Et appel étant fait de la décision de M. l'Orateur, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR :

Messieurs

Bernatchez,
Bourbonnais,
Boyer,
Cardin,
Déchêne (l'Islet),
DeGrosbois,
Dumais,

Duhamel,
Gagnon,
Goyette,
Laliberté,
Lemieux,
Lussier,

Mercier,
Murphy,
Pelletier,
Pilon,
Ri-jret,
Robidoux,

Rocheleau,
Shehyn,
Tessier (Portneuf),
Tessier (Rimouski),
Trudel et
Turcotte--25.

CONTRE LA DÉCISION DE M. L'ORATEUR :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon—16.</i>
<i>Duplessis,</i>			

Ainsi la décision de M. l'Orateur est maintenue.

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender l'article 5814 des Statuts refondus de la province de Québec, ayant rapport aux ventes de créances et droits d'actions ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Robidoux fait rapport que le comité a examiné le bill, et l'a modifié.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le Bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill concernant l'aliénation de certaines parties du domaine public étant lu ;

M. Nantel propose, secondé par M. Faucher de Saint-Maurice,—que le bill soit maintenant lu la seconde fois ;

L'honorable M. Mercier propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Shehyn,—Que tous les mots après "Que" jusqu'à la fin de la question soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est d'opinion que les dispositions du bill en question seraient inapplicables dans beaucoup de cas, si elles étaient mises en force et, qu'en conséquence, le dit bill ne soit pas lu maintenant, mais dans six mois."

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR

Messieurs

<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Déchêne (VIslet),</i>	<i>Lemieux,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Robidoux,</i>	<i>Turcotte—25.</i>
<i>Dumaïs,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon—16</i>
<i>Duplessis,</i>			

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix,—elle est résolue affirmativement.

Les bills suivants sont, en conformité de l'ordre, séparément lus la deuxième fois, et renvoyés à un comité de toute la Chambre :

Bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte pour amender le Code municipal."

Et Bill amendant le Code municipal au sujet des débetures municipales.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en comité sur ces bills.

La Chambre, en conséquence, se forme en comité général sur ces bills ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Bernatchez fait rapport que le comité a examiné ces bills, et lui a enjoint de rapporter le bill du Conseil législatif, intitulé : " Acte pour amender le Code municipal," avec amendements.

Ordonné, Que le bill, ainsi modifié en comité général, soit maintenant pris en considération.

La Chambre procède, en conséquence, à la prise en considération de ce bill.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a passé ce bill, avec divers amendements, pour lesquels elle demande leur concours.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général pour prendre en considération certaine résolution concernant la construction d'un pont sur le fleuve St. Laurent, à ou près de Québec.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à garantir, pour un tiers, l'intérêt, à trois pour cent, pendant dix ans, sur trois millions de piastres de débetures qui pourraient être émises par toute compagnie régulièrement organisée dans le but de construire un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à ou près de Québec, pourvu :

1. Que telle compagnie donne des garanties suffisantes qu'elle est en état de mener à bonne fin telle entreprise ;

2. Que le gouvernement fédéral et la Corporation de la cité de Québec garantissent, pour les deux autres tiers, dans la proportion dont ils conviendront, l'intérêt sur les dites débetures ;

3. Que les dites conditions soient remplies le ou avant le premier janvier, 1892, à défaut de quoi la présente autorisation, donnée au Lieutenant-Gouverneur en conseil, sera considérée comme nulle et non avenue ;

4. Que le site et les plans du pont seront préalablement approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil ;

5. Que la dite compagnie sera tenue de faire rapport, à la fin de chaque année, de l'état de ses recettes et dépenses ;

6. Que la dite garantie d'intérêt ne prendra effet qu'un an après l'ouverture du pont au trafic, et seulement au cas où les revenus de la compagnie seraient insuffisants pour faire face à l'obligation ci-dessus.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Rinfret fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Rinfret fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Que le Lieutenant-Gouverneur en conseil est autorisé à garantir, pour un tiers, l'intérêt, à trois pour cent, pendant dix ans, sur trois millions de piastres de débetures qui pourraient être émises par toute compagnie régulièrement organisée dans le but de construire un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à ou près de Québec, pourvu :

1. Que telle compagnie donne des garanties suffisantes qu'elle est en état de mener à bonne fin telle entreprise ;

2. Que le gouvernement fédéral et la Corporation de la cité de Québec garantissent, pour les deux autres tiers, dans la proportion dont ils conviendront, l'intérêt sur les dites débetures ;

3. Que les dites conditions soient remplies le ou avant le premier janvier, 1892, à défaut de quoi la présente autorisation, donnée au Lieutenant-Gouverneur en conseil, sera considérée comme nulle et non avenue ;

4. Que le site et les plans du pont seront préalablement approuvés par le Lieutenant-Gouverneur en conseil ;

5. Que la dite compagnie sera tenue de faire rapport, à la fin de chaque année, de l'état de ses recettes et dépenses ;

6. Que la dite garantie d'intérêt ne prendra effet qu'un an après l'ouverture du pont au trafic, et seulement au cas où les revenus de la compagnie seraient insuffisants pour faire face à l'obligation ci-dessus.

Ordonné, Que la dite résolution soit lue la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill concernant les subventions de certains chemins de fer, étant lu ;

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Shehyn,—Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre pour la prochaine séance, demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill amendement l'article 1973 des Statuts refondus de la province de Québec ; et après avoir siégé ainsi quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. England fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender la loi concernant l'instruction publique."

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à mercredi prochain.

Mercredi, 26 Mars 1890.

Onze heures A. M.

La pétition suivante est présentée et déposée sur la table :

Par M. Boyer,—la pétition de la Chambre de commerce de Lévis.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Martin,—Quelles sont les personnes qui ont acheté des droits de pêche, au mois de janvier dernier, et qui n'ont pas encore payé les prix d'adjudication ?

Réponses par l'honorable M. Duhamel,—Voici la liste donnant les noms des adjudicataires des droits de pêche, et qui n'ont pas encore payé leurs loyers, pour 1890 :

	RIVIÈRES	LOYER	ADJUDICATAIRE
<i>Ces baux ne sont re- venus que ce matin de Montréal. Les loyers ne pouvaient pas être payés avant cela. 26 mars 1890.</i>	Washeecotai	\$210	Genl Ripley ; Rutland, Vt.
	Olomonasheeboo	170	Capt. Ed. Joncas, Berthier.
	Etamamiou	55	J. G. A. Creighton, Ottawa.
	St-Augustin et tributaires.....	75	C. S. Campbell, Montréal.
	St-Paul, (Esquimaux).....	51	Ol. Carbonneau, Berthier.
	Ristigouche, (5ème partie).....	101	Jno. Robinson, (Metapédia.)
		20 0/10 payé.	
	St-Jean, (Gaspé).....	600	A. Carrier, Québec.
	Marguerite et tributaires.....	260	C. A. Dugas, Montréal.
	Petites Bergeronnes	80	W. Russell, e. q., Québec.
	Ste-Marguerite, (Br. Ouest).....	410	Club Ste-Marguerite, New-York.
	“ (Br. Nord).....	85	W. H. Brackett, Boston.
		20 0/10 payé.	
	LACS		
	Des Passes, etc.....	51	A. L. Light, Québec.
	Grand Batiscan, etc.....	126	
	A la Croix.....	101	
	Pearl.....	35	
	De la Rivière Noire.....	75	
	Aux Brochets.....	6	
	Bon Lac.....	11	

Par M. Duplessis,—Le gouvernement a-t-il, ou doit-il payer quelque chose pour l'impression du discours de l'honorable M. Mercier, prononcé à Baltimore, le 12 novembre 1889 ?

Si oui, combien et à qui ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Non.

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—Est-ce l'intention du gouvernement de se faire rembourser les montants prêtés à la commission des chemins à barrières de la rive nord de Québec, en 1870 ?

Si oui, quand ?

Si non, pourquoi ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—1. Oui.

2. Aussitôt que possible.

Par M. Pilon,—1. Quel est le nombre d'ordres et d'adresses de l'honorable Assemblée législative, pour copie de documents faisant partie des archives du département des terres de la Couronne, année par année, depuis 1880 jusqu'à ce jour ?

2. Quel en est le coût approximatif ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—

1880.....	11
1881.....	12
1882.....	20
1883.....	21
1884.....	20
1885.....	15
1886.....	18
1887.....	33
1888.....	22
1889.....	60
1890.....	81

Le coût ne saurait être déterminé d'une manière certaine, mais doit naturellement être dans la même proportion.

Par M. LeBlanc,—1. A quelle date le premier paiement de \$500.00 a-t-il fait à la beurrerie-école de Montmagny par le gouvernement ?

2. A quelle date le dernier paiement de \$500.00 a-t-il été fait au même établissement, par le gouvernement ?

3. Combien d'élèves ont fréquenté la beurrerie-école de Montmagny, pendant les années 1887, 1888 et 1889 ?

4. Quels sont les noms des élèves qui ont fréquenté la beurrerie-école de Montmagny, pendant les années 1887, 1888 et 1889 ?

5. Quels sont les noms des professeurs de la beurrerie-école de Montmagny ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—

1. Le 5 novembre 1888.

2. Le 6 juillet 1889.

3. Une moyenne de cinq.

4. Ces renseignements ne sont pas officiels dans le département.

5. Le professeur est le directeur, M. Numa Bernatchez.

Par M. LeBlanc.—Quelles sont les personnes qui ont fait des soumissions pour la construction du "Pont Garneau," sur la rivière Chaudière, dans le comté de Lévis ?

Pour quel montant chacune de ces personnes offraient-elles de construire le pont en question ?

Réponse par l'honorable M. Mercier.—Tous les renseignements concernant ce pont sont donnés aux pages 139, 140, 141, 142 et 143 du Rapport général du Commissaire des travaux publics pour l'année 1889.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 3 heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures P. M.

Sur motion de M. Duplessis, secondé par M. McIntosh,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance, échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres. et M. P. P. V. DuTremblay, arpenteur, de la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, au sujet des argents qui lui ont été payés depuis le premier février 1887.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 23 janvier 1890, demandant un état montrant, en détail, les sommes payées aux personnes suivantes dans l'arrestation, la mise en accusation et le procès de Donald Morrison, convaincu du meurtre de Lucius F. Warren :

1. Aux shérifs, constables, huissiers et toutes personnes qui ont pris une part quelconque à l'arrestation ou l'emprisonnement du dit Morrison, indiquant séparément les sommes payées pour déboursés de celles payées pour salaires, honoraires ou gages.

2. Aux avocats, clerks, copistes, etc., en faisant la même distinction que pour le paragraphe ci-dessus.

3. Les jours et dates, pendant lesquels l'enquête préliminaire et le procès ont durés. (*Documents de la session, No. 220.*)

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 mars 1890, pour la production de toutes demandes de soumissions pour l'achat des matériaux employés dans la construction des ponts métalliques. (*Documents de la session, No. 227.*)

Et aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 17 mars 1890, pour une copie de tout arrêté du Conseil, de tout contrat, de toute correspondance et de tout écrit généralement, contenant des renseignements sur les questions suivantes, savoir :

1. Le gouvernement a-t-il cédé à M. le juge Tessier, ou à quelqu'un de sa famille, depuis le premier février 1889, certaine propriété située à Rimouski ?

2. Si oui, quelle propriété et à quel endroit est-elle située dans Rimouski ?

3. Quelle en est la contenance en superficie ?

4. Quelle est la nature du contrat, est-ce une vente ou un autre contrat ?

5. Quel est le prix ?

6. Quelles sont les conditions de paiement ? (*Documents de la session, No. 228.*)

L'ordre du jour étant lu pour la reprise du débat sur la question proposée, mercredi, le 12 mars courant, portant,—Que certaine résolution rapportée du comité de toute la Chambre, lundi, le 10 mars courant, concernant le tarif des péages sur les chemins à

barrières de la rive sud à Québec, en rapport avec le chemin conduisant à Beaumont, soit maintenant lue la seconde fois ;

M. l'Orateur (sur l'objection faite par M. Lemieux, le 12 mars courant, " que M. Faucher de Saint-Maurice ne peut s'occuper de cette résolution qui devrait être présentée par le Conseil Exécutif,") décide comme suit :

" Ce projet de loi n'en est pas un qui soit strictement réservé à l'initiative ministérielle, et tout député a droit de le soumettre à la Chambre. Il se présente, cependant, à son sujet, une autre question qui mérite examen.

La législation que l'on propose se rapporte aux chemins à la barrières de Québec, gérés par un syndicat nommé par le gouvernement. Si, comme la chose paraît, au premier abord, ce syndicat n'est que le mandataire du gouvernement chargé d'administrer pour celui-ci ces chemins à barrières, un projet de loi affectant le taux des péages sur ces chemins, pourrait être censé exiger une recommandation de la part du Lieutenant-Gouverneur.

Les lois touchant ce syndicat sont au nombre de vingt-deux ; ce serait tout un travail que de les étudier de manière à pouvoir définir exactement la position du syndicat en question, et la nature précise de ses attributions. Ceci, du reste, prendrait les proportions d'une question de droit qui sortirait de ma juridiction, et qu'il me faudrait laisser à la décision de la Chambre. Dans le doute où je me suis trouvé, quant à l'existence et à l'étendue des droits du gouvernement relativement à ces chemins, et à la portée qu'ils pourraient avoir sur les procédures de cette Chambre, je n'ai cru pouvoir mieux faire que de rechercher quelle avait été la pratique de cette Législature et du Parlement du Canada sous l'union, à l'égard de cette question. Après des recherches minutieuses, dans les Journaux de l'Assemblée législative du Canada-Uni et de la province de Québec, je me suis convaincu que sur les 22 statuts relatifs à ces syndicats et aux chemins et ponts qui en dépendent, un seul avait été soumis à la Chambre avec la formalité de la recommandation de la Couronne.

Je me sou mets, en conséquence, à l'usage établi pour permettre la deuxième lecture de cette résolution."

Et la question étant mise aux voix,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Pelletier,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>England,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Hall,</i>	<i>Owens,</i>	<i>Tourigny—27.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Champagne,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Bessier (Portneuf),</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Pessier (Rimonski), et</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte—19.</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Robidoux,</i>	

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

La dite résolution est en conséquence lue la seconde fois et adoptée.

Ordonné, Que M. Faucher de Saint-Maurice ait la permission de présenter un bill relatif aux taux de péage sur les chemins à barrières de la rive sud, à Québec, en rapport avec le chemin conduisant à Beaumont.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif informe la Chambre qu'il a passé la résolution suivante, savoir :

Qu'un message soit envoyé à l'Assemblée législative, priant les délégués de cette Chambre à la conférence demandée par le Conseil législatif, au sujet des amendements faits au bill intitulé : "Acte amendant la loi relative aux inhumations," de rencontrer les délégués du Conseil législatif, à 4 heures, dans la Chambre No. 6.

Sur motion de l'honorable M. Gagnon, secondé par l'honorable M. Duhamel,

Résolu, Que cette Chambre suspende maintenant ses délibérations pour permettre aux délégués de la part de cette Chambre de se rendre au Conseil législatif à la conférence adoptée au sujet des amendements faits par cette Chambre au bill intitulé : "Acte amendant la loi relative aux inhumations."

La Chambre, en conséquence, suspend ses délibérations.

Après quelque temps, la Chambre reprend ses délibérations.

L'honorable M. Gagnon fait rapport :

Que les délégués se sont rendus à la conférence et que les raisons suivantes leur ont été données par le Conseil législatif pour désapprouver les amendements faits par cette Chambre au bill intitulé : "Acte amendant la loi relative aux inhumations :"

"1. Parceque, par les dits amendements, la nature du bill est entièrement changée, et que le titre du dit bill n'en couvrirait plus le sujet ;

"2. Parceque le dit bill tend à amender l'article 3466 des Statuts refondus de la province de Québec, tel que remplacé par la section 2 de l'Acte 52 Vict., chap. 36, qui a rapport aux inhumations dans les charniers particuliers, et que les amendements suggérés par l'Assemblée législative, auraient pour effet d'amender l'article 3478 des Statuts refondus de la province de Québec, qui a rapport aux inhumations ;

"3. Parceque les amendements proposés n'auraient d'autre effet que de retrancher et d'ajouter quelques mots à l'article déjà existant, lesquels ne l'amélioreraient aucunement."

Que les délégués à la conférence sont unanimes à faire rapport aux deux Chambres que le Conseil législatif soit prié d'accepter les amendements faits par l'Assemblée législative au dit bill et que le titre soit changé de manière à ce qu'il se lise comme suit : "Acte amendant les articles 3478 et 5253 des Statuts refondus de la province de Québec."

L'ordre du jour étant lu pour la seconde lecture du bill pour amender le Code de procédure civile ;

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois, et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Tourigny fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe et que le titre soit : "Acte pour amender le Code de procédure Civile relativement aux enquêtes.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 7 heures et demie ce soir, sans que la question ait été mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Duplessis,—Le gouvernement a-t-il donné des instructions au percepteur du revenu du district des Trois Rivières, de ne pas payer la part afférente au dénonciateur (informer), dans la cause de G. Lassalle, écuyer, contre Pierre Despins, à qui le gouvernement a accordé une remise, le 12 janvier 1889 ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—Sur la recommandation favorable du magistrat du district, ainsi que sur requête signée par le curé de la paroisse, le député du comté et autres notables de l'endroit, remise complète de l'amende, dans ce cas, a été faite.

Par M. Duplessis,—Quand et par qui les sommes ci-après mentionnées ont-elles été payées à M. P. P. V. DuTremblay, arpenteur de la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade :

1. Seize cent quarante-quatre piastres pour le coût du relevé des rivières Eaux-Mortes et Towachiche ?

2. Neuf cent vingt piastres et deux centins, montant mentionné dans une réponse de l'honorable M. Duhamel, en date du 19 mars courant, 1890 ?

Réponse par l'honorable M. Duhamel,—Il a été payé à M. P. P. V. DuTremblay, pour travaux d'arpentages, exécutés par lui en vertu d'instructions données le 28 octobre 1886, les sommes suivantes :

Le 28 mars 1887	à/c	\$510 00
En juin	"	834 00
Le 29 avril 1889	balance	\$100 00

Il lui a aussi été payé, pour révision du cadastre de Ste Anne, ordonnée depuis cette date, la somme de \$552.33.

Par M. Lapointe,—1. MM. Amyot et Pelletier, avocats, de Québec, ont-ils été employés comme substituts du Procureur-général ?

2. Quel montant ont-ils réclamé du gouvernement pour leurs services professionnels, pour chacune des années 1887, 1888 et 1889 ?

3. Quel montant ont-ils reçu pour chacune de ces années ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Non.

Par M. England,—Combien le gouvernement a-t-il payé à l'honorable Wilfrid Prévost, pour avoir examiné le dossier *re* Duncan McDonald contre la Couronne ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—La réponse à cette question se trouve dans le document de cette session No. 104, mis devant la Chambre le 17 février 1890.

Par M. Beauchamp,—M. Charles Langelier, avocat et député à la Chambre des Communes du Canada, a-t-il été employé comme substitut du Procureur-général ?

Quel montant a-t-il réclamé du gouvernement, pour ses services professionnels, pour chacune des années 1887, 1888 et 1889 ?

Quel montant a-t-il reçu pour chacune de ces années ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Oui.

	Montant réclamé.	Montant payé.
1887	\$333.00	\$333.00
1888	220.00	220.00
1889	.....	.....

Par M. Beauchamp,—1. M. P. Auguste Choquette, avocat et député à la Chambre des Communes du Canada, a-t-il été employé comme substitut du Procureur-général ?

2. Quel montant a-t-il réclamé du gouvernement, pour ses services professionnels, pour chacune des années 1887, 1888 et 1889 ?

3. Quel montant a-t-il reçu pour chacune de ces années ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Oui.

	Montant réclamé.	Montant payé.
1887	\$.....	\$.....
1888	264.95	149.95
1889	650.84	477.84

Par M. Lapointe,—1. M. Isaïe Dessaint, avocat et député à la Chambre des Communes du Canada, a-t-il été employé comme substitut du Procureur-général ?

2. Quel montant a-t-il réclamé du gouvernement, pour ses services professionnels, pour chacune des années 1887, 1888 et 1889 ?

3. Quel montant a-t-il reçu pour chacune de ces années ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Non.

Par M. Trudel,—1. M. Trefflé Lacroix, ingénieur, de Ste-Anne de la Pérade a-t-il quelq'emploi du gouvernement ?

2. Si oui, quel est cet emploi ?

3. Depuis combien de temps ?

4. Est-il un employé permanent ?

5. Quels sont ses émoluments ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—1. Oui.

2. Ingénieur de l'appareil calorifère du Palais législatif et des départements.

3. Depuis le 1er février 1885.

4. Oui, par ordre en conseil, No. 91, du 4 mars 1885 (à compter du 1er février 1885.)

5. \$600.00 par année.

Par M. Lussier,—1. Le gouvernement est-il informé qu'une opposition est faite à la vente du chemin de fer Montréal et Sorel ?

2. Si oui, que se propose-t-il de faire ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—1. Non, mais peut-être que ses avocats le sont.

2. Ce qui sera jugé être dans l'intérêt public.

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—Est-ce l'intention du gouvernement de faire imprimer un volume séparé des lois qui se rapportent à la juridiction des juges de paix, et de les faire distribuer à ces magistrats et aux maires des municipalités ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Sous considération.

Sur motion de l'honorable M. Flynn, secondé par l'honorable M. Robertson,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toute correspondance en la possession du département de l'agriculture et de la colonisation, ou du gouvernement, touchant les deux octois de \$375.00 chacun, accordé à M. Numa Bernatchez, pour deux fromageries, dont l'une au Cap Chatte, et l'autre à Ste-Anne des Monts.

Sur motion de M. LeBlanc, secondé par M. Casgrain,
Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie des rapports envoyés au gouvernement, et de la correspondance échangée entre ce dernier, et toutes autres personnes, à propos des poursuites contre Emile Caron et Joseph Valcourt, pour avoir donné et vendu des liqueurs alcooliques à des employés de chemin de fer, lorsque ces derniers étaient en devoir à bord d'un convoi, le ou vers le 2 février 1890.

L'ordre du jour pour la seconde lecture de certaines résolutions au sujet de la construction d'un pont à ou près de Québec, étant lu ;

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Shehyn, Que les dites résolutions soient maintenant lues la seconde fois ; et la question étant mise aux voix, la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Les dites résolutions sont, en conséquence, lues la seconde fois et sont adoptées.

L'honorable M. Mercier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur a pris connaissance de la nature de ces résolutions, et qu'il les recommande à la considération de cette Chambre.

Ordonné, Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill concernant la construction d'un pont sur le Saint-Laurent, à ou près de Québec.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre,—lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée, pour demain.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité général sur le bill concernant les subventions de certains chemins de fer ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois, demain.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable M. Shehyn propose, secondé par l'honorable M. Mercier, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Desjardins propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Flynn, Que tous les mots après " Qué, " jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils

soient remplacés par les suivants : " Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, pour les besoins du service public, mais attendu que le gouvernement a inscrit au budget général et supplémentaire de l'année 1889-90 des dépenses imputables au capital au montant de \$1,214,000.00 ;

" Attendu que le 31 décembre 1889 il restait encore \$782,000.00 à payer sur ce montant ;

" Attendu que le gouvernement a inscrit au budget général de 1890-91 des dépenses imputables au capital au montant de \$1,452,000.00 ;

" Attendu que d'ici au 30 juin 1891, le gouvernement aura de plus à déboursier environ \$500,000.00 pour l'intérêt qu'il a garanti sur les débentures de certaines compagnies de chemins de fer, pour la part de la minorité protestante dans le règlement de l'affaire des biens des Jésuites et autres obligations ;

" Attendu que ces diverses sommes forment un montant de \$2,734,000.00 ;

" Attendu que la dette flottante, y compris le montant ci-haut mentionné, s'élève à plus de \$5,750,000.00 ;

" Attendu que le 31 décembre 1889, le gouvernement n'avait pour faire face à ces obligations, que la balance des dépôts des compagnies de chemins de fer, savoir : \$676,955.00 déduction faite des \$42,225.00 de mandats impayés à cette date ;

" Attendu que le gouvernement n'a pas les ressources nécessaires pour rencontrer les dépenses imputables au capital d'ici au 30 juin 1891 ;

" Cette Chambre croit qu'il est de son devoir d'insister pour que le gouvernement lui fasse connaître les moyens qu'il entend prendre pour se procurer ces ressources."

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, jeudi matin ;

Jeudi, 27 mars 1890.

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Owens,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>McIntosh,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tourigny—19.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rochdaleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Boyer,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gladi,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte—32.</i>

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour nouvelles voûtes dans les palais de justice et prisons dans les nouveaux districts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles du soir, si l'essai de cette année réussit ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction d'une voûte pour les archives de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction des égouts pour le palais de justice et prison de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour calorifères dans les palais de justice et prisons dans les nouveaux districts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quatre vingt-six piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour une nouvelle toiture, aqueduc, etc., du palais de justice et prison de Gaspé ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille huit cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction de nouveaux égouts, plombage, etc., de la prison de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction du mur d'enceinte et dépendances de la prison ou palais de justice à St Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Société d'exposition, Montréal, pour réparation aux édifices de l'exposition ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour aider à la construction du palais de justice à Hull, district d'Ottawa ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour un édifice national à Montréal, pourvu qu'on y donne des cours publics d'instruction pratique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement de comptes non payés en rapport avec les chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

M. Boyer informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, aujourd'hui, à la prochaine séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à onze heures A. M., aujourd'hui.

Jeudi, 27 Mars 1890.

11 heures A. M.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Nantel,—M. Ephrem Taillefer est-il à l'emploi de la Chambre ou du gouvernement?

Si oui, quel est son salaire et quelle est son occupation?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Il est employé de la Chambre, à \$2.50 par jour, comme clerc de comité.

Par M. Lussier,—1. La Compagnie du chemin de fer Montréal et Sorel a-t-elle déposé, au bureau de l'honorable Ministre des travaux publics, un plan et un livre de renvoi, depuis que le chemin a été construit?

2. Si non, quelle raison a été donnée pour ne pas s'être conformé à la loi?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—1. Non.

2. Elle n'a donné aucune raison.

Par M. Lussier,—Est-il à la connaissance du gouvernement que la Compagnie du chemin de fer de Montréal et Sorel, n'a pas construit sa ligne de chemin de fer, conformément à son plan déposé au bureau du gouvernement, avant la construction de ce chemin; et, si oui, pourquoi la Compagnie n'a-t-elle pas suivi le tracé mentionné dans son plan pour la construction de sa ligne, et pourquoi un nouveau plan n'a-t-il pas été déposé suivant la loi?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Non.

Par M. LeBlanc,—Le document No. 180 de cette session contient les paiements suivants :

N. Bernatchez, a/c July 11th July, 1889, transcription of register parish of Beaumont.....	\$107.50
L. N. Bernatchez, a/c August 12th, 1889, copying register of parishes of St. Michel, St. Jean Port Joly, St. Roch and l'Islet.....	230.00
N. Bernatchez, a/c to September 10th, 1889, transcribing registrars of St. Michel, &c.....	220.00
N. Bernatchez, a/c Oct. 11th, 1889, copying registrar of St. François, rivière du Sud.....	250.00
L. N. Bernatchez, a/c Nov. 11th, 1889, copying register of parishes of St. François, rivière du Sud, St. Thomas de Montmagny and Cap St. Ignace.	280.00
L. N. Bernatchez, a/c Dec. 9th, 1889, transcribing register of Beaumont, Cap St. Ignace and St. Thomas de Montmagny.....	250.00

Combien le gouvernement a-t-il payé au dit Numa Bernatchez, pour des objets de la nature de ceux ci-dessus mentionnés, depuis le 9 décembre 1889 ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Le gouvernement n'a rien payé à Numa Bernatchez pour des objets de la nature de ceux mentionnés dans cette interpellation.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill, intitulé : " Acte amendant la loi des licences de Québec," sans amendement.

Ainsi, le Conseil législatif a agréé les amendements de la Chambre au bill intitulé : " Acte amendant le Code municipal," sans amendement.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 3 heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures P. M.

L'honorable M. Pelletier, du comité permanent des privilèges et élections, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu. (*Appendice No. 2*)

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, met devant la Chambre, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur,—Rapport du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, pour l'année 1888-89. (*Documents de la session, No. 5.*)

Aussi,—la réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, du 20 janvier 1890, pour une copie de la correspondance, etc., au sujet du paiement et traitement des jurés en matières criminelles. (*Documents de la session, No. 71b.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 12 mars 1890, pour une copie de tous les documents se rattachant à la réclamation de M. L. A. Roberge, en rapport avec la construction du chemin de fer de Joliette. (*Documents de la session, No. 229.*)

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif, a passé les bills suivants, sans amendement, savoir :

Bill intitulé : " Acte à l'effet d'étendre les dispositions de l'article 2175 du Code civil, relativement à certaines subdivisions cadastrales."

Bill intitulé : " Acte amendant l'article 241 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement aux officiers-rapporteurs."

Bill intitulé : " Acte concernant la Société d'agriculture No. 5 du comté de Gaspé ;"

Bill intitulé : " Acte pour amender la loi électorale de Québec."

Bill intitulé : " Acte amendant le Code civil, relatif aux certificats d'enregistrement, dans certains cas."

Aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte concernant le droit de voter, la préparation des listes électorales, et pour amender la formule du serment et autres fins," avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de la Chambre.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits par le Conseil législatif au bill intitulé : " Acte concernant le droit de voter, la préparation des listes électorales, et pour amender la formule du serment et autres fins," lesquels sont lus pour la première fois.

Ordonné, Que les dits amendements soient lus la seconde fois, à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Le bill concernant les subventions de certains chemins de fer, est, en conformité de l'ordre, lu la troisième fois ;

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill au sujet d'un pont sur le Saint-Laurent, à ou près de Québec, étant lu ;

L'honorable M. Mercier propose, secondé par l'honorable M. Shehyn, Que ce bill soit maintenant lu la seconde fois ;

Et un débat s'en suivant ;

Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et étant 6 heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 7 heures et demie ce soir, sans que la question ait été mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 7 mars 1890, pour une copie de toutes requêtes, correspondances et recommandations faites au sujet des octrois de colonisation, dans le comté de Champlain, depuis le 1er février 1887 ; ainsi que copie de tous les rôles de paie et autres documents établissant le paiement détaillé de toutes les susdites sommes. (*Documents de la session, No. 230.*)

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 7 mars 1890, pour une copie des listes de paie (*pay lists*), pour le comté de Joliette, à propos des travaux de colonisation pour 1887, 1888 et 1889, jusqu'à ce jour. (*Documents de la session, No. 231.*)

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Beauchamp,—M. Chs. Fitzpatrick, avocat, de Québec, a-t-il été employé comme substitut du Procureur-général ?

Quel montant a-t-il réclamé du gouvernement, pour ses services professionnels, pour chacune des années 1887, 1888 et 1889 ?

Quel montant a-t-il reçu pour chacune de ces années ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Oui.

	Réclamé.	Payé
1887	\$1,225.00	\$1,225.00
1888	2,597.50	2,537.50
1889	3,131.33	3,026.00

Par M. England,—Dans le document No. 175, mis sur le bureau de la Chambre, le 12 mars, 1890, il est dit à la page 27 :

"Payé à l'honorable M. Prévost, avocat, consulté dans cette cause, les 3 et 11 juillet 1889, \$4,190.00 pour acquit de son comptes d'honoraires et déboursés pour avoir dépouillé, examiné et étudié tout le dossier en cette affaire, et pour avoir fait rapport sur icelle, plus \$111.90 pour intérêt dû à la Banque du Peuple, sur les \$4,190.00 sus-dites, avancées par cette dernière à M. Prévost."

1. Est-ce M. Prévost, membre du Conseil législatif ?
2. A quelle date M. Prévost a-t-il été chargé par le gouvernement d'étudier cette cause ?
3. Quand a-t-il terminé son travail, et quand a-t-il adressé son compte au gouvernement ?
4. Pourquoi la somme de \$111.90 sur les \$4,190.50 susdits, avancées par la banque du Peuple à M. Prévost, a-t-elle été payée par le gouvernement ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Les informations que demande l'honorable député ont déjà été données dans le document No. 175, mis sur le bureau de la Chambre, le 12 mars, courant, et si elles ne sont pas complètes, elles seront complétées par la réponse qui sera mise devant la Chambre en réponse à l'avis de motion, No. 15, de ce jour.

Par M. Owens,—Par qui M. Ribodoux a-t-il été retenu en qualité de conseil dans la cause des colons du canton d'Egan ?

2. Par qui a-t-il été payé ?
3. Quelle somme a-t-il reçu ?

Réponse par l'honorable M. Turcotte,—Nous ne connaissons rien de cela.

L'ordre du jour pour la seconde lecture des amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : "Acte concernant le droit de voter, la préparation des listes électorales, et pour amender la formule du serment et autres fins, étant lu ;

L'honorable M. Pelletier propose, secondé par M. Trudel, Que les dits amendements soient maintenant lus la seconde fois ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

Les dits amendements sont, en conséquence, lus la seconde fois et adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

La Chambre reprend le débat sur la question proposée, aujourd'hui,—Que le bill au sujet de la construction d'un pont sur le Saint Laurent, à ou près de Québec, soit maintenant lu la seconde fois ;

Et la question étant mise aux voix, que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; la Chambre se divise, les noms étant demandés ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Basinét,
Bernatchez,
Bisson,
Blanchet,
Bourbonnais,
Boyer,
Cardin,
Casgrain,
Champagne,
Déchéne (l'Islet),

De Grosbois,
Desjardins,
Dostaler,
Dumais,
Duhamel,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Forest,

Gagnon,
Gladu,
Goyette,
Laliberté,
Legris,
Martin,
Mercier,
Morin,
Murphy,

Pelletier,
Pilon,
Rinfret,
Robidoux,
Shehyn,
Tessier (Portneuf),
Tessier (Rimouski),
Trudel et
Turcotte—36.

CONTRE :

Messieurs

*Beauchamp,
Duplessis,
England,
Lapointe,*

*LeBlanc,
Lussier,
McIntosh,*

*Nantel,
Owens,
Picard,*

*Spencer,
Taillon et
Tourigny—13.*

Ainsi, la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité de toute la Chambre.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, vendredi matin ;

Vendredi, 28 mars 1890.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La Chambre se forme, en conséquence, en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Boyer fait rapport que le comité a examiné le bill, et lui a enjoint d'en faire rapport, sans amendement.

Et la question étant proposée,—Que le bill soit maintenant lu la troisième fois ;

M. Casgrain propose, comme amendement, secondé par M. Nantel,—Que tous les mots après “ Que ” soient biffés et remplacés par les suivants : “ le bill soit de nouveau référé à un comité général, avec instruction d'en amender la première clause en substituant aux mots “ qu'un an après l'ouverture du pont ” les mots suivants “ que lorsque le dit pont aura été ouvert, ”

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et il est résolu négativement.

Alors la question principale, étant mise aux voix ;

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé, sans amendement, les bills suivants, savoir :

Bill intitulé : “ Acte pour amender la loi concernant l'Instruction publique.

Bill intitulé : “ Acte pour amender le Code de procédure civile, relativement aux enquêtes.”

Aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé : “ Acte relatif à la protection des personnes employées par des entrepreneurs de travaux de construction de chemins de fer, autorisés par des actes de la Législature de Québec,” avec certains amendements pour lesquels il demande le concours de cette Chambre.

Et aussi le Conseil législatif n'insiste pas sur les raisons qu'il a offertes dans la conférence contre l'adoption des amendements de l'Assemblée législative au bill intitulé : Acte amendant la loi relative aux inhumations,” mais qu'il acquiesce aux dits amendements avec un nouvel amendement, savoir :

“ Que le titre soit amendé de manière à se lire comme suit : “ Acte amendant les articles 3478 et 5253 des Statuts refondus de la province de Québec.”

La Chambre procède à prendre en considération le nouvel amendement fait, par le Conseil législatif, au bill intitulé : "Acte amendant la loi relative aux inhumations," lequel est lu deux fois et est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre procède à prendre en considération les amendements faits, par le Conseil législatif, au bill intitulé : "Acte relatif à la protection des personnes employées par des entrepreneurs de travaux de construction de chemins de fer, autorisés par des actes de la Législature de Québec," lesquels sont lus deux fois et sont adoptés.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leurs amendements.

L'ordre du jour pour la seconde lecture du bill relatif aux taux de péage sur les chemins à barrières de la rive sud, à Québec, en rapport avec le chemin conduisant à Beaumont, étant lu ;

M. Faucher de Saint Maurice propose, secondé par M. Nantel, Que le bill soit maintenant lu la seconde fois ; et la question étant mise aux voix ; la Chambre se divise et la proposition est résolue affirmativement.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois et renvoyé à un comité général de la Chambre.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement en le dit comité.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité ; et après avoir ainsi siégé quelque temps, M. l'Orateur reprend le fauteuil.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Vendredi, 28 mars 1890.

Onze heures A. M.

M. Faucher de Saint-Maurice propose, secondé par M. Nantel, Que le bill relatif aux taux de péage sur les chemins à barrières de la rive sud à Québec, en rapport avec le chemin conduisant à Beaumont, soit remis sur les ordres du jour pour être considéré de nouveau en comité général de cette Chambre ; et la question étant mise aux voix ; la chambre se divise, et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

*Beauchamp,
Blanchet,
Casgrain,
Desjardins,
Duplessis,*

*England,
Faucher de Saint-
Maurice,
Flynn,
Lapointe,*

*LeBlanc,
Martin,
McIntosh,
Nantel,
Owens,*

*Robertson,
Spencer,
Taillon et
Tourigny—18.*

CONTRE :

Messieurs

*Basinet,
Bernatchez,
Bisson,
Cardin,
Champagne,
Déchéne (l'Islet),
Dostaler,*

*Duhamel,
Forest,
Gladu,
Goyette,
Laliberté,
Legris,*

*Mercier,
Morin,
Murphy,
Pelletier,
Pilon,
Rinfret,*

*Robidoux,
Shehyn,
Tessier (Portneuf),
Tessier (Rimouski),
Trudel et
Turcotte—25.*

Ainsi, il est résolu négativement.

M. Bernatchez propose, secondé par M. Pilon, Que le rapport du comité permanent des privilèges et élections soit adopté ;

Que les conclusions de ce rapport, sur les accusations portées par P. E. LeBlanc, écr., député de Laval, contre l'honorable Arthur Turcotte, Procureur-général, et député pour le district électoral de Trois-Rivières, et contre Owen Murphy, écr., député pour le district électoral de Québec-Ouest, se lisent comme suit :

“ Vu tout ce que ci-haut, votre comité est, en conséquence, d'opinion :

“ Que les accusations qui lui ont été soumises n'ont pas été prouvées ;

“ L'enquête a été longue, et le seul résultat qu'elle a donné, résultat bien regrettable, “ est une perte considérable de temps et d'argent pour la province, et une accusation “ grave et bien injuste portée, sans aucune justification, contre un Ministre de la Couronne et un membre de cette Chambre.”

Que le dit P. E. LeBlanc, écr., aussitôt qu'il a pu constater que ses informations avaient pu l'induire en erreur, n'a pas fait l'apologie que, dans les circonstances, il de vait faire à cette Chambre et à ses deux collègues, qu'il avait injustement et malicieusement accusés, laquelle apologie il n'a pas même fait depuis la clôture de l'enquête ;

Que, dans les circonstances, tout en regrettant d'être obligée d'adopter un procédé aussi sévère, cette Chambre désirant conserver sa dignité, l'honneur des hommes publics de la province, et ne pas créer un précédent subversif de la constitution et de la procédure parlementaire, en permettant impunément des accusations aussi frivoles et vexatoires, déclare qu'en demandant l'enquête en question, en mettant son siège en jeu, le dit P. E. LeBlanc n'était pas suffisamment informé, et qu'en fait, il n'a pu établir une cause légitime et probable à ses accusations, et que, par conséquent, il a forfait son siège ;

Qu'en conséquence, il soit résolu :

Que le siège du dit P. E. LeBlanc, écr., député pour le district électoral de Laval, soit, à raison de ce que ci-haut déclaré, et est, par la présente résolution, déclaré vacant.

L'honorable M. Taillon demande à M. l'Orateur de décider si cette motion touche à une de ces questions de privilèges qui requièrent un avis préalable, avant d'être soumise à la Chambre.

M. l'Orateur déclare que cette question le prend à l'improviste, sans qu'il ait eu le temps d'en examiner toute la portée ; cependant, comme il comprend que, dans les circonstances, elle peut être difficilement ajournée, il n'a pas d'objection à dire à la Chambre son opinion à cet égard. Il ne peut s'exempter de la considérer comme une de ces questions de privilège, affectant la dignité de la Chambre, comme l'honneur de l'un de ses députés, et requérant, par là même, l'action immédiate de la Chambre ; cependant, vu l'importance, la nature délicate de cette question, par déférence pour la Chambre, il croit devoir lui en laisser la décision.

L'honorable M. Taillon propose, secondé par l'honorable M. Blanchet, Que cette motion se rapportant à une question de privilège, qui demande l'action immédiate de la Chambre, elle soit soumise immédiatement à la Chambre,—et la Question étant mise aux voix, elle est adoptée unanimement.

La Chambre procède, en conséquence, à prendre la dite question en considération.

Et un débat s'en suivant ;

Sur motion de M. Nantel, secondé par M. Faucher de Saint-Maurice,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte pour détacher les paroisses de Saint-Michel des Saints, Saint-Gabriel de Brandon, Saint-Damien et les territoires non organisés dans le comté de Berthier, du district de Richelieu, et les annexer au district de Joliette, pour les fins judiciaires," avec un amendement, pour lequel il demande le concours de la Chambre.

Aussi, le Conseil législatif a passé, sans amendement, le bill intitulé : " Acte pour amender le Code de procédure civile, relatif à la cession de bien, sans amendement.

Et aussi, le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte concernant les subventions de certains chemins de fer," sans amendement,

La Chambre procède à prendre en considération l'amendement fait, par le Conseil législatif, au bill intitulé : " Acte pour détacher les paroisses de Saint-Michel des Saints, Saint-Gabriel de Brandon, Saint-Damien et les territoires non organisés, dans le comté de Berthier, du district de Richelieu, et les annexer au district de Joliette," lequel est lu la première fois.

Ordonné, Que le dit amendement soit lu la seconde fois à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre, jusqu'à sept heures et demie le soir, sans que la question ait été mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

M. Cardin, du comité permanent des comptes publics, présente à la Chambre le deuxième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport que, pendant la présente session, il a tenu trente-une séances, savoir : les 23, 24 et 28 janvier dernier ; les 4, 13, 14, 18, 20, 22, 25, 26, 27 et 28 février dernier ; et les 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, A. M., et 8, P. M., 11, 12, 13, 14, 15, 19, 21, 22, 24 et 26 mars courant.

Que votre comité s'est enquis des frais concernant :

1. Le paiement de la somme de \$300.00 pour réparation de l'école de St-Edouard de Knowlton, dans le comté de Brome ;

2. La construction du mur d'enceinte du Palais législatif, certains travaux de nivellement et certains ouvrages faits à la fontaine ;
3. L'achat de la bibliothèque du juge Polette ;
4. Les impressions ;
5. Les écoles du soir dans la cité de Montréal ;
6. Les fonctions de Monsieur J. A. Mercier au bureau du shérif de Montréal ;
7. L'item 216 mentionné à la page 21 du statut de Québec, pour mil huit cent quatre-vingt-huit, réclamation touchant la ligne de division entre le canton Farnham et la seigneurie de St-Hyacinthe ;
8. Certains travaux d'arpentage ;
9. Les contingents.

Que plusieurs témoins ont été entendus et plusieurs documents produits dans chaque cas ; lesquels documents votre comité rapporte à Votre Honorable Chambre avec les dépositions des témoins.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 15 mars 1890, pour un état comparatif des sommes dépensées par le gouvernement de cette province, pour favoriser l'éducation, directement ou indirectement, durant les années 1882-83, 1883-84, 1884-85, 1885-86, 1886-87, 1887-88, 1888-89, et les montants des budgets pour les mêmes sommes, pour les mêmes fins, pour les années 1889-90 et 1890-91 ; cet état donnant, pour chaque item, la rubrique spéciale portée dans les comptes publics, ou dans les budgets de l'année courante, et de l'année prochaine, et une récapitulation séparément :

1. Pour les années depuis 1882-83 jusqu'à 1886-87.
2. Pour les années 1887-88, jusqu'à 1890-91 ; cette récapitulation faisant voir l'augmentation ou la diminution des dépenses, sous chacune des rubriques, entre les années 1882-83 à 1886-87 et les années de 1887-88 à 1890-91. (*Documents de la session, No 232*).

Aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 19 mars 1890, pour une copie de la correspondance entre le Rév. M. Morrisette, prêtre, curé, et des habitants de St-Ephrem de Tring, dans le comté de Beauce, au sujet d'une demande pour indemniser les victimes des tempêtes de grêle dans cette paroisse, durant l'été 1888 et 1889. (*Documents de la session, No 233*).

Et aussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 24 mars 1890, pour un état constatant : 1. Quelles sont les manufactures de beurre ou de fromage qui ont reçu des octrois d'argent, depuis le 30 juin 1889.

2. Quel montant a été payé à chacune d'elles, et, dans chaque cas, quel est le nom de la personne qui a retiré l'argent. (*Documents de la session, No 234*).

L'ordre du jour pour la seconde lecture de l'amendement fait, par le Conseil législatif, au bill intitulé : "Acte pour détacher les paroisses de Saint-Michel des Saints, Saint-Gabriel de Brandon, Saint-Damien et les territoires non organisés dans le comté de Berthier, du district de Richelieu, et les annexer au district de Joliette, pour les fins judiciaires," étant lu ;

Le dit amendement est, en conséquence, lu la seconde fois et est adopté.

Ordonné, Que le Greffier reporte le bill au Conseil législatif, et informe leurs Honneurs que cette Chambre a adopté leur amendement.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat sur la question proposée, aujourd'hui,—Que le rapport du comité permanent des privilèges et élections soit adopté ;

Que les conclusions de ce rapport, sur les accusations portées par P. E. LeBlanc, écr., député de Laval, contre l'honorable Arthur Turcotte, Procureur-général, et député pour le district électoral de Trois-Rivières, et contre Owen Murphy, écr., député pour le district électoral de Québec-Ouest, se lisent comme suit :

“ Vu tout ce que ci-haut, votre comité est en conséquence d'opinion :

“ Que les accusations qui lui ont été soumises n'ont pas été prouvées ;

“ L'enquête a été longue et le seul résultat qu'elle a donné, résultat bien regrettable, est une perte considérable de temps et d'argent pour la province, et une accusation grave et bien injuste portée, sans aucune justification, contre un Ministre de la Couronne et un membre de cette Chambre.”

Que le dit P. E. LeBlanc, écr., aussitôt qu'il a pu constater que ses informations avaient pu l'induire en erreur, n'a pas fait l'apologie que, dans les circonstances, il devait faire à cette Chambre et à ses deux collègues, qu'il avait injustement et malicieusement accusés, laquelle apologie il n'a pas même fait depuis la clôture de l'enquête ;

Que, dans les circonstances, tout en regrettant d'être obligée d'adopter un procédé aussi sévère, cette Chambre désirant conserver sa dignité, l'honneur des hommes publics de la province, et ne pas créer un précédent subversif de la constitution et de la procédure parlementaire, en permettant impunément des accusations aussi frivoles et vexatoires, déclare qu'en demandant l'enquête en question, en mettant son siège en jeu, le dit P. E. LeBlanc n'était pas suffisamment informé, et qu'en fait, il n'a pu établir une cause légitime et probable à ses accusations, et que, par conséquent, il a forfait son siège ;

Qu'en conséquence, il soit résolu :

Que le siège du dit P. E. LeBlanc, écr., député pour le district électoral de Laval, soit, à raison de ce que ci-haut déclaré, et est, par la présente résolution, déclaré vacant.”

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, samedi matin ;

Samedi, 29 mars 1890 .

Et le débat se continuant ;

Sur motion de l'honorable M. Taillon, secondé par l'honorable M. Blanchet,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Samedi, 29 mars 1890.

Onze heures A. M

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par M. Rinfret,

Résolu, Qu'à la prochaine séance, cette Chambre se formera en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la conversion en argent des subventions en terres à des compagnies de chemins de fer.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur la question proposée, hier,—Que le rapport du comité permanent des privilèges et élections soit adopté ;

Que les conclusions de ce rapport, sur les accusations portées par P. E. LeBlanc, écr., député de Laval, contre l'honorable Arthur Turcotte, Procureur-général, et député pour le district électoral de Trois-Rivières, et contre Owen Murphy, écr., député pour le district électoral de Québec-Ouest, se lisent comme suit :

“ Vu tout ce que ci-haut, votre comité est, en conséquence, d'opinion :

“ Que les accusations qui lui ont été soumises n'ont pas été prouvées ;

“ L'enquête a été longue et le seul résultat qu'elle a donné, résultat bien regrettable, est une perte considérable de temps et d'argent pour la province, et une accusation grave et bien injuste portée, sans aucune justification, contre un Ministre de la Couronne et un membre de cette Chambre.”

Que le dit P. E. LeBlanc, écr., aussitôt qu'il a pu constater que ses informations avaient pu l'induire en erreur, n'a pas fait l'apologie que, dans les circonstances, il devait faire à cette Chambre et à ses deux collègues, qu'il avait injustement et malicieusement accusés, laquelle apologie il n'a pas même fait depuis la clôture de l'enquête ;

Que, dans les circonstances, tout en regrettant d'être obligée d'adopter un procédé aussi sévère, cette Chambre désirant conserver sa dignité, l'honneur des hommes publics de la province, et ne pas créer un précédent subversif de la constitution et de la procédure parlementaire, en permettant impunément des accusations aussi frivoles et vexatoires, déclare qu'en demandant l'enquête en question, en mettant son siège en jeu, le dit P. E. LeBlanc n'était pas suffisamment informé, et qu'en fait, il n'a pu établir une cause légitime et probable à ces accusations, et que, par conséquent, il a forfait son siège ;

Qu'en conséquence, il soit résolu :

Que le siège du dit P. E. LeBlanc, écuyer, député pour le district électoral de Laval, soit, à raison de ce que ci-haut déclarée, et est, par la présente résolution, déclaré vacant.

Et le débat se continuant ;

Sur motion de l'honorable M. Blanchet, secondé par l'honorable M. Taillon,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé, sans amendement, le bill intitulé : “ Acte concernant la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à ou près de Québec.”

Et étant 1 heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre à 3 heures P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures P. M.

M. Faucher de Saint-Maurice, du comité conjoint des deux Chambres sur les impressions de la Législature, présente le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité à l'honneur de faire rapport qu'il a examiné les documents qui lui ont été soumis et recommande l'impression des suivants pour l'usage des députés, et comme documents de la session, viz :

No. 23. Réponse à un ordre de la Chambre, du 4 mars 1889, pour copie de toute correspondance échangée, depuis le mois d'août (1888) entre le Commissaire des terres, ou aucun des membre du gouvernement, et M. A. S. D. Van Barneveld, sur tous sujets se rapportant aux Isles de la Madeleine.

No. 71. Réponse à un ordre de la Chambre, du 20 janvier 1890, pour copie de la correspondance, etc., au sujet du paiement et traitement des jurés en matières criminelles.

No. 90a. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 30 janvier 1890, demandant le rapport spécial de M. Charles Langelier, commissaire, daté de ce jour, au sujet de la section K du chemin de fer de la Baie des Chaleurs et la liste des travailleurs, avec les montants dus à chacun.

No. 90b. Réponse à un ordre de la Chambre, du 5 mars 1890, pour copie de toute correspondance, rapports et documents généralement quelconques, se rattachant aux travaux sur la section K du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, et des demandes de paiements des gages des ouvriers, du droit de passage, des provisions fournies, etc., etc., en rapport avec les travaux de cette section.

No. 140c. Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, du 6 février 1890, pour copie de toute correspondance, rapports et autres documents se rapportant aux Isles de la Madeleine et d'Anticosti.

No. 148. Réponse à un ordre de la Chambre, du 20 février 1890, pour une copie du rapport fait par la Révérende Sœur Thérèse de Jésus et du docteur Vallée, après leur voyage en Europe, l'été dernier.

No. 152. Rapport de M. St.-Cyr, conservateur du musée, pour l'année 1888-89.

No. 153a. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 20 janvier 1890, demandant la liste complète des lettres de crédit ou promesses de paiement futur venant des différents départements du service civil, depuis le premier janvier 1889 ; ainsi que des noms des personnes en faveur de qui ces lettres de crédit ont été délivrées, le montant de chacune de ces lettres, et un état de la nature des réclamations pour lesquelles ces lettres de crédit ont été délivrées, avec leurs dates respectives.

No. 153b. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 20 janvier 1890, demandant la liste complète des lettres de crédit, ou promesses de paiement futur, venant des différents départements du service civil, depuis le premier janvier 1889 ; ainsi que des noms des personnes en faveur de qui ces lettres de crédit ont été délivrées, le montant de chacune de ces lettres, et un état de la nature des réclamations pour lesquelles ces lettres de crédit ont été délivrées, avec leurs dates respectives.

No. 161. Réponse à un ordre de la Chambre, du 17 février 1890, pour un état faisant voir, année par année, depuis le 1er juillet 1867 jusqu'à cette date, le nombre de mille carrés de territoire affermés ou vendus pour la coupe du bois, la moyenne du prix par milles carré obtenu à chaque vente, et le nombre de milles remis par les adjudicataires, ou sur lesquels le bonus n'a pas été payé, avec aussi les frais de chaque vente.

2. Le nombre de milles carrés du domaine public actuellement sous licence, pour la coupe du bois, et pareil état pour la date du 1er juillet 1887.

3. Le nombre de milles carrés sur lequel il se fait actuellement du bois, et le nombre de milles sur lequel les porteurs de licences ne font pas de bois.

No. 162. Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 20 février 1890, pour une liste des employés surnuméraires nommés dans chaque département, depuis la dernière session ; la date de leur nomination et de leur traitement.

No. 163. Réponse à un ordre de la Chambre, du 10 février 1890, pour un état de toutes les sommes payées par le gouvernement, à tout avocat ou bureau d'avocats, dans les clauses suivantes, plaidées devant le conseil privé de Sa Majesté, ou toute autre cour en cette province, ou dans aucune de ces causes, savoir :

Gilmour, appelants, et Hector Mauriot, C. A. Paradis, Philippe Paradis, Joseph Paradis, Jean-Baptiste Daoust, Frank Brouillard, A. Boissonneau, Isaïe Lapointe et Jean-Baptiste Allaire, intimés.

No. 165. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 8 mars 1890, demandant la production des documents suivants :

1. Copie de l'ordre en conseil, du 26 décembre 1889, du gouvernement du Canada, de la réponse, du 8 janvier 1890, du Lieutenant-Gouverneur de cette province, et copie de tous les protêts et notifications signés, de la part du gouvernement fédéral, au gouvernement de Québec et aux adjudicataires des droits de pêche, en date du 8 janvier et du 12 février 1890, le tout tel que mentionné dans les résolutions soumises à cette Chambre, le 7 du courant, touchant les droits de pêche.

2. Copie de tout autre correspondance, échangée entre les deux gouvernements et en la possession du gouvernement de Québec, relativement aux droits de pêche en question, pourvu que cette correspondance n'ait pas déjà été produite.

3. Copie de tous rapports, mémoires ou autres renseignements officiels, non déjà produits, en la possession du gouvernement, sur la question de savoir si ces rivières, objets du conflit entre les deux gouvernements, sont navigables ou non.

No. 166. Réponse à un ordre de la Chambre, du 20 février 1890, pour copie de toute correspondance échangée au sujet de la distribution de la brochure du Premier Ministre, intitulé : " Esquisse générale de la province de Québec."

No. 168. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 7 mars 1890, demandant copie de l'ordre en conseil autorisant la remise de la balance due par la municipalité de St-Jean, Ile d'Orléans, au fonds d'emprunt municipal.

No. 172. Réponse à un ordre de la Chambre, du 17 février 1890, pour un tableau indiquant ; 1. Le nombre actuel des surintendants gardes-forestiers et des gardes-forestiers.

2. Le nombre de ceux employés par le gouvernement précédent.

3. Les noms des gardes-forestiers ou surintendants gardes-forestiers indiqués dans le rapport mis devant cette Chambre, ceux des nouveaux employés ou des employés en remplacement d'autres, dont les services n'étaient plus requis.

4. Les noms des gardes-forestiers remplacés depuis 1887.

No. 177. Réponse à un ordre de la Chambre, du 12 mars 1890, pour une copie du rapport fait par le capitaine Kirwin, en vertu de la commission qui lui a été adressée, en en date du 22 juin 1889, telle que mentionnée dans une réponse donnée par le gouvernement, le 8 mars courant (1890).

No. 180. Réponse à un ordre de la Chambre, du 5 mars 1890, pour un état détaillé de tous les paiements faits, à même l'item des dépenses, de \$18,736,51, pour " Divers en

général," mentionné à la page 9 de l'état des recettes et paiements, depuis le 1er juillet jusqu'au 31 décembre 1889, produit devant cette Chambre.

No. 186. Réponse à un ordre de la Chambre, du 27 janvier 1890, pour la correspondance etc., au sujet du paiement et de la répartition plus juste des rentes seigneuriales dans la seigneurie Lauzon.

No. 201. Réponse à un ordre de la Chambre, du 15 mars 1890, pour une copie de la correspondance échangée entre l'honorable Secrétaire de la province et le surintendant de l'Instruction publique, au sujet du nombre d'enfants qui n'apprennent pas le français, dans les écoles subventionnées par la province.

No. 203. Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 5 mars 1890, demandant la correspondance avec le gouvernement fédéral, le rapport du Ministre de la justice, les mémoires, réponses, etc., relativement au désaveu de la loi 52 Victoria, chap. 30.

No. 206. Réponse à un ordre de la Chambre, du 10 mars 1890, pour une copie de la déclaration, des plaidoiries et de tous les autres documents produits dans une certaine cause pendante en cour supérieure du district de Québec, dans laquelle Owen Murphy est demandeur et F. Gourdeau, défendeur.

Avec dossier "Table Rock."

No. 217. Réponse à un ordre de la Chambre, du 21 mars 1890, demandant la correspondance entre l'honorable Premier Ministre, l'honorable G. Ouimet, surintendant de l'Instruction publique, et le révérend E. I. Rexford, secrétaire anglais du conseil du conseil de l'Instruction publique, concernant les droits et privilèges accordés à la minorité en matière d'éducation.

No. 223. Réponse à un ordre de la Chambre, du 19 mars 1890, pour un état du traitement annuel de M. Geoffrion, inspecteur des bureaux d'enregistrement ;

Etat des sommes reçues depuis sa nomination, à part de son traitement, à titre de frais de voyage ou d'indemnité spéciale, pour certains services ou autrement ;

Etat des sommes qui sont dues à M. Geoffrion, dans le cas où il lui serait dû quelque chose.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat sur la question proposée, hier,—Que le rapport du comité permanent des privilèges et élections soit adopté ;

Que les conclusions de ce rapport, sur les accusations portées par P. E. LeBlanc, écrivain, député de Laval, contre l'honorable Arthur Turcotte, Procureur-général, et député pour le district électoral de Trois-Rivières, et contre Owen Murphy, écrivain, député pour le district électoral de Québec-Ouest, se lisent comme suit :

" Vu tout ce que ci-haut, votre comité est, en conséquence, d'opinion :

" Que les accusations qui lui ont été soumises n'ont pas été prouvées ;

" L'enquête a été longue et le seul résultat qu'elle a donné, résultat bien regrettable, est une perte considérable de temps et d'argent pour la province, et une accusation grave et bien injuste portée, sans aucune justification, contre un Ministre de la Couronne et un membre de cette Chambre."

Que le dit P. E. LeBlanc, écrivain, aussitôt qu'il a pu constater que ses informations avaient pu l'induire en erreur, n'a pas fait l'apologie que, dans les circonstances, il devait faire à cette Chambre et à ses deux collègues, qu'il avait injustement et malicieusement accusés, laquelle apologie il n'a pas même fait depuis la clôture de l'enquête ;

Que, dans les circonstances, tout en regrettant d'être obligée d'adopter un procédé aussi sévère, cette Chambre désirant conserver sa dignité, l'honneur des hommes publics de la province, et ne pas créer un précédent subversif de la constitution et de la procédure parlementaire, en permettant impunément des accusations aussi frivoles et vexatoires, déclare qu'en demandant l'enquête en question, en mettant son siège en jeu, le dit P. E. LeBlanc n'était pas suffisamment informé, et qu'en fait, il n'a pu établir une cause légitime et probable à ses accusations, et que, par conséquent, il a forfait son siège ;

Qu'en conséquence, il soit résolu :

Que le siège du dit P. E. LeBlanc, écr., député pour le district électoral de Laval, soit, à raison de ce que ci-haut déclaré, et est, par la présente résolution, déclaré vacant."

Et le débat se continuant ;

Sur motion de M. Champagne, secondé par M. Grosbois,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie ce soir, sans que la question ait été mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

L'honorable M. Gagnon, Secrétaire de la province, présente,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 12 mars 1890, pour une copie de toutes plaintes, des déclarations solennelles, des rapports et de toute correspondance entre le département des terres et M. Uldoric Houle, de Bulstrode, de M. A. Girouard, garde-forestier, de Stanford, et de toutes autres personnes, touchant la permission de peler de l'écorce de pruche sur le lot No. 14, du 4ème rang du canton de Bulstrode, comté d'Arthabaska. (*Documents de la session, No. 235.*)

Aussi,—la réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 22 mars 1890, demandant: 1. Copie de tous ordres en conseil passés sous l'autorité de la section 13 du chapitre 91, 51-52 Victoria, (1888) touchant l'aide pour l'exploration du pont entre les deux rives du fleuve, à Québec.

2. Copie de tous rapports d'explorations faites, depuis cette date, et au coût desquelles le gouvernement de Québec a contribué, en vertu de cet acte.

3. Copie de toutes correspondances entre le gouvernement et aucune personne ou compagnie, depuis la date de cet acte, et ayant trait à la construction de ce pont et à aucun octroi ou subvention par la province. (*Documents de la session, No. 236.*)

Etaussi,—la réponse à un ordre de la Chambre, du 26 mars 1890, pour une copie de toute correspondance échangée entre le gouvernement ou aucun de ses membres, et M. P. P. V. Du Tremblay, arpenteur, de la paroisse de Sainte-Anne de la Pérade, au sujet des argents qui lui ont été payés depuis le premier février 1887. (*Documents de la session, No. 237.*)

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat sur la question proposée, hier,—Que le rapport du comité permanent des privilèges et élections soit adopté ;

Que les conclusions de ce rapport, sur les accusations portées par P. E. LeBlanc, écr., député de Laval, contre l'honorable Arthur Turcotte, procureur-général, et député pour le district électoral de Trois-Rivières, et contre Owen Murphy, écr., député pour le district électoral de Québec-Ouest, se lisent comme suit :

“ Vu tout ce que ci-haut, votre comité est, en conséquence, d'opinion :

“ Que les accusations qui lui ont été soumises n'ont pas été prouvées ;

“ L'enquête a été longue et le seul résultat qu'elle a donné, résultat bien regrettable, est une perte considérable de temps et d'argent pour la province, et une accusation grave et bien injuste portée, sans aucune justification, contre un Ministre de la Couronne et un membre de cette Chambre.”

Que le dit P. E. LeBlanc, écr., aussitôt qu'il a pu constater que ses informations avaient pu l'induire en erreur, n'a pas fait l'apologie que, dans les circonstances, il devait faire à cette Chambre et à ses deux collègues, qu'il avait injustement et malicieusement accusés, laquelle apologie il n'a pas même fait depuis la clôture de l'enquête ;

Que, dans les circonstances, tout en regrettant d'être obligée d'adopter un procédé aussi sévère, cette Chambre désirant conserver sa dignité, l'honneur des hommes publics de la province, et ne pas créer un précédent subversif de la constitution et de la procédure parlementaire, en permettant impunément des accusations aussi frivoles et vexatoires, déclare quand demandant l'enquête en question, en mettant son siège en jeu, le dit P. E. LeBlanc n'était pas suffisamment informé, et qu'en fait, il n'a pu établir une cause légitime et probable à ses accusations, et que, par conséquent, il a forfait son siège ;

Qu'en conséquence, il soit résolu :

Que le siège du dit P. E. LeBlanc, écr., député pour le district électoral de Laval, soit, à raison de ce que ci-haut déclaré, et est, par la présente résolution, déclaré vacant.”

Et le débat se continuant ;

Sur motion de M. McIntosh, secondé par l'honorable M. Robertson,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et alors la Chambre s'ajourne jusqu'à lundi prochain.

Lundi, 31 mars 1890.

Onze heures A. M.

Sur motion de l'honorable M. Mercier, secondé par l'honorable M. Shehyn,
Ordonné, Que les documents Nos. 140a et 140b, ayant rapport aux Iles de la Magdeleine, soient imprimés pour l'usage des députés et comme documents de la session, ainsi que le document 67 de la session de 1889, et que tous ces documents soient réunis dans un même pamphlet ; la règle 94 de cette Chambre étant suspendue en ce qui concerne cette motion.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à trois heures, cet après-midi, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures P. M.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE ET RÉPONSES.

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—1. Quel est le traitement des sergents et constables de la police provinciale ?

2. Est-ce l'intention du gouvernement d'augmenter ce traitement et de l'assimiler à celui reçu par ceux qui ont le même grade que les hommes préposés à la garde de la prison de Québec ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—1. Les sergents \$1.50 ; les constables \$1.25 ?

2. Sous considération.

Par M. Tourigny,—1. Maxime Landreville, du comté de Joliette, a-t-il été à l'emploi du gouvernement ou de cette Chambre, pendant la présente session ?

2. S'il l'a été, quelles étaient ses fonctions ?

3. Pendant combien de temps ?

4. S'est-il tenu à Québec, pendant ce temps ?

5. Combien lui a-t-il été payé ?

9. Qui a reçu cet argent pour lui.

Réponse par l'honorable M. Mercier,—1. M. Landreville a été employé à la Chambre comme clerc sessionnel.

2. Clerc de comité.

3. Jusqu'au 8 février.

4. Il a été forcé de s'absenter pour cause de maladie.

5. \$82.50, du 7 janvier au 8 février dernier.

6. M. Basinet.

Par M. Faucher de Saint-Maurice,—Est-ce l'intention du gouvernement de faire distribuer à la Législature des exemplaires des " Actes relatifs aux chemins à barrières et ponts, dans et près Québec ?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—A l'étude.

Par M. Casgrain,—Le gouvernement sait-il que Paul Pelletier et Wilfrid Fortin, cultivateurs, de Saint-Pamphile, comté de l'Islet, ont été, en mai 1889, condamnés à payer l'amende pour vente de boissons sans licence ?

A la demande de qui la condamnation contre ces personnes a-t-elle été suspendue ?

Réponse par l'honorable M. Shehyn,—Aucune connaissance de ces causes au bureau du revenu ; aucune suspension demandée ni accordée.

Par M. Nantel,—1. Le gouvernement a-t-il eu connaissance de la décision du juge Cimon, validant l'élection de M. Vinet comme conseiller de la paroisse de la Longue-Pointe ?

2. Si oui, va-il rescinder le rapport du 13 février 1890, nommant Joseph Toupin, conseiller municipal de la même paroisse ?

Réponse par l'honorable M. Gagnon,—1. Oui ?

2. Sous considération.

La Chambre, en conformité de l'ordre reprend le débat ajourné sur la question proposée, vendredi, le 28 mars courant,—Que le rapport du comité permanent des privilèges et élections soit adopté ;

Que les conclusions de ce rapport, sur les accusations portées par P. E. LeBlanc, éc., député de Laval, contre l'honorable Arthur Turcotte, Procureur-général, et député pour le district électoral de Trois-Rivières, et contre Owen Murphy, éc., député pour le district électoral de Québec-Ouest, se lisent comme suit :

“ Vu tout ce que ci-haut, votre comité est, en conséquence, d'opinion :

“ Que les accusations qui lui ont été soumises n'ont pas été prouvées ;

“ L'enquête a été longue et le seul résultat qu'elle a donné, résultat bien regrettable, est une perte considérable de temps et d'argent pour la province, et une accusation grave et bien injuste portée, sans aucune justification, contre un Ministre de la Couronne et un membre de cette Chambre.”

Que le dit P. E. LeBlanc, éc., aussitôt qu'il a pu constater que ses informations avaient pu l'induire en erreur, n'a pas fait l'apologie que, dans les circonstances, il devait faire à cette Chambre et à ses deux collègues, qu'il avait injustement et malicieusement accusés, laquelle apologie il n'a pas même fait depuis la clôture de l'enquête ;

Que, dans les circonstances, tout en regrettant d'être obligée d'adopter un procédé aussi sévère, cette Chambre désirant conserver sa dignité, l'honneur des hommes publics de la province, et ne pas créer un précédent subversif de la constitution et de la procédure parlementaire, en permettant impunément des accusations aussi frivoles et vexatoires, déclare qu'en demandant l'enquête en question, en mettant son siège en jeu, le dit P. E. LeBlanc n'était pas suffisamment informé, et qu'en fait, il n'a pu établir une cause légitime et probable à ses accusations, et que, par conséquent, il a forfait son siège ;

Qu'en conséquence, il soit résolu :

Que le siège du dit P. E. LeBlanc, éc., député pour le district électoral de Laval, soit, à raison de ce que ci-haut déclaré, et est, par la présente résolution, déclaré vacant.”

L'honorable M. Meroier propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Shehyn, Que tous les mots après “ Que ”, jusqu'à la fin de la question soient retranchés et qu'ils soient retranchés et remplacés par les mots suivants : “ le 17 mars courant, Pierre Evariste LeBlanc, écuyer, député de Laval, a fait, de son siège, une déclaration au sujet de la vente d'une propriété connue sous le nom de “ *Table Rock*,” qui se terminait par ce qui suit :

“ Que le dit P. Ev. LeBlanc déclare de plus qu'il est informé, d'une manière croyable, “ et se croit sincèrement en état d'établir que le dit Owen Murphy a profité de sa position de membre de cette Chambre et de son influence auprès du dit honorable Arthur Turcotte, pour se faire concéder, sous le nom George N. Rowe, pour la somme de \$3,000.00, “ une propriété appartenant à la Couronne d'une valeur beaucoup plus grande, faisant “ ainsi perdre à la Couronne une somme considérable ;

“ Que le dit Owen Murphy a déclaré que, pour obtenir la dite patente ou le dit octroi, il avait été obligé de payer à un des membres de l'Exécutif de cette province “ un bonus de \$3,000.00 ; que si la déclaration du dit Owen Murphy, qu'il avait été obligé “ de payer le dit bonus, est fausse, une telle conduite le rendrait indigne de siéger en “ cette Chambre, tandis que si elle est vraie, elle rendrait les deux députés savoir : le dit “ honorable A. Turcotte et le dit Owen Murphy, indignes de siéger en cette Chambre, et “ que, dans toute cette affaire, les intérêts de la province ont été sacrifiés. ”

Que le dit jour, 17 mars courant, il a été unanimement résolu par cette Chambre :

“ Que, dans l'intérêt public et celui du bon gouvernement de cette province, et de la “ dignité de cette Chambre, il est nécessaire de s'enquérir de ces faits ; et que, en conséquence, la dite déclaration soit référée au comité des privilèges et élections, avec pou-

" voir, pour ce dernier, d'envoyer chercher papiers, personnes, et records, et de faire rapport de temps à autre à cette Chambre. "

Qu'il appert, par le rapport fait à cette Chambre, le 27 mars courant, que le dit comité des privilèges et élections a fait une longue enquête au sujet de cette affaire, et qu'il est arrivé à la conclusion que les accusations qui lui avaient été soumises n'ont pas été prouvées ;

Que le dit député de Laval, lui-même a admis, sous serment, devant le comité, qu'il n'y a aucune preuve devant lui établissant, et qu'il ne croit pas que l'honorable M. Turcotte ait reçu la somme de \$3,000.00 relativement à cette affaire, et que M. Casgrain, député du comté de Québec, qui a conduit les procédures contre M. Murphy, devant le comité, a aussi déclaré, sous serment, qu'il ne croyait pas que le dit honorable A. Turcotte eut reçu un sou dans cette transaction, et a même déclaré qu'il n'avait jamais soupçonné l'honorable A. Turcotte à ce sujet ; tel que le tout appert aux dépositions de ces messieurs produites avec le rapport ;

Qu'il était du devoir de M. LeBlanc de profiter de la première occasion favorable de répéter, devant cette Chambre, la dite déclaration qu'il a faite sous serment devant le comité, afin de faire disparaître les soupçons injustes que ces accusations avaient pu faire naître contre l'honorable M. Turcotte, et qu'il est bien regrettable que M. LeBlanc n'ait pas jugé à propos de faire cet acte de simple justice, à l'égard d'un Ministre de la Couronne ;

Que, dans les circonstances, M. LeBlanc mériterait d'être expulsé de cette Chambre et devrait l'être, s'il n'y avait point des doutes sur les pouvoirs des Législatures provinciales à cet égard ;

Que ce pouvoir d'expulsion est accordé à la Chambre des Communes d'Angleterre et du Canada, et que May (*Parliamentary Practise*, Edition 1883, page 63) dit : "*No power exercised by the Commons is more undoubted than that of expelling a Member from the House as a punishment for grave offences*" ; et que l'exercice de ce pouvoir, ainsi que l'appréciation de la gravité de l'offense qui peut le justifier, sont exclusivement laissés à la discrétion de la dite Chambre des Communes ;

Que les mêmes pouvoirs avaient été accordés à cette Législature de Québec par l'acte 32 Victoria, chapitre 4, mais que cet acte fut désavoué par les autorités fédérales ;

Qu'il fut décidé par la Cour Suprême en 1878, dans la cause de David C. Landers *et al.*, appelant *vs.*, Douglas B. Woodworth *respondent* (rapport des décisions de la Cour Suprême du Canada, volume 2, page 178) que l'Assemblée législative de la province de la Nouvelle-Ecosse n'a pas, en l'absence d'une législation spéciale, le pouvoir d'expulser un de ses membres pour mépris, si ce membre n'obstrue pas actuellement les affaires de la Chambre ; et que Sir William Ritchie, juge en chef de la dite Cour, en rendant le jugement, prononça les paroles suivantes (page 201) :

" Je pense que la série d'autorités citées, qui lie cette Cour, établit clairement que la Chambre d'assemblée de la Nouvelle-Ecosse n'a pas le pouvoir de punir un de ses membres pour une offense qui n'est pas une obstruction immédiate à ses procédés et dans l'exercice régulier de ses fonctions, tel pouvoir n'étant pas un attribut essentiel, et n'étant pas essentiellement nécessaire à l'exercice des fonctions d'une Législature locale, et ne lui appartenant pas nécessairement et légalement ; et que, sans la concession de ce pouvoir, par statut ou autrement, les Législatures locales n'ont pas les privilèges qui appartiennent à la Chambre des Communes d'Angleterre, en vertu de la loi et de la coutume du parlement (*by the law et consuetudo parliamenti*). "

Que, tout en protestant contre l'action des autorités fédérales qui ont désavoué le susdit acte de cette province, 32 Victoria chapitre 4, et ont ainsi privé cette Chambre des pouvoirs statutaires nécessaires à maintenir sa dignité, cette Chambre ne croit pas prudent, dans les circonstances, d'aller au delà de l'adoption du rapport du comité, dont les conclusions contiennent une censure, propre à mettre sur leurs gardes ceux qui voudraient porter de leur siège, à la légère, des accusations qu'ils ne sont pas en état de

justifier et suffisante pour revendiquer l'honneur et venger la réputation des deux députés qui avaient été attaqués par M. LeBlanc.

Et qu'en conséquence le dit rapport soit adopté.

M. Poupore propose, comme sous-amendement, secondé par M. Desjardins, — Que tous les mots après: "remplacés par les suivants," au commencement de l'amendement, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants:

"Attendu qu'il est constaté par la preuve documentaire et testimoniale faite devant le comité, que:

Sur proposition de M. Francis Gourdeau, en septembre 1887, M. Owen Murphy entreprit les négociations pour parvenir à l'achat, pour des fins de spéculation, d'une propriété connue sous le nom de "Table Rock," appartenant à la province de Québec;

Les profits attendus de cette spéculation devaient être partagés entre M. Murphy et M. Gourdeau.

Pour obtenir la concession de cette propriété, M. Murphy s'est servi du nom de George N. Rowe, qui était alors employé sur un chemin de fer dans la province de Québec, et qui réside maintenant à Memphis, dans l'Etat du Tennessee;

M. Murphy commença par s'adresser au département des terres de la Couronne, par une lettre, datée Québec, 16 septembre 1887, au bas de laquelle se trouve le nom de George N. Rowe, mais ce nom a été écrit par M. Murphy lui-même;

Après cette demande de M. Murphy, l'honorable M. Garneau, alors Commissaire des terres de la Couronne, ordonna à L. L. Rivard, surintendant du domaine de la Couronne, de faire l'évaluation de la propriété en question.

M. Rivard se rendit en conséquence à Hull, et, après avoir visité la dite propriété, fit un rapport daté "Québec 23 septembre 1887," dans lequel on lit ce qui suit:

"Sans entrer dans de longs détails, je puis dire, ce que personne n'ignore d'ailleurs, "que tout terrain qui, en cet endroit peut être utilisé comme site de moulin, est d'une "valeur considérable, vu l'immense pouvoir d'eau offert par la chute de la Chaudière; "témoins les nombreuses, grandes et prospères scieries, usines et manufactures qui cou- "vrent les deux côtés de la rivière, c'est-à-dire tant du côté de Hull que de celui d'Ottawa.

"Le "Table Rock," offre d'immenses avantages pour l'exploitation du pouvoir d'eau "produit par la chute en question, et n'est pas en conséquence d'une médiocre valeur.

"Je sais bien que la valeur intrinsèque de ce lot, qui à vrai dire, n'est qu'un simple "rocher, est nulle, mais vu la position de cette propriété, je crois devoir l'assimiler quant "à la valeur réelle, aux lots de grève ordinaire que l'on vend pour la construction des "quais, lesquels ne doivent leur vraie valeur qu'à leur position relative, eu égard aux "avantages qu'ils offrent pour la navigation et le commerce. Or, un lot de grève bien "situé n'est pas évalué à moins de quatre centins le pied; à mon avis, le "Table Rock "ne vaut pas moins.

Humblement soumis,

(Signé)

L. L. RIVARD,

Sur. D. C.

Cette propriété a une superficie de 194,000 pieds.

À quatre centins du pied, le plus bas prix fixé par M. Rivard, elle devait donc rapporter une somme de \$7,760.00.

Au commencement d'octobre 1887, l'honorable M. Garneau partit pour l'Europe, et l'honorable M. Turcotte fut chargé d'agir comme Commissaire des terres de la Couronne *ad interim*.

M. Murphy continua les négociations avec l'honorable M. Turcotte.

Sans raison satisfaisante, l'honorable M. Turcotte refusa d'agir sur le rapport de M. Rivard.

Alors Joseph Rosa fut chargé d'évaluer la dite propriété.

M. Rosa, sans aller visiter la propriété, fit, à la date du 5 novembre 1887, un rapport dans lequel il déclare que la dite propriété valait de deux centins à deux centins et demi le pied, ce qui pour 194,000 pieds donne, à deux centins et demi \$4,850.00; et à deux centins \$3,880.00.

Il est vrai que M. Rosa ajoute les mots : “ \$3,000.00 à \$3,750.00 ”, mais cela dépend évidemment de ce qu’il ne connaissait pas la superficie de la propriété.

En effet, d’après M. Taché, assistant-commissaire des terres de la Couronne, on croyait alors que la propriété n’avait que 150,000 pieds en superficie, et ce n’est qu’environ vingt jours plus tard, savoir : vers le 25 novembre 1887, que l’on a connu qu’elle comprenait 194,000 pieds en superficie.

Après ce rapport, savoir : le 25 novembre 1887, l’honorable M. Turcotte écrivit au bas de la lettre du 16 septembre 1887, (par laquelle M. Murphy avait ouvert les négociations, comme il est dit ci-haut,) ce qui suit : “ Veuillez donc faire préparer le contrat “ pour \$3,000.00 avec les conditions dont nous avons causé. (Signé) A. T. ”

Le même jour, savoir : le 25 novembre 1887, l’honorable M. Turcotte écrivit sur une autre feuille ce qui suit :

“ M. Rivard voudra bien faire une autre lettre. Il a été convenu entre M. Murphy “ et moi que ce serait \$3,000.00 *cash*. Les autres parties de la lettre sont correctes.— “ (Signé) A. T. ”

Le même jour encore (25 novembre 1887,) l’honorable M. Turcotte adressa à George N. Rowe, aux soins de Owen Murphy, écuyer, une lettre par laquelle il déclare qu’il est prêt à lui céder 194,000 pieds de la propriété en question pour une somme de \$3,000.00 payable comptant, avec de plus \$100.00 comme honoraire pour la patente, puis il ajoute : “ les patentes seront émises aussitôt que la somme sera payée. ”

Le même jour, un mémoire fut préparé par l’assistant-Commissaire des terres de la Couronne indiquant ces conditions de paiement.

Un autre mémoire, du 17 décembre 1887, a été préparé par l’assistant-Commissaire des terres indiquant d’autres conditions de paiement, savoir : un cinquième ou \$600.00 payables comptant et la balance payable en quatre versements égaux, plus \$100.00 pour l’honoraire sur la patente.

Dans la lettre de l’honorable A. Turcotte à Geo. N. Rowe, et Owen Murphy, écr., en date du 25 novembre, 1887, il est écrit : “ 3. Lastly, this grant will be made without “ any guarantee as to claims which may be brought against you for damages that may “ result from the building of mills, dams or other works on the lot in question. ”

Il n’existe aucune stipulation à cet effet dans les lettres patentes.

Dans son témoignage devant le comité, M. F. Gourdeau déclare : “ He (M. Murphy “ told me that \$3,000.00 had to be paid as a bonus.....I thought it was strange that the “ amount was so large and I mentioned it to him that it was as much as the property cost. “ Well, he said, “ I had to do it, and he said “ it was impossible.....I would not have “ got it at all if M. Garneau had been there. ”

Cette preuve n’est pas contredite.

Une note, en date du 10 janvier 1888, et signée des initiales “ L. L. R. ” (savoir : L. L. Rivard) porte ce qui suit : “ M. Murphy me dit que les lettres patentes doivent “ émaner en faveur de Geo. N. Rowe, gentleman, de Québec.

Enfin, M. Murphy dans son témoignage dit :

“ Q. How much money did Mr. Rowe pay for the patent of this property, to the “ Government ?

“ A. The money was paid by me.

“ Q. So Mr. Rowe never paid a cent ?

“ A. Never.

“ Q. Mr. Rowe was nothing but a *prête-nom* ?

“ A. Mr. Rowe was put into the transaction as purchaser to facilitate the dealings “ with the Government ?

“ Q. Mr. Rowe never knew anything about it ?

" A. Nothing more than that I told him that I wished to have the transaction carried through in his name, which he was quite satisfied with, and gave me full authority to do as I thought fit so far as he was concerned.

" Q. So, virtually, it was you who made the purchase and got the patent ?

" A. Yes, and Mr. Gourdeau and Mr. Stewart, as I understood at the time."

Dès le 16 février 1888, M. Murphy écrivait à M. Gourdeau que M. Rowe estimait la propriété à \$10,000.00.

Dans le mois de septembre 1888, M. Murphy, continuant d'agir sous le nom de M. Rowe, a vendu la même propriété pour \$12,000.00, ce qui fait \$9,000.00 de plus que le prix pour lequel il l'avait achetée.

De plus, on aurait pu, lors de la vente à M. Rowe (c'est-à-dire M. Murphy) comme on le pourrait aujourd'hui, trouver des acheteurs disposés à payer jusqu'à \$40,000.00 pour la dite propriété, et avec l'espoir de faire un profit.

M. Murphy a écrit, dans une lettre, en date du 16 février 1888, adressée au dit Gourdeau, ce qui suit :

Quebec, 16th February, 1888,

" My dear Mr Gourdeau,

" I assume not having heard from you since your return to Ottawa, that Table Rock will have to be held. The bonanza is not exactly what you expected. Well, the conditions upon which you and your friend Mr. Stewart, are to have half interest, had better be settled. Mr. Rowe will extend such by your paying the three thousand dollars *bonus* which was explained to you by Mr. John Murphy and myself in addition you will pay half the amount which has been handed the Government, say one fifth of the three thousand dollars purchase money, six hundred dollars, and one hundred dollars for the patent, seven hundred in all, one half three hundred and fifty dollars and, of course, your Mr Stewart will furnish one half the yearly payments, six hundred dollars as they fall due to the Government. You can deposit with Mr. Gormully the three thousand three hundred and fifty dollars, and I will see that Mr. Rowe executes the necessary deed covering the transaction on terms laid down, or I think I would get Mr. Rowe to take ten thousand dollars cash clear to himself and transfer the patent, the party buying to assume the balance due the Government, say two thousand four hundred dollars. These offers open for ten days from date.

" Now you have something tangible to work upon, and if your friends are the right sort and understand how to handle matters, there is a good thing in the purchase for you and them.

" Yours truly,

" (signed) OWEN MURPHY.

" F. GOURDEAU, Esq.

" Ottawa, Ont., "

Dans une autre circonstance, M. Murphy a déclaré ce qui suit, tel qu'il appert à la déposition de F. Gourdeau :

" Q. Was anything then said about the price paid for the lot in question ?

" A. Well I began talking about the purchase ; it was on the way to his house, he asked me to lunch with him and he told me that three thousand dollars had to be paid as a bonus.

" Q. Where was this ?

" A. This was facing the Music Hall here, on St. Louis St. Well I thought it was strange that the amount was so large, and I mentioned it to him that it was as much as the property cost ; well he said " I had to do it," and he said it was impossible....

"I would not have got it at all if Mr. Garneau had been there," on that I wanted to have some kind of sure information and I said "surely you did not give Mr. Turcotte three thousand dollars which is the amount the property itself cost;" so he turned round and looked back and looked towards me "well" he says "The fact of the matter is I would not have got the property at all, as I told you before, if Mr. Garneau had been there; the value of the property was reduced so the payment of the bonus brought the value of the property to the same price."

Les premières paroles de M. Murphy sus-relatées ne pouvaient s'entendre que de M. Turcotte, puisque toutes les négociations avaient été conduites avec ce dernier; et de fait, le dit Gourdeau a compris qu'il ne s'agissait que de M. Turcotte.

M. Gourdeau dit encore: "On that, I said," because I wanted to be certain about it "surely Mr. Murphy you did not give that money to Mr. Turcotte" "Now" he says "It is a serious matter. Let us not talk about the matter any more. The thing is done" he said "and let us drop the matter." There was nothing more said that day about the matter.

M. Gourdeau est resté longtemps avec la conviction que le bonus de \$3,000.00 avait été payé à M. Turcotte.

Attendu qu'il résulte de la preuve faite devant le comité, que la propriété en question a été vendue à M. Murphy pour un prix beaucoup au-dessous de sa valeur;

Que M. Turcotte a fait acte de mauvaise administration; que l'influence de M. Murphy, comme député, s'est fait sentir dans cette transaction; que M. Murphy a déclaré à M. Francis Gourdeau que, pour obtenir la concession de la dite propriété, il avait été obligé de payer un bonus de \$3,000.00, que s'il n'a pas dit en autant de mots que ce bonus avait été payé à l'honorable M. Turcotte, il l'a laissé entendre clairement, et si l'on prend l'ensemble des circonstances, il n'y a pas d'autre interprétation à donner à ses déclarations;

Attendu que Mr. Murphy, interrogé sous serment, devant le comité des privilèges et élections, a reconnu que tel *bonus* n'avait été payé ni à l'honorable M. Turcotte ni à aucune autre personne, mais qu'il avait gardé pour lui-même la dite somme de trois mille piastres, d'où il suit qu'il avait trompé M. Gourdeau, son associé en cette affaire, dans le but de le frustrer de sa part légitime dans les profits, et que, pour cacher cette tentative de fraude, il avait excité le soupçon contre un Ministre de la Couronne;

Attendu que, dans le mois de mars 1889, M. Murphy a payé la somme de \$1,000.00 à M. Gourdeau, et qu'il est évident que ce paiement a été fait tant pour acheter le silence de ce dernier, que pour lui restituer une partie de ce qu'il avait droit d'avoir dans la dite somme (*bonus*) de \$3,000.00;

Attendu que les négociations qui ont abouti au paiement de la dite somme de \$1,000.00 ont été conduites de manière à fortifier les présomptions violentes qui s'élèvent contre la conduite de M. Murphy en cette affaire, il soit:

Résolu,—1. Que, dans la vente de la propriété appelée "Table Rock" à M. Owen Murphy, sous le nom de Geo. N. Rowe, les intérêts de la province ont été sacrifiés;

2. Que la conduite de M. Owen Murphy, dans cette affaire, est gravement reprehensible et,

3. Que le rapport du comité des privilèges et élections ne soit pas adopté.

Et un débat s'en suivant;

Sur motion de M. Robidoux, secondé par M. Cardin,
Ordonné, Que le débat soit ajourné.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie P. M., aujourd'hui, sans que la question ait été nuise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

La Chambre, en conformité de l'ordre, reprend le débat ajourné sur le sous-amendement proposé, aujourd'hui, à la question portant, — Que le rapport du comité permanent des privilèges et élections soit adopté ;

Que les conclusions de ce rapport, sur les accusations portées par P. E. LeBlanc, écr., député de Laval, contre l'honorable Arthur Turcotte, Procureur-général, et député pour le district électoral de Trois-Rivières, et contre Owen Murphy, écr., député pour le district électoral de Québec-Ouest, se lisent comme suit :

“ Vu tout ce que ci-haut, votre comité est, en conséquence, d'opinion :

“ Que les accusations qui lui ont été soumises n'ont pas été prouvées ;

“ L'enquête a été longue et le seul résultat qu'elle a donné, résultat bien regrettable, est une perte considérable de temps et d'argent pour la province, et une accusation grave et bien injuste portée, sans aucune justification, contre un Ministre de la Couronne et un membre de cette Chambre.”

Que le dit P. E. LeBlanc, écr., aussitôt qu'il a pu constater que ses informations avaient pu l'induire en erreur, n'a pas fait l'apologie que, dans les circonstances, il devait faire à cette Chambre et à ses deux collègues, qu'il avait injustement et malicieusement accusés, laquelle apologie il n'a pas même fait depuis la clôture de l'enquête ;

Que, dans les circonstances, tout en regrettant d'être obligée d'adopter un procédé aussi sévère, cette Chambre désirant conserver sa dignité, l'honneur des hommes publics de la province, et ne pas créer un précédent subversif de la constitution et de la procédure parlementaire, en permettant impunément des accusations aussi frivoles et vexatoires, déclare qu'en demandant l'enquête en question, en mettant son siège en jeu, le dit P. E. LeBlanc n'était pas suffisamment informé, et qu'en fait, il n'a pu établir une cause légitime et probable à ses accusations, et que, par conséquent, il a forfait son siège ;

Qu'en conséquence, il soit résolu :

Que le siège du dit P. E. LeBlanc, écr., député pour le district électoral de Laval, soit, à raison de ce que ci-haut déclaré, et est, par la présente résolution, déclaré vacant.”

Et lequel amendement était, — Que tous les mots après “ Que, ” jusqu'à la fin de la question soient retranchés et remplacés par les mots suivants : “ le 17 mars courant, Pierre Evariste LeBlanc, écuyer, député de Laval, a fait, de son siège, une déclaration au sujet de la vente d'une propriété connue sous le nom de “ *Table Rock*, ” qui se terminait par ce qui suit :

“ Que le dit P. Ev. LeBlanc déclare de plus qu'il est informé, d'une manière croyable, “ et se croit sincèrement en état d'établir que le dit Owen Murphy a profité de sa position de membre de cette Chambre et de son influence auprès du dit honorable Arthur Turcotte, pour se faire concéder, sous le nom George N. Rowe, pour la somme de \$3,000.00, “ une propriété appartenant à la Couronne d'une valeur beaucoup plus grande, faisant “ ainsi perdre à la Couronne une somme considérable ;

“ Que le dit Owen Murphy a déclaré que, pour obtenir la dite patente ou le dit octroi, il avait été obligé de payer à un des membres de l'Exécutif de cette province “ un bonus de \$3,000.00 ; que si la déclaration du dit Owen Murphy, qu'il avait été obligé “ de payer le dit bonus, est fausse, une telle conduite le rendrait indigne de siéger en “ cette Chambre, tandis que si elle est vraie, elle rendrait les deux députés savoir : le dit “ honorable A. Turcotte et le dit Owen Murphy, indignes de siéger en cette Chambre, et “ que, dans toute cette affaire, les intérêts de la province ont été sacrifiés. ”

Que le dit jour, 17 mars courant, il a été unanimement résolu par cette Chambre :

"Que, dans l'intérêt public et celui du bon gouvernement de cette province, et de la dignité de cette Chambre, il est nécessaire de s'enquérir de ces faits ; et que, en conséquence, la dite déclaration soit référée au comité des privilèges et élections, avec pouvoir, pour ce dernier, d'envoyer chercher papiers, personnes, et records, et de faire rapport de temps à autre à cette Chambre."

Qu'il appert, par le rapport fait à cette Chambre, le 27 mars courant, que le dit comité des privilèges et élections a fait une longue enquête au sujet de cette affaire, et qu'il est arrivé à la conclusion que les accusations qui lui avaient été soumises n'ont pas été prouvées ;

Que le dit député de Laval, lui-même a admis, sous serment, devant le comité, qu'il n'y a aucune preuve devant lui établissant, et qu'il ne croit pas que l'honorable M. Turcotte ait reçu la somme de \$3,000.00 relativement à cette affaire, et que M. Casgrain, député du comté de Québec, qui a conduit les procédures contre M. Murphy, devant le comité, a aussi déclaré, sous serment, qu'il ne croyait pas que le dit honorable A. Turcotte eut reçu un sou dans cette transaction, et a même déclaré qu'il n'avait jamais soupçonné l'honorable A. Turcotte à ce sujet ; tel que le tout appert aux dépositions de ces messieurs produites avec le rapport ;

Qu'il était du devoir de M. LeBlanc de profiter de la première occasion favorable de répéter, devant cette Chambre, la dite déclaration qu'il a faite sous serment devant le comité, afin de faire disparaître les soupçons injustes que ces accusations avaient pu faire naître contre l'honorable M. Turcotte, et qu'il est bien regrettable que M. LeBlanc n'ait pas jugé à propos de faire cet acte de simple justice, à l'égard d'un Ministre de la Couronne ;

Que, dans les circonstances, M. LeBlanc mériterait d'être expulsé de cette Chambre et devrait l'être, s'il n'y avait point des doutes sur les pouvoirs des Législatures provinciales à cet égard ;

Que ce pouvoir d'expulsion est accordé à la Chambre des Communes d'Angleterre et du Canada, et que May (*Parliamentary Practise*, Edition 1883, page 63) dit : "*No power exercised by the Commons is more undoubted than that of expelling a Member from the House as a punishment for grave offences*" ; et que l'exercice de ce pouvoir, ainsi que l'appréciation de la gravité de l'offense qui peut le justifier, sont exclusivement laissés à la discrétion de la dite Chambre des Communes ;

Que les mêmes pouvoirs avaient été accordés à cette Législature de Québec par l'acte 32 Victoria, chapitre 4, mais que cet acte fut désavoué par les autorités fédérales ;

Qu'il fut décidé par la Cour Suprême en 1878, dans la cause de *David C. Landers et al., appelant vs., Douglas B. Woodworth respondent* (rapport des décisions de la Cour Suprême du Canada, volume 2, page 158) que l'Assemblée législative de la province de la Nouvelle-Ecosse n'a pas, en l'absence d'une législation spéciale, le pouvoir d'expulser un de ses membres pour mépris, si ce membre n'obstrue pas actuellement les affaires de la Chambre ; et que Sir William Ritchie, juge en chef de la dite Cour, en rendant le jugement, prononça les paroles suivantes (page 201) :

"Je pense que la série d'autorités citées, qui lie cette Cour, établit clairement que la Chambre d'assemblée de la Nouvelle-Ecosse n'a pas le pouvoir de punir un de ses membres pour une offense qui n'est pas une obstruction immédiate à ses procédés et dans l'exercice régulier de ses fonctions, tel pouvoir n'étant pas un attribut essentiel, et n'étant pas essentiellement nécessaire à l'exercice des fonctions d'une Législature locale, et ne lui appartenant pas nécessairement et légalement ; et que, sans la concession de ce pouvoir, par statut ou autrement, les Législatures locales n'ont pas les privilèges qui appartiennent à la Chambre des Communes d'Angleterre, en vertu de la loi et de la coutume du parlement (*by the lex et consuetudo parliamenti*)".

Que, tout en protestant contre l'action des autorités fédérales qui ont désavoué le susdit acte de cette province, 32 Victoria chapitre 4, et ont ainsi privé cette Chambre des pouvoirs statutaires nécessaires à maintenir sa dignité, cette Chambre ne croit pas pru-

dent, dans les circonstances, d'aller au delà de l'adoption du rapport du comité, dont les conclusions contiennent une censure, propre à mettre sur leurs gardes ceux qui voudraient porter de leur siège, à la légère, des accusations qu'ils ne sont pas en état de justifier et suffisante pour revendiquer l'honneur et venger la réputation des deux députés qui avaient été attaqués par M. LeBlanc.

Et qu'en conséquence le dit rapport soit adopté.

Et lequel sous-amendement était,—Que tous les mots après : “remplacés par les suivants,” au commencement de l'amendement, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

“Attendu qu'il est constaté par la preuve documentaire et testimoniale faite devant le comité, que :

Sur proposition de M. Francis Gourdeau, en septembre 1887, M. Owen Murphy entreprit les négociations pour parvenir à l'achat, pour des fins de spéculation, d'une propriété connue sous le nom de “Table Rock,” appartenant à la province de Québec ;

Les profits attendus de cette spéculation devaient être partagés entre M. Murphy et M. Gourdeau.

Pour obtenir la concession de cette propriété, M. Murphy s'est servi du nom de George N. Rowe, qui était alors employé sur un chemin de fer dans la province de Québec, et qui réside maintenant à Memphis, dans l'Etat du Tennessee ;

M. Murphy commença par s'adresser au département des terres de la Couronne, par une lettre, datée Québec, 16 septembre 1887, au bas de laquelle se trouve le nom de George N. Rowe, mais ce nom a été écrit par M. Murphy lui-même ;

Après cette demande de M. Murphy, l'honorable M. Garneau, alors Commissaire des terres de la Couronne, ordonna à L. L. Rivard, surintendant du domaine de la Couronne, de faire l'évaluation de la propriété en question.

M. Rivard se rendit en conséquence à Hull, et, après avoir visité la dite propriété, fit un rapport daté “Québec 23 septembre 1887,” dans lequel on lit ce qui suit :

“Sans entrer dans de longs détails, je puis dire, ce que personne n'ignore d'ailleurs, que tout terrain qui, en cet endroit peut être utilisé comme site de moulin, est d'une valeur considérable, vu l'immense pouvoir d'eau offert par la chute de la Chaudière ; néanmoins les nombreuses, grandes et prospères scieries, usines et manufactures qui couvrent les deux côtés de la rivière, c'est-à-dire tant du côté de Hull que de celui d'Ottawa.

“Le “Table Rock,” offre d'immenses avantages pour l'exploitation du pouvoir d'eau produit par la chute en question, et n'est pas en conséquence d'une médiocre valeur.

“Je sais bien que la valeur intrinsèque de ce lot, qui à vrai dire, n'est qu'un simple rocher, est nulle, mais vu la position de cette propriété, je crois devoir l'assimiler quant à la valeur réelle, aux lots de grève ordinaire que l'on vend pour la construction des quais, lesquels ne doivent leur vraie valeur qu'à leur position relative, eu égard aux avantages qu'ils offrent pour la navigation et le commerce. Or, un lot de grève bien situé n'est pas évalué à moins de quatre centins le pied ; à mon avis, le “Table Rock” ne vaut pas moins.

Humblement soumis,

(Signé) L. L. RIVARD,
Sur. D. C.

Cette propriété a une superficie de 194,000 pieds.

A quatre centins du pied, le plus bas prix fixé par M. Rivard, elle devait donc rapporter une somme de \$7,760.00.

Au commencement d'octobre 1887, l'honorable M. Garneau partit pour l'Europe, et l'honorable M. Turcotte fut chargé d'agir comme Commissaire des terres de la Couronne *ad interim*.

M. Murphy continua les négociations avec l'honorable M. Turcotte.

Sans raison satisfaisante, l'honorable M. Turcotte refusa d'agir sur le rapport de M. Rivard.

Alors Joseph Rosa fut chargé d'évaluer la dite propriété.

M. Rosa, sans aller visiter la propriété, fit, à la date du 5 novembre 1887, un rapport dans lequel il déclare que la dite propriété valait de deux centins à deux centins et demi le pied, ce qui pour 194,000 pieds donne, à deux centins et demi \$4,850.00 ; et à deux centins \$3,880.00.

Il est vrai que M. Rosa ajoute les mots : “ \$3,000.00 à \$3,750.00 ”, mais cela dépend évidemment de ce qu’il ne connaissait pas la superficie de la propriété.

En effet, d’après M. Taché, assistant-commissaire des terres de la Couronne, on croyait alors que la propriété n’avait que 150,000 pieds en superficie, et ce n’est qu’environ vingt jours plus tard, savoir : vers le 25 novembre 1887, que l’on a connu qu’elle comprenait 194,000 pieds en superficie.

Après ce rapport, savoir : le 25 novembre 1887, l’honorable M. Turcotte écrivit au bas de la lettre du 16 septembre 1887, (par laquelle M. Murphy avait ouvert les négociations, comme il est dit ci-haut,) ce qui suit : “ Veuillez donc faire préparer le contrat pour \$3,000.00 avec les conditions dont nous avons causé (Signé) A. T. ”

Le même jour, savoir : le 25 novembre 1887, l’honorable M. Turcotte écrivit sur une autre feuille ce qui suit :

“ M. Rivard voudra bien faire une autre lettre. Il a été convenu entre M. Murphy et moi que ce serait \$3,000.00 cash. Les autres parties de la lettre sont correctes.— (Signé) A. T. ”

Le même jour encore (25 novembre 1887,) l’honorable M. Turcotte adressa à George N. Rowe, aux soins de Owen Murphy, écuier, une lettre par laquelle il déclare qu’il est prêt à lui céder 194,000 pieds de la propriété en question pour une somme de \$3,000.00 payable comptant, avec de plus \$100.00 comme honoraire pour la patente, puis il ajoute : “ les patentes seront émises aussitôt que la somme sera payée. ”

Le même jour, un mémoire fut préparé par l’assistant-Commissaire des terres de la Couronne indiquant ces conditions de paiement.

Un autre mémoire, du 17 décembre 1887, a été préparé par l’assistant-Commissaire des terres indiquant d’autres conditions de paiement, savoir : un cinquième ou \$600.00 payables comptant et la balance payable en quatre versements égaux, plus \$100.00 pour l’honoraire sur la patente.

Dans la lettre de l’honorable A. Turcotte à Geo. N. Rowe, et Owen Murphy, écr., en date du 25 novembre, 1887, il est écrit : “ 3. Lastly, this grant will be made without any guarantee as to claims which may be brought against you for damages that may result from the building of mills, dams or other works on the lot in question. ”

Il n’existe aucune stipulation à cet effet dans les lettres patentes.

Dans son témoignage devant le comité, M. F. Gourdeau déclare : “ He (M. Murphy) told me that \$3,000.00 had to be paid as a bonus.....I thought it was strange that the amount was so large and I mentioned it to him that it was as much as the property cost. Well, he said, “ I had to do it, and he said “ it was impossible.....I would not have got it at all if M. Garneau had been there. ”

Cette preuve n’est pas contredite.

Une note, en date du 10 janvier 1888, et signée des initiales “ L. L. R. ” (savoir : L. L. Rivard) porte ce qui suit : “ M. Murphy me dit que les lettres patentes doivent émaner en faveur de Geo. N. Rowe, gentleman, de Québec.

Enfin, M. Murphy dans son témoignage dit :

“ Q. How much money did Mr. Rowe pay for the patent of this property, to the Government ?

“ A. The money was paid by me.

“ Q. So Mr. Rowe never paid a cent ?

“ A. Never.

“ Q. Mr. Rowe was nothing but a prête-nom ?

“ A. Mr. Rowe was put into the transaction as purchaser to facilitate the dealings, with the Government ?

" Q. Mr. Rowe never knew anything about it ?

" A. Nothing more than that I told him that I wished to have the transaction carried through in his name, which he was quite satisfied with, and gave me full authority to do as I thought fit so far as he was concerned.

" Q. So, virtually, it was you who made the purchase and got the patent ?

" A. Yes, and Mr. Gourdeau and Mr. Stewart, as I understood at the time.

Dès le 16 février 1888, M. Murphy écrivait à M. Gourdeau que M. Rowe estimait la propriété à \$10,000.00.

Dans le mois de septembre 1888, M. Murphy, continuant d'agir sous le nom de M. Rowe, a vendu la même propriété pour \$12,000.00 ce qui fait \$9,000.00 de plus que le prix pour lequel il l'avait achetée.

De plus, on aurait pu, lors de la vente à M. Rowe (c'est-à-dire M. Murphy) comme on le pourrait aujourd'hui, trouver des acheteurs disposés à payer jusqu'à \$40,000.00 pour la dite propriété, et avec l'espoir de faire un profit.

M. Murphy a écrit, dans une lettre, en date du 16 février 1888, adressée au dit Gourdeau, ce qui suit :

Quebec, 16th February, 1888,

" My dear Mr. Gourdeau,

" I assume not having heard from you since your return to Ottawa, the Table Rock will have to be held. The bonanza is not exactly what you expected. Well, the conditions upon which you and your friend Mr. Stewart, are to have half interest, had better be settled. Mr. Rowe will extend such by your paying the three thousand dollars *bonus* which was explained to you by Mr. John Murphy and myself ; in addition you will pay half the amount which has been handed the Government, say one fifth of the three thousand dollars purchase money, six hundred dollars, and one hundred dollars for the patent, seven hundred in all, one half three hundred and fifty dollars and, of course, your Mr. Stewart will furnish one half the yearly payments, six hundred dollars as they fall due to the Government. You can deposit with Mr. Gormully the three thousand three hundred and fifty dollars, and I will see that Mr. Rowe executes the necessary deed covering the transaction on terms laid down, or I think I would get Mr. Rowe to take ten thousand dollars cash clear to himself and transfer the patent, the party buying to assume the balance due the Government, say two thousand four hundred dollars. These offers open for ten days from date.

" Now you have something tangible to work upon, and if your friends are the right sort and understand how to handle matters, there is a good thing in the purchase for you and them.

" Yours truly,

(signed) OWEN MURPHY

" F. GOURDEAU, Esq.,

Ottawa, Ont.,"

Dans une autre circonstance, M. Murphy a déclaré ce qui suit, tel qu'il appert à la déposition de F. Gourdeau :

" Q. Was anything then said about the price paid for the lot in question ?

" A. Well I began talking about the purchase ; it was on the way to his house, he asked me to lunch with him and he told me that three thousand dollars, the party buying as a bonus.

" Q. Where was this ?

"A. This was facing the Music Hall here, on St. Louis St. Well I thought it was "strange that the amount was so large, and I mentioned it to him that it was as much "as the property cost; well he said "I had to do it," and he said it was impossible...

"I would not have got it at all if Mr. Garneau had been there," on that I wanted to have some kind of sure information and I said "surely you did not give Mr. Turcotte "three thousand dollars which is the amount the property itself cost;" so he turned round and looked back and looked towards me "well" he says "The fact of the matter "is I would not have got the property at all, as I told you before, if Mr. Garneau had "been there; the value of the property was reduced so the payment of the bonus "brought the value of the property to the same price."

Les premières paroles de M. Murphy sus-relatées ne pouvaient s'entendre que de M. Turcotte, puisque toutes les négociations avaient été conduites avec ce dernier; et de fait, le dit Gourdeau a compris qu'il ne s'agissait que de M. Turcotte.

M. Gourdeau dit encore: "On that, I said," because I wanted to be certain about it "surely Mr. Murphy you did not give that money to Mr. Turcotte" "Now" he says "It is a serious matter. Let us not talk about the matter any more. The thing is done" he said "and let us drop the matter." There was nothing more said that day about the matter.

M. Gourdeau est resté longtemps avec la conviction que le bonus de \$3,000.00 avait été payé à M. Turcotte.

Attendu qu'il résulte de la preuve faite devant le comité, que la propriété en question a été vendue à M. Murphy pour un prix beaucoup au-dessous de sa valeur;

Que M. Turcotte a fait acte de mauvaise administration; que l'influence de M. Murphy, comme député, s'est fait sentir dans cette transaction; que M. Murphy a déclaré à M. Francis Gourdeau que, pour obtenir la concession de la dite propriété, il avait été obligé de payer un bonus de \$3,000.00, que s'il n'a pas dit en autant de mots que ce bonus avait été payé à l'honorable M. Turcotte, il l'a laissé entendre clairement, et si l'on prend l'ensemble des circonstances, il n'y a pas d'autre interprétation à donner à ses déclarations;

Attendu que M. Murphy, interrogé sous serment, devant le comité des privilèges et élections, a reconnu que tel *bonus* n'avait été payé ni à l'honorable M. Turcotte ni à aucune autre personne, mais qu'il avait gardé pour lui-même la dite somme de trois mille piastres, d'où il suit qu'il avait trompé M. Gourdeau, son associé en cette affaire, dans le but de le frustrer de sa part légitime dans les profits, et que, pour cacher cette tentative de fraude, il avait excité le soupçon contre un Ministre de la Couronne;

Attendu que, dans le mois de mars 1889, M. Murphy a payé la somme de \$1,000.00 à M. Gourdeau, et qu'il est évident que ce paiement a été fait tant pour acheter le silence de ce dernier, que pour restituer une partie de ce qu'il avait droit d'avoir dans la dite somme (*bonus*) de \$3,000.00;

Attendu que les négociations qui ont abouti au paiement de la dite somme de \$1,000.00 ont été conduites de manière à fortifier les présomptions violentes qui s'élèvent contre la conduite de M. Murphy en cette affaire, il soit:

Résolu.—1. Que, dans la vente de la propriété appelée "Table Rock" à M. Owen Murphy, sous le nom de Geo. N. Rowe, les intérêts de la province ont été sacrifiés;

2. Que la conduite de M. Owen Murphy, dans cette affaire, est gravement reprehensible et,

3. Que le rapport du comité des privilèges et élections ne soit pas adopté.

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mardi matin;

Mardi, 1^{er} avril 1890.

Et le sous-amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>England,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Deschênes (Témisc.)</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Tourigny—19.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Rimouski) et</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel—30.</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Goyette,</i>		

Ainsi, il est résolu négativement.

Et l'amendement à la motion originale étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Rimouski) et</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel—30.</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Goyette,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>England,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon et</i>
<i>Deschênes (Témisc.),</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Picard,</i>	<i>Tourigny—19.</i>

Ainsi, il est résolu affirmativement.

Alors la question principale, ainsi amendée, étant mise aux voix ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement sur la même division que la précédente.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant la conversion en argent des subventions en terres des compagnies de chemins de fer, étant lu ;

L'honorable M. Mercier informe alors la Chambre que Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, ayant pris connaissance de la nature de cette résolution, la recommande à la considération de cette Chambre.

La Chambre, en conséquence, se forme en le dit comité.

(EN COMITÉ)

Résolu. Que le délai accordé par l'acte 51-52 Vict., chap. 91 section 14, sera prolongé jusqu'au trente de juin 1892, en faveur des compagnies de chemins de fer qui n'ont pas encore fait option pour la conversion en argent des subventions en terres, non encore périmées, qui ont été accordées à certains chemins de fer par les actes 45 Vict., chap. 23, 49-50 Vict., chap. 77, 51-52 Vict., chap. 91, et 52 Vict., chap. 86, et en vertu de tout acte de la présente session.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné. Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Murphy fait, en conséquence, rapport de la dite résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu. Que le délai accordé par l'acte 51-52 Vict., chap. 91, section 14, sera prolongé jusqu'au trente de juin 1892, en faveur des compagnies de chemins de fer qui n'ont pas encore fait option pour la conversion en argent des subventions en terres, non encore périmées, qui ont été accordées à certains chemins de fer par les actes 45 Vict., chap. 23, 49-50 Vict., chap. 77, 51-52 Vict., chap. 91, et 52 Vict., chap. 86, et en vertu de tout acte de la présente session.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Ordonné. Que l'honorable M. Mercier ait la permission de présenter un bill concernant la conversion en argent des subventions en terres à des compagnies de chemins de fer.

Ordonné. Que le bill soit maintenant lu la seconde fois.

Le bill est, en conséquence, lu la seconde fois.

Ordonné. Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu. Que le bill passe.

Ordonné. Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Mardi, 1^{er} Avril, 1890.

Sur motion de M. Murphy, secondé par M. Bisson,

Ordonné, Que les documents originaux filés par M. Murphy, devant le comité permanent des privilèges et élections, *in-re* "Table Rock," lui soit remis.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu :

L'honorable M. Shehyn propose, secondé par l'honorable M. Mercier,—Que l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Nantel propose, comme amendement, secondé par M. Picard, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais se rappelant les déclarations passées de l'honorable Premier Ministre et de son parti, pendant qu'ils étaient dans l'opposition, à l'effet que toute augmentation de la dette publique conduirait à la ruine de la province et à l'union législative ;

Considérant que, sans égard à ces déclarations, le cabinet actuel a contracté un nouvel emprunt de trois millions cinq cent mille piastres et dépensé sans l'autorisation de la Législature près de deux millions de piastres du fonds spécial déposé par certaines compagnies de chemins de fer ;

Considérant que par sa politique extravagante, le gouvernement est en voie de rendre nécessaire de nouveaux emprunts pour faire face à ses dépenses d'administration et solder la dette flottante.

Cette Chambre, ayant en vue le salut de la province, déclare qu'il serait fatal à nos institutions et au crédit public de contracter aucun emprunt additionnel, sans que tel emprunt ne soit préalablement soumis à l'approbation du corps électoral, et de dépenser sans l'autorisation de la majorité des deux Chambres de la Législature, aucune somme d'argent faisant partie de dépôts de compagnies de chemins de fer, ou autrement tenues en fidéicommis."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, il sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Deschênes (Témis-</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>couata,)</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Poupore,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Desjardins,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Spencer,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Martin,</i>	<i>Taillon et</i>
	<i>England,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Tourigny—18.</i>

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Gagnon,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Tessier (Portneuf,)</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier (Rimouski),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>DeGrosbois,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte—31.</i>
<i>Dostaler,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rinfret,</i>	

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;
Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service d'enregistrement, département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'arpentage, département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'ornementation de la toiture du nouveau palais de justice, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a passé plusieurs résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

M. Murphy informe aussi la Chambre qui lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, aujourd'hui, à la prochaine séance, cette Chambre se forme de nouveau en le dit comité.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : " Acte concernant la conversion en argent de subventions en terres à des compagnies de chemins de fer," sans amendement.

Et étant une heure P. M., M. l'orateur ajourne la Chambre jusqu'à 3 heures P. M., cet après-midi, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures P. M.

M. Morin, du comité permanent des comptes publics, présente à la Chambre le troisième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport que, voulant obtenir certains renseignements touchant le paiement de la somme de \$4,190.00 fait à l'honorable Wilfrid Prévost *in re McDonald vs La Reine*, et le paiement de la somme de \$300.00 au club de courses à Trois-Rivières, il a examiné, dans le premier cas : l'honorable M. Turcotte, Procureur général de la province de Québec et M. Partridge, comptable du département des travaux publics ;

Et, dans le second cas : l'honorable M. Turcotte et M. F. M. A. Deschambault, comptable du département de l'agriculture et de la colonisation ;

Que plusieurs documents ont été produits dans chaque cas, lesquels documents votre comité rapporte à votre honorable Chambre avec les dépositions des témoins.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, étant lu ;

L'honorable M. Shehyn propose, secondé par l'honorable M. Mercier,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

L'honorable M. Robertson propose, comme amendement, secondé par M. Baldwin,—que tous les mots après “ Que,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants : “ cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette que le gouvernement n'ait pas jugé à propos de soumettre, pendant cette session, un projet de loi amendement la loi de licences, de manière à promouvoir plus efficacement les intérêts de la tempérance.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Baldwin,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Robertson,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon—16.</i>
<i>Desjardins,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>DeGrosbois,</i>	<i>Laliberté,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Legriz,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bisson,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Rocheleau</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Girouard,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Pelletier</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte—28.</i>

Ainsi, la question est résolue négativement

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les pêcheries par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil; et M. Murphy fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la première séance de la Chambre, aujourd'hui

M. Murphy informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement de nouveau en le dit comité.

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

M. Beauchamp propose, comme amendement, secondé par M. Lapointe,—Que tous les mots après “ Que,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

“ Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, pour les besoins du service public, mais elle proteste contre le paiement de la somme de mille piastres pour l'impression du discours prononcé par l'honorable Honoré Mercier, Premier Ministre, au Club National, à Montréal, le 6 novembre 1889 ; cette somme ayant été prise sur un crédit voté pour des fins d'intérêt public et non de parti.”

L'honorable M. Mercier propose, comme sous-amendement, secondé par l'honorable M. Shehyn,—Que tous les mots après “ Que,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots “ la publication de ce discours était de beaucoup, plus dans l'intérêt public que celle du discours de M. Desjardins, député de Montmorency, non Ministre, publié en 1883, et qui a coûté \$1,500.00 à la province.”

M. l'Orateur déclare que cette motion est irrégulière et qu'elle ne peut pas être soumise au vote de la Chambre, vu que la motion “ Que la Chambre se forme en comité des subsides ” n'admet pas de sous-amendement.

Et objection étant faite par l'honorable M. Taillon,—Que cette motion ne doit pas entrer dans les Procès-Verbaux de cette Chambre, attendu qu'elle n'a pas été mise aux voix.

M. l'Orateur réserve sa décision pour une séance ultérieure.

M. LeBlanc propose, comme sous-amendement, secondé par M. Nantel,—Que les mots suivants soient ajoutés à l'amendement :

“ Que le gouvernement actuel est d'autant plus blâmable d'avoir fait cette dépense, que le chef de ce gouvernement et son parti avaient, pendant la session de 1884 (séance du 10 juin) voté pour une motion où l'on reprochait au gouvernement de ce temps, là d'avoir dépensé \$1,500.00 pour l'impression d'un discours prononcé devant cette Chambre, en 1883, par L. G. Desjardins, Ecr., député pour le comté de Montmorency, sur la situation financière de cette province.”

M. l'Orateur déclare que cette motion est irrégulière comme la précédente, et qu'elle ne peut être soumise au vote de la Chambre ; et qu'il décidera, à une séance ultérieure si elle doit faire partie des Procès-Verbaux de cette Chambre.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms sont demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

Baldwin,
Beauchamp,
Blanchet,
Casgrain,
Desjardins,

Duplessis,
England,
Faucher de Saint-
Maurice,

Flynn,
Lapointe,
LeBlanc,
Nantel,

Picard,
Spencer,
Taillon et
Tourigny—16.

CONTRE :

Messieurs

*Basinet,
Bernatchez,
Bisson,
Bourbonnais,
Cardin,
Champagne,
Déchéne (l'Islet),
De Grosbois,*

*Dostaler,
Dumais,
Duhamel,
Forest,
Girouard,
Gladu,
Goyette,*

*Laliberté,
Legris,
Lussier,
Mercier,
Morin,
Murphy,
Pelletier,*

*Pilon,
Rinfret,
Robidoux,
Rocheleau,
Shehyn,
Tessier (Portneuf) et
Turcotte—29.*

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;
Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la protection des forêts par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction de nouveaux édifices du Parlement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu à la prochaine séance de la Chambre, aujourd'hui.

M. Murphy informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Qu'à la prochaine séance, aujourd'hui, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction des nouveaux édifices du parlement Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Et la question étant mise aux voix,—Que la dite résolution soit maintenant lue la seconde fois ; la Chambre se divise, et la question est résolue affirmativement.

La dite résolution est, en conséquence, lue la seconde fois.

Et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas sept mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour nouvelles voûtes dans les palais de justice et prisons dans les nouveaux districts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses des écoles du soir, si l'essai de cette année réussit ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction d'une voûte pour les archives de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction des égouts pour le palais de justice et prison de Sherbrooke ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour calorifères dans les palais de justice et prisons dans les nouveaux districts ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas deux mille deux cent quatre vingt-six piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour une nouvelle toiture, aqueduc, etc., du palais de justice et prison de Gaspé ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille huit cent quatre-vingt-dix piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction de nouveaux égouts, plombage, etc., de la prison de Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

8. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de construction du mur d'enceinte et dépendances de la prison ou palais de justice à St Jean ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

9. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la Société d'exposition, Montréal, pour réparation aux édifices de l'exposition ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

10. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour aider à la construction du palais de justice à Hull, district d'Ottawa ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

11. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, comme une aide pour un édifice national à Montréal, pourvu qu'on y donne des cours publics d'instruction pratique ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

12. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quarante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face au règlement de comptes non payés en rapport avec les chemins de fer ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, une résolution, laquelle est lue comme suit :

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux frais d'ornementation de la toiture du nouveaux palais de justice ; pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1891.

La dite résolution, étant lue la seconde fois, est adoptée.

Et étant six heures P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à sept heures et demie, ce soir, sans que la question ait été mise aux voix.

Sept heures et demie P. M.

L'ordre du jour pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides étant lu ;

M. l'Orateur, (sur l'objection faite par l'honorable M. Taillon, que le sous-amendement de l'honorable M. Mercier ne doit pas entrer dans les Procès-Verbaux de cette Chambre, vu que cette motion n'a pas été mise aux voix,) décide comme suit :

" Dans la dernière séance de cette Chambre, aujourd'hui, à l'amendement proposé par M. Beauchamp, à la motion de l'honorable M. Shehyn, "que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides," l'honorable M. Mercier a proposé un sous-amendement.

J'ai immédiatement informé la Chambre de l'irrégularité de ce procédé, et j'ai refusé de mettre la question aux voix.

Objection ayant été soulevée par l'honorable M. Taillon, à ce que cette motion soit entrée au Procès Verbal de la séance, j'ai réservé ma décision.

Un autre sous-amendement fut subséquemment proposé par M. LeBlanc que je refusai également de mettre aux voix, après avoir informé la Chambre de son irrégularité, et sur la même objection que ci-dessus, j'ai réservé ma décision.

En consultant les Journaux de la Chambre des Communes en Angleterre, j'ai trouvé que la pratique, en pareil cas, est d'inscrire au Procès-Verbal de la séance, la motion que l'Orateur refuse de mettre aux voix pour cause d'irrégularité.

Je cite, à l'appui de ceci, les extraits suivants du Journal de la Chambre des Communes d'Angleterre :

" A motion was made and a question was proposed that Sir Joseph Paxton be added to the Select Committee on Ratings of Mines. But notice being taken that this Committee should consist of sixteen members and had already nominated that number, " Mr. Speaker stated that no other member could be added without leave of the House previously obtained, and that the question, therefore, could not be put." (Procès-Verbal de la séance du 19 Mai, 1857. Commons Journal, vol. 112, p. 157.)

" An amendment was proposed to be made thereon to (the main motion) by adding " at the end thereof the words :

" In all cases, where any schemes are proposed by the ecclesiastical commission by which the incomes of any ecclesiastical dignitaries, are altered or increased, the same shall be laid before the two Houses of Parliament, six weeks at least before they are submitted to Her Majesty in Council." But the said amendment not being consequent upon or relevant to the amendment made by the Lords, the same was not put from the " Chair." (Procès-Verbal de la séance du 21 mai 1860. Commons Journal, Vol. 115, p. 494.)

" A motion having been made and seconded that leave be given to bring in a Bill to relieve dissenters from the established Church of England from the payment of Church writs, Mr. Speaker stated to the House that, in his opinion, the motion now made was in substance the same as that upon which a question having been put had passed in the " Negative in this present Session ; and that, therefore, according to the Rules of the " House, it was not competent for him, to propose a question upon the motion now made." (Procès-Verbal de la séance du 7 juillet 1840. Commons Journal, Vol. 95, p. 495.)

Ainsi, dans les cas cités par Bourinot, page 310 et par May, édition 1883, page 298, où l'Orateur a refusé de soumettre une motion à la Chambre, cette motion a été reproduite en entier dans le Procès-Verbal de la séance.

J'admets l'inconvénient d'une pratique de ce genre, qui permettrait d'accumuler successivement et à l'infini des amendements irréguliers, et je crois que la Chambre doit en éviter la pratique, surtout lorsque l'irrégularité n'est pas dans la substance même du sous-amendement, mais qu'elle provient d'un défaut de procédure.

Cependant, pour me conformer à tous les précédents que j'ai pu recueillir dans le court espace de temps, qui m'a été laissé pour étudier cette question, je crois devoir, dans cette circonstance, permettre l'inscription des deux sous-amendements en question dans le Procès-Verbal de la dernière séance de cette Chambre.

L'honorable M. Shehyn propose, secondé par l'honorable M. Mercier,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme de nouveau en comité de subsides ;

L'honorable M. Blanchet propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Taillon, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les mots suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle déclare qu'il est de son devoir de censurer le gouvernement de ce qu'il n'ait pas demandé des soumissions publiques, ou ne se soit pas servi de celles offertes en 1886 pour les impressions des ministères et de la Chambre, et ait ainsi fait perdre à la province des sommes considérables ;

Cette Chambre regrette aussi que le gouvernement ait, sans les offrir à la compétition publique, fait exécuter les travaux d'impression et de reliure des Statuts refondus, et ait encouru, d'après les états fournis par l'imprimeur de la Reine, du 30 avril 1888 au 28 février 1890, une dépense totale de \$108,666.79, ce qui représente, en retranchant le coût du papier, une somme de \$70,639.54, c'est-à-dire \$10.00 pour chacune des 7079 pages des six volumes de ces statuts ;

Que ces prix sont exorbitants, les comptes publics constatant que les dépenses de codification du 9 octobre 1880, au 30 août 1888, n'ont été que de \$23,242.36 ;

Cette Chambre proteste, en outre, énergiquement contre la pratique dangereuse, et contraire à la loi, de faire des avances d'argent aux journaux et établissements d'imprimerie, pour des ouvrages non commencés, exposant ainsi la Province à faire des pertes sérieuses, et diminuant, en outre, les garanties d'exécution et de célérité nécessaires pour la confection régulière des impressions publiques ;

Qu'enfin cette Chambre exprime sa volonté qu'à l'avenir, le gouvernement et la commission d'économie interne exercent un contrôle sévère et conforme à la loi, relativement aux impressions publiques, dont le coût a atteint des proportions injustifiables depuis trois ans."

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, il sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Spencer et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Maurice.</i>	<i>Nantel,</i>	<i>Taillon—13.</i>
<i>Duplessis,</i>	<i>Flynn,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Lussier,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumas,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Murphy</i>	<i>Shehyn.</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gludu,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Portneuf) et</i>
<i>Déclène (l'Islet),</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel—26.</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Legris,</i>		

Ainsi la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;
Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant la fauteuil.

La Chombre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

Résolu, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction de ponts en fer dans les municipalités, \$25,000 à voter de nouveau ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu durant cette séance.

M. Murphy informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que cette Chambre se forme immédiatement de nouveau en le dit comité.

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

L'honorable M. Flynn propose, comme amendement, secondé par M. Desjardins, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les suivants :

" Cette Chambre est prête à voter les subsides à Sa Majesté, mais elle regrette de constater que, depuis que le gouvernement actuel administre les affaires publiques de cette province, il a, en maintes circonstances, méconnu les principes de la constitution, violé la loi et porté atteinte aux droits et privilèges de cette Chambre ; compromettant par là gravement l'avenir des institutions représentatives sous lesquelles nous vivons.

Cette Chambre proteste de son dévouement à la constitution et aux principes du gouvernement responsable, et affirme que les deniers publics ne peuvent être dépensés qu'avec l'autorisation législative, ou par mandats spéciaux, dans les cas d'urgence, pour lesquels la loi autorise tel mandats spéciaux.

Elle affirme aussi, que les crédits de la Législature ou les montants des mandats spéciaux ne doivent pas être employés à d'autres fins que celles pour lesquelles ils sont accordés.

Qu'au mépris de ces principes, le gouvernement actuel a fréquemment dépensé des deniers publics sans l'autorisation législative, sans mandats spéciaux, et, dans d'autres circonstances, a employé certains crédits de la Législature à d'autres fins que celles pour lesquelles ils avaient été votés ;

Que notamment, par ordre en conseil, en date du 5 janvier 1889, le gouvernement a payé une somme de quatre mille neuf cent cinquante piastres (\$4,950.00) à la Compagnie du chemin de fer du " Saint-Laurent et du Nord-Ouest. " (Voir réponse No. 79 du 6 février 1889), sans autorisation législative.

Que, par l'acte autorisant l'emprunt de trois millions cinq cent mille piastres (50 Vict., chap. 2) l'on voit que les sommes suivantes peuvent être prises à même le produit de tel emprunt, savoir :

" i. Pour l'agrandissement du palais de justice, à Montréal.....	\$200,000.00
" k. Pour encourager la construction de ponts en fer dans les municipalités.....	\$25,000.00
" l. Pour payer partie du coût de l'exploration dans les comtés de Dorchester, Lévis, etc.....	\$10,000.00

Que, par une réponse à une adresse, en date du 15 janvier 1890, (*Document 107 de cette session*) il appert que le gouvernement a dépensé, à même le premier item sus-mentionné "pour agrandissement du palais de justice à Montréal" une somme de quatre-vingt-onze mille cent quarante-cinq piastres et quatre-vingt-dix centins (\$91,145.90); et, par les comptes publics de 1888 et de 1889, l'on voit que les dépenses ainsi faites, pour la plus grande partie, sinon pour le tout, ne l'ont pas été pour l'agrandissement de tel palais de justice.

L'on voit aussi, par la même réponse, que le gouvernement a dépensé audelà des sommes mentionnées dans l'acte d'emprunt pour ce qui regarde, entre autres objets, les ponts en fer et explorations, une somme de cent douze mille trois cent quarante-six piastres et soixante-dix centins (\$112,346.70), savoir : cent mille cent quarante-six piastres et soixante-dix centins (\$100,146.70) pour les ponts en fer et douze mille deux cents piastres (\$12,200.00) pour explorations.

Qu'à la date du 27 juin 1888, la Chambre a refusé de remettre l'honoraire de cent piastres (\$100.00), payé sur un bill abrogeant les articles 229 et 230 de l'acte 44-45 Vict. chap. 75 constituant en corporation la ville de Longueuil, et qu'au mépris de la volonté de l'Assemblée législative, ainsi formellement exprimée, le gouvernement a jugé à propos de rembourser cette somme.

Que, nonobstant, et malgré le désaveu qui a eu lieu le ou vers le 5 juin dernier et a été annoncé par proclamation dans la gazette officielle le ou vers le 9 août dernier, de l'acte 52 Vict. Cap. 30 autorisant l'établissement, dans la ville de Montréal, d'une cour de Magistrats de district, composée de deux magistrats, avec un traitement de trois mille piastres (\$3,000.00) chacun, le gouvernement a continué à payer un traitement de trois mille piastres (3,000.00) par année aux deux personnes qui avaient été nommées sous l'empire de l'acte désavoué, et bien qu'elles aient été nommées immédiatement après tel désaveu, en vertu de l'acte 32 Vict. Chap. 23 qui ne leur accorde qu'un traitement de douze cents piastres (\$1200.00) par année.

Que, par une résolution en date du 10 Décembre 1779, adoptée par la Chambre des Communes en Angleterre, et qui s'applique ici, il est déclaré qu'il est grandement criminel de la part d'aucun ministre ou ministres ou aucun serviteur, sous la couronne, de se servir, directement ou indirectement, de ses pouvoirs d'office dans l'élection des représentants au parlement "That it is highly criminal in any minister or ministers or other servants under the Crown of Great-Britain, directly or indirectly, to use the powers of office in the election of representatives to serve in Parliament &c."

Qu'à en juger par la conduite du gouvernement actuel, ou de certains des membres de ce gouvernement, à l'occasion des élections qui ont eu lieu dans cette province, cette Chambre est d'opinion qu'ils ont méconnu cette règle importante ;

Que, notamment, la conduite du gouvernement, ou de certains ministres, dans les élections de Rimouski et de Brome, est on ne peut plus reprehensible, et comporte une violation de la règle sus-mentionnée ; que l'injonction adressée par l'honorable Premier Ministre à l'officier rapporteur, dans l'élection de Rimouski, à la date du 27 novembre dernier, comporte une violation de la loi électorale, une grave atteinte aux privilèges de cette Chambre et un empiètement sur les pouvoirs judiciaires ;

Que le système suivi sur une très grande échelle par le gouvernement actuel et consistant à émettre des lettres ou écrits promissoires, communément désignés sous le nom de lettres de crédit, porte une très grave atteinte au pouvoir et au privilège de cette Chambre de contrôler la dépense des deniers publics, en même temps qu'il méconnaît l'autorité de la couronne représentée par son honneur le Lieutenant-gouverneur.

Que cette Chambre croit devoir signaler, entre autres, certains faits sous ce rapport qui sont venus à sa connaissance, et qui sont de nature à montrer les abus commis par le gouvernement actuel sur ce sujet en particulier ;

Qu'il appert par le document No. 153a, mis devant cette Chambre, que le département des travaux publics a émis, depuis le 1er janvier 1889 jusqu'au 24 février 1890, quatorze lettres de crédit ou promesse de payer pour un montant total de cent vingt deux mille

six cent soixante quinze piastres et cinquante six centins (\$122,675.56), dont l'une en date du 9 octobre 1889, pour soixante et dix mille piastres (\$70,000), que le département des terres de la Couronne, dans l'intervalle, depuis le 1^{er} juillet 1889 au 24 février 1890, a donné cinquante et une reconnaissances et acceptations de transports de comptes et cela pour vingt mille neuf cent piastres et soixante et dix centins (\$20,900.70)

Que, par le document 1536, il appert que le département des terres de la Couronne a émis un rapport avec les arpentages seulement, des lettres de crédit et promesses de payer, au nombre de quatre-vingt neuf pour la période du 1^{er} janvier 1889 au 30 juin de la même année, lesquels s'élèvent à la somme de trente quatre mille sept cent quatre-vingt sept piastres et deux centins (\$34,787.02) ; que le même département a émis un grand nombre de lettre de crédit et promesses de payer, tant pour cadastres, que pour service des gardes-forestiers et divers autres services durant la même période, formant un total de soixante dix mille cent soixante une piastres et soixante quatorze centins (\$70,161.74), lesquels ajoutés à la somme sus mentionnée de vingt mille neuf cent piastres et soixante-dix centins (\$20,900.70), pour arpentages depuis le premier juillet 1889 au 24 février 1890, forment une somme totale, pour le département des terres de la Couronne, de quatre-vingt-onze mille soixante-deux piastres et quarante-quatre centins (\$91,062.44) ; et avec le département des travaux publics, une somme totale de deux cent treize mille sept cent trente-huit piastres (\$213,738.00), pour la période du premier janvier 1889 jusqu'au vingt-quatre février 1890.

Que, par ces deux documents, il appert qu'il y a eu par le département des terres de la Couronne, pendant cet intervalle, deux cent quatre-vingt-dix neuf lettres de crédit, promesses de payer et reconnaissances, et avec les quatorze par le département des travaux public, cela formé en tout le chiffre de trois cent treize.

Que, quant au nombre et au montant des différentes lettres de crédit, promesses de payer et reconnaissances, antérieurement au premier janvier 1889, le gouvernement n'ayant pas répondu à l'adresse du 20 mars 1889, demandant la liste de ces lettres de crédit, cette chambre n'est pas en possession d'un état complet, indiquant toutes les lettres de crédit émises depuis le premier février 1887, mais, elle a pu constater, par différents états produits et les témoignages rendus devant le comité des comptes publics, ce qui suit, savoir : 1. par les renseignements fournis par M. Taché, assistant commissaire des terres de la couronne, qu'il y a eu un très grand nombre de lettres de crédit émises par ce département durant cette période, savoir au delà de 250, et pour un montant considérable savoir, seulement pour arpentages et cadastres durant l'année 1888, \$57,716.19 — 2. par d'autres témoignages et documents produits devant ce comité, il appert qu'il y a eu plusieurs autres promesses, et lettres de crédits, dans le même intervalle, notamment : 1. une lettre du 13 février 1889 reconnaissant devoir à l'hon. Wilfrid Prévost une somme de \$4,190.00, et promettant de payer cette somme après le premier juillet 1889, laquelle somme a été payée (voir document 175) par le gouvernement à la Banque du Peuple, avec de plus \$111.90 pour intérêt, cette Banque ayant avancé à M. Prévost le montant de la lettre en question ; 2. une autre lettre signée par l'assistant commissaire de l'Agriculture et de la colonisation, en date du 11 septembre 1889, et promettant de payer le 15 juillet 1890, une somme de \$300.00 pour prix à être donnés pour des courses de chevaux à Trois-Rivières.

Qu'à la page 80 du Rapport du commissaire des terres de la Couronne pour 1889, l'on voit que le département des terres a émis trois cent quinze lettres de crédit durant cette année.

Que, par le témoignage de M. Taché devant le Comité des comptes publics, et par les documents soumis à la Chambre, il appert que le gouvernement continue à accorder des lettres de crédit ou promesses de payer, même depuis que la présente session est commencée, ce qui est doublement contraire aux principes de la constitution, il appert aussi, par le témoignage de M. Taché, que le département rembourse aux inspecteurs de cadastres et d'arpentages l'escompte au taux de sept pour cent qu'ils sont tenus de payer aux banques ou aux courtiers sur les lettres de crédit qui leur sont accordées.

Que cette Chambre ne saurait trop fortement protester contre cette pratique irrégulière et inconstitutionnelle, pratique qui a pour effet non seulement d'enlever à cette Chambre son légitime contrôle des dépenses publiques, mais encore de différer d'année en année l'inscription dans les comptes publics des dépenses encourues, et de cacher la véritable situation financière de la province.

Que cette Chambre croit devoir ajouter qu'en mentionnant les faits ci-dessus, elle entend les citer qu'à titre d'exemples, et elle regrette beaucoup de dire qu'en d'autres circonstances que pour cause de brièveté, elle ne mentionne pas ici, l'action du gouvernement a été non moins préhensible.

En conséquence, cette Chambre proteste, de la manière la plus énergique, contre les fréquentes et très regrettables violations de la loi et de la constitution, et des empiètements sur les privilèges de cette Chambre, dont le gouvernement actuel s'est rendu coupable depuis son avènement au pouvoir."

Et un débat s'en suivant ;

Et la Chambre ayant continué de siéger jusqu'après minuit, mercredi matin.

Mercredi, 2 avril 1890.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>England,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Taillon—13.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Maurice,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Shehyn,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Portneuf),</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Trudel et</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Rinfret,</i>	<i>Turcotte—26.</i>
<i>De Grosbois,</i>	<i>Legrise,</i>		

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'agrandissement du palais de justice à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891 ;

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction de la prison de Montréal, à être en partie remboursée par la vente de la propriété de la prison actuelle ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891 ;

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit reçu durant cette séance.

M. Murphy informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que cette Chambre se forme immédiatement de nouveau en le dit comité.

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil ;

L'honorable M. Taillon propose, comme amendement, secondé par l'honorable M. Blanchet, Que tous les mots après "Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

"Le 9 Août, 1887 M. J. McShane, alors Commissaire des travaux publics, adressa à M. Charlebois une lettre qui se lit comme suit : "You will please to begin work at once, for the erection of new stone wall or fence all around the Parliament Buildings, also provide the material necessary for the construction of the same. The conditions and price will be the same as for work done by you, by the day, for our Government.

"P. S. You will please to do this fence or wall according to plans shown to me and my Premier, Honorable Mr. Mercier."

En vertu de cet écrit, M. Charlebois a fait des travaux et fourni des matériaux pour lesquels le gouvernement lui a payé \$16,500,00 ;

Subséquentment, savoir : le 9 avril 1889, M. Ernest Gagnon, secrétaire du département des travaux publics, adressa à M. Charlebois, de la part de l'honorable M. Garneau, alors Commissaire des travaux publics, une lettre par laquelle il lui proposait de continuer la clôture en question, à l'entreprise, à raison de \$29,50 pour chaque pied courant.

Dans cette lettre, il est dit, "vous serez tenu de faire aux mêmes conditions, la même clôture sur les terrains que le gouvernement pourra acheter ou exproprier d'ici "au premier septembre 1890."

Cet arrangement devait remplacer l'ordre donné par M. McShane, le 9 d'août 1887, comme susdit, s'il était accepté par M. Charlebois.

M. Charlebois accepta et continua les travaux.

Ces travaux sont maintenant très avancés.

Par les documents mis devant cette Chambre, et par une réponse de l'honorable M. Mercier à une interpellation le 17 février 1890, il est constaté que le gouvernement a payé à M. Charlebois pour ces travaux à venir au 31 décembre 1889, diverses sommes s'élevant à \$101,476.50 et qu'il faudra \$11,731.50 pour les travaux à faire.

Cela ne comprend pas la clôture sur les terrains que le gouvernement a l'intention d'exproprier.

De plus, le 2 septembre 1887, M. McShane alors Commissaire des travaux publics, adressa à M. A. Charlebois une lettre qui se lit comme suit :

"You will please to provide for all the wrought iron gates required for the stone fence all around the Parliament Buildings, according to designs shown to you in my office by myself and the Premier, or any other design that may be selected by the

"Government that will correspond with the stone fence on condition however, that you will execute and complete all the iron work required for said stone fence for a sum not exceeding forty thousand dollars, as no extra shall be allowed under any consideration whatever."

Cet ordre ne paraît pas avoir été exécuté jusqu'à présent, mais il n'a jamais été révoqué.

Par l'article 1773 des Statuts refondus de la province de Québec, "il est du devoir du Commissaire des travaux publics de demander des soumissions par annonces publiques, pour l'exécution de tous les travaux faits à l'entreprise, si ce n'est dans le cas d'urgence, lorsque le délai est préjudiciable aux intérêts publics, ou lorsque, d'après la nature de l'ouvrage à faire, il peut être exécuté plus promptement et plus économiquement par les employés et serviteurs du département."

Quoique les travaux en question ne soient pas compris dans l'exception posée par l'article 1773 ci-dessus cité, le Commissaire n'a pas demandé de soumissions pour iceux.

Ces travaux ne sont pas compris dans le contrat passé le 9 février 1883, pour la construction du Palais législatif, et il n'existe pas à leur sujet d'autres conventions que celles contenues dans la correspondance ci-dessus citée.

Que, dans ces circonstances, cette Chambre regrette que le gouvernement, par le Commissaire des travaux publics, ait fait faire des travaux si considérables et si dispendieux sans demander des soumissions suivant la loi et sans l'autorisation de la Législature; que de plus, cette Chambre est d'opinion qu'une telle dépense est extravagante.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>Duplessis,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Blanchet,</i>	<i>En land,</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard et</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Taillon—13.</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Maurice,</i>		

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Shelby,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Portneuf) et</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pilon,</i>	<i>Turcotte—25.</i>
<i>De Grosbois,</i>			

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix ;
Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'empierrement des chemins, essaie; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu durant cette séance.

M. Murphy informe de plus la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Résolu, Que, cette Chambre se forme immédiatement de nouveau en le dit comité.

Et la question étant proposée,—Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil;

M. LeBlanc propose, comme amendement, secondé par M. Nantel, Que tous les mots après “Que,” jusqu'à la fin de la question, soient retranchés, et qu'ils soient remplacés par les mots suivants: “ Cette Chambre est prête à voter des subsides à Sa Majesté, mais sans se prononcer sur la valeur des produits fabriqués à l'étranger, elle regrette que le gouvernement n'ait pas acheté de préférence au pays les matériaux employés à la construction des ponts en fer, et ce, au détriment des fabricants et des ouvriers de cette province.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit:

POUR :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Faucher de Saint-</i>	<i>Lapointe,</i>	<i>Picard et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Taillon—12.</i>
<i>Duplessis,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Robidoux</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Portneuf)—24.</i>

Ainsi, la question est résolue négativement.

Alors la motion principale étant mise aux voix;

Ordonné, Que M. l'Orateur quitte maintenant le fauteuil.

La Chambre se forme, en conséquence, de nouveau en comité des subsides.

(EN COMITÉ.)

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour chemins de colonisation, études, inspections, etc., somme additionnelle à payer au compte du capital exigé, dans les circonstances, pour donner une impulsion nouvelle et plus vigoureuse à l'œuvre de la colonisation, par l'ouverture de grandes nécessités par l'augmentation générale des demannes dans cette branche du service public, et pour la formation de sociétés de colonisation, en vertu de la nouvelle loi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Résolution à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a passé une résolution.

Ordonné, Que le rapport soit reçu durant cette séance.

M. Murphy informe aussi la Chambre qu'il lui a été enjoint de demander que le comité ait la permission de siéger de nouveau.

Ordonné, Que, durant cette séance, cette Chambre se formera de nouveau en le dit comité.

Mr. Murphy rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trente mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses du service d'enregistrement, département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas quatre-vingt-six mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses générales du département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas huit cents piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses d'ornementation de la toiture du nouveau palais de justice, Québec ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour les pêcheries par le département des terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

5. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la protection des forêts par le département des Terres de la Couronne ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1890.

6. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas vingt mille piastres, soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction de nouveaux édifices du Parlement ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

7. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour la construction de ports en fer dans les municipalités (\$25,000 voté de nouveau) ; pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1891.

La première résolution étant lue une seconde fois, et la question étant mise aux voix,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

La seconde résolution étant lue la seconde fois ; et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution.

M. Picard propose, comme amendement, secondé par M. Desjardins,—Que tous les mots après " Que," jusqu'à la fin de la question, soient retranchés et qu'ils soient remplacés par les suivants :

“ Cette Chambre est d'opinion que les dépenses des arpentages des terres de la Couronne pour l'année 1890-91 devraient être réduites de \$45,000 à \$30,000.00, soit une diminution de \$15,000.00.”

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise ; et les noms étant demandés, ils sont pris comme suit :

POUR :

Messieurs

<i>Beauchamp,</i>	<i>England,</i>	<i>Flynn,</i>	<i>Nantel,</i>
<i>Casgrain,</i>	<i>Taucher de Saint-</i>	<i>Lapointe</i>	<i>Picard et</i>
<i>Desjardins,</i>	<i>Maurice,</i>	<i>LeBlanc,</i>	<i>Taillon—12.</i>
<i>Duplessis,</i>			

CONTRE :

Messieurs

<i>Basinet,</i>	<i>De Grosbois,</i>	<i>Goyette,</i>	<i>Pilon,</i>
<i>Bernatchez,</i>	<i>Dostaler,</i>	<i>Legris,</i>	<i>Rinfret,</i>
<i>Bourbonnais,</i>	<i>Dumais,</i>	<i>Mercier,</i>	<i>Robidoux,</i>
<i>Cardin,</i>	<i>Duhamel,</i>	<i>Morin,</i>	<i>Rocheleau,</i>
<i>Champagne,</i>	<i>Forest,</i>	<i>Murphy,</i>	<i>Shehyn et</i>
<i>Déchêne (l'Islet),</i>	<i>Gladu,</i>	<i>Pelletier,</i>	<i>Tessier (Portneuf)—24.</i>

Ainsi, la proposition est résolue négativement.

Alors la question principale étant mise aux voix ;

Résolu, Que cette Chambre concoure dans la dite résolution.

La troisième résolution étant lue la seconde fois ;

Et la question étant proposée,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans la dite résolution ;

M. Lapointe propose, comme amendement, secondé par M. Beauchamp,—Que tous les mots après “ Que ” soient retranchés et remplacés par les suivants :

“ Cette Chambre est d'opinion que les dépenses générales du département des terres de la couronne pour l'année 1890-91, devraient être réduites de \$86,000.00 à \$60,000.00, soit une diminution de \$26,000.00.”

Et l'amendement étant mis aux voix ; la Chambre se divise, et il est résolu négativement, sur la même division que la précédente.

Alors la question principale étant mise aux voix,—Elle est résolue affirmativement.

La quatrième résolution et les suivantes jusqu'à la septième inclusivement, étant lues la seconde fois et la question étant mise aux voix sur chacune séparément,—Que cette Chambre concoure avec le comité dans les dites résolutions ; la Chambre se divise, et la proposition est résolue affirmativement.

M. Murphy rapporte, du comité des subsides, plusieurs résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

1. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cent cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de l'agrandissement du palais de justice à Montréal ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

2. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas trois cent mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses de la construction de la prison de Montréal, à être en partie remboursée par la vente de la propriété de la prison actuelle ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

3. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas dix mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour l'empierrement des chemins, essai ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

4. *Résolu*, Qu'une somme n'excédant pas cinquante mille piastres soit accordée à Sa Majesté, pour faire face aux dépenses pour chemins de colonisation, études, inspections, etc., somme additionnelle à paver au compte du capital exigé, dans les circonstances, pour donner une impulsion nouvelle et plus vigoureuse à l'œuvre de la colonisation, par l'ouverture de grandes voies nécessitées par l'augmentation générale des demandes dans cette branche du service public, et pour la formation de sociétés de colonisation, en vertu de la nouvelle loi ; pour l'année financière finissant le 30 juin 1891.

Les dites résolutions, étant lues la seconde fois, sont adoptées.

La Chambre, en conformité de l'ordre, se forme en comité des voies et moyens.

(EN COMITÉ.)

Résolu, 1. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$296,583.84, pour les dépenses de l'année financière courante, expirant le trente juin mil huit cent quatre vingt-dix, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Résolu, 2. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,847,315.92, pour les dépenses de l'année financière, expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt onze soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette province.

Résolutions à rapporter.

M. l'Orateur reprend le fauteuil, et M. Murphy fait rapport que le comité a passé deux résolutions.

Ordonné, Que le rapport soit maintenant reçu.

M. Murphy fait, en conséquence, rapport des résolutions, lesquelles sont lues comme suit :

Résolu, 1. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$296,583.84, pour les dépenses de l'année financière courante, expirant le 30 juin mil huit cent quatre-vingt dix, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Résolu, 2. Que, dans le but de payer les subsides accordés à Sa Majesté, la somme de \$2,847,315.92, pour les dépenses de l'année financière, expirant le trente juin mil huit cent quatre-vingt onze, soit prise sur le fonds consolidé du revenu de cette Province.

Les dites résolutions, étant lues la deuxième fois, sont adoptées.

Ordonné, Que l'honorable M. Shehyn ait la permission de présenter un bill pour octroyer à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années fiscales expirant le 30 juin 1890 et le 30 juin 1891 et pour d'autres fins du service public.

Il présente, en conséquence, le dit bill à la Chambre, —lequel est reçu et lu pour la première fois, et la seconde lecture en est ordonnée pour la première séance de la Chambre, aujourd'hui.

Et alors la Chambre s'ajourne.

Mercredi, 2 Avril 1890.

Onze heures A. M.

Le bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1890 et le 30 juin 1891, et pour d'autres fins du service public, est, en conformité de l'ordre, lu la seconde fois.

Ordonné, Que le bill soit maintenant lu la troisième fois.

Le bill est, en conséquence, lu la troisième fois.

Résolu, Que le bill passe.

Ordonné, Que le Greffier porte le bill au Conseil législatif, et demande son concours.

Sur motion de M. Bernatchez, secondé par M. Pilon,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances échangées entre le Premier Ministre et M. Faucher de Saint-Maurice, au sujet de l'empiérement du chemin de Beaumont.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Basinet,

Ordonné, Que l'honoraire de \$200, payé pour le bill concernant une certaine substitution créée par Joseph Beaupré et *uxor*, soit remis, moins les frais de traduction et d'impression, vu le peu de valeur de telle propriété et les moyens limités des parties intéressées.

Sur motion de M. Gladu, secondé par M. Morin,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de tous documents et de la correspondance échangés avec le gouvernement, au sujet de la division, maintenant projetée en deux parties, de la municipalité scolaire de la paroisse de St. Antoine, comté de Verchères.

Sur motion de l'honorable M. Blanchet, secondé par l'honorable M. Taillon,

Résolu, Qu'une humble adresse soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le priant de vouloir bien faire mettre devant cette Chambre,—copie de tous arrêtés en Conseil et tout ordre donné par l'Honorable M. Robertson, pendant les années 1884 et 1885, au sujet de la publication des avis du gouvernement, et des journaux dans lesquels ces avis devaient être publiés.

Ordonné, Que la dite adresse soit présentée à Son Honneur par ceux des membres de cette Chambre qui font partie de l'honorable Conseil Exécutif de cette Province.

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de la liste de paie des employés permanents, temporaires, messagers, etc., au palais de justice de Québec et de Montréal, pour les mois de novembre et décembre 1889.

Sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, secondé par M. England,

Ordonné, Qu'il soit mis devant cette Chambre,—copie de toutes correspondances échangées entre les gouvernements qui se sont succédés depuis l'élection de M. Bernatchez, comme député de Montmagny, et depuis l'élection de M. Faucher de Saint-Maurice, comme député de Bellechasse, en rapport avec les comtés de Montmagny et de Bellechasse.

INTERPELLATION AU MINISTÈRE ET RÉPONSE.

Par M. Goyette,—Quelle somme a coûté à la province, l'enquête au sujet de l'affaire du "Table-Rock," tant pour frais de sténographie que pour témoins et autres dépenses?

Réponse par l'honorable M. Mercier,—Montant payé aux témoins \$486.88; comptes des sténographes, tels que produits (sauf à vérifier) \$1,871.50. Le coût de l'impression du rapport et des témoignages est nécessairement inconnu jusqu'à présent, puisque cette impression n'est pas faite, mais ce montant sera évidemment considérable. Le présent état ne comprend pas non plus le montant que coûte à la province le nombre additionnel de jours qu'a duré la session à cause de cette affaire.

Sur motion de M. Champagne, secondé par M. deGrosbois,
Ordonné, Que l'honoraire de \$200.00, payé sur le bill constituant en corporation la Compagnie d'exposition de Montréal (limitée), soit remis, moins les frais de traduction et d'impression.

L'honorable M. Mercier met devant la Chambre,—l'état des travaux de la présente session, lequel est lu comme suit :

ETAT

Des travaux de la présente session, 1890, étant la 4ième de la 6ième Législature :

L'ouverture de la session a eu lieu le 7 janvier 1890.

La prorogation aura lieu, aujourd'hui, le 2 avril 1890.

Nombre de jours de session.....	86 jours.
Nombre de jours de séances.....	62 "
La Chambre a voté.....	72 fois.
Nombre de pétitions présentées.....	300
" " lues et reçues.....	285
Nombre d'adresses ordonnées.....	47
" d'ordres de la Chambre ordonnés.....	181
Nombre de documents mis devant la Chambre, réponses aux adresses et ordres de la Chambre.	237
Nombre de bills présentés à l'Assemblée législative.....	191
" " envoyés au Conseil législatif.....	128
" " rejetés par le " ".....	8
" " présentés au " ".....	8
" " du Conseil envoyés à l'Assemblée.....	7
" " " rejetés par ".....	1
" " déjà sanctionnés.....	5
" " devant être sanctionnés.....	121
Nombre d'avis de motions ayant rapport aux interpellations.....	253
" " " aux bills.....	101
" " " aux adresses et ordres.....	238
" " " aux comités.....	25
" " " aux résolutions.....	27
" " " à divers sujets.....	60
Total des avis de motions.....	704

La Chambre s'est formée en comité général sur résolutions.....	23 fois.
“ “ “ “ subsides.....	25 “
“ “ “ “ sur bills.....	170 “
Total.....	218 fois.

Nombre de rapports faits par des comités permanents et spéciaux :

Comité spécial chargé de préparer la liste des comités permanents.....	2
Comité spécial—école de médecine.....	1
Comité spécial—bill de pharmacie.....	1
Bills privés.....	19
Chemins de fer.....	12
Ordres permanents.....	10
Législation et lois expirantes.....	6
Comptes publics.....	3
Bibliothèque.....	2
Impressions.....	4
Privilèges et élections.....	2
Agriculture, immigration et colonisation.....	1
Industries.....	1
Total.....	64

M. Faucher de Saint-Maurice, du comité conjoint des deux Chambres, des impressions de la Législature, présente à la Chambre le quatrième rapport de ce comité, lequel est lu comme suit :

Votre comité a l'honneur de faire rapport qu'il recommande l'impression de la déposition de M. J. A. Mercier devant le comité des comptes publics.

Résolu, Que cette Chambre concoure dans ce rapport.

Et étant une heure P. M., M. l'Orateur ajourne la Chambre jusqu'à 3 heures P. M., cette après-midi, sans que la question ait été mise aux voix.

Trois heures P. M.

M. l'Orateur informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant :

Le Conseil législatif a passé le bill intitulé : “ Acte octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant, le 30 juin 1890, et le 30 juin 1891, et pour d'autres fins du service public,” sans amendement.

Un message est reçu de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, par Samuel Staunton Hatt, écuyer, Gentilhomme Huissier à la Verge Noire :

M. l'ORATEUR,

Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur m'a ordonné d'informer cette honorable Chambre que c'est le plaisir de Son Honneur que les membres de cette Chambre se rendent immédiatement auprès de Son Honneur, dans la salle des séances du Conseil législatif.

En conséquence, M. l'Orateur et la Chambre se rendent auprès de Son Honneur qui donne alors, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills publics et privés qui suivent :

B. Loi amendant "l'Acte pour incorporer les syndics de la société presbytérienne américaine de Montréal."

C. Loi confirmant la vente faite à Alfred Joyce d'un certain bien-fonds substitué, de feu Austin Adams.

D. Loi amendant les articles 3478 et 5253 des Statuts refondus de la province de Québec.

E. Loi amendant et refondant les lois organiques de la Corporation de la ville de Terrebonne.

G. Acte amendant la loi relative aux bazars et loteries dans la Province.

H. Acte pour amender le Code municipal.

2. Acte concernant le fonds de revenu et de placement d'éducation supérieure et amendant l'acte 51-52 Victoria, chapitre 13, intitulé : " Acte relatif au règlement de la question des Biens des Jésuites."

3. Acte amendant la loi des licences de Québec.

4. Acte amendant la loi électorale de Québec.

5. Acte amendant le titre troisième des Statuts refondus de la province de Québec relatif au Conseil Exécutif.

6. Acte amendant l'article 597 des Statuts refondus de la province de Québec relatif aux enquêtes sur les affaires publiques.

7. Acte amendant l'article 239 des Statuts refondus de la province de Québec, dans la loi électorale.

9. Acte amendant l'article 2507 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif aux magistrats de district.

10. Acte portant privilège aux pères ou mères de familles ayant douze enfants vivants.

11. Acte amendant la loi relative à la formation des sociétés de colonisation.

12. Acte concernant la protection des ponts de colonisation et autres.

13. Acte concernant la largeur des chemins et rues dans les cités, villes et villages.

14. Acte amendant la loi de l'instruction publique.

15. Acte concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, dans les divisions électorales de Montréal-Ouest, Montréal-Centre, Montréal-Est, Québec-Est, Drummond et Arthabaska, Rimouski, Chicoutimi et Saguenay.

16. Acte amendant la loi concernant les aliénés.

17. Acte expliquant la loi relative à la coupe du bois marchand, dans certains cas.

18. Acte amendant les lois relatives aux jurés et à l'indemnité des témoins de la Couronne.

19. Acte établissant, dans toute la province de Québec, un délai uniforme dans lequel les marguilliers doivent rendre compte aux fabriques.

21. Loi permettant à la Corporation du Collège Bishop de disposer d'un immeuble.

22. Loi modifiant l'Acte 14-15 Victoria, chapitre 176, concernant les biens temporels de l'église unie d'Angleterre et d'Irlande, dans le diocèse de Montréal.

23. Loi constituant en corporation la ville de Victoriaville, et érigeant la municipalité de la paroisse de Sainte-Victoire d'Arthabaska.

24. Loi autorisant la vente de certains immeubles substitués par Alpheus Kimpton et *uccor*.

26. Loi constituant en corporation la Compagnie de Montréal-Sud et de Longueuil.

27. Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de colonisation de Montfort.

28. Loi autorisant le conseil municipal de la paroisse de Saint-Raphaël de l'Île Bizard à construire un pont en fer.

29. Loi fusionnant la compagnie dite "*The Dominion Lime Company*" et la compagnie connue sous le nom de "*The Dudswell Lime and Marble Company*."

31. Loi concernant la partie démembrée de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

32. Loi autorisant M. Charles L. de Martigny, ès-qualité, et autres, à emprunter et à hypothéquer les immeubles de la succession de feu l'honorable Charles S. Rodier.

33. Loi constituant en corporation la "*Quebec and Boston Air Line Railway Company*."

34. Loi constituant la cité de Sainte-Cunégonde de Montréal, en corporation.

35. Loi autorisant dame Marie-Louise Priscille Benoit, et Philippe Benoit, ès-qualité, à hypothéquer certains immeubles substitués.

36. Loi constituant en corporation la Maison de charité de Sainte-Cunégonde.

37. Loi amendant la loi constituant en corporation la Société Bienveillante de Notre-Dame de Bonsecours, à Montréal (18 Vict., chap. 234), et la loi qui l'amende (34 Vict., chap. 54).

38. Loi constituant la ville de la Côte Saint-Louis en corporation.

39. Loi constituant la ville d'Acton en corporation.

41. Acte pour amender les articles 67, 68 et 69 du Code de procédure civile.

44. Acte pour amender la loi électorale de Québec.

47. Acte reconnaissant le diplôme de bachelier ès arts comme suffisant pour l'admission à l'étude des professions légale, notariale et médicale.

50. Acte amendant l'article 556 du Code de procédure civile, relatif à la saisie des meubles, tel qu'il se lit à l'article 5917 des Statuts refondus de la province de Québec, et modifié par l'acte 52 Vict., chap. 50.

54. Loi relative à la protection des personnes employées par des entrepreneurs de travaux de construction de chemins de fer autorisés par actes de la Législature de Québec.

56. Acte amendant la loi de chasse de Québec.

58. Acte pour annexer au comté de Rouville, à toutes fins quelconques, cette partie de la paroisse de Saint-Damase, dans le comté de Saint-Hyacinthe, qui a été annexée à la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, dans le comté de Rouville.

61. Loi constituant en corporation les Sœurs du Précieux Sang des Trois-Rivières.

62. Loi refondant et amendant la loi 32 Vict., chap. 91, qui constitue en corporation l'Union Saint-Joseph de Sorel.

64. Loi autorisant le bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal, à disposer de certaines propriétés immobilières et à ratifier et confirmer l'union des écoles dissidentes des ex-municipalités du village de Saint-Gabriel et de la ville de Saint-Jean-Baptiste avec la municipalité scolaire de la cité de Montréal.

65. Loi amendant les lois qui concernent la Corporation de la cité de Québec.

66. Loi refondant les lois relatives à la Corporation de la ville de Saint-Jean.

67. Loi constituant en corporation la ville de Bedford.

73. Loi incorporant la ville de la Côte Saint-Antoine.

74. Loi constituant en corporation l'Association des ouvriers de Lévis

75. Loi constituant en corporation le révérend Ambroise Fafard, prêtre, pour des fins de charité, sous le nom de l'Hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul.

76. Loi portant refonte de la loi organique de l'Union Saint-Joseph de Montréal, (19-20 Victoria., chap. 131), et des lois qui l'amendent.

77. Loi portant refonte de la loi organique de l'Union Saint-Pierre de Montréal (25 Vict., chap. 94), et des lois qui l'amendent.

78. Loi constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Lawrenceville et de l'Avenir.

79. Loi constituant en corporation la ville de Buckingham.

80. Loi constituant en corporation la Congrégation religieuse dite "*Benaï Jacob*."

81. Acte amendant la loi de pharmacie de Québec.

82. Loi amendant l'acte 48 Vict., chap. 78, relatif à la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix.

-
83. Loi concernant une certaine substitution créée par Joseph Beaupré et *uxor*.
 84. Loi autorisant l'évêque métropolitain de l'église d'Angleterre, de la province ecclésiastique du Canada, à conférer certains degrés en théologie dans la province de Québec.
 85. Loi amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer du Québec Central.
 86. Loi relative au changement de nom de la Corporation des Juifs portugais de Montréal en celui de la Corporation des Juifs espagnols et portugais, *Shearith Israël*, de Montréal, et modifiant l'acte qui la constitue en corporation.
 87. Loi modifiant la charte de la Compagnie d'emmagasinage de Montréal.
 88. Loi constituant en corporation civile l'Ecole vétérinaire française de Montréal.
 89. Loi constituant en corporation la Société italienne de secours mutuels de Montréal.
 90. Loi autorisant l'admission de Joseph Alfred Hamelin, docteur en médecine, au nombre des membres du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec.
 92. Loi constituant en corporation la Compagnie d'exposition de Montréal.
 93. Loi constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de la Pointe du Buisson.
 94. Loi amendant la charte de la cité de Montréal (1889).
 95. Loi amendant les divers actes concernant la Corporation de la cité des Trois-Rivières.
 96. Acte amendant la loi de l'agriculture et de la colonisation, au sujet des sociétés d'agriculture de district.
 100. Acte amendant le Code de procédure civile relatif aux matières sommaires.
 104. Acte à l'effet de légaliser les procédures faites au sujet de certaines tutelles et curatelles, par le greffier de la cour de circuit du comté de Chicoutimi.
 107. Acte amendant le Code de procédure civile de manière à permettre de prendre la preuve par sténographie dans les causes *ex-arte*.
 114. Loi constituant en corporation l'école culinaire de Montréal.
 115. Loi constituant en corporation la Société bienveillante Saint-Roch.
 118. Loi remettant en force et amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de Saint-Jean et Sorel et ses amendements.
 119. Loi constituant en corporation *The Women's Christian Temperance Union of the Province of Quebec*.
 127. Acte amendant le Code civil, relatif aux certificats d'enregistrement, dans certains cas.
 130. Acte amendant l'article 2320 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif aux juges de la cour supérieure.
 132. Acte pour amender le Code municipal.
 133. Acte amendant l'article 3026 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif aux employés dans les manufactures.
 137. Loi autorisant les exécuteurs testamentaires de feu Alexander M. DeLisle à transporter les hypothèques actuelles d'une partie des biens de la succession, sur d'autres parties, selon qu'il pourra être plus avantageux à cette succession.
 138. Acte amendant le Code de procédure civile, relativement à la cour des commissaires.
 139. Loi autorisant la vente de certains biens-fonds substitués par le testament de feu John M. Stackhouse.
 141. Acte concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, pour la division électorale de Wolfe et Richmond.
 145. Acte concernant le droit de voter, la préparation des listes électorales et pour amender la formule du serment et autres fins.
 146. Loi constituant en corporation la ville de Magog, et régularisant l'administration des affaires scolaires de cette ville.
 147. Acte pour détacher les paroisses de St-Michel des Saints, Saint-Gabriel de Brandon, Saint-Damien et les territoires non organisés dans le comté de Berthier, du district de Richelieu, et les annexer au district de Joliette pour les fins judiciaires.

152. Acte pour amender l'article 1997 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant l'élection des commissaires d'écoles.

154. Acte amendant l'article 1618 des Statuts refondus de la province de Québec, relatif à la formation des sociétés d'agriculture.

155. Acte amendant la loi concernant la pension de retraite des officiers publics.

157. Acte pour amender les articles 621, 624 et 631 du Code de procédure civile, relatifs à la saisie après jugement.

159. Acte amendant la loi des licences de Québec.

160. Acte amendant la loi relative à la Corporation des huissiers du district de Montréal et au cautionnement qu'ils doivent fournir.

161. Acte pour amender la loi des licences de Québec, concernant le droit sur le prix de vente à l'encan.

162. Acte constituant en corporation la Société belge de bienfaisance et de protection pour les immigrants.

163. Acte relatif à certaines procédures faites devant la cour de magistrats du district de Montréal et à l'exécution des jugements de ce même tribunal.

165. Acte pour valider certains registres de l'état civil.

167. Acte pour amender la loi concernant la protection des employés dans les manufactures.

168. Acte pour amender un acte de la présente session, intitulé : " Acte amendant les lois relatives aux jurés et à l'indemnité des témoins de la Couronne."

169. Acte amendant la loi concernant les concours provinciaux d'agriculture et les distinctions provinciales de mérite agricole.

173. Acte pour amender le Code de procédure civile, relatif à la cession de biens.

174. Acte pour amender l'article 3414 des Statuts refondus de la province de Québec.

179. Acte pour amender l'acte passé dans la présente session, sous le No. 14, intitulé : "Acte amendant la loi de l'instruction publique."

180. Acte concernant la Société d'agriculture No. 5, du comté de Gaspé.

181. Acte à l'effet d'étendre les dispositions de l'article 2175 du Code civil, relativement à certaines subdivisions cadastrales.

182. Acte concernant les subventions de certains chemins de fer.

183. Acte amendant l'article 241 des Statuts refondus de la province de Québec, relativement aux officiers-rapporteurs.

184. Acte pour amender un acte de la présente session portant le No. 31 et intitulé : " Loi concernant la partie démembrée de la paroisse Saint-Jean-Baptiste de Montréal."

187. Acte pour amender la loi concernant l'instruction publique.

188. Acte pour amender le Code de procédure civile, relativement aux enquêtes.

189. Acte concernant la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à ou près de Québec.

191. Acte concernant la conversion en argent des subventions en terres à des compagnies de chemins de fer.

Le titre du bill suivant est alors lu : " (No. 25). Loi légalisant le mariage et le contrat de mariage de Aimé Bourassa et Dame Purissima Robert."

A ce bill, le Greffier du Conseil législatif, par ordre de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, dit : Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur réserve ce bill pour la signification du plaisir de Son Excellence le Gouverneur-Général.

Alors l'honorable Orateur de l'Assemblée législative adresse la parole à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, comme suit :

“ Qu'il plaise à Votre Honneur :

“ Au nom de l'Assemblée législative de la province de Québec, je présente un bill (No. 53) intitulé: “ Acte pour octroyer à Sa Majesté, les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1890 et le 30 juin 1891, et pour d'autres fins du service public,” lequel je prie humblement Votre Honneur de vouloir bien sanctionner.”

A ce bill la sanction Royale a été donnée dans les termes suivants :

“ Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur remercie ses loyaux sujets, accepte leur bienveillance et sanctionne ce bill.”

Après quoi, il a plu à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur d'adresser aux deux Chambres le discours suivant :

*Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,*

Je viens sanctionner, au nom de Sa Majesté, les nombreux actes que vous avez adoptés durant cette session, et vous remercie du zèle et de l'intelligence que vous avez mis dans l'exécution de vos travaux parlementaires.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous avez voté généreusement les crédits qui vous ont été demandés pour les différentes branches du service public ; je vous en remercie, et je verrai à ce que les sommes mises à la disposition du gouvernement soient employées avec économie et suivant la loi.

*Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,*

Au nom de Sa Majesté, je mets fin à vos travaux, vous relève de vos devoirs parlementaires, et vous prie d'accepter les vœux que je fais pour le bonheur de chacun de vous, de vos familles et la prospérité de cette province.

Alors l'honorable Orateur du Conseil législatif dit :

*Honorables Messieurs du Conseil législatif,
Messieurs de l'Assemblée législative,*

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, que cette Législature soit prorogée à lundi, le douzième jour de mai prochain, pour être ici tenue ; et cette Législature provinciale est, en conséquence, prorogée à lundi, le douze de mai prochain.

ANNEXES

LISTE DES ANNEXES, 1890

No. 1.—Mémoire relatif à la révision des bills privés.

No. 2.—Second rapport du Comité Spécial permanent des privilèges et élections au sujet de la déclaration de M. LeBlanc.

ANNEXE (No 1.)

MÉMOIRE

RELATIF A LA RÉVISION DES BILLS PRIVÉS

A l'honorable président et à MM. les membres du comité des bills privés.

Votre dix-huitième rapport, déposé sur le bureau de la Chambre, le 25 février dernier, contient ce qui suit :

“ Votre comité est d'opinion que, s'il en juge par l'expérience de ces deux dernières années, le système de révision des bills privés n'a pas démontré l'utilité à laquelle on s'attendait ; et votre comité recommande respectueusement à votre honorable Chambre “ que ce système soit discontinué.”

Il est vrai que cette opinion porte sur le système, et non sur les fonctionnaires chargés de le mettre en application. Ces derniers ont cependant intérêt à être entendus ; et, fiers d'être les officiers des représentants de la province, et de concourir à leurs importants travaux, dans la limite de leurs attributions, ils osent espérer que votre comité voudra bien prendre en considération les observations suivantes, présentées par le sous signé, tant en son nom qu'au nom de son collègue, lesquelles tendent à démontrer :

- 1° Que le système de révision des bills privés n'en est qu'à sa période d'épreuve ;
- 2° Qu'il a déjà produit d'excellents résultats ;
- 3° Que s'il n'a pas encore produit tous les résultats qu'on est en droit d'en attendre, cela est dû au manque de règlements.

I

A la séance de la Chambre du 21 juin 1888, M. Lafontaine, député de Napierville, déposait le 14e rapport du comité des bills privés, recommandant à la Chambre, que, vu la dépense qu'entraîne la législation privée, et vu la nécessité de faire reviser avec soin les bills privés, le dépôt soit fixé à \$200, et que le gouvernement soit autorisé de s'assurer à cette fin les services sessionnels de deux personnes compétentes à être payées à même les dépôts (voir Journaux de l'Assemblée Législative de 1888, P. 222.)

Le 23 du même mois, la Chambre concourt dans ce rapport (Id, P. 246.)

Le 27 du même mois, un comité spécial est formé, composé des honorables MM. Mercier, Turcotte, Gagnon, Taillon, Blanchet, Lynch, et de MM. Cameron et Lafontaine, avec instruction de collaborer avec l'orateur à la revision des règlements de la Chambre, concernant les bills privés, et de prendre en considération les recommandations contenues dans le 14e rapport précité (Id, P. 261.)

C'est sur ces procédures que repose le système de révision. La Législature s'est évidemment inspirée de la procédure qui existe en Angleterre, où, avant de s'arrêter à la révision par des *examiners*, on avait essayé depuis bien longtemps de parer aux inconvénients inhérents à la marche de la législation privée, au moyen de commissions spéciales, ou de tribunaux d'exception, etc., etc. Le système de révision donne maintenant pleine satisfaction en Angleterre, où il est l'objet d'une organisation mûre et complète (Voir à ce sujet, entre autres auteurs, *Clifford, History of private bills legislation.*)

Comme on peut s'en convaincre, par l'auteur sus-mentionné, ce n'est qu'après une expérience de huit ans, de 1847 à 1855, que la Législature en Angleterre s'est déterminée à se prononcer définitivement sur le mérite de la révision, en donnant de nouveaux pouvoirs aux examinateurs, qui étaient alors Erskine May et Samuel Smith.

Ici, le système n'est en application que depuis deux ans. Il en est encore à sa période d'épreuve, comme je le démontrerai plus loin, et il a déjà rendu des services appréciables ; je soumetts humblement qu'en adoptant des règlements pour définir exactement les attributions des réviseurs, le système fonctionnera de mieux en mieux.

II

La loi, qui trace la ligne de conduite du citoyen, doit être claire et précise. Un mot équivoque, une expression impropre, une virgule mal placée, peuvent rendre la loi obscure, constituer un piège, soulever des procès. Dans ces circonstances, la loi perd le caractère solennel qui commande le respect nécessaire au bien-être public.

Aussi, dans tous les pays, l'Etat entoure d'un soin tout particulier la préparation et la rédaction des lois.

Avant la nomination de réviseurs de bills privés, ces bills étaient imprimés tels qu'ils étaient reçus des mains des promoteurs. Plusieurs étaient bien préparés. Mais ne peut-on pas dire que la généralité étaient dressés sous une forme tout-à-fait incorrecte, et absolument dénués des qualités exigées pour le style législatif, c'est-à-dire la force, la clarté, la précision. Non-seulement le style était affreux, délayé ; non-seulement la grammaire, la syntaxe étaient cruellement traités, mais parfois le bon sens, les notions même élémentaires du droit étaient méconnues ; et parfois aussi, on renvoyait à des lois abrogées.

Sous ce rapport, une réforme s'imposait d'elle-même.

D'un autre côté, il existe des lois générales applicables aux chemins de fer, aux compagnies par actions, aux municipalités de ville. Pour simplifier les travaux législatifs, pour rendre uniformes les lois constitutives particulières, ainsi que la jurisprudence qui s'y rapporte, il était nécessaire d'exercer un contrôle efficace sur les différents projets qui comportaient, sur le même point, les dispositions les plus diverses, les plus disparates, et de chercher à ramener ces projets, autant que possible, à un type unique, clair et lucide, et complet.

C'est la pensée qui a inspiré les réviseurs dès le début. Leur tâche était énorme. Dès la première session, ils avaient devant eux une centaine de bills, dont la plupart étaient à refaire. La même chose cette année. Il était matériellement impossible de dresser tous ces projets dans une forme parfaite, sans retarder les travaux législatifs, et sans renvoyer plusieurs bills à une autre session. Il a fallu procéder de suite.

Dès la première année, les réviseurs se sont appliqués à *dégrossir* les bills, à en faire disparaître les rugosités les plus apparentes. La deuxième année (cette année), ils ont continué le travail d'épuration, d'amélioration, en s'attachant plus particulièrement à une certaine catégorie de bills, les bills de chemin de fer et de compagnies à fonds social, auxquels ils se flattent d'avoir fait faire un grand pas dans la voie du perfectionnement. Une autre année, ils se proposent de donner des soins tout spéciaux aux bills constitutifs des villes, qui ont, eux aussi, été déjà fort améliorés.

De cette façon, avec l'assistance de votre comité, on arrivera graduellement à avoir une excellente législation privée.

Je le répète, pour obtenir les résultats acquis, les réviseurs ont dû se livrer à un travail plus considérable qu'on pourrait le croire. La plupart du temps, il a fallu refaire les projets manuscrits, en modifier la forme, disposer les matières sur un autre plan, changer les expressions et les phrases vicieuses, et elles étaient nombreuses ! Il a fallu consulter non seulement les lois et les codes, mais aussi les dictionnaires et les ouvrages spéciaux. J'affirme que ce travail a grandement soulagé votre comité, et qu'il lui a épargné beaucoup de temps.

Afin de mettre votre comité en mesure de constater l'exactitude de ces assertions, il n'a qu'à comparer les projets soumis avec les bills révisés, ainsi que ces derniers avec les bills analogues qui se trouvent dans les statuts passés avant l'établissement du système de révision. Cette comparaison parlera éloquentement en faveur de la révision, et prouvera, je n'ai aucun doute, que les résultats obtenus sont déjà considérables.

III

Les considérations qui précèdent font voir clairement les excellents résultats que produira la révision ; et j'ai toute confiance, honorables messieurs, qu'après toutes considérations, vous en viendrez définitivement à la conclusion émise dans ce mémoire.

Ces résultats auraient pu être quelque peu meilleurs dès cette année si, au lieu d'être laissés à leur propre initiative, les réviseurs avaient eu, pour les guider dans leurs travaux, des règlements qui les eussent mis à l'abri d'opinions et d'appréciations contradictoires. Craignant d'agir arbitrairement dans l'application des règlements de la Chambre, et pour éviter des censures, ils préféraient donner une large interprétation à ces règlements.

En général, tous les bills ont été arrangés conformément aux règlements et aux lois générales. Il n'y aurait guère que celui de la ville de Saint-Jean qui ne serait pas conforme au § 2 de l'article 57 des règlements de la Chambre, et à l'article 4178 des Statuts refondus. Ces dispositions sont *obligatoires* pour les villes, tandis qu'elles ne sont que *facultatives* pour les cités, qui ont la faculté de s'y soumettre, ou de ne pas s'y soumettre. De sorte que le bill de la cité de Sainte-Cunégonde est conforme.

Quant au bill de Saint-Jean, il n'y a aucun règlement qui autorise les réviseurs à prendre communication de la pétition qui, aux termes du dit § 2 de l'article 57 des règlements, pouvaient alléguer des raisons spéciales pour justifier l'introduction dans le bill de dispositions autres que celles de la loi générale. En Angleterre, l'examen des pétitions est du ressort des *examiners*.

Au surplus, les promoteurs insistaient pour avoir une charte distincte ; ils prétendaient qu'ils avaient des raisons spéciales pour insister ; qu'il s'agissait simplement d'une refonte de leur charte, qui était déjà complète pareille-même. En face de ces faits, et à défaut de tout règlement, que restait-il à faire aux réviseurs ? Renvoyer le bill aux promoteurs ? C'eût été bien plus commode pour eux, mais n'aurait-on pas crié à l'arbitraire ? Le réviseur a cru devoir s'imposer un lourd surcroît de travail pour corriger le bill sans le réduire beaucoup, en attendant qu'il reçoive des instructions spéciales du comité pour l'avenir.

Il faut en dire autant pour le bill de Terrebonne, introduit au Conseil. Je dois ajouter, quand au bill de St-Jean, que l'un des honorables membres de votre comité, mais, par moi au courant des circonstances, m'a permis de l'envoyer à l'impression sous la forme qu'il a.

Permettez-moi, Messieurs, de faire une remarque et une suggestion. Les villes se plaignent qu'il n'est guère praticable de référer à la loi générale des villes contenues dans les Statuts refondus, parce que ces Statuts ne se trouvent pas à la portée des conseillers. Le remède consisterait à faire imprimer, sous les auspices de la Législature, une édition

portative, officielle et authentique de la loi générale des corporations de ville. Chaque corporation, constituée en vertu de cette loi, pourrait s'en procurer à peu de frais un certain nombre d'exemplaires ; et un grand inconvénient cesserait d'exister

IV

En terminant, je prendrai la liberté de constater que, au point de vue pécuniaire, le système de révision est excellent : non seulement il ne coûte rien au pays, puisque les frais sont soldés au moyen d'une augmentation du dépôt ; mais les promoteurs eux-mêmes retirent un avantage au moins équivalent à cette augmentation, par le fait que leurs projets sont soumis à une attention particulière et passent dans les Statuts sous une forme beaucoup plus claire et supérieure à tous les points de vue, du moins dans la plupart des cas.

Le tout humblement soumis,

(Signé)

LÉON LORRAIN,

Reviser des bills privés

Assemblée Législative, }
Québec, 12 mars 1890. }

ANNEXE (No 2).

ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Québec, 27 mars 1890.

Rapport du comité spécial permanent des privilèges et élections au sujet de la déclaration faite par Pierre Evariste LeBlanc, écr., député à l'Assemblée législative de la province de Québec, pour le district électoral de Laval, le 17 mars 1890.

Votre comité a l'honneur de faire rapport :

Qu'il a examiné la dite déclaration, suivant l'ordre de cette Chambre, laquelle déclaration est dans les termes suivants :

Pierre Evariste LeBlanc, député à l'Assemblée législative de la province de Québec pour le district électoral de Laval, fait, son siège la déclaration suivante :

Que, dans le mois de septembre 1887, Francis Gourdeau, de la cité d'Ottawa, comptable au département de la marine, fit savoir à Owen Murphy, écuyer, de la cité de Québec, député pour le district électoral de Québec-Ouest, qu'une certaine propriété située près de la ville de Hull, sur la rivière Ottawa, dans la province de Québec, et appartenant à la Couronne, pourrait être acquise à bas prix du gouvernement de la province de Québec et revendue à profit ;

Que, dans le dit temps, le dit Gourdeau demanda au dit Murphy s'il était disposé à s'en rendre acquéreur, en société avec lui le dit Gourdeau, avec la stipulation expresse que chaque partie aurait la moitié des profits à être réalisés ;

Que, dans le dit mois de septembre 1887, le dit Owen Murphy, répondit par télégramme, au dit Gourdeau de commencer immédiatement les négociations ;

Qu'après avoir localisé la dite propriété, le dit Owen Murphy s'adressa au département des terres de la Couronne pour s'en faire octroyer la patente ;

Que, pour faire la dite demande au département des terres de la Couronne, le dit Owen Murphy se servit de l'intermédiaire d'un nommé George N. Rowe ;

Que, dans le dit mois de septembre 1887, L. L. Rivard, surintendant du domaine de la Couronne, fut chargé par le département des terres de la Couronne, de faire l'évaluation de la dite propriété connue sous le nom de "Table-Rock", et de faire un rapport ;

Que le dit L. L. Rivard, après avoir visité la dite propriété, fit le rapport suivant :

" Québec, 28 septembre 1887.

" Honorable P. Garneau, C. T. C.

" Monsieur,

" Sur l'ordre que vous m'en avez donné, je me suis transporté mardi, le vingt, du courant, dans la ville de Hull, où, en compagnie de M. Farley, l'agent des terres du lieu, j'ai fait un examen minutieux d'une propriété appartenant au gouvernement de la province de Québec, connue sous le nom de " Table-Rock," faisant partie du lit de la rivière Ottawa, près de la chute de la Chaudière, à l'ouest du pont suspendu (Chaudière suspended bridge); de laquelle propriété qui contiendrait environ 300 pieds sur 500, M. Geo. N. Rowe désire faire l'acquisition, comme il appert par sa lettre du seize courant.

" Sans entrer dans de longs détails, je puis dire, ce que personne n'ignore d'ailleurs, que tout terrain qui en cet endroit peut être utilisé comme site de moulin, est d'une valeur considérable, vu l'immense pouvoir d'eau offert par la chute de la Chaudière; témoins les nombreuses, grandes et prospères scieries, usines et manufactures qui couvrent les deux côtés de la rivière, j'est-à-dire tant du côté de Hull que de celui d'Ottawa.

" Le " Table-Rock," offre d'immenses avantages pour l'exploitation du pouvoir d'eau produit par la chute en question, et n'est pas en conséquence d'une médiocre valeur.

" Je sais bien que la valeur intrinsèque de ce lot, qui à vrai dire, n'est qu'un simple rocher, est nulle, mais vu la position de cette propriété, je crois devoir l'assimiler quant à la valeur réelle, aux lots de grève ordinaire que l'on vend pour la construction des quais, lesquels ne doivent leur vraie valeur qu'à leur position relative, eu égard aux avantages qu'ils offrent pour la navigation et le commerce. Or, un lot de grève bien situé n'est pas évalué à moins de quatre centins le pied; à mon avis, le " Table-Rock " ne vaut pas moins.

" Humblement soumis,

(Signé) L. L. RIVARD.

Sur. D. C.

" P. S. Je ne crois pas hors de propos d'attirer l'attention du département sur un fait que j'ai déjà eu l'honneur de lui signaler dans mon rapport du 31 octobre 1882 savoir: Les propriétaires des scieries, usines, manufactures, qui existent sur les bords de la rivière d'Ottawa, du côté nord dans la ville de Hull, occupent depuis longtemps des terrains qui font partie du lit de la rivière, et appartiennent par conséquent au gouvernement de cette province; les quais, digues, dalles et autres constructions qui dépendent de ces moulins, se projetant et empiétant largement sur le domaine de la Couronne sans titres aucuns. Ne serait-il pas à propos de s'occuper de cette question?

(Signé) L. L. RIVARD.

" Vraie copie.

D. B.

L. D.

Que la superficie réelle de la dite propriété est de 194,000 pieds, tel qu'il appert par une lettre du dit L. L. Rivard, en date du 25 novembre 1887, ce qui, à raison de quatre cents du pied, donne à la dite propriété une valeur de \$7,776.00;

Que, dans le mois de septembre 1887, l'honorable P. Garneau était commissaire des terres de la Couronne;

Que, vers le mois d'octobre 1887, le dit honorable P. Garneau partit pour l'Europe, que pendant son absence, l'honorable Arthur Turcotte, maintenant procureur-général de cette province, a agi comme commissaire des terres de la Couronne ;

Que, sur les instances du dit Owen Murphy, le dit honorable Arthur Turcotte fit faire, le ou vers le cinq novembre 1887, une nouvelle évaluation par un nommé Joseph Rosa, ingénieur civil, lequel, sans visiter les lieux, fit le rapport suivant :

" Québec, 5 novembre 1887.

" E. E. Taché, Ecr.,

député ministre,

Ministère des terres de la Couronne de la province de Québec.

" Monsieur,

" En réponse à votre demande concernant la valeur de la propriété connue sous le nom de "Table Rock," située dans le lit de la rivière d'Ottawa, au-dessus de la chute de la Chaudière, à l'ouest du pont suspendu, &c., j'ai l'honneur de vous faire rapport qu'après avoir pris connaissance des documents et examiné le plan que vous m'avez soumis &c., vu les travaux considérables qu'il faut faire pour construire un moulin, une usine ou manufacture, parce que ce rocher est couvert de plusieurs pieds d'eau le printemps, et qu'alors le courant y est très fort par sa proximité de la chute, &c., dans mon humble opinion, le terrain désigné sur le plan que vous m'avez transmis et marqué A. B. C. D. E. et F. au crayon vaut de deux à deux cents et demi le pied en superficie, de \$3,000.00 à \$3,750.00, le tout, vu sa position et les travaux à faire et leur entretien.....

" Humblement soumis,

" J'ai l'honneur d'être,

" Monsieur,

" Votre humble serviteur,

(Signé) " JOSEPH ROSA,

" I. C."

Que, le ou vers le 10 janvier 1888, le dit Owen Murphy obtint et fit émaner au nom du dit George N. Rowe une patente pour la dite propriété connue sous le nom de "Table Rock" ;

Que le prix stipulé dans la dite patente était de \$3,000, payables par versements annuels de \$600, plus \$100 pour la patente ;

Que, subséquemment, le dit Owen Murphy se rendit en la cité d'Ottawa pour visiter la dite propriété ;

Que, lors de sa dite visite à Ottawa et subséquemment à Québec, le dit Owen Murphy déclara qu'il avait été obligé de payer comme bonus pour obtenir la dite patente, et en sus des \$3,000 stipulées, comme prix de vente, une autre somme de \$3,000 et fit comprendre au dit Gourdeau que le dit bonus avait été payé au dit honorable Arthur Turcotte ;

Que, subséquemment un nommé Bate offrit au dit Owen Murphy de se rendre acquéreur de la dite propriété pour le prix de \$6,000, ce que le dit Owen Murphy refusa ;

Que, dans le mois de septembre 1888, le dit Francis Gourdeau trouva un acquéreur pour la dite propriété au prix de \$12,000 et en fit part au dit Owen Murphy, et que, le ou vers le 12 septembre 1888, le dit Murphy, en la cité de Montréal, vendit la dite propriété à un nommé Hurdman, pour la dite somme de \$12,000 payables comptant ;

• Que, sous prétexte que le dit Owen Murphy avait été obligé de payer le dit bonus de \$3,000, pour l'obtention de la dite patente, et malgré les conventions faites en septembre 1887, en vertu desquelles le dit Francis Gourdeau devait avoir la moitié des profits réalisés, le dit Owen Murphy ne voulut allouer et remettre au dit Francis Gourdeau qu'une somme de \$1,900 ;

Que, subséquemment, en janvier 1889, le dit Francis Gourdeau ayant appris des diverses personnes que le dit Owen Murphy n'avait pas payé le dit bonus de \$3,000, menaça le dit Owen Murphy de poursuites judiciaires pour se faire remettre la balance de la part à lui revenant ;

Que, sur les entrefaites, le ou vers le 7 mars 1889, le dit Owen Murphy fit remettre au dit Francis Gourdeau la somme de \$1,000, à deux conditions : 1. Que lui Gourdeau remit au dit Murphy toute correspondance échangée entre eux au sujet de l'achat de la dite propriété ; et 2. Que le dit Gourdeau signât un écrit déclarant que le dit Murphy ne lui avait jamais dit qu'il avait été obligé de payer le dit bonus de \$3,000 à l'honorable Arthur Turcotte ;

Que, quoique protestant que le dit Murphy lui avait déclaré, tant verbalement que par écrit, à maintes reprises, qu'il avait été obligé de payer le dit bonus, le dit Gourdeau signa le dit écrit, remit au dit Murphy toute la correspondance et reçut la dite somme de \$1,000 ;

Que la dite propriété connue sous le nom de " Table Rock ", était, lors des faits plus haut récités, et est encore d'une valeur dépassant de beaucoup le prix mentionné dans la patente, savoir : d'une valeur d'au moins \$30,000 ;

Que le dit Pierre Evariste LeBlanc déclare de plus qu'il est informé d'une manière croyable et se croit sincèrement en état d'établir que le dit Owen Murphy a profité de sa position de membre de cette Chambre et de son influence auprès du dit honorable Arthur Turcotte, pour se faire concéder, sous le nom de George N. Rowe, pour la somme de \$3,000 une propriété appartenant à la Couronne d'une valeur beaucoup plus grande, faisant ainsi perdre à la Couronne une somme considérable ;

Que le dit Owen Murphy a déclaré que, pour obtenir la dite patente ou le dit octroi, il avait été obligé de payer à un des membres de l'exécutif de cette province un bonus de \$3,000 ; que si la déclaration du dit Owen Murphy, qu'il avait été obligé de payer le dit bonus est fausse, une telle conduite le rendrait indigne de siéger en cette Chambre, tandis que si elle est vraie, elle rendrait les deux députés savoir : le dit honorable A. Turcotte et le dit Owen Murphy indigne de siéger en cette Chambre et que, dans toute cette affaire, les intérêts de la province ont été sacrifiés.

Chargé de s'enquérir de la vérité de ces allégations, votre comité a entendu un grand nombre de témoins et a donné à l'accusateur la plus ample latitude pour lui permettre de prouver ses avancés.

La propriété au sujet de laquelle cette affaire a originé est connue sous le nom de " Table Rock." Elle est située au pied des chutes de la Chaudière, près de la ville de Hull, sur la rivière Ottawa.

La valeur de cette propriété est diversement appréciée par les témoins. Dans ce cas-ci, comme dans tous ceux qui sont soumis à une enquête judiciaire, des témoins de part et d'autres ont été produits, qui diffèrent énormément, quant à leur estimation de la propriété : les uns ont juré qu'elle valait jusqu'à \$40,000, non pas par elle-même, mais à cause de l'endroit où elle est située, et qui peut être utilisée comme pouvoir d'eau. D'autres témoins ont déclaré que la propriété ne valait pas plus que le montant pour lequel elle a été vendue.

Votre comité ne croit pas devoir se prononcer sur la valeur de cette propriété, car cette question n'aurait d'importance que si les accusations du député de Laval, quant à la manière dont elle avait été vendue, avaient été prouvées.

Votre comité n'a pas considéré qu'il était chargé de s'enquérir si le gouvernement avait vendu une propriété pour un prix moindre que celui qu'elle valait, mais que sa mission consistait simplement à faire rapport si la vente avait été faite pour le prix allégué, grâce à des manœuvres frauduleuses et condamnables.

Au reste, M. E. E. Taché, assistant-commissaire des terres de la Couronne, un homme qui occupe cette position depuis 22 ans, a rassuré votre comité sur la question de la valeur du Table Rock. Son témoignage nous a paru être d'une justification complète de la vente au prix pour lequel elle a eu lieu.

Les titres de cette propriété étaient révoqués en doute par tous les propriétaires de moulins à cet endroit. La province n'avait jamais eu d'offre pour cette propriété qui ne lui donnait aucun revenu, et qui ne pouvait être utilisé, dans tous les cas, qu'avec une dépense de \$15 à 20.000.

M. Rosa, sur l'estimation duquel on s'est basé pour arrêter le prix de vente, est, de l'admission de tous, un homme compétent, honnête sur le rapport duquel on avait raison de s'appuyer. Il est de plus employé, presque constamment, par le gouvernement fédéral.

Son nom a été suggéré par M. Taché lui-même, à cause des connaissances pratiques de M. Rosa, et par suite du fait qu'il connaissait bien cette propriété, ayant demeuré très longtemps à Ottawa. M. Taillon, chef de l'opposition, a d'ailleurs déclaré, dans le cours de l'enquête, que l'opposition n'avait jamais eu l'intention d'attaquer le caractère de M. Rosa, ni quant à son honnêteté, ni quant à sa compétence, et qu'elle n'entendait pas contredire le témoignage de M. Taché, sur ce point.

Avant d'entrer dans le mérite des accusations portées contre M. Murphy, votre comité croit devoir déclarer qu'il a été surabondamment prouvé que la conduite, dans cette affaire, de l'honorable Arthur Turcotte, a été parfaitement honorable et sans reproche, sous tous les rapports, et nous croyons de notre devoir de déclarer, de la manière la plus formelle, que la réputation de l'honorable procureur général sort de cette enquête parfaitement intacte. Non seulement l'honorable Arthur Turcotte n'a rien reçu, comme la déclaration de M. LeBlanc l'insinuait, d'une manière très regrettable, mais celui-ci admet qu'il n'y a aucune preuve devant lui, et qu'il ne croit pas que l'honorable M. Turcotte ait reçu la somme de \$3,000 relativement à cette affaire, et M. Gasgrain, député du comté de Québec, qui a conduit les procédures contre M. Murphy, devant le comité, a déclaré, sous serment, qu'il ne croyait pas que l'honorable Arthur Turcotte eût reçu un sou dans cette transaction, et a même déclaré qu'ils n'avaient jamais soupçonné l'hon. M. Turcotte, à ce sujet.

Votre comité croit devoir féliciter le pays de ce premier résultat qui établit d'une manière parfaite qu'il n'y a aucun reproche à faire ni à l'honorable procureur général, ni à aucun membre de l'exécutif, au sujet de la vente du Table Rock.

Il nous reste maintenant à considérer les deux accusations portées contre M. Murphy, à savoir :

"1. Que le dit Owen Murphy a profité de sa position de membre de cette Chambre et de son influence auprès du dit honorable Arthur Turcotte pour se faire concéder, sous le nom de George N. Rowe pour la somme de \$3,000, une propriété appartenant à la Couronne, d'une valeur beaucoup plus grande, faisant ainsi perdre à la Couronne une somme considérable."

"2. Que le dit Owen Murphy a déclaré que, pour obtenir la dite patente ou le dit octroi, il avait été obligé de payer à un des membres de l'exécutif de cette province, un bonus de \$3,000."

PREMIÈRE ACCUSATION.

"Que le dit Owen Murphy a profité de sa position de membre de cette Chambre et de son influence auprès du dit honorable Arthur Turcotte pour se faire concéder, sous

“ le nom de George N. Rowe, pour la somme de \$3,000, une propriété appartenant à la Couronne, d'une valeur beaucoup plus grande, faisant ainsi perdre à la Couronne une somme considérable.”

Il est démontré d'une manière indéniable que l'achat du Table Rock a été négocié par M. Owen Murphy et par son avocat ; que M. Geo. N. Rowe n'était qu'un prête-nom ; que l'acheteur réel était M. Murphy.

Nous ne voyons dans ce fait rien de condamnable au point de vue des intérêts publics, car nous croyons qu'un membre de la Chambre peut, comme tout autre personne, se porter acquéreur d'une propriété publique, soit en son nom, soit au nom d'un autre, si la chose, du reste, est faite régulièrement et sans fraude.

La question à considérer pour votre comité est celle-ci :

M. Murphy a-t-il indûment profité de son influence et de sa position pour arriver à son but ?

Nous sommes d'opinion, d'abord, que s'il avait voulu profiter de sa position il se serait porté acquéreur de la propriété lui-même, au lieu de la faire concéder au nommé Rowe.

Le fait que M. Murphy est un député qui supporte le gouvernement aurait peut-être à lui seul, pu être considéré, dans l'esprit de l'acheteur, comme un fait qui aurait influencé la décision du ministre. Dans tous les cas, non seulement M. Murphy n'a pas voulu acheter en son nom personnel, mais il n'a aucunement abusé ni indûment profité de sa position de membre de la Chambre pour arriver à son but. Nous devons déclarer que l'on a même pas tenté de faire la preuve de cette partie de l'accusation. Il est regrettable, donc, que cette accusation ait été portée, puisque l'accusateur lui-même n'a pas tenté de la justifier d'une manière sérieuse.

Malgré qu'il n'y ait eu aucune preuve à l'appui de cette accusation, M. Murphy a cru devoir la nier sous serment, de la manière la plus positive. L'honorable M. Turcotte lui-même a fait la déclaration suivante, qui l'exonère complètement, et l'ensemble de la preuve paraît établir de la manière la plus formelle possible que l'accusation était injuste et vexatoire, et qu'elle doit être considérée comme telle par la Chambre.

Voici la déclaration de l'honorable M. Turcotte :

“ Je, Arthur Turcotte, de la cité des Trois-Rivières, procureur-général de cette province, déclare que j'ai lu la déclaration faite à la Chambre d'Assemblée par M. P. LeBlanc, député de Laval, le 11 mars dernier, par laquelle il est allégué que M. Owen Murphy, M. P. P., de Québec-Ouest, a déclaré qu'il m'avait payé pour mon avantage et bénéfice personnel la somme de \$3,000, dans le but d'exercer une pression abusive sur ma manière d'agir lors de la vente de la propriété connue sous le nom de Table Rock, faite à un M. Rowe, par le gouvernement de cette province en janvier 1888.

“ Et, je déclare que jamais, à quelque époque que ce soit, soit lors de la vente de cette propriété, avant ou après, je n'ai cherché, directement ou indirectement à obtenir pour moi ou pour d'autres personnes agissant pour moi, le paiement d'aucune somme quelconque du dit Owen Murphy, ou de toute autre personne.

“ Que jamais, ni directement ou indirectement, je n'ai reçu du dit Owen Murphy, ni d'aucune autre personne le paiement ou la promesse de paiement de la dite somme de \$3,000, ou de toute autre somme quelconque, tel qu'il est allégué dans la déclaration du dit M. Le Blanc.

“ Je déclare de plus que je n'ai pas été influencé d'une manière corruptrice et qu'aucune tentative n'a été faite pour me corrompre par le dit Owen Murphy, ou par toute autre personne relativement à la vente de la dite propriété.

“ Et, je déclare de plus que dans tout le cours des négociations qui ont eu pour résultat la vente de cette propriété, connue sous le nom de Table Rock, je n'ai été guidé que par le seul désir de protéger et de servir les intérêts de la province.”

SECONDE ACCUSATION.

Voici les termes précis de cette accusation :

“ Que le dit Owen Murphy a déclaré que, pour obtenir la dite patente ou le dit octroi, il avait été obligé de payer à un des membres de l'Exécutif de cette province, “ un bonus de \$3,000.”

Cette accusation, comme la première, n'est aucunement prouvée. On a fait venir, à grands frais, et on a minutieusement et longuement examiné M. Francis Gourdeau, employé civil au département de la marine, à Ottawa, la seule personne à laquelle on prétend que M. Murphy aurait fait cette déclaration.

Or le témoignage de M. Gourdeau, même s'il pouvait être accepté, ce que nous examinerons tantôt, n'établit pas l'accusation contenue dans la déclaration de M. LeBlanc.

M. Gourdeau jure bien que M. Murphy lui a dit qu'il avait été obligé de payer un bonus, mais il a déclaré en même temps que M. Murphy ne lui avait jamais dit à qui ce bonus aurait été payé.

De ce moment-là, l'accusation tombait, et votre comité croit qu'il aurait été du devoir de M. LeBlanc de retirer son accusation et de le déclarer de son siège en Chambre. M. Murphy a nié, de la manière la plus positive et la plus complète, avoir jamais dit ou laissé entendre à M. Gourdeau, ni à qui que ce soit, qu'il avait payé un bonus, soit à l'hon. M. Turcotte, soit à aucun autre membre de l'exécutif de cette province.

Si le témoignage de M. Gourdeau avait établi l'accusation, il se trouverait formellement contredit par celui de M. Murphy, et alors votre comité aurait à choisir entre les deux. Dans ce cas, il n'y aurait pas à hésiter, car M. Gourdeau sort de l'enquête avec un caractère de crédibilité gravement compromis.

Il est bien évident par toute la preuve que, quand cet homme n'est pas sous serment, il ne se gêne pas de faire des assertions mensongères.

Il a déclaré lui-même que, moyennant considération, il avait apposé sa signature à un document qu'il prétend être faux, et dont il connaissait parfaitement la fausseté, quand il le signa.

Avec des principes comme ceux-là, il aurait été difficile, pour M. Gourdeau, de disposer le comité à le croire. Mais il y a plus ; son témoignage assermenté est contredit sur des points importants par des témoins dont l'honorabilité et le caractère sont au-dessus de tout reproche.

Il en résulte que, même si le témoignage de M. Gourdeau était seul et non contredit, votre comité aurait beaucoup d'hésitation à l'accepter pour servir de base à ce rapport.

Votre comité a été heureux cependant d'avoir eu l'occasion d'entendre des témoignages positifs qui lui permettent de disposer, sans aucune hésitation, du témoignage de M. Gourdeau. C'est ce que nous croyons devoir faire en déclarant sommairement que nous n'attachons aucune foi à la déposition de ce témoin.

Il en résulte, de tout cela :

- 1o. Que le témoignage de M. Gourdeau lui-même n'établit pas l'accusation ;
- 2o. Qu'il est contredit et repoussé par des témoignages positifs.

CONCLUSION.

Vu tout ce que ci-haut, votre comité est en conséquence d'opinion :

Que les accusations qui lui ont été soumises n'ont pas été prouvées.

L'enquête a été longue, et le seul résultat qu'elle a donné, résultat bien regrettable, est une perte considérable de temps et d'argent pour la province, et une accusation grave et bien injuste portée, sans aucune justification, contre un ministre de la Couronne et un membre de cette Chambre.

Le tout respectueusement soumis

(Signé) LOUIS P. PELLETIER,

Président.

INDEX

DU

VINGT-QUATRIÈME VOLUME

53 VICTORIA, 1890.

ABANDON OU CESSION DE BIENS :—Bill amendant le Code de Procédure civile, relativement à la—(M. Robidoux), présenté, 100. Ordre pour 2^e lecture rescindé ; bill renvoyé au comité de législation, 114.—Voir *Code Procédure civile*, 7.

ACCIDENTS DANS LES FABRIQUES ET USINES :—Voir 1, *des Documents*.

ACTES :—Bill pour rendre uniforme l'exécution de certains actes dans la province de Québec et amender le Code civil à ce sujet, (M. Gladu), présenté et renvoyé au comité de législation, 112.

ACTE 52 VICT., CH. 4 :—Voir *Droit de suffrage*.

ACTE 52 VICT., CH. 41 :—Voir *Vict. 52, ch. 41*.

ACTE DE L'AMÉRIQUE BRITANNIQUE DU NORD :—Bill affectant les districts électoraux mentionnés dans la cédula 2 de l'—, de 1867, 268.—Voir *Assemblée Législative*, 10 et 11.

ACTE ÉLECTORAL :

1. Bill amendant la loi électorale de Québec, (l'honorable M. Mercier), présenté, 37. Lu la seconde fois sur division et renvoyé à un comité général, 68. Considéré ; amendé ; amendements lus la 1^{ère} fois, 77. Amendements lus la seconde fois et adoptés ; Bill lu 3^e fois et passé, 89. Par le Conseil, 216. S. R., 516. (53 Vict., ch. 12.)

2. Bill amendant l'article 239 des S. R. P. Q., dans la loi électorale, (l'honorable M. Gagnon) ; présenté, 38. Lu la 2^e fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 68. Par le Conseil, 118. S. R., 516. (53 Vict., ch. 8.)

ACTE ÉLECTORAL :—*Suite.*

3. Bill amendant la loi électorale de Québec, en étendant le droit de suffrage et amendant le Code municipal en ce qui concerne la préparation du rôle d'évaluation, (l'honorable M. Gagnon) ; présenté, 38. Lu la seconde fois sur division et renvoyé à un comité général, 68. Considéré ; amendé ; amendements lus la première fois, 77. Réimpression ordonnée, 78. Motion pour concours ; amendement de l'honorable M. Flynn pour renvoyer le bill à un comité général, adopté ; bill renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 88. Par le Conseil, 132. S. R., 143. (53 Vict., ch. 7.)

4. Bill amendant l'acte électoral de Québec, (l'honorable M. Flynn) ; présenté, 40. Ordre pour 2e lecture rescindé, bill renvoyé au comité de législation, 139. Rapporté, 400. Considéré en comité général ; amendé ; amendements lus la 1ère fois ; motion pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, adoptée ; bill considéré ; amendé ; amendements lus la 2e fois sur division et adoptés sur division ; bill lu la 3e fois et passé, 435. Par le Conseil, 465. S. R., 517. (53 Vict., ch. 11.)

5. Bill pour amender la loi électorale de Québec, (l'honorable M. Pelletier) ; présenté 100. Ordre pour 2e lecture rescindé, bill renvoyé au comité de législation, 140. Rapporté, 400.

6. Bill modifiant de nouveau la loi électorale de Québec, (l'honorable M. Blanchet) ; présenté, 272. Motion pour 2e lecture ; amendement de M. Boyer pour renvoyer la 2e lecture à six mois, adoptée, 447.

ACTON :—Pétition de la municipalité de Acton Vale, demandant à être érigée ville en sous le nom de—, 39. Rapport de l'avis, 74. Bill, (M. Pilon), présenté, 74. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 95. Rapporté amendé, 207. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 220. Par le Conseil avec amendements, 365. Considérés, 365. Adoptés, 370. S. R., 517. (53 Vict., ch. 73.)

ADAMS, AUSTIN :—Voir *Joyce, Alfred.*

Adresses :

AU GOUVERNEUR-GÉNÉRAL :—Relatives à— ;

1. *Frontière Nord* :—Pariant le Gouverneur-Général d'adopter ou de faire adopter les mesures nécessaires pour fixer et déterminer d'une manière définitive la frontière nord de la province de Québec, 158. Voir *infra*, 3.

A SON HONNEUR LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR :

2. *Discours du Trône* :—Copie du—obtenu par M. l'Orateur, 12. Devant être pris en considération, 14. Motion pour une adresse en réponse au—à l'ouverture de la Session, 24 ; débat ajourné, 26. Débat repris, 29. Amendement et sous-amendement proposés ; sous amendement adopté, 32 ; autre sous amendement adopté, 33. Autre amendement proposé et négatif, 33. Adresse adoptée et renvoyée à un comité spécial ; adresse rapportée, 34. Adoptée ; ordre d'en faire la grosse ; devant être présentée par toute la Chambre, 36. Réponse, 127.

ADRESSES:—*Suite.*

3. *Frontière Nord*.—Informant le Lieutenant-Gouverneur que cette Chambre a voté une adresse au Gouverneur-Général, relativement à la demande de l'Assemblée Législative pour fixer et déterminer d'une manière définitive la frontière nord de la province de Québec; et priant Son Honneur de vouloir bien lui transmettre cette adresse, 158. Voir *supra*, 1.

4. *Impressions*.—Priant Son Honneur de vouloir bien émettre son mandat en faveur de l'honorable Trésorier de la Province pour la somme de \$20,000.00, pour faire face aux dépenses d'impressions de cette Chambre et assurant Son Honneur que cette Chambre en tiendra compte, 69.

5. *Pont sur le St-Laurent*.—Pour une adresse basé sur résolutions,—que cette Chambre approuverait toute mesure qui lui serait soumise pour aider à la construction d'un pont sur le St-Laurent à ou près de Québec, 437.

6. *Témiscouata jusqu'à Moncton*.—Priant le Lieutenant-Gouverneur de transmettre au Gouverneur-Général certaine résolution concernant le prolongement du chemin de fer de—, 297.

7. *Whitehead & Turner*.—Priant Son Honneur de vouloir bien émettre son mandat en faveur de l'honorable Trésorier de la province, pour la somme de trois mille neuf cent quarante quatre piastres, quatorze centins pour faire face aux réclamations de Messieurs Whitehead et Turner, en raison d'approvisionnements fournis par eux aux victimes de la Côte du Labrador, et assurant Son Honneur que cette Chambre en tiendra compte, 86.

8. *Wolfe et Richmond*.—Informant Son Honneur, que le bill (No. 141) concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, pour le district électoral Wolfe et Richmond, a été lu la deuxième et la troisième fois, et passé par l'Assemblée législative, du consentement de la majorité des représentants des comtés, indiqués dans la seconde cédule de l'acte de l'Amérique du Nord de 1867, 406.

AGRICULTURE :

1. Bill amendant la loi concernant les concours provinciaux d'agriculture et les distinctions provinciales de mérite agricole, (l'honorable M. Rhodes), présenté, 292. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 300. Considéré; rapporté; passé, 316. Par le Conseil, 379. S. R., 519. (53 Vict., ch. 21.)

2. Etat comparatif des sommes dépensées pour—, depuis 1882, 363 :—Voir *A, des Documents*.

AGRICULTURE ET COLONISATION :—Rapport du Commissaire pour l'année 1889, 127 :—Voir *2, des Documents*.

AGRICULTURE ET COLONISATION, DÉPARTEMENT DE L'—:—Sommes payées par le—, depuis 31 décembre 1889, 388, 422 :—Voir *3, des Documents*.

AGRICULTURE, IMMIGRATION ET COLONISATION :—Comité permanent nommé, 14, 37, 72. Membre ajouté à ce comité, 92. Premier rapport nommant l'honorable M. Rhodes, président, et demandant que le quorum soit réduit à sept membres; adopté, 237.

AGRICULTURE ET TRAVAUX PUBLICS :—Bill concernant le Département de l'agriculture et des travaux publics, (M. Robidoux), présenté, 100. Lu la 2^e fois et renvoyé à un comité général, 152. Considéré ; rapporté ; passé, 171. Par le Conseil, 283. S. R., 518. (53 Vict. ch. 24.)

ALIÉNÉS :

1. La Chambre devant se former en comité général pour considérer certaines résolutions pour abolir la contribution des municipalités au soutien des aliénés et pour pourvoir à un traitement plus efficace des idiots, 88, 93. Recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; La Chambre en comité ; résolutions rapportées, 93. Adoptées, 94. Bill basé sur ces résolutions, 94 :—Voir *infra* 2.

2. Bill amendant la loi concernant les aliénés, (l'honorable M. Gagnon), présenté, 94. Lu la 2^e fois et renvoyé à un comité général, 103. Considéré ; amendé ; amendements lus la 1^{re} fois, 110. Lus la 2^e fois et adoptés, 113. Bill lu la 3^e fois et passé, 113. Par le Conseil, 277. S. R., 516. (53 Vict., ch. 41.)

ALLARD, M. CHARLES :—Voir 176, *des Documents*.

ANTICOSTI :—Voir 122, 123 et 124, *des Documents*.

ARCHIVES :—Voir 4, *des Documents*.

ARONSON, LOUIS :—Pétition de—, et autres, du district de Montréal ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Benaï Jacob," 99. Voir, *Benaï Jacob*.

ARPENTAGES :—Voir 5 et 26, *des Documents*.

ARPEUTEURS ET ARPENTAGES :—Voir *Vict.*, 52, *ch.* 41.

ARSENEAU, N. :—Pétition de— *et al.*, du canton de Carleton, 215.

ARTHABASKA ET DRUMMOND :—Pour diviser— en deux divisions électorales :—Voir *Assemblée législative* 12 et 13.

Assemblée législative :

1. La Chambre se rend auprès du Lieutenant-Gouverneur ; à la barre du Conseil, à l'ouverture de la Session, 1 ;— pour la sanction des bills, 143, 262 ;— à la clôture de la Session, 515.

Réunions et ajournements de la Chambre :

2. Continue à siéger après minuit, 156, 358, etc.

3. Motion pour deux séances par jour ; débat, 296. Débat repris, motion adoptée, 326. Motion pour trois séances par jour ; débat, 348. Débat repris ; motion adoptée, 370.

4. Devant avoir deux séances le même jour, 326. Trois séances, 370.

5. Siége le samedi, 238.

 ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE :—*Suite.*

6. Ajourne du 9 au 15 janvier, 38.

7. Ajourne du 14 au 17 mars au soir, afin de permettre aux députés de prendre part à la fête nationale des Irlandais, 381, 388.

8. Résumé des travaux de la Session, 514.

9. Suspend ses délibérations, 458.

10. La Chambre devant se former en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, dans les divisions électorales d'Ottawa et de Wolfe et Richmond, 122, 226. La Chambre en comité, 226. Résolutions rapportées, 227. Adoptées sur division, 229. Bill basé sur ces résolutions, 229.—Voir *infra*, 11.

11. Bill basé sur résolutions ci-dessus, voir *Supra*, 10. (L'honorable M. Mercier), présenté ; lu la 1ère fois sur division, 229. Ordre pour la seconde lecture rescindé ; bill renvoyé au comité des douze comtés mentionnés dans la cédule 2 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord de 1867, 267. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 267. Rapport de la majorité, 273. Rapport de la minorité, 274. Bill lu la 2e fois du consentement des députés des douze comtés ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; motion pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, négative ; lu la 3e fois du consentement des députés des douze comtés et passé, 405. Par le Conseil, 442. S. R., 518. (53 Vict., ch. 3.)

12. La Chambre devant se former en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, dans les divisions électorales de Montréal-Ouest, Montréal-Centre, Montréal-Est, Québec, Drummond et Arthabaska, Rimouski, Chicoutimi et Saguenay, et autres, 122, 239, 240. Le comité délibère, 240. Résolutions rapportées, 242. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 245. Résolutions lues la seconde fois sur division et adoptées ; bill basé sur ces résolutions, 266. Voir *infra*, 14.

13. Bill basé sur résolutions ci-dessus, voir *Supra*, 13. (L'honorable M. Mercier), présenté, 266. Motion pour 2e lecture ; amendement de M. Beauchamp pour renvoyer la 2e lecture à 6 mois ; débat, 284. Débat repris ; amendement négatif ; bill lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 285. Motion pour comité général adoptée sur division ; bill considéré ; amendé ; amendements lus la 1ère fois, 349. Amendements lus la 2e fois sur division ; motion pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, négative, 350. Autre motion adoptée ; bill renvoyé à un comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 351. Par le Conseil, 434. S. R., 516. (53 Vict., ch. 2.)

Pétition en faveur de ce bill, 74.

Voir 202, 203 et 204 des Documents, Représentation législative ; Terrebonne.

ASSOCIATION AGRICOLE DES CANTONS DE L'EST :—Voir 6, des Documents.

ASSOCIATION D'EXPOSITION :—Voir Montréal, Compagnie d'Exposition.

ASSOCIATION DES OUVRIERS DE LÉVIS :—Voir Lévis.

ASSOCIATION PHARMACEUTIQUE :—Bill amendant l'acte 48 Vict., ch. 36, concernant l'Association pharmaceutique de la province de Québec. (M. Lafontaine), présenté, 81. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 140. Considéré et rapporté progrès, 152, 171. Ordre pour comité général déchargé; bill renvoyé à un comité spécial, 171. Rapporté amendé, 238. Considéré en comité général; rapporté progrès, 255. Considéré de nouveau; amendé, rapporté, passé, 344. Par le Conseil avec amendements, 434. Considérés et adoptés, 434. S. R., 517. (53 Vic., ch. 46).

Pétitions contre ce bill, 211, 229.

ASSURANCES MUTUELLES :—Second rapport de l'Inspecteur des—, 379. Voir 7, *des Documents*.

AUDITEUR DE LA PROVINCE :—Voir *Drolet, M. Gaspard*.

AVANCES AUX JOURNAUX :—Voir *B, des Documents*.

AVIS DU GOUVERNEMENT :—Voir *C, des Documents*.

AYLEN M :—Voir 135 & 136 *des Documents*.

BACHAND, REVD J. :—Voir *D, des Documents*.

BACHELIER ÈS-ARTS :—Pétition de l'Université du Collège Bishop; demandant un acte portant reconnaissance du degré de bachelier ès-arts pour l'admission à l'étude du droit, du notariat et de la médecine, 39. Bill (M. Hall); présenté, 40. Lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général, 102. Motion pour comité général adoptée sur division; bill renvoyé à un comité général; amendé; motion pour 2e lecture des amendements; amendement de l'honorable M. Pelletier rejeté sur division; rapporté, 135. Lu la 3e fois sur division et passé, 139. Par le Conseil, 222. S. R., 517. (53 Vict., ch. 45.)

Pétitions en faveur de ce bill, 99, 104, 132.

BAIE DES CHALEURS :—Résolu que vû l'urgence du cas et sans en faire un précédent cette Chambre désire que le gouvernement prenne les moyens pratiques de payer les gages des personnes qui ont travaillé sur la section K du chemin de fer de la—, 307.

Voir 8, 9, 10, *E. F., des Documents*.

BAIE ST. PAUL :—Petition demandant un acte constituant en corporation "l'Hospice Ste. Anne de la Baie St. Paul," 99. Rapport de l'avis, 111. Bill (M. Morin), présenté, 111. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 150. Rapporté amendé, 215. Considéré en comité général; amendé; rapporté; passé, 231. Par le Conseil, 284. Honoraire remis, 254. S. R., 517. (53 Vict., ch. 90.)

BARNARD, E. A. :—Voir 11, *G, et 143, des Documents*.

BASINET, LOUIS :—Copie d'un jugement de la Cour Supérieure, en date du 23 septembre 1889, déclarant nulle l'élection de Louis Basinet, 7. Mandat émis durant la vacance; Il est réelu; certificat de son élection, 9.

BAZARS ET LOTERIES :

1. Bill amendant la loi relative aux bazars et loteries dans la Province, (M. David) ; présenté, 112. Lu la 2^e fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté, 192. Ordre pour 3^e lecture rescindé ; bill renvoyé de nouveau à un comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 205.

2. Bill pour amender la loi relative aux—dans la province, (du Conseil ; M. Lafontaine) ; Lu la 1^{ère} fois, 397. Lu la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 431. S. R., 516. (53 Vic., ch. 36.)

BEAUCE :—Bill relatif aux corrections et aux modifications des plans et livres de renvoi officiels de certaines parties du comté de Beauce (l'honorable M. Duhamel) ; présenté, 169. Lu la 2^e fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 238. Par le Conseil, 262. S. R., 262. (53 Vict., ch. 51.)

BEAUCE, COUR DU DISTRICT DE :—Voir 12, *des Documents*.

BEAUHARNOIS, COUR DU DISTRICT DE :—Voir 13, *des Documents*.

BEAULIEU, J. B. :—Voir 14, *des Documents*.

BEAUMONT :—Bill pour pourvoir à l'empierrement de partie du chemin depuis St. Joseph de Lévis jusqu'à et y compris partie de Beaumont, et pour permettre aux syndics des chemins à barrières de la rive Sud d'émettre des débetures à cette fin, (M. Lemieux), présenté, 138.

BEAUMONT, CHEMIN CONDUISANT A :—Voir *Chemins à barrières*.

BEAUMONT, EMPIERREMENT DU CHEMIN DE :—Voir H, *des Documents*.

BEAUPRÉ, BENJAMIN ET PAUL EMILE :—Pétition demandant un acte résiliant un certain acte de substitution, 104. Rapport de l'avis, 111. Bill (M. Basinet), présenté, 125. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 161. Rapporté amendé, 215. Ordre pour comité général, adopté sur division ; bill considéré ; rapporté progrès, 231. Considéré de nouveau ; rapporté ; passé, 239. Par le Conseil, 365. Honoraire remis, 513. S. R., 518. (53 Vic., ch. 116.)

BEAUVAIS, INSTITUT AGRONOMIQUE DE :—Voir 15, *des Documents*.

BEAUSOLEIL, M. :—Voir 57, Y, Z, *des Documents*.

BEDFORD :—Pétition demandant que le village de—, soit érigé en ville, 80. Rapport de l'avis, 91. Bill (M. de Grosbois), présenté, 92. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 138. Rapporté amendé, 169. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 188. Par le Conseil avec amendements, 300. Considérés et adoptés, 301. S. R., 517. (53 Vic., ch. 77.)

BÉLAND ET MARTINEAU :—Voir 19, *des Documents*.

BELLECHASSE, ARGENTS DE COLONISATION :—Voir 16, 17, *des Documents*.

BELLECHASSE, COLLÈGE ET COUVENT DE ST-MICHEL DE :—Voir 227, 228 et 229, *des Documents*.

BELLECHASSE, PONTS DU COMTÉ DE :—Voir 18, *des Documents*.

BENAI JACOB :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Benai Jacob," 99. Rapport de l'avis, 105. Bill (M. David), présenté, 105. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 128. Rapporté amendé, 159. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 165. Par le Conseil, 230. Honoraire remis, 290. S. R., 517. (53 Vic., ch. 84.)

BENOIT, MARIE LOUISE :—Pétition de,—épouse de sieur Gédéon Bourdeau, demandant un acte l'autorisant à faire un emprunt et à hypothéquer certains immeubles, 99. Rapport de l'avis, 105. Bill (M. David), présenté, 105. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 150. Rapport, 207. Considéré en comité général ; rapporté progrès, 220. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté et passé, 231. Par le Conseil, 301. S. R., 517. (53 Vic., ch. 120.)

BERNATCHEZ, NUMA :—Voir I, *des Documents*.

BERTHIER, FABRIQUE DE SUCRE DE BETTERAVES DE—16 ; Voir 20, *des Documents*.

BIENS DES JÉSUITES :

Voir J. K., *des Documents*.

Voir *Éducation Supérieure*.

BIBLIOTHÈQUE DE LA LÉGISLATURE :

1. Comité conjoint de la,—Membres nommés par le Conseil, 106. Membres nommés par l'Assemblée, 106. Premier rapport ; l'honorable M. Starnes élu président et quorum réduit à sept membres ; adopté, 168.

2. Rapport du conservateur de la,—19. Voir 21, *des Documents de la Session*.

Bills :

1. Rapport que le préambule d'un bill n'est pas prouvé, 201, 215, 236, 256, 260.

2. Rapport que l'addition de certains noms au préambule d'un bill serait un précédent dangereux, 358.

3. Présentés, lus les trois fois et passés, 248, 420, 494.

4. Présentés, lus la première fois et renvoyés à un comité, 112, 113.

5. Présentés, lus les première et seconde fois et renvoyés à un comité, 207, 208, 222, 264.

6. Ordre pour seconde lecture rescindé, 88, 109, 115.

7. Motion pour seconde lecture d'un bill négative, 97.

8. Motions pour renvoyer la seconde lecture d'un bill à six mois, négative, 89. Adoptée, 173, 448.

9. Lus la seconde fois, renvoyés à un comité général ; considérés ; rapportés ; passés, 87, 443.

BILLS :—*Suite.*

10. Lus la seconde fois, renvoyés à un comité général, considérées ; amendés ; rapportés ; passés, 78, 95, 166, 192, 433, 439.
11. Un comité général considère deux bills en même temps, 452.
12. Motions pour renvoyer à six mois un comité général sur bill ; adoptées, 173, 294, 366, 447, 448 451. Négatives, 269, 306, 335.
13. Motion pour renvoyer la troisième lecture d'un bill à six mois, négative, 418.
14. Ordre pour troisième lecture d'un bill déchargé, bill renvoyé de nouveau à un comité général ; considéré ; amendé etc., 113, 205, 351.
15. Lus la troisième fois sur division et passé sur division, 109, 139.
16. Remis sur l'ordre du jour, 169, 201, 268, 272, 389, 411, 422.
17. Bills rejetés, 236, 358.
18. Renvoyés à un comité spécial, 171, 272.
19. Ré-impression ordonnée, 77, 103.
20. Amendés par le Conseil Législatif, 176, 207, 230, 272, 300, 315, 356, 365, etc.
21. Amendements du Conseil considérés et adoptés de suite, 230, 301, 315, etc.
22. Considérés et seconde lecture remise à plus tard, 177, 185, 316, 356, 365, 408, etc. Lus la seconde fois et adoptés, 192, 332, 370, 409, 412.
23. Seconde lecture des amendements du Conseil renvoyée à six mois, 413.
24. Amendements du Conseil amendés par la Chambre, 409.
25. Renvoyé au Conseil pour être re-consideré. 211.
26. Le Conseil n'insiste pas sur ses amendements, 272, 468.
27. Bills du Conseil Législatif, 207, 295, 307, 348, 397, 442.
28. Bills du Conseil amendés par la Chambre, 358, 365, 434, 452. Amendements adoptés par le Conseil, 379, 380, 426.
29. Sanctionnés, 143, 223, 516.
30. Bill affectant les douze comtés mentionnés dans la cédula 2 de l'Acte de l'Amérique Britannique du nord, 1867, 268.

Bills Privés :

1. Comité permanent des divers bills privés, nommé, 14, 37, 72. Premier rapport nommant M. Lafontaine, Président et recommandant une réduction du *quorum* ; *Quorum* devant être de sept, 74. Membres adjoints à ce comité, 92. Membre substitué à un autre dans ce comité, 93. Autres rapports sur divers bills, 111, 124, 137, 144, 159, 163, 169, 176, 207, 215, 237, 248, 256, 260, 265.
2. Bills renvoyés à ce comité, 81, 95, 110, 117, 118, 128, 134, 150, 161, 165, 172, 188, 206, 208, 239.

BILLS PRIVÉS :—*Suite.*

3. Prise en considération des bills privés, en vertu de la 19^{me} règle, 95, 128, etc.
4. L'heure pour la considération des bills privés étant expirée, les autres ordres du jour sont appelés, 270, 283, 313.
5. Rapport que le préambule n'a pas été prouvé, 201, 215, 236, 256, 260.
6. Rapport recommandant que l'honoraire soit remis, 236.
7. Remise de la moitié des honoraires, 416.
8. Motions pour remise de l'honoraire, rejetées, 315, 441.
9. Remise des honoraires sur bills, 152, 166, 219, 286, 254, 255, 279, 280, 290, 309, 315, 338, 339, 340, 360, 386, 409, 416, 441.
10. Recommandant que le délai pour recevoir les rapports sur bills privés soit prolongé, 159, 248.
11. Le comité recommande que le système de révision des bills privés soit discontinué, 265.
12. Que l'un des greffiers des bills privés soit chargé de lire les bills aux séances du comité, 265.
13. Mémoire de M. Léon Lorrain, au sujet de la révision des bills privés, 358. Appendice No. 1, page 523.

BISHOP'S COLLÈGE.—Pétition de la corporation de—, 15; demandant un acte les autorisant à vendre certains immeubles, 39. Rapport de l'avis, 74. Bill présenté, (l'honorable M. Robertson), 75. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 81. Rapporté, 111. Considéré en comité général; rapporté; passé, 118. Par le Conseil, 170. Honoraire remis, 254. S. R., 516. (53 Vict., ch. 113.)

BOIS :—Concernant la vente et l'administration des—, depuis 1883, 254. Voir *D, des Documents*.

BOIS MARCHAND :

1. La Chambre devant se former en comité, pour prendre en considération une résolution relative à la coupe du bois marchand, dans certains cas, 113. La Chambre en comité; résolution rapportée, 123. Motion pour 2^e lecture; amendement de l'honorable M. Flynn; objection, 127. M. l'Orateur décide que l'amendement est irrégulier, 128. Débat, 128. Débat repris, amendement de M. Nantel proposé et négativé, 129. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur; amendement de M. Poupore; objection; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 130. Décide que l'amendement n'est pas dans l'ordre, 141. Motion pour seconde lecture; amendement de M. Duplessis; débats, ajournés, 143. Débats repris; sous amendement de M. Bernatchez, adopté, 186. Motion principale, ainsi amendée, adoptée; résolution lue la seconde fois et adoptée; Bill basé sur ces résolutions, 186. Voir *infra*, 2.

BOIS MARCHAND :—*Suite.*

2. Bill (l'honorable M. Duhamel), présenté, 186. Motion pour 2e lecture ; amendement de M. Picard rejeté sur division, 281. Amendement de M. Beauchamp ; sous amendement de l'honorable M. Gagnon, débat, 297. Débat repris ; sous amendement adopté, 298. Autre motion, objection de l'honorable M. Flynn, décision de M. l'Orateur, 299. Lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général sur division ; considéré ; rapporté, 382. Lu la 3e fois sur division et passé, 384. Par le Conseil, 425. S. R., 516. (53 Vict., ch. 19.)

BONS MUNICIPAUX :—Bill pour amender le Code municipal relatif aux—, (M. England), présenté, 442. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 452. Considéré avec un autre bill, 452.

BONAVENTURE :—Remise de droits sur coupe de bois dans—, 309. Voir *W. des Documents*.

BOSSÉ, MONSEIGNEUR :—Lettre au sujet des pêcheurs du Labrador, 71, 87. Voir *22 des Documents*.

BOSTON, VENTE DE LIVRES A :—Collection de livres et de documents concernant l'histoire du Canada, 364, 397. Voir *23, des Documents*.

BOUCHARD, REMI VS. MORIN :—Voir *40, des Documents*.

BOURASSA, AIMÉ :—Pétition de—et de Dame Purissima Robert, 15 ; demandant un acte pour légaliser leur mariage, 39. Rapport de l'avis, 91. Bill (l'hon. M. Duhamel), présenté, 92. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 110. Rapporté 124. Considéré en comité général ; rapporté, passé, 134. Par le Conseil, 271. Bill réservé lors de la sanction, 519.

BOURDEAU, GÉDÉON :—Pétition de Marie Louise Benoit, épouse de—, demandant un acte l'autorisant à faire un emprunt et à hypothéquer certains immeubles, 199. Voir *Benoit, Marie Louise*.

BRISTOL & PORTAGE DU FORT :—Pétition demandant qu'aucun subside ne soit accordé à la Cie du chemin de fer—avant que le chemin de fer P. P. J. R. ne soit terminé, 79.

BROME, ASSOCIATIONS D'AGRICULTURE ET D'HORTICULTURE :—Voir *N, des Documents*.

BROME, ROUTES DU COMTÉS DE :—Voir *24 et 25 des Documents*.

BROME, SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE DU COMTÉ DE :—Voir *O, des Documents*.

BRUNEL, RÉV. ED :—Pétition du—, demandant le rappel de la clause des 30 mois accordés aux commerçants de bois par la loi des terres, de 1888, 99.

BRUNET, JOSEPH & AL :—Pétition de—, de Montréal ; demandant un acte les autorisant à construire et à opérer un chemin de fer, 80. Rapport de l'avis, 91. Voir *Montfort*.

BUCKINGHAM :—Pétition de la municipalité du village de—, demandant un acte incorporant le dit village en ville, 99. Rapport de l'avis, 105. Bill (M. Robidoux), présente, 112. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 150. Rapporté amendé, 237. Considéré en comité général, rapporté, passé, 255. Par le Conseil avec amendements, 315. Considérés et adoptés, 315. S. R., 517. (53 Vic., ch. 74.)

BUREAUX D'ENREGISTREMENT :—Bill pour rendre général le mode de tenir les index aux immeubles introduit par la loi relative à l'inspection des bureaux d'enregistrement, (M. Lussier), présenté et renvoyé au comité de Législation, 139. Ordonné que le bill soit remis sur l'ordre du jour du lendemain pour seconde lecture, 169. Motion pour seconde lecture négative, 345.

CADASTRE :—Bill à l'effet d'étendre les dispositions de l'article 2175 du Code Civil, relativement à certaines subdivisions cadastrales, (l'hon. M. Duhamel), présenté, 409. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 433. Par le Conseil, 465. S. R., 519. (53 Vic., ch. 53.)

CADASTRES ET ARPENTAGES :—Voir 26, *des Documents*.

CADASTRE DANS LE COMTÉ DE GASPÉ :—Voir 27, *des Documents*.

CADASTRE DES ISLES DE LA MADELEINE :—Voir 28, *des Documents*.

CAP CHATTE :—Fromagerie au,—461.—Voir 1, *des Documents*.

CAP OZO :—Reconstruction du Pont au,—310, 397, 445. Voir 29 et 30, *des Documents*.

CAP SANTÉ :—Contraction d'un bac,—339, 438.—Voir 31, *des Documents*.

CARON, EMILE :—Voir P, *des Documents*.

CARRIER, ACHILLE :—Voir 32, *des Documents*.

CARTE DE LA PROVINCE :—Voir 33, *des Documents*.

CASCAPÉDIAC A GASPÉ :—Route de,—Voir 34, *des Documents*.

CAUTIONNEMENTS DES OFFICIERS PUBLICS :—Voir 35, *des Documents*.

CÈDRE, POTEAUX OU DORMANTS EN :—Voir Q, *des Documents*.

CENT ACRES :—Bill des—, Voir *Enfants*.

CENT ACRES :—Nombre de demandes pour l'octroi des—, 440.—Voir R, *des Documents*.

CERCLES AGRICOLES :—Voir 145, *des Documents*.

CERTIFICATS D'ENREGISTREMENT :—Voir *Code Civil*.

CESSION DE BIENS :

1. Bill pour amender le Code de procédure civile relatif à la,—(M. Duplessis), présenté, 316. Rapporté du comité de législation, 358. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 439. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 446. Par le Conseil, 471. S. R., 519. (53 Vic., ch. 60.)

2. Bill relatif à l'abandon ou—, Voir *Code de procédure civile*.

CHAMBLY :—Hôpital St. Joseph :—Etat d'affaires, 72. Voir 116, *des Documents*.

CHAMPAGNE ET BARRY :—Voir 36, *des Documents*.

CHAMPLAIN, OCTROI DE COLONISATION :—Voir 37, *des Documents*.

CHAPEAU, VILLAGE :—Voir 38, *des Documents*.

CHARLAND *in re* LA REINE :—Voir 133, *des Documents*.

CHARLSON, J. B :— Voir 39, *des Documents*.

CHARLEVOIX, ÉLECTION CONTESTÉE DE :—Voir 40, *des Documents*.

CHASSE :

1. Bill amendant la loi de la chasse de Québec (M. Gladu) ; présenté, 41. Motion pour renvoyer la 2e lecture au 15 avril prochain, négative ; bill lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 100. Considéré, rapporté ; lu la 3e fois sur division et passé, 109. Par le Conseil, 144. S. R., 517. (53 Vic., ch. 20.)

2. Bill amendant les lois de la chasse de la province de Québec, (M. Cameron), présenté, 370. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 439. Considéré ; le comité se lève sans faire de rapport, 446.

CHATEAU-RICHER :—Pour macadamiser le chemin à l'est de—, 87. Voir 41, *des Documents*.

CHEMINS A BARRIÈRES :

1. Bill pour amender l'article 47 Vic., ch. 82, relatif aux chemins à barrières dans le voisinage de la cité de Québec, (M. Bernatchez), présenté, 358. Motion pour 2e lecture ; objecté que le bill n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur devant donner sa décision plus tard, 439. Maintient l'objection, 444.

2. Motion de M. Bernatchez,—Que la Chambre se forme en comité général pour considérer une certaine résolution concernant le tarif des péages sur les chemins à barrières de la rive nord, à Québec ; adoptée ; la Chambre en comité ; résolution rapportée, 344 ; motion pour seconde lecture ; amendement de M. Tessier (Rimouski) pour renvoyer la seconde lecture à trois mois, adopté ; seconde lecture de cette résolution renvoyée à trois mois, 345.

3. Bill amendant les lois relatives aux chemins à barrières de la rive nord, à Québec, (M. Bernatchez), présenté, 208.

4. Petitions demandant que le bill amendant les lois relatives aux chemins à barrières de la rive nord, ne devienne pas loi, 292, 347.

CHEMINS A BARRIÈRES DE LA RIVE SUD :—

1. Motion de M. Faucher de St-Maurice pour que la Chambre se forme en comité général sur résolutions concernant les taux de péages sur les—à Québec, en rapport avec le chemin conduisant à Beaumont ; adoptée ; la Chambre en comité ; résolution rapportée et lue la première fois, 340. Motion pour seconde lecture ; débat, ajourné, 364. Débat requis ; objection ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 366. Renvoie l'objection, 456. Résolution lu la seconde fois sur division, 457. Bill basé sur cette résolution, 458. Voir *infra*, 3.

CHEMINS A BARRIÈRES DE LA RIVE SUD :—*Suite.*

2. Bill relatif aux taux de péage sur les chemins à barrières de la rive sud, à Québec, en rapport avec le chemin conduisant à Beaumont, (M. Faucher de Saint-Maurice), présenté, 230.

3. Bill pour le même objet que ci-haut (*Voir 2*) (M. Faucher de Saint-Maurice), présenté, 458. Lu la seconde fois, renvoyé à un comité général ; considéré ; le comité se lève sans faire rapport, 469. Motion pour que ce bill soit remis sur l'ordre du jour, négative, 469.

4. Bill pour permettre aux syndics des chemins à barrières de la rive sud, à Québec, d'émettre des débetures à un certain montant, (M. Lemieux), présenté, 160.

CHEMINS A BARRIÈRES DE MONTRÉAL :—Bill pour amender les actes et ordonnances concernant les—, (M. Lafontaine), présenté, 177.

CHEMINS A BARRIÈRES DE L'ISLE DE MONTRÉAL :—Voir 42 et 43, des Documents.

CHEMINS DE COLONISATION :—Voir 44, des Documents.

CHEMINS DE FER :

1. Bill concernant la protection des personnes employées par les entrepreneurs chargés de la construction des,— sous l'opération des lois passées par la législature de Québec, (M. de Grosbois) ; présenté, 40. Ordre pour 2e lecture rescindé ; bill renvoyé au comité de Législation, 114. Bill remis sur l'ordre du jour pour 2e lecture, 389. Lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général, 440. Considéré ; rapporté ; passé, 443. Par le Conseil avec amendements, 468. Considérés et adoptés, 469. S. R., 517. (53 Vict., ch. 40.)

2. La Chambre devant se former en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les subsides de certains chemins de fer, 400, 426. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 426 ; le comité délibère, 426. Résolutions rapportées, 428. Lues la seconde fois et adoptées, 433. Bill basé sur ces résolutions, voir *infra*, 3.

3. Bill concernant les subventions de certains chemins de fer, (l'honorable M. Mercier), présenté, 433. Lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général, 453. Considéré ; rapporté, 461. Passé, 466. Par le Conseil, 471. S. R., 519. (53 Vict., ch. 101.)

4. La Chambre devant se former en comité général sur résolutions concernant la conversion en argent des subventions en terre à des compagnies de chemins de fer, 473. La Chambre en comité ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; résolution rapportée et adoptée ; Bill basé sur cette résolution, 494.—Voir *infra*, 5.

5. Bill concernant la conversion en argent des subventions en terres à des compagnies de chemins de fer, (l'honorable M. Mercier), présenté ; lu les trois fois et passé, 494. Par le Conseil, 496. S. R., 519. (53 Vict., ch. 102.)

6. Bill amendant la loi des chemins de fer, (l'honorable M. Flynn), présenté, 348. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 439.

CHEMINS DE FER :—*Suite.*

7. Comité permanent des—nommé, 14, 37, 72. Premier rapport annonçant la nomination de M. Cameron comme président, et recommandant que le *quorum* soit réduit à sept, 111. Autres rapports, 132, 145, 160, 176, 201, 207, 236, 248, 256, 260. Membres ajoutés, 176.

Bills renvoyés à ce comité, 95, 118, 128, 134, 150, 161, 165, 206.

8. Etat des sommes payées aux compagnies de chemins de fer, du 1er juillet 1886 au 1er février 1887, 236, 313.—Voir 54 *des Documents*.

9. *Témiscouata à Moncton* :—La Chambre devant se former en comité pour prendre en considération certaine résolution favorisant l'extension d'un chemin de fer de—, 220. La chambre en comité, 266. Résolution rapportée, 267. Amendement de l'honorable M. Blanchet et sous-amendement de M. LeBlanc ; débat, ajourné, 267. Débat repris ; amendement et sous-amendement retirés ; résolution lue la seconde fois et adoptée, 297. Adresse priant le Lieutenant-Gouverneur de transmettre cette résolution au Gouverneur-Général, 297.

10. *Quebec au Labrador* :—Motion de l'honorable M. Blanchet qu'il soit résolu que, sans se lier à accorder aucune subvention pour la construction d'un chemin de fer sur la Côte Nord du St-Laurent jusqu'à la Baie St-Charles, cette Chambre est d'avis que sa construction serait grandement avantageuse à cette Province et à la Puissance en général ; adoptée, 337.

CHEMINS D'HIVER :—Bill amendant le Code municipal, relativement aux—, (M. Faucher de Saint Maurice), présenté et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 144.

CHEMINS ET RUES :

1. Bill concernant la largeur des—dans les cités, villes, bourgs et villages, (l'honorable M. Rhodes) ; présenté, 38. Lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général, 68. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 78. Par le Conseil, 132. S. R., 516. (53 Vic., ch. 47.)

2. Bill pour amender la loi relative aux—dans les cités et villes (M. David), présenté, 107. Ordre pour 2e lecture déchargé, bill renvoyé au comité de Législation, 140.

3. Pétition demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal, concernant l'élargissement des rues, 81. Avis, 124.

CHEMIN MARITIME DE LA RIVE SUD :—Voir 45 *des Documents*.

CHEMINS MUNICIPAUX :—Bill amendant l'article 762a du Code municipal, relatif aux chemins municipaux, (M. Hall), présenté, 272. Motion pour 2e lecture ; amendement de l'honorable M. Pelletier pour renvoyer la 2e lecture à 6 mois, adopté, 447.

CHÉNÉ, H. :—Voir 48, *des Documents*.

CHÉNÉ, NICOLAS :—Voir 214, *des Documents*.

CHEVALIERS DU TRAVAIL :—PÉTITIONS DE DIVERSES ASSEMBLÉES DES—

1. Demandant un acte définissant la responsabilité des patrons, 73, 80 99.

CHEVALIERS DU TRAVAIL :—*Suite.*

2. Demandant la nomination, dans chaque district judiciaire, d'un ou plusieurs officiers, pour poursuivre en justice toutes personnes violant les lois, locales ou fédérales, 73, 80, 99.

3. Demandant un acte assurant aux manœuvres le montant de leur salaire, 73, 80, 100.

4. Demandant que le Lieutenant-Gouverneur et les maires soient seuls autorisés à appeler les milices en temps d'émeute, 73, 80, 100.

CHICOUTIMI ET SAGUENAY :

1. Pétition demandant que la Vallée du Lac St-Jean soit détachée du district électoral de—et érigée en district électoral séparé, 74.

2. Bill pour diviser—en deux divisions électorales :—Voir *Assemblée législative 12 et 13.*

CHOQUETTE ET TREMBLAY :—Voir 46, *des Documents.*

CIMON, S. X. :—Voir 47, *des Documents.*

CLORAN, M. :—Voir S, *des Documents.*

CLYDE, D. ET E. DE :—Voir 48, *des Documents.*

COATICOOK :—Pétition demandant un acte incorporant la compagnie de pouvoirs hydrauliques de—, 117. Rapport de l'avis, 124. Bill (M. Baldwin), présenté, 125. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 134. Rapporté, amendé, 130. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 146. Horaire remis, 254.

CODE CIVIL :

1. Bill amendant l'article 1571 du Code civil, relatif à la signification des transports de créances et de droits d'actions, (M. Robidoux), présenté, 100. Ordre pour 2e lecture rescindé, bill renvoyé au comité de Législation, 114. Rapporté, 164.

2. Bill pour amender les articles 948 et 953 du Code civil du Bas-Canada, (M. Gladu), présenté et renvoyé au comité de Législation, 112.

3. Bill pour rendre uniforme l'exécution de certains actes et amender le Code civil à ce sujet, (M. Gladu), présenté et renvoyé au comité de Législation, 112.

4. Bill pour amender les articles 305, 691, 693 et 698 du Code civil du Bas-Canada et l'article 925 du Code de procédure civile, (M. Gladu), présenté et renvoyé au comité de Législation, 112.

5. Bill pour amender l'article 91 du Code civil du Bas-Canada, (M. Gladu), présenté et renvoyé au comité de Législation, 113.

6. Bill amendant le Code civil du Bas-Canada, (M. Duplessis), présenté et renvoyé au comité de Législation, 138. Rapport contre ce bill, 358. Ordonné que ce bill soit remis sur l'ordre du jour pour seconde lecture, 411.

CODE CIVIL :—*Suite.*

7. Bill amendant le Code civil relatif aux certificats d'enregistrement dans certains cas, (M. Lussier), présenté et renvoyé au comité de Législation, 138. Rapporté, 281. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 443. Par le Conseil, 465. S. R., 519. (53 Vic., ch. 54.)

8. Bill pour amender les articles 298 et 299 du Code civil du Bas-Canada, (M. Gladu), présenté et renvoyé au comité de Législation, 113. Rapporté amendé, 400. Lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général, 440. Considéré ; le comité se lève sans faire de rapport, 443.

9. Bill à l'effet d'étendre les dispositions de l'article 2175 du Code civil, relativement à certains subdivisions cadastrales, (l'hon. M. Duhamel), présenté, 409. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 433. Par le Conseil, 465. S. R., 519. (53 Vic., ch. 53.)

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :

1. Bill pour amender les articles 67, 68 et 69, du Code de procédure civile, (l'honorable M. Flynn) ; présenté, 40. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 87. Par le Conseil avec amendements, 185. Considérés, 185. Lus la 2e fois ; motion pour que la Chambre ne concoure pas dans les amendements ; message envoyé au Conseil, 211. Le Conseil retire ses amendements et faits de nouveaux amendements, 272. Considérés et adoptés, 271. S. R., 517 (53 Vict., ch. 55.)

2. Bill amendant l'article 556 du—relatif à la saisie des meubles, tel qu'il se lit à l'article 5917 des S. R. P. Q., et modifié par l'acte 52 Vict., chap. 50, (M. David), présente, 75. Ordre pour seconde lecture rescindé ; bill renvoyé au comité de législation, 88. Rapport amendé, 281. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 375. Par le Conseil, 425. S. R., 517. (53 Vict., ch. 58.)

3. Bill amendant l'article 887 du—concernant des matières sommaires, tel qu'il se lit à l'article 5977, des S. R. P. Q., (M. David), présenté, 75. Ordre pour 2e lecture rescindé, bill renvoyé au comité de législation, 88. Rapporté, 370. Lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général, 439. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 443

4. Bill amendant les articles 1119 et 1140 du Code de procédure civile du Bas-Canada, (M. Casgrain), présenté, 81. Ordre pour 2e lecture rescindé, bill renvoyé au comité de législation, 114. Rapporté amendé, 163.

5. Bill amendant le Code de procédure civile, de manière à permettre de prendre la preuve par sténographie dans les causes *ex-parte*, (M. Robidoux), présenté, 112. Ordre pour 2e lecture déchargé, bill renvoyé au comité de législation, 140. Rapporté, 164. Bill lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 174. Par le Conseil, 272. S. R., 518. (53 Vict., ch. 57.)

6. Bill amendant le Code de procédure civile, relativement à la révision et à l'exécution des jugements, (M. Robidoux), présenté, 112. Ordre pour 2e lecture déchargé, bill renvoyé au comité de législation, 140.

7. Bill amendant le Code de procédure civile, relativement à l'abandon ou cession de biens (M. Robidoux), présenté, 100. Ordre pour 2e lecture rescindé ; bill renvoyé au comité de législation, 114.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—*Suite.*

8. Bill amendant le Code de procédure civile, relativement aux matières sommaires, (M. Robidoux), présenté, 100. Ordre pour 2^e lecture rescindé, bill renvoyé au comité de législation, 114. Rapporté amendé, 165. Considéré en comité général; rapporté progrès, 211. Considéré de nouveau; amendé; rapporté; passé, 343. Par le Conseil, 421. S. R., 518. (53 Vict., ch. 61.)

9. Bill amendant le— relativement à la Cour des Commissaires, (l'honorable M. Turcotte), 187: Voir *Cour des Commissaires*.

10. Bill amendant le Code de procédure civile, relativement aux enquêtes. (M. Duplessis); Voir *Enquêtes*.

11. Bill pour amender le Code de procédure civile, relatif à la cession des biens, (M. Duplessis), présenté, 316. Rapporté du comité de législation, 358. Lu la 2^e fois renvoyé à un comité général, 437. Considéré; amendé; rapporté; passé, 445. Par le Conseil, 471. S. R., 519. (53 Vict., ch. 60.)

12. Bill amendant les articles 621, 624 et 631 du— (l'honorable M. Blanchet), présenté, 261. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 347, 388. Considéré; rapporté; passé, 388. Par le Conseil, 434. S. R., 519. (53 Vict., ch. 59.)

13. Bill pour amender les articles 305, 691, 693 et 698, du Code civil et l'article 925 du Code de procédure civile, (M. Gladu), présenté et renvoyé au comité de législation, 112.

CODE DE PROCÉDURE CIVILE :— Voir 49 et 50, des *Documents*.

COLONISATION :—Fraudes dans l'emploi des fonds de—, 43. Voir 51, des *Documents*.

CODE MUNICIPAL :

1. Bill pour amender l'article 258 du Code municipal, (M. Dechène L'Islet); présenté, 40; ordre pour 2^e lecture rescindé; 45^e règle suspendue et bill renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 114. Voir *infra*, 18.

2. Bill amendant l'article 725 du Code municipal, (M. de Grosbois); présenté, 40. Ordre pour 2^e lecture rescindé, bill renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 114. Voir *infra*, 18.

3. Bill pour amender l'article 544 du—, (M. Casgrain); présenté et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 132. Voir *infra*, 18.

4. Bill amendant l'article 101a du Code municipal, (M. de Grosbois); présenté, lu la première fois et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 133. Voir *infra*, 18.

5. Bill amendant certaines parties du Code municipal, relatives aux cours d'eau, (M. Duplessis), présenté; lu la première fois et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 138. Voir *infra*, 18.

6. Bill amendant les articles 561 et 563 du—, (M. McIntosh), présenté et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 138. Voir *infra*, 18. Rapport, 260. Motion pour 2^e lecture; objecté que ce bill n'est pas dans l'ordre; M. l'Orateur devant donner sa décision plus tard, 418. Déclare le bill hors d'ordre, 421.

CODE MUNICIPAL :—Suite.

7. Bill amendant l'article 774 du Code municipal, (M. Duplessis), présenté et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 138. Voir *infra*, 18.

8. Bill amendant le Code municipal relativement aux chemins d'hiver, (M. Faucher de Saint-Maurice), présenté et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 144. Voir *infra*, 18.

9. Bill pour amender le Code municipal, (M. Lafontaine), présenté, 187. Lu la 2e fois et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 220. Voir *infra*, 18.

10. Bill amendant l'article 718 du Code municipal de la province de Québec, (M. Bernatchez), 31e règle suspendue ; bill présenté ; lu la 2e fois et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 222. Voir *infra*, 18.

11. Bill amendant le Code municipal de la province de Québec, (M. Goyette), présenté ; lu la 2e fois et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 230. Voir *infra*, 18.

12. Bill amendant le Code municipal, (M. Gladu), présenté ; lu la 2e fois et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 216. Voir *infra*, 18.

13. Bill amendant l'article 762a du Code municipal, relatif aux chemins municipaux, (M. Hall), présenté, 272. Motion pour 2e lecture ; amendement de l'honorable M. Pelletier pour renvoyer la 2e lecture à six mois, adopté, 447.

14. Bill amendant les articles 375 et 721 du Code municipal, (M. Tessier, Portneuf), présenté et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 149. Voir *infra*, 18. Rapport que ce bill soit réimprimé et ait M. Bisson pour promoteur, 260. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 396. Par le Conseil avec amendements, 434. Considérés et adoptés, 434. S. R., 516. (53 Vict., ch. 63.)

15. Bill du Conseil législatif, intitulé : "Acte pour amender le Code municipal, (l'honorable M. Gagnon) ; lu la 1ère fois, 442. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, avec un autre bill ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 452. Amendements adoptés, 465. S. R., 516. (53 Vict., ch. 64.)

16. Bill pour amender le Code municipal, relatif aux débentures municipales, (M. England), présenté, 442. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 452. Considéré avec le bill du Conseil législatif, intitulé : "Acte amendant le Code municipal," 452.

17. Bill amendant la loi électorale en étendant le droit de suffrage, et amendant le Code municipal en ce qui concerne la préparation du rôle d'évaluation, (l'honorable M. Gagnon), 38. Voir *Acte electoral*.

18. Comité spécial nommé pour examiner les amendements proposés au—, 113. Premier rapport nommant M. Bisson, président, et demandant que le quorum soit réduit à cinq membres, 138. Second rapport, 260. Bills renvoyés à ce comité, 114, 132, 133, 144, 149, 220, 222, 230.

Comités :

1. Résolutions pour la nomination des divers comités permanents pour la présente session, 14. Comité nommé pour préparer les listes des membres devant composer ces comités, 37. Rapports, 41, 72. Adoptés, 41, 72. Membres ajoutés à des comités, 92, 176. Noms substitués à d'autres, 93. Voir *Agriculture, Bills privés, Chemins de fer, Comptes publics, Industries, Législation et Lois expirantes, Ordres permanents, Privilèges et Elections*.

2. Comités spéciaux nommés. Voir *Association pharmaceutique, Code Municipal, Frontière Nord, Montréal, Ecole de médecine et de chirurgie*.

3. Les membres d'un comité donnant leur démission, 446.

4. Un comité considère deux bills en même temps, 452.

5. Instructions données à un comité permanent, 338.

6. Motions pour comité généraux, 37, 46, 88, 122, 220, 266, 296, 312, 314, 340, 400, 441, 473.

7. Comités généraux, 45, 46, 47, 65, 66, 67, 93, 14, 153, 226, 240, 267, 325, 318, 344, 374, 426, 452, 494. Voir *infra*, après 27.

8. Un comité siégeant sur un bill se lève sans faire de rapport, 396, 443, 446, 469.

9. Permis aux comités de siéger le samedi, 238.

10. Partie d'un rapport de comité non adoptée, 159.

11. Partie d'un rapport adoptée, 159.

12. Rapporte progrès et demande la permission de siéger de nouveau, 152, 255, etc.

13. Un comité auquel divers amendements ont été renvoyés rapporte qu'il les a réunis en un seul bill, 260.

RAPPORTS DES DIVERS COMITÉS PERMANENTS ET SPÉCIAUX, SAVOIR :

14. *Agriculture, Immigration et Colonisation* :—Premier rapport, 237.

15. *Association pharmaceutique* :—Comité spécial nommé, 171. Premier rapport, 238.

16. *Bibliothèque de la Législature* :—Comité conjoint de la—, Membres nommés par le Conseil, 106. Membres nommés par l'Assemblée, 106. Premier rapport fixant à sept membres le *quorum* de ce comité ; adopté par la Chambre, 168.

17. *Bills privés* :—Premier rapport, 74. Adopté, 111. Second, 124. Troisième, 124. Quatrième, 137. Cinquième, 144. Sixième, 159. Septième, 163. Huitième, 169. Neuvième, 176. Dixième, 201. Onzième, 207. Douzième, 214. Treizième, 322. Quatorzième, 237. Quinzième, 248. Seizième, 256. Dix-septième, 260. Dix-huitième, 265. Dix-neuvième, 258.

COMITÉS — *Suite.*

18. *Chemins de fer* :—Premier rapport, 111. Second, 132. Troisième, 138. Quatrième, 145. Cinquième, 160. Sixième, 176. Septième, 201. Huitième, 207. Neuvième 236. Dixième, 248. Onzième, 256. Douzième, 260.

19. *Code municipal* :—Premier rapport, 168. Second, 310.

20. *Comptes publics* : —Premier rapport, 105. Second, 471. Troisième, 496.

21. *Ecole de médecine et chirurgien, Montréal* :—Premier rapport, 281.

22. *Impressions* :—Premier rapport, 168. Second, 310. Troisième, 474. Quatrième, 515.

23. *Industries* :—Premier rapport, 110.

24. *Législation et lois expirantes* :—Premier rapport, 123. Second, 163. Troisième, 281. Quatrième, 358. Cinquième, 370. Sixième, 400.

25. *Listes des Comités devant composer les Comités permanents* :—Rapports, 41, 72.

26. *Ordres permanents* :—Premier rapport, 74. Second, 91. Troisième, 104. Quatrième, 110. Cinquième, 124. Sixième, 159. Partie seulement de ce rapport adoptée, septième, 168. Huitième, 175. Neuvième, 215. Dixième, 358.

27. *Privilèges et élections* :—Premier rapport, 124.

COMITÉS GÉNÉRAUX AUXQUELS ONT ÉTÉ RENVOYÉES CERTAINES RÉOLUTIONS RELATIVES A—
(*Pour détails, voir les entrées suivantes dans le corps de l'index :*)

1. Aliénés et idiots, 88, 93.

2. Bois marchand, 112, 123.

3. Chemins à barrières de la Rive Nord, 314, 344.

4. Chemins à barrières de la Rive Sud, 340.

5. Chemins de fer, subsides de certains—, 400, 426.

6. Chemins de fer, conversion en argent des subventions en terre, 473.

7. Droits de pêche, 312, 318.

8. Education supérieure, 37, 47.

9. Familles ayant douze enfants vivants, 67. Voir *Enfants et cent acres*.

10. Frontière nord de la province, 122, 153.

11. Hôpital protestant de Montréal pour les aliénés, 296.

12. Jurés et témoins de la Couronne, 122, 130.

13. Licences, lois des—de Québec, 65.

14. Magistrats de district, 66.

15. Pension de retraite des officiers publics, 287.

16. Ponts de colonisation, 46.

17. Pont sur le St. Laurent, 425, 436, 441, 452.

COMITÉ GÉNÉRAUX AUXQUELS ONT ÉTÉ RENVOYÉS CERTAINES RÉOLUTIONS RELATIVES
A—*Suite.*

18. Représentation Législative, 122, 123, 226, 239, 240. Voir *Assemblée législative*, 10, 11, 12 et 13.

19. Sociétés de colonisation, 45.

20. Témiscouata à Moncton, 220, 266.

21. Toronto, Université de—, 371.

22. Vente à l'encan, 312, 325.

COMMISSAIRES D'ÉCOLES :—Bill amendant l'article 1997 des S. R. P. Q., concernant l'élection des,—(M. Gladu), présenté, 230. Lu la 2^e fois et renvoyé à un comité général, 347. Considéré ; rapporté ; passé, 376. Par le Conseil, 425. S. R., 519. (53 Vict., ch. 30.)

COMMISSAIRES DES ÉCOLES PROTESTANTES :—Voir *Montréal*, 9 et 10.

COMMISSION POUR LA REFORGE DU CODE DE PROCÉDURE CIVILE :—Voir 49 et 50, des *Documents*.

COMMISSAIRE DES TERRES DE LA COURONNE :—Rapport du—, 121. Voir 247, des *Documents*.

Sommes payées par lui depuis le 1^{er} janvier 1890, 281—Voir *T*, des *Documents*.

COMMISSION, TIMBRES, ETC. :—En rapport avec la dette publique, 279. Voir *U*, des *Documents*.

COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER :

1. Etats, rapports etc., transmis par les—, 281. Voir 53, des *Documents*.

2. Etat des sommes payées aux—du 1^{er} juillet 1886 au 1^{er} février 1887, 236, 313. Voir 5, des *Documents*.

COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER SUBVENTIONNÉES :—Voir 52, des *Documents*.

COMPAGNIE DE CONDUITS SOUSTERRAINS DE MONTRÉAL :—Voir *Montreal Subway Co*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE QUÉBEC, MONTMORENCY & CHARLEVOIX :—Voir *Québec, Montmorency et Charlevoix*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE ST. JEAN ET SOREL :—Voir *St. Jean et Sorel*.

COMPAGNIE LE GRAND ORIENTAL :—Pétition demandant que les salaires qui leur sont dus par la,—leur soient payés à même le subside dû à cette compagnie, 144.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DE LA POINTE AU BUISSON :—Voir *Pointe au Buisson*.

COMPAGNIE DU CHEMIN DE FER DU COMTÉ DE DRUMMOND :—Voir *Drummond*.

COMPAGNIE D'ENTREPOT :—Voir *Montréal*, 11.

COMPAGNIE D'EXPOSITION :—Voir *Montréal*, 12.

COMPAGNIE DE TRAMWAY POPULAIRE DE MONTRÉAL :—Voir *Montréal*, 13.

COMPAGNIE DE CHAUX ET DE MARBRE DE DUDSWELL :—Voir *Dudswell*.

COMPAGNIE DE CHAUX DE LA PUISSANCE :—Voir *Dudswell*.

COMPAGNIE MUNICIPALE DE GAZ :—Voir *Montréal*, 14.

COMPTES PUBLICS :—Comité permanent nommé, 14, 37, 72. Membre ajouté à ce comité, 92. Premier rapport; *quorum* réduit à sept, 105. Second rapport, faisant connaître que le comité s'est enquis de différents sujets, 471. Troisième rapport, 496.

COMPTES PUBLICS :—Voir 55, *des Documents*.

CONCESSIONS FORESTIÈRES :—Voir V, *des Documents*.

CONCOURS PROVINCIAUX D'AGRICULTURE :—Voir *Agriculture*.

CORNEILLIER, CHARLES AUGUSTE :—Voir 169, *des Documents*.

CONFÉRENCE :—Le Conseil Législatif demande une conférence au sujet des amendements faits par la Chambre au Bill amendant la loi relative aux inhumations, 441. Message du Conseil devant être pris en considération plus tard, 442. Délégués de l'Assemblée Législative nommés, 446. Message du Conseil priant les délégués de la Chambre de se rendre à la conférence; La Chambre suspend ses délibérations; La Chambre reprend ses délibérations et l'un des délégués communique à la Chambre les raisons données par le Conseil pour ne pas concourir dans les amendements par la Chambre au dit Bill, 458. Le Conseil n'insiste pas sur ses amendements, 468. Nouvel amendement du Conseil adopté, 469.

CONFÉRENCE INTERPROVINCIALE :—Voir 56 *des Documents*.

CONSEILS DE LA REINE :—Voir W, *des Documents*.

CONSEIL EXÉCUTIF :—Bill amendant le titre troisième des S. R. P. Q., relatif au, — (L'hon. M. Mercier), présenté, 37. Motion pour seconde lecture; amendement de l'hon. M. Flynn pour renvoyer la seconde lecture à six mois, négative; bill lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 89. Motion pour comité général adoptée sur division; considéré; amendé; amendements adoptés sur division; lu la 3e fois et passé, 93. Par le Conseil avec amendements, 207. Considérés et adoptés, 208. S. R., 516. (53 Vic., ch. 13.)

CONSEIL LÉGISLATIF :

Messages envoyés au Conseil :—

1. Désignant ceux des députés qui doivent faire partie du Comité collectif au sujet des impressions, 106. De la Bibliothèque, 107.

2. Communiquant à Leurs Honneurs les raisons pour lesquelles cette Chambre ne concourt pas dans les amendements faits par le Conseil au bill pour amender les articles 67, 68, 69 du Code de Procédure civile, 211.

CONSEIL LÉGISLATIF :—*Suite.**Messages du Conseil :*

3. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité conjoint de la Bibliothèque, 106.

4. Désignant ceux de ses membres devant faire partie du comité conjoint des Impressions, 118.

5. Communiquant ses bills et demandant le concours de la Chambre, 207, 295, 307, 348, 397, 442.

6. Bills du Conseil amendés par la Chambre, 358, 365, 434, 452. Amendements adoptés par le Conseil, 379, 380, 426.

7. Adoptant les Bills de la Chambre sans amendement, 118, 132, 144, 170, 185, 216, 222, 230, 262, 271, 277, 300, etc. Avec amendements, 176, 207, 230, 272, 300, etc.

8. Priant les délégués de la Chambre de se rendre à la conférence adoptée au sujet du bill amendant la loi relative aux inhumations, 458.

9. Amendements du Conseil considérés de suite, 230, 301, 315, etc.

10. Seconde lecture remise à plus tard, 177, 185, 316, 356, 365, 408, etc. Lus la seconde fois et adoptés, 192, 332, 370, 409, 412. Seconde lecture des amendements renvoyée à six mois, 413.

11. Le Conseil n'insiste pas sur ses amendements, 272, 468.

CONVERSION DE LA DETTE :—Voir 235, *des Documents*.

CORPORATIONS COMMERCIALES :—Voir X. Y. Z., 57, 58, 59 et 60, *des Documents*.

CÔTE ST. ANTOINE :—Pétition demandant un acte pour changer son nom et l'ériger en ville, 74 Rapport de l'avis, 91. Bill (M. Champagne), présenté, 92. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 147. Rapporté amendé, 260. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 290. Par le Conseil avec amendements, 421. S. R., 517. (53 Vic., ch. 76.)

Pétition demandant des amendements à ce bill, 260.

CÔTE ST. LOUIS :—Voir *Ville Marie*.

COUILLARD, ALPHONSE :—Voir 61, *des Documents*.

COUPAL, SIXTE :—Pont sur la rivière au Diable, 309, 401, 445. Voir 62 et 63, *des Documents*.

COUPE DE BOIS, PERMIS POUR :—Voir 64 et 65 *des Documents*.

COUR DE MAGISTRATS DE DISTRICT :—Bill relatif à certaines procédures faites devant la,—de Montréal, et à l'exécution des jugements de ce même tribunal, (l'honorable M. Turcotte) ; présenté, 281. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 288. Par le Conseil avec amendements, 315. Considérés et adoptés, 315. S. R., 519. (53 Vict., ch. 52.)

Voir 66, *des Documents*.

COUR DES COMMISSAIRES :—Bill amendant le Code de procédure civile, relativement à la,—(l'honorable M. Turcotte); présenté, 187. Lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général; considéré; rapporté progrès 221. Considéré de nouveau; amendé; rapporté; lu la 3e fois sur division et passé, 247. Par le Conseil, 277. S. R., 518. (53 Viet., ch. 62.)

COURS CIVILES :—Bill pour mieux définir la juridiction civile des cours civiles du district de Québec (du Conseil.) Lu la 1ère fois, (M. David), 296. Seconde lecture renvoyée à six mois, 448.

COUR SUPÉRIEURE, MONTRÉAL :—Voir *AA, des Documents.*

COUR SUPÉRIEURE ET DE CIRCUIT :—Bill pour étendre la juridiction territoriale des cours supérieure et de circuit du district de Montréal, (M. Cameron); présenté, 100. Motion pour 2e lecture; amendement de M. Boyer pour renvoyer la 2e lecture à six mois, 171. Adopté, 173. Pétitions en faveur de ce bill, 144, 175.

COURS D'EAU :—Bill amendant certaines parties du Code municipal, relatives aux cours d'eau, (M. Duplessis); présenté et renvoyé au comité spécial sur Code municipal, 138.

CULTURE DU TABAC :—Voir *67, des Documents.*

DAME D'ESTIMAUVILLE *vs.* J. A. TREMBLAY :—Voir *257, des Documents.*

DAVELUY, GEORGE :—Pétition demandant un acte l'autorisant à être admis au barreau, 144. Rapport de l'avis, 159. Partie du rapport du comité des ordres permanents relative à cette pétition, non adoptée, 159.

DÉCISIONS JUDICIAIRES :—Voir *BB, des Documents.*

DELISLE, NOLAN :—Pétition de—*et al.*, demandant un acte les autorisant à faire un emprunt et hypothéquer certaines propriétés substituées, 149. Rapport de l'avis, 168. Bill (M. Lafontaine), présenté, 169. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 206. Rapporté amendé, 237. Considéré en comité général; rapporté; passé, 255. Par le Conseil, 300. S. R., 518. (53 Vict., ch. 121.)

DEMARTIGNY, CHS. L. :—Pétition de— et de J. C. Hubert Lacroix, 15; demandant un acte les autorisant à effectuer un emprunt etc., 39. Rapport de l'avis, 104. Bill (M. Boyer), présenté, 106. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité des bills privés, 118. Rapporté, 137. Considéré; rapporté; passé, 146. Par le Conseil, 216. S. R., 517. (53 Vict., ch. 119.)

DEPARTEMENT DE L'AGRICULTURE ET DE LA COLONISATION :—Paiements faits par le— depuis le 31 décembre 1889, 388, 422. Voir *68, des Documents.*

DEPARTEMENTS PUBLICS :—Voir *CC, des Documents.*

DÉPÔTS DES CIES DE CHEMINS DE FER :—Voir *71, des Documents.*

DÉPUTÉS :

1. Prêtent serment et prennent leurs sièges, 12, 86.

2. Pierre Evariste LeBlanc, député pour Laval se lève de son siège et déclare qu'il est informé et qu'il se croit en état d'établir que Owen Murphy, député pour Québec-Ouest, a profité de sa position de membre de cette Chambre et de son influence auprès de l'honorable Arthur Turcotte, député pour Trois-Rivières, pour se faire concéder à prix réduits une propriété de grande valeur, située à Hull et connue sous le nom de "Table Rock", 351. Motion que la dite déclaration soit renvoyée à un comité spécial ; objecté par l'hon. M. Gagnon que cette déclaration ne comporte pas une question de privilège ; M. l'Orateur décide que la Chambre peut s'en occuper immédiatement ; motion d'urgence, négative, 355. Motion pour que la dite déclaration soit renvoyée au comité des privilèges et élections, adoptée, 395. Rapport du comité, 465. (Appendice No. 2 ; page 527.) Motion pour l'adoption de ce rapport et pour que le siège de P. E. LeBlanc, écr., soit déclaré vacant ; débat ajourné, 490. Repris et ajourné de nouveau, 473, 474, 477, 478. Débat repris ; amendement de l'hon. M. Mercier proposé, 482 ; adopté, 493. Motion principale, ainsi amendée, adoptée, 494.

3. L'hon. M. Turcotte déclare de son siège que, dans tout le cours des négociations qui ont eu pour résultat la vente de cette propriété, connue sous le nom de "Table Rock," il n'a été guidé que par le seul désir de protéger et de servir les intérêts de la province, etc ; ordonné que la dite déclaration soit insérée dans les Journaux de la Chambre, 399.

4. M. l'Orateur ayant appelé M. de Grosbois, député pour la division électorale de Shefford, pour le remplacer temporairement au fauteuil ; objection étant faite que M. Nantel, député de Terrebonne, n'a pas le droit de parler seulement pour faire passer le temps, M. l'Orateur suppléant renvoie l'objection, disant qu'il ne peut pas limiter le député de Terrebonne sur la longueur de son discours ; mais il déclare que le dit député ayant, avec persistance, traité des sujets qui ne se rapportent pas à la question, et s'étant livré à des attaques personnelles et injurieuses envers des membres du gouvernement et de la Chambre, il demande à la Chambre de décider, par son vote, si elle est d'opinion qu'il soit permis au député de Terrebonne de continuer son discours. Il cite, à l'appui de cette décision, May, édition de 1883, page 350 ; et la question de savoir si M. Nantel doit continuer son discours étant posée, la Chambre décide dans la négative, 368. Motion que l'entrée ayant rapport à cet incident soit rayée des procès-verbaux de la Chambre comme étant injuste et injurieuse envers M. Nantel ; amendement proposé ; débat, ajourné, 372. Résolu, *nemine contradicente*, que cette Chambre, sans se prononcer sur l'exactitude ou l'inexactitude des faits consignés aux dits procès-verbaux, dans le but de rétablir la paix et l'harmonie dans cette Chambre, ordonne que tout ce qui se rapporte à cet incident soit biffé des dits procès-verbaux, et qu'il soit immédiatement procédé aux ordres du jour, 379.

5. Que les documents originaux mis par M. Murphy devant le comité des privilèges et élections dans l'affaire de *Table Rock* lui soient remis, 495.

DÉSARVEU DE LA LOI 52 VIC., CH. 30.—Voir 69, *des documents*.

DESCHAMPS, LISTE DES MUNICIPALITÉS :—Voir 70, *des Documents*.

DETTE DE LA PROVINCE :—Voir 71, *des Documents*.

DICTIONNAIRE GÉNÉALOGIQUE :—Voir DD, *des Documents*.

DIVERS EN GÉNÉRAL :—Voir 72, *des Documents*.

Documents, par ordre alphabétique :

MIS DEVANT LA CHAMBRE :—Relatifs à—

(REMARQUE.— Dans l'Index, les Documents portant un chiffre sont ceux qui ont été demandés et mis devant la Chambre et dont quelques uns ont été imprimés; (voir la liste à la fin de l'Index) et ceux portant des lettres A. B. etc., sont ceux qui ont été demandés ou ordonnés, mais n'ont pas été mis devant la Chambre. Le chiffre à gauche du document n'est pas le No. de ce document, mais est mis comme No. de référence.)

	ORDONNÉS.	PRE- SENTÉS
1. <i>Accidents dans les fabriques et usines</i> :—Etat du nombre des accidents arrivés dans les fabriques et usines de la province de Québec, dans le cours de l'année 1889, ainsi que le résultat de l'enquête faite, dans chaque cas, par les inspecteurs de manufactures de la province, Mitchell, Gagnon et Côté.....(<i>Document No. 210.</i>)	Par Ordre, 364.	431
A. <i>Agriculture</i> :—Etat comparatif des sommes dépensées par le gouvernement de cette province, pour favoriser l'agriculture, directement ou indirectement, durant les années depuis 1882 à 1889, et les montants des budgets, pour les mêmes fins, pour les années 1889-90 et 1890-91.	Par Ordre, 363.	
2. <i>Agriculture et Colonisation</i> :—Rapport du Commissaire del'— pour l'année 1889..(<i>Document No. 2.</i>)	Par Ordre du Lieut. Gouv.	127
3. <i>Agriculture et Colonisation, Département de l.</i> :—Etat détaillé des paiements faits, depuis le 31 décembre dernier, par le département de l'agriculture et de la colonisation, pour inspections, visites et explorations.....(<i>Document No. 204.</i>)	Par Ordre, 388.	422
4. <i>Archives</i> :—Correspondance échangée, entre l'honorable Secrétaire de la province et M. Faucher de Saint-Maurice, à propos de certains renseignements importants pour notre histoire documentaire et pour nos archives.....(<i>Document No, 158.</i>)	Par Ordre, 315.	315
5. <i>Arpentages</i> :—Liste de tous les arpentages ordonnés par le gouvernement ou le commissaire des terres de la Couronne, depuis le 29 janvier 1887; noms des arpenteurs employés; sommes payées à chacun d'eux. <i>Impression ordonnée, 311.</i> (<i>Document No. 63.</i>)	Ordre du 5 juillet 1888, 329.	107
6. <i>Association agricole des Cantons de l'Est</i> :—Correspondance échangée entre l'Association agricole des		

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
6. <i>Association Agricole des Cantons de l'Est</i> .— <i>Suite.</i>		
Cantons de l'Est et le gouvernement, ou aucun de ses membres, concernant une aide à cette association.....(<i>Document No. 32.</i>)	Ordre du 11 mars 1889, 328.	18
7. <i>Assurances Mutuelles</i> .—Second rapport de l'Inspecteur des—de la province pour l'année 1889. (<i>Document No 181.</i>)	Par Acte.	379
B. <i>Avances</i> .—Etat des sommes avancées par le gouvernement à divers journaux, en sus du prix des ouvrages actuellement faits par tels journaux; avec mention des considérations pour lesquelles telles avances ont été faites.	Par Ordre, 85.	
C. <i>Avis du Gouvernement</i> .—Copie de tous arrêtés en Conseil et tout ordre donné par l'honorable M. Robertson, pendant les années 1884 et 1885, au sujet de la publication des avis du gouvernement et des journaux dans lesquels ces avis devaient être publiés.	Adresse, 513.	
D. <i>Bachand, Révd. J.</i> .—Documents relatifs à l'item 11 du budget pour 1890, savoir: " Rév. J. Bachand, entretien et réparation de l'école de Saint-Edouard de Knowlton, \$300.00. "	Par Ordre, 236.	
8. <i>Baie des Chaleurs</i> .—Rapport spécial de M. Charles Langelier, commissaire, daté de ce jour, au sujet de la section K du chemin de fer de la Baie des Chaleurs et la liste des travailleurs, avec les montants dues à chacun. <i>Impression ordonné, 475.....(Document No 90.)</i>	Adresse, 141.	173
9. <i>Baie des Chaleurs</i> .—Rapports et documents quelconques, se rattachant aux travaux sur la section K du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, et des demandes de paiements des gages des ouvriers du droit de passage, des provisions fournies, etc., etc., en rapport avec les travaux de cette section. <i>Impression ordonné, 475.....(Document No. 90b)</i>	Par Ordre, 305, 307.	401
10. <i>Baie des Chaleurs</i> .—Production du troisième rapport du commissaire concernant la compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs. (<i>Document No. 226.</i>)	Par Ordre, 443.	445
E. <i>Baie des Chaleurs</i> .—Copie du rapport de l'enquête de Charles Langelier concernant les réclamations		

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*E. *Baie des Chaleurs* :—*Suite.*

contre les sections G et H, du chemin de fer de la Baie des Chaleurs ; copie de toutes les réclamations, les noms des réclamants, et les montants dus à chacun et les montants payés depuis.

F. *Baie des Chaleurs* :—Documents relatif aux réclamations produites devant M. Charles Langelier, commissaire enquêteur, re chemin de fer de la Baie des Chaleurs, en rapport avec les travaux exécutés sur les sections depuis Matapédia jusqu'à la rivière grande Cascadédia.

11. *Barnard, E. A.* :—Etat détaillé de toutes les sommes payées à M. E. A. Barnard, secrétaire actuel du conseil de l'agriculture pour dépenses de voyage, depuis le premier juillet 1883.

(Document No. 137.)

G. *Barnard E. A.* :—Etat détaillé de toutes les sommes payées à M. E. A. Barnard, en sus de son salaire et de ses dépenses de voyage, depuis le premier juillet 1882.

12. *Beauce, cours du district de* :—Requête et correspondances s'opposant aux changements des limites judiciaires du district de Beauce et à l'extention de la juridiction des cours du district de Québec sur icelui.....(Document No 14.)

13. *Beauharnois* :—Correspondance et documents transmis, au bureau de l'honorable Secrétaire Provincial, s'opposant à la passation d'un bill, demandant une juridiction concurrente entre les cours supérieures et de circuit de Montréal.

(Document No. 76.)

14. *Beaulieu, J. B.* :—Etat indiquant les raisons pour lesquelles M. J. B. Beaulieu, garde forestier pour la division ouest du comté de Rimouski, a été destitué et par qui il a été remplacé.

(Document No. 39.)

H. *Beaumont, empierrement du chemin de* :—Correspondances échangées entre le Premier ministre et M. Faucher de Saint-Maurice, au sujet de l'empierrement du chemin de Beaumont.

15. *Beauvais, Institut Agronomique* :—Documents, se rattachant à l'établissement d'une succursale de l'Institut Agronomique de Beauvais, dans la province de Québec.....(Document No. 58.)

ORDONNÉS.

PRÉ-
SENTÉS.Par Ordre,
387.Par Ordre,
416.Par Ordre,
219.

275

Par Ordre,
254.Ordre du 21
février 1887,
209.

16

Par Ordre,
121.

122

Ordre du 20
mars 1889,
399.

19

Par Ordre,
513.Adresse,
45.

87

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
16. <i>Bellechasse, argents de colonisation</i> :—Correspondances échangées avec le gouvernement, depuis la dernière session, au sujet des argents de colonisation dépensés dans le comté de Bellechasse. (<i>Document No. 70.</i>)	Par Ordre, 43.	121
17. <i>Bellechasse, argents de colonisation</i> :—Correspondances à propos des argents de colonisation à être dépensés dans le comté de Bellechasse. (<i>Document No. 216.</i>)	Par Order, 415.	444
<i>Bellechasse, Collège et Couvent de St-Michel de</i> :—Voir <i>infra</i> , 227, 228 et 229.		
18. <i>Bellechasse, Ponts du comté de</i> :—Correspondances entre le gouvernement, M. Gérard Macquet, et toutes autres personnes à propos des ponts du comté de Bellechasse. ....(<i>Document No. 59.</i>)	Par Ordre, 44.	87
19. <i>Béland & Martineau</i> :—Copie de tous les comptes entre le département des travaux publics ou aucun autre département et MM. Béland & Martineau, marchands de bois, de Saint-Roch de Québec, ou M. Béland, seul, ou M. Martineau, seul, pour les frais de l'exposition provinciale de 1887 ou pour d'autres fins...(<i>Document No. 50.</i>)	Ordre du 20 mars 1889. 397.	75
I. <i>Bernatchez, Numa</i> :—Correspondance touchant les deux octrois de \$375.00 chacun, accordé à M. Numa Bernatchez, pour deux fromageries, dont l'une au Cap Chatte, et l'autre à Ste. Anne des Monts.	Par Ordre, 461.	
20. <i>Berthier</i> :—Correspondance au sujet de l'octroi de \$12,000 à la fabrique de sucre de betterave de Berthier. ....(<i>Document No. 20.</i>)	Ordre du 27 février 1889, 253.	16
21. <i>Bibliothèque de la Législature</i> :—Rapport du conservateur de la—.	111 ^{me} Règle	19
J. <i>Biens des Jésuites</i> :—Copie des ordres en Conseil autorisant le gouvernement à disposer des biens dits "des Jésuites," et de toute correspondance à ce sujet.	Adresse 44.	
K. <i>Biens des Jésuites</i> :—Documents se rapportant à la distribution des \$400,000 accordées par l'acte de 1888, comme part offerte aux catholiques dans le règlement de la question des biens appelés "Biens des Jésuites." Correspondance, papiers, etc., échangés entre le gouvernement et le comité protestant du Con-		

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*K. *Biens des Jésuites* :—*Suite.*

seil de l'Instruction publique, relativement à la somme de \$60,000 mentionnée dans l'acte de 1888, concernant le règlement de la question des Biens des Jésuites.

Adresse,
84.

L. *Bois* :—Copie de tous les ordres en conseil, concernant la vente et l'administration des bois sur les terres de la Couronne passés, depuis 1er janvier 1883.

Adresse,
254.

M. *Bonaventure* :—Etat indiquant les noms de toutes les personnes en faveur desquelles il a été fait des remises de droits de la Couronne, sur la coupe du bois, dans le comté de Bonaventure, depuis le 1er février 1887, avec les montants remis à chacune d'elles.

Par Ordre
309

22. *Bossé, Monseigneur* :—Copie de la lettre de—, adressée au gouvernement, en rapport avec les secours à donner aux pêcheurs du Labrador. Etat détaillé des dépenses, achat de provisions etc., par M.M. Turner & Cie., et toutes correspondances à ce sujet.

Par Ordre,
71.

Impression ordonnée, 311.....(Document No. 61.)

87

23. *Boston, vente de livres à* :—Correspondance échangée entre M. Gerald Hart, de Montréal, et M. Lemay, de Québec, à propos de la vente, à Boston, de la collection de livres et de documents concernant l'histoire du Canada.

Par Ordre,
364

397

(Document No. 190.)

N. *Brome, associations d'agriculture et d'horticulture* :—Copie de deux requêtes des dignitaires des—du comté de—, présentées l'automne dernier à l'honorable commissaire de l'agriculture, ainsi que de la lettre, en date du 15 novembre 1889, adressée et envoyée par l'honorable commissaire ou quelque employé de son département, à Sydney A. Fisher, écr., M. P.

Par Ordre
387

24. *Brome, routes du comté de* :—Correspondances échangées entre le gouvernement et Sydney A. Fisher, M. P., du comté de Brome, ou autres personnes, en 1889, au sujet de subventions accordées pour l'entretien des—.....*(Document No. 170.)*

Par Ordre,
315

348

25. *Réponse supplémentaire.....(Document No. 188.)*

315

397

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
O. <i>Brôme, Société d'agriculture du comté de</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et Sydney A. Fisher, écr., au sujet de l'octroi d'une somme d'argent à la,—en octobre ou novembre dernier.	Par Ordre, 279	
26. <i>Cadastré et arpentages</i> :—Etat détaillé des paiements faits par le département des terres, depuis le premier juillet jusqu'au 31 décembre 1889, pour le service du cadastré ; pour arpentages ; pour dépenses générales de ce département. (<i>Document No. 209.</i>)	Par Ordre, 280	431
27. <i>Cadastré du comté de Gaspé</i> :—Correspondance au sujet de la confection du cadastré par M. Petrus Gauvreau, des cantons de Malbaie, Douglass, York, Gaspé, ou aucune autre partie du comté de Gaspé, depuis le 17 janvier 1889. (<i>Document No. 109.</i>)	Par Ordre, 85	251
28. <i>Cadastré des Isles de la Madeleine</i> :—Etat indiquant les noms, résidences, salaires et occupations des personnes employées sous la direction de Ludger Miville Dechéne, pour la confection du cadastré des Iles de la Madeleine, etc., etc. (<i>Document No. 184.</i>)	Par Ordre 308	380
29. <i>Cap Ozo, Pont au</i> :—Correspondance et rapports d'inspection etc., au sujet de la reconstruction d'un pont au Cap Ozo, dans la Baie de Gaspé. (<i>Document No. 187.</i>)	Par Order, 310	397
30. Réponse supplémentaire(<i>Document No. 187b.</i>)	310	445
31. <i>Cap Santé</i> :—Correspondances entre le gouvernement et aucune personne de la paroisse du Cap Santé, comté de Portneuf, ou d'ailleurs, relativement à l'allocation de \$250.00 pour la construction d'un bac sur la rivière Jacques-Cartier, entre le Cap Santé et les Ecureuils(<i>Document No. 212.</i>)	339	438
P. <i>Caron, Emile et Joseph Valcourt</i> :—Correspondance à propos des poursuites contre Emile Caron et Joseph Valcourt pour avoir donné et vendu des liqueurs alcooliques à des employés de chemin de fer, lorsque ces derniers étaient en devoir à bord d'un convoi, le ou vers le 2 février 1890.	Par Ordre, 461	
32. <i>Carrier, Achille</i> :—Copie de la lettre de démission de Achille Carrier, écr., avocat, de Québec, comme		

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
32. <i>Carrier, Achille</i> :— <i>Suite.</i>		
interprète officiel de la Cour du Banc de la Reine siégeant au criminel ; copie de la commission ou lettre nommant le successeur du dit Achille Carrier.....(<i>Document No. 75.</i>)	Adresse 109	121
33. <i>Carte de la province</i> :—Dépôt sur le bureau de la Chambre, de la carte de la Province, indiquant en couleurs différentes : 1. le domaine public actuellement sous licence de coupe de bois ; 2. le territoire non actuellement sous licence et non concedé, qui reste disponible pour l'exploitation forestière.....(<i>Document No. 159.</i>)	Par Ordre 71	329
34. <i>Cascapédia à Gaspé, route</i> :—Correspondance et rapports d'explorations, plans, requêtes et d'au- tres écrits en la possession du gouvernement, au sujet de l'item 115 du budget des dépenses pour 1889-1890. (Grande route de Cascapédia à Gaspé.).....(<i>Document No. 24.</i>)	Ordre du 4 mars, 1889. 274	17
35. <i>Cautionnements</i> :—Etat des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 18 janvier 1889 au 27 janvier 1890, tel que requis par l'article 633 des S. R. P. Q. ....(<i>Document No. 81.</i>)	Par acte	134
Q. <i>Cèdre, Poteaux et dormants en</i> :—Etat indiquant le nombre de poteaux et dormants en cèdre ont été coupés sur les terres de la Couronne, dans l'Agence de Gaspé, Bassin de Gaspé, durant la saison 1888-89.	Par Ordre 376	
R. <i>Cent acres</i> :—Liste de toutes les demandes adressées au gouvernement pour l'octroi des cent acres de terre, aux pères et mères de douze enfants vivants.	Par Ordre 440	
36. <i>Champagne et Barry</i> :—Copie de l'arrêt du Conseil, en date du 9 avril 1889, concernant le salaire de MM. Champagne et Barry, magistrats de district, Montréal.....(<i>Document No. 176.</i>)	Adresse 363	367
37. <i>Champlain, octroi de colonisation</i> :—Documents au sujet des octrois de colonisation, dans le comté de Champlain, depuis le 1er février 1887. (<i>Document No. 230.</i>)	Par Ordre, 328	466

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*32. *Carrier, Achille* :—*Suite.*

interprète officiel de la Cour du Banc de la Reine
siégeant au criminel ; copie de la commission ou
lettre nommant le successeur du dit Achille
Carrier.....(*Document No. 75.*)

Adresse
109

121

33. *Carte de la province* :—Dépôt sur le bureau de la
Chambre, de la carte de la Province, indiquant
en couleurs différentes : 1. le domaine public
actuellement sous licence de coupe de bois ; 2. le
territoire non actuellement sous licence et non
concedé, qui reste disponible pour l'exploitation
forestière.....(*Document No. 159.*)

Par Ordre
71

329

34. *Cascapédiac à Gaspé, route* :—Correspondance et
rapports d'explorations, plans, requêtes et d'au-
tres écrits en la possession du gouvernement, au
sujet de l'item 115 du budget des dépenses pour
1889-1890. (Grande route de Cascapédiac à
Gaspé.).....(*Document No. 24.*)

Ordre du 4
mars, 1889.
274

17

35. *Cautionnements* :—Etat des cautionnements donnés
par les officiers publics du gouvernement de la
province de Québec, depuis le 18 janvier 1889 au
27 janvier 1890, tel que requis par l'article 633
des S. R. P. Q.(*Document No. 81.*)

Par acte

134

Q. *Cèdre, Poteaux et dormants en* :—Etat indiquant le
nombre de poteaux et dormants en cèdre ont été
coupés sur les terres de la Couronne, dans
l'Agence de Gaspé, Bassin de Gaspé, durant la
saison 1888-89.

Par Ordre
376

R. *Cent acres* :—Liste de toutes les demandes adressées
au gouvernement pour l'octroi des cent acres de
terre, aux pères et mères de douze enfants
vivants.

Par Ordre
440

36. *Champagne et Barry* :—Copie de l'arrêt du Conseil,
en date du 9 avril 1889, concernant le salaire
de MM. Champagne et Barry, magistrats de
district, Montréal.....(*Document No. 176.*)

Adresse
363

367

37. *Champlain, octroi de colonisation* :—Documents au
sujet des octrois de colonisation, dans le comté de
Champlain, depuis le 1er février 1887.

(*Document No. 230.*)

Par Ordre,
328

466

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
46. <i>Choquette et Tremblay</i> :—Copie du rapport de M. Ambroise Choquette, et celui de M. P. E. Tremblay, sur l'émigration des Canadiens-français aux Etats-Unis et leur repatriement. (<i>Document No. 123.</i>)	Par Ordre, 210.	253
47. <i>Cimon, S. X. Pétition de droit</i> :—Documents en rapport avec la réclamation de feu S. X. Cimon ou ses ayants cause, et du dossier dans la pétition de droit accordée à ce sujet, avec les noms des avocats employés par le gouvernement. (<i>Document No. 95.</i>)	Adresse 98.	177
S. <i>Cloran, M.</i> :—Copie du rapport de M. Cloran, sur le système des procès par jury en matières criminelles.	Par Ordre, 304.	
48. <i>Clyde</i> :—Correspondance échangée entre H. Chené, sous-agent des terres de la Couronne et le gouvernement, relativement aux achats faits, par des colons de bonne foi, du dit agent Chené, de terres situées dans les rangs D et E de Clyde, actuellement réclamées par les colons Mercier. (<i>Document No. 213.</i>)	Par Ordre, 364.	438
49. <i>Code de Procédure civile</i> :—Correspondance relative à la nomination d'une Commission pour la refonte du Code de procédure civile. (<i>Document No. 26.</i>)	Ordre du 4 mars 1889. 276.	17
50. <i>Code de Procédure civile</i> :—Correspondance concernant l'institution d'une commission pour reviser et amender le Code de procédure civile du Bas-Canada.....(<i>Document No. 179.</i>)	Par Ordre, 305.	370
51. <i>Colonisation</i> :—Etat indiquant les noms des personnes qui ont été mises en accusation, depuis février 1887, pour avoir commis des fraudes dans l'emploi des fonds de colonisation; accusation contre chacune d'elles; conviction; sentence, etc., etc.....(<i>Document No. 41.</i>)	Ordre du 20 fév. 1889. 203.	43
T. <i>Commissaire des terres de la Couronne</i> :—Etat détaillé de toutes les sommes payées par le,—depuis le 1er janvier 1890 jusqu'à ce jour.	Par Ordre, 281.	
U. <i>Commission, timbres etc.</i> :—Etat détaillé des paiements au montant de \$21,319.12 pour commission, timbres, etc., prime, escompte et change, frais d'administration de la dette publique, ins-		

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
U. <i>Commission, timbres, etc.</i> :— <i>Suite.</i>		
crit à la page 3 de l'état des recettes et paiements de la province du 1 ^{er} juillet au 31 décembre 1889.	Par Ordre 279.	
52. <i>Compagnies de chemins de fer subventionnées</i> :—Montant détaillé des argents payés pour subsides aux diverses compagnies de chemin de fer subventionnées, depuis le 1 ^{er} juillet 1889 à cette date. (<i>Document No. 157.</i>)	Par Ordre, 280.	314
53. <i>Compagnies de chemins de fer, états, rapports, etc., des</i> : Etats, rapports et statistiques transmis au commissaire des travaux publics, par diverses compagnies de chemins de fer en conformité des articles 5176, (paragraphe 4) 5178, 5179 et 5180 des S. R. P. Q. ....(<i>Document No. 142.</i>)	.....	281
54. <i>Compagnies de chemins de fer</i> :—Etat des sommes payés aux compagnies de chemins de fer, du 1 ^{er} juillet 1886 au 1 ^{er} février 1887, indiquant le montant payé à chaque compagnie, et pareil état pour la période comprise entre le 1 ^{er} février et le 1 ^{er} juillet 1887. ....(<i>Document No. 156.</i>)	Par Ordre, 236.	313
55. <i>Comptes publics</i> :—Etat des—, de la province de Québec, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1889. (<i>Document No. 48.</i>)	Par ordre du Lieut.-Gouv.	70
V. <i>Concessions forestières</i> :—Correspondance échangée entre l'honorable commissaire ou le département des terres de la couronne, et tout adjudicataire de concessions forestières de la province, concernant les états faits par tel adjudicataire ou porteur de licence, touchant ces opérations, depuis le 20 février 1889, etc., etc.	Par Order, 314.	
56. <i>Conférence interprovinciale</i> :—Documents, correspondances etc., au sujet des résolutions de la conférence interprovinciale de 1888. <i>Impression ordonnée, \$11. (Document No. 131.)</i>	Adresse 254.	265
W. <i>Conseils de la Reine</i> :—Correspondances au sujet de la nomination des Conseils de la Reine.	Adresse 314.	
57. <i>Corporations commerciales</i> :—1. Copie de la lettre adressée par M. Beausoleil au gouvernement en 1888, lorsqu'il a transmis ses comptes re taxes sur les corporations commerciales.		

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
57. <i>Corporations commerciales</i> :— <i>Suite.</i>		
Copie de la lettre de l'honorable M. Shehyn sur le même sujet, publiée pendant la dernière élection dans le comté de Mégantic. Aussi copie de tout arrêté du Conseil et de toute correspondance avec M. Beausoleil, et de tout document sur le même sujet..(<i>Document No. 85.</i>)	Adresse du 14 mars 1889. 205, 353.	18
X. <i>Corporations commerciales</i> :—Etat indiquant le montant payé pour frais de poursuite par les—, contre lesquelles ont été intentées des actions au recouvrement de la taxe imposée contre elles en 1882.	Par Ordre, 71.	
Y. <i>Corporations commerciales</i> :—Correspondance et documents concernant le règlement définitif du compte de M. Beausoleil, avec le gouvernement pour perceptions des taxes directes imposées sur les corporations commerciales.	Par Ordre, 71.	
Z. <i>Corporations commerciales</i> :—Correspondance entre le gouvernement et M. Beausoleil, au sujet de la perception des taxes sur les corporations commerciales, et copie de tous écrits et documents concernant cette affaire, moins toutefois ceux déjà compris dans le document No. 101 de la session de 1888, &c.	Par Ordre 71.	
58. <i>Corporations commerciales</i> :—Liste de toute les corporations commerciales qui ont payé la taxe directe, imposée par le Statut de 1882, durant le dernier exercice financier ; et montant payé par chacune. <i>Impression ordonnée, 311.....(Document No. 101.)</i>	Par Ordre, 171.	208
59. <i>Corporations commerciales</i> :—Etat montrant quel est le chiffre des arrérages (accumulés avant le 17 juillet 1887) compris dans l'item " Taxes sur les corporations commerciales, \$144,550.84, " à la page 6 des Comptes publics, pour 1889. <i>Impression ordonnée, 311.....(Document No. 102.)</i>	Par Ordre 210	222
60. Réponse supplémentaire.....(<i>Document No. 108.</i>)	210	238
61. <i>Couillard, Alphonse</i> :—Copie de toutes instructions données à l'officier-rapporteur, Alphonse Couillard, écuyer, shérif, avant ou pendant la dernière élection dans le comté de Rimouski. <i>Impression ordonnée, 311.....(Document No. 60.)</i>	Adresse 70	87

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
62. <i>Coupal, Sixte</i> :—Correspondance échangée entre Sixte Coupal, écuier, et le gouvernement, depuis le 1er juillet 1888, concernant un pont sur la rivière au Diable, dans le comté de Terrebonne (<i>Document No. 198.</i>)	Par Ordre 309	401
63. Réponse supplémentaire.....(<i>Document No. 198b.</i>)	309	445
64. <i>Coupe de bois</i> :—Etat montrant la superficie des terrains de la Couronne sur lesquelles des permis de coupe de bois ont été vendus, durant les années 1880, 1881, 1884, 1888 et 1890 ; aussi le produit de chaque vente, le montant payé et la balance non payée. <i>Impression ordonnée, 312.....(Document No. 118.)</i>	Par Ordre 151	253
65. <i>Coupe de bois</i> :—Etat depuis le 1er juillet 1867 du nombre de milles carrés de territoire affermés ou vendus pour la coupe de bois. Le nombre de milles carrés du domaine public actuellement sans licence pour la coupe du bois. Le nombre de milles carrés sur lequel il se fait actuellement du bois, et le nombre de milles sur lequel les porteurs de licences ne font pas de bois. <i>Impression ordonnée, 475.....(Document No. 161.)</i>	Par Ordre 236	330
66. <i>Cour de Magistrats de district</i> :—Copie de toutes pétitions et correspondances au sujet de l'augmentation de la juridiction de la cour des magistrats de district.....(<i>Document No. 30.</i>)	Ordre du 11 mars 1889. 328	17
AA. <i>Cour Supérieure</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et le protonotaire de Montréal, relativement aux causes de la diminution du nombre des divisions de la cour supérieure.	Par Ordre 151	
67. <i>Culture du tabac</i> :—Copie de la lettre adressée en février dernier, par le Dr. W. Grignon, de Ste-Adéle, au ministre de l'agriculture, dans le but d'avoir une conférence, par M. Foucher, sur la culture du tabac.....(<i>Document No. 224.</i>)	Par Ordre 416	445
BB. <i>Décisions judiciaires</i> :—Correspondance, au sujet d'un octroi pour aider à la publication des décisions judiciaires.	Par Ordre 340	
68. <i>Département de l'Agriculture et de la Colonisation</i> :—Etat détaillé des paiements faits, depuis le 31 décembre 1889, par le—pour inspections visites et explorations.....(<i>Document No. 204.</i>)	Par Ordre 388	422

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
CC. <i>Départements publics</i> :—Etat des sommes payées, à même le fonds consolidé du revenu, depuis le 1 ^{er} février 1887, pour acquitter des obligations, ou des dépenses encourues avant cette date, dans les divers départements.	Par Ordre 219	
69. <i>Désaveu de la loi 52 Vict., ch. 30</i> :—Correspondance avec le Gouvernement fédéral, le rapport du ministre de la justice, les mémoires, réponses, etc., relativement au— <i>Impression ordonnée, 477 (Document No. 203.)</i>	Adresse 310	422
70. <i>Deschamps, Liste de municipalités</i> :—Correspondance au sujet de la continuation de l'ouvrage intitulé : "Liste des municipalités et paroisses," par Deschamps, et de la distribution du dit ouvrage aux municipalités de cette province. <i>(Document No. 115.)</i>	Par Ordre 164	252
71. <i>Dette de la province</i> :—Etat comparatif détaillé de la dette de la province, pour les emprunts temporaires et dépôts aux dates du 30 juin et du 31 décembre 1889 ; cet état devant mentionner le capital des dépôts de certaines compagnies de chemins de fer. <i>(Document No. 270.)</i>	Par Ordre 191	270
DD. <i>Dictionnaire généalogique</i> :—Correspondance relative au Dictionnaire généalogique de l'abbé Tanguay.	Par Ordre 308	
72. <i>Divers en général</i> :—Etat détaillé de tous les paiements faits, à même l'item de dépenses, de \$18,736,51, pour, "divers en général," mentionné à la page 9 de l'état des recettes et paiements, depuis le 1 ^{er} juillet jusqu'au 31 décembre 1889. <i>Impression ordonnée, 477 Document No. 180.)</i>	Par Ordre 308	370
73. <i>Drummond et Arthabaska, Cie chemin de fer de</i> :—Documents au sujet du paiement d'aucun subside ou d'aucune somme d'argent à la cie de chemin de fer Drummond et Arthabaska ou aux entrepreneurs Church, Fee et Mitchell. <i>(Document No. 112.)</i>	Adresse 117	252
EE. <i>Dugas et Desnoyers</i> :—État indiquant tous services rendus et sommes reçues par M. C. A. Dugas et M. M. C. Desnoyers, de Montréal, en dehors de leurs fonctions ordinaires, comme juges des sessions ou magistrats de police, pendant les années 1887, 1888 et 1889, etc.	Par Ordre 210	

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
74. <i>DuTremblay, P. P. V.</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et M. P. P. V. DuTremblay, arpenteur, de Sainte-Anne de la Pérade, au sujet des agents qui lui ont été payés depuis le premier février 1887.... (<i>Document No. 237.</i>)	Par Ordre 456	478
FF. <i>Egan</i> :—Copie du jugement du Conseil Privé d'Angleterre dans les affaires des colons d'Egan.	Par Ordre 123	
75. <i>Egan</i> :—Copie des rôles de paie des travaux des chemins de colonisation dans le canton d'Egan, comté d'Ottawa, en 1886-87, avec un état des sommes payées au conducteur de ces travaux. (<i>Document No. 130.</i>)	Par Ordre 191	265
GG. <i>Ecoles du Soir</i> :—Documents, contrats et arrangements adoptés par le gouvernement et intervenus entre ce dernier et les différentes écoles du soir organisées récemment dans la province.	Adresse 98	
HH. <i>Ecoles du Soir</i> :—Correspondance relative aux écoles du soir et des états fournis par M. Templé, au sujet du fonctionnement de ces écoles.	Par Ordre 308	
76. <i>École Normale Jacques-Cartier</i> :—Rapports, correspondance et autres documents se rattachant à l'état actuel de l'École Normale Jacques-Cartier. (<i>Document No. 197.</i>)	Par Ordre 308	401
77. <i>Ecoles subventionnées</i> :—Correspondance échangée entre l'honorable secrétaire de la province et le surintendant de l'instruction publique, au sujet du nombre d'enfants qui n'apprennent pas le français, dans les écoles subventionnées par la province. <i>Impression ordonnée, 477</i>.....(<i>Document No. 201.</i>)	Par Ordre 387	412
78. <i>Écorce de pruche</i> :—Correspondance entre le département des terres et M. Uldoric Houle, de Bulstrode, de M. A. Girouard, de Stanfold, touchant la permission de peler de l'écorce de pruche sur le lot No. 14, du 4ème rang du canton de Bulstrode, comté d'Arthabaska. (<i>Document No. 235.</i>)	Par Ordre 363	478
II. <i>Édifices publics et Palais de Justice</i> :—État indiquant les sommes payées, pour réparation et entretien d'édifices publics et des palais de justices et prisons, du 1er juillet 1881 au 1er février 1887, et pareil état pour le temps écoulé depuis le 1er février 1887.	Par Ordre. 220.	

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
79. <i>Éducation</i> :—Etat comparatif des sommes dépensées par le gouvernement de cette province, pour favoriser l'éducation,, directement ou indirectement, depuis 1882 .....(<i>Document No. 232.</i>)	Par Ordre, 387.	472
80. <i>Éducation, droits et privilèges de la minorité</i> :—Correspondance entre le premier ministre, l'honorable G. Ouimet, et le révérend E. I. Rexford, concernant les droits et privilèges accordés à la minorité, en matière d'éducation. <i>Impression ordonné, 477</i> .....(<i>Document No. 217.</i>)	Par Order, 264, 435.	444
JJ. <i>Employés aux palais de justice</i> :—Liste de paie des employés permanents, temporaires, messagers, etc., aux palais de justice de Québec et de Montréal, pour les mois de novembre et décembre 1889.	Par Ordre, 513.	
81. <i>Employés des palais de justice</i> :—Copie des listes de paie, avec une liste des noms et du salaire des employés qui ne sont pas généralement donnée sur ces listes de paie, pour tous les palais de justice de Montréal, Québec et de Trois-Rivières, pour le mois de décembre 1888 .....(<i>Document No. 82.</i>)	Ordre du 16 janvier 1889, 38.	139
KK. <i>Employés de la Cour des Magistrats, Montréal</i> :—Liste de tous les employés de la cour de magistrats du district de Montréal, avec le salaire de chacun d'eux, y compris celui des magistrats.	Par Ordre, 290.	
82. <i>Employés sessionnels et messagers</i> :—Liste de tous les messagers et autres employés sessionnels, durant la présente session, avec mention de leur salaire respectif et du lieu de leur domicile. <i>(Document No, 146.)</i>	Par Ordre, 191.	286
83. <i>Employés surnuméraires</i> :—Liste des employés surnuméraires nommés, dans chaque département, depuis la dernière session <i>Impression ordonnée, 476</i> .....(<i>Document No. 162.</i>)	Par Ordre, 255.	330
84. <i>Emprunt</i> :—Etat des sommes payées à même l'emprunt de \$3,500,000 autorisé par la 50 ^e Vict., chap. 2, pour toutes les fins mentionnées dans le préambule du dit acte .....(<i>Document No. 13.</i>)	Ordre du 6 février 1886. 136.	16
85. <i>Emprunt</i> :—Etat détaillé des sommes payées depuis le 6 février 1889, par le gouvernement, à même l'emprunt de \$3,500,000 et de toute autre somme payée avant et depuis le 6 février 1889 sur la dette de la province. ....(<i>Document No. 107.</i>)	Adresse 44.	238

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
LL. <i>Emprunt, sommes payées à même l' —</i> .—Etat détaillé des sommes payées depuis le 1 ^{er} février 1887, à même la somme de \$3,378,332.50, produit de l'emprunt de trois millions et demi, pour acquitter des dettes et obligations contractés antérieurement.	Par Ordre, 236.	
86. <i>Encanteurs</i> :—Correspondance entre le gouvernement et de toute Chambre de Commerce, papiers et mémoires présentés au sujet de la taxe sur les encanteurs et concernant les ventes commerciales.....(<i>Document No. 99.</i>)	Par Ordre, 84.	202
87. " <i>Esquisse générale de la province</i> " :—Correspondance échangée au sujet de la distribution de la brochure du Premier ministre, intitulé : " <i>Esquisse générale de la province de Québec.</i> " <i>Impression ordonnée, 476.....(Document No. 166.)</i>	Par Ordre, 254.	334
88. <i>Estimés</i> :—Estimés supplémentaires pour l'année financière finissant le 30 juin 1890 ; renvoyés au comité des subsides. (<i>Voir Subsides.</i>).....(<i>Document No. 1.</i>)	Par Message.	136
89. Estimés pour l'année financière finissant le 30 juin 1891 ; renvoyés au comité des subsides. (<i>Voir Subsides.</i>).....(<i>Document No. 1.</i>)	Par Message.	160
MM. <i>Expositions annuelles</i> :—Documents à propos de la tenue d'expositions annuelles à Québec, Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke ou autres grands centres, ainsi que cela se fait à Ontario.	Par Ordre, 117	
90. <i>Fabriques de beurre et de fromage</i> :—Correspondances à propos de rapports soi-disant faux, faits sur les opérations de fabriques de beurre et de fromage, sises dans la province de Québec. (<i>Document No. 86.</i>)	Par Ordre, 134.	170
NN. <i>Fahey, &c.</i> :—Etat détaillé de toutes les dépenses encourues dans l'affaire des détectives Fahey, Neagélé et Bureau.	Par Ordre, 220.	
91. <i>Fêtes des arbres</i> :—Correspondance à propos des dates différentes fixant la " <i>Fêtes des arbres.</i> " (<i>Document No. 138.</i>)	Par Ordre, 254.	275
92. <i>Fonds d'emprunt municipal</i> :—Documents relatifs au fonds d'emprunt municipal réclamé des cantons		

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
92. <i>Fonds d'emprunt municipal</i> :— <i>Suite.</i>		
de Stanstead, Magog et Bolton, avec un état des sommes respectives réclamées de ces cantons, en vertu de la loi de 1880. (<i>Document No. 132.</i>)	Adresse, 206.	265
93. <i>Fonds d'emprunt municipal</i> :—Tableau indiquant les noms des municipalités endettées au fonds d'emprunt municipal, avant 1880 ; la date de leur emprunt ; le montant emprunté ; le montant dû en intérêts, suivant le statut de 1880, etc. (<i>Document No. 127.</i>)	Par Ordre, 210.	261
94. <i>Fonds d'emprunt municipal</i> :—Correspondance échangée entre aucune municipalité des cantons de l'Est, qui est encore endettée au fonds d'emprunt municipal, et le Département du Trésor, relativement à cette date ; avec ensemble, copie de toute requêtes ou de tout memorandum qui s'y rapporte, qui n'ont pas encore été ordonnés ou produits. <i>Impression ordonnée, 312....</i> —(<i>Document No. 117.</i>)	Ordre du 25 fév. 1889. 238.	253
OO. <i>Fourrures, saisie et confiscation</i> :—Correspondance depuis le 1er février 1887, au sujet de la saisie et de la confiscation de fourrures hors saison, ou d'animaux ou d'oiseaux pris ou tués pendant la saison de prohibition, etc.	Par Ordre, 305.	
95. <i>Fraudes contre les cultivateurs</i> :—Correspondance à propos de certains actes frauduleux qui consistent à induire les cultivateurs à donner leurs billets promissoires et garanties, s'élevant en totalité à une somme considérable, pour des instruments agricoles et autres effets et marchandises, sous divers faux prétextes. (<i>Document No. 15.</i>)	Ordre du 21 février 1889. 208.	16
96. <i>Frontière Nord de la province</i> :—Correspondance échangée entre les deux gouvernements fédéral et provincial et de tous autres documents relatifs à la frontière nord de la province de Québec. <i>Impression ordonnée, 311.....</i> (<i>Document No. 88a.</i>)	Adresse, 139.	170
97. <i>Réponse supplémentaire.... Impression ordonnée, 316.</i> (<i>Document No. 88b.</i>)	139.	261
98. <i>Garde Forestiers</i> :—Listes des surintendants garde forestiers, des garde forestiers, et des assistants garde forestiers le 27 janvier 1887, aussi une liste		

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*98. *Garde Forestiers* :—*Suite.*

des surintendants garde forestiers des garde forestiers et des assistants garde forestiers nommés depuis cette date jusqu'à ce jour, avec mention de la date de la nomination de chacun, du salaire, des conditions de paiement, de la région assignée à chacun. (*Document, No 51.*)

Ordre du 20
mars 1889.
398.

PRÉ-
SENTÉS.

75

99. *Gardes forestiers* :—Tableau indiquant le nombre actuel des surintendants gardes forestiers et des gardes forestiers ; le nombre de ceux employés par le gouvernement précédents.

Impression ordonnée, 476. (Document No. 172.)

Par Ordre,
237.

338

PP. *Garneau, Pont* :—Copie des lettres patentes incorporant une société pour construction du pont sur la Chaudière (pont Garneau) ; noms des actionnaires ; capital versé ; copie de tous contrats à propos de la construction de ce pont, etc.

Adresse
363.

100 *Gaspé, agents des terres, etc.* :—Correspondance touchant la démission, nomination et destitution d'agents des terres, de sous-agents ou de députés-agents des terres pour aucune partie du comté de Gaspé, depuis le mois de janvier dernier.

(*Document No. 85.*)

Par Ordre,
102.

170

101. *Gaspésie, sociétés de colonisation dans la* :—Correspondances échangées entre le gouvernement et les personnes qui désirent former des sociétés de colonisation dans la Gaspésie. . (*Document No. 147.*)

Par Ordre,
122.

286

102. *Geoffrion, M.* :—Etat du traitement annuel de M. Geoffrion, inspecteur des bureaux d'enregistrement ; sommes reçues depuis sa nomination, à part de son traitement, à titre de frais de voyage ou d'indemnité spéciale, etc.

Impression ordonnée, 477. (Document No. 223.)

Par Ordre,
416.

445

103. *Gilmour vs. Paradis, et al.* :—Etat de toutes les sommes payées par le gouvernement, à tout avocat ou bureau d'avocat, dans certaines causes plaidées devant le Conseil Privé de Sa Majesté, etc., etc.

Impression ordonnée, 476. (Document No. 163.)

Par Ordre,
191.

333

104 *Gouin et Smith, réclamation de MM.* :—Documents quelconques, sur lesquels le gouvernement s'est basé pour payer à G. A. Gouin la somme de

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
104. <i>Gouin et Smith, réclamation de MM :—Suite.</i>		
\$5,000, mentionnée à la page 81 des comptes publics, pour 1882. Documents quelconques, sur lesquels le gouvernement s'est basé pour payer à T. & C. Smith, cessionnaires de Jos. Smith, la somme de \$15,443.00, mentionnée à la page 88 des comptes publics pour 1883. (Document No. 37.)	Adresse du 18 mars 1889, 377.	18
105. <i>Grains de Semence :—</i> Copies de toutes les requêtes ou lettres demandant, depuis l'automne dernier, de l'aide, sous forme de grains de semences, et de toute correspondance à ce sujet. (Document No. 16.)	Ordre du 25 fév. 1889. 239.	16
106 <i>Grains de Semence :—</i> Comie des procédés et du rapport final du comité nommé pour la distribution des \$50,000 votées, pendant la dernière session, pour l'achat et la distribution de grains de semence dans la province. <i>Impression ordonnée, 477.....(Document No. 111.)</i>	Par Ordre, 109.	252
107. <i>Grande Cascapédia :—</i> Documents en rapport avec la construction du pont projeté sur la rivière Grande Cascapédia, dans le comté de Bonaventure. (Document No. 225.)	Par Ordre, 441.	445
108. <i>Grandison et Clyde :—</i> Etat faisant connaître quelles terres ont été vendues pendant l'année 1889, dans les premier et deuxième rangs du canton de Grandison, comté de Terrebonne, ainsi que dans les rangs D et E du canton de Clyde, comté d'Ottawa.....(Document No. 218.)	Par Ordre, 121.	444
109. <i>Guano de poisson :—</i> Correspondance, échangée entre le colonel Rhodes, ministre de l'agriculture et M. Faucher de Saint-Maurice, transmettant certains renseignements sur le guano de poisson. <i>Impression ordonnée, 311.....(Document No. 98.)</i>	Par Ordre, 171.	187
QQ. <i>Guay, Mgr. :—</i> Rapports ou comptes rendus, concernant l'emploi par Mgr Guay, P. A., des sommes pour aider à la construction d'un hôpital à Ristigouche, et pour aider aux sauvages de Ristigouche.	Par Order, 340.	
110. <i>Halifax à Moncton :—</i> Correspondance touchant le projet d'établissement d'une ligne courte de chemin de fer, sur le territoire canadien, depuis		

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE — *Suite*.110. *Halifax à Moncton* :—Suite.

Halifax en gagnant l'Ouest, en prolongeant le chemin de fer de Témiscouata à Moncton.

(Document No. 122.)

Par Ordre,
210.

253

111. *Hôpital Général, Montréal* :—Correspondance échangée entre le gouvernement et l'Hôpital Général de Montréal, pour une augmentation de leur octroi annuel.....(Document No. 56.)

Ordre du
7 mars 1889,
293.

87

112. *Hôpital Général, Montréal* :—Correspondance entre le trésorier ou les directeurs de l'Hôpital-Général, de Montréal et le gouvernement, demandant une augmentation d'allocation pour cet Hôpital.
(Document No. 64.)

Ordre du
13 mars 1889,
345.

107

113. *Hurdman, William George* :—Correspondance relativement à la vente de certains lots de grève, situés dans la cité de Hull, et William George Hurdman, manufacturier, de la cité de Hull.
(Document No. 221.)

Par Ordre
416.

447

114. *Hygiène et gymnastique dans les écoles* :—Correspondance échangée entre qui de droit et le Conseil de l'Instruction publique, sur la nécessité de modifier, conformément aux lois de l'hygiène et aux exigences du développement physique, les règles qui régissent nos établissements scolaires.
(Document No. 34.)

Ordre du
13 mars 1889,
346.

18

RR. *Impressions et annonces* :—Etat indiquant toutes les sommes payées par le gouvernement, soit pour frais d'impression et d'annonces, soit pour tout autre objet, à tout imprimeur propriétaire de journal, compagnie d'imprimerie et établissement d'imprimerie, depuis le premier janvier 1884.

Par Ordre
133

SS. *Impressions des documents sessionnels* :—Etat détaillé, depuis 1884, du nombre de pages de documents sessionnels et autres documents imprimés par ordre de la Chambre et du Conseil législatif, et le coût total de ces impressions, pour chaque année.

Le montant de pages des procès-verbaux, des journaux de l'Assemblée législative et du conseil législatif, des statuts et des projets de loi en anglais et en français, et le coût total de ces impressions, pour chacun, et pour chaque année.

Par Ordre,
235.

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*

		ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
115. <i>Imprimeur de la Reine</i> .—Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session, qu'il a imprimés et distribués et le nombre qui lui reste en mains, avec le coût détaillé des frais encourus pour l'impression et la distribution des dits Statuts. (Document No. 77.)		Par Message.	129
116. <i>Institutions littéraires, de Charité et Hôpitaux</i> :— Rapports annuels, etc., des—ci-dessous mentionnés :			
Hôpital St. Joseph,	Chambly.	.....	72
Hospice de la Providence,	Joliette.	.....	15
Union St. Joseph,	Lachine.	.....	201
Union St. Joseph,	Lévis.	.....	187
Asile de la Providence,	Montréal.	.....	15
Asile de St. Joseph du Bon Pasteur,	do	.....	39
Asile des Orphelins Catholiques	do	.....	15
Association chrétienne des femmes	do	.....	38
Church Home,	do	.....	261
Home for Friendless Women,	do	.....	15
Hôpital, St. Patrice	do	.....	15
Hospice de la maternité,	do	.....	29
Salle d'Asile St. Vincent de Paul,	do	.....	15
Union St. Joseph,	do	.....	39
Union St. Pierre,	do	.....	39
Hôpital Général,	Pembroke.	.....	109
Asile des Orphelines,	Québec.	.....	292
Asile Finlay,	do	.....	15
Association des Dames Charitables,	do	.....	201
Hospice de la Miséricorde,	do	.....	15
Hospice des Sœurs de la Charité,	do	.....	201
Monastère de N.-D. de Charité du B. P.,	do	.....	15
Œuvre du Patronage,	do	.....	72
Union St. Joseph de St. Jean-Baptiste,	do	.....	137
Union St. Joseph à St. Roch,	do	.....	15
Union St. Joseph à St. Sauveur,	do	.....	15
Hospice des Sœurs de la Charité,	Rimouski.	.....	15
Hôpital, de	St. Jean.	.....	29
Salle d'Asile,	do	.....	29
Hospice St. Joseph,	Ste. Anne de la Pocatière.	.....	201
Asile de la Providence,	Ste. Elizabeth.	.....	15
Hôpital Général,	Sorel.	.....	15
Asile du Sacré-Cœur,	Sherbrooke.	.....	15
Union St. Joseph des Artisans,	"	.....	15
Asile de la Providence,	Trois-Rivières.	.....	261
Hôpital St. Joseph,	do	.....	261
Hospice Ste. Anne,	Yamachiche.	.....	15
	(Document, No. 8.)	.....

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
117. <i>Instruction publique</i> :—Rapport du surintendant de l'—, pour l'année 1888-89....(<i>Document No. 5.</i>)	Par Ordre du Lieut.-Gouv.	465
118. <i>Instruction publique</i> :—État financier du surintendant de l'instruction publique de la province de Québec, donnant un état des mandats reçus et des dépenses pour l'exercice finissant le 39 juin 1889. (<i>Document No. 5.</i>)	Par Ordre du Lieut.-Gouv.	389
119. <i>Institut agronomique de Beauvais</i> :—Documents se rattachant à l'établissement d'une succursale de l'—, dans la province de Québec. (<i>Document No. 58.</i>)	Adresse, 45.	87
120. <i>Isles de la Magdeleine</i> :—Correspondance échangée depuis le mois d'août dernier, entre le commissaire des terres ou aucun des membres du gouvernement, et M. A. S. D. Van Barneveld, sur tout sujet se rapportant aux Isles de la Magdeleine. <i>Impression ordonnée, 475.....(Document No. 23.)</i>	Ordre du 4 mars 1889, 274.	17
121. <i>Isles de la Magdeleine</i> :—Correspondance depuis le 4 mars 1889, entre aucun des membres du gouvernement d'une part, et M. A. S. D. Van Barneveld et M. J. Ballantyne d'autre part, sur tout sujet se rapportant aux Isles de la Magdeleine. (<i>Document No. 125.</i>)	Par Ordre, 166.	253
122. <i>Isles de la Magdeleine et Anticosti</i> :—Correspondance, rapports et autres documents se rapportant aux Isles de la Magdeleine et à l'Isle d'Anticosti. <i>Impression ordonnée, 479.....(Documents No. 140a.)</i>	Par Ordre, 171.	277
123. Réponse supplémentaire. <i>Impression ordonnée, 479.....(Document No. 140b.)</i>	171.	292
124. Réponse supplémentaire. <i>Impression ordonnée, 475.....(Document No. 140c.)</i>	171.	338
125. <i>Joliette</i> :—Listes de paie (<i>pay-lists</i>), pour le comté de Joliette, à propos des travaux de colonisation pour 1887, 1888 et 1889 jusqu'à ce jour. (<i>Document No. 231.</i>)	Par Ordre, 339.	466
TT. <i>Journaux et imprimeries, Montréal</i> :—État des divers montants payés par le gouvernement à chacun des journaux ou tout établissement d'imprimerie de la cité de Montréal, depuis le mois de février 1887.	Par Ordre, 45.	

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
UU. <i>Juges de la Cour Supérieure, Montréal</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, durant les cinq dernières années, concernant la nomination de juges de la cour supérieure pour Montréal.	Par Ordre, 309.	
126. <i>Jurés</i> :—Correspondance, etc., au sujet du paiement et traitement des jurés en matières criminelles. <i>Impression ordonnée, 475. (Documents No. 71a.)</i>	Par Ordre, 85.	121
127. Réponse supplémentaire.....(<i>Document No. 71b.</i>)	85.	465
128. <i>Jury</i> :—Ordres en Conseil nommant un ou des commissaires pour étudier les inconvénients du système actuel du jury. <i>Voir Supra Cloran.....(Document No. 79a.)</i>	Adresse, 84.	133
129. Réponse supplémentaire.....(<i>Document No. 79b.</i>)	84.	256
130. <i>King vs. Kerr</i> :—Documents en la possession du commissaire des terres ou du gouvernement au sujet de la somme de \$2,097.41, qui paraît à la page 129 des comptes publics pour 1888, avoir été payée à MM. King, Brothers, dans la cause King et Kerr.....(<i>Document No. 25.</i>)	Ordre du 4 mars 1888, 274.	17
131. <i>Kirwin, Capitaine</i> :—Copie du rapport fait par le capitaine Kirwin, en vertu de la commission qui lui a été adressée, en date du 22 juin 1889. <i>(Document No. 177.)</i>	Par Ordre, 364.	367
132. <i>Labelle, Monseigneur</i> :—Copie de toutes instructions données à Monseigneur Labelle, par l'exécutif ou tout membre de l'exécutif, au sujet de sa mission en Europe, en 1890...(<i>Document No. 106.</i>)	Adresse, 235.	235
133. <i>Lacoste, l'hon. Alexandre</i> :—Documents sur lesquels a été basé l'ordre d'émettre les lettres patentes en faveur de l'honorable Alexandre Lacoste, en date du 4 décembre 1888, pour 1176 acres des terres de la Couronne situées dans le canton de Marchand.....(<i>Document No. 18.</i>)	Ordre du 25 fév. 1889, 238.	16
134. <i>Lamontagne, procès</i> :—État des frais occasionnés à la Couronne par les trois journements du procès Lamontagne, à Sherbrooke. <i>(Document No. 222.)</i>	Par Ordre, 387.	445

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
135. <i>Langis & Garon</i> :—Copie de la preuve prise par M. Aylen, commissaire enquêteur, <i>re Langis et al.</i> , et A. P. Garon, magistrat de district, de Rimouski. (Document No. 173.)	Par Ordre, 308.	359
136. <i>Langis & Garon</i> :—Copie du rapport de M. Aylen, commissaire enquêteur <i>re Langis et al.</i> , et A. P. Garon, magistrat de district de Rimouski. (Document No. 87.)	Par Ordre, 135.	170
137. <i>Lapointe, Louis et al.</i> :—État indiquant pour quels services certaines sommes suivantes ont été payées à Louis Lapointe, Eugène Lapointe et Philéas Lapointe, de Saint Jean Port Joli, tel que mentionné à la page 149 des comptes publics de 1889. (Document No. 192.)	Par Ordre, 308.	399
138. <i>La Reine vs. Charland</i> :—Copie de la plainte ou dénonciation <i>in re Regina vs. Charland et al.</i> , causes entendues vers le mois de juin et juillet 1888, dans le district judiciaire de Richelieu. (Document No. 33.)	Adresse du 13 mars 1889, 345.	18
139. <i>La Reine vs. Febich</i> :—Copie des dépositions prises aux enquêtes préliminaires devant le juge de la Cour de police de Québec, ainsi que copie des convictions dans les causes de la Reine <i>vs. Febich</i> , et la Reine <i>vs. L'hebreu</i> (Madame Febich.) (Document No. 43.)	Ordre du 18 mars 1889. 378.	43
140. <i>Larivée, J. E.</i> :—Correspondances se rapportant à la poursuite contre J. E. Larivée, de Sandy-Bay, comté de Rimouski, pour vente de liqueurs sans licence (Document No. 151.)	Par Ordre, 290.	298
141. <i>Lavergne, M. C. A.</i> :—Copie de la requête de 1889, demandant une aide pour des travaux à faire à un pont sur la petite rivière au Renard, des instructions données à M. C. A. Lavergne, en la même année, au sujet de tels travaux &c. (Document No. 196.)	Par Ordre, 339.	400
142. <i>Lavoie, M.</i> :—Copie des instructions données à—, du département des Terres de la Couronne, en rapport avec sa mission ou voyage dans le comté de Rimouski, en novembre et décembre derniers. (Document No. 80.)	Adresse, 109.	133
143. <i>Lauzon</i> :—Correspondance, etc., au sujet de la demande de concession, par le conseil du village de Lauzon,		

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
143. <i>Lauzon</i> :— <i>Suite.</i>		
dans le comté de Lévis, de l'endroit appelé "Port de Mer." (<i>Document No. 182.</i>)	Par Ordre, 98.	380
144. <i>Lebel, Nathaniel</i> :—Correspondance au sujet des plaintes proférées contre M. Nathaniel Lebel, agent des terres de la Couronne, pour l'agence Grandville. (<i>Document No. 214.</i>)	Par Ordre, 387.	438
145. <i>Leclerc & Bernard</i> :—Copie des circulaires du Dr. Leclerc, et de M. E. A. Barnard, envoyées en 1886 et 1889, au sujet des constitutions de cercles agricoles. (<i>Document No. 121.</i>)	Par Ordre, 219.	253
146. <i>Lettres de Crédit</i> :—Liste complète des lettres de crédit ou promesses de paiement futur venant des différents départements du service civil depuis le premier janvier 1889; ainsi que des noms des personnes en faveur de qui ces lettres de crédit ont été délivrées, le montant de chacune, etc. <i>Impression ordonnée, 475.</i> (<i>Document No. 153a.</i>)	Adresse, 84.	304
147. Réponse supplémentaire. (<i>Document No. 153b.</i>)	84.	329
VV. <i>Licences</i> :—Documents relatifs à la loi des licences, et en particulier à l'opportunité d'appliquer, dans cette province, le système de la licence élevée.	Adresse, 151.	
148. <i>Limites à bois</i> :—Etat détaillé des ventes de limites à bois de réserves forestières, année par année, depuis 1875 à 1890, le prix payé pour chaque mille carré et la quantité de mille vendus à chaque vente. (<i>Document No. 150.</i>)	Par Ordre, 164, 165.	298
149. <i>L'Islet</i> :—Etat des sommes collectées par le département des terres de la Couronne, section des bois et forêts, dans le comté de l'Islet, depuis le 30 juin 1882 jusqu'au 1er janvier 1890. (<i>Document No. 205.</i>)	Par Ordre, 387.	422
150. <i>L'Islet</i> :—Correspondance au sujet d'une demande d'allocation par la société d'horticulture du comté de— (<i>Document No. 36.</i>)	Ordre du 16 mars 1889. 372.	18
WW. <i>Livres achetés par le gouvernement</i> :—Liste de tous les ouvrages littéraires, scientifiques et autres, achetés par le gouvernement, depuis janvier 1887, pour distribuer soit aux écoles soit aux membres de la Législature.	Par Ordre, 133.	

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
151. <i>Louiseville, Cie de l'aqueduc de</i> :—Etat indiquant quel est le chiffre de la remise faite par le gouvernement, le 19 janvier 1889, à la compagnie de l'aqueduc Louiseville, pour taxes par elle dues, depuis 1882 jusqu'en 1887 inclusivement. (<i>Document No. 128.</i>)	Adresse, 263.	264
152. <i>Magistrats de district</i> :—Correspondance entre les magistrats de district de la province et le gouvernement, au sujet de l'augmentation de leur traitement.....(<i>Document No. 215.</i>)	Par Ordre, 386.	444
153. <i>Manufactures de beurre et de fromage</i> :—Etat détaillé des montants payés aux manufactures de beurre et de fromage, tel que mentionné à la page 7 de l'état des recettes et paiements, depuis le 1er juillet au 31 décembre 1889, produit devant cette Chambre.....(<i>Document No. 171.</i>)	Par Ordre, 309.	349
154. <i>Manufactures de beurre et de fromage</i> :—Etat constatant quelles sont les manufactures de beurre ou de fromage, qui ont reçu des octrois d'argent, depuis le 30 juin 1889. Quel montant a été payé à chacune d'elle, et, dans chaque cas, quel est le nom de la personne qui a retiré l'argent. (<i>Document No. 234.</i>)	Par Ordre, 445.	472
155. <i>Martin et LeBel</i> :—Etat indiquant la nature et la quantité de bois coupé ou manufacturé par la société de MM. Martin & LeBel et Thomas LeBel, de Rimouski, depuis le mois de janvier 1887, et pour lequel les droits étaient payables à la Couronne.....(<i>Document No. 195.</i>)	Par Ordre, 339.	400
156. <i>Martin, Octave</i> :—Correspondance, concernant la destitution de M. Octave Martin, comme sous agent des terres de la Couronne, dans le comté de Bonaventure.....(<i>Document No. 194.</i>)	Par Ordre, 314.	400
157. <i>Matapédia, Pont de</i> :—Copie des rapports de M. Vallée, concernant les réparations du pont de Matapédia; Copie des contrats passés entre le gouvernement et M. François Dion, pour l'exécution de ces travaux, etc....(<i>Document No. 113.</i>)	Par Ordre, 122.	252
158. <i>Mercier, J. A.</i> :—Copie de tout ordre ou écrit émanant du département des travaux publics et de celui du procureur-général, depuis le premier août 1887, et réquérant les services de M. J. A. Mercier, de Montréal, pour les fins mentionnées		

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*158. *Mercier, J. A.* :—*Suite.*

dans la réponse de l'honorable Procureur-général à l'interpellation de M. Tourigny, le 13 février 1890, etc., etc.....(*Document No. 193.*)

ORDONNÉS.

PRÉ-
SENTÉS.Par Ordre,
309.

399

159. *Mines* :—Correspondance, touchant le développement des ressources minières de la province. Correspondance relative à la construction d'un chemin de fer pour faciliter le transport du produit des mines de phosphate de la vallée de la Lièvre.(*Document No. 129.*)Ordre du 13
mars 1889,
343.

265

160. *Mines* :—Liste de tous les lots miniers, de quelque nature que ce soit, dans la province de Québec.(*Document No. 110.*)Par Ordre,
101.

252

XX. *Mines* :—Etat faisant connaître le montant annuel, qu'a touché la province, provenant des mines de la province de Québec, pour les dix dernières années. La dépense annuelle pendant la même période. Le déficit total actuel.Par Ordre,
333.YY. *Montmagny et Bellechasse* :—Correspondance échangée entre les gouvernements qui se sont succédés depuis l'élection de M. Bernatchez, comme député de Montmagny, et depuis l'élection de M. Faucher de Saint Maurice, comme député de Bellechasse, en rapport avec les comtés de Montmagny et de Bellechasse.Par Ordre,
513.161. *Montmagny, Fabrique de beurre* :—Correspondances entre le département de l'agriculture et M. le notaire Hubert Hébert, de Montmagny, au sujet de l'association de la fabrication de beurre, No. 1, de la ville de Montmagny.(*Document No. 124.*)Par Ordre,
219.

253

162. *Montréal, Cité de* :—Correspondance relative à une requête de l'Association St. Jean-Baptiste de Montréal, demandant une subvention pour l'aider à célébrer le 250ième anniversaire de la fondation de Montréal, par la construction d'un édifice national.....(*Document No. 54.*)Ordre du 27
février 1889.
253.

87

163. *Montréal, Exposition Universelle à* :—Correspondance relative au projet de faire coïncider une grande Exposition universelle à Montréal en 1892, avec le 400ième anniversaire de la découverte de l'Amérique, le 250ième anniversaire de la fonda-

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*163. *Montréal, Exposition Universelle à* :—*Suite.*

tion de Montréal et le 50ième anniversaire de l'établissement du gouvernement responsable dans le Canada, et aux moyens à prendre pour célébrer dignement et utilement le souvenir de ces événements remarquables....(*Document No. 62.*)

Ordre du 4
mars 1889.
276.

96

ZZ. *Montréal & Occidental* :—Ordres en Conseil se rapportant à la Compagnie du chemin de fer de Montréal & Occidental, depuis que la compagnie est en voie de formation à ce jour.

Adresse,
71

AAA. *Montréal and Sorel* :—Copie d'une requête au gouvernement, l'an dernier, par certains électeurs du comté de Verchères, concernant l'emploi de la somme de \$112,500.00, re chemin de fer "Le Montréal et Sorel," etc.

Adresse
395.

BBB. *Montréal, Palais de Justice* :—Etat mentionnant les diverses sommes payées, chaque année depuis la Confédération, pour réparations au palais de justice de Montréal.

Par Ordre
338.

CCC. *Montréal, taxe du palais de justice* :—Etat indiquant le montant reçu, chaque année, depuis la date de la construction du palais de justice de Montréal jusqu'à la confédération, pour la taxe connue sous le nom de—

Par Ordre,
280.

164. *Morisson, Donald* :—Etat montrant en détail les sommes payées dans l'arrestation, la mise en accusation et le procès de Donald Morisson, convaincu du meurtre de Lucius F. Warren.
(*Document No. 220.*)

Adresse,
109.

456

165. "*Morning Chronicle*" et *J. J. Foote* :—Etat de tous les travaux d'impressions exécutés par J. J. Foote, ou dans l'établissement du *Morning Chronicle*, depuis le 1er février 1887, et du coût de ces impressions.....(*Document No. 167.*)

254.

338

166. *Murphy et Gourdeau* :—Documents produits dans une certaine cause pendante en cour supérieure du district de Québec, dans laquelle Owen Murphy est demandeur et F. Gourdeau, défendeur.
Impression ordonnée, 477.....(Document No. 206.)

Par Ordre,
387.

422

DDD. *Murray, Denis* :—Copie de la commission nommant Denis Mupray, écuyer, comme Juge des Sessions

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
DDD. <i>Murray, Denis</i> :— <i>Suite.</i>		
de la Paix à Québec ; ainsi que copie de toute correspondance ayant rapport à la dite nomination.	Adresse, 44	
167. <i>New-Carlisle</i> :—Etat détaillé de toutes les fournitures du palais de justice de New-Carlisle, ordonnées par le gouvernement du jour. Aussi, état détaillé de toutes les réparations et de tous les travaux exécutés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.....(<i>Document No. 211.</i>)	Par Ordre, 191.	438
168. <i>Nicolet</i> :—Correspondance entre le gouvernement et les conseils municipaux des ville et paroisse de Nicolet, au sujet de la construction d'un pont sur la rivière Nicolet.....(<i>Document No. 199.</i>)	Par Ordre, 339.	401
EEE. <i>Owens, W.</i> :—Documents sur lesquels sont appuyées certaines concessions des terres de la Couronne, obtenues pour W. Owens, écuyer, dans le comté d'Argenteuil.	Par Ordre, 343.	
169. <i>Pagnuelo, M.</i> :—Documents, et sommes payées à M. Pagnuelo, au sujet d'une poursuite dans une cause <i>re la Reine vs. Charles Auguste Cornellier et Pierre Evariste LeBlanc</i> . No. 14, terme de mars 1885.....(<i>Document No. 44.</i>)	Ordre du 18 mars, 1889. 378.	43
170. <i>Palais de justice, Montréal</i> :—Etat donnant le nombre d'employés nommés au—, depuis le 1er février 1887 ; somme des salaires réunis, par année. (<i>Document No. 42.</i>)	Ordre du 25 fév. 1889. 235.	43
171. <i>Palais de justice, Montréal</i> :—Documents concernant les améliorations, ou changements au palais de justice de Montréal, dans le but d'y fournir l'espace et les commodités promises et nécessaires pour l'administration efficace de la justice dans ce district.....(<i>Document No. 149a.</i>)	Par Ordre, 280.	296
171½. Réponse supplémentaire :—...(<i>Document No. 149b.</i>)	280.	304
172. <i>Palais de justice de Montréal et de Québec</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement, aucun de ses employés et aucune personne à propos de la papeterie, des impressions et de la reliure pour les—, depuis le 1er février 1887. (<i>Document No. 52.</i>)	Ordre du 20 mars, 1889. 398.	75

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
FFF. <i>Paradis et al., vs. Gilmour et al.</i> :—Copie du jugement <i>in re</i> Philippe Paradis et autres, et Allan Gilmour et autres ; Décision du Conseil Privé de Sa Majesté dans les même causes.	Par Ordre, 210.	
173. <i>Pêche</i> :—Copie de tous les ordres en Conseil, autorisant la location, par conventions privées, des terres réservées pour la pêche le long des lacs et des rivières ; et copie de toute correspondance à ce sujet.....(<i>Document No. 126</i>)	Adresse, 70.	261
174. <i>Pêche</i> :—Etat indiquant les noms de ceux qui ont acheté des droits et privilèges de pêche dans les rivières et les lacs de la province de Québec à l'encan, qui a eu lieu dans le cours du présent mois de janvier, avec les prénoms, résidences et occupations de tels acquéreurs, etc. (<i>Document No. 208.</i>)	Adresse, 122.	431
175. <i>Pêche</i> :—Ordre en conseil, du 26 décembre 1889, du gouvernement du Canada, de la réponse, du 8 janvier 1890, du lieutenant gouverneur de cette province, et copie de tous les protêts et notifications signifiés, de la part du gouvernement fédéral, au gouvernement de Québec et aux adjudicataires des droits de pêche, en date du 8 janvier et du 12 février 1890. Correspondance échangée entre les deux gouvernements, relativement aux droits de pêche en question. Renseignements officiels, non déjà produits, sur la question de savoir si ces rivières, objets du conflit entre les deux gouvernements, sont navigables ou non. <i>Impression ordonnée, 476.....(Document No. 165.)</i>	Adresse, 329.	333
176. <i>Pêcheries</i> :—Copie des instructions données par le gouvernement à M. Charles Allard, de Chambly, concernant les études qu'il a été chargées de faire sur la nature et la valeur des pêcheries. (<i>Document No. 191.</i>)	Par Ordre, 309.	398
177. <i>Pêcheurs du Labrador</i> :—Lettre de Monseigneur Bossé adressée au gouvernement en rapport avec les secours à donner aux pêcheurs du Labrador. Etat détaillé des dépenses, achat de provisions etc., par MM. Turner & Cie, et toutes correspondances à ce sujet. <i>Impression ordonnée, 311.....(Document No 61.)</i>	Par Ordre, 71.	87

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
178. <i>Péninsule et Gaspé, Cie de chemin de fer</i> :—Etat indiquant les officiers et actionnaires de la "Compagnie du chemin de fer de la ligne courte de la Péninsule et de Gaspé," avec mention du montant des actions souscrites, et du montant payé, et du montant des actions libérées qui peuvent avoir été accordées. (<i>Document No. 91.</i>)	Adresse, 152.	173
GGG. <i>Pension de retraite</i> :—Liste de toutes les personnes auxquelles il est payé des pensions, soit à titre d'officiers du service civil en retraite, soit à titre de représentants légaux d'officiers publics décédés. Liste de tous les officiers du service civil actuellement inscrits sur la liste du fonds de pension, avec indication, dans chaque cas, du montant total versé, jusqu'au 1er janvier 1890, au fonds de pension.	Par Ordre, 151.	
179. <i>Percé, palais de justice et prison de</i> :—Etat détaillé des sommes payées par le gouvernement ou aucun des départements, depuis le 30 janvier 1889 jusqu'à ce jour, pour travaux, et réparations et autres ouvrages au Palais de Justice et à la prison de Percé et ses dépendances, etc. (<i>Document No. 144.</i>)	Par Ordre, 85.	284
HHH. <i>Picard, Jacques</i> :—Documents sur lesquels sont appuyées certaines concessions de terres de la Couronne obtenues par Jacques Picard, député de Wolfe et Richmond.	Par Ordre, 340.	
180. <i>Police Provinciale</i> :—Liste des hommes appartenant à la force de police de la Province, avec mention de la date de la nomination de chacun, ainsi que les devoirs qui leur sont assignés. (<i>Document No. 38.</i>)	Ordre du 20 mars 1889. 397.	19
181. <i>Ponts en fer</i> :—Etat indiquant dans quelles municipalités des ponts en fer ont été construits avec une aide du gouvernement, depuis que la somme de \$25,000 a été votée en 1887 ; montant de l'aide accordé par le gouvernement, dans chaque cas ; ainsi que le montant promis et non payé. (<i>Document No. 11.</i>)	Ordre du 18 janv. 1889. 58	15
182. <i>Ponts en fer</i> :—Production de tous les comptes payés à des industriels belges pour tous matériaux, ponts en fer, etc., achetés en Belgique. (<i>Document No. 96.</i>)	Par Ordre, 116.	177

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
III. <i>Ponts en fer</i> :—Correspondance, depuis le 17 du mois de janvier 1889, au sujet de la demande d'aide pour la construction de ponts en fer ; Ordres en Conseil, soumissions, contrats et rapports d'inspection depuis la même date ; Sommes octroyées, payées ou payables, pour la construction de tels ponts, ainsi que toutes les autres dépenses incidentes.	Adresse, 152.	
JJJ. <i>Ponts métalliques</i> :—Etat détaillé des paiements faits, à même la somme de \$10,892.69 mentionnée sous le titre "ponts métalliques," à la page 177 des comptes publics pour 1889.	Par Ordre, 308.	
183. <i>Ponts métalliques</i> :—Production de toute demande de soumissions pour l'achat des matériaux employés dans la construction des ponts métalliques. (<i>Document No. 227.</i>)	Par Ordre, 387.	456
KKK. <i>Ponts subventionnés</i> :—Etat détaillé des ponts subventionnés par le gouvernement, depuis 1867, et qui ont été enlevés, détruits et perdus par inondation, débacle de la glace, etc.	Par Ordre, 166.	
184. <i>Pont sur le St-Laurent à Québec</i> :—Copie de tous ordres en conseil passés sous l'autorité de la section 13 du chapitre 91, 51-52 Victoria, (1888) touchant l'aide pour l'exploration du pont entre les deux rives du fleuve, à Québec. Rapport d'explorations faites, depuis cette date et correspondances ayant trait à la construction de ce pont et à aucun octroi ou subvention par la province.....(<i>Document No. 236.</i>)	Adresse, 441.	478
"Port de mer". Voir <i>Lauzon</i> .		
LLL. <i>Poupore, Messieurs</i> :—Documents sur lesquels sont appuyées certaines concessions suivantes, des terres de la Couronne, obtenues par les Messieurs Poupore, dans le comté de Pontiac.	Par Ordre, 341.	
185. <i>Prisons, Asiles etc.</i> :—Vingtième rapport des inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics de la province de Québec, pour l'année 1889. (<i>Document No. 145.</i>)		389
186. <i>Protonotaire, Bureau du—Montréal</i> :—Etat des revenus et des dépenses du—depuis le 1er juillet 1885 jusqu'au 1er juillet 1889. (<i>Document No. 135.</i>)	Par Ordre, 235.	270

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
187. <i>Québec Central</i> :—Correspondance, etc., au sujet des taux chargés pour l'expédition du fret et pour les passagers sur le Québec Central, depuis Lévis jusqu'à Sherbrooke et de Sherbrooke à Lévis, etc., etc.....(<i>Document No. 139.</i>)	Par Ordre, 264.	275
188. <i>Québec, comté de</i> :—Etat indiquant le montant de l'argent de colonisation dépensé dans le comté de Québec, depuis la dernière session. (<i>Document No. 94.</i>)	Par Ordre, 84.	177
189. <i>Q. M. O. & O.</i> :—Etat détaillé des paiements faits à même la somme de \$10,000, mentionnée à l'item 256 du budget pour 1889-1890 (chemin de fer Q. M. O. & O., construction. (<i>Document No. 104.</i>)	Par Ordre, 151.	231
190. <i>Québec Oriental</i> :—Documents, plans, etc., pouvant renseigner la Chambre sur la construction projetée du chemin de fer de—...(<i>Document No. 12.</i>)	Ordre du 11 janv. 1889. 28.	15
191. <i>Quebec Oriental</i> :—Documents pouvant renseigner la Chambre sur la construction projetée du chemin de fer le "Québec Oriental".(<i>Document No. 89.</i>)	Par Ordre, 44.	172
192. <i>Rapports du Conseil et mandats spéciaux</i> :—Etat des rapports du Conseil et mandats spéciaux en vertu de l'acte 31 Vict. Chap. 9, art. 47, préparé par l'auditeur de la province.	Par Acte,	20
193. <i>Rapports municipaux</i> :—Statistiques municipales ou,—pour l'année expirée le 31 décembre 1888. (<i>Document No. 47.</i>)		70
194. <i>Recettes et dépenses de la province</i> :—Etat des,—depuis le premier juillet 1888 jusqu'au premier janvier 1889.....(<i>Document No. 10.</i>)	Ordre du 15 janvier 1889. 35.	15
195. <i>Recettes et dépenses de la province</i> :—Etat des recettes et des dépenses de la province depuis le premier juillet 1889 jusqu'au premier janvier 1890. (<i>Document No. 136.</i>)	Adresse, 44.	275
196. <i>Recettes et paiements de la province</i> :—Etat des recettes et des paiements de la province de Québec, du premier juillet 1888 au onze mars 1889 inclusivement ; le dit état devant mentionner la balance en caisse à la date du onze mars 1889, déduction faite de la balance, à cette date, des dépôts de garantie des compagnies de chemin de fer de Témiscouata, de Montréal et Lac Maski		

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*196. *Recettes et paiements de la province :—Suite.*

nongé et de Québec et Lac St-Jean, ainsi que la somme encore à payer pour l'intérêt et le rachat de la dette publique du onze mars au 30 juin 1889.....(*Document No. 29.*)

Ordre du 11
mars 1889.
328.

17

197. *Recettes et paiements :—Etat des recettes et paiements, de toutes sources, de la province de Québec, depuis le 1er juillet jusqu'au 31 décembre 1889.....(Document No. 103.)*

230

198. *Réclamations contre la Couronne :—Liste de toutes réclamations contre la Couronne, sujettes à contestation, et qui, depuis le 27 janvier 1887, ont été réglées à l'amiable, ou par arbitrage. Liste des pétitions de droit, contenant des réclamations contre la Couronne, qui étaient pendantes le 27 janvier 1887. Liste des pétitions de droit, et généralement de toutes réclamations contre la Couronne, portées devant les tribunaux depuis le 27 janvier 1887.....(Document No 175.)*

Adresse du 8
mars 1889.
310.

367

199. *Réclamations contre la Couronne :—Liste de toutes réclamations contre la Couronne, sujettes à contestation, et qui, depuis le 27 janvier 1887, ont été réglées à l'amiable, ou par arbitrage ou autrement, sans recourir aux tribunaux.*

Liste des pétitions de droit et généralement de toutes réclamations contre la Couronne portées devant les tribunaux, non mentionnées dans la réponse à l'adresse votée le 8 mars 1889, avec mention des noms et prénoms des réclamants, du montant réclamé, &c.

Voir aussi *Supra Cimon, S. X..... (Document No. 183.)*

Adresse,
219.

380

MMM. *Régistrateur de Montmagny :—Documents quelconques relatifs au régistrateur du comté de Montmagny, depuis le premier janvier 1889 jusqu'aujourd'hui.*

Par Ordre,
264.

200. *Remise de droits :—Etat de tous les droits, taux infractions et pénalités, (en rapport avec la perception du Revenu), remis par le Lieutenant-Gouverneur en conseil, du 9 janvier 1889 au 9 janvier 1890.....(Document No. 26.)*

Par Acte,

106.

201. *Remise des droits de coupe de bois :— Documents adressés au gouvernement depuis l'année 1886,*

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*201. *Remise des droits de coupe de bois* :—*Suite.*

à l'effet de faire remise des droits de coupes de bois, en faveur des colons établis de bonne foi sur les terres de la Couronne.

(*Document No. 48.*)

Ordre du 20
mars 1889.
398.

120

NNN. *Repatriement des canadiens français* :—Correspondances échangées entre le gouvernement et autres personnes à propos du repatriement des Canadiens-français demeurant aux Etats-Unis.

Par Ordre,
101.

202. *Représentation législative* :—Documents concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, excepté pour le comté de Terrebonne, au sujet duquel la correspondance a déjà été produite.

Impression ordonnée, 245(*Document No. 105a.*)

Adresse
139.

231

203. Réponse supplémentaire.(*Document No. 105b.*)

139.

252

204. Réponse supplémentaire.(*Document No. 105c.*)

139.

275

205. *Réserve forestière* :—Etat indiquant quelle partie de la réserve forestière, abolie l'année dernière, a été arpentée depuis le 12 juillet dernier. Dans quels districts ont été faits ces arpentages. Combien de lots ont été vendus de ces nouveaux arpentages depuis cette date.

(*Document No. 53.*)

Ordre du 13
fév. 1889.
163.

86

206. *Richard, J. B.* :—Copie de la demande de J. B. Richard, arpenteur provincial, de Wotton, pour l'obtention de lettres-patentes de certains lots de Saint-Hippolyte, dans le canton de Wotton.

(*Document No. 174.*)

Par Ordre,
339.

359

207. *Richmond et Wolfe* :—Etat détaillé relatif aux chemins et ponts de colonisation, dans chacun des comtés de Richmond et Wolfe, sur lesquels des travaux ont été faits, durant la saison dernière, à même les octrois de colonisation votés pour l'année fiscale de 1889 et 1890.

(*Document No. 189.*)

By Order,
339.

397

208. *Rimouski, pont en fer à*,—Correspondance relative à la construction d'un pont en fer à Rimouski.(*Document No. 154.*)

Par Ordre,
290.

304

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
209. <i>Rivière de Huron</i> .—Correspondance relativement au creusage de la rivière des Hurons, dans les comtés de Rouville et St-Hyacinthe. (<i>Document No. 72.</i>)	Par Ordre 85.	121
210. <i>Roberge, L. A.</i> :—Documents se rattachont à la réclamation de M. L. A. Roberge, en rapport avec la construction du chemin de fer de Joliette. (<i>Document No. 229.</i>)	Par Ordre, 363.	465
000. <i>Robin, maison</i> :—Compte détaillé des provisions expédiées par la maison Robin, ou par toute autre maison ou personne, aux pêcheurs en détresse de Paspébiac et Baie des Chaleurs, en 1886.	Par Ordre, 235.	
211. <i>Ross Brothers</i> :—Copie de tous mémoire de frais, de toute correspondance et de tout rapport et arrêté en conseil, au sujet du montant de \$600 mentionné à la page 129 des comptes publics pour 1888, comme ayant été payé à MM. Ross Brothers, dans la cause Holland.....(<i>Document No. 22.</i>)	Adresse du 4 mars 1889. 273.	17
212. <i>Ross vs. Lambly</i> : Copie de tous documents et de toutes correspondances, re Mary Jane Ross vs. W. H. Lambly, régistrateur...(<i>Document No. 27</i>)	Ordre du 8 mars 1889. 311.	17
213. <i>Rue Champlain</i> :—Correspondance concernant le dernier éboulement de la rue Champlain, des ordres en Conseil relatifs au même objet et de tous les documents qui s'y rapportent...(<i>Document No. 92.</i>)	Adresse 152.	173
214. <i>St. André Avelin</i> :—Copie de la requête adressée, en 1889, par Nicolas Chéné, demandant la nomination d'un conseiller municipal pour la paroisse de Saint-André Avelin.....(<i>Document No. 160.</i>)	Adresse 166.	329
215. <i>Ste. Angèle de Rouville</i> :—Correspondance échangée entre le gouvernement et la municipalité de Sainte-Angèle, comté de Rouville, concernant certaines sommes dues pour l'entretien dans l'asile Saint-Jean de Dieu, de trois aliénés de cette paroisse. (<i>Document No. 164.</i>)	Adresse 314.	333
PPP. <i>St. Antoine</i> :—Documents au sujet de la division, maintenant projetée en deux parties de la municipalité scolaire de la paroisse de St. Antoine, comté de Verchères.	Par Ordre, 513.	

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
216. <i>St. Cyr, M.</i> :—Rapport de—Conservateur du musée, pour l'année 1888-89. <i>Impression ordonnée, 298, 475....(Document No. 152.)</i>	.....	298
QQQ. <i>Ste-Cunégonde</i> :—Copie de tous les ordres en conseil et des rapports du surintendant de l'instruction publique, concernant toute partie détachée de la cité de Montréal et annexée à la ville de Ste-Cunégonde, pour les fins scolaires.	Par Ordre, 444.	
217. <i>St-Ephrem de Tring</i> :—Correspondance entre le Rév. M. Morissette, prêtre, curé, et des habitants de St-Ephrem de Tring, dans le comté de Beauce, au sujet d'une demande pour indemniser les victimes des tempêtes de grêle, dans cette paroisse, durant l'été 1888 et 1889. <i>(Document No. 223.)</i>	Par Ordre, 409.	472
218. <i>St-Jean</i> :—Correspondance au sujet d'une demande faite par la corporation de la ville de St-Jean, auprès du gouvernement, pour une indemnité au sujet de l'incendie de 1876 ; ainsi que copie de tous documents à ce sujet entre les mains du gouvernement..... <i>(Document No. 114.)</i>	Par Ordre, 86.	261
219. <i>St-Jean, Isle d'Orléans</i> :—Correspondance échangée, depuis le premier janvier 1889, au sujet du règlement de la balance due par la municipalité de—, au fonds d'emprunt municipal. <i>(Document No. 116.)</i>	Par Ordre, 191.	252
220. <i>St-Jean, Isle d'Orléans</i> :—Copie de l'ordre en conseil autorisant la remise de la balance due par la municipalité de—, au fonds d'emprunt municipal. <i>Impression ordonnée, 476.....(Document No. 168.)</i>	Adresse, 328.	338
221. <i>St-Jean, rivière</i> :—Documents touchant la question de la construction d'un pont sur la rivière St-Jean, dans le comté de Gaspé..... <i>(Document No. 200.)</i>	Par Ordre, 387.	401
222. Réponse supplémentaire..... <i>(Document No. 200b.)</i>	397.	444
223. <i>St-Joachim, rivière</i> :—Correspondance et copie de tous rapports concernant les travaux à faire à la petite rivière St-Joachim, dans le comté des Deux Montagnes, depuis juillet 1887. <i>(Document No. 155.)</i>	Par Ordre, 290.	307

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE — <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
224. <i>St-Louis de Mile End</i> :—Correspondance entre le gouvernement et l'institution des sourds-muets de—, au sujet de l'allocation demandée par cette institution.....(<i>Document No. 55.</i>)	Ordre du 27 fév. 1889. 253.	87
225. <i>St-Maurice</i> :—Correspondance échangées entre le gouvernement et L. A. Lord, écr., d'Yamachiche, et Michel Bourassa, de St-Barnabé, relativement aux octrois de colonisation dans le comté de St-Maurice, depuis le 1er février 1887. (<i>Document No. 185.</i>)	Par Ordre, 310.	384
226. <i>St-Maurice</i> :—Etat indiquant les sommes payées pour les travaux de colonisation dans le comté de St-Maurice, depuis l'année 1878. (<i>Document No. 28.</i>)	Ordre du 8 mars 1889. 311.	17
227. <i>St-Michel de Bellechasse</i> :—Correspondance à propos d'une allocation à être accordée au couvent et au collège de St-Michel de Bellechasse. (<i>Document No. 78.</i>)	Par Ordre, 44.	133
228. <i>St-Michel de Bellechasse</i> :—Copie de la correspondance échangée entre l'honorable Premier ministre et le député de Bellechasse, à propos d'une allocation à être donnée au Couvent de St-Michel de Bellechasse.....(<i>Document No. 40.</i>)	Ordre du 25 janvier 1889, 91.	43
229. <i>St-Michel de Bellechasse</i> :—Correspondance à propos d'une allocation à être donnée au collège de St-Michel de Bellechasse dans le but de favoriser l'instruction dans le comté de Bellechasse. (<i>Document No. 83.</i>)	Ordre du 25 février 1889, 91.	139
230. <i>Secrétaire de la Province</i> :—Troisième rapport du—, pour l'exercice de 1888-1889. (<i>Division du Régistrare</i>).....(<i>Document No. 6.</i>)	Par Ordre du Lieut.-Gouv.	292
231. <i>Secrétaire et Régistrare de la Province</i> :—Rapport du—, pour l'exercice 1888-1889. (<i>Division du Secrétaire.</i>).....(<i>Document No. 6.</i>)	Par Ordre du Lieut.-Gouv.	384
232. <i>Seigneurie Lauzon</i> :—Correspondance, etc., au sujet du paiement et de la répartition plus justes des rentes seigneuriales dans la seigneurie Lauzon. <i>Impression ordonnée, 477.....</i> (<i>Document No. 186.</i>)	Par Ordre, 121.	397
233. <i>Service Civil</i> :—Rapport des nominations et promotions faites dans le service civil, depuis la dernière session ; Statuts refondus No. 675. (<i>Document No. 49.</i>)	Par Acte.	70

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
234. <i>Shawville, Cour de Magistrat</i> :—Documents reçus par le gouvernement pendant et depuis la dernière session, relativement à la création d'une cour de magistrat de district, à Shawville, P. Q. (<i>Document No. 84.</i>)	Par Ordre, 116.	139
235. <i>Shehyn et Garneau, MM.</i> :—Documents en rapport avec la mission en Europe des honorables MM. Shehyn et Garneau, de toute correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et M. J. A. Drolet ou toute autre personne, depuis le premier janvier 1887, jusqu'à ce jour, au sujet de la conversion de la dette provinciale.....(<i>Document No. 73.</i>)	Adresse, 84.	121
236. <i>Sherbrooke</i> :—Renseignements relatifs aux réparations à la prison et au palais de justice de Sherbrooke, durant l'année 1889.....(<i>Document No. 202.</i>)	Par Ordre, 280.	422
237. <i>Shérif des Trois-Rivières</i> :—Copie de l'enquête faite contre le shérif des Trois-Rivières par M. Walton Smith en 1887.....(<i>Document No. 19.</i>)	Ordre du 25 février 1889, 239.	16
238. <i>Shoolbred</i> :—Copie des lettres-patentes, titres, etc., concernant la seigneurie—, dans le comté de Bonaventure.....(<i>Document No. 21.</i>)	Adresse du 27 février 1889, 252.	16
RRR. <i>Short et Wallick</i> :—Correspondance entre l'honorable Premier et George Rolt White, écuyer, secrétaire honoraire du comité nommé pour ériger un monument à la mémoire du Major Short et du Sergent Wallick, qui sont morts au champ d'honneur, en se dévouant, lors de l'incendie de Saint-Sauveur, le 16 mai 1889.	Par Ordre, 416.	
239. <i>Soulanges, Société d'agriculture</i> :—Correspondance échangée entre le département de l'agriculture, le secrétaire-trésorier de la société d'agriculture du comté de Soulanges et autres, relativement à l'envoi de l'octroi à cette société. (<i>Document No. 207.</i>)	Par Ordre, 388.	422
SSS. <i>Soulanges et Vaudreuil</i> :—Documents ou correspondances relatif au montant accordé dans les comtés de Soulanges et de Vaudreuil, pour indemniser les victimes des tempêtes de grêle et ouragans, durant 1888 et 1889.	Par Ordre, 71	
240. <i>Statistiques judiciaires</i> :—Extraits des rapports—, pour l'année 1889.....(<i>Document No. 133.</i>)		265

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.—*Suite.*

	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
TTT. <i>Statuts Refondus et Code Municipal</i> :—Correspondance au sujet de la question de la distribution des Statuts refondus et du Code municipal aux conseils municipaux, depuis le mois de janvier dernier.	Par Ordre, 102.	
241. <i>Sténographes officiels</i> :—Correspondance, au sujet de la nomination de—, par le gouvernement, pour recevoir et prendre note des témoignages dans les cours supérieures.....(<i>Document No. 67.</i>)	Par Ordre, 98.	107
242. <i>Subsides aux Cies chemins de fer</i> :—Ordres en Conseil adoptés depuis le 30 janvier dernier, autorisant le paiement de subsides aux différentes compagnies de chemins de fer. <i>Impression ordonnée, 311.....(Document No. 66.)</i>	Adresse, 85.	107
243. <i>Tassé, Messire</i> :—Correspondance, entre Messire Tassé, ou la fabrique de Longueuil, depuis le 1er juillet 1888 payé sur le bill concernant la ville de Longueuil : le dit bill passé pendant la session de 1888.....(<i>Document No. 141.</i>)	Adresse, 235.	277
244. <i>Taxes scolaires</i> :—Correspondance, résolution du Conseil de l'Instruction publique, et documents de record dans les bureaux publiés se rattachant à une nouvelle division des taxes perçues pour les fins scolaires.....(<i>Document No. 119.</i>)	Adresse du 21 janvier 1889, 63.	253
245. <i>Terrebonne</i> :—Documents, au sujet du démembrement du comté de Terrebonne, pour fins parlementaires ou autres.....(<i>Document No. 74a.</i>)	Par Ordre, 102.	121
246. Réponse supplémentaire.....(<i>Document No. 74b.</i>)	102.	202
247. <i>Terrebonne</i> :—Correspondance au sujet de la remise des droits de la Couronne, sur la coupe du bois, dans les cantons du comté de Terrebonne. <i>(Document No. 219.)</i>	Par Ordre, 290.	444
248. <i>Terres de la Couronne</i> :—Rapport du Commissaire des —, pour les douze mois finissant le 30 juin 1889. <i>(Document No. 4.)</i>	Par Ordre du Lieut.-Gouv.	121
249. <i>Terres Publiques</i> :—Copies de tous ordres en Conseil, adoptés depuis deux ans, au sujet de la question de l'octroi gratuit des terres publiques dans certaines parties de la Province. (<i>Document No. 17.</i>)	Ordre du 25 février 1889, 238.	16
250. <i>Terres Publiques</i> :—Copie des de landes faites par des compagnies et différentes personnes du Canada,		

DOCUMENTS DE LA SESSION PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS.
250. <i>Terres Publiques</i> :— <i>Suite.</i>		
d'Europe et des Etats-Unis pour l'octroi de terres publiques dans la province pour des fins de colonisation et de tous les documents qui s'y rapportent (<i>Document No. 68.</i>)	Par Ordre, 98.	107
251. <i>Tessier, Juge</i> :—Renseignements sur les questions suivantes, savoir : 1. Le gouvernement a-t-il cédé à M. le juge Tessier ou à quelqu'un de sa famille, depuis le premier février 1889, certaine propriété située à Rimouski ? 2. Si oui, quelle propriété, à quel endroit est-elle située ? (<i>Document No. 228.</i>)	Adresse, 395.	456
252. <i>Thérèse de Jésus, Révde. Sœur et Dr. Vallée</i> :—Copie du rapport fait par la Révérende Sœur Thérèse de Jésus et du docteur Vallée, après leur voyage en Europe, l'été dernier. <i>impression ordonnée, 475</i> (<i>Document No. 148.</i>)	Par Ordre, 254.	296
UUU. <i>Timbres judiciaires</i> :—Etat indiquant le montant reçu, chaque année, depuis la confédération, pour timbres judiciaires, dans le district judiciaire de Montréal.	Par Ordre, 280.	
253. <i>Toupin, Joseph</i> :—Documents se rapportant à la nomination de Joseph Toupin, comme conseiller municipal pour la paroisse de la Longue Pointe, en 1890. (<i>Document No. 143.</i>)	Par Ordre, 279.	283
VVV. <i>Travail des départements</i> :—Etat comparatif montrant le travail fait dans chaque département, dans les années 1886, 1887, 1888 et 1889, donnant tous renseignements faisant voir l'augmentation ou la diminution qui a pu se produire dans les affaires de ces départements durant ces années.	Par Ordre, 86.	
254. <i>Travaux de Colonisation</i> :—Copie de la circulaire, datée le 23 janvier 1890, signée par l'honorable M. Rhodes, ministre de l'agriculture; adressée aux députés et ayant rapport à leurs demandes d'octroi pour travaux de colonisation dans chaque comté. (<i>Document No. 120.</i>)	Par Ordre, 191.	253
255. <i>Travaux Publics</i> :—Rapport général du Commissaire des—, pour 1889 (<i>Document No. 7.</i>)		222
256. <i>Tremblay, P. E.</i> :—Copie du compte de M. P. E. Tremblay, présenté au gouvernement comme		

DOCUMENTS DE LA SESSION, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.— <i>Suite.</i>	ORDONNÉS.	PRÉ- SENTÉS
256. <i>Tremblay, P. E.</i> :— <i>Suite.</i>		
agent de repatriement : état détaillé des sommes à lui payées pour salaire, frais de voyage et autres causes.....(<i>Document No. 31.</i>)	Ordre du 11 mars 1889. 328.	18
257. <i>Tremblay, J. A.</i> :—Copie du jugement final rendu par la cour supérieure du district du Saguenay, dans une cause de Dame d'Estimauville, veuve Clément, contre J. A. Tremblay, notaire, des Eboulements ; aussi copie du jugement de la cour du banc de la Reine, en appel, dans la même cause. (<i>Document No. 65.</i>)	Par Ordre, 70.	107
WWW. <i>Whelan, J. P.</i> :—Copie de tout arrêté en conseil, concernant la réclamation de J. P. Whelan, qui a été soumise à un arbitre l'année dernière ; copie de l'acte de compromis, de toutes procédures devant l'arbitre, et de la sentence arbitrale ; copie de tout le dossier, etc., etc.	Adresse, 415.	
258. <i>Yamaska</i> :—Etat détaillé des sommes dépensées par le gouvernement dans le comté de Yamaska, depuis le mois de janvier 1887, constatant pour quels travaux ces sommes ont été payées. (<i>Document No. 93.</i>)	Par Ordre, 133.	177
DOMAINE PUBLIC :—Bill pour mieux définir le mode d'aliéner certaines parties du domaine public, (M. Nantel), présenté, 421. Motion pour 2e lecture ; amend. de l'hon. M. Mercier pour renvoyer la 2e lecture à six mois ; adopté, 451.		
DOMINION LIME COMPANY :—Pétition de la Cie. de chaux et de marbre Dudswell et de la Cie. de chaux de la Puissance, demandant à être amalgamés sous le nom de— 39. Rapport de l'avis, 91. Bill (l'hon. M. Robertson), présenté, 92. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 110. Rapporté amendé, 132. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 141. Par le Conseil, 185. S. R., 517. (53 Vic., ch. 99.)		
DOSTALER, OMER :—Certificat de son élection ; Prête serment et prend son siège, 86.		
DROITS DE PÊCHE :—La Chambre devant se former en comité général pour considérer certaines résolutions concernant les—, 312. La Chambre en comité, 318. Résolutions rapportées, 322. Lues la seconde fois, 325. Adoptées, 348. Devant être transmises aux autorités fédérales, aux Lieutenants-Gouverneurs et aux Conseils exécutifs de chaque province de la Confédération, 348.		
DROIT DE SUFFRAGE :—Bill pour amender l'acte 52 Vict., ch. 4, étendant le droit de suffrage (l'hon. M. Gagnon), présenté ; lu la première et la seconde fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 248. Par le Conseil, 262. S. R., 262. (53 Vic., ch. 6.)		

DROIT DE VOTER :—Bill concernant le —, la préparation des listes électorales et la formule du serment (l'hon. M. Pelletier,) présenté, 201. Motion pour 2^e lecture; débat; Motion pour ajourner le débat négative; Motion principale adoptée; Bill lu la 2^e fois sur division et renvoyé à un comité général, 346. Motion pour comité général, débat, 367. Amendement pour renvoyer le comité général à 6 mois, négative; bill renvoyé à un comité général; considéré; rapporté progrès, 369. Considéré de nouveau; amendé; rapporté; amendements lus la 2^e fois sur division et adoptés sur division, 395. Bill lu la 3^e fois sur division et passé, 417. Par le Conseil avec amendements, 465. Considérés, 465. Adoptés sur division, 467, S. R., 518. (53 Vic., ch. 101).

DROLET, GASPARD :—

1. Résolutions, que la Chambre a appris avec un profond regret la mort de M—, auditeur de la province depuis la Confédération et exprimant à Mde Drolet et à sa famille, sa sympathie à cette occasion; adoptées *nemine contradicente*, 172.
2. Annuités votées à Mde et aux Delles Drolet, 194.

DRUMMOND :—Pétition de la Cie. du chemin de fer du comté de—, 15; demandant des amendements à sa charte, 39. Rapport de l'avis 74. Bill (M. Girouard), présenté, 74. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 95. Rapport que le préambule n'a pas été prouvé, 236. Honoraire remis, 236.

DRUMMOND ET ARTHABASKA :—Pour diviser—en deux divisions électorales. Voir *Assemblée législative*, 12 et 13.

DRUMMOND ET ARTHABASKA, CIE. DU CHEMIN DE FER DE— :—Voir 73, *des Documents*.

DUBUC, MOISE :—Pétitions de Dame Abigail Kimpton, épouse de Moïse Dubuc et de Dame Sarah Kimpton, épouse de J. Longpré, 99. Voir *Kimpton*.

DUDSWELL :—Pétition de la Cie. de chaux et de marbre de—et de la Cie. de chaux de la Puissance, 15; demandant un acte pour fusionner les deux compagnies sous le nom de "Dominion Line Company," 39. Voir *Dominion Line Company*.

DUGAS ET DESNOYERS :—Voir *EE, des Documents*.

DUTREMBLAY, P. P. V. :—Voir 74, *des Documents*.

EBOULEMENT DE LA RUE CHAMPLAIN, QUEBEC :—Voir 213, *des Documents*.

ECOLE CULINAIRE :—Voir *Montréal*, 15.

ECOLE DE MÉDECINE ET DE CHIRURGIE :—Voir *Montréal*, 16.

ECOLES DU SOIR :—Voir *GG. & HH., des Documents*.

ECOLE NORMALE JACQUES-CARTIER :—Voir 76, *des Documents*.

ECOLES PROTESTANTES :—Commissaires des—; Voir *Montréal*, 9 et 10.

ECOLES SUBVENTIONNÉES :—Enfants n'apprenant pas le français dans les—, 387 412; Voir 77, *des Documents*.

ECOLE VÉTÉRINAIRE FRANÇAISE : Voir *Montréal*, 17.

ECORCE DE PRUCHE :—Voir 78, *des Documents*.

EDIFICES PUBLICS ET PALAIS DE JUSTICE :—Réparation et entretien des—, 220 ; Voir II, *des Documents*.

EDUCATION :—

1. Bill pour amender la 32 Vict, ch. 16, sec. 33, concernant l'éducation dans la cité de Montréal (M. Hall), présenté, 312. Motion pour seconde lecture négative, 347.

2. Sommes payées depuis 1882 pour—, 387, 472 ; Voir 79, *des Documents*.

EDUCATION, DROITS ET PRIVILÈGES DE LA MINORITÉ :—Voir 80, *des Documents*.

EDUCATION SUPÉRIEURE :—

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions concernant le fonds de revenu et de placement d'—, 37, 46. Résolutions rapportées, 56. Adoptées, 89. Bill basé sur ces résolutions, 89. Voir *infra*, 2.

2. Bill concernant le fonds de revenu et de placement d'éducation supérieure et amendant l'acte 51-52 Vic., ch. 13, intitulé : " Acte relatif au règlement de la question des Biens des Jésuites, " (l'hon. M. Mercier), présenté, 89. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté, passé, 95. Par le Conseil, 144. S. R., 516. (53 Vic., ch. 31.)

EGAN :—Au sujet des colons du Canton de— 123, 191, 265. Voir *FF et 75, des Documents*.

EGLISE UNIE D'ANGLETERRE ET D'IRLANDE :—Pétition demandant des amendements à l'acte qui régie l'administration des biens temporels de l'—, 39. Rapport de l'avis, 104. Bill (M. Hall), présenté, 105. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 117. Rapporté, 137. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 149. Par le Conseil, 216. Honoraire remis, 166. S. R., 516. (58 Vic., ch. 123.)

EGLISE D'ANGLETERRE :—Synode Provincial de l'— :—Pétition demandant un acte autorisant leu. Evêque à conférer certains degrés, 104. Rapport de l'avis, 111. Bill (M. Hall), présenté, 111. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 147. Rapporté amendé, 163. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 172. Par le Conseil, 230. S. R., 518. (53 Vic., ch. 112.)

ELECTIONS :—Mandats émis durant la vacance :

Page	District électoral	Député élu	En remplacement de	Pourquoi	Page
4	Quebec-Ouest.	Owen Murphy, Ecr.....	lui-même	Elect. déclarée nulle..	3
9	Joliette.....	Louis Basinet, Ecr.....	lui-même	do	7
10	Brome.....	Refus Nelson England, Ecr.	Wm. W. Lynch, Ecr.	Nommé juge	10
11	Rimouski....	Auguste Tessier, Ecr.....	Ed. On. Martin, Ecr.	Décédé	10
86	Berthier.....	Omer Dostaler.....	Louis Sylvestre, Ecr..	Nom. ConseillerLég.	11

ELECTIONS CONTESTÉES :—1. Documents, relatifs aux—suivantes, mis devant la Chambre

Chambly, 4. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 5.
 Joliette, 4. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 6.
 Ottawa, 26. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 26.
 Québec-Ouest, 1. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 2.
 Terrebonne, 4. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre, 4.

2. Bill amendant la loi des élections contestées de Québec (M. David), présenté, 81. Lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général, 206. Comité général renvoyé à 6 mois, 366.

3. Voir *Acte électoral*.

EMIGRATION DES CANADIENS :—Voir 46, *des Documents*.

EMPLOYÉS AU PALAIS DE JUSTICE, MONTRÉAL :—Voir 170, *des Documents*.

EMPLOYÉS AU PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC ET DE MONTRÉAL :—Voir JJ, *des Documents*,

EMPLOYÉS DES PALAIS DE JUSTICE DE QUÉBEC, MONTRÉAL ET TROIS-RIVIÈRES :—Voir 81 *des Documents*.

EMPLOYÉS DE LA COUR DE MAGISTRATS, MONTRÉAL :—Voir KK, *des documents*.

EMPLOYÉS DANS LES MANUFACTURES :

1. Bill pour amender la loi concernant la protection,—(M. David), présenté, 286. Lu la 2e fois ; et renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 385. Par le Conseil, 425. S. R., 519. (53 Vic., ch. 38.)

2. Bill amendant l'article 3026 des S. R. de la Province de Q. relatifs aux—, (M. Lemieux), présenté, 164. La 2e fois et renvoyé à un comité général ; rapporté progressivement, 345. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté ; passé, 385. Par le Conseil avec amendements, 426. Considérés et adoptés, 426. S. R., 518. (53 Vic., ch. 39.)

EMPLOYÉS PUBLICS :—Bill pour abroger la section 2 du chap. 6 de l'acte 52 Vict., enlevant le droit de suffrage aux—, (l'hon. M. Flynn), présenté, 40. Motion pour 2e lecture négative, 97.

EMPLOYÉS SESSIONNELS ET MESSAGERS :—Voir 82, *des Documents*.

EMPLOYÉS SURNUMÉRAIRES :—Voir 83, *des Documents*.

EMPRUNT :—Voir 84, 85, LL, *des Documents*.

EMPRUNTS PUBLICS :—Bill concernant les—, (M. Nantel), présenté, 358. L'ordre du jour pour la 2e lecture de ce bill étant lu, M. l'Orateur décide que ce bill est irrégulier et appel étant fait de sa décision, elle est confirmée par la Chambre, 449.

ENCANTEURS :—Bill amendant l'article 943 des S. R. P. Q. relatif aux—, (M. de Grosbois) ; présenté, 40. Ordre pour 2e lecture rescindé ; bill renvoyé au comité de législation, 113.

ENCANTEURS, TAXE SUR LES :—Voir 86, *des Documents*.

ENFANTS :

1. La Chambre devant se former en comité général pour considérer certaines résolutions relatives aux privilèges des pères de famille ayant douze enfants vivants, 37, 67. Recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité ; résolutions rapportées et adoptées, 67. Bill basé sur ces résolutions, 57. Voir *infra*, 2.

2. Bill basé sur les résolutions ci-dessus ; Voir *supra*, 1, (l'hon. M. Rhodes) ; présenté, 67. Lu la 2^e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 78. Par le Conseil avec amendements, 176. Considérés, 177. Adoptés, 192. S. R., 516. (53 Vic., ch. 26.)

ENFANTS N'APPRENANT PAS LE FRANÇAIS DANS LES ÉCOLES SUBVENTIONNÉES, 387, 312. Voir 77, *des Documents*.

ENGLAND, REFUS NELSON :—Certificat de son élection, 11. Prête serment et prend son siège, 12.

ENQUÊTES :—Bill amendant le Code de procédure civile relativement aux—, (M. Duplessis), présenté, 448. Lu la 2^e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 459. Par le Conseil, 468. S. R., 519. (53 Vic., ch. 56.)

ENQUÊTES SUR LES AFFAIRES PUBLIQUES—Bill amendant l'article 597 des S. R. P. Q. relatif aux—, (l'honorable M. Turcotte), présenté, 37. Lu la 2^e fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 68. Par le Conseil, 118. S. R., 516. (53 Vict., ch. 14.)

ENREGISTREMENT, CERTIFICATS D'— :—Voir *Code civil*, 7.

ERECTION CIVILE DES PAROISSES :—Bill relatif à l'— en cette province, (M. Pilon), présenté, 292. Motion pour 2^e lecture négative, 347.

" ESQUISSE GÉNÉRALE DE LA PROVINCE " :—Voir 87, *des Documents*.

ESTIMÉS :—Voir 88 et 89, *des Documents*.

ÉTUDE DU DROIT, DU NOTARIAT ET DE LA MÉDECINE :—Voir *Bachelier ès-arts*.

EVÊQUE MÉTROPOLETAIN DE L'ÉGLISE D'ANGLETERRE :—Voir *Eglise d'Angleterre*

EXPOSITIONS ANNUELLES :—Voir *MM.*, *des Documents*.

EXPROPRIATIONS :

1. Pétition demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal concernant les expropriations, 99.

2. Bill concernant l'expropriation, (M. Robidoux), présenté, 100. Lu la 2^e fois et renvoyé à un comité général, 140. Considéré ; rapporté progressivement, 152. Ordre pour comité général rescindé ; bill renvoyé au comité de Législation, 171.

FABRIQUES :—Bill relatif aux comptes que les marguilliers doivent rendre aux—
Voir *Marguilliers*.

FABRIQUE DE BEURRE ET DE FROMAGE :—Voir 90, 153, 154, *des Documents* ; Voir aussi 161 *des Documents*.

FABRIQUES ST-JEAN-BAPTISTE DE MONTRÉAL :—Voir *Montréal*, 22 et 23.

FAFARD, RÉV. AMB. :—Pétition du—demandant un acte constituant en corporation
“ l’Hospice Ste. Anne de la Baie St. Paul,” 99. Voir *Baie St. Paul*.

FAHEY, NEAGELÉ ET BUREAU :—Voir *NN*, *des Documents*.

FÉDÉRATION IMPÉRIALE :—Motion de M. David, qu’il soit résolu que cette Chambre est hostile à la fédération impériale, qui empêcherait le Canada d’avoir, avec les peuples du continent américain, les relations les plus favorables à la prospérité commerciale et industrielle et à son développement social et politique ; adoptée, 313.

FÊTE DES ARBRES :—Voir 91, *des Documents*.

FONDS D’EMPRUNT MUNICIPAL :—Voir 92, 93, 94, 219 et 220 *des Documents*.

FONDS DE PENSION :—Voir *Officiers publics*.

FONDS DE REVENU ET DE PLACEMENT D’ÉDUCATION SUPÉRIEURE :—Bill concernant le fonds de revenu et de placement de l’Éducation supérieure et amendant l’acte 51-52 Vict., chap. 13, intitulé : “ Acte relatif au règlement de la question des Biens des Jésuites,” 89. Voir *Education Supérieure*.

FOOTE, J. J. :—Voir 165, *des Documents*.

FORMULE DU SERMENT :—Voir *Droit de Voter*.

FOUCHER, M. :—Voir 67 *des Documents*.

FOURRURES, SAISIES ET CONFISCATIONS DES— :—Voir 00, *des Documents*.

FRANCHISE ÉLECTORALE :—Voir *Vict.*, 52, *ch.* 4.

FRASER, RÉV. SIMON :—Pétition du—et al de Shoolbred, 215.

FRAUDES CONTRE LES CULTIVATEURS :—Voir 95, *des Documents*.

FRONTIÈRE NORD :—La Chambre devant se former en comité général pour prendre en considération certaines résolutions concernant la Frontière Nord de la province de Québec, 122. La Chambre en comité, 153. Résolutions rapportées, 155. Adoptées, 158. Renvoyées à un comité spécial chargé de préparer une adresse au Gouverneur-Général au sujet des ces résolutions ; Adresse au Lieutenant-Gouverneur le priant de transmettre l’adresse ci-dessus, 158.

FRONTIÈRE NORD DE LA PROVINCE :—Voir 96 et 97, *des Documents*.

GARDES-FORESTIERS :—Voir 98 et 99, *des Documents*.

GARNEAU, PONT :—Voir PP., *des Documents*.

GASPÉ :—Pétition demandant un acte incorporant la Cie. du chemin de fer de—, 103.
Rapport que les avis ne n'ont pas été prouvés, 124.

GASPÉ, AGENTS DES TERRES DE— :—Voir 100, *des Documents*.

GASPESIE, SOCIÉTÉ DE COLONISATION DANS LA— :—Voir 101, *des Documents*.

GASPÉ :—Société d'agriculture No. 5 du comté de Gaspé :—Bill concernant la—, (l'honorable M. Flynn), présenté, 384. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 439. Par le Conseil, 465. S. R., 519. (53 Vict., ch. 23.)

GAZ :—Compagnies de Gaz. Voir *Montréal*, 14. *Québec*, 6.

GEOFFRION, M. :—Voir 102, *des Documents*.

GIGUÈRE, JOSEPH :—Pétition demandant un acte régularisant sa cléricature et pour être admis à la pratique de la médecine, 81. Rapport de l'avis, 124. Bill, (M. Goyette), présenté, 125. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 161. Rapporté, 215. Considéré en comité général ; rapporté progrès, 232. Considéré de nouveau ; rapporté ; passé, 239. Honoraire remis, 416.

GILMOUR ET AL., vs. PARADIS ET AL :—Voir 103, *des Documents*.

GOVIN ET SMITH :—Voir 104, *des Documents*.

GRAINS DE SEMENCE :—Voir 105 et 106, *des Documents*.

GRANDE CASCAPÉDIA :—Voir 107, *des Documents*.

GRANDISON ET CLYDE :—Voir 108, *des Documents*.

GREFFIER DE LA COURONNE EN CHANCELLERIE :—Certificats ayant rapport aux élections suivantes : Joliette, 9. Brome, 11. Rimouski et Québec-Ouest, 12. Berthier, 86.

GRIGNON, DR W. :—Voir 67, *des Documents*.

GUANO DE POISSON :—Voir 109, *des Documents*.

GUAY, MONSIGNOR :—Voir QQ., *des Documents*.

HAMELIN, JOSEPH A. :—Pétition demandant un acte pour être admis à la pratique de la médecine, 120. Rapport de l'avis, 124. Bill (M. David), présenté, 126. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 150. Rapporté, 176. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 231. Par le Conseil, 301. Motion pour remise de l'honoraire négative, 315. Remise de la motion de l'honoraire, 416. S. R. 518. (53 Vic., ch. 124.)

HOPITAL GÉNÉRAL, MONTRÉAL :—Voir 111 et 112, *des Documents*.

HOPITAL PROTESTANT POUR LES ALIÉNÉS :—Voir *Montréal*, 26.

HOUE, M. ULDORIC :—Voir 78, *des Documents*.

HULL :—Pétition demandant une législation créant le collège électoral de—, 260.

HULL, LOTS DE GRÈVE, DANS LA CITÉ DE :—Voir 113, *des Documents*.

HUISSIERS :—Bill amendant la loi relative à la corporation des—, du district de Montréal et au cautionnement qu'ils doivent fournir, (M. Robidoux), présenté, 262. Rapporté, 281. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 396. Par le Conseil, 434. S. R., 519. (53 Vic., ch. 48.)

HURDMAN, WILLIAM GEORGE :—Voir 113, *des Documents*.

HYGIÈNE ET GYMNASTIQUE DANS LES ÉCOLES :—Voir 114 *des Documents*.

IBERVILLE :—Pétition demandant un acte pour la construction d'un chemin de fer à travers la partie sud du comté d'—, 104. Voir *Lacolle, Ierville et Farnham*.

IMPRESSIONS :

1. *Comité conjoint des* :—Membres nommés par l'Assemblée ; Message envoyé au Conseil, 106. Message du Conseil nommant les membres désignés par lui, 118. Premier rapport ; Président nommé et *quorum* réduit ; adopté 168. Second rapport, 310 ; adopté, 312. Troisième rapport, 474. Adopté, 477. Quatrième rapport ; adopté, 515,

2. Documents dont l'impression est ordonnée sans le renvoi au comité des—, 245. 298, 479.

3. Documents imprimés sur la recommandation du comité, 310, 474.

4. Pour liste des documents dont l'impression a été ordonnée.—Voir à la fin de cet *index*.

IMPRESSIONS ET ANNONCES :—Voir *RR*, *des Documents*.

IMPRESSIONS DES DOCUMENTS SESSIONNELS :—Voir *SS*, *des Documents*.

IMPRIMEUR DE LA REINE :—Voir 115, *des Documents*.

INDEX AUX IMMEUBLES :—Voir *Bureaux d'enregistrement*.

INDUSTRIES :—Comité permanent nommé, 14, 37, 72. Premier rapport ; M. Pilon nommé président et *quorum* réduit à cinq membres, 110.

INGÉNIEURS CIVILS :—Bill pour incorporer les—de la province, (M. Lafontaine), présenté, 40.

INHUMATIONS :—Bill amendant la loi relative aux inhumations (Du Conseil ; l'honorable M. Robertson), présenté, 307. Lu la 2^e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 434. Le Conseil demande une conférence au sujet des amendements faits à ce bill, 441. Message du Conseil devant être pris en considération plus tard, 442. Délégués de la Chambre nommés, 446. Message du Conseil priant les délégués de la Chambre de se rendre à la conférence ; la Chambre suspend ses délibérations ; la Chambre reprend ses délibérations et l'un des délégués communique à la Chambre les raisons données par le conseil pour ne pas concourir dans le bill susdit, 458. Le Conseil n'insiste pas sur ses amendements, 468. Nouvel amendements du Conseil adopté, 469. S. R., 516. (53 Vic., ch. 44.)

INSTITUTIONS LITTÉRAIRES, DE CHARITÉ ET HÔPITAUX :—Rapports annuels des— ; Voir 116, *des Documents*.

INSTRUCTION PUBLIQUE :

1. Bill amendant la loi de l'—(l'hon. M. Gagnon) ; présenté, 41 ; Lu la 2^e fois et renvoyé à un comité général, 78. Considéré ; amendé ; rapporté, 103. Ré-impression ordonnée, 103. Ordre pour 3^e lecture rescindé ; bill renvoyé à un comité général ; Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 113. Par le Conseil, 208. S. R., 516. (53 Vic., ch. 27.)

2. Bill pour amender le bill ci-dessus ; Voir *Supra*, 1 (l'hon. M. Gagnon), présenté ; lu la 2^e fois ; renvoyé à un comité général, 384. Considéré ; rapporté ; passé, 398. Par le Conseil, 425. S. R., 519. (53 Vic., ch. 29.)

3. Bill pour amender la loi concernant l'—(l'hon. M. Gagnon), présenté ; lu la 2^e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 453. Par le Conseil, 468. S. R., 519. (53 Vic., ch. 28.)

4. État financier du surintendant, 389 ; Voir 118, *des Documents*.

5. Rapport du surintendant ; Voir 117, *des Documents*.

INSTITUT AGRONOMIQUE DE BEAUVAIS :—Voir 119, *des Documents*.

ISLE D'ANTICOSTI :—Voir 122, 123 et 124, *des Documents*.

ISLES DE LA MAGDELEINE :—Motion pour la formation d'un comité spécial chargé d'étudier la question de la tenure des terres dans les,—débat, ajourné, 409. Débats repris, amendement de l'hon. M. Mercier, 411. Sous-amendement de l'hon. M. Gagnon ; débat ajourné, 412. Débat repris, 413. Sous-amendement adopté, 414.

ISLES DE LA MAGDELEINE :—Voir 120, 121, 122, 123 et 124, *des Documents*.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Faites par MM.

Baldwin, 424, 432, 442.

Basinet, 438.

Beauchamp, 170, 209, 217, 332, 361, 407, 408, 460, 468.

Bernatchez, 120, 234, 289, 425.

Blanchet, 82, 83, 120, 190, 208, 209, 302.

Bourbonnais, 41.

Casgrain, 82, 83, 108, 263, 288, 289, 302, 422, 480.

Champagne, 308.

- David, 190.
 Déchène (l'Islet), 235, 376.
 Desjardins, 70, 83, 234, 302, 328.
 Duplessis, 42, 189, 289, 302, 327, 360, 361, 390, 391, 454, 459.
 England, 233, 302, 459, 466.
 Faucher de Saint-Maurice, 41, 42, 115, 169, 209, 250, 276, 303, 331, 422, 432, 455, 460, 480.
 Flynn, 81, 83, 101, 188, 189, 276, 359.
 Goyette, 377, 383, 514.
 Hall, 262, 276, 362.
 Lapointe, 116, 210, 250, 251, 303, 361, 442, 459, 460.
 LeBlanc, 151, 233, 263, 304, 423, 424, 431, 432, 433, 455, 456.
 Lemieux, 332.
 Legris, 119, 234, 251, 262.
 Lussier, 119, 362, 384, 460.
 Martin, 108, 120, 216, 454.
 McIntosh, 81, 116, 151, 190, 360, 377, 391.
 Nantel, 69, 83, 115, 234, 328, 359, 361, 389, 480.
 Owens, 164, 391, 467.
 Pelletier, 190, 251.
 Picard, 100, 115, 332, 378, 389.
 Pilon, 108, 389, 438, 455.
 Poupore, 250.
 Rinfret, 377.
 Rocheleau, 233.
 Spencer, 328, 362, 407.
 Taillon, 82, 83, 115, 119, 164, 170, 187, 209, 217, 234, 289, 303, 331, 359, 407.
 Tessier (Portneuf), 164, 391, 407.
 Tessier (Rimouski), 389.
 Tourigny, 116, 218, 233, 263, 275, 302, 303, 359, 480.
 Trudel, 41, 424, 460.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—Ayant rapport à— :

- " Actes relatifs aux chemins à barrières et ponts, dans et près de Québec."—Le gouvernement a-t-il l'intention de faire distribuer à la Législature des— ? 480.
 Allard, M. Charles.—Combien a-t-il reçu pour service en rapport avec les pêcheries ? 303.
 Allard, Charles, de Chambly.—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 251.
 Améliorations hygiéniques devant être appliquées au palais législatif, Québec, 331.
 Amyot et Pelletier, MM., de Québec ont-ils été employés comme substituts du procureur-général ? 459.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Apprentissage chez les industriels, demandant qu'on encourage l'—, 42.

Arrérages de taxes sur Corporations commerciales.—Combien le gouvernement a-t-il reçu, depuis le 1er juillet 1889, pour—? 70.

Bachand, Rév. J.—A quelle date la somme de \$300 lui a-t-elle été payée? 170.

Baie des Chaleurs.—Au sujet des subsides dûs à MM. MacFarham & fils au sujet du chemin de fer de la—, 216.

Baie des Chaleurs.—Qui a été chargé de faire une enquête au sujet du chemin de fer de la—? 82.

Baldwin, M. Ozro.—Le gouvernement a-t-il reçu de lui, depuis 1888, d'autres promesses de support, que celle ci-après citée? 438.

Barrières et ponts de péages, seront-ils abolis? 362.

Barry, Denis.—Combien MM. C. L. Champagne et—ont-ils reçu du gouvernement? 217.

Beaumont, demandant de rendre justice aux habitants de—en ce qui concerne les barrières et ponts de péage, 41.

Beauport.—Le gouvernement a-t-il l'intention de contribuer à la reconstruction de l'église de—? 422.

Beausoleil, M.—A quelle date a eu lieu le règlement définitif du compte de—? 42.

Bender, A. J.—A quel titre agissait-il dans la cause Regina vs. E. D. Lepine? 425.

Bernatchez, M. Nazaire.—En vertu de quelle autorité la somme de \$285.24 lui a-t-elle été remboursée? 424.

Bernatchez, M. Numa.—A quel titre a-t-il reçu l'an dernier, \$750? 424.

Bernatchez, M. Numa.—A-t-il reçu depuis le 9 novembre 1889 quelques autres paiements que ceux mentionnés? 465.

Bibliothèque.—Quand le ou les rapports du comité de la—seront-ils mis devant la Chambre? 432.

Bic.—Somme payée à la municipalité scolaire du—en rapport avec un procès? 407.

Bois coupé sur les terres.—Les colons seront-ils protégés contre les propriétaires de limites? 328.

Bolton.—Le gouvernement a-t-il donné une somme pour une route dans le Canton de East—? 336.

Bons de chemins.—Quelle est la valeur actuelle de certains—, en la possession du gouvernement? 411.

Bouchard.—Par qui est employé et payé M. Joseph—? 210.

Bouchette, Errol.—Est-il à l'emploi du gouvernement? 389.

Boudreault, M. P. A.—A-t-il quelqu'emploi du gouvernement? 189.

Brôme.—Au sujet d'une somme accordée pour la Société d'Agriculture du comté de—? 233.

Bryson.—Est-ce l'intention du gouvernement de construire un palais de justice et une prison à—? 250.

Budget supplémentaire pour 1890.—Quels sont les items sous le titre "IX Divers" du—, qui ont déjà été payés par le gouvernement? 188.

Buies, Arthur.—Est-il à l'emploi du gouvernement? 233.

Bureaux d'enregistrement.—Au sujet de l'index aux immeubles dans les—, 362.

Bureau, M. Napoléon.—Quelle somme a été payée à—, dans certaines causes? 116

Cadastrés et arpentages.—Le gouvernement a-t-il payé, pour travaux ordonnés pour—, avant le 1er février 1887? 446.

Cadastré du comté de Joliette.—Va-t-il être bientôt terminé? 438.

Cadastrage du comté de Wolfe, est-il complété et quel en est le coût? 332.

Cadastré des Isles de la Madeleine.—Combien payé à M. l'arpenteur Dechesnes en rapport avec le—? 189.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Canada, a Mémorial volume, E. B. Biggar publisher, Montréal.—Combien d'exemplaires ont été achetés de cet ouvrage et à quel prix ? 115.
- Cap Santé.—Combien et à qui a été payé pour un bac, sur la rivière Jacques Cartier, 276.
- Caron, Edouard.—De Maskinongé, est-il endetté au département des terres ? 119.
- Caron, Ed.—Au sujet du règlement de compte de— ? 234.
- Carrier, M. Achille.—Était-il autorisé à déclarer, au nom de la Couronne, que les droits sur la coupe du bois seraient abolis durant la présente session ? 108.
- Carrier, Achille.—A-t-il reçu, depuis février 1889, quelque argent du gouvernement en sus de son traitement comme interprète ? 433.
- Carrier, M. A.—A-t-il loué la rivière St-Jean, Gaspé, en son nom personnel ? 442.
- Casgrain.—Combien M. Eugène a-t-il reçu du gouvernement depuis le 1er février, 1887 ? 376.
- Champagne et Barry.—En vertu de quelle loi le gouvernement paie-t-il un salaire de \$3,000 à MM.— ? 302.
- Champagne, C. L.—Combien MM.— et Denis Barry ont-ils reçu du gouvernement, etc. ? 217.
- Chassé, M. Honoré.—Est-il à l'emploi du gouvernement ou de la Chambre ? 383.
- Choquette, M. Ambroise.—Le gouvernement a-t-il requis, depuis la dernière session, les services de— ? 82.
- Cloran, M.—Combien a reçu— pour enquête relative au jury ? 82.
- Cloran, M.—A-t-il fini ses travaux en rapport avec le "jury" ? 303.
- Cloran, M.—A-t-il fini ses travaux concernant le fonctionnement du système du jury ? 209.
- Coaticook et Compton.—Le gouvernement a-t-il accordé un subside à la Cie, indépendance d'agriculture de— ? 321.
- Codes de l'instruction publique.—Seront-ils distribués aux curés et aux institutions ? 391.
- Compagnies de chemins de fer.—Quelles— ont été constituées par lettres-patentes en vertu de l'acte 52 Vict., ch. 42 ? 302.
- Compagnie du Gaz de Montréal.—A-t-elle transmis son rapport au gouvernement ? 235.
- Compagnie du Gaz de Québec.—A-t-elle transmis son rapport au gouvernement ? 235.
- Commission des chemins à barrières de la Rive Nord.—Combien doit-elle au gouvernement ? 250.
- Commission des chemins à barrières de la Rive Nord.—Le gouvernement va-t-il se faire rembourser les montants prêtés, en 1870, à la— ? 455.
- Conseil législatif.—Est-ce l'intention du gouvernement de présenter à cette session une mesure pour abolir le— ? 170.
- Corporations commerciales, ont-elles payé les frais de poursuites en certains cas ? 42.
- Corporations commerciales.—Combien le gouvernement a-t-il reçu, depuis le 1er juillet 1889 pour arrérages de taxes sur— ? 70.
- Coupes de bois.—Quel est le montant reçu pour les—, vendues à l'enchère le 17 octobre 1888, 83.
- Dandurand, M. Raoul.—Quelle somme lui a été payée comme magistrat de police ? 116.
- Dechesnes.—Quel est le coût des travaux faits par M. l'arpenteur—, en rapport avec le cadastre des Isles de la Madeleine ? 189.
- De Keradec, Julien.—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 189.
- Demers & frères.—Au sujet de l'impression, en anglais du rapport sur travaux publics, 336.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Dépôts des Cies du chemins de fer.—Quels montant le gouv. a-t-il payé, du 30 juin au 31 décembre 1889, à même les—? 234.
- Dépôts des Cies de chemins de fer.—Ont-ils été employés au paiement des dépenses de la province? 302.
- Deschamps, M.—A-t-il offert en vente au gouv. le supplément de "Liste des municipalités, etc."? 304.
- Deschamps, M.—Est-ce l'intention du gouv. de se procurer une nouvelle édition de son ouvrage? 304.
- Dessaint, M. Isaië.—A-t-il été employé comme substitut du procureur-général? 460.
- Dion, Dominique, de Wotton.—Au sujet d'un règlement pour coupe de bois sur lot appartenant à—? 378.
- Dion, François.—Réclamation de—, au sujet du pont Matapédia, 120.
- Discours du Premier Ministre.—Combien a coûté l'impression du—, en novembre 1889? 391.
- Dominion Bridge Company.—Combien a-t-elle reçu pour le pont de fer de Saint Raymond? 389.
- Droit de coupe.—Quel est le—exigé maintenant et quel était celui exigé avant 1887? 190.
- Droit de couper le bois marchand.—Un lot de terre, patenté depuis 1888, est-il sujet à la clause des 30 mois quant au—? 100.
- Droits de pêche.—Quel est le produit brut de la vente à l'encan des droits de—en janvier 1890? 101.
- Droits de pêche.—Quelle est la somme provenant de la vente des—? 234.
- Droits de pêche.—Quelles sont les personnes qui ont acheté des—et n'ont pas encore payé? 454.
- Dugas, M. C. Aimé.—A-t-il été employé comme commissaire en 1887-88 et 89? 116.
- Durocher.—Combien de fois M. Isidore Brien—a-t-il été condamné à l'amende de 1882 à 1887? 389.
- Durocher.—Combien de fois M. Isidore Brien—a-t-il été condamné à l'amende, pour licences, depuis le 1er février 1887? 361. Combien de fois de 1882 à 1887? 389.
- Du Tremblay, M. P. P. V.,—a-t-il eu quelque'emploi du gouvernement depuis février 1887? 390.
- Du Tremblay, M. P. P. V.,—A-t-il eu, depuis 1884, quelque'emploi du gouvernement? 410.
- Du Tremblay, M. P. P. V.,—Combien a-t-il reçu pour le relevé des rivières Eaux Mortes et Towachiche? 424.
- Du Tremblay, M. P. P. V.,—Quand et par qui certaines sommes lui ont-elles été payées? 459.
- Écoles communes :—Combien le gouvernement a-t-il reçu du gouvernement d'Ontario sur le compte des,—depuis février 1882? 234.
- Edwards & Cie.,—Est-il à la connaissance du gouvernement que MM.,—ont commis des empiètements sur lots dans Loranger? 336.
- Electricité.—Réglementation de l'usage de l'électricité, 115.
- Emprunt des \$3,500,000.—A part de la somme mentionnée en la réponse No. 13 du 6 février 1889, le gouvernement a-t-il fait des paiements à même l'—? 101.
- Emprunt, de 50 Viet., ch. 2.—Quel est le montant payé à même l'—, avant le 6 janvier 1889? 81.
- Emprunts temporaires.—Le gouvernement a-t-il fait aucuns—depuis juillet 1888? 304.
- Enregistrements et renouvellements auxquels sont tenues les compagnies de chemins de fer, 410.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Exemption de taxes et cotisations.—Quels seront les biens sujets à l'— ? 362.
- Exploration en arrière des comtés du sud, sera-t-elle continuée, 289.
- Exposition de l'Isle de Jamaïque en 1891.—Le gouvernement a-t-il l'intention d'y prendre part ? 423.
- Fête des Arbres.—Est-ce l'intention du gouvernement de changer la date de la— et de la remettre au printemps ? 209.
- Fiset, M. Louis, de Montmagny.—A quel titre a-t-il reçu l'an dernier \$500 ? 424.
- Fisher, M. Sydney A.—Au sujet d'une somme accordée à la société d'agriculture du comté de Brôme, 233.
- Fitzpatrick, M. Charles.—A-t-il été employé comme substitut du procureur-général ? 466.
- Fonds consolidé du revenu.—Le produit de l'emprunt, autorisé par l'acte 50 Vict., ch. 2, a-t-il été versé au— ? 336.
- Franceur, Michel.—Quels montants ont été payés, depuis janvier 1887, à— ? 302.
- Gaboury, M., de St. Césaire.—Est-il agent des terres à l'emploi du gouvernement ? 289.
- Gazette Officielle de Québec.—Est-ce l'intention de demander des soumissions pour l'impression de la— ? 190.
- Geoffrion.—Quel est le salaire actuel de M. Aimé—, inspecteur des bureaux d'enregistrement ? 391.
- Geoffrion, M. Aimé.—Rapport de—, concernant le registrateur de Montmagny, 120.
- Greffé de la paix aux Trois-Rivières, 262.
- Guay, Monsignor.—Demandant certains détails au sujet des sommes payées à— ? 288.
- Hôpital de Marine et des Emigrés, Québec.—Demandant certains renseignements concernant l'— ? 377.
- Hygiène.—Enseignement de l'—dans les écoles normales et autres écoles, etc., 42.
- Impressions de la Législature.—Est-ce l'intention de demander des soumissions pour les—, et de la Gazette Officielle ? 190.
- Impression en anglais du rapport du Commissaire des travaux publics.—A qui a été confié l'— ? 336.
- Impression du rapport du Commissaire d'agriculture et de colonisation.—A qui a été confié l'— ? 251.
- Index aux immeubles dans les bureaux d'enregistrement, 362.
- Inspecteur des bureaux d'enregistrement.—Sera-t-il maintenu d'une manière permanente ? 384.
- Inspecteurs pour les chaudières à vapeur stationnaires.—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer des— ? 332.
- Institut agronomique de Beauvois.—Etablissement en cette province d'une succursale de l'—, 41.
- Isles de la Magdeleine.—Le gouvernement va-t-il essayer d'arriver au rachat des— ? 389.
- Jacques, M. Louis.—Combien le gouvernement lui a-t-il payé pour un bac sur la rivière Jacques-Cartier ? 276.
- Jolin, M. Ludger.—A-t-il eu quelque emploi du gouvernement depuis février 1889 ? 391.
- Juges de paix.—Le gouvernement va-t-il faire imprimer un volume séparé des lois se rapportant à la juridiction des— ? 461.
- Jurés.—Le gouvernement va-t-il amender la loi fixant le salaire des—, en matières criminelles ? 31.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

Kirwin.—Le capitaine—est-il au service du gouvernement ? 164.

Kirwin.—Le capitaine—, a-t-il été employé par le gouvernement depuis le mois de mai 1889 ? 332.

Labelle, Monsignor.—Quel montant lui a-t-il été payé et quel crédit lui a été ouvert, pour sa mission en Europe ? 233.

Lacerte, M.—Au sujet du règlement de compte de Ed. Caron, 234.

Lacroix, M. Tréflé.—A-t-il quelque emploi du gouvernement ? 460.

Lafontaine.—M. Emery est-il employé du gouvernement ? 275.

Lamontagne.—Le procès—, à Sherbrooke vient-il d'être renvoyé au prochain terme, pourquoi ? 359.

Landreville.—M. Maxime—a-t-il été à l'emploi du gouvernement pendant la présente session ? 480.

Langelier, M. Frs.—Dans quelle cause concernant les lots de grève, a-t-il représenté la province ? 407.

Langelier, M. Charles.—Quel a été le secrétaire de—, dans l'enquête de la Baie des Chaleurs ? 108.

Langelier, M. Charles.—A-t-il fini son enquête en rapport avec le chemin de fer de la Baie des Chaleurs ? 217.

Langelier, M. Charles.—A-t-il été employé comme substitut du procureur général ? 460.

Langlais, M. J. A. de Québec.—A-t-il reçu quelque lettre de crédit depuis novembre 1889 ? 360.

Lapointe, Louis, de St Jean Port-Joli.—Le gouvernement a-t-il fait auditer ses comptes comme garde forestier ? 289.

Laprairie.—Le gouvernement doit-il venir en aide aux citoyens de—, au sujet d'un chemin conduisant à Saint-Lambert ? 377.

Larivée, J. E.—Les procédures prises contre—, ont-elle été suspendues ? 361.

Lassalle, G. *vs.* Pierre Despins.—Le gouvernement a-t-il donné ordre de ne pas payer la part au dononciateur dans cette cause ? 459.

LeBel, M. C. A.—A-t-il été employé par le gouvernement depuis janvier 1888 ? 361.

LeBel, M. Mathaniel.—Le gouvernement se propose-t-il de faire une enquête sur la conduite de— ? 361.

Ledieu, M. Léon.—Le gouvernement a-t-il acheté un certain nombre d'exemplaires du livre "Entre Nous" de— ? 83.

Lettres de crédit, demandant réponse à une adresse du 20 mars 1889, touchant les— ? 359.

Lévis.—Combien a été payé pour l'impression du Journal des campagnes et des lettres du chevalier de— ? 208.

Licences.—Le gouvernement va-t-il amender à cette session la loi des— ? 302.

Limites à bois.—Quel est le montant obtenu par la vente des—le 9 janvier 1890, 83.

Limites à bois.—Quel est le produit de la vente à l'enchère des—le 9 janvier 1890 ? 101.

Lindsay, Robert.—Quel est son traitement comme garde forestier ? 101.

Louiseville, Aqueduc.—Quelle remise le gouvernement lui a-t-elle faite sur ses taxes ? 263.

MacFarlane & fils, montant dû au M.M.—en rapport avec le chemin de fer de la Baie des Chaleurs, 216.

Macquet, M. Gérard, est-il encore à l'emploi du gouvernement ? 41.

Magistrats de district.—le traitement mentionné dans le projet de loi relatif aux—, sera-t-il accordé à d'autres—qu'à ceux du district de Montréal ? 108.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Magistrats de police, Montréal.—Est-ce l'intention d'augmenter leur salaire ? 115.
- Major Short et Sergent Wallick.—Monument en souvenir du— 407.
- Malenfant, M. Narcisse.—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 263.
- Manuel des inspecteurs agraires, par qui a-t-il été vendu au gouvernement ? 190.
- Manufactures de beurre ou de fromage, qu'elles sont celles qui ont reçu des octrois d'argent depuis 1889 ? 423.
- McGreevy.—La cause de—vs la Couronne sera-t-elle entendue pendant le terme de février courant ? 189.
- McGreevy, l'honorable Thos.—Appel par—de la sentence arbitrale rendue dans l'affaire du chemin de fer du Nord, 119.
- Mercier, M. J. A.—de Montréal, est-il à l'emploi du gouvernement ? 218.
- Mercier, M. J. A.—Quel est son traitement comme secrétaire des écoles du soir ? 151.
- Mercier, M. J. A.—Par qui et comment les services de—, ont-ils été requis ? 303.
- Mercier, M. J. A.—Quel loyer paie-t-il au gouvernement ? 303.
- L'honorable M. Mercier.—A-t-il été payé quelque chose pour l'impression du discours de—à Baltimore, le 12 novembre 1889 ? 455.
- Michaud, Arsène.—Demandant détails sur certaine somme payée à M.—, 289.
- Montmagny.—Concernant les plaintes contre le registrateur de—, 120.
- Montmagny.—Demandant divers renseignements au sujet de la beurrerie école de— ? 455.
- Montmagny.—Le gouvernement est-il informé qu'il existait à—, deux fabriques de beurre ? 423.
- Montréal et Sorel.—Les fidéi-commissaires ont-ils rendu compte au sujet du subside accordé au chemin de fer— ? 391.
- Montréal et Sorel.—Le gouvernement a-t-il fait saisir la ligne du chemin de fer de ? 119.
- Montréal et Sorel.—La compagnie du chemin de fer— a-t-elle déposé, au bureau de l'honorable Premier, un plan et livre de renvoi, depuis que son chemin a été construit ? 464. Pourquoi n'a-t-elle pas suivi le tracé convenu ? 464.
- Montréal et Sorel.—Le gouvernement est-il informé qu'une opposition est faite à la vente du chemin de fer— ? 460.
- Montréal, Palais de justice.—Quel est le coût du présent— ? 262. Quel en a été le coût de 1851 à 1857, 276.
- Morin, M. Honoré.—Pourquoi certains travaux dans d'Israëli n'ont-ils pas été donnés à— ? 115.
- Morissette.—Le gouvernement a-t-il fait remise à M. Hilaire—, de l'amende à laquelle il avait été condamnée ? 377.
- Morrison.—Quels sont les avocats requis par le gouvernement pour le procès— ? 83.
- Mur d'enceinte du palais législatif.—Y a-t-il eu un plan de fait pour le— ? 233.
- Normandeau et Isaacson.—Quelles sommes ont été payées à MM.—, en 1885 ? 115.
- Notariat.—Au sujet de la nomination d'un conservateur des répertoires des notaires, 410.
- Noyes, John P.—Combien le gouvernement a-t-il payé à—, de Waterloo ? 407.
- Ordres et Adresses de la Chambre.—Quel est le nombre des—, faisant partie des archives du département des terres depuis 1880 ? 455.
- Ouimet, Louis, Chambly.—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 250.
- Pageau, Joseph.—Par qui est employé et payé M.—, architecte ? 210.
- Paradis vs Gilmour.—Le gouv. a-t-il payé quelques argents en rapport avec cette cause ? 116.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

- Pêche.—Locataires des droits de—seront-ils tenus de faire rapport, 169.
- Pelletier, Louis.—La poursuite prise contre—pour vente de boissons sans licence a-t-elle été suspendue ? 360.
- Pelletier, Paul et Wilfrid Fortin.—Ont-ils été, en mai 1889, condamnés à payer l'amende pour vente de boissons sans licence ? 480.
- Pilon, M.—A-t-il reçu quelque somme en sus de son indemnité comme député ? 424.
- Pilon, M.—A-t-il reçu quelque chose des \$3,000 pour la commission agricole ? 432.
- Pilon, M. J. Alex.—A-t-il reçu \$150 du gouvernement en août 1889 ? 432, 443.
- Pineau M., du Bic.—Le gouv. a-t-il fait remise à—, de l'amende à laquelle il avait été condamné ? 377.
- Police provinciale.—Quel est le traitement des sergents et constables de la— ? 480.
- Pont en fer à Saint-Raymond.—Combien a reçu la *Dominion Bridge Company* pour le— ? 389.
- Pont Garneau.—Combien a coûté jusqu'à présent le—, sur la Chaudière ? 302.
- Pont Garneau.—Demandant certains renseignements en rapport avec la construction du— ? 360.
- Pont Garneau.—Quelles sont les personnes qui ont fait des soumissions pour la construction du— ? 456.
- Pont de Matapédia.—Qui a été chargé de faire l'examen du— ? 108. Les réparations ont été données par contrat ? 108.
- Pont Matapédia.—Réclamation de François Dion concernant ce pont, 121.
- Ponts métallurgiques.—A-t-il été demandé des soumissions pour matériaux employés dans les— ? 359.
- Préfontaine, F. H.—Est-il à l'emploi du gouv. ? 410.
- Prévost.—Combien le gouvernement a-t-il payé à l'hon. Wilfrid—pour avoir examiné le dossier *re* Duncan McDonald ? 459.
- Prévost, l'hon. Wilfrid.—Pourquoi certaine somme a-t-elle été payée à— ? 467.
- Protonotaires.—Vont-ils recevoir à l'avenir un salaire fixe ? 234.
- Québec-Ouest.—Des institutions semblables à celles données à l'officier-rapporteur pour Rimouski ont-elles été données à l'officier-rapporteur pour— ? 82.
- “Question Métisse.”—Le gouvernement a-t-il acheté un certain nombre d'exemplaires de “La vérité sur la—” ? 83.
- Réglementation de l'usage de l'électricité, 115.
- Remises.—Quel est le montant total des—faites en rapport avec la perception du revenu l'an dernier ? 227.
- Revenu annuel.—A combien est-il porté pour l'augmentation des rentes sur les limites à bois ? 190.
- Ritchie, ferme.—Le gouvernement a-t-il acheté la—à Ste-Anne de la Pérade ? 83.
- Rivière des Hurons.—Au sujet du creusage de la— ? 263.
- Robidoux, M.—Par qui a-t-il été retenu comme conseil dans la cause des colons du canton d'Egan ? 467.
- Rouillard, M. J. B.—A-t-il vendu le manuel des inspecteurs agraires au gouvernement ? 190.
- Ste-Anne des Plaines.—Ayant rapport au détachement de—du comté de Terrebonne pour l'annexer au comté de Laval, 234.
- St-Constant.—Le gouvernement doit-il venir en aide aux cultivateurs de—au sujet des récoltes détruites par la grêle ? 377.
- St-Ephrem.—Demandant de venir en aide aux victimes de la grêle dans—, 120.

INTERPELLATIONS AU MINISTÈRE :—*Suite.*

St-Ephrem de Tring.—Le gouvernement a-t-il fini de considérer la demande de secours de—? 302.

St-Isidore.—Le gouvernement doit-il venir en aide aux cultivateurs de—pour le chemin appelé "L'Epinettière"? 377.

St-Jean, Isle d'Orléans.—Le gouvernement lui a-t-il fait remise de la balance due au fonds d'emprunt municipal? 328.

St-Jean.—Société d'agriculture du comté de—lui a-t-il été promis récemment un octroi? 359.

St-Michel de Bellechasse.—Qui a copié les registres de l'Etat civil de—? 431.

St-Thomas de Montmagny.—Qui a copié les registres de l'Etat civil de—? 432.

Shefford.—Le gouvernement a-t-il fait remise aux membres du comté de—des sommes dues par elles au fonds d'emprunt municipal? 151.

Shefford.—Certaines municipalités du comté de—, relatif à leur dette au fonds d'emprunt municipal? 408.

Shehyn et Garneau.—Quelles sommes ont été payées pour le voyage de MM.—en Europe, l'automne dernier? 410.

Skating Rink, de Québec.—Le gouvernement a-t-il acheté le—? 432.

Sociétés d'agriculture.—Quelles sont les—, auxquelles le gouvernement a accordé depuis le 1er juillet 1889? des octroi spéciaux? 209.

Soulanges et Vaudreuil.—Quelle somme a été accordée aux victimes de la grêle et des ouragans, en 1888 et 1889 dans—? 69.

Statuts refondus de la province.—Est-ce l'intention du gouvernement de transmettre aux conseils municipaux les—? 164.

Table Rock.—Combien a coûté à la province l'enquête au sujet du—? 514.

Taillefer, M. Ephrem.—Est-il à l'emploi du gouvernement ou de la Chambre, 464.

Talbot, Arthur, de Scotstown,—est-il à l'emploi du gouvernement? 209.

Tassé, Rév. W.—Au sujet d'une remise au—d'un honoraire sur un bill privé, 251.

Taxes et cotisations, demandant quels biens seront exemptés des—dans la province? 362.

Taxes sur corporation, commerciales, seront-elles abolies? 362.

Témiscouata.—Quelles sommes ont été payées jusqu'à aujourd'hui à la Cie du chemin de fer de—? 164.

Turgeon, M. Louis, de Saint-Philemon de Mailloux.—Quel est son traitement comme agent des terres? 276.

Turgeon, M. Louis.—Quel est le montant de ses collections comme sous agent des terres? 303.

Vente des liqueurs en gros.—Reforme de la loi actuelle pour la—, 81.

Vinet, M.—Le gouvernement a-t-il eu connaissance de la décision du juge Cimon validant l'élection de—? 480.

Wolfe.—Le cadastrage du comté de—est-il complété, et quel est le coût des travaux? 332.

Woods, Alex.—Est-il au service du gouvernement? 164.

JOLIETTE :—HÔPITAL DE LA PROVIDENCE :—Etat d'affaires, 15. Voir 116, des Documents.

JOLIETTE :—Voir 123, des Documents.

JOLIETTE, CIE. DU CHEMIN DE FER DE— :— Voir 210, des Documents.

JOURNAUX DE LA CHAMBRE :

1. Ordre que certains documents relatifs à diverses élections contestées soient insérés dans les—, 2, 4. 26.

2. Entrée dans les journaux de cette Chambre relative à un bill lue et ordre rescindé, 171.

3. Motion que certaine entrée soit rayée des journaux, de cette Chambre comme étant injuste et injurieuse envers un membre de cette Chambre ; amendement proposé ; débat ajourné, 372. Résolu, *nemine contradicente*, que dans le but de rétablir la paix et l'harmonie dans cette Chambre, tout ce qui se rapporte à cet incident, soit biffé des Procès-verbaux, 379.

4. Pétition de P. E. Smith, exposant qu'il a complété un Index général des Journaux de la Chambre, de 1867 à 1887 inclusivement, et priant la Législature de l'adopter ; renvoyée au comité conjoint de la bibliothèque, 238.

5. Déclaration de l'honorable M. Turcotte devant être inscrites dans les—, 399. Voir *Députés*, 3.

JOURNAUX ET IMPRIMERIES :— Voir *TT*, des Documents.

JOYCE, ALFRED :—Petition de Alfred Joyce ; demandant un acte confirmant le titre d'une propriété achetée des représentants de Austin Adams, 79. Rapport de l'avis, 91. Bill (du Conseil), présenté par l'honorable M. McShane, 207. Lu les 1^{ère} et 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 208. Rapporté, 265. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 191, S. R., 516. (53 Vict., ch. 118.)

JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE :—Bill amendant l'article 2320 des S. R. de la P. Q., relatif aux—, (M. Dechène, L'Islet), présenté, 144. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté progrès, 388. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté, 395. Motion pour renvoyer la 2^e lecture à 6 mois négative ; bill lu la 3^e fois et passé, 418. Par le Conseil, 442. S. R., 518. (53 Vict., ch. 32.)

JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE, MONTRÉAL :— Voir *UU*, des Documents.

JUGEMENTS DE LA COUR DE MAGISTRATS DU DISTRICT DE MONTRÉAL :— Voir *Cour de Magistrats*.

JUGEMENTS, RÉVISION ET EXÉCUTION DES— :— Voir *Code de Procédure civile*, 6.

JUIFS PORTUGAIS :—Pétition des— de Montréal, demandant des amendements à leur chartre, 99. Voir *Montréal*.

JURÉS :— Voir 126 et 127, des Documents.

JURÉS ET TÉMOINS DE LA COURONNE :—

1. La Chambre devant se former en comité général pour prendre en considération certaines résolutions relatives au jurés et aux témoins de la Couronne, 122, 130. La Chambre en Comité ; résolutions rapportées, 130. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 131. Résolutions lues la seconde fois et adoptées, 141. Bill basé sur ces résolutions, 141. Voir *infra*, 2.

JURÉS ET TÉMOINS DE LA COURONNE :—*Suite.*

2. Bill (l'hon. M. Turcotte), présenté, 141. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 166. Par le conseil, 230. S. R., 515. (53 Vic., ch. 34.)

3. Bill pour amender l'acte ci-dessus (Voir *supra*, 2), (l'honorable M. Turcotte), présenté, 292. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé 326. Par le Conseil, 379. S. R., 519. (53 Vic., ch. 35.)

JURY :—Demandant copie du rapport de M. Cloran sur le système des procès par—304
Voir *S*, des Documents.

KIMPTON :—Pétitions de Dame Abigail Kimpton, épouse de Moïse Dubuc et de Dame Sarah Kimpton épouse de J. Longpré, demandant un acte les autorisant à vendre certains immeubles substitués, 99. Rapport de l'avis, 105. Bill (M. Robidoux), présenté, 117. Lu la 2e fois et renvoyé au Comité des bills privés, 119. Rapporté, 144. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 150. Par le Conseil, 271. S. R., 516. (53 Vic., ch. 114.)

KING vs KERR :—Voir 130 des Documents.

KIRWIN, CAPITAINE :—Voir 131, des Documents.

KNOWLTON :—Ecole de St. Edouard de—, 236. Voir *D*, des Documents.

LABELLE, MONSIGNOR :—Voir 132, des Documents.

LACHINE, UNION ST. JOSEPH DE :—Etat d'affaires, 201.—Voir 116, des Documents.

LACOLLE, IBERVILLE ET FARNHAM :—Petition demandant un acte d'incorporation pour la construction d'un chemin de fer à travers la partie sud du comté d'Iberville, 104. Rapport de l'avis, 124. Bill, (l'honorable M. Duhamel) ; présenté, 127. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 206. Rapport que le préambule n'est pas prouvé, 260.

LACOSTE, L'HONORABLE ALEXANDRE :—Voir 133, des Documents.

LACROIX, HUBERT :—Voir *DeMartigny*, Chs. L.

LAC ST. JEAN, VALLÉE DU :—Voir *Chicoutimi*.

LAMBLY, W. H. :—Voir 212, des Documents.

LAMONTAGNE, PROCÈS :—Voir 134, des Documents.

LANGELIER, CHARLES :—Voir 8, 10, *E. F.*, des Documents.

LANGIS ET AL., AND A. P. CARON :—Voir 135 et 136, des Documents.

LAPOINTE, LOUIS ET AL :—Voir 137, des Documents.

LA REINE *vs.* CHARLAND :—Voir 138, *des Documents*.

LA REINE *vs.* FEBICH :—Voir 139, *des Documents*.

LARIVÉE, J. E. :—Voir 140, *des Documents*.

LAVERGNE, M. C. A. :—Voir 141, *des Documents*.

LAVOIE, M. :—Voir 142, *des Documents*.

LAUZON, " PORT DE MER " A—98, 380.—Voir 143, *des Documents*.

LAWRENCEVILLE ET L'AVENIR :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de la Cie du chemin de fer de—, 73. Rapport de l'avis, 124. Bill (M. deGrosbois), présenté, 124. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 161. Rapporté, 208. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 220. Par le Conseil avec amendements, 300. Considérés et adoptés, 301. S. R., 517. (53 Vic., ch. 104).

LEBEL, NATHANIEL :—Voir 144, *des Documents*.

LEBLANC, PIERRE EVARISTE :—Voir 169, *des Documents* : voir aussi *Députés*, 2.

LECLERC, DR. :—Voir 145, *des Documents*.

LECLERC & BERNARD :—Voir 145, *des Documents*.

LÉGISLATION ET LOIS EXPIRANTES :—Comité permanent nommé, 14, 37, 41. Premier rapport nommant M. Robidoux, président et recommandant une réduction du *quorum* ; *Quorum* devant être de cinq, 123. Autres rapports, 163, 281, 258, 370, 400. Bills renvoyés à ce comité, 88, 100, 114, 138, 139, 140, 171, 192.

LETTRES DE CRÉDIT :—Voir 146 et 147, *des Documents*.

LÉVIS :

1. *Association des ouvriers* :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 73. Rapport de l'avis, 104. Bill (M. Lemieux), présenté, 106. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 141. Rapporté amendé, 163. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 172. Par le Conseil, 283. Honoraire remis, 290. S. R., 517. (53 Vic., ch. 97).

2. *Union St. Joseph de la ville de—* :—Etat d'affaires, 187. Voir 116, *des Documents*.

LICENCES :

1. La Chambre devant se former en comité général pour considérer certaines résolutions concernant la loi des licences, 37, 65. Recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; la Chambre en comité, 65. Résolution rapportée, 66. Adoptée, 76. Bill basé sur cette résolution, 76. Voir *infra*, 2.

2. Bill amendant la loi des licences de Québec, (l'honorable M. Shehyn), présenté, 76. Lu la 2e fois sur division ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 90. Par le Conseil, 144. S. R., 516 (53 Vic., ch. 18).

LICENCES :—*Suite.*

3. Bill modifiant la loi des licences de Québec, (M. Cameron), présenté, 284. Motion pour 2^e lecture ; Objecté que ce bill n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 419. Bill déclaré hors d'ordre, 422. Ordonné que le bill soit remis sur l'ordre du jour suivant pour seconde lecture, 422.

4. Bill amendant la loi des licences de Québec, (M. Hall), présenté, 261. Lu la 2^e fois sur division et renvoyé à un comité général, 347. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 418. Par le Conseil, 465. S. R., 516. (53 Vic., ch. 17).

5. Bill pour amender la loi des licences de Québec, concernant le droit sur le prix de vente à l'encan, 436. Voir *Vente à l'encan*.

6. Pétition demandant des amendements à la loi des licences, 229.

LICENCES :—Voir *VV, des Documents*.**Lieutenant-Gouverneur :**

1. Son discours à l'ouverture de la session, 12. Jour fixé pour la prise en considération, 14. Motion pour une adresse à Son Honneur, 24, 33. Voir *Adresse, 2*.

2. Donne son assentiment par l'intermédiaire d'un ministre à certaines mesures 45, 46, 65, 66, 67, 93, 130, 131, 245, 267, 316, 317, 325, 426, 461, 494.

3. Sanctionne les bills, 143, 262, 516.

4. Son discours à la clôture de la Session, 520.

5. Réserve un bill pour la signification du plaisir de Gouverneur Général, 519.

MESSAGES DE SON HONNEUR :

6. Invite la Chambre à se rendre dans la salle des séances du Conseil Législatif.— A l'ouverture de la Session 1. Pour la sanction de bills, 143, 262. A la clôture de la Session, 515.

7. En réponse à l'adresse du discours du Trône, 127.

8. Transmettant le rapport de l'Imprimeur de la Reine, 129. Voir *115, Documents de la Session*.

9. Transmettant les estimés, 160. Les estimés supplémentaires, 136.

LIMITES A BOIS :—Voir *148, des Documents*.L'ISLET, AU SUJET DES BOIS ET FORETS :—Voir *149, des Documents*.L'ISLET, SOCIÉTÉ D'HORTICULTURE DU COMTÉ DE—, :—Voir *150, des Documents*.LISTE DES MUNICIPALITÉS, PAR DESCHAMPS :—Voir *70, des Documents*.

LIVRES ACHETÉS PAR LE GOUVERNEMENT :—Voir *WW, des Documents*.

LISTES ÉLECTORALES :—Voir *Droit de voter*.

LITCHFIELD :—Pétition demandant que ce canton ne soit pas divisé, 79.

LOUISEVILLE, CIE. DE L'AQUEDUC DE—, :—Voir *151, des Documents*.

LONGUE POINTE :—Au sujet de la nomination d'un conseiller municipal pour la—. Voir *253 des Documents*.

LYNCH, L'HONORABLE WILLIAM WARREN :—Ex-député pour le comté de Brome.

Lettre à M. l'Orateur Marchand, l'informant que l'honorable M. Lynch a été nommé juge de la Cour Supérieure pour la province de Québec, 10.

MACQUET, GÉRARD :—Voir *18, des Documents*.

MAGISTRATS DE DISTRICT :

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer une résolution relative aux—, 37, 66 ; Recommandation du Lieutenant-gouverneur ; La Chambre en comité ; Résolution rapportée, 66. Adoptée, 76. Bill basé sur cette résolution, 77. Voir *infra*, 2.

✓ 2. Bill amendant l'article 2597 des S. R. P. Q. relatif aux—, (l'honorable M. Turcotte), présenté, 77. Lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général, 94. Considéré ; amendé ; rapporté, 95. Lu la 3e fois sur division et passé, 103. Par le Conseil, 176. S. R., 516. (53 Vict., ch. 33.)

MAGISTRATS DE DISTRICT :—Voir *152, des Documents*.

MAGOG :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la ville de—, lue et reçue, 168. Rapport que les avis n'ont pas été publiés, 176. Pétition référée de nouveau au comité des ordres permanents, 176. 51e règle suspendue. Bill (M. deGrosbois), présenté, 215. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 239. Rapporté amendé, 265. Considéré en comité général ; rapporté progrès, 295. Considéré de nouveau, 298, 305. Amendé ; rapporté ; passé, 305. Par le Conseil avec amendements, 380. Considérés et adoptés, 380. S. R., 518. (53 Vict., ch. 79.)

MAÎTRES ET SERVITEURS :—Bill pour amender l'article 5623 des S. R. P. Q., relatif aux Maîtres et serviteurs. (M. David), présenté, 75. Lu la seconde fois et renvoyé à un comité général, 88. Considéré ; rapporté ; passé, 96.

MALBAIE, DOUGLASS ET C— : Cadastre des cantons de—, 85, 251 ; Voir *27, des Documents*.

MANDATS SPÉCIAUX :—Voir *Rapports de Conseil, 192 des Documents*.

MANUFACTURES :—Bill concernant la protection dans les manufactures. Voir *Employés dans les manufactures*.

MANUFACTURES DE BEURRE ET DE FROMAGE :—Voir *90, 153, 154 ; aussi 161, des Documents*.

MARGUILLIERS :—Bill établissant dans toute la province de Québec un délai uniforme dans lequel les marguilliers doivent rendre compte aux fabriques (l'honorable M. Mercier), présenté, 177. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 192. Par le Conseil, 277. S. R., 516 (Vict., ch. 43.)

MARTIN ET LEBEL :—Voir 155, *des Documents*.

MARTIN, ED. ONÉSIPHORE ;—ci-devant député pour le comté de Rimouski :—Lettre à M. l'Orateur du 5 novembre 1889 l'informant du décès de M. Martion, 10.

MARTIN, OCTAVE :—Voir 156, *des Documents*.

MATAPÉDIA, PONT DE :—Voir 157, *des Documents*.

MERCIER, J. A :—Voir 158, *des Documents*.

MINES :—Voir 159, 160 et XX, *des Documents*.

MONTFORT :—Pétition de J. Brunet et autres demandant un acte les autorisant à construire un chemin de fer, 80. Rapport de l'avis, 91. Bill constituant en corporation la compagnie du chemin de fer de colonisation de, —(M. Lafontaine), présenté, 92. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 118. Rapporté amendé, 145. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 161. Par le Conseil, 300. S. R., 516. (53 Vict., ch. 107.)

MONTMAGNY ET BELLECHASSE :—Voir YY, *des Documents*.

MONTMAGNY, FABRIQUE DE BEURRE :—Voir 161, *des Documents*.

MONTRÉAL, CITÉ DE :

1. Pétition demandant des amendements à sa charte, 104. Rapport de l'avis, 124. Bill (M. Hall), présenté, 125. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des Bills privés, 161. Rapporté amendé, 256. Considéré en comité général ; rapporté progrès, 277. Considéré de nouveau ; rapporté ; passé, 284. Par le Conseil et avec amendements, 379. Considérés, 379. Lus la 2e fois et amendés de nouveau, 409. Amendements adoptés par le Conseil, 426. S. R., 518. (53 Vic., ch. 67.)

2. Pétition demandant des amendements à la charte de la cité de Montreal concernant l'élargissement des rues, 81. Avis insuffisants, 124.

3. Au sujet de la construction d'un édifice national, dans la cité de, —Voir 162, *des Documents*.

4. Asile de la Providence :—État d'affaires, 15. Voir 116, *des Documents*.

5. Asile St. Joseph du Bon Pasteur :—État d'affaires, 39. Voir 116, *des Documents*.

6. Asile des orphelins catholiques :—État d'affaires, 15. Voir 116, *des Documents*.

7. Association chrétienne des femmes :—État d'affaires, 39. Voir 116, *des Documents*.

8. Church Home :—État d'affaires, 261. Voir 116, *des Documents*.

MONTREAL, CITE DE :—*Suite.*

9. *Commissaires des écoles protestantes* :—Demandant un acte amendant la section 33 de l'acte 32 Vic., ch., 16, concernant les taxes scolaires, 98.

10. *Commissaires des écoles protestantes* :—Demandant un acte les autorisant à disposer d'un immeuble et pour ratifier l'union des municipalités St. Gabriel et St. Jean-Baptiste à la cité de Montréal, pour fins scolaires, 89. Rapport de l'avis, 104. Bill (M. Hall), présenté, 105. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 118. Rapporté amendé, 169. Considéré en comité général; rapporté; passé, 206. Par le Conseil, 301. Honoraire remis, 279, S. R., 517. (53 Vic., ch. 117.)

11. *Compagnie d'entrepôt* :—Pétition de la—, demandant des amendements à sa charte, 98. Rapport de l'avis, 124. Bill (M. Hall), présenté, 125. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 150. Rapporté amendé, 176. Considéré en comité général; rapporté; passé, 206. Par le Conseil, 301. S. R., 518. (53 Vic., ch. 98.)

12. *Compagnie d'Exposition de* :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 80. Rapport de l'avis, 124. Bill (M. Champagne), présenté, 126. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 165. Rapporté, 215. Considéré en comité général; rapporté; passé, 332. Par le Conseil avec amendements, 417. Considérés et adoptés, 417. Motion pour remise de l'honoraire négative, 441. Honoraire remis, 441. S. R., 518. (53 Vic., ch. 96.)

13. *Compagnie de tramway populaire de* :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 104. Rapport de l'avis, 124. Bill (M. Champagne) présenté, 125. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 161. Rapport que le préambule du bill n'est pas prouvé 256. Honoraire remis, 338.

14. *Compagnie municipale du Gaz de* :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 80. Rapport de l'avis, 91. Bill (M. Déchène, l'Islet), présenté, 105. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 128. Rapport que le préambule du bill n'a pas été prouvé, 286. Motion pour que le bill soit remis sur l'ordre du jour pour comité général; amend. de M. Boyer qu'il soit un item spécial pour le lendemain; débats, 276. Débats repris; amend. rejeté; motion adoptée, 277. Motion pour comité général; amend. de l'hon. M. McShane pour renvoyer le comité général à six mois, débats, 283. Débats repris, amend. adopté, 294. Honoraire remis, 315.

15. *Ecole Culinaire* :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 99. Rapport de l'avis, 110. Bill (M. Hall), présenté, 48. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 188. Rapporté, 248. Considéré en comité général; rapporté; passé, 257. Par le Conseil, 300. Honoraire remis, 364. S. R., 518. (53 Vic., ch. 81.)

16. *Ecole de Médecine et de Chirurgie* :—Pétition demandant des amendements à son acte d'incorporation, 120. Rapport de l'avis, 124. Bill (M. Forest), présenté, 125. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 161. Rapport que le préambule n'est pas prouvé, 215. Motion pour remettre le bill sur l'ordre du jour pour comité général, adopté, 272. Ordre rescindé; bill renvoyé à un comité spécial, 272. Rapport laissant ce bill à l'appréciation de la Chambre, 281. Considéré en comité général; amendé; rapporté; amendements lus la 1er fois, 295. Lus la 2e fois et adoptés, 297. Motion pour 3e lecture; amendement de M. Trudel proposé et négocié; bill lu la 3e fois sur division et passé, 298. Par le Conseil avec amendements, 380. Considérés, 380. Motion pour le renvoi de la 2e lecture des amendements à 6 mois, adoptée, 415. Motion pour que le bill soit remis sur l'ordre du jour; objection; M. l'Orateur maintient l'objection, 430. Honoraire remis, 441.

MONTRÉAL, CITÉ DE :—*Suite.*

17. *Ecole Vétérinaire française* :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 104. Rapport de l'avis, 111. Bill (M. David), présenté, 112. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 250. Rapport que le préambule n'a pas été prouvé, 201. Motion pour remettre le bill sur les ordres du jour pour comité général, adoptée, 201. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 239. Par le Conseil, 307. Honoraire remis, 339. S. R., 518. (53 Vic., ch. 80.)

18. *Education* :—Bill pour amender la 32 Vict., ch. 16, sec. 33, concernant l'éducation dans la cité de Montréal, (M. Hall), présenté, 312. Motion pour seconde lecture négative, 347.

19. *Exposition universelle à Montréal* :—Voir 163, des Documents.

20. *Expropriation* :—Bill pour lever des doutes relativement à l'application de la loi concernant l'expropriation de la cité de Montréal, (M. Robidoux), présenté, 113. Ordre pour 2^e lecture rescindé, bill renvoyé au comité de législation, 153.

21. *Expropriation* :—Pétition demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal concernant les expropriations, 99. Avis insuffisants, 124.

22. *Fabrique de St-Jean-Baptiste de* :—Pétition demandant des amendements à l'acte concernant la—, 80. Rapport de l'avis, 104. Bill, (M. Champagne), 105. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 117. Rapporté, 124. Considéré en comité général ; rapporté progrès, 134. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté ; passé, 140. Par le Conseil, 408. Honoraire remis, 441. S. R., 517. (53 Vict., ch. 65.)

23. Bill amendant l'acte ci-dessus, (Voir *supra*, 22), (M. Champagne), présenté ; lu la 2^e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 420. Par le Conseil, 442. S. R., 519, (53 Vict., ch. 66.)

24. *Hôpital général* :—Voir 111 et 112, des Documents.

25. *Home for friendless Women* :—Etat d'affaires, 15. Voir 116, des Documents.

26. *Hôpital protestant* :—La Chambre se forme en comité sur résolutions au sujet d'un prêt additionnel à l'hôpital protestant de Montréal pour les aliénés, 296, 317. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; le comité délibère, 317. Résolution rapportée, 317 ; Adoptée, 318.

27. *Hôpital St-Patrice* :—Etat d'affaires, 15. Voir 116, des Documents.

28. *Hospice de la Maternité* :—Etat d'affaires, 29. Voir 116 des Documents.

29. *Juifs Portugais* :—Pétition de la Corporation des Juifs Portugais, de Montréal, demandant des amendements à sa charte et pour autres fins, 99. Rapport de l'avis, 105. Bill (M. David), présenté, 106. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 128. Rapporté amendé, 160. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 165. Par le Conseil, 230. Honoraire remis, 290. S. R., 290. S. R., 518. (53 Vict., ch. 85.)

30. *Palais de Justice, Montréal* :—Voir BBB des Documents.

31. *People Street Railway Company* :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 104. Rapport de l'avis, 124. Bill (M. Champagne), présenté, 125. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 161. Rapport que le préambule du bill n'est pas prouvé, 256. Honoraire remis, 338.

MONTREAL, CITE DE :—Suite.

32. *Salle d'Asile de St-Vincent de Paul* :—Etat d'affaires, 15. Voir 116 des Documents.

33. *Société Bienveillante de N.-D. de Bonsecours* :—Pétition demandant des amendements à sa charte, 74. Rapport de l'avis, 110. Bill (l'honorable M. Taillon), présenté, 112. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 118. Rapporté amendé, 169. Considéré en comité général; rapporté; passé, 187. Par le Conseil, 300. Honoraire remis, 309. S. R., 517. (53 Vict., ch. 91.)

34. *Société Italienne de Secours Mutuels* :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 104. Rapport de l'avis, 124. Bill (M. David), présenté, 126. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 161. Rapporté amendé, 248. Considéré en comité général; rapporté; passé, 257. Par le Conseil, 300. Honoraire remis, 279. S. R., 518. (53 Vict., ch. 87.)

35. *Société Presbytérienne Américaine* :—Pétition de la—, demandant des amendements à son acte d'incorporation, 79. Rapport de l'avis, 91. Bill (du Conseil) présenté par l'honorable M. McShane, 207. Lu les 1ère et 2ème fois et renvoyé au comité des bills privés, 207. Rapporté, 265. Considéré en comité général; rapporté; passé, 291. S. R., 516. (53 Vict., ch. 83.)

36. *Taxes Scolaires* :—Pétition demandant que la loi concernant la distribution des—, dans Montréal, soit modifiée, 329.

37. *Taxe du palais de justice* :—Voir CCC, des Documents

38. *Union St. Joseph* :—Pétition demandant un acte pour refondre son acte d'incorporation, 74. Rapport de l'avis, 124. Bill (M. David), présenté, 126. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 165. Rapporté, 215. Considéré en comité général; rapporté; passé, 232. Par le Conseil avec amendements, 300. Considérés et adoptés, 301. Honoraire remis, 279. S. R., 517. (53 Vic., ch. 88.)

39. *Union St. Joseph* :—Etat d'affaires, 39. Voir 116, des Documents.

40. *Union St. Pierre* :—Pétition demandant un acte pour refondre son acte d'incorporation, 74. Rapport de l'avis, 124. Bill (M. David), présenté, 126. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 150. Rapporté, 201. Considéré en comité général; rapporté; passé, 212. Par le Conseil avec amendements, 300. Considérés et adoptés, 301. Honoraire remis, 279. S. R., 517. (53 Vic., ch. 89.)

41. *Union St. Pierre* :—Etat d'affaires, 39. Voir 116 des Documents.

MONTREAL CENTRE :—Augmentation des divisions électorales dans—. Voir *Assemblée législative*, 12 et 13.

MONTREAL EST :—Augmentation des divisions électorales dans—. Voir *Assemblée législative*, 12 et 13.

MONTREAL & OCCIDENTAL :—Cie de chemin de fer—. Voir ZZ, des Documents.

MONTREAL OUEST :—Augmentation des divisions électorales dans—. Voir *Assemblée législative*, 12 et 13.

MONTREAL & SOREL :—Cie du chemin de fer de— Voir *AAA, des Documents*.

MONTREAL SUBWAY COMPANY :—Pétition de William Van Slooten et autres, demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 99. Rapport de l'avis, 110. Bill (M. David), présenté, 126. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 150. Rapport que le préambule n'est pas prouvé, 236. Honoraire remis, 340.

MONTREAL SUD & LONGUEUIL :—Pétition demandant un acte constituant en corporation la Cie de—, 643. Rapport de l'avis, 159. Bill (M. Rocheleau), présenté, 160. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 239. Rapport que le préambule n'est pas prouvé, 260. Ordonné que le bill soit remis sur l'ordre du jour, 268. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 295. Par le Conseil avec amendements, 420. Considérés et adoptés, 421. S. R., 516. (53 Vic., ch. 100.)

MORISSON, DONALD :—Voir *164, des Documents*.

" MORNING CHRONICLE " printing office :—Voir *165, des Documents*.

MURPHY, OWEN :—Certificat de son élection, 12. Voir *Députés, 2 et 166 des Documents*.

MURPHY, OWEN vs. F. GOURDEAU :—Voir *166, des Documents*.

MURRAY, DENIS :—Voir *DDD, des Documents*.

NEW-CARLISLE :—Palais de justice de—Voir *167, des Documents*.

NICOLET, ARTHABASKA, LOTBINIÈRE ET LÉVIS :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous le nom de " La Cie. du chemin de fer de "—, 39. Rapport de l'avis 124. Bill présenté (M. Laliberté), 144. Lu la 3e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 150. Rapport que le promoteur désire retirer ce bill et que les honoraires payés sur ce bill lui soient remis ; adopté, 236. Pétitions en faveur de ce Bill, 99.

NOTARIAT :—Admission à l'étude du—Voir *Bachelier ès-arts*.

NOTRE-DAME DAME DE BON SECOURS :—Voir *Montréal, 33*.

OFFICIERS PUBLICS :

1. La Chambre décide de se former en comité général sur une résolution concernant la pension de retraite des officiers publics, 266. Le comité délibère, 287. Résolution rapportée, 288. Lu la seconde fois sur division et adoptée ; Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; Bill basé sur cette résolution, 316. Voir *infra, 2*.

2. Bill amendant la loi concernant la pension de retraite des—, (l'honorable M. Mercier), présenté, 316. Lu la 2e fois sur division ; renvoyé au comité général ; considéré ; rapporté ; lu la 3e fois sur division et passé sur division, 330. Par le Conseil 380. S. R., 519. (53 Vict., ch. 15.)

3. Bill pour amender la loi relative à la saisie des salaires des officiers publics, 169. Voir *Saisie des salaires, etc.*

OFFICIERS PUBLICS :—Cautionnements des—Voir 35, *des Documents*.

OFFICIERS RAPORTEURS:—

1. Bill amendant l'article 241 des S. R. P. Q., relativement aux—, (M. Basinet), présenté, 409. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 440. Par le Conseil, 465. S. R., 519. (53 Vic., ch. 9.)

2. Le Comité des privilèges et élections reçoit instruction de s'enquérir des circonstances se rattachant aux choix des officiers rapporteurs pour les élections de Laprairie (en 1887 et 1889) ; Ottawa (en 1887) et Joliette (en 1889), 364.

Orateur :

1. Il se rend avec la Chambre auprès de Son Honneur, dans la salle du Conseil Législatif, à l'ouverture de la Session, 1 Pour la sanction des bills, 143, 262. A la clôture de la Session, 516.

2. Il fait rapport du Discours du trône à l'ouverture de la Session, 12.

3. Ajourne la Chambre à l'heure fixée, sans que la question ait été préalablement posée, 337, 349, 365, 371, 379, 412.

4. Communique à la Chambre divers rapports, 15, 29, 72, 137, 149, 187, 201.

5. Communique à la Chambre le rapport du bibliothécaire, 19.

6. Charge un député de le remplacer au fauteuil, 368.

7. M. l'Orateur suppléant demande à la Chambre de décider par son vote si elle est d'opinion de permettre à un député de continuer son discours ; décide contre, 368.

8. Décide sur des questions de forme et d'ordre, 88, 96, 127, 130, 141, 251, 263 etc. Pour ses décisions, voir *Questions*, 8 à 28.

9. Remet sa décision à plus tard, 88, 336, 419. Sa décision est confirmée par la Chambre, 450

10. Donne sa voix prépondérante, 334.

11. Présente le bill des subsides, 520.

12. Informe la Chambre qu'il a reçu les rapports et jugements relatifs aux élections contestées de Québec-ouest, 1. Terrebonne, Chambly, Joliette, 4. Ottawa, 26.

13. Informe la Chambre qu'il a émis de nouveau brefs d'élection pour les districts électoraux de Québec-ouest, 4 ; Joliette, 9.

14. Informe la Chambre que, durant la vacance, il a reçu du greffier de la Couronne en chancellerie les certificats d'élection pour les districts électoraux de Joliette, 9. Brôme, 11 ; Rimouski et Québec-ouest, 12. Durant la session, Berthier, 86.

15. Informe la Chambre qu'il a reçu avis des vacances survenus dans la représentation des districts électoraux de Brôme ; par suite de la nomination de l'honorable M. Lynch, comme juge de la Cour Supérieure,—de Rimouski, causée par le décès de Onésiphore Martin, écr., 10,—et de Berthier, par suite de l'entrée de Louis Sylvestre, écr., au Conseil législatif, 11.

Ordres du jour :

1. Mesures du gouvernement devant avoir la priorité à certains jours, 238.
2. Ordre pour 2^e lecture d'un bill rescindé, 88, 109, 115, 139, 140, 153, 171, 192.
3. Ordonné qu'un bill soit remis sur l'ordre du jour pour seconde lecture, 169, 389, 411, 422. Pour comité général, 201, 268, 272.
4. Ordre, pour comité général sur un bill, rescindé, 171.
5. Ordre, pour seconde lecture d'un bill, rescindé, 268.
6. Qu'un bill soit remis sur les ordres du jour et qu'il ait priorité, 277.

Ordres permanents :

1. Comité permanent nommé, 14, 37, 41. Premier rapport, *quorum* réduit à quatre membres, 74. Second rapport, 91. Autres rapports sur différentes pétitions, 110, 124, 168, 175, 358.
2. Que les avis sont suffisants, 74, 91, 110, 124, 168, 176.
3. Que les avis n'ont pas été prouvés, 124.
4. Que les avis n'ont pas été donnés, 176.
5. Partie du 6^e rapport seulement adoptée, 159.
6. Recommande que certain projet de loi ne soit pas adopté, 358.

Ordres Sessionels :

1. Prolongation du temps pour recevoir les rapports sur bills privés, 159, 248.
2. Motion pour qu'il y ait deux séances le même jour, 296 ; adoptée, 326. Motion pour trois séances ; débat, 348. Débat repris ; motion adoptée, 370.
3. La Chambre devant, pour le reste de la Session, siéger tous les samedis, de 3 h. P. M., à 6 P. M., et les ordres du gouvernement devant avoir la priorité ces jours-là, 238.
4. Ordonnant que certains documents soient mis devant la Chambre. Voir *Documents*.
5. Les comités permanents et spéciaux devant siéger certain samedi, 238.

OTTAWA :—Pour diviser—en deux divisions électorales :—Voir *Assemblée législative*, 10.

OWENS, W. :—Voir *EEE*, des *Documents*.

PAGNUELO, W. :—Voir 169, *des Documents*.

PALAIS DE JUSTICE, MONTRÉAL :—Voir 170, 171 et 171½ *des Documents*.

PALAIS DE JUSTICE DE MONTRÉAL ET DE QUÉBEC :—Voir 172, *des Documents*.

PARADIS *et al.*, *in re* GILMOUR *et al.* :—Voir 103, *des Documents* : voir aussi *Egan*.

PARADIS *et al.*, *vs.* GILMOUR *et al.* :—Voir FFF, *des Documents*.

PÊCHE :—Voir 173, 174, 175 *des Documents*.

PÊCHERIES :—Voir 176, *des Documents*.

PÊCHEURS DE PASPÉBIAC ET BAIE DES CHALEURS :—Voir 000, *des Documents*.

PÊCHEURS DU LABRADOR :—Voir 177, *des Documents*.

PELLETIER, L'HON. JUGE H. C. :—Pétition demandant que la résidence de—, soit fixée à St. Joseph de la Beauce ou à Québec, 248.

PEMBROOKE :—Hôpital Général—, Etat des affaires, 15, 149. Voir 116, *des Documents*.

PENINSULE ET GASPÉ :—Cie chemin de fer de la—. Voir 178 *des Documents*.

PENSIONS DES OFFICIERS PUBLICS :

1. La Chambre devant se former en comité général sur résolution concernant les—, 266. Le comité délibère, 287 ; Résolution rapportée, 288. Lu la 2^e fois sur division et adopté ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; Bill basé sur cette résolution, 316. Voir *infra*, 2.

2. Bill amendant la loi concernant la pension de retraite des officiers publics (l'hon. M. Mercier), présenté, 316. Lu la 2^e fois sur division et renvoyé à un comité général ; Considéré ; rapporté ; passé sur division, 330. Par le Conseil, 380. S. R., 519. (53 Vic., ch. 151).

PENSION DE RETRAITE :—Voir GGG, *des Documents*.

PEOPLE STREET RAILWAY Co. :—Voir *Montréal*, 31.

PERCÉ, PALAIS DE JUSTICE ET PRISON DE—:—Voir 179, *des Documents*.

PÈRES DE FAMILLE AYANT DOUZE ENFANTS VIVANTS :—Voir *Enfants*, *Cent acres*.

PÉTITIONS :

1. Lues et reçues sur division, 168.

2. Lues et reçues, 191, 211.

3. Renvoyée de nouveau au comité des ordres permanents, 176.

PÉTITIONS DE DROIT :—Voir 47, 198 et 199 *des Documents*.

PHARMACIE :—Bill amendant la loi de—. Voir *Association pharmaceutique*.

PHARMACIE, LOI DE :—Voir *Association pharmaceutique*.

PICARD, JACQUES :—Voir *HHH, des Documents*.

POINTE AU BUISSON :—Pétition de la Cie du chemin de la—, demandant un acte d'incorporation, 104. Rapport de l'avis, 124. Bill (M. Bisson), présenté, 125. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 165. Rapporté, 201. Considéré en comité général, rapporté ; passé, 211. Par le Conseil avec amendements, 283. Considérés et adoptés, 283. S. R., 518. (53 Vict., ch. 106.)

POLICE PROVINCIALE :—Voir 180, *des Documents*.

PONTS :

1. *Au Diable* :—Au sujet d'un pont sur la rivière—, 309, 401, 445. Voir 62 et 63, *des Documents*.

2. *Bellechasse* :—Ponts du comté de—, 44, 87. Voir 18, *des Documents*.

3. *Cap Ozo* :—Reconstruction d'un pont au—, 310, 397, 445. Voir 29 et 30, *des Documents*.

4. *Garneau* :—Au sujet de la construction du pont 363. Voir *PP, des Documents*.

5. *Grande Cascapédia* :—Pont sur la rivière, 444, 445. Voir 107, *des Documents*.

6. *Nicolet* :—Construction d'un pont sur la rivière—, 339, 401. Voir 168, *des Documents*.

7. *Renards* :—Demande d'aide pour un pont sur la rivière aux—, 290, 298. Voir 140, *des Documents*.

8. *Rimouski* :—Pour la construction d'un pont en fer à—, 290, 304. Voir 208, *des Documents*.

9. *St-Jean* :—Construction d'un pont en fer sur la rivière—, 587, 401, 444. Voir 221 et 222, *des Documents*.

10. *St-Raphaël de l'Isle Bizard* :—Demandant un acte autorisant la corporation de la paroisse de—, à construire un pont en fer sur la rivière des prairies, 99. Voir *St-Raphaël*.

PONTS EN FER :—Voir 181, 182, *III, des Documents*.

PONTS DE COLONISATION :

1. La Chambre devant se former en comité général pour considérer certaines résolutions relatives aux—et autres, 37, 46. Recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; La Chambre en Comité ; résolution rapportée, 46. Adoptée, 76. Bill basé sur cette résolution, 76. Voir *infra*, 2.

2. Bill concernant la protection des ponts de colonisation et autres, (l'honorable M. Rhodes), présenté, 76. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général, 94. Considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 103. Par le Conseil, 301. S. R., 516. (53 Vict., ch. 37.)

PONTS MÉTALLIQUES :—Voir *JJJ* et 183, *des Documents*.

PONTS SUBVENTIONNÉS :—Voir *KKK*, *des Documents*.

PONT SUR LE ST. LAURENT :

1. Motion par M. Robidoux,—Qu'il soit résolu que cette Chambre est d'avis que la construction d'un pont métallique sur le St. Laurent, à ou près de Québec, serait grandement avantageuse à cette province et à la Puissance en général ; objeté qu'avis n'a pas été donné de cette résolution ; M. l'Orateur déclare l'objection fondée, 425. Autre motion sur le même sujet ; amendement de l'honorable M. Taillon et sous-amendement de l'honorable M. Shehyn ; sous-amendement adopté, 436. Autre amendement de M. Nantel proposé et négativé ; motion originale, ainsi amendée, adoptée ; adresse basée sur ces résolutions devant être présentée au Lieutenant Gouverneur, 436.

2. La Chambre se forme en Comité général sur résolutions relative à la construction d'un pont sur le St. Laurent à ou près de Québec, 441. La Chambre en comité, 452. Résolution rapportée, 453. Lues la seconde fois sur division et adoptées ; signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur ; bill basé sur ces résolutions, 461. Voir *infra* 3.

3. Bill concernant la construction d'un pont sur le fleuve St. Laurent, à ou près de Québec, (l'honorable M. Mercier), présenté, 461. Motion pour 2e lecture ; débat ajourné, 466. Débat repris ; motion adoptée sur division ; bill lu la 2e fois et renvoyé à un comité général sur division ; considéré ; rapporté ; motion pour renvoyer de nouveau le bill à un comité général, négativé ; bill lu la 3e fois et passé, 467. Par le Conseil, 474. S. R., 519. (53 Vic., ch. 110.)

PONT SUR LE ST. LAURENT, VIS-A-VIS QUÉBEC :—Voir 184, *des Documents*.

"PORT DE MER":—Voir *Lauzon*.

POTEAUX ET DORMANTS EN CÈDRE :—Coupés dans l'agence de Gaspé, 376. Voir *Q* *des Documents*.

POUPORE, MESSIEURS :—Voir *LLL*, *des Documents*.

PRISONS, ASILES, &c. :—Rapport des inspecteurs, 389. Voir 185, *des Documents*.

PRIVILÈGE AUX FAMILLES AYANT DOUZE ENFANTS VIVANTS :—Voir *Enfants*, *Cent acres*.

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS :

1. Comité permanent nommé, 14, 37, 41. Premier rapport nommant M. Lafontaine, Président, recommandant que le *quorum* soit réduit à cinq, 124. Adopté, 124. Que certains membres soient substitués à d'autres ayant donné leur démission, 446. Second rapport, 465. *Appendice No. 2*, page 537. Motion pour l'adoption de ce rapport ; débat, ajourné, 470. Débat repris et ajourné de nouveau, 473 ; 474 ; 477 ; 478. Débat repris ; amendement de l'honorable M. Mercier, 482. Sous-amendement de M. Poupore, 483. Sous-amendement négativé, 493. Amendement de l'honorable M. Mercier adopté, 593. Voir *Députés*, 2.

2. Motion pour que ce comité soit chargé de s'enquérir des circonstances se rattachant aux choix des officiers-rapporteurs pour les élections dans les comtés de Laprairie, Ottawa et Joliette ; adoptée, 364.

PRIVILÈGES ET ÉLECTIONS :—*Suite.*

3. Que les documents originaux, mis par M. Murphy, devant ce comité, dans l'affaire *Table Rock* lui soient remis, 495.

PRIVILÈGES, (QUESTIONS DE) :

1. Motion qu'une entrée soit rayée des procès-verbaux de la Chambre comme étant injuste et injurieuse envers M. Nantel; amendement proposé; débat, ajourné, 372. Résolu, *nemine contradicente*, que cette Chambre, sans se prononcer sur l'exactitude ou l'inexactitude des faits consignés aux dits procès-verbaux, dans le but de rétablir la paix et l'harmonie dans cette Chambre, ordonne que tout ce qui se rapporte à l'incident soit biffé des dits procès-verbaux, et qu'il soit immédiatement procédé aux ordres du jour, 379.

2. Voir *Députés*, 2 et 4.

PROCÈS-VERBAUX :—L'honorable M. Taillon propose que le procès-verbal de la séance du 12 mars (1890) soit lu; que certains mots soient rayés du procès-verbal de cette séance comme n'étant pas conformes aux faits; amendement de l'honorable M. Gagnon que vu la déclaration de l'honorable député pour Shefford (M. de Grosbois) que l'entrée aux procès-verbaux est conforme aux faits, les ordres du jour soient maintenant lus; débat, ajourné, 372. L'honorable M. Mercier propose que cette Chambre, sans se prononcer sur l'exactitude ou l'inexactitude des faits consignés aux dits procès-verbaux, ordonne que tout ce qui se rapporte à cet incident soit biffé des dits procès-verbaux et qu'il soit procédé aux ordres du jour; adopte *nemine contradicente*, 379.

PROCLAMATIONS :—Convoquant et prorogeant la Législature, V à XI.

PROTECTION DES PERSONNES EMPLOYÉES DANS LES MANUFACTURES :—Voir *Employés dans les manufactures*.

PROTECTION DES PERSONNES EMPLOYÉES PAR LES ENTREPRENEURS :—Bill concernant la protection des personnes employées par les entrepreneurs chargés de la construction des chemins de fer sous l'opération des lois portées par la Législature de Québec, 40. Voir *Chemins de fer*, 1.

PROTONOTAIRE, BUREAU DU—, MONTRÉAL :—Voir 186, *des Documents*.

QUÉBEC, CITÉ DE :

1. Pétition de la corporation de la—demandant des amendements à sa charte, 104. Rapport de l'avis, 124. Bill (M. Rinfret), présenté, 126. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 134. Rapporté amendé, 256. Considéré en comité général; rapporté, 277. Motion pour 3e lecture; amendement de M. Murphy négatif, 292. Bill lu la 3e fois et passé, 293. Par le Conseil avec amendements, 408. Considérés, 408. Motion pour amender les amendements, négatif; amendements lus la 2e fois sur division et passés, 412. S. R., 517. (52 Vic., ch. 68.)

2. Pétitions demandant que certaines parties de ce bill ne deviennent pas loi, 143, 163, 211, 272.

QUÉBEC, CITÉ DE :—*Suite.*

3. *Asile des Orphelines* :—Etat d'affaires, 292. Voir 116, *des Documents*.
4. *Asile Finlay* :—Etat d'affaires, 15. Voir 116, *des Documents*.
5. *Association des Dames charitables* :—Etat d'affaires, 201. Voir 116, *des Documents*.
6. *Compagnie des consommateurs de Gaz de Québec* :—Pétition demandant un acte d'incorporation, 104. Rapport de l'avis, 124. Bill (M. Déchène, l'Islet), présenté, 126. Lu la 1^{re} fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 141. Rapporté amendé, 248. Considéré en comité général ; rapporté, 262. Motion pour 3^e lecture ; amendement de M. Murphy proposé et rejeté, 293. Bill lu la 3^e fois sur division et passé, 294. Honoraire remis, 409.
7. *Hospice de la Miséricorde* :—Etat d'affaires, 15. Voir 116, *des Documents*.
8. *Hospice des Sœurs de la Charité* :—Etat d'affaires, 201. Voir 116, *des Documents*.
9. *Hospice des Sœurs de la Charité* :—Etat d'affaires, 201. Voir 116, *des Documents*.
10. *Monastere de N. D. de Charité du B. P.* :—Etat d'affaires, 15. Voir 116, *des Documents*.
11. *Œuvre du Patronage* :—Etat d'affaires, 72. Voir 116, *des Documents*.
12. *Union St. Joseph et St. Jean Baptiste* :—Etat d'affaires, 137. Voir 116, *des Documents*.
13. *Union St. Joseph de St. Roch* :—Etat d'affaires, 15. Voir 116, *des Documents*.
14. *Union St. Sauveur* :—Etat d'affaires, 15. Voir 116, *des Documents*.

QUÉBEC AU LABRADOR :—Motion de l'hon. M. Blanchet qu'il soit résolu que, sans se lier à accorder aucune subvention pour la construction d'un chemin de fer de Québec, sur la côte nord du St. Laurent jusqu'à la Baie St. Charles, cette Chambre est d'avis que sa construction serait grandement avantageuse à cette province et à la Puisseance en général ; adoptée, 337.

QUÉBEC AND BOSTON AIR LINE COMPANY :—Pétition de Peter Hall et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de—, 99. Rapport de l'avis, 124. Bill (l'hon. M. Rhodes), présenté 132. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 141. Rapporté amendé, 160. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 165. Par le Conseil avec amendements, 230. Considérés et adoptés, 231. S. R., 517. (53 Vic., ch. 103).

QUÉBEC CENTRAL :—Pétition de la Cie du—, demandant que le délai pour parachever sa ligne soit prolongé, 81. Rapport de l'avis, 104. Bill (M. Murphy), présenté, 112. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 118. Rapporté, 145. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 150. Par le Conseil, 216. S. R., 518. (53 Vict., ch. 108).

QUÉBEC-CENTRAL :—Voir 187, *des Documents*.

QUÉBEC, COMTÉ DE :—Argents de colonisation :—Voir 188, *des Documents*.

QUÉBEC-EST :—Augmentation des divisions électorales de— : Voir *Assemblée législative*, 12 et 13.

QUÉBEC, MONTMORENCY ET CHARLEVOIX :—Pétition de la Cie. du chemin de fer de—, demandant des amendements à son acte d'incorporation, 104. Rapport de l'avis, 110. Bill (M. Lemieux), présenté, 111. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 128. Rapporté, 176. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 188. Par le Conseil, avec amendements, 300. Considérés et adoptés, 301. S. R., 517. (53 Vic., ch. 109.)

QUÉBEC, MONTRÉAL, OTTAWA ET OCCIDENTAL :—Voir 189, *des Documents*.

QUÉBEC-ORIENTAL :—Voir 190 et 191, *des Documents*.

Questions :

1. Débats ajournés, 26, 264, 397, &c. Parce que M. l'Orateur quitte le fauteuil à 6 heures, 146, 239, &c. Débats repris, 29, 258, &c.

2. Sous amendements proposés et négatifs, 267, 118, 293, 295. Adoptés, 33, 186, 170, 115, 167, 179, 296.

3. Motion remplacée par un amendement, 186.

4. Question préalable proposée et adoptée, 313.

5. Question d'urgence, 307.

6. Questions de privilège, 351, 372.

7. Questions adoptées *nemine contradicente*, 153, 158, 159, 307, 313, 337, 348.

8. Objection est faite par l'honorable M. Gagnon (à la motion de l'honorable M. Flynn pour la seconde lecture du bill pour amender les lois relatives aux terres publiques), que ce bill n'est pas dans l'ordre, parce qu'il affecte le revenu public et que ce qui en fait le sujet aurait dû être présenté à la Chambre par résolution ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 88. Décide que le bill aurait dû prendre son origine dans un comité général de la Chambre, 96.

9. Objection est faite par l'honorable M. Gagnon que l'amendement de l'honorable M. Flynn, (pour renvoyer de nouveau à un comité général certaine résolution relative à la coupe des bois marchands), est contraire aux règlements de cette Chambre, en autant qu'il tend à enlever à la Couronne des droits et des revenus plus étendus que ceux dont il est question dans la motion principale ; M. l'Orateur décide que l'amendement est irrégulier, 127.

10. Objection est faite par l'honorable M. Gagnon que l'amendement de M. Poupore, sur le même sujet qu'à l'item précédent, est contraire aux règlements de cette Chambre, en autant qu'il tend à enlever à la Couronne des droits et des revenus plus étendus que ceux dont il est question dans la motion principale ; M. l'Orateur devant donner sa décision à une séance ultérieure, 130. Décide que l'amendement n'est pas dans l'ordre, 141.

QUESTIONS :—*Suite.*

11. Objection est faite par l'honorable M. Taillon, qu'une interpellation de M. Legris n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur décide que cette interpellation est contraire à la règle 29 de cette Chambre, 251.

12. Objection est faite par M. Casgrain, que la réponse de l'honorable M. Shehyn à son interpellation n'est pas suffisante ; M. l'Orateur décide qu'une réponse à une interpellation n'est définie par aucune règle particulière ; il suffit, qu'elle soit brève, distincte et limitée aux explications nécessaires pour la rendre intelligible. (Bourinot, page 324). La réponse de l'honorable trésorier remplit ces conditions, et il n'est pas en mon pouvoir de le contraindre à en donner une autre, 263.

13. Objection est faite par l'honorable M. Taillon, que l'honorable M. Pelletier ayant déjà parlé sur l'amendement, et ayant proposé l'ajournement des débats, ne peut pas parler de nouveau sur la question, 270.

14. L'article No. 8 du feuillet des affaires de la Chambre, comportant un avis de motion pour présentation d'une adresse à S. H. le Lieutenant-Gouverneur, pour production de la correspondance au sujet de la nomination des conseils de la Reine, étant appelé, et l'auteur de cette motion, M. Robidoux, avec plusieurs autres députés, ayant crié "*dropped*," il s'élève un débat sur la question de savoir si l'effet du procédé indiqué par ce mot "*dropped*" est de faire disparaître l'avis de motion du feuillet des affaires, ou simplement de l'ajourner et de lui faire perdre son ordre de préséance. Et une question d'ordre étant soulevée par M. LeBlanc, à l'effet que, n'y ayant aucune motion devant la Chambre, le débat est irrégulier.

M. l'Orateur décide qu'il est vrai qu'il n'y a pas de motion soumise à la Chambre ; mais une discussion s'étant élevée relativement aux règlements de la Chambre, sur une matière de procédure importante, le sujet de la discussion prend la nature d'une question d'ordre nécessitant un débat afin que la Chambre puisse être renseignée d'une manière exacte sur les conséquences du procédé qu'elle adopte, 279.

15. A la motion de l'honorable M. Gagnon, (pour la seconde lecture du bill relatif à la coupe du bois marchand) objection est faite par l'honorable M. Flynn, que cette motion n'est pas régulière, parce que, comme motion principale, elle est remplacée par le sous-amendement qui a été voté par la Chambre.

M. l'Orateur décide que le sous-amendement ne propose pas d'ajouter les mots qui le composent à la motion principale, mais remplace celle-ci purement et simplement dans les procédés du jour ; son effet n'est pas d'empêcher la marche du bill, et sa deuxième lecture peut être proposée à la plus prochaine occasion, 299.

16. M. Boyer, président du comité général sur le bill pour constituer en corporation *The Royal Quebec Art Union Company*, fait rapport qu'en comité général sur le dit bill, l'honorable M. Gagnon ayant proposé un amendement à l'effet que certains mots fussent biffés du préambule et remplacés par d'autres,—objection fut faite par l'honorable M. Flynn que le dit amendement n'était pas dans l'ordre, que lui, le Président du comité, avait maintenu l'objection et qu'appel avait été fait de sa décision, 334. M. l'Orateur suggère de référer le bill au comité des ordres permanents, 335.

17. M. LeBlanc, après avoir fait une déclaration au sujet de la vente, par le gouvernement à M. Owen Murphy, du terrain connu sous le nom de "*Table Rock*," propose qu'il soit nommé un comité spécial pour s'enquérir des faits contenus dans sa déclaration ; objection faite par l'honorable M. Gagnon que cette déclaration ne comporte pas une question de privilège et n'a pas de préséance sur l'ordre ; M. l'Orateur décide que, malgré qu'elle ne soit pas une question de privilège, comme elle est destinée à affecter la bonne réputation d'un député, la Chambre peut s'en occuper immédiatement, si elle en manifeste l'intention, 366.

QUESTIONS :—*Suite.*

18. M. Faucher de St. Maurice ayant proposé que certaine résolution, concernant le tarif des péages sur les chemins à barrières à Québec, rapportée du comité général soit maintenant lue la seconde fois ;—objection est faite par M. Lemieux, que M. Faucher ne peut s'occuper de cette résolution qui devrait être présentée par le Conseil Exécutif ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 366. Décide que l'objection ne lui semble pas fondée et qu'il permet la seconde lecture de cette résolution, 457.

19. M. de Grosbois (remplaçant temporairement M. l'Orateur au fauteuil, et objection étant faite que M. Nautel n'a pas le droit de parler seulement pour faire passer le temps) renvoie l'objection, disant qu'il ne peut pas limiter le député de Terrebonne sur la longueur de son discours ; mais il déclare que le dit député ayant, avec persistance, traité des sujets qui ne se rapportent pas à la question, et s'étant livré à des attaques personnelles et injurieuses envers des membres du gouvernement et de la Chambre, il demande à la Chambre de décider, par son vote, si elle est d'opinion qu'il soit permis au député de Terrebonne de continuer son discours ; La Chambre décide dans la négative, 368.

20. M. McIntosh ayant proposé que le bill amendant les articles 561 et 563 du code municipal soit lu la seconde fois,—objection est faite par l'honorable M. Mercier que ce bill n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur déclare qu'il donnera sa décision à une séance ultérieure, 419. Décide que cette mesure aurait dû prendre origine en comité général, et la déclare irrégulière, 421.

21. M. Cameron ayant proposé que le bill amendant la loi des licences de Québec soit maintenant lu la seconde fois—objection est faite par l'honorable M. Gagnon que ce bill n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 419. Décide que cette mesure aurait du prendre origine en comité général et qu'elle est irrégulière, 422.

22. M. Robidoux ayant proposé l'adoption de résolutions relatives à la construction d'un pont en fer, sur le St-Laurent, à ou près de Québec,—Objection est faite par l'honorable M. Taillon, qu'avis au long n'a pas été donné de ces résolutions dans les procès-verbaux de la Chambre, et que, par conséquent, le procédé est irrégulier ; M. l'Orateur déclare l'objection fondée, 425.

23. M. Lafontaine ayant proposé que le bill demandant la loi qui constitue en corporation le collège de médecine et de chirurgie de Montréal, soit remis sur les ordres du jour,—objection est faite, par M. Gagnon, que vu que la Chambre a déjà disposé de ce bill par un vote renvoyant, à six mois, la seconde lecture des amendements faits, au dit bill, par le Conseil législatif, elle ne peut, pour cela, en reprendre la considération à cette session ; l'objection est maintenue par M. l'Orateur qui cite, à l'appui de sa décision, Bourinot, page 553, 430.

24. M. Bernatchez ayant proposé que le bill pour amender l'acte 47 Vict., chap. 82, relatif aux chemins à barrières dans le voisinage de la cité de Québec, soit lu la seconde fois,—objection est faite par l'honorable M. Pelletier que ce bill n'est pas dans l'ordre, parce que la Chambre s'est déjà prononcée, pendant cette session, sur un bill semblable à celui-ci,—M. l'Orateur déclare qu'il donnera sa décision à une séance ultérieure, 439. M. l'Orateur maintient l'objection, 444.

25. L'article 13 du feuillet des ordres du jour pour la deuxième lecture du bill (No. 176), concernant les emprunts, étant lu, M. l'Orateur dit :

L'article 37 des règlements de cette Chambre ne prescrit le devoir de lui indiquer une irrégularité importante dans la procédure suivie.

QUESTIONS :—*Suite.*

Le bill soumis à la Chambre porte évidemment atteinte aux privilèges et aux prérogatives de la Couronne et, pour cette raison, il lui faudrait obtenir le consentement du lieutenant-gouverneur avant d'être adopté par cette Chambre. (Voyez Bourinot page 472, May, Ed. 1883, page 508).

La mise à effet des dispositions ci-dessus citées du dit bill entraînerait nécessairement une dépense publique, et je déclare, en conséquence, que n'ayant pas pris origine en comité général et n'ayant pas été recommandées par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le bill qui les contient ne peut être soumis à la Chambre pour seconde lecture, 448.

Et appel étant fait de la décision de M. l'Orateur, elle est maintenue par la Chambre, 449.

26. M. Bernatchez, ayant proposé que le siège, du P. E. LeBlanc, écr., député pour le district électoral de Laval, soit déclaré vacant, l'honorable M. Taillon demande à M. l'Orateur de décider si cette motion touche à une de ces questions de privilèges qui requièrent un avis préalable, avant d'être soumise à la Chambre. M. l'Orateur déclare que cette question le prend à l'improviste, sans qu'il ait eu le temps d'en examiner toute la portée ; cependant, comme il comprend que, dans les circonstances, elle peut être difficilement ajournée, il n'a pas d'objection à dire à la Chambre son opinion à cet égard. Il ne peut s'exempter de la considérer comme une de ces questions de privilège, affectant la dignité de la Chambre, comme l'honneur de l'un de ces députés, et réquerant, par là même, l'action immédiate de la Chambre ; cependant, vu l'importance, la nature délicate de cette question, par déférence pour la Chambre, il croit devoir lui en laisser la décision, 470.

27. L'honorable M. Mercier ayant proposé un sous-amendement à la motion (que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) M. l'Orateur déclare que cette motion est irrégulière et qu'elle ne peut pas être soumise aux voix de la Chambre, vu que la motion " que la Chambre se forme en comité des subsides n'admet pas de sous-amendement," 498.

Objection est alors faite par l'honorable M. Taillon, que cette motion ne doit pas entrer dans le procès-verbal, attendu qu'elle n'a pas été mise aux voix. M. l'Orateur réserve sa décision, 498. Croit devoir, d'après les précédents qu'il a consultés, en permettre l'inscription au procès-verbal, 500.

28. M. LeBlanc ayant proposé un sous-amendement à la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides ; M. l'Orateur déclare que cette motion est irrégulière, et qu'elle ne peut être soumise au vote de la Chambre ; il annonce qu'il décidera, à la séance du soir, si elle doit faire partie du procès-verbal, 498. Croit devoir, d'après les précédents qu'il a consultés, en permettre l'inscription au procès-verbal de la dernière séance, 501.

RAPPORTS DU CONSEIL ET MANDATS SPÉCIAUX :—Voir 192, *des Documents.*

RAPPORTS MUNICIPAUX :—Voir 193, *des Documents.*

RECETTES ET DÉPENSES DE LA PROVINCE :—Voir 194, 195 et 196, *des Documents.*

RECETTES ET PAIEMENTS DE LA PROVINCE :—du 1er juillet au 31 décembre 1889, 230 ;
Voir 197, *des Documents.*

RÉCLAMATIONS CONTRE LA COURONNE :—Voir 198 et 199, *des Documents.*

REGINA vs CHARLAND :—Voir 138, *des Documents,*

REGINA vs FEBISH :—Voir 139, *des Documents*.

REGINA vs C. A. CORNELLIER ET P. E. LEBLANC :—Voir 169, *des Documents*.

RÉGISTRATEUR DE MONTMAGNY :—Voir *MMM*, *des Documents*.

RÉGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL :—Bill pour valider certains—, (l'honorable M. Gagnon), présenté, 272. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 286. Par le Conseil, 315. S. R., 519 (53 Vict., ch. 49.)

RÈGLES DE LA CHAMBRE :

15e Règle amendée, 266.

31e Règle suspendue, 272.

45e Règle suspendue, 114, 132, 133, 149.

51e Règle suspendue, 215.

60e Règle suspendue, 348.

94e Règle suspendue, 298, 479.

REMISE DE DROITS, AMENDES, &c :—Voir 200, *des Documents*.

REMISE DE DROITS DE COUPE DE BOIS :—Voir 201, *des Documents*.

RENTES SEIGNEURIALES :—Pétitions demandant une réduction des—, 329, 358.

REPATRIEMENT :—Voir 46, 256 et *NNN.*, *des Documents*.

REPRÉSENTATION LÉGISLATIVE :—Voir *Assemblée Législative*, 10, 11, 12 et 13 ; Aussi 202, 203 et 204, *des Documents*.

RÉSERVE FORESTIÈRE :—Voir 205, *des Documents*.

REXFORD, REV. E. I. :—Voir 80, *des Documents*.

RICHARD, J. B. :—Voir 206, *des Documents*.

RICHMOND ET WOLFE :—Chemins et ponts de colonisation.—Voir 207, *des Documents*.

RICHMOND ET WOLFE :—Pour diviser—, en deux divisions électorales :—Voir *Assemblée Législative*, 10.

RIMOUSKI :

1. *Hospice des Sœurs de la Charité* :—Etat d'affaires, 15. Voir 116, *des Documents*.

2. *Pont de fer à—*, 190, 304 ; voir 208, *des Documents*.

3. *Shérif de—*. Voir 61, *des Documents*.

RIMOUSKI :—*Suite.*

4. Pour diviser—, en deux divisions électorales :—Voir *Assemblée Législative*, 12 et 13.

RIVIÈRE DES HURONS ;—Voir 209, *des Documents.*

ROBERGE, L. A :—Voir 210, *des Documents.*

ROBERT, DAME PURISSIMA :—Voir *Bourassa, Aimé.*

ROBIN, MAISON :—Voir 000, *des Documents.*

ROCHON, ALFRED :—ci-devant député pour le comté d'Ottawa. Documents relatifs à son élection contestée, 26. Lus et insérés dans les journaux de la Chambre ; Election annulée, 26.

RODIER, SUCCESSION :—Voir *De Martigny.*

RÔLE D'ÉVALUATION :—Bill amendant la loi électorale en étendant le droit de suffrage et amendant le Code municipal en ce qui concerne la préparation du rôle d'évaluation, 33. Voir *Acte électoral*, 3.

ROSS BROTHERS :—Voir 211, *des Documents.*

ROSS, vs. LAMBLY :—Voir 212, *des Documents.*

ROYAL QUEBEC ART UNION COMPANY :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 80. Rapport de l'avis, 110. Bill (M. deGrosbois), présenté, 111. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 118. Rapporté amendé, 260. Motion pour renvoyer le comité général à 6 mois, négative ; renvoyé à un comité général, 269. Débat repris ; amendement négatif ; bill renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté progrès, 306. Motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité, débat, 313. Débat repris ; motion adoptée ; bill renvoyé à un comité général ; Objection soulevée en comité ; Décision du président ; Appel de sa décision ; Décision de M. l'Orateur ; La Chambre se remet en comité et rapporte progrès ; Motion pour renvoyer le comité à 6 mois, négative, 334. Ordre pour comité général rescindé ; bill renvoyé au comité des ordres permanents, 338. Rapport contre le bill, 358. Honoraire remis, 386.

RUE CHAMPLAIN, QUÉBEC :—Eboulement de la—, 152, 173. Voir 213, *des Documents.*

ST-ANDRÉ AVELIN :—Conseiller municipal pour—. Voir 214, *des Documents.*

STE-ANGÈLE DE ROUVILLE, AU SUJET DE TROIS ALIÉNÉS :—Voir 215, *des Documents.*

STE-ANNE DE BEAUPRÉ :—Pétition demandant un acte pour ratifier et confirmer certains actes entre la Congrégation des Redemptoristes et les francs tenanciers de—, 73. Rapport de l'avis, 91. Bill (l'honorable M. Mercier), présenté, 72. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 110. Rapporté, 137. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 146. Par le Conseil, 216. Honoraire remis, 152. S. R., 262. (53 Vic, ch 122.)

STE-ANNE DE LAPOCATIÈRE :—Hospice St-Joseph ; Etat d'affaires, 201. Voir 116, *des Documents*

STE-ANNE DES MONTS :—Fromagerie de—, 461. Voir *I, des Documents*.

ST-ANTOINE :—Au sujet de la division de la municipalité scolaire de—, 513. Voir *PPP, des Documents*.

STE-CHRISTINE :—Pétition demandant que la paroisse de—, soit érigée en municipalité locale et scolaire, 39. Rapport de l'avis, 124. Bill (M. Pilon), présenté, 125. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 134. Rapporté, amendé, 222. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 232. Honoraire remis, 309. Pétitions contre ce bill, 73.

STE-CUNÉGONDE :

1. Pétition de la Corporation de la ville de—, demandant des amendements à sa charte, 74. Rapport de l'avis, 91. Bill (M. Champagne), présenté, 92. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 147. Rapporté amendé, 237. Considéré en comité général ; rapporté progrès, 255, 262. Amendé ; rapporté ; passé, 285. Par le Conseil avec amendements, 420. Considérés et adoptés, 421. S. R., 517. (53 Vic., ch. 70.)

2. Pétition demandant un acte pour constituer en corporation la Maison de charité de—, 74. Rapport de l'avis, 91. Bill (M. Champagne), présenté, 92. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 110. Rapporté amendé, 124. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 133. Par le Conseil, 216. Honoraire remis, 236. S. R., 517. (53 Vic., ch. 93.)

3. Voir *QQQ, des Documents*.

ST-CYR, M.—Rapport de— Voir 216, *des Documents*.

ST-DAMASE :—Pétition demandant que certaine partie de la paroisse de St-Damase annexée à St-Michel de Rougemont soit annexée au comté de Rouville, 99. Rapport de l'avis, 105. Bill (M. Lafontaine), présenté, 107. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté progrès, 174. Considéré de nouveau ; rapporté ; passé, 205. Par le Conseil, 356. S. R., 517. (53 Vic., ch. 4.)
Pétition demandant certains amendements à ce bill, 191.

ST. DAMIEN, DE BERTHIER :—Voir *St. Michel des Saints*.

STE ELIZABETH :—*Maison de la Providence* :—Etat d'affaires, 15. Voir 116, *des Documents*.

ST. EPHREM DE TRING :—Voir 217, *des Documents*.

ST. GABRIEL DE BRANDON :—Voir *St. Michel des Saints*.

ST. JEAN :

1. Pétition demandant des amendements à l'acte d'incorporation de la ville de—, 39. Rapport de l'avis, 124. Bill (M. Robidoux), présenté, 127. Lu la 2e fois et renvoyé au Comité des bills privés, 188. Rapporté amendé, 265. Considéré en comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 295. Par le conseil avec amendements, 408. Considérés, 408 Adoptés, 412. S. R., 517. (53 Vic., ch. 77.)

ST. JEAN :—*Suite.*

2. *Hôpital de*—Etat d'affaires, 29. Voir 116, *des Documents.*

3. *Salle d'asile* :—Etat d'affaires, 29. Voir 116, *des Documents.*

ST. JEAN, VILLE DE :—Voir 218, *des Documents.*

ST. JEAN-BAPTISTE, MONTRÉAL, PAROISSE DE :—Voir *Montréal.*

ST. JEAN, ISLE D'ORLÉANS :—Au sujet du fonds d'emprunt municipal. Voir 219 et 220, *des Documents.*

ST. JEAN, RIVIÈRE :—Pour la construction d'un pont sur la—. Voir 221 et 222, *des Documents.*

ST. JEAN & SOREL :—Pétition de la Cie du chemin de fer de—, demandant des amendements à sa charte, 104. Rapport de l'avis, 124. Bill (M. Robidoux), présenté, 127. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des chemins de fer, 165. Rapporté amendé, 248. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 257. Par le Conseil avec amendements, 300. Considérés et adoptés, 301. S. R., 518. (53 Vic., ch. 105.)

ST. JOACHIM, RIVIÈRE :—Voir 223, *des Documents.*

ST. LOUIS DE MILE END :—Institution des Sourds-muets de—, 87. Voir 224, *des Documents.*

ST. MAURICE, COMTÉ DE :—Octroi de colonisation. Voir 225, *des Documents.*

Travaux de colonisation :—Voir 226, *des Documents.*

ST. MICHEL DE BELLECHASSE :—Allocations au Couvent et au Collège de—. Voir 227, 228 et 229 *des Documents.*

ST. MICHEL DE ROUGEMONT :—Voir *St. Damase.*

ST-MICHEL DE SAINTS :—Petition demandant un acte pour annexer les paroisses Saint-Michel des Saints, Saint-Gabriel de Brandon, Saint-Damien, et les territoires non organisés du comté de Berthier, au district de Joliette, pour les fins judiciaires, 175. Bill (M. Basinet), présenté, 208. Lu la 2e fois sur division et renvoyé à un comité général, 396. Considéré ; rapporté ; passé, 419. Par le Conseil avec amendements, 471. Adoptés, 472. S. R., 518. (53 Vic., ch. 5.)

ST-RAPHAEL DE L'ISLE BIZARD :—Pétition demandant un acte autorisant la Corporation de—, à construire un pont en fer sur la rivière des prairies, 99. Rapport de l'avis, 105. Bill (M. Boyer), présenté, 116. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 117. Rapporté amendé, 138. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 146. Par le Conseil, 216. Honoraire remis, 416. S. R., 516. (53 Vic., ch. 111.)

ST ROCH, SOCIÉTÉ BIENVEILLANTE :—Voir *Société bienveillante.*

ST-VICTOIRE D'ARTHABASKA :—Voir *Victoriaville.*

SAISIE APRÈS JUGEMENT :—Bill amendant les articles 621, 624 et 631 du Code de procédure civile relatif à la—, (l'honorable M. Blanchet), présenté, 261. Lu la 2^e fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 388. Par le Conseil, 434. S. R., 519. (53 Vict., ch. 59.)

SAISIE DES MEUBLES :—Voir *Code de procédure* 2.

SAISIE DES SALAIRES DES OFFICIERS PUBLICS :—Bill pour amender la loi relative à la—, (l'honorable M. Blanchet), présenté, 169. Ordre pour 2^e lecture rescindé ; bill renvoyé au comité de législation, 192. Rapporté, 400. Lu la 2^e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 440.

SECRÉTAIRE DE LA PROVINCE :—Rapports, 292, 384 ; Voir 230 et 231, *des Documents*.

SEIGNEURIE LAUZON :—Voir 232, *des Documents*.

SERMENTS D'OFFICE :—Bill concernant la prestation des serments d'office, (l'honorable M. Mercier), lu la première fois *pro-forma*, 12.

SERVICE CIVIL :—Nominations et promotions dans le— ; Voir 233 *des Documents*.

SHAWVILLE, COUR DE MAGISTRAT :—Voir 234 *des Documents*.

SHEHYN ET GARNEAU :—Voyage en Europe de MM.,—, 84, 121 ; Voir 235 *des Documents*.

SHERBROOKE :

1. *Réparations au palais de justice et à la prison de—* ; Voir 236 *des Documents*.
2. *Asile du Sacré Cœur* :—Etat d'affaires, 15. Voir 116 *des Documents*.
3. *Union Saint-Joseph des Artisans* :—Etat d'affaires, 15. Voir 116 *des Documents*.

SHÉRIF DES TROIS-RIVIÈRES :—Voir 237, *des Documents*.

SHOOLBRED, SEIGNEURIE :—Voir 238, *des Documents*.

SHORT, MAJOR :—Voir *RRR*, *des Documents*.

SHORT ET WALLICK :—Voir *RRR*, *des Documents*.

SOCIÉTÉ BELGE DE BIENFAISANCE ETC :—Pétition demandant un acte incorporant la—et de protection pour les immigrants, 264. Règles suspendues, 264. (Bill M. Lafontaine), présenté ; lu la deuxième fois et renvoyé au comité des Bills privés, 264. Rapporté, 265. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 291. Par le Conseil, 379. Honoraire remis, 364. S. R., 519. (53 Vic., ch. 82.)

SOCIÉTÉ BIENFAISANTE DE N. D. DE BONSECOURS :—Voir *Montréal*, 33.

SOCIÉTÉ BIENVEILLANTE SAINT ROCH :—Pétition de J. B. Robitaille et autres, de la cité de Québec, demandant un acte en corporation,—, 99. Rapport de l'avis 204. Bill (l'hon. M. Shehyn,) présenté, 126. Lu la deuxième fois et renvoyé au comité des Bills privés, 150. Rapporté amendé, 176. Considéré en comité général ; rapporté passé, 188. Par le Conseil, 300. Honoraire remis, 254. S. R., 518. (53 Vi ch. 92.)

SOCIÉTÉS DE COLONISATION :

1. La Chambre devant se former en comité général pour considérer certaines résolutions relatives à la formations des—, 37, 45. Recommandation du Lieutenant-Gouverneur; La Chambre en Comité; Résolution rapportée, 45. Adoptée, 76. Bill basé sur cette résolution, 76. Voir *infra*, 2.

2. Bill concernant les sociétés de colonisation, (l'hon. M. Rhodes,) présenté, 76. Lu la deuxième fois et renvoyé à un comité général; considéré; rapporté; passé, 94. Par le Conseil, 170. S. R., 516. (53 Vic., ch. 25.)

SOCIÉTÉS D'AGRICULTURE :—Voir *S. R. P. Q.*, art. 1618; Voir aussi *Agriculture et Travaux publics*.

SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE NO. 5 DU COMTÉ DE GASPÉ :—Voir *Gaspé*.

SOCIÉTÉ ITALIENNE DE SECOURS MUTUELS :—Voir *Montréal*, 34.

SOCIÉTÉ PRESBYTÉRIENNE AMÉRICAINE :—Voir *Montréal*, 35.

SMITH, P. E. :—Pétition de—, 237; exposant qu'il a complété un Index général des procédures de la Chambre depuis 1867 et priant la Législature de l'adopter; lue reçue et renvoyé à un comité conjoint de la Bibliothèque, 238.

SOREL :—

1. *Hôpital-Général* :—Etat d'affaires, 15. Voir 116, des *Documents*.

2. *Union St. Joseph de* :—Pétition demandant un acte pour refondre les actes qui le concernent, 103. Rapport de l'avis, 110. Bill (M. Cardin), présenté, 111. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 161. Rapporté, 248. Considéré en comité général; rapporté; passé, 257. Par le Conseil, 300. *Honoraire remis, 280. S. R., 517. (53 Vict., ch. 86.)

STACKHOUSE, JOHN A. :—Pétition demandant un acte autorisant la vente de certains biens substitués par le testament de feu—; Lue et reçue, 166. Rapport de l'avis, 176. Bill, (M. Owens), présenté, 176. Lu la 3e fois et renvoyé au comité des bills privés, 206. Rapporté avec amendements, 260. Considéré en comité général; rapporté; passé, 291. Par le Conseil, 365. S. R., 518. (53 Vict., ch. 115.)

STANSTEAD.—Fonds d'emprunt municipal :—Voir 92, des *Documents*.

STATISTIQUES JUDICIAIRES :—Voir 240, des *Documents*.

STATUTS REFONDUS ET CODE MUNICIPAL.—Au sujet de la distribution des—, aux Conseils municipaux, 102. Voir *TTT*, des *Documents*.

STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :

1. Bill amendant le titre troisième des—. Voir *Conseil exécutif*.

2. Bill amendant l'article 239 des— dans la loi électorale :—Voir *Acte électoral*.

3. Bill amendant l'article 241 des—, relativement aux officiers rapporteurs. Voir *iers rapporteurs*.

STATUTS REFONDUS DE LA PROVINCE DE QUÉBEC :—*Suite.*

4. Bill amendant l'article 556 du code de procédure civil, tel qu'il se lit à l'article 5917 des—, 75. Voir *Code procédure civile*, 2.

5. Bill amendant l'article 597 des— : Voir *Enquêtes sur les affaires publiques*.

6. Bill pour abroger les articles 696 et 697 et la sous section 2 de l'article 5931 des Statuts refondus et y substituer les articles y mentionnés, (l'honorable M. Blanchet), présenté, 169. Ordre pour 2^e lecture rescindé ; bill renvoyé au comité de législation, 192. Rapporté, 400. Lu la 2^e fois, renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 440.

7. Bill amendant l'article 1844 des—(M. Robidoux), présenté, 261. Lu la 2^e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; le comité se lève sans faire de rapport, 396.

8. Bill amendant l'article 887 du code de procédure civile, tel qu'il se lit à l'article 5977 des—, 75. Voir *Code de procédure civile*, 2.

9. Bill amendant l'article 943 des—. Voir *Encanteurs*.

10. Bill modifiant l'article 1618 des—(M. Cameron), présenté, 256. Lu la 2^e fois et renvoyé à un comité général, 347. Considéré ; rapporté ; passé, 376. Par le Conseil, 421. S. R., 519. (53 Vict., ch. 22.)

11. Bill pour amender l'article 1973 des S. R. P. Q. Voir *Instruction publique*, 3.

12. Bill pour amender l'article 1997 des S. R. P. Q., concernant l'élection des commissaires d'écoles. Voir *Commissaires d'écoles*.

13. Bill amendant l'article 2320 des—(M. Déchène L'Islet), présenté, 144. Lu la 2^e fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté propres, 388. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté, 395. Motion pour renvoyer la 3^e lecture à 6 mois négative ; bill lu la 3^e fois et passé, 418. Par le Conseil, 442. S. R., 518. (53 Vict., ch. 32.)

14. Bill amendant l'article 3026 des—, relatif aux employés dans les manufactures. Voir *Employés dans les manufactures*.

15. Bill pour amender l'article 3414 des—, (l'honorable M. Gagnon), présenté, 348. Lu la 2^e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 375. Par le Conseil, 425. S. R., 519. (53 Vict., ch. 42.)

16. Bill amendant les articles 3478 et 5223 des Statuts refondus de la province de Québec :—Voir *Inhumations*.

17. Bill amendant l'article 5653 des—, 75. Voir *Maîtres et serviteurs*.

18. Bill pour amender l'article 5814 des—, ayant rapport aux ventes de créances et droits d'actions. Voir *Ventes de Créances*.

STÉNOGRAPHIE :—Preuve par—, dans les causes *ex-parte*. Voir *Code de procédure civile*, 5.

STÉNOGRAPHES OFFICIELS :—Voir 241, *des Documents*.

SOULANGES, SOCIÉTÉ D'AGRICULTURE :—Voir 239, *des Documents*.

SOULANGES ET VAUDREUIL :—Voir *SSS, des Documents*.

SUBSIDES A CERTAINS CHEMINS DE FER :—Voir *Chemins de fer*, 2 et 3.

SUBSIDES AUX COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER :—Voir 242, *des Documents*.

SUBSIDES :

1. Estimés pour l'année courante (supplémentaires) et pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1890 ; renvoyé au comité des subsides, 136. Estimés pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1891 ; renvoyés, 160. Voir *des Documents*.

2. La Chambre devant se former en comité des subsides, 37.

3. La Chambre se forme en comité des subsides, 137, 148, 160, 162, 167, 174, 179, 202, 224, 258, 326, 330, 385, 429, 463, 496, 497, 503, 506, 509.

4. Résolutions rapportées et adoptées, 192, 193, 194, 212, 221, 245, 249, 268, 270, 356, 382, 398, 400, 402, 404, 433, 461, 498, 499.

5. La Chambre se remet en comité, 162.

6. Débat sur la motion pour comité des subsides ajourné par M. l'Orateur quittant le fauteuil à 6 heures, 256.

7. Amendements proposés et négatifs, —à la motion que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides, —(M. Desjardins,) 145, 147, 258, 461, —(M. LeBlanc,) 177, 498, 509, —(M. Nantel,) 222, 495, —(l'honorable M. Robertson,) 497, —(l'honorable M. Blanchet,) 502, —(l'honorable M. Flynn,) 503, —(l'honorable M. Taillon,) 507, —(M. Beauchamp,) 498, —(l'honorable M. Mercier,) 498.

8. Amendements proposés et négatifs, lors du concours dans certaines résolutions rapportées du comité des subsides, —(l'honorable M. Flynn,) 249, 277, —(l'honorable M. Taillon,) 270, —sous amend. de (M. Robidoux), adopté, 270, —(l'honorable M. Flynn,) sous amend. de (l'honorable M. Gagnon,) adopté, 287, —(M. LeBlanc,) 401, —(M. Beauchamp,) sous amendement de (l'honorable M. Gagnon, adopté, 402, —(M. Desjardins,) 461, —(M. Nantel,) 495, —M. Beauchamp,) 498 ; sous amendement de (l'honorable M. Mercier,) objecté, déclaré hors d'ordre, 498. Autre sous amendement de (M. LeBlanc,) déclaré hors d'ordre, 498. M. l'Orateur décide que ces motions peuvent être insérées dans le procès-verbal de la séance, —(l'honorable M. Taillon, 507, —(M. Picard,) 510, —(M. Lapointe,) 511.

9. Bill octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement, pour les années fiscales expirant le 30 juin 1890 et le 30 juin 1891 et pour d'autres fins du service public, (l'honorable M. Shehyn), présenté, 512. Lu les 2e et 3e fois et passé, 513. Par le Conseil, 515, S. R., 520. (53 Vict., ch. 1.)

10. *Voies et Moyens* :—La Chambre devant se former en comité des voies et moyens, 37.

11. La Chambre en comité des voies et moyens, 512. Résolutions rapportées et adoptées, 512.

SUBVENTIONS AUX CHEMINS DE FER :—Voir *Chemins de fer*, 4 et 5.

SYNODE PROVINCIAL :—Voir *Eglise d'Angleterre*.

SYLVESTRE, LOUIS, EX-DÉPUTÉ DU COMTÉ DE BERTHIER :—Lettre à M. l'Orateur, du 24 décembre 1889, l'informant qu'il résigne son mandat pour le comté de Berthier, 11.

ABAC, CULTURE DU :—Voir 67, *des Documents*.

TABLE ROCK :—Voir *Députés, Privilèges et élections*. Voir aussi 113 et 166, *des Documents*.

TARIF DE PÉAGES SUR LES CHEMINS A BARRIÈRES :—Voir *Chemins à barrières*.

TASSÉ, MESSIRE :—Voir 243, *des Documents*.

TAXES SCOLAIRES :—Voir 244, *des Documents*.

TAXES SCOLAIRES DANS MONTRÉAL :—Voir *Montréal*, 36.

TÉMISCOUATA :—Prolongement du chemin de fer de—, 210, 253 :—Voir 110, *des Documents*.

TÉMISCOUATA A MONCTON.—La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions favorisant l'extension du chemin de fer de—, 220. La Chambre en comité, 266. Résolution rapportée, 267. Amendement de l'honorable M. Blanchet et sous-amendement de M. LeBlanc ; débat, ajourné, 267. Débat repris ; amendement et sous-amendement retirés ; résolution lue la seconde fois et adoptée, 297. Adresse priant le Lieutenant-Gouverneur de transmettre cette résolution au Gouverneur-Général, 297. Voir *Adresse*, 6.

TERREBONNE :

1. Au sujet du demembrement du comté de—, 102, 121, 202. Voir 245, 246 *des Documents*.

2. Remise des droits sur coupe de bois dans—290, 444. Voir 247, *des Documents*.

3. Pétition demandant la refonte de la charte de la ville de—et des actes qui l'amendent, 39. Rapport de l'avis, 124. Bill du Conseil, présenté par (M. Nantel), lu les 1^{re} et 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés ; 60^e règle suspendue, 348. Rapporté amendé, 358. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 366. Amendements de la Chambre agréés par le conseil, 379. S. R., 516. (53 Vic, ch. 72.)

Pétition contre ce bill, 272.

TERRES DE LA COURONNE :

1. Pétition demandant le rappel de la clause des 30 mois accordés aux commerçants de bois par la loi des terres, de 1888, 99.

2. *Rapport du Commissaire*, 121 :—Voir 248, *des Documents*.

TERRES PUBLIQUES :—Bill amendant les lois relatives aux—(l'honorable M. Flynn) ; présenté, 40. Motion pour 2^e lecture ; objection par l'honorable M. Gagnon, M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 88. Décide que ce bill aurait dû prendre son origine dans un comité général de la Chambre, 96.

TERRES PUBLIQUES :—Voir 249, 250, *des Documents*.

TERRES SOUS LICENCE DE COUPE DE BOIS OU NON LICENCIÉES :—Voir 33, *des Documents*.

TESSIER, AUGUSTE :—Certificat de son élection, 11. Prête serment et prend son siège, 12.

TESSIER, JUGE :—Voir 251, *des Documents*.

THÉRÈSE DE JÉSUS,—RÉVÉRENDE SŒUR— :—Voir 252, *des Documents*.

TIMBRES JUDICIAIRES, MONTRÉAL :—Voir UUU, *des Documents*.

TORONTO :—Université de—, La Chambre devant se former en comité général pour considérer les résolutions concernant la destruction par le feu de l'—, 266 ; motion pour comité ; amendement de M. Duplessis ; débat, ajourné, 371. Débat repris ; sous-amendement de l'honorable M. Gagnon, adopté, 373. La Chambre en comité ; Résolution rapportée, 374. Lue la 1^{ère} fois, 375. Motion pour seconde lecture : débat ajourné, 375. Débat repris et ajourné, 379. Débat repris ; motion lue la seconde fois sur division et adoptée, 381.

TOUPIN, JOSEPH :—Voir 253, *des Documents*.

TRAVAIL DE CHAQUE DÉPARTEMENT :—Voir VVV, *des Documents*.

TRAVAUX DE COLONISATION :—Voir 254, *des Documents*.

TRAVAUX PUBLICS :—Rapport du Commissaire, 222 ; Voir 255, *des Documents*.

TREMBLAY, J. A :—Voir 257, *des Documents*.

TREMBLAY, P. E. :—Voir 46 et 256, *des Documents*.

TRÉSOR :—Bill pour amender l'acte du—en y ajoutant certaines dispositions, (l'honorable M. Blanchet), présenté, 316. Motion pour 2^e lecture, négative, 448.

TROIS-RIVIÈRES :

1. Cité des—, demandant des amendements à sa charte, 104. Rapport de l'avis, 124. Bill (l'honorable M. Turcotte), présenté, 125. Lu la 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 165. Rapporté amendé, 237. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 255. Par le Conseil avec amendements, 316. Considérés, 316. Lus la 2^e fois et adoptés, 332. S. R., 518. (53 Vict., ch. 69.)

2. *Asile de la Providence* :—Etat d'affaires, 261. Voir 116 *des Documents*.

3. *Hôpital St-Joseph* :—Etat d'affaires, 261. Voir 116, *des Documents*.

4. *Sœurs du Précieux Sang des—* : Pétition demandant un acte d'incorporation, 79. Rapport de l'avis, 91. Bill (l'honorable M. Turcotte), présenté ; lu la 2^e fois et renvoyé au comité des bills privés, 110. Rapporté, 124. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 134. Par le Conseil avec amendements, 207. Considérés et adoptés, 208. Honoraire remboursé, 166. S. R., 517. (53 Vict., ch. 94.)

TUTELLES ET CURATELLES :—Bill à l'effet de légaliser les procédures faites au sujet des—, par des greffiers des Cours de Circuit de comté dans la province, (M. Dumais), présenté, 107. Ordre pour 2e lecture rescindé et bill renvoyé au comité de législation, 114. Rapporté amendé, 163. Lu la 2e fois, renvoyé à un comité général ; amendé ; rapporté ; passé, 174. Par le Conseil, 365. S. R., 518. (Vict., ch. 50.)

UNION ST. JOSEPH DE SOREL :—Voir *Sorel*.

UNION ST. JOSEPH :—Voir *Montréal*, 38 et 39.

UNION ST-PIERRE :—Voir *Montréal*, 40 et 41.

UNIVERSITÉ DE TORONTO :—Voir *Toronto*.

VALCOURT, JOSEPH :—Voir *P, des Documents*.

VALLÉE, DR.—, :—Voir 252, *des Documents*.

VALLÉES DU LAC ST-JEAN :—Voir *Chicoutimi*.

VAN SLOOTEN, WILLIAM :—Pétition de—, et autres, demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Montreal Subway Company*," 99. Voir *Montréal*.

VENTES A L'ENCAN :

1. La Chambre devant se former en comité pour considérer certaines résolutions, concernant les droits prélevés par le Gouvernement sur certaines ventes à l'encan, 312, 325. Signification de la recommandation du Lieutenant-Gouverneur, 325. Le comité délibéré ; Résolution rapportée, 325 ; adoptée, 326. Bill basé sur cette résolution, 326. Voir *infra*, 2.

2. Bill pour amender la loi des licences de Québec, concernant le droit sur le prix de vente à l'encan, (l'hon. M. Shebyn), présenté, 326. Lu la 2e fois et renvoyé à un comité général ; considéré ; amendé ; rapporté ; passé, 349. Par le Conseil, 408. S. R., 519 (53 Vic. ch. 16.)

VENTES DE CRÉANCES :—Bill pour amender l'article 5814 des S. R. P. Q. ayant rapport aux ventes de créances et droits d'actions, (M. Tessier, Rimouski), présenté et renvoyé au comité de législation, 187. Rapporté amendé, 358. Lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considérée ; amendé ; rapporté ; passé, 451.

VICT., 52, CH. 4 :—Bill pour amender l'acte—, (l'honorable M. Gagnon), présenté ; lu la 2e fois ; renvoyé à un comité général ; considéré ; rapporté ; passé, 248. Par le Conseil, 262. S. R., 262. (53 Vic., ch. 6.)

VICT., 52, CH. 41 :

1. Bill amendant les sections 12 et 13 de l'acte 52 Vict., ch. 41, (M. Lafontaine) ; présenté, 40. Ordre pour seconde lecture rescindé ; bill renvoyé au comité de Législation, 109.

2. Pétitions demandant que ce bill ne devienne pas loi, 144, 149.

VICTORIAVILLE :—Pétition du,—Rév. J. U., Tessier, et autres, 15 ; demandant un acte pour incorporer le village de Victoriaville, 39. Rapport de l'avis, 75. Bill, (M. Girouard) ; présenté, 75. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 81. Rapporté amendé, 111. Considéré en comité général ; rapporté progrès, 118. Considéré de nouveau ; amendé ; rapporté ; passé, 128. Par le Conseil avec amendements, 230. Considérés et adoptés, 230. S. R., 516. (53 Vict., ch. 78.)

VILLEMARIE :—Pétition de la corporation du village de la Côte St. Louis demandant à être érigée en ville sous le nom de—, 39. Rapport de l'avis, 74. Bill (M. Lafontaine), présenté, 75. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 95. Rapporté amendé, 248. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 257. Par le Conseil avec amendements, 356. Considérés, 356. Adoptés avec amendements, 365. Bill renvoyé au Conseil, 365. Amendements adoptés, 380. S. R., 517. (53 Vic., c. 75).

VOIES ET MOYENS :

1. La Chambre devant se former en comité des voies et moyens, 37.

2 La Chambre en comité des voies et moyens, 517. Résolutions rapportées et adoptées, 512.

VOYAGE DE MM. SHEHYN ET GARNEAU EN EUROPE :—Voir *des Documents*.

WESTMOUNT :—Voir *Côte St. Antoine*.

WHELAN, J. P. :—Voir *WWW, des Documents*.

WOLFE & RICHMOND :—Pour diviser—en deux divisions électorales. Voir *Assemblée Législative*, 10 et 11.

WOMEN'S CHRISTIAN TEMPERANCE UNION :—Pétition demandant un acte d'incorporation sous ce nom, 104. Rapport de l'avis, 124. Bill (l'honorable M. McShane), présenté, 127. Lu la 2e fois et renvoyé au comité des bills privés, 177. Rapporté amendé, 207. Considéré en comité général ; rapporté ; passé, 220. Par le Conseil, 301. Honoraire remis, 308. S. R., 518. (53 Vic., ch. 95.)

YAMACHICHE :—*Hospice Ste Anne* :—Etats d'affaires, 15. Voir 116, *des Documents*.

YAMASKA :—Sommes dépensées, depuis 1887, dans le comté de—, 133, 177. Voir 258 *des Documents*.

INDEX SUPPLÉMENTAIRE

LISTE ALPHABÉTIQUE

DES DÉPUTÉS ET DES DIFFÉRENTS SUJETS ET MATIÈRES QUI
LES CONCERNENT.

BALDWIN, M. OZRO :—Député pour le comté de STANSTEAD.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture ; Industries, 72. Bill ayant rapport aux 12 comtés, 268, 273.

Pétition présentée :

De G. O. Doak et autres, 110 ; demandant un acte incorporant la Compagnie de pouvoirs hydrauliques de Coaticooke, 117.

Bill présenté :

Bill constituant en corporation la Compagnie de pouvoirs hydrauliques de Coaticooke, 125.

Interpellations au Ministère :

Pilon, M :—A-t-il reçu quelque somme en sus de son indemnité comme député ? 424.

Pilon, M :—A-t-il reçu quelque chose des \$3,000 pour la commission agricole ? 432.

Pilon, M. J. Alex :—A-t-il reçu \$150 du gouvernement en août 1889 ? 432, 443.

Skating Rink, de Québec :—Le gouvernement a-t-il acheté le— ? 432.

Motions :

Que la pétition du Conseil municipal du village de Magog, demandant que le dit village soit érigé en ville, soit renvoyée de nouveau au comité des ordres permanents ; adoptée sur division, 176. Que la 51^e règle de la Chambre soit suspendue en autant qu'elle a rapport au bill pour incorporer la ville de Magog ; adoptée, 215.

Divers :

Interpellation de M. Pilon relative à M. Baldwin, 438.

BASINET, M. LOUIS :—Député pour le comté de JOLIETTE.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture, Immigration et Colonisation ; Chemins de fer, 72.

Pétitions présentées :

De Hector Champagne et autres, de la paroisse de St-Gabriel de Brandon ; du Révérend F. Mondor et autres, de la paroisse de St-Michel des Saints ; et de George Thérien et autres, de la paroisse de St-Damien, 163 ; demandant que les dites paroisses soient détachées du district de Richelieu et annexées au district de Joliette pour fins judiciaires, 175.

Bills présentés :

Bill concernant une certaine substitution créée par Joseph Beaupré et uxor, 125.

Bill pour annexer les paroisses de St. Michel des Saints, St-Gabriel de Brandon, St. Damien et les territoires non organisés du comté de Berthier au district de Joliette, pour les fins judiciaires, 208.

Bill amendant l'article 241 des S. R. P. Q., relativement aux officiers rapporteurs, 409.

Interpellation au Ministère .

Cadastre du comté de Joliette :—Va-t-il être bientôt terminé ? 438.

Ordre de la Chambre demandé :

Langis & Garon :—Copie du rapport de M. Aylen, commissaire enquêteur re Langis et al., et A. P. Garon, magistrat de district de Rimouski, 135. Réponse, 170. (*Document No. 87.*)

Divers :

Copie d'un jugement de la cour supérieure, en date du 23 septembre 1889, déclarant nulle l'élection de Louis Basinet, 7. Mandat émis durant la vacance ; Il est réélu le 23 octobre 1889 ; Certificat de son élection, 9.

BEAUCHAMP, M. BENJAMIN :—Député pour le Comté des DEUX-MONTAGNES.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture ; Bills Privés, 72. Code Municipal, 113.

Interpellations au Ministère :

Barry, Denis :—Combien MM. C. L. Champagne et—ont-ils reçu du gouvernement ? 217.

Bic,—Somme payée à la municipalité scolaire du—en rapport avec un procès ? 407.

Champagne, C. L. :—Combien MM.—et Denis Barry ont-ils reçu du gouvernement, etc ? 217.

BEAUCHAMP, M. BENJAMIN :—*Suite.*

Choquette, M. P. A :—A-t-il été employé comme substitut du Procureur-général ? 460.

Conseil législatif :—Est-ce l'intention du gouvernement de présenter, à cette session, une mesure pour abolir le— ? 170.

Fitzpatrick, M. Charles :—A-t-il été employé comme substitut du Procureur-général ? 466.

Kirwin, le Capitaine :—A-t-il été employé par le gouvernement depuis le mois de mai 1889 ? 332.

Langelier, M. Charles :—A-t-il été employé comme substitut du Procureur-général ? 460.

Larivée, J. E :—Les procédures prises contre—ont-elles été suspendues ? 361.

Shefford :—Certaines municipalités du comté de—, relatif à leur dette au fonds d'emprunt municipal ? 408.

Sociétés d'agriculture,—Quelles sont les—auxquelles le gouvernement a accordé, depuis le 1er juillet 1889, des octrois spéciaux ? 209.

Adresses et Ordres demandés :

Employés de la cour des magistrats, Montréal :—Liste de tous les employés de la cour des magistrats du district de Montréal, avec le salaire de chacun d'eux, y compris celui des magistrats, 290.

St-Joachim, rivière :—Correspondance et copie de tous rapports concernant les travaux à faire à la petite rivière St-Joachim, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis juillet 1887, 290. Réponse, 307. (*Document No. 155.*)

Tassé, Messire :—Correspondance entre M. Tassé, ou la fabrique de Longueuil, depuis le 1er juillet 1888, au sujet de l'honoraire de \$100, payé sur le bill concernant la ville de Longueuil ; le dit bill passé pendant la session de 1888, 235. Réponse, 277. (*Document No. 141.*)

Tremblay, P. E :—Copie du compte de M. P. E. Tremblay, présenté au gouvernement, comme agent de repatriement ; état détaillé des sommes à lui payées pour salaire, frais de voyage et autres causes. (Ordre du 11 mars 1889, page 328.) Réponse, 18. (*Document No. 31.*)

Motions :

Amendement pour renvoyer à six mois la seconde lecture du bill (No. 15), concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, dans les divisions électorales de Montréal-Ouest, Montréal-Centre, Montréal-Est, Québec-Est, Drummond et Arthabaska, Rimouski, Chicoutimi et Saguenay, 284 ; négativé, 285.

Amendement à la 2^e lecture du bill expliquant la loi relative à la coupe du bois marchand dans certains cas ; sous-amendement de l'hon. M. Gagnon, débat, 297 ; débat repris, sous-amendement adopté, 298.

Amendement (à la motion pour comité des subsides),—Que cette chambre proteste contre le paiement de la somme de \$1,000 pour l'impression du discours de l'hon. M. Mercier, au Club National, à Montréal, le 6 novembre 1889 ; négativé, 498.

Amendement (à l'item des subsides pour dépenses de l'administration de la Justice),—Que cette Chambre est d'opinion qu'en pratiquant l'économie, le gouvernement peut pourvoir à l'administration de la Justice avec une somme moindre que celle demandée ; négativé par un sous-amendement de l'hon. M. Gagnon, 403.

BERNATCHEZ, M. NAZAIRE :—Député pour le comté de MONTMAGNY.

Fait partie des Comités suivants :

Ordres permanents, 41 ; Agriculture ; Chemins de fer, 72 ; Bibliothèque, 106.

Présente le 1er rapport du comité conjoint de la *Bibliothèque*, 168.

Bills présentés :

Bill amendant les lois relatives aux chemins à barrières de la rive nord à Québec, 208.

Bill amendant l'article 718 du Code municipal de la province de Québec, 222.

Bill pour amender l'acte 47 Vict., ch. 82, relatif aux chemins à barrières dans le voisinage de la cité de Québec, 358.

Interpellations au Ministère :

Bender, A. J. :—A quel titre agissait-il dans la cause *Regina vs. G. D. Lepine* ? 425.

Demers et frères :—Au sujet de l'impression, en anglais, du rapport sur travaux publics, 336.

Droits de pêche :—Quelle est la somme provenant de la vente des— ? 234.

Exploration en arrière des comités du sud sera-t-elle continuée, 289.

Geoffrion, M. Aimé :—Rapport de—concernant le registrateur de Montmagny, 120

Impression en anglais du rapport du Commissaire des travaux publics :—A qui a été confié l'— ? 336.

Montmagny :—Concernant les plaintes contre le registrateur de—, 120.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Beaumont, empiérement du chemin de :—Correspondances échangées entre le Premier ministre et M. Faucher de Saint-Maurice, au sujet de l'empiérement du chemin de Beaumont, 513.

Montmagny, fabrique de beurre :—Correspondances entre le département de l'agriculture et M. le notaire Hubert Hébert, de Montmagny, au sujet de l'association de la fabrication de beurre, No. 1, de la ville de Montmagny, 219. Réponse, 253. (*Document No. 124*),

Réregistrateur de Montmagny :—Documents quelconques relatifs au registrateur du comté de Montmagny, depuis le premier janvier 1889, jusqu'aujourd'hui, 264.

Motions :

Sous-amendement à la motion pour la seconde lecture de la résolution relative à la coupe du bois marchand dans certains cas ; adopté, 186.

Que cette Chambre se forme en comité général sur résolution concernant le tarif des taux de péages à être prélevés par les syndics des chemins à barrières de la rive nord, à Québec, 314, 344. Seconde lecture de cette résolution renvoyée à six mois, 345.

Amendement pour renvoyer à six mois la troisième lecture du bill amendant l'article 2320 des S. R. P. Q., relatif aux juges de la cour supérieure ; négativé, 418.

BERNATCHEZ, M. NAZAIRE :—*Suite.*

Que le rapport du comité des privilèges et élections soit adopté et qu'il soit résolu que le siège de *P. E. LeBlanc*, écr., député pour Laval, soit déclaré vacant ; débat, ajourné, 471. Débats repris et ajournés de nouveau, 473, 474, 478, 479, 481. Amendement de l'hon. M. *Mercier*,—Que cette Chambre ne croit pas prudent dans les circonstances d'aller au delà de l'adoption du rapport du comité, dont les conclusions contiennent une censure (contre le dit *P. E. LeBlanc*) ; sous-amendement de M. *Poupore*, 481 ; débat ajourné, 486. Débat repris, 487. Sous amendement négativé et amendement de l'hon. M. *Mercier* adopté, 493.

Divers :

Pour décisions de M. l'Orateur se rapportant à M. *Bernatchez*, 448, 470. Voir *Marchand*, l'hon. F. G., ses décisions No. 31 et 33.

BISSON, M. ELIE HERCULE :—Député pour le comté de BEAUHARNOIS.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture ; Bills privés ; Chemins de fer ; Comptes publics, 72 ; Code municipal, 113.

Nommé *Président* du comité spécial sur *Code municipal*, 138 ; Présente divers rapports de ce comité, 138, 260.

Présente le 7^e rapport du comité permanent des *Chemins de fer*, 201 ; 8^e, 207.

Pétitions présentées :

De Samuel Willard Foster et autres, 91 ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " Buisson Point Railway." 104.

De F. Lafond et autres, du comté d'Iberville et de la cité de Montréal, 91 ; demandant un acte d'incorporation pour la construction d'un chemin de fer à travers la partie sud du comté d'Iberville, 104.

Bills présentés :

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de la Pointe au Buisson, 125.

Bill amendant le Code municipal, 260.

Ordre de la Chambre demandé :

Beauharnois :—Correspondance et documents transmis, au bureau de l'honorable Secrétaire provincial, s'opposant à la passation d'un bill demandant une juridiction concurrente entre les cours supérieure et de circuit du district de—, avec les cours supérieure et de circuit de Montréal, 121. Réponse, 122. (*Document No. 76.*)

Motion :

Pour renvoyer à six mois la seconde lecture du bill pour étendre la juridiction territoriale des cours supérieure et de circuit du district de Montréal, débat, 172 ; débat repris ; motion négativée, 173.

BLANCHET, HONORABLE JEAN :—Député pour le comté de BEAUCE.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer les listes des comités permanents, 37 ; Législation et lois expirantes, 41 ; Agriculture ; Bills privés ; Chemins de fer, 72 ; Frontière nord de la province, 158 ; Collège de médecine et de chirurgie, Montréal, 272.

Présente le rapport du comité spécial sur le bill concernant le Collège de médecine et de chirurgie, Montréal, 281.

Pétitions présentées :

De l'honorable J. Blanchet, écr., avocat, et autres, 229 ; demandant que la résidence de l'honorable juge H. C. Pelletier soit fixée à Saint-Joseph de Beauce, ou à Québec, 248.

De William Hossack, *et al.*, de Québec, 260 ; demandant que la clause 36 du bill concernant la Corporation de la cité de Québec, ne devienne pas loi, 272.

Bills présentés :

Bill pour abroger les articles 696 et 697 et la sous-section 2 de l'article 5931 des Statuts refondus et y substituer les articles y mentionnés, 169.

Bill pour amender les articles 621, 624 et 631 du Code de procédure civile relatif à la saisie après jugement, 261.

Bill pour amender de nouveau la loi électorale de Québec, 272.

Bill pour amender l'acte du Trésor, en y ajoutant certaines dispositions, 316.

Interpellations au Ministère :

Choquet, M. Ambroise :—Le gouvernement a-t-il requis, depuis la dernière session, les services de—, 182.

Gazette Officielle de Québec :—Est-ce l'intention de demander des soumissions pour l'impression de la—? 190.

Impressions de la Législature :—Est-ce l'intention de demander des soumissions pour les— et de la Gazette Officielle ? 190.

Lévis :—Combien a été payé pour l'impression du Journal des Campagnes et des lettres du chevalier de—? 208.

Ritchie, ferme :—Le gouvernement a-t-il acheté la—à Ste-Anne de la Pérade ? 83.

St-Ephrem :—Demandant de venir en aide aux victimes de la grêle dans—, 120.

St-Ephrem de Tring :—Le gouvernement a-t-il fini de considérer la demande de secours de—? 302.

Talbot, Arthur, de Scotstown :—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 209.

Motions :

Amendement (à la motion pour comité des subsides),—Que cette Chambre exprime sa volonté, qu'à l'avenir, le gouvernement et la Commission d'économie interne exercent un contrôle sévère et conforme à la loi, relativement aux impressions publiques ; négativé, 502.

BLANCHET, HONORABLE JEAN :—*Suite.*

Amendement (à la motion pour la seconde lecture de certaine résolution concernant l'extension du chemin de fer de Témiscouata à Moncton).—Que cette Chambre est d'avis qu'il ne serait pas désirable d'accorder des subsides pour la construction de cette voie ferrée ; débat ajourné, 267 ; débat repris ; sous-amendement de M. *LeBlanc* ; amendement et sous-amendement retirés, 297.

Que, sans se lier à accorder aucune subvention pour la construction d'un chemin de fer partant de Québec pour se continuer sur la côte nord du fleuve St-Laurent jusqu'à la baie St-Charles, sur la côte du Labrador, cette Chambre est d'avis que sa construction serait grandement avantageuse à cette province et à la Puissance en général ; adoptée, *nemine contradicente*, 336.

Que le bill pour amender l'acte du Trésor, en y ajoutant certaines dispositions, soit lu la seconde fois ; négative, 448.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Avis du gouvernement :—Copie de tous arrêtés en Conseil et tout ordre donné par l'hon. M. Robertson, pendant les années 1884 et 1885, au sujet de la publication des avis du gouvernement et des journaux dans lesquels ces avis devaient être publiés, 513.

Beauce, cours du district de :—Requête et correspondances s'opposant aux changements des limites judiciaires du district de Beauce et à l'extension de la juridiction des cours du district de Québec sur icelui. (Ordre du 21 février 1889, page, 209.) Réponse, 16. (*Document No. 14.*)

Biens des Jésuites :—Documents se rapportant à la distribution des \$400,000 accordées aux catholiques et de la somme de \$60,000 accordée aux protestants dans le règlement de la question des biens des Jésuites, 84.

Décisions judiciaires :—Correspondance au sujet d'un octroi pour aider à la publication des décisions judiciaires, 340.

Désaveu de la loi 52 Vict., ch. 30 :—Correspondance avec le gouvernement fédéral, le rapport du ministre de la Justice, les mémoires, réponses, etc., relativement au,—310. Réponse, 422. (*Document No. 203.*) *Impression ordonnée*, 477.

Ecoles du soir :—Documents, contrats et arrangements adoptés par le gouvernement et intervenus entre ce dernier et les différentes écoles du soir organisées récemment dans la province, 98.

Employés aux Palais de Justice :—Liste de paie des employés permanents, temporaires, messagers, etc., aux palais de Justice de Québec et de Montréal, pour les mois de novembre et décembre 1889, 513.

Grains de semence :—Copie des procédés et du rapport final du comité nommé pour la distribution des \$50,000 votées, pendant la dernière session, pour l'achat et la distribution de grains de semence dans la province, 109. Réponse, 252. (*Document No. 111.*) *Impression ordonnée*, 477.

Jury :—Ordres en Conseil nommant un ou des commissaires pour étudier les inconvénients du système actuel du jury, 84. Réponse 133. (*Document No. 79a.*) Réponse supplémentaire, 256. (*Document No. 79b.*)

Paradis *et al.*, vs. Gilmour *et al.* :—Copie du jugement *in re* Philippe Paradis et autres, et Allan Gilmour et autres ; décision du Conseil Privé de Sa Majesté dans les mêmes causes, 210.

BLANCHET, HONORABLE JEAN :—*Suite.*

St-Ephrem de Tring :—Correspondance au sujet d'une demande pour indemniser les victimes des tempêtes de grêle dans St-Ephrem de Tring, durant l'été 1888 et 1889, 409. Réponse, 472. (*Document No. 223.*)

Terres Publiques :—Copie des demandes faites par des compagnies et différentes personnes du Canada, d'Europe et des Etats-Unis pour l'octroi de terres publiques, dans la province, pour des fins de colonisation, 98. Réponse, 107. (*Document No. 68.*)

BOURBONNAIS, M. AVILA G :—Député pour le comté de SOULANGES.

Fait partie des Comités suivants :

Privilèges et Elections, 41 ; Agriculture ; Chemins de fer, 72 ; Bibliothèque, 106.

Interpellation au Ministère :

Macquet, M. Gérard :—Est-il encore à l'emploi du gouvernement ? 41.

Ordre de la Chambre demandé :

Soulanges, Société d'agriculture :—Correspondance échangée entre le département de l'agriculture, le secrétaire-trésorier de la société d'agriculture du comté de Soulanges et autres, relativement à l'envoi de l'octroi à cette société, 388. Réponse, 422. (*Document No. 207.*)

BOYER, M. ARTHUR :—Député pour le comté de JACQUES-CARTIER.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer les listes des comités permanents, 37 ; Ordres permanents ; Bills privés ; Comptes publics, 72 ; Impressions, 106 ; Collège de médecine et de chirurgie. Montréal, 272.

Nommé *Président* du comité permanent des *Comptes publics* ; présente le premier rapport de ce comité, 105.

Nommé délégué de la Chambre pour conférer avec les délégués du Conseil au sujet de la loi relative aux inhumations, 446.

Présente le 7^e rapport du comité des *Ordres permanents*, 168 ; 10^e, 358.

Rapporte certaines résolutions du comité des subsides, 192, 212.

Pétitions présentées :

De Chs. L. de Martigny et Jos. Chs. Hubert Lacroix, de Montréal, 15 ; demandant un acte les autorisant à faire un emprunt et à hypothéquer certains immeubles, 39.

De la Corporation de la paroisse de St. Raphaël de l'Isle Bizard, 79 ; demandant un acte l'autorisant à construire un pont en fer sur la Rivière des Prairies, 99.

De la Chambre de Commerce de Lévis, 454.

BOYER, M. ARTHUR :—*Suite.*

Bills présentés :

Bill autorisant le Conseil municipal de la paroisse de St. Raphaël de l'Isle Bizard à construire un pont en fer, 106. Honoraire remis, 416.

Bill autorisant M. Charles L. de Martigny, ès-qualité et autres, à emprunter et à hypothéquer les immeubles de la succession de feu l'honorable Charles S. Rodier, 106.

Motions :

Que l'item 7 du No. 33 des ordres du jour (ayant rapport au bill incorporant la Compagnie municipale de gaz de Montréal) soit un item spécial et que la Chambre le prenne en considération le lendemain ; débat, 276 ; débat repris ; motion négative, 277.

Pour renvoyer à six mois le comité général sur le bill incorporant *The Royal Quebec Art Union Company* ; négative, 335.

Pour renvoyer à six mois la seconde lecture du bill amendant de nouveau la loi électorale ; adoptée, 447.

Amendement pour renvoyer à trois mois le bill amendant la loi de la chasse ; négative, 102.

Que le bill pour incorporer l'Ecole vétérinaire de Montréal soit remis sur l'ordre du jour pour comité général ; adoptée, 201.

Divers :

M. Boyer, Président du comité général sur le bill pour constituer en corporation *The Royal Quebec Art Union Company*, fait rapport qu'en comité général sur le dit bill, l'hon. M. Gagnon ayant proposé un amendement, à l'effet que certains mots fussent biffés du préambule et remplacés par d'autres ; objection fut faite par l'hon. M. Flynn que le dit amendement n'était pas dans l'ordre, que lui, le Président du comité, avait maintenu l'objection, et qu'appel avait été fait de sa décision, 334. M. l'Orateur suggère de référer le bill au comité des *ordres permanents*, 335.

CAMERON, DR. ALEXANDER :—Député pour le comté de HUNTINGDON.

Fait partie des Comités suivants :

Ordres permanents, 41 ; Chemins de fer ; Comptes publics, 72 ; Remplace M. Gladu au comité des Bills Privés, 93 ; Bibliothèque et Impressions, 106 ; Association pharmaceutique, 171 ; Bill ayant rapport aux 12 comtés, 268, 274 ; Collège de médecine et de chirurgie, Montréal, 272.

Nommé *Président* du comité des *chemins de fer* ; présents divers rapports de ce comité, 111, 132, 138, 145, 160, 176, 248, 256, 260.

Nommé *Président* du comité spécial sur le bill amendant la loi de *pharmacie* ; présente le 1er rapport de ce comité, 238.

CAMERON, DR. ALEXANDER :—*Suite.*

Pétitions présentées :

Du Conseil municipal du canton de Franklin,—de William Orr et autres, du canton Havelock,—du Conseil municipal du canton de Hinchinbrooke,—du Conseil municipal du canton de Hemmingford,—de W. B. Saunders et autres, du village de Huntingdon,—de And. Olivier et autres, du canton de Hinchinbrooke,—du Conseil municipal de la paroisse de Sainte-Barbe,—de J. M. Masson et autres, de la paroisse de Saint-Anicet,—de John Taillon et autres, du canton de Dundee,—du Conseil municipal du canton de Dundee,—de James Hamilton et autres,—et de J. W. Wilson et autres, du canton de Elgin,—du Conseil municipal du canton de Godmanchester, 132, 144,—du Conseil municipal du canton de Huntingdon, 163, 175 ; demandant que le bill (No. 102) intitulé : "Acte étendant la juridiction territoriale de la cour supérieure et de la cour de circuit du district de Montréal," devienne loi, 6.

Bills présentés :

Bill étendant la juridiction territoriale de la cour supérieure et de la cour de circuit du district de Montréal, 100.

Bill modifiant l'article 1618 des S. R. de la P. de Q., 256.

Bill modifiant la loi des licences de Québec, 284. Motion pour seconde lecture ; objection, 419. M. l'Orateur décide que cette mesure est irrégulière, 422.

Bill amendant les lois de la chasse de la province de Québec, 270.

Ordre de la Chambre voté :

Education, droits et privilèges de la minorité :—Correspondance entre le Premier ministre, l'honorable G. Ouimet, et le révérend E. I. Rexford, concernant les droits et privilèges accordés à la minorité, en matière d'éducation, 264, 435. Réponse, 444. (*Document No. 217.*) *Impression ordonnée, 477.*

Divers :

M. Cameron ayant proposé que le bill amendant la loi des licences de Québec soit maintenant lu la seconde fois ; Objection est faite par l'hon. M. Gagnon que ce bill n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 419. Décide que cette mesure aurait dû prendre origine en comité général et qu'elle est irrégulière, 422.

CARDIN, M. PAUL LOUIS :—Député pour le comté de RICHELIEU.

Fait partie des comités suivants :

Agriculture ; Industries ; Comptes publics, 72 ; Code municipal, 113.

Présente le second rapport du comité permanent des *Comptes publics*, 471.

Pétition présentée :

De la Société l'Union St. Joseph de Sorel, 91 ; demandant un acte pour réviser et refondre son acte d'incorporation et les actes qui l'amendent, 103.

CARDIN, M. PAUL LOUIS :—*Suite.*

Bill présenté :

Bill refondant et amendant la loi 32 Vict. ch. 91, qui constitue en corporation l'Union St. Joseph de Sorel, 111. Honoraire remis, 230.

Motion :

Que l'honoraire payé sur certain bill soit remis ; adoptée, 230.

Adresse demandée :

Gouin et Smith, réclamation de MM :—Documents quelconques, sur lesquels le gouvernement s'est basé pour payer à G. A. Gouin la somme de \$5,000, mentionnée à la page 81 des comptes publics, pour 1882. Documents quelconques, sur lesquels le gouvernement s'est basé pour payer à T. & C. Smith, cessionnaires de Jos. Smith, la somme de \$15,443.00 mentionnée à la page 88 des comptes publics pour 1883. (Adresse du 18 mars 1889, page 377.) Réponse, 18. (*Document No. 37.*)

CASGRAIN, M. THOMAS CHASE :—Député pour le comté de QUÉBEC.

Faits partie des comités suivants :

Pour préparer les listes des comités permanents, 37 ; Privilèges et élections ; Législation et lois expirantes, 41 ; Bills privés ; Comptes publics, 72 ; Bibliothèque, 106 ; Collège de médecine et de chirurgie, Montréal, 272.

Donne sa démission comme membre du comité des *Privilèges et elections*, 446.

Pétitions présentées :

De Chs. Baillargé et autres, ingénieurs civils, 132 ; demandant que le bill (No. 45) intitulé : "Acte amendant la loi relative aux arpenteurs et arpentages, ne devienne pas loi, 144.

De T. LeDroit *et al.*, de Québec ; demandant que certains amendements à l'acte pour amender la charte de la cité de Québec ne deviennent pas loi ; lue et reçue, 211.

Bills présentés :

Bill pour amender les articles 1119 et 1140 du Code de procédure civile du Bas-Canada, 81.

Bill amendant l'article 544 du Code municipal de la province de Québec, 132.

Interpellations au Ministère :

Beauport :—Le gouvernement a-t-il l'intention de contribuer à la reconstruction de l'église de— ? 422.

Carrier, M. Achille :—Était-il autorisé à déclarer, au nom de la Couronne, que les droit sur la coupe du bois seraient abolis durant la présente session ? 108.

Francœur, Michel :—Quels montants ont été payés, depuis janvier 1887, à— ? 302.

Guay, Monsignor :—Demandant certains détails au sujet des sommes payées à— ? 288.

CASGRAIN, THOMAS CHASE :—*Suite.*

Langelier, M. Charles :—Quel a été le secrétaire de— dans l'enquête de la Baie des Chaleurs ? 108 ?

Lapointe, Louis, de St-Jean Port Joli :—Le gouvernement a-t-il fait auditer ses comptes comme garde-forestier ? 289.

Ledieu, M. Léon :—Le gouvernement a-t-il acheté un certain nombre d'exemplaires du livre "Entre Nous" de— ? 83.

Louiseville, Aqueduc :—Quelle remise le gouvernement lui a-t-elle faite sur ses taxes ? 263.

Pelletier, Paul, et Wilfrid Fortin ont-ils été, en mai 1889, condamnés à payer l'amende pour vente de boissons sans licence ? 480.

Québec Ouest :—Des instructions semblables à celles données à l'officier rapporteur pour Rimouski ont-elles été données à l'officier rapporteur pour— ? 82.

Motions :

Amendement (à l'adresse en réponse au discours du Trône), négativé par un sous-amendement de M. Lafontaine, 32.

Amendement pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill concernant l'augmentation de la représentation dans certaines divisions électorales ; négativé, 351.

Amendement pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill au sujet de la construction d'un pont sur le St-Laurent, à ou près de Québec ; négativé, 467.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Bois :—Copie de tous les ordres en Conseil, concernant la vente et l'administration des bois sur les terres de la Couronne, passés depuis 1er janvier 1883, 254.

Arpentages :—Liste de tous les arpentages ordonnés par le gouvernement ou le commissaire des terres de la Couronne, depuis le 29 janvier 1887 ; noms des arpenteurs employés ; sommes payées à chacun d'eux, (Ordre du 5 juillet 1888, page 329). Réponse, 107. (*Document No. 63*). *Impression ordonnée, 311.*

Cadastre des Isles de la Madeleine :—Etat indiquant les noms, résidences, salaires et occupations des personnes employées sous la direction de Ludger Miville Dechéne, pour la confection du cadastre des Iles de la Madeleine, etc., etc, 308. Réponse, 380. (*Document No. 184*.)

Carrier, Achille :—Copie de la lettre de démission de—, écr., avocat, de Québec, comme interprète officiel de la cour du banc de la Reine siégeant au criminel ; copie de la commission ou lettre nommant le successeur du dit Achille Carrier, 109. Réponse, 121. (*Document No. 75*.)

Charlevoix, élection contestée de :—Documents relatifs au dépôt dans la cause de l'élection contestée de Charlevoix, Rémi Bouchard vs. Morin, mis devant la cour supérieure du district de Saguenay, 131. Réponse, 370 (*Document No. 178*.)

Conférence interprovinciale :—Documents, correspondances etc., au sujet des résolutions de la conférence interprovinciale de 1888, 254. Réponse, 265. (*Document No. 131*.) *Impression ordonnée, 311.*

CASGRAIN, THOMAS CHASE :—*Suite.*

Couillard, Alphonse :—Copie de toutes instructions données à l'officier-rapporteur, Alphonse Couillard, écuyer, shérif, avant ou pendant la dernière élection dans le comté de Rimouski, 70. Réponse, 87. (*Document No. 60.*) *Impression ordonnée, 311.*

Drummond et Arthabaska, Compagnie de chemin de fer de :—Documents au sujet du paiement d'aucun subside ou d'aucune somme d'argent à la Compagnie de chemin de fer de Drummond et Arthabaska ou aux entrepreneurs Church, Fee et Mitchell, 117. Réponse, 252. (*Document No. 112.*)

Guay, Mgr :—Rapports ou comptes rendus, concernant l'emploi par Mgr Guay, P. A., des sommes pour aider à la construction d'un hôpital à Ristigouche, et pour aider aux sauvages de Ristigouche, 340.

Langis et Garon :—Copie de la preuve prise par M. Aylen, commissaire enquêteur, *re* Langis *et al.*, et A. P. Garon, magistrat de district, de Rimouski, 308. Réponse, 359. (*Document No. 173.*)

Lapointe, Louis *et al.* :—Etat indiquant pour quels services certaines sommes suivantes ont été payées à Louis Lapointe, Eugène Lapointe et Philéas Lapointe, de Saint Jean Port-Joli, tel que mentionné à la page 149 des comptes publics de 1889, 308. Réponse, 399. (*Document No. 192.*)

La Reine *vs.* Charland :—Copie de la plainte ou dénonciation *in re* Regina *vs.* Charland *et al.*, causes entendues vers le mois de juin et juillet 1888, dans le district judiciaire de Richelieu, (Adresse du 13 mars 1889, page 345.) Réponse, 18. (*Document No. 33.*)

Lavoie, M :—Copie des instructions données à—, du département des terres de la Couronne, en rapport avec sa mission ou voyage dans le comté de Rimouski, en novembre et décembre derniers, 109. Réponse, 133. (*Document No. 80.*) *Impression ordonnée, 311.*

Louiseville, Compagnie de l'aqueduc de :—Etat indiquant quel est le chiffre de la remise faite par le gouvernement, le 19 janvier 1889, à la Compagnie de l'aqueduc Louiseville, pour taxes par elle dues, depuis 1882 jusqu'en 1887 inclusivement, 263. Réponse, 264. (*Document No. 128.*)

Morisson, Donald :—Etat montrant en détail les sommes payées dans l'arrestation, la mise en accusation et le procès de Donald Morisson, convaincu du meurtre de Lucius F. Warren, 109. Réponse, 456. (*Document No. 220.*)

Murray, Denis :—Copie de la commission nommant Denis Murray, écuyer, comme juge des sessions de la paix à Québec, 44.

Pêche :—Etat indiquant les noms de ceux qui ont acheté des droits et privilèges de pêche dans les rivières et les lacs de la province de Québec, à l'encan, qui a eu lieu dans le cours du présent mois de janvier, avec les prénoms, résidences et occupation de tels acquéreurs, etc, 122. Réponse, 431. (*Document No. 208.*)

Québec, comté de :—Etat indiquant le montant de l'argent de colonisation dépensé dans le comté de Québec, depuis la dernière session, 84. Réponse, 177. (*Document No. 94.*)

Tremblay, J. A :—Copie du jugement final rendu par la cour supérieure du district de Saguenay, dans une cause de Dame d'Estimauville, veuve Clément, contre J. A. Tremblay, notaire, des Eboulements ; aussi copie du jugement de la cour du banc de la Reine, en appel dans la même cause, 70. Réponse, 107. (*Document No. 65.*)

CASGRAIN, THOMAS CHASE :—*Suite.*

Divers :

Soulève objection à la réponse à une interpellation, 263. Voir *Marchand, l'hon. F. G., Ses décisions, No. 19.*

CHAMPAGNE, M. CHARLES L. :—Député pour le comté d'HOCHELAGA.

Fait partie des Comités suivants :

Bills privés ; Industries, 72 ; Chemins de fer, en remplacement de M. *Laliberté*, 176.

Pétitions présentées :

De la Corporation du village de la Côte St. Louis, 29 ; demandant à être érigée en ville, sous le nom de " Ville-Marie," 39.

De la Corporation de la Côte St. Antoine, 38 ; demandant un acte pour changer le nom du dit village, l'ériger en ville et pour d'autres fins, 74.

De L. H. Hénault et autres, de Ste. Cunégonde, 38 ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " Maison de charité de Ste-Cunégonde," 74.

De Charles Gingras et autres, de la paroisse de St. Grégoire le Thaumaturge, 72 ; demandant des amendements à l'acte 44-45 Vict., chap. 82 et 50 Vict., chap. 26, concernant la fabrique de St. Jean-Baptiste de Montréal, 80.

De L. H. Massue et autres, 72 ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " l'Association d'exposition de Montréal, 80."

Bills présentés :

Bill concernant la partie démembrée de la paroisse de St.-Jean-Baptiste de Montréal, 105 ; honoraire remis, 441.

Bill amendant l'acte ci-dessus de la présente session, 420.

Bill érigeant la ville de Ste. Cunégonde en corporation de cité, 92.

Bill constituant en corporation la Maison de charité de Ste. Cunégonde, 92.

Bill incorporant la Compagnie de tramway populaire de Montréal, 125 ; honoraire remis, 338.

Bill changeant le nom de la municipalité de la Côte St. Antoine, l'érigeant en ville et comportant d'autres fins, 92.

Bill incorporant la Compagnie d'exposition, de Montréal, 126 ; honoraire remis, 514.

Interpellations au Ministère :

Deschamps, M. :—A-t-il offert en vente au gouvernement le supplément de la " Liste des municipalités &c." ? 304.

Deschamps, M. :—Est-ce l'intention du gouvernement de se procurer une nouvelle édition de son ouvrage ? 304.

CHAMPAGNE, M. CHARLES :—*Suite.*

Motion :

Amendement pour renvoyer à six mois la seconde lecture des amendements faits par le Conseil législatif au bill amendant l'acte 8 Vict., chap. 81, qui constitue en corporation le Collège de médecine et de chirurgie ; adopté, 413.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Chemins à barrières de l'Isle de Montréal :—Documents concernant la demande des syndics des chemins à barrières pour l'Isle de Montréal (*Turnpike Trust*), que le gouvernement fasse tous les travaux nécessaires pour prévenir et empêcher, à l'avenir, les éboulis et l'effrondement du chemin Lachine en face de la ferme, connue sous le nom de ferme Leduc, dans la paroisse de Notre-Dame de Grâce, dans le comté d'Hochelaga, (Ordre du 18 mars 1889, page 379.) Réponse, 43. (*Document No. 45*).

Chemins à barrières de l'Isle de Montréal :—Copie de la correspondance au sujet des chemins à barrières de l'Isle de Montréal, 34. Réponse, 45. (*Document No. 46*.)

Deschamps, Liste des municipalités :—Correspondance au sujet de la continuation de l'ouvrage intitulé : " Liste des municipalités et paroisses, " par Deschamps, et de la distribution du dit ouvrage aux municipalités de cette province, 164. Réponse, 252. (*Document No. 115*).

Journaux et imprimeries, Montréal :—État des divers montants payés par le gouvernement à chacun des journaux ou tout établissement d'imprimerie de la cité de Montréal, depuis le mois de février 1887, 45.

Pagnuelo, M :—Documents, et sommes payées à M. Pagnuelo, au sujet d'une poursuite dans une cause *re la Reine vs. Charles Auguste Cornellier et Pierre Evariste LeBlanc*. No. 14, terme de mars 1885. (Ordre du 18 mars, 1889, page 378). Réponse, 43. (*Document No. 44*).

St. Louis de Mile End :—Correspondance entre le gouvernement et l'institution des sourd-muets de—, au sujet de l'allocation demandée par cette institution. (Ordre du 27 février 1889, page 253). Réponse, 87. (*Document No. 55*).

DAVID, M. LAURENT OLIVIER :—Député pour MONTRÉAL-EST.

Fait partie des Comités suivants :

Législation et lois expirantes, 41 ; Bills privés, 72 ; Bibliothèque, 106.

Nommé délégué de la Chambre pour conférer avec les délégués du Conseil au sujet du bill amendant la loi relative aux inhumations, 446.

Pétitions présentées :

Du Conseil de ville de la ville de Saint-Jean, comté de Saint-Jean, 29 ; demandant la refonte de la charte de la ville de Saint-Jean, et des actes qui l'amendent, 39.

De la Corporation de la ville de Ste-Cunégonde, 38 ; demandant un acte amendant sa charte et pour autres fins, 74.

DAVID, M. LAURENT OLIVIER :—*Suite.*

De l'Union St-Pierre de Montréal,—et de l'Union St-Joseph de Montréal, 38 ; demandant, respectivement, un acte pour reviser et refondre leur acte d'incorporation et les divers actes qui l'amendent, 74.

De Alfred Joyce, de Montréal, 69 ; demandant un acte confirmant le titre d'une propriété achetée des représentants d'Austin Adams, 79.

De William Van Slooten et autres, 79 ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Montreal Subway Company*," 99.

De Louis Aronson et autres, du district de Montréal, 79 ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "*Benaï Jacob*," 99.

De Marie Louise Benoit, épouse de sieur Gédéon Bourdeau, comptable, de la cité de Montréal, 79 ; demandant un acte l'autorisant à faire un emprunt et à hypothéquer certains immeubles, 99.

De la Corporation des Juifs Portugais, de Montréal, 79 ; demandant des amendements à sa charte et pour autres fins, 99.

De l'Assemblée Grand Hermine,—de l'Union des peintres, No. 74,—de l'Union des briquetiers,—de l'Assemblée Ville-Marie, No. 3484,—de l'Union des manufacturiers de cigares No. 226,—de l'Union locale des manufacturiers de cigares, No. 58,—de l'Union typographique Jacques-Cartier, No. 145,—de l'Assemblée Hochelaga, No. 5178,—du Conseil central des métiers et du travail, Montréal,—de l'Assemblée Maisonneuve, No. 7209,—de l'Assemblée de district, No. 1, tous chevaliers du travail, Montréal, 69 ; demandant 1° Un acte définissant la responsabilité des patrons ; 2° la nomination de un ou de plusieurs officiers, dans chaque district judiciaire, pour poursuivre en justice toutes personnes violant les lois, soit locales ou fédérales ; 3° un acte assurant aux manœuvres le montant de leur salaire, et que toutes personnes donnant des contrats soient tenues de voir que la main d'œuvre soit payée ; 4° que le Lieutenant-Gouverneur et les maires soient seuls autorisés d'appeler les milices en temps d'émeute, 80.

De l'honorable M. McShane et autres, de la cité de Montréal, 79 ; demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal, concernant les expropriations, 99.

De la Compagnie du chemin de fer de St. Jean et Sorel, 91 ; demandant à remettre en force et à amender son acte d'incorporation, et à prolonger le délai pour la construction du dit chemin, 104.

De l'Ecole vétérinaire française de Montréal, 91 ; demandant d'être constituée en corporation et de pouvoir enseigner la théorie et la pratique de l'art vétérinaire, 104.

De la Société italienne de secours mutuels, de Montréal, 91 ; demandant d'être constituée en corporation, 104.

De Jos. A. Hamelin, écr., M. D., de la cité de Montréal, 91 ; demandant la passation d'une loi pour son admission au nombre des membres du Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, 104.

Bills présentés :

Bill autorisant Dame Marie Louise Priscille Benoit et Philippe Benoit, ès-qualité, à hypothéquer certains immeubles substitués, 105.

Bill amendant l'article 5623 des S. R. de la P. de Q., relatif aux maîtres et serviteurs, 75

DAVID, LAURENT OLIVIER :—*Suite.*

- Bill amendant l'article 887 du Code de procédure civile, concernant les matières sommaires, tel qu'il se lit à l'article 5977 des S. R. P. Q., 75.
- Bill amendant l'article 556 du Code de procédure civile, relatif à la saisie des meubles, tel qu'il se lit à l'article 5917 des S. R. de la P. de Q., et modifié par l'acte 52 Vic., ch. 50, 75.
- Bill amendant la loi des élections contestées de Québec, 81.
- Bill constituant en corporation la Compagnie de conduits souterrains de Montréal, 126.
- Bill portant refonte de la loi organique de l'Union St. Joseph de Montréal, (19 et 20 Vic., ch. 131), et les lois qui l'amendent, 126.
- Bill portant refonte de la loi organique de l'Union St. Pierre de Montréal, (25 Vic., ch. 94), et des lois qui l'amendent, 126.
- Bill constituant en corporation l'Ecole vétérinaire française de Montréal, 112 ; honoraire remis, 339.
- Bill constituant en corporation la Société italienne de secours mutuels de Montréal, 126.
- Bill autorisant l'admission de Joseph Alfred Hamelin, docteur en médecine, au nombre des membres du collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec, 126 ; moitié de l'honoraire remise, 416.
- Bill constituant en corporation la Congrégation religieuse dite Benai Jacob, 105.
- Bill relatif au changement de nom de la Corporation des Juifs portugais de Montréal, en celui de la Corporation des Juifs espagnols et portugais *Shearith Israël* de Montréal, et modifiant l'acte qui les constitue corporativement, 106.
- Bill à l'effet d'amender la loi relative aux chemins et rues dans les cités et villes, 107.
- Bill amendant la loi relative aux bazars et loteries dans la province, 112.
- Bill pour amender la loi concernant la protection des employés dans les manufactures, 286.
- Bill pour mieux définir la juridiction civile des cours civiles du district de Québec. (Du Conseil législatif), 296.

Interpellations au Ministère :

- Manuel des inspecteurs agraires :—Par qui a-t-il été vendu au gouvernement ? 190.
- Rouillard, M. J. B. :—A-t-il vendu au gouvernement le manuel des inspecteurs agraires ? 190.

Motions :

- Que les honoraires payés sur certains bills soient remis, 279 ; négative, 315.
- Que le bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Montréal-Sud et Longueuil soit remis sur l'ordre du jour pour comité général ; adoptée, 268.
- Que le bill constituant en corporation la compagnie municipale de gaz de Montréal soit remis sur l'ordre du jour pour comité général ; amendement ; débat, 276 ; débat repris ; motion adoptée, 277, 279.
- Que cette Chambre est hostile à la fédération impériale qui empêcherait le Canada d'avoir, avec les peuples du continent américain, les relations les plus favorables à

DAVID, LAURENT OLIVIER :—*Suite.*

la prospérité commerciale et industrielle et à son développement social et industriel ; question préalable adoptée, *nemine contradicente* ; question principale adoptée, 313.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Choquette et Tremblay :—Copie du rapport de M. Ambroise Choquette, et celui de M. P. E. Tremblay, sur l'émigration des Canadiens-français aux Etats-Unis et leur repatriement, 210. Réponse, 253. (*Document No. 123.*)

Cloran, M :—Copie du rapport de M. Cloran, sur le système des procès par jury en matières criminelles, 304.

Code de procédure civile :—Correspondance relative à la nomination d'une commission pour la refonte du Code de procédure civile. (Ordre du 4 mars 1889, page, 276.) Réponse, 17. (*Document No. 26.*)

Cour supérieure :—Correspondance échangée entre le gouvernement et le protonotaire de Montréal, relativement aux causes de la diminution du nombre des divisions de la cour supérieure, 151.

Dictionnaire généalogique :—Correspondance relative au dictionnaire généalogique de l'abbé Tanguay, 308.

Ecoles du soir :—Correspondance relative aux écoles du soir et des états fournis par M. Templé, au sujet du fonctionnement de ces écoles, 308.

Ecole normale Jacques-Cartier :—Rapports, correspondance et autres documents se rattachant à l'état actuel de l'Ecole normale Jacques-Cartier, 308. Réponse, 401. (*Document No. 197.*)

Frontière nord de la province :—Correspondance échangée entre les deux gouvernements fédéral et provincial et de tous autres documents relatifs à la frontière nord de la province de Québec, 139. Réponses, 170, 261. (*Documents Nos. 88a, et 88b.*) *Impression ordonnée, 311.*

Licences :—Documents relatifs à la loi des licences, et en particulier à l'opportunité d'appliquer, dans cette province, le système de la licence élevée, 151.

Montréal, cité de :—Correspondance relative à une requête de l'Association St. Jean-Baptiste de Montréal, demandant une subvention pour l'aider à célébrer le 250ième anniversaire de la fondation de Montréal, par la construction d'un édifice national. (Ordre du 27 février 1889, page 253.) Réponse, 87. (*Document No. 54.*)

Montréal, exposition universelle à :—Correspondance relative au projet de faire coïncider une grande exposition universelle à Montréal, en 1892, avec le 400ième anniversaire de la découverte de l'Amérique, le 250ième anniversaire de la fondation de Montréal et le 50ième anniversaire de l'établissement du gouvernement responsable dans le Canada, et aux moyens à prendre pour célébrer dignement et utilement le souvenir de ces événements remarquables. (Ordre du 4 mars 1889, page 276.) Réponse, 96. (*Document No. 62.*)

Représentation législative :—Documents concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, excepté pour le comté de Terrebonne, au sujet duquel la correspondance a déjà été produite, 139. Réponses, 231, 252, 275. (*Documents Nos. 105a, 105b et 105c.*) *Impression ordonnée, 245.*

D ECHENE, M. FRANÇOIS GILBERT MIVILLE :—Député pour le comté de l'ISLET.

Fait partie des Comités suivants :

Législation et lois expirantes, 41 ; Agriculture ; Bills privés ; Chemins de fer, 72 ; Bibliothèque, 106.

Pétitions présentées :

De Cornelius Beard et autres, 93 ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " The Montreal Gas Consumers' Company, " 80.

De Benjamin Beaupré et Paul-Emile Beaupré, de la paroisse de Saint-Paul, comté de Joliette, 91 ; demandant un acte annulant et résiliant un certain acte de substitution, 104.

De Cornelius Beard et autres, 91 ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de " Quebec Municipal Gas Company, " 104.

Bills présentés :

Bill amendant l'article 258 du Code municipal, 40.

Bill constituant en corporation la Compagnie des consommateurs de gaz de Québec, 126 ; honoraire remis, 409.

Bill constituant en corporation la Compagnie municipale de gaz de Montréal, 105 ; honoraire remis, 315.

Bill amendant l'article 2320 des S. R. de la P. de Q., 144.

Interpellations au Ministère :

Casgrain, M. Eugène :—Combien a-t-il reçu du gouvernement depuis le 1er février 1887 ? 376.

Compagnie de gaz de Montréal :—A-t-elle transmis son rapport au gouvernement ? 235.

Compagnie de gaz de Québec :—A-t-elle transmis son rapport au gouvernement ? 235.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

L'Islet :—Etat des sommes collectées par le département des terres de la Couronne, section des bois et forêts, dans le comté de l'Islet, depuis le 30 juin 1882 jusqu'au 1er janvier 1890, 387. Réponse 422. (*Document No. 205*).

L'Islet :—Correspondance au sujet d'une demande d'allocation par la Société d'horticulture du comté de—(Ordre du 16 mars 1889, page, 372.) Réponse, 18. (*Document No. 36*.)

D E GROSBOIS, M. TANCRÈDE BOUCHER :—Député pour le comté de SHEFFORD.

Fait partie des Comités suivants .

Pour préparer les listes des comités permanents, 37 ; Agriculture ; Bills privés ; Chemins de fer, 72 ; Code municipal, 113 ; Bill ayant rapport aux 12 comtés, 268, 274.

DEGROSBOIS, M. TANCRÈDE BOUCHER :—*Suite.*

Pétitions présentées :

- De W. Bartlett et autres, 38 ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de la Compagnie du chemin de fer de Lawrenceville à l'Avenir, 73.
- De J. H. Fowler et autres,—de Pierre Lamarche et autres,—de George Préfontaine et autres,—et de W. Jamieson et autres, tous du canton Ely-Nord, 38 ; demandant que le bill pour ériger la paroisse de Ste Christine en municipalité scolaire et locale, ne devienne pas loi, 73.
- De Jno. B. Stewart et autres, 72 ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de *Royal Québec Art Union Company*, 80.
- De George Capsey et autres, du village de Bedford, 72 ; demandant que le dit village soit érigé en ville, 80.
- De George Daveluy, de la cité de Montréal, 131 ; demandant un acte autorisant le Barreau de la province de Québec à l'admettre à la pratique de la profession d'avocat, 144.
- Du Conseil municipal du village de Magog, 159 ; demandant un acte érigeant le dit village en ville ; reçue et lue, 168.
- De la Société de tempérance Ste-Anne,—de la Société de tempérance des Irlandais catholiques de Montréal,—de la Société de tempérance, de St-Jean,—du comité du Conseil exécutif de la ligue des citoyens de Montréal,—du Révérend T. J. Williams et autres,—du Révérend P. Deguire et autres,—du Congrès des métiers et du travail du Canada,—de l'Evêque anglican et du Recteur de l'église St-Jacques de Montréal,—du Conseil des métiers et du travail, de Lévis,—de l'Ordre indépendant des bons templiers et des fils de la tempérance, 221 ; demandant des amendements à la loi des licences de Québec, 229.

Bills présentés :

- Bills amendant l'article 725 du Code municipal de la province de Québec, 40.
- Bill relatif à la protection des personnes employées par les entrepreneurs à la construction des chemins de fer autorisés par acte de la Législature de Québec, 40.
- Bill amendant l'article 943 des S. R. P. Q., relatif aux encanteurs, 40.
- Bill constituant en corporation la ville de Bedford, 92.
- Bill constituant en corporation la société dite *The Royal Québec Art Union Company* 111 ; honoraire remis, 386.
- Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Lawrenceville et de l'Avenir, 124.
- Bill amendant l'article 1001a du Code municipal, 133.
- Bill constituant en corporation la ville de Magog et régularisant l'administration des affaires scolaires de cette ville, 215.

Ordre de la Chambre demandé :

- St-Jean :—Correspondance au sujet d'une demande faite par la Corporation de la ville de St-Jean, auprès du gouvernement, pour une indemnité au sujet de l'incendie de 1876 ; ainsi que copie de tous documents à ce sujet entre les mains du gouvernement, 86. Réponse, 261. (*Document No. 114.*)

DEGROSBOIS, M. TANCRÈDE BOUCHER :—*Suite.*

Motions :

Que l'ordre pour renvoyer à un comité général le bill amendant la loi 8 Vic., ch. 81 qui constitue en corporation le Collège de médecine et de chirurgie de Montréal, soit rescindé et que ce bill soit renvoyé à un comité spécial ; adoptée, 272.

Qu'il soit nommé un comité spécial pour examiner les amendements proposés au Code municipal, 113.

Divers :

M. l'Orateur ayant appelé M. de Grosbois, député pour la division électorale de Shefford, pour le remplacer temporairement au fauteuil ; objection étant faite que M. Nantel, député de Terrebonne, n'a pas le droit de parler seulement pour faire passer le temps, M. l'Orateur suppléant renvoie l'objection, disant qu'il ne peut pas limiter le député de Terrebonne sur la longueur de son discours ; mais il déclare que le dit député ayant, avec persistance, traité des sujets qui ne se rapportent pas à la question, et s'étant livré à des attaques personnelles et injurieuses envers des membres du gouvernement et de la Chambre, il demande à la Chambre de décider, par son vote, si elle est d'opinion qu'il soit permis au député de Terrebonne de continuer son discours. Il cite, à l'appui de cette décision, May, édition de 1883, page 350. Et la question de savoir si M. Nantel doit continuer son discours étant posée, la Chambre décide dans la négative, 368. Motion que l'entrée ayant rapport à cet incident soit rayée des procès verbaux de la Chambre comme étant injuste et injurieuse envers M. Nantel ; amendement proposé ; débat, ajourné, 372. Résolu, *nemine contradicente*, que cette Chambre, sans se prononcer sur l'exactitude ou l'inexactitude des faits consignés aux dits procès-verbaux, dans le but de rétablir la paix et l'harmonie dans cette Chambre, ordonne que tout ce qui se rapporte à cet incident soit biffé des dits procès-verbaux, et qu'il soit immédiatement procédé aux ordres du jour, 379.

DESCHÈNES, M. GEORGES HONORÉ :—Député pour le comté de TÉMISCOUATA.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture ; Chemins de fer ; Industries, 72 ; Code municipal, 113.

DESJARDINS, M. LOUIS GEORGES :—Député pour le comté de MONTMORENCY.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture ; Chemins de fer ; Comptes publics, 72 ; Bibliothèque, 106.

Interpellations au Ministère :

Compagnies de chemins de fer :—Quelles—ont été constituées par lettres-patentes en vertu de l'acte 52 Vict., ch. 42 ? 302.

Coupes de bois :—Quel est le montant reçu pour les—vendues à l'enchère le 17 octobre 1888, 83.

DESJARDINS, M. LOUIS GEORGES :—*Suite.*

Dépôts des Compagnies de chemins de fer :—Quels montants le gouvernement a-t-il payé du 30 juin au 31 décembre 1889 à même les— ? 234.

Dépôts des Compagnies de chemins de fer :—Ont ils été employés au paiement des de la dépenses province ? 302.

St-Jean, Isle d'Orléans :—Le gouvernement lui a-t-il fait remise de la balance due au fonds d'emprunt municipal ? 328.

Remises :—Quel est le montant total des—faites en rapport avec la perception du revenu l'an dernier ? 227.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Château Richer :—Copie des requêtes des citoyens du Château Richer, de Ste-Anne de Beupré et de St-Joachim, demandant de l'aide pour macadamiser le chemin à l'est du terminus actuel du chemin macadamisé à Château-Richer. (Ordre du 8 mars, 1889, page, 310.) Réponse, 87. (*Document No. 57.*)

Commission, timbres etc. :—Etat détaillé des paiements au montant de \$21,319.12 pour commission, timbres, etc., prime, escompte et change, frais d'administration de la dette publique, inscrit à la page 3 de l'état des recettes et paiements de la province du 1er juillet au 31 décembre 1889, 279.

Corporations commerciales :—Etat montrant quel est le chiffre des arrérages (accumulés avant le 17 juillet 1887) compris dans l'item : " Taxes sur les corporations commerciales, \$144,550.84," à la page 6 des comptes publics, pour 1889, 210. Réponses, 222, 238. (*Documents Nos. 102 et 108.*) *Impression ordonnée, 311.*

Emprunt :—Etat des sommes payées à même l'emprunt de \$3,500,000 autorisé par la 50e Vict., chap. 2, pour toutes les fins mentionnées dans le préambule du dit acte. (Ordre du 6 février 1889, page 136.) Réponse, 16. (*Document No. 13.*)

Dette de la province :—Etat comparatif détaillé de la dette de la province, pour les emprunts temporaires et dépôts aux dates du 30 juin et du 31 décembre 1889 ; cet état devant mentionner le capital des dépôts de certaines compagnies de chemin de fer, 191. Réponse, 270. (*Document No. 134.*)

Recettes et dépenses de la province :—Etats des —, depuis le premier juillet 1888 jusqu'au premier janvier 1889. (Ordre du 15 janvier 1889, page 35.) Réponse, 15. (*Document No. 10.*)

Recettes et dépenses de la province :—Etat des recettes et des dépenses de la province depuis le premier juillet 1889 jusqu'au premier janvier 1890, 44. Réponse, 275. (*Document No. 136.*)

Recettes et paiements de la province :—Etat des recettes et des paiements de la province de Québec, du premier juillet 1888 au onze mars 1889, inclusivement ; le dit état devant mentionner la balance en caisse à la date du onze mars 1889, déduction faite de la balance, à cette date, des dépôts de garantie des compagnies de chemin de fer de Témiscouata, de Montréal et Lac Maskinongé et de Québec et Lac St. Jean, ainsi que la somme encore à payer pour l'intérêt et le rachat de la dette publique du onze mars au 30 juin 1889. (Ordre du 11 mars 1889, page 328.) Réponse, 17. (*Document No. 29.*)

St. Jean, Isle d'Orléans :—Correspondance échangée, depuis le premier janvier 1889, au sujet du règlement de la balance due par la municipalité de—, au fonds d'emprunt municipal, 191. Réponse, 252. (*Document, No. 116.*)

DESJARDINS, LOUIS GEORGE :—*Suite.*

St. Jean, Isle d'Orléans :—Copie de l'ordre en Conseil autorisant la remise de la balance due par la municipalité de—, au fonds d'emprunt municipal, 328. Réponse, 338. (*Document No. 168.*) *Impression ordonnée*, 476.

Shehyn et Garneau, MM :—Documents en rapport avec la mission, en Europe des honorables MM. Shehyn et Garneau, de toute correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et M. J. A. Drolet ou toute autre personne, depuis le premier janvier 1887, jusqu'à ce jour, au sujet de la conversion de la dette provinciale, 74. Réponse, 121. (*Document No. 73.*)

Motions :

Amendement (à la motion pour comité des subsides),—augmentation des dépenses comparées au budget de 1885-86, 145 ; négativé, 147.

Amendement (à la motion pour comité des subsides),—que cette Chambre voit avec inquiétude l'augmentation constante et extraordinaire de la dette publique et des dépenses de la province ; négativé, 258.

Amendement (à la motion pour comité des subsides),—que cette Chambre croit qu'il est de son devoir d'insister pour que le gouvernement lui fasse connaître les moyens qu'il entend prendre pour se procurer les ressources pour payer les sommes demandées ; négativé, 462.

DOSTALER M. OMER :—Elu, le 15 janvier 1890, député pour le comté de BERTHIER en remplacement de Louis Sylvestre, écr, nommé Conseiller législatif.

Certificat de son élection : Prête serment et prend son siège, 86.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture, immigration et colonisation ; Comptes publics, 92.

DUMAIS, M. SEVERIN :—Député pour les comtés de CHICOUTIMI et SAGUENAY.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture, immigration et colonisation ; Chemins de fer, 72 ; Code municipal, 113.

Pétition présentée :

Du Conseil de comté No. 1 du comté de Chicoutimi, 38 ; demandant à ce que la Vallée du Lac St-Jean soit détachée du district électoral de Chicoutimi et Saguenay, et forme un district électoral en conservant ses limites actuelles, 74.

Bill présenté :

Bill à l'effet de légaliser les procédures faites au sujet de certaines tutelles et curatelles par des greffiers de cour de circuit de comté dans la province, 107.

Motion :

Amendement pour renvoyer à six mois la seconde lecture du bill pour mieux définir la juridiction civile des cours civiles du district de Québec ; adopté, 448.

DUPLESSIS, M. LOUIS THÉODORE NÉRÉE LE NOBLET :—Député pour le comté de SAINT-MAURICE.

Fait partie des Comités suivants :

Ordres permanents ; Législation, 41 ; Bills privés ; Chemins de fer ; Comptes publics, 72 ; Privilèges et Elections, 446.

Bills présentés :

Bill amendant l'article 774 du Code municipal, 138.

Bill amendant le Code civil du Bas Canada, 138.

Bill amendant certaines parties du Code municipal, relatifs aux cours d'eau municipaux, 138.

Bill pour amender le Code de procédure civile, relatif à la cession des biens, 316.

Bill pour amender le Code de procédure civile, relativement aux enquêtes, 448.

Interpellations au Ministère.

Arrérages de taxes sur corporations commerciales :—Combien le gouvernement a-t-il reçu depuis le 1er juillet 1889, pour—? 70.

Beausoleil, M. :—A quelle date a eu lieu le règlement définitif du compte de—? 42.

Boudreault, M. P. A. :—A-t-il quelqu'emploi du gouvernement? 189.

Corporations commerciales :—Ont-elles payé les frais de poursuite en certains cas? 42.

Corporations commerciales :—Combien le gouvernement a-t-il reçu, depuis le 1er juillet 1889 pour arrérages de taxes sur—? 70.

Discours du Premier ministre :—Combien a coûté l'impression du—, en novembre 1889? 391.

Du Tremblay, M. P. P. V. :—A-t-il eu quelqu'emploi du gouvernement depuis février 1887? 390.

Du Tremblay, M. P. P. V. :—Quand et par qui certaines sommes ont-elles été payées à—? 459.

Jolin, M. Ludger :—A-t-il eu quelqu'emploi du gouvernement depuis février 1889? 391.

LaSalle, G. vs Pierre Despins :—Le gouvernement a-t-il donné ordre de ne pas payer la part au dénonciateur dans cette cause? 459.

LeBel, M. C. A. :—A-t-il été employé par le gouvernement depuis janvier 1888? 361.

Michaud, Arsène :—Demandant détails sur certaine somme payée à M.—289.

Mercier :—A-t-il été payé quelque chose pour l'impression du discours de l'hon. M. Mercier, à Baltimore, le 12 novembre 1889? 455.

Pelletier, Louis :—La poursuite prise contre—pour vente de boissons sans licence a-t-elle été suspendue? 360.

Pont Garneau :—Combien a coûté jusqu'à présent le—, sur la Chaudière? 302.

Pont Garneau :—Demandant certains renseignements en rapport avec la construction du—? 360.

DUPLESSIS, M. LOUIS THÉODORE NÉRÉE LE NOBLET :—*Suite.*

Motions :

Amendement à la motion pour la seconde lecture de la résolution relative à la coupe du bois marchand dans certains cas, 142 ; débats ajournés, 143 ; débat repris ; amendement négativé par un sous-amendement, 186.

Amendement à la motion pour comité général sur résolution concernant la destruction, par le feu, de l'Université de Toronto, 371 ; négativé par un sous amendement, 373.

Que le bill amendant le Code Civil du Bas Canada soit remis sur l'ordre du jour pour seconde lecture ; adoptée, 411.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Béland & Martineau :—Copie de tous les comptes entre le département des travaux publics ou aucun autre département et MM. Béland & Martineau, marchands de bois, de Saint-Roch de Québec, ou M. Béland, seul, ou M. Martineau, seul, pour les frais de l'exposition provinciale de 1887, ou pour d'autres fins. (Ordre du 20 mars 1889, page 397.) Réponse, 75. (*Document No. 50.*)

Champlain, octroi de colonisation :—Documents au sujet des octrois de colonisation, dans le comté de Champlain, depuis le 1er février 1887, 328. Réponse, 466. (*Document No. 230.*)

Corporations commerciales :—Etat indiquant le montant payé pour frais de poursuite par les—, contre lesquelles ont été intentées des actions en recouvrement de la taxe imposée contre elles en 1882, 71.

Corporations commerciales :—Correspondance et documents concernant le règlement définitif du compte de M. Beausoleil, avec le gouvernement pour perceptions des taxes directes imposées sur les corporations commerciales, 71.

Corporations commerciales :—Correspondance entre le gouvernement et M. Beausoleil, au sujet de la perception des taxes sur les corporations commerciales, et copie de tous écrits et documents concernant cette affaire, moins toutefois ceux déjà compris dans le document No. 101 de la session de 1888, &c., 71.

DuTremblay, P. P. V. :—Correspondance échangée entre le gouvernement et M. P. P. V. DuTremblay, arpenteur, de Sainte-Anne de la Pérade, au sujet des argents qui lui ont été payés depuis le premier février 1887, 456. Réponse, 478. (*Document No. 237.*)

Employés sessionnels et messagers :—Liste de tous les messagers et autres employés sessionnels, durant la présente session, avec mention de leur salaire respectif et du lieu de leur domicile, 191. Réponse, 286. (*Document No. 146.*)

Garneau, pont :—Copie des lettres patentes incorporant une société pour construction du pont sur la Chaudière (pont Garneau) ; noms des actionnaires ; capital versé ; copie de tous contrats à propos de la construction de ce pont, etc., 363.

St-Maurice :—Correspondance échangée entre le gouvernement et L. A. Lord, écr., d'Yamachiche, et Michel Bourassa, de St-Barnabé, relativement aux octrois de colonisation dans le comté de St-Maurice, depuis le 1er février 1887, 310. Réponse, 384. (*Document No. 185.*)

Ross Brothers :—Copie de tous mémoires de frais, de toute correspondance et de tout rapport et arrêté en conseil, au sujet du montant de \$600 mentionné à la page 129 des comptes publics pour 1888, comme ayant été payé à MM. Ross Brothers, dans la cause Holland. (Adresse du 4 mars 1889, page 273.) Réponse, 17. (*Document No. 22.*)

DUHAMEL, HONORABLE GEORGE :—Député pour le comté d'IBERVILLE.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer les listes des comités permanents, 37 ; Bills privés, 72 ; Bibliothèque et Impressions, 106 ; Frontière nord de la Province, 158. Privilège et Elections, 446.

Pétition présentée :

De Aimé Bourassa et de Dame Purissima Robert, de Laprairie, 15 ; demandant un acte pour légaliser leur mariage et leur contrat de mariage, 39.

Bills présentés :

Bill expliquant la loi relative à la coupe du bois marchand, dans certains cas, 186.

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de Lacolle, Ibrerville et Farnham, 127.

Bill relatif aux corrections et aux modifications des plans et livres de renvoi officiels de certaines parties du comté de Beauce, 169.

Bill à l'effet d'étendre les dispositions de l'article 2175 du Code civil, relativement à certaines subdivisions cadastrales, 409.

Bill légalisant le mariage et le contrat de mariage de Aimé Bourassa et de Dame Purissima Robert, 92.

ENGLAND, M. RUFUS NELSON :—Élu, le 28 novembre 1889, député pour le comté de BROME, en remplacement de l'honorable William Warren Lynch, nommé juge de la cour supérieure.

Certificat de son élection, 11 ; Prête serment et prend son siège, 12.

Fait partie des Comités suivants :

Bills privés ; Industries, 72 ; Bibliothèque, 106. Code municipal, 113 ; Bill ayant rapport aux 12 Comtés, 268, 274.

Bill présenté :

Bill pour amender le Code municipal, relatif aux bous municipaux, 442.

Interpellations au Ministère :

Bolton :—Le gouvernement a-t-il donné une somme pour une route dans le canton de East ? 336.

Brome :—Au sujet d'une somme accordée pour la société d'agriculture du comté de, 233.

Champagne et Barry :—En vertu de laquelle loi le gouvernement paie-t-il un salaire de \$3000 à MM. ? 302.

Fisher, M. Sydney A :—Au sujet d'une somme accordée à la société d'agriculture du comté de Brome, 233.

ENGLAND, M. REFUS NELSON :—*Suite.*

Prévost, l'honorable Wilfrid :—Pourquoi certaine somme a-t-elle été payée à ? 467.

Prévost :—Combien le gouvernement a-t-il payé à l'honorable Wilfrid—, pour avoir examiné le dossier *re* Duncan McDonald ? 459.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Brome, associations d'agriculture et d'horticulture :—Copie de deux requêtes des dignitaires des—du comté de—, présentées l'automne dernier à l'honorable Commissaire de l'agriculture, ainsi que de la lettre, en date du 15 novembre 1889, adressée et envoyée par l'honorable Commissaire ou quelque employé de son département, à Sydney A. Fisher, écr., M. P., 387.

Brome, route du comté de :—Correspondances échangées entre le gouvernement et Sydney A. Fisher, M. P., du comté de Brome, ou autres personnes, en 1889, au sujet des subventions accordées pour l'entretien des—, 315. Réponses, 348, 397. (*Documents No. 170 et No. 188.*)

Brome, société d'agriculture du comté de :—Correspondance échangée entre le gouvernement et Sydney A. Fisher, écr., au sujet de l'octroi d'une somme d'argent à la—, en octobre ou novembre dernier, 279.

Employés surnuméraires :—Liste des employés surnuméraires nommés, dans chaque département, depuis la dernière session, 255. Réponse, 330. (*Document No. 162.*)
Impression ordonnée, 476.

FAUCHER DE SAINT MAURICE, M. NARCISSE HENRI EDOUARD :—Député pour le comté BELLECHASSE.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture ; Bills privés ; Chemins de fer, 72 ; Bibliothèque et Impressions, 106.

Présente le 3e rapport du comité conjoint des *Impressions*, 474 ; le 4e rapport, 515.

Pétition présentée :

De P. E. Smith, écuyer, de Québec, 237 ; exposant qu'il a complété un Index général de toutes les procédures de l'Assemblée législative de Québec, depuis 1867 jusqu'à 1887 inclusivement, et priant la Législature de vouloir bien considérer s'il ne serait pas opportun de l'adopter pour l'usage des députés ; lue et reçue, 238.

Bills présentés :

Bill amendant le Code municipal, relativement aux chemins d'hiver, 144.

Bill relatif aux taux de péages sur les chemins à barrières de la rive sud à Québec, en rapport avec le chemin conduisant à Beaumont, 458.

Interpellations au Ministère :

“ Actes relatifs aux chemins à barrières et ponts, dans et près de Québec :”—Le gouvernement a-t-il l'intention de faire distribuer à la Législature des— ? 480.

FAUCHER DE SAINT MAURICE, M. N. H. E :—*Suite.*

Améliorations hygiéniques devant être appliquées au palais législatif, Québec, 331.

Apprentissage chez les industriels :—Demandant qu'on encourage l'—, 42.

Beaumont :—Demandant de rendre justice aux habitants de—en ce qui concerne les barrières et ponts de péage, 41.

Bibliothèque :—Quand le ou les rapports du comité de la—seront-ils mis devant la Chambre? 432.

Commission des chemins à barrières de la rive nord,—Combien doit-elle au gouvernement? 250.

Commission des chemins à barrières de la rive nord :—Le gouvernement va-il se faire rembourser les montants prêtés en 1870 à la—? 455.

Electricité :—Règlementation de l'usage de l'électricité, 115.

Exposition de l'Isle de Jamaïque en 1891 :—Le gouvernement a-t-il l'intention d'y prendre part? 423.

Fête des Arbres :—Est-ce l'intention du gouvernement de changer la date de la— et de la remettre au printemps? 209.

Hygiène :—Enseignement de l'—, dans les écoles normales et autres écoles, etc., 42.

Juges de paix :—Le gouvernement va-t-il faire imprimer un volume séparé des lois se rapportant à la juridiction des—? 461.

Notariat :—Au sujet de la nomination d'un conservateur des répertoires des notaires, 410.

Pêche :—Locataires des droits de— seront-ils tenus de faire rapport, 169.

Pères de famille ayant douze enfants vivants :—Le gouvernement va-t-il leur faire distribuer des circulaires de l'acte portant privilège aux—? 423.

Police Provinciale :—Quel est le traitement des sergents et constables de la—? 480.

Turgeon, M. Louis, de St-Philemone de Mailloux :—Quel est son traitement comme agent des terres? 276

Turgeon, M. Louis :—Quel est le montant de ses collections comme sous-agent des terres? 303.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Archives :—Correspondance échangée, entre l'honorable Secrétaire de la province et M. Faucher de Saint-Maurice, à propos de certains renseignements importants pour notre histoire documentaire et pour nos archives, 315. Réponse, 315. (*Document No. 158.*)

Bellechasse, argents de colonisation :—Correspondances échangées avec le gouvernement, depuis la dernière session, au sujet des argents de colonisation dépensés dans le comté de Bellechasse, 43. Réponse, 121. (*Document No. 70.*)

Bellechasse, argents de colonisation :—Correspondances à propos des argents de colonisation à être dépensés dans le comté de Bellechasse, 415. Réponse, 444. (*Document No. 216.*)

Bellechasse, Collège et Couvent de St Michel de :—Voir *infra*, *St. Michel de—*.

FAUCHER DE SAINT MAURICE, M. N. H. E :—*Suite.*

Bellechasse, ponts du comté de :—Correspondances entre le gouvernement, M. Gérard Macquet et toutes autres personnes à propos des ponts du comté de Bellechasse, 44. Réponse, 87. (*Document No. 59.*)

Boston, vente de livres à :—Correspondance échangée entre M. Gerald Hart, de Montréal, et M. Lemay, de Québec, à propos de la vente, à Boston, de la collection de livres et de documents concernant l'histoire du Canada, 364. Réponse, 397. (*Document No. 190.*)

Expositions annuelles :—Documents à propos de la tenue d'expositions annuelles à Québec, Montréal, Trois-Rivières, Sherbrooke ou autres grands centres, ainsi que cela se fait à Ontario, 117.

Fabriques de beurre et de fromage :—Correspondances à propos de rapports soi-disant faux, faits sur les opérations de fabriques de beurre et de fromage, sises dans la province de Québec, 134. Réponse, 170. (*Document No. 86.*)

Fête des arbres :—Correspondance à propos des dates différentes fixant la "*Fête des arbres*," 254. Réponse, 275. (*Document No. 138.*)

Fraudes contre les cultivateurs :—Correspondance à propos de certains actes frauduleux qui consistent à induire les cultivateurs à donner leurs billets promissoires et garanties, s'élevant en totalité à une somme considérable, pour des instruments agricoles et autres effets et marchandises, sous divers faux prétextes ; (Ordre du 21 février 1889, page 208.) Réponse, 16. (*Document No. 15.*)

Guano de poisson :—Correspondance échangée entre le colonel Rhodes, ministre de l'agriculture, et M. Faucher de Saint-Maurice, transmettant certains renseignements sur le guano de poisson, 171. Réponse, 187. (*Document No. 98.*) *Impression ordonnée, 311.*

Hygiène et gymnastique dans les écoles :—Correspondance échangée entre qui de droit et le Conseil de l'Instruction publique, sur la nécessité de modifier, conformément aux lois de l'hygiène et aux exigences du développement physique, les règles qui régissent nos établissements scolaires ; (Ordre du 13 mars 1889, page 346.) Réponse, 18. (*Document No. 34.*)

Montmagny et Bellechasse :—Correspondance échangée entre les gouvernements qui se sont succédés, depuis l'élection de M. Bernatchez, comme député de Montmagny, et depuis l'élection de M. Faucher de Saint-Maurice, comme député de Bellechasse, en rapport avec les comtés de Montmagny et de Bellechasse, 513.

Québec Oriental :—Documents, plans, etc., pouvant renseigner la Chambre sur la construction projetée du chemin de fer de—; (Ordre du 11 janvier 1889, page 28). Réponse, 15. (*Document No. 12.*)

Québec Oriental :—Documents pouvant renseigner la Chambre sur la construction projetée du chemin de fer le "*Québec Oriental*," 44. Réponse, 172. (*Document No. 89.*)

Rapatriement des canadiens français :—Correspondances échangées entre le gouvernement et autres personnes à propos du rapatriement des Canadiens-français demeurant aux Etats-Unis, 101.

Roberge, L. A :—Documents se rattachant à la réclamation de M. L. A. Roberge, en rapport avec la construction du chemin de fer de Joliette, 363. Réponse, 465. (*Document No. 229.*)

FAUCHER DE SAINT MAURICE, M. N. H. E. :—*Suite.*

St-Michel de Bellechasse :—Correspondance à propos d'une allocation à être accordée au Couvent et au Collège de St-Michel de Bellechasse, 44. Réponse, 133. (*Document No. 78*).

St-Michel de Bellechasse :—Copie de la correspondance échangée entre l'honorable Premier ministre et le député de Bellechasse, à propos d'une allocation à être donnée au Couvent de St-Michel de Bellechasse; (Ordre du 28 janvier 1889, page 91). Réponse, 43. (*Document No. 40*).

St-Michel de Bellechasse :—Correspondance à propos d'une allocation à être donnée au Collège de St-Michel de Bellechasse dans le but de favoriser l'instruction dans le comté de Bellechasse; (Ordre du 25 février 1889, page 241). Réponse, 139. (*Document No. 83*).

Short et Wallick :—Correspondance entre l'honorable Premier et George Rolt White, écuyer, secrétaire honoraire du comité nommé pour ériger un monument à la mémoire du Major Short et du Sergent Wallick, qui sont morts au champ d'honneur, en se dévouant, lors de l'incendie de Saint-Sauveur, le 16 mai 1889, 416.

Travaux de colonisation :—Copie de la circulaire, datée le 23 janvier 1890, signée par l'honorable M. Rhodes, ministre de l'agriculture, adressée aux députés et ayant rapport à leurs demandes d'octrois pour travaux de colonisation dans chaque comté, 191. Réponse, 253. (*Document No. 120*).

Motions :

Que la Chambre se forme en comité général sur résolutions concernant les taux de péages sur les chemins à barrières de la rive sud à Québec, en rapport avec le chemin conduisant à Beaumont, 340, 457. Que le bill basé sur ces résolutions soit remis sur l'ordre du jour; motion négative, 469.

Divers :

Pour décision de M. l'Orateur sur motion de M. Faucher de Saint-Maurice, 366, 457. Voir *Marchand, l'hon. F. G. ; Ses décisions, No. 25*.

FLYNN, HONORABLE EDMOND JAMES :—Député pour le comté de GASPÉ.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer les listes des comités permanents, 37; Privilèges et Elections; Législation et Lois expirantes, 41; Chemins de fer; Comptes publics, 72; Impressions, 106; Frontière Nord de la Province, 158.

Pétitions présentées :

De L. Z. Joncas et autres, 91; demandant un acte pour constituer en corporation la Compagnie du chemin de fer de Gaspé, 103.

De Antoine Painchaud et autres, arpenteurs géomètres, 137; demandant que le bill No. 45, amendant la loi relative aux arpenteurs et arpentages, ne devienne pas loi, 149.

FLYNN, HON. EDMOND JAMES :—*Suite.*

Bills présentés :

Bill pour amender les articles 67, 68 et 69 du Code de procédure civile, 40.

Bill pour amender les lois relatives aux terres publiques, 40.

Bill pour abroger la section 2 du chap. 6 de l'acte 52 Vic., enlevant le droit de suffrage à certains employés publics, 40.

Bill amendant l'acte électoral de Québec, 40.

Bill amendant la loi des chemins de fer, 348.

Bill concernant la Société d'agriculture No. 5, du comté de Gaspé, 384.

Interpellations au Ministère :

Budget supplémentaire pour 1890 :—Quels sont les items sous le titre "IX Divers" du—, qui ont déjà été payés par le gouvernement ? 188.

Cadastre des Isles de la Magdeleine :—Combien à-t-il été payé à M. l'arpenteur Deschesnes en rapport avec le— ? 189

Cap Santé :—Combien et à qui a été payé pour un bac, sur la rivière Jacques-Cartier 276.

Deschesnes :—Quel est le coût des travaux faits par M. l'arpenteur—, en rapport avec le cadastre des Isles de la Magdeleine ? 189.

Droits de pêche :—Quel est le produit brut de la vente à l'encan des droits de—, en janvier 1890 ? 101.

Emprunt, de 50 Vict., ch. 2 :—Quel est le montant payé à même l'—, avant le 6 février 1889 ? 81.

Emprunt des \$3,500,000 :—A part de la somme mentionnée en la réponse No. 13 du 6 février 1889, le gouvernement a-t-il fait d'autres paiements à même l'— ? 101.

Jacques, M. Louis :—Combien le gouvernement lui a-t-il payé pour un bac sur la rivière Jacques-Cartier ? 276.

Lettres de crédit :—Demandant réponse à une adresse du 20 mars 1889, touchant les— ? 359.

Limites à bois :—Quel est le produit de la vente à l'enchère des—, le 9 janvier 1890 ? 101.

Limites à bois :—Quel est le montant obtenu par la vente des—, le 9 janvier 1890 ? 83

Lindsay, Robert :—Quel est son traitement comme garde-forestier ? 101.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Agriculture et colonisation, département de l' :—Etat détaillé des paiements faits, depuis le 31 décembre dernier, pour inspections, visites et explorations, 388. Réponse, 422. (*Document No. 204.*)

Bernatchez, M. Numa :—Correspondance touchant les deux octrois de \$375.00 chacun, accordé pour deux fromageries, dont l'une au Cap Chatte, et l'autre à Sainte-Anne des Monts, 461.

FLYNN, HON. EDMOND JAMES :—*Suite.*

Biens des Jésuites :—Copie des ordres en Conseil autorisant le gouvernement à disposer des biens dits " des Jésuites, " et de toute correspondance à ce sujet, 44.

Cadastre et arpentages :—Etat détaillé des paiements faits par le département des terres, depuis le premier juillet jusqu'au 31 décembre 1889, pour le service du cadastre ; pour arpentages ; pour dépenses générales de ce département, 280. Réponse, 431. (*Document No. 209*).

Cadastre du comté de Gaspé :—Correspondance au sujet de la confection du cadastre, par M. Petrus Gouvreau, des cantons de Malbaie, Douglass, York, Gaspé, ou aucune autre partie du comté de Gaspé, depuis le 17 janvier 1899, 85. Réponse, 251. (*Document No. 109*).

Cap Ozo, Pont au :—Correspondance et rapports d'inspection etc., au sujet de la reconstruction d'un pont au Cap Ozo, dans la Baie de Gaspé, 310. Réponses, 397. (*Documents No. 187a*).

Réponse supplémentaire, 445. (*Document No. 187b*).

Cascapédia à Gaspé, route, :—Correspondance et rapports d'explorations, plans, requêtes et d'autres écrits en la possession du gouvernement, au sujet de l'item 115 du budget des dépenses pour 1889-1890. (Grande route de Cascapédia à Gaspé.) (Ordre du 4 mars 1889, page 274.) Réponse, 17. (*Document No. 24*).

Chemins de colonisation :—Etat indiquant la distribution, par comtés, de la somme de \$150,000, mentionnée à la page 7 de l'état des recettes et paiements du 1er juillet jusqu'au 31 décembre 1889, 308. Réponse, 348. (*Document No. 169*).

Chemin maritime de la rive sud :—Copie de tous les rôles de paie et rapports des conducteurs de travaux sur le chemin maritime (rive sud) depuis un an. (Ordre du 23 janvier 1889, page 75. Réponse, 187. (*Document No. 97*).

Département de l'agriculture et de la colonisation :—Etat détaillé des paiements faits, depuis le 31 décembre 1889, par le—pour inspections visites et explorations, 388. Réponse, 422. (*Document No. 204*).

Divers en général :—Etat détaillé de tous les paiements faits, à même l'item de dépenses, de \$18,736.51, pour " divers en général, " mentionné à la page 9 de l'état des recettes et paiements, depuis le 1er juillet jusqu'au 31 décembre 1889, 308. Réponse, 370. (*Document No. 180*). *Impression ordonnée, 477*.

Emprunt :—Etat détaillé des sommes payées depuis le 6 février 1889, par le gouvernement, à même l'emprunt de \$3,500,000 et de toute somme payée avant et depuis le 6 février 1889, sur la dette de la province, 44. Réponse, 238. (*Document No. 107*).

Fourrures, saisie et confiscation :—Correspondance depuis le 1er février 1887, au sujet de la saisie et de la confiscation de fourrures hors saison, ou d'animaux ou d'oiseaux pris ou tués pendant la saison de prohibition, etc., 305.

Gaspé, agents des terres, etc :—Correspondance touchant la démission, nomination et destitution d'agents des terres, de sous-agents ou de députés-agents des terres pour aucune partie du comté de Gaspé, depuis le mois de janvier dernier, 102. Réponse, 170. (*Document No. 85*).

Grains de Semence :—Copies de toutes requêtes ou lettres demandant, depuis l'automne dernier, de l'aide, sous forme de grains de semences, et de toute correspondance à ce sujet. (Ordre du 25 février 1889, page 239.) Réponse, 16. (*Document No. 16*).

FLYNN, HON. EDMOND JAMES :—*Suite.*

Halifax à Moncton :—Correspondance touchant le projet d'établissement d'une ligne courte de chemin de fer, sur le territoire canadien, depuis Halifax en gagnant l'ouest, en prolongeant le chemin de fer de Témiscouata à Moncton, 210. Réponse 253. (*Document No. 122*).

Isles de la Magdeleine :—Correspondance échangée depuis le mois d'août dernier, entre le Commissaire des terres ou aucun des membres du gouvernement, et M. A. S. D. Van Barneveld, sur tout sujet se rapportant aux Isles de la Magdeleine. (Ordre du 4 mars 1889, page 274.) Réponse, 17. (*Document No. 23*). *Impression ordonnée, 475.*

Isles de la Magdeleine :—Correspondance depuis le 4 mars 1889, entre aucun des membres du gouvernement d'une part, et M. A. S. D. Van Barneveld et M. J. Ballantyne d'une part, sur tout sujet se rapportant aux Isles de la Magdeleine, 166. Réponse, 253. (*Document No. 125*).

Kirwin, Capitaine :—Copie du rapport fait par le capitaine Kirwin, en vertu de la commission qui lui a été adressée, en date du 22 juin 1889, 364. Réponse, 367. *Document No. 177*).

Lavergne, M. C. A. :—Copie de la requête de 1889, demandant une aide pour des travaux à faire à un pont sur la petite rivière au Renard ; des instructions données à M. C. A. Lavergne, en la même année, au sujet de tels travaux etc, 339. Réponse, 400. (*Document No. 196*).

Pêche :—Copie de tous les ordres en Conseil, autorisant la location, par conventions privées, des terres réservées pour la pêche le long des lacs et des rivières ; et copie de toute correspondance à ce sujet, 70. Réponse, 261. (*Document No 126*).

Pêche :—Ordre en Conseil, du 26 décembre 1889, du gouvernement du Canada, de la réponse du 8 janvier 1890, du Lieutenant-Gouverneur de cette province, et copie de tous les protêts et notifications signifiés, de la part du gouvernement fédéral, au gouvernement de Québec et aux adjudicataires des droits de pêche, en date du 8 janvier et du 12 février 1890 ; Correspondance échangée entre les deux gouvernements, relativement aux droits de pêche en question ; Renseignements officiels, non déjà produits, sur la question de savoir si ces rivières, objets du conflit entre les deux gouvernements, sont navigables ou non, 329. Réponse, 333. (*Document No. 165*). *Impression ordonnée, 476.*

Péninsule et Gaspé, Compagnie de chemin de fer :—Etat indiquant les officiers et actionnaires de la " Compagnie du chemin de fer de la ligne courte de la Péninsule et de Gaspé," avec mention du montant des actions souscrites, et du montant payé, et du montant des actions libérées qui peuvent avoir été accordées, 152. Réponse, 173. (*Document No. 91*).

Percé, palais de Justice et prison de :—Etat détaillé des sommes payées par le gouvernement ou aucun des départements, depuis le 30 janvier 1889 jusqu'à ce jour, pour travaux et réparations et autres ouvrages au palais de Justice et à la prison de Percé et ses dépendances, etc, 85. Réponse, 284. (*Document No. 144*).

Ponts en fer :—Correspondance, depuis le 17 du mois de janvier 1889, au sujet de la demande d'aide pour la construction de ponts en fer ; Ordres en Conseil, soumissions, contrats et rapports d'inspection depuis la même date ; Sommes octroyées, payées ou payables, pour la construction de tels ponts, ainsi que toutes les autres dépenses incidentes, 152.

Ponts métalliques :—Etat détaillé des paiements faits, à même la somme de \$10,892.69 mentionnée sous le titre " ponts métalliques," à la page 177 des comptes publics pour 1889, 308.

FLYNN, HON. EDMOND JAMES :—*Suite.*

Pont sur le St. Laurent à Québec :—Copie de tous ordres en Conseil passés sous l'autorité de la section 13 du chapitre 91, 51-52 Victoria, (1888) touchant l'aide pour l'exploration du pont entre les deux rives du fleuve, à Québec ; Rapport d'explorations faites, depuis cette date et correspondances ayant trait à la construction de ce pont et à aucun octroi ou subvention par la province, 441. Réponse, 478. (*Document No. 236*).

Q. M. O. & O. :—Etat détaillé des paiements faits à même la somme de \$10,000, mentionnée à l'item 256 du budget pour 1889, 1890 (chemin de fer Q. M. O. & O., construction, 151. Réponse, 231. (*Document No. 104*).

St. Jean, rivière :—Documents touchant la question de la construction d'un pont sur la rivière St. Jean, dans le comté de Gaspé, 387 Réponse, 401. (*Document No. 200*).

Réponse supplémentaire, 444. (*Document No. 200b*).

Statuts refondus et Code municipal :—Correspondance au sujet de la question de la distribution des Statuts refondus et du Code municipal aux conseils municipaux, depuis le mois de janvier dernier, 102.

Subsides aux Cies de chemins de fer :—Ordres en Conseil, adoptés depuis le 30 janvier dernier, autorisant le paiement des subsides aux différentes compagnies de chemins de fer, 85. Réponse, 107. (*Document No. 66*). *Impression ordonnée, 311.*

Terres publiques :—Copies de tous ordres en Conseil, adoptés depuis deux ans, au sujet de la question de l'octroi gratuit des terres publiques dans certaines parties de la province. (Ordre du 25 février 1889, page 238.) Réponse, 16. (*Document No. 17*)

Motions :

Amendement (à la motion pour comité des subsides),—Que cette Chambre proteste de la manière la plus énergique contre les fréquentes et très regrettables violations de la loi et de la constitution et des empiètements sur les privilèges de cette Chambre, dont le gouvernement actuel s'est rendu coupable depuis son avènement au pouvoir ; négatif, 506.

Amendement (lors du concours sur certains items des subsides),—Que cette Chambre proteste contre cette demande d'un nouveau crédit pour les mêmes objets ; négatif par un sous-amendement de l'hon. M. Gagnon, 287.

Amendement (à la motion pour concours dans l'item des subsides pour dépenses générales du département des terres de la Couronne),—Que la Chambre voit avec alarme l'augmentation énorme de ce département etc. ; négatif, 249.

Amendement à la motion pour seconde lecture de la résolution relative à la coupe du bois marchand, dans certains cas ; objection, 127. M. l'Orateur décide que l'amendement est irrégulier, 128.

Amendement pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill amendant la loi électorale etc., 88 ; adopté, 89.

Amendement pour renvoyer à six mois la seconde lecture du bill concernant le Conseil Exécutif, 89 ; négatif, 90.

Que le bill pour abroger l'acte enlevant le droit de suffrage à certains employés publics soit lu la seconde fois ; négatif, 97.

Motion pour la nomination d'un comité spécial chargé d'étudier la question de la tenure des terres dans les Isles de la Magdeleine etc. ; Débat ajourné, 409. Débat repris, négatif pour un amendement de l'hon. M. Mercier, 411.

FLYNN, HON. EDMOND JAMES :—*Suite.*

Que cette Chambrene concoure pas dans les amendements faits par le Conseil législatif au bill amendant les articles 67, 68 et 69 du Code de procédure civile et qu'un message soit envoyé au Conseil leur en donnant les raisons ; adoptée, 211.

Divers :

Pour décisions de M. l'Orateur sur objections soulevées par ou contre l'hon. M. Flynn, 88, 127, 299, 334. Voir *Marchand, l'hon. F. G., Ses décisions* Nos. 15, 16, 22 et 23.

FOREST, M. LUDGER :—Député pour le comté de L'ASSOMPTION.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture ; Immigration et Colonisation, 72. Collège de médecine et de chirurgie, Montréal, 272.

Pétition présentée :

De l'Ecole de médecine et de chirurgie, Montréal, 91 ; demandant des amendements à son acte d'incorporation, 104.

Bill présenté :

Bill amendant la loi 8 Vict., chap. 81, qui constitue en corporation le Collège de médecine et de chirurgie de Montréal, 125 ; honoraire remis, 441.

Motion :

Que le bill amendant la loi 8 Vict., chap. 81, qui constitue en corporation le Collège de médecine et de chirurgie de Montréal, soit remis sur les ordres du jour, pour comité général, 272 ; Ordre rescindé ; Bill renvoyé à un comité spécial, 272.

GAGNON, HONORABLE CHARLES ANTOINE ERNEST :—Député pour le comté de KAMOURASKA.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer l'adresse en réponse au discours du Trône, 34 ; Privilèges et Elections ; Législation et lois expirantes, 41 ; Chemins de fer ; Comptes publics, 27 Bibliothèque, Impressions, 106 ; Code municipal, 113.

Nommé délégué de la Chambre pour rencontrer les délégués du Conseil pour conférer au sujet du bill amendant la loi relative aux inhumations, 446.

Presente le premier rapport du comité spécial pour préparer les listes des *Comités permanents*, 41 ; second, 72.

Propose qu'il soit nommé un comité spécial pour aider M. l'Orateur dans l'administration de la *Bibliothèque*, 106 ; un comité conjoint des *Impressions*, 106.

GAGNON, HONORABLE CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

Bills présentés :

Bill amendant la loi de l'Instruction publique, 40.

Bill amendant l'acte ci-dessus de la présente session, 384.

Bill amendant la loi concernant les aliénés, 94.

Bill amendant l'article 239 des S. R. de la P. Q., dans la loi électorale, 38.

Bill pour pourvoir à l'opération immédiate de l'acte de cette province, 52 Vic., ch. 4, intitulé : " Acte amendant la loi électorale de Québec en étendant le droit de suffrage et amendant le Code municipal en ce qui concerne la préparation du rôle d'évaluation, 38.

Bill pour amender l'acte 52 Victoria, chap. 4, 248.

Bill pour valider certains registres de l'état civil, 272.

Bill pour amender l'article 3414 des S. R. de la P. Q., 348.

Bill pour amender l'article 1973 des S. R. P. Q., concernant l'Instruction publique, 444

Bill pour amender le Code municipal, (du Conseil), 442.

Motions :

Pour que la Chambre se forme en comité général sur résolutions,—pour abolir la contribution des municipalités au soutien des aliénés et pour pourvoir à un traitement plus efficace des idiots, 88, 93.—Relatives à la coupe du bois marchand dans certains cas, 113, 123.

Que la règle 15e, permanente de cette Chambre, soit amendée en y ajoutant les mots : " Néanmoins lorsqu'il s'agit d'un bill public, qui n'est pas basé sur des résolutions adoptées en comité général, la réplique est permise au promoteur, à la deuxième lecture " ; adoptée 266.

Que certains noms soient ajoutés dans le préambule d'un bill ; objection ; M. l'Orateur suggère de renvoyer le bill devant le comité des ordres permanents, 335.

Amendement pour renvoyer au lendemain (au lieu de six mois) le comité général sur le bill incorporant *The Royal Quebec Art Union Company* ; adopté, 335.

Amendement pour renvoyer à six mois le comité général sur le bill amendant la loi des élections contestées de Québec ; adopté, 366.

Amendement pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill concernant l'augmentation de la représentation dans certaines divisions électorales ; adopté, 350.

Amendement à la motion pour faire rayer certains mots des procès-verbaux d'une séance ; débat, 372.

Sous-amendement (à l'amendement de l'hon. M. Flynn lors du concours sur certains items des subsides, Que cette Chambre proteste contre cette demande d'un nouveau crédit pour les mêmes objets),—Que cette Chambre approuve l'encouragement généreux que le gouvernement a accordé aux ouvrages littéraires en cette province, et approuve le remboursement des sommes comprises dans cette item ; adopté, 287.

Sous-amendement (à la motion pour la nomination d'un comité spécial chargé d'étudier la question de la tenure des terres des Iles de la Magdeleine) ; débat ajourné, 412. Débat repris, 413. Sous-amendement adopté, 414.

GAGNON, HONORABLE CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

Sous-amendement à la motion pour comité général sur résolution concernant la destruction, par le feu, de l'Université de Toronto ; adopté, 373.

Sous-amendement à la motion pour la seconde lecture du bill expliquant la loi relative à la coupe du bois marchand dans certains cas ; débat, 297 ; débat repris, sous-amendement adopté, 298.

Sous-amendement lors du concours sur l'item des subsides pour faire face aux dépenses de l'administration de la Justice ; adopté, 403.

Divers :

Soulève diverses objections à certaines mesures ou questions de forme ou d'ordre, 88, 96, 127, 130, 141, 299, 366, 419, 430. Pour détails voir *Marchand, l'hon. F. G.*, Ses décisions Nos. 15, 16, 17, 22, 24, 28, 30.

Informe la Chambre que le Lieutenant-Gouverneur recommande certaines mesures, 93, 130.

Communique à la Chambre les raisons données par le Conseil pour désapprouver les amendements faits par la Chambre au bill amendant la loi relative aux inhumations, 458.

Met devant la Chambre les documents suivants :

Accidents dans les fabriques et usines :—Etat du nombre des accidents arrivés dans les fabriques et usines de la province de Québec, dans le cours de l'année 1889, ainsi que le résultat de l'enquête faite, dans chaque cas, par les inspecteurs de manufactures de la province, Mitchell, Gagnon et Côté, 364. Réponse, 431. (*Document No. 210.*)

Agriculture et colonisation, département de l' :—Etat détaillé des paiements faits, depuis le 31 décembre dernier, par le département de l'agriculture et de la colonisation, pour inspections, visites et explorations, 388. Réponse, 422. (*Document No. 204.*)

Archives :—Correspondance échangée, entre l'hon. Secrétaire de la province et M. Faucher de Saint-Maurice, à propos de certains renseignements importants pour notre histoire documentaire et pour nos archives, 315. Réponse, 315. (*Document No. 158.*)

Arpentages :—Liste de tous les arpentages ordonnés par le gouvernement ou le Commissaire des terres de la Couronne, depuis le 29 janvier 1887 ; noms des arpenteurs employés ; sommes payées à chacun d'eux. (Ordre du 5 juillet 1888, page 329.) Réponse, 107. (*Document No. 63.*)

Association agricole des Cantons de l'Est :—Correspondance échangée entre l'Association agricole des Cantons de l'Est et le gouvernement, ou aucun de ses membres, concernant une aide à cette association. (Ordre du 11 mars 1889, page 328.) Réponse, 18. (*Document No. 32.*)

Baie des Chaleurs :—Rapport spécial de M. Charles Langeier, commissaire, daté de ce jour, au sujet de la section K du chemin de fer de la Baie des Chaleurs et la liste des travailleurs, avec les montants dus à chacun, 144. Réponse, 173. (*Document No. 90.*) Impression ordonnée, 475.

GAGNON, HONORABLE CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

Baie des Chaleurs :—Rapports et documents quelconques, se rattachant aux travaux sur la section K du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, et des demandes de paiements des gages des ouvriers, du droit de passage, des provisions fournies, etc., etc., en rapport avec les travaux de cette section, 305, 307. Réponse 401. (*Document No. 90b.*) *Impression ordonnée, 475.*

Baie des Chaleurs :—Production du troisième rapport du commissaire concernant la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, 443. Réponse, 445. (*Document No. 226.*)

Barnard, E. A. :—Etat détaillé de toutes les sommes payées à M. E. A. Barnard, secrétaire actuel du conseil de l'agriculture, pour dépenses de voyage, depuis le premier juillet 1883, 219. Réponse, 275. (*Document No. 137.*)

Beauce, cours du district de :—Requête et correspondance s'opposant aux changements des limites judiciaires du district de Beauce et à l'extension de la juridiction des cours du district de Québec sur icelui. (Ordre du 21 février 1889, page 209.) Réponse, 16. (*Document No. 14.*)

Beauharnois :—Correspondance et documents transmis au bureau de l'hon. Secrétaire provincial, s'opposant à la passation d'un bill, demandant une juridiction concurrente entre les cours supérieures et de circuit de Montréal, 121. Réponse, 122. (*Document No. 76.*)

Beaulieu, J. B. :—Etat indiquant les raisons pour lesquelles M. J. B. Beaulieu, garde-forestier pour la division ouest du comté de Rimouski, a été destitué et par qui il a été remplacé. (Ordre du 20 mars 1889, page 399.) Réponse, 19. (*Document No. 39.*)

Beauvais, Institut agronomique :—Documents se rattachant à l'établissement d'une succursale de l'Institut agronomique de Beauvais, dans la province de Québec, 45. Réponse, 87. (*Document No. 58.*)

Bellechasse, argents de colonisation :—Correspondances échangées avec le gouvernement, depuis la dernière session, au sujet des argents de colonisation dépensés dans le comté de Bellechasse, 43. Réponse, 121. (*Document No. 70.*)

Bellechasse, argents de colonisation :—Correspondances à propos des argents de colonisation à être dépensés dans le comté de Bellechasse, 415. Réponse, 444. (*Document No. 216.*)

Bellechasse, Collège et Couvent de St-Michel de :—Voir *infra*, *St-Michel de*.

Bellechasse, ponts du comté de :—Correspondances entre le gouvernement, M. Gérard Macquet, et toutes autres personnes, à propos des ponts du comté de Bellechasse, 44. Réponse, 87. (*Document No. 59.*)

Béland & Martineau :—Copie de tous les comptes entre le département des travaux publics ou aucun autre département et MM. Béland & Martineau, marchands de bois, de Saint-Roch de Québec, ou M. Béland, seul, ou M. Martineau, seul, pour les frais de l'exposition provinciale de 1887 ou pour d'autres fins. (Ordre du 20 mars 1889, page, 397.) Réponse, 75. (*Document No. 50.*)

Berthier :—Correspondance au sujet de l'octroi de \$12,000 à la fabrique de sucre de betterave de Berthier. (Ordre du 27 février 1889, page 253.) Réponse, 16. (*Document No. 20.*)

Bossé, Monseigneur :—Copie de la lettre de—, adressée au gouvernement, en rapport avec les secours à donner au pêcheurs du Labrador ; Etat détaillé des dépenses, achat de provisions etc, par MM. Turner & Cie., et toutes correspondances à ce sujet, 71. Réponse, 87. (*Document No. 61.*) *Impression ordonnée, 311.*

GAGNON, HONORABLE CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

Boston, vente de livres à :—Correspondance échangée entre M. Gerald Hart, de Montréal, et M. Lemay, de Québec, à propos de la vente, à Boston, de la collection de livres et de documents concernant l'histoire du Canada, 364. Réponse, 397. (*Document No. 190.*)

Brome, routes du comté de :—Correspondances échangées entre le gouvernement et Sydney A. Fisher, M. P., du comté de Brome, ou autres personnes, en 1889, au sujet de subventions accordées pour l'entretien des—, 315. Réponses, 348, 397. (*Documents No. 170 et No. 188.*)

Cadastre et arpentages :—Etat détaillé des paiements faits par le département des terres, depuis le premier juillet jusqu'au 31 décembre 1889, pour le service du cadastre ; pour arpentages ; pour dépenses générales de ce département, 280. Réponse, 431. (*Document No. 203.*)

Cadastre du comté de Gaspé :—Correspondance au sujet de la confection du cadastre, par M. Petrus Gauvreau, des cantons de Malbaie, Douglass, York, Gaspé, ou aucune autre partie du comté de Gaspé, depuis le 17 janvier 1889, 85. Réponse, 251. (*Document No. 109*)

Cadastre des Iles de la Magdeleine :—Etat indiquant les noms, résidences, salaires et occupations des personnes employées sous la direction de Ludger Miville Dechêne, pour la confection du cadastre des Iles de la Magdeleine, etc., etc., 308. Réponse 380. (*Document No. 184.*)

Cap Ozo, pont au— :—Correspondance et rapports d'inspection etc., au sujet de la reconstruction d'un pont au Cap Ozo, dans la baie de Gaspé, 310. Réponses, 397, 445 (*Documents No. 187a et No. 187b.*)

Cap Santé :—Correspondances entre le gouvernement et aucune personne de la paroisse du Cap Santé, comté de Portneuf, ou d'ailleurs, relativement à l'allocation de \$250.00 pour la construction d'un bac sur la rivière Jacques-Cartier, entre le Cap Santé et les Ecureuils, 339. Réponse, 438. (*Document No. 212.*)

Carrier, Achille :—Copie de la lettre de démission de Achille Carrier, écr., avocat, de Québec, comme interprète officiel de la cour du banc de la Reine siégeant au criminel ; copie de la commission ou lettre nommant le successeur du dit Achille Carrier, 109. Réponse, 121. (*Document No. 75.*)

Carte de la province :—Dépôt sur le bureau de la Chambre, de la carte de la province indiquant en couleurs différentes : 1. le domaine public actuellement sous licence de coupe de bois ; 2. le territoire non actuellement sous licence et non concédé, qui reste disponible pour l'exploitation forestière, 71. Réponse, 329. (*Document No. 159.*)

Cascapédiac à Gaspé, route :—Correspondances et rapports d'explorations, plans, roquêtes et d'autres écrits en la possession du gouvernement, au sujet de l'item 115 du budget des dépenses pour 1889-1890. (Grande route de Cascapédiac à Gaspé). (Ordre du 4 mars, 1889, page 274). Réponse, 17. (*Document No. 24.*)

Champagne et Barry :—Copie de l'arrêt du Conseil, en date du 9 avril 1889, concernant le salaire de MM. Champagne et Barry, magistrats de district, Montréal, 363. Réponse, 367. (*Document No. 176.*)

Champlain, octrois de colonisation :—Documents au sujet des octrois de colonisation, dans le comté de Champlain, depuis le 1er février 1887, 328. Réponse, 466. (*Document No. 230.*)

GAGNON, HONORABLE CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

Chapeau, Village :—Documents reçus par le gouvernement, pendant et depuis la dernière session, relativement à la réinstallation d'une cour de circuit à Chapeau village, 116. Réponse, 202. (*Document No. 100.*)

Charleson, J. B. :—Copie des instructions données à—, en rapport avec l'inspection des travaux et des dépenses des argents de colonisation dans le comté de Terrebonne et copie de son rapport à ce sujet. (Ordre du 10 juillet 1889, 393.) Réponse, 15. (*Document No. 9.*)

Charlevoix, élection contestée de :—Documents relatifs au dépôt dans la cause de l'élection contestée de Charlevoix, Rémi Bouehard vs. Morin, mis devant la cour supérieure du district de Saguenay, 131. Réponse, 370. (*Document No. 178.*)

Château Richer :—Copie des requêtes des citoyens du Château Richer, de Ste-Anne de Beaupré et de St. Joachim, demandant de l'aide pour macadamiser le chemin à l'est du terminus actuel du chemin macadamisé à Château-Richer. (Ordre du 8 mars 1889, page 310). Réponse, 87. (*Document No. 57.*)

Chemins à barrières de l'Isle de Montréal :—Documents concernant la demande des syndics des chemins à barrières pour l'Isle de Montréal (*Turnpike Trust*), que le gouvernement fasse tous les travaux nécessaires pour prévenir et empêcher à l'avenir, les éboulis et l'effrondement du chemin Lachine en face de la ferme connue sous le nom de ferme Leduc, dans la paroisse de Notre-Dame de Grâces, dans le comté d'Hochelaga. (Ordre du 18 mars 1889, page 379). Réponse, 43. (*Document No. 45.*)

Chemins à barrières de l'Isle de Montréal :—Copie de la correspondance au sujet des chemins à barrières de l'Isle de Montréal, 45. Réponse, 45. (*Document No. 46.*)

Chemins de colonisation :—Etat indiquant la distribution, par comtés, de la somme de \$150,000 pour chemins de colonisation, mentionnée à la page 7 de l'état des recettes et paiements du 1er juillet jusqu'au 31 décembre 1889, 308. Réponse, 348. (*Document No. 169.*)

Chemin maritime de la rive sud :—Copie de tous les rôles de paie et rapports des conducteurs de travaux sur le chemin maritime (rive sud) depuis un an. (Ordre du 23 janvier 1889, page 75). Réponse 187. (*Document No. 97.*)

Choquette et Tremblay :—Copie du rapport de M. Ambroise Choquette, et celui de M. P. E. Tremblay, sur l'émigration des Canadiens-français aux Etats-Unis et leur rapatriement, 210. Réponse, 253. (*Document No. 123.*)

Cimon, S. X., pétition de droit :—Documents en rapport avec la réclamation de feu S. X. Cimon ou ses ayants causes, et du dossier dans la pétition de droit accordée à ce sujet, avec les noms des avocats employés par le gouvernement, 98. Réponse, 177. (*Document No. 95.*)

Clyde :—Correspondance échangée entre H. Chené, sous-agent des terres de la Couronne et le gouvernement, relativement aux achats faits, par des colons de bonne foi, du dit agent Chené, de terres situées dans les rangs D et E de Clyde, actuellement réclamées par les colons Mercier, 364. Réponse, 438. (*Document No. 213.*)

Code de procédure civile :—Correspondance relative à la nomination d'une Commission pour la refonte du Code de procédure civile. (Ordre du 4 mars 1889, page 276.) Réponse, 17. (*Document No. 26.*)

Code de procédure civile :—Correspondance concernant l'institution d'une Commission pour reviser et amender le Code de procédure civile du Bas-Canada, 305. Réponse, 370. (*Document No. 179.*)

GAGNON, HONORABLE CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

Colonisation :—Etat indiquant les noms des personnes qui ont été mises en accusation, depuis février 1887, pour avoir commis des fraudes dans l'emploi des fonds de colonisation ; accusation contre chacune d'elles ; conviction ; sentence, etc., etc. (Ordre du 20 février 1889, page 203.) Réponse, 43. (*Document No. 41.*)

Compagnies de chemin de fer subventionnées :—Montant détaillé des argents payés pour subsides aux diverses compagnies de chemin de fer subventionnées, depuis le 1er juillet 1889 à cette date, 280. Réponse, 314. (*Document No. 157.*)

Compagnies de chemins de fer, états, rapports, etc., des :—Etats, rapports et statistiques transmis au Commissaire des travaux publics, par diverses compagnies de chemin de fer en conformité des articles 5176, (paragraphe 4) 5178, 5179 et 5180 des S. R. P. Q., 281. (*Document No. 142.*)

Compagnies de chemin de fer :—Etat des sommes payées aux compagnies de chemin de fer, du 1er juillet 1886 au 1er février 1887, indiquant le montant payé à chaque compagnie, et pareil état pour la période comprise entre le 1er février et le 1er juillet 1887, 236. Réponse, 313. (*Document No. 156.*)

Conférence interprovinciale :—Documents, correspondances etc., au sujet des résolutions de la conférence interprovinciale de 1888, 254. Réponse, 265. (*Document No. 131.*) *Impression ordonnée, 311.*

Corporations commerciales :—Copie de la lettre adressée par M. Beausoleil au gouvernement en 1888, lorsqu'il a transmis ses comptes re taxes sur les corporations commerciales ; Copie de la lettre de l'honorable M. Shehyn sur le même sujet, publiée pendant la dernière élection dans le comté de Mégantic ; Aussi copie de tout arrêté du Conseil et de toute correspondance avec M. Beausoleil, et de tout document sur le même sujet. (Adresse du 14 mars 1889, pages 205, 353.) Réponse, 18. (*Document No. 85.*)

Corporations commerciales :—Liste de toutes les corporations commerciales qui ont payé la taxe directe, imposée par le Statut de 1882, durant le dernier exercice financier ; et montant payé par chacune, 171. Réponse, 208. (*Document No. 101.*) *Impression ordonnée, 311.*

Couillard, Alphonse :—Copie de toutes instructions données à l'officier-rapporteur, Alphonse Couillard, écuyer, shérif, avant ou pendant la dernière élection, dans le comté de Rimouski, 70. Réponse, 87. (*Document No. 60.*) *Impression ordonnée, 311.*

Coupal, Sixte :—Correspondance échangée entre Sixte Coupal, écuyer, et le gouvernement, depuis le 1er juillet 1888, concernant un pont sur la rivière au Diable, dans le comté de Terrebonne, 309. Réponses, 401, 445. (*Documents Nos. 198a et 198b.*)

Coupe de bois :—Etat montrant la superficie des terrains de la Couronne sur lesquels des permis de coupe de bois ont été vendus, durant les années 1880, 1881, 1884, 1888 et 1890 ; aussi le produit de chaque vente, le montant payée, 151. Réponse, 353. (*Document No. 118.*) *Impression ordonnée, 312.*

Coupe de bois :—Etat depuis le 1er juillet 1867 du nombre de milles carrés de territoire affermés ou vendus pour la coupe de bois ; Le nombre de milles carrés du domaine public actuellement sous licence pour la coupe du bois ; Le nombre de milles carrés sur lequel il se fait actuellement du bois, et le nombre de milles sur lequel les porteurs de licences ne font pas de bois, 236. Réponse, 330. (*Document No. 161.*) *Impression ordonnée, 475.*

GAGNON, HONORABLE CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

Cour des magistrats de district :—Copie de toutes pétitions et correspondances au sujet de l'augmentation de la juridiction de la cour des magistrats de district. (Ordre du 11 mars 1889, page 328.) Réponse, 17. (*Document No. 30.*)

Culture du tabac :—Copie de la lettre adressée en février dernier, par le Dr. W. Grignon, de Ste-Adèle, au ministre de l'agriculture, dans le but d'avoir une conférence, par M. Foucher, sur la culture du tabac, 416. Réponse, 445. (*Document No. 224.*)

Département de l'agriculture et de la colonisation :—Etat détaillé des paiements faits, depuis le 31 décembre 1889 par le—pour inspections visites et explorations, 388. Réponse, 422. (*Document No. 204.*)

Désaveu de la loi 52 Vict., ch. 30 :—Correspondance avec le gouvernement fédéral ; le rapport du ministre de la justice, les mémoires, réponses, etc., relativement au—, 310. Réponse, 422. (*Document No. 204.*) *Impression ordonnée, 447.*

Deschamps, liste des municipalités :—Correspondance au sujet de la continuation de l'ouvrage intitulé : " Liste des municipalités et paroisses," par Deschamps et de la distribution du dit ouvrage aux municipalités de cette province, 164. Réponse, 252. (*Document No. 115.*)

Dette de la province :—Etat comparatif détaillé de la dette de la province, pour les emprunts temporaires et dépôts aux dates du 30 juin et du 31 décembre 1889 ; cet état devant mentionner le capital des dépôts de certaines compagnies de chemins de fer, 191. Réponse, 270. (*Document No. 134.*)

Divers en général :—Etat détaillé de tous les paiements faits, à même l'item des dépenses, de \$18,736.51, pour, " divers en général," mentionné à la page 9 de l'état des recettes et paiements, depuis le 1er juillet jusqu'au 31 décembre 1889, 308. Réponse, 370. (*Document No. 180.*) *Impression ordonnée, 477.*

Drummond et Arthabaska, Compagnie du chemin de fer de :—Documents au sujet du paiement d'aucun subside ou d'aucune somme d'argent à la Compagnie de chemin de fer de Drummond et Arthabaska on aux entrepreneurs Church, Fee et Mitchell, 117. Réponse, 252. (*Document No. 112.*)

DuTremblay, P. P. V :—Correspondance échangée entre le gouvernement et M. P. P. V. DuTremblay, arpenteur, de Sainte-Anne de la Pérade, au sujet des argents qui lui ont été payés depuis le premier février 1887, 456. Réponse, 478. (*Document No. 237.*)

Egan :—Copie des rôles de paie des travaux des chemins de colonisation dans le canton d'Egan, comté d'Ottawa, en 1886-87, avec un état des sommes payées au conducteur de ces travaux, 191. Réponse, 265. (*Document No. 130.*)

Ecole Normale Jacques-Cartier :—Rapports, correspondance et autres documents se rattachant à l'état actuel de l'Ecole Normale Jacques-Cartier, 308. Réponse, 401. (*Document No. 197.*)

Ecoles subventionnées :—Correspondance échangée entre l'honorable Secrétaire de la province et le Surintendant de l'Instruction Publique, au sujet du nombre d'enfants qui n'apprennent pas le français, dans les écoles subventionnées par la province, 387. Réponse, 412. (*Document No. 201.*) *Impression ordonnée, 477.*

Ecorce de pruche :—Correspondance entre le département des terres et M. Uldoric Houle, de Bulstrode, de M. A. Girouard, de Stanfold, touchant la permission de peler de l'écorce de pruche sur le lot No. 14, du 4ème rang du canton de Bulstrode, comté d'Arthabaska, 363. Réponse, 378. (*Document No. 235.*)

GAGNON, HONORABLE CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

Éducation :—Etat comparatif des sommes dépensées par le gouvernement de cette province, pour favoriser l'éducation, directement ou indirectement, depuis 1882, 387. Réponse, 472. (*Document No. 232*)

Éducation, droits et privilèges de la minorité :—Correspondance entre le Premier ministre, l'honorable G. Ouimet, et le révérend E. I. Rexford, concernant les droits et privilèges accordés à la minorité, en matière d'éducation, 264, 435. Réponse, 444. (*Document No. 217*). *Impression ordonnée, 477*.

Employés des palais de Justice :—Copie des listes de paie, avec une liste des noms et du salaire des employés qui ne sont pas généralement donnés sur ces listes de paie, pour tous les palais de Justice de Montréal, Québec et de Trois-Rivières, pour le mois de décembre 1888. (Ordre du 16 janvier 1889, page, 38.) Réponse, 139. (*Document No. 82*).

Employés sessionnels et messagers :—Liste de tous les messagers et autres employés sessionnels, durant la présente session, avec mention de leur salaire respectif et du lieu de leur domicile, 191. Réponse, 286. (*Document No. 146*).

Employés surnuméraires :—Liste des employés surnuméraires nommés, dans chaque département, depuis la dernière session, 255. Réponse, 330. (*Document No. 162*). *Impression ordonnée, 476*.

Emprunt :—Etat des sommes payées à même l'emprunt de \$3,500,000 autorisé par la 50e Vict., chap. 2, pour toutes les fins mentionnées dans le préambule du dit acte. (Ordre du 6 février 1889, page 136). Réponse, 16. (*Document No. 13*).

Encanteurs :—Correspondance entre le gouvernement et de toute Chambre de Commerce, papiers et mémoires présentés au sujet de la taxe sur les encanteurs et concernant les ventes commerciales, 84. Réponse, 202. (*Document No. 99*).

" Esquisse générale de la province " :—Correspondance échangée au sujet de la distribution de la brochure du Premier ministre, intitulé : " Esquisse générale de la province de Québec," 254. Réponse, 334. (*Document No. 166*). *Impression ordonnée, 476*.

Fabriques de beurre et de fromage :—Correspondances à propos de rapports soi-disant faux, faits sur les opérations de fabriques de beurre et de fromage, sises dans la province de Québec, 134. Réponse, 170. (*Document No. 86*).

Fête des arbres :—Correspondance à propos des dates différentes fixant la " Fête des arbres," 254. Réponse, 275. (*Document No. 138*).

Fonds d'emprunt municipal :—Documents relatifs au fonds d'emprunt municipal réclamé des cantons de Stanstead, Magog et Bolton, avec un état des sommes respectives réclamées de ces cantons, en vertu de la loi de 1880, 206. Réponse, 265. (*Document No. 132*).

Fonds d'emprunt municipal :—Tableau indiquant les noms des municipalités endettées au fonds d'emprunt municipal, avant 1880 ; la date de leur emprunt ; le montant emprunté ; le montant dû en intérêts, suivant le statut de 1880, etc, 210. Réponse, 261. (*Document No. 127*).

Fonds d'emprunt municipal :—Correspondance échangée entre aucune municipalité des cantons de l'Est, qui est encore endettées au fonds d'emprunt municipal et le département du Trésor, relativement à cette date ; avec ensemble, copie de toutes requêtes

GAGNON, HONORABLE CHARLES ANTOINE ERNEST :—Suite.

ou de tout memorandum qui s'y rapporte, qui n'ont pas encore été ordonnés ou produits. (Ordre du 25 février 1889, page, 238). Réponse, 253. (*Document No. 117.*) *Impression ordonnée, 312.*

Fraudes contre les cultivateurs :—Correspondance à propos de certains actes frauduleux qui consistent à induire les cultivateurs à donner leurs billets promissoires et garanties, s'élevant en totalité à une somme considérable, pour des instruments agricoles et autres effets et marchandises, sous divers faux prétextes. (Ordre du 21 février 1889, page 208). Réponse, 16. (*Document No. 15.*)

Frontière Nord de la province :—Correspondance échangée entre les deux gouvernements fédéral et provincial et de tous autres documents relatifs à la Frontière Nord de la province de Québec, 139. Réponses, 170, 261. (*Documents Nos. 88a et 88b.*) *Impression ordonnée, 311.*

Garde-forestiers :—Listes des surintendants garde-forestiers, des garde-forestiers, et des assistants garde forestiers, le 27 janvier 1887, aussi une liste des surintendants garde-forestiers des garde-forestiers et des assistants garde-forestiers nommés depuis cette date jusqu'à ce jour, avec mention de la date de la nomination de chacun, du salaire, des conditions de paiement, de la région assignée à chacun. (Ordre du 20 mars 1889, page 398). Réponse, 75. (*Document No. 51.*)

Gardes-forestiers :—Tableau indiquant le nombre actuel des surintendants garde-forestiers ; le nombre de ceux employés par le gouvernement précédent, 237. Réponse, 338. (*Document No. 172.*) *Impression ordonnée, 476.*

Gaspé, agents des terres, etc :—Correspondance touchant la démission, nomination et destitution d'agents des terres, de sous-agents ou de députés-agents des terres pour aucune partie du comté de Gaspé, depuis le mois de janvier dernier, 102. Réponse, 170. (*Document No. 85.*)

Gaspésie, sociétés de colonisation dans la :—Correspondances échangées entre le gouvernement et les personnes qui désirent former des sociétés de colonisation dans la Gaspésie, 122. Réponse, 286. (*Document No. 147.*)

Geoffrion, M :—Etat du traitement annuel de M. Geoffrion, inspecteur des bureaux d'enregistrement ; sommes reçues depuis sa nomination, à part de son traitement, à titre de frais de voyage ou d'indemnité spéciale, etc., 416. Réponse, 445. (*Document No. 223.*) *Impression ordonnée, 477.*

Gilmour vs. Paradis, et al :—Etat de toutes les sommes payées par le gouvernement. à tout avocat ou bureau d'avocat, dans certaines causes plaidées devant le Conseil Privé de Sa Majesté, etc., etc., 191. Réponse, 333. (*Document No. 163.*) *Impression ordonnée, 476.*

Gouin et Smith, réclamation de MM :—Documents quelconques, sur lesquels le gouvernement s'est basé pour payer à G. A. Gouin la somme de \$5,000, mentionnée à la page 81 des comptes publics pour 1882 ; Documents quelconques, sur lesquels le gouvernement s'est basé pour payer à T. & C. Smith, cessionnaires de Jos. Smith, la somme de \$15,443.00, mentionnée à la page 88 des comptes publics pour 1883. (Adresse du 18 mars 1889, page, 377) Réponse, 18. (*Document No. 37.*)

Grains de semence :—Copies de toutes les requêtes ou lettres demandant, depuis l'automne dernier, de l'aide, sous forme de grains de semences, et de toutes correspondance à ce sujet. (Ordre du 25 février 1889, page, 239). Réponse, 16. (*Document No. 16.*)

GAGNON, HONORABLE CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

Grains de semence :—Copie des procédés et du rapport final du comité nommé pour la distribution des \$50,000 votées, pendant la dernière session, pour l'achat et la distribution de grains de semence dans la province, 109. Réponse, 252. (*Document No. 111.*) *Impression ordonnée 477.*

Grande Cascapédia :—Documents en rapport avec la construction du pont projeté sur la rivière Grande Cascapédia, dans le comté de Bonaventure, 441. Réponse, 445. (*Document No. 225.*)

Grandison et Clyde :—Etat faisant connaître quelles terres ont été vendues pendant l'année 1889, dans les premier et deuxième rangs du canton de Grandison, comté de Terrebonne, ainsi que dans les rangs D et E du canton de Clyde, comté d'Ottawa, 121. Réponse, 444. (*Document No. 218.*)

Guano de poisson :—Correspondance, échangée entre le colonel Rhodes, ministre de l'agriculture et M. Faucher de Saint-Maurice, transmettant certains renseignements sur le guano de poisson, 171. Réponse, 187. (*Document No. 98.*) *Impression ordonnée, 311.*

Halifax à Moncton :—Correspondance touchant le projet d'établissement d'une ligne courte de chemin de fer sur le territoire canadien, depuis Halifax en gagnant l'ouest, en prolongeant le chemin de fer de Témiscouata à Moncton, 210. Réponse, 253. (*Document No. 122.*)

Hôpital Général, Montréal :—Correspondance échangée entre le gouvernement et l'Hôpital Général de Montréal, pour une augmentation de leur octroi annuel. (Ordre du 7 mars 1889, page 293). Réponse, 87. (*Document No. 56.*)

Hôpital Général, Montréal :—Correspondance entre le trésorier ou les directeurs de l'Hôpital Général, de Montréal et le gouvernement, demandant une augmentation d'allocation pour cet Hôpital. (Ordre du 13 mars 1889, page 345). Réponse, 107. (*Document No. 64.*)

Hurdman, William George :—Correspondance relativement à la vente de certains lots de grève, situés dans la cité de Hull, et William George Hurdman, manufacturier, de la cité de Hull, 416. Réponse, 447. (*Document No. 221.*)

Hygiène et gymnastique dans les écoles :—Correspondance échangée entre qui de droit et le Conseil de l'Instruction publique, sur la nécessité de modifier, conformément aux lois de l'hygiène et aux exigences du développement physique, les règles qui régissent nos établissements scolaires. (Ordre du 13 mars 1889, page 346). Réponse, 18. (*Document No. 34.*)

Imprimeur de la Reine :—Rapport indiquant le nombre d'exemplaires des actes de la dernière session, qu'il a imprimés et distribués et le nombre qui lui reste en mains, avec le coût détaillé des frais encourus pour l'impression et la distribution des dits Statuts, 129. (*Document No. 77.*)

Instruction publique :—Rapport du Surintendant de l'—, pour l'année 1888-89, 465. (*Document No. 5.*)

Instruction publique :—Etat financier du Surintendant de l'Instruction publique de la province de Québec, donnant un état des mandats reçus et des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1889, 389. (*Document No. 5.*)

Institut agronomique de Beauvais :—Documents se rattachant à l'établissement d'une succursale de l'—, dans la province de Québec, 45. Réponse, 87. (*Document No. 58.*)

GAGNON, HONORABLE CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

- Isles de la Magdeleine :—Correspondance échangée depuis le mois d'août dernier, entre le Commissaire des terres ou aucun des membres du gouvernement, et M. A. S. D. Van Barneveld, sur tout sujet se rapportant aux Iles de la Magdeleine. (Ordre du 4 mars 1889, page 274.) Réponse, 17. (*Document No. 23.*) *Impression ordonnée, 475.*
- Isles de la Magdeleine :—Correspondance, depuis le 4 mars 1889, entre aucun des membres du gouvernement d'une part, et M. A. S. D. Van Barneveld et M. J. Ballantyne d'autre part, sur tout sujet se rapportant aux Isles de la Magdeleine, 166. Réponse, 253. (*Document No. 125.*) .
- Isles de la Magdeleine et Anticosti :—Correspondance, rapports et autres documents se rapportant aux Isles de la Magdeleine et à l'Île d'Anticosti, 171. Réponses, 277, (*Documents No. 140a, 140b et 140c.*)
- Joliette :—Listes de paie (*pay-lists*), pour le comté de Joliette, à propos des travaux de colonisation pour 1887, 1888 et 1889 jusqu'à ce jour, 339. Réponse, 466. (*Document No. 231.*)
- Jurés :—Correspondance, etc., au sujet du paiement et traitement des jurés en matières criminelles, 85. Réponses, 121, 465. (*Documents No. 71a, et 71b.*) *Impression ordonnée, 475.*
- Jury :—Ordres en Conseil nommant un ou des commissaires pour étudier les inconvénients du système actuel du jury, 84. Réponses, 133, 256. (*Documents Nos. 79a et 79b.*)
- King *vs.* Kerr :—Documents en la possession du Commissaire des terres ou du gouvernement au sujet de la somme de \$2,097.41, qui paraît à la page 129 des comptes publics pour 1888, avoir été payée à MM. King Brothers, dans la cause King et Kerr. (Ordre du 4 mars 1888, page 274.) Réponse, 17. (*Document No. 25.*)
- Kirwin, Capitaine :—Copie du rapport fait par le capitaine Kirwin, en vertu de la commission qui lui a été adressée, en date du 22 juin 1889, 364. Réponse, 367. (*Document No. 177.*)
- Lacoste, l'hon. Alexandre :—Documents sur lesquels a été basé l'ordre d'émettre les lettres patentes en faveur de l'honorable Alexandre Lacoste, en date du 4 décembre 1888, pour 1176 acres des terres de la Couronne situées dans le canton de Marchand. (Ordre du 25 février 1889, page 238.) Réponse, 16. (*Document No. 18.*)
- Lamontagne, procès :—Etat des frais occasionnés à la Couronne par les trois ajournements du procès Lamontagne, à Sherbrooke, 387, Réponse, 445. (*Document No. 222.*)
- Langis & Garon :—Copie de la preuve prise par M. Aylen, commissaire enquêteur, *re* Langis *et al.*, et A. P. Garon, magistrat de district, de Rimouski, 308. Réponse, 359. (*Document No. 173.*)
- Langis & Garon :—Copie du rapport de M. Aylen, commissaire enquêteur *re* Langis *et al.*, et A. P. Garon, magistrat de district, de Rimouski, 135. Réponse, 170. (*Document No. 87.*)
- Lapointe, Louis *et al.* :—État indiquant pour quels services certaines sommes suivantes ont été payées à Louis Lapointe, Eugène Lapointe et Philéas Lapointe, de Saint-Jean Port Joli, tel que mentionné à la page 149 des comptes publics de 1889, 308. Réponse, 399. (*Document No. 192.*)
- La Reine *vs.* Charland :—Copie de la plainte ou dénonciation *in re* Regina *vs.* Charland *et al.*, causes entendues vers le mois de juin et juillet 1888, dans le district judiciaire de Richelieu, page 345. Réponse, 18. (*Document, No. 33.*)

GAGNON, HONORABLE CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

- La Reine *vs.* Febich :—Copie des dépositions prises aux enquêtes préliminaires devant le juge de la cour de police de Québec, ainsi que copie des convictions dans les causes de la Reine *vs.* Febich, et la Reine *vs.* L'hebreu (Madame Febich). (Ordre du 18 mars 1889, page 378.) Réponse, 43. (*Document No. 43.*)
- Larivée, J. E :—Correspondance se rapportant à la poursuite contre J. E. Larivée, de Sandy Bay, comté de Rimouski, pour vente de liqueurs sans licence, 290. Réponse, 298. (*Document No. 151.*)
- Lavergne, M. C. A :—Copie de la requête de 1889, demandant une aide pour des travaux à faire à un pont sur la petite rivière au Renard, des instructions données à M. C. A. Lavergne, en la même année, au sujet de tels travaux, etc., 339. Réponse, 400. (*Document No. 196.*)
- Lavoie, M :—Copie des instructions données à—, du département des terres de la Couronne, en rapport avec sa mission ou voyage dans le comté de Rimouski, en novembre et décembre derniers, 109. Réponse, 133. (*Document No. 80.*) *Impression ordonnée, 311.*
- Lauzon :—Correspondance, etc., au sujet de la demande de concession, par le conseil du village de Lauzon, dans le comté de Lévis, de l'endroit appelé "Port de Mer," 98. Réponse, 380. (*Document No. 182.*)
- Lebel, Nathaniel :—Correspondance au sujet des plaintes portées contre M. Nathaniel Lebel, agent des terres de la Couronne, pour l'agence Grandville, 387. Réponse 438. (*Document No. 214.*)
- Leclerc et Barnard :—Copie des circulaires du Dr Leclerc, et de M. E. A. Barnard, envoyées en 1886 et 1889, au sujet des constitutions des cercles agricoles, 219. Réponse, 253. (*Document No. 121.*)
- Lettres de crédit :—Liste complète des lettres de crédit ou promesses de paiement futur venant des différents départements du service civil depuis le 1er janvier 1889 ; ainsi que des noms des personnes en faveur de qui ces lettres de crédit ont été délivrées, le montant de chacune, etc., 84. Réponses, 304, 329. (*Documents No. 153a et No. 153b.*) *Impression ordonnée, 475.*
- Limites à bois :—Etat détaillé des ventes de limites à bois de réserves forestières, année par année, depuis 1875 à 1890, le prix payé pour chaque mille carré et la quantité de milles vendus à chaque vente, 164, 168. Réponse, 298. (*Document No. 150.*)
- L'Islet :—Etat des sommes collectées par le département des terres de la Couronne, section des bois et forêts, dans le comté de l'Islet, depuis le 30 juin 1882 jusqu'au 1er janvier 1890, 387. Réponse, 422. (*Document No. 205.*)
- L'Islet :—Correspondance au sujet d'une demande d'allocation par la société d'horticulture du comté de—. (Ordre du 16 mars 1889, page 372.) Réponse, 18. (*Document No. 36.*)
- Louiseville, Compagnie de l'aqueduc de :—Etat indiquant quel est le chiffre de la remise faite par le gouvernement, le 19 janvier 1889, à la Compagnie de l'aqueduc de Louiseville, pour taxes par elle dues, depuis 1882 jusqu'en 1887 inclusivement, 263. Réponse, 264. (*Document No. 123.*)
- Magistrats de district :—Correspondance entre les magistrats de district de la province et le gouvernement, au sujet de l'augmentation de leur traitement, 386. Réponse, 444. (*Document No. 215.*)

GAGNON, HONORABLE CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

- Manufactures de beurre et de fromage :—**Etat détaillé des montants payés aux manufactures de beurre et de fromage, tel que mentionné à la page 7 de l'état des recettes et paiements, depuis le 1er juillet au 31 décembre 1889, produit devant cette Chambre, 309. Réponse, 349. (*Document No. 171*).
- Manufactures de beurre et de fromage :—**Etat constatant quelles sont les manufactures de beurre ou de fromage, qui ont reçu des octrois d'argent, depuis le 30 juin 1889. Quel montant a été payé à chacune d'elle, et, dans chaque cas, quel est le nom de la personne qui a retiré l'argent, 445. Réponse, 472. (*Document No. 234*).
- Martin et LeBel :—**Etat indiquant la nature et la quantité de bois coupé ou manufacturé par la société de MM. Martin & LeBel et Thomas LeBel, de Rimouski, depuis le mois de janvier 1887, et pour lequel les droits étaient payables à la Couronne, 339. Réponse, 400. (*Document No. 195*).
- Martin, Octave :—**Correspondance, concernant la destitution de M. Octave Martin, comme sous agent des terres de la Couronne, dans le comté de Bonaventure, 314. Réponse, 400. (*Document No. 194*).
- Matapédia, pont de :—**Copie des rapports de M. Vallée, concernant les réparations au pont de Matapédia ; Copie des contrats passés entre le gouvernement et M. François Dion, pour l'exécution de ces travaux, etc., 122. Réponse, 252. (*Document No. 113*).
- Mercier, J. A. :—**Copie de tout ordre ou écrit émanant du département des travaux publics et de celui du Procureur-général, depuis le premier août 1887, et réquérant les services de M. J. A. Mercier, de Montréal, pour les fins mentionnées dans la réponse de l'honorable Procureur-général à l'interpellation de M. Tourigny, le 13 février 1890, etc., etc., 309. Réponse 399. (*Document No. 193*).
- Mines :—**Correspondance, touchant le développement des ressources minières de la province. Correspondance relative à la construction d'un chemin de fer pour faciliter le transport du produit des mines de phosphate de la vallée de la Lièvre. (Ordre du 13 mars 1889, page 343). Réponse, 265. (*Document No. 129*).
- Mines :—**Liste de tous les lots miniers, de quelque nature que ce soit, dans la province de Québec, 101. Réponse, 252. (*Document No. 110*).
- Montmagny, fabrique de beurre :—**Correspondances, entre le département de l'agriculture et M. le notaire Hubert Hébert, de Montmagny, au sujet de l'association de la fabrication de beurre, No. 1, de la ville de Montmagny, 219. Réponse, 253. (*Document No. 124*).
- Montréal, cité de :—**Correspondance relative à une requête de l'Association St. Jean-Baptiste de Montréal, demandant une subvention pour l'aider à célébrer le 250ième anniversaire de la fondation de Montréal, par la construction d'un édifice national. (Ordre du 27 février, 1889, page 253) ; Réponse, 87. (*Document No. 54*).
- Montréal, exposition universelle à :—**Correspondance relative au projet de faire coïncider une grande exposition universelle à Montréal en 1892, avec le 400ième anniversaire de la découverte de l'Amérique, le 250ième anniversaire de la fondation de Montréal, et le 50ième anniversaire de l'établissement du gouvernement responsable dans le Canada, et aux moyens à prendre pour célébrer dignement et utilement le souvenir de ces événements remarquables. (Ordre du 4 mars, 1889, page 276.) Réponse, 96. (*Document No. 62*).
- Morrison, Donald :—**Etat montrant en détail les sommes payées dans l'arrestation, la mise en accusation et le procès de Donald Morrison, convaincu du meurtre de Lucius F. Warren, 109. Réponse 456 (*Document No. 220*).

GAGNON, HONORABLE CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

- "*Morning Chronicle*" et J. J. Foote :—Etat de tous les travaux d'impressions exécutés par J. J. Foote, ou dans l'établissement du *Morning Chronicle*, depuis le 1er février 1887, et du coût de ces impressions, 254. Réponse, 338. (*Document No. 167.*)
- Murphy et Gourdeau :—Documents produits dans une certaine cause pendante en cour supérieure du district de Québec, dans laquelle Owen Murphy est demandeur et F. Gourdeau, défendeur, 387. Réponse, 422. (*Document No. 206.*) *Impression ordonnée, 477.*
- New-Carlisle :—Etat détaillé de toutes les fournitures du palais de justice de New-Carlisle, ordonnées par le gouvernement du jour ; Aussi, état détaillé de toutes les réparations et de tous les travaux exécutés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, 191. Réponse, 438. (*Document No. 211.*)
- Nicolet :—Correspondance entre le gouvernement et les conseils municipaux des ville et paroisse de Nicolet, au sujet de la construction d'un pont sur la rivière Nicolet, 339. Réponse, 401. (*Document No. 199.*)
- Pagnuelo, M. :—Documents et sommes payées à M. Pagnuelo, au sujet d'une poursuite dans une cause *re la Reine vs Charles Auguste Cornellier et Pierre Evariste LeBlanc*. No. 14, terme de mars 1885. (Ordre du 18 mars, 1889, page 378.) Réponse, 43. (*Document No. 44.*)
- Palais de Justice, Montréal :—Etat donnant le nombre d'employés nommés au—, depuis le 1er février 1887 ; sommes des salaires réunis, par année. (Ordre du 25 février, 1889, page 235.) Réponse 43. *Document No. 42.*)
- Palais de Justice, Montréal :—Documents concernant les améliorations, ou changements au palais de Justice de Montréal, dans le but d'y fournir l'espace et les commodités promises et nécessaires pour l'administration efficace de la Justice dans ce district, 285. Réponses 296, 304. (*Document No. 149a et 149b.*)
- Palais de Justice de Montréal et de Québec :—Correspondance échangée entre le gouvernement, aucun de ces employés et aucune personne à propos de la papeterie, des impressions et de la reliure pour les—, depuis le 1er février, 1887. (Ordre du 20 mars, 1889, page 398.) Réponse, 75. (*Document No. 52.*)
- Pêche :—Copie de tous les ordres en Conseil, autorisant la location, par conventions privées, des terres réservées pour la pêche le long des lacs et des rivières ; et copie de toute correspondance à ce sujet, 70. Réponse, 261. (*Document No. 126.*)
- Pêche :—Etat indiquant les noms de ceux qui ont acheté des droits et privilèges de pêche dans les rivières et les lacs de la province de Québec à l'encan, qui a eu lieu dans le cours du présent mois de janvier, avec les prénoms, résidences et occupations de tels acquéreurs, etc., 122. Réponse, 431. (*Document No. 208.*)
- Pêche :—Ordre en Conseil, du 26 décembre 1889, du gouvernement du Canada, de la réponse, du 8 janvier 1890, du Lieutenant-Gouverneur de cette province, et copie de tous les protêts et notifications signifiés, de la part du gouvernement fédéral, au gouvernement de Québec et aux adjudicataires des droits de pêche, en date du 8 janvier et du 12 février 1890 ; Correspondance échangée entre les deux gouvernements, relativement aux droits de pêche en question ; renseignements officiels, non déjà produits, sur la question de savoir si ces rivières, objets du conflit entre les deux gouvernements, sont navigables ou non, 329. Réponse, 333. (*Document No. 165.*) *Impression ordonnée, 476.*

GAGNON, HONORABLE CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

- Pêcheries :—Copie des instructions données, par le gouvernement, à M. Charles Allard, de Chambly, concernant les études qu'il a été chargées de faire sur la nature et la valeur des pêcheries, 309. Réponse, 398. (*Document No. 191.*)
- Pêcheurs du Labrador :—Lettre de Monseigneur Bossé, adressée au gouvernement, en rapport avec les secours à donner aux pêcheurs du Labrador ; état détaillé des dépenses, achat de provisions etc., par MM. Turner & Cie, et toutes correspondances à ce sujet, 71. Réponse, 87. (*Document No. 61.*) *Impression ordonnée, 311.*
- Péninsule et Gaspé, Compagnie de chemin de fer :—Etat indiquant les officiers et actionnaires de la "Compagnie du chemin de fer de la ligne courte de la Péninsule et de Gaspé," avec mention du montant des actions souscrites, et du montant payé, et du montant des actions libérées qui peuvent avoir été accordées, 152. Réponse, 173. (*Document No. 91.*)
- Percé, palais de Justice et prison de :—Etat détaillé des sommes payées par le gouvernement ou aucun des départements, depuis le 30 janvier 1889 jusqu'à ce jour, pour travaux et réparations et autres ouvrages au palais de Justice et à la prison de Percé et ses dépendances, etc., 85. Réponse, 284. (*Document No. 144.*)
- Police provinciale :—Liste des hommes appartenant à la force de police de la province, avec mention de la date de la nomination de chacun, ainsi que les devoirs qui leur sont assignés. (Ordre du 20 mars 1889, page 397.) Réponse, 19. (*Document No. 38.*)
- Ponts en fer :—Etat indiquant dans quelles municipalités des ponts en fer ont été construits avec une aide du gouvernement, depuis que la somme de \$25,000 a été votée en 1887 ; montant de l'aide accordée par le gouvernement, dans chaque cas ; ainsi que le montant promis et non payé. (Ordre du 18 janvier 1889, page 58). Réponse, 16. (*Document No. 11.*)
- Ponts en fer :—Production de tous les comptes payés, à des industriels belges pour tous matériaux, ponts en fer, etc., achetés en Belgique, 116. Réponse, 177. (*Document No. 96.*)
- Ponts métalliques :—Production de toute demande de soumissions pour l'achat des matériaux employés dans la construction des ponts métalliques, 387. Réponse, 456. (*Document No. 227.*)
- Pont sur le St-Laurent, à Québec :—Copie de tous ordres en Conseil, passés sous l'autorité de la section 13 du chapitre 91, 51-52 Victoria, (1888) touchant l'aide pour l'exploration du pont entre les deux rives du fleuve, à Québec ; rapport d'explorations faites, depuis cette date, et correspondances ayant trait à la construction de ce pont et à aucun octroi ou subvention par la province, 441. Réponse, 478. (*Document No. 236.*)
- Prisons, asiles etc :—Vingtième rapport des inspecteurs des prisons, asiles et bureaux publics de la province de Québec, pour l'année 1889, 389. (*Document No. 145.*)
- Protonotaire, bureau du—Montréal :—Etat des revenus et des dépenses du—, depuis le 1er juillet 1885 jusqu'au 1er juillet 1889, 235. Réponse, 270. (*Document No. 135.*)
- Québec Central :—Correspondance, etc., au sujet des taux chargés pour l'expédition du fret et pour les passagers sur le Québec Central, depuis Lévis jusqu'à Sherbrooke et de Sherbrooke à Lévis, etc., etc., 264. Réponse, 275. (*Document No. 139.*)

GAGNON, HONORABLE CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

Québec, comté de :—Etat indiquant le montant de l'argent de colonisation dépensé dans le comté de Québec, depuis la dernière session, 84. Réponse, 177. (*Document No. 94.*)

Québec Oriental :—Documents, plans, etc., pouvant renseigner la Chambre sur la construction projetée du chemin de fer—(Ordre du 11 janvier 1889, page 28). Réponse, 15. (*Document No. 12.*)

Québec Oriental :—Documents pouvant renseigner la Chambre sur la construction projetée du chemin de fer le "Québec Central", 44. Réponse, 172. (*Document No. 89.*)

Rapports municipaux :—Statistiques municipales ou—, pour l'année expirée le 31 décembre 1888, 70. (*Document No. 47.*)

Recettes et dépenses de la province :—Etat des,—depuis le premier juillet 1888 jusqu'au premier janvier 1889. (Ordre du 15 janvier 1889, page 35). Réponse, 15. (*Document No. 10.*)

Recettes et dépenses de la province :—Etat des recettes et des dépenses de la province depuis le premier juillet 1889 jusqu'au premier janvier 1890, 44. Réponse, 275. (*Document No. 136.*)

Recettes et paiements de la province :—Etat des recettes et des paiements de la province de Québec, du premier juillet 1888 au onze mars 1889 inclusivement ; le dit état devant mentionner la balance en caisse à la date du onze mars 1889, déduction faite de la balance, à cette date, des dépôts de garantie des compagnies de chemin de fer de Témiscouata, de Montréal et Lac Maskinongé et de Québec et Lac St-Jean, ainsi que la somme encore à payer pour l'intérêt et le rachat de la dette publique du onze mars au 30 juin 1889. (Ordre du 11 mars 1889, page 328.) Réponse, 17. (*Document No. 29.*)

Réclamations contre la Couronne :—Liste de toutes réclamations contre la Couronne, sujettes à contestation, et qui, depuis le 27 janvier 1887, ont été réglées à l'amiable, ou par arbitrage. Liste des pétitions de droit, contenant des réclamations contre la Couronne, qui étaient pendantes le 27 janvier 1887. Liste des pétitions de droit, et généralement de toutes réclamations contre la Couronne, portées devant les tribunaux depuis le 27 janvier 1887. (Adresse du 8 mars 1889, page 310.) Réponse, 367. (*Document No. 175.*)

Réclamations contre la Couronne :—Liste de toutes réclamations contre la Couronne, sujettes à contestation, et qui, depuis le 27 janvier 1887, ont été réglées à l'amiable, ou par arbitrage ou autrement, sans recourir aux tribunaux ; Liste des pétitions de droit et généralement de toutes réclamations contre la Couronne portées devant les tribunaux, non mentionnées dans la réponse à l'adresse votée le 8 mars 1889, avec mention des noms et prénoms des réclamants, du montant réclamé, &c., 219. Réponse, 380. (*Document No. 183.*)

Remise de droits :—Etat de tous les droits, taux, infractions et pénalités, (en rapport avec la perception du Revenu), remis par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, du 9 janvier 1889 au 9 janvier 1890, 106. (*Document No. 69.*)

Remise des droits de coupe de bois :—Documents adressés au gouvernement depuis l'année 1886, à l'effet de faire remise des droits de coupes de bois, en faveur des colons établis de bonne foi sur les terres de la Couronne. (Ordre du 20 mars 1889, page, 398. Réponse, 120. (*Document No. 48.*)

GAGNON, HONORABLE CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

Réprésentation législative :—Documents concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, excepté pour le comté de Terrebonne, au sujet duquel la correspondance a déjà été produite, 139. Réponses, 252, 275. (*Documents No. 105b et 105c.*) *Impression ordonnée, 245.*

Réserve forestière :—Etat indiquant quelle partie de la réserve forestière, abolie l'année dernière, a été arpentée depuis le 12 juillet dernier ; dans quels districts on été faits ces arpentages ; combien de lots ont été vendus de ces nouveaux arpentages depuis cette date. (Ordre du 13 février 1889, page 163.) Réponse, 86. (*Document No. 53.*)

Richard, J. B. :—Copie de la demande de J. B. Richard, arpenteur provincial, de Wotton, pour l'obtention de lettres-patentes de certains lots de Saint-Hippolyte, dans le canton de Wotton, 339. Réponse, 359. (*Document No. 174.*)

Richmond et Wolfe :—Etat détaillé relatif aux chemins et ponts de colonisation, dans chacun des comtés de Richmond et Wolfe, sur lesquels des travaux ont été faits, durant la saison dernière, à même les octrois de colonisation votés pour l'année fiscale de 1889 et 1890, 339. Réponse, 397. (*Document No. 189.*)

Rimouski, pont en fer à :—Correspondance relativement à la construction d'un pont en fer à Rimouski, 290. Réponse, 304. (*Document No. 154.*)

Rivière des Hurons :—Correspondance relativement au creusage de la rivière des Hurons, dans les comtés de Rouville et St-Hyacinthe, 85. Réponse, 121. (*Document No. 72.*)

Roberge, L. A. :—Documents se rattachent à la réclamation de M. L. A. Roberge, en rapport avec la construction du chemin de fer de Joliette, 363. Réponse, 465. (*Document No. 229.*)

Ross Brothers :—Copie de tous mémoires de frais, de toute correspondance et de tout rapport et arrêté en Conseil, au sujet du montant de \$600 mentionné à la page 129 des comptes publics pour 1888, comme ayant été payé à MM. Ross Brothers, dans la cause Holland. (Adresse du 4 mars 1889, page 273.) Réponse, 17. (*Document No. 22.*)

Ross vs. Lambly :—Copie de tous documents et de toutes correspondance, *re* Mary Jane Ross vs. W. H. Lambly, registrateur. (Ordre du 8 mars 1889, page 311.) Réponse, 17. (*Document No. 27.*)

Rue Champlain :—Correspondance concernant le dernier éboulement de la rue Champlain, des ordres en Conseil relatifs au même objet de tous les documents qui s'y rapportent, 152. Réponse, 173. (*Document No. 92.*)

St-André Avelin :—Copie de la requête adressée, en 1889, par Nicolas Chéné, demandant la nomination d'un conseiller municipal pour la paroisse de Saint-André Avelin, 166. Réponse, 329. (*Document No. 160.*)

Ste-Angèle de Rouville :—Correspondance échangée entre le gouvernement et la municipalité de Sainte-Angèle, comté de Rouville, concernant certaines sommes dues pour l'entretien dans l'asile Saint-Jean de Dieu, de trois aliénés de cette paroisse, 314. Réponse, 333. (*Document No. 164.*)

St-Cyr, M. :—Rapport de—conservateur du musée, pour l'année 1888-89, 298. Réponse, 298. (*Document No. 152.*) *Impression ordonnée, 298, 475.*

St-Ephrem de Tring :—Correspondance entre le Rév. M. Morissette, prêtre, curé, et des habitants de St-Ephrem de Tring, dans le comté de Beauce, au sujet d'une demande pour indemniser les victimes des tempêtes de grêle, dans cette paroisse, durant l'été 1888 et 1889, 409. Réponse, 472. (*Document No. 223.*)

GAGNON, HONORABLE CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

St-Jean :—Correspondance au sujet d'une demande faite par la Corporation de la ville de St-Jean, auprès du gouvernement, pour une indemnité au sujet de l'incendie de 1876 ; ainsi que copie de tous documents à ce sujet entre les mains du gouvernement, 86. Réponse, 261. (*Document No. 114.*)

St-Jean, Isle d'Orléans :—Correspondance échangée, depuis le premier janvier 1889, au sujet du règlement de la balance due par la municipalité de—, au fonds d'emprunt municipal, 191. Réponse, 252. (*Document No. 116.*)

St Jean, Isle d'Orléans :—Copie de l'ordre en Conseil autorisant la remise de la balance due par la municipalité de—, au fonds d'emprunt municipal, 328. Réponse, 338. (*Document No. 168.*) *Impression ordonnée, 476.*

St-Jean, rivière :—Documents touchant la question de la construction d'un pont sur la rivière St-Jean, dans le comté de Gaspé, 397. Réponses, 401, 444. (*Documents Nos. 200a et 200b.*)

St-Joachim, rivière :—Correspondance et copie de tous rapports concernant les travaux à faire à la petite rivière St-Joachim, dans le comté des Deux-Montagnes, depuis juillet 1887, 290. Réponse, 307. (*Document No. 155.*)

St. Louis de Mile End :—Correspondance entre le gouvernement et l'institution des sourds-muets de—, au sujet de l'allocation demandée par cette institution. (Ordre du 27 février 1889, page 253.) Réponse, 87. (*Document No. 55.*)

St. Maurice :—Correspondance échangée entre le gouvernement et L. A. Lord, écr., d'Yamachiche, et Michel Bourassa, de St. Barnabé, relativement aux octrois de colonisation dans le comté de St. Maurice, depuis le 1er février 1887, 310. Réponse, 384. (*Document No. 185.*)

St-Maurice :—Etat indiquant les sommes payées pour les travaux de colonisation dans le comté de St-Maurice, depuis l'année 1878. (Ordre du 8 mars 1889, page 311.) Réponse, 17. (*Document No. 28.*)

St-Michel de Bellechasse :—Correspondance à propos d'une allocation à être accordée au Couvent et au Collège de St Michel de Bellechasse, 44. Réponse, 133. (*Document No. 78.*)

St-Michel de Bellechasse :—Copie de la correspondance échangée entre l'honorable Premier ministre et le député de Bellechasse, à propos d'une allocation à être donnée au Couvent de St-Michel de Bellechasse. (Ordre du 25 janvier 1889, page 91.) Réponse, 43. (*Document No. 40.*)

St-Michel de Bellechasse :—Correspondance à propos d'une allocation à être donnée au Collège de St-Michel de Bellechasse, dans le but de favoriser l'instruction dans le comté de Bellechasse. (Ordre du 25 février 1889, page 241.) Réponse, 139. (*Document No. 83.*)

Secrétaire de la province :—Troisième rapport du—, pour l'exercice de 1888-1889. (Division du Régistraire), 292. (*Document No. 6.*)

Secrétaire et Régistraire de la Province :—Rapport du—, pour l'exercice 1883-1886. (Division du Secrétaire), 384. (*Document No. 6.*)

Seigneurie Lauzon :—Correspondance, etc., au sujet du paiement et de la répartition plus juste des rentes seigneuriales dans la seigneurie Lauzon, 121. Réponse, 397. (*Document No. 186.*) *Impression ordonnée, 477.*

GAGNON, HONORABLE CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

- Service civil :—Rapport des nominations et promotions faites dans le service civil, depuis la dernière session ; Statuts refondus No. 675, 70. (*Document No. 49.*)
- Shawville, cour de magistrats :—Documents reçus par le gouvernement pendant et depuis la dernière session, relativement à la création d'une cour de magistrats de district, à Shawville, P. Q., 116. Réponse, 139. (*Document No. 84.*)
- Shehyn et Garneau, MM. :—Documents en rapport avec la mission, en Europe, des honorables MM. Shehyn et Garneau, de toute correspondance échangée entre le gouvernement, ou aucun de ses membres, et M. J. A. Drolet ou toute autre personne, depuis le premier janvier 1887, jusqu'à ce jour, au sujet de la conversion de la dette provinciale, 84. Réponse, 121. (*Document No. 73.*)
- Sherbrooke :—Renseignements relatifs aux réparations à la prison et au palais de justice de Sherbrooke, durant l'année 1889, 280. Réponse, 422. (*Document No. 202.*)
- Shérif des Trois-Rivières :—Copie de l'enquête faite contre le shérif des Trois-Rivières par M. Walton Smith en 1887. (Ordre du 25 février 1889, page 239). Réponse, 16. (*Document No. 19.*)
- Shoolbred :—Copie des lettres-patentes, titres, etc., concernant la seigneurie—, dans le comté de Bonaventure. (Adresse du 27 février 1889, page 252). Réponse, 16. (*Document No. 21.*)
- Soulanges, société d'agriculture :—Correspondance échangée entre le département de l'agriculture, le secrétaire-trésorier de la société d'agriculture du comté de Soulanges et autres, relativement à l'envoi de l'octroi à cette société, 388. Réponse, 422. (*Document No. 207.*)
- Statistiques judiciaires :—Extraits des rapports—, pour l'année 1889, 265. (*Document No. 133.*)
- Sténographes officiels :—Correspondance au sujet de la nomination de—, par le gouvernement, pour recevoir et prendre note des témoignages dans les cours supérieures, 98. Réponse, 107. (*Document No. 67.*)
- Subsides aux compagnies de chemins de fer :—Ordres en Conseil, adoptés depuis le 30 janvier dernier, autorisant le paiement de subsides aux différentes compagnies de chemins de fer, 85. Réponse, 107. (*Document No. 66.*) *Impression ordonnée, 311.*
- Tassé, Messire :—Correspondance, entre Messire Tassé, ou la fabrique de Longueuil, depuis le 1er juillet 1888, au sujet de l'honoraire de \$200 payé sur le bill concernant la ville de Longueuil ; le dit bill passé pendant la session de 1888, 235. Réponse, 277. (*Document No. 141.*)
- Taxes scolaires :—Correspondances, résolutions du Conseil de l'Instruction publique, et documents de record dans les bureaux publics se rattachant à une nouvelle division des taxes perçues pour les fins scolaires. (Adresse du 21 janvier 1889, page 63.) Réponse, 253. (*Document No 119.*)
- Terrebonne :—Documents au sujet du démembrement du comté de Terrebonne, pour fins parlementaires ou autres, 102. Réponses, 121, 202. (*Documents Nos. 74a et 74bb.*)
- Terrebonne :—Correspondance au sujet de la remise des droits de la Couronne, sur la coupe du bois, dans les cantons du comté de Terrebonne, 290. Réponse, 444. (*Document No. 219.*)

GAGNON, HONORABLE CHARLES ANTOINE ERNEST :—*Suite.*

Terres de la Couronne :—Rapport du Commissaire des—, pour les douze mois finissant le 30 juin 1889, 131. (*Document No. 4.*)

Terres publiques :—Copies de tous ordres en Conseil, adoptés depuis deux ans, au sujet de la question de l'octroi gratuit des terres publiques dans certaines parties de la province. (Ordre du 25 février 1889, page 238.) Réponse, 16. (*Document No. 17.*)

Terres publiques :—Copie des demandes faites par des compagnies et différentes personnes du Canada, d'Europe et des États-Unis pour l'octroi de terres publiques dans la province pour des fins de colonisation et de tous les documents qui s'y rapportent, 98. Réponse, 107. (*Document No. 68.*)

Tessier, Juge :—Renseignements sur les questions suivantes, savoir : 1. Le gouvernement a-t-il cédé à M. le juge Tessier ou à quelqu'un de sa famille, depuis le premier février 1889, certaine propriété située à Rimouski ? 2. Si oui, quelle propriété, à quel endroit est-elle située ? 395. Réponse, 456. (*Document No. 228.*)

Thérèse de Jésus, Révde Sœur, et Dr. Vallée :—Copie du rapport fait par la Révérende Sœur Thérèse de Jésus et du docteur Vallée, après leur voyage en Europe, l'été dernier, 204. Réponse, 296. (*Document No. 148.*) *Impression ordonnée, 475.*

Toupin, Joseph :—Documents se rapportant à la nomination de Joseph Toupin, comme conseiller municipal pour la paroisse de la Longue-Pointe, en 1890, 279. Réponse, 283. (*Document No. 143.*)

Travaux de colonisation :—Copie de la circulaire, datée le 23 janvier 1890, signée par l'honorable M. Rhodes, Ministre de l'Agriculture ; adressée aux députés et ayant rapport à leurs demandes d'octrois pour travaux de colonisation dans chaque comté, 191. Réponse, 253. (*Document No. 120.*)

Tremblay, P. E. :—Copie du compte de M. P. E. Tremblay, présenté au gouvernement comme agent de rapatriement ; état détaillé des sommes à lui payées pour salaire, frais de voyage et autres causes. (Ordre du 11 mars 1889, page 328.) Réponse, 18. (*Document No. 31.*)

Tremblay, J. A. :—Copie du jugement final rendu par la cour supérieure du district du Saguenay, dans une cause de Dame d'Estimauville, veuve Clément, contre J. A. Tremblay, notaire, des Eboulements ; aussi copie du jugement de la cour du banc de la Reine, en appel, dans la même cause, 70. Réponse, 107. (*Document No. 65.*)

Yamaska :—Etat détaillé des sommes dépensées par le gouvernement dans le comté de Yamaska, depuis le mois de janvier 1887, constatant pour quels travaux ces sommes ont été payées, 133. Réponse, 177 (*Document No. 93.*)

GIROUARD, M. JOSEPH ENA :—Député pour DRUMMOND et ARTHABASKA.

Fait partie des Comités suivants :

Ordres permanents, 41 ; Agriculture ; Chemins de fer ; Industries, 72.

Nommé *Président* du comité permanent des *Ordres permanents* ; présente divers rapports de ce comité, 74, 91, 104, 110, 159.

GIROUARD, M. JOSEPH ENA :—*Suite.*

Pétitions présentées :

Du Révérend J. U. Tessier *et al*, 15 ; demandant un acte pour incorporer partie du village de Victoriaville en ville et pour ériger en municipalité de paroisse le reste du village et autres territoires, 39.

De la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond 15 ; demandant des amendements à sa charte, 39.

Bills présentés :

Bill constituant en corporation la ville de Victoriaville et érigeant la municipalité de la paroisse de Ste-Victoire d'Arthabaska, 75.

Bill modifiant la charte de la Compagnie du chemin de fer du comté de Drummond. (Loi 49-50 Vic., ch. 81 amendé par la loi 52 Vic., ch. 88.), 74.

GLADU, M. VICTOR :—Député pour le comté d'YAMASKA.

Fait partie des Comités suivants :

Législation et lois expirantes, 41 ; Bills privés, 72. (Remplacé plus tard par M. Cameron), 93 ; Bibliothèque, 106 ; Association pharmaceutique, 171.

Bills présentés :

Bill amendant la loi de la chasse de Québec, 40.

Bill pour rendre uniforme l'exécution de certains actes dans la province de Québec et amender le Code civil à ce sujet, 112.

Bill amendant les articles 948 et 953 du Code civil du Bas Canada, 112.

Bill pour amender les articles 305, 691, 693 et 698 du Code civil du Bas Canada et l'article 925 du Code de procédure civile, et ajoutant de nouvelles dispositions à ces codes, 112.

Bill amendant l'article 91 du Code civil, 113.

Bill pour amender les articles 298 et 299 du Code civil du Bas Canada, 113.

Bill amendant le Code municipal, 216.

Bill pour amender l'article 1997 des Statuts refondus de la province de Québec, concernant l'élection des commissaires d'écoles, 230.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Cèdre, poteaux et dormants en :—Etat indiquant le nombre de poteaux et dormants en cèdre qui ont été coupés sur les terres de la Couronne, dans l'agence de Gaspé, Bassin de Gaspé, durant la saison, 1888-89, 376.

Compagnies de chemins de fer subventionnées :—Montant détaillé des argents payés pour subsides aux diverses—, depuis le 1er juillet 1889 à cette date, 280. Réponse, 314. (*Document No. 157*).

GLADU, M. VICTOR :—*Suite.*

Compagnies de chemins de fer :—Etat des sommes payés aux—, du 1er juillet 1886 au 1er février 1887, indiquant le montant payé à chaque compagnie, et pareil état pour la période comprise entre le 1er février et le 1er juillet 1887, 236. Réponse, 313. (*Document No. 156*).

Coupe de bois :—Etat montrant la superficie des terrains de la Couronne sur lesquels des permis de coupe de bois ont été vendus, durant les années 1880, 1881, 1884, 1888 et 1890, 151. Réponse, 253. (*Document No. 118*). *Impression ordonnée, 312.*

Coupe de bois :—Etat depuis le 1er juillet 1867 du nombre de milles carrés de territoire affermés ou vendus pour la coupe de bois, 236. Réponse, 330. (*Document No. 161*). *Impression ordonnée, 475.*

Départements publics :—Etat des sommes payées, à même le fonds consolidé du revenu, depuis le 1er février 1887, pour acquitter des obligations ou des dépenses encourues avant cette date, dans les divers départements, 220.

Edifices publics et palais de Justice :—Etat indiquant les sommes payées, pour réparation et entretien d'édifices publics et des palais de Justice et prisons, du 1er juillet 1881 au 1er février 1887, et pareil état pour le temps écoulé depuis le 1er février 1887, 220.

Emprunt, sommes payées à même l'—:—Etat détaillé des sommes payées depuis le 1er février 1887, à même la somme de \$3,378,332.50, produit de l'emprunt de trois millions et demi, pour acquitter des dettes et obligations contractés antérieurement, 236.

Impressions des documents sessionnels :—Etat détaillé, depuis 1884, du nombre de pages de documents sessionnels et autres documents imprimés par ordre de la Chambre et du Conseil législatif, et le coût total de ces impressions pour chaque année ; Le montant de pages des procès-verbaux, des journaux de l'Assemblée législative et du Conseil législatif, des statuts et des projets de loi en anglais et en français, et le coût total de ces impressions, pour chacun, et pour chaque année, 235.

Fahey, &c :—Etat détaillé de toutes les dépenses encourues dans l'affaire des détectives Fahey, Naegelé et Bureau, 220.

Pension de retraite :—Liste de toutes les personnes auxquelles il est payé des pensions, soit à titre d'officiers du service civil en retraite, soit à titre de représentants légaux d'officiers publics décédés, etc., 151.

Protonotaire, bureau du—Montréal :—Etat des revenus et des dépenses du—depuis le 1er juillet 1885 jusqu'au 1er juillet 1889, 235. Réponse, 270. (*Document No. 135*.)

Robin, maison :—Compte détaillé des provisions expédiées par la maison Robin, ou par toute autre maison ou personne, aux pêcheurs en détresse de Paspébiac et Baie des Chaleurs, en 1886, 235.

St. Antoine :—Documents au sujet de la division, maintenant projetée, en deux parties de la municipalité scolaire de la paroisse de St. Antoine, comté de Verchères, 513..

G
GOYETTE, M. ODILON :—Député pour le comté de NAPIERVILLE.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture ; Immigration et Colonisation ; Chemins de fer ; Industries, 72.

GOYETTE, M. ODILON :—*Suite.*

Pétition présentée :

De Joseph Giguère, de la cité de Montréal, 73 ; demandant un acte pour régulariser sa cléricature et pour autoriser le Collège des médecins et chirurgiens à l'admettre à la pratique de la médecine et de la chirurgie, 81.

Bills présentés :

Bill amendant le Code municipal de la province de Québec, 230.

Bill régularisant la cléricature de Joseph Giguère, 125.

Interpellations au Ministère :

Chassé, M. Honoré :—Est-il à l'emploi du gouvernement ou de la Chambre ? 383.

Laprairie à St-Lambert :—Est-ce l'intention du gouvernement d'aider pour le chemin qui conduit de— ? 377.

St-Constant :—Le gouvernement doit-il venir en aide aux cultivateurs de—, au sujet des récoltes détruites par la grêle ? 377.

St-Isidore :—Le gouvernement doit-il venir en aide aux cultivateurs de—, pour le chemin appelé "l'Épinettière" ? 377.

Table Rock :—Combien a coûté à la province l'enquête au sujet du— ? 514.

HALL, M. JOHN SMYTH, JR. : Député pour MONTREAL-CENTRE.

Fait partie des Comités suivants :

Privilèges et Elections ; Législation et Lois expirantes, 41 ; Bills privés ; Comptes publics, 72 ; Impressions, 106.

Nommé délégué de la Chambre pour rencontrer les délégués du Conseil pour conférer au sujet du bill amendant la loi relative aux inhumations, 446.

Pétitions présentées :

Du Synode du diocèse de Montréal, 29 ; demandant des amendements à l'acte 14-15 Victoria, chapitre 176, intitulé : " Acte pour régler l'administration des biens temporels de l'Eglise unie d'Angleterre et d'Irlande, dans le diocèse de Montréal ", 39.

De l'Université du Collège Bishop, Lennoxville, 29 ; demandant un acte portant reconnaissance du degré de bachelier ès-arts pour l'admission à l'étude du droit, du notariat et de la médecine, 39.

Du Bureau des commissaires d'écoles protestantes, de Montréal, 79 ; demandant un acte les autorisant à disposer d'un immeuble et pour ratifier l'union des municipalités de St. Gabriel et de St. Jean-Baptiste à la cité de Montréal, pour fins scolaires, 98.

Du Bureau des commissaires d'écoles protestantes, de Montréal, 79 ; demandant un acte amendant la section 33 de l'acte 32 Vict., chap. 16, concernant les taxes scolaires, 99.

HALL, M. JOHN SMYTH, JR. :—*Suite.*

De la Compagnie d'entrepôt, de Montréal, 79 ; demandant des amendements à sa charte, 99.

De l'Ecole de l'art culinaire, de Montréal, 79 ; demandant un acte d'incorporation, 99.

De l'Université McGill, 79 ; demandant un acte portant reconnaissance du degré de bachelier ès-arts, pour l'admission à l'étude du droit, du notariat et de la médecine, 99.

De la Fraternité des charpentiers et menuisiers de l'Amérique, Union No. 311—de l'Assemblée locale No. 6023—de l'Union des Carossiers—et de l'Assemblée Saint-Gabriel No. 5421,—tous de Montréal et Chevaliers du Travail ; demandant : 1. Un acte définissant la responsabilité des patrons ; 2. Un acte assurant aux manœuvres le montant de leur salaire, et que toutes personnes donnant des contrats soient tenues de voir que la main d'œuvre soit payée ; 3. Que le Lieutenant-Gouverneur et les maires soient seuls autorisés d'appeler les milices en temps d'émeute ; 4. La nomination de un ou de plusieurs officiers, dans chaque district judiciaire pour poursuivre en justice toutes personnes violant les lois, soit locales ou fédérales, 99.

De Jacques Grenier et autres, de la cité de Montréal, 167 ; demandant que le bill intitulé : " Montreal Subway Company," ne devienne pas loi, et pour autres fins, 187.

De la Corporation de la cité de Montréal, 91 ; demandant des amendements à sa charte, 104.

De John L. Morris et autres, gradués de l'Université McGill, 91 ; demandant un acte portant reconnaissance du degré de bachelier ès-arts pour l'admission à l'étude du droit, du notariat et de la médecine, 104.

Du Synode provincial de l'Eglise d'Angleterre, 91 ; demandant un acte autorisant l'évêque métropolitain de la dite église de conférer certains degrés, 104.

De la Corporation de l'Université McGill, 117 ; demandant que le bill reconnaissant le diplôme de bachelier ès-arts comme suffisant pour l'admission à l'étude des professions légale, notariale et médicale, devienne loi, 132.

De A. F. Gault *et al.*, de Montréal, 310 ; demandant que la loi concernant la distribution des taxes scolaires dans la cité de Montréal soit modifiée, 329.

Bills présentés :

Bill modifiant l'acte 14-15 Vic., ch. 176, concernant les biens temporels de l'Eglise unie d'Angleterre et d'Irlande, dans le diocèse de Montréal, 105 ; honoraire remis, 166.

Bill reconnaissant le diplôme de bachelier-ès-arts comme suffisant pour l'admission à l'étude des professions légale, notariale et médicale, 40.

Bill autorisant le bureau des commissaires des écoles protestantes de la cité de Montréal, à disposer de certaines propriétés immobilières et à ratifier et confirmer l'union des écoles dissidentes des ex-municipalités du village de Saint-Gabriel et de la ville de Saint Jean-Baptiste avec la municipalité scolaire de la cité de Montréal, 105.

Bill autorisant l'évêque métropolitain de l'Eglise d'Angleterre, de la province ecclésiastique du Canada, à conférer certains degrés en théologie dans la province de Québec, 111.

Bill modifiant la charte de la Compagnie d'emmagasiner de Montréal, 125.

Bill amendant la charte de la cité de Montréal, (1889), 125.

Bill constituant en corporation l'Ecole culinaire de Montréal, 126 ; honoraire remis, 364.

HALL, M. JOHN SMYTH, JR. :—*Suite.*

Bill amendant la loi des licences de Québec, 261.

Bill pour amender l'article 762a du Code municipal, relatif aux chemins municipaux, 272.

Bill amendant l'acte 32 Vic., ch. 16, sect. 33, concernant l'éducation dans la cité de Montréal, 312.

Interpellations au Ministère :

Barrières et ponts de péages :—Seront-ils abolis ? 362.

Montréal, palais de Justice :—Quel est le coût du présent— ? 262. Quel en a été le coût de 1851 à 1857 ? 276.

Taxes sur corporations commerciales :—Seront-elles abolies ? 362.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Code de procédure civile :—Correspondance concernant l'institution d'une commission pour reviser et amender le Code de procédure civile du Bas-Canada, 305. Réponse, 370. (*Document No. 179*).

Encanteurs :—Correspondance entre le gouvernement et de toute Chambre de Commerce, papiers et mémoires présentés au sujet de la taxe sur les encanteurs et concernant les ventes commerciales, 84. Réponse, 202. (*Document No. 99*).

Montréal, palais de Justice :—Etat mentionnant les diverses sommes payées, chaque année, depuis la Confédération, pour réparations au palais de Justice de Montréal, 338.

Montréal, taxe du palais de Justice :—Etat indiquant le montant reçu, chaque année, depuis la date de la construction du palais de Justice de Montréal jusqu'à la Confédération, pour la taxe connue sous le nom de—, 280.

Palais de Justice, Montréal :—Documents concernant les améliorations ou changements au palais de Justice de Montréal, dans le but d'y fournir l'espace et les commodités promises et nécessaires pour l'administration efficace de la Justice dans ce district, 280. Réponses, 296, 304. (*Documents Nos. 149a et 149b*).

Ste-Cunégonde :—Copie de tous les ordres en Conseil et des rapports du surintendant de l'Instruction publique, concernant toute partie détachée de la cité de Montréal et annexée à la ville de Sainte-Cunégonde, pour les fins scolaires, 444.

Timbres judiciaires :—Etat indiquant le montant reçu, chaque année, depuis la Confédération, pour timbres judiciaires, dans le district judiciaire de Montréal, 280.

Motions :

Que les honoraires payés sur certains bills soient remis ; adoptées, 166, 219, 279, 364.

LAFONTAINE, M. EUGÈNE :—Député pour le comté de NAPIERVILLE.

Fait partie des Comités suivants :

Privilèges et Elections, 41 ; Bills privés, 72 ; Bibliothèque, 106 ; Collège de médecine et de chirurgie, Montréal, 272.

LAFONTAINE, M. EUGÈNE :—*Suite.*

Nommé *Président* du comité permanent des *Divers Bills privés*, 74 ; présente divers rapports de ce comité, 74, 124, 137, 144, 159, 163, 169, 176, 201, 207, 215, 237, 248, 265.

Nommé *Président* du comité permanent des *Privileges et Elections*, 124 ; présente le 1er rapport de ce comité, 124.

Donne sa démission comme membre du comité des *Privileges et Elections*, 446.

Pétitions présentées :

De Joseph Brunet et autres, de la cité de Montréal, 73 ; demandant un acte les autorisant à construire et à opérer un chemin de fer, 80.

De la Corporation de la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, 79 ; demandant que certaine partie de la paroisse de Saint-Damase, annexée à Saint-Michel de Rougemont, soit annexée au comté de Rouville, à toutes fins quelconques, 99.

De P. E. Grandbois et al ; demandant que les amendements à la loi de pharmacie de Québec deviennent loi ; lue et reçue, 211.

De J. P. Lavoie et autres,—de A. Brodeur et autres, médecins et chirurgiens de la province de Québec, 221 ; demandant que les amendements à la loi de pharmacie de Québec deviennent loi, 229.

De Jesse Joseph et al, 260 ; demandant l'incorporation de la Société Belge de bienfaisance et de protection pour les immigrants ; lue et reçue, 264.

Bills présentés :

Bill constituant la ville de Ville-Marie en corporation, 75.

Bill amendant les sections 12 et 13 de l'acte 52 Vict., chap. 41, relatives aux arpenteurs et arpentages, 40.

Bill pour incorporer les ingénieurs civils de la province de Québec, 40.

Bill amendant la loi de pharmacie de Québec, 81.

Bill constituant en corporation la Compagnie de chemin de fer de colonisation de Montfort, 92.

Bill pour annexer au comté de Rouville partie de la paroisse de Saint-Michel de Rougemont, 107.

Bill autorisant les exécuteurs testamentaires de feu Alexandre M. DeLisle à transporter les hypothèques actuelles d'une partie des biens de la succession, sur d'autres parties, selon qu'il pourra être plus avantageux à cette succession, 169.

Bill pour amender les actes et ordonnances concernant les chemins à barrières de Montréal, 177.

Bill pour amender le Code municipal, 187.

Bill pour constituer en corporation la Société Belge de bienfaisance et de protection pour les immigrants, 264 ; honoraire remis, 364.

Bill amendant la loi relative aux bazars et loteries dans la province. (Du Conseil), 397.

LAFONTAINE, M. EUGÈNE :—*Suite.*

Motions :

Sous-amendement (à l'adresse en réponse au discours du Trône), 32 ; adopté, 33.

Que cette Chambre concoure dans le rapport du comité des ordres permanents, moins la partie faisant mention de M. Daveluy ; adoptée, 159.

Que le bill pour amender l'acte concernant l'Association pharmaceutique soit renvoyé à un comité spécial ; adoptée, 171.

Amendements aux amendements faits par le Conseil au bill incorporant la ville de la Côte St-Louis, 365.

Que le comité général sur le bill incorporant *The Royal Quebec Art Union Company* soit renvoyé à six mois ; débat, 269 ; motion pour ajourner les débats négativee, 269 ; heure consacrée pour les bills privés expirée, 270.

Que le bill amendant l'acte 8 Vict., ch. 81 qui constitue en corporation le Collège de médecine et de chirurgie, de Montréal, soit remis sur les ordres du jour ; objecté que la Chambre a déjà disposé de ce bill ; M. l'Orateur maintient l'objection, 430.

Ordre de la Chambre demandé :

Berthier :—Correspondance au sujet de l'octroi de \$12,000 à la fabrique de sucre de betteraves de Berthier. (Ordre du 27 février 1889, page 253.) Réponse, 16. (*Document No. 20.*)

Divers :

Pour décision de M. l'Orateur sur motion de M. Lafontaine, 430 ; Voir Marchand, l'hon. F. G., ses décisions No. 30.

LALIBERTÉ, M. EDOUARD HIPPOLYTE :—Député pour le comté de LOTBINIÈRE.

Fait partie des Comités suivants :

Ordres permanents, 41 ; Chemins de fer ; Industries ; Comptes publics, 72 ; Code municipal, 113.

Remplacé au comité des *Chemins de fer* par M. Champagne, 176.

Présente le 5e rapport du comité des *Ordres permanents*, 124.

LAPOINTE, M. ALFRED :—Député pour le comté de VAUDREUIL.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture ; Immigration et Colonisation ; Chemins de fer ; Industries, 72.

Interpellations au Ministère :

Allard, Charles, de Chambly :—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 251.

Allard, M. Charles :—Combien a-t-il reçu pour services en rapport avec les pêcheries ? 303.

LAPORTE, M. ALFRED :—*Suite*

Amyot & Pelletier, MM., de Québec :—Ont-ils été employés comme substituts du Procureur général ? 459.

Bouchard, M. Joseph :—Par qui est payé ? 210.

Carrier, M. A :—A-t-il loué la rivière St-Jean, Gaspé, en son nom personnel ? 442.

Dandurand, M. Raoul :—Quelle somme lui a été payée comme magistrat de police ? 116.

Dessaint, M. Isaïe :—A-t-il été employé comme substitut du Procureur général ? 460.

Dugas, M. C. Aimé :—A-t-il été employé comme commissaire en 1887, 88 et 89 ? 116.

Durocher :—Combien de fois M. Isidore Briem—à-t-il été condamné à l'amende, pour licences, depuis le 1^{er} février 1887 ? 361. Combien de fois de 1882 à 1887 ? 389.

Ouimet, Louis, de Chambly :—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 250.

Pageau, M. Joseph :—Par qui est employé et payé—architecte ? 210.

Motion :

Amendement (lors du concours dans l'item des subsides pour dépenses générales du département des terres de la Couronne),—Que cette Chambre est d'opinion que ces dépenses devraient être réduites d'au moins \$26,000 ; négativé, 511.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Dugas et Desnoyers :—Etat indiquant tous services rendus et sommes reçues par M. C. A. Dugas et M. M. C. Desnoyers, de Montréal, en dehors de leurs fonctions ordinaires, comme juges des sessions ou magistrats de police, pendant les années 1887, 1888 et 1889, etc., 210.

Mines :—Etat faisant connaître le montant annuel, qu'a touché la province, provenant des mines de la province de Québec, pour les dix dernières années ; la dépense annuelle pendant la même période ; le déficit total actuel, 544.

Palais de Justice, Montréal :—Etat donnant le nombre d'employés nommés au—, depuis le 1^{er} février 1887 ; somme des salaires réunis, par année. (Ordre du 25 février 1889, page 235.) Réponse, 43. (*Document No. 42.*)

Pêcheries :—Copie des instructions données par le gouvernement à M. Charles Allard, de Chambly, concernant les études qu'il a été chargées de faire sur la nature et la valeur des pêcheries, 309. Réponse, 398. (*Document No. 191.*)

Tessier, Juge :—Renseignements sur les questions suivantes, savoir : Le gouvernement a-t-il cédé à M. le juge Tessier ou à quelqu'un de sa famille, depuis le premier février 1889, certaine propriété située à Rimouski ? Si oui, quelle propriété, à quel endroit est-elle située ? 395. Réponse, 456. (*Document No. 228.*)

LAREAU, M. EDMOND :—Député pour le comté de ROUVILLE.

Absent tout le temps de la session pour cause de maladie. Décédé le 22 avril 1890.

Ordre de la Chambre demandé :

Taxes scolaires :—Correspondance, résolution du Conseil de l'Instruction publique, et documents de record dans les bureaux publics se rattachant à nouvelle division des taxes perçues pour les fins scolaires. (Adresse du 21 janvier 1889, page 63.) Réponse, 253. (*Document No 119.*)

LEBLANC, M. PIERRE EVARISTE :—Député pour le comté de LAVAL.

Fait partie des Comités suivants :

Privilèges et Elections ; Ordres permanents, 41 ; Bills privés ; Chemins de fer ; Comptes publics, 72 ; Impressions, 106.

Donne sa démission comme membre du comité des *Privilèges et Elections*, 446.

Interpellations au Ministère :

Bernatchez, M. Nazaire :—En vertu de quelle autorité la somme de \$285.24 a été remboursée à—? 424.

Bernatchez, M. Numa :—A quel titre a-t-il reçu, l'an dernier, \$750? 424.

Bernatchez, M. Numa :—A-t-il reçu, depuis le 9 novembre 1889, quelques autres paiements que ceux mentionnés? 465.

Bons de chemins :—Quelle est la valeur actuelle de certains—, en la possession du gouvernement? 411.

Carrier, M. Achille :—A-t-il reçu depuis février 1889 quelque argent du gouvernement, en sus de son traitement comme interprète? 433.

Emprunts temporaires :—Le gouvernement a-t-il fait aucuns—, depuis juillet 1888? 304.

Fiset, M. Louis, de Montmagny :—A quel titre a-t-il reçu, l'an dernier, \$500? 424.

Labelle, Monseigneur :—Quel montant lui a-t-il été payé et quel crédit lui a été ouvert, pour sa mission en Europe? 233.

Manufacture de beurre ou de fromage :—Quelles sont celles qui ont reçu des octrois d'argent depuis 1889? 423.

Montmagny :—Le gouvernement est-il informé qu'il existait à—, deux fabriques de beurre? 423.

Montmagny :—Demandant divers renseignements au sujet de la beurrerie école de—? 455.

Pont Garneau :—Quelles sont les personnes qui ont fait des soumissions pour la construction du—? 456.

Rivière des Hurons :—Au sujet du creusage de la—? 263.

Shefford :—Le gouvernement a-t-il fait remise aux municipalités du comté de—, des sommes dues par elles au fonds d'emprunt municipal? 151.

St-Michel de Bellechasse :—Qui a copié les registres de l'état civil de—? 431.

St-Thomas de Montmagny :—Qui a copié les registres de l'état civil de—? 432.

Motions :

Amendement (à la motion pour comité des subsides).—Que cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas acheté de préférence au pays les matériaux employés à la construction des ponts en fer ; négativé, 509.

Amendement (à la motion pour comité des subsides).—protestant contre le système de porter au compte du capital, des dépenses qui sont réellement des déboursés ordinaires du service public ; négativé, 177.

LEBLANC, M. PIERRE EVARISTE :—*Suite.*

Amendement (à l'item des subsides pour faire face aux salaires du gouvernement civil), Que cette Chambre est d'opinion que les dépenses du gouvernement civil devraient être réduites, 401 ; négativé par un sous-amendement, 402.

Sous-amendement (à la motion pour comité des subsides), déclaré hors d'ordre par M. l'Orateur, 498, 500.

Sous amendement (à la motion pour la seconde lecture de certaine résolution concernant l'extension du chemin de fer de Témiscouata à Moncton)—Que les mots "vû que la voie ferrée en question sera toute dans la province du Nouveau Brunswick," soient ajoutés à l'amendement ; débat, ajourné, 267. Débat repris ; sous-amendement et amendement retirés, 296.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Caron, Emile, et Joseph Valcourt :—Correspondance à propos des poursuites contre Emile Caron et Joseph Valcourt pour avoir donné et vendu des liqueurs alcooliques à des employés de chemins de fer, lorsque ces derniers étaient en devoir à bord d'un convoi, le ou vers le 2 février 1890, 461.

Concessions forestières :—Correspondance échangée entre l'honorable Commissaire ou le département des terres de la Couronne, et tout adjudicataire de concessions forestières de la province, concernant les états faits par tel adjudicataire ou porteur de licence, touchant ces opérations, depuis le 20 février 1889, etc., etc, 314.

Employés des palais de Justice :—Copie des listes de paie, avec une liste des noms et du salaire des employés qui ne sont pas généralement donnée sur ces listes de paie, pour tous les palais de Justice de Montréal, Québec et Trois-Rivières, pour le mois de décembre 1888. (Ordre du 18 janvier 1889, page 38.) Réponse, 139. (*Document No. 82*).

Hurdman, William George :—Correspondance relativement à la vente de certains lots de grève, situés dans la cité de Hull, et William George Hurdman manufacturier, de la cité de Hull, 416. Réponse, 447. (*Document No. 221*).

Impressions et annonces :—Etat indiquant toutes les sommes payées par le gouvernement, soit pour frais d'impression et d'annonces, soit pour tout autre objet, à tout imprimeur propriétaire de journal, compagnie d'imprimerie et établissement d'imprimerie, depuis le premier janvier 1884, 133.

Joliette, —Listes de paie (*pay-lists*), pour le comté de Joliette, à propos des travaux de colonisation pour 1887, 1888 et 1889 jusqu'à ce jour, 339. Réponse, 466. (*Document No. 231*).

Labelle, Monseigneur :—Copie de toutes instructions données à Monseigneur Labelle, par l'Exécutif ou tout membre de l'Exécutif, au sujet de sa mission en Europe, en 1890, 235. Réponse, 235. (*Document No. 106*).

La Reine vs. Febich.—Copie des dépositions prises aux enquêtes préliminaires devant le juge de la cour de police de Québec, ainsi que copie des convictions dans les causes de la Reine vs. Febich, et la Reine vs. L'hebreu (Madame Febich.) (Ordre du 18 mars 1889, page 378) Réponse, 43. (*Document No. 43*).

Manufactures de beurre et de fromage :—Etat constatant quelles sont les manufactures de beurre ou de fromage, qui ont reçu des octrois d'argent, depuis le 30 juin 1889 ; Quel montant a été payé à chacune d'elles, et, dans chaque cas, quel est le nom de la personne qui a retiré l'argent, 445. Réponse, 472. (*Document No. 234*).

LEBLANC, M. PIERRE EVARISTE :—*Suite*

Martin et LeBel :—Etat indiquant la nature et la quantité de bois coupé ou manufacturé par la société de MM. Martin & LeBel et Thomas LeBel, de Rimouski, depuis le mois de janvier 1887, et pour lequel les droits étaient payables à la Couronne, 339. Réponse, 400. (*Document No. 195*).

Palais de Justice de Montréal et de Québec :—Correspondance échangée entre le gouvernement, aucun de ses employés et aucune personne à propos de la papeterie, des impressions et de la reliure pour les—, depuis le 1er février 1887. (Ordre du 20 mars 1889, page 398.) Réponse, 75. (*Document No. 52*).

Yamaska :—Etat détaillé des sommes dépensées par le gouvernement dans le comté de Yamaska, depuis le mois de janvier 1887, constatant pour quels travaux ces sommes ont été payées, 133. Réponse, 177. (*Document No. 93*).

Divers :

Pour décisions de M. l'Orateur sur objections soulevées par ou contre M. LeBlanc, 279, 366, 470, 498, 501. Voir *Marchand, l'hon. F. G. Ses décisions Nos. 21, 24, 33 et 35*.

Pierre Evariste LeBlanc, député pour Laval, se lève de son siège et déclare qu'il est informé et qu'il se croit en état d'établir que Owen Murphy, député pour Québec-Ouest, a profité de sa position de membre de cette Chambre et de son influence auprès de l'honorable Arthur Turcotte, député pour Trois-Rivières, pour se faire concéder à prix réduit une propriété de grande valeur, située à Hull, et connue sous le nom de "Table Rock," 351. Motion que la dite déclaration soit renvoyée à un comité spécial; objecté par l'hon. M. Gagnon, que cette déclaration ne comporte pas une question de privilège; M. l'Orateur décide que la Chambre peut s'en occuper immédiatement; motion d'urgence, négative, 355. Motion pour que la dite déclaration soit renvoyée au comité des privilèges et élections, adoptée, 395. Rapport du comité, 465. (Appendice No. 2; page 527.) Motion pour l'adoption de ce rapport et pour que le siège de P. E. LeBlanc, écr., soit déclaré vacant; débat ajourné, 490. Repris et ajourné de nouveau, 472, 473, 477, 478. Débat repris; amendement de l'honorable M. Mercier proposé, 482; adopté, 493. Motion principale, ainsi amendée, adoptée, 494. Voir aussi *Bernatchez, Turcotte et Murphy*.

LEGRIS, M. JOSEPH HORMIDAS :—Député pour le comté de MASKINONGÉ.

Fait partie des Comités suivants :

Ordres permanents, 41; Agriculture; Chemins de fer; Industries, 72; Code municipal, 113.

Présente le 8e rapport du comité des *Ordres permanents*, 175; 9e 215.

Interpellations au Ministère :

Caron, M. Ed :—Est-il endetté au Département des terres ? 119.

Greffe de la paix aux Trois-Rivières :—Le gouvernement a-t-il reçu des plaintes au sujet du—? 262.

Lacerte, M :—Au sujet du règlement de compte de Ed. Caron, 234.

Tassé, Rév. M :—Au sujet d'une remise au—d'un honoraire sur un bill privé, 251.

LEGRIS, M. JOSEPH HOEMIDAS :—*Suite.*

Ordre de la Chambre demandé :

St Maurice :—Etat indiquant les sommes payées pour les travaux de colonisation dans le comté de St-Maurice, depuis l'année 1878. (Ordre du 8 mars 1889, page 311.) Réponse, 17. (*Document No. 28.*)

Divers :

Objection est faite par l'honorable M. Taillon, qu'une interpellation de M. Legris n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur décide que cette interpellation est contraire à la règle 29 de cette Chambre, 251.

LEMIEUX, M. FRANÇOIS XAVIER :—Député pour le comté de Lévis.

Fait partie des Comités suivants :

Privilèges et Elections ; Législation et lois expirantes, 41 ; Chemins de fer ; Industries, 72.

Pétitions présentées :

De Joseph Pilon, membre du parlement provincial, de St-Ephrem d'Upton, et autres, 29 ; demandant un acte d'incorporation, sous le nom de le Chemin de fer de colonisation des comtés de Nicolet, Arthabaska, Lotbinière et Lévis, 39.

De J. Martineau et autres, de Lévis, 38 ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de l'Association des ouvriers de Lévis, 73.

De l'Assemblée No. 10123,—et de l'Assemblée industrielle No. 10,829 des chevaliers du travail, de Lévis, 38 ; demandant : 1° un acte définissant la responsabilité des patrons ; 2° la nomination d'un ou plusieurs officiers, dans chaque district judiciaire, pour poursuivre en justice toute personne violant les lois, soit locales ou fédérales ; 3° un acte assurant aux manœuvres le montant de leur salaire etc. ; 4° que le Lieutenant-Gouverneur et les maires soient seuls autorisés à appeler les milices en temps d'émeute, 73.

De la Compagnie du chemin de fer Québec, Montmorency et Charlevoix, 91 ; demandant des amendements à son acte d'incorporation, 104.

De Nolan DeLisle et autre, 143 ; demandant un acte les autorisant à faire un emprunt et hypothéquer certaines propriétés substituées, 149.

De François Couture *et al*, de Notre-Dame de la Victoire,—de Alphonse Roy *et al*, de Lévis,—de L. J. Demers *et al*, de Saint-Romuald,—de Nazaire Gingras *et al*, de Saint-Nicolas,—de Joseph Rouleau *et al*, de Saint-Jean-Chrysostôme,—du Révérend C. Bérubé *et al*, de Saint-Lambert,—de Ferdinand Gosselin *et al*, de Saint-Etienne de Lauzon, 310,—de Laurent Gosselin *et al*, de St-Henri de Lauzon, 338,—de Isidore Bégin *et al*, de Bienville, 365 ; demandant une réduction des rentes seigneuriales, 329, 358, 369.

Bills présentés :

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer de colonisation des comtés de Nicolet, d'Arthabaska, de Lotbinière et de Lévis, 144.

LEMIEUX, M. FRANÇOIS-XAVIER :—*Suite.*

Bill constituant en corporation l'Association des ouvriers de Lévis, 106.

Bill amendant l'acte 48 Vict., ch. 78, relatif à la Compagnie du chemin de fer de Québec, Montmorency et Charlevoix, 111.

Bill pour pourvoir à l'empierrement de partie de chemin, depuis St-Joseph de Lévis jusqu'à et y compris partie de Beaumont et pour permettre aux syndics des chemins à barrières de la rive sud d'émettre des débentures à cette fin, 138.

Bill amendant l'article 302⁶ des Statuts refondus de la province de Québec, relatif aux employés dans les manufactures, 164.

Bill pour permettre aux syndics des chemins à barrières de la rive sud à Québec, d'émettre des débentures à un certain montant et pour certaines fins, 160.

Interpellations au ministère :

Inspecteurs pour les chaudières à vapeur stationnaires :—Est-ce l'intention du gouvernement de nommer des— ? 332.

Jurés :—Le gouvernement va-t-il amender la loi fixant le salaire des— en matières criminelles ? 81.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Jurés :—Correspondance, etc., au sujet du paiement et traitement des jurés en matières criminelles, 85. Réponses, 121, 465. (*Documents Nos. 71a et 71b.*)

Lauzon :—Correspondance, etc., au sujet de la demande de concession, par le conseil du village de Lauzon, dans le comté de Lévis, de l'endroit appelé "Port de Mer," 98. Réponse, 380. (*Document No. 182.*)

Ponts subventionnés :—Etat détaillé des ponts subventionnés par le gouvernement, depuis 1867, et qui ont été enlevés, détruits et perdus par inondation, débâcle de la glace, etc., 166.

Québec Central :—Correspondance, etc., au sujet des taux chargés pour l'expédition du fret et pour les passagers sur le Québec Central, depuis Lévis jusqu'à Sherbrooke et de Sherbrooke à Lévis, etc., etc., 264. Réponse, 275. (*Document No. 139.*)

Seigneurie Lauzon :—Correspondance, etc., au sujet du paiement et de la répartition plus juste des rentes seigneuriales dans la seigneurie Lauzon, 121. Réponse, 397. (*Document No. 186.*) *Impression ordonnée, 477.*

Sténographes officiels :—Correspondance au sujet de la nomination de—, par le gouvernement pour recevoir et prendre note des témoignages dans les cours supérieures, 98. Réponse, 107. (*Document No. 67.*)

Divers :

Par décision de M. l'Orateur sur objection soulevée par M. Lemieux, 366, 457 ; Voir *Marchand, l'hon. F. G. : Ses décisions No. 25*

LUSSIER, M. ALEXANDRE ALBERT EDOUARD :—Député pour le comté de VERCHÈRES.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture ; Immigration et Colonisation ; Comptes publics, 72.

Bills présentés :

Bill amendant le Code civil, relatif aux certificats d'enregistrement dans certains cas, 138.

Bill pour rendre général le mode de tenir les index aux immeubles introduit par la loi relative à l'inspection des bureaux d'enregistrement, 139.

Interpellations au Ministère :

Compagnies de Chemins de fer :—Seront-elles tenues de se conformer à certaines dispositions concernant les enrégistrement et renouvellements ? 410.

Bureau d'enregistrement :—Au sujet de l'index aux immeubles dans les—, 362.

Enrégistrement et renouvellements auxquels sont tenues les compagnies de chemins de fer, 410.

Inspecteur des bureaux d'enregistrement :—Sera-t-il maintenu d'une manière permanente ? 384.

Index aux immeubles dans les bureaux d'enregistrement, 362.

Montréal et Sorel :—Le gouvernement a-t-il fait saisir la ligne de chemin de fer de— ? 119.

Montréal et Sorel :—Le gouvernement est-il informé qu'une opposition est faite à la vente du chemin de fer— ? 460.

Montréal et Sorel :—La Compagnie du chemin de fer—a-t-elle déposé au bureau de l'honorable Premier un plan et livre de renvoi, depuis que son chemin a été construit ? 464. Pourquoi n'a-t-elle pas suivi le tracé convenu ? 464.

Protonotaires :—Vont-ils recevoir à l'avenir un salaire fixe ? 234.

Motions :

Que le bill pour rendre général le mode de tenir les index aux immeubles soit remis sur l'ordre du jour pour seconde lecture ; adoptée, 169.

Motion pour la seconde lecture du bill pour rendre général le mode de tenir les index aux immeubles ; négative, 345.

LYNCH, HONORABLE WILLIAM WARREN :—Ci-devant député pour le comté de BROME.

Lettre à M. l'Orateur *Marchand*, l'informant que l'hon. M. *Lynch* a été nommé juge de la cour supérieure pour la province de Québec, 10.

LYNCH, HONORABLE WILLIAM WARREN :—*Suite.*

Ordres de la Chambre demandés :

Fonds d'emprunt municipal :—Correspondance échangée entre aucune municipalité des cantons de l'Est, qui est encore endettée au fonds d'emprunt municipal, et le département du Trésor, relativement à cette dette ; avec ensemble, copie de toute requête ou de tout memorandum qui s'y rapporte, qui n'ont pas encore été ordonnés ou produits. (Ordre du 25 février 1889, page 238.) Réponse, 253. (*Document No. 117.*) *Impression ordonnée, 312.*

Mines :—Correspondance touchant le développement des ressources minières de la province ; Correspondance relative à la construction d'un chemin de fer pour faciliter le transport du produit des mines de phosphate de la vallée de la Lièvre, (Ordre du 13 mars 1889, page 343.) Réponse, 265. (*Document No. 129.*)

MARCHAND, HONORABLE FÉLIX GABRIEL :—Député pour le comté de ST-JEAN. Orateur de l'Assemblée législative de la province de Québec.

1. Il se rend avec la Chambre auprès de Son Honneur, dans la salle du Conseil législatif, à l'ouverture de la session, 1. Pour la sanction des bills, 143, 262. A la clôture de la session, 516.

2. Il fait rapport du discours du Trône à l'ouverture de la session, 12.

3. Ajourne la Chambre à l'heure fixée, sans que la question ait été préalablement posée, 337, 349, 365, 371, 379, 412.

4. Communique à la Chambre divers rapports, 15, 29, 72, 137, 149, 187, 201.

5. Charge un député de le remplacer au fauteuil, 368.

6. Décide sur des questions de forme et d'ordre, 88, 96, 127, 130, 141, 251, 263 etc. Pour ses décisions, voir *ci-dessous* 15 à 35.

7. Remet sa décision à plus tard, 88, 336, 419, 420.

8. Appel étant fait de sa décision, elle est confirmée par la Chambre, 450.

9. Donne sa voix prépondérante, 334.

10. Présente le bill des subsides, 520.

11. Informe la Chambre qu'il a reçu les rapports et jugements relatifs aux élections contestées de Québec Ouest, 1. Terrebonne, Chambly, Joliette, 4. Ottawa, 26.

12. Informe la Chambre qu'il a émis de nouveau brefs d'élection pour les districts électoraux de Québec-ouest, 4 ; Joliette, 9.

13. Informe la Chambre que, durant la vacance, il a reçu du Greffier de la Couronne en Chancellerie les certificats d'élection pour les districts électoraux de Joliette, 9. Brome, 11 ; Rimouski et Québec-Ouest, 12. Durant la session, Berthier, 86.

14. Informe la Chambre qu'il a reçu avis des vacances survenues dans la représentation des districts électoraux de Brome ; par suite de la nomination de l'honorable M. Lynch, comme juge de la cour supérieure,—de Rimouski, causée par le décès de Onésiphore Martin, écr., 10,—et de Berthier, par suite de l'entrée de Louis Sylvestre, écr., au Conseil législatif, 11.

MARCHAND, HONORABLE FÉLIX GABRIEL :—*Suite.*

Ses décisions sur des questions de forme ou d'ordre :

15. Objection est faite, par l'honorable M. Gagnon, (à la motion de l'honorable M. Flynn pour la seconde lecture du bill pour amender les lois relatives aux terres publiques), que ce bill n'est pas dans l'ordre, parcequ'il affecte le revenu public et que ce qui en fait le sujet aurait dû être présenté à la Chambre par résolution ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 88. Décide que le bill aurait dû prendre son origine dans un comité général de la Chambre, 96.

16. Objection est faite, par l'honorable M. Gagnon, que l'amendement de l'honorable M. Flynn (pour renvoyer de nouveau à un comité général certaine résolution relative à la coupe des bois marchands), est contraire aux règlements de cette Chambre, en autant qu'il tend à enlever à la Couronne des droits et des revenus plus étendus que ceux dont est question dans la motion principale ; M. l'Orateur décide que l'amendement est irrégulier, 127.

17. Objection est faite, par l'honorable M. Gagnon, que l'amendement de M. Poupore, sur le même sujet qu'à l'item précédent, est contraire aux règlements de cette Chambre, en autant qu'il tend à enlever à la Couronne des droits et des revenus plus étendus que ceux dont il est question dans la motion principale ; M. l'Orateur devant donner sa décision à une séance ultérieure, 130. Décide que l'amendement n'est pas dans l'ordre, 141.

18. Objection est faite, par l'honorable M. Taillon, qu'une interpellation de M. Legris n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur décide que cette interpellation est contraire à la règle 29 de cette Chambre, 251.

19. Objection est faite, par M. Casgrain, que la réponse de l'honorable M. Shehyn à son interpellation n'est pas suffisante ; M. l'Orateur décide qu'une réponse à une interpellation n'est définie par aucune règle particulière ; il suffit, qu'elle soit brève, distincte et limitée aux explications nécessaires pour la rendre intelligible. (Bourinot, page 324). La réponse de l'honorable Trésorier remplit ces conditions, et il n'est pas en son pouvoir de le contraindre à en donner une autre, 263.

20. Objection est faite, par l'honorable M. Taillon, que l'honorable M. Pelletier ayant déjà parlé sur l'amendement, et ayant proposé l'ajournement des débats, ne peut pas parler de nouveau sur la question, 170.

21. L'article No. 8 du feuillet des affaires de la Chambre, comportant un avis de motion pour présentation d'une adresse à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, pour production de la correspondance au sujet de la nomination des conseils de la Reine, étant appelé, et l'auteur de cette motion, M. Robidoux, avec plusieurs autres députés, ayant crié "dropped," il s'élève un débat sur la question de savoir si l'effet du procédé indiqué par ce mot "dropped" est de faire disparaître l'avis de motion du feuillet des affaires, ou simplement de l'ajourner et de lui faire perdre son ordre de préséance. Et une question d'ordre étant soulevée par M. LeBlanc, à l'effet que, n'y ayant aucune motion devant la Chambre, le débat est irrégulier.

M. l'Orateur décide qu'il est vrai qu'il n'y a pas de motion soumise à la Chambre ; mais une discussion s'étant élevée relativement aux règlements de la Chambre, sur une matière de procédure importante, le sujet de la discussion prend la nature d'une question d'ordre nécessitant un débat afin que la Chambre puisse être renseignée d'une manière exacte sur les conséquences du procédé qu'elle adopte, 279.

MARCHAND, HONORABLE FÉLIX GABRIEL :—*Suite.*

22. A la motion de l'honorable M. Gagnon, (pour la seconde lecture du bill relatif à la coupe du bois marchand,) objection est faite par l'honorable M. Flynn, que cette motion n'est pas régulière, parce que, comme motion principale, elle est remplacée par le sous-amendement qui a été voté par la Chambre.

M. l'Orateur décide que le sous-amendement ne propose pas d'ajouter les mots qui le composent à la motion principale, mais remplace celle-ci purement et simplement dans les procédés du jour son effet n'est pas d'empêcher la marche du bill, et sa deuxième lecture peut être proposée à la plus prochaine occasion, 299.

23. M. Boyer, président du comité général sur le bill pour constituer en corporation *The Royal Quebec Art Union Company*, fait rapport qu'en comité général sur le dit bill, l'honorable M. Gagnon ayant proposé un amendement à l'effet que certains mots fussent biffés du préambule et remplacés par d'autres,—objection fut faite par l'honorable M. Flynn que le dit amendement n'était pas dans l'ordre, que lui, le président du comité, avait maintenu l'objection et qu'appel avait été fait de sa décision, 334. M. l'Orateur suggère de référer le bill au comité des *Ordres permanents* 335.

24. M. LeBlanc, après avoir fait une déclaration au sujet de la vente, par le gouvernement à M. Owen Murphy, du terrain connu sous le nom de "*Table Rock*," propose qu'il soit nommé un comité spécial pour s'enquérir des faits contenus dans sa déclaration ; objection est faite par l'honorable M. Gagnon que cette déclaration ne comporte pas une question de privilège et n'a pas de préséance sur l'ordre ; M. l'Orateur décide que, malgré qu'elle ne soit pas une question de privilège, comme elle est destinée à affecter la bonne réputation d'un député, la Chambre peut s'en occuper immédiatement, si elle en manifeste l'intention, 366.

25. M. Faucher de Saint-Maurice ayant proposé que certaine résolution, concernant le tarif des péages sur les chemins à barrières à Québec, rapportée du comité général, soit maintenant lue la seconde fois ;—objection est faite par M. Lemieux, que M. Faucher ne peut s'occuper de cette résolution qui devrait être présentée par le Conseil Exécutif ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 366. Décide que l'objection ne lui semble pas fondée et qu'il permet la seconde lecture de cette résolution, 457.

26. M. de Grosbois (remplaçant temporairement M. l'Orateur au fauteuil, et objection étant faite que M. Nantel n'a pas le droit de parler seulement pour faire passer le temps) renvoie l'objection, disant qu'il ne peut pas limiter le député de Terrebonne sur la longueur de son discours ; mais il déclare que le dit député ayant, avec persistance, traité des sujets qui ne se rapportent pas à la question, et s'étant livré à des attaques personnelles et injurieuses envers des membres du gouvernement et de la Chambre, il demande à la Chambre de décider, par son vote, si elle est d'opinion qu'il soit permis au député de Terrebonne de continuer son discours ; La Chambre décide dans la négative, 368.

27. M. McIntosh ayant proposé que le bill amendant les articles 561 et 563 du Code municipal soit lu la seconde fois,—objection est faite, par l'honorable M. Mercier que ce bill n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur déclare qu'il donnera sa décision à une séance ultérieure, 419. Décide que cette mesure aurait dû prendre origine en comité général, et qu'elle est irrégulière, 421.

28. M. Cameron ayant proposé que le bill amendant la loi des licences de Québec soit maintenant lu la seconde fois,—objection est faite, par l'honorable M. Gagnon, que ce bill n'est pas dans l'ordre ; M. l'Orateur remet sa décision à plus tard, 419. Décide que cette mesure aurait dû prendre origine en comité général et qu'elle est irrégulière, 422.

MARCHAND, HONORABLE FÉLIX GABRIEL :—*Suite.*

29. M. *Robidoux* ayant proposé l'adoption de résolutions relatives à la construction d'un pont en fer, sur le St-Laurent, à ou près de Québec,—objection est faite par l'honorable M. *Taillon*, qu'avis au long n'a pas été donné de ces résolutions dans les procès-verbaux de la Chambre, et que, par conséquent, le procédé est irrégulier ; M. l'Orateur déclare l'objection fondée, 425.

30. M. *Lafontaine* ayant proposé que le bill amendant la loi qui constitue en corporation le Collège de médecine et de chirurgie de Montréal, soit remis sur les ordres du jour,—objection est faite, par l'honorable M. *Gagnon*, que vu que la Chambre a déjà disposé de ce bill par un vote renvoyant, à six mois, la seconde lecture des amendements faits, au dit bill, par le Conseil législatif, elle ne peut, pour cela, en reprendre la considération à cette session ; l'objection est maintenue par M. l'Orateur qui cite, à l'appui de sa décision, Bourinot, page 553, 430.

31. M. *Bernatchez* ayant proposé que le bill pour amender l'acte 47 Vict., chap. 82, relatif aux chemins à barrières dans le voisinage de la cité de Québec, soit lu la seconde fois,—objection est faite, par l'honorable M. *Pelletier*, que ce bill n'est pas dans l'ordre, parce que la Chambre s'est déjà prononcée, pendant cette session, sur un bill semblable, à celui-ci,—M. l'Orateur déclare qu'il donnera sa décision à une séance ultérieure, 439. M. l'Orateur maintient l'objection, 444.

32. L'article 13 du feuillet des ordres du jour pour la deuxième lecture du bill (No. 176), concernant les emprunts, étant lu, M. l'Orateur dit :

L'article 37 des règlements de cette Chambre me prescrit le devoir de lui indiquer une irrégularité importante dans la procédure suivie.

Le bill soumis à la Chambre porte évidemment atteinte aux privilèges et aux prérogatives de la Couronne et, pour cette raison, il lui faudrait obtenir le consentement du Lieutenant-Gouverneur avant d'être adopté par cette Chambre. (Voyez Bourinot, page 472, May, Ed. 1883, page 508).

La mise à effet des dispositions ci-dessus citées du dit bill entraînerait nécessairement une dépense publique, et je déclare, en conséquence, que n'ayant pas pris origine en comité général et n'ayant pas été recommandées par Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur, le bill qui les contient ne peut être soumis à la Chambre pour seconde lecture, 448.

Et appel étant fait de la décision de M. l'Orateur, elle est maintenue par la Chambre, 449.

33. M. *Bernatchez*, ayant proposé que le siège de P. E. LeBlanc, écr., député pour le district électoral de Laval, soit déclaré vacant, l'honorable M. *Taillon* demande à M. l'Orateur de décider si cette motion touche à une de ces questions de privilèges qui requièrent un avis préalable, avant d'être soumis à la Chambre. M. l'Orateur déclare que cette question le prend à l'improviste, sans qu'il ait eu le temps d'en examiner toute la portée ; cependant, comme il comprend que, dans les circonstances, elle peut être difficilement ajournée, il n'a pas d'objection à dire à la Chambre son opinion à cet égard. Il ne peut s'exempter de la considérer comme une de ces questions de privilèges affectant la dignité de la Chambre, comme l'honneur de l'un de ses députés, et requérant, par là même, l'action immédiate de la Chambre ; cependant, vu l'importance, la nature délicate de cette question, par déférence pour la Chambre, il croit devoir lui en laisser la décision, 470.

34. L'honorable M. *Mercier* ayant proposé un sous-amendement à la motion (que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides) M. l'Orateur déclare que cette motion est irrégulière et qu'elle ne peut pas être soumise aux votes de la Chambre, vu que la motion " que la Chambre se forme en comité des subsides n'admet pas de sous-amendement," 498.

MARCHAND, HONORABLE FÉLIX GABRIEL :—*Suite.*

Objection est alors faite par l'honorable M. *Taillon*, que cette motion ne doit pas entrer dans le procès-verbal, attendu qu'elle n'a pas été mise aux voix. M. l'Orateur réserve sa décision, 498. Croit devoir, d'après les précédents qu'il a consultés, en permettre l'inscription au procès-verbal, 500.

35. M. *LeBlanc* ayant proposé un sous-amendement à la motion pour que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides ; M. l'Orateur déclare que cette motion est irrégulière, et qu'elle ne peut être soumise au vote de la Chambre ; il annonce qu'il décidera, à la séance du soir, si elle doit faire partie du procès-verbal, 498. Croit devoir, d'après les précédents qu'il a consultés, en permettre l'inscription au procès-verbal de la dernière séance, 501.

Met devant la Chambre les documents suivants :

Bibliothèque de la Législature :—Rapport du conservateur de la—, 19.

Institutions littéraires, de Charité et Hôpitaux :—Rapports annuels, etc., des—ci-dessous mentionnés :

Hôpital St. Joseph,	Chambly.....	72
Hospice de la Providence,	Joliette.....	15
Union St. Joseph,	Lachine.....	201
Union St. Joseph,	Lévis.....	187
Asile de la Providence,	Montréal.....	15
Asile de St. Joseph du Bon Pasteur,	do	39
Asile des Orphelins Catholiques,	do	15
Association chrétienne des femmes,	do	39
<i>Church Home,</i>	do	261
<i>Home for Friendless Women,</i>	do	15
Hôpital St. Patrice,	do	15
Hospice de la Maternité,	do	29
Salle d'Asile St. Vincent de Paul,	do	15
Union St. Joseph,	do	39
Union St. Pierre,	do	39
Hôpital Général,	Pembroke.....	109
Asile des Orphelins,	Québec.....	292
Asile Finlay,	do	15
Association des Dames Charitables,	do	201
Hospice de la Miséricorde,	do	15
Hospice des Sœurs de la Charité,	do	201
Mouastère de N.-D. du Bon Pasteur,	do	15
Cœuvre du Patronage,	do	72
Union St. Joseph de St. Jean-Baptiste,	do	137
Union St. Joseph à St. Roch,	do	15
Union St. Joseph à St. Sauveur,	do	15
Hospice des Sœurs de la Charité,	Rimouski.....	15
Hôpital, de	St. Jean.....	29
Salle d'Asile,	do	29
Hospice St. Joseph,	Ste. Anne de la Pocatière.....	201
Asile de la Providence,	Ste. Elizabeth.....	15
Hôpital Général,	Sorel.....	15
Asile du Sacré-Cœur,	Sherbrooke.....	15

MARCHAND, HONORABLE FÉLIX GABRIËL :—*Suite.*

Union St. Joseph des Artisans,	do	15
Asile de la Providence,	Trois-Rivières.....	261
Hôpital St. Joseph,	do	261
Hospice Ste. Anne,	Yamachiche.....	15
	(Document No. 8).....	

MMARTIN, M. ÉDOUARD ONÉSIPHORE :—Ex-député pour le comté de RIMOUSKI.

Lettre à M. l'Orateur, du 5 novembre 1889, l'informant du décès de M. Martin, 10.

MMARTIN, M. HENRI JOSUÉ :—Député pour le comté de BONAVENTURE.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture ; Chemins de fer ; Industries, 72 ; Association pharmaceutique, 171.

Interpellations au Ministère :

Baie des Chaleurs :—Au sujet des subsides dus à MM. MacFarlane et fils au sujet du chemin de fer de la—, 216.

Dion, François :—Réclamation de—au sujet du pont Matapédia, 120.

Droits de pêche :—Quelles sont les personnes qui ont acheté des—et n'ont pas encore payé ? 454.

Fonds consolidé du revenu :—Le produit de l'emprunt, autorisé par l'acte 50 Vict., chap. 2 a-t-il été versé au— ? 336.

MacFarlane & fils :—Montant dû au MM.—en rapport avec le chemin de fer de la Baie des Chaleurs, 216.

Pont de Matapédia :—Qui a été chargé de faire l'examen du— ? 108. Les réparations ont-elles été données par contrat ? 108.

Pont Matapédia :—Réclamation de François Dion concernant ce pont, 121.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Baie des Chaleurs :—Rapport spécial de M. Charles Langelier, commissaire, daté de ce jour, au sujet de la section K du chemin de fer de la Baie des Chaleurs et la liste des travailleurs, avec les montants dus à chacun, 141. Réponse, 173. (*Document No. 90.*) *Impression ordonnée, 475.*

Baie des Chaleurs :—Copie du rapport de l'enquête de Charles Langelier, concernant les réclamations contre les sections G et H, du chemin de fer de la Baie des Chaleurs ; copie de toutes les réclamations, les noms des réclamants, et les montants dus à chacun et les montants payés depuis, 387.

Baie des Chaleurs :—Documents relatifs aux réclamations produites devant M. Charles Langelier, commissaire enquêteur, re chemin de fer de la Baie des Chaleurs, en rapport avec les travaux exécutés sur les sections depuis Matapédia jusqu'à la rivière grand Cascapédia, 416.

MARTIN, M. HENRI JOSUÉ :—*Suite.*

Bonaventure :—Etat indiquant les noms de toutes les personnes en faveur desquelles il a été fait des remises de droits de la Couronne, sur la coupe du bois, dans le comté de Bonaventure, depuis le 1er février 1887 avec les montants remis à chacune d'elles, 309.

Gaspésie, sociétés de colonisation dans la :—Correspondances échangées entre le gouvernement et les personnes qui désirent former des sociétés de colonisation dans la Gaspésie, 122. Réponse, 286. (*Document No. 147.*)

Martin, Octave :—Correspondance concernant la destitution de M. Octave Martin, comme sous agent des terres de la Couronne, dans le comté de Bonaventure, 314. Réponse, 400. (*Document No. 194.*)

Matapédia pont de :—Copie des rapports de M. Vallée, concernant les réparations du pont de Matapédia ; Copie des contrats passés entre le gouvernement et M. François Dion, pour l'exécution de ces travaux, etc, 122. Réponse, 252. (*Document No. 113.*)

New-Carlisle :—Etat détaillé de toutes les fournitures du palais de Justice de New-Carlisle, ordonnées par le gouvernement du jour ; Aussi, état détaillé de toutes les réparations et de tous les travaux exécutés, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, 191. Réponse, 438. (*Document No. 211.*)

Shoolbred :—Copie des lettres-patentes, titres, etc., concernant la seigneurie—, dans le comté de Bonaventure. (Adresse du 27 février 1889, page 252.) Réponse, 16. (*Document No. 21.*)

MCINTOSH, M. JOHN, JR :—Député pour le comté de COMPTON.

Fait partie des Comités suivants :

Privilèges et Elections ; Législation et Lois expirantes, 41 ; Chemins de fer ; Industries, 72 ; Code municipal, 113 ; Bill ayant rapport aux 12 comtés, 268.

Pétitions présentées :

De C. H. Parker et autres ; du Révérend J. S. Staples et autres, du comté de Compton ; de John J. Chase et autres, du canton de Hatley ; de William Smith et autres, des cantons de Hatley, Magog, comté de Stanstead, 167 ; demandant que la loi des licences soit amendée, à l'effet de ne pas accorder de licences pour la vente, en gros, de liqueurs fortes dans les municipalités où il existe des règlements prohibitifs, 187.

Bill présenté :

Bill amendant les articles 561 et 563 du Code municipal, 138. Motion pour seconde lecture de ce bill ; objection, 419. M. l'Orateur décide que cette mesure est irrégulière, 421.

Interpellations au Ministère :

Geoffrion :—Quel est le salaire actuelle de M. Aimé—, inspecteur des bureaux d'enregistrement ? 391.

McINTOSH, M. JOHN, JR. :—*Suite.*

Langlais, M. J. A., de Québec :—A-t-il reçu quelque lettre de crédit depuis novembre 1889 ? 360.

Mercier, M. J. A. :—Quel est son traitement comme secrétaire des écoles du soir ? 151.

Morissette :—Le gouvernement a-t-il fait remise à M. Hilaire—de l'amende à laquelle il avait été condamné ? 377.

Paradis *vs* Gilmour :—Le gouvernement a-t-il payé quelques argents en rapport avec cette cause ? 116.

Pineault, M., du Bic :—Le gouvernement a-t-il fait remise de l'amende à laquelle il avait été condamné ? 377.

Revenu annuel :—A combien est-il porté par l'augmentation des rentes sur les limites à bois ? 190.

Shelyn et Garneau :—Quelles sommes ont été payées pour le voyage de MM.—, en Europe, l'automne dernier ? 410.

Vente des liqueurs en gros :—Réforme de la loi actuelle pour la—, 81.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Association agricole des Cantons de l'Est :—Correspondance échangée entre l'association agricole des Cantons de l'Est et le gouvernement, ou aucun de ses membres, concernant une aide à cette association. (Ordre du 11 mars 1889, page 328), Réponse, 18. (*Document No. 32*).

Geoffrion, M. :—Etat du traitement annuel de M. Geoffrion, inspecteur des bureaux d'enregistrement ; sommes reçues depuis sa nomination, à part de son traitement, à titre de frais de voyage ou d'indemnité spéciale, etc, 416. Réponse, 445. (*Document No. 223*). *Impression ordonnée, 477.*

Whelan, J. P. :—Copie de tout arrêté en Conseil, concernant la réclamation de J. P. Whelan, qui a été soumise à un arbitre l'année dernière ; copie de l'acte de compromis, de toutes procédures devant l'arbitre, et de la sentence arbitrale ; copie de tout le dossier, etc., etc., 415.

Divers :

Pour décision de M. l'Orateur sur motion de M. *McIntosh*, 419, 421 ; Voir *Marchand*, l'hon. F. G. ; *ses décisions*, No. 27.

McSHANE, HONORABLE JAMES :—Député pour MONREAL-OUEST.

Fait partie des Comités suivants :

Bills privés ; Chemins de fer, 72.

Pétitions présentées :

De l'Union des tailleurs,—de l'Assemblée de district No. 2 des chevaliers du travail,—de *The Steel and Iron Workers*,—de l'Assemblée du fer à cheval No. 10511 des chevaliers du travail,—et de l'Union des ouvriers des constructeurs de bâtisses,

McSHANE, HONORABLE JAMES :—*Suite.*

tous de Montréal, 39 ; de l'Assemblée locale, No. 2436,—de l'Assemblée Harmonie, No. 644,—de l'Assemblée Unité, No. 6292,—de l'Union des garçons boulangers et de la Société des plâtres, de Montréal, tous chevaliers du Travail, 69 ; demandant : 1. Un acte définissant la responsabilité des patrons ; 2. la nomination de un ou de plusieurs officiers, dans chaque district judiciaire, pour poursuivre en justice toutes personnes violant les lois, soit locales ou fédérales ; 3. Un acte assurant aux manœuvres le montant de leur salaire, et que toutes personnes donnant des contrats soient tenues de voir que la main d'œuvre soit payée ; 4. Que le lieutenant-gouverneur et les maires soient seuls autorisés d'appeler les milices en temps d'émeute, 73, 80

Des Syndics de la Société Presbytérienne Américaine, de Montréal, 69 ; demandant des amendements à son acte d'incorporation, 79.

De J. H. Wilson et autres, 73 ; demandant des amendements à la charte de la cité de Montréal, concernant l'élargissement des rues, 81.

De Dame Mary E. Sanderson et autres, 91 ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de *Women's Christian Union of the Province of Quebec*, 104.

De L. Philippe Sylvain, écuier, et autres, de la cité de Hull, 248 ; de la Pointe à Gati-neau et du village d'Ironsides ; demandant une législation créant le collège électoral de Hull, 260.

Bills présentés :

Bill amendant l'acte pour incorporer les syndics de la Société presbytérienne de Montréal, (du Conseil législatif), 207.

Bill confirmant la vente faite à Alfred Joyce d'un certain bien-fonds substitué de la succession de feu Austin Adams, (du Conseil législatif), 208.

Bill constituant en corporation *The Women's Christian Temperance Union of the Province of Quebec*, 127.

Ordres de la Chambre demandés :

Hôpital-Général, Montréal :—Correspondance échangée entre le gouvernement et l'Hôpital-Général de Montréal, pour une augmentation de leur octroi annuel. (Ordre du 7 mars 1889, page 293). Réponse, 87. (*Document No. 56*).

Hôpital-Général, Montréal :—Correspondance entre le trésorier ou les directeurs de l'Hôpital-Général, de Montréal et le gouvernement, demandant une augmentation d'allocation pour cet Hôpital. (Ordre du 13 mars 1889, page 345). Réponse, 107. (*Document No. 64*).

Motions :

Amendement pour renvoyer à six mois le comité général sur le bill incorporant la Compagnie municipale de gaz de Montréal ; débat ; heure pour bills privés expirée, 283. débat repris ; amendement adopté, 294.

Résolu *nemine contradicente* :—Que vu l'urgence du cas, et sans en faire un précédent, cette Chambre désire que le gouvernement prenne les moyens pratiques de payer les gages aux personnes qui ont travaillé sur la section K du chemin de fer de la Baie des Chaleurs etc., 307.

MERCIER, HONORABLE HONORÉ :—Député pour le comté de St-HYACINTHE.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer adresse en réponse au discours du Trône, 34 ; Pour préparer les listes des comités permanents, 37 ; Comptes publics, 72 ; Frontière Nord de la Province, 158 ; Privilèges et Elections, 446.

Nommé délégué de la Chambre pour rencontrer les délégués du Conseil pour conférer au sujet du bill amendant la loi relative aux inhumations, 446.

Présente le rapport du comité spécial chargé de préparer le projet d'une adresse en réponse au discours du Trône, 34.

Pétitions présentées :

De la Congrégation du Très Saint Rédempteur, à Sainte-Anne de Beaupré, 38 ; demandant un acte pour ratifier et confirmer certain acte de compromis, cession et transport entre la Congrégation du Très Saint Rédempteur, à Sainte-Anne de Beaupré, et les francs-tenanciers de la dite paroisse de Beaupré, 73.

Du Rév. Simon Fraser *et al*, de Shoolbred, et de N. Arseneau *et al*, de Carleton, 215.

Bills présentés :

Bill concernant la prestation des serments d'office, 12.

Bill amendant la loi électorale de Québec, 37.

Bill amendant le titre troisième des Statuts refondus de la province de Québec, relatif au Conseil Exécutif, 37.

Bill concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, dans les divisions électorales de Montréal-Ouest, Montréal-Centre, Montréal-Est, Québec-Est, Drummond et Arthabaska, Rimouski, Chicoutimi et Saguenay, 266.

Bill établissant, dans toute la province de Québec, un délai uniforme dans lequel les marguilliers doivent rendre compte aux fabriques, 177.

Bill concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, pour la division électorale de Wolfe et Richmond, 229.

Bill amendant la loi concernant la pension de retraite des officiers publics, 316.

Bill concernant le fonds de revenu et de placement d'éducation supérieure et amendant l'acte 51-52 Vict., ch. 13, intitulé " Acte relatif au règlement de la question des biens des Jésuites, " 89.

Bill concernant les subventions de certains chemins de fer, 433.

Bill concernant la construction d'un pont sur le fleuve Saint-Laurent, à ou près de Québec, 461.

Bill concernant la conversion en argent des subventions en terres à des compagnies de chemins de fer, 494.

Bill ratifiant et validant un certain acte de compromis, cession et transport entre la Congrégation du Très Saint Rédempteur, à Sainte-Anne de Beaupré et les francs-tenanciers de Sainte-Anne de Beaupré, 92.

MERCIER, HONORABLE HONORÉ :—*Suite.*

Motions :

Que le discours du Lieutenant-Gouverneur soit pris en considération, le lendemain ; adoptée, 14.

Pour la formation des *Comités permanents* ; adoptée, 14, 37.

Sous-amendement (à l'adresse en réponse au discours du Trône) ; adopté, 32.

Que, pour le reste de la session, il y ait deux séances par jour, 296 ; adoptée, 326 ; trois séances, 348 ; adoptée, 381.

Que la Chambre se forme en comité général pour prendre en considération certaines résolutions ;—

Concernant le fonds de revenu et de placement d'éducation supérieure, 37, 46 ;—

* Concernant la Frontière Nord de la province de Québec, 122, 153 ;—

Concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, dans les divisions électorales d'Ottawa et de Wolfe et Richmond, 122, 226 ;—

Concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, dans les divisions électorales de Montréal Ouest, Montréal-Centre, Montréal-Est, Québec-Est, Drummond et Arthabaska, Rimouski, Chicoutimi, et Saguenay et autres, 122, 239, 240, 266, —

Favorisant l'extension du chemin de fer de Témiscouata à Moncton, 220, 266, 297 ;—

Concernant les pensions des officiers publics, 266, 287 ;—

Concernant la destruction par le feu de l'Université de Toronto, 266, 371, 373 ;—

Concernant les droits de pêche, 312, 318, 348 ;—

Concernant les subsides à certains chemins de fer, 400, 426 ;—

Relatives à la construction d'un pont sur le St-Laurent, à ou près de Québec, 441, 452, 461 ;—

Concernant la conversion en argent de subventions en terre à des compagnies de chemins de fer, 473, 494.

Que les résolutions concernant les droits de pêche soient transmises aux autorités fédérales, aux Lieutenants-Gouverneurs et aux Conseils Exécutifs de chaque province de la Confédération ; adoptée, 348.

Que la Chambre s'ajourne du 15 au 17 mars au soir afin de permettre aux députés de prendre part à la Fête Nationale des Irlandais ; adoptée, 388.

Sous-amendement (à la motion pour comité des subsides),—déclaré irrégulier par M. l'Orateur, 498, 501.

Sous-amendement (à la motion de l'honorable M. Flynn, qu'il soit nommé un comité spécial chargé d'étudier la question de la tenure des terres des Isles de la Madeleine etc), que la session est trop avancée pour former utilement le comité demandé et en espérer quelque chose d'utile etc, 411 ; adoptée, 415.

Amendement pour renvoyer à six mois la seconde lecture du bill concernant l'aliénation de certaines parties du domaine public ; adopté, 451.

MERCIER, HONORABLE HONORÉ :—*Suite.*

Que le bill concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative pour les divisions électorales d'Ottawa et de Wolfe et Richmond, soit renvoyé à un comité spécial des députés des 12 comtés mentionnés dans la cédule 2 de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord, 1867 ; adoptée, 268.

Que le bill amendant la loi des licences de Québec, soit remis sur l'ordre du jour pour seconde lecture ; adoptée, 422.

Que les documents No. 140a et 140b, ayant rapports aux Isles de la Madeleine, soient imprimés ; adoptée, 479.

Amendement (à la motion de M. Bernatchez que le rapport du Comité des Privilèges et Elections soit adopté et le siège de P. E. LeBlanc, ecr., soit déclaré vacant) :—Que cette Chambre ne croit pas prudent, dans les circonstances, d'aller au delà de l'adoption du rapport du comité, dont les conclusions contiennent une censure, (contre le dit P. E. LeBlanc), 481. Adopté, 493. Voir Bernatchez et LeBlanc, (*Divers*).

Adresses :

Frontière Nord :—Priant le Gouverneur-Général d'adopter ou de faire adopter les mesures nécessaires pour fixer et déterminer d'une manière définitive la Frontière Nord de la province de Québec, 158.

Frontière Nord :—Informant le Lieutenant Gouverneur que cette Chambre a voté une adresse au Gouverneur-Général, relativement à la demande de l'Assemblée Législative pour fixer et déterminer d'une manière définitive la Frontière Nord de la province de Québec ; et priant Son Honneur de vouloir bien lui transmettre cette adresse, 158.

Témiscouata jusqu'à Moncton :—Pour une adresse au Lieutenant-Gouverneur le priant de transmettre au Gouverneur-Général certaine résolution concernant le prolongement du chemin de fer de—, adoptée, 297.

Wolfe et Richmond :—Informant son Honneur, que le bill (No. 141) concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, pour le district électoral de Wolfe et Richmond, a été lu la deuxième et la troisième fois, et passé par l'Assemblée législative, du consentement de la majorité des représentants des comtés indiqués dans la seconde cédule de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, de 1867, 406.

Met devant la Chambre les documents suivants :

Labelle, Monseigneur :—Copie de toutes instructions données à Monseigneur Labelle, par l'Exécutif ou tout membre de l'Exécutif, au sujet de sa mission en Europe, Adresse, 235. Réponse 235. (*Document No. 106*).

Représentation législative :—Documents concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, excepté pour le comté de Terrebonne, au sujet duquel la correspondance a déjà été produite, 139. Réponse, 231. (*Document No 105a*). Impression ordonnée 245.

Travaux de la session :—Etat des travaux de la présente session, 514.

Travaux publics :—Rapport général du Commissaire des—, pour 1889, 222. (*Document No. 7*).

MERCIER, HONORABLE HONORÉ :—*Suite.*

Divers :

Pour décisions de M. l'Orateur sur objections soulevées par ou contre l'honorable M. Mercier, 419, 421, 498, 500 ; Voir *Marchand, l'hon. F. G ; Ses décisions*, Nos. 27 et 34.

Informe la Chambre que le Lieutenant-Gouverneur recommande certaines mesures, 46, 267, 426, 461, 494.

MORIN, M. JOSEPH :—Député pour le comté de CHARLEVOIX.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture ; Immigration et Colonisation ; Chemins de fer ; Comptes publics, 72.

Présente le 3e rapport du comité permanent des *Comptes publics*, 496.

Pétitions présentées :

Du Révérend Amb. Fafard, prêtre, de la Baie St. Paul, 79 ; demandant un acte constituant en corporation "l'Hospice Ste. Anne de la Baie St. Paul," 99.

De J. B. Robitaille *et al*, de la cité de Québec, 79 ; demandant l'incorporation de la Société bienveillante de St. Roch, 99.

Bill présenté :

Bill constituant en corporation le Révérend Ambroise Fafard, prêtre, pour des fins de charité, sous le nom de "l'Hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul," 111.

MURPHY, M. OWEN :—Député pour QUÉBEC-OUEST.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer les listes des comités permanents, 37 ; Bills privés ; Industries ; Comptes publics, 72 ; Impressions, 106.

Nommé *Président* du comité conjoint des *Impressions* ; Présente le 1er rapport, 168 ; 2e, 310.

Pétitions présentées :

De l'Assemblée Montgomery No. 4073 des chevaliers du travail,—de l'Union typographique de Québec No. 160,—et de l'Assemblée des mécaniciens, No. 10061 des Chevaliers du travail, Québec, 39 ; demandant : 1° un acte définissant la responsabilité des patrons ; 2° la nomination de un ou de plusieurs officiers, dans chaque district judiciaire, pour poursuivre en justice toutes personnes violant les lois, soit locales ou fédérales ; 3° un acte assurant aux manœuvres le montant de leur salaire, et que toutes personnes donnant des contrats soient tenues de voir que la main d'œuvre soit payée ; 4° que le Lieutenant-Gouverneur et les maires soient seuls autorisés d'appeler les milices en temps d'émeute, 73.

MURPHY, M. OWEN :—*Suite.*

De la Compagnie du gaz de Québec, 149 ; demandant que certaines parties du bill pour amender la charte de la cité de Québec ne deviennent pas loi, 163.

De la Corporation des pilotes, de Québec, 333 ; demandant que le bill pour amender les actes relatifs à la corporation des chemins à barrières de la rive nord à Québec, ne devienne pas loi, 347.

Bill présenté :

Bill amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer du Québec Central, 112.

Motions :

Amendement pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill amendant les actes concernant la Corporation de la cité de Québec ; négativé, 292.

Amendement pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill incorporant la Compagnie des consommateurs de gaz de Québec ; négativé, 293.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Accidents dans les fabriques et usines :—Etat du nombre des accidents arrivés dans les fabriques et usines de la province de Québec, dans le cours de l'année 1889, ainsi que le résultat de l'enquête faite, dans chaque cas, par les inspecteurs de manufactures de la province, Mitchell, Gagnon et Côté, 364. Réponse, 431. (*Document No. 210.*)

Ross vs Lambly :—Copie de tous documents et de toutes correspondances, *re* Mary Jane Ross *vs.* W. H. Lambly, régistrateur. (Ordre du 8 mars 1889, page 311.) Réponse, 17. (*Document No. 27.*)

Rue Champlain, Québec :—Correspondance concernant le dernier éboulement de la rue Champlain, des ordres en Conseil relatifs au même objet et de tous les documents qui s'y rapportent, 152. Réponse, 173. (*Document No. 92.*)

Divers :

Documents relatifs à son élection contestée ; lus et entrés dans les Journaux de la Chambre, son élection est annulée, 2. Nouveau bref émis, 4. Est ré-élu le 30 décembre 1889 ; certificat de sa ré-élection, 12.

Rapporte certaines résolutions du comité des subsides, 193, 194, 221, 245, 249, 268, 286, 402, 404, 433, 496, 499, 500, 511, 512.

Ordonné que les documents originaux filés par M. *Murphy* devant le comité des *Pri-vilèges et Elections in re Table Rock* lui soient remis, 495.

Pour détails dans l'affaire concernant *Table Rock* ; voir *Bernatchez (Divers)* ; *LeBlanc (Divers)* ; *Turcotte (Divers.)*

NANTEL, M. GUILLAUME ALPHONSE :—Député pour le comté de TERREBONNE.

Fait partie des Comités suivants :

Législation et Lois expirantes, 41 ; Agriculture ; Chemins de fer ; Comptes publics, 72 ; Bibliothèque, 106. Privilèges et Elections, 446.

Pétitions présentées :

Du maire et des conseillers de ville de la ville de Terrebonne, 29 ; demandant la refonte de la charte de la ville de Terrebonne et des actes qui l'amendent, 39.

De Joseph Lauzon *et al.*, de la ville de Terrebonne, 260 ; demandant de ne point procéder maintenant à la passation du bill relatif à la ville de Terrebonne, 272.

Bills présentés :

Bill concernant les emprunts publics, 358. M. l'Orateur déclare que la mesure est irrégulière, 449.

Bill pour mieux définir le mode d'aliéner certaines parties du domaine public, 421.

Bill amendant et consolidant les actes d'incorporation de la ville de Terrebonne. (Du Conseil), 348.

Interpellations au Ministère :

Bois coupé sur les terres :—Les colons seront-ils protégés contre les propriétaires de limites ? 328.

Bouchette, Errol—est-il à l'emploi du gouvernement ? 389 ?

Canada, a Memorial volume, E. B. Biggar, publisher, Montreal :—Combien d'exemplaires a-t-il été acheté de cet ouvrage et à quel prix ? 115.

Edwards & Cie :—Est-il à la connaissance du gouvernement que MM.—ont commis des empiètements sur lots dans Loranger ? 336.

Lamontagne, Le procès—à Sherbrooke, vient-il d'être renvoyé au prochain terme, pourquoi ? 359.

LeBel, M. Nathaniel :—Le gouvernement se propose t-il de faire une enquête sur la conduite de— ? 361.

Magistrats de police, Montréal :—Est-ce l'intention d'augmenter leur salaire ? 115.

"Question Métisse" :—Le gouvernement a-t-il acheté un certain nombre d'exemplaires de "La Vérité sur la—" ? 83.

Sherbrooke, cour criminelle :—Est-il vrai qu'il n'y avait pas de fonds pour payer les témoins au dernier terme de la— ? 359.

Sainte Anne des Plaines :—Ayant rapport au détachement de,—du comté de Terrebonne, pour l'annexer au comté de Laval, 234.

Soulanges et Vaudreuil :—Quelle somme a été accordée aux victimes de la grêle et des ouragans, en 1888 et 1889, dans — ? 69.

Taillefer, M. Ephrem—est-il à l'emploi du gouvernement ou de la Chambre ? 464.

NANTEL, M. GUILLAUME ALPHONSE :—*Suite.*

Vinet, M :—Le gouvernement a-t-il eu connaissance de la décision du juge Cimon validant l'élection de— ? 480.

Motions :

Amendement (à l'adresse en réponse au discours du Trône),—au sujet de la coupe des bois marchands ; négativé, 33.

Amendement pour renvoyer de nouveau à un comité général certaine résolution relative à la coupe du bois marchand dans certains cas ; négativé, 129.

Amendement (à la motion pour comité des subsides),—Que cette Chambre déclare qu'il serait fatal à nos institutions et au crédit public de contracter aucun emprunt additionnel, sans que tel emprunt ne soit préalablement soumis à l'approbation du corps électoral, etc ; négativé, 495.

Amendement (à la motion pour comité général sur subsides),—dépenses de 1889-90 pour service public comparées à celles de 1885-86 ; négativé, 222.

Propose que les débats soit ajournés (sur l'amendement pour renvoyer à six le comité général sur le bill incorporant "*The Royal Quebec Art Union Company*," 269.

Amendement (à la motion de M. Robidoux),—pour résolutions approuvant le projet de la construction d'un pont métallique à ou près de Québec, négativé, 436.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Bossé, Monseigneur :—Copie de la lettre de—, adressée au gouvernement, en rapport avec les secours à donner aux pêcheurs du Labrador ; Etat détaillé des dépenses, achat de provisions etc., par MM. Turner & Cie., et toutes correspondances à ce sujet, 71. Réponse, 87. (*Document No. 61.*) *Impression ordonnée, 311.*

Carte de la province :—Dépôt sur le bureau de la Chambre, de la carte de la province, indiquant en couleurs différentes : 1. le domaine public actuellement sous licence de coupe de bois ; 2. le territoire non actuellement sous licence et non concédé, qui reste disponible pour l'exploitation forestière, 71. Réponse, 329. (*Document No. 159.*)

Charleson, J. B. :—Copie des instructions données à—, en rapport avec l'inspection des travaux et des dépenses des argents de colonisation dans le comté de Terrebonne et copie de son rapport à ce sujet. (Ordre du 10 juillet 1888, page 393.) Réponse, 15. (*Document No. 9.*)

Cimon, S. X., pétition de droit :—Document en rapport avec la réclamation de feu S. X. Cimon ou ses ayants-cause, et du dossier dans la pétition de droit accordée à ce sujet, avec les noms des avocats employés par le gouvernement, 98. Réponse, 177. (*Document No. 95.*)

Commissaires des terres de la Couronne :—Etat détaillé de toutes sommes payées par le—, depuis le 1er janvier 1890 jusqu'à ce jour, 281.

Corporations commerciales :—Liste de toutes les corporations commerciales qui ont payé la taxe directe, imposée par le Statut de 1882, durant le dernier exercice financier ; et montant payé par chacune, 171. Réponse, 208. (*Document No. 101.*) *Impression ordonnée, 311.*

Culture du tabac :—Copie de la lettre adressée, en février dernier, par le Dr. W. Grignon, de Ste Adèle, au ministre de l'agriculture, dans le but d'avoir une conférence, par M. Foucher, sur la culture du tabac, 416. Réponse, 445. (*Document No. 224.*)

NANTEL, M. GUILLAUME ALPHONSE :—*Suite.*

Fonds d'emprunt municipal :—Tableau indiquant les noms des municipalités endettées au fonds d'emprunt municipal, avant 1880 ; la date de leur emprunt ; le montant emprunté ; le montant dû en intérêts, suivant le statut de 1880, etc., 210. Réponse, 261. (*Document No. 127.*)

Gilmour vs. Paradis, et al :—Etat de toutes les sommes payées par le gouvernement à tout avocat ou bureau d'avocat, dans certaines causes plaidées devant le Conseil Privé de Sa Majesté, etc., etc., 191. Réponse, 333. (*Document No. 163.*) *Impression ordonnée, 476.*

Larivée, J. E :—Correspondances se rapportant à la poursuite contre J. E. Larivée, de Sandy-Bay, comté de Rimouski, pour vente de liqueurs sans licence, 290. Réponse, 298. (*Document No. 151.*)

Lamontagne, procès :—Etat des frais occasionnés à la Couronne par les trois ajournements du procès Lamontagne, à Sherbrooke, 387. Réponse, 445. (*Document No. 222.*)

Lebel, Nathaniel :—Correspondance au sujet des plaintes proférées contre M. Nathaniel Lebel, agent des terres de la Couronne, pour l'agence Grandville, 387. Réponse, 438. (*Document No. 214.*)

Livres achetés par le gouvernement :—Liste de tous les ouvrages littéraires, scientifiques et autres, achetés par le gouvernement, depuis janvier 1887, pour distribuer soit aux écoles soit aux membres de la Législature, 133.

Montréal & Occidental :—Ordres en Conseil se rapportant à la Compagnie du chemin de fer de Montreal & Occidental, depuis que la compagnie est en voie de formation à ce jour, 71.

Pêcheurs du Labrador :—Lettre de Monseigneur Bossé, adressée au gouvernement, en rapport avec les secours à donner aux pêcheurs du Labrador ; Etat détaillé des dépenses, achat de provisions etc., par MM. Turner & Cie, et toutes correspondances à ce sujet, 71. Réponse, 87. (*Document No. 61.*) *Impression ordonnée, 311.*

Ponts en fer :—Production de tous les comptes payés à des industriels belges pour tous matériaux, ponts en fer, etc., achetés en Belgique, 116. Réponse, 177. (*Document No. 96.*)

Rimouski, pont en fer à, — :—Correspondance relativement à la construction d'un pont en fer à Rimouki, 290. Réponse, 304. (*Document No. 154.*)

Soulanges et Vaudreuil :—Documents ou correspondances relatifs au montant accordé dans les comtés de Soulanges et de Vaudreuil, pour indemniser les victimes des tempêtes de grêle et ouragans, durant 1888 et 1889, 71.

Terrebonne :—Documents au sujet du démembrement du comté de Terrebonne, pour fins parlementaires ou autres, 102. Réponses, 131, 202. (*Documents Nos. 74a et 74b.*)

Terrebonne :—Correspondance au sujet de la remise des droits de la Couronne, sur la coupe du bois, dans les cantons du comté de Terrebonne, 290. Réponse, 444. (*Document No. 219.*)

Toupin, Joseph :—Documents se rapportant à la nomination de Joseyh Toupin, comme conseiller municipal pour la paroisse de la Longue-Pointe, en 1890, 279. Réponse, 283. (*Document No. 143.*)

NANTEL, M. GUILLAUME ALPHONSE :—*Suite.*

Divers :

Documents relatifs à son élection contestée ; lus et insérés dans les Journaux de la Chambre ; son élection est maintenue, 4.

Pour décisions de M. l'Orateur contre bill ou motion de M. *Nantel*, 368, 448. Voir *Marchand, l'honorable F. G. ; Ses décisions, Nos. 26 et 32.*

M. l'Orateur ayant appelé M. *de Grosbois*, député pour la division électorale de Shefford, pour le remplacer temporairement au fauteuil ; objection étant faite que M. *Nantel*, député de Terrebonne, n'a pas le droit de parler seulement pour faire passer le temps, M. l'Orateur suppléant renvoie l'objection, disant qu'il ne peut pas limiter le député de Terrebonne sur la longueur de son discours ; mais il déclare que le dit député ayant, avec persistance, traité des sujets qui ne se rapportent pas à la question, et s'étant livré à des attaques personnelles et injurieuses envers des membres du gouvernement et de la Chambre il demande à la Chambre de décider, par son vote, si elle est d'opinion qu'il soit permis au député de Terrebonne de continuer son discours. Il cite, à l'appui de cette décision, *May*, édition de 1883, page 350 ; et la question de savoir si M. *Nantel* doit continuer son discours étant posée, la Chambre décide dans la négative, 368. Motion que l'entrée ayant rapport à cet incident soit rayée des Procès-verbaux de la Chambre comme étant injuste et injurieuse envers M. *Nantel* ; amendement proposé ; débat, ajourné, 372. Résolu, *nemine contradicente*, que cette Chambre, sans se prononcer sur l'exactitude des faits consignés aux dits Procès-verbaux, dans le but de rétablir la paix et l'harmonie dans cette Chambre, ordonne que tout ce qui se rapporte à cet incident soit biffé des dits Procès-verbaux, et qu'il soit immédiatement procédé aux ordres du jour, 379.

O WENS, M. WILLIAM :—Député pour le comté d'ARGENTEUIL.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture ; Comptes publics, 72 ; Bill ayant rapport aux 12 comtés, 268.

Pétition présentée :

De James Cowan *et al.*, d'Ottawa, exécuteurs testamentaires et autres, héritiers de feu John A. Stockhouse, 159 ; demandant un acte les autorisant à disposer de certains biens substitués ; lue et reçue sur division, 168.

Bill présenté :

Bill autorisant la vente de certains biens fonds substitués par le testament de feu John A. Stockhouse, 176.

Interpellations au Ministère :

Kirwin :—Le capitaine est-il au service du gouvernement ? 164.

Montréal et Sorel :—Les fidéi-commissaires ont-ils rendu compte au sujet du subside accordé au chemin de fer de— ? 391.

OWENS, M. WILLIAM :—*Suite.*

Robidoux, M :—Par qui a-t-il été retenu comme conseil dans la cause des colons du canton d'Egan ? 467.

Woods, Alex :—Est-il au service du gouvernement ? 164.

Motion :

Amendement pour renvoyer à six mois le comité général sur le bill concernant le droit de voter, la préparation des listes électorales et pour amender la formule du serment ; négativé. 369.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Clyde :—Correspondance échangée entre H. Chené, sous-agent des terres de la Couronne et le gouvernement, relativement aux achats faits, par des colons de bonne foi, du dit agent Chené, de terres situées dans les rangs D et E de Clyde, actuellement réclamées par les colons Mercier, 364. Réponse, 438. (*Document No. 213*).

Egan :—Copie des rôles de paie des travaux des chemins de colonisation dans le canton d'Egan, comté d'Ottawa, en 1886-87, avec un état des sommes payées au conducteur de ces travaux, 191. Réponse, 265. (*Document No. 130*).

Grandison et Clyde :—Etat faisant connaître quelles terres ont été vendues pendant l'année 1889, dans les premier et deuxième rangs du canton de Grandison, comté de Terrebonne, ainsi que dans les rangs D et E du canton de Clyde, comté d'Ottawa, 121. Réponse, 444. (*Document No. 218*).

Montréal et Sorel :—Copie d'une requête au gouvernement, l'an dernier, par certains électeurs du comté de Verchères, concernant l'emploi de la somme de \$112,500.00, re chemin de fer "le Montréal et Sorel," etc., 395.

Ponts en fer :—État indiquant dans quelles municipalités des ponts en fer ont été construits avec une aide du gouvernement, depuis que la somme de \$25,000 a été votée en 1887 ; montant de l'aide accordé par le gouvernement, dans chaque cas ; ainsi que le montant promis et non payé. (Ordre du 18 janvier 1889, page 58). Réponse, 15. (*Document No. 11*).

PELLETIER, HONORABLE LOUIS PHILIPPE :—Député pour le comté de DORCHESTER.

Fait partie des Comités suivants :

Privileges et Elections ; Législation et Lois expirantes, 41 ; Bills privés, 72.

Présente le 16e rapport du comité permanent des *Bills privés*, 256 ; 17e, 260.

Présente le second rapport du comité permanent des *Privileges et Elections*, 465. Voir *Appendice, No. 2*, page 527.

Bills présentés :

Bill pour amender la loi électorale de Québec, 100.

Bill concernant le droit de voter, la préparation des listes électorales et la formule du serment, 201.

PELLETIER, HONORABLE LOUIS PHILIPPE :—*Suite.*

Interpellations au Ministère :

Droit de coupe :—Quel est le—exigé maintenant et quel était celui exigé avant 1887 ? 190.

Impression du rapport du Commissaire de l'agriculture et de la colonisation :—A qui a été confiée l'— ? 251.

Motions :

Amendement pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill portant reconnaissance du degré de bachelier ès-arts pour l'admission à l'étude du droit, du notariat et de la médecine, 135 ; négativé, 136.

Amendement proposé à l'effet qu'un message soit envoyé au Conseil priant leurs Honneurs de réinsérer dans le bill amendant les lois concernant la Corporation de la cité de Québec, la clause 25e ; négativé, 412.

Amendement pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill pour amender l'acte électoral de Québec ; adopté, 435.

Amendement pour renvoyer à six mois la seconde lecture du bill amendant l'article 762a du Code municipal ; adopté, 448.

Que les noms de certains députés soient substitués à d'autres sur la liste des membres du comité des *Privileges et Elections* ; adoptée, 446.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Mines :—Liste de tous les lots miniers, de quelque nature que ce soit, dans la province de Québec, 101. Réponse, 252. (*Document No. 110.*)

Morning Chronicle et J. J. Foote :—Etat de tous les travaux d'impressions exécutés par J. J. Foote, ou dans l'établissement du *Morning Chronicle*, depuis le 1er février 1887, et du coût de ces impressions, 254 Réponse, 338. (*Document No. 167.*)

Shérif des Trois-Rivières :—Copie de l'enquête faite contre le shérif des Trois-Rivières par M. Walton Smith en 1887. (Ordre du 25 février 1889, page, 239.) Réponse, 16. (*Document No. 19.*)

Thérèse de Jesus, Révde Sœur, et Dr. Vallée :—Copie du rapport fait par la Révérende Sœur Thérèse de Jésus et du docteur Vallée, après leur voyage en Europe, l'été dernier, 254. Réponse, 296. (*Document No. 148.*) *Impression ordonnée, 475.*

Divers :

Pour décisions de M. l'Orateur sur objections soulevées par ou contre l'honorable M. Pelletier, 270, 439 et 444 ; Voir Marchand, l'honorable F. G. Ses décisions Nos. 20, 31.

PICARD, M. JACQUES :—Député pour RICHMOND et WOLFE.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer les listes des comités permanents, 37 ; Législation, 41 ; Agriculture ; Bills privés ; Comptes publics, 72 ; Bill ayant rapport aux 12 comtés, 268

PICARD, M. JACQUES :—*Suite.*

Pétition présentée :

Du Révérend Ed. Brunel, et autres, des cantons de Bulstrode, et Stanfold, 79 ; demandant le rappel de la clause des 30 mois accordés aux commerçants de bois par la loi des terres, de 1888, 99.

Interpellations au Ministère :

Cadastrage du comté de Wolfe :—Est-il complété et quel en est le cout ? 332.

Dion, Dominique, de Wotton :—Au sujet d'un règlement pour coupe de bois sur un lot appartenant à— ? 378.

Dominion Bridge Company :—Combien a-t-elle reçu pour le pont en fer de St-Raymond ? 389.

Droit de couper le bois marchand :—Un lot de terre patenté depuis 1888 est-il sujet à la clause des 30 mois quant au— ? 100.

Morin, M. Honoré :—Pourquoi certains travaux dans d'Israëli n'ont-ils pas été donnés à— ? 115

Pont en fer a St-Raymond :—Combien a reçu la *Dominion Bridge Company* pour le— ? 389.

Wolfe :—Le cadastrage du comté de— est-il complété, et quel est le coût des travaux ? 332.

Motions :

Amendement (lors du concours dans l'item des subsides pour dépenses des arpentages des terres de la Couronne)—Que cette Chambre est d'opinion que ces dépenses devraient être réduites d'au moins \$15,000 ; négativé, 511.

Amendement à la seconde lecture du bill expliquant la loi relative à la coupe du bois marchand dans certains cas ; négativé, 282.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Ecorce de pruche :—Correspondance entre le département des terres et M. Uldoric Houle, de Bulstrode, de M. A. Girouard, de Stanfold, touchant la permission de peler de l'écorce de pruche sur le lot No. 14, du 4ème rang du canton de Bulstrode, comté d'Arthabaska, 363. Réponse, 478. (*Document No. 235*).

Remise des droits de coupe de bois ;—Documents adressés au gouvernement depuis l'année 1886, à l'effet de faire remise des droits de coupes de bois, en faveur des colons établis de bonne foi sur les terres de la Couronne. (Ordre du 20 mars 1889, page 398.) Réponse, 120. (*Document No 48*).

Richard, J. B :—Copie de la demande de J. B. Richard, arpenteur provincial, de Wotton pour l'obtention de lettres-patentes de certains lots de Saint-Hippolyte, dans le canton de Wotton, 339. Réponse, 359. (*Document No. 174*).

Richmond et Wolfe :—Etat détaillé relatif aux chemins et ponts de colonisation, dans chacun des comtés de Richmond et Wolfe, sur lesquels des travaux ont été faits, durant la saison dernière, à même les octrois de colonisation votés pour l'année fiscale de 1889 et 1890, 339. Réponse, 397. (*Document No. 189*).

PILON, M. JOSEPH :—Député pour le comté de BAGOT.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer l'adresse en réponse au discours du Trône, 34 ; Agriculture ; Bills privés ; Industries, 72 ; Code municipal, 113.

Nommé *Président* du comité permanent des *Industries* ; présente le premier rapport, 110.

Pétitions présentées :

De la municipalité du village de Acton-Vale, comté de Bagot, 29 ; demandant à être érigée en ville, sous le nom de "Acton," 39.

De Eugène Jodoin et autres, de Ste-Christine, 29 ; demandant un acte érigeant en municipalité locale et scolaire, la paroisse de Ste-Christine, 39.

Du révérend F. X. Lessard, et autres, de St-Wenceslas,—du Révérend A. Longval et autres, de Ste. Marie de Blandford—du Révérend A. B. Prince et autres, de Ste-Eulalie,—du Révérend A. E. Julien et autres, de St. Léonard, comté de Nicolet,—et du Révérend J. N. C. Lafond et autres, de Ste. Anne du Sault,—du Révérend Chs. Ed. Mailhot et autres, de St. Louis de Blandford, comté d'Arthabaska, 79 ; demandant respectivement l'incorporation de la compagnie du chemin de fer de colonisation des comtés de Nicolet, Arthabaska, Lotbinière et Lévis, 99.

Bills présentés :

Bill constituant la ville d'Acton en corporation, 74.

Bill érigeant la paroisse de Ste. Christine en municipalité locale pour les fins municipales et scolaires et l'annexant dans le même but au comté de Bagot, 125 ; honoraire remis, 308.

Bill relatif à l'érection civile des paroisses en cette province, 92.

Interpellations au Ministère :

Baldwin, M. Ozro :—Le gouvernement a-t-il reçu de lui, depuis 1888, d'autres promesses de support, que celle ci-après citée ? 438.

Cadastrés et arpentages :—Le gouvernement a-t-il payé, pour travaux ordonnés pour—, avant le 1er février 1887 ? 446.

Durocher :—Combien de fois M. Isidore Brien— a-t-il été condamné à l'amende de 1882 à 1887 ? 389.

Magistrats de district :—Le traitement mentionné dans le projet de loi relatif aux—, sera-t-il accordé à d'autres qu'à ceux du district de Montréal ? 108.

Ordres et adresses de la Chambre :—Quel est le nombre des—, faisant partie des archives du département des terres depuis 1880 ? 455.

Motions :

Seconde l'adresse en réponse au discours du Trône, 24, 29.

Sous-amendement (à la motion pour concours dans l'item des subsides pour faire face aux salaires du gouvernement civil) ; adopté, 402.

Que le bill relatif à l'érection civile des paroisses en cette province, soit lu la seconde fois ; négative, 347.

PILON, M. JOSEPH :—*Suite.*

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Agriculture :—État comparatif des sommes dépensées par le gouvernement de cette province, pour favoriser l'agriculture, directement ou indirectement, durant les années depuis 1882 à 1889, et les montants des budgets, pour les mêmes fins, pour les années 1889-90 et 1890-91, 363.

Barnard, E. A :—État détaillé de toutes les sommes payées à M. E. A. Barnard, secrétaire actuel du conseil de l'agriculture, pour dépenses de voyage, depuis le premier juillet 1883, 219. Réponse, 275. (*Document No. 137.*)

Barnard, E. A :—État détaillé de toutes les sommes payées à M. E. A. Barnard, en sus de son salaire et de ses dépenses de voyage, depuis le 1er juillet 1882, 254.

Cent acres :—Liste de toutes les demandes adressées au gouvernement pour l'octroi des cent acres de terre, aux pères et mères de douze enfants vivants, 440.

Egan :—Copie du jugement du Conseil Privé d'Angleterre dans les affaires des colons d'Egan, 123.

Lacoste, l'honorable Alexandre :—Documents sur lesquels a été basé l'ordre d'émettre des lettres patentes en faveur de l'honorable Alexandre Lacoste, en date du 4 décembre 1888, pour 1176 acres des terres de la Couronne situées dans le canton de Marchand. (Ordre du 25 février 1889, page 238). Réponse, 16. (*Document No. 18.*)

Leclerc & Barnard :—Copie des circulaires du Dr Leclerc et de M. A. E. Barnard, envoyées en 1886 et 1889, au sujet des constitutions des cercles agricoles, 219. Réponse, 253. (*Document No. 121.*)

Owens, W :—Documents sur lesquels sont appuyées certaines concessions des terres de la Couronne, obtenues par W. Owens, écuyer, dans le comté d'Argenteuil, 343.

Picard, Jacques :—Documents sur lesquels sont appuyées certaines concessions de terres de la Couronne obtenues par Jacques Picard, député de Wolfe et Richmond, 340.

Poupore, Messieurs :—Documents sur lesquels sont appuyées certaines concessions suivantes, des terres de la Cousonne, obtenues par les Messieurs Poupore, dans le comté de Pontiac, 341.

Rivière des Hurons :—Correspondance relativement au creusage de la rivière des Hurons, dans les comtés de Rouville et St. Hyacinthe, 85. Réponse, 121. (*Document No. 72.*)

Travail des départements :—État comparatif montrant le travail fait dans chaque département, dans les années 1886, 1887, 1888 et 1889, donnant tous renseignements faisant voir l'augmentation ou la diminution qui a pu se produire dans les affaires de ces départements durant ces années, 86.

Divers :

Interpellations de M. Baldwin relatives à M. Pilon, 432, 442.

POUPORE, M. WILLIAM JOSEPH :—Député pour le comté de PONTIAC.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture ; Chemins de fer ; Industries, 72 ; Bibliothèque, 106 ; Code municipal, 113.
Bill ayant rapport aux 12 comtés, 268, 273.

Pétitions présentées :

De Michael Hughes et autres, du canton de Litchfield, 69 ; demandant que le dit canton ne soit pas divisé, 79.

Du Conseil municipal des cantons unis de Leslie, Clapham et Huddersfield, 69 ; demandant qu'aucun subside ne soit accordé à la compagnie de chemin de fer " Bristol et Portage du Fort " avant que le chemin de fer P. P. J. R. ne soit terminé, 79.

Interpellation au Ministère :

Bryson :—Est-ce l'intention du gouvernement de construire un palais de Justice à— ? 250.

Motion :

Sous-amendement (à l'amendement de l'honorable M. Mercier à la motion de M. Bernatchez que le rapport du comité des Privilèges et Elections soit adopté, et que le siège de P. E. LeBlanc écr., soit déclaré vacant),—Qu'il soit résolu que le rapport du comité ne soit pas adopté ; négativé, 493.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Chapeau, village :—Documents reçus par le gouvernement pendant et depuis la dernière session, relativement à la réinstallation d'une cour de circuit à Chapeau village, 116.
Réponse, 202. (*Document No. 100*).

Cour de magistrats de district :—Copie de toutes pétitions et correspondances au sujet de l'augmentation de la juridiction de la cour des magistrats de district. (Ordre du 11 mars 1889, page 328). Réponse, 17. (*Document No. 80*).

Réserve forestière :—Etat indiquant quelle partie de la réserve forestière, abolie l'année dernière, a été arpentée depuis le 12 juillet dernier ; Dans quels districts ont été faits ces arpentages ; Combien de lots ont été vendus de ces nouveaux arpentages depuis cette date. (Ordre du 13 février 1889, page 163). Réponse, 86. (*Document No. 53*).

Shawville, cour de magistrat :—Documents reçus par le gouvernement, pendant et depuis la dernière session, relativement à la création d'une cour de magistrat de district, à Shawville, P. Q., 116. Réponse, 139. (*Document No. 84*).

Divers :

Pour décision de M. l'Orateur ayant rapport à M. Poupore, 130 ; Voir Marchand, l'honorable F. G. ; Ses Décisions, No. 10.

RHODES, HONORABLE WILLIAM :—Député pour le comté de MÉGANTIC.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture ; Comptes publics, 72. Bill ayant rapport aux 12 comtés, 268, 274.

Nommé *Président* du comité permanent d'*Agriculture* ; présente le premier rapport de ce comité, 237.

Présente le rapport du comité spécial concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative pour les divisions électorales d'Ottawa et de Wolfe et Richmond, 274.

Pétitions présentées :

De Peter Hall et autres, 79 ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de *Quebec and Boston Air Line Railway Company*, 99.

De Evan John Price et autres, de la paroisse de Saint-Colomb de Sillery, 132 ; demandant que certaines dispositions contenues dans le bill pour amender la charte de la cité de Québec, ne deviennent pas loi, 143.

Bills présentés :

Bill portant privilège aux pères ou mères de familles ayant douze enfants vivants, 67.

Bill amendant la loi relative à la formation des sociétés de colonisation, 76.

Bill concernant la protection des ponts de colonisation et autres, 76.

Bill concernant la largeur des chemins et rues dans les cités, villes et villages, 38.

Bill constituant en corporation la Compagnie du chemin de fer *Quebec and Boston Air Line*, 132.

Bill amendant la loi concernant les concours provinciaux d'agriculture et les distinctions provinciales de mérite agricole, 292.

Motions :

Que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions ;—

Relatives aux pères de famille ayant douze enfants vivants, 37, 67, 76 ;—

Relatives à la formation des sociétés de colonisation, 37, 45, 76 ;—

Relatives à la protection des ponts de colonisation et autres, 37, 46.

Divers :

Informe la Chambre que le Lieutenant-Gouverneur recommande certaines mesures, 45, 46.

Met devant la Chambre le document suivant :

Agriculture et colonization :—Rapport général du Commissaire de l'—, pour l'année expirée le 30 juin 1889, 127. (*Document No. 2.*)

RINFRET DIT MALOUIN, DR. RÉMI FERDINAND :—Député pour QUÉBEC-CENTRE.

Fait partie des Comités suivants :

Chemins de fer ; Industries ; Comptes publics, 72. Association pharmaceutique, 171.

Pétitions présentées :

De l'Union typographique No. 159 de Québec,—et de l'Assemblée Champlain, No. 10581 des Chevaliers du travail, Québec, 39 ; demandant : 1. Un acte définissant la responsabilité des patrons ; 2. La nomination de un ou de plusieurs officiers, dans chaque district judiciaire, pour poursuivre en justice toutes personnes violant les lois, soit locales ou fédérales ; 3. Un acte assurant aux manœuvres le montant de leur salaire, et que toutes personnes donnant des contrats soient tenues de voir que la main-d'œuvre soit payée ; 4. Que le Lieutenant-Gouverneur et les maires soient seuls autorisés d'appeler les milices en temps d'émeute, 73.

De la Corporation de la cité de Québec, 91 ; demandant les amendements à sa charte et aux actes qui l'amendent, 104.

Bill présenté :

Bill amendant les lois concernant la Corporation de la cité de Québec, 126.

Interpellation au Ministère :

Hôpital de marine et des émigrés, Québec :—Demandant certains renseignements concernant l'— ? 377.

ROBERTSON, HONORABLE JOSEPH GIBB :—Député pour SHERBROOKE.

Fait partie des Comités suivants :

Bills privés ; Chemins de fer ; Comptes publics, 72. Bill ayant rapport aux douze comités, 268, 274.

Nommé délégué de la Chambre pour rencontrer les délégués du Conseil pour conférer au sujet du bill amendant la loi relative aux inhumations, 446.

Présente deux rapports du comité spécial sur le bill (No 141), concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, pour les divisions électorales d'Ottawa et de Wolfe et Richmond, 272.

Présente le 2e rapport du comité permanent des *Bills privés*, 111.

Pétitions présentées :

De la Compagnie de chaux et de marbre de Dudswell et la Compagnie de chaux de la Puissance, 15 ; demandant un acte fusionnant ces deux compagnies sous le nom de *Dominion Lime Company*, 39.

De la Corporation du Collège Bishop, Lenoxville, 15 ; demandant un acte l'autorisant à disposer de certains immeubles, 39.

ROBERTSON, HONORABLE JOSEPH GIBB :—*Suite.*

De William J. Murray, *et al.*, de la Côte St. Antoine ; demandant des amendements au bill pour changer le nom de la municipalité de la Côte St. Antoine, la constituant en corporation, et pour d'autre fins ; lue et reçue, 260.

Bills présentés :

Bill permettant à la Corporation du Collège Bishop de disposer d'un immeuble, 75.

Bill fusionnant la Compagnie dite "*The Dominion Lime Company*" et la Compagnie connue sous le nom de "*The Dudswell Lime and Marble Company*, 92."

Bill pour amender l'acte concernant les inhumations (Du Conseil législatif,) 307.

Motions :

Amendement (à l'adresse en réponse au discours du Trône),—règlement des biens des Jésuites ; négativé par un sous-amendement de l'honorable M. *Mercier*, 32.

Amendement (à la motion pour comité des subsides),—Que cette Chambre regrette que le gouvernement n'ait pas jugé à propos de soumettre pendant cette session, un projet de loi amendant la loi de licences ; négativé, 497.

Que la Chambre a appris avec regrets la mort de M. Gaspard Drolet ; qu'elle désire exprimer à Mde. Drolet et à sa famille sa vive sympathie à l'occasion de la perte irréparable qu'elles viennent de faire ; adoptée *nemine contradicente*, 140.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Fonds d'emprunt municipal :—Documents relatifs au fonds d'emprunt municipal réclamé des cantons de Stanstead, Magog et Bolton, avec un état des sommes respectives réclamées de ces cantons, en vertu de la loi de 1880, 206. Réponse, 265. (*Document No. 132.*)

Lettres de crédit :—Liste complète des lettres de crédit ou promesses de paiement futur venant des différents départements du service civil, depuis le premier janvier 1889 ; ainsi que des noms des personnes en faveur de qui ces lettres de crédit ont été délivrées, le montant de chacune, etc., 84. Réponse, 304, 329. (*Documents Nos. 153a et 153b.*) *Impression ordonnée*, 476.

Magistrats de district :—Correspondance entre les magistrats de district de la province et le gouvernement, au sujet de l'augmentation de leur traitement, 386. Réponse, 444. (*Document No. 215.*)

ROBIDOUX, M. JOSEPH EMERY :—Député pour le comté de CHATEAUGUAY.

Fait partie des Comités suivants :

Privilèges et Élections ; Législation et Lois expirantes, 72 ; Bibliothèque et Impressions, 106.

Nommé *Président* du comité permanent de *Législation* ; présente divers rapports de ce comité, 123, 163, 281, 358, 370, 400.

ROBIDOUX, M. JOSEPH EMERY :—*Suite.*

Pétitions présentées :

De Dame Abigail Kimpton, épouse de Moïse Dubuc,—et de Dame Sarah Kimpton épouse de J. Longpré; 79, demandant un acte les autorisant à vendre certains immeubles substitués, 99.

De la Municipalité du village de Buckingham, 79; demandant un acte incorporant le dit village en ville, 99.

Du révérend A. R. W. N. Seers et autres, de Saint-Jean Chrysostôme, St-Urbain, St-Isidore, Ste-Clothilde, St-Antoine Abbé, Havelock Franklin et Hinchinbrooke, 91.

Bills présentés :

Bill autorisant la vente de certains immeubles substitués par Alphonse Kimpton *et uxor* 117.

Bill constituant en corporation la ville de Buckingham, 112.

Bill concernant le département de l'agriculture et des travaux publics, 100.

Bill concernant l'expropriation, 100.

Bill pour amender l'article 5960 des Statuts refondus de la province de Québec, qu'amende l'article 772 du Code de procédure civile, 100.

Bill amendant l'article 1571 du Code civil, relatif à la signification des transports de créances et droits d'actions, 100.

Bill amendant le Code de procédure civile, relatif aux matières sommaires, 100.

Bill amendant le Code de procédure civile, relativement à la révision et l'exécution des jugements, 112.

Bill amendant le Code de procédure civile de manière à permettre de prendre la preuve par sténographie dans les causes *ex-parte*, 112.

Bill pour lever des doutes relativement à l'application de la loi concernant l'expropriation dans la cité de Montréal, 118.

Bill remettant en force et amendant l'acte d'incorporation de la Compagnie du chemin de fer de St-Jean et Sorel et ses amendements, 127.

Bill amendant l'article 844 des Statuts refondus de la province de Québec, 261.

Bill amendant la loi relative à la corporation des huissiers du district de Montréal et au cautionnement qu'ils doivent fournir, 262.

Bill refondant les lois relatives à la ville de St-Jean, 127.

Motions :

Sous-amendement (lors du concours sur l'item des subsides pour faire face aux dépenses de l'administration de la Justice); adopté, 271.

Que cette Chambre est d'avis que la construction d'un pont métallique sur le St-Laurent, à ou près de Québec, serait grandement avantageuse à cette province et à la Puissance en général et qu'une adresse basée sur cette résolution soit présentée à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur; objecté qu'avis n'a pas été donné de cette

ROBIDOUX, M. JOSEPH EMERY :— *Suite.*

motion ; M. l'Orateur déclare l'objection fondée, 425. Motion de nouveau proposée ; amendement de l'honorable M. Taillon négativé et sous-amendement de l'honorable M. Mercier adopté, 436 ; amendement de M. Nantel proposé et négativé ; motion principale, telle qu'amendée, adoptée, 437.

Adresse au Lieutenant-Gouverneur :

Pont sur le St-Laurent :—Pour une adresse basé sur résolutions,—Que cette Chambre approuverait toute mesure qui lui serait soumise pour aider à la construction d'un pont sur le St-Laurent, à ou près de Québec, 437.

Adresse et Ordre de la Chambre demandés :

Conseils de la Reine :—Correspondances au sujet de la nomination des conseils de la Reine, 314.

“Esquisse générale de la province” :—Correspondance échangée au sujet de la distribution de la brochure du Premier ministre, intitulé : “Esquisse générale de la province de Québec,” 254. Réponse, 334. (*Document No. 166.*) *Impression ordonnée*, 476.

Divers :

Pour décisions de M. l'Orateur sur objections soulevées par ou contre M. Robidoux, 279, 425 ; voir *Marchand l'honorable F. G. ; Ses décisions Nos. 21 et 29.*

ROCHELEAU, M. ANTOINE :—Député pour le comté de CHAMBLY.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture ; Chemins de fer ; Industries ; Comptes publics, 72 ; Code municipal, 113.

Pétitions présentées :

De Charles M. Bruce et autres, 91 ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de *The People's Street Railway Company*, 104.

De George Wilfrid Parent et autres, de la cité de Montréal, 131 ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de “Compagnie de Montréal Sud et Longueuil”, 143.

Bill présenté :

Bill constituant en corporation la Compagnie de Montréal Sud et de Longueuil, 160.

Interpellation au Ministère :

Mur d'enceinte du palais législatif :—Y a-t-il eu un plan de fait pour le—? 233.

Ordres de la Chambre demandés :

Education :—Etat comparatif des sommes dépensées par le gouvernement de cette province, pour favoriser l'éducation, directement ou indirectement, depuis 1882, 387. Réponse, 472. (*Document No. 232.*)

ROCHELEAU, M. ANTOINE :—*Suite.*

Gardes-forestiers :—Tableau indiquant le nombre actuel des surintendants gardes-forestiers ; le nombre de ceux employés par le gouvernement précédent, 237. Réponse, 338. (*Document No. 172*). *Impression ordonnée*, 476.

Limites à bois :—Etat détaillé des ventes de limites à bois de réserves forestières, année par année, depuis 1875 à 1890, le prix payé pour chaque mille carré et la quantité de mille vendus à chaque vente, 164, 165. Réponse, 298. (*Document No. 150*.)

Divers :

Documents relatifs à son élection contestée, 4 ; Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre ; son élection est maintenue, 5.

ROCHON, M. ALFRED :—Député pour le comté d'OTTAWA.

Documents relatifs à son élection contestée, 26. Lus et insérés dans les Journaux de la Chambre ; élection annulée, 26.

SHEHYN, HONORABLE JOSEPH :—Député pour QUÉBEC-EST.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer adresse en réponse au discours du Trône, 34 ; Industries ; Comptes publics, 72 ; Impressions, 106 ; Frontière Nord de la province, 158.

Pétition présentée :

De la Compagnie de chemin de fer " Québec Central," 73 ; demandant que le délai pour parachever sa ligne soit prolongé, 81.

Bills présentés :

Bill amendant la loi des licences de Québec, 76.

Bill constituant en corporation la Société bienveillante de St. Roch, 126.

Bill pour amender la loi des licences de Québec, concernant le droit sur le prix de vente à l'encan, 326.

Bill des subsides, 512.

Motions :

Que la Chambre se forme en comité général pour considérer ;—les subsides, 37, 145, 177 222 &c. ;—les voies et moyens, 37, 512 ;—les licences, 37, 65, 76 ;—les droits prélevés sur certaines ventes à l'encan, 312, 325 ;—pour prêt additionnel à l'hôpital protestant pour les aliénés, 317.

Que, considérant le vœu exprimé par cette Chambre, à l'effet de venir en aide à la famille du regretté Gaspard Drolet, il soit résolu qu'une annuité soit accordée à Mde Drolet sa vie durant et que cette annuité soit continuée par partie en faveur de ses filles, 159.

SHEHYN, HONORABLE JOSEPH :—*Suite.*

Adresses au Lieutenant-Gouverneur :

Impressions :—Priant Son Honneur de vouloir bien émettre son mandat en faveur de l'honorable Trésorier de la province pour la somme de \$20,000.00, pour faire face aux dépenses d'impressions de cette Chambre et assurant Son Honneur que cette Chambre en tiendra compte, 69.

Whitehead & Turner :—Priant Son Honneur de vouloir bien émettre son mandat en faveur de l'honorable Trésorier de la province, pour la somme de trois mille neuf cent quarante-quatre piastres, quatorze centins, pour faire face aux réclamations de MM. Whitehead & Turner, en raison d'approvisionnements fournis par eux aux victimes de la côte du Labrador, et assurant Son Honneur que cette Chambre en tiendra compte, 86.

Met devant la Chambre les documents suivants :

Assurances mutuelles :—Second rapport de l'inspecteur des—de la province pour l'année 1889, 379. (*Document No. 181*).

Cautionnements :—Etat des cautionnements donnés par les officiers publics du gouvernement de la province de Québec, depuis le 18 janvier 1889 au 27 janvier 1890, tel que requis par l'article 633 des S. R. P. Q., 134. (*Document No. 81*).

Comptes publics :—Etat des—, de la province de Québec, pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1889, 170. (*Document No. 48*).

Corporations commerciales :—État montrant quel est le chiffre des arrérages (accumulés avant le 17 juillet 1887) compris dans l'item : "Taxes sur les corporations commerciales, \$144,550.84," à la page 6 des comptes publics, pour 1889, 210. Réponses, 222 et 238. (*Documents Nos. 102 et 108.*) *Impression ordonnée, 311.*

Emprunt :—État détaillé des sommes payées depuis le 6 février 1889, par le gouvernement, à même l'emprunt de \$3,550,000 et de toute autre somme payée avant et depuis le six février 1889 sur la dette de la province, 44. Réponse, 238. (*Document No. 107.*)

Estimés :—Estimés supplémentaires pour l'année financière finissant le 30 juin 1890 ; renvoyés au comité des subsides, 136. (*Document No. 1.*)

Estimés pour l'année financière finissant le 30 juin 1891 ; renvoyés au comité des subsides, 160. (*Document No. 1.*)

Rapport du Conseil et mandats spéciaux en vertu de l'acte 31 Vict. chap. 9, art. 47, préparé par l'auditeur de la province, 20.

Q. M. O. & O :—État détaillé des paiements faits à même la somme de \$10,000, mentionnée à l'item 256 du budget pour 1889-1890 (chemin de fer Q. M. O. & O.) construction, 151. Réponse, 231. (*Document No. 104.*)

Recettes et paiements :—État des recettes et paiements, de toutes sources, de la province de Québec, depuis le 31 juillet jusqu'au 31 décembre 1889, 230. (*Document No. 103.*)

Remise de droits :—État de tous les droits, taux, infractions et pénalités, (en rapport avec la perception du revenu), remis par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil, du 9 janvier 1889 au 9 janvier 1890, 106. (*Document No. 69.*)

SHEHYN, HONORABLE JOSEPH :—*Suite.*

Divers :

Informe la Chambre que le Lieutenant-Gouverneur recommande certaines mesures, 65, 317.

Pour décisions de M. l'Orateur relative à la réponse à une interpellation par l'honorable M. Shehyn, 263. Voir *Marchand, l'honorable G. F. ; Ses décisions, No. 19.*

SPENCER, M. ELIJAH EDMUND :—Député pour le comté de MISSISQUOI.

Fait partie des Comités suivants :

Ordres permanents, 41 ; Agriculture ; Industries, 72 ; Code municipal, 113 ; Bill ayant rapport aux 12 comtés, 268.

Interpellations au Ministère :

Exemption de taxes et cotisations :—Quels seront les biens sujets à l'— ? 362.

Noyes, John P. :—Combien le gouvernement a-t-il payé à—, de Waterloo ? 407.

Taxes et cotisations :—Demandant que les biens seront exemptés de— dans la province ? 362.

Ordre de la Chambre demandé :

Manufactures de beurre et de fromage :—Etat détaillé des montants payés aux manufactures de beurre et de fromage, tel que mentionné à la page 7 de l'état des recettes et paiements, depuis le 1er juillet au 31 décembre 1889, produit devant cette Chambre, 309. Réponse, 349. (*Document No. 171*).

YLVESTRE, HONORABLE LOUIS :—Ci-devant député pour le comté de BERTHIER.

Lettre à M. l'Orateur, du 24 décembre 1889, l'informant qu'il résigne son mandat pour le comté de Berthier, 11.

TAILLON, HONORABLE LOUIS OLIVIER :—Député pour le comté de MONTCALM.

Fait partie des Comités suivants :

Privilèges et Elections, 41 ; Agriculture ; Comptes publics, 72 ; Impressions, 106

Pétition présentée :

De la Société bienveillante de Notre-Dame de Bonsecours, Montréal, 38 ; demandant des amendements à son acte d'incorporation, 74.

TAILLON, HONORABLE LOUIS OLIVER :—*Suite.*

Bill présenté :

Bill amendant la loi constituant en corporation la Société bienveillante de Notre-Dame de Bonsecours à Montréal, (18 Vict., ch. 234) et la loi qui l'amende, (34 Vict., ch. 54), 112 ; honoraire remis, 309.

Interpellations au Ministère :

Bachand, Rév. J :—A quelle date la somme de \$300 lui a-t-elle été payée ? 170.

Baie des Chaleurs :—Qui a été chargé de faire une enquête au sujet du chemin de fer de la—? 82.

Cloran, M :—Combien a reçu—, pour enquête relative au jury, 82.

Cloran, M :—A-t-il fini ses travaux concernant le fonctionnement du système du jury, 209.

Cloran, M :—A-t-il fini ses travaux en rapport avec le "jury" ? 303.

Coaticooke et Compton :—Le gouvernement a-t-il accordé un subside à la Compagnie indépendante d'agriculture de—, 321.

De Keradec, Julien :—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 189.

Ecoles communes :—Combien le gouvernement a-t-il reçu du gouvernement d'Ontario sur le compte des—depuis février 1882 ? 234.

Gaboury, M., de St-Césaire :—Est-il agent des terres du gouvernement ? 289.

Langelier, M. Frs :—Dans quelle cause concernant les lots de grève, a-t-il représenté la province ? 407.

Langevin, M. Charles :—A-t-il fini son enquête en rapport avec le chemin de fer de la Baie des Chaleurs ? 217.

McGreevy, l'honorable Thos :—Appel par—, de la sentence arbitrale rendue dans l'affaire du chemin de fer du Nord, 119.

McGreevy :—La cause de—*vs* la Couronne sera-t-elle entendue pendant le terme de février courant ? 189.

Morrison :—Quels sont les avocats requis par le gouvernement pour le procès—? 83.

Normandeau et Isaacson :—Quelles sommes ont été payées à MM.—en 1885 ? 115.

Préfontaine, F. H :—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 410.

St. Jean :—Société d'agriculture du comté de—, lui a-t-il été promis récemment un octroi ? 359.

Témiscouata :—Quelles sommes ont été payées, jusqu'à aujourd'hui, à la Compagnie du chemin de fer—? 164.

Motions :

Que le comité des *Privileges et Elections* soit chargé de s'enquérir des circonstances se rattachant aux choix des officiers-rapporteurs pour certaines élections ; adoptée, 364.

Propose que vû l'urgence, la Chambre s'occupe immédiatement de la déclaration de *P. E. LeBlanc*, écr., concernant l'affaire du *Table Rock* ; négativé, 355.

TAILLON, HONORABLE LOUIS OLIVIER :—*Suite.*

Que certains mots soient rayés des Procès-verbaux de la séance du 12 mars 1890, 372; amendée par une autre motion de l'honorable M. Mercier, 379. Pour détails voir *Nantel et DeGrosbois, (Divers)*.

Amendement (aux résolutions de M. Robidoux relatives à la construction d'un pont métallique sur le St Laurent à ou près de Québec) proposé et négativé, 436.

Amendement pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill concernant l'augmentation de la représentation dans certaines divisions électorales; négativé, 350.

Amendement pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill concernant la représentation à l'Assemblée législative pour les districts électoraux de Wolfe et Richmond; négativé, 406.

Amendement (à la motion pour comité des subsides).—Que cette Chambre regrette que le gouvernement, par le Commissaire des travaux publics, ait fait faire des travaux considérables et dispendieux sans demander des soumissions suivant la loi et sans l'autorisation de la Législature; négativé, 508.

Amendement (à la motion pour concours dans l'item des subsides ayant rapport aux dépenses d'administration de la Justice); négativé par un sous-amendement de M. Robidoux, 270.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Avances :—Etat des sommes avancées par le gouvernement à divers journaux, en sus du prix des ouvrages actuellement faits par tels journaux; avec mention des considérations pour lesquelles telles avances ont été faites, 85.

Bachand, Révd. J :—Documents relatifs à l'item 11 du budget pour 1890, savoir: "Rév. J. Bachand, entretien et réparation de l'école de Saint-Edouard de Knowlton, \$300.00," 236.

Beaulieu, J. B :—Etat indiquant les raisons pour lesquelles M. J. B. Beaulieu, garde-forestier pour la division ouest du comté de Rimouski, a été destitué et par qui il a été remplacé. (Ordre du 20 mars 1889, page 399.) Réponse, 19. (*Document No. 39.*)

Champagne et Barry :—Copie de l'arrêt du Conseil, en date du 9 avril 1889, concernant le salaire de MM. Champagne et Barry, magistrats de district, Montréal, 363. Réponse, 367. (*Document No. 176.*)

Colonisation :—Etat indiquant les noms des personnes qui ont été mises en accusation, depuis février 1887, pour avoir commis des fraudes dans l'emploi des fonds de colonisation; accusation contre chacune d'elles; conviction; sentence, etc., etc. (Ordre du 20 février 1889, page 203.) Réponse, 43. (*Document No. 41.*)

Corporations commerciales :—Copie de la lettre adressée par M. Beausoleil au gouvernement en 1888, lorsqu'il a transmis ses comptes re taxes sur les corporations commerciales; Copie de la lettre de l'honorable M. Shehyn sur le même sujet, publiée pendant la dernière élection dans le comté de Mégantic; Aussi copie de tout arrêté du Conseil et de toute correspondance avec M. Beausoleil, et de tout document sur le même sujet. (Adresse du 14 mars 1889, pages 205, 353.) Réponse, 18. (*Document No. 35.*)

Coupal, Sixte :—Correspondance échangée entre Sixte Coupal, écuyer, et le gouvernement, depuis le 1er juillet 1888, concernant un pont sur la rivière au Diable, dans le comté de Terrebonne, 309. Réponses, 401, 445. (*Documents Nos. 198a et 198b.*)

TAILLON, HONORABLE LOUIS OLIVIER :—*Suite.*

Garde-forestiers :—Listes des surintendants garde-forestiers, des garde-forestiers, et des assistants garde-forestiers le 27 janvier 1887, aussi une liste des surintendants garde-forestiers, des garde-forestiers et des assistants garde forestiers nommés depuis cette date jusqu'à ce jour, avec mention de la date de la nomination de chacun, du salaire, des conditions de paiement, de la région assignée à chacun. (Ordre du 20 mars 1889, page 398.) Réponse, 75. (*Document No. 51.*)

Juges de la cour supérieure, Montréal :—Correspondance échangée entre le gouvernement de cette province et le gouvernement fédéral, durant les cinq dernières années, concernant la nomination des juges de la cour supérieure pour Montréal, 309.

Police Provinciale :—Liste des hommes appartenant à la force de police de la province avec mention de la date de la nomination de chacun, ainsi que les devoirs qui leur sont assignés. (Ordre du 20 mars 1889, page 397.) Réponse, 19. (*Document No. 38.*)

Réclamations contre la Couronne :—Liste de toutes réclamations contre la Couronne sujettes à contestation, et qui, depuis le 27 janvier 1887, ont été réglées à l'amiable, ou par arbitrage ; Liste des pétitions de droit, contenant des réclamations contre la Couronne, qui étaient pendantes le 27 janvier 1887 ; Liste des pétitions de droit, et généralement de toutes réclamations contre la Couronne, portées devant les tribunaux depuis le 27 janvier 1887. (Adresse du 8 mars 1889, page 310. Réponse, 367. (*Document No. 175.*)

Réclamations contre la Couronne :—Liste de toutes réclamations contre la Couronne, sujettes à contestation, et qui, depuis le 27 janvier 1887, ont été réglées à l'amiable, ou par arbitrage ou autrement, sans recourir aux tribunaux.

Liste des pétitions de droit et généralement de toutes réclamations contre la Couronne portées devant les tribunaux, non mentionnées dans la réponse à l'adresse votée le 8 mars 1889, avec mention des noms et prénoms des réclamants, du montant réclamé, etc., 219. Réponse, 380. (*Document No. 183.*)

St. André Avelin :—Copie de la requête adressée, en 1889, par Nicolas Chéné, demandant la nomination d'un conseiller municipal pour la paroisse de Saint-André Avelin, 166. Réponse, 329. (*Document No. 160.*)

Ste. Angèle de Rouville :—Correspondance échangée entre le gouvernement et la municipalité de Sainte-Angèle, comté de Rouville, concernant certaines sommes dues pour l'entretien dans l'asile Saint-Jean de Dieu, de trois aliénés de cette paroisse, 314. Réponse, 333. (*Document No. 164.*)

Sherbrooke :—Renseignements relatifs aux réparations à la prison et au palais de Justice de Sherbrooke, durant l'année 1889, 280. Réponse, 422. (*Document No. 202.*)

Divers :

Pour décisions de M. l'Orateur sur objections soulevées par ou contre l'honorable M. Taillon, 251, 270, 425, 470, 498, 500 ; Voir Marchand, l'honorable F. G. ; Ses décisions Nos. 18, 20, 29, 33, 34.

TESSIER, M. JULES :—Député pour le comté de PORTNEUF.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer les listes des comités permanents, 37 ; Agriculture ; Bills privés ; Chemins de fer, 72.

Présente le 13^e rapport du comité permanent des *Bills privés*, 222.

Pétitions présentées :

De l'Assemblée Jacques-Cartier, No. 10674, des Chevaliers du travail, de la paroisse de St-Raymond, 69 ; demandant : 1. un acte définissant la responsabilité des patrons ; 2. la nomination de un ou de plusieurs officiers, dans chaque district judiciaire, pour poursuivre en justice toutes personnes violant les lois, soit locales ou fédérales ; 3. un acte assurant aux manœuvres le montant de leur salaire, et que toutes personnes donnant des contrats soient tenues de voir que la main-d'œuvre soit payée ; 4. que le Lieutenant-Gouverneur et les maires soient seuls autorisés d'appeler les milices en temps d'émeute, 80.

Bill présenté :

Bill amendant les articles 375 et 721 du Code municipal, 149.

Interpellations au Ministère :

Codes de l'Instruction publique :—Seront-ils distribués aux curés et aux instituteurs dans la province ? 391.

Major Short et sergent Wallick :—Est-ce l'intention du gouvernement de contribuer au Monument en souvenir des—, 407.

Statuts refondus de la province :—Est-ce l'intention du gouvernement de transmettre aux conseils municipaux les— ? 164.

TESSIER, M. AUGUSTE :—Elu, le 4 décembre 1889, député pour le comté de RIMOUSKI, en remplacement de Ed. Onésiphore Martin, écr., décédé.

Certificat de son élection, 11 ; Prête serment et prend son siège, 12.

Fait partie des Comités suivants :

Pour préparer l'adresse en réponse au discours du Trône, 34 ; Agriculture ; Bills privés, 72 ; Bibliothèque, 106.

Pétition présentée :

De Sir N. F. Belleau, Sir Andrew Stuart *et al.*, de Québec, 291 ; demandant de refuser la passation du bill (No. 144) intitulé : " Acte amendant les lois relatives aux chemins à barrières de la rive nord, à Québec ", 292.

TESSIER, M. AUGUSTE :—*Suite.*

Bill présenté :

Bill pour amender l'article 5814 des S. R. de la P. de Q., ayant rapport aux ventes de créances et droits d'actions, 187.

Interpellation au Ministère :

Isles de la Magdeleine :—Le gouvernement va-t-il essayer d'arriver au rachat des— ? 389.

Motions :

Discours du Trône :—Motion de M. Tessier pour une adresse en réponse au—à l'ouverture de la session, 24 ; débat ajourné, 26. Débat repris, 29. Amendement et sous-amendement proposés ; sous-amendement adopté, 32 ; autre sous-amendement adopté, 33. Autre amendement proposé et négativé, 33. Adresse adoptée et renvoyée à un comité spécial ; adresse rapportée, 34. Adoptée ; ordre d'en faire la grosse ; devant être présentée par toute la Chambre, 36. Réponse, 127.

Pour renvoyer à six mois la seconde lecture de certaine résolution (rapportée du comité général) concernant le tarif des péages à être prélevé par les syndics des chemins à barrières de la rive nord, à Québec ; adoptée, 345.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Baie des Chaleurs :—Rapports et documents quelconques, se rattachant aux travaux sur la section K du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, et des demandes de paiements des gages des ouvriers du droit de passage, des provisions fournies, etc., etc., en rapport avec les travaux de cette section, 305, 307. Réponse, 401. (*Document No. 90b*). Impression ordonnée, 475.

Baie des Chaleurs :—Production du troisième rapport du commissaire concernant la Compagnie du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, 443. Réponse, 445. (*Document No. 226*).

Ecoles subventionnées :—Correspondance échangée entre l'honorable Secrétaire de la province et le Surintendant de l'Instruction publique, au sujet du nombre d'enfants qui n'apprennent pas le français, dans les écoles subventionnées par la province, 387. Réponse, 412. (*Document No. 201*). Impression ordonnée, 477.

Grande Cascapédia :—Documents en rapport avec la construction du pont projeté sur la rivière Grande Cascapédia, dans le comté de Bonaventure, 441. Réponse, 445. (*Document No. 225*).

Isles de la Magdeleine et Anticosti :—Correspondance, rapports et autres documents se rapportant aux Isles de la Magdeleine et à l'Isle d'Anticosti, 171. Réponses, 277, 292, 238. (*Documents Nos. 140a, 140b et 140c*). Impression ordonnée, 479, 475.

Murphy et Gourdeau :—Documents produits dans une certaine cause pendante en cour supérieure du district de Québec, dans laquelle Owen Murphy est demandeur et F.

Gourdeau, défendeur, 387. Réponse, 422. (*Document No. 206*). Impression ordonnée, 477.

TOURIGNY, M. HENRI BRUNELLE :—Député pour le comté de NICOLET.

Fait partie des Comités suivants :

Ordres permanents, 41 ; Agriculture ; Chemins de fer ; Industries, 72.

Pétition présentée :

De Napoléon Doucette et autres, tous cultivateurs de Saint-Grégoire le Grand, comté de Nicolet, 132 ; demandant que le montant de leur salaire leur soit payé à même le subside accordé à la " Compagnie de chemin de fer le Grand Oriental, 44. "

Interpellations au Ministère :

Buies, Arthur :—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 233.

Bureau, M. Napoléon :—Quelle somme a été payée à—dans certaines causes ? 116.

Lafontaine, M. Emery :—Est-il employé du gouvernement ? 275.

Landreville, M. Maxime :—A-t-il été à l'emploi du gouvernement pendant la présente session ? 480,

Licences :—Le gouvernement va-t-il amender, à cette session la loi des— ? 302.

Malenfant, M. Narcisse :—Est-il à l'emploi du gouvernement ? 263.

Mercier, M. J. A.—, de Montréal, est-il à l'emploi du gouvernement ? 218.

Mercier, M. J. A. :—Par qui et comment les services de—ont-ils été requis ? 303.

Mercier M. J. A. :—Quel loyer paie-t-il au gouvernement ? 303.

Ponts métallurgiques :—A-t-il été demandé des soumissions pour matériaux employés dans les— ? 359.

Adresses et Ordres de la Chambre demandés :

Cap Santé :—Correspondances entre le gouvernement et aucune personne de la paroisse du Cap Santé, comté de Portneuf, ou d'ailleurs, relativement à l'allocation de \$250.00 pour la construction d'un bac sur la rivière Jacques-Cartier, entre le Cap Santé et les Ecureuils, 339. Réponse, 438. (*Document No. 212*).

King vs. Kerr :—Documents en la possession du Commissaire des terres ou du gouvernement, au sujet de la somme de \$2,097.41, qui paraît à la page 129 des comptes publics pour 1888, avoir été payée à MM. King, Brothers, dans la cause King et Kerr. (Ordre du 4 mars 1888, page 274.) Réponse, 17. (*Document No. 25*.)

Mercier, J. A. :—Copie de tout ordre ou écrit émanant du département des travaux publics et de celui du Procureur-général, depuis le premier août 1887, et réquerant les services de M. J. A. Mercier, de Montréal, pour les fins mentionnées dans la réponse de l'honorable Procureur-général à l'interpellation de M. Tourigny, le 13 février 1890, etc., etc, 309. Réponse, 399. (*Document No. 193*.)

Nicolet :—Correspondance entre le gouvernement et les conseils municipaux des ville et paroisse de Nicolet, au sujet de la construction d'un pont sur la rivière Nicolet, 339. Réponse, 401. (*Document No. 199*.)

Ponts métalliques :—Production de toute demande de soumissions pour l'achat des matériaux employés dans la construction des ponts métalliques, 387. Réponse, 456. (*Document No. 227*.)

TRUDEL, M. FERDINAND :—Député pour le comté de CHAMPLAIN.

Fait partie des Comités suivants :

Agriculture ; Comptes publics, 72 ; Bibliothèque et Impressions, 106 ; Association pharmaceutique, 171.

Interpellations au ministère :

DuTremblay, M. P. P. V :—A-t-il eu, depuis 1884, quelque'emploi du gouvernement ? 410.

DuTremblay, M. P. P. V :—Combien a-t-il reçu pour le relevé des rivières Eaux Mortes et Towachiche ? 424.

Institut agronomique de Beauvais :—Établissement en cette province d'une succursale de l'—, 41.

Lacroix, M. Trefflé :—A-t-il quelque'emploi du gouvernement ? 460.

Motion :

Amendement pour renvoyer de nouveau à un comité général le bill pour amender l'acte incorporant Collège de médecine et de chirurgie de Montréal ; négativé, 298.

Adresse de la Chambre demandée :

Beauvais, Institut agronomique :—Documents se rattachant à l'établissement d'une succursale de l'Institut agronomique de Beauvais, dans la province de Québec, 45. Réponse, 87. (*Document No. 58.*)

TURCOTTE, HONORABLE HENRI RÉNÉ ARTHUR :—Député pour TROIS-RIVIÈRES.

Fait partie des Comités suivants :

Privilèges et Elections ; Législation, 41 ; Impressions, 106 ; Frontière Nord de la province, 158.

Pétitions présentées :

Des Dames Religieuses du Précieux Sang des Trois-Rivières, 69 ; demandant un acte d'incorporation sous le nom de "Sœurs du Précieux Sang des Trois-Rivières," 79.

Du Conseil de la cité des Trois Rivières, 91 ; demandant des amendements à l'acte 38 Victoria, chap. 76, et aux divers actes qui l'ament, 104.

De Damase Beaugard *et al*, de St-Damase ; demandant certains amendements au bill pour annexer au comté de Rouville partie de St-Michel de Rougemont, lue et reçue, 191.

Bills présentés :

Bill amendant l'article 597 des S. R. de la P. de Québec, relatif au enquêtes sur les affaires, publiques, 37.

TURCOTTE, HONORABLE HENRI RÉNÉ ARTHUR :—*Suite.*

Bill amendant l'article 2507 des S. R. de la P. Q., relatif aux magistrats de district, 77.

Bill constituant en corporation les Sœurs du Précieux Sang des Trois-Rivières, 92 ; honoraire remis, 166.

Bill amendant les divers actes concernant la Corporation de la cité des Trois-Rivières, 125

Bill amendant le Code de procédure civile, relativement à la cour des commissaires, 187.

Bill relatif à certaines procédures faites devant la cour des magistrats de district de Montréal et à l'exécution des jugements de ce même tribunal, 281.

Bill amendant les lois relatives aux jurés et à l'indemnité des témoins de la Couronne, 141. Bill amendant ce bill, 292.

Motions :

Que la Chambre se forme en comité général pour considérer certaines résolutions ;—relatives aux magistrats de district, 37, 66, 76 ;—relatives aux jurés et aux témoins de la Couronne, 122, 130.

Que le bill relatif aux magistrats de districts soit lu la seconde fois ; adoptée, 94.

Que la Chambre s'ajourne du samedi au lundi suivant à 7½ heures P. M., et que les comités ne siègent pas ce jour-là afin de permettre aux députés de prendre part à la célébration de la fête nationale des Irlandais, 388.

Divers :

Informe la Chambre que le Lieutenant-Gouverneur recommande certaines mesures, 66, 130.

L'honorable M. Turcotte déclare de son siège que, dans tout le cours des négociations qui ont eu pour résultat la vente de cette propriété, connue sous le nom de *Table Rock*, il n'a été guidé que par le seul désir de protéger et de servir les intérêts de la province, etc ; ordonné que la dite déclaration soit insérée dans les Journaux de la Chambre, 399.

Pour détails concernant l'affaire *Table Rock* ; Voir *Bernatchez (Divers)* ; *LeBlanc (Divers)*.

DOCUMENTS DE LA SESSION

Liste des documents dont l'impression a été ordonnée.

- No. 13.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 6 février 1889, pour un état des sommes payées à même l'emprunt de \$3,500,000 autorisé par la 50 Victoria, chapitre 2, pour toutes les fins mentionnées dans le préambule du dit chapitre 2, 50 Victoria, 310.
- No. 23.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 4 mars 1889, pour copie de toute correspondance échangée, depuis le mois d'août (1888), entre le Commissaire des terres, ou aucun des membres du gouvernement, et M. A. S. D. Van Barneveld, sur tous sujets se rapportant aux Isles de la Magdeleine, 475.
- No. 58.—Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 15 janvier 1890, demandant copie de toute correspondance, documents, résolutions du conseil d'agriculture, et ordres en Conseil se rattachant à l'établissement d'une succursale de l'Institut agronomique de Beauvais, dans la Province de Québec, 311.
- No. 60.—Réponse à une adresse, du 16 janvier 1890, demandant copie de toutes instructions données par le gouvernement de la province, ou aucun de ses membres, à l'officier-rapporteur, Alphonse Couillard, écuyer, shérif, avant ou pendant la dernière élection dans le comté de Rimouski, 311.
- No. 61.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 16 janvier 1890, pour production de la lettre de Monseigneur Bossé, adressée au gouvernement, en rapport avec les secours à donner aux pêcheurs du Labrador; Etat détaillé des dépenses, achat de provisions, etc., par MM. Turner & Cie., et toutes correspondances à ce sujet, 311.
- No. 63.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 5 juillet 1888, pour une liste de tous les arpentages ordonnés par le gouvernement ou le Commissaire des terres de la Couronne, depuis le 29 janvier 1887; les noms des arpenteurs employés; les sommes payées à chacun d'eux; les sommes qui leur reviennent; et les comtés ou divisions pour lesquels les arpenteurs ont été nommés, 311.
- No. 66.—Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 20 janvier 1890, demandant copie de tous ordres en Conseil, adoptés depuis le 30 janvier dernier, autorisant le paiement de subsides aux différentes compagnies de chemins de fer, 311.
- No. 67.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 23 janvier 1889, pour : 1. Copie des instructions données à M. C. A. LeBel, de Montréal, touchant les Iles de Magdeleine, et du rapport par lui fait de son inspection ou exploration et de toute correspondance à ce sujet; aussi, état des dépenses encourues par suite de cette inspection ou exploration, 479.

- No. 71.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 20 janvier 1890, pour copie de la correspondance, etc., au sujet du paiement et traitement des jurés en matières criminelles, 475.
- No. 80.—Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 23 janvier 1890, demandant copie des instructions données à M. Lavoie, du département des terres de la Couronne, en rapport avec sa mission ou voyage dans le comté de Rimouski, durant les mois de novembre et décembre derniers; copie de son rapport et état des sommes payées ou remises par lui, 311.
- No. 88a.—Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 30 janvier 1890, demandant copie de tous ordres en Conseil et de toute correspondance échangée entre les deux gouvernements fédéral et provincial, et de tous autres documents relatifs à la Frontière Nord de la province de Québec, 311.
- No. 88b.—Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, du 30 janvier 1890, demandant copie de tous ordres en Conseil et de toute correspondance échangée entre les deux gouvernements fédéral et provincial, et de tous autres documents relatifs à la Frontière Nord de la province de Québec, 311.
- No. 90a.—Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 30 janvier 1890, demandant le rapport spécial de M. Charles Langelier, commissaire, daté de ce jour, au sujet de la section K du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, et la liste des travailleurs, avec les montants dus à chacun, 475.
- No. 90b.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 5 mars 1890, pour copie de toute correspondance, rapports et documents généralement quelconques, se rattachant aux travaux sur la section K du chemin de fer de la Baie des Chaleurs, et des demandes de paiements des gages des ouvriers, du droit de passage, des provisions fournies, etc., etc., en rapport avec les travaux de cette section, 475.
- No. 98.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 6 février 1890, pour copie de la correspondance, échangée entre le colonel Rhodes, ministre de l'agriculture, et M. Faucher de Saint-Maurice, transmettant certains renseignements sur le guano de poisson, 311.
- No. 101.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 6 février 1890, pour une liste de toutes les corporations commerciales qui ont payé la taxe directe imposée par le Statut de 1882, durant le dernier exercice financier; Le montant payé par chacune de ces corporations pour le même exercice, 311.
- No. 102.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 12 février 1890, pour un état montrant quel est le chiffre des arrérages (accumulés avant le 17 juillet 1887) compris dans l'item inscrit comme suit, à la page 6 des comptes publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1889; savoir: Taxes sur les corporations commerciales, \$144,550.84, 311.
- No. 105a.—Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 30 janvier 1880, demandant copie de tous documents et correspondances concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, excepté pour le comté de Terrebonne, au sujet duquel la correspondance a déjà été produite, 245.

- No. 105b.—Réponse supplémentaire à une adresse de l'Assemblée législative, du 30 janvier 1890, demandant copie de tous documents et correspondances concernant l'augmentation de la représentation à l'Assemblée législative, excepté pour le comté de Terrebonne, au sujet duquel la correspondance a déjà été produite, 245.
- No. 107.—Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 15 janvier 1890, demandant un état détaillé des sommes payées, depuis le 6 février 1889, par le gouvernement, à même l'emprunt de \$3,500,000 et de toute autre somme payée, avant et depuis le six février 1889, par le gouvernement à même l'emprunt sur la dette de la province, 312.
- No. 111.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 23 janvier 1890, pour copie des procédés et du rapport final du comité nommé pour la distribution de \$50,000 votées, pendant la dernière session, pour l'achat et la distribution des grains de semence dans la province, 312.
- No. 117.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 25 février 1889, pour copie de toute la correspondance échangée entre aucune municipalité des cantons de l'Est, ou aucune personne de la part de telle municipalité qui est encore endettée au fonds d'emprunt municipal, et le département du Trésor ou aucun autre département, ou l'honorable Trésorier ou aucun autre ministre, relativement à cette date, avec ensemble copie de toute requête ou de tout memorandum, qui s'y rapporte, qui n'ont pas encore été ordonnés ou produits, 312.
- No. 118.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 3 février 1890, pour un état montrant la superficie des terrains de la Couronne sur lesquelles des permis de coupe de bois ont été vendus, durant les années 1880, 1881, 1884, 1888 et 1889; aussi le produit de chaque vente, le montant payé et la balance non payée, 312.
- No. 131.—Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 20 février 1890, demandant copies de tous documents, correspondances, lettres échangées entre le gouvernement de cette province et le gouvernement impérial, au sujet des résolutions de la conférence interprovinciale de 1888, 312.
- No. 134.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 10 février 1890, pour un état comparatif détaillé de la dette de la province, pour les emprunts temporaires et dépôts, aux dates du 30 juin et du 31 décembre 1889; cet état devant mentionner le capital des dépôts des compagnies de chemin de fer de Québec et Lac St-Jean, de Témiscouata, de Montréal et lac Maskinongé, avec les intérêts à être payés sur le dit capital, pendant la durée de la garantie d'intérêts, 312.
- No. 140a.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 6 février 1890, pour copie de toute correspondance, rapports et autres documents se rapportant aux Isles de la Madeleine et à l'Isle d'Anticosti, 479.
- No. 140b.—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, du 6 février 1890, pour une copie de toute correspondance et autres documents se rapportant aux Isles de la Madeleine et d'Anticosti, 479.

- No. 140c.—Réponse supplémentaire à un ordre de la Chambre, du 6 février 1890, pour copie de toute correspondance, rapports et autres documents se rapportant aux Isles de la Magdeleine et d'Anticosti, 475.
- No. 148.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 20 février 1890, pour une copie du rapport fait par la Révérende Sœur Thérèse de Jésus et du docteur Vallée, après leur voyage en Europe, l'été dernier, 475.
- No. 152.—Rapport de M. St-Cyr, conservateur du musée, pour l'année 1888-89, 475.
- No. 153a.—Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 20 janvier 1890, demandant la liste complète des lettres de crédit ou promesses de paiement futur venant des différents départements du service civil, depuis le premier janvier 1889; ainsi que des noms des personnes en faveur de qui ces lettres de crédit ont été délivrées, le montant de chacune de ces lettres, et un état de la nature des réclamations pour lesquelles ces lettres de crédit ont été délivrées, avec leurs dates respectives, 475.
- No. 153b.—Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 20 janvier 1890, demandant la liste complète des lettres de crédit, ou promesses de paiement futur, venant des différents départements du service civil, depuis le premier janvier 1889; ainsi que des noms des personnes en faveur de qui ces lettres de crédit ont été délivrées, le montant de chacune de ces lettres, et un état de la nature des réclamations pour lesquelles ces lettres de crédit ont été délivrées, avec leurs dates respectives, 475.
- No. 161.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 17 février 1890, pour un état faisant voir, année par année, depuis le 1er juillet 1867 jusqu'à cette date, le nombre de milles carrés de territoires affermés ou vendus pour la coupe du bois, la moyenne du prix par mille carré obtenu à chaque vente, et le nombre de milles remis par les adjudicataires, ou sur lesquels le bonus n'a pas été payé, avec aussi les frais de chaque vente.
Le nombre de milles carrés du domaine public actuellement sous licence, pour la coupe du bois, et pareil état pour la date du 1er juillet 1887.
Le nombre de milles carrés sur lesquels il se fait actuellement du bois, et le nombre de milles sur lesquels les porteurs de licences ne font pas de bois, 475.
- No. 162.—Réponse à un ordre de la Chambr, du 20 février 1890, pour une liste des employés surnuméraires nommés dans chaque département, depuis la dernière session; la date de leur nomination et de leur traitement, 476.
- No. 163.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 10 février 1890, pour un état de toutes les sommes payées par le gouvernement, à tout avocat ou bureau d'avocats, dans les clauses suivantes, plaidées devant le conseil privé de Sa Majesté, ou toute autre cour en cette province, ou dans aucune de ces causes, savoir : Gilmour, appelants, et Hector Mauriot, C. A. Paradis, Philippe Paradis, Joseph Paradis, Jean-Baptiste Daoust, Frank Brouillard, A. Boissonneau, Isaïe Lapointe et Jean-Baptiste Allaire, intimés, 476.
- No. 165.—Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 8 mars 1890, demandant la production des documents suivants :
Copie de l'ordre en Conseil, du 26 décembre 1889, du gouvernement du Canada, de la réponse, du 8 janvier 1890, du Lieutenant-Gouverneur de cette province, et copie de tous les protêts et notifications signés, de

la part du gouvernement de Québec et aux adjudicataires des droits de pêche, en date du 8 janvier et du 12 février 1890, le tout tel que mentionné dans les résolutions soumises à cette Chambre, le 7 du courant, touchant les droits de pêche.

Copie de tout autre correspondance, échangée entre les deux gouvernements et en la possession du gouvernement de Québec, relativement aux droits de pêche en question, pourvu que cette correspondance n'ait pas déjà été produite.

Copie de tous rapports, mémoires ou autres renseignements officiels, non déjà produits, en la possession du gouvernement, sur la question de savoir si ces rivières, objets du conflit entre les deux gouvernements, sont navigables ou non, 476.

No. 166.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 20 février 1890, pour copie de toute correspondance échangée au sujet de la distribution de la brochure du Premier-ministre, intitulé : " Esquisse générale de la province de Québec," 476.

No. 168.—Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 7 mars 1890, demandant copie de l'ordre en Conseil autorisant la remise de la balance due par la municipalité de St-Jean, Ile d'Orléans, au fonds d'emprunt municipal, 476.

No. 172.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 17 février 1890, pour un tableau indiquant : 1. Le nombre actuel des surintendants garde-forestiers et des garde-forestiers.

Le nombre de ceux employés par le gouvernement précédent.

Les noms des garde-forestiers ou surintendants garde-forestiers indiqués dans le rapport mis devant cette Chambre, ceux des nouveaux employés ou des employés en remplacement d'autres, dont les services n'étaient plus requis.

Les noms des gardes-forestiers remplacés depuis 1887, 476.

No. 177.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 12 mars 1890, pour une copie du rapport fait par le capitaine Kirwin, en vertu de la commission qui lui a été adressée, en date du 22 juin 1889, telle que mentionnée dans une réponse donnée par le gouvernement, le 8 mars courant (1890), 476.

No. 180.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 5 mars 1890, pour un état détaillé de tous les paiements faits, à même l'item des dépenses, de \$18,736.51, pour " Divers en général," mentionné à la page 9 de l'état des recettes et paiements, depuis le 1er juillet jusqu'au 31 décembre 1889, produit devant cette Chambre, 477.

No. 186.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 27 janvier 1890, pour la correspondance etc., au sujet du paiement et de la répartition plus juste des rentes seigneuriales dans la seigneurie Lauzon, 477.

No. 201.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 15 mars 1890, pour une copie de la correspondance échangée entre l'honorable Secrétaire de la province et le surintendant de l'Instruction publique, au sujet du nombre d'enfants qui n'apprennent pas le français, dans les écoles subventionnées par la province, 477.

No. 203.—Réponse à une adresse de l'Assemblée législative, du 5 mars 1890, demandant la correspondance avec le gouvernement fédéral, le rapport du Ministre de la Justice, les mémoires, réponses, etc., relativement au désaveu de la loi 52 Victoria, chap. 30. 477.

No. 206.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 10 mars 1890, pour une copie de la déclaration, des plaidoiries et de tous les autres documents produits dans une certaine cause pendante en cour supérieure du district de Québec, dans laquelle M. Owen Murphy est demandeur et F. Gourdeau, défendeur ; avec dossier "Table Rock", 477.

No. 217.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 21 mars 1890, demandant la correspondance entre l'honorable Premier Ministre, l'honorable G. Ouimet, Surintendant de l'Instruction publique, et le révérend E. I. Rexford, secrétaire anglais du conseil de l'Instruction publique, concernant les droits et privilèges accordés à la minorité en matière d'éducation, 477.

No. 223.—Réponse à un ordre de la Chambre, du 19 mars 1890, pour un état de traitement annuel de M. Geoffrion, inspecteur des bureaux d'enregistrement ; Etat des sommes reçues depuis sa nomination, à part de son traitement, à titre de frais de voyage ou d'indemnité spéciale, pour certains services ou autrement ; Etat des sommes qui sont dues à M. Geoffrion, dans le cas où il lui serait dû quelque chose, 477.

La déposition de M. J. A. Mercier devant le comité des Comptes publics, 515.

ERRATA

Page 81, ligne 5, au lieu de "Gingras," lisez "Giguère."

Page 117, ligne 7 du bas, après le mot "par" insérez "Desjardins."

Page 127, ligne 21, au lieu de "1880" lisez "1889."

Page 140, ligne 29, après le mot "par" ajoutez "l'honorable."

Page 148, ligne 2, du bas, au lieu de "deux cents piastres" lisez "cinq cents piastres."

Page 162, ligne 27, au lieu de "huit cent" lisez "neuf cent."

Page 177, ligne 31, au lieu de "20 janvier" lisez "24 janvier."

Page 242, ligne 24, au lieu de "140 α " lisez "440."

Page 260, ligne 18, au lieu de "onzième" lisez "douzième."

Page 261, ligne 23, au lieu de "15 janvier" lisez "30 janvier."

Page 329, ligne 30, au lieu de "16 février" lisez "16 janvier."

Page xxix de l'index—item 12, au lieu de "février 1887," lisez "février 1889."

Page xxxix de l'index—item 71, au lieu de "No. 270," lisez "No. 134."

Page xli de l'index—item 80, au lieu de "E. I. Rexfrod," lisez "E. I. Rexford"

Page xli de l'index—item 84, au lieu de "1886," lisez "1889."

Page lx de l'index—item 200, au lieu de "No. 26," lisez "No. 69."

Page lxiii de l'index—item 221, au lieu de "page 287," lisez "397."

Page lxiv de l'index—item 228, au lieu de "page 91," lisez "241."